

Digitized by the Internet Archive  
in 2009 with funding from  
University of Ottawa



RÉPERTOIRE GÉNÉRAL

DES SOURCES MANUSCRITES

DE

L'HISTOIRE DE PARIS

PENDANT

LA RÉVOLUTION FRANÇAISE



*L'administration municipale laisse à chaque auteur la responsabilité des opinions  
émises dans les ouvrages publiés sous les auspices de la Ville de Paris.*

---

TOUS DROITS RÉSERVÉS



T9137r

VILLE DE PARIS

PUBLICATIONS RELATIVES A LA RÉVOLUTION FRANÇAISE

---

# RÉPERTOIRE GÉNÉRAL

DES SOURCES MANUSCRITES

DE

# L'HISTOIRE DE PARIS

PENDANT

## LA RÉVOLUTION FRANÇAISE

PAR

ALEXANDRE TUETÉY

---

TOME QUATRIÈME

ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

(PREMIÈRE PARTIE)



Armes de la Municipalité de Paris, en 1790.

17/121  
12/5/22

PARIS

IMPRIMERIE NOUVELLE (ASSOCIATION OUVRIÈRE)

11, RUE CADET

—  
1899





# INTRODUCTION

---

Aucune journée historique de la Révolution n'est entourée de plus d'incertitudes, enveloppée de plus d'obscurités que celle du 10 août; pour employer l'expression pittoresque de Michelet (1), elle disparaît en quelque sorte sous des alluvions de mensonges, accumulées par les auteurs de Mémoires, qui ont trop souvent mis au premier plan des accessoires légendaires pour laisser dans l'ombre les circonstances essentielles. On se trouve en présence de tant de récits contradictoires, qu'il est fort difficile d'apprécier le caractère de la lutte suprême engagée entre la royauté et la nation, lutte qui se termina par l'effondrement de la monarchie. L'esprit de parti a étrangement dénaturé les faits, ce que les uns appellent une grande et glorieuse journée n'est pour les autres qu'une criminelle émeute. Ce n'est pas seulement lors des événements tragiques qui se sont déroulés le 10 août, que certains témoins oculaires (2) n'ont voulu voir dans les assaillants des Tuileries que des émeutiers; de profession, qu'une première décharge eût facilement dispersés; de nos jours encore quelques écrivains, loin d'envisager la bataille du 10 août comme un duel loyal entre la France armée pour la défense de sa liberté et un roi pactisant avec l'étranger, la considèrent comme l'œuvre néfaste de bandits cosmopolites qu'ils placent sur le même rang que les auteurs des massacres de sep-

(1) Michelet, *Histoire de la Révolution*, t. III, p. 249.

(2) Napoléon Bonaparte, qui se trouvait à ce moment au Carrousel, dans la maison de Fauveau, son ancien camarade de Brienne. — Cf. Taine, *La Révolution*, t. II, p. 241.

tembre, quoiqu'aucun rapprochement ne soit possible, car à l'époque révolutionnaire on remarque des combattants du 10 août, très fiers de leur participation à cette journée, protester énergiquement contre toute assimilation aux individus qui avaient trempé dans les exécutions sanglantes des prisons (1).

Pour se rendre un compte exact de ce qui s'est passé le 10 août, il importe d'examiner tout d'abord de quels éléments se composaient les forces insurrectionnelles qui montèrent à l'assaut des Tuileries. En première ligne figure le bataillon Marseillais qui joua un rôle prépondérant dans l'attaque du château et y fut très éprouvé.

Si l'on en croit M. Taine (2), ce bataillon de 516 hommes, formant huit compagnies, n'était qu'un ramassis d'aventuriers, gens de sac et de corde, tous coupe-jarrets et spadassins de la dernière plèbe. Rien n'est plus contraire à la vérité; il ressort d'ailleurs d'une étude récente (3) que ce bataillon d'élite avait été formé de volontaires de la garde nationale de Marseille, appartenant aux meilleures familles du pays. Le bataillon des 300 Brestois, était, au dire du même historien, composé des plus détestables éléments, cette affirmation n'est pas mieux justifiée.

Les Marseillais et les Bretons n'étaient pas les seuls volontaires provinciaux. On comptait parmi les combattants du 10 août des fédérés de toutes les régions de la France : de l'Hérault, des Pyrénées-Orientales, du Var, de Rhône-et-Loire, de la Charente-Inférieure, du Doubs, d'Ille-et-Vilaine, la plupart se comportèrent bravement et subirent des pertes sensibles. Nous voyons dans le nombre relativement considérable des fédérés blessés un volontaire des Landes, qui se trouvait dans les rangs des Marseillais, et qui dans la mêlée reçut un coup de bayonnette sur le front, un autre sur le pied droit, une morsure à la jambe d'un volontaire Marseillais agonisant, plusieurs bourrades sur le corps et de graves contusions; après un traitement de quatre mois à l'hôpital militaire de Meaux, il resta perclus et « offensé pour la vie » (4).

Un autre fédéré de Saône-et-Loire, d'après un double certificat délivré par Santerre et par l'Assemblée générale des fédérés (n° 2627), se conduisit en brave citoyen. « Si la mort l'a respecté, proclama Santerre, ce n'est

(1) Le 9 février 1793, un ancien fédéré de Saône-et-Loire, Jean-François Rolland, devenu officier au 68<sup>e</sup> régiment d'infanterie, dans une lettre au ministre, exprimait la crainte de voir figurer son nom sur le tableau de ceux qui s'étaient distingués le 10 août, à côté des exécrables noms de ceux qui avaient contribué aux journées des 2, 3 et 4 septembre. (Archives nationales, F<sup>13</sup> 3272.)

(2) Taine, *La Révolution*, t. II, p. 222.

(3) Pollio et Marcel, *Le Bataillon du 10 août*, recherches pour servir à l'histoire de la Révolution française, Paris, 1881.

(4) Attestation de M. Daugreilh, chirurgien à l'hôpital du camp de Meaux. (N° 2728.)



pas qu'il ait fui le danger, étant de l'avant-garde de l'artillerie, et témoin de la trahison insigne exercée envers les citoyens. Ces exemples qu'il serait facile de multiplier, sont de nature à montrer que les fédérés restés à Paris et qui prirent part au 10 août étaient non moins patriotes que ceux qui les avaient précédés au camp de Soissons.

A côté des Marseillais, des Brestois et des fédérés de tous les départements, accourus pour défendre la Patrie en danger, vinrent se grouper non seulement les bataillons des faubourgs Saint-Antoine et Saint-Marceau, mais encore ceux formés dans toutes les sections parisiennes. Ces gardes nationaux, appartenant pour la plupart à la classe ouvrière et exerçant les professions les plus variées, n'étaient nullement des émeutiers de profession, fauteurs de désordres et de troubles, encore moins des malfaiteurs attirés par l'appât du pillage. Ils marchaient contre les Tuileries, dominés par la pensée que le Roi n'était entouré que de traîtres. Les traîtres autrichiens des Tuileries (n° 2361), de complices des émigrés, et qu'il fallait détruire une fois pour toutes le repaire de la tyrannie. Plusieurs de ces soldats de la Révolution, tels que Cruau, Parein, Poux-Landry avaient pris part à la journée du 14 juillet et figuraient sur la liste des vainqueurs de la Bastille. Tous ces citoyens qui envahirent le Carrousel et se pressèrent aux portes des Tuileries n'avaient certes pas l'allure martiale d'une troupe d'élite disciplinée comme le régiment des gardes suisses; mais quoiqu'imparfaitement armés et n'ayant même que de simples piques, ils firent bravement face à l'ennemi et troquèrent, dès que l'occasion s'en présenta, leurs piques contre les fusils de leurs adversaires hors de combat (1).

Ce qui atteste toute la ferveur des sentiments patriotiques qui animaient gardes nationaux et fédérés, c'est que nombre d'entre eux, atteints de blessures assez graves, n'attendirent pas leur guérison pour voler aux frontières. Ainsi un fédéré de la Gironde, blessé de deux coups de sabre sur l'épaule, partit sans être guéri pour la frontière du Nord (2), un garde national de la section armée de l'Arsenal, blessé à la main droite, s'enrôla, le 5 septembre, dans la compagnie de son bataillon, envoyée à l'armée (3); un autre, très grièvement blessé, n'était pas encore guéri le 1<sup>er</sup> janvier, jour où il se mit en route pour rejoindre les volontaires (4); tel autre encore, traité quarante jours pour un coup de feu au bras gauche, se trouvait, le 17 novembre 1792, gendarme à cheval de la 2<sup>e</sup> division,

(1) Déclaration du sieur Gosset, sculpteur. (N° 2362.)

(2) Certificat de M. Collet, chirurgien-major de la section des Lombards. (N° 271.)

(3) Certificat de M. Dufrenoy, chirurgien de la section armée de l'Arsenal. (N° 276.)

(4) Certificat de MM. Duboujon et Delatour, chirurgiens. (N° 278.)

pour compléter le tableau de l'époque, il termine à son poste avec ses braves camarades à la poursuite de l'ennemi (1) ». Un Marseillais, blessé d'une balle au mollet, ne fut guéri que le 10 décembre, et souffrit des 10 septembre pour les frontières (2). Un tel «*clun*» patriotique ne se rencontre guère au sein de la populace vile et abjecte où se recrutent les professionnels de l'émeute. On sait d'ailleurs que les combattants du 10 août se firent un titre de gloire de leur participation à cette journée et sollicitèrent l'honneur d'être inscrits sur le tableau décrété par la Convention nationale le 25 décembre 1792, tableau qui devait être imprimé, distribué et envoyé à tous les départements (3).

Dans ces masses populaires qui se précipitèrent à l'assaut des Tuileries, les femmes elles-mêmes se signalèrent par leur exaltation et par leur ardeur guerrière. La plus connue de ces énergumènes, Théroigne de Méricourt, la belle Liégeoise, se montra au premier rang avec son costume écarlate; comme l'on sait, ce fut elle qui fut l'instigatrice du meurtre du journaliste Sureau. Une autre patriote, qui se distingua dans la bataille du 10 août, la demoiselle Lacombe, prenant la qualification d'artiste, reçut des fédérés, en témoignage de sa belle conduite, une couronne civique et une ceinture tricolore, dont elle fit hommage, le 23 août, à l'Assemblée (4).

Une autre héroïne révolutionnaire, qui avait acquis une certaine célébrité lors des journées d'octobre 1789 et qui fut arrêtée pour s'être rendue à Versailles avec le dessein d'emporter dans un linge la tête de Marie-Antoinette, se retrouve dans les rangs des combattants du 10 août : Louise-Reine Audu eut la cuisse traversée par une balle et fut recueillie dans la section de 1792, où elle reçut pendant vingt-cinq jours les soins que méritait une aussi bonne patriote, «*ayant contribué à l'abolition de la royauté et à l'établissement de la souveraineté du peuple* (5) ». Pétion lui-même intercédait en sa faveur auprès du comité de la même section, déclarant qu'elle n'avait pas encore reçu la récompense à laquelle son patriotisme distingué lui donnait le droit de prétendre et qu'elle se trouvait

Nous citerons encore la femme d'un garde national de la section des Dents de l'Homme (1792) d'une belle et saine cuisine qui fut elle-même

<sup>(1)</sup> *Confédération des Français, Convention de la section de la Liberté* (N° 1521).

<sup>(2)</sup> *Confédération des Français, Convention de la section de la Liberté* (N° 1521).

<sup>(3)</sup> *Confédération des Français, Convention de la section de la Liberté* (N° 1521).

<sup>(4)</sup> *Ibid.* (N° 1521).

<sup>(5)</sup> *Confédération des Français, Convention de la section de la Liberté* (N° 1521).

<sup>(6)</sup> *Confédération des Français, Convention de la section de la Liberté* (N° 1521).



blessée aux jambes en se portant au secours de son mari et : une humble domestique, au service du Suisse de la Porte royale, qui reçut trois coups de feu aux bras en sauvant la garde nationale du jardin : cette pauvre femme resta estropiée et, par suite de la mort de son mari tué aux frontières, se trouva dans la plus profonde misère, obligée même, comme elle le dit dans une supplique au ministre de l'intérieur, de vendre son lit pour donner du pain à ses enfants (2).

La participation des femmes au 10 août est donc indéniable, elle ressort pleinement du témoignage d'un contemporain qui nous montre les femmes, non moins acharnées que les hommes, se précipitant dans la mêlée, armées de sabres et de piques : encourageant non seulement leurs maris, leurs enfants et leurs frères, mais encore tuant elles-mêmes des Suisses (3).

On le voit, l'insurrection du 10 août, quoiqu'on ait prétendu l'assimiler à une simple émeute, fut l'explosion de colères longuement amassées, le déchainement de la fureur de tout un peuple, des provinciaux comme des Parisiens, en un mot, ce fut un mouvement national.

Quoique les péripéties de la Révolution du 10 août soient généralement connues, combien de curieux incidents, de traits caractéristiques ont échappé aux historiens qui se sont occupés de cette mémorable journée. Tous les rapports, tous les procès-verbaux, toutes les déclarations recueillies à la suite du 10 août, où des témoins oculaires retracent ce qu'ils ont vu, ce qu'ils ont entendu, nous donnent beaucoup plus que les mémoires du temps la physionomie exacte des événements qui se sont passés soit au château des Tuileries, soit aux abords, dans les instants qui précédèrent le choc final. Ainsi, tout le monde sait que le matin du 10 août, de fort bonne heure, Louis XVI passa la revue des bataillons de la garde nationale restés aux Tuileries et que, pendant qu'aux fenêtres retentissaient les cris de *Vive le Roi! Vive la Reine!* (4), aux oreilles même du souverain se faisait entendre le cri de *Vive la Nation!* L'un des volontaires du bataillon du Petit Saint-Antoine ayant, en présence de Louis XVI, poussé ce cri jugé séditieux, le Roi l'approuva par ces mots : *Hé bien! oui, vive la Nation!* et comme un officier, décoré du cordon rouge, voulait imposer silence au garde national, celui-ci reprit de plus

(1) Pétition de Henriette Buget, femme Debonné, N° 2843.)

(2) Pétition de la veuve Leroy au ministre de l'intérieur, (N° 2844.)

(3) Seconde lettre au duc de Brunswick, dans le *Moniteur* du 28 août 1792. Cf. l'article de M. Aulard sur le détroînement de Louis XVI, *La Révolution française*, n° du 14 janvier 1899, p. 64.

(4) Déclaration du sieur Lebègue, volontaire du bataillon du Petit Saint-Antoine, (N° 2307.)

celle. *Il faut nous en garder de Roi sous le Votum, c'est la Nation* (1). D'après la déclaration qui fit l'un des yémiseurs de la Bastille, le sieur Creau, canonnier du bataillon de Saint-Gervais, les grenadiers du bataillon des Filles-Saint-Thomas, connus pour leurs sentiments réactionnaires, ne se seraient pas bornés, lors de la revue, à crier *Vive le Roi!* ils auraient ajouté dans un langage fortement imagé : *et m... pour Pétion et Manuel, dans deux heures nous aurons leurs têtes* (2). Du reste, Pétion, Manuel et Santerre étaient l'objet de l'animadversion générale aux Tuileries. Des volontaires de garde au château avaient entendu les royalistes traiter Pétion de scélérat, de brigand (3), de f...gueux (4) et répéter autour d'eux qu'ils n'avaient besoin que de six têtes, celles des trois personnages en question et de trois membres de l'Assemblée nationale (5).

Dans les déclarations des gardes nationaux de divers bataillons envoyés le soir du 9 août pour renforcer la garde des Tuileries, on peut suivre heure par heure les préparatifs de résistance, et constater, d'une part, l'attitude ferme et tranquille des Suisses, d'autre part, l'outrecuidance des nobles accourus au château, qui s'armèrent de carabines, d'espingoles, d'épées, de couteaux de chasse, de poignards et même de pelles et de pincettes (6), et se vantaient de repousser sans peine l'attaque des insurgés; l'un de ces gentilshommes, le comte de Saint-Marc, auquel on demandait ce qu'ils comptaient faire en présence du peuple, répondit : *Vous leur donnerons le bal* (7). Un caporal de grenadiers, faisant partie du détachement envoyé le 9 août à l'Assemblée nationale, eut la curiosité de visiter après dîner le casernement des Suisses à l'hôtel de Marsan, en compagnie d'un sergent-major du régiment, et fut stupéfait d'en voir huit à neuf cents presque tous sur leurs couchettes. Dans la matinée du lendemain, lorsqu'on le fit monter par un escalier conduisant à la chapelle, il ne put s'empêcher de dire à ses camarades : *Il y a de la grande fantaisie de donner d'une déesse trop d'amants pour un. Surtout pour quel usage quel dessein* (8). La garde nationale venue au château pour faire son service avait acquis la certitude que depuis quelques jours l'on s'y préparait au combat et que tout y était organisé en vue d'une vigoureuse résistance.

1. Archives de la Convention nationale, 27 août 1792, séance du 27 août.

2. Archives de la Convention nationale, 27 août 1792, séance du 27 août.

3. Archives de la Convention nationale, 27 août 1792, séance du 27 août.

4. Archives de la Convention nationale, 27 août 1792, séance du 27 août.

5. Archives de la Convention nationale, 27 août 1792, séance du 27 août.

6. Archives de la Convention nationale, 27 août 1792, séance du 27 août.

7. Archives de la Convention nationale, 27 août 1792, séance du 27 août.

8. Archives de la Convention nationale, 27 août 1792, séance du 27 août.



Si l'on ajoute foi au récit de certains historiens (1), le château des Tuileries n'aurait pas été enlevé de vive force, mais abandonné par ordre de Louis XVI et occupé en quelque sorte sans coup férir après le départ des Suisses, qui se retirèrent par le jardin. Il ne semble pas que les choses se soient passées ainsi. Il y a eu lutte, lutte acharnée même, qui se prolongea quelque temps : tous les Suisses ne quittèrent pas le château ; ceux qui ne purent s'échapper se défendirent avec une énergie désespérée et se firent tuer jusqu'au dernier. C'est ce qui ressort de la relation du libraire Ruault, témoin oculaire de la plupart des événements de cette journée.

« A neuf heures un quart, dit-il, les portes de la Cour royale sont enfoncées, quelques patriotes plus hardis que les autres s'avancent jusqu'au pied du grand escalier, sous l'arcade du péristyle ; et, à l'aide de piques à crochets attirent à eux des factionnaires suisses qui sont désarmés avec de grands éclats de rire 2). Les Suisses, postés sur le grand escalier sous les ordres de Castelberg, font une décharge sur les assaillants, décharge très meurtrière, surtout pour les Marseillais et Brestois. Ce fut là le signal du combat, pendant une heure de confusion et de désordre, la victoire demeura incertaine et finit par tourner du côté des patriotes plus nombreux que les royalistes ; les Suisses tinrent bon, mais, attaqués à la fois du côté de la cour et du jardin et voyant leurs rangs s'éclaircir, ils se groupèrent au nombre de deux cents sous le péristyle, y firent un feu roulant jusqu'à l'épuisement total de leurs munitions et succombèrent tous après avoir couché par terre plus de quatre cents patriotes. Le péristyle n'étant plus défendu, le peuple, maître du grand escalier, envahit l'intérieur du palais et en peu de minutes inonda les appartements, massacrant tous les Suisses qu'il rencontra. »

La relation de Ruault se trouve confirmée par des témoignages dont l'authenticité et la véracité ne sauraient être révoquées en doute.

François Moisson, commandant en chef du bataillon Marseillais, dont la déposition fut recue, le 22 août (n° 2354, à la caserne des Cordeliers où le retenait sa blessure, déclara qu'arrivé vers 6 heures du matin au Carrousel avec le bataillon du Faubourg-Saint-Marcel, il attendit jusqu'à 9 heures l'ouverture des portes de la Cour royale et, une fois entré, rangea sa troupe en bataille. Les Suisses, sommés au nom de la Nation de rendre leurs armes, jetèrent du haut des fenêtres des cartouches, et même sept à

1. Mortimer-Ternaux, *Histoire de la Terreur*, t. II, p. 325 et 1. c. ; la *Révolution*, t. II, p. 249.

2. Il est peut-être intéressant de noter que ce harcèlement des soldats suisses par le grand escalier ; le fait est avancé par le royaliste Peltier et adopté sans contrôle par Mortimer-Ternaux et Taine.

font d'entrer, eux se détachèrent et vinrent se mêler aux fédérés Marseillais en criant *Vive la Nation*, mais, aux nouvelles instances qui leur furent faites, les Suisses ne répondirent que par un feu soutenu qui dura environ une heure et demie.

Un autre officier du même bataillon, le capitaine François Giraud, qui était au premier rang sur le grand escalier, témoin des mêmes faits. Lorsque la barrière qui fermait le passage fut enlevée, il monta jusqu'au près de la chapelle et se mêla aux Suisses, les engageant à fraterniser avec les citoyens. A ce moment partit un coup de fusil qui lui enleva son chapeau et fut le signal de beaucoup d'autres (1).

Il est intéressant de rapprocher de ces déclarations celle de Jean-Baptiste Laroche, adjoint municipal de Marseille, qui se trouvait, vers dix heures du matin, devant les Tuileries, en tête de la section des Quinze-Vingts; pendant que les fédérés fraternisaient avec leurs adversaires descendus sur leur invitation, il vit les démonstrations amicales faites par les Suisses restés aux fenêtres et put constater qu'au moment où les patriotes se précipitèrent en foule, pour ramasser les poignées de cartouches jetées dans la cour, une décharge formidable de mousqueterie partit de toutes les fenêtres et du grand escalier (2).

La relation de Ruault, d'une part, les déclarations des Marseillais, d'autre part, permettent de rectifier le récit de Michélet qui fait envahir la Cour royale et le peristyle du château par une avant-garde d'impétueux, par des hommes armés de piques précédant le gros de l'armée insurrectionnelle. L'incident historique est dans l'erreur lorsqu'il nous montre les Marseillais et le Faubourg Saint-Antoine arrivant bien après la première décharge des Suisses, alors que la masse des fuyards affolés se précipitait dans la rue Saint-Honoré et les petites rues du Louvre. En réalité les Marseillais étaient au Carrousel dès 6 heures du matin et pénétrèrent des premiers dans le château.

Maintenant sur qui doit retomber la responsabilité de la bataille qui mit aux prises les Suisses et le peuple de Paris, en un mot, de quel côté partit le premier coup de feu? Michel Azéma, membre d'une députation de l'Assemblée envoyée auprès du peuple, raconte « qu'arrivé près de la porte du château, une furieuse décharge de mousqueterie cloua ses yeux au bas de la muraille » (3). La plupart des gardes nationaux de service aux

<sup>(1)</sup> *Journal des Débats*, 1848, 10<sup>e</sup> année, 1<sup>er</sup> trimestre, 1<sup>er</sup> dimanche de Trémois, 14 17<sup>e</sup> année, (N° 2255).

<sup>(2)</sup> *Journal des Débats*, 1848, 10<sup>e</sup> année, 1<sup>er</sup> trimestre, 1<sup>er</sup> dimanche de Trémois, 14 17<sup>e</sup> année, (N° 2255).

<sup>(3)</sup> *Journal des Débats*, 1848, 10<sup>e</sup> année, 1<sup>er</sup> trimestre, 1<sup>er</sup> dimanche de Trémois, 14 17<sup>e</sup> année, (N° 2255).

Tuileries dans la matinée du 10 août sont unanimes dans leurs déclarations et parlent tous de la fusillade que dirigèrent les Suisses du haut du grand escalier contre la multitude, ils affirment également que les officiers suisses donnèrent à leurs soldats l'ordre formel de tirer sur le peuple. Ainsi un fabricant de gazes de la rue Saint-Denis, présent aux préliminaires de la lutte, entendit un officier suisse recommander à ses hommes de faire feu les premiers, ajoutant que « c'était l'instant de vaincre ou de mourir et que, s'ils étaient forcés, ils devaient battre en retraite par l'escalier conduisant à la chapelle et tirer ensuite par les croisées » (1). Un garde national du bataillon de Saint-Joseph, de service sur l'escalier de la Reine, attesta que le major des Suisses avait donné l'ordre de laisser entrer les citoyens et de faire feu dessus (2).

La déclaration du capitaine de canonniers Langlade, l'un de ceux qui montèrent le grand escalier avec les intentions les plus pacifiques, est encore plus significative, elle montre que les officiers suisses, pour empêcher la débandade de leurs hommes, sollicités et entraînés par le peuple, commandèrent le feu; c'est au moment où Langlade descendait l'escalier avec deux Suisses qu'il emmenait que partit une vive fusillade, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur, qui coucha par terre les deux Suisses se trouvant à ses côtés sans armes (3).

Les soldats suisses échappés au massacre ne furent pas moins explicites : l'un d'eux reconnut avoir tiré sur le peuple du haut de l'escalier devant la chapelle, ayant reçu de son chef l'ordre « de faire feu sur les piques » (4). Un autre garde suisse, Joseph Chenaux, de la compagnie d'Adry, posté également sur le grand escalier, rapporta qu'on n'avait rien négligé pour les exciter contre le peuple, qu'on leur avait dit que la canaille de Paris arrivait pour attenter à la vie du Roi et piller le château : il affirma en outre qu'un familier de la maison du Roi, mêlé aux officiers Suisses, tua sur l'escalier, d'un coup de pistolet, un garde national, ce qui fut le signal de l'action (5).

Dans nombre de récits soit contemporains, soit modernes, de la journée du 10 août, on nous représente les envahisseurs des Tuileries comme des brigands qui, avec une férocité inouïe, massacrèrent tout ce qui se rencontra sur leur passage, combattants ou non-combattants, armés

(1) Déclaration de François Testard. (N° 2356.)

(2) Déclaration du sieur Boyval. (N° 2321.)

(3) Rapport de Langlade, capitaine des canonniers du 3<sup>e</sup> bataillon. N° 2321.

(4) Interrogatoire de Georges Bruchard, soldat suisse de la compagnie de Bis. N° 2360.

(5) Interrogatoire de Joseph Chenaux. (N° 2482.)



ou non-armés, blessés ou valides. Il est vrai que les malheureux qui se trouvaient par là-bas furent tropés dans les corridors. Les officiers, les ombles, jusques dans les armoires et tués sans pitié ; certains d'entre eux, pour échapper à la mort, restèrent trois jours cachés dans les cheminées où ils s'étaient réfugiés. Néanmoins, comme le dit fort justement Michelet, la foule, quoique exaspérée par la résistance des Suisses, par les pertes cruelles qu'elle avait subies, ne se montra pas aussi aveuglément barbare qu'on pourrait le supposer. On peut invoquer à cet égard le témoignage non suspect de l'un des officiers suisses, le lieutenant Mailliardor, qui, s'étant échappé par le jardin, fut recueilli sur le quai par un détachement de garde nationale et traité, de son propre aveu, « avec tous les égards de l'humanité la plus touchante » (1). Nous pouvons citer encore un autre exemple de la modération dont firent preuve quelques-uns de ceux qui pénétrèrent à main armée dans le château. Le 10 avril, à une heure de relevée, quatre bouchers armés de haches et d'autres individus porteurs de piques amenèrent, au corps de garde de la Samaritaine, un jeune garçon de quatorze ans et demi, en chemise, qu'ils avaient trouvé caché sous un lit dans une chambre voisine de la pharmacie, priant le poste de la Samaritaine de lui faire grâce et de le mettre sous la protection de la loi. Cet enfant, interrogé par le commissaire de police de la section du Louvre, déclara se nommer Georges Buetter, tambour de la compagnie des grenadiers de Dusseldorf, caché au château depuis 11 jours. Au moment du tumulte et au début de l'incendie, il s'était sauvé, avec un camarade de son âge, et avait même eu la présence d'esprit d'ôter son habit afin de n'être pas reconnu (2). Le jeune camarade en question était également un petit tambour, Jacques Fégli, âgé de seize ans, qui fut amené à la section du Théâtre-Français et y subit un interrogatoire en présence de Chaumette et de Leblois ; le pauvre enfant ne savait pas grand-chose de ce qui était arrivé, il déclara pourtant que le régiment en entier était sur pied et avait passé toute la nuit sous les armes (3).

Ces traits d'humanité isolés ne sauraient atténuer l'odieux du massacre des malheureux Suisses qui cherchèrent à fuir par la cour de Marsan, qui furent tués dans la rue de l'École à coups de sabres et de piques, et dont les corps nus, mutilés et empilés sur le pavé par couches entremêlées de paille, restèrent exposés à la vue de tous jusqu'au lendemain. On comprend à la rigueur que, dans l'exaltation de la bataille, on n'ait fait aucun

(1) Michelet, *op. cit.*, t. III, p. 419.

(2) Archives de la Commune de Paris, section du Louvre, N° 2296.

(3) Archives de la Commune de Paris, section du Théâtre-Français, t. I, p. 101.

quartier à ces fidèles soldats du Roi, mais ce qui est horrible, sans excuse possible, c'est l'égorgement de sang-froid des 60 Suisses désarmés qui furent traînés à la Commune et trouvèrent la mort, non pas en route, ni place de Grève, comme le disent la plupart des historiens, mais dans l'une des cours de l'Hôtel de Ville, sous les yeux et par les ordres d'Huguenin.

Nous laissons ici la parole à un témoin de cette scène abominable, qui remplit l'âme du spectateur à la fois de terreur et de dégoût :

« Les 60 Suisses dont nous venons de parler sont à peine arrivés à la Commune que, Huguenin, président du Conseil, prononce leur arrêt de mort. Ils sont passés un à un au fil de l'épée. Par une circonstance imprévue, ajoute le libraire Ruault, je fus forcé de voir le massacre d'une partie de ces malheureux étrangers dans la petite cour de l'Hôtel de Ville, aux pieds même de l'effigie de Louis XIV : on ne s'attendait pas à une pareille exécution dans ce lieu là. On les dépouillait nus, on les perçait, on les tirait par les pieds le long des degrés extérieurs et on chargeait leurs corps morts dans des tombereaux amenés exprès sur la place au pied de l'escalier. Mais, ô comble de l'horreur, j'ai vu les cannibales qui chargeaient ces cadavres les mutiler.... et leur donner, en ricanant, de petits soufflets sur les joues et sur les fesses. Il faut dire tout ce que l'on sait et tout ce que l'on a vu de cette terrible journée. »

Si le peuple se montra aussi impitoyable à l'égard des Suisses, qui n'étaient en somme que des mercenaires obéissant aveuglément à la voix de leurs chefs, c'est qu'à tort ou à raison le bruit s'était accrédité que, pour rendre leur feu plus meurtrier, les soldats chargés de défendre les Tuileries s'étaient servi de balles mâchées : en effet, l'un des gardes nationaux, le sieur Bauny déclara, le 13 août, avoir trouvé dans la poche d'un officier suisse tué de sa main, 30 à 40 balles mordues qu'il avait distribuées à ses camarades <sup>1</sup>. Le Comité de sûreté générale de la Convention chercha, en octobre 1792, à éclaircir le fait ; et, de concert avec la section du Finistère, soumit à un interrogatoire en règle certaines amies des gardes suisses, qui s'étaient introduites subrepticement aux Tuileries dans la matinée du 10 août, notamment la petite Nannette et la demoiselle de Goberville : celle-ci se vanta d'avoir pris du chocolat avec la Reine et confessa s'être trouvée avec ses compagnes au milieu des Suisses, mordant les balles destinées à charger leurs fusils : lorsque commença le massacre

1. Procès-verbal de dépôt au Comité de surveillance de l'Assemblée de lettres et papiers trouvés aux Tuileries par les sieurs Dor et Bauny. (N° 2327.)

les défenses du château, ces femmes parvinrent à s'échapper par la porte des Feuillants (1).

Les écrivains, qui ne veulent voir dans la Révolution du 10 août que le développement des plus basses passions populaires, sont cependant obligés de reconnaître le désintéressement de ce qu'ils appellent la populace victorieuse, n'y attachant d'ailleurs aucune importance et ne retenant que les scènes de déprédation dont les Tuileries furent le théâtre. Une des dames de la Reine qui se trouvait au château lors de l'envahissement, et dont le témoignage n'est certes pas suspect, Pauline de Tourzel, dit elle-même lorsqu'elle évoque ses souvenirs (2) : « Il est remarquable que cette armée de bandits s'était interdit le vol aux Tuileries et mettait impitoyablement à mort ceux qu'elle surprenait s'appropriant quelque effet du château. A ce petit nombre de mécréants profitèrent du tumulte et du désarroi pour satisfaire leurs instincts de rapine, comme ceux qui, armés de bâtons, se répandirent dans le jardin et dépouillèrent les morts (3), ou ceux qui se glissèrent dans les appartements livrés à l'abandon et firent main-basse sur tout ce qu'ils trouvèrent à leur convenance ; c'est ainsi qu'un marchand de vin de la rue de la Bûcherie, affublé de l'uniforme de la garde nationale dont il ne faisait point partie, fut conduit devant le juge de paix de la section du Palais-Royal, sous l'inculpation de vol d'argenterie (4). Le poste de gendarmerie à cheval au Carrousel constata l'arrestation de plusieurs particuliers suspects, chargés d'objets volés ; l'un d'eux, appréhendé au corps par un acteur du théâtre de Henri IV, avait caché sous son gilet un paquet contenant des cuillères et fourchettes d'argent, avec deux mouchoirs en taffetas marqués d'un M couronné (5).

Léonroy Cordier, commandant la force armée du Faubourg Montmartre, déposa devant la Commune une grande valise pleine d'effets précieux que des individus emportaient dans la cour du Manège, puis à la section du Palais-Royal où l'argenterie saisisse sur certains quidams arrêtés à la Porte-Royale (6). Un marchand boutonnier de la rue Grenéta fit spontanément la remise à la section du Ponceau de cinq pièces d'argenterie qu'il avait eu le chagrin de trouver dans les effets de son fils, compagnon bijoutier,

(1) O. Goussier, *op. cit.*, t. II, p. 100. — *Journal de la Commune de Paris*, 10 août 1793, p. 100.

(2) Pauline de Tourzel, *op. cit.*, t. II, p. 100.

(3) *Journal de la Commune de Paris*, 10 août 1793, p. 100.

(4) *Journal de la Commune de Paris*, 10 août 1793, p. 100.

(5) *Journal de la Commune de Paris*, 10 août 1793, p. 100.

(6) *Journal de la Commune de Paris*, 10 août 1793, p. 100.



qui avait été arrêté et incarcéré à la Force, pour avoir ramassé le 10 août dans la cour du château, des morceaux de mousseline jetés par les fenêtres (1).

Pendant que le marchand de vin Mallet apportait à l'Assemblée dans son chapeau les 173 louis d'or trouvés sur un prêtre mort dans une des caves du château, des inconnus peu scrupuleux faisaient disparaître tout son équipement (2) : pareille mésaventure arriva, le 10 août, à un grenadier de l'Île-Saint-Louis qui perdit son fusil, alors qu'il venait remettre à la barre de l'Assemblée des assignats enlevés à un individu au sortir du château (3). Précisément parce qu'il y eut beaucoup de voleurs, les gardes nationaux firent à honneur d'apporter soit à l'Assemblée, soit à son Comité de surveillance, soit à la Maison commune, tous les objets précieux qu'ils parvinrent à soustraire au pillage : l'énumération de l'argenterie, des bijoux, des objets les plus variés et les plus disparates qui furent fidèlement remis, fournirait la matière d'un volumineux inventaire. Il nous suffira de citer comme exemple le dépôt d'une masse considérable de vaisselle d'argent aux armes de France, effectué le 13 août, par la section de l'Oratoire, au nom de citoyens « odieusement calomniés, dit l'adresse de cette section, citoyens dont aucun, n'était au-dessus des plus stricts besoins (4) ». Le lendemain, des volontaires de divers bataillons vinrent rappeler à l'Assemblée qu'ils avaient préservé du pillage, au péril de leur vie, quantité d'objets précieux retirés des appartements du prince royal, de Madame, fille du Roi, de Madame Élisabeth, et sollicitèrent un témoignage de la gratitude nationale (5). Le 10 août, dès 10 heures du matin, des volontaires de la garde parisienne, témoins des dégradations commises dans les appartements, se constituèrent gardiens de la chambre à coucher de Louis XVI, renfermant divers meubles de prix, notamment un grand secrétaire à mécanique, déjà forcé par le haut, plusieurs nécessaires remplis d'argenterie et de bijoux, et demandèrent qu'on prit les mesures nécessaires pour préserver ces objets (6).

Le même jour, le colonel de Verdière annonça qu'un lieutenant de gendarmerie gardait depuis cinq heures les effets précieux de la chapelle

(1) Déclaration du sieur J.-B. Chauveau, marchand boutonnier. (N° 2583.)

(2) Décret de l'Assemblée et lettre du sieur Mauret, marchand de vin, rue de la Cossonnerie au président de l'Assemblée législative. (N°s 2563, 2571.)

(3) Renvoi à l'Assemblée de la pétition du sieur Roger, grenadier de la section de l'Île-Saint-Louis. (N° 2576.)

(4) Adresse des citoyens de la section de l'Oratoire à l'Assemblée. (N° 2575.)

(5) Adresse de quatre volontaires des bataillons des Mathurins, des Carmes et autres à l'Assemblée. (N° 2577.)

(6) Déclaration de volontaires de la garde nationale. N° 2541.

du château et d'ailleurs, a été relevé de cette fonction par l'envoi d'un officier municipal chargé d'apposer les scellés (1).

Au lendemain de la prise des Tuileries le Conseil général de la Commune, indigné des bruits calomnieux répandus contre les combattants du 10 août, chargea ses commissaires de faire en conséquence une protestation à la barre de l'Assemblée et lança la proclamation suivante : « Citoyens, le peuple est debout. Les méchants l'accusent d'intention de pillage, rassurez-vous, le peuple a juré de respecter les propriétés, il n'en veut qu'à ses ennemis et à ceux de l'Égallité (2) ».

En résumé, les documents officiels ne nous montrent pas seulement quelques honnêtes gens, mais beaucoup d'honnêtes gens, la plupart très pauvres, rapportant à l'Assemblée l'argent, l'argenterie et les objets de prix sauvés du pillage, sans vouloir accepter aucune récompense. Il nous paraît donc souverainement injuste de dire, en enveloppant tous les combattants du 10 Août dans la même réprobation, que la Nation se « jura les mains et s'en donna à cœur joie dans le palais » (3).

La plupart des objets apportés des Tuileries à l'Assemblée et à son Comité de surveillance furent centralisés entre les mains de la Municipalité et déposés dans le Trésor de la Commune. De ce chef il dut certainement se produire des dilapidations. On sait notamment qu'Huguenin préleva 1,200 livres sur 1,600 livres en assignats remis par un citoyen de la section des Droits-de-l'Homme (4). Cependant tout ne fut pas gaspillé et détourné, comme on serait tenté de le croire. Le 30 octobre 1792, trois commissaires de la Commune, Michonis, Greppin et Franchet, versèrent à la Trésorerie nationale 33,064 livres représentant la valeur des objets déposés à l'Hôtel de Ville depuis le 10 août (5).

Le même mois, en conformité de l'arrêté du Conseil général de la Commune, du 30 septembre, relatif aux mesures à prendre pour constater la présence des objets d'or, d'argent et des bijoux déposés à l'Hôtel de Ville par les différentes sections, les commissaires mentionnés plus haut rendirent compte de leurs opérations (6).

La Commune, pour constater de déterminer un certain nombre de ses

(1) Archives nationales, M. de la Commune, section 1 et 2. Extrait communiqué par M. P. L., souscrit et signé par le Conseil général de la Commune, le 10 août 1792.

(2) Archives nationales, M. de la Commune, section 1 et 2. Extrait communiqué par M. P. L., souscrit et signé par le Conseil général de la Commune, le 10 août 1792.

(3) Archives nationales, M. de la Commune, section 1 et 2.

(4) Procès-verbal du Conseil général de la Commune constatant le dépôt de 1,600 livres par le citoyen Huguenin, section des Droits-de-l'Homme, le 10 août 1792.

(5) Archives nationales, M. de la Commune, section 1 et 2. Extrait communiqué par M. P. L., souscrit et signé par le Conseil général de la Commune, le 30 octobre 1792.

(6) Archives nationales, M. de la Commune, section 1 et 2. Extrait communiqué par M. P. L., souscrit et signé par le Conseil général de la Commune, le 30 octobre 1792.

membres pour contrôler le dépôt des objets précieux, nomma, le 22 novembre, des commissaires spécialement chargés de procéder à l'examen des papiers apportés, le 10 août, du château des Tuileries, et leur procès-verbal <sup>1</sup> fait vivement regretter la disparition de certains de ces papiers : sous le n° 10, se trouve signalé un mémoire dont l'original, écrit de la main de Marie-Antoinette, est vraisemblablement perdu. Le manuscrit en question portait en tête la date du 20 juillet 1789 et contenait, au dire des commissaires, « un tableau narratif et descriptif des huit femmes de chambre de la ci-devant dame Royale, fille de la Reine, où l'on trouve aussi la censure mordante de quelques maîtres d'institution des enfants de France : l'Autrichienne s'y montre d'une manière maligne et impérative, en dépeignant assez bien le caractère de chaque personnage. On y trouve aussi un exposé maternel de la constitution, du caractère ainsi que de l'accroissement de son fils, le ci-devant Dauphin, qui est au Temple. Ce dernier avait neuf femmes de chambre pour le servir, dont la Reine s'est amusée à en faire le portrait ».

Une question qui encore aujourd'hui n'est pas élucidée et qui prête matière à controverse est celle du nombre des victimes du 10 août. On se trouve en présence d'évaluations diamétralement opposées, quelques-unes évidemment inspirées par l'esprit de parti. Si tous les récits s'accordent à fixer la perte des Suisses à 7 ou 800 hommes, en revanche les historiens varient beaucoup en ce qui concerne celle des insurgés. M. Aulard, dans l'étude très documentée qu'il a consacrée à la journée du 10 août <sup>2</sup>, ou il résume les travaux critiques les plus récents, croit pouvoir adopter le chiffre de 3,000 morts, basé sur le rapprochement des écrits contemporains; le baron Poisson, dans son ouvrage *sur l'armée et sur la garde nationale*, s'était arrêté au nombre de 3,500 morts. Michelet se contente du chiffre plus modeste de 1,100 pour les pertes éprouvées par les assaillants. Un autre historien, Mortimer-Ternaux, s'appuyant sur des textes en apparence des plus probants, déclare que l'insurrection du 10 août ne coûta à la population parisienne tout entière que 50 morts et 34 blessés grièvement, et, en y ajoutant les 43 Marseillais et Brestois mis hors de combat, il arrive à un total approximatif d'une centaine de morts et de 60 blessés grièvement. Taine adopte, les yeux fermés, l'évaluation de Mortimer-Ternaux. Ces deux

(1) Voir le procès-verbal de ses démarches, etc., daté du 23 novembre 1792. N° 2002.

(2) Grande Encyclopédie, Août (journée du 10). Lavoisier et Rambaud, *Histoire générale*, t. VIII, la Révolution, p. 145.



historiens n'ont pas pu croire qu'il est bien difficile d'admettre, qu'il est même peu vraisemblable que les assaillants, se trouvant à découvert, exposés de toutes parts à un feu des plus meurtriers, aient subi des pertes aussi minimes pendant que le régiment suisse luttaît jusqu'au dernier homme et finissait par être exterminé presque en entier.

Ce manque de logique avait déjà frappé M. Hamel, qui, dans son *Histoire de la Révolution* (t. II, p. 370, note), n'hésite pas à déclarer que « le ridicule du chiffre donné par l'auteur de l'*Histoire de la Terreur* n'est égalé que par le ridicule des calculs pris pour base de son évaluation ».

Pour tout esprit impartial, si le chiffre de 160 victimes est évidemment trop faible, celui de 5,000 doit être exagéré; sans parler de combattants restés sur le carreau, on ne peut songer un instant, quelle qu'ait été l'ardeur de la lutte, à 5,000 insurgés tués ou blessés.

Jusqu'ici personne n'a songé à discuter les témoignages des contemporains qui, même empreints d'exagération, ne sont pas à dédaigner et doivent être sérieusement pesés et examinés. Que disent d'abord les journaux du temps qui, instruisant jour par jour leurs lecteurs de ce qui se passait, recueillaient toutes les impressions, tous les propos et se faisaient l'écho des bruits mis en circulation? Le *Courrier des 86 départements*, organe de Gorsas, nous apprend : « on porte à 2,000 le nombre des citoyens tués aux Tuileries; nous croyons ce calcul exagéré, mais il y a au moins 1,500 hommes tués ou blessés ». Le *Chariot français* indique un chiffre analogue, 1 300 à 1 500 morts, en prenant soin d'ajouter : peut-être y a-t-il de l'exagération. Le *Patriote français* se borne à dire : La victoire nous a coûté bien du sang : environ cinquante patriotes périrent et un plus grand nombre fut blessé. Un autre élément d'information, non moins précieux, nous est fourni par les lettres que certains députés adressèrent, le soir même du 10 août, à leurs commettants, pour leur rendre compte des graves événements qui venaient de se produire; nous citerons entre autres Pinet, député de la Dordogne, qui, dans une première lettre écrite à six heures du soir, parle de 2,000 morts, le lendemain, mentionne un chiffre double, toujours d'après des on-dit, et finit par déclarer qu'en cumulant on ignore complètement le nombre des patriotes morts (1). Le témoignage qui nous paraît le plus sérieux, le plus véridique, est celui de Michel Azema, député de l'Aude, qui, dans sa lettre du 10 août, ainsi qu'il l'exprime en ces termes :

« Il est impossible de calculer le nombre des morts et des blessés : les

uns le font monter à 2.000, d'autres le portent à 1.500. Pour moi, qui ai tout parcouru ce soir, qui ai tout vu de mes propres yeux, qui ai tout entendu de mes propres oreilles et de celles d'autrui, qui ai tout apprécié, j'évalue le nombre des morts à environ 7 ou 800 de part et d'autre, et à autant de blessés, et je ne crois pas me tromper de beaucoup (1). »

A coup sûr, ce langage est celui d'un homme très sobre, très modéré dans son appréciation. Azéma, évidemment, ne cherche pas plus à entler qu'à diminuer les pertes des patriotes.

La difficulté extrême, pour ne pas dire l'impossibilité absolue d'évaluer exactement le chiffre des morts, provient tout d'abord de la précipitation avec laquelle on dut procéder à l'inhumation d'un aussi grand nombre de cadavres. La section des Champs-Élysées prit immédiatement les mesures nécessaires pour faire enterrer dans les cimetières de la Madeleine et du Roule les Suisses qui succombèrent lors du 10 août; pendant les journées des 10 et 11 août, onze voitures attelées de trois chevaux furent employées à cette funèbre besogne, de cinq heures du matin à dix heures du soir (2). Si l'on put se débarrasser rapidement des corps des mercenaires étrangers, il n'en fut pas de même de ceux des Parisiens, qui laissaient des veuves, des enfants, des parents éplorés, auxquels il fallut donner au moins la triste consolation de reconnaître toutes ces dépouilles sanglantes, au fur et à mesure que des tombereaux les rapportaient dans leurs quartiers.

Le jour même du combat, on s'occupa de relever les morts et les blessés, et des ambulances provisoires furent établies, par les soins et sous la direction de Desault, chirurgien en chef de l'Hôtel-Dieu, dans la section de l'Oratoire et à la Samaritaine; on possède à cet égard le curieux témoignage d'un sieur Sauvage, affecté à ce service. D'après sa déclaration, reçue le 11 août par le Département de Police, un certain nombre de combattants grièvement blessés avaient été laissés pres de trente heures sous la colonnade du Louvre. (N° 2618.)

Du 12 au 13 août seulement, suivant la déposition d'un des fossoyeurs de la paroisse de Saint-Paul, furent amenés dans une voiture 19 cadavres ramassés après l'attaque des Tuileries; 17 furent à l'instant inhumés, 2 restèrent jusqu'au lendemain dimanche, et il semble qu'un seul de ces

1 *Revue de la Recherche historique*, t. XXVII, p. 180.

2 La section des Champs-Élysées adressa, le 10 novembre 1792, au Conseil général de la Commune, une pétition, avec mémoire à l'appui, pour obtenir le remboursement des 1,046 livres déboursées dans cette occasion; le Conseil renvoya la pétition au pouvoir exécutif. (Archives nationales, AF II 7, n° 43, 3 pièces.)

citoyens ait été reconnu celui du sieur Lecomte, garçon perruquier, tué à son tour la charge du carrousel (1). On ne sait trop pour quel motif le convoi des citoyens de ce quartier se fit à une heure très avancée de la soirée, mais cependant pas de façon clandestine; car, vers minuit, tout le quartier fut mis en émoi par la sonnerie des cloches de l'église de Saint-Paul annonçant l'enterrement des victimes du 10 août (2). Ce n'est pas seulement au cimetière de Saint-Paul que furent apportés et inhumés les citoyens qui succombèrent le 10 août: après le combat, 39 cadavres furent déposés dans le cloître de Saint-Germain-l'Auxerrois (3), sans préjudice de beaucoup d'autres transportés dans l'église de Saint-Roch, où un certain nombre de ces corps furent reconnus et réclamés par leurs frères d'armes. Il semblerait que nombre de victimes du 10 août auraient été inhumées en bloc; c'est ce qui ressort d'une lettre adressée, le 22 vendémiaire an II, par Coulombeau, secrétaire-greffier de la Commune, à M. Fauchet, où il fait observer que pour les citoyens inhumés collectivement, il serait impossible de produire d'autres pièces que des certificats de sections. (N° 2861.) L'incertitude qui planait sur le sort de plusieurs combattants disparus nécessita, dans plus d'un cas, de sérieuses enquêtes pour arriver à la constatation du décès. Ainsi, la section des Invalides certifia, les 11 décembre 1792 et 29 juillet 1793, que le citoyen François Grandidier avait sans aucun doute été tué aux Tuileries; qu'une personne l'avait vu tomber atteint d'un coup de feu; que d'autres l'avaient aperçu aux Tuileries armé et cherchant à rejoindre sa compagnie, et que, depuis ce jour, il n'avait point reparu. (N° 2732.) Un volontaire de la section du Temple, Pierre Hommet, fut également inscrit au nombre des morts; ses camarades le perdirent de vue dans la mêlée et il disparut à tout jamais. (N° 2650.) La section des Quinze-Vingts déclara, le 8 mars 1793, qu'il s'agit de notoriété publique, d'après la témoignage de plusieurs blessés de la journée du 10 août, que Lecomte Condrusier était mort sur le champ de bataille, place du Carrousel. (N° 2807.) Le 14 octobre suivant, les commissaires civils de la section Bonne-Nouvelle certifièrent, sur l'attestation de deux citoyens, que le nommé Claude-Gaspard Duval, sellier-bourrelier, avait été tué d'un coup de feu en combattant à la colonne du désespoir sur la place du Carrousel; qu'il avait

(1) *Procès-verbal de la section du Temple*, 10 août 1792. *Procès-verbal de la section du Temple*, 10 août 1792.

(2) *Procès-verbal de la section du Temple*, 10 août 1792. *Procès-verbal de la section du Temple*, 10 août 1792.

(3) *Procès-verbal de la section du Temple*, 10 août 1792. *Procès-verbal de la section du Temple*, 10 août 1792.



été emporté pour être enterré, sans que les témoins aient pu connaître le lieu de sa sépulture. (N° 2834.)

Dès lors on ne saurait s'étonner de la difficulté extrême, à vrai dire de l'impossibilité matérielle, de préciser le chiffre des victimes de la journée du 10 août, si l'on considère surtout que parmi les morts devaient se trouver un certain nombre de célibataires, ne laissant derrière eux aucune famille et qui, par conséquent, ne provoquèrent aucune réclamation.

S'il fallait admettre comme exacte l'évaluation donnée par Mortimer-Ternaux, on aurait peine à s'expliquer les mesures prises d'urgence par l'Assemblée législative à la suite du 10 août, notamment le décret du 13 août autorisant la Commune de Paris à convertir les maisons religieuses en hospices pour les blessés, le décret du 12 août invitant la municipalité parisienne à soumettre sans retard au Conseil exécutif provisoire un état des blessés lors de l'attaque des Tuileries, ainsi que la liste des veuves et des enfants de ceux qui, dans les mêmes circonstances, succombèrent victimes de leur dévouement à la cause de la Liberté et de l'Égalité.

Dès le 18 août, un arrêté du Conseil général de la Commune ordonna de procéder au recensement des personnes des deux sexes blessées lors de la journée du 10 août et de l'adresser dans le plus bref délai au secrétariat de la Municipalité. (N° 2631.) Dans les premiers jours d'octobre, les sections de Paris envoyaient les listes de leurs morts et de leurs blessés. (N° 2661, 2679, 2691, 2696, 2704, 2706, 2712.)

Les commissaires des sections, à l'aide des renseignements recueillis, firent leur rapport le 28 novembre et, par une lettre du 30 du même mois, avisèrent Pache, ministre de la guerre, de la remise, le soir même, au Comité des secours de la Convention, de leur travail, accompagné de pièces justificatives, faisant observer que la plupart des blessés étaient chargés de famille, que des veuves de combattants du 10 août étaient restées enceintes, et recommandant tout particulièrement à sa sollicitude les blessés du Faubourg Saint-Antoine et de la section du Finistère, qui avaient éprouvé des pertes sensibles dans cette mémorable journée.

A cette lettre se trouve annexé un état des morts, des blessés, des orphelins et des veuves du 10 août, répartis par sections. Cet état, le premier qui ait été dressé par les soins des commissaires municipaux, comprend 193 blessés, 31 veuves, 4 orphelins, une veuve de fédéré et 2 gendarmes.

Le 25 décembre suivant, la Convention nationale rendit un décret ouvrant un crédit de 400,000 livres à distribuer en secours : 1° aux citoyens blessés en combattant, le 10 août, pour la Liberté ; 2° aux veuves et aux enfants de ceux qui, le même jour, avaient succombé pour la même

cause; 3° aux pères et mères vivant du produit du travail de leurs enfants et qui les auraient perdus à cette glorieuse époque. Ce décret ordonnait de dresser des tableaux distincts : 1° pour les citoyens estropiés; 2° pour les veuves, les orphelins et ascendants; 3° pour les citoyens blessés moins grièvement sans être estropiés : tableaux devant servir de base pour fixer le chiffre des pensions qui seraient accordées aux personnes rangées dans ces diverses catégories. Une commission spéciale fut instituée par le Corps municipal, avec le mandat de vérifier les titres des citoyens prétendant à des indemnités, et de procéder aux enquêtes les plus sévères. Le contrôle le plus sérieux fut exercé, et nombre de *démarches* ne furent pas absolument justifiées, on qui avaient été présentées sans pièces à l'appui, furent rejetées. C'est ainsi que la section armée de Popincourt fit constater qu'un grenadier du bataillon était malade non de blessures reçues le 10 août, mais d'ulcères bien antérieurs, et que la bonne foi de M. Santerre avait été surprise, ou plutôt qu'il avait été induit en erreur au moyen d'un certificat délivré à la légère par le chirurgien Delatour; néanmoins, un secours de 10 livres fut laissé par charité, en raison de la situation digne d'intérêt de la femme de ce malheureux, sur le point d'accoucher et en proie à une noire misère (1).

Les Archives nationales possèdent, dans la série F<sup>13</sup> (Hospices et secours), les états des blessés du 10 août par sections, sous forme de tableaux collectifs ou individuels, dressés par le sieur Vincent, officier municipal, quelquefois par les commissaires des sections, états certifiés et signés par Pache, maire de Paris, scellés du sceau de la Municipalité, visés et arrêtés par les administrateurs du Département et approuvés en dernier lieu par le ministre de l'intérieur (2). Ces états ou tableaux sont accompagnés de nombreux certificats, délivrés par les chirurgiens des hôpitaux ou des sections armées, en vertu de l'article 4 du décret du 25 décembre 1792, à l'effet de constater la nature des blessures reçues par les combattants du 10 août, leurs suites et la durée de leur traitement. Le décès dans les hôpitaux de certains d'entre eux est attesté par des extraits mortuaires que délivrèrent soit les paroisses de Paris, soit les prêtres vicaires de l'Hôtel-Dieu ou ceux de la Charité et, dans le cas de disparition de quelques-unes des victimes, pour tenir lieu des actes de décès, il y eut des actes de notoriété établis par les soins des commissaires

(1) *ibid.* 100010.

Mortimer-Ternaux, dans son *Histoire de la Terreur* (t. II, p. 491), se basant sur un certain nombre de textes authentiques par lui découverts aux Archives nationales, a cru être arrivé à une constatation presque mathématique des pertes éprouvées par les insurgés (74 morts et 33 blessés); il est dans l'erreur, car il n'a point connu les documents que nous venons de signaler, documents qui éclairent d'un jour nouveau la question et qui permettent d'adopter, en ce qui concerne le chiffre des victimes du 10 août, des conclusions plus conformes à la réalité des faits. Le relevé de tous les noms qui figurent dans les états officiels dressés en 1792 et 1793 donne les résultats consignés dans les tableaux suivants :

## ÉTATS

198

## FÉDÉRÉS ET GARDES NATIONAUX

*Tués, morts de leurs blessures ou blessés le 10 août.*

### FÉDÉRÉS MARSEILLAIS TUÉS

- |   |   |
|---|---|
| 1 Michel Escadet, capitaine de la 1 <sup>re</sup> compagnie, tué.   |   |
| 2 Antoine Labre, sergent-major de la 2 <sup>e</sup> compagnie, tué. |   |
| 3 Jean Besombe,   | } volontaires de la 2 <sup>e</sup> compagnie, tués. |
| 4 Bonnet-Dottier,   |   |
| 5 Rigaud,   |   |
| 6 Jean-Baptiste Astier,   | } volontaires de la 4 <sup>e</sup> compagnie, tués. |
| 7 Domichel, volontaire de la 4 <sup>e</sup> compagnie, tué.         |   |
| 8 François Patizat,   |   |
| 9 Julien,   | } volontaires de la 5 <sup>e</sup> compagnie, tués. |
| 10 Paz,   |   |
| 11 Cassien Remond,  | } volontaires de la 6 <sup>e</sup> compagnie, tués. |
| 12 François Ferand,   |   |
| 13 Pierre Ricard, dit le Dragon,                                    | } volontaires de la 7 <sup>e</sup> compagnie, tués. |
| 14 Étienne Roux, caporal,   |   |
| 15 Jean Robard,   |   |
| 16 J.-B. Samet,   |   |
| 17 Joseph Martin,   |   |
| 18 Victor Fournière,  |   |
| 19 Pierre Ripert, sous-lieutenant.                                  |   |

- 30 Jean-Baptiste Lemaire, volontaire de la 8<sup>e</sup> compagnie, blessé.  
 31 Auguste Leroy, volontaire de la 8<sup>e</sup> compagnie, blessé le 16 septembre 1917.  
 32 Dominique Boiffé, volontaire, blessé aux Glaciers, le 20 octobre.  
 33 Jean-Baptiste Lemaire, blessé à l'Hôtel-Dieu, le 14 août.  
 34 Bernard D'Amboise, volontaire de la 2<sup>e</sup> compagnie, blessé le 22 août.  
 35 Louis Deschamps, volontaire de la 2<sup>e</sup> compagnie, blessé.

# FEDERES MARSEILLAIS BLESSES

- 36 Francis Mouton, volontaire de la 2<sup>e</sup> compagnie, blessé.  
 37 Joseph Lefebvre, volontaire de la 1<sup>re</sup> compagnie, blessé aux Glaciers, le 16 septembre.  
 38 Joseph Lefebvre, volontaire de la 1<sup>re</sup> compagnie, blessé à la 1<sup>re</sup> compagnie, blessé à l'Hôtel-Dieu, le 14 août.  
 39 Joseph Lefebvre, volontaire de la 1<sup>re</sup> compagnie, blessé à la 1<sup>re</sup> compagnie, blessé à l'Hôtel-Dieu, le 14 août.  
 40 Louis Juteaux, volontaire de la 1<sup>re</sup> compagnie, blessé d'un coup de mitraille au bras, en traitement à la caserne, guéri le 10 décembre.  
 41 Auguste Lefebvre, volontaire de la 1<sup>re</sup> compagnie, blessé d'un coup de mitraille à la cuisse, en traitement à l'Hôtel-Dieu, le 14 août.  
 42 Jean Pagès, volontaire de la 2<sup>e</sup> compagnie, blessé d'un coup de mitraille à la cuisse, en traitement à l'Hôtel-Dieu, le 14 août.  
 43 André Lyon, volontaire de la 4<sup>e</sup> compagnie, blessé au genou, guéri le 10 octobre.  
 44 Charles Chabaud, volontaire de la 7<sup>e</sup> compagnie, atteint de 2 coups de feu, en traitement à l'Hôtel-Dieu, le 16 octobre, ensuite envoyé aux eaux d'Aix.  
 45 Jean-Baptiste Deschamps, caporal de la 7<sup>e</sup> compagnie, blessé de 2 coups de feu et de 2 coups de mitraille, en traitement à l'Hôtel-Dieu, le 16 octobre, ensuite envoyé aux eaux d'Aix.  
 46 Joseph Lefebvre, volontaire de la 1<sup>re</sup> compagnie, blessé à l'Hôtel-Dieu, le 14 août.  
 47 Antoine Murepoix, volontaire de la 5<sup>e</sup> compagnie, plusieurs fractures, en traitement à l'Hospice de Saint-Gôme, le 16 octobre.  
 48 Jean-Baptiste Lefebvre, volontaire de la 1<sup>re</sup> compagnie, blessé à l'Hôtel-Dieu, le 14 août.  
 49 Joseph Lefebvre, volontaire de la 1<sup>re</sup> compagnie, blessé à l'Hôtel-Dieu, le 14 août.  
 50 Joseph Lefebvre, volontaire de la 1<sup>re</sup> compagnie, blessé à l'Hôtel-Dieu, le 14 août.  
 51 Jacques Labus, volontaire, en traitement du 10 août au 20 décembre.  
 52 André Brunel, volontaire, blessé le 30 juillet, assimilé aux blessés du 10 août par le 1<sup>er</sup> corps.



## FÉDÉRÉS BRESTOIS

- 1 Antoine Kersevan, dragon de Brest, tué.
- 2 Georges Berthomme, id., id., tué.
- 3 Augustin Locrère, volontaire, de Brest, blessé de 2 coups de feu aux jambes.
- 4 Hervé Buzaré, volontaire, blessé par la manœuvre d'un canon, atteint d'une balle.
- 5 Alain Beauchet, volontaire, blessé à la suite d'une chute dans l'escalier du château au début de l'action.
- 6 Jean-François le Normand, volontaire, blessé d'un coup de sabre à la tête.
- 7 Gabriel Ridard, de Saint-Pol-de-Léon, blessé d'un coup de feu à l'épaule.

## FÉDÉRÉS D'AUTRES RÉGIONS

- 1 Antoine Queyria, des Pyrénées-Orientales, tué.
- 2 Pierre Surville, de Rennes, mort des suites de ses blessures à l'Hôtel-Dieu.
- 3 Jean-François Roland, fédéré de Saône-et-Loire.
- 4 Léopold Bonfond, de Nancy, atteint d'un coup de feu au genou gauche, encore en traitement le 18 mars 1793.
- 5 Marc Gaolet, d'Ille-et-Vilaine.
- 6 Antoine Wedel, du Gard, en traitement 122 jours.
- 7 Denis Simonneau, de la Côte-d'Or, en traitement du 10 août 1792 au 30 avril 1793, 263 jours.
- 8 Jean-Baptiste Brun, de la Gironde, atteint d'un coup de feu à la jambe gauche, 25 jours de traitement.
- 9 Joseph Michel, de Lot-et-Garonne, 2 balles à la jambe gauche et blessures aux reins, 227 jours de traitement, estropié.
- 10 Jacques-Marie Dedieu, de Saône-et-Loire, dix-sept blessures sur tout le corps, estropié, envoyé aux eaux d'Aix.
- 11 Bernard La Fontaine, d'Ille-et-Vilaine, coup de feu à la jambe droite avec ulcérations.
- 12 Charles Talbaut ou Talbot, d'Hennebont, coup de feu à la cuisse, soigné à la Charité, guéri le 24 septembre.
- 13 François Baritaud, de la Gironde, blessé de 2 coups de sabre à l'épaule, parti aux frontières avant sa guérison.
- 14 Jacques Chabot, de la Côte-d'Or, blessé à la jambe gauche, resté 38 jours en traitement à l'hôpital militaire du Gros-Caillon.
- 15 Pierre Bonthe, du Gard, blessé de coups de bayonnette à la cuisse gauche, de 2 coups de sabre sur le pouce et le sourcil, traité 30 jours, parti aux frontières.
- 16 Jean-Pascal Tondut, de l'Hérault, blessé de coup de mitraille aux jambes et d'un coup de sabre à la tête, estropié.
- 17 René Mercier, de la Gironde-Intérieure, blessé d'un coup de feu à la cuisse droite, estropié.
- 18 Pierre-Nicodème Henaut, du Var, blessé à la hanche par suite d'une chute, reparti dans son pays de France.
- 19 Jacques Gagnot, de Florensac (Hérault), blessé grièvement.
- 20 Pierre Gaudin, du Doubs, en traitement aux frontières.

# INTRODUCTION

- 21 François Péron, dit le Sarrasin, du 50<sup>e</sup> régiment d'infanterie, blessé d'un coup de fusil à la tête, le 10 août.
- 22 François Périchon, de Condé-Saint-Hilaire (Seine-et-Marne).  
Blessé d'un coup de fusil à la tête, le 10 août.
- 23 Louis Perrier, blessé d'un coup de fusil à la tête, le 10 août.
- 24 Pierre Perrier, blessé d'un coup de fusil à la tête, le 10 août.
- 25 Louis Perrier, blessé d'un coup de fusil à la tête, le 10 août.
- 26 Louis Perrier, blessé d'un coup de fusil à la tête, le 10 août.
- 27 Louis Perrier, blessé d'un coup de fusil à la tête, le 10 août.
- 28 Louis Perrier, blessé d'un coup de fusil à la tête, le 10 août.
- 29 François Millet, id.
- 30 Louis Perrier, blessé d'un coup de fusil à la tête, le 10 août.
- 31 Louis Perrier, blessé d'un coup de fusil à la tête, le 10 août.
- 32 André-François-Joseph Flamand, du Nord, estropié par suite de ses blessures.

Les noms des blessés sont inscrits sur les listes de la Commission des Blessés de la Guerre, sous le nom de la Division à laquelle ils ont été affectés, et sur les listes de la Commission des Blessés de la Guerre, sous le nom de la Division à laquelle ils ont été affectés.

## GENDARMES DES 29<sup>e</sup> ET 35<sup>e</sup> DIVISIONS

- 1 Louis Perrier, blessé d'un coup de fusil à la tête, le 10 août.
- 2 Michel Fermé, dit Trouvé, gendarme de la 29<sup>e</sup> division, tué place de la Révolution, le 10 août.
- 3 Louis Perrier, blessé d'un coup de fusil à la tête, le 10 août.
- 4 Réveillon, surnuméraire dans la gendarmerie à cheval, tué.
- 5 André Dufreche, gendarme, blessé, en traitement 13 jours.
- 6 Jourdy, gendarme, blessé, en traitement 13 jours.
- 7 Louis Perrier, blessé d'un coup de fusil à la tête, le 10 août.
- 8 Pierre Lacombe, brigadier fourrier de la cavalerie nationale, estropié à la suite de ses blessures.

## CARDS NATIONAUX PARISIENS

- 1 Louis Perrier, blessé d'un coup de fusil à la tête, le 10 août.
- 2 Louis Perrier, blessé d'un coup de fusil à la tête, le 10 août.
- 3 Louis Perrier, blessé d'un coup de fusil à la tête, le 10 août.
- 4 Louis Perrier, blessé d'un coup de fusil à la tête, le 10 août.
- 5 Louis Perrier, blessé d'un coup de fusil à la tête, le 10 août.
- 6 Louis Perrier, blessé d'un coup de fusil à la tête, le 10 août.
- 7 Louis Perrier, blessé d'un coup de fusil à la tête, le 10 août.
- 8 Louis Perrier, blessé d'un coup de fusil à la tête, le 10 août.
- 9 Louis Perrier, blessé d'un coup de fusil à la tête, le 10 août.
- 10 Louis Perrier, blessé d'un coup de fusil à la tête, le 10 août.

## INTRODUCTION

xxx

- 4 Jean-Baptiste Dussault, fondeur, blessé d'un coup de sabre à la tête et à la main, pansé à la Charité 13 jours.
- 5 Jean-Claude Gilliot, blessé, en traitement 180 jours.
- 6 Sébastien Lestr, blessé, en traitement 74 jours.
- 7 Jean Journée, blessé, en traitement 68 jours.
- 8 Antoine-Claude Leroy, blessé, en traitement 30 jours.
- 9 Pierre-Jean-Baptiste Rumolle, blessé, en traitement 69 jours.

## SECTION DES ARTS

- 10 René-Alexis Deshayes, perruquier, tué par une balle ayant traversé le cou, laissant une veuve et une fille.
- 11 Jean-Baptiste Lallemand, tué, laissant une veuve et une fille.
- 12 Joseph Meunier, ceinturonnier, le pouce droit emporté, en traitement du 10 août au 31 mars 1793.
- 13 Jean-Claude Ginet, charcutier, blessé, en traitement 42 jours.
- 14 Nicolas Martin, blessé.
- 15 Dominique-Joseph Palatin, gargon boucher, blessé d'un coup de feu à la jambe droite, contusionné par la roue d'un canon, en traitement 2 mois et demi.
- 16 Pierre Dupont, brocanteur, blessé, en traitement 2 mois.
- 17 Louis Chauvet, porteur d'eau, blessé d'un coup de sabre à la jambe gauche, en traitement 3 mois.
- 18 Joseph Aubry, cordonnier, blessé au bras, en traitement 3 mois et demi.
- 19 Bertrand Pagès, blessé, en traitement 6 semaines.

## SECTION DE L'ARSENAL

- 20 François Fournier, blessé, retenu chez lui jusqu'à son enrôlement pour les frontières, le 3 septembre.
- 21 Réal Mercier, blessé, deux côtes enfoncées, en traitement 31 jours.

## SECTION DE REAUREPAIRE (HERMES-DE-JULIEN)

- 22 Joseph Delmas, fruitier, blessé à un testicule, en traitement 190 jours.
- 23 Jean Corier, horloger, blessé d'un coup de bayonnette à la cuisse droite, en traitement 174 jours.
- 24 Nicolas Fraisan, compagnon charron, grièvement blessé à la main, soigné à l'Hôtel-Dieu.
- 25 Jean Gagnet, compagnon chapelier, grièvement blessé, soigné à l'Hôtel-Dieu.

## SECTION DE LA BIBLIOTHÈQUE

- 26 Charles-Philippe-Joseph Laloué, ex-caporal au régiment de la Sarre, blessé grièvement de bourrades à la poitrine, mort le 17 octobre 1792, laissant une veuve et des enfants.
- 27 Louise-René Audu, blessé à la cuisse d'un coup de feu, en traitement 43 jours.

## SECTION DU CONSEIL

- 28 Claude Lamettrie, blessé, en traitement 33 jours, enrôlé aux frontières.
- 29 Etienne-Guillaume Drouin, blessé, en traitement 66 jours.
- 30 Pierre-François Bersu, pompier, blessé à la suite d'une chute du haut du comble des bâtiments attenant à la grande galerie.

37) Jean, domestique, blessé d'un coup de bayonnette au bras gauche, tué, en passant, l'épée en main, et avant d'être le plus malade des blessés.

38) Jean-Baptiste, blessé d'un coup de bayonnette au bras droit, tué, en passant, l'épée en main, et avant d'être le plus malade des blessés.

CHAPITRE IV.

39) Dominique, domestique, blessé d'un coup de bayonnette au bras droit.

40) Antoine, blessé, blessé d'un coup de bayonnette au bras droit.

CHAPITRE V.

41) Claude-Gaspard Duval, sellier bourrelier, tué d'un coup de feu sur la place du Carrousel, laissant une veuve.

42) Joseph-Arthur, blessé d'un coup de bayonnette au bras droit, tué, en passant, l'épée en main, et avant d'être le plus malade des blessés.

43) Antoine, blessé, blessé d'un coup de bayonnette au bras droit.

44) Jean-François Biet, blessé, en traitement 20 jours.

45) François, blessé, blessé d'un coup de bayonnette au bras droit, tué, en passant, l'épée en main, et avant d'être le plus malade des blessés.

46) Roman-Marie Dautrot, blessé, en traitement 52 jours.

CHAPITRE VI.

47) Jean-Baptiste Fourcaux, blessé, en traitement 61 jours.

48) Joseph Gruyer, domestique, blessé d'un coup de feu à l'omoplate et d'un autre à la main droite, en traitement 123 jours.

49) Jacques Grosnier, garçon perruquier, blessé d'un coup de bayonnette à la main droite, en traitement 48 jours.

CHAPITRE VII.

50) Jean-Charles Rufin, tué.

51) Jean-Charles, blessé, blessé d'un coup de bayonnette au bras droit, tué, en passant, l'épée en main, et avant d'être le plus malade des blessés.

52) Jean-Charles, blessé, blessé d'un coup de bayonnette au bras droit, tué, en passant, l'épée en main, et avant d'être le plus malade des blessés.

53) Michel, blessé.

CHAPITRE VIII.

54) François-Alexandre, blessé, blessé d'un coup de bayonnette au bras droit, tué, en passant, l'épée en main, et avant d'être le plus malade des blessés.

55) Jean, blessé, blessé d'un coup de bayonnette au bras droit, tué, en passant, l'épée en main, et avant d'être le plus malade des blessés.

56) Jean, blessé, blessé d'un coup de bayonnette au bras droit, tué, en passant, l'épée en main, et avant d'être le plus malade des blessés.

CHAPITRE IX.

57) Michel-Louis Melan, ex-architecte expert, tué, laissant une veuve.

58) Jean, blessé, blessé d'un coup de bayonnette au bras droit, tué, en passant, l'épée en main, et avant d'être le plus malade des blessés.

59) Jean, blessé, blessé d'un coup de bayonnette au bras droit, tué, en passant, l'épée en main, et avant d'être le plus malade des blessés.



## INTRODUCTION

XXVI

- 55 Jean-François-Théodore Ducezsois, blessé grièvement d'un coup de feu à la main gauche, encore en traitement le 17 novembre.
- 56 Jacques Lallemand, tailleur, blessé grièvement d'un coup de feu au bras gauche, en traitement 202 jours, estropié.
- 57 Nicolas Henry, menuisier, bras gauche cassé par un biseau, en traitement 202 jours.

### SECTION DE LA CHARITÉ-ROUGE

- 58 Jean-Baptiste Chabigny, compagnon menuisier, blessé d'un violent coup de crosse à la poitrine, qui a entraîné la mort le 11 mars 1793, laissant une veuve.
- 59 Antoine Vigot, brocanteur, mort le 18 septembre à la Charité, des suites de ses blessures, laissant une veuve et 2 enfants.
- 60 Joseph Meguenau, devenu aveugle à la suite d'un coup de plat de sabre reçu le 10 août.
- 61 Jean-Baptiste Sollier, estropié par suite de blessures à la jambe droite.
- 62 François Millet, ex-garde-française, blessé à la main, soigné 2 mois 7 jours chez les Dames Hospitalières de Saint-Thomas-de-Villeneuve, devenu infirmier dans les ambulances de l'armée du Nord.

### SECTION DES DROITS-DU-HOMME

- 63 François Nativel, mort à l'Hôtel-Dieu des suites de ses blessures, laissant une veuve.
- 64 Guillaume Pépin, tué le 10 août, laissant une veuve.
- 65 Mathurin Debenne, blessé d'un coup de feu à la cuisse.
- 66 Marie-Anne-Henriette Pujet, sa femme, blessée aux jambes, en traitement 1 mois 8 jours d'abord, et obligée par suite de rechute de s'aliter jusqu'en janvier 1793.
- 67 Armand Carnonkel, blessé à la jambe d'un coup de feu, en traitement 2 mois et demi.
- 68 Jean-Claude Perrey, blessé, en traitement 1 mois 5 jours.

### SECTION DU FAUBOURG-MONTMARTRE

- 69 Antoine Gerbault, boulanger, caporal des canonniers de la section, tué le 10 août, laissant une veuve.
- 70 Jean Menetrier, menuisier, lieutenant des canonniers du bataillon de Saint-Joseph, tué le 10 août, laissant une veuve.
- 71 Pierre-Marie Deviquet, canonnier de la section, blessé en faisant la manœuvre du canon, décédé à la Charité, le 13 août, laissant une veuve.
- 72 Louis Caving, peintre en bâtiments, canonnier du bataillon de Saint-Joseph, blessé grièvement, obligé de porter un bandage.
- 73 Jean Archambault, serrurier, grièvement blessé au côté gauche d'un timon d'affût de canon, resté 108 jours en traitement à la Charité, ayant à sa charge une mère péculeuse et 3 enfants en bas âge.
- 74 Jean-Baptiste Allègre, capitaine de la 2<sup>e</sup> compagnie du bataillon de la section du Faubourg-Montmartre, renversé par la bourrade d'un Suisse, 2 côtes enfoncées, abîmés dans l'aîne et foulure du pied gauche, en traitement 6 semaines.
- 75 Jacques Badadie, volontaire de la section, blessé à l'orbite droite et forte contusion à l'épaule, incapacité de travail de 2 mois.
- 76 Jean Lenoir, volontaire, blessé par un corps contondant au bas de la jambe droite, alité un mois, en traitement 90 jours.
- 77 François-Louis Rejot, volontaire, atteint d'une violente hémorragie par le fondement, résultant de secousses et percussions violentes, très malade le 1<sup>er</sup> septembre, mort le 1<sup>er</sup> décembre.

88. Barthélemy Vassart, serrurier, blessé d'un coup de sabre à la main, en traitement 8 jours.
89. Louis Lemaire-Guérin, Roué, blessé d'un coup de feu à la jambe droite, en traitement 86 jours.
90. Jean-Baptiste Martin, Lasseur d'armement, en traitement 20 jours.
91. Paul Ferry, Peintre, blessé à la cuisse, en traitement 60 jours.
92. Charles Desmays, Roué, en traitement 20 jours.

CHAPITRE III. — BLESSÉS PAR LE FEU.

83. Étienne Grégoire, Roué, blessé d'un coup de feu à la cuisse droite (Marsil) mais, qui a déterminé un vomissement de sang, et au haut de la jambe droite, en traitement de 40 jours, en l'air, les 10 et 15 septembre.
84. Laurent Berthomieu, maçon, canonnier, ayant eu le visage, la gorge et les mains brûlés, pansé durant 2 mois.
85. Joseph Bédier, armement d'armes à la tête d'un coup de bayonnette, en traitement 51 jours, parti pour les frontières.
86. Pierre Raimond, charpentier, blessé d'un coup de feu à la tête droite d'un coup de feu, en traitement 74 jours, estropié.
87. Augustin Chauvin, blessé d'un coup de sabre au bras droit et à la jambe, en traitement 23 jours, rentré à l'Hôtel-Dieu le 1<sup>er</sup> octobre, sorti le 17 sans être guéri, estropié.

CHAPITRE IV. — BLESSÉS PAR LE FEU.

88. Joseph Fery, cordonnier, tué sur la place du Carrousel, laissant une veuve.
89. Michel Pogny, tué le 10 août.
90. Jean Berson, tué, laissant une veuve.
91. Jacques-Marie-Pierre Bédier, Roué, blessé d'un coup de feu à la tête droite, en traitement 10 jours, des suites de ses blessures, laissant une mère.
92. Pierre Petitbon, ouvrier chandelier, blessé d'un coup de sabre à la jambe gauche.
93. Marie-Joseph Bence, maître d'écriture, blessé de 2 coups de feu aux jambes, en traitement 150 jours, estropié.
94. Jean-Pierre Lemaire, Roué, blessé d'un coup de feu à la main, en traitement 10 jours.
95. Jean-François Ducoté, cordier, blessé d'un coup de bayonnette à l'épaule, en traitement 25 jours.
96. Jacques-Frédéric Fessart, charpentier, blessé d'un coup de feu au-dessus du genou, en traitement 10 jours.
97. Louis-Jacques Bédier, Roué, blessé d'un coup de feu à la tête, en traitement 10 jours.
98. Étienne Fessart, Roué, blessé d'un coup de feu à la tête, en traitement 10 jours.
99. Jacques-Baptiste Vassart, Roué, blessé d'un coup de feu à la tête, en traitement 10 jours.
100. Étienne Bédier, Roué, blessé d'un coup de feu à la tête, en traitement 10 jours.
101. Étienne Bédier, Roué, blessé d'un coup de feu à la tête, en traitement 10 jours.
102. Étienne Bédier, Roué, blessé d'un coup de feu à la tête, en traitement 10 jours.
103. Étienne Bédier, Roué, blessé d'un coup de feu à la tête, en traitement 10 jours.
104. Étienne Bédier, Roué, blessé d'un coup de feu à la tête, en traitement 10 jours.

- 104 Pierre Serenne, gazier, blessé d'un coup de layonnette à la jambe, en traitement 3 semaines.
- 105 Jean-Baptiste Deschamps, gazier, blessé au côté gauche d'une balle non extraite et la jambe criblée, infirme pour le reste de sa vie.
- 106 Jean-Jacques Boucher, blanchisseur, blessé, en traitement 21 jours.
- 107 Marie-Alexis Chauvin, portefaix, blessé, en traitement 10 jours.
- 108 René-Gabriel Deforme, cordonnier, blessé à la jambe et au pied, en traitement 33 jours.
- 109 Louis Houdas, ouvrier en bas, blessé, en traitement 60 jours.
- 110 Louis Minard fils, blessé, en traitement 15 jours.

## SECTION DE LA FONTAINE-DE-GRENELLE

- 111 Antoine Lobgeois, tué le 10 août sur la place du Carrousel, laissant une veuve et 3 enfants.
- 112 François Binet, mort des suites de ses blessures le 20 fructidor an II, laissant une veuve.

## SECTION DES GARDIES-FRANÇAISES

- 113 Jean-Baptiste-Lallemand, blessé d'un coup de feu au genou, mort des suites de sa blessure le 6 septembre, laissant une veuve.
- 114 Charles-François Lemithe, blessé place de la Révolution, en traitement 104 jours.
- 115 Jean-Baptiste Roidot, blessé sur tout le corps, en traitement 23 jours.
- 116 Jacques-Pierre Douis, blessé à la cuisse.

## SECTION DES GRAVILLIERS

- 117 Claude-Gaspard Duval, sellier-bourrelier, tué le 10 août, laissant une veuve.
- 118 Louis-Gabriel Martinet, limonadier, mort le 21 août des suites d'un coup de crosse dans la poitrine, laissant une veuve.
- 119 François-Marie Lamy, lieutenant de la 27<sup>e</sup> compagnie de la section armée des Gravilliers, mort le 29 octobre 1792 des suites d'un coup de crosse dans la poitrine reçu aux Champs-Élysées le 10 août, laissant une veuve.
- 120 Jacques Du Sauveur, en traitement 2 mois 25 jours, resté estropié.
- 121 Louis-Nicolas Ernoult, blessé d'un coup de feu à la cuisse, mort des suites de sa blessure.
- 122 Pierre-Jean-Baptiste Capelle, blessé d'un coup de feu au bras gauche, en traitement 2 mois 12 jours, resté estropié.
- 123 Jean-Baptiste Lemercier, le bras droit fracassé, impotent.
- 124 Jean-Marie Lefèvre, blessé d'un coup de feu à la cuisse, guéri à la date du 3 janvier 1793.
- 125 Hilaire-Basile Bulté, blessé grièvement d'un coup de sabre à la main, en traitement 2 mois et demi.
- 126 Jean-Baptiste Ferlier, menuisier, blessé grièvement d'un coup de feu au pied, en traitement à la Charité jusqu'au 17 octobre.
- 127 François Breteau, blessé, en traitement 42 jours.
- 128 Charles-Georges Guillaume, blessé.
- 129 Jean-Michel Koukleman, blessé, en traitement 43 jours.
- 130 Jacques-Pierre Caumont, blessé, en traitement 35 jours.

## MORTS EN COMBATS

- 141 Joseph Gillet, serrurier, blessé d'un coup de feu à la cuisse.  
 142 Jean-Baptiste Achard, compagnon menuisier, blessé d'un coup de fusil à la cuisse.  
 143 Louis-Léon de Hespigny, serrurier, blessé d'un coup de fusil à la cuisse.  
 144 Jean-Baptiste Achard, compagnon menuisier, blessé d'un coup de fusil à la cuisse.

## MORTS EN COMBATS

- 145 Vincent-Léon Hespigny, serrurier, blessé d'un coup de fusil à la cuisse.

## MORTS EN COMBATS

- 146 Louis-Pierre Leroy, grenadier volontaire du bataillon des Théatins, 21 ans, tué le 10 mai 1793, laissant une veuve.  
 147 François Granddier, atteint d'un coup de feu, disparu, laissant une veuve.  
 148 Nicolas Passepont, invalide militaire à l'Hôtel des Invalides, atteint de 2 coups de feu à la tête et à la cuisse, laissant une veuve.  
 149 Nicolas Gouret, blessé d'un coup de feu à la cheville, estropié.

## MORTS EN COMBATS

- 150 François Le Pareur, tué, laissant 2 filles mineures.  
 151 Jean-Baptiste Achard, serrurier, blessé d'un coup de fusil à la cuisse, laissant une veuve.  
 152 Pierre-François Achard, serrurier, blessé d'un coup de fusil à la cuisse.  
 153 François-Louis Delport, blessé, en traitement 6 mois et demi, décédé vers la fin de février 1793.  
 154 Pierre-Louis Routier, serrurier, blessé d'un coup de feu ayant traversé les 2 fesses et occasionné une rétention d'urine, infirme.  
 155 Jean Rouyer, cordonnier, blessé à la cuisse droite, avec engorgement, estropié.  
 156 Jean-Baptiste Gasquin, cordonnier, blessé au pied d'un coup de feu, qui a déterminé une infection, laissant une veuve.  
 157 Jean-Louis Mallet, blessé grièvement d'un coup de crosse.  
 158 Jean-Baptiste Achard, serrurier, blessé d'un coup de fusil à la cuisse.  
 159 Vincent-Léon Hespigny, serrurier, blessé d'un coup de fusil à la cuisse.  
 160 François-Nicolas Damours, blessé, en traitement 3 mois.  
 161 Louis Chauvin, blessé, en traitement 3 mois.  
 162 Joseph-Léon Hespigny, serrurier, blessé d'un coup de fusil à la cuisse.

## MORTS EN COMBATS

- 163 Marie-Pierre Chéné, musicien du théâtre du Vaudeville, blessé de coups de sabre à la tête et à la cuisse, laissant une veuve et deux filles mineures.  
 164 Jean-Baptiste Achard, serrurier, blessé d'un coup de fusil à la cuisse.

## MORTS EN COMBATS

- 165 Jean-Baptiste Achard, serrurier, blessé d'un coup de fusil à la cuisse.  
 166 Vincent-Léon Hespigny, serrurier, blessé d'un coup de fusil à la cuisse.  
 167 Jean-Baptiste Achard, serrurier, blessé d'un coup de fusil à la cuisse.  
 168 Jean-Baptiste Achard, serrurier, blessé d'un coup de fusil à la cuisse.  
 169 Jean-Baptiste Achard, serrurier, blessé d'un coup de fusil à la cuisse.



- 153 Mathurin Brindeau, tisserand, blessé de 2 coups de feu à la poitrine et d'un bras estropié.  
 156 Alexandre Garnier, garçon cordonnier, blessé, en traitement 34 jours.  
 157 Pierre Gaillaume, blessé.

## SECTION DE LA MAISON COMMUNE

- 158 Jean-Baptiste Farcy, tourbisseur, canonnier du bataillon de Saint-Gervais, tué de 2 balles en pleine figure, laissant une mère.  
 159 Dominique Hardy, blessé, en traitement 4 jours.

## SECTION DU MARAIS

- 160 Jean Lallemant, portier, grenadier du bataillon des Blancs-Manteaux, mort le 6 septembre des suites de ses blessures aux deux cuisses, laissant une veuve et un enfant.  
 161 Thamiel, blessé.

## SECTION MIRABEAU (OU DU MONT-BLANC)

- 162 Jean-Baptiste Carrière, tué, laissant une veuve avec 4 enfants.

## SECTION DE MOLIAD, DU LA-LONGUE

- 163 Nicolas-Henry Robert, jardinier, tué le 10 août à côté du commandant du bataillon, qui en a délivré certificat, laissant une veuve et 3 enfants.

## SECTION DE LA RUE DE MONTELEONE

- 164 Jean-Mathieu Collard, blessé à la cuisse gauche par un instrument tranchant.  
 165 Louis Rivière, blessé, en traitement 21 jours.  
 166 Jacques-Antoine Daubanton, blessé, en traitement 143 jours.  
 167 Jean Voisin, blessé, en traitement 18 jours.  
 168 Pierre Godet, blessé, en traitement 18 jours.  
 169 Jean-Baptiste Colin, blessé à la jambe, en traitement 206 jours.  
 170 Jean-Baptiste Martineau, blessé, en traitement 18 jours.  
 171 Michel Gavot, blessé, en traitement 30 jours.  
 172 François Simon, blessé, en traitement 18 jours.  
 173 Jean-François Armand, blessé, en traitement 18 jours.  
 174 Claude Viart, id. id.  
 175 Pierre Roubaux, blessé, en traitement 15 jours.  
 176 Michel Bive, blessé, en traitement 30 jours.  
 177 Alexandre Voisin, blessé, en traitement 18 jours.  
 178 Simon Lebeuf, id. id.  
 179 Jacques Haut, dit Saint-Amour, blessé, en traitement 40 jours.  
 180 Jean Goret, blessé.

## SECTION DE L'OSERVATOIRE

- 181 Louis-François Théodore Guenard, sergent de canonniers du bataillon du Val-de-Grence, mort de ses blessures à l'Hôtel-Dieu, le 14 août, laissant une veuve et 2 enfants.  
 182 Nicolas Labriet, canonnier du bataillon du Val-de-Grence, mort de ses blessures à l'Hôtel-Dieu, le 12 août, laissant une veuve.

181. Alexandre Denis Dupont, cuisinier, blessé d'un coup de feu à la cuisse, en traitement 61 jours.  
 182. Louis-Jacques Lemaire, journalier, blessé d'un coup de feu à la cuisse, en traitement 97 jours.  
 183. Jacques Goussier, menuisier, blessé d'un coup de feu à la cuisse, en traitement 30 jours.  
 184. Paul-Mathieu Mercet, ancien soldat, blessé d'un coup de feu à la cuisse, en traitement 30 jours.  
 185. Jean-Pierre Davesne, blessé à la cuisse droite, en traitement 30 jours.  
 186. Jean-Jacques Jourcy, blessé au bras gauche, en traitement 40 jours.  
 187. Jean-François Mouton, blessé d'un coup de feu à la cuisse, en traitement 42 jours.  
 188. Jean-Baptiste-Henri Desprez, blessé, en traitement 49 jours.  
 189. Charles-Louis Petit, blessé au pied gauche, en traitement 24 jours.  
 190. François Crance, blessé d'un coup de sabre au poignet, en traitement 15 jours.  
 191. Jean-Baptiste Naud, blessé d'un coup de feu à la cuisse, en traitement 21 jours.

#### CHAPITRE II. — BLESSÉS D'UN COUP DE FEU.

192. Claude-Louis Gouteau, ancien garde française, imprimeur, blessé d'un coup de feu à la jambe droite, soigné à l'hôpital Saint-Louis, sorti guéri le 8 janvier 1793.  
 193. André Demilly, blessé d'un coup de feu au bras gauche, en traitement 2 mois, enrôlé dans la gendarmerie, blessé de nouveau.  
 194. Jacques Etienne, blessé d'un coup de feu à la main droite, pansé 24 jours.  
 195. François Murtel, cordonnier, blessé d'un coup de feu à la jambe gauche, incapacité de travail de 90 jours.  
 196. Pierre-Denis Fabié, ferblantier, blessé d'un coup de feu à la cuisse gauche, en traitement 14 jours.

#### CHAPITRE III. — BLESSÉS D'UN COUP DE SABRE.

197. Jacques Guérin, sous-officier aux Invalides, estropié à la suite de sa blessure.  
 198. Louis-Fidèle Legrand, compagnon menuisier, blessé d'un coup de bayonnette à la main gauche dans le château des Tuileries, en traitement 2 mois 12 jours.

#### CHAPITRE IV. — BLESSÉS D'UN COUP DE PISTOLET.

199. Henry-Bertrand Bandelet, tué le 10 août, laissant une veuve.  
 200. René Huguier, menuisier, blessé d'un coup de pistolet à la poitrine, laissant une veuve.  
 201. Jacques-Gaspard Kamerman, peintre, le mollet droit emporté, en traitement 80 jours.  
 202. Jean-Baptiste Naud, blessé d'un coup de pistolet à la cuisse, en traitement 21 jours.

#### CHAPITRE V. — BLESSÉS D'UN COUP DE CROCHET.

203. Jean-Baptiste Naud, blessé d'un coup de croquet à la cuisse, en traitement 21 jours.  
 204. Jean-Baptiste Naud, blessé d'un coup de croquet à la cuisse, en traitement 21 jours.  
 205. Jean-Baptiste Naud, blessé d'un coup de croquet à la cuisse, en traitement 21 jours.  
 206. Jean-Baptiste Naud, blessé d'un coup de croquet à la cuisse, en traitement 21 jours.  
 207. Jean-Baptiste Naud, blessé d'un coup de croquet à la cuisse, en traitement 21 jours.  
 208. Jean-Baptiste Naud, blessé d'un coup de croquet à la cuisse, en traitement 21 jours.

## SECTION DES QUATRE-VINGTS

- 211 Jean-Baptiste Sollier, apprenti tapissier, 16 ans, coup de feu à la jambe droite, amputé à l'hôpital de la Charité le jour même de son admission, sans père ni mère et sans ressources.
- 212 Antoine Guy, gravement contusionné aux reins, en traitement 4 mois.
- 213 Pierre-Joseph Dablancourt, blessé à la cuisse d'un éclat de pierre détaché par un boulet de canon, 35 jours en traitement, marche avec difficulté.  
(Sauva la vie à Pétion en allant prévenir l'Assemblée nationale du danger qu'il courait.)
- 214 Antoine Varet, blessé d'un coup de bayonnette à l'aisselle, en traitement 20 jours.

## SECTION DES QUINZE-VINGTS

- 215 Jean-Baptiste Bart, chapelier, mort à la Charité, le 19 août, des suites de ses blessures, laissant une veuve et 2 jeunes enfants.
- 216 Léonard Condrusier, cordonnier, tué place du Carrousel le 10 août, laissant une veuve.
- 217 François Dorion, ouvrier à la manufacture des glaces, mort des suites de ses blessures le 2 janvier 1793, laissant une veuve.
- 218 Claude-François-Noël Legrand, garçon perruquier, tué d'une balle à l'estomac, près de la chapelle du château, reconnu au cimetière Saint-Paul, laissant père et mère.
- 219 Pierre Mérillon, ouvrier à la manufacture des glaces, blessé d'un coup de crosse à l'estomac, transporté le 13 nivôse an II au Grand Hospice d'Humanité, où il est décédé le 22.
- 220 Jean-Louis-Marie Bara, mort de ses blessures le 19 août 1792, laissant une mère, veuve d'un volontaire du 6<sup>e</sup> bataillon des fédérés de Paris, mort le 13 mars 1793.
- 221 Pierre-Antoine Dumont, gazier, grièvement blessé d'une fracture du genou, estropié.
- 222 Pierre Chaudron, blessé à la jambe gauche, envoyé aux eaux de Bourbonne, estropié.
- 223 Jean-Jacques Cartry, blessé de coups de feu aux reins, en traitement 60 jours.
- 224 Antoine-Philippe Douanay, blessé, en traitement 77 jours.
- 225 François Hémon, gravement atteint, non encore guéri le 1<sup>er</sup> avril 1794, par suite de fistule.
- 226 Jacques-Denis Poncet, blessé d'un coup de feu, non encore guéri le 1<sup>er</sup> avril 1794 par suite de plaies fistuleuses.
- 227 Antoine Legros, chirurgien, grièvement blessé de coups de feu aux deux cuisses et d'un coup de biscayen.
- 228 Michel Vagner, blessé d'un coup de crosse à l'épigastre.
- 229 Jacques-Amable Lambert, blessé, en traitement 2 mois.
- 230 Antoine Pahn, blessé, en traitement 6 semaines.
- 231 Adrien Doremus, blessé, en traitement 24 jours.
- 232 Jean-Denis Legrand, blessé, en traitement un mois.
- 233 Charles-André Alexandre, blessé, en traitement un mois.
- 234 Louis Broquet, blessé, en traitement un mois.
- 235 Louis Chariot, blessé, en traitement 35 jours.
- 236 Joseph-Pierre Damois, blessé, en traitement 203 jours jusqu'au 28 février 1793.
- 237 Germain Poche, blessé, en traitement 62 jours.
- 238 Honoré-Claude Besoeustre, blessé, en traitement 122 jours.
- 239 Pierre Chaudron, blessé, en traitement 44 jours.
- 240 Nicolas Montérial, blessé, en traitement 2 mois.





## INTRODUCTION

XXX

- 276 Charles Simon, blessé, en traitement 440 jours.  
 277 Jean-Marie-Joseph Grand, blessé à la tête, en traitement 86 jours.  
 278 Jean-Louis-François Anglard, canonnier du bataillon, fortement contusionné la poitrine, à l'estomac, aux reins et au bas ventre, guéri le 20 août.  
 279 Philippe Moreau, gravement blessé, admis aux Invalides.

## SECTION DES FÉDÉRÉS

- 280 Jean-Baptiste-François Costes, mort le 24 août des suites de ses blessures.  
 281 Louis-Charles Destossés, blessé d'un coup de feu au pied droit, estropié.  
 282 Jean-Baptiste Roux, blessé, en traitement 37 jours.  
 283 Bertrand, blessé.  
 284 Veuve Leroy, domestique du Suisse de la Porte-Royale, blessée de 4 coups de feu au bras, estropiée.  
 285 Dexovo, blessé au pied.

## RECAPITULATION

Fédérés Marseillais.....	12
Fédérés Brestois.....	9
Fédérés d'autres régions.....	32
Gendarmes.....	8
Gardes nationaux parisiens.....	285
Total.....	376

ALEXANDRE TUETÉY.

Mars 1899.



# RÉPERTOIRE GÉNÉRAL

DES SOURCES MANUSCRITES

DE

## L'HISTOIRE DE PARIS

PENDANT LA RÉVOLUTION FRANÇAISE

### PRÉLIMINAIRES

#### MÉMOIRES ET RÉCITS PERSONNELS

1. — Mémoires de BARRÈRE.

1762-1815.

Un chapitre est consacré aux événements de l'année 1792.

Autographe, 1 vol. (385 fol.) Bibl. de l'Arsenal, Mss., n° 5007.

Ed. H. CARNOT et DAVID (d'ANGERS), *Mémoires de B. Barrère, membre de la Constituante et de la Convention*, 1842-44, 4 vol in-8°.

2. — Histoire des deux ministères de ROMAN.

Sans date (1792).

Minute comprenant 6 fol., B. N., Mss., nouv. acq. fr. 6243, fol. 215.

3. — Mémoires secrets de CLAUDE FOURNIER, Américain, sur la part active qu'il a eue dans les deux Révolutions de France,

de 1789 à 1792, pour servir de matériaux essentiels à l'Histoire.

Autographe (26 fol.), A. N., F<sup>7</sup> 6504.

Ed. F.-A. AULARD, *Mémoires secrets de Fournier l'Américain*, 1890, in-8°.

4. — Mémoires de CHAUMETTE sur la Révolution du 10 août 1792 (comprenant en outre le récit des événements de juin).

Autographe, A. N., T 604.

Ed. F.-A. AULARD, *Mémoires de Chaumette sur la Révolution du 10 août 1792*, 1893, in-8°.

5. — Rapports secrets d'un agent du ministère des affaires étrangères sous le titre : *Bulletin de la semaine*.

26 novembre 1791-22 avril 1792.

Originaux 11 p. A. N., des Affaires étrangères, France, 1407.

Comme les documents de Paris sont si pauvres en mémoires manuscrits pour la période de l'Assemblée législative, il nous a semblé intéressant de compléter cette nomenclature fort sommaire par l'indication des récits personnels embrassant l'année 1792, publiés, soit d'après

des documents manuscrits, soit d'après des sources particulières, soit d'après des sources dont la provenance n'est pas mentionnée :

1) *Mémoires publiés pour servir à l'histoire de la fin du règne de Louis XVI*, par

4) *Journal de M. de Malesherbes*. Paris, 1811. Paris, 1881. Le document de l'original est au Louvre. L'éd. de 1811 est la 1<sup>re</sup> éd. par M. de Malesherbes lui-même. Paris, 1801-1803, 14 vol. in-8°.

5) *Journal de M. de Malesherbes*. Paris, 1811. Paris, 1881. Le document de l'original est au Louvre. L'éd. de 1811 est la 1<sup>re</sup> éd. par M. de Malesherbes lui-même. Paris, 1801-1803, 14 vol. in-8°.

6) *Journal de M. de Malesherbes*. Paris, 1811. Paris, 1881. Le document de l'original est au Louvre. L'éd. de 1811 est la 1<sup>re</sup> éd. par M. de Malesherbes lui-même. Paris, 1801-1803, 14 vol. in-8°.

7) *Journal d'un étudiant (Edmond GERALD) pendant la Révolution, 1789-1793*, publié par M. de Malesherbes. Paris, 1890, in-8°.

8) *Mémoires inédits de l'internonce à Paris (M<sup>re</sup> SALAMON), pendant la Révolution, 1790-1801*, publiés par l'abbé BRIDIER. Paris, 1892, in-8°.

9) *Mémoires de M<sup>re</sup> de Malesherbes, gouvernante des enfants de France, pendant les années 1789-1795*, publiés (d'après le manuscrit original) par M. le duc DES CARS. Paris, 1893, in-8°.

10) *Mémoires du comte DE PAROY Jean-François*. Paris, 1895, in-8°.

11) *Mémoires de M<sup>re</sup> de Malesherbes, gouvernante des enfants de France, pendant les années 1789-1795*, publiés (d'après le manuscrit original) par M. le duc DES CARS. Paris, 1893, in-8°.

12) *Mémoires de M<sup>re</sup> de Malesherbes, gouvernante des enfants de France, pendant les années 1789-1795*, publiés (d'après le manuscrit original) par M. le duc DES CARS. Paris, 1893, in-8°.



## CHAPITRE PREMIER

### JOURNÉES HISTORIQUES DE LA RÉVOLUTION

#### ET ÉVÉNEMENTS POLITIQUES

---

#### § 1. — Entrée en fonctions de l'Assemblée législative (octobre 1791).

6. — Lettre des administrateurs du Département au président de l'Assemblée législative, le priant de vouloir bien leur indiquer le moment où ils pourront être admis à l'Assemblée.

3 octobre 1791.

Original signé, A. N., C 139, n° 102.

7. — Lettre de M. Bailly, maire de Paris, au président de l'Assemblée législative, lui demandant le jour et l'heure auxquels la Municipalité pourra présenter ses hommages à l'Assemblée.

6 octobre 1791.

Original signé, A. N., C 139, n° 102.

8. — Don patriotique à l'Assemblée législative par le sieur Flambar, caporal-fourrier des ci-devant gardes-françaises, soldat au 103<sup>e</sup> régiment de ligne, de la médaille d'or qu'il avait reçue de la Commune de Paris pour les signalés services que ses camarades et lui avaient rendus à la chose publique.

6 octobre 1791.

Original, A. N., C 173, n° 441.

Ed. *Procès-verbal de l'Assemblée nationale*, t. I, p. 44; *Archives parlementaires*, t. XXXIV, p. 109.

9. — Décret de l'Assemblée législative fixant le lieu de ses séances à Paris.

7 octobre 1791.

Copie, A. N., A 198.

Ed. *Procès-verbal de l'Assemblée nationale*, t. I, p. 47.

10. — Discours de Louis XVI à l'ouverture de la session de l'Assemblée législative, avec réponse du président.

7 octobre 1791.

Minute, avec corrections de la main de Louis XVI, A. N., C 220-221.

Ed. *Procès-verbal de l'Assemblée nationale*, t. I, p. 58; BUCHEZ et ROUX, *Histoire parlementaire de la Révolution française*, t. I, p. 74.

11. — Discours prononcé à l'Assemblée législative par M. de La Rochefoucauld, au nom du Directoire du Département de Paris, traçant le programme des travaux de l'Assemblée, avec réponse du président.

7 octobre 1791.

Minutes (2 p.), A. N., C 139, n° 96.

Ed. *Procès-verbal de l'Assemblée nationale*, t. I, p. 53; *Archives parlementaires*, t. XXXIV, p. 115.

12. — Discours adressé à l'Assemblée législative par le maire de Paris, au nom

16. — Décret de l'Assemblée législative (1) sur la séance.

Minutes (2 p.), A. N., C 139, n° 96, 102.  
Ed. *Le Logographe*, journal national, numéro du 8 octobre 1791, p. 32. — Archives parlementaires, t. XXXIV, p. 111.

17. — Décret de l'Assemblée législative (2) sur le bas-relief de Mirabeau, exécuté sur l'une des pierres de la Bastille, à l'effet d'être placé dans la salle des séances, et discours prononcé à cette occasion, avec réponse du président et lettre du sieur Bisson.

7 octobre 1791.  
Minutes (2 p.), A. N., C 139, n° 96, 102.  
Ed. *Le Logographe*, journal national, numéro du 8 octobre 1791, p. 32. — Archives parlementaires, t. XXXIV, p. 111.

18. — Décret de l'Assemblée législative (3) sur le bas-relief de Mirabeau, exécuté sur l'une des pierres de la Bastille, à l'effet d'être placé dans la salle des séances, et discours prononcé à cette occasion, avec lettre du patriote Palloy.

7 octobre 1791.  
Minutes (2 p.), A. N., C 139, n° 96, 102.  
Ed. *Le Logographe*, journal national, numéro du 8 octobre 1791, p. 32. — Archives parlementaires, t. XXXIV, p. 111.

19. — Décret de l'Assemblée législative (4) portant que les commissaires de la salle seront chargés de choisir un endroit convenable pour le placement des bas-reliefs de Mirabeau et des cadres contenant ceux du bas-relief de Palloy, etc.

8 octobre 1791.  
Minutes (2 p.), A. N., C 139, n° 96, 102.  
Ed. *Le Logographe*, journal national, numéro du 9 octobre 1791, p. 33. — Archives parlementaires, t. XXXIV, p. 112.

20. — Pétition des députés de l'Assemblée législative (5) présentée par le sieur Dumoulin, président de l'Assemblée législative, à l'effet d'être admis, ainsi que son Conseil, à présenter une proposition aux commissaires législateurs.

8 octobre 1791.  
Minutes (2 p.), A. N., C 139, n° 96, 102.  
Ed. *Le Logographe*, journal national, numéro du 9 octobre 1791, p. 33. — Archives parlementaires, t. XXXIV, p. 112.

21. — Décret de l'Assemblée législative (6) au sujet des menaces proférées la veille par un officier de la garde nationale, et explications données sur ce fait par M. d'Ermigny, l'officier inculpé.

8 octobre 1791.  
Extrait du procès-verbal, A. N., C 139, n° 93.  
Ed. *Le Logographe*, journal national, numéro du 9 octobre 1791, p. 1176. — Archives parlementaires, t. XXXIV, p. 110-111. — *Le Logographe*, journal national, numéro du 9 octobre 1791, p. 32.

22. — Pétition de 200 électeurs parisiens, protestant contre l'occupation arbitraire et exclusive de certaines tribunes de la salle des séances par des membres de l'Assemblée constituante.

9 octobre 1791.  
Original signé, A. N., C 139, n° 96.  
Ed. *Le Logographe*, journal national, numéro du 9 octobre 1791, p. 1176. — Archives parlementaires, t. XXXIV, p. 112.

23. — Décret de l'Assemblée législative (7) sur la suppression de la séparation des deux extrémités de la salle.

9 octobre 1791.  
Minutes (2 p.), A. N., C 139, n° 96, 102.  
Ed. *Le Logographe*, journal national, numéro du 9 octobre 1791, p. 33. — Archives parlementaires, t. XXXIV, p. 112.

24. — Décret de l'Assemblée législative (8) sur la suppression de la séparation des deux extrémités de la salle.

9 octobre 1791.  
Minutes (2 p.), A. N., C 139, n° 96, 102.  
Ed. *Le Logographe*, journal national, numéro du 9 octobre 1791, p. 33. — Archives parlementaires, t. XXXIV, p. 112.

25. — Adresse présentée à l'Assemblée législative par la section de Mauconseil, qui manifeste ses alarmes patriotiques, avec lettre du sieur Dumoulin, président de cette section.

9 octobre 1791.  
Minutes (2 p.), A. N., C 139, n° 96, 102.  
Ed. *Le Logographe*, journal national, numéro du 12 octobre 1791, p. 52. — Archives parlementaires, t. XXXIV, p. 113.

26. — Adresse de l'Université de Paris au président de l'Assemblée législative, à l'effet d'être admis, ainsi que son Conseil, à présenter une proposition aux commissaires législateurs.

9 octobre 1791.  
Minutes (2 p.), A. N., C 139, n° 96, 102.  
Ed. *Le Logographe*, journal national, numéro du 12 octobre 1791, p. 53. — Archives parlementaires, t. XXXIV, p. 113.

## ENTREE EN FONCTIONS DE L'ASSEMBLEE LEGISLATIVE

21. — Discours prononcé à l'Assemblée législative, au nom d'une députation du Tribunal de cassation, par M. Coffinhal, son président, avec réponse du président de l'Assemblée.

13 octobre 1791.

Minutes (2 p.), C 139, n° 97.

Ed. *Procès-verbal de l'Assemblée nationale*, t. I, p. 103; *Archives parlementaires*, t. XXXIV, p. 211.

22. — Lettre de M. Jacques Cazotte à M. Ponteau, secrétaire de M. de Laporte, exprimant l'avis qu'il faut décider le peuple de Paris à faire la contre-révolution, et déclarant qu'il voudrait voir le Roi sortir de sa prison et aller au-devant de l'ennemi, au milieu du peuple, de concert avec le peuple, mais qu'il faudrait que celui-ci chiât sur l'Assemblée nationale ».

15 octobre 1791.

Copie conforme A. N., F<sup>9</sup> 43903.

Ed. *Sixième et septième records de pièces françaises dans les papiers du sieur de Laporte*, p. 15.

23. — Adresse des Dames de la Halle qui protestent de leur dévouement et de leur respect pour les décrets de l'Assemblée, avec réponse du président.

19 octobre 1791.

Minutes (2 p.), A. N., C 139, n° 97.

Ed. *Procès-verbal de l'Assemblée nationale*, t. I, p. 172, 173; *Archives parlementaires*, t. XXXIV, p. 289.

24. — Décret de l'Assemblée législative, plaçant dans les bâtiments dépendant de la maison des Feuillants les divers comités logés trop à l'étroit dans celle des Capucins.

31 octobre 1791.

Copie, A. N., A 198.

Ed. *Constitution générale des décrets rendus par l'Assemblée nationale législative*, octobre-décembre 1791, p. 81.

25. — Décret de l'Assemblée législative, autorisant les commissaires inspecteurs de la salle à faire ouvrir le passage des Feuillants interdit par la Municipalité.

31 octobre 1791.

Copie, A. N., A 198.

Ed. *Constitution générale des décrets rendus par l'Assemblée nationale législative*, octobre-décembre 1791, p. 81.

V. le plan de la Salle de mariage des Feuillants et des Capucins donné par M. G. LENOTRE, *Les querelles de Paris pendant la Révolution*, 1896, IX, 85.

26. — Lettre anonyme de M. Cazotte à M. Ponteau, premier commis de la Liste civile), proclamant que « l'Assemblée nationale est si follement, si basement, si ridiculement composée qu'elle fera venir la nausée au peuple même de Paris, qu'il redemandera son roi comme un remède à la disette de pain et d'argent et à tous les maux qu'il souffre », et ajoutant que les Parisiens voudraient toujours garder le maître parmi eux pour être les despotes du despote.

2 novembre 1791.

Copie conforme A. N., F<sup>9</sup> 43903.

Ed. *Chaque année recueilli de pièces françaises chez MM. de Montmorin, Laporte*, p. 12.

27. — Projet d'un monument à élever à la gloire de la nation française sur le terrain de la Bastille, sous forme de pyramide triangulaire, avec figures aux angles et bas-reliefs, présenté à l'Assemblée législative par le sieur Charles Bouret, sculpteur, avec allocution du président.

3 novembre 1791.

Minute, A. N., C 173, n° 437.

Ed. *Archives parlementaires*, t. XXXIV, p. 619.

28. — Discours prononcé à l'Assemblée législative, au nom d'une députation des vainqueurs de la Bastille, qui jurent d'être toujours prêts à verser leur sang pour le maintien de la Constitution et le triomphe de la liberté, avec réponse du président.

8 novembre 1791.

Minutes (2 p.), A. N., C 140, n° 108, 117.

Ed. *Procès-verbal de l'Assemblée nationale*, t. I, p. 339; *Archives parlementaires*, t. XXXIV, p. 666.

Parmi les signataires figurent Léonard Bourdon, Parein, Broussais de Lagrey, Curtius, Cholat, Pannetier, Mangourit.

29. — Projet de salle d'assemblée pour le Corps législatif, présenté par Bernard Poyet, architecte de la Ville.

8 novembre 1791.

Original signé, A. N., C 174, n° 449.

En marge se trouve cette note : R. le 8 mars 1792.



été placée par le Commandant général en vertu des ordres du maître.

27 décembre 1791.

Minute, A. N., C 177, n° 475.

38. — Lettre de M. Pétron, maire de Paris, au président de l'Assemblée législative, à l'effet de décider si le lieu des séances de la Société des Feuillants est renfermé dans l'enceinte de l'Assemblée, qui seule aurait droit d'y exercer la police.

27 décembre 1791.

Original signé, A. N., C 141, n° 137.

Ed. *Le Logographe*, journal national, numéro du 29 décembre 1791, p. 461; *Archives parlementaires*, t. XXXVI, p. 431.

39. — Décret de l'Assemblée législative, chargeant les commissaires inspecteurs de la salle de veiller à ce que dans l'enceinte des bâtiments des ci-devant Feuillants et Capucins, il ne soit établi aucune société particulière, et que les parties laissées à la disposition des Domaines nationaux ne soient louées qu'à des citoyens dont le commerce ou les travaux ne puissent incommoder l'Assemblée et ses Comités.

27 décembre 1791.

Minute, A. N., C 177, n° 475.

Ed. *Procès-verbal de l'Assemblée nationale*, t. III, p. 191.

40. — Décret de l'Assemblée législative autorisant, sur le rapport de M. Calon,

son Comité d'inspection à faire exécuter divers travaux et changements dans la salle des séances, de manière à porter le nombre des places à 760, à établir une circulation facile et commode au sommet des gradins et autour de la salle, et à multiplier les issues.

27 décembre 1791.

Minute, A. N., C 140, n° 127.

Ed. *Procès-verbal de l'Assemblée nationale*, t. III, p. 194.

41. — Observations générales sur le compte des dépenses faites pour le service de l'Assemblée nationale pendant le quartier d'octobre 1791.

Original, A. N., C 177.

Ce compte est divisé en deux chapitres, dépense ordinaire et dépense extraordinaire; dans ce second chapitre figure une dépense de 3,148 l. 19 s. 5 d. pour l'aménagement de l'atelier de David, chargé par l'Assemblée nationale de peindre le Serment du Jeu de Paume dans l'église des Feuillants.

42. — Mémoire de Talon et de Radix de Sainte-Foy à Louis XVI, demandant que l'on prenne une prompte décision au sujet des seize membres de l'Assemblée législative qui ont promis leur adhésion dans l'affaire des pensions et qui, grâce à une allocation mensuelle, resteront favorables pour tout le temps de la législature.

2 janvier 1792.

Original, A. N., C 184, n° 206.

## 2. — Démission de Lafayette (8 octobre 1791).

43. — Lettre de M. de Lafayette au président de l'Assemblée législative, demandant à être reçu avant son départ pour l'armée dont le commandement vient de lui être confié par le Roi.

24 décembre 1791.

Autographe, A. N., C 141, n° 139.

Ed. *Archives parlementaires*, t. XXXV, p. 337.

44. — Discours prononcé par M. de Lafayette à l'Assemblée législative, pour la

remercier de l'approbation qu'elle a donnée au choix du Roi, avec réponse du président.

24 décembre 1791.

Extrait du procès-verbal, A. N., C 140, n° 124.

Ed. *Archives parlementaires*, t. XXXVI, p. 346.

LEFÈVRE-GUÉZENNE. — Général Lafayette, notice biographique, 1898, p. 280.

45. — Adresse du bataillon des Filles-Saint-Thomas à l'Assemblée législative, applaudissant à la nomination de M. de





ries, ni le Roi ni la Reine, passé 9 heures du soir, après s'être déclaré incompetent, avant d'avoir qu'il en serait référé à l'Assemblée nationale, et priant l'Assemblée de prononcer sans retard sur cet objet.

14 janvier 1792.  
Minutes. A. N., D III 371.

51. — Supplique du sieur Noël Breton, caporal de grenadiers de la garde soldée, à la Société des Amis de la Constitution, séante aux Jacobins, à l'effet de faire cesser sa détention à la Conciergerie, où il avait été incarcéré pour avoir, dans la nuit du 11 novembre, donné au factionnaire des Tuileries la consigne de ne laisser sortir le Roi, déguisé ou non, consigne basée sur la nouvelle répandue que le

Roi devait tenter de s'échapper du château dans la nuit du 11 au 12 novembre.

Janvier 1792.  
Original. A. N., D III 371.

52. — Décret de l'Assemblée législative, portant que le fait imputé au sieur Noël Breton n'est qu'une simple infraction aux règles du service, dont la connaissance n'appartient qu'au conseil de discipline, et qu'il n'y a lieu à délibérer.

20 juillet 1792.  
Extrait conforme. A. N., Z 40.  
Ed. *Procès-verbal de l'Assemblée nationale*, t. X, p. 311. Le décret en question fut rendu sur le rapport fait au nom du Comité de législation par Sautereau, rapport dont le texte est inséré au *Moniteur universel* numéros du 22 juillet 1792, n° 2941.

#### 4. Mouvement d'opinion provoqué par les décrets contre les émigrés et les prêtres non assermentés (novembre-décembre 1791).

53. — Lettre de Louis XVI au comte d'Artois, déclarant qu'il ne croit pas devoir donner son consentement au décret relatif aux Français éloignés de la patrie, préférant des moyens de douceur, mais insistant pour le prompt retour de ce prince, auquel sont intéressés la tranquillité et le repos personnel du Roi.

11 novembre 1791.  
Original signé. B. N., Mss., nouv. acq. fr. 308, fol. 314.

Ed. BERTRAND DE MOLEVILLE, *Histoire de la Révolution de France*, tome VI, p. 389, pièces justificatives, n° X, avec le texte de la réponse du comte d'Artois de Coblentz, 4 décembre 1791.

54. — Adresse de la section de Sainte-Geneviève à l'Assemblée législative, exprimant toute sa satisfaction des décrets rendus contre les émigrés, avec lettre du sieur Julien, délégué de cette section.

13 novembre 1791.  
Minutes et extrait conforme (3 p.). A. N., C 140, n° 117.

Ed. *Procès-verbal de l'Assemblée nationale*, t. II, p. 69; *Archives parlementaires*, t. XXXV, p. 255.

55. — Adresse de félicitations présentée par la section des Lombards à l'Assemblée législative, à l'occasion du décret rendu contre les émigrés, avec lettre du président de la section.

20 novembre 1791.  
Extrait conforme. A. N., C 140, n° 117.  
Ed. *Procès-verbal de l'Assemblée nationale*, t. II, p. 69; *Archives parlementaires*, t. XXXV, p. 255.

56. — Lettre de l'abbé Claude-Louis Rousseau, prédicateur ordinaire de Louis XVI, au Roi, accompagnant l'envoi d'un mémoire sur les lois relatives aux prêtres insermentés, mémoire déjà adressé à deux des ministres, MM. Duport et Bertrand.

15 novembre 1791.  
Original. A. N., C 183, n° 78.

57. — Réflexions sur le nouveau décret relatif aux ecclésiastiques insermentés, dans lesquelles on dénie à l'Assemblée législative le droit de rendre ce décret et on déclare que le Roi devait mettre son

— sur cette loi, dit-on, au nom de Louis XVI, le 5 décembre 1791.

(Décret du 5 décembre 1791.)

Manuscrit, A. N., C 141, n° 40.

60. — Lettre de l'archevêque de Vienne à Louis XVI, le 5 décembre 1791, dans laquelle, sous le prétexte de sa religion, on contestait l'existence de l'Assemblée nationale, et l'on demandait la suppression des évêques contre une partie du clergé.

29 novembre 1791.

Manuscrit, A. N., C 141, n° 39.

61. — Lettre de l'archevêque de Vienne à Louis XVI, le 5 décembre 1791, dans laquelle, sous le prétexte de sa religion, on contestait l'existence de l'Assemblée nationale, et l'on demandait la suppression des évêques contre une partie du clergé.

62. — Lettre de l'archevêque de Paris à Louis XVI, l'engageant à ne point revêtir de sa sanction le décret sur le serment des ecclésiastiques, cette sanction devant être le signal de la plus violente persécution contre les ministres de l'Eglise.

Sans date (fin novembre 1791).

Manuscrit, A. N., C 141, n° 38.

63. — Adresse des Prêtres de la section de Henri IV à l'Assemblée législative, au sujet des mesures adoptées pour confondre les excès de l'orgueil et la rage du fanatisme.

(Décret du 10 décembre 1791.)

Original signé, A. N., C 141, n° 137.

64. — Adresse de l'Assemblée législative, t. II, p. 285; Archives parlementaires, t. XXXV, p. 136.

65. — Pétition individuelle des membres du Directoire du Département de l'Orne au Roi, l'engageant à sanctionner le décret relatif aux pétitions individuelles des citoyens, contre les troubles religieux.

5 décembre 1791.

Manuscrit, A. N., C 141, n° 138.

Original, A. N., C 141, n° 137.

66. — Adresse de l'Assemblée législative, t. II, p. 285; Archives parlementaires, t. XXXV, p. 136.

67. — Adresse de l'Assemblée législative, t. II, p. 285; Archives parlementaires, t. XXXV, p. 136.

68. — Adresse de l'Assemblée législative, t. II, p. 285; Archives parlementaires, t. XXXV, p. 136.

69. — Adresse de l'Assemblée législative, t. II, p. 285; Archives parlementaires, t. XXXV, p. 136.

70. — Adresse de l'Assemblée législative, t. II, p. 285; Archives parlementaires, t. XXXV, p. 136.

9 décembre 1791.

Extrait du procès-verbal de la session du Directoire, A. N., F<sup>o</sup> III, Seine, 23.

71. — Adresse de l'Assemblée législative, t. II, p. 285; Archives parlementaires, t. XXXV, p. 136.

72. — Lettre de M. Bertrand de Moleville, ministre de la marine, à Louis XVI, déclarant qu'il lui semble prudent d'arrêter les progrès de la fermentation qu'occasionne la pétition du Département de Paris, renforcée, d'une part, par les signatures obtenues des membres du Club de 89 et de celui des Feuillants, tandis que, d'autre part, les 48 sections se réunissent en grande majorité contre les pétitionnaires.

10 décembre 1791.

Manuscrit, A. N., C 141, n° 139.

73. — Adresse de la section des Enfants-Rouges à l'Assemblée législative, la félicitant du décret rendu, le 29 novembre précédent, contre les prêtres réfractaires.

10 décembre 1791.

Original signé, A. N., C 141, n° 140.

74. — Adresse de l'Assemblée législative, t. II, p. 285; Archives parlementaires, t. XXXV, p. 136.

75. — Pétition au Roi, présentée par les citoyens de la section du Luxembourg, et par la section de l'Assemblée législative, le 11 décembre, invitant Louis XVI à sanctionner le décret relatif aux pétitions individuelles, malgré l'opinion manifestée par le Directoire du Département, avec lettre des pétitionnaires.

10 décembre 1791.

Original signé, A. N., C 141, n° 141.

76. — Adresse de l'Assemblée législative, t. II, p. 285; Archives parlementaires, t. XXXV, p. 136.

77. — Adresse de l'Assemblée législative, t. II, p. 285; Archives parlementaires, t. XXXV, p. 136.

de la section du Luxembourg, contre les membres du Directoire du Département, que leur démarche auprès du Roi permet de considérer comme de dangereux perturbateurs, et qui doivent être destitués de leurs fonctions.

10 décembre 1791.

Original signé, A. N., D III 2563.

Ed. *Le Logographe*, journal national, numéro du 13 décembre 1791, p. 379; *Archives parlementaires*, t. XXXVI, p. 14.

67. — Pétition individuelle de citoyens de Paris (de la section du Théâtre-Français) à l'Assemblée législative, réclamant la mise en accusation du Directoire du Département, en raison de sa pétition au Roi, qui est collective et qui provoque le *veto*, c'est-à-dire la guerre civile ou le renversement de la Constitution.

11 décembre 1791.

Original revêtu de 300 signatures, notamment de celles de Camille Desmoulins, Saint-Ilruge, Fournier, Boucher Saint-Sauveur, Legendre, Billaud-Varenne, Lanthenas, A. N., D III 254.

Ed. BUCHEZ et ROUX, *Histoire parlementaire de la Révolution française*, t. XII, p. 253.

*Le Logographe*, journal national, numéro du 13 décembre 1791, p. 377; *Archives parlementaires*, t. XXXVI, p. 7.

68. — Pétition des citoyens de la section de l'Oratoire à l'Assemblée législative, sollicitant un décret d'accusation contre les membres du Directoire du Département qui ont signé la pétition au Roi et la punition exemplaire du rédacteur de cet écrit.

11 décembre 1791.

Original signé, A. N., D III 2563.

Ed. *Le Logographe*, journal national, numéro du 12 décembre 1791, p. 375; *Archives parlementaires*, t. XXXVI, p. 10.

69. — Adresse des citoyens de la section Mauconseil à l'Assemblée législative, demandant que les signatures de la pétition du Directoire du Département de Paris soient poursuivies devant la Haute-Cour nationale.

11 décembre 1791.

Original signé, A. N., D III 2563.

Ed. *Le Logographe*, journal national, numéro

du 13 décembre 1791, p. 379; *Archives parlementaires*, t. XXXVI, p. 16.

70. — Pétition individuelle des citoyens de la section de l'Observatoire à l'Assemblée législative, déclarant que si huit ministériels ont osé improuver le décret de l'Assemblée sur les prêtres non conformistes, cent mille patriotes à Paris le sautieront de toute leur énergie.

11 décembre 1791.

Original signé, A. N., D III 2563.

Ed. *Archives parlementaires*, t. XXXVI, p. 5.

71. — Pétition de la section de la Halle-au-Blé à l'Assemblée législative, demandant que les membres du Directoire du Département, signataires d'une pétition incendiaire qui tend à l'avilissement des pouvoirs constitués, soient suspendus de leurs fonctions et poursuivis devant la Haute-Cour nationale.

11 décembre 1791.

Original signé, A. N., D III, 251.

En tête des signataires figure La Cheval-dière.

Ed. *Le Logographe*, journal national, numéro du 13 décembre 1791, p. 380; *Archives parlementaires*, t. XXXV, p. 719.

72. — Adresse de la section de l'Arsenal à l'Assemblée législative, protestant contre la pétition des dix membres du Directoire du Département, sollicitateurs incendiaires de *veto*, amis des prêtres de sang, que doit frapper la justice.

11 décembre 1791.

Minute et original signé (2 p.), A. N., D III 2563.

Ed. *Le Logographe*, journal national, numéro du 13 décembre 1791, p. 380; *Archives parlementaires*, t. XXXVI, p. 21.

73. — Lettre d'Anacharsis Cloots, orateur du genre humain, au président de l'Assemblée législative, demandant à être entendu au sujet de la lutte entre le monde oppresseur et le monde opprimé.

12 décembre 1791.

Autographe, A. N., C 141, n° 135.

Le discours prononcé le 13 décembre par Anacharsis Cloots, manque au procès-verbal de l'Assemblée nationale. Il est reproduit dans la *Chronique de Paris*, p. 1405, et dans les *Archives parlementaires*, t. XXXVI, p. 79.

7. — *Admonition* (retrieval) of the dual component of the *Schuldt* transcription, similar to *Admonition* 2. (Analogous: *Admonition* 10, but in this instance the subject and his actions transpire in order to produce the *Admonition* (i.e. *Admonition* 10, the *Admonition*).

11. *Journal of the American Medical Association*, 1997; 278: 1012-1013.

© 2000 John Wiley & Sons, Inc. *Journal of Polymer Science: Part A: Polymer Chemistry*, Vol. 38, 1151–1159 (2000)  
Published online 10 May 2000

Die in der Tabelle aufgeführten Merkmale können als  
[...], die folgenden als [...]. Anmerkungen: [...]  
[...], die folgenden als [...]. Anmerkungen: [...]  
[...], die folgenden als [...]. Anmerkungen: [...]

11-00000-11-00000

1999, 2000, 2001, 2002, 2003, 2004, 2005, 2006, 2007, 2008, 2009, 2010, 2011, 2012, 2013, 2014, 2015, 2016, 2017, 2018, 2019, 2020, 2021, 2022, 2023, 2024, 2025, 2026, 2027, 2028, 2029, 2030, 2031, 2032, 2033, 2034, 2035, 2036, 2037, 2038, 2039, 2040, 2041, 2042, 2043, 2044, 2045, 2046, 2047, 2048, 2049, 2050, 2051, 2052, 2053, 2054, 2055, 2056, 2057, 2058, 2059, 2060, 2061, 2062, 2063, 2064, 2065, 2066, 2067, 2068, 2069, 2070, 2071, 2072, 2073, 2074, 2075, 2076, 2077, 2078, 2079, 2080, 2081, 2082, 2083, 2084, 2085, 2086, 2087, 2088, 2089, 2090, 2091, 2092, 2093, 2094, 2095, 2096, 2097, 2098, 2099, 2100, 2101, 2102, 2103, 2104, 2105, 2106, 2107, 2108, 2109, 2110, 2111, 2112, 2113, 2114, 2115, 2116, 2117, 2118, 2119, 2120, 2121, 2122, 2123, 2124, 2125, 2126, 2127, 2128, 2129, 2130, 2131, 2132, 2133, 2134, 2135, 2136, 2137, 2138, 2139, 2140, 2141, 2142, 2143, 2144, 2145, 2146, 2147, 2148, 2149, 2150, 2151, 2152, 2153, 2154, 2155, 2156, 2157, 2158, 2159, 2160, 2161, 2162, 2163, 2164, 2165, 2166, 2167, 2168, 2169, 2170, 2171, 2172, 2173, 2174, 2175, 2176, 2177, 2178, 2179, 2180, 2181, 2182, 2183, 2184, 2185, 2186, 2187, 2188, 2189, 2190, 2191, 2192, 2193, 2194, 2195, 2196, 2197, 2198, 2199, 2200, 2201, 2202, 2203, 2204, 2205, 2206, 2207, 2208, 2209, 2210, 2211, 2212, 2213, 2214, 2215, 2216, 2217, 2218, 2219, 2220, 2221, 2222, 2223, 2224, 2225, 2226, 2227, 2228, 2229, 2230, 2231, 2232, 2233, 2234, 2235, 2236, 2237, 2238, 2239, 2240, 2241, 2242, 2243, 2244, 2245, 2246, 2247, 2248, 2249, 2250, 2251, 2252, 2253, 2254, 2255, 2256, 2257, 2258, 2259, 2260, 2261, 2262, 2263, 2264, 2265, 2266, 2267, 2268, 2269, 2270, 2271, 2272, 2273, 2274, 2275, 2276, 2277, 2278, 2279, 2280, 2281, 2282, 2283, 2284, 2285, 2286, 2287, 2288, 2289, 2290, 2291, 2292, 2293, 2294, 2295, 2296, 2297, 2298, 2299, 2300, 2301, 2302, 2303, 2304, 2305, 2306, 2307, 2308, 2309, 2310, 2311, 2312, 2313, 2314, 2315, 2316, 2317, 2318, 2319, 2320, 2321, 2322, 2323, 2324, 2325, 2326, 2327, 2328, 2329, 2330, 2331, 2332, 2333, 2334, 2335, 2336, 2337, 2338, 2339, 2340, 2341, 2342, 2343, 2344, 2345, 2346, 2347, 2348, 2349, 2350, 2351, 2352, 2353, 2354, 2355, 2356, 2357, 2358, 2359, 2360, 2361, 2362, 2363, 2364, 2365, 2366, 2367, 2368, 2369, 2370, 2371, 2372, 2373, 2374, 2375, 2376, 2377, 2378, 2379, 2380, 2381, 2382, 2383, 2384, 2385, 2386, 2387, 2388, 2389, 2390, 2391, 2392, 2393, 2394, 2395, 2396, 2397, 2398, 2399, 2400, 2401, 2402, 2403, 2404, 2405, 2406, 2407, 2408, 2409, 2410, 2411, 2412, 2413, 2414, 2415, 2416, 2417, 2418, 2419, 2420, 2421, 2422, 2423, 2424, 2425, 2426, 2427, 2428, 2429, 2430, 2431, 2432, 2433, 2434, 2435, 2436, 2437, 2438, 2439, 2440, 2441, 2442, 2443, 2444, 2445, 2446, 2447, 2448, 2449, 2450, 2451, 2452, 2453, 2454, 2455, 2456, 2457, 2458, 2459, 2460, 2461, 2462, 2463, 2464, 2465, 2466, 2467, 2468, 2469, 2470, 2471, 2472, 2473, 2474, 2475, 2476, 2477, 2478, 2479, 2480, 2481, 2482, 2483, 2484, 2485, 2486, 2487, 2488, 2489, 2490, 2491, 2492, 2493, 2494, 2495, 2496, 2497, 2498, 2499, 2500, 2501, 2502, 2503, 2504, 2505, 2506, 2507, 2508, 2509, 2510, 2511, 2512, 2513, 2514, 2515, 2516, 2517, 2518, 2519, 2520, 2521, 2522, 2523, 2524, 2525, 2526, 2527, 2528, 2529, 2530, 2531, 2532, 2533, 2534, 2535, 2536, 2537, 2538, 2539, 2540, 2541, 2542, 2543, 2544, 2545, 2546, 2547, 2548, 2549, 2550, 2551, 2552, 2553, 2554, 2555, 2556, 2557, 2558, 2559, 2560, 2561, 2562, 2563, 2564, 2565, 2566, 2567, 2568, 2569, 2570, 2571, 2572, 2573, 2574, 2575, 2576, 2577, 2578, 2579, 2580, 2581, 2582, 2583, 2584, 2585, 2586, 2587, 2588, 2589, 2590, 2591, 2592, 2593, 2594, 2595, 2596, 2597, 2598, 2599, 2600, 2601, 2602, 2603, 2604, 2605, 2606, 2607, 2608, 2609, 2610, 2611, 2612, 2613, 2614, 2615, 2616, 2617, 2618, 2619, 2620, 2621, 2622, 2623, 2624, 2625, 2626, 2627, 2628, 2629, 2630, 2631, 2632, 2633, 2634, 2635, 2636, 2637, 2638, 2639, 2640, 2641, 2642, 2643, 2644, 2645, 2646, 2647, 2648, 2649, 2650, 2651, 2652, 2653, 2654, 2655, 2656, 2657, 2658, 2659, 2660, 2661, 2662, 2663, 2664, 2665, 2666, 2667, 2668, 2669, 2670, 2671, 2672, 2673, 2674, 2675, 2676, 2677, 2678, 2679, 2680, 26

[illegible][illegible]

1993

*Le Logographe*, journal national, numéro du 15 décembre 1791, p. 388.

la remerciant des sages mesures prises par son excellent Gouvernement les pouvoirs sâbitieux, et demandant la dâchéance des membres du Directoire du Département.

département, qu'elle improvise  
contraire à la Constitution.

1980-1981.

Original signé, A. N., C 141, n° 137.

Cf. *Archives parlementaires*, t. XXXVI, p. 88.

79. — Pétition de 187 citoyens de la section du Parnasse à l'Assemblée législative, relatant leur adresse pleine et entière aux décrets contre les émigrés et les autres infractions, et blâmant la conduite du Directoire du Département.

Original signé, A. N., C 141, n° 137.

1981, p. 100.

80. — Adresse de la Section des Ouvriers à l'Assemblée législative, déclarant que le Directoire du Département a fait un criminel abus du droit de pétition et approuvant le décret rendu contre les prêtres perturbateurs.

Received January 14, 1991

CC-0. All rights reserved. No part of this publication may be reproduced, stored in a retrieval system, or transmitted, in any form or by any means, electronic, mechanical, photocopying, recording, or by any information storage or retrieval system, without permission in writing from Cambridge University Press.

84. — Pétition des citoyens de la section de Billon, pressée par l'Assemblée législative, protestant contre l'adresse inconstitutionnelle des membres du Directoire du Département, que l'opinion publique déclare traitres à la patrie.

© 2000 Blackwell Science Ltd

© 1999 by John Wiley & Sons, Inc.

Cf. *Archives parlementaires*, t. XXXVI, p. 235.

82. — Pétition des citoyens de la section des *Libres et Égaux* à l'Assemblée législative, condamnant les principes des membres du Directoire du Département et les dénonçant comme traîtres à la Constitution.

Chemical Abstracts, 1966, 64:141, no. 1

de Ville à l'Assemblée législative, présentée  
par le député de la circonscription.



la pétition du Directoire du Département qui tend à perpétuer les troubles religieux et à mettre en opposition le pouvoir législatif et le pouvoir exécutif, avec lettre d'envoi du sieur Voilquin, président de la section.

18 décembre 1791.

Original signé, A. N., D III 256<sup>1</sup>.

Cf. *Archives parlementaires*, t. XXXVI, p. 317.

84. — Adresse des citoyens de la section des Quatre-Nations à l'Assemblée législative, dénonçant la démarche inconstitutionnelle des membres du Directoire du Département, qui offre à leurs yeux le caractère d'un complot abominable.

18 décembre 1791.

Original signé, A. N., D III 256<sup>1</sup>.

Cf. *Archives parlementaires*, t. XXXVI, p. 235.

85. — Adresse de la section du Palais-Royal à l'Assemblée législative, demandant la destitution des membres du Directoire, signataires de la pétition au Roi, comme indignes d'administrer au nom du peuple.

18 décembre 1791.

Original revêtu de 265 signatures, A. N., D III 256<sup>1</sup>.

Cf. *Le Logographe*, journal national, numéro du 20 décembre 1791, p. 416; *Archives parlementaires*, t. XXXVI, p. 232.

86. — Adresse du bataillon de la section du Faubourg-Montmartre à l'Assemblée législative, appelant la guerre de tous leurs vœux pour anéantir les ennemis de la liberté, de l'égalité et de la Constitution.

18 décembre 1791.

Original signé, A. N., C 141, n° 137.

Ed. *Process-verbal de l'Assemblée nationale*, t. III, p. 55.

*Le Logographe*, journal national, numéro du 20 décembre 1791, p. 415.

87. — Adresse des citoyens de la section de la Bibliothèque à l'Assemblée législative (présentée le 25 décembre), protestant contre la pétition du Directoire du Département relative au décret sur les prêtres non assermentés, pétition qui constitue un acte illégal, immoral, impolitique et inconstitutionnel.

23 décembre 1791.

Original signé, A. N., D III 256<sup>1</sup>.

88. — Adresse des citoyens de Paris à Louis XVI, ouvrant les yeux au Roi sur les menées perfides des émigrés et des prêtres non assermentés, et le conjurant de ne pas mettre plus longtemps en péril la sûreté publique par le redoutable *veto*.

23 décembre 1791.

Original signé, A. N., F<sup>1</sup>c III, Seine, 26.

Ed. Ad. SCHMIDT, *Tableaux de la Révolution française*, t. I, p. 69.

89. — Pétition de citoyens de Paris à l'Assemblée législative, l'invitant à rendre un décret d'accusation contre les administrateurs du Département, nominativement désignés, qui se sont rendus coupables de crime de forfaiture et de lésation.

25 décembre 1791.

Original signé, A. N., D III 251.

Cf. *Process-verbal de l'Assemblée nationale*, t. III, p. 113.

90. — Discours prononcé à l'Assemblée législative, au nom de la section des Lombards, par Jean-Baptiste Louvet, orateur de cette section, à l'effet de réclamer un décret d'accusation contre les princes français émigrés et leurs complices, avec réponse du président et lettre du sieur Louvet.

25 décembre 1791.

Original signé, minute et imprimé (3 p.), A. N., C 141, n° 137.

Ed. *Process-verbal de l'Assemblée nationale*, t. III, p. 154.

*Le Logographe*, journal national, numéro du 27 décembre 1791, p. 452.

91. — Adresse à Louis XVI, présentée par un groupe de citoyens, lui rappelant qu'il doit soutenir la Constitution attaquée par tant d'ennemis et montrant tous les dangers d'un *veto* fatal.

27 décembre 1791.

Original signé, A. N., F<sup>1</sup>c III, Seine, 26.

Ed. Ad. SCHMIDT, *Tableaux de la Révolution française*, t. I, p. 71.

92. — Pétition des citoyens de la section des Gobelins à l'Assemblée législative, réclamant un décret d'accusation contre les dix membres du Directoire du Département, signataires de l'infâme pétition au Roi, et leur incarcération dans les prisons



## § 5. — Brigandage à main armée aux environs de Paris (décembre 1791-janvier 1792).

100. — Lettre des administrateurs du Département au ministre de l'intérieur, l'instruisant de la nouvelle fermentation que cherchent à exciter des gens mal intentionnés dans le district de Bourg-la-Reine, au sujet des armes originairement arrêtées par les habitants de cette localité, armes qu'il importe de faire enlever et transporter à Paris sans retard, avec réponse.

1er décembre 1791.

Original signé minute 2 p., A. N., F<sup>9</sup>, Seine.

101. — Lettre des commissaires de la Trésorerie nationale à M. Cahier, ministre de l'intérieur, lui annonçant que, d'après une lettre de M. de Chestret, receveur particulier des finances de l'ancienne Élection de Paris, les vols se multiplient de plus en plus, que les laboureurs sont journellement arrêtés en revenant des marchés et que les collecteurs effrayés n'osent plus apporter le produit de leur recouvrement à la recette des finances.

10 décembre 1791.

Original signé, A. N., F<sup>9</sup> 3688<sup>1</sup>.

102. — Lettre du ministre de l'intérieur aux départements de Paris, de Seine-et-Oise et de Seine-et-Marne, les invitant à donner les ordres nécessaires, soit à la garde nationale, soit à la gendarmerie, soit aux troupes de ligne à leur disposition, pour que les routes soient surveillées par des patrouilles fréquentes et que les voyageurs soient à l'abri de toutes insultes et attaques, le Roi, informé de ces détails affligeants, recommandant la plus grande célérité dans l'exécution des ordres en question.

14 décembre 1791.

Minute, A. N., F<sup>9</sup> 3688<sup>1</sup>.

103. — Lettre au Directeur du Département de Paris au ministre de l'intérieur, en réponse à sa lettre du 14, déclarant qu'il s'est empressé d'instruire de ces délits le

colonel de la gendarmerie nationale, ainsi que les administrateurs des directoires des districts de Saint-Denis et de Bourg-la-Reine, pour faire coopérer la garde nationale à la répression du brigandage.

18 décembre 1791.

Original signé, A. N., F<sup>9</sup> 3688<sup>1</sup>.

104. — Lettre de M. Loison, procureur syndic du district de Bourg-la-Reine, au procureur général syndic du Département de Paris, annonçant que le district est infesté d'une quantité considérable de brigands qui, divisés par cinq, commettent à chaque instant des vols et des assassinats, et demandant que les volontaires de Bourg-la-Reine soient armés pour défendre l'administration et les citoyens.

18 janvier 1792.

Copie, A. N., F<sup>9</sup>, Seine.

105. — Lettre de M. Loison, procureur syndic du district de Bourg-la-Reine, au ministre de l'intérieur, signalant les attentats commis à chaque instant contre les personnes et les propriétés, et insistant sur la nécessité d'armer les communes, mesure d'autant plus urgente que, le matin même, deux statues en bronze du parc de Sceaux ont été trouvées renversées de leurs piédestaux.

20 janvier 1792.

Original signé, A. N., F<sup>9</sup>, Seine.

106. — Procédure criminelle au tribunal du 6<sup>e</sup> arrondissement contre François Netzel dit Buttant et Jacques Olivier, arrêtés par la gendarmerie de Bourg-la-Reine dans la nuit du 14 janvier, porteurs d'armes à feu, de poudre et de plomb, et prévenus d'attaques sur la route d'Orléans.

Janvier-juin 1792.

Minutes (1 dossier), A. N., Z. 111.

Un jugement du 6<sup>e</sup> tribunal criminel du 23 juillet 1792 renvoya, faute de preuves, les sieurs Netzel et Olivier de l'accusation intentée contre eux, minute, A. N., Z<sup>9</sup> 100.

107. — Lettre des citoyens armés pour la défense de la République adressée à la Convention, exposant que, pour faire disparaître les malfaiteurs existant dans le canton, il est urgent de recevoir des armes.

17 janvier 1792.  
Original signé, A. N. Z. 12.

108. — Jugement du 5<sup>e</sup> tribunal criminel condamnant à mort Jean-Baptiste Rousseau, compagnon plume bleu, pour violence et destruction commises dans la nuit du 18 novembre 1791, d'être porteur d'arme à feu.

29 août 1792.  
Original, A. N. Z. 12.

## § 6. — Adhésions au serment du 14 janvier 1792.

109. — Adresse de la Société académique d'écriture au Corps législatif, offrant le portrait de J.-J. Rousseau exécuté à la plume, le félicitant de ses décrets contre les émigrés et prêtres réfractaires, s'associant à l'engagement de défendre la Constitution et de combattre le tyrannique et sanguinaire des rois, et terminant par les mots : « Nous consacrons les instruments de leur art. »

15 janvier 1792.  
Original signé, A. N., C 142, n° 153.  
Ed. *Le Logographe*, journal national, numéro 4, 17 janvier 1792, p. 34.  
*Archives parlementaires*, t. XXXVII, p. 431.

110. — Adresse de citoyens, membres d'une des sociétés d'Amis de la Constitution à Paris, à l'Assemblée législative, jurant de périr plutôt que d'accepter aucune modification aux principes et à la lettre de la Constitution.

17 janvier 1792.  
Original signé, A. N., C 142, n° 154.  
Ed. *Le Logographe*, journal national, numéro 4, 17 janvier 1792, p. 34.  
*Archives parlementaires*, t. XXXVII, p. 431.

111. — Adresse des citoyens de la section de Notre-Dame à l'Assemblée législative, déclarant s'associer au serment prêté par elle de maintenir la Constitution.

16 janvier 1792, avec réponse du président.

16 janvier 1792.  
Original signé et minute (2 p.), A. N., C 142, n° 147.

Ed. *Processus de la Convention nationale*, t. IV, p. 165 ; *Archives parlementaires*, t. XXXVII, p. 438.

112. — Adresse des citoyens de la section du Luxembourg à l'Assemblée législative, la félicitant du témoignage énergique de son dévouement pour la Constitution.

17 janvier 1792.  
Original signé, A. N., C 142, n° 153.  
Ed. *Processus de la Convention nationale*, t. IV, p. 170.  
*Archives parlementaires*, t. XXXVII, p. 438.

113. — Adresse des citoyens de la section des Postes à l'Assemblée législative, affirmant qu'ils sont prêts à périr plutôt que de permettre la moindre modification à l'acte constitutionnel, avec lettre d'envoi.

28 janvier 1792.  
Original signé, A. N., D 46, 1<sup>er</sup> p. 10.

114. — Adresse de la Société de l'Égalité, séante dans le cloître Notre-Dame, à l'Assemblée législative, déclarant s'associer au serment prêté par elle de maintenir la Constitution.

17 janvier 1792.  
Original signé, A. N., D 46, 1<sup>er</sup> p. 10.  
*Archives parlementaires*, t. XXXVII, p. 438.

## § 7. — Troubles à Paris (20-21 janvier-15-24 février 1792).

115. — Lettre de M. de Lessart à Louis XVI, lui annonçant que, vers 3 heures du matin, un violent incendie a éclaté simultanément à l'hôtel de la Force et dans plusieurs endroits de la prison et qu'il dure encore, ajoutant que le renchérissement excessif des denrées coloniales est le prétexte dont on se sert pour exciter la fermentation populaire, et priant le Roi de convoquer les ministres aux Tuileries dans la matinée.

21 janvier 1792, 8 h. 1/2 du matin  
Autographe, A. N., C 220-221, n° 160<sup>149</sup>.

116. — Arrêté du Corps municipal, constatant que, malgré la fermentation qui existe dans différents quartiers de la capitale, notamment dans le faubourg Saint-Marceau, et malgré l'incendie arrivé la nuit dernière à l'hôtel de la Force, il n'a pas été extraordinairement convoqué par le maire, et décidant qu'il la première nouvelle des mouvements qui se produiront, tous les officiers municipaux se rendront à l'Hôtel de Ville.

21 janvier 1792.

Extrait conforme, A. N., F<sup>15</sup> 3587.

Pétion marquant, le 22 janvier, à la Municipalité de Versailles, au sujet des événements de la veille, qu'« ces événements parloient avant eu d'autre suite que d'occasionner pour environ cent mille gens de réparation à la Ville de Paris par suite de l'incendie de l'hôtel de la Force », ajoutant qu'aucune personne n'avait péri, aucun prisonnier ne s'était sauvé, aucune propriété n'avait été violée. Original signé, Bibl. de Versailles, autographes Pétion.

117. — Décision du Comité du commerce, convoqué extraordinairement, portant qu'il n'y a lieu de délibérer au sujet de la hausse du sucre et des autres denrées coloniales.

22 janvier 1792.

Extrait des procès-verbaux des séances du Comité du commerce, A. N., AF<sup>1</sup> 13.

V. dans *Le Logographe*, journal national, numéro du 25 janvier 1792, p. 91, le rapport pré-

senté par M. Mosneron au nom du Comité du commerce et lu par M. Caminet.

118. — Pétition de la section des Gobelins à l'Assemblée législative, signalant les suites funestes que pourraient avoir les accaparements de denrées coloniales et les dangers effrayants qui peuvent en résulter pour la tranquillité publique, si l'on ne se hâte de réfréner la cupidité des accaparements.

23 janvier 1792.

Original signé, A. N., C 142, n° 154.

Cf. *Procès-verbal de l'Assemblée nationale*, t. IV, p. 217.

*Le Logographe*, journal national, numéro du 25 janvier 1792, p. 93.

119. — Décret de l'Assemblée législative, décidant que la Municipalité de Paris lui rendra compte des mesures qu'elle aura prises pour réprimer les troubles causés depuis deux jours par les accaparements.

23 janvier 1792.

Minute et extrait du procès-verbal, A. N., C 142, n° 143.

Ed. *Procès-verbal de l'Assemblée nationale*, t. IV, p. 257.

120. — Discours du maire de Paris à l'Assemblée législative, rendant compte, au nom de la Municipalité, des mouvements populaires qui viennent de se produire dans la ville et des mesures prises par le Corps municipal pour le rétablissement de l'ordre, avec réponse du président.

24 janvier 1792.

Extrait du procès-verbal et minute (2 p.), A. N., C<sup>1</sup> 152, fol. 1430, C 142, n° 148.

Ed. *Procès-verbal de l'Assemblée nationale*, t. IV, p. 263.

*Le Logographe*, journal national, numéro du 25 janvier 1792, p. 94.

V. dans le *Moniteur universel*, numéro du 24 janvier 1792, p. 106 et dans les *Procès-verbaux de l'Assemblée législative*, Paris, n° 133, p. 181, une note de Pétion, protestant contre la nouvelle calomnie inventée contre lui, calomnie qui le représentait comme un gros



122. — Lettre de M. Bouché-Lapierre, député de la section de Popincourt, au président de l'Assemblée législative, déclarant avoir une quantité considérable de denrées coloniales, et demandant qu'il soit donné des ordres au maire de Paris à l'effet d'entourer ses magasins d'une garde suffisante pour les protéger.

123. — Lettre de M. Bouché-Lapierre, député de la section de Popincourt, au président de l'Assemblée législative, déclarant avoir une quantité considérable de denrées coloniales, et demandant qu'il soit donné des ordres au maire de Paris à l'effet d'entourer ses magasins d'une garde suffisante pour les protéger.

24 janvier 1792.  
Extrait du procès-verbal. A. N., C 142, n° 154.  
Ed. *Le Constitutionnel*, journal national, numéro 1792, p. 268.

124. — Adresse des citoyens du faubourg Saint-Antoine à l'Assemblée législative, dénonçant les accapareurs et réclamant une loi pour réprimer l'agiotage et les accaparements, quoique, disent-ils, « les femmes de 11 ans et au-dessus ne se font pas pour des bonbons et laissent les femmes, les vieillards et les enfants crier pour du sucre ».

26 janvier 1792.  
Original, A. N., C 142, n° 154.  
Ed. *Le Constitutionnel*, journal national, numéro 1792, p. 316.  
Ed. *Le Constitutionnel*, journal national, numéro 1792, p. 440.

125. — Lettre de M. Cahier, ministre de l'intérieur, au président de l'Assemblée législative, annonçant qu'il avait, au nom du Roi, enjoint au Directoire du Département de veiller à la sûreté de la personne et des biens de M. Roseary, député du Département, et ajoutant que le Roi s'est personnellement occupé de la situation alarmante de Paris.

24 janvier 1792.  
Original, A. N., C 142, n° 154.  
Ed. *Le Constitutionnel*, journal national, numéro 1792, p. 194.

126. — Lettre de M. Bouché-Lapierre, député de la section de Popincourt, au président de l'Assemblée législative, déclarant que...

Extrait conforme et minute (2 p.). A. N., C 142, n° 154.  
Ed. *Le Constitutionnel*, journal national, numéro 1792, p. 666.

123. — Lettre du sieur Joseph-François Delbé, Américain, citoyen de la section de Popincourt, au président de l'Assemblée législative, déclarant avoir une quantité considérable de denrées coloniales, et demandant qu'il soit donné des ordres au maire de Paris à l'effet d'entourer ses magasins d'une garde suffisante pour les protéger.

24 janvier 1792.  
Original signé, A. N., C 142, n° 154.  
Ed. *Le Constitutionnel*, journal national, numéro 1792, p. 268.  
Ed. *Le Constitutionnel*, journal national, numéro 1792, p. 104.  
Ed. *Le Constitutionnel*, journal national, numéro 1792, p. 611.

124. — Adresse des citoyens du faubourg Saint-Antoine à l'Assemblée législative, dénonçant les accapareurs et réclamant une loi pour réprimer l'agiotage et les accaparements, quoique, disent-ils, « les femmes de 11 ans et au-dessus ne se font pas pour des bonbons et laissent les femmes, les vieillards et les enfants crier pour du sucre ».

26 janvier 1792.  
Original, A. N., C 142, n° 154.  
Ed. *Le Constitutionnel*, journal national, numéro 1792, p. 316.  
Ed. *Le Constitutionnel*, journal national, numéro 1792, p. 440.

125. — Lettre de M. Cahier, ministre de l'intérieur, au président de l'Assemblée législative, annonçant qu'il avait, au nom du Roi, enjoint au Directoire du Département de veiller à la sûreté de la personne et des biens de M. Roseary, député du Département, et ajoutant que le Roi s'est personnellement occupé de la situation alarmante de Paris.

24 janvier 1792.  
Original signé, A. N., C 142, n° 154.  
Ed. *Le Constitutionnel*, journal national, numéro 1792, p. 194.

126. — Lettre de M. Bouché-Lapierre, député de la section de Popincourt, au président de l'Assemblée législative, déclarant que...

Extrait conforme et minute (2 p.). A. N., C 142, n° 154.  
Ed. *Le Constitutionnel*, journal national, numéro 1792, p. 666.

gnation dans la section, y est inconnu et doit se cacher sous un nom supposé.

27 janvier 1792.

Original signé, A. N., C 142, n° 154.

Cf. *Process-verbal de l'Assemblée nationale*, t. IV, p. 320.

*Archives parlementaires*, t. XXXVII, p. 714.

127. — Délibération de la section de la Croix-Rouge, portant qu'en raison de la hausse du prix des denrées coloniales qui vient de produire une fermentation populaire et peut entraîner des maux incalculables, elle déclare renoncer à l'usage du sucre et du café pour déjouer les spéculations criminelles des accapareurs.

28 janvier 1792.

Original signé et scellé, A. N., C 142, n° 154.

Ed. *Process-verbal de l'Assemblée nationale*, t. IV, p. 344.

Le *Logographe*, numéro du 30 janvier, p. 126.

128. — Lettre de M. Bertrand de Moleville, ministre de la marine, à Louis XVI, au sujet des voies et moyens à employer pour diriger des poursuites contre le rédacteur et l'imprimeur de l'exécrable feuille, le *Patriote français*, pour son article du dimanche précédent, engageant le Roi à instruire l'Assemblée de son intention par une lettre dont il envoie le projet.

31 janvier 1792.

Autographe, A. N., C 185, n° 567.

Ed. *Troisième recueil des pièces déposées à la Commission extraordinaire des 17 papiers trouvés dans l'armoire de fer*, t. I, p. 58.

BERTRAND DE MOLEVILLE, *Histoire de la Révolution de France*, t. VII, p. 54, qui donne également le texte de la réponse de Louis XVI.

Le *Patriote français*, dans son numéro du dimanche 29 janvier, dénonçait les agissements du comité autrichien des Tuileries et déclarait que la dernière émeute avait été le résultat du plan de conduite adopté par ce comité. Dans le Conseil des ministres, tenu à cette occasion, Bertrand de Moleville insista pour la punition des imputations atroces et calomnieuses publiées contre Louis XVI. Le Conseil refusa de donner suite à cette affaire, ne voulant pas grossir l'importance de Brissot.

129. — Lettre anonyme de M. Cizette à M. Ponteau, secrétaire de M. de Laporte montrant la nécessité de Louis XVI d'avoir une garde personnelle, afin de garantir sa sûreté et de lui rendre la con-

fiance en lui-même, de façon à ce que le Roi ne soit plus considéré comme la poule mouillée dont parlent les aristocrates, mais qu'il justifie la bravoure héréditaire chez les Bourbons par des actes de vigueur, en un mot qu'il agisse et parle maître.

31 janvier 1792.

Original, A. N., C 192, n° 160<sup>18</sup>; copie conforme. F<sup>7</sup> 4390<sup>a</sup>.

130. — Lettre de M. Duport, ministre de la justice, à M. Couturier, président du Comité des pétitions, au sujet de la mise au secret du sieur Bardy, transféré à la prison de l'Abbaye depuis l'incendie arrivé à l'hôtel de la Force.

12 février 1792.

Original signé, A. N., D XL4, n° 71.

131. — Lettre de M. Pétion, maire de Paris, à M. Soltho-Douglas, préposé au Département de la police, l'invitant à rechercher les ateliers et boutiques où l'on fabrique et vend les piques, que l'on dit se multiplier dans Paris.

9 février 1792.

Original signé, A. N., W 251 (dossier Soltho-Douglas).

Un arrêté du Corps municipal du 11 février obligea tous citoyens qui s'étaient pourvus de piques, fusils ou autres armes ostensibles, à en faire la déclaration au comité de leur section, et ordonna le désarmement de tous ceux qui seraient trouvés vaguant dans les rues, armés de piques ou fusils (*Chronique de Paris*, numéro du 14 février 1792, p. 179; *Archives parlementaires*, t. XXXVIII, p. 556).

V. la lettre du ministre de l'intérieur au Directoire du Département de Paris, en date du 11 février, appelant son attention sur les causes de la fermentation sourde qui agitaient le peuple et le poussait à la sédition, avec réponse. *Moniteur universel*, numéro du 12 février 1792, n° 43, p. 175; numéro du 16 février, n° 47, p. 190. BERTRAND DE MOLEVILLE, *Histoire de la Révolution de France*, t. VII, p. 88.

132. — Note de M. de Lessart à l'effet de prendre quelques précautions au château des Tuileries au sujet de la pétition qui sera présentée le lendemain par les *portepiques* à l'Assemblée, et de demander au maire de Paris s'il croit qu'il soit permis de se promener dans les rues de Paris

pour les piques. On se mit à fabriquer aussitôt, et l'on en fit assez pour les piques.

11 février 1792.

Autographe, A. N., C 185, n° 553.  
 L'Assemblée législative de Montargis, Hérault, t. V, p. 206.  
 L'Assemblée législative de Montargis, Hérault, t. V, p. 206.  
 L'Assemblée législative de Montargis, Hérault, t. V, p. 206.  
 L'Assemblée législative de Montargis, Hérault, t. V, p. 206.  
 L'Assemblée législative de Montargis, Hérault, t. V, p. 206.  
 L'Assemblée législative de Montargis, Hérault, t. V, p. 206.  
 L'Assemblée législative de Montargis, Hérault, t. V, p. 206.  
 L'Assemblée législative de Montargis, Hérault, t. V, p. 206.  
 L'Assemblée législative de Montargis, Hérault, t. V, p. 206.  
 L'Assemblée législative de Montargis, Hérault, t. V, p. 206.

L'Assemblée législative de Montargis, Hérault, t. V, p. 206.  
 qu'il lui est revenu de divers côtés que le mouvement projeté et tant excité depuis quelques jours était prêt à se faire à Paris, de Santerre, qui devait se faire le 10 février, et ainsi, par son discours, que le mouvement était manqué.

11 février 1792.

Autographe, A. N., C 185, n° 553.

112. — Adresse des citoyens du Faubourg Saint-Antoine à l'Assemblée législative, lui proposant de veiller à sa garde, et de lui fournir des piques pour repousser les ennemis de la Constitution, au premier signal qui leur sera donné, avec réponse du président.

11 février 1792.

Original signé, A. N., C 143, n° 167.

113. — Adresse des citoyens du Faubourg Saint-Antoine à l'Assemblée législative, t. V, p. 160.

114. — Adresse de M. Hérault de Séville, député de la Gironde, à l'Assemblée législative, pour continuer ses recherches et faire part de tout ce qu'il apprendra concernant l'ordre public, et le salut de la Nation.

11 février 1792.

Original signé, A. N., C 143, n° 167.

136. — Décret de l'Assemblée législative, portant que le ministre de l'Intérieur, le ministre de l'Opposition et la Municipalité lui rendront compte, séance tenante, de la cause des troubles qui ont lieu à Paris.

15 février 1792.

Original signé, A. N., C 143, n° 167.

137. — Déclaration du Directoire du Département et de la Municipalité de Paris reçues par l'Assemblée nationale, établissant que les troubles du Faubourg Saint-Marceau ont été occasionnés par un transport de sucre qui se faisait dans ce faubourg et que l'ordre est rétabli, grâce au courage du commissaire de police de la section des Gracques.

15 février 1792.

Extrait du procès-verbal, A. N., C 143, n° 168.

138. — Adresse des citoyens du Faubourg Saint-Antoine à l'Assemblée législative, t. V, p. 206.

Archives parlementaires, t. XXXVIII, p. 555.

Le commissaire de police de la section des Gracques, Jean Junie, qui, d'après certains récits aurait été blessé d'un coup de bouteille, d'après d'autres, d'un coup de poivre, ne fut point blessé, et l'Assemblée nationale, voulant rendre un hommage public à son courage, décida, le 15 février, que son nom serait inscrit au procès-verbal avec mention honorable.

139. — Lettre adressée de M. Caron à M. Ponteau, secrétaire de M. de La Fayette, déclarant qu'il n'y a pas un moment à perdre pour sauver Paris, que le Roi doit serrer les piques au maire Pétion et le forcer à découvrir les fabricants de piques, ceux qui les soldent, les magasiniers et les distributeurs, enfin que le Roi doit se modifier forme et couleur l'hydre des Français.

18 février 1792.

Original signé, A. N., C 143, n° 167.

140. — Adresse des cent mille piques de la Ville de Paris à l'Assemblée législative, proposant de faire forger des millions de piques et d'en armer tous les bras pour le salut public.

18 février 1792.

Original signé, A. N., C 143, n° 168.

141. — Lettre du Directoire du Département de Paris, adressée au ministre de l'Intérieur, pour lui rendre compte de la cause des troubles qui ont lieu à Paris.

Soit les 14 et 15 février, relativement aux sucrés, que ces troubles ont été promptement réprimés par la Municipalité sans intervention aucune du Directoire, et que l'ensemble des procès-verbaux et autres renseignements sur ces mouvements populaires constateront la conduite de la Municipalité pour le rétablissement de la paix.

21 février 1792.

Original signé, A. N., F<sup>7</sup> 3688<sup>1</sup>.

141. — Arrêté du Corps municipal de Paris, décidant que les administrateurs au Département de police, présents aux troubles du Faubourg Saint-Marceau des 14 et 15 février derniers, ne devront point répondre à l'assignation à comparaître devant les juges de paix du bureau central pour déposer sur les faits de violation de propriété qui se sont produits à ce moment.

25 février 1792.

Copie, A. N., F<sup>7</sup> 3688<sup>1</sup>.

142. — Pétition des citoyens de la section des Gobelins à l'Assemblée législative, afin d'obtenir la mise en liberté des individus arrêtés à l'occasion des derniers mouvements populaires, avec une note explicative donnant à entendre que les blanchisseuses et ouvrières du quartier, obligées de supprimer le café du matin, étaient tombées dans un piège en pactisant avec l'émeute du 14 février.

26 février 1792.

Original signé et minute (2 p.), A. N., D III 256<sup>1</sup>.

Cf. *Archives parlementaires*, t. XXXIX, p. 449.

143. — Lettre d'Antoine-Joseph Thorrillon, député de Paris, ancien président de la section des Gobelins, à ses collègues de l'Assemblée nationale, à l'effet d'accueillir le rapport de la pétition présentée par la section des Gobelins et d'accorder une minute aux citoyens entraînés dans l'émeute du 14 février relative aux sucrés.

7 mars 1792.

Autographe, A. N., D III 256<sup>1</sup>.

144. — Lettres de M. Dupont, ministre de la justice, à M. Cabrer, ministre de

l'intérieur, déclarant que le refus illégal de comparaître des administrateurs de police, convoqués à titre de simples témoins, suspend l'instruction de la procédure et prolonge la détention de cinq personnes incarcérées depuis onze jours à la Conciergerie, avec réponse.

2, 12, 19 mars 1792.

Originaux signés (2 p.), A. N., F<sup>7</sup> 3688<sup>1</sup>.

145. — Lettres de M. Cabrer, ministre de l'intérieur, au Directoire du Département, touchant le refus par le Corps municipal de laisser comparaître les administrateurs de police, cités à titre de simples témoins, et rappelant que le Roi attend le compte rendu promis par le Directoire de la conduite tenue en cette occasion par la Municipalité.

6, 20 mars 1792.

Minutes (2 p.), A. N., F<sup>7</sup> 3688<sup>1</sup>.

146. — Lettre du Directoire du Département aux officiers municipaux, réfutant les motifs développés par le maire pour justifier l'arrêt du Corps municipal, et déclarant que les administrateurs de police peuvent déposer comme témoins dans la plainte des sieurs Auger et Rivet, au sujet de la violation de leurs propriétés, avec lettre de M. Roderer au ministre de l'intérieur.

20, 21 mars 1792.

Copie et original signés (2 p.), A. N., F<sup>7</sup> 3688<sup>1</sup>.

147. — Lettre de M. Boland, chargé par intérim du ministère de la justice, au ministre de l'intérieur, rappelant les lettres des 2 et 12 mars à M. Cabrer, restées sans réponse, et insistant pour la levée des obstacles qu'éprouvent les juges de paix du bureau central dans la continuation de la procédure commencée à raison de l'insurrection du Faubourg Saint-Marceau.

12 avril 1792.

Original signé, A. N., F<sup>7</sup> 3688<sup>1</sup>.

148. — Délibération de la section des Gobelins, nommant plusieurs commissaires, assistés de dames du quartier, à l'effet de faire toutes les démarches nécessaires, soit à l'Assemblée nationale, au Comité de lé-

politique, mais le même caractère et une même énergie pour obtenir promptement l'abolition de la loi de sûreté et pour la réorganisation de la Commune de Paris.

Original signé, A. N., B. 116 (1792).  
Autographe de Louis XVI, daté du 13 février 1792, par lequel le Roi déclare qu'il n'a pas l'intention de quitter la Commune de Paris.

149. — Lettre de Louis XVI au Département de Paris, au sujet de la Commune de Paris, et de la nécessité de maintenir la tranquillité publique, et de ne pas permettre que l'on fasse des allusions aux partis opposés.

Original. La Municipalité est chargée de rétablir l'ordre et de faire respecter la loi.

Original signé, A. N., P. 36881.  
V, dans le *Journal de Paris*, n° du 27 février 1792, p. 230, la lettre du ministre de l'intérieur au Directoire, en date du 25 février, qui lui ordonnait, au nom du Roi, de prendre les mesures nécessaires pour contenir et empêcher les agitateurs en faisant cesser à tout prix les scènes de désordre qui venaient de se produire au Luxembourg, sous la présidence du 14 février, d'une pièce de M. Léver, intitulée : *Le 14 février*, par laquelle le 14 février fut brûlé publiquement le lendemain par les spectateurs. Aux termes d'une lettre du 27 février adressée au Département, le maire et les officiers municipaux se plaignirent de n'avoir eu connaissance que par la voie du journal de la lettre du ministre de l'intérieur, lettre qui laissait entendre que la Municipalité avait négligé de remplir ses devoirs (V. le *Journal de Paris*, n° du 16 mars 1792, p. 244). Le Département du Département répondit le 1er mars (V. le *Journal de Paris*, n° du 4 mars 1792).

## 8. — Bruits de départ de Louis XVI (février 1792).

150. — Lettre de Louis XVI au maire et aux officiers municipaux de Paris, déclarant qu'il n'a pas l'intention de quitter la Commune de Paris, et déclarant qu'il a la ferme volonté d'y rester.

et faire entrer le corps commandé par les princes.

13 février 1792.  
Minute, en partie de la main de Louis XVI, et en partie de la main de M. de La Fayette.  
Original. A. N., C. 185, n° 4510.  
Cette lettre fut placardée dans Paris par les soins de la Municipalité.

13 février 1792.  
Original. A. N., C. 185, n° 4510, sous le n° 150.

152. — Lettre de M. Cahier, ministre de l'intérieur, à Louis XVI, lui expliquant que la Municipalité, froissée de n'avoir pas été reçue par le Roi, n'a point voulu se rendre à l'invitation de la Commune de Paris, et de ne pas aller au Conseil général de la Commune convoqué ce soir.

18 février 1792.  
Autographe. A. N., C. 185, n° 4510.

153. — Lettre de M. de La Fayette (A. N., C. 185, n° 4510) à M. de La Fayette, traitant un plan de conduite pour le Roi, et de la nécessité de le faire rester dans la Commune de Paris.

153. — Lettre de M. Cazotte à M. Pouteau, secrétaire de M. de La Fayette, exposant ses craintes au sujet de l'invasion des brigands étrangers, que le Roi seul peut arrêter, en sortant de Paris avec sa garde, son régiment suisse, un bataillon choisi de Paris et en s'avancant jusqu'à la plaine d'Ay.

18 février 1792.  
Original. A. N., C. 185, n° 4510.



## § 9. — Agitation révolutionnaire (mars-avril 1792).

151. — Pétition des citoyennes de Paris à l'Assemblée législative, sollicitant l'autorisation de se réunir en armes pour s'exercer à la manœuvre sous la direction de gardes françaises, afin de contribuer à la défense de la Constitution, avec lettre de la fille Leon, au nom des dites citoyennes.

6 mars 1792.

Original signé et minute (2 p.), A. N., C 144, n° 190.

Ed. *Musée des Archives nationales*, p. 729; *Archives parlementaires*, t. XXXIX, p. 433.

153. — Lettre du sieur Gonchon, organe d'une députation des citoyens des Faubourgs Saint-Antoine et Saint-Marceau, au président de l'Assemblée législative, protestant contre un placard outrageant, intitulé : *Adresse au Roi par les citoyens de Paris*.

6 mars 1792.

Minute, A. N., C 144, n° 190.

V. l'adresse des citoyens du Faubourg Saint-Antoine, du 6 mars 1792, imprimée par ordre de l'Assemblée nationale, A. N., AD XVIII 202, n° 10.

Cf. *Procès-verbal de l'Assemblée nationale*, t. VI, p. 77; *Archives parlementaires*, t. XXXIX, p. 428.

Clément Gonchon figure au nombre des commissaires observateurs envoyés dans les départements en avril-mai 1793; on voit par une lettre des représentants en mission en Belgique du 12 mars 1793, que « le brave patriote Gonchon » faillit être massacré à Tournai.

Cf. I, A. N., *Archives parlementaires*, t. II, p. 327.

155. — Adresse des ouvriers de la Ville de Paris à Louis XVI, exposant leur affreuse position, par suite de la disparition du numéraire et du renchérissement des denrées, le priant d'intervenir pour obtenir l'équilibre entre le prix des denrées et le salaire des pauvres, et surtout de châtier ces factieux qui, sous le titre d'Amis de la Constitution, appellent une guerre qui ne peut être que malheureuse jusqu'à ses succès.

Sans date (mars 1792).

Originaux signés en triple exemplaire, A. N., C 185, n° 14010, 14011, 14012.

Id. *Troisième recueil des procès-verbaux de Louis XVI déposés à la Commission extraordinaire des 12* (papiers trouvés dans l'armoire de fer), t. I, n°s 149, 150.

157. — Lettre de M. Desmoussieux, substitut du procureur de la Commune, à la section de la Bibliothèque, la priant de lui envoyer dans le plus bref délai l'état des armes enregistrées à leur comité avec renseignements sur la fabrication de ces armes.

8 mars 1792.

Original signé, B. N., Mss., nouv. acq. fr 2660, fol. 28.

158. — Lettre de M. Bertrand de Moleville à Louis XVI, déclarant que les ministres sont révoltés de l'insertion de certaines lettres stables l'instigation de M. de Narbonne dans les journaux, que son renvoi est nécessaire, mais que l'état de crise où l'on se trouve pouvant provoquer une insurrection contre le château, sous prétexte qu'on renvoie un ministre patriote pour avoir dénoncé un ministre aristocrate, il croit devoir offrir sa démission aussitôt que la retraite de M. de Narbonne sera déterminée.

9 mars 1792.

Original, A. N., C 185, n° 568.

Id. *Troisième recueil des procès-verbaux de Louis XVI déposés à la Commission extraordinaire des 12* (papiers trouvés dans l'armoire de fer), t. I, n° 61.

159. — Mémoire de M. Radix de Sainte-Foy, rendant compte de ses conférences avec une coalition de membres de l'Assemblée législative pour faire arriver au ministère des individus de leur choix, Lacoste notamment, au ministère de la marine, et affirmant que le but de l'Assemblée est d'obtenir un gouvernement qui marche, et que si leurs vœux étaient réalisés, la majorité de l'Assemblée, même les Jacobins, deviendrait ministérielle.

Mars 1792.

Original signé, A. N., C 185, n° 2600.

163. — Lettre de M. de La Fayette au maire de Paris, le 24 avril 1792, au sujet de la démission de M. de La Fayette, au sujet de la démission de M. de La Fayette, au sujet de la démission de M. de La Fayette.

164. — Lettre de M. de La Fayette au maire de Paris, le 24 avril 1792, au sujet de la démission de M. de La Fayette, au sujet de la démission de M. de La Fayette, au sujet de la démission de M. de La Fayette.

165. — Lettre de M. de La Fayette au maire de Paris, le 24 avril 1792, au sujet de la démission de M. de La Fayette, au sujet de la démission de M. de La Fayette, au sujet de la démission de M. de La Fayette.

166. — Lettre de M. de La Fayette au maire de Paris, le 24 avril 1792, au sujet de la démission de M. de La Fayette, au sujet de la démission de M. de La Fayette, au sujet de la démission de M. de La Fayette.

167. — Lettre de M. de La Fayette au maire de Paris, le 24 avril 1792, au sujet de la démission de M. de La Fayette, au sujet de la démission de M. de La Fayette, au sujet de la démission de M. de La Fayette.

168. — Lettre de M. de La Fayette au maire de Paris, le 24 avril 1792, au sujet de la démission de M. de La Fayette, au sujet de la démission de M. de La Fayette, au sujet de la démission de M. de La Fayette.

169. — Lettre de M. de La Fayette au maire de Paris, le 24 avril 1792, au sujet de la démission de M. de La Fayette, au sujet de la démission de M. de La Fayette, au sujet de la démission de M. de La Fayette.

170. — Lettre de M. de La Fayette au maire de Paris, le 24 avril 1792, au sujet de la démission de M. de La Fayette, au sujet de la démission de M. de La Fayette, au sujet de la démission de M. de La Fayette.

le maire de Paris entre Robespierre, Brissot, Legendre, Guadet et Clavière.

3 avril 1792.

171. — Lettre de M. de La Fayette au maire de Paris, le 24 avril 1792, au sujet de la démission de M. de La Fayette, au sujet de la démission de M. de La Fayette, au sujet de la démission de M. de La Fayette.

172. — Lettre de M. de La Fayette au maire de Paris, le 24 avril 1792, au sujet de la démission de M. de La Fayette, au sujet de la démission de M. de La Fayette, au sujet de la démission de M. de La Fayette.

4 avril 1792.

Autographe, A. N., C 184, n° 284.

173. — Lettre de M. de La Fayette au maire de Paris, le 24 avril 1792, au sujet de la démission de M. de La Fayette, au sujet de la démission de M. de La Fayette, au sujet de la démission de M. de La Fayette.

174. — Lettre de M. de La Fayette au maire de Paris, le 24 avril 1792, au sujet de la démission de M. de La Fayette, au sujet de la démission de M. de La Fayette, au sujet de la démission de M. de La Fayette.

20 avril 1792.

Original, A. N., C 192, n° 160<sup>18</sup>; copie conservée à la bibliothèque de la ville de Paris.

175. — Lettre de M. de La Fayette au maire de Paris, le 24 avril 1792, au sujet de la démission de M. de La Fayette, au sujet de la démission de M. de La Fayette, au sujet de la démission de M. de La Fayette.

23 avril 1792.

Manuscrit, A. N., C 192, n° 160<sup>19</sup>; copie conservée à la bibliothèque de la ville de Paris.

176. — Idées sur le moment présent, manuscrit de M. de La Fayette, au sujet de la démission de M. de La Fayette, au sujet de la démission de M. de La Fayette, au sujet de la démission de M. de La Fayette.

la criminelle fabrication des piques, la ridicule invention des bonnets rouges et la dégoûtante et scandaleuse fête triomphale des soldats de Châteaueux ont enlevé aux *Jacobins* des milliers de prosélytes.

24 avril 1792.

Original, A. N., C 184, n° 255.

Ed. *Troisième recueil des procès des procès de Louis XVI* déposés à la Commission extraordinaire des 12 (papiers trouvés dans l'armoire de fer) t. II, n° 204.

168. — Rapport de police relatif aux propos tenus sur la terrasse des Feuillants, principalement contre Lafayette, propos vertement relevés par le sieur Merle, ancien aide de camp de ce général, et au danger couru par le chef de légion de service chez le Roi, qui a failli être massacré par les factieux.

24 avril 1792.

Original, A. N., F<sup>7</sup> 4386.

169. — Lettre du sieur Démoulin, président de la section de la Rue de Montreuil, demandant au nom des citoyens de cette section à être admis à l'Assemblée nationale pour offrir leurs hommages respectueux, leurs piques et leurs vies.

26 avril 1792.

Minute, A. N., C 147, n° 222.

Ed. *Archives parlementaires*, t. XLII, p. 444.

170. — Requête d'un détachement des trois bataillons réunis du Faubourg Saint-Antoine, qui n'étaient point armés et ont été pourvus de piques, à l'effet d'être admis à défilé devant l'Assemblée nationale.

29, 30 avril 1792.

Minute, A. N., C 146, n° 207.

Ed. *Archives parlementaires*, t. XLII, p. 506.

171. — Adresse des citoyens du Faubourg Saint-Antoine, incorporés à la garde nationale et armés de piques, à l'Assemblée législative, témoignant de leur patriotisme, de leur zèle pour le maintien de la tranquillité publique et de leur respect pour la loi et ses organes.

29 avril 1792.

Original, A. N., C 147, n° 222bis.

Ed. *Procès-verbal de l'Assemblée nationale* t. VII, p. 481.

172. — Lettre de citoyens de la section des Quatre-Nations demandant leur admission à l'Assemblée nationale.

30 avril 1792.

Original signé de Vincent, commandant du bataillon de Saint-Germain-des-Près; Legagneur, président de la section des Quatre-Nations, et Roussineau, curé de Saint-Germain-des-Près. A. N., C 147, n° 222.

Ed. *Archives parlementaires*, t. XLII, p. 520.

## § 10. — Fête en l'honneur des soldats de Châteaueux (15 avril 1792).

173. — Lettre du canton de Lucerne au directoire de Zurich, portant que les désordres commis par les soldats suisses de Châteaueux au service de la France n'ont aucun rapport avec la Révolution, mais sont une rébellion honteuse de ces soldats envers leurs capitaines pour leur extorquer violemment de l'argent, que ces soldats rebelles ont été justement condamnés et ne doivent point être amnistiés, et que ces mutins ne rentreront jamais

dans leurs compagnies respectives, ni dans le canton de Lucerne.

25 novembre 1791.

Copie, A. N., F<sup>7</sup> 4391.

Ed. *Archives parlementaires*, t. XXXVI, p. 351.

174. — Rapport du ministre des affaires étrangères à l'Assemblée législative, annonçant que le Roi a fait faire les démarches nécessaires pour que les soldats du

répondant à l'invitation, nous trouvant  
dans l'assemblée le 15 septembre 1792, et  
commencant l'exercice de nos fonctions.  
M. Palloy, député d'Alsace, en son nom  
présente à l'assemblée le décret du 20 mars  
dernier, relatif à l'indemnité des soldats  
suisses coupables de délits relatifs à la  
Révolution.

Sans date (mars 1792).

Minute, B. N., Mss., nouv. acq. fr. 308,  
fol. 39.  
C. N. XXVI,  
p. 359.

175. — Décret de l'Assemblée législative,  
portant que les opposants soldats en cha-  
teauvieux, détenus aux galères de Brest,  
sont compris dans l'amnistie prononcée  
par le décret du 14 septembre dernier, et  
en conséquence sont relâchés et libérés.

Sans date (mars 1792).

Minute, B. N., Mss., nouv. acq. fr. 308,  
fol. 39.  
C. N. XXVI,  
t. III, p. 271.

Ce décret fut précédé d'un rapport de Maille  
sur la conduite des opposants soldats en cha-  
teauvieux, détenus aux galères de Brest de quarante sol-  
dats du régiment suisse de Châteaueux, rap-  
port accompagné d'un projet de décret dont la  
teneur est la suivante. Les motifs généraux  
de ce rapport se trouvent au procès-verbal du  
14 septembre 1792.

Minute, B. N., Mss., nouv. acq. fr. 308,  
fol. 39.

176. — Lettre anonyme à M. Pétion,  
président de l'Assemblée législative le 20 mars  
dernier, lui adressant le projet de décret  
relatif à l'indemnité des soldats de cha-  
teauvieux.

Sans date (mars 1792).

Minute, B. N., Mss., fonds français 6574,  
fol. 39.

177. — Lettre de M. Palloy à M. Pétion,  
président de l'Assemblée législative le 20 mars  
dernier, lui adressant le projet de décret  
relatif à l'indemnité des soldats de cha-  
teauvieux.

Minute, B. N., Mss., fonds français 6574,  
fol. 39.

178. — Lettre de la Société fraternelle,  
séante aux Minimes, place Royale, à  
M. Palloy, l'invitant à une réunion, le  
dimanche 21 mars, pour discuter avec les  
autres bons citoyens, coopérer aux pré-  
paratifs d'une fête civique en vue de la  
réception des soldats de Châteaueux.

Sans date (18 mars 1792).

Minute, B. N., Mss., nouv. acq. fr. 308,  
fol. 39.

179. — Lettre d'invitation adressée à M.  
Palloy par les commissaires des Sociétés  
patriotiques, qui se réunissent, le mardi  
20, dans une des salles de l'Évêché, à  
l'effet de concerter le plan d'une fête ci-  
vique pour la réception des soldats de  
Châteaueux.

Sans date (18 mars 1792).

Minute, B. N., Mss., nouv. acq. fr. 308,  
fol. 37.

180. — Réponse de M. Palloy aux alléga-  
tions calomnieuses de divers écrivains,  
afin d'établir que la conduite du régi-  
ment de Châteaueux n'était que l'effet  
des erreurs dans lesquelles il avait été en-  
traîné par la municipalité de Nancy, ainsi  
que le reste de la garnison.

Sans date (mars 1792).

Minute, B. N., Mss., nouv. acq. fr. 308,  
fol. 37.

181. — Note de M. Palloy déclarant que la  
fête de Châteaueux ne coûtera que  
15,000 livres, qu'elle est pour le peuple et  
donnée par le peuple, que c'est l'égalité,  
la fraternité, la bravoure et la liberté qui  
donnent et payent cette fête.

Sans date (mars 1792).

Minute, B. N., Mss., nouv. acq. fr. 308,  
fol. 37.

182. — Adresse présentée à l'Assemblée  
par des citoyens préoccupés de l'agitation  
qu'occasionne le projet de fête destinée  
à l'occasion de l'indemnité des soldats de  
Châteaueux, et d'empêcher que le jardin des Tuileries ne  
devienne un lieu de rassemblement tu-  
multueux et d'obtenir qu'il soit fermé le  
dimanche (15 avril).

Avril 1792.

Minute, B. N., Mss., nouv. acq. fr. 308,

183. — Lettre signée d'Antin, attaquant avec violence Pétion, qualifié de chef des factieux, roi des brigands, et lui reprochant la fête préparée pour les soldats de Châteauneuf, les assassins de citoyens de Nancy, qui vont être promenés sur un char, malgré l'opposition manifestée par les sections.

Avril 1792.

Minute, B. N., Mss., fonds français 6574, fol. 134.

184. — Lettre d'un sieur Albert, cour du Commerce, à M. Pétion, l'informant du désir manifesté par neuf gardes suisses de faire feu sur ceux de Châteauneuf, et de la présence supposée de M. de Lafayette à Paris.

Sans date (avril 1792).

Minute, B. N., Mss., fonds français 6574, fol. 111.

185. — Lettre adressée à Pétion « par son meilleur ami, tant que tu seras digne de l'être », l'adjurant de songer aux conséquences terribles de la fête qu'on projette, avec note émanant de Pétion, déclarant qu'il n'a pas le droit de défendre « une fête particulière, où le peuple sera paisiblement et sans armes ».

Sans date (avril 1792).

Minute, B. N., Mss., fonds français 6574, fol. 115.

186. — Réflexions d'un citoyen (Pierre Rousselet, citoyen de Bonne-Nouvelle, vainqueur de la Bastille), sur la fête projetée pour les soldats de Châteauneuf, adjurant les vainqueurs de la Bastille de ne point assister à cette fête extravagante.

Sans date (avril 1792).

Imprimé, B. N., Mss., fonds français 6574, fol. 102.

Certains dans son *Compte des Sa députation* ajoute, numéros du 12 avril 1792 p. 185, document « le filiste vint par un *manuscrit* de la com. se disant vainqueur de la Bastille et nommé Rousselet; cet écrit, ajoute-t-il, a indiqué les braves habitant du faubourg Saint-Antoine; ils l'ont fait brûler publiquement, et sous les yeux des quarante victimes de Bouillé ».

187. Lettre anonyme à M. Pétion, lui rappelant, à propos de la fête antérieure

qui se prépare, qu'un décret de l'Assemblée a reconnu coupables de rébellion ces soldats auxquels on va décerner les honneurs du triomphe, qu'au même champ de la Fédération ou la cendre de Désilles a été arrosée de larmes patriotiques, on doit la fouler aux pieds, et montrant les dangers terribles de cette prétendue fête de la liberté.

Sans date (avril 1792).

Minute, B. N., Mss., fonds français 6574, fol. 119.

188. Lettre d'invitation pour la cérémonie de la réception des soldats de Châteauneuf, adressée à la section de la Bibliothèque, se tenant aux Filles-Saint-Thomas, par J.-L. Tallien.

1<sup>er</sup> avril 1792.

Imprimé, avec adresse manuscrite, B. N., Mss., nouv. acq. fr. 2660, fol. 30.

189. — Pétition de citoyens du bataillon de Saint-Joseph, qui ont porté à l'Assemblée constituante le buste de Désilles, au Directoire du Département, s'élevant contre la fête projetée en l'honneur des soldats du régiment de Châteauneuf, absolument déplacée et indécente, et blâmant cet enthousiasme libidineux du peuple qui a recouvert sa liberté.

3 avril 1792.

Copie conforme, certifiée par M. Blondel, secrétaire du Département, B. N., Mss., fonds français 6574, fol. 129.

Ed. *Journal de Paris*, supplément au numéro du 15 avril 1792, n° 50.

190. — Pétition des citoyens volontaires du bataillon de Saint-Gervais au Département de Paris, à l'effet d'empêcher la fête préparée pour les soldats de Châteauneuf, de crainte de désordres, avec offre de contribuer à procurer des secours à ces soldats.

4 avril 1792.

Copie conforme, certifiée par M. Blondel, secrétaire du Département, le 18 avril 1792, B. N., Mss., fonds français 6574, fol. 128.

191. — Lettre du sieur Naudeville, citoyen-soldat de juillet 1789, électeur de la section du Louvre, au président de l'Assemblée législative, trouvant extraordinaire



qu'un Comité central ait voulu l'ordre de M. Gorsas, commandant des gardes nationales parisiennes, de porter une épée à la main, en attendant qu'on s'achève la grande révolution.

Copie, B. N., Mss., nouv. acq. fr. 308, fol. 41.

196. — Lettre de Gorsas au Corps municipal de Paris, du 11 avril 1792, au sujet de Nantes, qui ne sont pas parvenues aux officiers municipaux. Cette lettre fut violemment attaquée par Gorsas lui-même le 12 avril, et expédiée le 13 par le Corps municipal de Paris. Elle est datée du 11 avril 1792, p. 221, où il parle de dédaigneusement de la lettre de M. de Nantes à M. de Paris.

197. — Lettre d'un anonyme, qui s'appelle, sous les initiales, M. P. L., l'avertissant que la moitié de Paris est complotée pour l'assassiner. La lettre est datée du 11 avril 1792, p. 221, où il parle de dédaigneusement de la lettre de M. de Nantes à M. de Paris.

5 avril 1792.

Original, B. N., Mss., fonds français 6574, fol. 101.

198. — Lettre de Gorsas au Corps municipal de Paris, du 11 avril 1792, au sujet de Nantes, qui ne sont pas parvenues aux officiers municipaux. Cette lettre fut violemment attaquée par Gorsas lui-même le 12 avril, et expédiée le 13 par le Corps municipal de Paris. Elle est datée du 11 avril 1792, p. 221, où il parle de dédaigneusement de la lettre de M. de Nantes à M. de Paris.

199. — Lettre de Gorsas au Corps municipal de Paris, du 11 avril 1792, au sujet de Nantes, qui ne sont pas parvenues aux officiers municipaux. Cette lettre fut violemment attaquée par Gorsas lui-même le 12 avril, et expédiée le 13 par le Corps municipal de Paris. Elle est datée du 11 avril 1792, p. 221, où il parle de dédaigneusement de la lettre de M. de Nantes à M. de Paris.

6 avril 1792.

200. — Lettre de Gorsas au Corps municipal de Paris, du 11 avril 1792, au sujet de Nantes, qui ne sont pas parvenues aux officiers municipaux. Cette lettre fut violemment attaquée par Gorsas lui-même le 12 avril, et expédiée le 13 par le Corps municipal de Paris. Elle est datée du 11 avril 1792, p. 221, où il parle de dédaigneusement de la lettre de M. de Nantes à M. de Paris.

201. — Lettre de Gorsas au Corps municipal de Paris, du 11 avril 1792, au sujet de Nantes, qui ne sont pas parvenues aux officiers municipaux. Cette lettre fut violemment attaquée par Gorsas lui-même le 12 avril, et expédiée le 13 par le Corps municipal de Paris. Elle est datée du 11 avril 1792, p. 221, où il parle de dédaigneusement de la lettre de M. de Nantes à M. de Paris.

sienne, au sujet de son opposition à la fête patriotique de Châteauneuf et du libelle diffamatoire des chefs de division de l'armée parisienne, et à l'effet de punir les auteurs des plus graves crimes, contenues notamment dans la lettre de M. de Paris.

6 avril 1792.

Copie, B. N., Mss., nouv. acq. fr. 308, fol. 41.

202. — Lettre de Gorsas au Corps municipal de Paris, du 11 avril 1792, au sujet de Nantes, qui ne sont pas parvenues aux officiers municipaux. Cette lettre fut violemment attaquée par Gorsas lui-même le 12 avril, et expédiée le 13 par le Corps municipal de Paris. Elle est datée du 11 avril 1792, p. 221, où il parle de dédaigneusement de la lettre de M. de Nantes à M. de Paris.

203. — Lettre de Gorsas au Corps municipal de Paris, du 11 avril 1792, au sujet de Nantes, qui ne sont pas parvenues aux officiers municipaux. Cette lettre fut violemment attaquée par Gorsas lui-même le 12 avril, et expédiée le 13 par le Corps municipal de Paris. Elle est datée du 11 avril 1792, p. 221, où il parle de dédaigneusement de la lettre de M. de Nantes à M. de Paris.

7 avril 1792.

Minute, B. N., Mss., nouv. acq. fr. 308, fol. 33.

204. — Lettre de Gorsas au Corps municipal de Paris, du 11 avril 1792, au sujet de Nantes, qui ne sont pas parvenues aux officiers municipaux. Cette lettre fut violemment attaquée par Gorsas lui-même le 12 avril, et expédiée le 13 par le Corps municipal de Paris. Elle est datée du 11 avril 1792, p. 221, où il parle de dédaigneusement de la lettre de M. de Nantes à M. de Paris.

7 avril 1792.

Autographe, B. N., Mss., nouv. acq. fr. 308, fol. 278.

205. — Lettre de Gorsas au Corps municipal de Paris, du 11 avril 1792, au sujet de Nantes, qui ne sont pas parvenues aux officiers municipaux. Cette lettre fut violemment attaquée par Gorsas lui-même le 12 avril, et expédiée le 13 par le Corps municipal de Paris. Elle est datée du 11 avril 1792, p. 221, où il parle de dédaigneusement de la lettre de M. de Nantes à M. de Paris.

9 avril 1792.

Copie, B. N., Mss., nouv. acq. fr. 308, fol. 41.

206. — Lettre de Gorsas au Corps municipal de Paris, du 11 avril 1792, au sujet de Nantes, qui ne sont pas parvenues aux officiers municipaux. Cette lettre fut violemment attaquée par Gorsas lui-même le 12 avril, et expédiée le 13 par le Corps municipal de Paris. Elle est datée du 11 avril 1792, p. 221, où il parle de dédaigneusement de la lettre de M. de Nantes à M. de Paris.

207. — Lettre de Gorsas au Corps municipal de Paris, du 11 avril 1792, au sujet de Nantes, qui ne sont pas parvenues aux officiers municipaux. Cette lettre fut violemment attaquée par Gorsas lui-même le 12 avril, et expédiée le 13 par le Corps municipal de Paris. Elle est datée du 11 avril 1792, p. 221, où il parle de dédaigneusement de la lettre de M. de Nantes à M. de Paris.

pagnés de la garde nationale parisienne et de Collet d'Herbois, leur défenseur officieux, qui prononce un discours, et admission aux honneurs de la séance.

9 avril 1792.

Extrait du procès-verbal, *A. N.*, t. XLV, n° 200.

Id., *Procès-verbal de l'Assemblée nationale*, t. VII, p. 138-139; *Archives parlementaires*, t. XLV, p. 391.

199. — Discours de M. Collet d'Herbois, défenseur officieux des soldats de Châteaueux, prononcé le lundi

9 avril 1792.

Imprimé, *A. N.*, AD XVIII-203, fol. 9.

Id., *Archives parlementaires*, t. XLV, p. 390.

200. — Lettre d'un sieur Lombard, citoyen actif, à M. Pétion, maire de Paris, déclarant que les soldats de Châteaueux, n'ayant fait aucune action d'éclat, n'ont droit à aucune pompe triomphale et n'ont mérité aucun honneur public, mais peuvent être l'objet simplement de la commisération et bienveillance de leurs concitoyens.

9 avril 1792.

Minute, *B. N.*, Mss., fonds français 6574, fol. 121.

201. — Pétition adressée au Département de Paris par les citoyens soldats du bataillon des Filles-Saint-Thomas, à l'effet de protester contre la fête publique donnée aux soldats de Châteaueux, dégagés des galères par la miséricorde nationale, et contre l'arrêté de la Municipalité qui décide que cette fête sera consacrée par la présence du Corps municipal.

10 avril 1792.

Imprimé, certifié conforme à l'original revêtu de soixante-deux signatures par Blondel, secrétaire du Département, *B. N.*, Mss., fonds français 6574, fol. 123.

« *Grand tableau sur lequel des 50 députés nommés* numéro du 13 avril 1792, p. 200, consacre tout un article à cette « pétition au département de Paris pour les citoyens-soldats du bataillon des Filles-Saint-Thomas contre les soldats de Châteaueux » et la qualifie « d'absurde et coupable libelle ».

202. — Pétition des soldats citoyens du bataillon de la section au Département

de Paris, à l'effet de s'opposer à la fête offerte aux soldats de Châteaueux, fête qu'ils considèrent comme une insulte à la garde nationale parisienne, qui ne peut que trouver révoltante l'idée de préparer un triomphe à ceux qui ont massacré le brave Désilles et ses camarades.

10 avril 1792.

Copie conforme, certifiée par M. Blondel, secrétaire du Département, *B. N.*, Mss., fonds français 6574, fol. 133.

203. — Lettre de Marat à Pétion, signalant à son attention les menées de Lafayette, accouru à Paris pour travailler l'armée et faire manquer la fête civique en l'honneur des soldats de Châteaueux, et l'engageant, en sa qualité de chef de la police, à consigner l'état-major parisien le jour de la fête.

11 avril 1792.

Autographe, collection de M. Etienne Charavay.

Id., ETIENNE CHARAVAY, *Le général Lafayette*, notice biographique, pièces justificatives, n° XXI, p. 574.

204. — Projet de décoration du terrain de la Bastille, où les soldats de Châteaueux seront reçus par une femme sous le costume de l'Espérance et par les anciens gardes-françaises, et où, sous une grande tente, sera disposée une table de quarante-et-un couverts pour les soldats de Châteaueux et les gardes-françaises, qui prendront un rafraîchissement servi par les quarante-et-un apôtres, à la suite duquel sera déterrée une pierre de la Bastille, avec une inscription faite par le Club électoral.

11 avril 1792.

Copie, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 308, fol. 76.

205. — Demande, par les citoyens de la section de la Bibliothèque, d'une assemblée générale pour le vendredi 13, à l'effet de s'occuper des soldats de Châteaueux.

12 avril 1792.

Original signé, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2660, fol. 32.

206. — Demande de convocation à l'assemblée de la section de la Bibliothèque



244. — Lettre de M. Alexandre, commandant du 7<sup>e</sup> bataillon de la seconde légion, à M. Pétion, maire de Paris. Le prévenant que sa sûreté et sa personne sont compromises et menacées, et l'assurant, quelles que soient les dispositions de son bataillon, qu'il est prêt à sacrifier sa vie pour défendre les pous du maire de Paris.

14 avril 1792.

Original, *B. N.*, Mss., fonds français 6574, fol. 109.

245. — Lettre de M. Palloy à M. de Rubigny, tanneur, en réponse à sa lettre du 13 avril, où il se plaignait d'avoir été oublié, s'excusant de ne pas l'avoir invité à la fête donnée à la Liberté par le peuple, et le priant de venir à 6 heures du matin, sur le terrain de la Bastille, pour prendre part au cortège, et participer à cette fête des martyrs du despotisme.

14 avril 1792.

Original et copie, 2 p., Bibl. de la Ville de Paris, dossier Palloy; *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 308, fol. 47.

246. — Lettre de convocation envoyée par le patriote Palloy, à l'effet de se joindre à 6 heures du matin aux apôtres de la Liberté et se placer à côté des Vainqueurs de la Bastille, dans cette fête que la Municipalité désigne sous le nom de fête à la Liberté.

14 avril 1792.

Original signé, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 308, fol. 48.

247. — Lettre du sieur Sainte-Croix à M. Palloy, regrettant le contre-temps causé par la maladie de l'ouvrier qui monte le temple, et billet de Palloy, donnant rendez-vous au sieur Sainte-Croix sur le terrain de la Bastille.

14 avril 1792.

Minute, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 308, fol. 49.

248. — Lettre du patriote Palloy au sieur Lafond, commandant de son bataillon, exprimant ses regrets de ne pouvoir se joindre à la convocation du 13, étant chargé par la Municipalité de maintenir l'ordre et de disposer le terrain de

la Bastille pour recevoir les citoyens qui célèbrent ce jour une fête à la gloire de la Liberté.

14 avril 1792.

Copie, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 308, fol. 52.

249. — Lettre des sieurs Mahieu et Marquet, au nom de la Commission de la fête, à M. Palloy, le priant de placer son cortège particulier, au sortir de la Bastille, après le groupe des soldats invalides et avant le second groupe, et de faire porter la Constitution entre le détachement de la garde nationale de Versailles et le cinquième groupe, avec lettre de Palloy, déclarant qu'il ne devra s'occuper que de ce qui se fera sur le terrain de la Bastille.

14 avril 1792.

Original signé, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 308, fol. 54.

Huit groupes, à la tête desquels était Palloy, se portèrent à la rencontre des soldats de Châteauxieux à leur arrivée sur le terrain de la Bastille. Ces groupes étaient formés : 1<sup>o</sup> des vainqueurs de la Bastille; 2<sup>o</sup> des gardes-françaises; 3<sup>o</sup> des apôtres de la Liberté; 4<sup>o</sup> de gardes nationales; 5<sup>o</sup> d'invalides; 6<sup>o</sup> de jeunes élèves de la Patrie; 7<sup>o</sup> du bataillon des vétérans; 8<sup>o</sup> d'étrangers, parmi lesquels se voyaient un homme de couleur, un Arménien et un Polonais (*Le Courrier de ses départements*, par l'insensé, n<sup>o</sup> du 17 avril 1792, p. 249).

220. — Adresse de 74 citoyens de la section de l'Île-Saint-Louis à leurs frères des 83 départements, protestant contre la fête organisée par des particuliers en l'honneur des Suisses de Châteauxieux, c'est-à-dire de soldats rebelles à la loi et meurtriers des gardes nationales, fête patronnée par la Municipalité, sans autorisation du Corps législatif.

Vers le 14 avril 1792.

Copie, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 308, fol. 59.

14, *Journal de Paris*, supplément au numéro du 18 avril 1792, n<sup>o</sup> 52.

221. — Lettre de M. Palloy à l'adresse des citoyens de la section de l'Île-Saint-Louis, déclarant que, malgré eux, il espère contribuer à l'embellissement de la fête et y assister, qu'il se rend sur le ter-

any other kind of information system  
could be used at the time.

« 17. — J'offre au M. le Gouverneur un projet de loi relatif à la ville de Lorient, dressé par l'Association de Médecins militaires, sous le prétexte qu'il serait trop pénible d'habiter encore une ville où quelques magistrats du grade le plus élevé ont été victimes d'assassinats de sang-froid, et si ses collègues nationaux qui ont marché pour l'exécution de la loi ».

Received 1792  
Approved: A. 9. C. 146. on 288  
The American Commissioner of N.I.D. p. 12  
Date

224. — Lettre de M. Le Roux de la Ville, administrateur des travaux publics, à M. Borotte, inspecteur des bâtiments de la Ville, l'autorisant à ordonner la pose des bas-reliefs propres à décorer l'autel de la patrie, à faire fournir le combustible nécessaire pour les trépiers dudit autel, depuis l'entrée du cortège au Champ de Mars jusqu'à l'arrivée à l'autel de la patrie, et à faire placer des lanternes sur les trépiers par les commissaires de la fête.

le sieur Laval, charron, pour la fourniture du char qui a servi à la fête de la Liberté, y compris les nuits passées par le sieur Laval, au domicile de son père, Monsieur Laval, charbonnier, à Paris.

V. la description du char, sur lequel était la

L'ordre et la marche de l'entrée  
des candidats aux concours de l'École  
Nationale Supérieure d'Administration  
de l'État, de l'École Nationale  
d'Administration et de l'École  
Nationale Supérieure de la Magistrature

de l'argent par le comité central des Sociétés patriotiques.

Impresso in 8 pagine. A N. 6. Dato nel 1900.

223<sup>a</sup>. — Détail et ordre de la marche de la fête en l'honneur de la Liberté, donnée par le peuple à l'occasion de l'arrivée des soldats de Châteaueux, le dimanche 1<sup>er</sup> avril 1792, cette cérémonie a été arrêtée le 2 avril.

1. *Er. ad. 8 puz. A. S. AD VIII B.*

226. — Lettre de M. Dupont et sa réponse  
lettre de M. Dupont à M. Pétion, avec ré-  
ponse de M. Pétion.

[illegible]

226. — Description de la fête donnée aux soldats de Châteaueux sur le terrain de la Bastille, sous les auspices de Palloy, où les soldats de Châteaueux ont pris part à une collation de vin, de pain et de fromage, servie par M<sup>lle</sup> Chalby, viciandière, celle qui a reçu une médaille de Louis XVI.

Minute, B. N., Mss., nouv. acq. fr. 308.  
fol. 121.

[illegible]

© 1994 by Blackwell Science Ltd

Liberté qui ont assisté à la fête civique du 13 avril 1792, avec liste des apôtres de la Liberté.

Minute, B. N. Mss., nouv. acq. fr. 308.  
fol. 96

Hubert, architecte, de neuf statues représentant la Liberté, la Victoire, l'Union, la Force, l'Égalité, la Prudence, la Justice, l'Abondance et la Vérité, qui ont été placées sur



le terrain de la Bastille, sous les ordres et aux frais de M. Palloy.

Avril 1792.

Minute, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 308, fol. 56.

Ces figures allégoriques se trouvaient auprès des 8 tentes, placées par Palloy sur les débris des 8 tours de la Bastille. La statue de la Liberté était sur les ruines de la tour où Latude avait été enfermé. *Le Citoyen des 8 départements*, par Gorsas, numéro du 17 avril 1792, p. 249.

229. — Discussion à l'Assemblée législative au sujet de la lettre de M. de Gouyon, provoquée par l'un des membres M. Bréard, qui manifeste son étonnement de voir cette lettre insérée dans plusieurs papiers publiés, tandis que l'Assemblée nationale n'en a pas connaissance.

16 avril 1792.

Extrait du procès-verbal, *A. N.*, C 147, n° 201.

Ed. *Archives parlementaires*, t. XLI, p. 725.

230. — Lettre de M. Pétron, député de Paris, à la section du Faubourg-Montmartre, lui exprimant toute sa gratitude pour l'arrêté patriotique qu'elle vient de prendre, qui l'a vengé victorieusement des inculpations d'une feuille mercenaire.

17 avril 1792.

Original signé, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 2686, fol. 15.

231. — Lettre de M. Laurent, graveur du Roi, à l'Assemblée législative, faisant hommage d'une gravure, d'après le dessin de M. Barbier aîné, peintre de l'Académie, représentant l'acte héroïque du jeune Désilles, mort à Nancy.

17 avril 1792.

Original signé, *A. N.*, C 147, n° 220.

Ed. *Archives parlementaires*, t. XLII, p. 59.

Le sieur Laurent annonça, le 27 avril, dans *Le Citoyen des 8 départements*, par Gorsas, p. 414, que la gravure était terminée, et que les souscripteurs pourraient la retirer chez M. Mathieu, notaire. Cette gravure, faite d'après le dessin de Barbier aîné, qui s'était transporté à Nancy, joignait « à la beauté de la composition la vérité du site et de l'action »; elle se vendait 24 livres chez le graveur et chez tous les marchands d'estampes.

232. — Adresse des citoyens du Faubourg Saint-Antoine à l'Assemblée législative, déclarant que le peuple a saisi l'oc-

casion de consoler les patriotes persécutés, c'est-à-dire les soldats de Châteauxvieux, quarante malheureuses victimes échappées à la haine de l'aristocratie, et demandant l'institution de fêtes civiques et guerrières, adresse lue par le sieur Gonchon, avec lettre du même.

20 avril 1792.

Original signé et minute (2 p.), *A. N.*, C 147, n° 220.

Ed. *Archives parlementaires*, t. XLII, p. 201, 216.

Ed. MAURICE TOURNIEU, *Bibliographie de l'histoire de Paris pendant la Révolution française*, t. I, n° 3192.

233. — *Idees sur le moment présent*, mémoire adressé à Louis XVI pour lui conseiller de s'unir à l'Assemblée nationale pour l'anéantissement des clubs, notamment de celui des Jacobins, qui a perdu des milliers de prosélytes par suite de la « fabrique criminelle des piques et de la dégoûtante et scandaleuse fête triomphale des soldats de Châteauxvieux ».

24 avril 1792.

Original, *A. N.*, C 184, n° 230.

Ed. *Troisième recueil (des) pièces déposées à la Commission extraordinaire des 12 (papiers trouvés dans l'armoire de fer)*, t. II, n° 255.

234. — Lettre de M. Palloy à MM. VILNON, député extraordinaire de Brest, et Raby, annonçant l'envoi à M. Belval, président des Amis de la Constitution de Brest, des médailles provenant des chaînes de Châteauxvieux purifiées, ainsi que les quatre dalles qui ont été portées sur l'autel de la patrie le jour de la fête de la Liberté.

30 avril 1792.

Copie, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 308, fol. 46.

Ces quatre pierres de la Bastille, portées en tête du cortège, avaient les inscriptions suivantes : Constitution, Liberté, Bravoure et Dévouement.

235. — Lettre de M. Palloy, déclarant que, comme il a voté pour l'admission des Suisses de Châteauxvieux, il fait passer le discours par lui prononcé le 15 avril sur les ruines de la Bastille, lors de la fête de la Liberté.

1<sup>er</sup> mai 1792.

Minute, *B. N.*, Mss., nouv. acq. fr. 308, fol. 41 V. — *Le Citoyen des 8 départements*, *A. N.*, C 147, 169.



par le Directoire des Sociétés patriotiques de Paris.

8 mai 1792.

Original signé, A. N., F<sup>o</sup> 2090.

243. — Mémoire des fournitures faites à M. Palloy pour la fête de Châteaueux, le 15 avril 1792, et pour la Fédération du 14 juillet, même année, par M. Reveillon, entrepreneur de la manufacture de papiers peints, rue de Montreuil, comprenant 83 jalons avec les noms des départements, la couronne civique et le bonnet de la Liberté, et 43 feuilles de carton entourées de feuillage peint, mémoire montant à 544 livres, réglé par Palloy à 400 livres.

30 août 1792.

Original signé, B. N., Mss., nouv. acq. fr. 308, fol. 95.

246. — Mémoire des dépenses de vin et bière faites par M. Palloy, tant pour la fête de Châteaueux que pour celle de Simonneau, montant : 1<sup>re</sup> à 35 liv. 8 s., et 2<sup>e</sup> à 1 liv. 16 s.

Sans date.

Minute, B. N., Mss., nouv. acq. fr. 308, fol. 90.

247. — Etat général des recettes et dépenses de la fête de la Liberté dite de Châteaueux, avec pouvoir donné par les entrepreneurs pour recevoir des Sociétés populaires les sommes qui y sont en dépôt, en vue du paiement des ouvriers et fournisseurs qui ont travaillé à la fête de Châteaueux.

15 germinal an II.

Original signé, A. N., F<sup>o</sup> 2090.

248. — Rapport et lettre du sieur Hubert, architecte, proposant l'ordonnement d'une somme de 260 liv. 8 s. au sieur Richard, maçon, pour solde des travaux par lui exécutés pour la fête de Châteaueux.

16 pluviôse an IV.

Minute, 2 p., A. N., F<sup>o</sup> 2090.

249. — Relevé général des dépenses que la fête de Châteaueux a occasionnées, comprenant les acomptes qui ont été payés aux différents entrepreneurs et les sommes qui leur restent dues, visé par M. Ginguéné, directeur général de l'instruction publique.

Sans date (an IV).

Original signé, A. N., F<sup>o</sup> 2090.

250. — Lettre du sieur Hubert, architecte, au ministre de l'intérieur, insistant pour le règlement de ce qui reste dû aux entrepreneurs chargés des travaux de la fête de Châteaueux, vu le temps qui s'est écoulé depuis qu'ils ont fait leurs avances.

14 pluviôse an V.

Original signé, A. N., F<sup>o</sup> 2090.

251. — Rapport du sieur Hubert, architecte, proposant l'ordonnement de la somme de 6,444 fr. 46 c. pour solde, en numéraire, de quinze mémoires relatifs à la fête de Châteaueux, du 15 avril 1792, dont le montant est de 9,477 liv. en assignats, et pour paiement des honoraires de vérification et règlement.

30 vendémiaire an V.

Minute, A. N., F<sup>o</sup> 2090.

## § 11. — Dons patriotiques pour la guerre (avril-mai 1792).

252. — Lettre du sieur Bacon, ancien professeur de belles-lettres à l'Ecole militaire, à l'Assemblée législative, faisant hommage d'une coupe en porcelaine d'argent.

20 avril 1792.

Minute, A. N., C 147, n<sup>o</sup> 220.

144. *Archives parlementaires*, t. XLII, p. 216.

253. — Lettre du sieur Dorel à l'Assemblée législative, offrant d'échanger le numéraire qu'il possède contre des assignats, pour contribuer à la défense de la Patrie.

21 avril 1792.

Minute, A. N., C 147, n<sup>o</sup> 220.

144. *Archives parlementaires*, t. XLII, p. 216.

253. — Proposition d'offrir, comme récompense et encouragement au patriotisme des citoyens, des médailles d'or à la personne qui sauvera la Patrie.

22 avril 1792.

Minute, A. N., C 147, n° 221.

Ed. Archives parlementaires, t. XLII, p. 284.

254. — Lettre d'un militaire français au Corps législatif, l'Assemblée législative, demandant 48 mille 500 fr. à titre d'indemnité pour les dépenses de la guerre.

23 avril 1792.

Minute, A. N., C 147, n° 221.

Ed. Archives parlementaires, t. XLII, p. 320.

255. — Lettre de deux citoyens de la Commune de TEQUELLOU, au bureau d'échange des billets de caisse, au président de l'Assemblée législative, accompagnant l'envoi de 100 livres pour récompenser les citoyens de la guerre.

24 avril 1792.

Minute, A. N., C 147, n° 221.

Ed. Archives parlementaires, t. XLII, p. 317.

256. — Lettre d'un citoyen, ancien député de la Commune de Paris, au Corps électoral du Département de Paris, au président de l'Assemblée législative, offrant 600 livres en espèces pour récompenser les citoyens de la guerre.

23 avril 1792.

Minute, A. N., C 147, n° 221.

Ed. Archives parlementaires, t. XLII, p. 318.

257. — Lettre patriotique à l'Assemblée législative, de 200 livres à valoir, demandant deux contributions volontaires, une par les habitants des communes de Huchet, de la commune de la Préfecture, pour récompenser les citoyens de la guerre.

24 avril 1792.

Minute, A. N., C 147, n° 221.

Ed. Archives parlementaires, t. XLII, p. 319.

258. — Lettre d'un citoyen, ancien député de la Commune de Paris, au Corps électoral du Département de Paris, au président de l'Assemblée législative, offrant 600 livres en espèces pour récompenser les citoyens de la guerre.

défenseurs de la Patrie, avec lettre du sieur Duvergier, commandant du bataillon.

24 avril 1792.

Minute, A. N., C 147, n° 221.

Ed. Archives parlementaires, t. XLII, p. 320.

259. — Lettre des Sieurs Raut et Lamy, papetiers de l'Assemblée nationale, adressant 300 livres pour les soldats qui vont se signaler dans la première victoire, avec 4 vieux écus de 6 livres, pour régaler les soldats autrichiens qui se rangeront sous les drapeaux français.

25 avril 1792.

Original, A. N., C 147, n° 222.

Ed. Archives parlementaires, t. XLII, p. 380.

260. — Don patriotique de 100 livres par les ouvriers de la manufacture de M. Lange, inventeur des lampes à courant d'air, qui abandonnent le produit d'une journée de travail.

23 avril 1792.

Minute, A. N., C 147, n° 222.

Ed. Archives parlementaires, t. XLII, p. 381.

262. — Hommage par le sieur André Bertain, garçon perruquier, à l'Assemblée législative, de deux écus de 6 livres pour participer aux frais de la guerre.

25 avril 1792.

Minute, A. N., C 147, n° 221.

Ed. Archives parlementaires, t. XLII, p. 384.

263. — Lettre de John Burn aux représentants d'un peuple libre, priant d'accepter l'offre de 200 livres pour contribuer aux frais de la guerre la plus juste qui ait jamais été entreprise.

25 avril 1792.

Minute, A. N., C 147, n° 221.

Ed. Archives parlementaires, t. XLII, p. 385.

264. — Lettre de trois jeunes citoyennes au président de l'Assemblée législative, envoyant pour les dépenses de la guerre le produit d'une journée de leur travail.

26 avril 1792.

Minute, A. N., C 147, n° 222.

Ed. Archives parlementaires, t. XLII, p. 431.

265. — Don patriotique de 100 livres par les ouvriers de la manufacture de M. Lange, inventeur des lampes à courant d'air, qui abandonnent le produit d'une journée de leur travail.

donner la valeur comme récompense aux déserteurs autrichiens.

26 avril 1792.

Minute, A. N., C 147, n° 222.

266. — Lettre du sieur Boisselle au président de l'Assemblée législative, déposant sur le bureau, en son nom, un billet de 5 livres, et 30 sols pour son épouse.

28 avril 1792.

Minute, A. N., C 147, n° 222bis.

Ed. *Archives parlementaires*, t. XLII, p. 509.

267. — Lettre du sieur Dessalle, maître maçon, vérificateur des bâtiments de Monsieur, demandant l'admission de ses enfants à l'Assemblée pour faire présenter 51 livres à l'effet de subvenir aux frais de la guerre, avec adresse des enfants Dessalle, âgés de dix et onze ans.

29 avril 1792.

Minutes, 2 p., A. N., C 147, n° 222bis.

Ed. *Archives parlementaires*, t. XLII, p. 509.

268. — Envoi d'une première offrande de 100 livres pour les frais de la guerre, par Lagrenée jeune, professeur de l'Académie de peinture et de sculpture, et de 200 livres par Duvivier, graveur de médailles, ancien graveur général des monnaies.

29 avril 1792.

Minutes, 2 p., A. N., C 147, n° 222bis.

Cf. *Archives parlementaires*, t. XLII, p. 510.

269. — Lettre du sieur Joubert, garçon cordonnier, au président de l'Assemblée législative, offrant 3 livres en monnaie blanche, son unique ressource, et promettant d'économiser encore 3 livres pour acheter une pique et voler à la défense de la patrie.

29 avril 1792.

Minute, A. N., C 147, n° 222bis.

Ed. *Archives parlementaires*, t. XLII, p. 511.

270. — Hommage à l'Assemblée législative, par Euphrosine Devilaïne, jeune fille de huit ans, de ses petites épargnes (un écu de 6 livres), avec des boucles d'argent.

29 avril 1792.

Minute, A. N., C 147, n° 222bis.

Ed. *Archives parlementaires*, t. XLII, p. 512.

271. — Don de 50 livres en numéraire, pour subvenir aux dépenses de la guerre par une veuve mère de trois enfants patriotes, dont l'un est au service.

29 avril 1792.

Minute, A. N., C 147, n° 222bis.

272. — Don patriotique fait à l'Assemblée législative, par les élèves des deux sexes des écoles communales gratuites, de la paroisse de Saint-Louis de Versailles.

29 avril 1792.

Original, A. N., C 147, n° 222bis.

Ed. *Archives parlementaires*, t. XLII, p. 510.

273. — Offre d'un assignat de 50 livres, pour les frais de la guerre, par un commis de banquier, qui exprime le désir de voir son chef donner autant en proportion.

29 avril 1792.

Minute, A. N., C 147, n° 222bis.

Cf. *Archives parlementaires*, t. XLII, p. 511.

274. — Lettre d'un convalescent au président de l'Assemblée législative, annonçant le dépôt à la Caisse de l'Extraordinaire, de 48 livres en écus, pour les frais de la plus juste comme de la plus indispensable des guerres.

30 avril 1792.

Original, A. N., C 147, n° 222bis.

Cf. *Archives parlementaires*, t. XLII, p. 521.

275. — Adresse des élèves du sieur Pallion, instituteur, rue de Braque, à l'Assemblée législative, envoyant leur modeste offrande, pour le soutien de leurs frères d'armes aux frontières et la destruction de tous despotes tyrans.

30 avril 1792.

Original, A. N., C 147, n° 222bis.

Cf. *Archives parlementaires*, t. XLII, p. 521.

276. — Lettre de l'abbé Viennet, curé de Saint-Merry, au président de l'Assemblée législative, adressant un rouleau de 25 louis d'or.

30 avril 1792.

Original, A. N., C 149, n° 247.

Ed. *Archives parlementaires*, t. XLII, p. 517.

277. — Don patriotique d'un assignat de 200 livres, pour les frais de la guerre,



par l'abbé Lefranc, curé de la paroisse de Saint-Jean à Paris.

Original, A. N., C. 149, n° 147.

Un exemplaire aux Archives parlementaires, t. XLII, p. 640.

278. — Lettre de Louis-François Lefranc, curé de la paroisse de Saint-Jean à Paris, au président de l'Assemblée législative, déposant un billet jaune, à l'effet de faire dire deux messes pour le repos de l'âme du défunt de la paroisse de Saint-Jean à Paris.

Original, A. N., C. 149, n° 147.

Un exemplaire aux Archives parlementaires, t. XLII, p. 640.

279. — Offrande patriotique de Solvères, par l'abbé Louis-François Lefranc, curé de la paroisse de Saint-Jean à Paris, au président de l'Assemblée législative, déposant un billet jaune.

Original, A. N., C. 149, n° 147.

Un exemplaire aux Archives parlementaires, t. XLII, p. 640.

280. — Deux patentes de 28 livres, en numéraire, par le sieur Wolf, huissier à Paris.

Original, A. N., C. 149, n° 147.

Un exemplaire aux Archives parlementaires, t. XLII, p. 640.

281. — Lettre de M. Lefranc, curé de la paroisse de Saint-Jean à Paris, au président de l'Assemblée législative, déposant un billet jaune, au montant de 800 livres, pour contribuer aux frais de la guerre.

Original, A. N., C. 149, n° 147.

Un exemplaire aux Archives parlementaires, t. XLII, p. 640.

282. — Lettre de Louis-François Lefranc, curé de la paroisse de Saint-Jean à Paris, au président de l'Assemblée législative, accompagnant l'envoi de 28 livres en numéraire.

Original, A. N., C. 149, n° 147.

Un exemplaire aux Archives parlementaires, t. XLII, p. 640.

283. — Lettre de M. Lefranc, curé de la paroisse de Saint-Jean à Paris, au président de l'Assemblée législative, accompagnant l'envoi de 28 livres en numéraire.

L'entretien d'un garde national, un assignat de 200 livres et deux de 50 livres.

Original, A. N., C. 149, n° 147.

Un exemplaire aux Archives parlementaires, t. XLII, p. 640.

284. — Lettre de Louis-François Lefranc, curé de la paroisse de Saint-Jean à Paris, au président de l'Assemblée législative, déposant un billet jaune, à l'effet de faire dire deux messes pour le repos de l'âme du défunt de la paroisse de Saint-Jean à Paris.

Original, A. N., C. 149, n° 147.

Un exemplaire aux Archives parlementaires, t. XLII, p. 640.

285. — Présentation à l'Assemblée législative, par M. d'Ermigny, colonel de la 30<sup>e</sup> division de gendarmerie nationale, de 2,290 livres, pour subvenir aux frais de la guerre.

2 mai 1792.

Original, A. N., C. 149, n° 147.

Un exemplaire aux Archives parlementaires, t. XLII, p. 640.

286. — Lettre de Louis-François Lefranc, curé de la paroisse de Saint-Jean à Paris, au président de l'Assemblée législative, adressant 600 livres, destinées à l'entretien des gardes nationales des frontières, et promettant de verser encore 200 livres par an.

Original, A. N., C. 149, n° 147.

Un exemplaire aux Archives parlementaires, t. XLII, p. 640.

287. — Lettre de Louis-François Lefranc, curé de la paroisse de Saint-Jean à Paris, au président de l'Assemblée législative, au président de cette Assemblée, déposant, pour concourir au maintien de la Constitution et de la liberté, un écu de 6 livres et un jeton, seul argent qu'il possède.

2 mai 1792.

Original, A. N., C. 149, n° 147.

Un exemplaire aux Archives parlementaires, t. XLII, p. 640.

288. — Deux patentes de 28 livres, en numéraire, par le sieur Wolf, huissier à Paris, au président de l'Assemblée législative, accompagnant l'envoi de 28 livres en numéraire.

don sur la même liste ci-dessus inscrit celui du clerc de Saint-Roch.

2 mai 1792.

Original, A. N., C 149, n° 247.

Ed. *Archives parlementaires*, t. XLII, p. 644.

289. — Contribution volontaire de 208 liv. 10 sols, pour les frais de la guerre, présentée par les ouvriers de la manufacture du double d'or et d'argent, d'altitude rue de la Vierge, avec promesse de renouveler cet envoi tous les six mois.

2 mai 1792.

Original, A. N., C 149, n° 247.

Ed. *Archives parlementaires*, t. XLII, p. 668.

290. — Don patriotique par Eléonore Agnes-Rosalie Derouillede, âgée de neuf ans, d'une petite bague montée en or et de même monnaie, offrande d'un cœur jeune encore, mais qui suit déjà aimer sa patrie.

2 mai 1792.

Minute, A. N., C 149, n° 248.

Cf. *Archives parlementaires*, t. XLII, p. 703.

291. — Lettre du sieur Grilhère, chargé de famille, au président de l'Assemblée législative, envoyant deux pièces de 30 sols, et faisant l'abandon d'une journée de travail par trimestre, durant la guerre.

3 mai 1792.

Minute, A. N., C 149, n° 248.

Ed. *Archives parlementaires*, t. XLII, p. 700.

292. — Adresse des employés au Mont-de-Piété, accompagnant l'offre patriotique de 585 liv. 8 s., pour les besoins de la patrie.

3 mai 1792.

Original, A. N., C 149, n° 247.

Ed. *Archives parlementaires*, t. XLII, p. 718.

293. — Lettre du sieur Grange de Naville, citoyen de la section de l'Oratoire, au président de l'Assemblée législative, accompagnant l'envoi de 200 livres, et déclarant que, « si les besoins continuent, sa compagnie et lui se réduiront au-dessous du nécessaire. »

3 mai 1792.

Original signé, A. N., C 149, n° 247.

Ed. *Archives parlementaires*, t. XLII, p. 700.

294. — Envoi de 1,000 livres en assignats, au nom des pages, accusant public, commissaire du Roi et greffier du 5<sup>e</sup> tribunal criminel provisoire, pour les frais de la guerre.

3 mai 1792.

Original, A. N., C 149, n° 247.

Ed. *Archives parlementaires*, t. XLII, p. 718.

295. — Don patriotique pour les frais de la guerre, par les ouvriers de la manufacture des tabacins, de 305 liv. 1 s., dont 28 livres en numéraire, représentant le produit d'une journée de travail de chacun de ces ouvriers.

3 mai 1792.

Minute, A. N., C 149, n° 248.

Ed. *Archives parlementaires*, t. XLII, p. 703.

296. — Lettre de M. Jacob, médecin de l'hôpital militaire de Paris, au président de l'Assemblée législative, accompagnant l'envoi de 201 livres, produit d'une souscription patriotique des officiers de santé et employés de l'hôpital militaire, avec la liste des souscripteurs.

4 mai 1792.

Original signé et minute (2 p.). A. N., C 149, n° 247.

Ed. *Archives parlementaires*, t. XLII, p. 578.

297. — Lettre de M. Sage, inspecteur de l'École nationale des Ponts et Chaussées, au président de l'Assemblée législative, annonçant le dépôt sur le bureau de 72 livres en or, pour les frais de la guerre.

4 mai 1792.

Original signé, A. N., C 149, n° 248.

Ed. *Archives parlementaires*, t. XLII, p. 745.

298. — Lettre du sieur François Lefebvre, citoyen de la section des Invalides, à l'Assemblée législative, offrant à sa patrie 24 livres en numéraire, et s'engageant à contribuer aux frais de la guerre par un versement de 3 livres, chaque mois.

4 mai 1792.

Minute, A. N., C 149, n° 248.

Ed. *Archives parlementaires*, t. XLII, p. 727.

299. — Don de Charles Balthaz, soldat (n° 192) enrôlé en garnison à Paris, Hérp de Jean-Baptiste Balthaz, mort à l'étranger.

Le Comité de deux papes de l'école cathédrale pour le tiers état.

— 1792.

Manuscrit de la Bibl. nat. n. 1008.

Ed. *Archives parlementaires*, t. XLII, p. 100.

300. — Lettre de M. de la Roche, secrétaire-commis du Comité exécutif de la section nationale d'arrondissement, pour le soulever la Bédoule aux secours de nourriture au N. 1000 et quatre autres d'argent personnel au 1<sup>er</sup> arrondissement des communes.

— 1792.

Manuscrit de la Bibl. nat. n. 1008.

Ed. *Archives parlementaires*, t. XLII, p. 100.

301. — Deux particuliers de la rue de la Harpe, au nom de l'école cathédrale de la paroisse de Saint-Louis-en-Île, sous la conduite de M. Simart, leur instituteur.

— 1792.

Manuscrit de la Bibl. nat. n. 1008.

Ed. *Archives parlementaires*, t. XLII, p. 101.

302. — Lettre de M. Lambert, ancien secrétaire du Comité des finances, envoyant un assignat de 100 livres, pour contribuer à la défense des frontières.

— 1792.

Manuscrit de la Bibl. nat. n. 1008.

Ed. *Archives parlementaires*, t. XLII, p. 101.

303. — Don par une demoiselle, bonne citoyenne, en faveur de ses frères d'armes, d'un billet de 5 livres, d'un billet de 20 sols et d'un billet de 10 sols.

— 1792.

Manuscrit de la Bibl. nat. n. 1008.

Ed. *Archives parlementaires*, t. XLII, p. 101.

304. — Lettre de M. de la Roche, secrétaire-commis du Comité exécutif de la section nationale d'arrondissement, pour le soulever la Bédoule aux secours de nourriture au N. 1000 et quatre autres d'argent personnel au 1<sup>er</sup> arrondissement des communes.

— 1792.

Manuscrit de la Bibl. nat. n. 1008.

Ed. *Archives parlementaires*, t. XLII, p. 101.

305. — Lettre de M. de la Roche, secrétaire-commis du Comité exécutif de la section nationale d'arrondissement, pour le soulever la Bédoule aux secours de nourriture au N. 1000 et quatre autres d'argent personnel au 1<sup>er</sup> arrondissement des communes.

— 1792.

Manuscrit de la Bibl. nat. n. 1008.

Ed. *Archives parlementaires*, t. XLII, p. 101.

pour faciliter les opérations de la guerre, montant au chiffre de 523 livres.

4 mai 1792.

Manuscrit de la Bibl. nat. n. 1008.

Ed. *Archives parlementaires*, t. XLII, p. 101.

306. — Lettre de M. Millet, président du tribunal du 1<sup>er</sup> arrondissement, au président de l'Assemblée législative, envoyant de la part du tribunal, 1,200 livres pour subvenir aux frais de la guerre, et promettant de renouveler ce don, chaque année, pendant la durée de la guerre.

4 mai 1792.

Manuscrit de la Bibl. nat. n. 1008.

Ed. *Archives parlementaires*, t. XLII, p. 101.

307. — Deux particuliers de la rue de la Harpe, au nom de l'école cathédrale de la paroisse de Saint-Louis-en-Île, sous la conduite de M. Simart, leur instituteur.

— 1792.

Manuscrit de la Bibl. nat. n. 1008.

Ed. *Archives parlementaires*, t. XLII, p. 101.

308. — Lettre de M. de la Roche, secrétaire-commis du Comité exécutif de la section de la Grange-Batelière à l'Assemblée législative, déclarant qu'il faut à la patrie des soldats et de l'or, qu'ils ont envoyé leurs frères à la rencontre de l'ennemi et qu'ils apportent à la patrie le peu d'or qui leur reste.

— 1792.

Manuscrit de la Bibl. nat. n. 1008.

Ed. *Archives parlementaires*, t. XLII, p. 101.

309. — Lettre du sieur Daubas, secrétaire-commis du Comité d'agriculture, au président de l'Assemblée législative, remettant 20 livres prélevées sur le premier mois de son traitement pour contribuer aux frais de la guerre.

5 mai 1792.

Manuscrit de la Bibl. nat. n. 1008.

Ed. *Archives parlementaires*, t. XLII, p. 101.

310. — Lettre de M. de la Roche, secrétaire-commis du Comité exécutif de la section nationale d'arrondissement, pour le soulever la Bédoule aux secours de nourriture au N. 1000 et quatre autres d'argent personnel au 1<sup>er</sup> arrondissement des communes.

— 1792.

Manuscrit de la Bibl. nat. n. 1008.

Ed. *Archives parlementaires*, t. XLII, p. 101.

Cf. *Procès-verbal de l'Assemblée nationale*, t. VIII, p. 95; *Archives parlementaires*, t. XLIII, p. 18.

311. — Envoi à l'Assemblée législative, par le premier ingénieur et les inspecteurs généraux des Ponts et Chaussées, de 1,732 livres, pour leur contribution aux frais de la guerre.

(6 mai 1792.)

Original signé, A. N., C 149, n° 248.

Ed. *Archives parlementaires*, t. XLIII, p. 18.

312. — Offre patriotique par le sieur Hervé du Bus dit Champville, ancien comédien italien, de 24 livres, qu'il s'engage à renouveler tous les six mois, tant que durera la guerre des hommes libres contre les esclaves.

(5 mai 1792.)

Minute, écrite par un sieur Roux, A. N., C 149, n° 248.

Ed. *Archives parlementaires*, t. XLIII, p. 18.

313. — Don patriotique de 5 années pour les frais de la guerre par un Anglais, désireux de témoigner ses sympathies au moment où l'on s'inquiète trop à Paris des petits échecs qui viennent de se produire.

(5 mai 1792.)

Minute, A. N., C 149, n° 248.

Ed. *Archives parlementaires*, t. XLIII, p. 19.

314. — Dépôt sur le bureau de l'Assemblée législative, par un marchand du Faubourg Saint-Marceau, de trois médailles en argent valant 18 livres, d'un cercle de portrait en or et de huit écus de 3 livres, avec offre de remettre au Trésor tout le numéraire qu'il possède contre des assignats.

Sans date, 5 mai 1792.

Original, A. N., C 149, n° 247.

Cf. *Archives parlementaires*, t. XLIII, p. 19.

315. — Offre par deux domestiques au service des parents de rente de 22 livres, tant deux écus de 6 livres construits aux mains infâmes de l'agiotage.

(5 mai 1792.)

Minute, A. N., C 149, n° 246.

Ed. *Archives parlementaires*, t. XLIII, p. 31.

316. — Lettre de Firmin Didot, fondateur d'imprimeries, au président de l'Assemblée

législative, envoyant 100 livres pour sa contribution volontaire aux frais de la guerre.

5 mai 1792.

Original, A. N., C 149, n° 249.

Ed. *Archives parlementaires*, t. XLIII, p. 32.

317. — Don d'un écu de 6 livres par le sieur Delahaye, ancien grenadier de France, âgé de quatre-vingts ans, regrettant de ne plus pouvoir défendre sa patrie.

5 mai 1792.

Minute, A. N., C 149, n° 249.

Cf. *Archives parlementaires*, t. XLIII, p. 32.

318. — Délibération de la section des Gobelins, arrêtant à 846 liv. 16 s. le compte de l'offrande volontaire des citoyens et citoyennes de la section, et nommant des commissaires chargés de la porter à l'Assemblée nationale.

5 mai 1792.

Extrait signé, A. N., C 149, n° 249.

Cf. *Archives parlementaires*, t. XLIII, p. 48.

319. — Lettre de M<sup>re</sup> Vestier, peintre de l'Académie royale, à l'Assemblée législative, offrant la garniture en argent d'une lorgnette, une cuillère d'argent à sucre et dix-sept jetons d'argent.

6 mai 1792.

Original signé, A. N., C 149, n° 249.

Ed. *Archives parlementaires*, t. XLIII, p. 48.

320. — Don par la dame Maréchal de 30 livres en or et argent, avec regret de ne pouvoir donner plus, son mari étant aveugle et sourd, et offre par sa petite-nièce de ses boucles d'argent.

6 mai 1792.

Minute, A. N., C 149, n° 249.

Cf. *Archives parlementaires*, t. XLIII, p. 48.

321. — Adresse du bataillon des Élèves défenseurs de la patrie à l'Assemblée législative, accompagnant la remise de leur don patriotique (300 livres).

(6 mai 1792.)

Original signé, A. N., C 149, n° 249.

Ed. *Archives parlementaires*, t. XLIII, p. 50.

322. — Lettre du sieur Hottin, maître de danse, tenant le bal des jeunes Amis de la Liberté, rue du Sépulcre, au prési-





envoyant, en son nom et en celui de ses collègues, 300 livres en assignats, pour contribuer aux frais de la guerre, et protestant de leur dévouement à la chose publique.

8 mai 1792.

Original signé, A. N., C 149, n° 250.

Cf. *Archives parlementaires*, t. XLIII, p. 193.

331. — Lettre de M. Bernier, graveur particulier de la Monnaie de Paris, au président de l'Assemblée législative, faisant parvenir 16 livres 5 sols en sols, au nom des ouvriers de son atelier, et y joignant pareille somme en son nom personnel.

8 mai 1792.

Original signé, A. N., C 149, n° 250.

Cf. *Archives parlementaires*, t. XLIII, p. 196.

334. — Lettre du sieur Pierre Boyer au président de l'Assemblée législative, adressant, à titre d'offrande patriotique, 25 livres en cinq assignats.

8 mai 1792.

Minute, A. N., C 149, n° 249.

Ed. *Archives parlementaires*, t. XLIII, p. 159.

335. — Don patriotique de 3,357 livres, dont 1,057 en argent et 2,300 en assignats, pour les frais de la guerre, présenté à l'Assemblée législative, par les sieurs Doumange et Bouquin, au nom des citoyens qui font le négoce d'argent.

8 mai 1792.

Original signé, A. N., C 149, n° 250.

Cf. *Archives parlementaires*, t. XLIII, p. 179.

336. — Offrande patriotique de 81 livres 5 sols pour les frais de la guerre, faite par les domestiques de M. Frérot de Lantzy.

8 mai 1792.

Minute, A. N., C 149, n° 250.

Cf. *Archives parlementaires*, t. XLIII, p. 160.

337. — Adresse des citoyens canonniers et sapeurs du bataillon de Saint-Merry à l'Assemblée législative, accompagnant l'envoi de 150 livres, produit de leurs épargnes, et promettant de renouveler ce don, si la guerre se prolonge.

8 mai 1792.

Original, A. N., C 149, n° 249.

Ed. *Archives parlementaires*, t. XLIII, p. 160.

338. — Offre patriotique de 150 livres, dont 48 en argent, par les habitués du café de Roy, rue de Bussy, au coin de la rue Bourbon-Château, comme tribut de leur civisme et gage de leur admiration et reconnaissance pour leurs compagnons d'armes.

8 mai 1792.

Original, A. N., C 149, n° 249.

Ed. *Archives parlementaires*, t. XLIII, p. 171.

339. — Don patriotique de 600 livres pour subvenir aux frais de la guerre, remis à l'Assemblée législative par les huissiers des juges de paix de Paris.

9 mai 1792.

Original signé, A. N., C 149, n° 250.

Cf. *Archives parlementaires*, t. XLIII, p. 175.

340. — Lettre de M. Pignerre de La Boulay, ancien représentant de la Commune de Paris, au président de l'Assemblée législative, le priant de faire agréer 18 couverts et 18 couteaux en vermeil dans un étui pour être convertis en numéraire et contribuer à la solde de l'armée.

9 mai 1792.

Original signé, A. N., C 149, n° 250.

Cf. *Archives parlementaires*, t. XLIII, p. 176.

341. — Adresse des compagnons serruriers de la Monnaie à l'Assemblée législative, accompagnant leur offrande patriotique, montant à 112 livres en gros sols.

9 mai 1792.

Minute, A. N., C 149, n° 250.

Cf. *Archives parlementaires*, t. XLIII, p. 189.

342. — Don patriotique de 40 livres en assignats et de 26 en espèces pour aider à soutenir les frais de la guerre, déposé au nom des ouvriers de M<sup>me</sup> Mulard, fabricant de broserie, rue Saint-Denis.

9 mai 1792.

Original signé, A. N., C 149, n° 250.

Cf. *Archives parlementaires*, t. XLIII, p. 189.

343. — Adresse du sieur Brazier, directeur d'une maison d'éducation rue du Faubourg-Saint-Martin, à l'Assemblée législative, offrant, tant en son nom qu'au nom de ses élèves, pour les frais de la

de la classe de M. Levallois, instituteur, et de celle de M<sup>me</sup> Delecourt, institutrice,

de la section de la Grange-Batelière, en apportant leur offrande pour les frais de la guerre.

12 mai 1792.

Manusc. A. N., C 149, n° 250.

Ed. Archives parlementaires, t. XLIII, p. 287.

344. — Lettre des élèves des écoles de la section de la Grange-Batelière à l'Assemblée législative, apportant pour solvance aux frais de la guerre, 72 livres 15 sols en petits papiers, offerts par eux, et par leurs parents, pour la guerre des Français.

10 mai 1792.

Manusc. A. N., C 149, n° 251.

Ed. Archives parlementaires, t. XLIII, p. 288.

345. — Adresse du sieur Janiot, ancien combattant des guerres d'Amérique, à l'Assemblée législative, déposant 3 livres d'argent, offerts par lui, pour la guerre des Français.

10 mai 1792.

Manusc. A. N., C 149, n° 252.

Ed. Archives parlementaires, t. XLIII, p. 289.

346. — Adresse des citoyens-soldats du bataillon du Val-de-Grâce à l'Assemblée législative, accompagnant l'envoi de 360 liv. 9 s., dont 41 liv. 2 s. en espèces, offertes pour les frais de la guerre au nom de ceux dont le travail journalier est indispensable à l'existence d'une nombreuse famille, et qui, par conséquent, ne peuvent partir.

11 mai 1792.

Manusc. A. N., C 149, n° 253.

Ed. Archives parlementaires, t. XLIII, p. 290.

347. — Adresse du sieur Calhères de Flichy, lieutenant de capitaine vétérans et commandant en chef du bataillon des vétérans de la section de la Grange-Batelière, insistant pour la création d'une légion de vétérans, et déclarant qu'à leur dernière assemblée les vétérans ont donné tout ce qu'ils ont trouvé dans leurs poches, et, argent et assignats.

11 mai 1792.

Manusc. A. N., C 149, n° 254.

Ed. Archives parlementaires, t. XLIII, p. 291.

348. — Adresse présentée à l'Assemblée législative, pour la guerre des Français.

12 mai 1792.

Original signé, A. N., C 149, n° 251.

Ed. Archives parlementaires, t. XLIII, p. 287.

350. — Adresse du bataillon de Saint-Joseph et du 14<sup>e</sup> bataillon d'infanterie légère, en garnison à Paris, à l'Assemblée législative, accompagnant la remise d'un sabre d'honneur destiné au brave grenadier Pie.

13 mai 1792.

Original signé, A. N., C 149, n° 251.

Ed. Archives parlementaires, t. XLIII, p. 311.

351. — Décret de l'Assemblée législative, faisant mention honorable du patriotisme des soldats du bataillon de Saint-Joseph et de ceux du 14<sup>e</sup> bataillon d'infanterie légère, et chargeant son président de faire parvenir au général de l'armée le sabre offert par eux au brave grenadier Pie.

13 mai 1792.

Original signé, A. N., C 148, n° 235.

Ed. Archives parlementaires, t. XLIII, p. 312.

352. — Adresse présentée à l'Assemblée législative, par la Société patriotique de la section du Luxembourg à l'Assemblée législative, déposant leur modeste présent, 911 liv. 16 s., en assignats et en argent, et le surplus en assignats et billets.

14 mai 1792.

Original signé, A. N., C 149, n° 255.

Ed. Archives parlementaires, t. XLIII, p. 313.

353. — Deux patrouilles de 300 hommes

fait par les ouvriers de l'Imprimerie Nationale.

14 mai 1792.

Minute, A. N., C 149, n° 251.

Cf. *Archives parlementaires*, t. XLIII, p. 320.

354. — Lettre du sieur Gault, lieutenant au 10<sup>e</sup> bataillon (section de l'Hôtel-de-Ville), à l'Assemblée législative, chargé d'accompagner des jeunes citoyennes qui viennent déposer 60 livres en assignats, 3 liv. 13 s. en petits billets, 53 livres en numéraire et deux garnitures de bracelets en cailloux montés en argent.

14 mai 1792.

Original, A. N., C 149, n° 251.

355. — Contribution patriotique pour la guerre contre les ennemis de la liberté, par les fonctionnaires publics et écoliers externes du collège Mazarin (des Quatre-Nations), montant à la somme de 735 liv. 7 s., sur laquelle a été prélevée celle de 435 livres pour l'équipement d'un écolier Mazarin, qui part pour les frontières, avec lettre des écoliers à l'Assemblée législative, déclarant que, « si les Français peuvent être vaincus, ils ne peuvent être accablés, et ne restât-il qu'un Français, les tyrans auraient encore un ennemi à craindre. »

15 mai 1792.

Original et minute (2 p.). A. N., C 149, n° 251.

Cf. *Archives parlementaires*, t. XLIII, p. 395.

356. — Lettre des gardes-françaises au président de l'Assemblée législative, à l'effet d'être admis à présenter leur hommage et leur offrande à la patrie.

15 mai 1792.

Minute, A. N., C 149, n° 251.

357. — Présentation de 90 livres pour l'entretien des défenseurs de la patrie, au nom des élèves des écoles gratuites de Saint-Paul et Saint-Ambroise, sous la conduite de leurs instituteurs.

15 mai 1792.

Original, A. N., C 149, n° 251.

Ed. *Archives parlementaires*, t. XLIII, p. 395.

358. — Don civique de 89 liv. 12 s. en numéraire, 187 liv. 8 s. en papier-mon-

naie, avec quelques petits effets d'argent, par les infirmes de la maison des Incuvables et les personnes attachées à leur service, pour subvenir aux frais d'une guerre, la plus juste et la plus légitime qui fût jamais.

15 mai 1792.

Minute, A. N., C 149, n° 251.

Ed. *Archives parlementaires*, t. XLIII, p. 395.

359. — Don de six gamelles et trois bidons par le sieur Moisson fils, ferblantier, rue de Paris, sergent des canonniers volontaires du bataillon des Petits-Augustins, pénétré de douleur de ne pouvoir partager les honneurs et les dangers de ses frères d'armes.

15 mai 1792.

Original, A. N., C 149, n° 251.

Ed. *Archives parlementaires*, t. XLIII, p. 395.

360. — Adresse de la section du Roule à l'Assemblée législative, la priant d'accepter 2.001 liv. 14 s., tant en numéraire qu'en assignats, pour subvenir aux frais de la guerre, et s'engageant à maintenir la tranquillité à l'intérieur, pendant que leurs frères d'armes combattront les ennemis de la liberté.

16 mai 1792.

Original, A. N., C 149, n° 251.

Ed. *Archives parlementaires*, t. XLIII, p. 428.

361. — Lettre des élèves de l'institution Duvergier, cul-de-sac Sainte-Marine, au président de l'Assemblée législative, adressant 23 livres, montant de leurs petites épargnes, pour contribuer aux frais de la guerre.

16 mai 1792.

Minute, A. N., C 149, n° 251.

Ed. *Archives parlementaires*, t. XLIII, p. 454.

362. — Offre patriotique, par les ouvriers de la manufacture Monchablon, place de l'Estrapade, du produit d'une journée de travail consacrée au dieu de la guerre.

17 mai 1792.

Original, A. N., C 149, n° 251.

Ed. *Archives parlementaires*, t. XLIII, p. 525.

363. — Présentation, par M. Le Camus, administrateur de la Commune de Paris, chargé de la surveillance des ateliers de

348. — Lettre aux députés par laquelle les citoyens de la commune de Saint-Germain-L'Auxerrois offrent à l'Assemblée nationale leur offrande patriotique.

19 mai 1792.

Minute, A. N., C. 149, n° 251.  
Ed. Archives parlementaires, t. XLIII, p. 664.  
Cf. *Journal de l'Assemblée nationale*, 1792, t. 1, p. 100.  
Cf. *Archives parlementaires*, t. IV, p. 188.

349. — Lettre des citoyens de toutes les paroisses de Saint-Germain-L'Auxerrois, Saint-Roch, Saint-Gervais, Saint-Paul, Saint-Séverin, Saint-Laurent, Saint-Eustache, Saint-Pierre, Saint-André, Saint-Philippe, Saint-Jacques, Saint-Eloi, Saint-Germain-des-Prés, demandant leur admission à l'Assemblée législative pour présenter leur offrande patriotique.

17 mai 1792.

Original, A. N., C. 149, n° 251.  
Ed. Archives parlementaires, t. XLIII, p. 665.

350. — Lettre de M. Sibire, curé de Saint-Thomas d'Aquin, à l'Assemblée législative, adressant le produit de la vente de la multitude de pauvres qui l'environnent, de ne pouvoir offrir qu'un misérable billet de 30 centimes pour le salut de la patrie, et envoyant des vers patriotiques à son représentant.

19 mai 1792.

Original, A. N., C. 149, n° 252.  
Ed. Archives parlementaires, t. XLIII, p. 666.

351. — Lettre des citoyens de toutes les paroisses de Saint-Etienne-d'Auxerre à l'Assemblée législative, adressant leur modeste offrande, épargnée sur leurs menus plaisirs, et suppléant ainsi par leur contribution aux frontières pour aller opposer leurs bras et leurs épées aux étrangers.

19 mai 1792.

Original, A. N., C. 149, n° 253.  
Ed. Archives parlementaires, t. XLIII, p. 667.

352. — Adresse présentée par le citoyen Schent, contrôleur dans les subsistances à Paris, au nom de l'Assemblée législative, au président de l'Assemblée nationale, demandant l'admission

de l'Assemblée au 60 livras aux toises de la guerre.

19 mai 1792.

Original, A. N., C. 149, n° 254.  
Ed. Archives parlementaires, t. XLIII, p. 671.

353. — Don patriotique de 100 livres pour contribuer aux frais de la guerre, par les ouvriers de l'imprimerie de la Municipalité.

20 mai 1792.

Original, A. N., C. 149, n° 255.  
Ed. Archives parlementaires, t. XLIII, p. 672.

359. — Compliment adressé par les Dames de la Halle à l'Assemblée législative, en remettant leur don patriotique pour les frais de la guerre, consistant en une montre patriotique, l'appas de leurs sieurs Lefèvre, Lesage et Co.

20 mai 1792.

Minute, A. N., C. 149, n° 257.  
Ed. Archives parlementaires, t. XLIII, p. 673.

360. — Don par les dames de l'école du produit de leurs contributions volontaires, avec leurs vœux pour le salut de la patrie.

21 mai 1792.

Minute, A. N., C. 149, n° 250.  
Ed. Archives parlementaires, t. XLIII, p. 674.

371. — Adresse des élèves de l'Ecole nationale de dessin à l'Assemblée législative, en apportant 429 liv. 3 s. à titre d'offrande civique pour les frais de la guerre, et rappelant que nombre de leurs camarades sont aux frontières.

21 mai 1792.

Original, A. N., C. 149, n° 252.  
Ed. Archives parlementaires, t. XLIII, p. 675.

372. — Adresse de l'Assemblée législative, par la section de Henri IV, de sa contribution patriotique consistant à s'offrir

19 mai 1792.

Minute, A. N., C. 149, n° 256.  
Cf. Archives parlementaires, t. XLIII, p. 668.

373. — Lettre des citoyens de la commune d'Yvermes au M<sup>e</sup> Charles-François de la Roche, au président de l'Assemblée nationale, demandant l'admission

à la barre pour présenter leur offrande, avec adresse de ces mêmes élèves.

21 mai 1792.

Original, A. N., C 149, n° 242.  
Ed. *Archives parlementaires*, t. XLIII, p. 65.

374. — Don patriotique de 4 200 livres par le sieur Antoine Jean Copuchert, qui destine cette somme à la division commandée par M. de Custine dans l'armée du Haut-Rhin, pour être distribuée en prix d'émulation aux soldats qui auront montré le plus d'attachement à la Constitution et la plus grande soumission à la discipline.

22 mai 1792.

Original, A. N., C 149, n° 242.  
Ed. *Archives parlementaires*, t. XLIV, p. 6.

375. — Lettre du sieur Carra, l'un des citoyens les plus dévoués à la patrie et à la Constitution, au président de l'Assemblée législative, transmettant un assignat de 100 livres offert par un citoyen de Cette, sous le pseudonyme de *Libertas*.

22 mai 1792.

Original, A. N., C 149, n° 252.  
Ed. *Archives parlementaires*, t. XLIV, p. 6.

376. — Adresse des jeunes citoyennes de la section de la Fontaine-de-Grenelle à l'Assemblée législative, offrant 80 livres, fruit de leurs épargnes, pour le soulagement des défenseurs de la patrie, et jurant de ne prendre pour époux que des soldats de la liberté.

22 mai 1792.

Original, A. N., C 149, n° 252.  
Ed. *Archives parlementaires*, t. XLIV, p. 7.

377. — Adresse de la section des Quatre-Nations remise à l'Assemblée législative, en déposant sur l'autel de la patrie le produit de la souscription patriotique ouverte dans la section, montant à 6,037 liv. 10 s. et listés des souscripteurs.

23 mai 1792.

Original, A. N., C 149, n° 252.  
Ed. *Archives parlementaires*, t. XLIV, p. 7.

378. — Liste des sommes affectées pour les freres de nos frères les étrangers.

la Mairie et autres personnes, avec lettre du sieur Jozeau, chef des bureaux, demandant l'admission des employés à la barre pour présenter le tribut de leur labeur.

23 mai 1792.

Minutes (2 p.), A. N., C 149, n° 242.  
Ed. *Archives parlementaires*, t. XLIV, p. 80.

379. — Discours prononcé à l'Assemblée législative par l'un des élèves de la pension Michelan, à Belleville, au nom de ses condisciples, en déposant leur offrande sur l'autel de la patrie, avec lettre du sieur Michelan au président de l'Assemblée.

24 mai 1792.

Minutes (2 p.), A. N., C 149, n° 252.  
Ed. *Archives parlementaires*, t. XLIV, p. 59.

380. — Adresse des frères et sœurs aveugles de l'hôpital des Quinze-Vingts à l'Assemblée législative, en présentant la somme de 402 liv. 15 s. pour contribuer aux frais de la guerre.

24 mai 1792.

Original, A. N., C 149, n° 252.  
Ed. *Archives parlementaires*, t. XLIV, p. 60.

381. — Discours prononcé à l'Assemblée législative par M. Delaroche, commandant du bataillon des Feuillants, en déposant sur le bureau 27.811 liv. 41 s. pour les frais de la guerre, et faisant part des sentiments patriotiques des volontaires du bataillon qui se trouvent aux frontières, avec réponse du président.

24 mai 1792.

Original, A. N., C 149, n° 242.  
Ed. *Archives parlementaires*, t. XLIV, p. 61.

382. — Lettre du sieur Jozeau, chef des bureaux de la Mairie, au président de l'Assemblée législative, demandant à différer d'un jour la présentation de leur offrande civique, avec une adresse à l'Assemblée.

24 mai 1792.

Originaux signés (2 p.), A. N., C 149, n° 252.  
Ed. *Archives parlementaires*, t. XLIV, p. 61.

383. — Lettre du sieur Desforges, poète, patriote et pauvre, au président de l'Assemblée législative, envoyant un modeste



une pétition, sous le sceau de la patrie, au nom de la Nation, au nom de la Liberté.

(L'original.)

Original, A. N., C. 149, n° 149.  
Ed. Archives parlementaires, t. XLIV, p. 155.

388. — Lettre de la citoyenne Louise Etienne au président de l'Assemblée législative, offrant, pour servir aux besoins de la guerre, une somme de six livres destinée à sa folette, et estimant que la privation de son traitement pour son loup de poche (la constitution) est un sacrifice de la Constitution.

(L'original.)

Original, A. N., C. 149, n° 149.  
Ed. Archives parlementaires, t. XLIV, p. 155.

389. — Lettre de M. le citoyen, sous-intendant des Etablissements publics, sous-préfet de l'arrondissement de l'Assemblée législative, rappelant qu'il y a, dans son arrondissement, une multitude de contributions volontaires des ouvrières et employées des divers ateliers publics, qui ont été très mortifiées de voir jusqu'ici leur acte de civisme passé inaperçu.

(L'original.)

Original signé, A. N., C. 149, n° 253.  
Ed. Archives parlementaires, t. XLIV, p. 155.

390. — Lettre de la citoyenne au président de l'Assemblée législative, offrant, à titre de don patriotique, ce qu'elle a de plus précieux au monde, son fils, âgé de dix-neuf ans, qu'elle désirerait voir incorporé dans les armées.

(L'original.)

Original, A. N., C. 149, n° 253.  
Ed. Archives parlementaires, t. XLIV, p. 155.

391. — Adresse de la patriote de la section de la Liberté et de la Fraternité, au président de l'Assemblée législative, offrant le tribut de leur dévouement, avec 11,533 liv. 5 s. 6 d. (soit 10,000 liv. 5 s. 6 d.) pour la guerre, et une somme de 100 liv. pour la section d'argent.

(L'original.)

Original, A. N., C. 149, n° 253.  
Ed. Archives parlementaires, t. XLIV, p. 155.

392. — Lettre de la section de la Liberté et de la Fraternité, au président de l'Assemblée législative, offrant le tribut de leur dévouement, avec 11,533 liv. 5 s. 6 d. (soit 10,000 liv. 5 s. 6 d.) pour la guerre, et une somme de 100 liv. pour la section d'argent.

(L'original.)

Original, A. N., C. 149, n° 253.  
Ed. Archives parlementaires, t. XLIV, p. 155.

393. — Lettre de la citoyenne au président de l'Assemblée législative, offrant son offrande patriotique pour les besoins de la guerre.

(L'original.)

Original, A. N., C. 149, n° 253.  
Ed. Archives parlementaires, t. XLIV, p. 155.

389. — Adresse du bataillon de Saint-Etienne-du-Mont à l'Assemblée législative, accompagnant la remise de sa cotisation pour les premiers besoins de la guerre, qui veut de l'or et du fer, avec le bordereau des assignats et billets de la caisse de secours formant ensemble une somme de 4,310 liv. 10 s. 6 d.

(L'original.)

Original, A. N., C. 149, n° 253.  
Ed. Archives parlementaires, t. XLIV, p. 155.

390. — Don patriotique par M. de Meaux, cour de Marsan, de 100 livres en assignats et de cinq livres de secours par chacun.

(L'original.)

Minute, A. N., C. 149, n° 253.  
Ed. Archives parlementaires, t. XLIV, p. 155.

391. — Don par les patriotes bourgeois du café Procope Zoppi de 860 liv. 6 s. pour les frais de la guerre.

(L'original.)

Original, A. N., C. 149, n° 253.  
Ed. Archives parlementaires, t. XLIV, p. 155.

392. — Adresse de l'Association de la section du Faubourg-Montmartre à l'Assemblée législative, faisant parvenir leur offrande pour la guerre, montant à 3,595 liv. 2 s., non compris diverses médailles, offrande qui n'est pas à la hauteur de leur patriotisme.

(L'original.)

Original, A. N., C. 149, n° 253.  
Ed. Archives parlementaires, t. XLIV, p. 155.

393. — Lettre du sieur H. Bermond, soldat-citoyen de la section de l'Observatoire, au président de l'Assemblée législative, offrant le tribut de son dévouement, avec 11,533 liv. 5 s. 6 d. (soit 10,000 liv. 5 s. 6 d.) pour la guerre, et une somme de 100 liv. pour la section d'argent.

(L'original.)

Original, A. N., C. 149, n° 253.  
Ed. Archives parlementaires, t. XLIV, p. 155.

## § 12. — Recrudescence des vols et meurtres à Paris (avril-mai 1792).

394. — Lettre du ministre de l'intérieur au maire de Paris, se plaignant de la recrudescence des vols et des meurtres à Paris, où quatre personnes viennent d'être assassinées, et de l'inactivité du service de la garde nationale, demandant à être renseigné sur l'état des choses pour en faire part, le soir même, au Conseil du Roi.

27 avril 1792.

Minute, A. N., F<sup>7</sup> 3688<sup>1</sup>.

*Le Chronique de Paris*, dans son numéro du 29 avril (p. 480), signalait six assassinats commis en quatre nuits, du 22 au 25 avril, dans l'étendue d'une même section, mais M. Pétion annonça, dans la séance du Corps municipal du 30 avril, qu'il n'avait été commis que deux meurtres au lieu de six, l'un étant la suite d'un duel. Il ajouta qu'ayant fait appeler le commandant de la garde nationale pour connaître les raisons de la rareté des patrouilles, il apprit que les troupes de ligne refusaient de concourir à ce service, sans en être requises par l'autorité civile. M. Pétion leva cet obstacle en donnant les ordres nécessaires (*Chronique de Paris*, numéro du 1 mai 1792, p. 500).

395. — Lettre de M. Pétion, maire de Paris, à M. Roland, ministre de l'intérieur, se montrant vivement affecté des délits qui se commettent depuis quelques jours dans Paris, délits que la frayeur et la malveillance exagèrent encore, et déclarant qu'il ne néglige aucun moyen pour la sûreté des personnes et le maintien de l'ordre, compromis par la quantité d'aventuriers et de mauvais sujets existant dans la capitale.

27 avril 1792.

Original, A. N., F<sup>7</sup> 3688<sup>1</sup>.

396. — Lettre de M. Adelphe, commandant général de la garde nationale, au maire de Paris, faisant connaître que, toutes les nuits, jusqu'à 2 heures du matin, il parcourt les quartiers les plus déserts et inspecte les postes les plus reculés, regrettant que les patrouilles ne soient pas plus fréquentes et que les troupes de ligne et légères, logées il y a les casernes des boulevards, cessent de patrouiller pour

la répression des vols et assassinats, sous prétexte de manque d'ordres.

28 avril 1792.

Copie, A. N., F<sup>7</sup> 3688<sup>1</sup>.

397. — Lettre du ministre de l'intérieur au maire de Paris, constatant que, depuis sa lettre du 27 avril, les vols et assassinats redoublent, au point que les voitures sont arrêtées dans les rues à 9 heures du soir, déclarant que le Roi en est vivement affecté et que ces scènes désastreuses doivent cesser le plus tôt possible, invitant le maire à sévir contre les maisons de jeu, vrais réceptacles de brigands et de meurtriers, et ajoutant qu'il a entre les mains tous les moyens de répression nécessaires.

(1<sup>er</sup>) mai 1792.

Minute, A. N., F<sup>7</sup> 3688<sup>1</sup>.

398. — Lettre du maire de Paris au ministre de l'intérieur, se plaignant de l'organisation vicieuse de la police qui le laisse absolument désarmé pour la répression des délits, avouant que ses moyens d'action se bornent à ordonner d'éclairer avec soin et de faire de fréquentes patrouilles, observant qu'il s'est entendu à ce sujet avec le Commandant général de la garde nationale; que, quant aux tripots de jeu, repaires du vice et du crime, il n'arrive pas à en purger la capitale.

2 mai 1792.

Original signé, A. N., F<sup>7</sup> 3688<sup>1</sup>.

399. — Lettre du ministre de l'intérieur au président de l'Assemblée législative, lui communiquant la réponse du maire de Paris aux lettres concernant la sûreté de Paris compromise, et demandant que l'Assemblée apporte un remède à ces maux en affectant la police de Paris de moyens de répression suffisants.

3 mai 1792.

Minute, A. N., F<sup>7</sup> 3688<sup>1</sup>.

*cf. Procès-verbal de l'Assemblée législative*, t. VIII, p. 94.



contre le journal et le journal, et au des de l'Assemblée, durant lequel elle a mené la parole. Ainsi, l'Assemblée et fait semblant de mordre le vil *Ami du Roi* ».

407. — Lettre du ministre de la justice à M. Lechaume, commissaire du Roi près le Tribunal criminel du Département de Paris, lui adressant la feuille intitulée *Correspondance des Nations*, du 17 mai, où la licence et la calomnie sont portées à leur comble, et l'invitant à la saisir entre les mains des colporteurs, afin d'arriver à la découverte de ses auteurs.

18 mai 1792.

Copie, A. N., C. 148, n° 242.

Ed. *Archives parlementaires*, t. XLIII, p. 622.

La *Correspondance des Nations*, par un secreté d'avis du centre bureau, paru du 15 au 16 juin 1792, eut 47 numéros in-8°.

CL. MAURICE TOLENTA, *Revue pour le 15 mai 1792*, Paris, par le *Revue française*, t. II, n° 10758.

408. — Acte d'accusation rendu par l'Assemblée législative contre l'auteur du journal intitulé *l'Ami du Peuple*, pour avoir provoqué l'indiscipline dans l'armée et excité au massacre des chefs, portant renvoi devant la Haute Cour nationale, sous le chef d'attentat contre la sûreté générale de l'État.

21 mai 1792.

Minute, A. N., C. 148, n° 236.

Ed. *Procès-verbal de l'Assemblée législative*, t. VIII, p. 410; *Archives parlementaires*, t. XLIII, p. 622.

409. — Acte d'accusation, rendu par l'Assemblée législative contre l'auteur du journal intitulé *l'Ami du Roi*, pour avoir

abusé de la liberté de la presse en provoquant les officiers de l'armée à abandonner leur poste et tous les citoyens à une contre-révolution, portant renvoi devant la Haute Cour nationale, sous le chef d'attentat contre la sûreté générale de l'État.

21 mai 1792.

Minute, A. N., C. 148, n° 236.

Ed. *Procès-verbal de l'Assemblée législative*, t. VIII, p. 409; *Archives parlementaires*, t. XLIII, p. 622.

L'*Ami du Roi* suspendit sa publication le 4 mai 1792, pour paraître le lendemain du jour où l'abbé Royou fut décrété d'accusation; du reste, il ne survécut guère à la disparition de son journal et mourut quelques semaines plus tard, le 21 juin 1792.

410. — Décret de l'Assemblée législative, décidant que le pouvoir exécutif rendra compte, par écrit, séance tenante, des mesures pour l'exécution des décrets d'accusation contre les auteurs des journaux *l'Ami du Peuple* et *l'Ami du Roi*.

21 mai 1792.

Minute, A. N., C. 148, n° 236.

Ed. *Procès-verbal de l'Assemblée législative*, t. VIII, p. 412; *Archives parlementaires*, t. XLIII, p. 623.

411. — Lettre de M. Duranton, ministre de la justice, au président de l'Assemblée législative, adressant le compte rendu de ce qui a été fait pour l'exécution des deux décrets du 3 mai contre les auteurs des feuilles périodiques intitulées *l'Ami du Peuple* et *l'Ami du Roi*.

22 mai 1792.

Originaux signés (2 p.). A. N., C. 148, n° 242.

Ed. *Archives parlementaires*, t. XLIII, p. 671.

## § 14. — Affaire du Comité autrichien (15 mai 1792).

412. — Lettre de M. Pétion, maire de Paris, au président du Comité des secours, à l'occasion de la réunion proposée aux Portuquois, le 15 mai, par le Comité de l'Assemblée nationale, de la Nation, dont il est un membre, ainsi que le Comité mandant général de la garde nationale, estimant qu'une seule députation de

quelques personnes, envoyée auprès du Comité des secours, serait suffisante.

15 mai 1792.

Original signé, A. N., C. 149, n° 243.

Ed. *Archives parlementaires*, t. XLIII, p. 672.

413. — Lettre anonyme (de M. Cazotte à M. Pouteau, secrétaire de M. de La-

points are considered in their possession, human language development, scientific achievement, controlled by a few social groups, the complex patterns of the past and present are seen in the future. It is the human condition, in France, the achievement of a society of the future, upon the future of the future.

1110

Downloaded At: 11:52 11 September 2009

44. *Stomoxys calcitrans* L. (Diptera: Stomoxysidae). *Stomoxys calcitrans* is a common pest of livestock and humans. It is a blood-sucking fly that can cause significant discomfort and irritation. It is also a vector for various diseases, including anthrax and trypanosomiasis. Control measures include the use of insecticides and physical barriers.

Alors, l'Union européenne de M. C. Z. (U.E.M.C.Z.) a décidé de M. de la Fayette, le représentant que le Roi a nommé pour faire valoir plus efficacement les intérêts de la France à l'Assemblée nationale, destituer toute la Municipalité, établir un Conseil de ville, fermer les clubs, quitter Paris avec la garde, les Suisses, le 1<sup>er</sup> régiment de dragons. On a même vu la France, en se levant à l'aube, destituer de Paris ses deux émigrés.

1195

© 2001 Blackwell Science Ltd, *Journal of Internal Medicine* 250: 395–402

Le P. Lalle, sous-secrétaire de M. Cazotte, M. Pautrat, secrétaire de M. de Launay, se réjouissant de voir le Roi bien entouré, grâce à une coalition sourde qui rassemble autour de lui, dans Paris, 10.000 gentilshommes, pour faire contre-poids à la garde nationale, « lardée d'antenne », etc. etc. (p. 102).

1999, 2000, 2001, 2002, 2003, 2004, 2005, 2006, 2007, 2008, 2009, 2010, 2011, 2012, 2013, 2014, 2015, 2016, 2017, 2018, 2019, 2020, 2021, 2022, 2023, 2024, 2025, 2026, 2027, 2028, 2029, 2030, 2031, 2032, 2033, 2034, 2035, 2036, 2037, 2038, 2039, 2040, 2041, 2042, 2043, 2044, 2045, 2046, 2047, 2048, 2049, 2050, 2051, 2052, 2053, 2054, 2055, 2056, 2057, 2058, 2059, 2060, 2061, 2062, 2063, 2064, 2065, 2066, 2067, 2068, 2069, 2070, 2071, 2072, 2073, 2074, 2075, 2076, 2077, 2078, 2079, 2080, 2081, 2082, 2083, 2084, 2085, 2086, 2087, 2088, 2089, 2090, 2091, 2092, 2093, 2094, 2095, 2096, 2097, 2098, 2099, 2100, 2101, 2102, 2103, 2104, 2105, 2106, 2107, 2108, 2109, 2110, 2111, 2112, 2113, 2114, 2115, 2116, 2117, 2118, 2119, 2120, 2121, 2122, 2123, 2124, 2125, 2126, 2127, 2128, 2129, 2130, 2131, 2132, 2133, 2134, 2135, 2136, 2137, 2138, 2139, 2140, 2141, 2142, 2143, 2144, 2145, 2146, 2147, 2148, 2149, 2150, 2151, 2152, 2153, 2154, 2155, 2156, 2157, 2158, 2159, 2160, 2161, 2162, 2163, 2164, 2165, 2166, 2167, 2168, 2169, 2170, 2171, 2172, 2173, 2174, 2175, 2176, 2177, 2178, 2179, 2180, 2181, 2182, 2183, 2184, 2185, 2186, 2187, 2188, 2189, 2190, 2191, 2192, 2193, 2194, 2195, 2196, 2197, 2198, 2199, 2200, 2201, 2202, 2203, 2204, 2205, 2206, 2207, 2208, 2209, 2210, 2211, 2212, 2213, 2214, 2215, 2216, 2217, 2218, 2219, 2220, 2221, 2222, 2223, 2224, 2225, 2226, 2227, 2228, 2229, 2230, 2231, 2232, 2233, 2234, 2235, 2236, 2237, 2238, 2239, 2240, 2241, 2242, 2243, 2244, 2245, 2246, 2247, 2248, 2249, 2250, 2251, 2252, 2253, 2254, 2255, 2256, 2257, 2258, 2259, 2260, 2261, 2262, 2263, 2264, 2265, 2266, 2267, 2268, 2269, 2270, 2271, 2272, 2273, 2274, 2275, 2276, 2277, 2278, 2279, 2280, 2281, 2282, 2283, 2284, 2285, 2286, 2287, 2288, 2289, 2290, 2291, 2292, 2293, 2294, 2295, 2296, 2297, 2298, 2299, 2300, 2301, 2302, 2303, 2304, 2305, 2306, 2307, 2308, 2309, 2310, 2311, 2312, 2313, 2314, 2315, 2316, 2317, 2318, 2319, 2320, 2321, 2322, 2323, 2324, 2325, 2326, 2327, 2328, 2329, 2330, 2331, 2332, 2333, 2334, 2335, 2336, 2337, 2338, 2339, 2340, 2341, 2342, 2343, 2344, 2345, 2346, 2347, 2348, 2349, 2350, 2351, 2352, 2353, 2354, 2355, 2356, 2357, 2358, 2359, 2360, 2361, 2362, 2363, 2364, 2365, 2366, 2367, 2368, 2369, 2370, 2371, 2372, 2373, 2374, 2375, 2376, 2377, 2378, 2379, 2380, 2381, 2382, 2383, 2384, 2385, 2386, 2387, 2388, 2389, 2390, 2391, 2392, 2393, 2394, 2395, 2396, 2397, 2398, 2399, 2400, 2401, 2402, 2403, 2404, 2405, 2406, 2407, 2408, 2409, 2410, 2411, 2412, 2413, 2414, 2415, 2416, 2417, 2418, 2419, 2420, 2421, 2422, 2423, 2424, 2425, 2426, 2427, 2428, 2429, 2430, 2431, 2432, 2433, 2434, 2435, 2436, 2437, 2438, 2439, 2440, 2441, 2442, 2443, 2444, 2445, 2446, 2447, 2448, 2449, 2450, 2451, 2452, 2453, 2454, 2455, 2456, 2457, 2458, 2459, 2460, 2461, 2462, 2463, 2464, 2465, 2466, 2467, 2468, 2469, 2470, 2471, 2472, 2473, 2474, 2475, 2476, 2477, 2478, 2479, 2480, 2481, 2482, 2483, 2484, 2485, 2486, 2487, 2488, 2489, 2490, 2491, 2492, 2493, 2494, 2495, 2496, 2497, 2498, 2499, 2500, 2501, 2502, 2503, 2504, 2505, 2506, 2507, 2508, 2509, 2510, 2511, 2512, 2513, 2514, 2515, 2516, 2517, 2518, 2519, 2520, 2521, 2522, 2523, 2524, 2525, 2526, 2527, 2528, 2529, 2530, 2531, 2532, 2533, 2534, 2535, 2536, 2537, 2538, 2539, 2540, 2541, 2542, 2543, 2544, 2545, 2546, 2547, 2548, 2549, 2550, 2551, 2552, 2553, 2554, 2555, 2556, 2557, 2558, 2559, 2560, 2561, 2562, 2563, 2564, 2565, 2566, 2567, 2568, 2569, 2570, 2571, 2572, 2573, 2574, 2575, 2576, 2577, 2578, 2579, 2580, 2581, 2582, 2583, 2584, 2585, 2586, 2587, 2588, 2589, 2590, 2591, 2592, 2593, 2594, 2595, 2596, 2597, 2598, 2599, 2600, 2601, 2602, 2603, 2604, 2605, 2606, 2607, 2608, 2609, 2610, 2611, 2612, 2613, 2614, 2615, 2616, 2617, 2618, 2619, 2620, 2621, 2622, 2623, 2624, 2625, 2626, 2627, 2628, 2629, 2630, 2631, 2632, 2633, 2634, 2635, 2636, 2637, 2638, 2639, 2640, 2641, 2642, 2643, 2644, 2645, 2646, 2647, 2648, 2649, 2650, 2651, 2652, 2653, 2654, 2655, 2656, 2657, 2658, 2659, 2660, 2661, 2662, 2663, 2664, 2665, 2666, 2667, 2668, 2669, 2670, 2671, 2672, 2673, 2674, 2675, 2676, 2677, 2678, 2679, 2680, 26

416. — Lettres de M. de Gravel, ministre du Commerce à l'Emp. C. V. En annonçant que l'épuisement de ses forces et la certitude de ne pouvoir plus être utile l'engageaient à quitter le ministère, et priant le Roi de rendre publique sa demande de démission.

437. Lettre de M. Dénoumont au comte XVI, annonçant qu'il a remis à M. de Septeuil la démission de M. de Grave, et le priant de confirmer la nomination de M. Servan, pour le comte d'Alsace, comme ci-dessus.

(10 mai 1792).

Original from: *Archiv für Naturgeschichte*, 1873, 39, 100

418. — Lettre de Louis XVI au président de l'Assemblée législative, annonçant la nomination de M. Servan au département de la guerre, à la place de M. de Guai.

*(continued)*

Amesbury, N. H., 115, 203, 244

449. — Lettre de M. Roland, ministre de l'intérieur, à l'Assemblée législative, appelant son attention sur les trames dangereuses et les intelligences secrètes qui agitent la capitale, devenue un foyer d'intrigues où affluent des inconnus et où se font des rassemblements nocturnes, et signalant le manque de moyens d'action de la police municipale.

Copyright © 1988 by John Wiley & Sons, Inc.

$$1.1 \times 10^{-10} \text{ s}^{-1} \text{ (1000 MHz)} \rightarrow 0.1 \text{ NLH}_{\text{H}_2\text{O}} \text{ s}^{-1}$$

1900. — Correspondance de MM. de Montmorin et Bertrand, ministres d'Etat, sur le Comité autrichien; dénonciation et rétractation de 1902 de paix la suggestion de Henri IV, contre le sieur Carra, par Antoine-François-Bertrand de Molleville et Armand-Marc de Montmorin.

14 mai 1793.

Impresso per conto di Giovanni de' Medici, da  
M. de' Medici, ex libris. An. 1590. de  
Pier. W. M. de' Medici.

1. *Pharmazie*, 1978, 33, 10.

44. — L'Office de M. le Procureur général reçoit par l'intermédiaire du greffier, au ministère de la justice, envoyant copie d'une déclaration d'infirmité au greffier, et son contraire, de l'Assemblée législative, au sujet d'une marche de l'agriculture, par les déclarations, et recevant journellement quantité de numéros de la presse (p. 44) V. Annuaire (1845) et le rapport de M. de Tarnaud (1845).



chercher des fonds, avec le texte de la déclaration.

15 mai 1792.

Original et copie, 2 p., A. N., F<sup>7</sup> 4386 III, Seine, 27.

422. — Décret de l'Assemblée législative, chargeant son Comité des secours publics de lui faire, sous trois jours, un rapport sur les moyens d'loger de Paris les vagabonds et gens sans aveu, dont la présence ne pourrait que favoriser les des seins des ennemis du bien public.

18 mai 1792.

Copie, A. N., A 199.

Ed. *Archives parlementaires*, t. XLIII, p. 540.

423. — Lettres d'Etienne de La Rivière, juge de paix de la section de Henri IV, au président de l'Assemblée législative, demandant à être entendu sur un objet instant intéressant ses fonctions.

18. 19 mai 1792.

Originaux (2 p.). A. N., C 150, n° 254.

Ed. *Archives parlementaires*, t. XLIII, p. 539, 578. V. également le texte des paroles prononcées à la barre de l'Assemblée par Etienne de La Rivière.

424. — Décret de l'Assemblée législative, renvoyant au Comité de législation l'examen de la conduite du juge de paix La Rivière, ainsi que l'affaire concernant MM. Basire, Chabot et Merlin, députés, contre lesquels le sieur La Rivière avait décerné un mandat d'amener.

19 mai 1792.

Extrait du procès-verbal, A. N., C 147, n° 230.

Ed. *Archives parlementaires*, t. XLIII, p. 586.

425. — Lettre de Louis XVI à l'Assemblée législative, au sujet du prétendu Comité autrichien et de l'ordre que vient d'adresser le ministre de la justice à l'accusateur public investi du mandat d'instruire cette affaire.

20 mai 1792.

Autographe, A. N., C 221, n° 62.

Ed. BERTHON DE MOLEVILLE, *Histoire de la Révolution de France*, t. VIII, p. 23.

Minute, sans date, n° 42, mai 1792, p. 591.

426. — Discours du ministre de la justice à l'Assemblée législative, déclarant

qu'il est chargé par le Roi de poursuivre les auteurs des calomnies relatives au prétendu Comité autrichien.

Sans date, 20 mai 1792.

Autographe, A. N., C 221, n° 62.

Ed. BERTHON DE MOLEVILLE, *Histoire de la*

*Révolution de France*, t. VIII, p. 22.

Minute, sans date, numéro du 22 mai 1792, p. 591.

*Archives parlementaires*, t. XLIII, p. 604.

Le Comité autrichien devait se liste les membres qui le composent.

Sans date (mai 1792).

Minute, A. N., F<sup>7</sup> 4386.

427. — Décret de l'Assemblée législative, portant qu'il y a lieu à accusation contre Etienne La Rivière, juge de paix de la section de Henri IV, et confiant au pouvoir exécutif la mise à exécution de cette mesure.

20 mai 1792.

Extrait du procès-verbal, A. N., C 147, n° 231.

Copie conforme, signée de Duranthon, A. N., F<sup>7</sup> 3688<sup>1</sup>.

Ed. *Archives parlementaires*, t. XLIII, p. 611.

428. — Lettre du ministre de l'intérieur à M. Roederer, lui adressant le décret d'accusation contre le sieur La Rivière et l'invitant à le faire mettre à exécution sans délai, et à lui rendre compte du résultat des dispositions qu'il aura prises.

20 mai 1792.

Minute, A. N., F<sup>7</sup> 3688<sup>1</sup>.

429. — Lettre de M. Roederer, procureur général syndic du Département, à M. Roland, ministre de l'intérieur, annonçant qu'à la nouvelle du décret rendu contre M. Etienne La Rivière, il avait requis le colonel de la gendarmerie de le faire garder à vue, et que le maire avait pris également des mesures pour prévenir son évasion, mais que l'accusé, n'étant point rentré chez lui depuis le matin, était recherché par la gendarmerie.

20 mai 1792 (10 heures du soir).

Original, n° 42, A. N., F<sup>7</sup> 3688<sup>1</sup>.

430. — Lettres de M. Roland, ministre de l'intérieur, et de M. Duranthon, ministre de la justice, au président de l'Assemblée législative, l'informant, d'après l'avis donné



438. — Rapport de M. Chabot à l'Assemblée législative, tendant à prouver l'existence du Comité autrichien, et dénonciation par M. Ribes, député de l'Aude, de MM. Louis-Philippe-Joseph duc d'Orléans, Dumouriez, Bonneferrère, Brun et Noel, comme membres du Comité autrichien.

4 juin 1792.

Extrait du procès-verbal, A. N., C 150, n° 459.

Ed. *Archives parlementaires*, t. XLIV, p. 544-577.

439. — Déclaration du sieur Joseph Petit, pasteur, reçue par le sieur Jean-Pierre Civet, commissaire de police de la section du Faubourg-Saint-Denis, portant que, le 29 mai, il a fait une dénonciation au Comité de surveillance de l'Assemblée contre le sieur Brode, juge de paix de la

section Poissonnière, et les sieurs Lefebvre et Cappy, officiers de paix, pour faits d'embauchage et projets de contre-révolution, et qu'il a été dénoncé par les sieurs Goulet et Benzelin, payés comme lui, pour cabaler contre Brissot, le pour ou celui-ci devait parler sur le Comité autrichien.

5 juin 1792.

Copie conforme, A. N., C 218, n° 16017.

440. — Lettre de Vadier au « vertueux Pétion », lui recommandant une pétition des patriotes de l'Ariège contre les membres du Directoire de ce département, « lâches instruments du Comité autrichien », avec lettre d'envoi de M. Pétion au président du Comité des pétitions.

8, 17 août 1792.

Originaux signés, 2 p., A. N., D XLII n° 6.

## § 15. Nouveaux bruits de départ du Roi (22 mai 1792).

441. — Lettre anonyme de M. Cazotte à M. Pouteau, secrétaire de M. de La-porte, annonçant que l'infâme Lecointre veut s'emparer de la famille royale et la conduire à Versailles, qu'il faut déjouer ce projet, en ayant soin que le Roi ne prenne l'air qu'au milieu de 300 à 400 gardes à cheval, et qu'il soit en sûreté dans les Tuileries, ajoutant que, d'ailleurs, en juin, l'armée des princes entrera sûrement en France.

14 mai 1792.

Original, A. N., C 192, n° 16018; copie conforme, A. N., F<sup>7</sup> 43902.

Ed. *Stances et réponses occasionnelles de poètes français sous les régimes d'inst.*, t. La porte, p. 7.

442. — Lettre de M. Pétion, maire de Paris, au Commandant de la garde nationale, au sujet des inquiétudes que font naître l'annonce du départ du Roi pour cette nuit, ainsi que la crainte de mouvements et d'émeutes, et l'invitant à multiplier les patrouilles.

22 mai 1792, 10 h. 1/2.

Copie, A. N., C 220, n° 16019.

Ed. *Stances et réponses occasionnelles de poètes français sous les régimes d'inst.*, t. Pétion, p. 10.

Ed. *Procès-verbaux de l'Assemblée*, t. XLIV, p. 540.

443. — Lettre de Louis XVI à la municipalité de Paris, exprimant son étonnement de n'avoir pas été informé de la lettre envoyée par M. Pétion au Commandant général, déclarant que le bruit de son départ est une nouvelle et horrible calomnie, à l'aide de laquelle on espère soulever le peuple et l'égarer sur la cause des mouvements actuels, que sa place est marquée à Paris, au milieu de citoyens auxquels il se fie sans réserve.

23 mai 1792.

Minute de la main de Louis XVI, A. N., C 220, n° 16019, et plusieurs copies, C 150, n° 155.

Ed. *Archives parlementaires*, t. XLIV, p. 101. BOUTET et ROUX, *Histoire parlementaire de la Révolution française*, t. XIV, p. 348.

Cf. la lettre du maire de Paris à ses concitoyens, à l'occasion de celle adressée par le Roi à la Municipalité en date du 24 mai 1792, sous forme de placard, A. N., C 199, n° 16044; *Archives parlementaires*, t. XLIV, p. 102; BUCHEZ et ROUX, *Histoire parlementaire de la Révolution française*, t. XIV, p. 349.

444. — Lettre de M. Roderer, procureur général syndic du Département, au ministre de l'intérieur, annonçant qu'il vient de convoquer le Directoire du Départe-

ment, qu'il les contrecrit pour le faire au Roi, pour le récommoder.

Manuscrits, 1792, t. 2, p. 100.  
 Original, A. N., C. 185, n° 17.  
 43. — Lettre de Louis XVI au ministre de l'intérieur, le 23 mai 1792, l'assurant qu'il ne se présentera avec lui au parlement le lendemain à 11 heures et demie.

dience particulière par le Roi, et le prévenant qu'il se présentera avec lui au parlement le lendemain à 11 heures et demie.

Autographe, A. N., C. 185, n° 161<sup>bis</sup>; minute, F<sup>1</sup> III, Seine, 27.

449. — Billet de Louis XVI à M. Roland, le prévenant qu'il consent à recevoir le serment de Paris (O. de la commune) à 11 heures et demie, en présence de M. Lacoste, celui des ministres qui connaît le moins M. Pétion et qui peut être moins prévenu en sa faveur ou contre lui.

Manuscrits, 1792, t. 2, p. 100.  
 Autographe, B. N., Mss., nouv. acq. fr. 6241, fol. 303.

446. — Lettre du Directeur du Département à Louis XVI, lui faisant réception de sa lettre, et assurant que le ministre de l'intérieur est informé qu'il ne peut se présenter au parlement le lendemain à 11 heures et demie de prendre les mesures les plus propres à remplir les vues du Roi, avec lettre du Directeur au ministre de l'intérieur, en attendant sa réponse à Louis XVI.

23 mai 1792.  
 Originals, A. N., C. 185, n° 17.  
 Original, A. N., C. 185, n° 17.

Autographe, B. N., Mss., nouv. acq. fr. 6241, fol. 303.  
 Original, A. N., C. 185, n° 17.  
 Original, A. N., C. 185, n° 17.

448. — Lettre de M. Pétion, maire de Paris, au ministre de l'intérieur, déclarant que la réquisition par lui adressée au Commandant général était absolument confidentielle et n'a pu être ébruitée que par une supposition d'homme de bien, soupçon de la fuite du Roi; que, d'ailleurs, il connaît les préventions du Roi contre le maire de Paris, sans cesse outragé auprès de la personne de Louis XVI.

449. — Adresse des citoyens de Paris, représentés par M. Hion, président de l'assemblée primaire de la section du Palais-Royal, au sujet de la divulgation de l'ordre de doubler la garde et les patrouilles, adressée par M. Pétion au Commandant général, à raison du départ supposé du Roi dans la nuit du 22 au 23 février, avec lettre du sieur Hion.

25 mai 1792.  
 Originaux signés (2 p.), A. N., C. 150, n° 255.  
 Original, A. N., C. 150, n° 255.

Original, A. N., C. 185, n° 17.  
 Original, A. N., C. 185, n° 17.

447. — Lettre de M. Hion, président de l'assemblée primaire de la section du Palais-Royal, au sujet de la divulgation de l'ordre de doubler la garde et les patrouilles, adressée par M. Pétion au Commandant général, à raison du départ supposé du Roi dans la nuit du 22 au 23 février, avec lettre du sieur Hion.

447. — Lettre de M. Hion, président de l'assemblée primaire de la section du Palais-Royal, au sujet de la divulgation de l'ordre de doubler la garde et les patrouilles, adressée par M. Pétion au Commandant général, à raison du départ supposé du Roi dans la nuit du 22 au 23 février, avec lettre du sieur Hion.

Original, A. N., C. 185, n° 17.  
 Original, A. N., C. 185, n° 17.

447. — Lettre des administrateurs du Département à Louis XVI, l'assurant qu'il ne se présentera avec lui au parlement le lendemain à 11 heures et demie, en présence de M. Lacoste, celui des ministres qui connaît le moins M. Pétion et qui peut être moins prévenu en sa faveur ou contre lui.

Manuscrits, 1792, t. 2, p. 100.  
 Original, A. N., C. 185, n° 17.

447. — Lettre de M. Hion, président de l'assemblée primaire de la section du Palais-Royal, au sujet de la divulgation de l'ordre de doubler la garde et les patrouilles, adressée par M. Pétion au Commandant général, à raison du départ supposé du Roi dans la nuit du 22 au 23 février, avec lettre du sieur Hion.

Original, A. N., C. 185, n° 17.  
 Original, A. N., C. 185, n° 17.

## § 16. — Permanence de l'Assemblée nationale et des sections (28-31 mai 1792).

452. Adresse de la municipalité de Saint-Cloud à l'Assemblée législative, dénonçant le brûlement de 52 ballots de papiers dans l'un des fours de la manufacture de Sèvres par les ordres et sous les yeux du sieur de Laporte, intendant de la Liste civile, qui est mandé sur le champ pour rendre compte des faits dénoncés.

27 mai 1792.

Original signé, A. N., C 142, n° 215.

BUCHET et ROUX, *Histoire parlementaire de la Révolution française*, t. XIV, p. 297.

Ed. *Archives parlementaires*, t. XLIV, p. 193.

453. — Décret de l'Assemblée législative qui mande à la barre les sieurs de Laporte, intendant de la Liste civile; Regnier, directeur de la manufacture de Sèvres; Gérard, Garnier et Longuet, employés à ladite manufacture, pour s'expliquer sur les faits signalés par la municipalité de Saint-Cloud.

28 mai 1792.

Extrait du procès-verbal, A. N., C 147, n° 232; C<sup>1</sup> I 58, fol. 4268.

Ed. *Archives parlementaires*, t. XLIV, p. 195.

454. — Interrogatoires subis à la barre de l'Assemblée législative par M. de Laporte, administrateur de la Liste civile; Antoine Regnier, directeur de la manufacture de Sèvres; Pierre-Charles-Augustin Gueffier, libraire; Claude-Charles Gérard, peintre en miniature, chargé de la conduite du four en peinture; Louis Longuet et Jean-Augustin Garnier, au sujet du brûlement de 52 ballots de papiers (comprenant 4.000 exemplaires de la Vie de M<sup>me</sup> de Lamotte, envoyés de Londres par le sieur Robinson, libraire).

28 mai 1792.

Extrait du procès-verbal, A. N., C 147, n° 232; C<sup>1</sup> I 58, fol. 4268; 4271 et 4278.

Ed. *Archives parlementaires*, t. XLIV, p. 194, 199-201.

V. dans le *Journal de Paris*, numéro du 31 mai 1792, la déclaration des libraires Gueffier et Vieillard, portant qu'ils acceptent volontiers

M. de Lamotte, par l'entremise de M. Riston 5.000 exemplaires de la *Vie de Jeanne d'Albion, Reine de Valois, comtesse de Lamotte*, pour par eux du libraire Robinson, et une lettre du sieur Riston, du 30 mai, constatant que c'était en vertu des ordres de M. de Lamotte qu'il avait fait brûler cette édition à Sèvres. Cf. EMILE CAMPARDON, *Mme d'Aulnoy et le Prince du Collier*, p. 196.

455. — Décret de l'Assemblée législative, faisant mention honorable de la conduite de la municipalité de Neuilly pour avoir dénoncé les soldats suisses de Courbevoie qui avaient arboré la cocarde blanche, et renvoyant au pouvoir exécutif pour la punition des coupables.

28 mai 1792.

Extrait du procès-verbal, A. N., C 147, n° 232.

Ed. *Archives parlementaires*, t. XLIV, p. 191.

V. dans le *L'Espectateur*, numéro du 29 mai 1792, les procès-verbaux dressés par le corps municipal de Neuilly.

456. — Décrets de l'Assemblée législative, déclarant permanentes les séances de l'Assemblée et décidant que le maire de Paris rendra compte tous les matins à l'Assemblée de la situation de la ville de Paris, et que les gardes y seront doublées.

28 mai 1792.

Copies, A. N., C 149.

Ed. *Archives parlementaires*, t. XLIV, p. 196.

457. — Lettre de M. Roland, ministre de l'intérieur, à Louis XVI, lui exposant que les circonstances sont critiques, deviennent impérieuses, et qu'il est important de tenir un Conseil le jour même.

28 mai 1792.

Autographe, A. N., C 185, n° 463.

458. — Délibération de la section du Théâtre-Français, portant qu'à la vue des orages qui grondent de toutes parts, au nom du salut public et de la patrie en danger, elle se déclare permanente, et chargeant une députation de 24 membres



de l'Assemblée nationale déléguée à l'Assemblée nationale.

Original signé. Bibl. de Versailles. Auto-  
graphie. — *Le Luyographe*, journal national, numéro du  
30 mai 1792, p. 622.

462. — Lettre de M. Pétion, maire de Paris, à la section du Palais-Royal, priant de se réunir, sous le drapeau de la garde nationale, pour aller à la garde nationale, pour aller à la garde nationale, pour aller à la garde nationale.

Original signé. A. N., D III 2563.

463. — Lettre de M. Pétion, maire de Paris, à la section du Palais-Royal, priant de se réunir, sous le drapeau de la garde nationale, pour aller à la garde nationale, pour aller à la garde nationale, pour aller à la garde nationale.

Originaux signés (2 p.). A. N., D III 2563.

464. — Lettre de M. Pétion, maire de Paris, à la section du Palais-Royal, priant de se réunir, sous le drapeau de la garde nationale, pour aller à la garde nationale, pour aller à la garde nationale, pour aller à la garde nationale.

Original signé. Bibl. de Versailles. Auto-  
graphie. — *Le Luyographe*, journal national, numéro  
du 30 mai 1792, p. 622.

465. — Lettre de M. Pétion, maire de Paris, à la section du Palais-Royal, priant de se réunir, sous le drapeau de la garde nationale, pour aller à la garde nationale, pour aller à la garde nationale, pour aller à la garde nationale.

Original signé. B. N., Mss., nouv. acq. fr.  
2067, fol. 10.

466. — Discours prononcé par M. Pétion, maire de Paris, à la section du Palais-Royal, priant de se réunir, sous le drapeau de la garde nationale, pour aller à la garde nationale, pour aller à la garde nationale, pour aller à la garde nationale.

plus en plus grave et où tout fait craindre l'explosion d'une crise violente.

Original signé. Bibl. de Versailles. Auto-  
graphie. — *Le Luyographe*, journal national, numéro du  
30 mai 1792, p. 622.

467. — Lettre de M. Pétion, maire de Paris, à la section du Palais-Royal, priant de se réunir, sous le drapeau de la garde nationale, pour aller à la garde nationale, pour aller à la garde nationale, pour aller à la garde nationale.

Original signé. Bibl. de Versailles. Auto-  
graphie.

468. — Décret de l'Assemblée législative, portant que le maire de Paris sera chargé de faire connaître à la garde nationale parisienne la satisfaction de l'Assemblée, à raison du zèle et du patriotisme qu'elle fait éclater dans toutes les occasions.

29 mai 1792.  
Original signé. Bibl. de Versailles. Auto-  
graphie. — *Le Luyographe*, journal national, numéro du  
30 mai 1792, p. 622.

469. — Décret de l'Assemblée législative, portant que les députés de la garde nationale, au sujet de la consigne donnée la veille aux commandants des postes de Paris, pour aller à la garde nationale, pour aller à la garde nationale, pour aller à la garde nationale.

Original signé. Bibl. de Versailles. Auto-  
graphie. — *Le Luyographe*, journal national, numéro du  
30 mai 1792, p. 622.

470. — Décret de l'Assemblée législative, décidant que MM. Mongin, capitaine de la garde nationale, pour aller à la garde nationale, pour aller à la garde nationale, pour aller à la garde nationale.

lance pour être entendus séparément sur la dénonciation faite par les invalides, avec interrogatoire subi par chacun d'eux.

29 mai 1792.

Extrait du procès-verbal, A. N., C 147, n° 232; C\* I 58, fol. 4362.

Ed. *Archives parlementaires*, t. XLIV, p. 279, 283.

468. — Décret de l'Assemblée législative mandant à la barre M. de Sombreuil, gouverneur de l'hôtel des Invalides, avec interrogatoire subi par lui sur les faits dénoncés par les invalides.

29 mai 1792.

Extrait du procès-verbal, A. N., C 147, n° 232; C\* I 58, fol. 4364 n°.

Ed. *Archives parlementaires*, t. XLIV, p. 281, 289.

469. — Lettre de M. Servan à Louis XVI, lui donnant des explications au sujet du bruit qui venait de se répandre qu'on avait arrêté à Saint-Denis un détachement du corps de l'artillerie conduisant 4 pièces de canon, pièces en réalité destinées à la ville de Versailles, en échange de 4 autres.

29 mai 1792.

Autographe, A. N., C 185, n° 459.

470. — Adresse de la section des Cordeliers à l'Assemblée législative, à l'effet de témoigner une confiance entière aux représentants de la Nation en présence des dangers qui menacent la patrie.

29 mai 1792.

Original signé, A. N., C 150, n° 255.

Ed. *Archives parlementaires*, t. XLIV, p. 274.

471. — Adresse de la section de Mauconseil à l'Assemblée législative, exposant que la garde du Roi, licenciée, n'est pas encore désarmée, qu'il peut en résulter les plus funestes effets, et demandant la permanence de la section.

30 mai 1792.

Extrait du procès-verbal, A. N., D III 242.

472. — Adresse de citoyens de Paris à l'Assemblée législative, réclamant la promulgation d'un décret qui, pendant les moments de crise, la permanence des assemblées des sections, ou l'absence des

trames odieuses ourdies contre les représentants de la Nation.

30 mai 1792.

Original signé, A. N., D III 251.

473. — Lettre du bureau du Conseil du Département au président de l'Assemblée législative, annonçant que le Conseil s'est réuni extraordinairement aujourd'hui et qu'il va s'occuper des moyens propres à assurer la tranquillité publique.

30 mai 1792.

Original signé, A. N., C 149, n° 245.

Ed. *Archives parlementaires*, t. XLIV, p. 329.

474. — Lettre de M. Pétion, maire de Paris, au président de l'Assemblée législative, rendant compte de l'état de la capitale, où tout retrace l'image des premiers jours de la Révolution, une foule nombreuse n'ayant cessé de circuler autour des Tuileries et du lieu des séances de l'Assemblée, mais sans trouble ni désordre aucun.

30 mai 1792.

Original signé, A. N., C 149, n° 245.

Ed. *Archives parlementaires*, t. XLIV, p. 338.

Le *Logographe*, journal national, numéro du 1<sup>er</sup> juin 1792, p. 630.

475. — Lettre de M. Pétion au président de l'Assemblée législative, déclarant que les inquiétudes que faisait concevoir le licenciement décrété de la garde du Roi ne se sont pas réalisées, que quelques mouvements se sont fait sentir à l'occasion de la cherté du pain, mais sans suites fâcheuses, et que les patrouilles continuent à se faire avec le même zèle.

31 mai 1792.

Original signé, A. N., C 149, n° 245.

Ed. *Archives parlementaires*, t. XLIV, p. 371.

Le *Logographe*, journal national, numéro du 3 juin 1792, p. 635.

476. — Dénonciation à l'Assemblée législative de l'affichage dans les places publiques de Paris de placards incendiaires par lesquels on s'efforçait de faire passer plusieurs membres du Corps législatif, et décret de l'Assemblée, portant que le Co-

mité de surveillance fera, séance tenante, ses rapports et formalités.

31 mai 1792.

Extrait du procès-verbal. A. N., C<sup>1</sup> I 58, fol. 4101 v<sup>o</sup>.

Ed. *Archives parlementaires*, t. XLIV, p. 369.

482. — Lettre de M. Lussan, maire de Paris, du 30 section des Gravilliers au président de l'Assemblée législative, à l'effet de requérir l'imprescriptibilité des poursuites fédérales contre les auteurs et complices de corruption des chasseurs de ligne.

31 mai 1792.

Minute, A. N., C 450, n<sup>o</sup> 255.

Ed. *Archives parlementaires*, t. XLIV, p. 370.

483. — Rapport de l'acte de paix de la section des Gravilliers à l'Assemblée législative au sujet de l'arrestation d'un individu qui avait voulu détacher de la garde des chasseurs de ligne, et que la garde nationale et la gendarmerie avaient eu grand-peine à arracher des mains du peuple ameuté, qui demandait sa tête à grands cris.

31 mai 1792.

Minute, A. N., C 450, n<sup>o</sup> 255.

Ed. *Archives parlementaires*, t. XLIV, p. 370.

484. — Décret de l'Assemblée législative portant qu'il n'y a pas lieu à accusation contre le journaliste désigné au procès-verbal du 30 section de la section des Gravilliers.

1<sup>er</sup> juin 1792.

Copie, A. N., A 199.

Ed. *Archives parlementaires*, t. XLIV, p. 378.

480. — Décret de l'Assemblée législative, levant la permanence des séances de l'Assemblée.

31 mai 1792.

Décret de l'Assemblée législative, A. N., C<sup>1</sup> I 58.

Ed. *Archives parlementaires*, t. XLIV, p. 378.

481. — Décret de l'Assemblée législative, suspendant l'ordre donné au maire de Paris de rendre un compte journalier sur les opérations de la capitale.

1<sup>er</sup> juin 1792.

Original signé, A. N., C 452, n<sup>o</sup> 270.

Ed. *Archives parlementaires*, t. XLIV, p. 439.

concourent au maintien de l'ordre pendant la permanence de l'Assemblée.

31 mai 1792.

Extrait du procès-verbal, A. N., C 147, n<sup>o</sup> 232.

Ed. *Archives parlementaires*, t. XLIV, p. 377.

482. — Lettre de M. Pétion, maire de Paris, à l'Assemblée législative, adressant le tableau de la situation de la ville de Paris pendant la journée du 31 mai et la nuit suivante, et demandant s'il doit continuer d'instruire chaque jour l'Assemblée de l'état de la capitale, la permanence ayant pris fin.

31 mai 1792.

Original signé, A. N., C 152, n<sup>o</sup> 270<sup>2</sup>.

Ed. *Archives parlementaires*, t. XLIV, p. 439.

Ed. *La République journal nationale*, numéro du 31 mai 1792, p. 340.

483. — Décret de l'Assemblée législative, suspendant l'ordre donné au maire de Paris de rendre un compte journalier sur les opérations de la capitale.

1<sup>er</sup> juin 1792.

Extrait du procès-verbal, A. N., C 147, n<sup>o</sup> 236.

Ed. *Archives parlementaires*, t. XLIV, p. 439.

484. — Lettre du Directoire du Département de Paris à l'Assemblée législative, annonçant la clôture de son assemblée extraordinaire, l'Assemblée nationale ayant fermé sa session parlementaire.

1<sup>er</sup> juin 1792.

Original signé, A. N., C 152, n<sup>o</sup> 270.

Ed. *Archives parlementaires*, t. XLIV, p. 462.

485. — Lettre de M. Nau, député du département de la Seine, à l'Assemblée législative, demandant un congé de vingt-cinq jours, les mesures prises par l'Assemblée ayant détourné l'orage dont la capitale était menacée et fait disparaître toutes alarmes.

1<sup>er</sup> juin 1792.

Original signé, A. N., C 451, n<sup>o</sup> 261.

Ed. *Archives parlementaires*, t. XLIV, p. 442.

486. — Lettre de M. Roussier, procureur général-syndic du département, au ministre de l'intérieur, au sujet des éclaircissements demandés le 26 mai 1792.

rassemblements dans le bois de Boulogne et lieux circonvoisins, envoyant copie des réponses qu'il a reçues du directeur de Saint-Denis et du maire d'Auteuil concernant la déclaration faite par M. Le-

febvre, commissaire de police de la section des Tuileries, au Comité de surveillance.

7 juin 1792.

Original signé et copies (3 p.), A. N., F<sup>ic</sup> III, Seine. 27.

## № 177. — Licenciement de la garde du Roi (29 mai 1792).

487. — Lettre anonyme de M. Cazotte à M. Pouteau, premier commis de la Liste civile), émettant l'avis que le Roi doit s'obstiner à loger sa garde à l'École militaire, malgré les Jacobins, jusqu'à ce que les sections aient décidé que cela leur nuit ou porte ombrage.

27 décembre 1791.

Original, A. N., C 192, n° 160<sup>18</sup>; copie, F<sup>7</sup> 4390<sup>8</sup>.

Id. *Sixième et septième recueils de pièces touchées dans les papiers du sieur de Laporte*, p. 2.

488. — Etat nominatif par ordre alphabétique de tous ceux qui composaient ou devaient composer la maison militaire de Louis XVI, avec notes sur chaque candidat et leurs titres à être admis comme royalistes, ou à être rejetés, comme patriotes.

1792.

Minutes (1 liasse) faisant partie des papiers de Bazire, A. N., F<sup>7</sup> 4590.

489. — Ordonnances de paiement du prêt et des sommes dues aux fournisseurs de la garde à cheval et à pied du Roi.

1792.

Originaux signés de Louis XVI et contre-signés de M. de Laporte, A. N., C 160<sup>19</sup>.

490. — Lettre de M. de Cosse-Brisac au ministre de l'intérieur, lui envoyant un état de la force actuelle de la garde du Roi, certifiant qu'il n'y a pas un seul volontaire, pas un seul surnuméraire, et que les bruits mis en circulation sur son effectif plus ou moins élevé sont dénués de fondement, avec lettre d'envoi de M. Cahier au président de l'Assemblée législative.

11 février 1792.

Originaux (2 p.), A. N., C 143, n° 165.

491. — Note de M. de Lessart, faisant connaître qu'on vient de décréter un serment pour la garde du Roi, qui ne pourra le suivre au delà des vingt lieues fixées pour sa résidence, et dans aucun cas hors du royaume.

12 février 1792.

Autographe, A. N., C 185, n° 550.

492. — Note de M. de Lessart, insistant auprès du Roi pour presser, autant que possible, la vérification à faire devant la Municipalité des qualités requises chez chacun des individus destinés à former la garde du souverain.

11 février 1792.

Autographe, A. N., C 185, n° 552.

493. — Lettre mentionnant la demande, par l'état-major de la garde suisse, de 443 couvertures pour la troupe de renfort arrivée le matin au château des Tuileries et qui couchera sur la paille dans les écuries de l'hôtel de Biron.

9 avril 1792.

Minute, A. N., C 192, n° 160<sup>18</sup>.

Id. *Neuvième recueil des pièces touchées dans les papiers de Laporte*, p. 7. Note de l'éditeur : « Cette pièce prouve qu'indépendamment de sa garde, aux termes de la loi, Louis XVI entretenait une forte garnison dans le château des Tuileries, dont on prémeditait de faire bientôt une place de guerre. »

494. — Décret de l'Assemblée législative, ordonnant l'impression du rapport fait au nom du Comité militaire sur la garde du Roi, ainsi que du projet de décret.

12 mai 1792.

Extrait du procès-verbal, A. N., C<sup>1</sup> 157, fol. 3808.

Id. *Actes des parlements*, t. XLIII, p. 27.





304. — Procès-verbal du licenciement de la garde du Roi, par les soins de M. d'Hervilly, maréchal de camp, commandant la garde à cheval du Roi, avec procès-verbaux du transport des armes de l'École militaire à l'Arsenal par les sieurs Denniée, commissaire des guerres de la garde, et Rolland, commissaire des guerres de l'artillerie, et lettre d'envoi.

1<sup>er</sup> 2, c. 44, 18 juin.

Copie conforme, 5 p., A. N., C. 274, n° 160<sup>non</sup>.

305. — Ordonnance de Louis XVI, rendue à la suite du licenciement de sa garde, conservant la jouissance de leur logement aux officiers n'ayant point d'habitation à Paris, leur concédant leurs chevaux, faisant une avance de traitement d'un mois à tous les officiers, sous-officiers et gardes résidant à 80 lieues de Paris, et de deux mois à ceux demeurant à plus de 80 lieues, et obligeant les gardes, pour jouir du traitement accordé, à remettre leurs effets d'armement et d'habillement.

2 juin 1792.

Copie conforme, A. N., AF I, n° 1.

306. — Note constatant le transport à l'Arsenal des armes existant à l'École militaire (opération suspendue par la visite de la Municipalité qui a donné une escorte pour protéger le transport) et l'apposition de scellés sur les salles servant de magasin provisoire.

2 juin 1792.

Copie, A. N., C. 180, n° 478.

307. — Lettre de M. Joseph Servan, ministre de la guerre, à Louis XVI, lui adressant le procès-verbal des différentes opérations effectuées à l'École militaire et à l'Arsenal relativement aux armes de la garde du Roi.

4 juin 1792.

Autographe, A. N., C. 185, n° 457.

308. — États des copies de licenciement par compagnies délivrées par M. d'Hervilly, commandant de la garde à cheval du Roi.

Juin 1792.

Minutes, 1 des., A. N., AF I, n° 161.

309. — États de l'armement de la garde du Roi, versé à l'Arsenal les 2, 5 et 11 juin, et des effets d'habillement et d'équipements, déposés à Meudon les 10, 11 et 12 juillet 1792.

Juin-juillet 1792.

Minutes, 1 des., A. N., C. 274, n° 160<sup>non</sup>.

310. — Lettre de M. de Laporte, accompagnant l'envoi de deux ordonnances « pour la suite des dépenses de cette malheureuse garde ».

Sans date, 1792.

Copie, A. N., F. 1390.

311. — Acte d'accusation rendu par l'Assemblée législative contre le sieur Cossé-Brissac, commandant de la garde soldée du Roi, licenciée, prévenu d'avoir violé, dans la composition de la garde du Roi, les dispositions de l'acte constitutionnel, ainsi que la loi du 15 février dernier, d'avoir introduit ou laissé introduire dans cette garde un esprit inconstitutionnel et contre-révolutionnaire, et d'avoir ainsi attenté à la Constitution et à la sûreté de l'État.

12 juin 1792.

Minutes, A. N., C. 150, c. 260.

Ed. *Archives parlementaires*, t. XLV, p. 127.

312. — Lettre d'envoi par le Comité des décrets, aux grands procureurs de la Nation près la Haute Cour nationale d'Orléans, des décret et acte d'accusation rendus contre M. de Cossé-Brissac, avec les pièces y relatives.

14 juin 1792.

Ordonal. signée, A. N., C. 168, n° 416.

1<sup>re</sup> Lettre du sieur A. Année, garde du Roi, compagnie de Salètes, au maire de Paris, le suppliant de le faire sortir de cette garde, où l'on ne rêve et ne parle que de prochaine contre-révolution, du massacre des patriotes et surtout des Jacobins, et où les patriotes en petit nombre qui s'y trouvent sont persécutés et emprisonnés pour la faute la plus légère.

14 juin 1792.

Copie, A. N., C. 168, n° 416.



Comité de surveillance, à l'occasion de l'admission dans la garde du Roi des deux fils du comte de Berenger, sortant du collège, dont l'un est âgé de 15 ans au plus, sans avoir jamais fait aucun service.

28 mai 1792.

Original signé, A. N., C 168, n° 415.

12<sup>e</sup> Déclaration de Guillaume-François Courrière, de Brest, reçue par le Comité de surveillance, faisant connaître qu'il a été obligé de quitter la garde du Roi, ayant été mis à l'index par son capitaine, en raison de ses sentiments patriotiques, incompatibles avec l'esprit de corps de la garde royale, ajoutant que son sergent lui adressait les propos les plus injurieux et lui disait qu'étant citoyen de Brest, il méritait les galères.

28 mai 1792.

Original signé, A. N., C 168, n° 415.

13<sup>e</sup> Déclaration de la femme Mollet, portant qu'un sieur Borde, Américain, n'ayant jamais servi, a été reçu d'emblée dans la cavalerie (compagnie casernée à Meudon).

Fin mai 1792.

Original signé, A. N., C 168, n° 415.

14<sup>e</sup> Déclaration du sieur Germignac, député, constatant que le sieur Lacaze, de la garde royale, a porté le petit collet jusqu'en juin 1791, et qu'il était du nombre de ceux qui fusillèrent les Amis de la Constitution à Lubersac, district d'Uzerche.

Fin mai 1792.

Original signé, A. N., C 168, n° 415.

15<sup>e</sup> Dénonciation faite au Comité de surveillance par M. Dubois, député extraordinaire de la Rochelle auprès de l'Assemblée nationale, au sujet de M. Merleval, capitaine dans la garde du Roi à pied, qui avait fait insérer dans l'*Ami du Roi* une protestation contre le serment qu'il avait prêté en qualité de capitaine au 51<sup>e</sup> régiment, et par suite avait été incorporé dans la garde du Roi.

28 mai 1792.

Original signé, A. N., C 168, n° 415.

16<sup>e</sup> Extract des délibérations du Conseil de discipline du 8<sup>e</sup> bataillon de la 1<sup>re</sup> le-

gion au sujet de la demande des sieurs Claude Cabour et Pierre-Mathieu Tamisier, anciens gardes du Roi, à l'effet d'être réintégrés dans ce bataillon, et des informations prises sur le motif de leur renvoi auprès de M. de Cossé-Brissac, commandant de la garde.

11-19 mai 1792.

Imprimé, A. N., C 168, n° 415.

17<sup>e</sup> Dénonciation adressée au Comité de surveillance par le sieur Seignet, coutelier, au sujet de l'enrôlement dans la garde du Roi du nommé Blot, ancien étudiant en chirurgie, qui n'a jamais servi ni dans les troupes de ligne, ni dans la garde nationale, mais qui, en revanche, tient les propos les plus antipatriotiques contre l'Assemblée nationale, composée, dit-il, uniquement de brigands et de voleurs.

31 janvier 1792.

Original signé, A. N., C 168, n° 415.

18<sup>e</sup> Déclaration du sieur Charles Jammit, reçue au Comité de surveillance, révélant l'incorporation dans la garde du Roi à pied et à cheval de plusieurs membres de la Société de la Chiffonne d'Arles, animés du plus mauvais esprit.

30 avril, 26 mai 1792.

Originaux signés (2 p.), A. N., C 168, n° 415.

19<sup>e</sup> Déclaration du sieur St Ligié, grenadier volontaire du bataillon de l'Oratoire, au Comité de surveillance, signalant la présence à Paris d'un nombre très considérable de gens mal intentionnés des pays d'Arles, Nîmes et Montpellier, connus pour des aristocrates enragés, et qui devaient être l'objet d'une surveillance très active.

3 mai 1792.

Minute, A. N., C 168, n° 415.

20<sup>e</sup> Déclaration de François Chabot, portant qu'au dire de M. Rigal, ancien garde du Roi, démissionnaire par patriotisme, l'on avait, le samedi après Pâques, fait prêter aux sous-officiers de la garde du Roi le serment d'accompagner Louis XVI partout où il voudrait aller.

Fin mai 1792.

Autographie, A. N., C 168, n° 415.



pour suite contre les assassins du maire, quoiqu'ils soient presque tous d'Etampes et connus.

8 mars 1792.

Copie, A. N., F<sup>7</sup> 36897.

320. — Lettre de M. Chaillon, procureur général syndic de Seine-et-Oise, au ministre de l'intérieur, envoyant copie de celle des commissaires, et déclarant qu'il y a lieu d'espérer que la présence d'une force imposante ramènera l'ordre par la punition des coupables.

9 mars 1792.

Original signé, A. N., F<sup>7</sup> 36897.

321. — Procès-verbal de transport de François Huot et de Jacques-Antoine Ronveau, commissaires du département de Seine-et-Oise, assistés de la garde nationale volontaire de Paris et des troupes de ligne, à Etampes, lesquels ont eu le regret de constater les craintes pusillanimes des habitants de cette ville, qui restent cachés chez eux, et la conduite du juge de paix qui n'a pas osé commencer d'instruction au sujet de l'assassinat de M. Simonneau.

9, 10 mars 1792.

Copie conforme, A. N., D XL 16, n° 71.

322. — Discours prononcé par l'un des commissaires du département de Seine-et-Oise, à la maison commune, lors de l'entrée de la force armée dans Etampes, accusant les habitants d'avoir manqué de courage et ajoutant que leur conduite ultérieure apprendra s'ils méritent encore l'honneur d'être appelés citoyens français.

9 mars 1792.

Copie signée, A. N., D XL 16, n° 71.

323. — Discours adressé, au nom des corps administratifs réunis de la ville d'Etampes, aux commissaires du département de Seine-et-Oise et aux différents détachements venus à leur suite lors de leur entrée en ladite ville, et manifestant leurs craintes que tout l'appareil militaire déployé n'ait pour objet de maintenir la cherté du blé.

9 mars 1792.

Copie, A. N., D XL 16, n° 71.

324. — Lettre du ministre de l'intérieur à M. d'Arvy, lieutenant général commandant la 17<sup>e</sup> division, le remerciant de l'envoi de la copie de la lettre écrite le 3 mars par le district d'Etampes pour annoncer ce qui venait de se passer au marché de cette ville.

13 mars 1792.

Minute, A. N., F<sup>7</sup> 36897.

V. la lettre adressée le 3 mars par le district d'Etampes à M. d'Arvy, dans les *Archives parlementaires*, t. XXXIX, p. 379.

325. — Lettre de Jean Debry, député, au ministre de l'intérieur, lui rappelant qu'il attend les procès-verbaux de l'attentat d'Etampes pour faire le rapport de cette affaire, avec réponse du ministre annonçant l'envoi d'un dossier de 23 pièces (procès-verbaux se trouvant dans ses bureaux).

14, 15 mars 1792.

Original et minute (2 p.), A. N., F<sup>7</sup> 36897.

326. — Décret de l'Assemblée législative, décidant, sur le rapport de Jean Debry, l'érection, sur la place du marché à Etampes, d'une pyramide triangulaire avec inscriptions, à l'effet de perpétuer le souvenir de Jacques-Guillaume Simonneau, maire de cette ville, mort le 3 mars 1792, et donnant à la conduite du sieur Sédillon, procureur de la commune d'Etampes, et du citoyen blessé dans la journée du 3 mars, l'éloge mérité par leur dévouement.

18 mars 1792.

Minute, A. N., C 144, n° 183.

V. le *Procès-verbal de l'Assemblée législative*, t. VI, p. 259; *Archives parlementaires*, t. XI, p. 100.

327. — Lettre de M. Blanchet, habitant d'Etampes, à l'Assemblée législative, déclarant qu'il ne compte plus pour rien les dangers qu'il a courus, ainsi que les blessures qu'il a reçues, lors du massacre de M. Simonneau, son intime ami, et qu'il conservera comme un monument précieux la mention honorable que l'Assemblée a bien voulu faire, le 18 mars, dans son procès-verbal du dévouement qu'il a montré pour la chose publique.

21 mars 1792.

Original et copie conformes du 22 mars, A. N., D XL 16, n° 74.



328. — Lettre de la veuve Simonneau, centre de Saint-Etienne, au président de l'Assemblée législative, refusant la pension qui lui est offerte et voulant se consacrer ainsi que ses enfants, au mouvement qui sera dirigé le mois de mars de son pays.

30 mars 1792.

Manusc. A. N., C 143, n° 181.

1. Orig. conservé au département de la Seine (A. N., C 143, n° 181).  
2. A. N., C 143, n° 181. Archives parlementaires, t. XI, p. 14.

329. — Pétition de l'Assemblée législative, invitée (sur le monument de la cathédrale) de la mairie de Saint-Simonneau, que la lettre écrite par sa veuve le 30 mars, sera inscrite sur la base du monument élevé à la mémoire du maire d'Etampes, assassiné qui a été dirigé dans le délai de deux mois.

1er avril 1792.

Manusc. A. N., C 143, n° 182.

1. Orig. conservé au département de la Seine (A. N., C 143, n° 182).  
2. A. N., C 143, n° 182. Archives parlementaires, t. XI, p. 14.

330. — Pétition individuelle présentée au Conseil général de la Commune par Jacques-Antoine Rouveau, commissaire du département de la Seine, pour venir à Etampes pour suivre les opérations relatives à l'assassinat du maire de cette ville.

21 avril 1792.

Manusc. A. N., C 143, n° 183.

331. — Lettre du ministre de l'intérieur à l'Assemblée législative, demandant à transformer en pyramide quadrangulaire la pyramide triangulaire qui doit être élevée à la mémoire de Simonneau, cette pyramide, construite par la construction de la lettre de la veuve Simonneau, devant donner un caractère plus artistique au monument et plus de solidité à la construction.

15 mai 1792.

Manusc. A. N., C 143, n° 184.

1. Orig. conservé au département de la Seine (A. N., C 143, n° 184).

332. — Lettre de M. Roland, ministre de l'intérieur, au président de l'Assemblée législative, demandant à l'Assemblée législative de prescrire l'édification

de auteurs et fauteurs de l'émeute arrivée à Etampes, le 3 mars, et de l'assassinat de M. Simonneau, maire de cette ville, instruction confiée au juge de paix d'Etampes, qui a déjà reçu les déclarations de 150 témoins et décerné des mandats d'amener contre 36 personnes.

15 mai 1792.

Manusc. A. N., C 143, n° 185.

1. Orig. conservé au département de la Seine (A. N., C 143, n° 185).

333. — Lettre de M. Roland, ministre de l'intérieur, au président de l'Assemblée législative, le priant de faire accélérer la réponse aux questions qu'il a posées au ministre de la justice et qui ont été soumises au Conseil de justice au sujet de son instruction préparatoire relativement à l'assassinat de M. Simonneau, qui a été massacré.

15 mai 1792.

Manusc. A. N., C 143, n° 186.

1. Orig. conservé au département de la Seine (A. N., C 143, n° 186).

334. — Pétition individuelle présentée au Conseil général de la Commune par un nombre de citoyens soldats de la garde nationale parisienne, demandant l'annonce par la Municipalité d'une cérémonie civique, publique et solennelle en l'honneur de Simonneau, maire d'Etampes, et l'ouverture d'une souscription volontaire pour subvenir aux frais de la cérémonie, avec réponse favorable du maire.

21 avril 1792.

Imprime, A. N., C 143, n° 16048.

1. Orig. conservé au département de la Seine (A. N., C 143, n° 16048).

335. — Pétition des citoyens de la commune de Mauchamp et autres, voisins d'Etampes, déplorant le sort de ceux qui sont confondus avec les assassins du maire d'Etampes, présentée à l'Assemblée législative par Pierre Dolvieu, curé de Mauchamp, et autres délégués.

15 mai 1792.

Manusc. A. N., C 143, n° 187.

1. Orig. conservé au département de la Seine (A. N., C 143, n° 187).

336. — Lettre de M. de Mauchamp, commandant de bataillon de Saint-Etienne

accusant réception de la pétition adressée par M. Haultier, et déclarant que son bataillon adhère avec chaleur au vœu exprimé, qui paraît commun à toute la garde nationale.

2 mai 1792.

Original signé, avec imprime, portant cette date. — A. N., DE MONTEURNOIS, A. N., P. 1692.

347. — Pétition individuelle présentée à l'Assemblée législative par les soldats citoyens de la garde nationale, à l'effet d'autoriser la Commune à rendre, au champ de la Fédération, à la mémoire de Simonneau, maire d'Étampes, les mêmes honneurs que ceux rendus en septembre 1790 aux citoyens morts pour la défense de la loi, et à l'effet d'honorer de sa présence cette cérémonie civique, pétition manuscrite pour le bataillon des Jacobins-Saint-Honoré et imprimée, avec signatures originales, pour les bataillons de :

Saint-Eustache, des Carmélites, des Filles-Dieu, des Mathurins, de Bonne-Nouvelle, de Saint-Louis-en-l'Île, des Petits-Pères, du Val-de-Grâce, de Saint-Laurent, de Saint-Martin-des-Champs, de Saint-Philippe-du-Roule, de Mauconseil, de Saint-Magloire, des 4<sup>e</sup> et 8<sup>e</sup> bataillons de la 6<sup>e</sup> légion.

6 mai 1792.

Original signé et imprimé avec signatures manuscrites. — A. N., P. 1692.

Id. J. GUILLAUME, *Procès-verbaux de l'Assemblée d'instruction publique de l'Assemblée législative*, p. 273.

348. — Nomination par le Comité d'instruction publique de MM. Quatremère, Lacépède et Baudin, en qualité de commissaires pour préparer le projet de décret relatif aux honneurs à rendre à la mémoire de Simonneau.

7 mai 1792.

Extrait des procès-verbaux du Comité. — A. N., AF\* I 17, fol. 71.

Id. J. GUILLAUME, *Procès-verbaux de l'Assemblée d'instruction publique de l'Assemblée législative*, p. 280.

349. — Rapport et projet de décret sur les honneurs à rendre à la mémoire de Jacques-Guillaume Simonneau, maire d'É-

tampes, présentés au Comité d'instruction publique par M. Quatremère.

9 mai 1792.

Extrait du registre des rapports et projets de décrets du Comité, A. N., AF\* I 16, fol. 120.

Id. J. GUILLAUME, *Procès-verbaux de l'Assemblée d'instruction publique de l'Assemblée législative*, p. 284.

*Journal des débats et des décrets*, p. 200-208, n° 229.

350. — Arrêté du Comité d'instruction publique, décidant que tous ses membres assisteront à la cérémonie funèbre en l'honneur de Jacques-Guillaume Simonneau.

9 mai 1792.

Extrait du registre des délibérations du Comité d'instruction publique, A. N., AF\* I 17, fol. 71.

Id. J. GUILLAUME, *Procès-verbaux de l'Assemblée d'instruction publique de l'Assemblée législative*, p. 280.

351. — Lettre de M. Palloy au Comité d'instruction publique, offrant des pierres de la Bastille pour élever un monument à la mémoire de Simonneau et demandant à être officiellement admis à participer à la fête funèbre, avec réponse du Comité, portant que c'est au pouvoir exécutif à entrer dans les détails de la cérémonie.

9, 12 mai 1792.

Original signé et imprimé 2 p. — A. N., P. 1692.

Id. J. GUILLAUME, *Procès-verbaux de l'Assemblée d'instruction publique de l'Assemblée législative*, p. 280.

352. — Décret de l'Assemblée législative, décidant, sur la pétition d'un grand nombre de citoyens de Paris, qu'une cérémonie nationale aux frais du Trésor public, pour honorer la mémoire de Jacques-Guillaume Simonneau, aura lieu le premier dimanche de juin, au Champ de la Fédération; que le sieur Blanchet et la famille de Simonneau seront invités à cette cérémonie, et que l'écharpe du maire d'Étampes sera suspendue aux voûtes du Panthéon.

13 mai 1792.

Mémoires, A. N., P. 118, n° 234.

Id. *Procès-verbaux de l'Assemblée législative*, t. VIII, p. 293-294.

Le 22 mars, l'attentat de M. Soufflard provoquant les manifestations d'émotion, au profit de l'Assemblée législative, a eu pour effet de rendre plus évidente la situation d'isolement dans lequel se trouve le parti républicain. Les journaux ont pu constater que les députés républicains ont été les seuls à voter en faveur de M. Soufflard. Il résulte de ce vote que le parti républicain ne se trouve pas en mesure de faire preuve d'un élan courageux.

[illegible]

41. — Lettere del ministro delle Istruzioni (M. Dandolo) alla Direzione del M. P. n. 10000, del 18. Instruktionen, corrigées (des améliorations de portée et de précision, du 18. Dir. Générale, 2. 1. 1868) (L. M. S. 1868, 1869).

Original signé, B. N., Mss., nouv. acq. fr.  
2560, fol. 38

Le 15, l'Assemblée de la commune de Paris, présidée par le général de Lamoignon, annonçant que toutes les dispositions pour la fête du 15 août de la Bastille de Simonneau sont prises, et le priant de se rendre à la messe solennelle à 8 heures. La députation de l'Assemblée pour se mettre en marche, ou s'il la recevra à la place Louis XV.

M. de Lamoignon, M. Huguier, pour leur général syndic du Département, au président de l'Assemblée, ont déclaré qu'ils prenaient que le Directeur aura sous l'avenir la députation de l'Assemblée au Conseil d'Etat.

en l'honneur de Simonneau recevra la députation à l'Assemblée nationale, à la place Louis XV, avec la liste des membres devant composer la députation.

Table 1. A summary of the parameters of the model.  $\lambda$  is the mean of the random variable  $\lambda$  and  $\sigma^2$  is the variance of the random variable  $\lambda$ .

548. — Jugement du tribunal criminel de Saint-Denis, en date du 10 juin 1844, de mort Henri Gérard, ancien garde-chasse, et Gabriel Baudet, charretier, pour avoir participé à l'assassinat de Sarrailh, neveu, maire d'Elampes, et huit autres personnes, à l'assassinat de Sarrailh.

[illegible]

au président de l'Assemblée législative, démentant le bruit accrédité par les journaux qu'elle avait été à la barre de la Commune de Paris solliciter la grâce des socialistes. Elle n'aurait pas voulu qu'elle ne se serait jamais hasardée à faire une pareille démarche, aussi contraire à ses devoirs qu'aux principes de l'ordre social.

Onom. t. I, p. 375.

Commune de Paris, à rite d'Etampes, annonçant que les soldats sous les ordres de Fournier ont élargi à Etampes les prisonniers y détenus à l'occasion de l'affaire Simonneau, à l'exception d'un seul, qui avait l'épaule marquée.

législative par les citoyens des environs d'Etampes, accompagnés des commissaires européens de Jean-Louis Dufour. Les scènes se déroulent dans l'enceinte d'un bâtiment administratif aux lignes

qu'une longue captivité a réduits au désespoir.

9 septembre 1792.

Origines *général*, A. N., C 166, n° 399.

Ed. MONTMAYE-THÉVENAZ, *Histoire de la Terreur*, t. I, p. 378.

332. — Réception par le Conseil général de la Commune de Paris de la députation de la ville d'Étampes, qui est venue présenter les malheureuses victimes de la

calamité des impériaux et des émigrés, et nomination par le même Conseil de deux commissaires chargés de se transporter à l'Assemblée législative pour solliciter de sa justice des secours pour des malheureux dans le plus pressant besoin.

9 septembre 1792.

Extrait conforme, A. N., C 166, n° 399.

Ed. MONTMAYE-THÉVENAZ, *Histoire de la Terreur*, t. I, p. 378.

## § 19. — Formation d'un camp sous Paris (8 juin 1792). Pétition dite des 8.000.

331. — Exposé par M. Joseph Servan, ministre de la guerre, d'un projet de former un camp à Paris, composé de 3 hommes de chaque canton, qui se réuniraient à l'époque du 14 juillet et qui, après quelques mois d'exercices militaires, seraient envoyés aux frontières.

4 juin 1792.

Extrait du procès-verbal, A. N., C 150, n° 256; *op. cit.* Archives de la guerre.

Ed. Archives parlementaires, t. XLIV, p. 70.

334. — Décision du Comité militaire, arrêtant les bases du rapport touchant la proposition du ministre de la guerre, et lecture par M. Coustard, membre du Comité, du projet de décret relatif au rassemblement de 20.000 hommes sous les murs de Paris, conformément aux principes adoptés par le Comité le 5 juin.

4-7 juin 1792.

Extrait des procès-verbaux du Comité militaire, A. N., AF 17, n° 25.

335. — Décret de l'Assemblée législative, décidant que la force armée sera augmentée de 20.000 hommes, pris dans chaque département proportionnellement à la population, lesquels se réuniront à Paris pour le 14 juillet prochain.

8 juin 1792.

M. de la Fayette, *op. cit.* Archives de la guerre.

Ed. Archives parlementaires, t. XLIV, p. 701.

336. — Démonstration par les citoyens de garde près l'Assemblée nationale de l'envoi au bataillon des Petits-Augustins d'un projet d'adresse, à l'effet d'obtenir le rapport du décret qui fixe auprès de Paris un rassemblement de 20.000 hommes, avec dépôt d'un exemplaire imprimé de cette adresse.

9 juin 1792.

Extrait du procès-verbal, A. N., C 150, n° 256.

Ed. Archives parlementaires, t. XLV, p. 17.

337. — Décret de l'Assemblée législative, mandant à sa barre le Commandant général de service de la garde nationale, pour donner des éclaircissements sur le projet de pétition présentée à l'ordre aux divers bataillons de la garde nationale parisienne, avec invitation de la signer et d'en porter le lendemain des exemplaires au secrétariat de l'état-major.

9 juin 1792.

Extrait du procès-verbal, A. N., C 150, n° 256.

Ed. Archives parlementaires, t. XLV, p. 17.

338. — Déclaration faite à la barre de l'Assemblée législative par le Commandant général de la garde nationale, portant que, la suite de la proposition du ministre de la guerre, il y a eu de la fermentation et de l'inquiétude dans la garde nationale parisienne, qui a cru voir l'intention de lui opposer des forces armées et qu'il a dû présenter

de Suif, en l'orgue (suif) non pétition, pour le nouveau sergent républicain et pour les autres de la même circonstance.

9 juin 1792.

Original du *procès-verbal*, A. N., D III, 132.

Ed. *Archives parlementaires*, t. XLV, p. 44.

352. — Décret de l'Assemblée législative, portant sur la Commission de législation et de surveillance l'époque des fêtes de citoyens de l'Assemblée et sur la distribution des fêtes de la nation par le Comité de la République.

9 juin 1792.

Original du *procès-verbal*, A. N., D III, 132.

Ed. *Archives parlementaires*, t. XLV, p. 48.

353. — Présentation au Comité de la surveillance de l'Assemblée législative, portant sur la distribution des fêtes de la nation par eux approuvés au bas d'une pétition imprimée, sur la formation d'un corps de garde nationale faisait colporter de porte en porte, par les citoyens de la commune, que MM. Pétion et Dusaulx, député, seraient chargés de prévenir le Corps législatif des menées de l'état-major.

9 juin 1792.

Original du *procès-verbal*, A. N., D III, 132.

Ed. *Archives parlementaires*, t. XLV, p. 50.

354. — Adresse de la section de l'Assemblée législative, portant sur la remise au bureau afin d'obtenir de l'Assemblée législative le retrait du décret du 8 juin 1792, sur la formation d'un corps de garde nationale.

9 juin 1792.

Original du *procès-verbal*, A. N., D III, 132.

Ed. *Archives parlementaires*, t. XLV, p. 52.

355. — Adresse présentée à l'Assemblée législative, portant sur la formation d'un corps de garde nationale par les citoyens de la commune, que MM. Pétion et Dusaulx, député, seraient chargés de prévenir le Corps législatif des menées de l'état-major.

Original du *procès-verbal*, A. N., D III, 132.

9 juin 1792.

Original du *procès-verbal*, A. N., D III, 132.

Ed. *Archives parlementaires*, t. XLV, p. 54.

356. — Adresse au Comité de la surveillance de l'Assemblée législative, dénonçant le ministre de la guerre et sollicitant contre lui un décret d'accusation pour avoir compromis la sûreté publique et violé la Constitution en proposant de former au nord de la capitale une armée de 20,000 hommes, prise parmi les citoyens de tous les départements, avec plaidoyer en faveur de la garde nationale parisienne.

10 juin 1792.

Original portant 13 signatures et en tête celle de Georges Danton, A. N., D III, 132.

Ed. *Archives parlementaires*, t. XLV, p. 55.

357. — Adresse individuelle des citoyens soldats de la garde nationale parisienne à l'Assemblée législative, demandant le rapport du décret sur la formation du camp de 20,000 hommes, adressant au ministre de la guerre.

10 juin 1792.

Original du *procès-verbal*, A. N., D III, 132.

Ed. *Archives parlementaires*, t. XLV, p. 56.

358. — Avis imprimé accompagnant la remise d'exemplaires de l'adresse à l'Assemblée législative pour recueillir les signatures des citoyens de chaque bataillon.

Imprimé A. N., D III, 132.

Original du *procès-verbal*, A. N., D III, 132.

Ed. *Archives parlementaires*, t. XLV, p. 57.

359. — Adresse individuelle des citoyens soldats de la garde nationale parisienne à l'Assemblée législative, demandant le rapport du décret sur la formation du camp de 20,000 hommes, adressant au ministre de la guerre.



nationale de Paris, et se repoussant de l'arrivée prochaine des 20,000 patriotes épousés à la colonne de L'Époux qui de nature les intentions du ministre de la guerre.

10 juin 1792.

Original signé, A. N., D III 232.

Ed. *Archives parlementaires*, t. XLV, p. 67.

567. — Décret de l'Assemblée législative, renvoyant aux Comités de législation et de surveillance l'examen de la pétition présentée par des citoyens de la garde nationale, afin d'arriver à connaître les auteurs des manœuvres coupables et intrigues criminelles qui ont égaré l'opinion.

10 juin 1792.

Extrait du procès-verbal, A. N., C 150, n° 257.

Ed. *Archives parlementaires*, t. XLV, p. 64.

568. — Lettre du sieur Thevenin, sergent de la 2<sup>e</sup> compagnie du bataillon de Saint-Nicolas-des-Champs, déclarant qu'il n'a signé la pétition que sur l'injonction de son capitaine et parce qu'on voulait retirer leurs canons.

10 juin 1792.

Original, A. N., D III 232.

569. — Lettre du sieur Salmon, soldat citoyen depuis le 14 juillet 1789, section des Tuileries, au président de l'Assemblée législative, déclarant qu'il a signé inconsidérément la pétition dirigée contre le ministre de la guerre, ayant entendu dire par ses camarades du bataillon qu'elle ne contenait rien de contraire à la Constitution.

11 juin 1792.

Original signé, A. N., D III 232.

Cf. *Archives parlementaires*, t. XLV, p. 80.

570. — Déclaration adressée au président de l'Assemblée législative par le sieur Peyrard, portant que des gardes nationaux ont fait signer par la femme du sieur Gautier, marchand de tableaux, rue des Fossés-Saint-Germain-des-Prés, une pétition contre le décret relatif au camp des 20,000 hommes, sur l'assurance que la pétition n'est qu'un acte de désobéissance.

11 juin 1792.

Original signé, A. N., D III 232.

Cf. *Archives parlementaires*, t. XLV, p. 78.

571. — Lettre du sieur Beville, commandant du bataillon de Saint-Laurent, au président de l'Assemblée législative, désavouant, au nom de son bataillon, l'adresse des citoyens soldats de la garde nationale, qui demandait le retrait du décret provoqué par le ministre de la guerre, décret blessant pour la garde nationale parisienne.

11 juin 1792.

Original avec adresse et lettre-circulaire imprimées (3 p.), A. N., C 152, n° 268.

Ed. *Archives parlementaires*, t. XLV, p. 84, 85.

572. — Lettre du sieur Bouvignon, citoyen actif, au président de l'Assemblée législative, déclarant que, dans la section de Montmorency, on a recueilli les signatures de nombre d'ouvriers qui ne font point de service de volontaires dans la garde nationale.

11 juin 1792.

Original signé, A. N., D III 232.

Cf. *Archives parlementaires*, t. XLV, p. 96.

573. — Déclaration du sieur Louis-Adjutor Doucet, volontaire du 2<sup>e</sup> bataillon de la 4<sup>e</sup> légion, portant qu'il regrette d'avoir signé, le 10 juin, une pétition injurieuse pour ses frères d'armes des départements et qui a causé du scandale dans tout Paris.

11 juin 1792.

Original signé, A. N., D III 232.

Cf. *Archives parlementaires*, t. XLV, p. 96.

574. — Lettre des sieurs Huot et Laborde, citoyens soldats, au président de l'Assemblée législative, déclarant qu'ils n'ont signé la pétition relative au camp des 20,000 hommes que dans la crainte de passer pour mauvais soldats, et joignant 25 livres à leur rétractation pour acheter un fusil destiné à l'un des 20,000 patriotes de la Fédération.

11 juin 1792.

Original signé, A. N., D III 232.

Cf. *Archives parlementaires*, t. XLV, p. 96.

575. — Lettre du sieur Chaumont, volontaire au bataillon des Carmélites, au président de l'Assemblée législative, déclarant qu'il a signé la pétition

M. Vermeux, autre officier d'armée, présente la pétition de 20,000 hommes qui (1792), au nom de son officier et de ses camarades, et vu le grand intérêt et l'importance de l'affaire.

11 juin 1792.  
Assemblée nationale, A. N. D. III, 101.  
M. Vermeux, procureur, A. N. p. 101.

378. — Adresse de la section de la Croix-Rouge à l'Assemblée nationale (désormais la section s'appelle le *district* et le décret relatif sur la formation d'un bataillon par district, 1792), pétition impudemment colportée par de vils intrigants, et affirmant qu'il lui tarde de recevoir ses frères des départements et de jurer avec eux sur l'autel de la patrie une guerre éternelle à tous les conspirateurs.

11 juin 1792.  
Assemblée nationale, A. N. D. IV, 102.  
M. Vermeux, procureur, A. N. p. 102.

379. — Lettre du sieur Bonnet, chasseur volontaire au bataillon des Marseillais, au président de l'Assemblée législative, le priant de considérer comme nulle et non avenue la signature qu'il a apposée à la pétition contre le décret sur les gardes nationales.

11 juin 1792.  
Assemblée nationale, A. N. D. III, 103.  
M. Vermeux, procureur, A. N. p. 103.

380. — Adresse collective de la garde nationale parisienne à l'Assemblée législative, protestant contre les menées de certains malintentionnés qui s'assemblent à la section de la Croix-Rouge (1792), demandant à l'Assemblée législative de vouloir bien faire rapporter le décret relatif à la formation salutaire d'un camp de 20,000 gardes nationales (1792) (Paris, 11 juin 1792).

11 juin 1792.  
Assemblée nationale, A. N. D. III, 104.  
M. Vermeux, procureur, A. N. p. 104.

M. Vermeux, procureur, A. N. p. 104.

381. — Adresse collective des sections de la section de la Croix-Rouge à l'Assemblée législative, demandant qu'il soit permis d'envoyer les frères des départements au camp de 20,000 gardes nationales, que leurs camarades soient admis à leur prestation de serment.

gnant l'infamie pétition dirigée contre le ministre de la guerre et le maire de Paris au sujet du décret du camp des 20,000 hommes.

11 juin 1792.  
Assemblée nationale, A. N. D. III, 105.  
M. Vermeux, procureur, A. N. p. 105.  
du 14 juin 1792, p. 681.

380. — Déclaration du sieur Vermet jeune, sellier, de la section de la Place-Vendôme, faite au Comité de surveillance de l'Assemblée législative, à l'effet de faire voquer la signature qu'il avait mise au bas d'une pétition contre le décret du camp des 20,000 hommes, pétition qui lui avait été présentée par le sieur Vereux, (1792), et se composait de gardes nationales du bataillon des Jacobins-Saint-Honoré.

11 juin 1792.  
Assemblée nationale, A. N. D. III, 106.

381. — Lettre du sieur Jouguet, soldat volontaire au bataillon des Marseillais, au président de l'Assemblée législative, déclarant que c'est par surprise qu'il a apposé sa signature au bas de la pétition des prétendus 8,000 gardes nationaux, qui sont à peine au nombre de 200, les autres ne faisant point partie de la garde nationale.

11 juin 1792.  
Assemblée nationale, A. N. D. III, 107.

382. — Adresse collective des sections de la Fontaine-de-Grenelle à l'Assemblée législative, présentée par Xavier Audouin, aumônier de la garde nationale, orateur de la députation, appelant de tous leurs vœux leurs frères des départements et exprimant le vœu que leurs camarades ne puissent assister à leur prestation de serment.

11 juin 1792.  
Assemblée nationale, A. N. D. III, 108.  
M. Vermeux, procureur, A. N. p. 108.

383. — Adresse collective des sections de la Fontaine-de-Grenelle à l'Assemblée législative, demandant qu'il soit permis d'envoyer les frères des départements au camp de 20,000 gardes nationales, que leurs camarades soient admis à leur prestation de serment.

nationaux des départements, et qu'ils prêteront avec eux le serment de vivre libres ou mourir.

12 juin 1792.

Original signé, avec mention de rétractation des signatures précédemment données, A. N., C 152, n° 265.

Cf. *Archives parlementaires*, t. XLV, p. 101.

584. — Lettre du sieur Marigny, sergent du bataillon de Saint-Léonard du Mont, au président de l'Assemblée législative, déclarant qu'il a été induit en erreur en signant la pétition contre la formation du camp des 20,000 hommes, et envoyant sa rétractation.

12 juin 1792.

Original signé, A. N., D III 232.

Cf. *Archives parlementaires*, t. XLV, p. 101.

585. — Lettre du sieur de Lannoy, capitaine commandant la compagnie de volontaires du bataillon de Soissons, exprimant ses regrets d'avoir signé, sans l'avoir lue, étant alors malade dans son lit, la pétition contre le camp des 20,000 hommes, qui lui avait été présentée de la part de l'adjudant du bataillon.

12 juin 1792.

Original signé, A. N., D III 232.

586. — Lettre du sieur Alexandre Herkmann, caporal des grenadiers du bataillon du Petit-Saint-Antoine, au président de l'Assemblée législative, déclarant, tant en son nom qu'en celui de tout de ses camarades se trouvant avec lui au corps-de-garde, qu'ils ont aveuglément signé la pétition qui leur a été présentée au nom de l'État-major, et rétractant leurs signatures.

12 juin 1792.

Original signé, A. N., D III 232.

587. — Lettre du sieur Vincent, porte-drapeau et de treize autres volontaires du bataillon de Saint-Leopold (la Bouchère), à l'Assemblée législative, désavouant les signatures apposées sur la pétition présentée le samedi précédent, le sieur Vincent n'ayant signé qu'en tant que secrétaire M. Julienne, son capitaine.

12 juin 1792.

Original signé, A. N., D III 232.

588. — Lettre du ministre de la guerre au président de la section du Théâtre-Français, le priant de remercier les citoyens de cette section pour les témoignages flatteurs qu'il en a reçus à l'occasion de la levée de 20,000 hommes ayant pour but de veiller à la sûreté de Paris.

12 juin 1792.

Minute, Arch. hist. guerre, C 152, dossier du 14 mai.

589. — Lettre des volontaires du bataillon de Soissons au président de l'Assemblée législative, à l'effet de rétracter les signatures qui leur ont été arrachées par l'aristocratie de l'État-major, dans la croyance erronée qu'on devait ôter à la garde nationale une pièce de canon par bataillon.

12 juin 1792.

Original signé, A. N., D III 232.

590. — Lettre du sieur Deluix, volontaire du bataillon de Saint-Roch, au président de l'Assemblée législative, déclarant avoir été induit en erreur et avoir signé la pétition du 10 juin dans la conviction qu'on allait enlever les canons de la garde nationale et la désarmer.

12 juin 1792.

Original signé, A. N., D III 232.

Cf. *Archives parlementaires*, t. XLV, p. 126.

591. — Lettre de trois citoyens du bataillon de Saint-André-des-Arts au président de l'Assemblée législative, déclarant qu'ils rétractent leurs signatures et qu'ils recevront avec le plus grand plaisir leurs frères d'armes des départements.

12 juin 1792.

Original signé, A., N., D III 232.

592. — Délibération du conseil de discipline du 3<sup>e</sup> bataillon de la 4<sup>e</sup> légion, l'un des trois du Faubourg-Saint-Antoine, constatant qu'un certain nombre d'adhésions, primées, remises, au nom de l'État-major de la garde nationale, par l'adjudant du bataillon des Blancs-Manteaux, n'avait été signée par les citoyens de leur bataillon, lesquels sont priés de condamner les can-

général, le citoyen Jean-Louis Bruni, député de Paris aux députés.

Paris, 1797.  
Département de la Seine, 1797.

1797. — Lettre du sieur Lequesne, commandant du bataillon de Saint-Eustache, au président de l'Assemblée législative, par laquelle il se plaint de la conduite de ses soldats, et de la manière dont ils se comportent à l'égard des citoyens.

Paris, 1797.  
Département de la Seine, 1797.

1797. — Lettre du sieur Lequesne, soldat-citoyen, au président de l'Assemblée législative, déclarant qu'en son absence des citoyens, se disant du bataillon de Saint-Eustache, ont surpris la signature de sa femme, dans le criminel dessein d'envoyer à la barre tous les citoyens de Paris.

Paris, 1797.  
Département de la Seine, 1797.

1797. — Lettre du sieur Lequesne, soldat-citoyen, au président de l'Assemblée législative, reconnaissant avoir signé par surprise la pétition qui lui a été présentée le dimanche précédent, et envoyant sa rétractation.

Paris, 1797.  
Département de la Seine, 1797.

1797. — Lettre des sieurs Brunet et Brunet, chasseurs du bataillon de Saint-Nicolas-des-Champs, au président de l'Assemblée législative, déclarant qu'ils ont donné leurs signatures à la pétition présentée le dimanche précédent, au sujet du camp des 20,000 hommes, parce qu'ils croyaient devoir partager les inquiétudes de leurs compagnons d'armes sur ce rassemblement, mais qu'ils se rétractent et verront arriver avec plaisir leurs frères de la garde nationale.

Paris, 1797.  
Département de la Seine, 1797.

1797. — Déclaration faite au camp des 20,000 hommes, au sujet de la pétition présentée au président de l'Assemblée législative par

le sieur Jean-Baptiste Brullé, gargon de bureau, constatant qu'il a signé la pétition qui tendait à faire rapporter le décret concernant le camp des 20,000 hommes, sur les instances pressantes du sieur Morin, marchand de vins en gros, officier de la garde nationale parisienne, ajoutant qu'il rétracte sa signature et dénonce le sieur Morin comme perturbateur du repos public.

Paris, 1797.  
Département de la Seine, 1797.

1797. — Adresse du sieur Tibault, citoyen de la section du Jardin-des-Plantes, volontaire du 10<sup>e</sup> bataillon de la 2<sup>e</sup> légion, à l'Assemblée législative, faisant l'aveu public de l'erreur dans laquelle il est tombé en signant la pétition relative à la formation d'un corps de 20,000 hommes, et exprimant le vœu qu'une nouvelle Fédération soit le pacte éternel de la réunion de tous les Français, vœu qu'il demande son admission à la barre.

Paris, 1797.  
Département de la Seine, 1797.

1797. — Adresse des citoyens de la section du Palais-Royal, portant à l'Assemblée législative, s'élevant contre la pétition présentée le 10 juin, comme étant le fruit de l'intrigue et de la scélératesse des uns, de l'ignorance et de la faiblesse des autres, et réclamant le licenciement de l'état-major de la garde nationale, qui a provoqué cette pétition, et qui est pour le moins aussi corrompu que l'ancienne garde du Roi.

Paris, 1797.  
Département de la Seine, 1797.  
Département de la Seine, 1797.

1797. — Lettre du sieur Gallières, de l'Éclat, instituteur du corps des braves vétérans et leur commandant en chef, au président de l'Assemblée législative, voyant une nouvelle trahison et une nouvelle erreur, et demandant qu'il soit pris des mesures pour empêcher que les citoyens ne soient plus trompés par

cellent décret des 20,000 hommes, dont le corps des vétérans aurait félicité l'Assemblée s'il avait pu être tenu à temps.

13 juin 1792.

Original, A. N., D III 232.

604. — Lettre d'Etienne Sandhomme et de trois autres citoyens libres de la section de Louis XIV au président de l'Assemblée législative, désavouant formellement l'adhésion qu'ils ont donnée à la pétition contre le décret du camp des 20,000 hommes, adhésion surprise à leur bonne foi.

13 juin 1792.

Original signé, A. N., D III 232.

602. — Lettre des sieurs Duruisseau et Dumoutier, sergent et caporal du bataillon de Saint-Jacques, au président du Comité des Douze de l'Assemblée législative, priant d'annuler leurs signatures apposées au bas de la pétition de la section de l'Observatoire, présentée le 10 juin, ayant été abusés par la confiance qu'ils avaient dans leurs chefs.

13 juin 1792.

Original, A. N., D III 232.

603. — Lettre des sieurs Laurent père et fils au président de l'Assemblée législative, reconnaissant l'erreur qu'ils ont commise en signant une pétition « fabriquée dans le cabinet de la plus puante aristocratie, et se couvrant du patronage des plus dignes magistrats de la capitale, crime digne de la guillotine ».

13 juin 1792.

Original, A. N., D III 232.

604. — Lettre du sieur Tabuit, chasseur volontaire du 1<sup>er</sup> bataillon de la 4<sup>e</sup> légion, au président de l'Assemblée législative, déclarant rétracter la signature qu'il a donnée par surprise et rougie de son erreur.

13 juin 1792.

Original signé, A. N., D III 232.

Cf. *Archives parlementaires*, t. XLV, p. 221.

605. — Lettre du sieur Desmays au président de l'Assemblée législative, faisant connaître le remords qu'il éprouve de

puis qu'il a signé la malheureuse adresse contre le décret de la formation du camp des 20,000 hommes.

14 juin 1792.

Original signé, A. N., D III 232.

Cf. *Archives parlementaires*, t. XLV, p. 221.

606. — Lettre du sieur Jacquemin, orfèvre-joaillier, garde national de la section du Marché-des-Innocents, au président de l'Assemblée législative, le priant de faire biffer son nom et celui de son neveu au bas de la pétition contre la formation du camp des 20,000 hommes.

14 juin 1792.

Original signé, A. N., D III 232.

Cf. *Archives parlementaires*, t. XLV, p. 221.

607. — Procès-verbal de la section de la Fontaine-Montmorency, donnant son adhésion aux sentiments exprimés par M. Jeannin, commandant en chef du 3<sup>e</sup> bataillon de la 4<sup>e</sup> légion, chargeant une députation de féliciter l'Assemblée nationale de son décret relatif au rassemblement de 20,000 hommes, arrêtant de porter le deuil pendant trois jours en raison de la mort de M. de Gouvion et regrettant le renvoi des ministres, avec lettre de M. Vallé, président de la section.

14-15 janvier 1792.

Originaux signés (2 p.), A. N., D III 232.

Cf. *Archives parlementaires*, t. XLV, p. 225.

608. — Lettre du sieur Delacroix, fabricant de gaze, rue Saint-Denis, au président de l'Assemblée législative, rétractant la signature par lui donnée pour adhérer à la pétition hostile à l'établissement d'un camp sous Paris, envoyant un assignat de 60 livres pour contribuer à l'armement d'un des soldats et prenant l'engagement de le loger et de le nourrir tant que le camp sera sous Paris.

15 juin 1792.

Original, A. N., D III 376.

Cf. *Archives parlementaires*, t. XLV, p. 226.

609. — Lettre du sieur Poirier, soldat volontaire du bataillon de la section de Montreuil, au président de l'Assemblée législative, retirant la signature qu'il avait





doumi matin cette mesure et ne s'arrête pas au seul parti qu'exige la terrible crise qui agite le royaume et surtout Paris, et qui paralyse tous les pouvoirs.

15 juin 1792. 40 heures du soir.  
Original signé, A. N., C 187, fasc. 134, n° 39.

619. — Réflexions sur la nécessité de sanctionner le décret contre les prêtres inséculés et celui qui ordonne la formation d'un camp de 20,000 hommes sous les murs de Paris.

Sans date (vers le 15 juin 1792).

Minute, A. N., C 187, n° 430.

14. *Tous les documents, papiers déposés à la Bibliothèque nationale des 12 papiers trouvés dans l'armoire de fer*, t. II, p. 148, n° 272.

620. — Adresse présentée à l'Assemblée législative par 20 commissaires de la section de la Fontaine-de-Grenelle, en vertu d'un arrêté de cette section, qui impute formellement et voue à l'indignation, au mépris public, la pétition inéquivoque autant qu'inconstitutionnelle de prétendus 8,000 gardes nationaux.

15, 16 juin 1792.

Original signé et extrait conforme (2 p.), A. N., D III 232.

621. — Déclarations des sieurs Jean-Baptiste Tartivot, J.-Nicolas Bertrand, Huet, Guillaumont, Lumière père et fils, gardes nationaux du bataillon de Saint-Nicolas-des-Champs, à l'effet de rétracter leurs signatures mises à la pétition qui leur a été présentée, signatures extorquées par mauvaise foi.

15, 16 juin 1792.

Original signé (5 p.), A. N., D III 232.

622. — Lettre du sieur Rives, volontaire du bataillon du Petit-Saint-Antoine, au maire de Paris, à l'effet de rétracter la signature qu'il a donnée contre la formation du camp des 20,000 hommes, invoquant comme excuse qu'il a été trompé de fois par le pouvoir exécutif et ses agents, les ministres, avec lettre d'envoi de M. Pétion au président de l'Assemblée législative.

15, 18 juin 1792.

Originaux signés (2 p.), A. N., D III 232.

623. — Adresse de la section de Marconneil à l'Assemblée législative, dénonçant la conduite anticivique et scandaleuse de l'état-major de la garde parisienne, qui a fait imprimer et distribuer dans les 60 bataillons la pétition contre le décret du camp des 20,000 hommes, demandant sa destitution, ainsi que l'arrestation et l'envoi à Orléans de ceux qui ont essayé de faire fléchir la loi sous l'effort des bayonnettes.

16 juin 1792.

Extrait du registre des délibérations de la section, A. N., D III 232.

14. *Archives parlementaires*, t. XLV, p. 339.

624. — Lettre du sieur Grand ami, citoyen de la section des Thermes-de-Julien, au président de l'Assemblée législative, exprimant ses regrets de la faute qu'il a commise en donnant sa signature contre le décret du camp des 20,000 hommes, et jurant de défendre la Constitution jusqu'à la dernière goutte de son sang.

16 juin 1792.

Original, A. N., D III 232.

625. — Lettre du sieur Lecloux, canonier du 3<sup>e</sup> bataillon de la 5<sup>e</sup> légion, à l'Assemblée législative, déclarant qu'il regrette d'avoir signé, sans la lire, la pétition qu'on est venu lui apporter à 9 heures du soir.

16 juin 1792.

Original, A. N., D III 232.

626. — Lettre du sieur Quivreux, caporal de la garde nationale, au président de l'Assemblée législative, avouant qu'il n'a vu dans la pétition présentée de la part de l'état-major que le passage ayant trait à la conservation des canons et des armes.

16 juin 1792.

Original signé, A. N., D III 232.

627. — Déclaration du sieur Jacques-Etienne Baschet, caporal au bataillon de Sorbonne, portant que sa signature, apposée à la pétition des 8,000, a été surprise par les moyens les plus mensongers et les plus criminels.

16 juin 1792.

Original signé, A. N., D III 232.

628. — Lettre du sieur Pissotti, sergent-major du 1<sup>er</sup> bataillon de la section de l'Assemblée législative, représentant le bataillon de la section de la Fontaine-Montmorency, au président de l'Assemblée législative, reconnaissant avoir été induit en erreur par les officiers supérieurs du bataillon de Sainte-Opportune, qui ont répandu le bruit que le décret sur le camp des 20,000 hommes demandait la réduction à 48 des 60 bataillons de la garde parisienne et la rentrée des gardes-françaises.

17 juin 1792.

Original, A. N., D III 231.

629. — Adresse du sieur Schouler, sergent du bataillon des Quatre-Nations, au président de l'Assemblée législative, reconnaissant avoir été induit en erreur par les officiers supérieurs du bataillon de Sainte-Opportune, qui ont répandu le bruit que le décret sur le camp des 20,000 hommes demandait la réduction à 48 des 60 bataillons de la garde parisienne et la rentrée des gardes-françaises.

17 juin 1792.

Original, A. N., D III 232.

630. — Pétition individuelle de la section des Lombards à l'Assemblée législative, l'invitant à décréter d'accusation les auteurs, instigateurs, imprimeurs et distributeurs de la perfide pétition colportée dans chaque bataillon, de maison en maison, de porte en porte, par des gens qui tiennent les propos les plus incendiaires et les plus mensongers, et demandant le licenciement de l'état-major de la garde nationale parisienne.

17 juin 1792.

Original, A. N., D III 233.

631. — Lettres des sieurs P.-F. Sabarot, sergent du bataillon des Cordeliers, et Méhasse, volontaire du bataillon des Cordeliers, au président de l'Assemblée législative, envoyant leur rétractation à la garde nationale parisienne, au projet de formation du camp des 20,000 hommes, avec d'autant plus d'ardeur qu'il s'agit de la liberté de la nation.

17 juin 1792.

Original, A. N., D III 234.

632. — Lettre du sieur d'Almeida, charbon, canonier du 2<sup>e</sup> bataillon de la section de l'Assemblée législative, au président de l'Assemblée législative, reconnaissant avoir été induit en erreur par les officiers supérieurs du bataillon de Sainte-Opportune, qui ont répandu le bruit que le décret sur le camp des 20,000 hommes demandait la réduction à 48 des 60 bataillons de la garde parisienne et la rentrée des gardes-françaises.

18 juin 1792.

Original, A. N., D III 235.

633. — Lettre du sieur Valentin, citoyen actif de la section de la Fontaine-Montmorency, au président de l'Assemblée législative, déclarant qu'il regarde comme nulle et non avenue sa signature au bas de la pétition contre le camp des 20,000 hommes, qui lui avait été apportée, de la part de ses supérieurs, par le tambour de la section, et qu'il avait signée sans la lire.

18 juin 1792.

Original signé, A. N., D III 236.

634. — Lettre du sieur Schouler, sergent du bataillon des Quatre-Nations, au président de l'Assemblée législative, envoyant sa rétractation et reconnaissant avoir signé, sans la lire et sans y réfléchir, une pétition au Corps législatif convertie de signatures.

18 juin 1792.

Original, A. N., D III 237.

635. — Lettre du sieur Quibaut, capitaine au bataillon de la section de la Place-Royale, au président de l'Assemblée législative, confessant qu'il est du nombre de ceux qui, entraînés par des suggestions perfides, ont signé l'odieuse pétition contre le camp des 20,000 hommes, et qu'il se croirait noté d'infamie s'il ne retrait pas sa signature.

18 juin 1792.

Original, A. N., D III 238.

636. — Lettre du sieur d'Almeida, canonier du 2<sup>e</sup> bataillon de la section de l'Assemblée législative, au président de l'Assemblée législative, reconnaissant avoir été induit en erreur par les officiers supérieurs du bataillon de Sainte-Opportune, qui ont répandu le bruit que le décret sur le camp des 20,000 hommes demandait la réduction à 48 des 60 bataillons de la garde parisienne et la rentrée des gardes-françaises.

commandant de son bataillon, et déclarant que ses camarades professent les mêmes sentiments que lui.

18 juin 1792.

Original, A. N., D III 232.

637. — Lettre du sieur Hemil, négociant, au président de l'Assemblée législative, à l'effet de désavouer la signature par lui mise sans réflexion au bas d'une pétition que lui avait présentée un citoyen de la place des Victoires.

18 juin 1792.

Original, A. N., D III 232.

638. — Lettre de M. Jeanne, de Louviers, du bataillon de Saint-Etienne du Mont, au président de l'Assemblée législative, le priant de regarder comme non avenue sa signature sur la pétition qui lui avait été présentée au bataillon de Saint-André-des-Arts, contre le décret ordonnant la levée de 20,000 hommes.

18 juin 1792.

Original signé, A. N., D III 232.

CF. Archives parlementaires, t. XLV, p. 692.

639. — Lettre du sieur Robin, citoyen de la section du Roule, au président de l'Assemblée législative, déclarant adhérer au décret pour la formation du camp de 20,000 hommes et désavouer la pétition qu'il avait signée, dans la conviction qu'on voulait désarmer la garde nationale et s'emparer de ses canons.

18 juin 1792.

Original, A. N., D III 232.

CF. Archives parlementaires, t. XLV, p. 692.

640. — Lettre du sieur Mocquertis, négociant, rue Saint-André-des-Arts, du bataillon des Cordeliers, au président de l'Assemblée législative, envoyant sa rétractation et exprimant le vœu que tous ses frères d'armes, induits en erreur comme lui, imitent son exemple.

18 juin 1792.

Original, A. N., D III 232.

CF. Archives parlementaires, t. XLV, p. 692.

641. — Lettre de la section de l'Oratoire, soldat-citoyen, au président de l'Assemblée

législative, l'informant qu'il retire sa signature de l'adresse du bataillon des Carmélites, supposée être la même que celle des 8,000.

18 juin 1792.

Original, A. N., D III 232.

642. — Lettre des sieurs Ravi et Bonnet, citoyens de la section de Bonne-Nouvelle, au président de l'Assemblée législative, envoyant la rétractation des signatures qu'ils avaient apposées sur une pétition où l'on demandait la conservation de la totalité de leurs canons, sur le bruit répandu qu'on demandait en retirer la moitié.

18 juin 1792.

Original signé, A. N., D III 232.

643. — Lettre des sieurs Hubert, adjudant du bataillon de Saint-Lazare, et Gade, adjudant du bataillon de Saint-Joseph, au président de l'Assemblée législative, déclarant que, s'ils avaient signé l'adresse relative au camp des 20,000 hommes, c'est qu'on leur avait fait entendre que l'on demanderait à chaque bataillon de l'armée parisienne partie de son artillerie pour ce nouveau camp.

18 juin 1792.

Original signé, A. N., D III 232.

644. — Lettre des sieurs Baur, Pierre, Charles Loyer et Cordier, volontaires du 1<sup>er</sup> bataillon de la section, au président de l'Assemblée législative, rétractant les signatures qu'ils ont données au bas de la pétition présentée au nom de 8,000 citoyens de Paris, et proclamant que, si l'on peut surprendre leurs signatures, l'on ne les reconnaîtra pas comme leurs.

18 juin 1792.

Original, A. N., D III 232.

CF. Archives parlementaires, t. XLV, p. 692.

645. — Déclaration de la section des chasseurs du bataillon de Saint-Jacques-de-la-Boucherie, portant qu'ils ont rétracté par des rétractations conventionnelles lorsqu'ils ont signé la pétition contre la formation du camp de 20,000 hommes, avec déclaration personnelle du sieur Langlais, capitaine des chasseurs.





au président de l'Assemblée législative, retirant sa signature de la pétition des 8,000 qui lui avait été apportée par son capitaine, sous prétexte que le décret du camp des 20,000 hommes avait été surpris à l'inscience de l'Assemblée.

19 juin 1792.

Original signé, A. N., D III 232.

656. — Lettre du sieur Martelin, ci-devant, volontaire du bataillon du Marché des Innocents, au président de l'Assemblée législative, le priant de recevoir sa rétractation de la signature qu'il a apposée inconsiderement à la pétition des 8,000 citoyens contre le camp des 20,000 hommes.

19 juin 1792.

Original signé, A. N., C 152, n° 268.

Ed. *Archives parlementaires*, t. XLV, p. 482.

657. — Lettre de M. Duranthon, ministre de la justice, au président de l'Assemblée législative, annonçant que le Roi vient de mettre son veto, 1<sup>er</sup> sur le décret du 27 mai 1792, qui détermine les cas et les formes de la déportation des ecclésiastiques; 2<sup>e</sup> sur le décret du 8 de ce mois, portant que la force armée sera augmentée de 20,000 hommes, qui se réuniront à Paris pour le 14 juillet.

19 juin 1792.

Original signé, A. N., C 151, n° 266.

Ed. *Archives parlementaires*, t. XLV, p. 393.

658. — Lettre des frères Camus, volontaires dans les bataillons des Mathurins et de Sainte-Opportune, au président de l'Assemblée législative, le priant de recevoir la rétractation nouvelle, au nom des signatures apposées par un patriotisme mal entendu au bas de la pétition contre le camp des 20,000 hommes.

19 juin 1792.

Original signé, A. N., D III 232.

Cf. *Archives parlementaires*, t. XLV, p. 453.

659. — Lettre d'un bon citoyen, ci-devant, caporal dans la section des Petits-Pères, au président de l'Assemblée législative, déclarant qu'il a signé la pétition contre le camp des 20,000 hommes, sur l'invitation de son capitaine, et qu'il envoie sa rétractation, la plupart des si-

gnataires n'ayant ni lu ni discerné ce qu'ils signaient.

(20 juin 1792.)

Original signé, A. N., D III 232.

Cf. *Archives parlementaires*, t. XLV, p. 453.

660. — Lettre de M. J.-B. Pajot, créole de l'île Bourbon, âgé de 21 ans, de la section Poissonnière, au président de l'Assemblée législative, protestant contre la signature qu'il a mise par légèreté au bas de la pétition des 8,000 et qu'il désavoue.

20 juin 1792.

Original, A. N., D III 232.

Cf. *Archives parlementaires*, t. XLV, p. 453.

661. — Adresse des citoyens de la section nationale à l'Assemblée législative, exprimant la peine qu'ils ont ressentie en voyant une partie égarée de l'armée parisienne se révolter, sous prétexte de signer une pétition contre le décret auquel tous les bons citoyens avaient applaudi, et la cour insulter la Nation par le renvoi de ministres qui jouissaient de la confiance publique, avec lettre d'envoi.

20 juin 1792.

Original, A. N., C 152, n° 268, et autres (2 p.), A. N., C 152, n° 268<sup>bis</sup>.

Cf. *Archives parlementaires*, t. XLV, p. 453.

662. — Lettre du sieur Loiseau, garde national du bataillon du Val-de-Grâce, au président de l'Assemblée législative, déclarant désavouer l'apposition de sa signature sur une pétition contre le décret relatif au camp des 20,000 hommes, présentée par l'état-major de la section du Val-de-Grâce.

23 juin 1792.

Original signé, A. N., D III 232.

Cf. *Archives parlementaires*, t. XLV, p. 517.

663. — Lettre du sieur Brouillard aîné, citoyen actif de la section du Louvre, du bataillon de Sainte-Opportune, au président de l'Assemblée législative, déclarant qu'il est au désespoir d'avoir signé l'infame pétition contre le décret du camp des 20,000 hommes, alarmé qu'il était par le bruit répandu dans la garde nationale qu'on devait la priver de ses canons.

23 juin 1792.

Original, A. N., D III 232.

664. — Lettre des sept volontaires parisiens à l'Assemblée législative, déclarant qu'ils ont signé la pétition des 8,000 sur les seules indications des misérables fanatiques, qui la colportaient et qui faisaient croire que le décret n'avait d'autre objet que d'enlever les canons de la garde nationale, ajoutant qu'il s'agit d'un lâcheté et non d'un héros et champion du despotisme.

(20 juin 1793)

Original signé. A. N., D III 232.

665. — Lettre des sept volontaires à l'Assemblée législative, déclarant qu'ils ont signé la pétition des 8,000 sur les seules indications des misérables fanatiques, qui la colportaient et qui faisaient croire que le décret n'avait d'autre objet que d'enlever les canons de la garde nationale, ajoutant qu'il s'agit d'un lâcheté et non d'un héros et champion du despotisme.

(20 juin 1793)

Original signé. A. N., D III 232.

666. — Protestation individuelle des membres de la commission des finances, manifestant leur indignation de la mauvaise foi, de l'astuce et de la duplicité des hommes qui ont signé la pétition des 8,000, en vue de pétitions inconstitutionnelles, ou plutôt de protestations sacrilèges contre le décret ordonnant le rassemblement de 20,000 gardes nationaux à Paris.

(20 juin 1793)

Original signé. Le sous-préfet de Paris, Sieyès, a été nommé pour signer. A. N., D III 232.

10. — Décret de la commission des finances, p. 233.

667. — Rétractation par sept volontaires des signatures des 8,000, dans les départements, contre le décret et sagement décrété par l'Assemblée législative.

(20 juin 1793)

Original signé. A. N., D III 232.

668. — Déclaration d'un groupe de citoyens, déclarant qu'ils ont signé la pétition des 8,000 sur les seules indications des misérables fanatiques, qui la colportaient et qui faisaient croire que le décret n'avait d'autre objet que d'enlever les canons de la garde nationale, ajoutant qu'il s'agit d'un lâcheté et non d'un héros et champion du despotisme.

(20 juin 1793)

Original signé. A. N., D III 232.

669. — Lettre des sept volontaires, par lettre, volontaire du bataillon de la Sagesse, au président de l'Assemblée législative, déclarant qu'il a signé la pétition des 8,000 sur les seules indications des misérables fanatiques, qui la colportaient et qui faisaient croire que le décret n'avait d'autre objet que d'enlever les canons de la garde nationale, ajoutant qu'il s'agit d'un lâcheté et non d'un héros et champion du despotisme.

(20 juin 1793)

Original signé. A. N., D III 232.

670. — Rétractation, par Brigez, sergent de grenadiers au bataillon des Pères-de-Nouvelles, de sa signature au nom d'être président de la commission des finances, déclarant qu'il s'agit d'un lâcheté et non d'un héros et champion du despotisme.

30 juin 1793

Original signé. A. N., D III 232.

671. — Adresse des citoyens de la section de Saint-Lazare à l'Assemblée législative, demandant la réforme ou suppression de l'état-major de la garde nationale parisienne, « corps de réserve aristocratique », qui faisait de la hiérarchie militaire un instrument d'intrigues et appelait sur les décrets de l'Assemblée un veto soi-disant suspensif.

(20 juin 1793)

Original signé. A. N., D III 232.

672. — Ordonnance de Nicolas Roland de Montpoussin, commandant du bataillon de Saint-Lazare, portant qu'il n'a point colporté la pétition dite des 8,000; que cette pétition, rédigée à la Maison commune par les citoyens de la section de Saint-Lazare, a été déposée au camp, par la voie de l'ordre; qu'il s'est borné à la communiquer aux citoyens de la section, canoniers, inquiets d'un bruit répandu du transport de leurs canons au camp, avant voulu signer cette pétition sur le fondement de la loi.

(20 juin 1793)

Monte. A. N., W 312, n° 477.

673. — Adresse de la section de Saint-Lazare à l'Assemblée législative, déclarant le complot exécrable tramé contre la loi, par les citoyens de la section de Saint-Lazare, pour colporter la pétition dite des 8,000.

hautes, sans expérience, sans discipline et sans officiers, qui ne sont en réalité que 20,000 agents affidés de la faction jacobine, envoyés sous prétexte de défendre Paris,

et plutôt pour consommer la ruine et la destruction de la capitale.

Sans date.

Original imprimé, A. N., C. 472, n. 1997.

## § 20. — Chute du ministère girondin (13 juin 1792).

674. — Lettre de M. Antoine-Omer Tasleu à Louis XVI, le prévenant que M. Dumouriez doit offrir, le matin même, sa démission, et déclarant qu'il importe que ce ministre soit remplacé par un homme qui, ayant toute la confiance *parlementaire*, est néanmoins un cœur tout dévoué au service du Roi, M. de Sémonville, prêt comme lui à faire une tentative, déjà hasardée sans succès, si elle s'imposait pour sauver les jours du souverain.

2 pages, 1792.

Original, A. N., C. 184, n. 270.

Id. *Travaux de la Commission des papiers déposés à la Commission des 12 papiers trouvés dans l'armoire de fer*, t. I, n. 39.

675. — Lettre de M. Roland, ministre de l'Intérieur, à Louis XVI, l'éclairant sur la gravité de la situation et sur la fermentation extrême des esprits, l'engageant à sanctionner les deux importants décrets de l'Assemblée, qui intéressent essentiellement la tranquillité publique et le salut de l'Etat, et à choisir un secrétaire du Conseil.

Deux pages, 1792.

Original, A. N., C. 187, t. 1, n. 308.

Id. *Travaux de la Commission des papiers déposés à la Commission des 12 papiers trouvés dans l'armoire de fer*, t. I, n. 40.

Id. *Travaux de la Commission des papiers déposés à la Commission des 12 papiers trouvés dans l'armoire de fer*, t. I, n. 41.

676. — Avis rédigé des registres sur le décret relatif aux prêtres insermentés, portant qu'en présence de l'irritation des esprits et afin d'éviter une proscription générale des prêtres réfractaires, ils pensent qu'il serait de la justice, de la sa-

gesse et de la loyauté du Roi de sanctionner le décret en question.

Sans date, juin 1792.

Minute de la main de Duranthon, A. N., C. 184, n. 339.

Id. *Travaux de la Commission des papiers déposés à la Commission extraordinaire des 12 (papiers trouvés dans l'armoire de fer)*, t. I, n. 106, p. 178.

677. — Lettre de M. Dumouriez, ministre des affaires étrangères, à Louis XVI, lui déclarant que, plus il réfléchit à la détermination du Roi, plus il juge nécessaire que le Roi lui adresse de suite les lettres de renvoi des sieurs Clavière et Roland, qui seront invités à remettre leurs portefeuilles à MM. de Vergennes et Montaigne, et l'ordre de nommer à ces deux portefeuilles leurs nominations.

12 juin 1792.

Autographe, A. N., C. 187, t. 1, n. 401.

Id. *Travaux de la Commission des papiers déposés à la Commission des 12 papiers trouvés dans l'armoire de fer*, t. I, n. 92, p. 165.

678. — Réponse du Directeur du Département de Paris à la lettre-circulaire adressée par Roland, le 20 mai, lui exposant tous les dangers de la situation politique et dénonçant en particulier la Société des Jacobins, qui prend à tâche d'attaquer et d'avilir tout principe d'autorité et qui pervertit la morale publique avec la plus effrayante rapidité.

12 juin 1792.

Original signé, A. N., F<sup>le</sup> III, Seine, 27.

Id. *Travaux de la Commission des papiers déposés à la Commission des 12 papiers trouvés dans l'armoire de fer*, t. I, p. 74.

679. — Lettre de Dumouriez à Louis XVI, le prévenant qu'il viendra prendre ses ordres le lendemain à 9 heures, et que le Roi devra arrêter son char à 10 heures.



687. — Décrets de l'Assemblée législative, ordonnant l'impression, l'insertion au procès-verbal et l'envoi aux 83 départements du texte de la lettre écrite à Louis XVI par M. Roland.

(13 juin 1792).

Extrait du procès-verbal, A. N., C 150, n° 257.

Ed. *Archives parlementaires*, t. XLV, p. 460.

688. — Décret de l'Assemblée législative décidant que MM. Roland et Clavière, sortant du ministère, emportent les regrets de la Nation.

(13 juin 1792).

Extrait du procès-verbal, A. N., C 150, n° 257.

Ed. *Archives parlementaires*, t. XLV, p. 460.

689. — Lettre de M. Montzies, au président de l'Assemblée législative, annonçant que le Roi vient de lui confier l'important emploi de ministre de l'intérieur et qu'il espère que son zèle et la sévérité de ses principes constitutionnels lui concilieront la confiance de l'Assemblée.

(14 juin 1792).

Original signé, A. N., C 151, n° 266.

Ed. *Archives parlementaires*, t. XLV, p. 207.

690. — Lettre du sieur Radix de Sainte-Foy à Louis XVI, exposant ses divergences de vues avec Dumouriez, déclarant qu'il croyait nécessaire le renvoi des ministres, mais *en particulier et non ensemble*, pour ne pas provoquer une explosion qui les ramènera peut-être, comme ceux renvoyés en juillet 1789, ajoutant qu'il n'était pas hostile au rassemblement de l'armée intermédiaire, mais pour la faire servir à la destruction des factieux, à la condition de travailler préalablement l'opinion dans Paris et de diriger la garde nationale, les sections et le peuple.

(14 juin 1792).

Original, A. N., C 181, n° 275.

Ed. *Archives parlementaires*, t. XLV, p. 207.

691. — Lettre de M. Desanctis à Louis XVI, le priant de lui rendre sa liberté et de choisir un ministre plus capable que lui de le servir dans des circonstances

aussi difficiles, d'autant que, peu écouté de son Roi, sa persévérance n'aboutirait qu'à le rendre, sans utilité pour sa patrie, victime des intrigants qui assaillent et agitent le mal de l'État.

(15 juin 1792).

Autographe, A. N., C 185, n° 538.

692. — Note de Dumouriez à Louis XVI, annonçant un grand tumulte dans Paris et un travail terrible contre le Roi et l'ordre public, et déclarant qu'il ne faut pas permettre à M. Duranthon de s'en aller.

(15 juin 1792).

Original, A. N., C 187, dossier 130, n° 499.

Ed. *Recueil des pièces publiées à l'occasion de la chute du ministère girondin*, t. I, p. 118.

693. — Lettre de Lafayette à l'Assemblée législative, lui adressant des représentations à l'occasion de la chute du ministère qui a succombé sous ses propres intrigues, accusant hautement la faction jacobine d'avoir causé tous les désordres et rappelant l'Assemblée au respect de la Constitution et de l'autorité royale.

(15 juin 1792).

Original, A. N., C 181, n° 276.

Ed. *Recueil des pièces publiées à l'occasion de la chute du ministère girondin*, t. I, p. 118.

694. — Lettre de Lafayette à Louis XVI, lui envoyant la copie de la lettre qu'il a adressée à l'Assemblée législative et l'engageant à persister dans la généreuse résolution de défendre les principes constitutionnels contre tous leurs ennemis, l'assurant qu'il trouvera tous les amis de la liberté, tous les bons Français rangés autour du trône pour le défendre contre les complots des rebelles et les entreprises des factieux.

(16 juin 1792).

Original signé, A. N., C 181, n° 349 bis.

Ed. *Recueil des pièces publiées à l'occasion de la chute du ministère girondin*, t. I, p. 118.

695. — Lettre de M. Montzies à Louis XVI, lui adressant sa démission du ministère de l'intérieur, démission qu'il ne fera connaître que lorsque le Roi lui



après l'adoption de la loi sur le divorce, la suppression des privilèges de l'Église.

17 juin 1792.

Proclamation, A. N., C. 185, n° 145 (1792).  
 « Le Peuple, à la suite d'une délibération à laquelle ont assisté ses représentants, a vu avec plaisir que la Convention nationale, par sa loi sur le divorce, a fait un grand pas vers la liberté et l'égalité ».

« Mais l'Assemblée de M. Tarnay, le 17 juin 1792, le jour où elle a vu la loi sur le divorce, a déclaré que les représentants du Peuple, à la suite d'une délibération à laquelle ont assisté ses représentants, a vu avec plaisir que la Convention nationale, par sa loi sur le divorce, a fait un grand pas vers la liberté et l'égalité ».

17 juin 1792.

Assemblée, A. N., C. 185, n° 145 (1792).  
 « Le Peuple, à la suite d'une délibération à laquelle ont assisté ses représentants, a vu avec plaisir que la Convention nationale, par sa loi sur le divorce, a fait un grand pas vers la liberté et l'égalité ».

701. — Lettre de M. Tarnay à Louis XVI, lui adressant quelques observations sur la constitution du nouveau ministère qui, à son avis, doit être composé d'éléments entièrement nouveaux, et lui conseillant de s'adresser, pour le ministère des contributions publiques, à M. Bessol, ancien maître des requêtes, ou à M. Bessol, l'un des vingt-cinq commissaires au bureau de comptabilité.

17 juin 1792.

Autographe, A. N., C. 185, n° 145.

« Le Peuple, à la suite d'une délibération à laquelle ont assisté ses représentants, a vu avec plaisir que la Convention nationale, par sa loi sur le divorce, a fait un grand pas vers la liberté et l'égalité ».

702. — Lettre de M. Tarnay à Louis XVI, lui exposant, d'après l'opinion générale de l'Assemblée, qu'il est important pour la chose publique de refuser la démission de MM. Lamoignon et Berthollet, anciens premiers et seconds secrétaires de l'Assemblée, et de leur confier les ordres du Roi.

17 juin 1792.

Proclamation, A. N., C. 185, n° 145 (1792).  
 « Le Peuple, à la suite d'une délibération à laquelle ont assisté ses représentants, a vu avec plaisir que la Convention nationale, par sa loi sur le divorce, a fait un grand pas vers la liberté et l'égalité ».

703. — Lettre de Lamoignon à Louis XVI, pour lui adresser quelques observations sur la constitution du nouveau ministère qui, à son avis, doit être composé d'éléments entièrement nouveaux, et lui conseillant de s'adresser, pour le ministère des contributions publiques, à M. Bessol, ancien maître des requêtes, ou à M. Bessol, l'un des vingt-cinq commissaires au bureau de comptabilité.

17 juin 1792.

Autographe, A. N., C. 185, n° 145.  
 « Le Peuple, à la suite d'une délibération à laquelle ont assisté ses représentants, a vu avec plaisir que la Convention nationale, par sa loi sur le divorce, a fait un grand pas vers la liberté et l'égalité ».

704. — Discours de l'Assemblée législative, portant création d'une Commission extraordinaire de douze membres chargés d'examiner l'état de la France et de proposer les moyens de sauver et d'affermir la Constitution.

17 juin 1792.

Extrait de la proclamation, A. N., C. 185, n° 145.

« Le Peuple, à la suite d'une délibération à laquelle ont assisté ses représentants, a vu avec plaisir que la Convention nationale, par sa loi sur le divorce, a fait un grand pas vers la liberté et l'égalité ».

705. — Lettre de M. Tarnay à Louis XVI, lui adressant quelques observations sur la constitution du nouveau ministère qui, à son avis, doit être composé d'éléments entièrement nouveaux, et lui conseillant de s'adresser, pour le ministère des contributions publiques, à M. Bessol, ancien maître des requêtes, ou à M. Bessol, l'un des vingt-cinq commissaires au bureau de comptabilité.

17 juin 1792.

Autographe, A. N., C. 185, n° 145.  
 « Le Peuple, à la suite d'une délibération à laquelle ont assisté ses représentants, a vu avec plaisir que la Convention nationale, par sa loi sur le divorce, a fait un grand pas vers la liberté et l'égalité ».

706. — Lettre de M. Tarnay à Louis XVI, lui exposant, d'après l'opinion générale de l'Assemblée, qu'il est important pour la chose publique de refuser la démission de MM. Lamoignon et Berthollet, anciens premiers et seconds secrétaires de l'Assemblée, et de leur confier les ordres du Roi.

17 juin 1792.

Proclamation, A. N., C. 185, n° 145 (1792).  
 « Le Peuple, à la suite d'une délibération à laquelle ont assisté ses représentants, a vu avec plaisir que la Convention nationale, par sa loi sur le divorce, a fait un grand pas vers la liberté et l'égalité ».

703. — Lettre de Louis XVI au président de l'Assemblée législative, le priant d'informer l'Assemblée qu'il a nommé M. de Clugny, premier marchand de camp, au département des affaires étrangères, M. de Lapard à celui de la guerre, et M. Fournier de Moncel, président du département du Jura, à celui de l'intérieur, ajoutant que M. Duranton est chargé provisoirement de celui des contributions publiques, avec lettre d'envoi de Duranton.

18 juin 1792.

Autographe, A. N., C. 141, n° 366.

Ed. *Archives parlementaires*, t. XLV, p. 335.

704. — Lettre de M. Mouragues au président de l'Assemblée législative, lui faisant connaître que le Roi a accepté sa démission de la place de ministre de l'intérieur et que, n'ayant rien signé durant sa courte administration qui puisse le mettre en responsabilité pécuniaire, il ne croit pas avoir de compte à rendre à ce sujet, mais que, pour sa responsabilité morale et constitutionnelle, il sera toujours aux ordres de l'Assemblée.

18 juin 1792.

Autographe, A. N., C. 141, n° 366.

Ed. *Archives parlementaires*, t. XLV, p. 338.

705. — Lettre de M. Mouragues, ministre de l'intérieur, à Louis XVI, lui transmettant la somme de 7,337 liv. 6 sols qu'il avait reçue de M. Roland pour solde du compte des dépenses relatives au voyage de Valenciennes, avec pièces justificatives à l'appui, et faisant remarquer qu'il y a un assignat de 50 livres en trop dans le paquet remis par M. Roland, tel qu'il l'a reçu, et adressant au Roi l'expression de son dévouement.

18 juin 1792.

Autographe, A. N., C. 184, n° 138.

706. — Lettre de M. Terrier au président de l'Assemblée législative, l'informant que le Roi l'a nommé à la place de ministre de l'intérieur.

18 juin 1792.

Autographe, A. N., C. 141, n° 366.

Ed. *Archives parlementaires*, t. XLV, p. 337.

707. — Lettre de Louis XVI à M. Beaulieu, lui exprimant le désir de le voir accepter le ministère des contributions publiques, le considérant comme l'un des hommes les plus capables d'occuper ce poste, en raison de la distinction avec laquelle il a rempli les fonctions de commissaire à la comptabilité.

18 juin 1792.

Projet de la main de M. Tardieu, A. N., C. 141, n° 444.

Ed. *Procès-verbal général des procès-verbaux de la Commission extra-ordinaire des finances* (trouvés dans l'armoire de fer), t. I, n° 11, p. 103.

708. — Lettres de M. Tardieu à Louis XVI, annonçant qu'avant 10 heures et demie le Roi connaîtra la réponse définitive de M. Beaulieu, qui, selon toute apparence, acceptera le ministère des contributions publiques, et lui envoyant l'acceptation de M. Beaulieu.

18 juin 1792.

Autographe, 2 p., A. N., C. 185, n° 141, 444.

Ed. *Procès-verbal général des procès-verbaux de la Commission extra-ordinaire des finances* (trouvés dans l'armoire de fer), nos 29, 30, p. 104, 104.

709. — Lettre de Louis XVI au président de l'Assemblée législative, notifiant la nomination de M. Beaulieu, l'un des commissaires de la comptabilité, à la place de ministre des contributions publiques, avec lettre d'envoi de M. Duranton.

18 juin 1792.

Autographe, A. N., C. 141, n° 366.

Ed. *Archives parlementaires*, t. XLV, p. 337.

710. — Lettre de M. Duranton à Louis XVI, l'informant de sa venue dans la soirée avec M. Beaulieu et déclarant que, fort heureusement, la résolution du Roi d'apposer son *veto* aux décrets n'a pas été connue ce matin, la lettre de M. de Lafayette ayant produit la sensation la plus inquiétante, l'Assemblée aurait trouvé un concert où il ose croire et espérer qu'il n'y en a eu aucun.

18 juin 1792.

Autographe, A. N., C. 185, n° 537.

712. — Lettre de M. Dumouriez à Louis XVI, lui adressant une déclaration d'indépendance, promettant de lui la possibilité d'acquiescer à la proposition faite par le conseil de ne point de soulever l'armée, et de se retirer dans son pays.

1793, 10 mai.

Archives de la Convention, 1793, 10 mai.

713. — Lettre de M. Dumouriez à Louis XVI, lui adressant une déclaration d'indépendance, promettant de lui la possibilité d'acquiescer à la proposition faite par le conseil de ne point de soulever l'armée, et de se retirer dans son pays.

714. — Lettre de M. Dumouriez à Louis XVI, lui adressant une déclaration d'indépendance, promettant de lui la possibilité d'acquiescer à la proposition faite par le conseil de ne point de soulever l'armée, et de se retirer dans son pays.

1793, 10 mai.

Archives de la Convention, 1793, 10 mai.

715. — Lettre de M. Dumouriez à Louis XVI, lui adressant une déclaration d'indépendance, promettant de lui la possibilité d'acquiescer à la proposition faite par le conseil de ne point de soulever l'armée, et de se retirer dans son pays.

1793, 10 mai.

Archives de la Convention, 1793, 10 mai.

716. — Lettre de M. Dumouriez au président de la Convention, lui adressant une déclaration d'indépendance, promettant de lui la possibilité d'acquiescer à la proposition faite par le conseil de ne point de soulever l'armée, et de se retirer dans son pays.

717. — Lettre de M. Dumouriez à Louis XVI, lui adressant une déclaration d'indépendance, promettant de lui la possibilité d'acquiescer à la proposition faite par le conseil de ne point de soulever l'armée, et de se retirer dans son pays.

1793, 10 mai.

Archives de la Convention, 1793, 10 mai.

718. — Lettre de M. Dumouriez à Louis XVI, lui adressant une déclaration d'indépendance, promettant de lui la possibilité d'acquiescer à la proposition faite par le conseil de ne point de soulever l'armée, et de se retirer dans son pays.

1793, 10 mai.

Archives de la Convention, 1793, 10 mai.

719. — Lettre de M. Dumouriez à Louis XVI, lui adressant une déclaration d'indépendance, promettant de lui la possibilité d'acquiescer à la proposition faite par le conseil de ne point de soulever l'armée, et de se retirer dans son pays.

720. — Lettre de M. Dumouriez à Louis XVI, lui adressant une déclaration d'indépendance, promettant de lui la possibilité d'acquiescer à la proposition faite par le conseil de ne point de soulever l'armée, et de se retirer dans son pays.

1793, 10 mai.

Archives de la Convention, 1793, 10 mai.

721. — Lettre de M. Dumouriez à Louis XVI, lui adressant une déclaration d'indépendance, promettant de lui la possibilité d'acquiescer à la proposition faite par le conseil de ne point de soulever l'armée, et de se retirer dans son pays.

1793, 10 mai.

Archives de la Convention, 1793, 10 mai.

722. — Lettre de M. Dumouriez à Louis XVI, lui adressant une déclaration d'indépendance, promettant de lui la possibilité d'acquiescer à la proposition faite par le conseil de ne point de soulever l'armée, et de se retirer dans son pays.

et de leurs devoirs, et observant que le Directeur ne peut qu'acquiescer favorablement à tout ce qui peut tendre à écarter le patriarisme des Athéniens.

2 juin 1792.

Ed. Meyer, *Die Stoa*, II, 1913, p. 130.

749. — Lettre de M. Guget, curé de Saint-Germain-l'Auxerrois, et des marguilliers, en charge à l'Assemblée législative, lui adressant, comme ils l'avaient fait pour l'Assemblée constituante, l'invitation d'assister à la procession de la Fête-Dieu de la paroisse, et l'assurant que l'acceptation de l'Assemblée nationale le conduirait au concubergre de Paris, ce qui n'est pas chose à dédaigner dans les circonstances où l'on se trouve.

5 juin 1792.

Id. A-1783, 1800, 1801, 1802, 1803, 1804, 1805, 1806, 1807, 1808, 1809, 1810, 1811, 1812, 1813, 1814, 1815, 1816, 1817, 1818, 1819, 1820, 1821, 1822, 1823, 1824, 1825, 1826, 1827, 1828, 1829, 1830, 1831, 1832, 1833, 1834, 1835, 1836, 1837, 1838, 1839, 1840, 1841, 1842, 1843, 1844, 1845, 1846, 1847, 1848, 1849, 1850, 1851, 1852, 1853, 1854, 1855, 1856, 1857, 1858, 1859, 1860, 1861, 1862, 1863, 1864, 1865, 1866, 1867, 1868, 1869, 1870, 1871, 1872, 1873, 1874, 1875, 1876, 1877, 1878, 1879, 1880, 1881, 1882, 1883, 1884, 1885, 1886, 1887, 1888, 1889, 1890, 1891, 1892, 1893, 1894, 1895, 1896, 1897, 1898, 1899, 1900, 1901, 1902, 1903, 1904, 1905, 1906, 1907, 1908, 1909, 1910, 1911, 1912, 1913, 1914, 1915, 1916, 1917, 1918, 1919, 1920, 1921, 1922, 1923, 1924, 1925, 1926, 1927, 1928, 1929, 1930, 1931, 1932, 1933, 1934, 1935, 1936, 1937, 1938, 1939, 1940, 1941, 1942, 1943, 1944, 1945, 1946, 1947, 1948, 1949, 1950, 1951, 1952, 1953, 1954, 1955, 1956, 1957, 1958, 1959, 1960, 1961, 1962, 1963, 1964, 1965, 1966, 1967, 1968, 1969, 1970, 1971, 1972, 1973, 1974, 1975, 1976, 1977, 1978, 1979, 1980, 1981, 1982, 1983, 1984, 1985, 1986, 1987, 1988, 1989, 1990, 1991, 1992, 1993, 1994, 1995, 1996, 1997, 1998, 1999, 2000, 2001, 2002, 2003, 2004, 2005, 2006, 2007, 2008, 2009, 2010, 2011, 2012, 2013, 2014, 2015, 2016, 2017, 2018, 2019, 2020, 2021, 2022, 2023, 2024, 2025, 2026, 2027, 2028, 2029, 2030, 2031, 2032, 2033, 2034, 2035, 2036, 2037, 2038, 2039, 2040, 2041, 2042, 2043, 2044, 2045, 2046, 2047, 2048, 2049, 2050, 2051, 2052, 2053, 2054, 2055, 2056, 2057, 2058, 2059, 2060, 2061, 2062, 2063, 2064, 2065, 2066, 2067, 2068, 2069, 2070, 2071, 2072, 2073, 2074, 2075, 2076, 2077, 2078, 2079, 2080, 2081, 2082, 2083, 2084, 2085, 2086, 2087, 2088, 2089, 2090, 2091, 2092, 2093, 2094, 2095, 2096, 2097, 2098, 2099, 2100, 2101, 2102, 2103, 2104, 2105, 2106, 2107, 2108, 2109, 2110, 2111, 2112, 2113, 2114, 2115, 2116, 2117, 2118, 2119, 2120, 2121, 2122, 2123, 2124, 2125, 2126, 2127, 2128, 2129, 2130, 2131, 2132, 2133, 2134, 2135, 2136, 2137, 2138, 2139, 2140, 2141, 2142, 2143, 2144, 2145, 2146, 2147, 2148, 2149, 2150, 2151, 2152, 2153, 2154, 2155, 2156, 2157, 2158, 2159, 2160, 2161, 2162, 2163, 2164, 2165, 2166, 2167, 2168, 2169, 2170, 2171, 2172, 2173, 2174, 2175, 2176, 2177, 2178, 2179, 2180, 2181, 2182, 2183, 2184, 2185, 2186, 2187, 2188, 2189, 2190, 2191, 2192, 2193, 2194, 2195, 2196, 2197, 2198, 2199, 2200, 2201, 2202, 2203, 2204, 2205, 2206, 2207, 2208, 2209, 2210, 2211, 2212, 2213, 2214, 2215, 2216, 2217, 2218, 2219, 2220, 2221, 2222, 2223, 2224, 2225, 2226, 2227, 2228, 2229, 2230, 2231, 2232, 2233, 2234, 2235, 2236, 2237, 2238, 2239, 2240, 2241, 2242, 2243, 2244, 2245, 2246, 2247, 2248, 2249, 2250, 2251, 2252, 2253, 2254, 2255, 2256, 2257, 2258, 2259, 2260, 2261, 2262, 2263, 2264, 2265, 2266, 2267, 2268, 2269, 2270, 2271, 2272, 2273, 2274, 2275, 2276, 2277, 2278, 2279, 2280, 2281, 2282, 2283, 2284, 2285, 2286, 2287, 2288, 2289, 2290, 2291, 2292, 2293, 2294, 2295, 2296, 2297, 2298, 2299, 2300, 2301, 2302, 2303, 2304, 2305, 2306, 2307, 2308, 2309, 2310, 2311, 2312, 2313, 2314, 2315, 2316, 2317, 2318, 2319, 2320, 2321, 2322, 2323, 2324, 2325, 2326, 2327, 2328, 2329, 2330, 2331, 2332, 2333, 2334, 2335, 2336, 2337, 2338, 2339, 2340, 2341, 2342, 2343, 2344, 2345, 2346, 2347, 2348, 2349, 2350, 2351, 2352, 2353, 2354, 2355, 2356, 2357, 2358, 2359, 2360, 2361, 2362, 2363, 2364, 2365, 2366, 2367, 2368, 2369, 2370, 2371, 2372, 2373, 2374, 2375, 2376, 2377, 2378, 2379, 2380, 2381, 2382, 2383, 2384, 2385, 2386, 2387, 2388, 2389, 2390, 2391, 2392, 2393, 2394, 2395, 2396, 2397, 2398, 2399, 2400, 2401, 2402, 2403, 2404, 2405, 2406, 2407, 2408, 2409, 2410, 2411, 2412, 2413, 2414, 2415, 2416, 2417, 2418, 2419, 2420, 2421, 2422, 2423, 2424, 2425, 2426, 2427, 2428, 2429, 2430, 2431, 2432, 2433, 2434, 2435, 2436, 2437, 2438, 2439, 2440, 2441, 2442, 2443, 2444, 2445, 2446, 2447, 2448, 2449, 2450, 2451, 2452, 2453, 2454, 2455, 2456, 2457, 2458, 2459, 2460, 2461, 2462, 2463, 2464, 2465, 2466, 2467, 2468, 2469, 2470, 2471, 2472, 2473, 2474, 2475, 2476, 2477, 2478, 2479, 2480

720. — Décret de l'Assemblée législative, décidant d'abord qu'elle assistera, par députation, à la procession de la Fête-Dieu, puis rapportant ce décret.

5 juin 1792.

Extrait du procès-verbal. A. N., C 150,  
n° 256.

628.

721. — Bon de 5,000 livres sur M. de Septeuil en faveur de M. de Ramainville.

6. *Journal of the American Medical Association*

On the other hand, the results of the present study are in line with the findings of M. de la Torre et al. (1995, 1996, 1997, 1998). A significant positive relationship was found between the number of children and the number of visits.

722. — Lettres des administrateurs au Département de Police, ou Comité de surveillance de l'Assemblée, lui envoyant des extraits de plusieurs lettres et notes, adressées, tant au maire de Paris qu'au Département de Police, par des municipalités ou citoyens de divers départemens, touchant des individus suspects se rendant à Paris et qu'il est bon de surveiller.

Originaux et extraits signés (19 p.). A. N.,

723. — Lettre du Directoire du Département au ministre de l'intérieur, l'informant qu'on vend publiquement à Paris un libelle abominable, intitulé : *Têtes à prix*, provoquant au meurtre, libelle qu'il a envoyé à la Municipalité et au comité central des juges de paix pour en rechercher les auteurs.

9 juin 1792.

Original signé, A. N., F<sup>1</sup>c III, Seine, 27.

724. Adresse des soldats du 102<sup>e</sup> régiment à l'Assemblée législative, protestant contre le bruit démenté qui fait courir les aristocrates sous prétexte que ces soldats portent la livrée du ci-devant comte d'Artois, bruit d'après lequel ils seraient prêts à arborer la cocarde blanche, signe odieux de contre-révolution dévoué et proscrit par tous les soldats.

10 juin 1792.

10 June 1964.  
 Col. A. V. 115, 116, 117, 118, 119, 120, 121, 122, 123, 124, 125, 126, 127, 128, 129, 130, 131, 132, 133, 134, 135, 136, 137, 138, 139, 140, 141, 142, 143, 144, 145, 146, 147, 148, 149, 150, 151, 152, 153, 154, 155, 156, 157, 158, 159, 160, 161, 162, 163, 164, 165, 166, 167, 168, 169, 170, 171, 172, 173, 174, 175, 176, 177, 178, 179, 180, 181, 182, 183, 184, 185, 186, 187, 188, 189, 190, 191, 192, 193, 194, 195, 196, 197, 198, 199, 200, 201, 202, 203, 204, 205, 206, 207, 208, 209, 210, 211, 212, 213, 214, 215, 216, 217, 218, 219, 220, 221, 222, 223, 224, 225, 226, 227, 228, 229, 230, 231, 232, 233, 234, 235, 236, 237, 238, 239, 240, 241, 242, 243, 244, 245, 246, 247, 248, 249, 250, 251, 252, 253, 254, 255, 256, 257, 258, 259, 260, 261, 262, 263, 264, 265, 266, 267, 268, 269, 270, 271, 272, 273, 274, 275, 276, 277, 278, 279, 280, 281, 282, 283, 284, 285, 286, 287, 288, 289, 290, 291, 292, 293, 294, 295, 296, 297, 298, 299, 300, 301, 302, 303, 304, 305, 306, 307, 308, 309, 310, 311, 312, 313, 314, 315, 316, 317, 318, 319, 320, 321, 322, 323, 324, 325, 326, 327, 328, 329, 330, 331, 332, 333, 334, 335, 336, 337, 338, 339, 340, 341, 342, 343, 344, 345, 346, 347, 348, 349, 350, 351, 352, 353, 354, 355, 356, 357, 358, 359, 360, 361, 362, 363, 364, 365, 366, 367, 368, 369, 370, 371, 372, 373, 374, 375, 376, 377, 378, 379, 380, 381, 382, 383, 384, 385, 386, 387, 388, 389, 390, 391, 392, 393, 394, 395, 396, 397, 398, 399, 400, 401, 402, 403, 404, 405, 406, 407, 408, 409, 410, 411, 412, 413, 414, 415, 416, 417, 418, 419, 420, 421, 422, 423, 424, 425, 426, 427, 428, 429, 430, 431, 432, 433, 434, 435, 436, 437, 438, 439, 440, 441, 442, 443, 444, 445, 446, 447, 448, 449, 450, 451, 452, 453, 454, 455, 456, 457, 458, 459, 460, 461, 462, 463, 464, 465, 466, 467, 468, 469, 470, 471, 472, 473, 474, 475, 476, 477, 478, 479, 480, 481, 482, 483, 484, 485, 486, 487, 488, 489, 490, 491, 492, 493, 494, 495, 496, 497, 498, 499, 500, 501, 502, 503, 504, 505, 506, 507, 508, 509, 510, 511, 512, 513, 514, 515, 516, 517, 518, 519, 520, 521, 522, 523, 524, 525, 526, 527, 528, 529, 530, 531, 532, 533, 534, 535, 536, 537, 538, 539, 540, 541, 542, 543, 544, 545, 546, 547, 548, 549, 550, 551, 552, 553, 554, 555, 556, 557, 558, 559, 560, 561, 562, 563, 564, 565, 566, 567, 568, 569, 570, 571, 572, 573, 574, 575, 576, 577, 578, 579, 580, 581, 582, 583, 584, 585, 586, 587, 588, 589, 590, 591, 592, 593, 594, 595, 596, 597, 598, 599, 600, 601, 602, 603, 604, 605, 606, 607, 608, 609, 610, 611, 612, 613, 614, 615, 616, 617, 618, 619, 620, 621, 622, 623, 624, 625, 626, 627, 628, 629, 630, 631, 632, 633, 634, 635, 636, 637, 638, 639, 640, 641, 642, 643, 644, 645, 646, 647, 648, 649, 650, 651, 652, 653, 654, 655, 656, 657, 658, 659, 660, 661, 662, 663, 664, 665, 666, 667, 668, 669, 670, 671, 672, 673, 674, 675, 676, 677, 678, 679, 680, 681, 682, 683, 684, 685, 686, 687, 688, 689, 690, 691, 692, 693, 694, 695, 696, 697, 698, 699, 700, 701, 702, 703, 704, 705, 706, 707, 708, 709, 710, 711, 712, 713, 714, 715, 716, 717, 718, 719, 720, 721, 722, 723, 724, 725, 726, 727, 728, 729, 730, 731, 732, 733, 734, 735, 736, 737, 738, 739, 740, 741, 742, 743, 744, 745, 746, 747, 748, 749, 750, 751, 752, 753, 754, 755, 756, 757, 758, 759, 760, 761, 762, 763, 764, 765, 766, 767, 768, 769, 770, 771, 772, 773, 774, 775, 776, 777, 778, 779, 780, 781, 782, 783, 784, 785, 786, 787, 788, 789, 790, 791, 792, 793, 794, 795, 796, 797, 798, 799, 800, 801, 802, 803, 804, 805, 806, 807, 808, 809, 810, 811, 812, 813, 814, 815, 816, 817, 818, 819, 820, 821, 822, 823, 824, 825, 826, 827, 828, 829, 830, 831, 832, 833, 834, 835, 836, 837, 838, 839, 840, 841, 842, 843, 844, 845, 846, 847, 848, 849, 850, 851, 852, 853, 854, 855, 856, 857, 858, 859, 860, 861, 862, 863, 864, 865, 866, 867, 868, 869, 870, 871, 872, 873, 874, 875, 876, 877, 878, 879, 880, 881, 882, 883, 884, 885, 886, 887, 888, 889, 890, 891, 892, 893, 894, 895, 896, 897, 898, 899, 900, 901, 902, 903, 904, 905, 906, 907, 908, 909, 910, 911, 912, 913, 914, 915, 916, 917, 918, 919, 920, 921, 922, 923, 924, 925, 926, 927, 928, 929,

725. — Adresse de citoyens à Louis XVI, lui dépeignant sous les couleurs les plus sombres la situation, et déclarant que, s'il se refuse à sanctionner le décret contre les prêtres réfractaires, il court au-devant d'une catastrophe sanglante, lui faisant craindre que le peuple exaspéré, la flamme et le fer en main, ne pénètre dans son palais, qu'il n'incendie et ne renverse ces superbes monuments de l'orgueil de ses prédécesseurs, qu'il n'étouffe la royauté sous ses débris et n'éteigne, dans son sang, celui de sa femme et de ses enfants, le souvenir des maux qu'elle a causés.

12 juin 1792.

726. — Dénonciation à l'Assemblée législative de motions incendiaires faites dans les groupes assemblés sur la terrasse des Tuileries, où se distribuait à profusion un libelle abominable, ainsi que de la publication du journal *l'Ami du peuple*, qui se continuait et se débitait aux portes mêmes de l'Assemblée, et

1993, 1994, 1995, 1996, 1997, 1998, 1999, 2000, 2001, 2002, 2003, 2004, 2005, 2006, 2007, 2008, 2009, 2010, 2011, 2012, 2013, 2014, 2015, 2016, 2017, 2018, 2019, 2020, 2021, 2022, 2023, 2024, 2025, 2026, 2027, 2028, 2029, 2030, 2031, 2032, 2033, 2034, 2035, 2036, 2037, 2038, 2039, 2040, 2041, 2042, 2043, 2044, 2045, 2046, 2047, 2048, 2049, 2050, 2051, 2052, 2053, 2054, 2055, 2056, 2057, 2058, 2059, 2060, 2061, 2062, 2063, 2064, 2065, 2066, 2067, 2068, 2069, 2070, 2071, 2072, 2073, 2074, 2075, 2076, 2077, 2078, 2079, 2080, 2081, 2082, 2083, 2084, 2085, 2086, 2087, 2088, 2089, 2090, 2091, 2092, 2093, 2094, 2095, 2096, 2097, 2098, 2099, 2100, 2101, 2102, 2103, 2104, 2105, 2106, 2107, 2108, 2109, 2110, 2111, 2112, 2113, 2114, 2115, 2116, 2117, 2118, 2119, 2120, 2121, 2122, 2123, 2124, 2125, 2126, 2127, 2128, 2129, 2130, 2131, 2132, 2133, 2134, 2135, 2136, 2137, 2138, 2139, 2140, 2141, 2142, 2143, 2144, 2145, 2146, 2147, 2148, 2149, 2150, 2151, 2152, 2153, 2154, 2155, 2156, 2157, 2158, 2159, 2160, 2161, 2162, 2163, 2164, 2165, 2166, 2167, 2168, 2169, 2170, 2171, 2172, 2173, 2174, 2175, 2176, 2177, 2178, 2179, 2180, 2181, 2182, 2183, 2184, 2185, 2186, 2187, 2188, 2189, 2190, 2191, 2192, 2193, 2194, 2195, 2196, 2197, 2198, 2199, 2200, 2201, 2202, 2203, 2204, 2205, 2206, 2207, 2208, 2209, 2210, 2211, 2212, 2213, 2214, 2215, 2216, 2217, 2218, 2219, 2220, 2221, 2222, 2223, 2224, 2225, 2226, 2227, 2228, 2229, 2230, 2231, 2232, 2233, 2234, 2235, 2236, 2237, 2238, 2239, 2240, 2241, 2242, 2243, 2244, 2245, 2246, 2247, 2248, 2249, 2250, 2251, 2252, 2253, 2254, 2255, 2256, 2257, 2258, 2259, 2260, 2261, 2262, 2263, 2264, 2265, 2266, 2267, 2268, 2269, 2270, 2271, 2272, 2273, 2274, 2275, 2276, 2277, 2278, 2279, 2280, 2281, 2282, 2283, 2284, 2285, 2286, 2287, 2288, 2289, 2290, 2291, 2292, 2293, 2294, 2295, 2296, 2297, 2298, 2299, 2300, 2301, 2302, 2303, 2304, 2305, 2306, 2307, 2308, 2309, 2310, 2311, 2312, 2313, 2314, 2315, 2316, 2317, 2318, 2319, 2320, 2321, 2322, 2323, 2324, 2325, 2326, 2327, 2328, 2329, 2330, 2331, 2332, 2333, 2334, 2335, 2336, 2337, 2338, 2339, 2340, 2341, 2342, 2343, 2344, 2345, 2346, 2347, 2348, 2349, 2350, 2351, 2352, 2353, 2354, 2355, 2356, 2357, 2358, 2359, 2360, 2361, 2362, 2363, 2364, 2365, 2366, 2367, 2368, 2369, 2370, 2371, 2372, 2373, 2374, 2375, 2376, 2377, 2378, 2379, 2380, 2381, 2382, 2383, 2384, 2385, 2386, 2387, 2388, 2389, 2390, 2391, 2392, 2393, 2394, 2395, 2396, 2397, 2398, 2399, 2400, 2401, 2402, 2403, 2404, 2405, 2406, 2407, 2408, 2409, 2410, 2411, 2412, 2413, 2414, 2415, 2416, 2417, 2418, 2419, 2420, 2421, 2422, 2423, 2424, 2425, 2426, 2427, 2428, 2429, 2430, 2431, 2432, 2433, 2434, 2435, 2436, 2437, 2438, 2439, 2440, 2441, 2442, 2443, 2444, 2445, 2446, 2447, 2448, 2449, 2450, 2451, 2452, 2453, 2454, 2455, 2456, 2457, 2458, 2459, 2460, 2461, 2462, 2463, 2464, 2465, 2466, 2467, 2468, 2469, 2470, 2471, 2472, 2473, 2474, 2475, 2476, 2477, 2478, 2479, 2480, 2481, 2482, 2483, 2484, 2485, 2486, 2487, 2488, 2489, 2490, 2491, 2492, 2493, 2494, 2495, 2496, 2497, 2498, 2499, 2500, 2501, 2502, 2503, 2504, 2505, 2506, 2507, 2508, 2509, 2510, 2511, 2512, 2513, 2514, 2515, 2516, 2517, 2518, 2519, 2520, 2521, 2522, 2523, 2524, 2525, 2526, 2527, 2528, 2529, 2530, 2531, 2532, 2533, 2534, 2535, 2536, 2537, 2538, 2539, 2540, 2541, 2542, 2543, 2544, 2545, 2546, 2547, 2548, 2549, 2550, 2551, 2552, 2553, 2554, 2555, 2556, 2557, 2558, 2559, 2560, 2561, 2562, 2563, 2564, 2565, 2566, 2567, 2568, 2569, 2570, 2571, 2572, 2573, 2574, 2575, 2576, 2577, 2578, 2579, 2580, 2581, 2582, 2583, 2584, 2585, 2586, 2587, 2588, 2589, 2590, 2591, 2592, 2593, 2594, 2595, 2596, 2597, 2598, 2599, 2600, 2601, 2602, 2603, 2604, 2605, 2606, 2607, 2608, 2609, 2610, 2611, 2612, 2613, 2614, 2615, 2616, 2617, 2618, 2619, 2620, 2621, 2622, 2623, 2624, 2625, 2626, 2627, 2628, 2629, 2630, 2631, 2632, 2633, 2634, 2635, 2636, 2637, 2638, 2639, 2640, 2641, 2642, 2643, 2644, 2645, 2646, 2647, 2648, 2649, 2650, 2651, 2652, 2653, 2654, 2655, 2656, 2657, 2658, 2659, 2660, 2661, 2662, 2663, 2664, 2665, 2666, 2667, 2668, 2669, 2670, 2671, 2672, 2673, 2674, 26

1792. — Journal de l'Assemblée législative. — On apprend que la députation de la commune de Saint-Thomas, de la section de la Liberté, des parents de D. F. Fournier, pour présenter à la commission de la publication des représentations par nous précédemment présentées, et autres, d'après les listes de la capitale.

1792. — 11 juin 1792.

Mémoires de la commission de la capitale.

1792. — 11 juin 1792. — 11 juin 1792.

1792. — 11 juin 1792. — M. Fournier, des parents de D. F. Fournier, pour présenter à la commission de la publication des représentations par nous précédemment présentées, et autres, d'après les listes de la capitale.

1792. — 11 juin 1792.

Mémoires de la commission de la capitale.

1792. — 11 juin 1792. — 11 juin 1792.

1792. — 11 juin 1792. — M. Fournier, des parents de D. F. Fournier, pour présenter à la commission de la publication des représentations par nous précédemment présentées, et autres, d'après les listes de la capitale.

1792. — 11 juin 1792.

Mémoires de la commission de la capitale.

1792. — 11 juin 1792. — 11 juin 1792.

1792. — 11 juin 1792. — M. Fournier, des parents de D. F. Fournier, pour présenter à la commission de la publication des représentations par nous précédemment présentées, et autres, d'après les listes de la capitale.

1792. — 11 juin 1792.

Mémoires de la commission de la capitale.

1792. — 11 juin 1792. — 11 juin 1792.

1792. — 11 juin 1792. — M. Fournier, des parents de D. F. Fournier, pour présenter à la commission de la publication des représentations par nous précédemment présentées, et autres, d'après les listes de la capitale.

1792. — 11 juin 1792. — M. Fournier, des parents de D. F. Fournier, pour présenter à la commission de la publication des représentations par nous précédemment présentées, et autres, d'après les listes de la capitale.

1792. — 11 juin 1792.

Mémoires de la commission de la capitale.

1792. — 11 juin 1792. — 11 juin 1792.

1792. — 11 juin 1792. — M. Fournier, des parents de D. F. Fournier, pour présenter à la commission de la publication des représentations par nous précédemment présentées, et autres, d'après les listes de la capitale.

1792. — 11 juin 1792.

Mémoires de la commission de la capitale.

1792. — 11 juin 1792. — 11 juin 1792.

1792. — 11 juin 1792. — M. Fournier, des parents de D. F. Fournier, pour présenter à la commission de la publication des représentations par nous précédemment présentées, et autres, d'après les listes de la capitale.

1792. — 11 juin 1792.

Mémoires de la commission de la capitale.

1792. — 11 juin 1792. — 11 juin 1792.

1792. — 11 juin 1792. — M. Fournier, des parents de D. F. Fournier, pour présenter à la commission de la publication des représentations par nous précédemment présentées, et autres, d'après les listes de la capitale.



lettre au président de l'Assemblée législative, à l'effet d'être admis à lire cette adresse à l'Assemblée.

17. 18 juin 1792.

Original signé, A. N., C. XLVI, n° 60.

735. — Rapport de M. Scipion Chambeonas à Louis XVI, rendant compte de ses démarches pour gagner à la cause royale divers individus, notamment Sautterre, à qui devait être faite dans la soirée une forte proposition, et annonçant que Pétion devait lui faire demander le lendemain 15,000 livres acompte des 30,000 que lui donnait par mois Dumouriez pour les dépenses de la police.

18 juin 1792.

Autographe, A. N., C 187, dos. 135, n° 527.

Ed. *Journal des procès-verbaux de la commission des crimes de la capitale, créés par la Commission des 21* (2<sup>e</sup> inventaire), p. 37.

736. — Adresse du bataillon de Saint-André-des-Arts, faisant partie de la garde de l'Assemblée législative, à cette même Assemblée, la priant d'assister et de présider à la plantation d'un arbre surmonté du bonnet de la liberté, un peuplier d'Italie, devant le palais du peuple, au moment où l'orage grossit de toutes parts, où la trahison marche à front découvert et où la patrie est en danger.

19 juin 1792.

Original, A. N., C. 132, n° 270<sup>ter</sup>.

Ed. *Archives parlementaires*, t. XLV, p. 204.

737. — Pétition individuelle au Corps

législatif pour lui demander la punition de tous les conspirateurs et l'examen de la conduite des administrateurs Dupont du Tertre, Montmorin, Bertrand, Dupontal tous dénoncés à la justice de l'Assemblée et pour la plupart déjà décrétés d'accusation.

Sans date, juin 1792.

Original avec 5 pages de signatures, A. N., C. 132, n° 270.

738. — Adresse des canonniers gardes nationaux parisiens à l'Assemblée législative, au sujet des bruits infâmes qui se répandent et qui laisseraient croire qu'en veut rétablir la noblesse et créer deux Chambres, adjurant l'Assemblée de punir les calomniateurs qui osent représenter le peuple comme assez dépourvu d'honneur et de courage pour capituler avec des traîtres et reprendre une partie de ses anciens fers.

(Juin 1792).

Minute, A. N., C. 132, n° 270.

739. — Déclaration du sieur Louis-Joseph Meux, portant qu'il a été arrêté, le 25 mai, moyennant 3 livres par jour, pour se promener et inspecter ceux qui disaient du mal de Louis XVI, se trouver à la messe du Roi et y crier : *vive le Roi!* aller aux Tuileries et y distribuer des placards et libelles contre l'Assemblée nationale, besogne dont il s'est acquitté trois jours.

7 juillet 1792.

Original signé, A. N., C. 218, n° 160<sup>138</sup>.

## § 21. — Journée du 20 juin.

### A. — HISTOIRE DE LA JOURNÉE DU 20 JUIN.

740. — Délibération du Conseil général de la Commune de Paris, passant à l'ordre du jour sur la pétition venant de M. Taczowsky, capitaine des canonniers du bataillon de Saint-Marcel et autres citoyens les septuagés, quatre-vingts et des chefs, à l'effet d'être autorisés à revêtir les libellés qu'ils portaient en 1789, après

leurs crimes, pour présenter, le 20, une pétition au Roi et à l'Assemblée législative, avec lettre d'envoi à M. Roderer.

10 juin 1792.

Extrait imprimé, A. N., C. 477A, imprimé, A. N., Mss., orig. n° 1001, 1002, 1003.

Ed. *Manuscrits de la Commune de Paris*, t. I, p. 138.

741. — Lettre de citoyens de Paris à M. Roderer, lui adressant expédition de l'arrêté pris le 10 juin, par le Conseil général

the 14th century, in 15th-century England, and in 16th-century Italy. Although the Renaissance was a cultural movement, it was not a political movement. It was a movement of the mind, and it was a movement of the spirit.

no 1

Commandant général, le priant de se rendre dans l'après-midi au Corps municipal pour le conseil des 9 heures du soir. Maître, afin de conférer avec lui sur les mesures que prendra le conseil municipal.

Quinze-Vingts, adoptant les pétition et adresse qui doivent être présentées le 15 mai 1870, à l'Assemblée législative au Roi par les citoyens armés, contrairement au vœu de M. Pétron, et enregistrant la démarche de M. Chabot, député, qui, après avoir mentionné l'envoi d'une adresse par le conseil municipal aux membres de l'Assemblée législative, déclare que le conseil municipal se propose pour son but la modération, l'égalité et paix, afin de faire mentir la demi-prédiction du général Luchaire.

« Je suis, comme on dit, un homme de bien, et je ne suis pas un homme de bien. »

— *Young*: And the answer to it is justice.

1.1.1. *Chrysomelidae*: 17 species, 11 genera, 10 subfamilies  
 1.1.2. *Curculionidae*: 10 species, 10 genera, 10 subfamilies

745. — Lettre du Directeur du Département en réponse à celle du ministre de l'intérieur, adressant copie de l'arrêté qu'il vient de prendre, à l'effet d'empêcher tout rassemblement, le concert avec le maire de Paris et la Municipalité de leur adresser M. Perron.

17474.

1.  $\text{H}_2\text{O}$  (molar mass = 18 g/mol)  $\times$  100 = 100%  
 2.  $\text{NH}_4\text{Cl}$  (molar mass = 53.5 g/mol)  $\times$  100 = 100%

716. — Lettre du Directeur du Département à M. Péron, maire de Paris, estimant, d'après les rapports inquiétants envoyés par le Commandant général de la garde nationale sur les préparatifs pour le lendemain, que la Municipalité devrait, dès le matin, lancer une proclamation qui rappellerait les lois relatives à la tranquillité publique et à l'ordre, et à maintenir l'ordre.

1997, *Journal of the American Academy of Child and Adolescent Psychiatry*, 36, 137.

Commandant général, l'invitant, en raison des craintes de rassemblements armés pour le lendemain, manifestées par le Département, à tenir les postes au complet, à doubler ceux qui environnent les Turleues et l'Assemblée nationale, à placer des postes supplémentaires à l'entrée des localités suspectes, à faire passer, en un mot, à prendre toutes les dispositions analogues aux circonstances et propres à assurer la tranquillité publique.

1988). As with the Difference in Difference model, the DID model allows comparison between groups of individuals, groups of countries, or the individual/country level. The following is a brief description of the DID model as presented by Angrist and Pischke (2009):

Le Municipalité et le Commandant Général de prendre sous leur responsabilité les mesures propres à empêcher tout attroupement continué, à la loi, à réprimer et contenant les perturbateurs du repos public, avec ordre à la grande autorité de porter main forte.

1934-1935

1. 1970-1971	2. 1971-1972	3. 1972-1973	4. 1973-1974	5. 1974-1975	6. 1975-1976	7. 1976-1977	8. 1977-1978	9. 1978-1979	10. 1979-1980	11. 1980-1981	12. 1981-1982	13. 1982-1983	14. 1983-1984	15. 1984-1985	16. 1985-1986	17. 1986-1987	18. 1987-1988	19. 1988-1989	20. 1989-1990	21. 1990-1991	22. 1991-1992	23. 1992-1993	24. 1993-1994	25. 1994-1995	26. 1995-1996	27. 1996-1997	28. 1997-1998	29. 1998-1999	30. 1999-2000	31. 2000-2001	32. 2001-2002	33. 2002-2003	34. 2003-2004	35. 2004-2005	36. 2005-2006	37. 2006-2007	38. 2007-2008	39. 2008-2009	40. 2009-2010	41. 2010-2011	42. 2011-2012	43. 2012-2013	44. 2013-2014	45. 2014-2015	46. 2015-2016	47. 2016-2017	48. 2017-2018	49. 2018-2019	50. 2019-2020	51. 2020-2021	52. 2021-2022	53. 2022-2023	54. 2023-2024	55. 2024-2025	56. 2025-2026	57. 2026-2027	58. 2027-2028	59. 2028-2029	60. 2029-2030	61. 2030-2031	62. 2031-2032	63. 2032-2033	64. 2033-2034	65. 2034-2035	66. 2035-2036	67. 2036-2037	68. 2037-2038	69. 2038-2039	70. 2039-2040	71. 2040-2041	72. 2041-2042	73. 2042-2043	74. 2043-2044	75. 2044-2045	76. 2045-2046	77. 2046-2047	78. 2047-2048	79. 2048-2049	80. 2049-2050	81. 2050-2051	82. 2051-2052	83. 2052-2053	84. 2053-2054	85. 2054-2055	86. 2055-2056	87. 2056-2057	88. 2057-2058	89. 2058-2059	90. 2059-2060	91. 2060-2061	92. 2061-2062	93. 2062-2063	94. 2063-2064	95. 2064-2065	96. 2065-2066	97. 2066-2067	98. 2067-2068	99. 2068-2069	100. 2069-2070	101. 2070-2071	102. 2071-2072	103. 2072-2073	104. 2073-2074	105. 2074-2075	106. 2075-2076	107. 2076-2077	108. 2077-2078	109. 2078-2079	110. 2079-2080	111. 2080-2081	112. 2081-2082	113. 2082-2083	114. 2083-2084	115. 2084-2085	116. 2085-2086	117. 2086-2087	118. 2087-2088	119. 2088-2089	120. 2089-2090	121. 2090-2091	122. 2091-2092	123. 2092-2093	124. 2093-2094	125. 2094-2095	126. 2095-2096	127. 2096-2097	128. 2097-2098	129. 2098-2099	130. 2099-2100	131. 2100-2101	132. 2101-2102	133. 2102-2103	134. 2103-2104	135. 2104-2105	136. 2105-2106	137. 2106-2107	138. 2107-2108	139. 2108-2109	140. 2109-2110	141. 2110-2111	142. 2111-2112	143. 2112-2113	144. 2113-2114	145. 2114-2115	146. 2115-2116	147. 2116-2117	148. 2117-2118	149. 2118-2119	150. 2119-2120	151. 2120-2121	152. 2121-2122	153. 2122-2123	154. 2123-2124	155. 2124-2125	156. 2125-2126	157. 2126-2127	158. 2127-2128	159. 2128-2129	160. 2129-2130	161. 2130-2131	162. 2131-2132	163. 2132-2133	164. 2133-2134	165. 2134-2135	166. 2135-2136	167. 2136-2137	168. 2137-2138	169. 2138-2139	170. 2139-2140	171. 2140-2141	172. 2141-2142	173. 2142-2143	174. 2143-2144	175. 2144-2145	176. 2145-2146	177. 2146-2147	178. 2147-2148	179. 2148-2149	180. 2149-2150	181. 2150-2151	182. 2151-2152	183. 2152-2153	184. 2153-2154	185. 2154-2155	186. 2155-2156	187. 2156-2157	188. 2157-2158	189. 2158-2159	190. 2159-2160	191. 2160-2161	192. 2161-2162	193. 2162-2163	194. 2163-2164	195. 2164-2165	196. 2165-2166	197. 2166-2167	198. 2167-2168	199. 2168-2169	200. 2169-2170	201. 2170-2171	202. 2171-2172	203. 2172-2173	204. 2173-2174	205. 2174-2175	206. 2175-2176	207. 2176-2177	208. 2177-2178	209. 2178-2179	210. 2179-218
--------------	--------------	--------------	--------------	--------------	--------------	--------------	--------------	--------------	---------------	---------------	---------------	---------------	---------------	---------------	---------------	---------------	---------------	---------------	---------------	---------------	---------------	---------------	---------------	---------------	---------------	---------------	---------------	---------------	---------------	---------------	---------------	---------------	---------------	---------------	---------------	---------------	---------------	---------------	---------------	---------------	---------------	---------------	---------------	---------------	---------------	---------------	---------------	---------------	---------------	---------------	---------------	---------------	---------------	---------------	---------------	---------------	---------------	---------------	---------------	---------------	---------------	---------------	---------------	---------------	---------------	---------------	---------------	---------------	---------------	---------------	---------------	---------------	---------------	---------------	---------------	---------------	---------------	---------------	---------------	---------------	---------------	---------------	---------------	---------------	---------------	---------------	---------------	---------------	---------------	---------------	---------------	---------------	---------------	---------------	---------------	---------------	---------------	---------------	----------------	----------------	----------------	----------------	----------------	----------------	----------------	----------------	----------------	----------------	----------------	----------------	----------------	----------------	----------------	----------------	----------------	----------------	----------------	----------------	----------------	----------------	----------------	----------------	----------------	----------------	----------------	----------------	----------------	----------------	----------------	----------------	----------------	----------------	----------------	----------------	----------------	----------------	----------------	----------------	----------------	----------------	----------------	----------------	----------------	----------------	----------------	----------------	----------------	----------------	----------------	----------------	----------------	----------------	----------------	----------------	----------------	----------------	----------------	----------------	----------------	----------------	----------------	----------------	----------------	----------------	----------------	----------------	----------------	----------------	----------------	----------------	----------------	----------------	----------------	----------------	----------------	----------------	----------------	----------------	----------------	----------------	----------------	----------------	----------------	----------------	----------------	----------------	----------------	----------------	----------------	----------------	----------------	----------------	----------------	----------------	----------------	----------------	----------------	----------------	----------------	----------------	----------------	----------------	----------------	----------------	----------------	----------------	----------------	----------------	---------------

1793, p. 687.

BOURIZOT, R. 1983. *Hydrobiologie de la Vallée de la Moselle*. Paris: Masson.

4. I, p. 138.

Math. Ann. 1901.

749. — Lettre du maire de Paris à M. Dumont, commissaire de police de la section de Montreuil, l'engageant à employer tous les moyens de persuasion et même à espionner la toile publique pour empêcher les citoyens de couper des peupliers dans la cour du couvent de la Croix.

M. 109. A. N. 1. 1334.

700. — Rapport de police du sergent Scott Douglas, relatant l'imminent arrive à la messe du Roi, ou le sergent Leclerc, amb-major du bataillon des Filles-Dieu, avait crié : *Vive le Roi!* et refusé de crier : *Vive la Nation!*

$O(2\pi\alpha')^{-1/2} \sim (V_2/V_1)^{1/2} \sim (V_2/V_1)^{1/2} \sim (V_2/V_1)^{1/2} \sim (V_2/V_1)^{1/2}$

751. — Raport et de p. l'éc. du seau. St. J. the-Douglas, disant qu'il y a beaucoup de fermentation, même des rixes, sur la terrasse des Feuillants, ainsi qu'au Palais-Royal, et qu'on se propose de brûler la lettre de Lafayette à l'Assemblée nationale.

Douglas)

Finally, Ruppert (in press) and Johnson (in press) suppose the following: "The American and Soviet Missions in Poland in 1945 presented conflicting and divergent conceptions of 'Communism' and its proper development in terms of the Polish people's development."

adressées au peuple par la demoiselle Théroigne, le 19 juin, pour appuyer l'entreprise des faubourgs.

20 juin 1792.

Copie, A. N., F<sup>7</sup> 4387.

14. Same as above, grey ground, red lines, red ink, 1890. *Inv. No. 118.*

733. — Lettre des maire et administrateurs de police de Paris au Directeur du Département, l'avisant de l'intention bien arrêtée des citoyens des faubourgs de se porter en armes aux Indes, et demandant s'il ne serait pas prudent de convoquer et de faire marcher la garde nationale en armes.

Model of the system:  $A \rightarrow B$ ,  $E_{\text{act}} = 65.8$ ,  $E_{\text{act}}^{\text{obs}} = 47.7$ ,  
 Arrhenius pre-exponential factor:  $1.4 \times 10^{11} \text{ s}^{-1}$ ,  $\ln A = 25.3$ ,  
 Plotting: Fig. 2.

1979, p. 111.

t. I, p. 145.

1, p. 145.

200. — Lettre du Directeur du Département aux maires et officiers municipaux, déclarant que la loi lui trace ses devoirs d'une façon impérieuse, et qu'il persiste dans l'arrêté de la veille.

Original signé, A. N., F<sup>7</sup> 4774<sup>50</sup>, F<sup>7</sup> 3688<sup>1</sup>;  
copies, Arch. du ministère de la justice (dos.  
de l'arr. F<sup>7</sup> 4774 = 1).

20 juin 1792, Paris, 1792, n° IV.

*Revue rétrospective*, 2<sup>e</sup> série, t. I, p. 166.

MANUSCRIPT RECEIVED: 11 November 1979  
 IN FINAL FORM: 12 February 1980

*Archives parlementaires*, t. XLV, p. 442.

755. — Lettre du maire de Paris à M. Sergent, l'invitant à se rendre sur le champ au Directoire du Département, et à lui faire savoir, le plus promptement possible, le résultat de la délibération pour prévenir en conséquence les commotions des citoyens. (Arch. Min. Int. Aff. ext. 1793, 1794, 1795, 1796, 1797, 1798, 1799, 1800, 1801, 1802, 1803, 1804, 1805, 1806, 1807, 1808, 1809, 1810, 1811, 1812, 1813, 1814, 1815, 1816, 1817, 1818, 1819, 1820, 1821, 1822, 1823, 1824, 1825, 1826, 1827, 1828, 1829, 1830, 1831, 1832, 1833, 1834, 1835, 1836, 1837, 1838, 1839, 1840, 1841, 1842, 1843, 1844, 1845, 1846, 1847, 1848, 1849, 1850, 1851, 1852, 1853, 1854, 1855, 1856, 1857, 1858, 1859, 1860, 1861, 1862, 1863, 1864, 1865, 1866, 1867, 1868, 1869, 1870, 1871, 1872, 1873, 1874, 1875, 1876, 1877, 1878, 1879, 1880, 1881, 1882, 1883, 1884, 1885, 1886, 1887, 1888, 1889, 1890, 1891, 1892, 1893, 1894, 1895, 1896, 1897, 1898, 1899, 1900, 1901, 1902, 1903, 1904, 1905, 1906, 1907, 1908, 1909, 1910, 1911, 1912, 1913, 1914, 1915, 1916, 1917, 1918, 1919, 1920, 1921, 1922, 1923, 1924, 1925, 1926, 1927, 1928, 1929, 1930, 1931, 1932, 1933, 1934, 1935, 1936, 1937, 1938, 1939, 1940, 1941, 1942, 1943, 1944, 1945, 1946, 1947, 1948, 1949, 1950, 1951, 1952, 1953, 1954, 1955, 1956, 1957, 1958, 1959, 1960, 1961, 1962, 1963, 1964, 1965, 1966, 1967, 1968, 1969, 1970, 1971, 1972, 1973, 1974, 1975, 1976, 1977, 1978, 1979, 1980, 1981, 1982, 1983, 1984, 1985, 1986, 1987, 1988, 1989, 1990, 1991, 1992, 1993, 1994, 1995, 1996, 1997, 1998, 1999, 2000, 2001, 2002, 2003, 2004, 2005, 2006, 2007, 2008, 2009, 2010, 2011, 2012, 2013, 2014, 2015, 2016, 2017, 2018, 2019, 2020, 2021, 2022, 2023, 2024, 2025, 2026, 2027, 2028, 2029, 2030, 2031, 2032, 2033, 2034, 2035, 2036, 2037, 2038, 2039, 2040, 2041, 2042, 2043, 2044, 2045, 2046, 2047, 2048, 2049, 2050, 2051, 2052, 2053, 2054, 2055, 2056, 2057, 2058, 2059, 2060, 2061, 2062, 2063, 2064, 2065, 2066, 2067, 2068, 2069, 2070, 2071, 2072, 2073, 2074, 2075, 2076, 2077, 2078, 2079, 2080, 2081, 2082, 2083, 2084, 2085, 2086, 2087, 2088, 2089, 2090, 2091, 2092, 2093, 2094, 2095, 2096, 2097, 2098, 2099, 2100, 2101, 2102, 2103, 2104, 2105, 2106, 2107, 2108, 2109, 2110, 2111, 2112, 2113, 2114, 2115, 2116, 2117, 2118, 2119, 2120, 2121, 2122, 2123, 2124, 2125, 2126, 2127, 2128, 2129, 2130, 2131, 2132, 2133, 2134, 2135, 2136, 2137, 2138, 2139, 2140, 2141, 2142, 2143, 2144, 2145, 2146, 2147, 2148, 2149, 2150, 2151, 2152, 2153, 2154, 2155, 2156, 2157, 2158, 2159, 2160, 2161, 2162, 2163, 2164, 2165, 2166, 2167, 2168, 2169, 2170, 2171, 2172, 2173, 2174, 2175, 2176, 2177, 2178, 2179, 2180, 2181, 2182, 2183, 2184, 2185, 2186, 2187, 2188, 2189, 2190, 2191, 2192, 2193, 2194, 2195, 2196, 2197, 2198, 2199, 2200, 2201, 2202, 2203, 2204, 2205, 2206, 2207, 2208, 2209, 2210, 2211, 2212, 2213, 2214, 2215, 2216, 2217, 2218, 2219, 2220, 2221, 2222, 2223, 2224, 2225, 2226, 2227, 2228, 2229, 2230, 2231, 2232, 2233, 2234, 2235, 2236, 2237, 2238, 2239, 2240, 2241, 2242, 2243, 2244, 2245, 2246, 2247, 2248, 2249, 2250, 2251, 2252, 2253, 2254, 2255, 2256, 2257, 2258, 2259, 2260, 2261, 2262, 2263, 2264, 2265, 2266, 2267, 2268, 2269, 2270, 2271, 2272, 2273, 2274, 2275, 2276, 2277, 2278, 2279, 2280, 2281, 2282, 2283, 2284, 2285, 2286, 2287, 2288, 2289, 2290, 2291, 2292, 2293, 2294, 2295, 2296, 2297, 2298, 2299, 2300, 2301, 2302, 2303, 2304, 2305, 2306, 2307, 2308, 2309, 2310, 2311, 2312, 2313, 2314, 2315, 2316, 2317, 2318, 2319, 2320, 2321, 2322, 2323, 2324, 2325, 2326, 2327, 2328, 2329, 2330, 2331, 2332, 2333, 2334, 2335, 2336, 2337, 2338, 2339, 2340, 2341, 2342, 2343, 2344, 2345, 2346, 2347, 2348, 2349, 2350, 2351, 2352, 2353, 2354, 2355, 2356, 2357, 2358, 2359, 2360, 2361, 2362, 2363, 2364, 2365, 2366, 2367, 2368, 2369, 2370, 2371, 2372, 2373, 2374, 2375, 2376, 2377, 2378, 2379, 2380, 2381, 2382, 2383, 2384, 2385, 2386, 2387, 2388, 2389, 2390, 2391, 2392, 2393, 2394, 2395, 2396, 2397, 2398, 2399, 2400, 2401, 2402, 2403, 2404, 2405, 2406, 2407, 2408, 2409, 2410, 2411, 2412, 2413, 2414, 2415, 2416, 2417, 2418, 2419, 2420, 2421, 2422, 2423, 2424, 2425, 2426, 2427, 2428, 2429, 2430, 2431, 2432, 2433, 2434, 2435, 2436, 2437, 2438, 2439, 2440, 2441, 2442, 2443, 2444, 2445, 2446, 2447, 2448, 2449, 2450, 2451, 2452, 2453, 2454, 2455, 2456, 2457, 2458, 2459, 2460, 2461, 2462, 2

20 juin 1792 (5 heures du matin).

Minute, A. N., F<sup>o</sup> 4774<sup>70</sup>.



764. — Lettre de M. de Louchamp, capitaine au 10<sup>e</sup> bataillon de la 2<sup>e</sup> légion, au maire de Paris, annonçant qu'une foule considérable de peuple s'est rassemblée au poste de la rue Montfaucon, persistant à marcher en armes et avec ses canons, malgré les représentations répétées de M. Saint-Prex, et que, pour éviter de graves accidents, le commandant s'est vu obligé de se mettre à la tête de cette troupe.

20 juin 1792

Original A. N., F<sup>7</sup> 4774<sup>50</sup>.

765. — Lettre de M. Terrier, ministre de l'intérieur, à Louis XVI, l'informant que les nouvelles de la nuit ne sont pas alarmantes et que le Département a très sagement refusé de revenir sur son arrêté d'hier, malgré le désir exprimé par le Maire, et de laisser les citoyens non actifs se joindre à la garde nationale.

20 juin 1792 (8 heures du matin)

Autographe A. N., t. 483, n<sup>o</sup> 526.

Ed. *L'Assemblée nationale des provinces dévouées à l'Assemblée nationale*, t. 13, p. 89, n<sup>o</sup> 224.

766. — Lettre du ministre de l'intérieur au Directoire du Département, lui exprimant toute la satisfaction éprouvée par le Roi, des mesures contenues dans l'arrêté pris par le Directoire, ajoutant que le Roi, pour prévenir tout désordre que pourraient commettre des gens malintentionnés, avait cru devoir ordonner à la garde du château de s'opposer à tout attroupement dans son enceinte.

20 juin 1792 (8 heures)

Minute, A. N., F<sup>7</sup> 36881; copie conforme signée de Terrier, Arch. du ministère de la justice.

Ed. *Revue rétrospective*, 2<sup>e</sup> série, t. I, p. 169, n<sup>o</sup> 3.

A. *Les provinces dévouées*, t. XIV, p. 442.

767. — Lettre du ministre de l'intérieur au Directoire du Département, accusant réception des deux lettres envoyées, lui recommandant le maintien de la loi dans toute son intégrité, annonçant qu'il vient de communiquer les détails au Roi et lui

présenter, de tous les incidents qui pour-  
raient intéresser sa tranquillité.

20 juin 1792 (8 heures du matin).

Minute A. N., F<sup>7</sup> 36881, copie conforme signée de Terrier, Arch. du ministère de la justice.

768. — Arrêté du Corps municipal, chargeant le Commandant général de la garde nationale de rassembler sous les drapeaux les citoyens de tous uniformes et de toutes armes, en raison des attroupements du faubourg Saint-Antoine, formés dans le dessein de se transporter à l'Assemblée nationale et chez le Roi.

20 juin 1792 (9 heures du matin).

Extraits conformes (2 p.), A. N., F<sup>7</sup> 36881, F<sup>7</sup> 4774<sup>50</sup>; imprimée, B. N., Mss. nouv. acq. fr. 2667, fol. 45; copie, Arch. du ministère de la justice (dos. de l'affaire Pétion, n<sup>o</sup> 21).

Ed. *Le Contrat des 83 départements*, par Gousas, numéro du 21 juin 1792, p. 345.  
*Revue rétrospective*, 2<sup>e</sup> série, t. I, p. 168.

MORTIMER-TERNIAUX, *Histoire de la Terreur*, t. I, p. 167.

769. — Lettre du ministre de l'intérieur au Département de Paris, l'invitant à faire marcher les troupes pour défendre le château, vu l'imminence du danger, avec réponse du Département, déclarant qu'il a fait passer copie de la lettre du ministre au Maire, au Corps municipal et au Commandant général.

20 juin 1792 (9 heures du matin).

Original signé et minute (2 p.), A. N., F<sup>7</sup> 36881, F<sup>7</sup> 4774<sup>50</sup>; copie conforme signée de Terrier, Arch. du ministère de la justice (dos. de l'affaire Pétion, n<sup>o</sup> 8).

Ed. *Revue rétrospective*, 2<sup>e</sup> série, t. I, p. 169, n<sup>o</sup> 3.

MORTIMER-TERNIAUX, *Histoire de la Terreur*, t. I, p. 168.

A. *Les provinces dévouées*, t. XIV, p. 442.

770. — Protestation de MM. Bonnet et de Savin, commandants du bataillon de Sainte-Marguerite, au sujet de l'ordre qui leur a été donné par M. Santoni de faire marcher leur bataillon à la suite de celui des Enfants-Trouvés, contrairement aux instructions de M. Pétion, protestation reçue par la section de Montreuil.

20 juin 1792 (10 heures du matin).

Copie, Arch. du ministère de la justice (dos. de l'affaire Pétion, n<sup>o</sup> 10).



16. — *Journal de la garde nationale de la commune de Paris* (Paris, 1792), n. 18.  
*Revue constitutionnelle* (Paris), t. I, p. 375.

17. — Lettre de la commune de Paris adressée au Directoire du Département, l'avisant du danger qui pèse sur le sort de la ville des Parisiens, pour le renvoi au Directoire, contre le commissaire de l'état de la ville et pour la mise en liberté des prisonniers détenus politiquement.

20 juin 1792 (11 heures du matin).  
*Journal de la garde nationale* (Paris), t. I, p. 375.  
*Revue constitutionnelle* (Paris), t. I, p. 375.

18. — Deuxième adresse à l'Assemblée législative, au nom du Directoire du Département de Paris, au Ministère national, sur le rassemblement extraordinaire de citoyens armés, menaçant la ville de Paris, le général de la Commune et du Département, lui fait connaître l'état de la capitale, avec les avertissements qui sont parvenus, et montre tout le danger que ferait courir à l'Assemblée la réception de multitudes armées dans son sein.

20 juin 1792.  
*Moniteur* (Paris), t. I, p. 438.  
*Journal de la garde nationale* (Paris), t. I, p. 375.  
*Revue constitutionnelle* (Paris), t. I, p. 375.

19. — Lettre de la Direction de l'Intérieur adressée à M. Terrier, ministre de l'Intérieur, lui adressant la copie du discours prononcé à l'Assemblée législative, et lui faisant connaître le danger qui pèse sur la ville de Paris.

20 juin 1792.  
*Journal de la garde nationale* (Paris), t. I, p. 375.

774. — Lettre de M. Santerre, commandant du bataillon des Enfants-Trouvés, au président de l'Assemblée législative, demandant, au nom des habitants du faubourg Saint-Antoine, qui célèbrent l'anniversaire du rassemblement du bois de Boulogne, l'honneur d'être admis à la barre pour déposer un rapport sur l'état de la ville de Paris, et pour proposer des mesures de salut public.

20 juin 1792.  
*Journal de la garde nationale* (Paris), t. I, p. 375.

19. — Lettre de la Direction de l'Intérieur adressée à M. Terrier, ministre de l'Intérieur, lui adressant la copie du discours prononcé à l'Assemblée législative, et lui faisant connaître le danger qui pèse sur la ville de Paris.

775. — Adresse à l'Assemblée législative présentée par une députation des citoyens du faubourg Saint-Antoine, admise dans la salle des séances, qui exprime ses craintes et ses inquiétudes.

20 juin 1792.  
*Moniteur* (Paris), t. I, p. 438.  
*Journal de la garde nationale* (Paris), t. I, p. 375.  
*Revue constitutionnelle* (Paris), t. I, p. 375.

776. — Rapports faits à l'Assemblée législative par les trois députations successivement envoyées auprès de Louis XVI, pour lui faire connaître l'état de la ville de Paris, et pour lui proposer des mesures de salut public.

20 juin 1792.  
*Journal de la garde nationale* (Paris), t. I, p. 375.  
*Moniteur* (Paris), t. I, p. 438.  
*Journal de la garde nationale* (Paris), t. I, p. 375.

777. — Lettre de M. Lafond, commandant du bataillon du Jardin-des-Plantes, aux maire et officiers municipaux, annonçant la formation d'un attroupement à la porte de Saint-Firmin, auquel le peuple public prêter le projet d'enlever les canons et des desseins incendiaires, avec réponse du maire, déclarant que nul n'a le droit de disposer des canons d'un bataillon et l'engageant néanmoins à n'employer la force qu'à la dernière extrémité.

20 juin 1792 (11 heures du matin).  
*Original et minute* (2 p.). A. N., F<sup>7</sup> 47747.

778. — Lettre des citoyens de la commune de Paris, adressée au général de la Commune, au maire de Paris, demandant si c'est par son ordre qu'a été envoyée une lettre les convoquant d'urgence à la Municipalité, pour voter sur la question de la ville de Paris.

20 juin 1792 (11 heures du matin).  
*Original et minute* (2 p.). A. N., F<sup>7</sup> 47747.  
*Journal de la garde nationale* (Paris), t. I, p. 375.

Une note de la main de Pétion en tête de la lettre porte ces mots : « J'étais alors au château, dans l'impossibilité de répondre. »

779. — Lettre des administrateurs du Département au maire de Paris, manifestant leur inquiétude et le priant d'envoyer un officier municipal pour les instruire de ce qui se passe.

20 juin 1792 (7 heures).

Original signé, A. N., F<sup>7</sup> 4774<sup>70</sup>.

Ed. MORIMIER-TERNAUX, *Histoire de la Terreur*, t. I, p. 204.

780. — Délibération du Directoire du Département, prise à la suite des désordres commis au château des Tuileries, mandant au maire et à la Municipalité de Paris de garantir la sûreté et tranquillité publiques et celle du Roi, de la famille royale, et de lui rendre, par écrit, un compte rendu détaillé des événements de la journée, ainsi que de la conduite des fonctionnaires publics qui auraient manqué à leur devoir, avec lettre d'envoi au maire de Paris.

20 juin 1792 (10 h. 1 et 2 du soir).

Original signé et copie conforme (2 p.), A. N., F<sup>7</sup> 4774<sup>70</sup>; Arch. du ministère de la justice.

Ed. *Revue rétrospective*, 2<sup>e</sup> série, t. I, p. 177.

781. — Lettre de M. Roderer, procureur général syndic du Département, à M. Pétion, le priant, au nom du Directoire, ainsi que quelques officiers municipaux, de venir le lendemain à 9 heures se concerter avec eux sur les mesures à prendre pour assurer la tranquillité publique.

20 juin 1792.

Original signé, A. N., F<sup>7</sup> 4774<sup>70</sup>.

782. — Lettre de M. Pétion, maire de Paris, au Commandant général, l'invitant, sur le bruit (non fondé, à son avis) que des citoyens doivent se rendre le lendemain aux Tuileries, à y faire porter des forces imposantes, à y organiser des patrouilles, en un mot, à prendre toutes les précautions de sûreté.

20 juin 1792 (10 heures du soir).

Minute A. N., F<sup>7</sup> 4774<sup>70</sup>.

783. — Ordre de M. Terrier, ministre de l'intérieur, assistant le Directoire du

Département à se rendre aux Tuileries pour se concerter sur les moyens d'assurer la tranquillité de la nuit.

20 juin 1792 (11 heures du soir).

Pièce absente.

Ed. *Revue rétrospective*, 2<sup>e</sup> série, t. I, p. 178.

784. — Lettre du ministre de l'intérieur au Directoire du Département, l'engageant, en prévision des nouveaux rassemblements annoncés pour le lendemain, à employer tous les moyens pour prévenir les événements funestes dont on a été menacé dans le cours de la journée, avec lettre d'envoi de cette lettre, par le Directoire, à M. Pétion.

20 juin 1792 (11 heures du soir).

Minute et original signé (2 p.), A. N., F<sup>7</sup> 4774<sup>70</sup>, F<sup>7</sup> 36884; copie conforme, Arch. du ministère de la justice.

785. — Lettre du Directoire du Département à M. Terrier, ministre de l'intérieur, l'informant des mesures concertées avec le Commandant général pour la sûreté des Tuileries, notamment pour que la garde du château soit portée à 2,500 hommes, et qu'il y ait en permanence deux membres du Directoire, avec réponse.

20 juin 1792.

Original signé, A. N., F<sup>7</sup> 36884; copie conforme signée de Terrier, Arch. du ministère de la justice.

Ed. MORIMIER-TERNAUX, *Histoire de la Terreur*, t. I, p. 223.

*Musée des Archives nationales*, n° 1270.

786. — Description de la fête civique donnée au Roi dans son château des Tuileries par MM. Pétion et Santerre.

20 juin 1792.

Imprimé (14 pages), A. N., C 222, n° 160142.

2<sup>e</sup> Cri de la douleur ou Journée du 20 juin (par Peltier), extrait de la Correspondance politique ou Tableau de Paris, des 22 et 24 juin.

Imprimé (32 p. in-8°), A. N., AD<sup>1</sup> 102.

3<sup>e</sup> Récit historique et exact de ce qui s'est passé au château des Tuileries, le mercredi 20 juin 1792.

Imprimé (24 p. in-8°), A. N., AD<sup>1</sup> 102.

Le Comité d'urgence de l'Association nationale des Gens de l'Environnement des États-Unis (NAAEE) a appelé le parlement et des universités voisines à rejoindre des efforts de 2000.

Received 19 July 2005; accepted 14 August 2005; first published online 10 October 2005

Le *Compte de Jacques Roussé (de L'union, de l'Affaire, sur ce qui s'est passé, et sur ce qui se passe des Indes et sur la position actuelle de l'empire)* sera adressé au député.

1. *Journal of the American Medical Association*, 1954; 157: 1000-1001.

Ed. *Archives parlementaires*, t. XLV, p. 523.

For example, inside the  $M_1 + M_2$  or  $M_1 + M_2 + M_3$  phase regions, the  $100^\circ$  and  $110^\circ$  reflections are observed, respectively, in the  $2\theta$  range  $1.70^\circ$ .

Received 28 June 2000; accepted 1 July 2000

En cumplimiento de lo que el Consejo de Ministros acordó en su reunión del 29 de mayo 1992.

Immunogen: 20 µg/ml, 1:1000, 1:10000, 1:100000

[illegible]

11. *Journal of the American Medical Association*, 1990; 263: 1033-1037.

[illegible]

For the open case, see Henrici-Olive & Olive (1996) and the references therein. For  $\mathcal{H}^1$  see (1) and (2) and Case IV in the above.

19. *Journal of the American Chemical Society*, 71, 1949, 2485.

© 1995 by John Wiley & Sons, Inc.

It is noteworthy that the authors of the 1998 report on non-regionalized services do not follow progressively the *Journal NMI* (p. 14) in making suggestions.

1980 — Rapport du ministre de l'Intérieur à l'Assemblée législative au sujet de l'envahissement du château des Tuileries par des milliers d'artistes, sculpteurs et dessinateurs aux ordres du Roi.

21 jun 1792

Terrier, Arch. du ministère de la justice.

14. A. 1991, *Journal of the American Statistical Association*, 86, 439.

500 — L'Écho de M. Alexandre Com-  
mandant du bataillon de Saint-Marcel, au-  
maire de Paris, l'assurant que son quar-  
tier, complètement dévasté, se trouve  
est dans la plus profonde tranquillité, pro-  
testant contre les affreuses calomnies  
qu'on a vomies hier sur leur compte, et  
ajoutant même que l'on n'a jamais  
songé à attenter à la propriété ou à la  
personne de qui que ce soit, qu'aucun  
mot indécent n'a été lâché contre les  
autorités constituées ou contre le Roi, que  
des soldats ont cherché à rétablir l'ordre  
dans les églises, et qu'il n'y a eu aucun in-  
cendie, que les autorités ont été

1991-1992

Original. A. N. P. 47747<sup>20</sup>

18. M. J. Griffin, *Trans. Inst. Acoust. & Music*, **19**, 131 (1997).

Sur — Rapport de police. M. de Saint-Denis-Douglas, constatant que la garde nationale est indignée du traitement qu'on a fait subir au Roi et fort indisposée contre M. de Ramanvilliers et les officiers municipaux qui ont donné l'ordre d'ouvrir les portes du château, ajoutant que les es-

$$G_{\text{eff}}(A) = \frac{M}{2} + \frac{\pi}{6} \ln \left[ \frac{D_0(A)}{D_0(\infty)} \right]$$
[illegible]

la foule, pendant que M. Arloque marchait devant lui jusqu'à son appartement.

21 juin 1792.

Original, aux 2 p., A. N., C 222, n° 160<sup>ter</sup>.

793. — Lettre de M. Deliens, président de la section des Godechins, au président de l'Assemblée législative, lui rendant compte de la situation des esprits dans la section des Godechins, et déclarant que le Département a eu la perfidie d'afficher la défense d'aller en armes, alors que les citoyens armés étaient déjà partis, et que, dans la cour royale, ils ont écouté la voix du maire Pétion et s'en sont retournés en bon ordre, avec note du même portant que le comité de la section, n'ayant pas eu communication de cette lettre, a pensé que le sieur Deliens n'aurait pas dû la signer comme président, mais comme citoyen, ce qu'il reconnaît juste.

22 juin 1792.

Original, aux 2 p., A. N., D XL III, n° 10.  
Ed. *Annales parlementaires*, t. XLV, p. 480.

794. — Lettre de M. Lefebvre, ministre de l'intérieur, au président et aux membres du Comité des 42, leur adressant son rapport sur les événements de la journée d'avant-hier, ainsi que la copie certifiée de sa correspondance avec le Directoire du Département relativement aux précautions prises pour la tranquillité publique.

22 juin 1792.

Original signé, Arch. du ministère de la justice; minute, A. N., F<sup>7</sup> 3688<sup>1</sup>.

795. — Lettre du sieur Santerre, de nouveau à l'indignation de l'Assemblée le numéro du journal de Carra, du 20 juin, contenant deux paragraphes, dans lesquels on exhorta le peuple, seul et unique sauveur, à se passer de représentants; c'est à dire, à voter plus bas au Roi et à l'Assemblée, ce qui d'ailleurs s'est fait mercredi dernier aux Tuileries, au pendant trois heures de suite, il a entendu crier *la rue* *Liberté au faubourg Saint-Antoine*.

22 juin 1792.

Original, A. N., D XL III, n° 90.

796. — Certificat témoignait du dévouement d'Auguste-Louis-Germain Villain, employé de banque, grenadier au bataillon de Bonne-Nouvelle, qui est resté à la droite de Louis XVI, le mercredi 20 juin, depuis 4 heures après-midi jusqu'au moment où le Roi est rentré dans l'intérieur des appartements, vers 8 heures.

22 juin 1792.

Original portant les signatures de Mahon, commandant en chef du bataillon, et de Goujon, sous-lieutenant de grenadiers, A. N., C 222, n° 160<sup>ter</sup>.

797. — Rapport des sieurs Philippe Gautier et Jean Niquille, agents secrets, au Département de Police de la Municipalité, faisant connaître qu'après la journée du mercredi, vers 9 heures du soir, le commissaire Prestat, mandé au château, avec le sieur Mingot, officier de paix, a dressé procès-verbal des excès commis par le peuple, qui avait présenté au Roi deux mauvaises culottes, dont l'une pleine d'ordures, ledit procès-verbal ayant pour but de perdre le Maire et les officiers municipaux, et relatant les propos tenus, notamment par les grenadiers de Saint-Roch, qui disaient hautement qu'ils enviaient l'honneur de hacher par morceaux M. Santerre.

22 juin 1792.

Copie, A. N., F<sup>7</sup> 4387.

Ed. *Recueil des procès-verbaux de l'Assemblée des citoyens de Paris*, t. 1, n° 170, p. 170.

798. — Lettre du maire de Paris à M. Thomas, le priant de transmettre, le plus promptement possible, au Directoire du Département, le procès-verbal des faits qu'il a été à portée de voir dans la journée du 20 juin.

23 juin 1792.

Minute, A. N., F<sup>7</sup> 4774<sup>50</sup>.

799. — Arrêté du Conseil du Département de Paris, ordonnant que, le lendemain, à 9 heures précises du matin, le Maire et la Municipalité de Paris apportent les expéditions ou au moins les minutes de tous les procès-verbaux, tant du corps municipal que du conseil général.





lui dépeignant les angoisses qu'elle a éprouvées pendant la malheureuse journée du 20, et la priant d'envoyer une carte d'entrée au château.

25 juin 1792.

Original, A. N., C 422, n° 16072.

808. — Pétition justificative de la conduite du faubourg Saint-Marceau dans la journée du 20 juin, présentée à l'Assemblée législative par les citoyens de la section des Gobelins.

25 juin 1792.

Original revêtu de nombreuses signatures. A. N., C 152, n° 269.

Ed. *Archives parlementaires*, t. XLV, p. 576.

809. — Pétition des citoyens de la section des Quinze-Vingts à l'Assemblée législative, à l'effet de se justifier des calomnies répandues contre eux et de revendiquer hautement la part qu'ils ont prise au rassemblement du mercredi précédent, alors qu'indignés du renvoi des ministres patriotes, ils ont voulu donner au Roi le spectacle de 100,000 bras armés pour la défense de l'Assemblée, avec lettres du sieur Gonchon, organe de la députation, et réponse du président.

25 juin 1792.

Originaux signés (3 p.). A. N., C 150, n° 263, C 152, n° 269.

La tête de la pétition se trouve le certificat de Jurie, commissaire de police de la section des Quinze-Vingts, constatant que la section a nommé vingt députés pour la représenter à l'Assemblée.

Ed. *Archives parlementaires*, t. XLV, p. 572.

810. — Lettre de M. Deliens, président de la section des Gobelins, au maire de Paris, à l'effet de désavouer et condamner les manœuvres de malveillants qui cherchent à dénigrer la sage conduite tenue par le Maire dans la journée du 20 juin.

25 juin 1792.

Original, A. N., F<sup>7</sup> 477470.

811. — Lettre de M. Bonchou, procureur général syndic du département, au maire de Paris, demandant le prompt envoi d'une expédition des procès-verbaux des séances, tant du Corps municipal que du Conseil général, dans la journée du 20 juin et suivantes, ou il a été traité des évé-

nements de cette journée, demande transmise à M. De Joly.

25 juin 1792.

Original signé et daté (2 p.). A. N., F<sup>7</sup> 477470.

812. — Dénonciation à l'Assemblée législative par les sieurs Lenoir, Dubreuilh et Verniquet, citoyens du faubourg Saint-Antoine, de François Chabot, député, comme ayant, dans la nuit du mardi au mercredi 20, assemblé le peuple dans une des églises dudit faubourg, et provoqué au rassemblement et à l'armement contre ceux qui s'opposeraient à l'assassinat du Roi.

Sans date (25 juin 1792).

Original signé des trois dénonciateurs et contresigné par Quinette, Gohier et Delaunay d'Angers. A. N., D XL 14, n° 60.

Ed. *Archives parlementaires*, t. XLV, p. 563.

813. — Décret de l'Assemblée législative, ordonnant de renvoyer au pouvoir exécutif la lettre revêtue des signatures des citoyens Lenoir, Dubreuilh et Verniquet, afin de constater leur existence dans le faubourg Saint-Antoine, et de lui faire parvenir sans délai expédition du procès-verbal de la séance de la section des Quinze-Vingts, tenue dans la nuit du 19 au 20 juin.

(25 juin 1792)

Minute, A. N., C 150, n° 263.

Ed. *Archives parlementaires*, t. XLV, p. 563.

814. — Lettre de M. Duranthon, ministre de la justice, au président de l'Assemblée législative, déclarant que la dénonciation envoyée contre M. Chabot, sous les noms de Lenoir, Dubreuilh et Verniquet, n'est qu'une lâche et coupable machination, le juge de paix de la section ayant découvert plusieurs Lenoir, qui ont tous refusé de reconnaître leur signature, et n'ayant point jusqu'ici trouvé de Dubreuilh et de Verniquet, d'où il résulte que ces trois signatures sont dues à un imposteur.

26 juin 1792.

Original signé. A. N., D XL 14, n° 60.

Ed. *Archives parlementaires*, t. XLV, p. 592.

815. — Lettre de M. Claude-Barthélemy Jurie, commissaire de police de la section

les quinze Vingts ou habitants de l'Assemblée législative, comme les autres. Les commissaires pour ouvrir les portes ont été nommés le 17 juin, par M. de Laporte, dont l'un, Verniquet, est totalement inconnu dans le Faubourg, attestant que « l'ouverture des portes des Quinze-Vingts ne sera point des cinquante à deux cents, pendant que le tocsin sonnait à Paris, ils ne sont servis pour sept à dix livres, seule nourriture de leur nombreuse famille.

Original en papier, 10 x 11, 1/2, 1/2.  
Bibl. Manuscrits de la Ville de Paris, n° 814, p. 100.

818. — DÉPOSITION DE JEAN-MATHIEU DUBREUILH, ébéniste, rue de la Roquette, recue par M. Jurie, commissaire de police de la section des Quinze-Vingts, portant qu'il a été surpris de voir sa signature apposée au bas d'une diatribe sanglante en forme de dénonciation, contre M. Charlot, membre de l'Assemblée nationale, et qu'il entend poursuivre le faussaire qui a abusé de son nom pour insulter un représentant de la Nation, dont il estime les principes.

Original en papier, 10 x 11, 1/2, 1/2.  
Bibl. Manuscrits de la Ville de Paris, n° 814, p. 100.

819. — LETTRE DU DÉPARTEMENT AU Conseil du Département au ministre de l'intérieur, le priant d'éclaircir ce point, savoir, si le Roi a donné l'ordre de faire ouvrir soit la Porte Royale, soit une autre porte des cours ou des jardins des Tuileries, à l'égard de l'Assemblée nationale s'est introduit au château.

Original en papier, 10 x 11, 1/2, 1/2.  
Bibl. Manuscrits de la Ville de Paris, n° 814, p. 100.

820. — Lettre du ministre de l'intérieur aux administrateurs du Département, en réponse à leur lettre du 20 juin, demandant les portes, soit des cours, soit du château des Tuileries, le 20 juin, et demandant si les commissaires de l'Assemblée nationale, le 20, ont été introduits au château des Tuileries, et si les portes ont été ouvertes, et si les portes ont été

ouvertes, la porte de la terrasse des Feuillants.

Original en papier, 10 x 11, 1/2, 1/2.  
Minute, A. N., F<sup>o</sup> 36881; copie, Arch. de la Ville de Paris, n° 199.

Bibl. Manuscrits de la Ville de Paris, n° 814, p. 100.

821. — Lettre de M. Roderer, procureur général syndic du Département, au ministre de l'intérieur, le priant de renseigner les commissaires du Département, soit de qui les Suisses ont été priés, qui ont dû se trouver aux portes forcées, notamment la Porte Royale, soit en relation avec l'ouverture de ces portes, et par qui ou par ordre de qui elles ont été ouvertes, avec réponse de M. Terrier, annonçant qu'il vient de demander à M. de Laporte les éclaircissements nécessaires.

26 juin 1792.  
Original en papier, 10 x 11, 1/2, 1/2.  
36881.

822. — Lettre du ministre de l'intérieur à M. de Laporte, intendant de la Liste civile, lui transmettant la demande de renseignements adressée par M. Roderer, au sujet de l'ouverture des portes des Tuileries, notamment de la Porte Royale, et réponse de M. de Laporte, envoyant les déclarations des Suisses des portes des cours du château, de service le 20 juin, avec lettre d'envoi à M. Roderer.

27 juin 1792.  
Original en papier, 10 x 11, 1/2, 1/2.  
A. N., F<sup>o</sup> 36881.

823. — Lettre de M. de Laporte, intendant de la Liste civile, au ministre de l'intérieur, lui envoyant la déposition du Suisse de la porte de la cour royale des Tuileries, sous les portes des Suisses, des Princes ayant affirmé que, le 20, leurs portes étaient restées constamment fermées, et le soir, il avait été ouvert, le soir, pour laisser sortir la foule qui était entrée par la Porte Royale.

Original en papier, 10 x 11, 1/2, 1/2.  
Bibl. Manuscrits de la Ville de Paris, n° 814, p. 100.

824. — Lettre de M. de Laporte, intendant de la Liste civile, au ministre de l'intérieur, lui envoyant la déposition du Suisse de la

réclamant au ministre de la justice des éclaircissements sur le fait des juges de paix tenant leurs séances dans le palais des Tuileries.

26 juin 1792.

Original, Arch. du ministère de la justice.

823. — Lettre de M. Menjaud, juge de paix de la section des Tuileries, au ministre de la justice, déclarant que, par crainte d'un nouveau rassemblement armé, il a cru devoir s'installer aux Tuileries et qu'il y a procédé aux auditions de témoins dans l'information requise par M. de La porte au nom du Roi, sur les violences et excès commis dans la soirée du 20 juin, mais qu'il n'a pris aucun repas et s'est conduit comme les officiers municipaux de permanence aux Tuileries.

26 juin 1792.

Original, Arch. du ministère de la justice.

824. — Assignation par huissier, à la requête de M. Menjaud, juge de paix de la section des Tuileries, à M. Guinguierlot, lieutenant-colonel de la gendarmerie nationale, à l'effet de déposer sur les violences, effractions, dégâts et délits commis dans les appartements du château des Tuileries, au cours de la soirée du mercredi 20 juin.

26 juin 1792.

Original, A. N., F<sup>7</sup> 3390 (dos, Guinguierlot).

825. — Lettre d'un sieur Tripiér, aîné, rue Coquéron, déclarant, sur le rapport d'un valet de chambre du Roi, nommé Rameau ou Ramond, qu'après la journée du 20, le Roi, la Reine et M<sup>me</sup> Elisabeth auraient fait gaiement sauter des cocardes nationales, en tenant ironiquement des propos injurieux pour la Nation.

26 juin 1792.

Original, A. N., C 192, no 1605, copie  
antérieure, A. N., F<sup>7</sup> 3390.

826. — Lettre de L'Archevêque d'Arx à Louis XVI, lui exprimant toute l'admiration qu'il éprouve pour sa noble attitude en présence des factieux et pour les belles paroles que le Roi a prononcées lors de la journée du 20 juin.

27 juin 1792.

Original, sans A. N., C 358, no 1899.

Ed. *Revue de la Révolution française*, t. I, p. 260.  
L'Archevêque d'Arx, *Revue de la Révolution française*, t. I, p. 260.  
trouvés dans l'armoire de fer), t. I, no 79.

827. — Lettre de M. Lefèvre de Gineau, ancien président de la section des Arcs, au maire de Paris, le remerciant, au nom de la section, des mesures de prudence qu'il a prises avec le Corps municipal pour éviter l'effusion du sang dans la journée du 20 juin, avec réponse de M. Pétion.

27 juin, 3 juillet 1792.

Original, manuscrit, 2 p., A. N., F<sup>7</sup> 3390.

828. — Lettre du maire de Paris à M. Arloque, le priant de lui communiquer le rapport de tout ce dont il a été témoin dans la journée du 20 juin, rapport qui doit présenter un vif intérêt, puisqu'il n'a pas quitté un seul instant le Roi; avec réponse de M. Arloque, envoyant copie de son rapport au Département, ce qu'il n'a pu faire plus tôt, ayant depuis trois jours été de service au château.

28 juin, 2 juillet 1792.

Manuscrit, A. N., F<sup>7</sup> 3390.

829. — Pétition de M. de Lafayette à l'Assemblée législative, réclamant des poursuites contre les instigateurs et les chefs des violences commises le 20 juin aux Tuileries et leur punition comme criminels de lèse-nation, la destruction d'une secte qui envahit la souveraineté nationale et tyrannise les citoyens, enfin des mesures efficaces pour faire respecter toutes les autorités constituées.

28 juin 1792.

Autographe, A. N., C 358, no 1899.

Ed. BOUTZ et ROUÏ, *Revue de la Révolution française*, t. I, p. 260.

*Revue de la Révolution française*, t. I, p. 260.

Archives parlementaires, t. XLV, p. 653.

Manuscrit, A. N., F<sup>7</sup> 3390, no 127.

830. — Réflexions sur la lettre que Lafayette, général de l'Armée du Centre, avait adressée à l'Assemblée législative au sujet de l'insurrection des Tuileries, le 20 juin.

Juillet 1792.

Autographe, sans A. N., C 358, no 1899, copie  
antérieure, A. N., F<sup>7</sup> 3390.

831. — Lettres de M. Roderer au procureur de la Commune, lui deman-



840. — Adresse du sieur Gossé, commis de banque, grenadier du bataillon de Sainte-Opportune, à la Reine, lui rappelant qu'il est le grenadier qui, ayant traversé la multitude armée, se présenta le premier au Roi lorsqu'il en demanda quatre, qu'il lui fit un rempart de son corps et ne le quitta qu'après avoir aidé à le transporter dans un autre appartement, où il resta encore quelque temps.

6 juillet 1792.

Original signé, A. N., C 222, n° 160<sup>152</sup>.

841. — Adresse du sieur Jean-Laurent Robert, caporal de grenadiers au bataillon de Saint-Magloire, rappelant qu'il a eu le bonheur de faire partie des vingt grenadiers chargés de la garde du Roi, un moment avant l'irruption du peuple, et qu'il s'est alors placé auprès de Louis XVI pour le défendre dans le cas où quelque malintentionné aurait conçu l'horrible dessein d'attenter à ses jours.

Sans date (vers le 6 juillet 1792).

Original, A. N., C 222, n° 160<sup>153</sup>.

842. — Lettre de M. Roderer, procureur général syndic du Département, à Louis XVI, l'engageant à oublier la journée du 20 juin, due à l'entraînement d'une multitude égarée au nom de la liberté, et à se rapprocher du peuple, en présence de la guerre avec l'étranger.

7 juillet 1792.

Original signé, A. N., C 185, n° 531.

Ed. *Troisième recueil (des) pièces déposés à la Commission extraordinaire des 12 papiers trouvés dans l'armoire de fer*, t. II, n° 235, p. 102.

Musée des Archives nationales, n° 1275.

843. — Dénonciation adressée au juge de paix de la section des Tuileries, par M. Roderer, en vertu de l'arrêté du Département du 6 juillet, contre : 1° M. Santerre, commandant du bataillon des Enfants-Trouvés, comme inculpé d'avoir ordonné, le 20 juin, de braquer des canons contre la Porte Royale des Tuileries et d'avoir dit en sortant du château : « Le Roi a été difficile à émouvoir aujourd'hui, nous reviendrons demain, nous le ferons évaluer » ; 2° contre le lieutenant des canonniers du bataillon du Val-de-Grâce, pour

avoir tenu des propos séditieux, en s'écriant qu'il fallait forcer l'entrée du château, pour avoir excité ses canonniers, et fait braquer ses canons contre la Porte Royale et monter l'un des canons jusque dans la troisième salle.

7 juillet 1792.

Copie conforme, A. N., W 15, n° 609.

844. — Récapitulé donné par le sieur Menjaud, juge de paix de la section des Tuileries, de l'arrêté du Département du 6 juillet, sur les événements du 20 juin, ainsi que des procès-verbaux et autres pièces y relatives, au nombre de trente-neuf, qui lui ont été remis par le procureur général syndic du Département, avec sa dénonciation contre Santerre et le lieutenant des canonniers du bataillon du Val-de-Grâce.

8 juillet 1792.

Copie conforme, A. N., W 15, n° 609.

845. — Lettre non signée à l'adresse de M. de Montmorin, le félicitant d'avoir pu, le 20 juin, donner au Roi et à la Reine une nouvelle preuve de fidélité, et exprimant l'admiration que font éprouver « leur courage plus qu'héroïque, une force, une noblesse dont aucun siècle n'a offert l'exemple ».

11 juillet 1792.

Original, A. N., C 191, n° 160<sup>9</sup> (3<sup>e</sup> liasse des papiers Montmorin).

846. — Décret de l'Assemblée législative, renvoyant au pouvoir exécutif les dénonciations écrites des actes de juridiction faits par des juges de paix dans le château des Tuileries, et chargeant le ministre de la justice de rendre compte dans trois jours des mesures qui auront été prises à ce sujet.

12 juillet 1792.

Extrait du procès-verbal, A. N., C<sup>1</sup> 160, fol. 5173 <sup>re</sup>.

847. — Décret de l'Assemblée législative, qui charge le ministre de la justice de rendre compte de l'état des poursuites contre les auteurs des événements du 20 juin.

13 juillet 1792.

Extrait du procès-verbal, A. N., C<sup>1</sup> 160, fol. 5173 <sup>re</sup>.





les bruits répandus à ce sujet, de même contre le bruit de mandats d'arrêtés décernés contre trente membres de l'Assemblée, avec lettre d'envoi du ministre de la justice au président de l'Assemblée.

16 juin 1792.

Original et copie. 2 p. A. N., D. 100. Original, copies, adresses. 2 p. A. N., C 153, no 287.

854. — Lettre de M. Petion, maire de Paris, aux officiers municipaux de Versailles, déclarant qu'il n'a fait que son devoir dans la journée du 20 juin et ne consentant à recevoir leurs éloges que comme des encouragements, lettre accompagnée d'un imprimé intitulé : *Conduite tenue par le maire de Paris à l'occasion des événements du 20 juin 1792*.

17 juillet 1792.

Autographe. Bibl. de Versailles. autographes.

855. — Arrêté de la section des Gobelins, décidant de rappeler au président de l'Assemblée législative la déclaration de M. Deliens, son président, qui établissait que la lettre écrite par lui, le 22, touchant les événements du 20 juin, l'avait été en son propre et privé nom, et nullement comme président de la section.

17 juillet 1792.

Extrait signé, A. N., D XI, 17, no 60.

856. — Certificat du sieur Michel, capitaine des grenadiers du bataillon de Saint-Eustache, constatant que le nommé Buffet faisait partie du détachement de quinze grenadiers envoyé, le 20 juin, pour faire son service auprès de la Reine, sous le commandement du sieur Lalanne, sous-lieutenant, et que ce détachement n'a point quitté la Reine durant son service.

19 juillet 1792.

Original signé, A. N., C 222, no 1000.

857. — Lettre de M. Desmoulin, substitué du procureur de la Commune, à la section de la Bibliothèque, au sujet du recensement du vu des sections relativement à l'adresse projetée sur la journée du 20 juin.

19 juillet 1792.

Original signé, B. N., Mss., nouv. acq. fr. no 1000, fol. 47.

858. — Supplique adressée à Louis XVI par le grenadier du bataillon de Saint-Eustache qui, à la journée du 20 juin, eut l'honneur d'occuper la droite du Roi, et qui, en présence de ses camarades, jura de mourir pour le défendre, à l'effet d'obtenir une lieutenance dans la cavalerie ou l'infanterie de la gendarmerie nationale.

Sans date (19 juillet 1792).

Original, A. N., C 222, no 160192.

859. — Supplique adressée à Louis XVI par le sieur Tupin, grenadier volontaire du bataillon des Capucins-du-Marais, demeurant à l'hôtel Soubise, l'un des quatre grenadiers qui ne quittèrent pas la personne du Roi, le 20 juin, à l'effet d'obtenir quelque emploi, étant chargé de famille et sans fortune, et n'ayant pu accepter une compagnie dans un régiment de ligne envoyé aux frontières, avec lettres à M. de Laporte.

23, 26 juillet 1792.

Original, signé, A. N., F 4390.

Une note de la main de M. de Laporte mentionne la nomination du sieur Tupin à une place de 1.500 livres dans les bureaux du Département.

860. — Délibération de la section de la Grange-Batelière, improuvant le discours prononcé, le 23 juin, par M. Cahier, au Conseil général de la Commune, sur les événements du 20 juin.

28 juillet 1792.

Extrait, non signé, B. N., Mss., nouv. acq. fr. 2667, fol. 105.

861. — Supplique de Jacques Charles Joly, canonier du bataillon des Filles-Dieu, qui s'est fait remarquer du Roi par sa belle conduite à la journée du 20 et qui vient d'être nommé sous-lieutenant au 80<sup>e</sup> régiment d'infanterie à Bayonne, à l'effet d'obtenir une gratification de 3 à 400 livres sur la cassette royale, pour s'équiper et se rendre à son poste.

(30 juillet 1792).

Original, A. N., F 4390.

Cf. la note historique sur la journée du 20 juin 1792 donnée par le sieur Joly, sergent des canoniers de la section du Faubourg-du-Nord, demeurant chez M. Morance. MAIRIE de Paris, *Documents relatifs à la Révolution française*, t. II, no 3237.

2<sup>e</sup> ADJ. impérial, au même titre, en l'An VI, le représentant au grade de sous-brigadier au 30<sup>e</sup> bataillon, qui sort de la 21<sup>e</sup> division et qui, pendant la 1<sup>re</sup> guerre, dans la garde nationale, avait une pension d'état de douze mille francs à 19 ans d'âge (présenté par le grade de 1<sup>er</sup> lieutenant de hussards).

(An VI).

(Ordonn. imp., A. N. V, 4100).

304. — Le général de M. de Laporte, en l'An VI, représentant au grade de sous-brigadier de 1<sup>re</sup> division, commandant la 21<sup>e</sup> division, a été nommé sous-brigadier, en raison de sa belle conduite le 20 juin, et qui, à cause de son état de blessure, ne peut embrasser le métier des armes, et de nommer les sieurs Robert et Tupin, grenadiers, qui ont fait preuve de dévouement dans la journée du 20 juin, le premier, commandant de la 1<sup>re</sup> compagnie d'infanterie, aux appointements de 4,000 francs; le second, commis au bureau des Ecuries, au traitement de 2,000 francs.

(An VI, 20 juin 1794).

(Ordonn. imp., A. N. V, 4100).

305. — Lettre de M. Condorcet, président de la Commission extraordinaire des Douze, au ministre de l'Intérieur, demandant communication de l'inventaire des pièces relatives à la journée du 20 juin, et les noms qui la composent.

(An VI, 17 juin 1794).

(Ordonn. imp., A. N. V, 4100).

306. — Lettre de M. Condorcet, président de la Commission extraordinaire des Douze, au ministre de l'Intérieur, lui faisant passer toutes les pièces à elle adressées jusqu'à ce jour, relatives à la journée du 20 juin, ainsi que celles concernant M. Pétion, qui ont une connexité avec cette journée, et accuse de réception.

(An VI, 17 juin 1794).

(Ordonn. imp., A. N. V, 4100).

307. — Ordonnance du Tribunal révolutionnaire, au nom de la Convention, pour l'arrestation de M. de Laporte, sous-brigadier de 1<sup>re</sup> division, commandant la 21<sup>e</sup> division, et de M. de Laporte, sous-brigadier de 1<sup>re</sup> division, commandant la 21<sup>e</sup> division.

par le sieur de Laporte, sous-brigadier de 1<sup>re</sup> division, qui déclare que, le 20 juin, Montjournain était avec Mandat pour faire tirer sur les sans-culottes du faubourg Saint-Antoine, qu'il était si plat valet de la cour qu'on le voyait toujours avec le petit Capet, ramassant les ballons que le petit loupveteau laissait tomber exprès, et portant même la queue de la Reine.

(An VI, 17 juin 1794).

(Ordonn. imp., A. N. V, 4100).

308. — Acte d'accusation dressé par Antoine-Quentin Fouquier-Tinville, accusateur public du Tribunal révolutionnaire, contre Nicolas-Roland de Montjournain, pour avoir cherché à exciter la guerre civile, notamment à la journée du 20 juin, en armant les citoyens les uns contre les autres, et en colportant et en surprenant des signatures au bas de la pétition des 8,000, en outre pour avoir annoncé qu'il sacrifierait sa vie pour sauver celle du tyran.

(An VI, 17 juin 1794).

(Ordonn. imp., A. N. V, 4100).

309. — Réponse de Pépin-Dégrouhette, défenseur de Roland de Montjournain devant le Tribunal révolutionnaire, au deuxième chef d'accusation, suivant lequel, le commandant du bataillon de Saint-Lazare aurait placé un poste de dix-sept hommes à la grille, avec ordre de tirer sur le peuple, ladite réponse portant que Montjournain était un simple homme d'armement du jeune Capet, en remplacement du sieur Bourisien, commandant du bataillon de Saint-Jacques-la-Boucherie, et que, le lendemain, il avait défendu deux magistrats du peuple, notamment Sergent.

(An VI, 17 juin 1794).

(Ordonn. imp., A. N. V, 4100).

310. — Décret de la Convention, sur le rapport de la Commission des Douze, pour l'arrestation de M. de Laporte, sous-brigadier de 1<sup>re</sup> division, commandant la 21<sup>e</sup> division, et de M. de Laporte, sous-brigadier de 1<sup>re</sup> division, commandant la 21<sup>e</sup> division.

311. — Procès-verbal de l'Assemblée de M. de Laporte, sous-brigadier de 1<sup>re</sup> division, commandant la 21<sup>e</sup> division, et de M. de Laporte, sous-brigadier de 1<sup>re</sup> division, commandant la 21<sup>e</sup> division.

des canons, à l'effet de l'engager à déposer les armes, lequel bataillon a persisté dans sa résolution pacifique de présenter ses hommages à l'Assemblée législative et au Roi, et de renouveler solennellement le serment du Jeu de Paume.

20 juin 1792 17 heures du matin.  
(Pièce absente.)

Ed. *Revue rétrospective*, 2<sup>e</sup> série, t. I, p. 470.  
BUCHEZ et ROUX, *Histoire parlementaire de la Révolution française*, t. XV, p. 122.

869. — Déclaration de M. Ledereq, commandant en chef du 6<sup>e</sup> bataillon de la 5<sup>e</sup> légion, à M. Blondel, secrétaire général du Département, portant qu'il a reçu le mercredi 20 juin, à 4 heures du matin, l'ordre de M. de La Pierre, adjudant général de la 5<sup>e</sup> légion, de faire assembler le bataillon.

20 juin 1792, 10 heures du matin.  
Copie, Arch. du ministère de la justice, dos de l'affaire Pétion, n° 7.

Ed. *Recueil de pièces sur les événements du 20 juin 1792*, Paris, 1792, n° VII.  
*Revue rétrospective*, 2<sup>e</sup> série, t. I, p. 469.

870. — Procès-verbal dressé par MM. Mouchet, Gamard et Thomas, officiers municipaux, qui rendent compte de la mission dont le Maire les avait chargés, et déclarent qu'ils ont inutilement cherché à dissiper l'attroupement considérable formé boulevard de l'Hôpital, lequel, malgré toutes leurs exhortations, a persisté à marcher en avant.

20 juin 1792, midi.  
Copie, A. N., F<sup>7</sup> 4774<sup>50</sup>.  
Ed. *Revue rétrospective*, 2<sup>e</sup> série, t. I, p. 472.  
BUCHEZ et ROUX, *Histoire parlementaire de la Révolution française*, t. XV, p. 124.

871. — Rapport de M. de Montjourdain, commandant de service auprès du prince royal, constatant que la garde est composée de trois cent quarante hommes, y compris quarante grenadiers du bataillon des Filles-Saint-Thomas, que les combats et tous les coins du château ont été visités avec le plus grand soin et que tout est tranquille.

20 juin, 11 h. 15 du soir.  
Original, A. N., C 222, n° 160<sup>52</sup>.

872. — Recit de ce qui s'est passé à la journée du 20 juin. Tiré des papiers trouvés dans un cabinet au-dessus de la bibliothèque de M<sup>me</sup> de Tourzelles).

22 juin 1792.  
Minute, A. N., C 222, n° 160<sup>52</sup>.

873. — Rapport de M. Aclouque, chef de la 2<sup>e</sup> légion, aux administrateurs du Département, sur l'ordre qu'il en a reçu, concernant l'affaire arrivée aux Tuileries, ayant été constamment aux côtés du Roi pendant l'envahissement du château.

22 juin 1792.  
Copie, conforme, signée d'Aclouque, A. N., F<sup>7</sup> 4774<sup>50</sup>; copie, Arch. du ministère de la justice (dos. de l'affaire Pétion, n° 17).  
Ed. *Recueil de pièces sur les événements du 20 juin 1792*, Paris, 1792, n° XVI.

874. — Relation historique des faits qui se sont passés le 20 juin aux Tuileries, adressée au maire de Paris par M. Poulletot, président du comité des Lombards, témoin oculaire de ces faits.

23 juin 1792.  
Original, A. N., F<sup>7</sup> 4774<sup>50</sup>.

875. — Déclaration de François-Anne Le Crosnier, négociant, grenadier du bataillon de Sainte-Opportune, de service chez la Reine, lequel s'est tenu aux côtés du Roi et l'a défendu contre les brigands armés.

23 juin 1792.  
Copie, Arch. du ministère de la justice, dos de l'affaire Pétion, n° 13).

Ed. *Recueil de pièces sur les événements du 20 juin 1792*, Paris, 1792, n° XII.  
*Revue rétrospective*, 2<sup>e</sup> série, t. I, p. 204.  
BUCHEZ et ROUX, *Histoire parlementaire de la Révolution française*, t. XV, p. 139.

876. — Déclaration de Louis-François Bidault le jeune, grenadier volontaire du bataillon de Sainte-Opportune, de service au poste de la Reine, qui s'est porté au secours du Roi et a reçu un coup de bâton sur la tête et un coup de pique au côté gauche.

23 juin 1792.  
Copie, Arch. du ministère de la justice, dos de l'affaire Pétion, n° 13.  
Ed. *Recueil de pièces sur les événements du 20 juin 1792*, Paris, 1792, n° XI.

[illegible][illegible][illegible]

Received 10 June 1998  
Accepted 10 June 1998  
Published online 10 June 1998  
© 1998 Blackwell Science Ltd

100. — Rapport fait par M. de Roussier, commandant l'artillerie, des travaux exécutés pour la défense de la place, le 20 juin 1792 et journées antécé-

30 juin 1792, Paris, 1792, p.<sup>o</sup> XXXI.

Journal of the Royal Society of Medicine, 1954, 47, 100.

881 — Documentation du siècle XIX —  
Louis Fontaine, chasseur volontaire du  
8<sup>e</sup> bataillon de la seconde légion, de ser-  
vice à la suite des troupes de M. A. de  
au château des Tuileries, relativement aux  
faits dont il a été le témoin, déclaration  
recue par M. Denis Duronzeau, juge de  
paix de la section de Sainte-Genève.

du ministère de la justice.  
20 mai 1792. Paris, 1792, n° XXXVII

882. — Déclarations relatives aux événements du 20 juin 1792, au château des Tuileries, reçues par Louis-Gilles-Camille Fayel, juge de paix de la section du Bon-Sicile, et faites : 1<sup>re</sup> par le sieur Jean-Baptiste-Marin-Louis La Reynie, volontaire de l'armée de l'Est, soldat des 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> Turco, grenadier volontaire du bataillon de Paris-Saint-Antoine; 2<sup>e</sup> Pierre Messier, commandant en second du bataillon du Petit-Saint-Antoine; 3<sup>e</sup> Cavillier, Rabin et autres soldats du bataillon du Petit-Saint-Antoine; 4<sup>e</sup> François Michel Legrand, citoyen de la section de la Halle-aux-Bœufs.

Copie. Arch. du ministère de la justice,  
n° 38.  
20 mm 1792. Paris, 1792, n° XXXVIIbis.

— Les données de M. M. Potts pour l'année 1960-1961 sont de 10,00-20,00 mm de précipitation journalière, sur les événements du 20 mm.

Math. Ann. 28, 1977, 199–200 (1977).  
 22. J. K. Moser, *On the stability of the equilibrium of a rigid body*, *Ann. of Math.* (2) 64, 1956, 467–490.

184. Description adressée au Directeur du Département par M. Jablon, chargé de la section de l'Industrie, sous le nom d'un de ses employés de son propre atelier, sous fausse qualification. Ann. 2.



château des Tuileries, les propos les plus injurieux et les plus indécents contre le Roi et contre la Reine.

26 juin 1792.

Copie, Arch. du ministère de la justice (dos. de l'affaire Pétion, n° 18).

Ed. *Recueil de pièces sur les événements du 20 juin 1792*, Paris, 1792, n° XVII.

885. — Rapport de M. Anne-Jean-Auguste Rulhière, colonel de la 29<sup>e</sup> division de gendarmerie, sur les événements de la journée du mercredi 20 juin.

26 juin 1792.

Copie, Arch. du ministère de la justice (dos. de l'affaire Pétion, n° 24).

Ed. *Recueil de pièces sur les événements du 20 juin 1792*, Paris, 1792, n° XXIV.

886. — Rapport de Pierre Moiteaux, gendarme de la 29<sup>e</sup> division, de service au poste du Carrousel, en vedette à la gauche de droite, sur la journée du 20 juin.

26 juin 1792.

Copie, Arch. du ministère de la justice (dos. de l'affaire Pétion, n° 25).

Ed. *Recueil de pièces sur les événements du 20 juin 1792*, Paris, 1792, n° XXV.

887. — Rapport de Louis Marotte, adjudant de la 29<sup>e</sup> division de gendarmerie, de service sur la place du Carrousel, au sujet de l'envahissement du château par la foule.

26 juin 1792.

Copie, Arch. du ministère de la justice (dos. de l'affaire Pétion, n° 27).

Ed. *Recueil de pièces sur les événements du 20 juin 1792*, Paris, 1792, n° XXVII.

888. — Rapport de Jean Forest, gendarme de la 29<sup>e</sup> division, de service au poste du Carrousel, sur la journée du 20 juin.

26 juin 1792.

Copie, Arch. du ministère de la justice (dos. de l'affaire Pétion, n° 28).

Ed. *Recueil de pièces sur les événements du 20 juin 1792*, Paris, 1792, n° XXVIII.

889. — Rapport de M. Jean-Baptiste-Louis-Frédéric Lassus, premier capitaine de la 29<sup>e</sup> division de gendarmerie, sur les événements de la journée du 20 juin.

27 juin 1792.

Copie, Arch. du ministère de la justice (dos. de l'affaire Pétion, n° 29).

Ed. *Recueil de pièces sur les événements du 20 juin 1792*, Paris, 1792, n° XXVI.

890. — Déposition faite devant le juge de paix de la section des Tuileries, par Pierre-Jean Bourcet, chevalier de Saint-Louis, au sujet des affreux événements dont il a été témoin, le 20 juin précédent, avec lettre d'envoi à Louis XVI.

27 juin 1792.

Copie signée, A. N., C 222, n° 160<sup>132</sup>.

Cette relation de la journée du 20 juin a été publiée par M. Plummermont (*Revue de la Révolution française*, t. XVII, p. 72), d'après une copie des Archives de Vienne, trouvée dans les papiers Mercy, mais on voit que ce Bourcet n'était nullement garde national.

891. — Déclaration de M. de La Chesnaye, chef de la 6<sup>e</sup> légion de la garde nationale, sur les événements du 20 juin.

28 juin 1792.

Copie, Arch. du ministère de la justice (dos. de l'affaire Pétion, n° 29).

Ed. *Recueil de pièces sur les événements du 20 juin 1792*, Paris, 1792, n° XXIX.

892. — Déclaration de M. Desmousseaux, premier substitut adjoint du procureur de la Commune, sur les événements du 20 juin.

29 juin 1792.

Copie, Arch. du ministère de la justice (dos. de l'affaire Pétion, n° 33).

Ed. *Recueil de pièces sur les événements du 20 juin 1792*, Paris, 1792, n° XXXIII.

893. — Rapport de M. Mandat, chef de la 4<sup>e</sup> légion, sur la journée du 20 juin 1792.

30 juin 1792.

Copie, Arch. du ministère de la justice (dos. de l'affaire Pétion, n° 34).

Ed. *Recueil de pièces sur les événements du 20 juin 1792*, Paris, 1792, n° XXXIV.

894. — Rapport de M. Piron, chef de la 5<sup>e</sup> légion, sur les événements du 20 juin.

30 juin 1792.

Copie, Arch. du ministère de la justice (dos. de l'affaire Pétion, n° 36).

Ed. *Recueil de pièces sur les événements du 20 juin 1792*, Paris, 1792, n° XXXVI.

895. — Déclaration du sieur Pierre-Joseph Bron, suisse de la Porte Royale du château des Tuileries, constatant que le

2990. — Rapport de M. L... des sauternes...  
personne, même avec cartes, que, sur les  
guichet et parla au peuple pour l'engager  
à se retirer, et que les sentinelles ayant  
fit irruption.

Copies (2 p.), A. N., F<sup>7</sup> 3688<sup>1</sup>; Arch. du  
ministère de la justice, n° 32.

2991. — Rapport de M. L... des sauternes...  
20 juin 1792, Paris, 1792, n° 3688<sup>1</sup>.

2992. — Rapport de M. L... des sauternes...  
dans le bataillon du Val-de-Grâce et con-  
duite des deux bataillons de la légion  
bataillon, chef de garnison M. de V...  
avec les pièces justificatives à l'appui, cer-  
tifiées véritables par M. Saint-Prix, com-  
mandant en chef, et déposées chez M. Hua,  
notaire à Paris.

(Sans date).

2993. — Rapport de M. L... des sauternes...  
20 juin 1792, Paris, 1792, n° 3688<sup>1</sup>.

2994. — Rapport de M. L... des sauternes...  
du Département par M. Le Clere, adjudant  
général, chef de garnison, le 20 juin 1792,  
sur les faits dont il a été témoin  
dans la journée du 20 juin.

(Sans date).

2995. — Rapport de M. L... des sauternes...  
n° 30.

2996. — Rapport de M. L... des sauternes...  
20 juin 1792, Paris, 1792, n° XXX

2997. — Rapport de M. Carle, premier  
lieutenant-colonel de la 30<sup>e</sup> division, de  
service au Carrousel avec 200 gendarmes,  
sur les faits de la journée du 20 juin.

(Sans date).

2998. — Rapport de M. L... des sauternes...  
20 juin 1792, Paris, 1792, n° 3688<sup>1</sup>.

2999. — Rapport de M. L... des sauternes...  
20 juin 1792, Paris, 1792, n° 3688<sup>1</sup>.

3000. — Rapport de M. L... des sauternes...  
20 juin 1792, Paris, 1792, n° 3688<sup>1</sup>.

3001. — Rapport de M. L... des sauternes...  
20 juin 1792, Paris, 1792, n° 3688<sup>1</sup>.

3002. — Rapport de M. L... des sauternes...  
20 juin 1792, Paris, 1792, n° 3688<sup>1</sup>.

3003. — Rapport de M. L... des sauternes...  
20 juin 1792, Paris, 1792, n° 3688<sup>1</sup>.

900. — Rapport du sieur Lagarde, ad-  
judant général de la 4<sup>e</sup> légion, sur l'évé-  
nement arrivé au château des Tuileries, le  
20 juin 1792.

(Sans date).

Copie, Arch. du ministère de la justice (dos.  
de l'affaire Pétion, n° 20).

901. — Rapport de M. L... des sauternes...  
20 juin 1792, Paris, 1792, n° XIX.

901. — Dénonciation au Département  
par les généraux et commandants du 1<sup>er</sup> ba-  
tillon de la 4<sup>e</sup> légion, de la conduite de  
MM. Hù et Patris, officiers municipaux,  
qui ont ordonné au bataillon des Saints-  
Pères de laisser entrer la foule par les  
trois guichets du Louvre sur la place du  
château.

(Sans date).

Copie, Arch. du ministère de la justice (dos.  
de l'affaire Pétion, n° 11).

902. — Exposé de la conduite du com-  
mandant en chef du bataillon de Saint-  
Marcel (M. Alexandre) dans la journée du  
20 juin 1792, avec lettre d'envoi au maire  
de Paris.

3 juillet 1792.

Copie, Arch. du ministère de la justice (dos.  
de l'affaire Pétion, n° 11).

903. — Rapport fait au Conseil du Dé-  
partement par MM. Garnier, Léveillard et  
de Mautert, commissaires, au sujet des  
événements du 20 juin, avec lettre d'en-  
voi de M. Roderer.

9 juillet 1792.

Copie, Arch. du ministère de la justice (dos.  
de l'affaire Pétion, n° 11).

904. — Rapport de M. L... des sauternes...  
20 juin 1792, Paris, 1792, n° 3688<sup>1</sup>.

905. — Rapport de M. L... des sauternes...  
20 juin 1792, Paris, 1792, n° 3688<sup>1</sup>.

9 juillet 1792.

Copie, Arch. du ministère de la justice (dos.  
de l'affaire Pétion, n° 11).

Département: Arch. du ministère de la justice, n. 40.

Ed. *Recueil de pièces sur les événements du 20 juin 1792* Paris, 1792.

905. Lettre de M. Roderer, procureur général syndic du Département, au ministre de la justice, annonçant qu'il a adressé, le 9 juillet, au ministre de l'intérieur, le rapport des commissaires concernant l'affaire du 20 juin, et qu'une copie de ce rapport, destinée au ministre de la justice, a été remise à M. Rondonneau, secrétaire du Sceau.

11 juillet 1792.

Original, Arch. du ministère de la justice.

Cf. Exposé de la conduite tenue par le maire de Paris à l'occasion des événements du 20 juin, imprimé par ordre du Conseil général de la Commune.

Imprimé, B. N., Mss., nouv. acq. fr. 2667, fol. 46.

Procès-verbal, dressé le 20 juin 1792, par MM. Mouchet, Guiard et Thomas, officiers municipaux, réimprimé par ordre du Corps municipal.

Imprimé, B. N., Mss., nouv. acq. fr. 2667, fol. 54.

Procès-verbal dressé le 20 juin 1792, par M. Perron, administrateur au Département de Police, réimprimé par ordre du Corps municipal.

Imprimé, B. N., Mss., nouv. acq. fr. 2667, fol. 64 v°.

Procès-verbal dressé sur les événements du 20 juin 1792, par M. Patris, officier municipal, réimprimé par ordre du Corps municipal.

Imprimé, B. N., Mss., nouv. acq. fr. 2667, fol. 65 v°.

Procès-verbal dressé, sur les événements du 20 juin 1792, par M. Sergent, administrateur au Département de Police, réimprimé par ordre du Corps municipal.

Imprimé, B. N., Mss., nouv. acq. fr. 2667, fol. 69 v°.

Procès-verbal dressé le 20 juin 1792, par M. Boucher-René, officier municipal.

Imprimé, B. N., Mss., nouv. acq. fr. 2667, fol. 75.

Procès-verbaux dressés par 1° MM. Borie, officier municipal; 2° Hue, officier municipal; 3° Champion, officier municipal, sur les événements du 20 juin 1792.

Imprimé, B. N., Mss., nouv. acq. fr. 2667, fol. 77 v°, 79, 83 v°.

Département: Arch. M. J.-J. Leroux et M. J. J. lier, officiers municipaux, sur les événements du 20 juin 1792.

Imprimé, B. N., Mss., nouv. acq. fr. 2667, fol. 87, 90.

Déposition de M. de Rougeville, lieutenant-colonel de cavalerie, comme témoin oculaire, sur les tristes événements de la journée du 20 juin 1792.

(Sans date.)

Imprimé, A. N., C 222, n° 1601<sup>2</sup>.

L'ensemble des rapports, procès-verbaux et déclarations concernant le 20 juin forme un double recueil imprimé (A. N., AD<sup>1</sup> 102) et a été reproduit dans les *Archives parlementaires*, t. XLVI, p. 404-433.

#### C. — PROTESTATIONS RELATIVES A LA JOURNÉE DU 20 JUIN

906. — Arrêté du directoire du département de la Somme, remerciant le Roi de la fermeté qu'il a montrée lors de l'attroupement séditieux du 20 juin, et déléguant deux de ses membres chargés de présenter à Louis XVI le témoignage de la reconnaissance publique, de rendre compte journallement au directoire des manœuvres et des projets des factieux, de veiller à la conservation de la personne du Roi ainsi que de sa famille, et de périr même, s'il le fallait, pour sa défense.

22 juin 1792.

Original, Arch. du ministère de la justice.

Ed. *Journal de Paris*, supplément au numéro du 26 juin 1792.

Ed. MORTIMER-TERNAUX, *Histoire de la Terreur*, t. I, p. 274.

*Archives parlementaires*, t. XLV, p. 603.

907. — Adresse individuelle de six administrateurs du département de l'Aisne à l'Assemblée législative, criant vengeance pour l'exécrable journée du 20 juin, où les jours de Louis XVI ont couru de si grands dangers, et imputant le sang que les auteurs responsables de cette insurrection soient décrétés d'accusation pour avoir par leur négligence ou leur connivence compromis la sûreté générale de l'Etat.

23 juin 1792.

Original signé, Arch. du ministère de la justice, n. 44.

118. — Lettre de la Municipalité de Paris au peuple de Paris, le 30 juin.

Ed. *Archives parlementaires*, t. XLV, p. 519.

119. — Placard des citoyens amis du Peuple à l'Assemblée législative, sur les troubles causés par les libelles de Lafayette et les autres, ainsi qu'au sujet de l'arrestation jacobine est l'auteur de tous les désordres, demandant justice contre ces libelles qui ont fait courir à Paris, sans distinction de départements, et contre ces écrivains atroces qui précèdent l'assassinat.

23 juin 1792.

Original signé, Arch. du ministère de la justice, n° 43.

Ed. *Archives parlementaires*, t. XLV, p. 512, par décret du 28 juin.

Ed. *Archives parlementaires*, t. XLV, p. 511.

120. — Adresse du directoire du département de l'Indre à l'Assemblée législative, déclarant que la journée du 20 juin a répandu dans le département le deuil et la consternation, et invitant le Corps législatif à foudroyer les factieux qui ont insulté la Nation, violé la loi et avili la Nation.

24 juin 1792.

Ed. *Archives parlementaires*, t. XLV, p. 572.

121. — Adresse des administrateurs du département de l'Indre à l'Assemblée législative, réclamant des poursuites contre les factieux coupables d'un crime qui fait frémir tous les bons Français et contre la Municipalité qui, au mépris du sage arrêté du Département de Paris, a toléré leur rassemblement.

24 juin 1792.

Ed. *Archives parlementaires*, t. XLV, p. 573.

122. — Adresse des administrateurs du département de l'Indre à l'Assemblée législative, le 27 juin.

Ed. *Archives parlementaires*, t. XLV, p. 574.

123. — Adresse des citoyens d'Angoulême à l'Assemblée législative, réclamant l'écrasement d'une multitude abusive, qui s'intitule le peuple et que désavoue le peuple de tous les départements, ainsi que des citoyens de Paris qui ont osé se réunir à Angoulême le 20 juin.

124. — Lettre de la Municipalité de Paris au peuple français.

24 juin 1792.

Original signé, Arch. du ministère de la justice, n° 8.

Ed. *Archives parlementaires*, t. XLV, p. 627, par décret du 27 juin.

Ed. *Archives parlementaires*, t. XLV, p. 627.

125. — Lettre de onze notaires de Paris au président de l'Assemblée législative, faisant ressortir l'inconvénient d'indiquer les maisons des notaires pour y signer des pétitions et déclarant qu'ils ne peuvent prêter leurs maisons pour aucuns détails se rattachant à des discussions politiques.

24 juin 1792.

Original signé, A. N., D XL IV, n° 60.

Ed. *Archives parlementaires*, t. XLV, p. 628.

126. — Adresse des citoyens de Paris qui avait pour objet de protester énergiquement contre les excès du 20 juin, en demandant un examen sévère de la conduite du Maire et des

notaires, et la destitution du Commandant général de la garde nationale, fut redigée par deux anciens constituants, Dupont de Nemours et Guillaume, imprimée dans le *Journal de Paris*, et déposée chez tous les notaires de la capitale: dès le 24 juin, elle circulait de maison en maison; elle figure, sous forme d'imprime, avec une lettre de protestation, dans le *Journal de Paris*, le 24 juin 1792, sous le n° 147.

Ed. *Archives parlementaires*, t. XLV, p. 629.

127. — Adresse des citoyens de Paris, le 24 juin 1792, réclamant la destitution du Commandant général de la garde nationale.

Ed. *Archives parlementaires*, t. XLV, p. 630.

128. — Lettre de Monsieur de La Fayette, au président de l'Assemblée législative, envoyant un exemplaire de l'adresse imprimée, qui dénonce les attentats commis le 20 juin, au château des Tuileries, et demande la destitution du Commandant général de la garde nationale, adresse déposée chez les notaires pour recueillir les signatures.

25 juin 1792.

Ed. *Archives parlementaires*, t. XLV, p. 583.

129. — Adresse des citoyens de Paris, le 25 juin 1792, réclamant la destitution du Commandant général de la garde nationale.

Ed. *Archives parlementaires*, t. XLV, p. 584.

lative, signalant la pétition illégale et calomnieuse déposée chez tous les notaires, laquelle, sous prétexte d'attester l'entrée par effraction au château des Tuileries, laisse entendre que les Maire et officiers municipaux ont donné eux-mêmes l'ordre d'ouvrir les portes pour favoriser les excès commis. Renvoyé à la Commission extraordinaire des 12, le 25 juin.

25 juin 1792.

Original. Arch. du ministère de la justice.

915. — Lettre du conseil général de la commune, du directoire et du tribunal du district de Péronne au président de l'Assemblée législative, envoyant copie de l'adresse envoyée à Louis XVI, qui assure le Roi qu'il peut compter dans Péronne autant de défenseurs de la prérogative constitutionnelle que d'habitants.

25 juin 1792.

Original signé, Arch. du ministère de la justice, n° 9.

Renvoyé à la Commission extraordinaire des 12, par décret du 27 juin.

Ed. *Journal de Paris*, numéro du 3 juillet 1792, p. 748.

916. — Adresse de citoyens actifs du département de Rhône-et-Loire à l'Assemblée législative, l'adjurant de venger la Constitution outragée, les lois violées, et d'effrayer les factieux qui osent attenter à la souveraineté nationale.

26 juin 1792.

Original signé, Arch. du ministère de la justice, n° 15.

Renvoyé à la Commission extraordinaire des 12, le 30 juin.

917. — Lettre du directoire du département de l'Oise au président de l'Assemblée législative, envoyant plusieurs exemplaires de l'arrêté qu'il a pris le 25 juin, sur la proclamation du Roi, du 22 juin, comme témoignage des sentiments de leurs concitoyens.

26 juin 1792.

Original signé, Arch. du ministère de la justice, n° 25.

Renvoyé à la Commission extraordinaire des 12, le 8 juillet.

918. — Lettre de la commune de Fontaine-Française au président de l'Assem-

blée législative, adressant une pétition des citoyens de cette commune qui exprime leur vœu le plus ardent pour l'anéantissement des clubs, en particulier de celui des Jacobins, auquel doivent être imputés les crimes atroces commis dans la journée du 20 juin.

26 juin 1792.

Originaux signés (2 p.), Arch. du ministère de la justice, n° 41.

919. — Adresse du directoire du département de Seine-et-Marne à l'Assemblée législative, à l'effet de réprimer les excès des auteurs de la journée déplorable du 20 juin, hommes pervers ou égarés, qui se disent les amis d'une liberté qu'ils détruisent, les amis d'une Constitution dont ils sapent les bases.

27 juin 1792.

Original signé, Arch. du ministère de la justice, n° 17.

Renvoyé à la Commission extraordinaire des 12, le 17 juillet.

920. — Lettre du directoire du département de la Seine-Inférieure au président de l'Assemblée législative, accompagnant l'envoi d'un arrêté, pris le 25 juin, pour réquerir en permanence la garde nationale du département, en raison de l'état de crise de la capitale et du danger qu'a couru la patrie.

27 juin 1792.

Original signé et imprimé (2 p.), Arch. du ministère de la justice, n° 4.

Renvoyé à la Commission extraordinaire des 12, le 1<sup>er</sup> juillet.

921. — Adresse du directoire du département du Gard à l'Assemblée législative, demandant justice des attentats contre la Constitution et le représentant héréditaire du peuple français, et déclarant que le Midi est rempli de vigoureux patriotes, qui auront raison des agitateurs parcourant le pays.

27 juin 1792.

Original signé, Arch. du ministère de la justice, n° 5.

Renvoyé à la Commission extraordinaire des 12, le 3 juillet.

Cf. *Archives parlementaires*, t. XLVI, p. 92.





grand exemple, que l'on sache qu'un journaux de la patrie n'est point Paris, et que Paris même n'est point la Patrie, avec copie de l'adresse envoyée à Louis XVI, le 28 juin, manifestant leur horreur des factieux et priant le Roi de repousser tous conseils perdus.

28 juin 1792.

Original signé et copié (2 p.). Arch. du ministère de la justice, n° 1.

Renvoyé à la Commission extraordinaire des 12, le 3 juillet.

Cf. *Archives parlementaires*, t. XLVI, p. 92.

930. — Pétitions individuelles de citoyens de la ville d'Amiens, à l'effet d'adhérer à l'arrêté du directoire du département de la Somme et à son adresse au Roi, sur les événements qui ont souillé la journée du 20 juin, en guise de protestation contre les pétitions d'autres citoyens de la même ville, qui se sont réunis le 26 juin dans l'église de Saint-Leu et ont désavoué les mêmes arrêté et adresse.

28 juin 1792.

Originaux signés (5 p.). Arch. du ministère de la justice, n° 28.

Renvoyé à la Commission extraordinaire des 12, le 11 juillet.

931. — Adresse du directoire du district, des officiers municipaux et commandant de la place de Verdun à l'Assemblée législative, déclarant que les habitants sont prêts à tous les sacrifices pour la défense de la patrie, mais demandant à être protégés contre les entreprises des factieux, espérant que l'on tirera punition éclatante des attentats du 20 juin, un opprobre pour la France entière.

28 juin 1792.

Original signé, Arch. du ministère de la justice, n° 37.

Renvoyé à la Commission extraordinaire des 12, le 19 juillet.

932. — Lettre des membres du directoire du district de Baugé au ministre de la justice, le priant d'assurer le Roi de la sincérité de leurs sentiments, après la journée du 20 juin, et faisant connaître

qu'ils vouent une haine éternelle à tous les factieux.

28 juin 1792.

Original signé, Arch. du ministère de la justice.

933. — Adresse du département d'Eure-et-Loir à l'Assemblée législative, exprimant ses sentiments de respect pour la loi et de dévouement pour la Constitution, et l'invitant à désabuser les citoyens dupes d'une poignée d'agitateurs qui se targuent en vain du nom si cher de vainqueurs de la Bastille, à montrer que le nom de peuple n'appartient qu'à ceux qui, pour vivre et mourir libres, savent respecter la loi, avec lettre d'envoi.

29 juin 1792.

Originaux signés (2 p.). Arch. du ministère de la justice, n° 3.

Renvoyé à la Commission extraordinaire des 12, le 3 juillet.

934. — Lettre du directoire du département de la Meuse à l'Assemblée législative, accompagnant l'envoi d'une adresse imprimée, à l'effet de provoquer l'anéantissement des factions, foyers de haines et de discordes, qui déchainent les horreurs de la guerre civile.

29 juin 1792.

Original signé et imprimé (2 p.). Arch. du ministère de la justice, n° 6.

Renvoyé à la Commission extraordinaire des 12, le 3 juillet.

Cf. *Archives parlementaires*, t. XLVI, p. 125.

935. — Lettre du tribunal criminel du département du Pas-de-Calais à l'Assemblée législative, envoyant son adhésion à l'arrêté du directoire du département, au sujet des événements du 20 juin, et partageant l'horreur que ces événements lui ont inspirée.

29 juin 1792.

Original signé et imprimé (2 p.). Arch. du ministère de la justice, n° 30.

Renvoyé à la Commission extraordinaire des 12, le 12 juillet.

936. — Adresse du département des Ardennes à l'Assemblée législative, dans laquelle il félicite Louis XVI de l'énergie déployée lors des événements du 20 juin, et réclame la punition des coupables.

des autres à d'énormes complots, ainsi que l'impitoyablement énonça l'orateur, qui à trop long-temps indolente et fatiguée se déborda soudain, avec lettre d'envoi.

29 juin 1792.

Original signé, Arch. du ministère de justice, n° 7.

Inséré à la Commission extraordinaire des 19, 20 et 21 juin.

Le Journal des Communes, XLVI, p. 17.

937. — Lettre des députés à M. de Malesherbes, l'un des commissaires de la section de la Harpe IV, au président de l'Assemblée législative, lui faisant part que, le 23 juin, en traversant le Palais-Royal, il fut accosté par l'un des habitués de ce jardin qui lui demanda s'il allait signer la pétition des notaires « pour faire pendre ce coquin de Pétion », en lui affirmant que tous les citoyens sous le Palais-Royal se joindraient par trois à quatre cents à la fois.

30 juin 1792.

Original signé, A. N., D. L. E. 14, n° 50.

938. — Adresse du directoire du district de Commeny à l'Assemblée législative, manifestant son indignation de voir le représentant héréditaire de la Nation outragé et avili, et l'adjurant de poursuivre jusqu'au bout leurs indignités, « pour que les citoyens ne se fassent pas illusion sur la destruction de la Constitution.

30 juin 1792.

Original signé, Arch. du ministère de la justice, n° 18.

Inséré à la Commission extraordinaire des 19, 20 et 21 juin.

939. — Lettre de la municipalité du Vezin à l'Assemblée législative, déplorant les attaques contre la Constitution et l'outrage infligé au représentant héréditaire de la Nation, et priant l'Assemblée de pourvoir la défense de la Constitution.

30 juin 1792.

Original signé, Arch. du ministère de la justice, n° 18.

Inséré à la Commission extraordinaire des 19, 20 et 21 juin.

940. — Adresse des citoyens de la ville d'Eu à l'Assemblée législative, déclarant qu'ils ont vu avec douleur un attentat porté contre la Constitution, et après avoir juré de ne se laisser point enlever et celle de leur Roi.

1<sup>er</sup> juillet 1792.

Original signé, Arch. du ministère de la justice, n° 18.

Inséré à la Commission extraordinaire des 19, 20 et 21 juin.

Le Journal des Communes, XLVI, p. 836.

qui a été violée sous les yeux de l'Assemblée, ainsi que l'asile du représentant héréditaire de la Nation.

30 juin 1792.

Original signé, Arch. du ministère de la justice, n° 18.

941. — Lettre du tribunal du district de Strasbourg au ministre de la justice, exprimant toute son indignation et sa douleur à la nouvelle du forfait commis le 20 juin, et unissant sa voix au cri général de tous les bons Français qui réclament la sévère punition des coupables agitateurs.

30 juin 1792.

Original signé, Arch. du ministère de la justice.

942. — Arrêté du directoire du district de Saint-Pol, déclarant partager les sentiments d'indignation exprimés dans l'arrêté du directoire du département du Pas-de-Calais, du 26 juin, et appelant toute la sévérité des lois sur les séditieux, coupables des horreurs commises envers le représentant héréditaire de la Nation, avec lettre d'envoi à l'Assemblée législative.

30 juin 1792.

Original signé, A. N., D. L. E. 14, n° 269.

943. — Décret de l'Assemblée législative, portant que le ministre de l'intérieur rendra compte par écrit des mesures prises par le pouvoir exécutif relativement à l'arrêté du département de la Somme du 22 juin 1792.

1<sup>er</sup> juillet 1792.

Copie, A. N., A. 200.

Le Journal des Communes, XLVI, p. 16.

944. — Adresse des citoyens de la ville d'Eu à l'Assemblée législative, déclarant qu'ils ont vu avec douleur un attentat porté contre la Constitution, et après avoir juré de ne se laisser point enlever et celle de leur Roi.

1<sup>er</sup> juillet 1792.

Original signé, Arch. du ministère de la justice, n° 18.

Inséré à la Commission extraordinaire des 19, 20 et 21 juin.

Le Journal des Communes, XLVI, p. 836.

946. — Adresse des citoyens de Sedan à l'Assemblée législative, demandant justice exemplaire de tous ceux qui, le 20 juin, ont provoqué par leurs actes, leurs écrits et leurs discours l'avilissement des pouvoirs constitués, avec adresse à Louis XVI témoignant leur indignation des violences exercées à l'égard du représentant héréditaire de la Nation.

1<sup>er</sup> juillet 1792.

Original signé et copié (2 p.). Arch. du ministère de la justice, n° 22.

Renvoyé à la Commission extraordinaire des 12, le 17 juillet.

946. — Lettre du directoire du département du Pas-de-Calais à l'Assemblée législative, accompagnant l'envoi d'un arrêté du directoire du district de Béthune, en date du 28 juin, à l'effet de s'associer aux sentiments exprimés dans l'arrêté du directoire de ce département, à la nouvelle des excès commis le 20 juin dans la capitale.

1<sup>er</sup> juillet 1792.

Original signé et imprimé (2 p.). Arch. du ministère de la justice, n° 12.

Renvoyé à la Commission extraordinaire des 12, le 4 juillet.

947. — Adresse du directoire du district de Vitry-le-Français, réclamant la destruction de la faction qui prêche hautement tous les crimes, qui veut l'anéantissement de tous les pouvoirs, et qui bientôt osera, dans sa fureur, concevoir le projet de rivaliser de puissance avec l'Assemblée, adresse accompagnée d'une lettre d'envoi.

1, 3 juillet.

Originaux signés (2 p.). Arch. du ministère de la justice, n° 24.

Renvoyé à la Commission extraordinaire des 12, le 12 juillet.

948. — Adresse du directoire du district de Nîmes à l'Assemblée législative, demandant la punition des attentats commis lors de la journée du 20 juin, où le pouvoir exécutif a été outragé, le pouvoir législatif avili et la Constitution violée dans tous ses principes.

2 juillet 1792.

Original signé. Arch. du ministère de la justice, n° 19.

Renvoyé à la Commission extraordinaire des 12, le 17 juillet.

949. — Lettre du directoire du département de la Gironde à l'Assemblée législative, adressant un arrêté pris le 28 juin, à l'occasion des événements du 20, déclarant que leurs concitoyens veulent la liberté et la Constitution, et sont également ennemis du despotisme et de l'anarchie, mais ne peuvent s'associer aux mesures prises par les départements de la Haute-Garonne et de l'Hérault pour la formation de rassemblements militaires.

2 juillet 1792.

Original et copie (2 p.). Arch. du ministère de la justice, n° 55.

Renvoyé à la Commission extraordinaire des 12, le 17 juillet.

950. — Lettre des administrateurs du district de Châteauiherri à l'Assemblée législative, envoyant leur adhésion formelle à l'adresse du département de l'Aisne, en date du 23 juin.

2 juillet 1792.

Original signé. Arch. du ministère de la justice, n° 36.

Renvoyé à la Commission extraordinaire des 12, le 18 juillet.

951. — Lettre de M. Terner, ministre de l'intérieur, au président de l'Assemblée législative, reconnaissant que l'arrêté du département de la Somme est compris parmi les pièces relatives à la journée du 20 juin dont il a prescrit l'impression, mais déclarant n'avoir point donné d'ordre pour l'envoi de cet arrêté aux 82 départements.

2 juillet 1792.

Original signé. Arch. du ministère de la justice, n° 280.

131. MONTMERIE-TERNAUX. *Historique de l'intérieur*, t. II, p. 14.

Arch. départementales de l'Aisne, p. 17.

952. — Adresse des Amis de la Constitution de Claumont à l'Assemblée législative, sollicitant, au nom de la Nation outragée dans son représentant héréditaire, une vengeance solennelle des attentats du 20 juin et des atteintes criminelles portées à la Constitution.

3 juillet 1792.

Original signé. Arch. du ministère de la justice, n° 19.

Renvoyé à la Commission extraordinaire des 12, le 7 juillet.

953. — Adresse des habitants de l'arrondissement de Lure à l'Assemblée législative, manifestant son indignation de l'attentat horrible commis le 20 juin, au château de Salles, contre le député de ce département. Demandant de poursuivre « les crimes amoncelés sur la France ».

3 juillet 1792.

Originaux signés (2 p.). Arch. du ministère de la justice, n° 25.

Envoyé à la Commission extraordinaire des 12, le 17 juillet.

954. — Lettre du directoire du département de la Haute-Saône à l'Assemblée législative, déclarant s'en remettre à ses lumières pour démêler les causes du mouvement extraordinaire du 20 juin, et prier pour l'adoption de la loi du 12 juillet.

3 juillet 1792.

Originaux signés. Arch. du ministère de la justice, n° 25.

Envoyé à la Commission extraordinaire des 12, le 17 juillet.

955. — Lettre du directoire du district de Saint-Omer au président de l'Assemblée législative, accompagnant l'envoi de sa députation de ce district, pour donner son adhésion à l'arrêté du département du 20 juin.

3 juillet 1792.

Originaux signés (2 p.). Arch. du ministère de la justice, n° 11.

Envoyé à la Commission extraordinaire des 12, le 27 juillet.

956. — Adresse de la commune de Rangé à l'Assemblée législative, réclamant le châtiement des auteurs de la journée du 20 juin, dont les têtes doivent tomber sous le glaive de la loi, pour faire trembler les agitateurs du peuple et faire venir l'ordre dans la République.

3 juillet 1792.

Originaux signés. Arch. du ministère de la justice, n° 8.

Envoyé à la Commission extraordinaire des 12, le 11 juillet.

957. — Adresse de citoyens de la commune de Bussière au président de l'Assemblée législative, réclamant la punition des auteurs de la

néral de la commune de Strasbourg, à l'Assemblée législative, réclamant : 1° la poursuite et la punition des auteurs et fauteurs des attentats commis dans la journée du 20 juin; 2° l'anéantissement de l'insolente tyrannie exercée par les associations sans mandat, au détriment des administrations de police qui doivent empêcher tout rassemblement contraire à la tranquillité publique.

3 juillet 1792.

Originaux signés (2 p.). Arch. du ministère de la justice, n° 4.

Renvoyé à la Commission extraordinaire des 12, le 17 juillet.

958. — Adresse du directoire du département du Var à l'Assemblée législative, demandant vengeance pour la violation de la Constitution, le 20 juin, et comptant que l'Assemblée saura réprimer avec le même courage les fureurs de l'aristocratie et des tyranniques de l'épée, par la lettre d'envoi.

3 juillet 1792.

Originaux signés (2 p.). Arch. du ministère de la justice, n° 2.

Envoyé à la Commission extraordinaire des 12, le 20 juillet.

Cf. *Archives parlementaires*, t. XLVI, p. 74.

959. — Adresse de citoyens de Château-Thierry à l'Assemblée législative, envoyant leur adhésion au vœu national qui dénonce les infâmes auteurs de l'affreuse journée du 20 juin, et demandant la punition de leurs crimes.

3 juillet 1792.

Originaux signés. Arch. du ministère de la justice, n° 23.

Envoyé à la Commission extraordinaire des 12, le 9 juillet.

Cf. *Archives parlementaires*, t. XLVI, p. 367.

960. — Adresse de citoyens de la commune de Lyon, au président de l'Assemblée législative, protestant contre la présentation d'une pétition de citoyens de Lyon, le 27 juin, revêtue de 6,000 signatures recueillies par un agent des clubs du Midi.

3 juillet 1792.

Originaux signés. Arch. du ministère de la justice, n° 22.

Envoyé à la Commission extraordinaire des 12, le 4 juillet.



961. — Adresse du sieur Antoine Hauzet, de Vannes, à l'Assemblée législative, manifestant ses sentiments et l'insultant en tant que haut autant les partisans de Colbentz que les ennemis Jacobins.

3 juillet 1792.

Original signé, Arch. du ministère de la justice, n° 20.

Renvoyé à la Commission extraordinaire des 12, le 9 juillet.

962. — Adresse des citoyens de Montmouillon à l'Assemblée législative, exprimant le vœu que les factieux des tribunes, dont les sections de Paris se servent pour leurs criminels desseins, soient déportés, et que les folliculaires soient livrés à la rigueur des lois, avec adresse à Louis XVI, déclarant qu'il est temps de les délivrer à la fois du despotisme des aristocrates et des anarchistes, et le mettant en garde contre de perfides conseillers.

3 juillet 1792.

Original signé et copie (2 p.), Arch. du ministère de la justice, n° 43.

963. — Lettre de M. Dufrasse, commissaire du Roi près le tribunal d'Excideuil, au ministre de la justice, accusant réception de la proclamation du Roi et déclarant que les événements du 20 juin l'ont pénétré de la plus vive douleur.

3 juillet 1792.

Original signé, Arch. du ministère de la justice.

964. — Lettre de M. Aressy, commissaire du Roi près le tribunal de l'Ariège, au ministre de la justice, annonçant que son premier acte, dès son entrée en fonctions, a été de requérir la publication de la proclamation du 22 juin et de l'acte du Corps législatif du 23, relatif au maintien de la tranquillité publique, avec réponse du ministre et adresse à Louis XVI du même, au sujet des événements du 20 juin.

3 juillet 1792.

Original et copie (2 p.), Arch. du ministère de la justice.

965. — Lettre du directoire du district de Montcaumon-Mer au président de l'Assemblée législative, accompagnant l'envoi d'un arrêté conforme à celui du

département du Pas-de-Calais, relativement aux brigandages commis le 20 juin dans le palais du Roi et envers sa personne.

3, 4 juillet 1792.

Original signé et copie conforme, 2 p., Arch. du ministère de la justice, n° 17.

Renvoyé à la Commission extraordinaire des 12, le 8 juillet.

966. — Adresse du conseil général de la commune de Cany à l'Assemblée législative, réclamant le châtimement de ceux qui n'ont pas craint de violer l'asile sacré du chef de la Nation, de se précipiter en armes en brisant les portes dans ses appartements, et, déclarant que si la France n'a pas à rougir du meurtre de son Roi, elle le doit à son courage et à son héroïque fermeté, qui a fait tomber le poignard de la main des assassins.

4 juillet 1792.

Original signé, Arch. du ministère de la justice, n° 6.

Renvoyé à la Commission extraordinaire des 12, le 17 juillet.

967. — Adresse du directoire du département du Nord à l'Assemblée législative, protestant contre les attentats commis le 20 juin et contre la violation de la Constitution, d'autant plus que quelques sections, quelques sociétés de la capitale, ne représentent pas le peuple français, reprouvant l'attitude des tribunes au sein de l'Assemblée et demandant de frapper les libellistes et incendiaires à gages.

4 juillet 1792.

Original signé, Arch. du ministère de la justice.

968. — Adresse des citoyens du district de Soissons à l'Assemblée législative, manifestant leur indignation de ce qu'après vingt jours l'horrible attentat du 20 juin ne soit pas encore puni, et exprimant le vœu que les adresses mendicées par une faction trop célèbre, à l'effet de justifier les horreurs du 20 juin, rentrent dans le néant.

4 juillet 1792.

Original signé, Arch. du ministère de la justice, n° 40.

969. — Adresse des citoyens actifs de Lille à l'Assemblée législative, donnant

© 2000 Blackwell Science Ltd, *Journal of Internal Medicine* 247: 399–406

demande le renvoi à la Commission extraordinaire des 12.

5 juillet 1792.

Original signé, avec imprimés (3 p.), A. N., D. XL, 16, n° 74.

Renvoyé à la Commission extraordinaire des 12, le 12 juillet.

978. — Arrêté du directoire de Tarascon-sur-Rhône, demandant qu'on poursuive, selon la rigueur des lois, les auteurs et complices de l'attentat commis le 20 juin, afin que leur punition exemplaire rétablisse le règne de la Constitution, de la paix et de l'union, avec lettre d'envoi à l'Assemblée législative.

5, 6 juillet 1792.

Original signé, 2 p., Arch. du ministère de la justice, n° 42.

979. — Déclaration de citoyens de Châteaunier, manifestant leur indignation au sujet des horreurs qui se sont passées, le 20 juin, au château des Tuileries, et donnant leur adhésion à toutes les pétitions qui en ont réclamé le châtiment.

6 juillet 1792.

Original signé, Arch. du ministère de la justice, n° 34.

Renvoyé à la Commission extraordinaire des 12, le 12 juillet.

980. — Réfutation par le sieur Duseaux, professeur de rhétorique à Lagny, des principes énoncés dans la lettre et pétition du général Lafayette à l'Assemblée, qu'il considère comme illégales et dangereuses, estimant que ce « président de l'armée clubiste » devrait être envoyé à Orléans.

6 juillet 1792.

Original signé, Arch. du ministère de la justice, n° 38.

Renvoyé à la Commission extraordinaire des 12, le 24 juillet.

981. — Adresse des citoyens de la commune de Compiègne à l'Assemblée législative, l'invitant à démasquer les factieux et à faire poursuivre les auteurs des attentats commis le 20 juin, qui ont plongé la France dans la consternation.

6 juillet 1792.

Original signé, Arch. du ministère de la justice, n° 26.

Renvoyé à la Commission extraordinaire des 12, le 7 juillet.

982. — Adresse du directoire du district de Rocroi à l'Assemblée législative, dénonçant les auteurs de la trame odieuse qui a amené la journée du 20 juin, et montrant la nécessité d'anéantir une corporation dangereuse, foyer de crimes et d'intrigues, qui ose professer les maximes les plus perverses et les plus atroces.

6 juillet 1792.

Original signé, Arch. du ministère de la justice, n° 46.

983. — Adresse des citoyens de la commune de Granville à l'Assemblée législative, sollicitant la punition des coupables et des factieux qui ont envahi le palais des Tuileries, menacé et outragé la personne du Roi, resté exposé aux plus grands dangers.

6 juillet 1792.

Original signé, Arch. du ministère de la justice, n° 32.

984. — Lettre du directoire du département du Pas-de-Calais à l'Assemblée législative, rectifiant une erreur du procès-verbal de la séance du 4 juillet, où le mot *pouvoir* constitué doit être remplacé par *autorité* constituée.

6 juillet 1792.

Original signé et imprimé (2 p.), Arch. du ministère de la justice, n° 27.

Renvoyé à la Commission extraordinaire des 12, le 9 juillet.

985. — Adresse des habitants d'Ancenis à l'Assemblée législative, la conjurant de mettre un terme aux excès abominables commis le 20 juin, jour où des scélérats, mêlés à une multitude égarée, ont failli plonger la France dans le deuil en attendant aux jours du Roi, et réclamant le châtiment des auteurs de ces crimes affreux.

7 juillet 1792.

Original signé, Arch. du ministère de la justice, n° 39.

986. — Déclaration de la commune de Salies, exprimant le vœu que les auteurs des crimes commis le 20 juin dans le château des Tuileries soient poursuivis devant la Haute cour nationale, et que le Roi

établissent provisoirement un guide pour diriger les opérations militaires.

8 juillet 1792.

Extrait des *Archives du ministère de la justice*, n° 3.  
Cf. *Archives parlementaires*, t. XLVI, p. 918.

887. — Adresse du conseil municipal de Bouzonville, département de la Moselle, adressant des félicitations et des vœux d'indignation à l'Assemblée législative, demandant hautement vengeance du sacrilège attentat du 20 juin.

8 juillet 1792.

Original dans *Archives du ministère de la justice*, n° 20.

888. — Le conseil municipal de Bouzonville, votant une adresse à Louis XVI pour appeler la vengeance des lois sur la tête des coupables auteurs des violences commises le 20 juin, sans se dissimuler que des ennemis de la patrie abusent du nom du Roi pour tromper le peuple et semer le trouble, avec lettre d'envoi de M. De Joly au ministre de l'intérieur.

8 juillet 1792.

Extrait des *Archives du ministère de la justice*, t. II, n° 17.  
Cf. *Archives parlementaires*, t. XLVI, p. 573.

889. — Lettre du directoire du département d'Eure-et-Loir au président de l'Assemblée législative, adressant un arrêté pris le 2 juillet sur le refus par la municipalité de Chartres de faire publier et afficher la proclamation du Roi, du 22 juin, relative au rétablissement de la loi du 17 août 1791.

10 juillet 1792.

Extrait des *Archives du ministère de la justice*, t. II, n° 33.  
Cf. *Archives parlementaires*, t. XLVI, p. 370.

890. — Lettre du conseil municipal du directoire du district de Prades au président de l'Assemblée législative, adressant un arrêté d'indignation et de condamnation à Louis XVI, en raison de l'appel de la vengeance de la punition des auteurs de l'attentat du 20 juin.

10 juillet 1792.

Extrait des *Archives du ministère de la justice*, t. II, n° 32.

891. — Lettre du directoire du district de Saint-Bippolite, Gers, à l'Assemblée législative, manifestant sa surprise des lenteurs dans le châtiement des horreurs commises le 20 juin, et laissant entrevoir le soupçon injurieux que ferait planer sur l'Assemblée une responsabilité plus rente de l'impunité.

10 juillet 1792.

Original signé, Arch. du ministère de la justice, n° 30.

892. — Décret de l'Assemblée législative, renvoyant à la Commission extraordinaire des 12 les adresses relatives tant à la formation du camp des 20,000 hommes qu'aux événements du 20 juin qui lui sont présentées par les administrateurs du département de l'Orne et les citoyens de diverses communes.

11 juillet 1792.

Extrait du procès-verbal, A. N., C<sup>1</sup> 60, fol. 5166 <sup>re</sup>.

Cf. *Archives parlementaires*, t. XLVI, p. 360.

893. — Adresse de citoyens de Versailles à l'Assemblée législative, réclamant la destitution du directoire du département de Seine-et-Oise, ainsi que l'improbation de son adresse au Roi, et la punition du général insolent qui, sans congé, a quitté son camp pour faire entendre sa voix directoriale devant les représentants du peuple.

11 juillet 1792.

Extrait des *Archives du ministère de la justice*, t. II, n° 34.

894. — Adresse des citoyens de Provins à l'Assemblée législative, protestant contre le langage de la bassesse et de la servitude, tenu par le directoire de leur département, et déclarant que la démarche des Parisiens, le 20 juin, était aussi naturelle, aussi légale que celle de leur directoire, lorsqu'il fut sollicité le fatal  *veto* , et que les événements du 20 juin ne sont que le résultat de ce qui s'est passé à Paris.

12 juillet 1792.

Extrait des *Archives du ministère de la justice*, t. II, n° 32.

895. — Adresse du conseil municipal de Commeny à Louis XVI, protestant

contre les principes professés dans une pétition envoyée par un habitant de Bouzonville, et réprouvant les violences commises le 20 juin, avec lettre du commissaire du Roi.

12 juillet 1792.

Originaux (2 p.), Arch. du ministère de la justice.

996. — Adresse de la municipalité et du conseil général de Landau à l'Assemblée législative, déplorant le crime commis envers le Roi et la famille royale, le 20 juin, par des factieux qui, sous le masque d'un patriotisme brûlant, ne respirent que l'anarchie, et réclamant la prompte punition des coupables.

13 juillet 1792.

Original signé. Arch. du ministère de la justice, n° 18.

997. — Adresse du directoire du district et du conseil général de la commune d'Auray à l'Assemblée législative, l'adjurant d'anéantir les factieux, de châtier les agitateurs du peuple, d'imposer silence aux écrivains incendiaires qui sèment la division dans les esprits, et de déclarer criminel de lèse-nation tout homme qui osera prêcher le républicanisme, ou proposer des modifications à la Constitution avant l'époque fixée par les législateurs, avec lettre d'envoi.

14 juillet 1792.

Originaux signés (2 p.), Arch. du ministère de la justice, n° 27.

998. — Délibération des citoyens du district de Lagrasse (Aude), déclarant qu'ils veulent la Constitution dans toute son intégrité et la monarchie telle qu'elle a été établie par la Constitution, et criant vengeance pour l'attentat commis contre la Nation, le 20 juin, avec lettre d'envoi du procureur-syndic à l'Assemblée législative.

14 juillet 1792.

Extrait collationné et original signé (2 p.), Arch. du ministère de la justice.

999. — Adresse des citoyens de la ville de Saint-Chamas à la Reine, lui faisant parvenir leur tribut d'admiration, d'attachement et de respect en même

temps que leurs maris et leurs enfants exprimaient dans une adresse à Louis XVI l'enthousiasme que leur inspirait l'héroïsme calme de ce bon et vertueux prince.

15 juillet 1792.

Original revêtu de nombreuses signatures. A. N., C 222, n° 160<sup>152</sup>.

1000. — Lettre de M. Gauthier, commissaire du Roi près le tribunal du district de Saint-Dizier, au ministre de la justice, envoyant l'expression des sentiments des habitants de Vassy, au sujet de l'événement du 20 juin, avec réponse du ministre, annonçant que le Roi a été touché de ces témoignages d'affection.

15, 24 juillet 1792.

Originaux et minute (4 p.), Arch. du ministère de la justice.

1001. — Adresse des habitants de la commune de Haucourt (Moselle) à l'Assemblée législative, manifestant leur indignation contre les scélérats qui ont violé l'asile du Roi, le 20 juin, demandant d'infliger un blâme à « ce M. Pétion, maire, qui a eu la lâcheté de ne pas exposer sa vie pour empêcher cet événement », et de faire cesser les injures contre M. de Lafayette, qui mérite la confiance de la Nation et ne l'a perdue que là où il y a de la populace.

16 juillet 1792.

Original signé. Arch. du ministère de la justice, n° 29.

1002. — Adresse des habitants de Villers-la-Montagne (Moselle) à l'Assemblée législative, sollicitant la répression des délits commis dans la malheureuse journée du 20 juin, et priant d'empêcher que des coureurs de Paris ne viennent dans les départements égarer les esprits et les indisposer surtout contre M. de Lafayette, qui ne perdra jamais leur estime.

16 juillet 1792.

Original signé. Arch. du ministère de la justice, n° 31.

1003. — Adresse de citoyens du département de l'Aisne à l'Assemblée législative, désavouant les administrateurs du département et du district dans les exagéra-



tions et les injustices de leur douleur présente et de leur espoir d'oublier le 20 juin 1791, comme ils l'ont fait pour l'insurrection du 20 juin 1792, et déclarant qu'ils oublieront la journée du 21 juin 1791 si on veut bien oublier celle du 20 juin 1792.

(17 juillet 1792.)

Original signé. Arch. du ministère de la justice, n° 8.

1005. — Adresse de la commune de Wancourt, département du Pas-de-Calais, à l'Assemblée législative, désapprouvant la conduite de « députés » qui ont été conduits du Corps législatif pour avoir permis à leurs frères du faubourg Saint-Antoine de défilé dans l'enceinte de l'Assemblée.

(17 juillet 1792.)

Original signé. Arch. du ministère de la justice, n° 8.

1006. — Adresse de l'Assemblée législative, demandant justice prompte et sévère contre les factieux de tous les partis, et proclamant qu'ils veulent la Constitution ou la mort.

(17 juillet 1792.)

Original signé. Arch. du ministère de la justice, n° 7.

1007. — Adresse de l'Assemblée législative, demandant justice prompte et sévère contre les factieux de tous les partis, et proclamant qu'ils veulent la Constitution ou la mort.

(17 juillet 1792.)

Original signé. Arch. du ministère de la justice, n° 7.

1008. — Adresse de l'Assemblée législative, demandant justice prompte et sévère contre les factieux de tous les partis, et proclamant qu'ils veulent la Constitution ou la mort.

(17 juillet 1792.)

Original signé. Arch. du ministère de la justice, n° 7.

1009. — Adresse de l'Assemblée législative, demandant justice prompte et sévère contre les factieux de tous les partis, et proclamant qu'ils veulent la Constitution ou la mort.

(17 juillet 1792.)

Original signé. Arch. du ministère de la justice, n° 7.

1010. — Adresse de l'Assemblée législative, demandant justice prompte et sévère contre les factieux de tous les partis, et proclamant qu'ils veulent la Constitution ou la mort.

(17 juillet 1792.)

Original signé. Arch. du ministère de la justice, n° 7.

1011. — Adresse de l'Assemblée législative, demandant justice prompte et sévère contre les factieux de tous les partis, et proclamant qu'ils veulent la Constitution ou la mort.

(17 juillet 1792.)

Original signé. Arch. du ministère de la justice, n° 7.

1012. — Adresse de l'Assemblée législative, demandant justice prompte et sévère contre les factieux de tous les partis, et proclamant qu'ils veulent la Constitution ou la mort.

(17 juillet 1792.)

Original signé. Arch. du ministère de la justice, n° 7.

1013. — Adresse de l'Assemblée législative, demandant justice prompte et sévère contre les factieux de tous les partis, et proclamant qu'ils veulent la Constitution ou la mort.

(17 juillet 1792.)

Original signé. Arch. du ministère de la justice, n° 7.

1014. — Adresse de l'Assemblée législative, demandant justice prompte et sévère contre les factieux de tous les partis, et proclamant qu'ils veulent la Constitution ou la mort.

(17 juillet 1792.)

Original signé. Arch. du ministère de la justice, n° 7.

1015. — Adresse de l'Assemblée législative, demandant justice prompte et sévère contre les factieux de tous les partis, et proclamant qu'ils veulent la Constitution ou la mort.

(17 juillet 1792.)

Original signé. Arch. du ministère de la justice, n° 7.

1016. — Adresse de l'Assemblée législative, demandant justice prompte et sévère contre les factieux de tous les partis, et proclamant qu'ils veulent la Constitution ou la mort.

(17 juillet 1792.)

Original signé. Arch. du ministère de la justice, n° 7.

1017. — Adresse de l'Assemblée législative, demandant justice prompte et sévère contre les factieux de tous les partis, et proclamant qu'ils veulent la Constitution ou la mort.

(17 juillet 1792.)

Original signé. Arch. du ministère de la justice, n° 7.

l'Aisne et demandant la punition des auteurs, fauteurs et instigateurs de l'insurrection du 20 juin.

(19 juillet 1792.)

Original signé. Arch. du ministère de la justice, n° 8.

1008. — Adresse du conseil général de la commune de Brest à l'Assemblée législative, votée sur l'invitation des officiers municipaux de Marseille de s'unir à eux au sujet de l'événement du 20 juin, mettant en garde l'Assemblée contre les déclamations inconsidérées qui visent les ministres, les généraux et le chef suprême du pouvoir exécutif, et l'adjuvant de diriger et de conduire à bon port le vaisseau de l'Etat, au milieu des écueils qui l'environnent, avec lettre d'envoi.

20 juillet 1792.

Original signé. Arch. du ministère de la justice, n° 8.

1009. — Lettre du sieur Denayant, citoyen actif du district de Saumur, au président de l'Assemblée législative, réclamant la sévérité des lois contre les factieux, auteurs de la journée du 20 juin, contre ces vils magistrats du peuple qui s'en sont rendus les complices en trahissant lâchement leurs devoirs, contre les habitués des tribunes et les pétitionnaires soudoyés qui font des motions incendiaires.

(22 juillet 1792.)

Original signé. Arch. du ministère de la justice, n° 26.

1010. — Adresse de la commune de Brest à l'Assemblée législative, déclarant qu'ils ont appris non sans indignation et non sans horreur les excès commis dans la capitale, le mercredi 20 juin, et demandant justice prompte et sévère contre les auteurs, fauteurs et instigateurs de l'insurrection du 20 juin.

30 juillet 1792.

Original signé. Arch. du ministère de la justice, n° 26.

1011. — Adresse de la commune de Brest à l'Assemblée législative, déclarant qu'ils ont appris non sans indignation et non sans horreur les excès commis dans la capitale, le mercredi 20 juin, et demandant justice prompte et sévère contre les auteurs, fauteurs et instigateurs de l'insurrection du 20 juin.

30 juillet 1792.

Original signé. Arch. du ministère de la justice, n° 26.

1012. — Adresse de la commune de Brest à l'Assemblée législative, déclarant qu'ils ont appris non sans indignation et non sans horreur les excès commis dans la capitale, le mercredi 20 juin, et demandant justice prompte et sévère contre les auteurs, fauteurs et instigateurs de l'insurrection du 20 juin.

30 juillet 1792.

Original signé. Arch. du ministère de la justice, n° 26.

1013. — Adresse de la commune de Brest à l'Assemblée législative, déclarant qu'ils ont appris non sans indignation et non sans horreur les excès commis dans la capitale, le mercredi 20 juin, et demandant justice prompte et sévère contre les auteurs, fauteurs et instigateurs de l'insurrection du 20 juin.

30 juillet 1792.

Original signé. Arch. du ministère de la justice, n° 26.

France une secte impie, malheureusement trop puissante, la Société des Jacobins, qui dirige toutes les opérations de l'Assemblée.

30 juillet 1792

Original signé. Arch. du ministère de la justice.

1012. — Adresse du Conseil municipal d'Amiens à l'Assemblée législative, protestant contre l'attentat criminel commis par une troupe de factieux qui se sont emparés dans Paris les Maillots, les Marcel, les Caboches, et se sont arrogés le droit de parler au nom du peuple souverain.

Sans date (juillet 1792).

Original. A. N., C 153, n° 291.

#### D. CONSÉQUENCES DE LA JOURNÉE DU 20 JUIN

1013. — Décret de l'Assemblée législative, décidant que désormais, sous aucun prétexte, aucune réunion de citoyens armés ne pourra être admise à sa barre, défilé dans la salle des séances, ni se présenter à aucune autorité constituée sans réquisition légale.

21 juin 1792

Extrait du procès-verbal. A. N., C\* I 60, fol. 4928 r°.

Ed. MORTIMER-TERNAUX. *Histoire de la Terreur*, t. I, p. 229.

Archives parlementaires, t. XLV, p. 442.

1014. — Lettre du ministre de l'intérieur au procureur général syndic du Département, l'invitant à faire afficher avec promptitude et profusion le décret rendu, le matin même, par l'Assemblée législative, contre les pétitionnaires armés.

21 juin 1792.

(Pièce dissimulée.)

Ed. BUREAU et ROUX. *Histoire parlementaire*, t. I, p. 158.

1015. — Lettre du Directeur du Département au maire de Paris, lui mandant de faire proclamer le plus promptement possible la loi qui vient de leur être envoyée par le ministre de la justice, comme d'ailleurs M. Pétion en a été avisé verbalement.

21 juin 1792.

Original signé. A. N., F<sup>7</sup> 4774<sup>30</sup>.

T. IV.

1016. — Lettre du ministre de l'intérieur au Directeur du Département, l'invitant, au nom du Roi, à envoyer aux Tuileries le procureur général syndic ou deux des membres du Directoire, pour avoir des informations sur l'agitation qui se manifeste au faubourg Saint-Antoine.

21 juin 1792.

Pièce absente.

Ed. BUREAU et ROUX. *Histoire parlementaire*, t. I, p. 159.

1017. — Lettre de M. Rœderer, procureur général syndic du Département, à l'Assemblée législative, la prévenant qu'un rassemblement armé se porte vers le château.

21 juin 1792.

Autographe. A. N., C 152, n° 269.

Ed. BUREAU et ROUX. *Histoire parlementaire de la Révolution française*, t. I, p. 182.

MORTIMER-TERNAUX. *Histoire de la Terreur*, t. I, p. 232.

Archives parlementaires, t. XLV, p. 456.

1018. — Décret de l'Assemblée législative, portant que le maire de Paris, ou un officier municipal, se rendra à l'instant à la barre pour faire connaître la situation de la capitale, et s'il existe réellement un rassemblement.

21 juin 1792.

Extrait du procès verbal. A. N., C\* I 60, fol. 4935 v°; extrait collationné et signé. A. N., F<sup>7</sup> 4774<sup>30</sup>.

Ed. Archives parlementaires, t. XLV, p. 457.

1019. — Lettre de M. Rœderer, procureur général syndic du Département, au président de l'Assemblée législative, annonçant que le rassemblement armé, rencontré dans la rue de l'Arbre-Sec, n'a point dirigé sa marche vers le château et s'est dispersé.

21 juin 1792.

Autographe. A. N., C 152, n° 269.

Ed. BUREAU et ROUX. *Histoire parlementaire de la Révolution française*, t. XV, p. 145.

Archives parlementaires, t. XLV, p. 461.

1020. — Lettre du maire de Paris au Commandant général, déclarant que les rapports sur la situation des faubourgs sont tranquillisants et exposant l'inconvénient de fermer au public les portes du jardin des Tuileries, ce qui occasionne

M. Dumont, commissaire de police de la section de la Rue-de-Montreuil, au ministre de l'intérieur, le prévenant que l'incursion du 20 juin doit se renouveler demain ou lundi au plus tard, dans l'opinion généralement

(1) 21 juin 1792.  
Monte. A. N. F. 3173<sup>de</sup>.

1021. — Lettre du Directoire du Département au président de l'Assemblée législative, lui annonçant la convocation du Conseil du Département de Paris.

(1) 21 juin 1792.  
Procès-verbal, A. N. F. 1792, p. 349.  
Bibl. Assemblée législative, A. N. F. 3173.

1022. — Lettre de circonstance à la séance du Conseil du Département, du 22 juin, 11 heures, adressée au maire de Paris par le Directoire.

21 juin 1792.  
Procès-verbal, A. N. F. 3173<sup>de</sup>.

1023. — Lettre de circonstance du Département à M. Pétion, le priant de se rendre immédiatement auprès du Conseil assemblé, en raison des rapports adressés par le Directoire.

21 juin 1792.  
Procès-verbal, A. N. F. 3173<sup>de</sup>.

1024. — Lettre du ministre de l'intérieur au Directoire du Département, approuvant les mesures qu'il a prises relativement aux mesures de sûreté publique.

(1) 21 juin 1792.  
Monte. A. N. F. 3688<sup>de</sup>.

1025. — Lettre de M. Dumont, commissaire de police de la section de la Rue-de-Montreuil, au ministre de l'intérieur, annonçant la convocation du Conseil du Département de Paris, et le Conseil de la section de la Rue-de-Montreuil de soutenir les patriotes.

(1) 21 juin 1792.  
Procès-verbal, A. N. F. 3173<sup>de</sup>.  
Bibl. Assemblée législative, A. N. F. 3173.

1026. — Lettre confidentielle de M. Dumont, commissaire de police de la section de la Rue-de-Montreuil au ministre de l'intérieur, le prévenant que l'incursion du 20 juin doit se renouveler demain ou lundi au plus tard, dans l'opinion généralement

21 juin 1792.  
(1) 21 juin 1792.  
Procès-verbal, A. N. F. 3173<sup>de</sup>.

1027. — Procès-verbal d'une assemblée de la section de la Rue-de-Montreuil, tenue sous le charnier de la paroisse Sainte-Marguerite, pour délibérer sur l'abus par M. de Hamanvilliers de la lettre de M. Pétion, relative au prétendu départ du Roi, et sur le droit revendiqué par les citoyens de monter la garde à tous les postes de la capitale, assemblée devenue tumultueuse et levée pour éviter de graves désordres.

(1) 21 juin 1792.  
Procès-verbal, A. N. F. 3173<sup>de</sup>.

1028. — Lettre de M. Dumont, commissaire de police de la section de la Rue-de-Montreuil, à M. Pétion, le prévenant que, d'après le bruit public, les excès commises par le Directoire du Département, disant le peuple vont se renouveler, que des citoyens lui ont donné à entendre que la

(1) 21 juin 1792.  
Procès-verbal, A. N. F. 3173<sup>de</sup>.

1029. — Note de ce qui s'est passé et des paroles échangées entre le Roi et M. Pétion, le 21 juin 1792, les décrets de l'Assemblée législative, la réponse du Roi, la réponse de la députation de l'Assemblée législative.

(1) 21 juin 1792.  
Procès-verbal, A. N. F. 3173<sup>de</sup>.  
Bibl. Assemblée législative, A. N. F. 3173.

Original, A. N., F<sup>7</sup> 4774<sup>50</sup>, p. 712.

Ed. MORTIER-TERNAX, *Histoire de la France*, t. I, p. 237.

Ed. MORTIER-TERNAX, *Histoire de la France*, t. I, p. 234.

1030. — Lettre de M. Royer à M. Pétion, l'avisant que le conseil général s'est assemblé le samedi, pour entendre le compte des mesures qui ont été prises par le Maire et par le Corps municipal relativement à la tranquillité publique, compte qui a dû être rendu par écrit au Directeur.

21 juin 1792 (10 heures du soir).

Original, A. N., F<sup>7</sup> 4774<sup>50</sup>.

Ed. MORTIER-TERNAX, *Histoire de la France*, t. I, p. 237.

1031. — Lettre du ministre de l'intérieur au maire de Paris, déclarant qu'un arrêté du Corps municipal, motivé sur la nécessité de respecter non seulement la dignité, mais encore la liberté du Roi, pourrait contribuer à ramener le calme dans la population.

21 juin 1792 (soir).

Original, A. N., F<sup>7</sup> 4774<sup>50</sup>, p. 713.

Ed. MORTIER-TERNAX, *Histoire de la France*, t. I, p. 237.

1032. — Lettre de M. Roderer, procureur général syndic du Département, au maire de Paris, demandant des explications au sujet de l'ordre donné par le Commandant général de faire battre la sonnerie de bonjour du matin à 7 heures. M. de Ramainvilliers lui ayant dit qu'il appréhendait l'arrivée de 20,000 hommes du côté de Meaux.

21 juin 1792 (11 heures du soir).

Original, A. N., F<sup>7</sup> 4774<sup>50</sup>.

1033. — Lettre confidentielle de Roderer à Pétion, l'engageant à faire paraître le lendemain une proclamation au peuple, afin d'entretenir l'ordre et l'obéissance, et de ne pas lui fournir un prétexte pour chercher un autre asile que son pays.

21 juin 1792 (11 heures du soir).

Original, A. N., F<sup>7</sup> 4774<sup>50</sup>.

Ed. MORTIER-TERNAX, *Histoire de la France*, t. I, p. 238.

1034. — Lettre de M. Pinon, chef de la 5<sup>e</sup> légion, de garde au château, à M. Pétion, le priant de lui donner la même réquisition pour l'emploi de la force armée que celle reçue par M. Mandat, commandant de la 4<sup>e</sup> légion, en prévision des troubles que l'on craint pour la matinée du lendemain.

21 juin 1792 (11 heures du soir).

Original, A. N., F<sup>7</sup> 4774<sup>50</sup>.

1035. — Avis donné par le Maire au Commandant général, à l'effet de déjouer les projets de gens malveillants qui se proposent de faire tirer le canon d'alarme pour provoquer des rassemblements.

21 juin 1792 (minuit).

Mante, A. N., F<sup>7</sup> 4774<sup>50</sup>.

1036. — Lettre de M. Jozeau, chef des bureaux de la Mairie, au procureur général syndic du Département, lui répondant au lieu et place du Maire, excédé de fatigue et prenant quelques instants de repos, relativement à diverses mesures, notamment à la battue de la générale et à une proclamation.

21 (22) juin 1792 (minuit un quart).

(Pièce absente.)

Ed. Remy, *Chronologie*, t. 1, p. 18.

1037. — Lettre et pétition du sieur Gavaud, chirurgien, à l'Assemblée législative, demandant si la Constitution donne au Roi le droit d'examiner jusqu'en 96 ce que l'Assemblée a décrété et ce qu'il importe au salut de la patrie de faire en 92.

21 juin 1792.

Original, A. N., D. XI, t. 1, n° 60.

1038. — Demande officielle au maire de Paris, par M. Pinon, chef de la 5<sup>e</sup> légion, de garde au château, du même pouvoir que celui donné la veille à M. Mandat, de se rendre chez le Roi, pour représenter la force par la force, le Commandant général l'ayant prévenu d'avoir à se tenir prêt dès le matin.

21 juin 1792 (9 heures du matin).

Original, A. N., F<sup>7</sup> 4774<sup>50</sup>.

1040. — Lettre de M. Pétion au commandant général syndic du Département de faire tirer le canon d'alarme à 6 heures et de faire battre la générale à 7 heures, souscrites les imprudences pour les peut sanctionner, d'autant plus qu'il n'en a été nullement avisé.

22 juin 1792. (11 h. 1/2 de minute).  
Minute, A. N., F<sup>o</sup> 3771<sup>h</sup>.

1041. — Lettre de M. Pétion, maire de Paris, à M. Terrier, ministre de l'intérieur, l'assurant qu'il ne cesse de prendre des mesures pour le maintien de l'ordre et pour déjouer les manœuvres des conspirateurs, ajoutant qu'il attend de voir que le Corps législatif ne se laisse pas aller à rester en permanence.

22 juin 1792. (4 h. 3/4 de minute).  
Original signé, A. N., F<sup>o</sup> 3688<sup>1</sup>; minute, A. N., F<sup>o</sup> 3771<sup>h</sup>.

1042. — Lettre de M. Pétion à M. Roederer, déclarant qu'il n'a donné aucun ordre pour faire battre la générale, mesure très imprudente, qui ne serait propre qu'à compromettre une fermentation dangereuse.

22 juin 1792. (11 h. 1/2 de minute).  
Minute, A. N., F<sup>o</sup> 3774<sup>h</sup>.  
En deux exemplaires, V. pour 1 à p. 184.

1043. — Lettre de M. Roederer, procureur général syndic du Département, à M. Pétion, le convoquant le plus tôt possible et le priant d'amener le Commandant général, ou l'un des commandements qui se forment dans le faubourg Saint-Antoine.

22 juin 1792. (10 h. 1/2 de minute).  
Original, A. N., F<sup>o</sup> 3771<sup>h</sup>.

1044. — Lettre de M. Roederer, procureur général syndic du Département, à M. Pétion, l'informant que la troupe la plus sûre pour disperser les rassemblements qui se forment dans le faubourg Saint-Antoine, serait de faire passer à son chef de troupe, par des officiers municipaux, le décret rendu par l'Assemblée nationale.

22 juin 1792. (11 h. 3/4 de minute).  
Original, A. N., F<sup>o</sup> 3774<sup>h</sup>.

1045. — Lettre du Directeur du Département à M. Terrier, ministre de l'intérieur, accusant réception de sa lettre avec la copie de celle du commissaire de police de la section de la Rue-de-Montreuil, et observant qu'une mesure très efficace pour dissiper tout rassemblement serait la proclamation du Roi, qu'il envoie chez l'imprimeur du Département et qu'il fera afficher sans délai le lendemain matin.

22 juin 1792.  
Original signé, A. N., F<sup>o</sup> 3688<sup>1</sup>.

1046. — Lettre de M. Roederer, procureur général syndic du Département, au ministre de l'intérieur, accusant réception de la proclamation du Roi, qu'il envoie chez l'imprimeur du Département et qu'il fera afficher sans délai le lendemain matin.

22 juin 1792. (11 h. 1/2 de minute).  
Autographe, A. N., F<sup>o</sup> 3688<sup>1</sup>.

1047. — Décret de l'Assemblée législative, mandant les ministres, à l'effet de leur faire connaître les deux objets urgents et de la plus haute importance qui excitent la sollicitude du Corps législatif: le premier est la nécessité d'arrêter les troubles excités par le fanatisme, le second est l'intérêt pressant de placer une armée de réserve entre les frontières et Paris, et exigeant le compte rendu par écrit des mesures prises afin d'y pourvoir.

22 juin 1792.  
Minute, A. N., F<sup>o</sup> 370, 371, 372.  
En six exemplaires, A. N., F<sup>o</sup> 373.

1048. — Lettre de M. Roederer, procureur général syndic du Département, à M. Terrier, ministre de l'intérieur, lui adressant, avec preuves à l'appui, un compte rendu des démarches qu'il a recues, le jour même, sur l'état actuel de la troupe de Paris, et l'avis de la conduite qu'il a tenue.

22 juin 1792.  
Original signé. Arch. de l'Assemblée législative.

1049. — Rapport de l'Assemblée législative, sur le compte rendu par le procureur général syndic du Département, sur l'état de la troupe de Paris, et l'avis de la conduite qu'il a tenue.



Enfants-Trouvés, d'une assemblée où l'on proposera de provoquer une nouvelle réunion armée pour se porter de nouveau aux Tuileries.

22 juin 1792.

Copie. Arch. du ministère de la justice.

Ed. MORTIMER-TERNAUX, *Histoire de la Terreur*, t. I, p. 240.

1049. — Lettre de M. Pétion aux officiers municipaux, les informant des rassemblements qui se forment dans le faubourg Saint-Antoine, et demandant si les deux membres de la Municipalité qui y sont allés ont rendu compte de l'état du faubourg.

22 juin 1792.

Minute, A. N., F<sup>7</sup> 4774<sup>70</sup>.

1050. — Lettre de M. Pétion à M. Santerre, lui déclarant qu'il est pénétré de douleur en apprenant que la plus grande fermentation règne dans le faubourg et que les citoyens se disposent à se présenter lundi en armes à l'Assemblée nationale, le priant d'user de tout son crédit pour calmer les esprits et empêcher cette violation de la loi, et montrant dans quel abîme de maux pourrait les plonger la démarche illégale des habitants du faubourg.

22 juin 1792.

Minute, A. N., F<sup>7</sup> 4774<sup>70</sup>.

1051. — Lettre de M. Pétion au Commandant général, l'invitant à envoyer des forces en vue du rassemblement hostile qui doit se porter en armes, le soir même, à la Société des Amis de la Constitution, séante aux Jacobins.

22 juin 1792.

Minute, A. N., F<sup>7</sup> 4774<sup>70</sup>.

1052. — Arrêté du Conseil du Département, enjoignant au procureur général syndic de dénoncer au juge de paix de la section des Tuileries l'attentat commis dans la cour du château, le 21 juin, par un garde national, qui avait insulté un officier municipal revêtu de son écharpe, avec lettre d'envoi à la Municipalité.

22 juin 1792.

Copie. Archives et minutes. 2 p. A. N., F<sup>7</sup> 4774<sup>70</sup>.

F<sup>7</sup> 4774<sup>70</sup>; extrait. Arch. du ministère de la justice.

Ed. MORTIMER-TERNAUX, *Histoire de la Terreur*, t. I, p. 414.

1053. — Lettre de M. Pétion aux administrateurs du Département de Paris, les informant des mesures prises et des observations par lui présentées au Commandant général au sujet de l'inconvénient de fermer les portes du jardin des Tuileries, de déployer un trop grand appareil de canons et d'hommes armés, et de faire battre la générale, annonçant que le Corps municipal, convoqué, s'est déclaré permanent et vient de faire une proclamation.

22 juin 1792.

Minute, A. N., F<sup>7</sup> 4774<sup>70</sup>.

Ed. *Revue rétrospective*, 2<sup>e</sup> série, t. I, p. 184.

1054. — Lettre de M. Pétion au Directeur du Département, le prévenant que la proclamation de la Municipalité a été publiée dans les faubourgs Saint-Antoine et Saint-Marcou et n'a pas obtenu tout le succès qu'on en attendait, que l'on parlait même de se réunir de nouveau en armes, lundi, et que de nouveaux commissaires ont été envoyés dans les faubourgs, avec le texte imprimé de la proclamation.

22 juin 1792.

Copie et imprimé (2 p.), Arch. du ministère de la justice.

Ed. *Revue rétrospective*, 2<sup>e</sup> série, t. I, p. 186.

1055. — Lettre de M. Roderer, procureur général syndic du Département, au maire de Paris, déclarant que les dispositions prises par M. de Ramainvilliers pour la protection des Tuileries ne satisfont nullement le Conseil, et que le Commandant général aurait besoin de s'entourer d'avis de personnes à même de l'éclairer, avec réponse de M. Pétion, portant que M. de Ramainvilliers est absolument incapable de diriger ce genre de résistance qui assure l'exécution de la loi en épargnant le sang, et qu'il est nécessaire de ne pas le laisser agir seul.

22, 23 juin 1792.

Copie. Archives et minutes. 2 p. A. N., F<sup>7</sup> 4774<sup>70</sup>.

Ed. *Revue rétrospective*, 2<sup>e</sup> série, t. I, p. 188.



intentionnées du faubourg Saint-Antoine ont formé le projet de s'emparer de l' Arsenal, et que des échaupourtes du même faubourg faisaient à des afflits pour des canons, des équipages, pendant que le Directeur, de par l'insulte de la classe, le signalait au Commandant Général à l'effet de modifier les dispositions défensives qui avaient paru défectueuses, et lettre d'envoi au Maire.

23 juin 1792.

Original signé et envoyé. 3 p. A. N., F<sup>7</sup> 3688<sup>1</sup>.

Ed. *Revue rétrospective*, 2<sup>e</sup> série, t. I, p. 194 et 195.

1064. — Lettre de M. Jean-Amable Foucault Saint-Prix, commandant en chef du bataillon du Val-de-Grâce, au maire de Paris, l'informant de la motion faite le 22 juin par M. Paris à l'Assemblée de la section de l'Observatoire pour engager le peuple à se réunir sans armes, le lendemain, sur la place de la Bastille pour se rendre à l'Assemblée nationale et chez le Roi, et dans le cas où l'on refuserait de les recevoir, à attaquer, le surlendemain, le château des Tuileries, comme une seconde Bastille, lettre transmise par M. Roderer aux prises de paix du Bureau central.

23 juin 1792.

Copie insérée à la suite de l'interrogatoire du 26 juin par le sous-Paris (affaire Paris et Boulland), A. N., D III 264.

Ed. *Revue rétrospective*, 2<sup>e</sup> série, t. I, p. 195.

1066. — Lecture à l'Assemblée législative par M. Terrier, ministre de l'intérieur, d'un rapport du Département contenant des nouvelles relatives à la situation actuelle de la tranquillité de Paris.

23 juin 1792.

Extrait de l'Assemblée, A. N., C<sup>1</sup> I 60, n. 1000 v.

Ed. *Archives parlementaires*, t. XLV, p. 508.

1067. — Lettre du ministre de l'intérieur à M. Roderer, accusant réception du rapport du Bureau central sur les mesures qu'il a prises pour la tranquillité publique, et engageant à maintenir cette surveillance, nécessaire dans les circonstances présentes.

23 juin 1792 (2 heures).

Minute, A. N., F<sup>7</sup> 4688<sup>1</sup>.

1068. — Décret de l'Assemblée législative, déclarant qu'il n'y a pas lieu de prendre de nouvelles mesures législatives pour la défense de la Constitution, mais invitant tous les bons citoyens à réunir leurs efforts pour le maintien de la tranquillité publique, et ordonnant au ministre de l'intérieur de lui rendre tous les jours un compte exact de l'état de la ville de Paris.

23 juin 1792.

Minute, séance de Collier, A. N., C<sup>1</sup> 150, n. 262 (copie), A. N., F<sup>7</sup> 3688<sup>1</sup>.

Ed. *Archives parlementaires*, t. XLV, p. 511.

1069. — Lettre de M. Duranthon, ministre de la justice, au ministre de l'intérieur, annonçant l'envoi d'une expédition en forme du décret qui enjoint aux corps administratifs de veiller au maintien de la loi relative à la sûreté des citoyens, décret qu'il a transmis également au procureur général syndic du Département.

23 juin 1792.

Original signé, A. N., F<sup>7</sup> 3688<sup>1</sup>.

1070. — Lettre de M. Pétion à M. de Ramainvilliers, au sujet de la fermentation qui règne parmi les soldats de service aux Tuileries, dont les armes sont tantôt chargées, tantôt non chargées, et qui répugnent à l'idée de tirer sur des citoyens, le priant de venir conférer avec lui à cet égard dans la soirée.

23 juin 1792.

Minute, A. N., F<sup>7</sup> 4774<sup>70</sup>.

1071. — Lettre de M. Targe, officier de paix, au maire de Paris, annonçant que les habitants du faubourg Saint-Antoine sont fort tranquilles et qu'ils le seront très probablement cette nuit par lassitude, observant que les exhortations d'un officier de paix, d'un commissaire de police, du maire de Paris même, ne peuvent rien auprès de citoyens égarés, et ajoutant que MM. Bazire, Merlin et Chabot pourraient seuls les faire rentrer dans l'ordre en réclamant l'exécution de la loi.

23 juin 1792 (6 heures de séance).

Original, A. N., F<sup>7</sup> 4774<sup>70</sup>.

1075. — Lettre de M. Aussenac, Directeur, directeur de l'imprimerie nationale, au ministre de l'intérieur, annonçant qu'il avait réuni les ouvriers de M. Lottin, dans le but de leur faire passer les presses pour rassembler des ouvriers.

Original, A. N., F<sup>7</sup> 36881.

1076. — Déclaration de la dame Barre, recue au Département de Police, répétant les paroles qu'elle a dites le 20 juin, pour faire habiller toutes les personnes de sa section en garçons enrôlés (1 p. 4). Elle monte la garde comme tels.

23 juin 1792.

Original, A. N., F<sup>7</sup> 36881 (1 p. 4).  
Bibl. nat., A. N., F<sup>7</sup> 36881.  
Bibl. nat., A. N., F<sup>7</sup> 36881 (1 p. 4).  
Bibl. nat., A. N., F<sup>7</sup> 36881 (1 p. 4).

1077. — Rapport de police des agents Jean Niquille et Philippe Gautier, au sujet de la revue du 102<sup>e</sup> régiment passée par le duc de Berry, dans le jardin des Tuileries, où la réception très froide faite au Maire par le Roi, et les propos tenus par le duc de Berry Saint-Antoine, qui se propose de revenir en armes aux Tuileries avant peu.

23 juin 1792.

Original, A. N., F<sup>7</sup> 36881 (1 p. 4).  
Bibl. nat., A. N., F<sup>7</sup> 36881.  
Bibl. nat., A. N., F<sup>7</sup> 36881 (1 p. 4).  
Bibl. nat., A. N., F<sup>7</sup> 36881 (1 p. 4).

1078. — Lettre de M. Aussenac au Maire et aux officiers municipaux du Département de Police, transmettant copie d'une lettre de M. Aussenac, directeur de l'imprimerie nationale, au ministre de l'intérieur, annonçant qu'il avait réuni les ouvriers de M. Lottin, dans le but de leur faire passer les presses pour rassembler des ouvriers. Elle est accompagnée d'une lettre de M. Aussenac au ministre de l'intérieur, annonçant qu'il avait réuni les ouvriers de M. Lottin, dans le but de leur faire passer les presses pour rassembler des ouvriers.

23 juin 1792.

Original, A. N., F<sup>7</sup> 36881 (1 p. 4).  
Bibl. nat., A. N., F<sup>7</sup> 36881.  
Bibl. nat., A. N., F<sup>7</sup> 36881 (1 p. 4).

1076. — Lettre de MM. Sargent et Pons, administrateurs au Département de Police, au Comité de surveillance, transmettant une copie du rapport des agents Niquille et Gautier, du même jour, sur l'état du château des Tuileries, et signalant le comité central qui y aurait été établi par infraction à la loi.

24 juin 1792.

Original, A. N., F<sup>7</sup> 36881 (1 p. 4).  
Bibl. nat., A. N., F<sup>7</sup> 36881.

1077. — Lettre de M. Roderer au ministre de l'intérieur, l'informant de l'envoi qui lui a été fait par le garde des sceaux de l'acte du Corps législatif, qui a été imprimé et sera affiché le matin même, et annonçant qu'il en confèrera dans la soirée avec cet officier général.

24 juin 1792.

Original, A. N., F<sup>7</sup> 36881.

1078. — Lettre du ministre de l'intérieur au Conseil du Département, lui transmettant un projet de défense communiqué par un bon militaire et priant de le faire connaître à M. de Wittinghoff, qui pourra s'entendre avec M. Bachmann, officier suisse, et annonçant que le point de rassemblement pour le jour de la fête de la Bastille.

(Pièce absente.)

Bibl. nat., A. N., F<sup>7</sup> 36881 (1 p. 4).  
Bibl. nat., A. N., F<sup>7</sup> 36881 (1 p. 4).

1079. — Lettre de M. Péton au Département, l'informant de l'envoi dans le faubourg Saint-Marceau de deux officiers municipaux, qui ont constaté, comme M. de Wittinghoff, que tout y est calme et que les citoyens sont dans les dispositions les plus pacifiques.

24 juin 1792.

Original, A. N., F<sup>7</sup> 36881 (1 p. 4).  
Bibl. nat., A. N., F<sup>7</sup> 36881 (1 p. 4).

1080. — Lettre de M. Dommeneau, premier substitut adjoint du procureur général, au M. de Wittinghoff, annonçant

que, d'après ce qui se dit publiquement dans les marchés, les faubourgs réunis doivent se porter, le lendemain, en armes, aux Tuileries.

Dimanche, 24 juin 1792.

Original, A. N., F<sup>7</sup> 4774<sup>70</sup>.

1081. — Lettre du maire de Paris au Commandant général, lui recommandant, quoiqu'il y ait lieu d'espérer que tout sera calme ce jour et le lendemain, de faire faire de fréquentes patrouilles à cheval dans les faubourgs, et d'avoir toujours des forces en réserve autour de l'Assemblée nationale, du château, des caisses publiques, de l'Arsenal et des prisons.

24 juin 1792.

Minute, A. N., F<sup>7</sup> 4774<sup>70</sup>.

1082. — Lettre de M. Pétion au Commandant général, le priant de renforcer pour le lendemain les postes du château et les réserves, la question agitée devant attirer un grand nombre de citoyens et occasionner de la fermentation.

(24 juin 1792.)

Minute, A. N., F<sup>7</sup> 4774<sup>70</sup>.

1083. — Déclaration de deux officiers du bataillon de l'Arsenal, reçue par MM. Carlot et Olivier-Descloiseaux, officiers municipaux de service aux Tuileries, constatant qu'en raison des motions faites dans le faubourg Saint-Antoine à l'effet de s'emparer des poudres et munitions de l'Arsenal, le commandant du bataillon avait reçu l'ordre de se transporter au jardin dudit Arsenal.

24 juin 1792 (midi).

Original signé, A. N., F<sup>7</sup> 4774<sup>70</sup>.

1084. — Lettre de M. Pétion, maire de Paris, au Conseil du Département, le prévenant que le Commandant général a reçu l'ordre de faire porter des forces à l'Arsenal, et qu'il n'y a pas grande fermentation dans le faubourg Saint-Antoine, où se glissent des orateurs qui cherchent à échauffer le peuple.

24 juin 1792.

Minute, A. N., F<sup>7</sup> 4774<sup>70</sup>.

[1] *Revue rétrospective*, 2<sup>e</sup> série, t. I, p. 498.

1085. — Lettre de MM. Carlot et Olivier-Descloiseaux, officiers municipaux de service aux Tuileries, priant le Maire et leurs collègues de les renseigner sur les projets de s'emparer des magasins de l'Arsenal, projets qui jettent les plus vives inquiétudes au château, où le Roi vient de mander en conseil tous ses généraux.

24 juin 1792 (9 heures du soir).

Original, A. N., F<sup>7</sup> 4774<sup>70</sup>.

1086. — Lettre du ministre de l'intérieur à M. Pétion, l'invitant à lui rendre compte par écrit, le lendemain matin avant 9 heures, de la disposition des esprits dans la capitale, dans le cours de la journée du dimanche, ainsi que des faits intéressant la sûreté des personnes et des propriétés.

24 juin 1792 (10 heures).

Original signé, A. N., F<sup>7</sup> 4774<sup>70</sup>. Minute, A. N., F<sup>7</sup> 3688<sup>1</sup>.

1087. — Lettre du maire de Paris à M. Jurie, commissaire de police de la section des Quinze-Vingts, le priant de lui dire ce qu'il faut penser des rapports qui annoncent la plus grande fermentation au faubourg Saint-Antoine et une prise d'armes des habitants pour le lendemain, ajoutant qu'il tient pour faux ces rapports.

24 juin 1792 (11 heures du soir).

Minute, A. N., F<sup>7</sup> 4774<sup>70</sup>.

1088. — Lettre du maire de Paris à M. Junié, commissaire de police de la section des Gobelins, lui demandant s'il est vrai que la plus grande fermentation règne dans le faubourg Saint-Marceau et si l'on a des craintes que les citoyens s'arment le lendemain, l'invitant en même temps à éclairer ces citoyens égarés et à certifier que les magistrats sacrifieront leur vie plutôt que de souffrir la violation de la loi.

24 juin 1792 (11 heures du soir).

Minute, A. N., F<sup>7</sup> 4774<sup>70</sup>.

1089. — Lettre à l'adresse d'une dame inconnue (trouvée dans les papiers de M. d'Abancourt, ex-ministre de la guerre), au sujet de la situation pénible du Roi, qui voudrait secouer un joug écrasant





1097. — Lettre de M. Junie, commissaire de police de la section des Gobelins, à la Municipalité, instruisant de la situation et constatant que la section est très calme, que les deux bataillons de Saint-Marcel et de Saint-Victor sont sous les armes, réunis au cloître Saint-Marcel, attendant des ordres, et désirent connaître l'état de Paris, avec lettre d'envoi par les officiers municipaux Garred, Le Métayer et Mollard.

25 juin 1792, matin.

Originaux 2 p., A. N., F. 4774.

1098. — Billet de M. Rosderet au ministre de l'intérieur, annonçant que tout paraît tranquille.

25 juin 1792, matin.

Originaux 2 p., A. N., F. 4688.

1099. — Lettre de M. Rosderet, procureur général syndic du Département, à M. Terrier, ministre de l'intérieur, déclarant que le plan de défense pour le château des Tuileries, en cas de nouvelle attaque, concerté par M. de Wittgenhoï avec le Commandant général, est préférable à celui envoyé par M. Terrier, que des ordres ont été donnés pour la garde de l'Arsenal et des prisons; que la fermentation était très-vive, l'avant-veille, dans les faubourgs Saint-Antoine et Saint-Marceau, mais que la présence du Maire et de deux officiers municipaux y a calmé les esprits.

25 juin 1792.

Originaux 2 p., A. N., F. 4688.

1100. — Lettre de M. Alexandre, commandant du bataillon de Saint-Marcel, à M. Pétion, l'informant que la section des Gobelins a décidé de fournir une garde extraordinaire pour veiller à la sûreté du centre de Paris, le bruit de démanteler le fort répandu que l'état-major ferait désarmer son bataillon, observant d'ailleurs que tous périraient jusqu'au dernier plutôt que de souffrir pareille infamie, et annonçant qu'il a reçu l'ordre de tenir son bataillon prêt à marcher, avec réponse de M. Pétion, rassurant les citoyens qu'il en lui fait et déclarant qu'il

n'est nullement question de désarmer le bataillon de Saint-Marcel.

25 juin 1792.

Original et minute (2 p.), F. 4774<sup>70</sup>.

1101. — Lettre de M. Junie, commissaire de police de la section des Gobelins, au maire de Paris, lui donnant avis que l'on rappelle en ce moment les citoyens en armes au quartier général pour être prêts à marcher à la première réquisition, mais assurant qu'ils ne marcheront que légalement.

25 juin 1792.

Original A. N., F. 4774.

1102. — Lettres du sieur Duseaulle, ancien capitaine d'infanterie, à M. Terrier de Montciel, ministre de l'intérieur, manifestant toute son indignation de l'attentat commis le 20 juin, déclarant que depuis quelques jours les honnêtes citoyens de Paris, même des étrangers (des Suédois surtout), se portent en foule chez les notaires pour signer une pétition de la garde parisienne à l'Assemblée, et que pour déjouer les projets abominables formés contre la personne de Louis XVI, il faut rassembler un corps d'armée autour du Roi et faire trembler les factieux.

25, 28 juin 1792.

Originaux (2 p.), A. N., F. 124.

1103. — Lettre d'un sieur Auguste Furgis à M. Durey, aux appartements du Roi, aux Tuileries, le priant de lui faire tenir une carte de service et d'entrée au château, pour mettre un terme aux coupables entreprises des brigands, ou périr, victime de son dévouement au Roi.

25 juin 1792.

Originaux A. N., M. 667, n. 12.

1104. — Lettre de M. Pétion, maire de Paris, au ministre de l'intérieur, l'informant que ses craintes d'une fermentation dangereuse, par suite d'un développement exagéré de forces militaires, ne se sont heureusement pas réalisées, faisant remarquer que la clôture des portes du palais des Tuileries est inopportune et mécontente les citoyens, et desiant enfin que



1414. — Lettre circulaire du ministre de la justice aux juges de paix, commissaires du Roi et accusateurs publics près les tribunaux du Département de Paris, les invitant à lui fournir les éléments du compte rendu sur l'état de Paris que doit présenter le ministre de l'intérieur.

27 juin 1792.

Minute, Arch. du ministère de la justice.

1415. — Décision de l'Assemblée législative, dispensant dorénavant le ministre de l'intérieur de rendre compte chaque jour de l'état de la capitale.

27 juin 1792.

Extrait du procès-verbal, A. N., C<sup>1</sup> I 60, fol. 5008 r<sup>o</sup>.

Ed. *Archives parlementaires*, t. XLV, p. 623.

1416. — Lettre du sieur Dornville à M. de Laporte, proposant de former autour du château un camp de 10,000 honnêtes gens, choisis dans la garde nationale et les citoyens de toutes classes, qui ne désenpareraient que lorsque le Roi n'aurait plus rien à craindre des brigands, observant que, s'il est permis d'assembler des citoyens pour commettre des crimes, il doit être permis aux honnêtes gens de se réunir pour les repousser.

27 juin 1792.

Original, A. N., C<sup>1</sup> I 62, c<sup>o</sup> 1608.

1417. — Lettre du maire de Paris au Commandant général, au sujet de la fermentation des esprits, augmentée par l'arrivée de Lafayette et son discours à l'Assemblée, jugeant prudent de doubler les postes, d'avoir des réserves à proximité du château, de faire faire de fréquentes patrouilles et de surveiller les arsenaux, les prisons et les caisses.

27 juin 1792.

Minute, A. N., C<sup>1</sup> I 4770<sup>o</sup>.

1418. — Lettre du maire de Paris à M. Auloyne, chef de M<sup>e</sup> de Beaumont, le concernant l'agitation de Paris, dans la crainte que la fermentation n'augmente, et conseillant de garder dans les postes une

force imposante pour assurer le bon ordre et la tranquillité publique.

28 juin 1792.

Minute, A. N., F<sup>7</sup> 4774<sup>o</sup>.

1419. — Lettre de M. d'Albray, colonel des gardes suisses, à M. Lajard, ministre de la guerre, déclarant que si, par suite de la décision de l'Assemblée nationale, mettant à la disposition du ministre les troupes de ligne, même étrangères, qui se trouvent à Paris, les gardes suisses devaient quitter leur service auprès du Roi, il ne pourrait y consentir sans l'autorisation du Corps helvétique.

28 juin 1792.

Original signé, Arch. hist. de la guerre, Correspondance générale.

1420. — Lettre du maire de Paris au Commandant général, le priant de veiller sans délai à la sûreté de la Société des Amis de la Constitution, séante aux Jacobins, menacée par des rassemblements malveillants.

29 juin 1792.

Minute, A. N., F<sup>7</sup> 4774<sup>o</sup>.

1421. — Délibération de la section des Tuileries, déclarant que le Département et en particulier les membres composant le Directoire ont perdu la confiance publique et notamment celle de la section.

29 juin 1792.

Extrait conforme, A. N., D III 256<sup>1</sup>.

1422. — Délibération de la section du Marché-des-Innocents, émettant le vœu qu'il soit fait une adresse des citoyens de la Commune de Paris aux armées du Nord et du Centre, pour les mettre en garde contre de faux rapports sur les événements de la capitale et les assurer qu'il y a assez de force et de patriotisme à Paris pour y maintenir la sûreté publique.

30 juin 1792.

Extrait conforme, B. N., Mss. nouv. acq. fr. 2667, fol. 37.

1423. — Lettre du sieur Babet, juge de paix de la section du Temple, au ministre de la justice, déclarant que jamais Paris ne lui a paru aussi tranquille, qu'on lui





1132. — Adresse de la section de Montconseil à l'Assemblée législative, se joignant aux sections de la Fontaine-de-la-Grande, de la Fontaine-François, de la Croix-Rouge et autres, pour appeler le glaive de la loi sur la tête de Lafayetle, qui fut démantelé à deux ans dans tout le département et complétement avec Bouille dans l'affaire de Nancy.

3 juillet 1792.

Original signé. A. N., C 154, n° 292.

1133. — Lettre adressée de Rouen par M. de Cornille à M. Sallartin aux dours de la Reine, au château des Tuileries, déplorant « cette infâme et malheureuse cacade » du 20 juin, outrage affligeant pour la Nation comme il a été insultant pour son Roi, qui montre la nécessité de dissoudre la Société des Jacobins, sous peine de grands maux qui en peuvent résulter.

3 juillet 1792.

Original. A. N., C 232, n° 160.

1134. — Lettre de M. Dupontel, juge de paix de la section des Quatre Nations, à M. Duranthon, ministre de la justice, lui demandant, en qualité de commissaire délégué des juges de paix, un rendez-vous pour lui fournir tous les renseignements sur le régime de la police dans Paris et les travaux des juges de paix à cet égard, avec réponse en tête, regrettant que le départ du ministre ne permette pas d'accéder à la demande de M. Dupontel.

3 juillet 1792.

Original signé. Arch. des ministères de la justice.

1135. — Lettre de M. Laurens, commissaire du Roi près le 3<sup>e</sup> tribunal criminel, au ministre de la justice, déclarant que son tribunal n'a plus, depuis l'établissement du tribunal criminel du Département, la connaissance des délits qui se commettent journellement dans la capitale, et que les commissaires de police, les juges de paix et le Bureau central peuvent seuls le renseigner.

4 juillet 1792.

Original signé. Arch. des ministères de la justice.

1136. — Déclaration de la dame Merianne Gilin, reçue au Département de Police, au sujet de propos tenus par un soldat de l'un des régiments de Paris, d'après lequel ses camarades étaient gagnés à prix d'argent et avaient été commandés pour se rendre, à 4 heures du matin, au château des Tuileries, ajoutant que l'on projetait de dissoudre à main armée l'Assemblée nationale.

5 juillet 1792.

Original signé, A. N., C 187 (2<sup>e</sup> inventaire, n° 50); copie, A. N., F<sup>7</sup> 4387.

Et. *Recueil des pièces justificatives des crimes de Louis Capet, réunies par la Commission des 21* (2<sup>e</sup> inventaire), p. 158.

1137. — Délibération de la section de la Place-Royale, arrêtant l'envoi d'une adresse à l'Assemblée nationale pour exprimer les sentiments dont les citoyens sont pénétrés pour l'attitude du Maire et des officiers municipaux, lors du 20 juin, et témoigner que les membres du Directoire du Département, par leur conduite incivique, ont perdu toute confiance.

6 juillet 1792.

Extrait conforme, A. N., C 154, n° 292<sup>1</sup>.

1138. — Instructions données par le Département de Police de la Municipalité pour procéder à une enquête sur le transport de poudre à canon dans Paris, effectué en vertu d'ordre du sieur Dianne, adjudant de la garde supprimée du Roi, et information faite à ce sujet.

6 juillet 1792.

Original signé de Perron et de Sergent, A. N., C 187 (2<sup>e</sup> inventaire, n° 100); copie, A. N., F<sup>7</sup> 4387.

Et. *Recueil des pièces justificatives des crimes de Louis Capet, réunies par la Commission des 21* (2<sup>e</sup> inventaire), p. 202.

*Recueil des pièces justificatives des crimes de Louis Capet, réunies par la Commission des 21*, p. 73.

1139. — Adresse des citoyens de Paris à l'Assemblée législative, dénonçant Lafayetle et appelant sur sa tête toutes les rigueurs de la justice nationale, en raison de sa conduite incivique et de ses trahisons (insultes, injures, etc.) à l'égard des faubourgs.

10 juillet 1792.

Original, avec 10 pièces de signatures. A. N., F<sup>7</sup> M<sup>1</sup>, 14, n° 600.



1148. — Déclarations de MM. Jean-Charles Belens, président de la section des Gobelins, Augustin-Louis Belle, peintre, Pierre-Gabriel Langlois, graveur en taille douce, reçues par M. Pierre-Marie Simon, juge de paix de service au Bureau central, au sujet des motions incendiaires lues par le sieur Guillaume Boullant de Vaugetot à la section des Gobelins, et interrogatoire subi par le même Boullant.

25, 26 juin 1792.

Extrait signé, A. N., D III 264.

1149. — Pétition des citoyens Barchet et Patris, commissaires de la section de l'Observatoire, signalant à l'Assemblée législative l'arrestation d'un citoyen de cette section, accusé d'avoir émis trop librement son opinion dans une assemblée de commune légalement convoquée, et demandant le renvoi de l'affaire en question au Comité de surveillance, ou tout autre Comité de l'Assemblée, avec décret renvoyant cette pétition à la Commission extraordinaire des 12, pour en rendre compte le lendemain.

27 juin 1792.

Original, A. N., D III 264.

Ed. *Archives parlementaires*, t. XLV, p. 624.

1150. — Lettre de M. Duranthon, ministre de la justice, au président de l'Assemblée législative, faisant parvenir les renseignements qu'il a pu recueillir sur l'arrestation de Pierre-François Pâris, prévenu d'avoir tenu les propos les plus incendiaires.

29 juin 1792.

Original signé, A. N., C 154, n° 267.

Ed. *Archives parlementaires*, t. XLV, p. 701.

1151. — Déclaration du sieur Louis-Urbain Canuel-Desroches, précepteur, reçue par Charles-Pierre Bosquillon, juge de paix de la section de l'Observatoire, au sujet des propos tenus, le 22 juin, par le sieur Pâris, qui aurait dit qu'il fallait aller jusqu'au bout, c'est-à-dire jusqu'à l'assassinat du Roi, et des deux autres discours menaçants.

30 juin 1792.

Extrait signé, A. N., D III 264.

T. IV.

1152. — Pétitions collective et individuelle des femmes Pâris et Boulland à l'Assemblée législative, à l'effet de justifier leurs maris, injustement incarcérés, des imputations qui pèsent sur eux et d'obtenir leur mise en liberté.

2, 15, 18 juillet 1792.

Originaux signés (3 p.), A. N., D III 264.

Cf. *Archives parlementaires*, t. XLVI, p. 74, 497.

1153. — Interrogatoires subis par les sieurs Pâris et Boulland devant le sieur François-Michel Vermeil, directeur du jury d'accusation près le tribunal du 5<sup>e</sup> arrondissement, au sujet des faits à eux reprochés.

3 juillet 1792.

Extraits signés (2 p.), A. N., D III 264.

1154. — Arrêtés du tribunal du 5<sup>e</sup> arrondissement, rendus dans l'affaire des sieurs Pâris et Boulland, chargeant le commissaire du Roi près ce tribunal d'en référer à l'Assemblée législative pour demander l'interprétation de deux lois paraissant contradictoires, celle d'avril 1790, qui permet d'émettre librement son opinion dans les assemblées primaires, et la disposition du Code pénal, du 12 octobre 1791, qui réprime toutes conspirations tendant à exciter la guerre civile, avec lettre d'envoi du commissaire du Roi.

5 juillet 1792.

Extraits signés et original (4 p.), A. N., D III 257, 264.

Ed. *Archives parlementaires*, t. XLVI, p. 161.

1155. — Lettre de M. Pâris, commissaire de la section de l'Observatoire, détenu à l'Abbaye, au président de l'Assemblée législative, protestant contre son arrestation illégale, le 26 juin précédent, pour avoir émis une opinion prétendue incendiaire dans une assemblée de sa section, et déclarant que deux de ses codétenus ont été emprisonnés pour avoir dit que Lafayette ferait mieux de combattre avec son armée les ennemis de l'Etat que de venir à Paris combattre les Jacobins.

12 juillet 1792.

Original signé, A. N., C 154, n° 292<sup>bis</sup>.

Cf. *Archives parlementaires*, t. XLVI, p. 436.

1148. — Pétition de citoyens de la section des Capucines, se signant des sections de l'Observatoire, et des Croix et de l'Assemblée législative. Cette pétition, adressée aux citoyens Pâris et Baulland, appelle l'Assemblée législative et les punit les auteurs de ses décrets.

Original 1792.  
Extrait conforme, A. N., D III 263.  
Archives parlementaires, t. VII, p. 48.

1157. — Lettre de M. Pâris adressée de l'Abbaye au président de l'Assemblée législative, attaquant la conduite des auteurs de la loi sur les sections et les sections de la Croix et de l'Assemblée législative, et les punit les auteurs de ses décrets.

Original 1792.  
Original signé, A. N., D III 263.

1158. — Décret de l'Assemblée législative, rendu sur le rapport du Comité de législation, passant à l'ordre du jour sur les pétitions des citoyens Pâris et Baulland, au sujet des poursuites judiciaires exercées contre eux, et chargeant le ministre de la justice de lui rendre compte des suites de ses décrets.

Original 1792.  
Extrait conforme, A. N., D III 263.  
Archives parlementaires, t. VII, p. 48.

1159. — Décret de l'Assemblée législative, rendu sur le rapport du Comité de législation, passant à l'ordre du jour sur les pétitions des citoyens Pâris et Baulland, au sujet des poursuites judiciaires exercées contre eux, et chargeant le ministre de la justice de lui rendre compte des suites de ses décrets.

1160. — Décret de l'Assemblée législative, déclarant que les citoyens ont le droit de tout dire dans les assemblées primaires et qu'on ne saurait restreindre ce droit, et l'ajournant de prononcer sur les pétitions des citoyens Pâris et Baulland.

Original 1792.  
Extrait conforme, A. N., D III 263.  
Archives parlementaires, t. VII, p. 48.

1161. — Pétition des citoyens de la section de la Croix et de l'Assemblée législative, adressée au président de l'Assemblée législative, demandant la mise en liberté de MM. Pâris et Baulland, et les punit les auteurs de ses décrets.

1162. — Pétition de citoyens de la section des Gobelins, citoyens de la section de la Croix et de l'Assemblée législative, adressée au président de l'Assemblée législative, demandant la mise en liberté de MM. Pâris et Baulland, et les punit les auteurs de ses décrets.

Sans date (juillet 1792).  
Extrait conforme, A. N., D III 263.

1163. — Adresse de la section de la Croix-Rouge, adhérent à la pétition des citoyens de la section de l'Observatoire, pour réclamer à l'Assemblée législative la mise en liberté des citoyens Pâris et Baulland et de tous autres citoyens arrêtés arbitrairement.

Original 1792.  
Extrait conforme, A. N., D III 263.

1164. — Pétition de citoyens de la section des Gobelins à l'Assemblée législative, la priant de les délivrer de ces formidables inquisiteurs qui se cachent aux Tuileries, comme dans un repaire, et appelant l'attention de l'Assemblée sur les sieurs Pâris et Baulland, dont tout le crime est d'avoir exprimé avec énergie leur patriotisme, et qui ont été pour cela dénoncés et emprisonnés.

25 juillet 1792.  
Extrait conforme, A. N., D III 263.

1165. — Décret de l'Assemblée législative, rendu sur le rapport du Comité de législation, passant à l'ordre du jour sur les pétitions des citoyens Pâris et Baulland, au sujet des poursuites judiciaires exercées contre eux, et chargeant le ministre de la justice de lui rendre compte des suites de ses décrets.

26 juillet 1792.  
Minute, A. N., D III 263.

1166. — Lettre de M. G. de la Fayette, commissaire du Roi près le tribunal du 5<sup>e</sup> arrondissement, au ministre de la justice, lui annonçant qu'il a reçu cette nuit l'avis de la section de la Croix et de l'Assemblée législative concernant MM. Pâris et Baulland, et qu'avant deux heures leur mise en liberté.

Original 1792.  
Extrait conforme, A. N., D III 263.

1165. — Lettre des citoyens Boulland et Pâris au président de l'Assemblée législative, exprimant leur gratitude pour leur mise en liberté ordonnée par l'Assemblée dans la séance du 25 juillet.

26 juillet 1792.

Original signé, A. N., D III, n° 264.

Ed. *Archives parlementaires*, t. XLVII, p. 261.

1166. — Exposé de la conduite tenue par le 3<sup>e</sup> tribunal dans l'affaire de MM. Pâris et Boulland.

28 juillet 1792.

Manuscrit, A. N., D III 264.

1167. — Lettre de M. De Joly, ministre de la justice, au Comité de législation, déclarant n'avoir reçu que la veille au soir les procès relatives à l'affaire de

MM. Pâris et Boulland, qu'il s'empresse de transmettre au Comité.

30 juillet 1792.

Original signé, A. N., D III 264.

1168. — Pétition des citoyens Boulland et Pâris à l'Assemblée législative, demandant que le pape de paix, le directeur du jury et le commissaire du Roi près le tribunal du 3<sup>e</sup> arrondissement qui ont concouru à l'instruction de la procédure faite contre eux, soient, en vertu du décret du 25 juillet, qui a ordonné leur élargissement, mis en état d'accusation et envoyés devant la Haute Cour nationale.

30 juillet 1792.

Original signé, A. N., D XI, 4<sup>e</sup>, n° 60.

Renvoyé à la Commission extraordinaire les 12, le 17 août.

Ed. *Archives parlementaires*, t. XLVII, p. 374.

## 22. — Suspension de Pétion et de Manuel par le Directoire du Département de Paris (6 juillet).

1169. — Procès-verbal de la séance du Conseil du Département, rejetant les conclusions du Procureur général syndic, qui déclarait qu'il n'y avait lieu de suspendre ni le Maire, ni les administrateurs de police, ni le procureur de la Commune, adoptant les dispositions du projet d'arrêt présenté par ses commissaires et suspendant Pétion et Manuel de leurs fonctions, avec lettre d'envoi.

6 juillet 1792.

Copies conformes (5 p.). A. N., F<sup>7</sup> 4774<sup>70</sup>, Ar. n. du ministère de la justice.

Ed. *Chronique de Paris*, numéro du 8 juillet 1792.

Or. *Le Logographe*, journal national, numéros 9 et 10 juillet 1792, p. 788, 789.

Le rapport des commissaires du procureur général syndic du Département de Paris, au Conseil du Département, le 6 juillet 1792, figure dans le *Recueil des procès-verbaux des séances du Conseil* 1792, Paris, 1792, et se trouve reproduit dans les *Archives parlementaires*, t. XLVI, p. 108.

1170. — Lettre adressée par le Procureur, procureur général syndic du Département, à son ami Pétion, lui annon-

çant, avec félicitations ironiques, que le Conseil général du Département vient de suspendre le maire de Paris et le procureur de la Commune.

7 juillet 1792 (4 heures du matin).

Original signé, A. N., F<sup>7</sup> 4774<sup>70</sup>.

Ed. MORTIMER-TERNAUX, *Histoire de la Terreur*, t. II, p. 43.

Manuscrit des Archives parlementaires, n° 1276.

1171. — Arrêté du Conseil général de la Commune de Paris, décidant l'envoi d'une députation de vingt-quatre membres à l'Assemblée nationale, pour l'instruire de la suspension prononcée par le Conseil du Département contre le Maire et le procureur de la Commune, et de l'élection faite par le Conseil de M. Borie, officier municipal, pour remplir par intérim les fonctions de Maire.

7 juillet 1792.

Original signé, A. N., F<sup>7</sup> 4774<sup>70</sup>.

Ed. *Le Logographe*, journal national, numéro du 8 juillet 1792, p. 784.

1172. — Présentation d'une adresse à l'Assemblée législative par M. Osselin, au



autres des officiers municipaux de Paris, notamment l'abbé, qui posent et produisent au Maire et du procureur de la Commune, pour que le Conseil général des Département.

7 juillet 1792.

Extrait du procès-verbal, A. N., C 153, n° 244.

Cette adresse fut lue par le procureur de la Commune, le 10 juillet, au Conseil général des Département.

Ed. Archives parlementaires, t. XLVI, p. 216.

1177. — Pétition des citoyens de la section des Graciers à l'Assemblée législative, protestant contre la suspension arbitraire de Pétion et de Manuel, qui, l'un comme l'autre, à toutes sortes de titres, ont bien mérité des citoyens de Paris.

7 juillet 1792.

Original signé, A. N., D XL, 14, n° 100. Déposé au Conseil général des Département, le 11 juillet.

Cf. Archives parlementaires, t. XLVI, p. 362.

1178. — Adresse de la section de la Croix-Bouge à l'Assemblée législative, protestant contre la suspension du maire de Paris et du procureur de la Commune, de ceux de nos représentants, dans les lois, citoyens par leurs vertus et leurs services.

7 juillet 1792.

Original signé, A. N., D XL, 14, n° 100.

1179. — Adresse de la section de la Croix-Bouge à l'Assemblée législative, protestant contre la destitution des principaux magistrats du peuple par le Département, magistrats dont l'administration est pure, dont le cœur est tout amour pour le peuple et tout respect pour la loi.

7 juillet 1792.

Original signé, A. N., D XL, 14, n° 100. Déposé au Conseil général des Département, le 8 juillet.

Ed. Archives parlementaires, t. XLVI, p. 216.

1176. — Lettre de Louis XVI au président de la Commune, lui annonçant qu'on vient de lui remettre l'arrêté du Département, qui suspend le procureur de la Commune de Paris, et qu'en raison de l'intérêt

personnel qu'il a dans ces événements, son premier mouvement l'a porté à prier l'Assemblée de statuer sur cette affaire.

7 juillet 1792.

Original signé de Louis XVI, au président de la Commune, A. N., C 153, n° 244.

Ed. Histoire de Paris, Histoire parlementaire de la Commune, t. XV, p. 100.

Manuscrits, t. XV, Histoire de la Commune, t. II, p. 45.

Manuscrits, t. XV, Histoire de la Commune, t. II, p. 45.

1177. — Décret de l'Assemblée législative, décidant que le pouvoir exécutif rendra compte, à la séance du lendemain, des mesures qu'il aura prises relativement à l'arrêté du Département de Paris, qui suspend provisoirement le Maire et le procureur de la Commune de Paris.

7, 8 juillet 1792.

Copies, A. N., A 200.

Ed. Archives parlementaires, t. XLVI, p. 216.

1178. — Rapport de M. Terrier, ministre de l'intérieur, à l'Assemblée législative, sur les mesures prises par le pouvoir exécutif concernant l'arrêté du Département, qui suspend provisoirement le Maire et le procureur de la Commune à la suite de l'ordre du jour voté par l'Assemblée, avec lettre d'envoi.

8 juillet 1792.

Originaux signés (2 p.), A. N., C 154, n° 286; minute, A. N., F<sup>7</sup> 3688.

Ed. Le Logographe, journal national, numéro du 9 juillet 1792, p. 786.

Archives parlementaires, t. XLVI, p. 247.

1179. — Pétition de la section des Graciers à l'Assemblée législative, réclamant avec instance la levée de la suspension du Maire et du procureur de la Commune, dont l'administration est pure, dont le cœur est tout amour pour le peuple et tout respect pour la loi, ainsi que la destitution du Directeur du Département, et offrant de composer une adresse au Département de Paris.

8 juillet 1792.

Manuscrits, t. XV, Histoire de la Commune, t. II, p. 45.

Manuscrits, t. XV, Histoire de la Commune, t. II, p. 45.

Manuscrits, t. XV, Histoire de la Commune, t. II, p. 45.

141. MOUJMER TERNAX, *Histoire de la Terreur*, t. II, p. 47.

Ed. *Archives parlementaires*, t. XLVI, p. 251.

1180. — Arrêté de la section de la Grange-Batelière, déléguant douze commissaires chargés de se rendre à la barre de l'Assemblée législative, pour demander que le maire de Paris et le procureur de la Commune, dignes de toute confiance par leur conduite sage et prudente dans la journée du 20 juin, soient sans délai rétablis dans leurs fonctions, et que le Directoire du Département, en raison de son incivisme, soit cassé et soumis à réélection.

8 juillet 1792.

Extrait conforme, A. N., C 154, n° 291.

Ed. *Archives parlementaires*, t. XLVI, p. 256, 290.

1181. — Adresse de la section du Louvre à l'Assemblée législative, protestant contre la suspension de Pétion et de Manuel, magistrats intègres, coupables uniquement de n'avoir pas fait déployer le drapeau rouge, le 20 juin dernier, et demandant de tirer une punition exemplaire du Directoire du Département de Paris.

8 juillet 1792.

Original signé, A. N., C 153, n° 277; placard imprimé, B. N., Mss., nouv. acq. fr. 2667, fol. 99.

Renvoyé à la Commission extraordinaire des 12, le 8 juillet.

1182. — Pétition individuelle des citoyens de la section des Lombards à l'Assemblée législative, pour lui demander la réhabilitation du maire de Paris et des magistrats du peuple suspendus par le Directoire du Département, ainsi que la destitution et le renouvellement de ce Directoire, qui a perdu leur confiance, comme Lafayette, ce général qui voudrait dicter des lois.

8 juillet 1792.

Original signé, A. N., C 153, n° 277.

Renvoyé à la Commission extraordinaire des 12, le 8 juillet.

Ed. *Archives parlementaires*, t. XLVI, p. 256.

1183. — Pétition et adresse de la section du Roule à l'Assemblée législative,

réclamant la réintégration de leur digne et vertueux maire, qui a su prévenir le carnage et l'incendie, et la mise en accusation du vicieux Département, qui devrait être sous le glaive de la loi.

8, 11 juillet 1792.

Original signé (2 p.), A. N., D XLII, n° 60. Renvoyé à la Commission extraordinaire des 12, les 8 et 11 juillet.

Cf. *Archives parlementaires*, t. XLVI, p. 324.

1184. — Lettre de M. Roderer, procureur général syndic du Département, à M. Terrier, ministre de l'intérieur, transmettant les pièces sur lesquelles le Conseil du Département a pris l'arrêté de l'avant-veille et annonçant l'envoi très prochain du rapport des commissaires chargés de l'examen de l'affaire, ainsi que le procès-verbal de la séance du Département, avec ses propres conclusions et réquisitions.

8 juillet 1792.

Original signé, A. N., C 154, n° 291.

Ed. *Le Logographe*, journal national, numéro du 11 juillet 1792, p. 794.

*Archives parlementaires*, t. XLVI, p. 278.

1185. — Décret de l'Assemblée législative, décidant que la lettre du procureur général syndic du Département sera déposée sur le bureau et que le secrétaire général du Département sera mandé à la barre, séance tenante, et tenu d'y apporter les registres des procès-verbaux et délibérations des Directoire et Conseil général.

9 juillet 1792.

Copie, A. N., A 200.

Ed. *Archives parlementaires*, t. XLVI, p. 278.

1186. — Examen par l'Assemblée législative des registres de délibérations du Conseil et du Directoire du Département de Paris, et constatation de l'absence de signatures au bas du procès-verbal de l'arrêté portant suspension du Maire et du procureur de la Commune, avec explications fournies à ce sujet par M. Blondel, secrétaire du Département.

9 juillet 1792.

Extrait du procès-verbal, A. N., C° I 60, fol. 5151.

Ed. *Archives parlementaires*, t. XLVI, p. 287.

1187. — *Validité de la section des Quatre-Nations. — M. Pétion, maire, et Manuel, procureur de la Commune, ont fait une conduite infiniment sage, le 20 juin, et de par l'Assemblée nationale ont obtenu, à l'effet d'obtenir leur réintégration et la destitution du Directoire du Département.*

9 juillet 1792.

Expédition conforme, A., D XL, 11, n° 60.

1188. — *Validité de la section de la section du Marché-des-Innocents à l'Assemblée législative, demandant la réintégration du vertueux Pétion, « notre père commun », et de M. Manuel, procureur de la Commune, dans leur fonction, et la destitution du Conseil général du Département, avec délibération de la section à l'effet.*

9 juillet 1792.

Original signé, A., D XL, 11, n° 60.  
Journ. de la Convention, 1792, t. XLVI, p. 362.  
Cf. Archives parlementaires, t. XLVI, p. 362.

1189. — *Pétition individuelle des citoyens de la section des Quatre-Nations à l'Assemblée législative, réclamant leur vertueux Maire, leur sévère et inflexible procureur de la Commune, et déclarant que le Département a perdu leur confiance, pétition renvoyée à la Commission extraordinaire des 12.*

Original signé, A., D XL, 11, n° 60.  
Journ. de la Convention, 1792, t. XLVI, p. 362.

1190. — *Lettre du ministre de la justice au procureur général syndic du Département, le priant instamment de lui faire parvenir le dossier relatif à la section du Marché-des-Innocents, pour compléter le dossier de la section du 20 juin, relativement au Maire et au procureur de la Commune, le Directeur du Département en a fait la demande.*

Original signé, A., D XL, 11, n° 60.  
Journ. de la Convention, 1792, t. XLVI, p. 362.

1191. — *Pétition de la section du Théâtre-Français à l'Assemblée législative, demandant le rappel du Maire et du procureur de la Commune, qui n'ont pas cessé un instant de mériter leur estime, et la destitution des membres du Département de Paris pour leur conduite anticonstitutionnelle, concertée avec une cour perfide.*

10 juillet 1792.

Original signé, A., D XL, 11, n° 60.  
Journ. de la Convention, 1792, t. XLVI, p. 362.

1192. — *Pétition des citoyens de la section de l'Oratoire à l'Assemblée législative, à l'effet de révoquer la suspension illégale et arbitraire du Maire et du procureur de la Commune, dont le seul crime est d'avoir empêché l'effusion du sang dans la journée du 20 juin.*

11 juillet 1792.

Original signé, A., D XL, 11, n° 60.  
Journ. de la Convention, 1792, t. XLVI, p. 362.

1193. — *Pétition de la section du Faubourg-Montmartre à l'Assemblée législative, insistant pour que le « vertueux Pétion et le courageux Manuel » soient réintégrés dans leurs fonctions, et rappelant que le maire de Paris, par sa conduite sage et prudente, a évité la guerre civile, avec lettre d'envoi du sieur Cohendet, organe de la députation de cette section.*

Original signé, A., D XL, 11, n° 60.  
Journ. de la Convention, 1792, t. XLVI, p. 362.

1194. — *Pétition individuelle des citoyens de la section du Faubourg-Saint-Marcel à l'Assemblée législative, demandant la réintégration du Maire et du procureur de la Commune, et déclarant qu'aux yeux du Département le seul crime du maire de Paris est d'avoir su, par sa conduite sage et prudente, éviter la guerre civile.*

Original signé, A., D XL, 11, n° 60.  
Journ. de la Convention, 1792, t. XLVI, p. 362.

1196. — Adresse de la section du Palais Royal à l'Assemblée législative, exprimant le vœu de voir incessamment rétablis dans leurs fonctions Pétion, maire de Paris, et Manuel, procureur de la Commune, qui ont épargné le sang du peuple et sauvé la capitale.

11 juillet 1792.

Original signé. Arch. du ministère de la justice.

Renvoyé à la Commission extraordinaire des 12.

Cf. *Archives parlementaires*, t. XLVI, p. 363.

1196. — Adresse de 40.000 travailleurs dans le Bâtiment à l'Assemblée législative, témoignant l'affliction qu'ils éprouvent de voir M. Pétion et le procureur de la Commune toujours suspendus de leurs fonctions, et priant l'Assemblée de rendre à leurs vœux leur Maire, « l'ange tutélaire de cette capitale », et de changer le Directoire du Département.

11 juillet 1792.

Original signé de trois délégués ouvriers. A. N., C 153, n° 277.

Cf. *Archives parlementaires*, t. XLVI, p. 363.

1197. — Lettre de M. De Joly, ministre de la justice, au président de l'Assemblée législative, annonçant qu'il a entre ses mains le procès-verbal de la séance du Département, du 6 juillet, ainsi que le rapport du procureur général syndic, mais que MM. Pétion et Manuel ont refusé de lui fournir les éclaircissements utiles à leur défense, ajoutant qu'il présentera, le soir, au Conseil du Roi, le rapport de cette affaire, et que si son importance et la multitude des procès le permettent de remettre au lendemain, l'Assemblée serait instruite, à l'instant même, de la décision du Conseil.

11 juillet 1792.

Original signé. A. N., C 154, n° 287.

Ed. *Le Logographe*, journal national, numéro du 13 juillet 1792, p. 802.

MORTIMER-TERNAUX, *Histoire de la Terreur*, t. II, p. 37.

*Archives parlementaires*, t. XLVI, p. 337.

1198. — Lettre de M. Pétion, maire de Paris, au président de l'Assemblée législative, au sujet du nouveau délai demandé par les ministres pour se prononcer sur sa

suspension, se plaignant de ces lenteurs affectées et des prétextes mis en avant pour éluder d'une manière scandaleuse les décrets qui ont ordonné aux ministres de faire connaître la résolution du pouvoir exécutif, et déclarant qu'il ne veut pas être perpétuellement le jouet des intrigues et des passions.

11 juillet 1792.

Autographe. A. N., C 154, n° 291.

Ed. *Le Logographe*, journal national, numéro du 13 juillet 1792, p. 802.

MORTIMER-TERNAUX, *Histoire de la Terreur*, t. II, p. 59.

*Archives parlementaires*, t. XLVI, p. 337.

1199. — Décret de l'Assemblée législative, arrêtant que le pouvoir exécutif sera tenu de se prononcer sur l'arrêté du Département, relatif à la suspension du Maire et du procureur de la Commune, et de faire parvenir sa décision au Corps législatif, le lendemain avant midi.

11 juillet 1792.

Extrait du procès-verbal. A. N., C 154, fol. 5158 r°.

Ed. *Archives parlementaires*, t. XLVI, p. 341.

1200. — Proclamation de Louis XVI, portant confirmation de l'arrêté du 6 juillet, qui suspend provisoirement le Maire et le procureur de la Commune de Paris, et décision du Conseil du Roi, ordonnant l'envoi au Département, l'impression et l'affichage de ladite proclamation.

11 juillet 1792.

Extrait du rapport du Conseil du Roi. A. N., AF\* I 1, fol. 34 : copie conforme, signée de M. De Joly, Arch. du ministère de la justice.

Ed. *Le Logographe*, journal national, numéro du 16 juillet 1792, p. 813.

*Recueil de pièces sur les événements du 20 juin 1792*, Paris, 1792.

MORTIMER-TERNAUX, *Histoire de la Terreur*, t. II, p. 383.

*Archives parlementaires*, t. XLVI, p. 388.

1201. — Lettre de Louis XVI au président de l'Assemblée législative, chargeant le ministre de la justice de remettre à l'Assemblée la proclamation faite sur l'arrêté du Département du 6 juillet.

Sans date (12 juillet 1792).

Autographe. Arch. du ministère de la justice. A. N.,

original de M. L. — 141. — A. N., Le Procès-verbal de la justice.

Ed. *Historique de la Commune de Paris*, t. XV, p. 309.

*Archives parlementaires*, t. XLVI, p. 388.

1202. — Discours de M. Pétion, maire de Paris, à l'Assemblée législative, le 12 juillet, au sujet de la suspension prononcée contre lui par le Département, devenue un scandale public, soulevant l'indignation de la conduite lors des événements du 20 juin, avec lettre au président de l'Assemblée.

12 juillet 1792.

Original signé, avec minute corrigée de la main de Pétion et remis au président le 12 p. l. A. N., Le Procès-verbal de la justice.

En tête se trouve la mention du renvoi à la Commission extraordinaire des 12, le 12 juillet.

Ed. *Historique de la Commune de Paris*, t. XV, p. 310.

*Archives parlementaires*, t. XLVI, p. 392.

1203. — Décision de l'Assemblée législative, renvoyant le discours de Pétion, ainsi que la proclamation du Roi, confirmative de l'arrêté du Département de Paris, à la Commission extraordinaire des 12 pour en faire suspendre le leur (original signé).

12 juillet 1792.

Ed. *Historique de la Commune de Paris*, t. XV, p. 311.

*Archives parlementaires*, t. XLVI, p. 393.

1204. — Rappel officiel à la Commission extraordinaire des 12, au sujet de l'arrêté du Conseil du Département, qui suspend provisoirement de leurs fonctions le maire de Paris et le procureur de la Commune, et de la proclamation du Roi qui confirme cet arrêté, avec un tableau des faits.

Original des 12 juillet 1792.

Ed. *Historique de la Commune de Paris*, t. XV, p. 312.

Ed. *Historique de la Commune de Paris*, t. XV, p. 313.

1205. — Plénitude de l'Assemblée législative, le 12 juillet, au sujet de la suspension de Pétion et de la proclamation du Roi, avec un tableau des faits.

12 juillet 1792.

Ed. *Historique de la Commune de Paris*, t. XV, p. 314.

Extrait de la Commission extraordinaire des 12, le 15 juillet.

1206. — Discours de l'Assemblée législative, levant la suspension prononcée contre le maire de Paris par l'arrêté du Département du 6 juillet, et confirmée par la proclamation du Roi du 11 du même mois, et surséant à prononcer sur la suspension du procureur de la Commune jusqu'à ce qu'il ait été entendu.

13 juillet 1792.

Extrait du procès-verbal. A. N., C<sup>1</sup> 160, fol. 5190 r<sup>o</sup>.

Ed. *Historique de la Commune de Paris*, t. XV, p. 446.

*Archives parlementaires*, t. XLVI, p. 400.

*Archives parlementaires*, t. XLVI, p. 401.

1207. — Lettre de M. Manuel, procureur de la Commune, à l'Assemblée législative, déclarant qu'il vient d'apprendre la confirmation par le Roi de l'arrêté diffamatoire du Département, et s'excusant de ne pouvoir en ce moment, en raison de son état de santé, se rendre à l'Assemblée pour de prouver qu'il a fait son devoir, le 20 juin, et de confondre ses vils et lâches ennemis.

13 juillet 1792.

Ed. *Historique de la Commune de Paris*, t. XV, p. 447.

Ed. *Le Logographe*, journal national, numéro du 15 juillet 1792, p. 810.

*Archives parlementaires*, t. XLVI, p. 451.

*Archives parlementaires*, t. XLVI, p. 451.

1208. — Lettre de M. Azema de l'Aude) à M. Pétion, lui exprimant ses sentiments au sujet de la suspension du maire de Paris, aussi injuste qu'ignominieuse pour ses adversaires.

12 juillet 1792.

Ed. *Historique de la Commune de Paris*, t. XV, p. 448.

1209. — Arrêt de l'Assemblée législative, le 12 juillet, au sujet de la suspension de Pétion et de la proclamation du Roi, avec un tableau des faits.



Manuel sont des innocents, amis des lois et du peuple, qui doivent être vengés.

Sans date (15 juillet 1792).

Original signé, A. N., C 154, n° 291.

Cf. *Archives parlementaires*, t. XLVI, p. 498.

1210. — Lettre de M. Manuel, procureur de la Commune, au président de l'Assemblée législative, annonçant que, quoique faible encore, il vient à l'Assemblée présenter sa courte justification, pour obéir au décret qui prolonge sa suspension jusqu'à ce qu'il ait été entendu.

16 juillet 1792.

(La lettre porte par erreur lundi 16 juin.)

Autographe, A. N., C 154, n° 291.

1211. — Discours prononcé à la barre de l'Assemblée législative par Pierre Manuel, procureur de la Commune de Paris, pour expliquer sa conduite lors de la journée du 20 juin, pendant laquelle il est resté à son poste, « celui de tous les jours, de toutes les heures », c'est-à-dire à la Maison commune.

16 juillet 1792.

Original signé de Manuel, A. N., C 153, n° 278.

Ce discours fut imprimé par ordre de l'Assemblée, A. N., AD XVIII<sup>e</sup> 205, n° 23.

Ed. *Le Logographe*, journal national, numéro du 17 juillet 1792, p. 819.

*Archives parlementaires*, t. XLVI, p. 503.

1212. — Adresse du sieur Goret, citoyen actif de la section de Sainte-Genève, à l'Assemblée législative, la suppliant de rendre Manuel à ses fonctions.

19 juillet 1792.

Original signé, A. N., D XL 14, n° 60.

1213. — Adresse de la section des Tuileries à l'Assemblée législative, déclarant que le patriote Manuel, qui a partagé les travaux et les dangers du vertueux Pétion, est redemandé à grands cris par ses frères et concitoyens.

22 juillet 1792.

Original signé, Arch. du ministère de la justice.

Renvoyé à la Commission extraordinaire des 12.

Cf. *Archives parlementaires*, t. XLVII, p. 53.

1214. — Pétition des citoyens de la section du Théâtre-Français à l'Assemblée législative, pour qu'elle veuille bien prononcer sur le sort de Manuel, qui a été entendu à sa barre, et lever sa suspension, comme on l'a fait pour Pétion.

(22 juillet 1792.)

Original signé, A. N., D XL 14, n° 60.

Renvoyé à la Commission extraordinaire des 12, le 22 juillet.

Cf. *Archives parlementaires*, t. XLVII, p. 53.

1215. — Adresse de la section du Palais-Royal à l'Assemblée législative, déclarant que la suspension de Manuel est une calamité publique et priant de la lever le plus tôt possible.

22 juillet 1792.

Original signé, Arch. du ministère de la justice.

Renvoyé à la Commission extraordinaire des 12.

Cf. *Archives parlementaires*, t. XLVII, p. 53.

1216. — Adresse d'un grand nombre de citoyens de Paris à l'Assemblée législative, redemandant avec instance Manuel, nécessaire à son poste de procureur de la Commune.

Sans date (23 juillet 1792).

Original signé (cahier in-folio avec 4 lignes de texte et 10 folios de signatures), A. N., C 154, n° 291.

Ed. *Archives parlementaires*, t. XLVII, p. 92.

1217. — Décret de l'Assemblée législative, décidant la levée de la suspension de Manuel, prononcée par le Directoire du Département de Paris.

23 juillet 1792.

Extrait du procès-verbal, A. N., C<sup>o</sup> I 60, fol. 5335 r<sup>o</sup>.

Ed. *Archives parlementaires*, t. XLVII, p. 97.

V. dans MORTIMER-TERNAUX, *Histoire de la Terreur*, t. II, p. 72, le discours prononcé par Manuel, lors de sa rentrée, le 25 juillet, au Conseil général de la Commune.

1218. — Lettre de M. De Joly, ministre de la justice, au président de l'Assemblée

1240. — Lettre de M. de La Fayette, président de l'Assemblée législative, annonçant qu'il lui est arrivé par le même courrier deux lettres de MM. Tesson et Montgasse, qui prennent l'un et l'autre la qualité de ministre de l'intérieur, et manifestant leur surprise de l'existence de deux ministres de ce département, et demandant que des explications soient données sans délai au Département et à la Municipalité.

1241. — Lettre de M. de La Fayette, secrétaire de la Commune de Paris, en qualité de secrétaire du Conseil.

28 juin 1792.  
Archives de la Commune de Paris, A. N., C. 144, n° 100.  
Bibliothèque de la Commune de Paris, A. N., C. 144, n° 100.

## § 23. — Démission du ministère (10 juillet) Modifications ministérielles (21 juillet-1 août).

1242. — Lettre du directoire du département de Paris, annonçant qu'il lui est arrivé par le même courrier deux lettres de MM. Tesson et Montgasse, qui prennent l'un et l'autre la qualité de ministre de l'intérieur, et manifestant leur surprise de l'existence de deux ministres de ce département, et demandant que des explications soient données sans délai au Département et à la Municipalité.

1243. — Lettre de M. de La Fayette, secrétaire de la Commune de Paris, en qualité de secrétaire du Conseil.

28 juin 1792.  
Archives de la Commune de Paris, A. N., C. 144, n° 100.  
Bibliothèque de la Commune de Paris, A. N., C. 144, n° 100.

1244. — Prestation de serment, entre les mains de Louis XVI, par Etienne-Louis-Hector Leclerc, conseiller de la Commune de Paris.

29 juin 1792.  
Extrait du registre du Conseil du Roi, A. N., AF. 1.1, fol. 1.

1245. — Lettre de M. de La Fayette, secrétaire de la Commune de Paris, en qualité de secrétaire du Conseil, avec une lettre de M. de La Fayette, en qualité de secrétaire du Conseil, et une lettre de M. de La Fayette, en qualité de secrétaire du Conseil.

1246. — Lettre de M. de La Fayette, secrétaire de la Commune de Paris, en qualité de secrétaire du Conseil, avec une lettre de M. de La Fayette, en qualité de secrétaire du Conseil, et une lettre de M. de La Fayette, en qualité de secrétaire du Conseil.

28, 30 juin 1792.  
Originaux signés, A. N., C. 144, n° 533, 534.

1247. — Règlement pour l'exercice des fonctions de secrétaire du Conseil.

10 juillet 1792.  
Archives de la Commune de Paris, A. N., C. 144, n° 100.  
Bibliothèque de la Commune de Paris, A. N., C. 144, n° 100.

1248. — Lettre de M. Lefebvre d'Ormesson, administrateur du Département de Paris, au ministre de l'intérieur, exprimant ses regrets de ne pouvoir accompagner le corps de la Commune de Paris, vacant par la démission de M. Duranton, et priant le ministre de vouloir bien lui adresser ses lettres de créance.

1249. — Lettre de Louis XVI au président de l'Assemblée législative, le priant de vouloir bien lui adresser ses lettres de créance.

Idée nationale, avec lettre d'envoi de M. Ferrier à Louis XVI.

1<sup>er</sup> juillet 1792.

Originaux signés (2 p.), A. N., C 185, nos 224, 225.

Ed. *Troisième recueil des pièces déposées à la Commission nationale des 17 papiers trouvés dans l'arsenal de fer*, t. II, p. 92, no 122.

1227. — Lettre de M. Duranthon à Louis XVI, le priant d'avoir égard à ses déchirantes inquiétudes et de le délivrer d'un fardeau qu'il ne peut plus porter, ajoutant que le Roi lui trouvera plus facilement un successeur, lorsque sa place sera vacante, et que M. De Joly pourra la remplir par intérim.

3 juillet 1792.

Original signé, A. N., C 185, no 532.

1228. — Lettre de M. Duranthon au président de l'Assemblée législative, annonçant que le Roi vient de céder à ses instances réitérées et d'accepter sa démission, et déclarant qu'il est entré dans le ministère avec des intentions pures et qu'il en sort avec une conscience sans reproches.

3 juillet 1792.

Autographe, A. N., C 154, no 286.

Ed. *Archives parlementaires*, t. XLVI, p. 20.

1229. — Lettre de Louis XVI au président de l'Assemblée législative, annonçant que, sur les instances de M. Duranthon, désireux de retourner dans son pays, il a nommé à la place de ministre de la justice M. De Joly, secrétaire du Conseil.

4 juillet 1792.

Autographe contresigné de M. Terrier, A. N., C 154, no 286.

Ed. *Archives parlementaires*, t. XLVI, p. 110.

1230. — Lettre de M. De Joly au président de l'Assemblée législative, faisant part de sa nomination comme ministre de la justice, et assurant qu'il s'efforcera de justifier la confiance du Roi et de mériter l'estime et l'approbation de l'Assemblée nationale.

4 juillet 1792.

Original signé, A. N., C 154, no 286.

Ed. *Archives parlementaires*, t. XLVI, p. 121.

1231. — Lettre de Louis XVI au président de l'Assemblée législative, le priant d'annoncer à l'Assemblée qu'il a nommé M. Joly, juge du tribunal du 3<sup>e</sup> arrondissement, secrétaire du Conseil à la place de M. De Joly.

8 juillet 1792.

Autographe, A. N., C 154, no 286.

Ed. *Archives parlementaires*, t. XLVI, p. 260.

1232. — Prestation de serment entre les mains de Louis XVI, par Jean-François Jolly, nommé secrétaire du Conseil.

8 juillet 1792.

Extrait du registre du Conseil du Roi, A. N., AF\* I 1, fol. 28.

1233. — Décret de l'Assemblée législative, ordonnant au ministère de rendre compte, dans la séance du lendemain, de l'état du royaume relativement à la sûreté intérieure et extérieure.

(6) 9 juillet 1792.

Minute, A. N., C 153, no 277.

Ed. *Archives parlementaires*, t. XLVI, p. 203.

1234. — Décret de l'Assemblée législative, ordonnant l'impression des comptes rendus par les ministres et les renvoyant chacun aux Comités qu'ils concernent.

10 juillet 1792.

Extrait du procès-verbal, A. N., C\* I 60, fol. 5157 v<sup>o</sup>.

Ed. *Archives parlementaires*, t. XLVI, p. 311.

1235. — Lettres collectives des ministres Terrier, Scipion Chambonas, Lacoste, Joly, Lajard et Beaulieu, l'une secrète, l'autre officielle, à Louis XVI, à l'effet d'offrir leur démission, ayant perdu la confiance de l'Assemblée qui voulait décréter trois d'entre eux d'accusation.

10 juillet 1792.

Originaux signés (2 p.), A. N., C 186 (nos 12 et 13 du 2<sup>e</sup> inventaire), (nos 520, 521, inventaire Roland).

Ed. *Recueil des pièces justificatives de l'acte concernant les crimes de Louis Capet, depuis le 10 août 1792, et de ses complices*, p. 12, nos 12, 13.

MEYNIERS-TERNAUX, *Histoire de Terrier*, t. II, p. 54.

1236. — Lettre de Louis XVI au président de l'Assemblée législative, le priant

Après avoir constaté que les industries lui ont donné leur démission et qu'il va s'occuper du choix de leurs successeurs, mais qu'ils continueront les travaux de leurs départements jusqu'à leur remplacement.

1. *Staphylococcus aureus* 2. *Staphylococcus aureus*

Autographe contresigné par M. De Joly, A. N.,  
F. 10. v. 87.  
F. 10. v. 87.

M. Lacoste (ex-ministre de la marine), déclarant qu'il ne pense pas à sa démission, mais qu'il conçoit que la partie ne soit plus tenable et que le courage ait des limites, aussi que les honnêtes gens gémissent en attendant un meilleur sort.

14 juillet 1792.

$$G_{\text{max}} = 100 \times \frac{W_1 - W_2}{W_1} \quad (1)$$

1738. — 1740. — M. Desmoulin, le  
Louis XVI, déclarant que, dans les cir-  
constances actuelles, ne pouvant plus ni  
faire le bien, ni empêcher le mal, en qua-  
lité d'administrateur du Département de  
Paris, l'honneur et le devoir lui com-  
mandent de donner sa démission et qu'il  
quittera l'exercice de ses fonctions et se a mou-  
vement concouru, soit au maintien, soit au  
rétablissement de l'ordre public.

19. *Chamaecrista* (N. & G.) DC. 1845, 10: 217.  
N. & G. in: *Journal de Pharmacie*, 1845, 10: 217.  
19. *Chamaecrista* (N. & G.) DC. 1845, 10: 217.  
19. *Chamaecrista* (N. & G.) DC. 1845, 10: 217.  
19. *Chamaecrista* (N. & G.) DC. 1845, 10: 217.

4239. — Lettre de M. Terrier à Louis XVI, par le ministre de l'intérieur à Paris, le 13 août 1790, relative à la remise du portefeuille de l'intérieur à M. de Joly, pour empêcher le décret d'accusation que doit produire le M. E.

Sans date (17 juillet 1792)

10. C. G. Overton, *Trans. Am. Microsc. Soc.*, **55**, 175 (1935).

globe = 1 litre, de l'eau N°1 ou équivalent de l'Association française. Il prouve, tout de même, sur de nouvelles instances de M. Tisserand, le caractère de

l'intérieur *par intérim* à M. De Joly, ministre de la Justice.

17 juillet 1792

Author: N. C. IAV, no 55

Fig. 8. *Antennae of *Chironomus tentaculatus* (NIMH 6100).*

«... j'ai refusé de M. Bézard de Ségur comme à Louis XVI, exprimant sommairement de ne pouvoir entrer dans le ministère, où sa présence serait le prétexte de nouvelles méfiances et donnerait encore lieu à ces interprétations toujours si fausses des intentions du Roi toujours si droites et si pures », et déclarant que, dès le début de la Révolution, sa raison et sa conscience ont constamment opposé d'autres principes à ceux vers lesquels on se hâta d'entraîner.

18 juillet 1792.

Copyright © 2001 by John Wiley & Sons, Inc.

Ed. *Troisième recueil des pièces déposées à*  
trouvés dans l'armoire de fer, t. II, p. 133.

1242. -- Lettre de M. *Biget* de Saintes-Croix à Louis XVI, affirmant ne pouvoir accepter le poste que le Roi voulait lui destiner, et que ce n'est pas du ministère que peut venir quelque soulagement et même quelque trêve à la crise violente actuelle, mais du soulèvement général de tous les bons esprits et de tous les cœurs droits.

10. *Journal of the American Medical Association*, 1997; 278: 1039-1044.

trouves dans l'armoire de fer), t. II, p. 103, n<sup>o</sup> 236.

1243. — Lettre de M. Lapard à Louis XVI, lui adressant l'état des services de M. d'Albancourt, de nature à justifier l'idée qu'il a cherché à lui donner de cet officier général, et annonçant qu'au sortir de la Commission des 12, il se rendra aux Tuileries pour à nouveau lui exposer sa situation.

20 juillet 1793.

Original signed, A. N., C 185, n° 515.

1994 — *Colloque de Louvain-la-Neuve* sur le programme de l'Association de l'Industrie du Commerce de l'Alimentation et de la Boisson.

ministère de la marine, et de M. Champion à celui de l'intérieur.

20 juillet 1792.

Autographe signé de Louis XVI, contresigné de M. De Joly, A. N., C 154, n° 288.

Ed. *Archives parlementaires*, t. XLVII, p. 44.

1245. — Prestation de serment entre les mains de Louis XVI, par Anne Clément-Félix Champion, nommé ministre de l'intérieur, et par François-Joseph Gratet Du Bouchage, nommé ministre de la marine.

20 juillet 1792.

Extrait du registre du Conseil du Roi, A. N., AF<sup>1</sup> t. I, fol. 66.

1246. — Décret de l'Assemblée législative, déclarant au Roi qu'en raison de la démission donnée par les ministres dans la conviction qu'ils ne pouvaient servir utilement la chose publique, le salut de la patrie commande impérieusement de recomposer le ministère, et que ce renouvellement ne saurait être différé sans un accroissement incalculable des dangers qui menacent la liberté et la Constitution.

21 juillet 1792.

Minute, A. N., C 153, n° 279.

Ed. MORTIMER-TERNAUX, *Histoire de la Terreur*, t. II, p. 119.

*Archives parlementaires*, t. XLVII, p. 44.

1247. — Lettre de M. Champion (de Villeneuve) au président de l'Assemblée législative, annonçant sa nomination au poste de ministre de l'intérieur, rappelant que, depuis le commencement de la Révolution, il a été honoré de la confiance du peuple, et ajoutant que, le Roi voulant bien lui accorder la sienne, tous ses efforts vont tendre à la justifier et à mériter celle de l'Assemblée.

21 juillet 1792.

Original signé, A. N., C 154, n° 288.

Cf. *Archives parlementaires*, t. XLVII, p. 42.

1248. — Lettre de M. Du Bouchage au président de l'Assemblée législative, déclarant qu'en acceptant le ministère de la marine il est pénétré de l'étendue des obligations qu'il a contractées envers la Patrie et le Roi, et qu'il fera tous ses efforts pour répondre à la confiance du Roi

et mériter l'estime des représentants de la Nation.

22 juillet 1792.

Original signé, A. N., C 154, n° 288.

Cf. *Archives parlementaires*, t. XLVII, p. 47.

1249. — Lettre de M. Lajard à Louis XVI, lui donnant à entendre que M. d'Abancourt se déciderait, si le Roi faisait appel à son dévouement, comme marque d'attachement à sa personne, et qu'il est urgent de s'arrêter à un parti; la motion faite la veille par M. Vergniaud, permettant de se rendre compte des inconvénients d'un plus long retard.

22 juillet 1792.

Original signé, A. N., C 185, n° 544.

1250. — Lettre de Louis XVI au président de l'Assemblée législative, annonçant qu'il nomme M. d'Abancourt, adjudant général, au ministère de la guerre, au lieu de M. Lajard, et qu'il a remis le portefeuille des affaires étrangères, *par intérim*, à M. Du Bouchage.

(23) juillet 1792.

Autographe signé de Louis XVI et contresigné par M. De Joly, A. N., C 154, n° 288.

Ed. BUCHÉZ et ROUX, *Histoire parlementaire de la Révolution française*, t. XVI, p. 142.

*Archives parlementaires*, t. XLVII, p. 92.

1251. — Lettre de M. De Joly, ministre de la justice, à M. Condorcet, président de la Commission extraordinaire des 12, le prévenant que le Roi écrira incessamment à l'Assemblée pour lui faire connaître sa détermination au sujet du décret par lequel le Corps législatif a exposé la nécessité de former un ministère.

23 juillet 1792.

Original signé, A. N., D XL 17, n° 92.

1252. — Lettres de M. Scipion Chambonas à Louis XVI, le priant de vouloir bien annoncer à l'Assemblée nationale que sa démission est agréée et assurant qu'il restera toujours soldat et sujet fidèle du Roi, dont il serait très désireux d'obtenir le portrait.

24 juillet 1792.

Autographes (2 p.), A. N., C 185, nos 513, 528.

Les deux lettres ont été déposées à la bibliothèque de la Convention (le papier trouvé dans l'armoire de fer), p. 99, 100, nos 232, 233.



1964 — Lettre au M. d'Alger, au président de l'Assemblée algérienne, au sujet d'un « acceptable » de l'armistice de la guerre civile, après dix-neuf ans, qui est la violation de la parole donnée qui menace la patrie, et qu'il a dû regarder comme la plus inacceptable de geste qui offre le plus de dangers au Maroc (franchise de l'Assemblée de la province de Jeddah d'un ministre citoyen).

1. 2. 3. 4. 5. 6. 7. 8. 9. 10. 11. 12. 13. 14. 15. 16. 17. 18. 19. 20. 21. 22. 23. 24. 25. 26. 27. 28. 29. 30. 31. 32. 33. 34. 35. 36. 37. 38. 39. 40. 41. 42. 43. 44. 45. 46. 47. 48. 49. 50. 51. 52. 53. 54. 55. 56. 57. 58. 59. 60. 61. 62. 63. 64. 65. 66. 67. 68. 69. 70. 71. 72. 73. 74. 75. 76. 77. 78. 79. 80. 81. 82. 83. 84. 85. 86. 87. 88. 89. 90. 91. 92. 93. 94. 95. 96. 97. 98. 99. 100. 101. 102. 103. 104. 105. 106. 107. 108. 109. 110. 111. 112. 113. 114. 115. 116. 117. 118. 119. 120. 121. 122. 123. 124. 125. 126. 127. 128. 129. 130. 131. 132. 133. 134. 135. 136. 137. 138. 139. 140. 141. 142. 143. 144. 145. 146. 147. 148. 149. 150. 151. 152. 153. 154. 155. 156. 157. 158. 159. 160. 161. 162. 163. 164. 165. 166. 167. 168. 169. 170. 171. 172. 173. 174. 175. 176. 177. 178. 179. 180. 181. 182. 183. 184. 185. 186. 187. 188. 189. 190. 191. 192. 193. 194. 195. 196. 197. 198. 199. 200. 201. 202. 203. 204. 205. 206. 207. 208. 209. 210. 211. 212. 213. 214. 215. 216. 217. 218. 219. 220. 221. 222. 223. 224. 225. 226. 227. 228. 229. 230. 231. 232. 233. 234. 235. 236. 237. 238. 239. 240. 241. 242. 243. 244. 245. 246. 247. 248. 249. 250. 251. 252. 253. 254. 255. 256. 257. 258. 259. 260. 261. 262. 263. 264. 265. 266. 267. 268. 269. 270. 271. 272. 273. 274. 275. 276. 277. 278. 279. 280. 281. 282. 283. 284. 285. 286. 287. 288. 289. 290. 291. 292. 293. 294. 295. 296. 297. 298. 299. 300. 301. 302. 303. 304. 305. 306. 307. 308. 309. 310. 311. 312. 313. 314. 315. 316. 317. 318. 319. 320. 321. 322. 323. 324. 325. 326. 327. 328. 329. 330. 331. 332. 333. 334. 335. 336. 337. 338. 339. 340. 341. 342. 343. 344. 345. 346. 347. 348. 349. 350. 351. 352. 353. 354. 355. 356. 357. 358. 359. 360. 361. 362. 363. 364. 365. 366. 367. 368. 369. 370. 371. 372. 373. 374. 375. 376. 377. 378. 379. 380. 381. 382. 383. 384. 385. 386. 387. 388. 389. 390. 391. 392. 393. 394. 395. 396. 397. 398. 399. 400. 401. 402. 403. 404. 405. 406. 407. 408. 409. 410. 411. 412. 413. 414. 415. 416. 417. 418. 419. 420. 421. 422. 423. 424. 425. 426. 427. 428. 429. 430. 431. 432. 433. 434. 435. 436. 437. 438. 439. 440. 441. 442. 443. 444. 445. 446. 447. 448. 449. 450. 451. 452. 453. 454. 455. 456. 457. 458. 459. 460. 461. 462. 463. 464. 465. 466. 467. 468. 469. 470. 471. 472. 473. 474. 475. 476. 477. 478. 479. 480. 481. 482. 483. 484. 485. 486. 487. 488. 489. 490. 491. 492. 493. 494. 495. 496. 497. 498. 499. 500. 501. 502. 503. 504. 505. 506. 507. 508. 509. 510. 511. 512. 513. 514. 515. 516. 517. 518. 519. 520. 521. 522. 523. 524. 525. 526. 527. 528. 529. 530. 531. 532. 533. 534. 535. 536. 537. 538. 539. 540. 541. 542. 543. 544. 545. 546. 547. 548. 549. 550. 551. 552. 553. 554. 555. 556. 557. 558. 559. 560. 561. 562. 563. 564. 565. 566. 567. 568. 569. 570. 571. 572. 573. 574. 575. 576. 577. 578. 579. 580. 581. 582. 583. 584. 585. 586. 587. 588. 589. 590. 591. 592. 593. 594. 595. 596. 597. 598. 599. 600. 601. 602. 603. 604. 605. 606. 607. 608. 609. 610. 611. 612. 613. 614. 615. 616. 617. 618. 619. 620. 621. 622. 623. 624. 625. 626. 627. 628. 629. 630. 631. 632. 633. 634. 635. 636. 637. 638. 639. 640. 641. 642. 643. 644. 645. 646. 647. 648. 649. 650. 651. 652. 653. 654. 655. 656. 657. 658. 659. 660. 661. 662. 663. 664. 665. 666. 667. 668. 669. 670. 671. 672. 673. 674. 675. 676. 677. 678. 679. 680. 681. 682. 683. 684. 685. 686. 687. 688. 689. 690. 691. 692. 693. 694. 695. 696. 697. 698. 699. 700. 701. 702. 703. 704. 705. 706. 707. 708. 709. 710. 711. 712. 713. 714. 715. 716. 717. 718. 719. 720. 721. 722. 723. 724. 725. 726. 727. 728. 729. 730. 731. 732. 733. 734. 735. 736. 737. 738. 739. 740. 741. 742. 743. 744. 745. 746. 747. 748. 749. 750. 751. 752. 753. 754. 755. 756. 757. 758. 759. 760. 761. 762. 763. 764. 765. 766. 767. 768. 769. 770. 771. 772. 773. 774. 775. 776. 777. 778. 779. 780. 781. 782. 783. 784. 785. 786. 787. 788. 789. 790. 791. 792. 793. 794. 795. 796. 797. 798. 799. 800. 801. 802. 803. 804. 805. 806. 807. 808. 809. 810. 811. 812. 813. 814. 815. 816. 817. 818. 819. 820. 821. 822. 823. 824. 825. 826. 827. 828. 829. 830. 831. 832. 833. 834. 835. 836. 837. 838. 839. 840. 84

© 2004 Blackwell Publishing Ltd *Journal of Internal Medicine* 255: 111–118

Ed. *Archives parlementaires*, t. XLVII, p. 104.

1254. — Lettre de M. Lacoste au président de l'Assemblée législative, faisant connaître l'acceptation de sa démission par le Roi ainsi que sa nomination comme ministre plénipotentiaire près le grand-duc de Toscane, et priant l'Assemblée d'ordonner le prompt examen des comptes, pour être en mesure de rejoindre son nouveau poste.

25 juillet 1792

On the other hand, if  $\lambda = 0$ , then  $\mathcal{H}_\lambda = \mathcal{H}_0$  and

• *Arctostaphylos* (1947) NL VII, 44.

1200. — L'abbé M. RENAULT, à l'Assemblée législative, rappelant qu'il a remis, il y a plus de trois semaines, le compte des derniers jours de son administration, de son mandat, de son mandat de député aux affaires, la permission de se retirer « dans ses foyers rustiques », et sollicitant la liquidation de la retraite, à laquelle lui donnent droit trente-huit années de service comme inspecteur des manufactures.

1. *Journal of the American Medical Association*, 1977; 237: 1000-1001.

© 1998 Blackwell Science Ltd *Journal of Internal Medicine* 243: 391–397

4256. — Lettre de Louis XVI au président de l'Assemblée Nationale, sous le sceau de son armement, le 20. 1. 1790 (A. L.). Sans aucune mention de la Commune de Paris, au contraire d'un autre document postérieur.

*Journal of Applied Social Psychology*, 1993, 23(1), 1-10.  
© 1993 by John Wiley & Sons, Inc.

$$\text{Ind. } \frac{1}{2} \text{ (Nile) } \times \frac{1}{2} \text{ (Mediterranean)} = \frac{1}{4} \text{ (Nile-Mediterranean)}.$$
[illegible]

Original signe, A. N., C 154, n° 290

Ed. Archives parlementaires, t. XLVII, p. 319.

ministre de la guerre, à l'Assemblée législative, donnant des nouvelles du théâtre de la guerre, et assurant l'Assemblée qu'il ne néglige rien pour s'élever à la hauteur des circonstances, ajoutant qu'il a besoin d'être soutenu par son pays, et qu'il se sent en état de la justifier par le dévouement le plus complet pour l'intérêt de la Nation et la gloire de ses armes, en défendant la plus belle cause qui puisse armer un peuple libre.

1914-1915 U.S.

Original signé, A. N., C<sup>1</sup> 151, n<sup>o</sup> 290

1200. — Prétendu de s'opposer  
aux maîtres de l'ère XVI, par Louis Claude  
Bigot de Sainte-Croix, nommé ministre  
des affaires étrangères.

AF\* 1.1, fol. 108.

La loi n° 100 du 31 mai 1792, annonçant à l'Assemblée législative la nomination de Houdon comme directeur de la sculpture, est citée au *Journal de la Nation*, C 157, n° 322.

— 122 —

1260. — Lettre de M. Bigot de Saint-  
roix au président de l'Assemblée légis-

et qu'il ne s'est dissimulé aucun des dangers de la chose publique, qui donne une nouvelle énergie à son patriotisme et à son âme.

Copyright © 2004 John Wiley & Sons, Ltd.

1. *Neurospora crassa* (strain 74-10-1) (ATCC 6258) (p. 55)

1991). — Lerner, in: M. C. Lerner, ed., *Advances in Invertebrate zoology*, vol. 10, published by the American Zoological Association, additional volume 21, 1991, Fall, Volume 21, American Zoological Association, Inc.

de la lettre qu'il avait reçue, le 11 août, d'un des députés, lettre contenant l'exposé de ses principes et le serment de maintenir la liberté et l'égalité, qu'il a

toujours regardées comme les bases fondamentales de la Constitution.

17 août 1792.

Manuscrits. A. N., C 147, n° 12.

## § 24. — Troisième Anniversaire de la Fédération (14 juillet).

1262. — Rapport de M. Pastoret au Comité d'instruction publique sur la pétition présentée par Palloy, le 11 mars 1792, pour l'érection d'un monument à la Liberté sur le terrain de la Bastille.

8 juin 1792.

Extrait du registre des rapports du Comité d'instruction publique, A. N., AF I 16, fol. 131 v°.  
Ed. J. GUYOTIN, *Phonographie du Comité d'instruction publique de l'Assemblée législative*, p. 333.

1263. — Arrêté du Corps municipal, décidant que l'effigie pédestre de Louis XIV en bronze, « qui n'est même pas un chef-d'œuvre de l'art », sera convertie en canons, et que sur son piédestal s'élèvera la Liberté, « qui n'a encore à Paris ni statue, ni autel, et qui doit être la seule idole des nations éclairées ».

15 juin 1792.

Extrait conforme, A. N., AA 37, n° 1149.

1264. — Décret de l'Assemblée législative, décidant la formation sur l'ancien terrain de la Bastille d'une place, qui portera le nom de place de la Liberté, et l'érection au milieu de cette place d'une colonne surmontée de la statue de la Liberté, dont la première pierre sera posée le 14 juillet 1792, renvoyant au pouvoir exécutif les plans, dessins et devis de Pierre-François Palloy, ouvrant à cet effet un concours entre tous les artistes pour examiner ces mêmes plans et les comparer avec ceux qui seront présentés, accordant enfin à Palloy une partie de l'emplacement de la Bastille et ordonnant d'achever la démolition des tours.

16 juin 1792.

Extrait conforme du registre des procès-verbaux du Comité d'instruction publique, A. N., AF I

17, fol. 87; extrait de la processionnalité de l'Assemblée, A. N., C<sup>1</sup> I 60, fol. 4874 v°.

Ed. *Archives parlementaires*, t. XLV, p. 179.

1265. — Lettre-circulaire du ministre de l'intérieur aux administrations des départements à l'effet d'empêcher la formation de corps armés qui pourraient concevoir le projet de venir à Paris sous le prétexte de la Fédération.

30 juin 1792.

Imprimé avec la signature de l'empereur sous forme de griffe, A. N., C 185, n° 523.

Ed. BUCHEZ et ROUX, *Histoire parlementaire de la Révolution française*, t. XV, p. 250.

1266. — Adresse de Palloy à l'Assemblée législative, rendant compte de l'état des travaux préparatoires pour la pose de la première pierre de la colonne de la Liberté, et offrant d'envoyer aux artistes des 83 départements le modèle de la colonne de la Liberté, un projet général, avec les plans de l'ancien sol de la Bastille et des terrains avoisinants.

1<sup>er</sup> juillet 1792.

Extrait du procès-verbal, A. N., C 147, n° 131.

Ed. *Archives parlementaires*, t. XLVI, p. 26.

V. la pétition de P.-F. Palloy, patriote, à l'Assemblée nationale, relative au cérémonial à observer pour la pose de la première pierre de la colonne de la Liberté dans l'emplacement de la Bastille, le 14 juillet 1792, fête de la Fédération, le 1<sup>er</sup> juillet 1792, l'an 4<sup>e</sup> de la Liberté. Imprimée par ordre de l'Assemblée nationale, A. N., AD XVIII 204, n° 1.

Le 5 juillet suivant, Palloy adressa une lettre à l'Assemblée, où il demandait de fixer le nombre des membres de la députation qui devait présider à la pose de la première pierre du monument en question.

Ed. *Archives parlementaires*, t. XLVI, p. 179.

1267. — Décret de l'Assemblée législative portant que les gardes nationaux qui



Renvoyé au 5 juillet au Comité des pétitions, les 12 à celui de la section et le 19 à la Commission extraordinaire des 12.

Original, A. N., AF\* I 16, p. 147.

1274. — Lettre du Comité d'instruction publique d'un rapport de M. Baudin concernant le cérémonial de la Fédération du 14 juillet et celui de la pose de la première pierre de la colonne de la Liberté, qui doit être élevée sur les ruines de la Bastille.

Original, 1272.

Extrait des procès-verbaux du Comité d'instruction publique, A. N., AF\* I 17, fol. 94.

Le rapport de Baudin ne pas être transmis sur le registre des rapports de Comité, ce fut Vayron qui fut chargé de présenter la rédaction définitive du décret.

Fol. J. G. LAUREN. *Procès-verbaux du Comité d'instruction publique de l'Assemblée législative*, p. 357.

1275. — Rapport fait au nom des Comités de l'extraordinaire des finances et d'instruction publique réunis, à la séance du 7 juillet (et non du 4 juillet), sur les fêtes de la Fédération, du 14 du même mois, par Pierre Vayron, député du département du Cantal.

7 juillet 1792.

Extrait du registre des rapports du Comité d'instruction publique, A. N., AF\* I 16, fol. 145 v<sup>o</sup>.

Fol. J. G. LAUREN. *Procès-verbaux du Comité d'instruction publique de l'Assemblée législative*, p. 355.

1276. — Décret de l'Assemblée législative, reconnaissant qu'il n'est pas juste de laisser à la charge de la Commune de Paris les dépenses de la Fédération, et décidant que les frais nécessités par cette cérémonie patriotique seront payés par la Nation et ne pourront excéder la somme de 25,000 livres.

7 juillet 1792.

Original, A. N., AF\* I 16, p. 148. — Extrait du registre des rapports du Comité d'instruction publique, A. N., AF\* I 16, fol. 148.

Fol. J. G. LAUREN. *Procès-verbaux de l'Assemblée législative*, p. 356.

1277. — Les articles 1 et 2 de l'Assemblée législative, proclamant que le spectacle de plus d'émotionnement pour nous est celui de la réunion de toutes les volontés pour le salut de la patrie, que la

liberté et la Nation ne font qu'un, tendant au même but.

7 juillet 1792.

Minute, A. N., AF\* I 16, p. 145.

Fol. J. G. LAUREN. *Procès-verbaux de l'Assemblée législative*, p. 317 (ce texte diffère sensiblement de celui de la minute ci-dessus).

1278. — Lettre de M. Lajard, ministre de la guerre, à M. Pétion, maire de Paris, lui faisant part des dispositions arrêtées touchant les gardes nationaux du royaume, qui doivent se rendre à Paris pour la Fédération, et des mesures qui seront prises pour éviter l'encombrement.

7 juillet 1792.

Minute, Arch. hist. de la guerre. Correspondance générale.

1279. — Lettre de M. H. L. Chéry, président de la section de la Fontaine-Montmorency, au président de l'Assemblée législative, demandant, au nom de M. Palloy, qui desire être fixé à cet égard, si la Nation coopérera, avec l'Assemblée nationale, à la cérémonie de la pose de la première pierre du monument à élever sur le terrain de la Bastille.

9 juillet 1792.

Original, A. N., AF\* I 16, p. 149.

Chéry était le secrétaire de l'Association des apôtres de la Liberté.

1280. — Lettre des grands procureurs de la Nation près la Haute Cour d'Orléans (J.-Ph. Garrau et Henri Vellicot) à l'Assemblée législative, exprimant leurs regrets de ne pouvoir assister à la Fédération et assurant qu'ils ne seront ni les derniers ni les moins ardents à associer leurs vœux.

10 juillet 1792.

Original, A. N., AF\* I 16, p. 150.

Fol. J. G. LAUREN. *Procès-verbaux de l'Assemblée législative*, p. 352.

1281. — Pétition de Pierre-François Palloy, le patriote, à l'Assemblée législative, à l'effet d'obtenir sans délai une allocation de 40,000 livres, en vue de la pose de la première pierre de la colonne de la Liberté, le 14 juillet, à défaut de laquelle les travaux cesseront à l'instant même et la cérémonie ne pourra avoir lieu, avec

20000 de M. Lacroix au président de la session le 10 juillet 1792.

10. 13 juillet 1792.  
Originaux signés (3 p.). A. N., C 153.

Ed. Archives parlementaires, t. XLV, p. 413.

1282. — Lettre aux députés suppléants à M. Lacroix, les députés du tiers de la Fédération nationale, pour l'un de ses attributs (le drapeau) des gardes nationales, ainsi qu'un drapeau pour le XVI<sup>e</sup> corps d'armée, aux Drouffards, sous le drapeau de Saint-Serrin. L'Assemblée nationale des gardes nationales des communes d'Alsace et du Haut-Rhin de leur propre mouvement (14 cahiers) de la Fédération Nationale, 1792.

Original, A. N., F<sup>7</sup> 3390.

1283. — Décret de l'Assemblée législative, décidant qu'à partir de la séance du lendemain chaque député, excepté la Fédération sera reçu aux tribunes, en présentant la carte qu'il aura reçue à la Municipalité de Paris pour son admission.

11 juillet 1792.  
Imprimé au ministère de l'Intérieur, C. 1, fol. 5157 v<sup>o</sup>.

1284. — Lettre des députés suppléants à l'Assemblée législative au président de cette Assemblée, exprimant le vif désir de n'être pas privés du droit d'assister aux séances de l'Assemblée, et demandant, non la puissance entière de leur tribune, n'étant qu'une trentaine présents à Paris, mais la faculté d'entrer avec leur carte, soit à leur tribune particulière, soit à toute autre tribune, faisant valoir qu'ils ont toujours été admis à la session de 1791.

Imprimé au ministère de l'Intérieur, C. 1, fol. 5158 v<sup>o</sup>.

Ed. Archives parlementaires, t. XLVI, p. 382.

1285. — Décret de l'Assemblée législative, décidant que les députés suppléants pourront assister aux séances de l'Assemblée nationale, sans être admis à la tribune.

11 juillet 1792.  
Imprimé au ministère de l'Intérieur, C. 1, fol. 5159 v<sup>o</sup>.

Ed. Archives parlementaires, t. XLVI, p. 382.

1286. — Lettre de Louis-Pierre Dufourny, dit l'Homme libre, au président de l'Assemblée législative, demandant l'admission de la pétition qui renferme des propositions de premier ordre, dont l'Assemblée législative n'a pas eu jusqu'à présent le droit de le faire.

11 juillet 1792.  
Imprimé au ministère de l'Intérieur, C. 1, fol. 5160 v<sup>o</sup>.

1287. — Lettre de l'Assemblée législative, mettant à la disposition du ministre de l'Intérieur la somme de 4 millions pour indemniser les gardes nationaux qui se rendent au camp de réserve, lesquels recevront une allocation de 30 sols par jour, durant leur séjour à Paris, sans compter le droit qui leur est dû pour leur département.

12 juillet 1792.  
Imprimé au ministère de l'Intérieur, C. 1, fol. 5160 v<sup>o</sup>.  
Ed. Archives parlementaires, t. XLVI, p. 382.

1288. — Lettre de M. de La Fayette au président de l'Assemblée législative, demandant que le Roi vienne sanctionner le décret qui met à la disposition du ministre de l'Intérieur la somme de 4 millions pour les frais d'indemnités à accorder aux gardes nationaux qui se rendent au camp de réserve.

11 juillet 1792.  
Imprimé au ministère de l'Intérieur, C. 1, fol. 5161 v<sup>o</sup>.

1289. — Décret de l'Assemblée législative, décidant qu'en ce qui concerne les députés suppléants, le président de l'Assemblée nationale pourra, sans être admis à la tribune, assister aux séances de l'Assemblée nationale, sans être admis à la tribune.



président, et que les citoyens prêteront également le serment civique.

12 juillet 1792.

Cette communication, A. N., C 153, n° 277, pp. 4 et 5, sous le titre de *Vannes*, extrait du registre des rapports du Comité d'instruction publique, A. N., AF\* I 16, fol. 149.

Id. et G. — *Sur l'organisation des troupes nationales*, par M. de La Fayette, t. 1, p. 358.

*Archives parlementaires*, t. XLVI, p. 434.

1290. — Décret de l'Assemblée législative, portant que les gardes nationaux qui assisteront à la Fédération du 14 juillet 1792, ainsi que ceux qui arriveront les jours suivants, seront organisés en bataillons de volontaires, et qu'il sera formé des compagnies franches de ces mêmes volontaires pour faire le service de troupes légères.

(12 juillet 1792.)

Minute, A. N., C 153, n° 277.

Ed. *Archives parlementaires*, t. XLVI, p. 436.

1291. — Lettre de M. de Lally, ministre de la justice, au ministre de l'intérieur, lui demandant rendez-vous pour le lendemain, avec MM. Borie et Mandat, afin de se concerter au sujet de l'exécution du décret qui fixe le cérémonial à observer au Champ de la Fédération.

12 juillet 1792.

Original signé, A. N., F<sup>9</sup> Seine.

1292. — Lettre des officiers nationaux, chargés du détail des opérations de la Fédération, au ministre de l'intérieur, le priant de prendre, vu l'urgence, les mesures les plus promptes pour l'exécution du décret relatif à l'indemnité de séjour des gardes nationaux, et exprimant le vœu que les attelages soient payés en pécuniaire de 10 et de 20 sols.

12 juillet 1792.

Original signé, A. N., F<sup>9</sup> Seine.

1293. — Décret de l'Assemblée législative, des députés, portant l'extension de la Fédération, que tous ceux de ces députés membres de l'Assemblée ne pourront pas les faire de la Basille pour y passer la

première pierre de la colonne de la Liberté.

12 juillet 1792.

Minute, de V. de La Fayette, le Comité d'instruction publique, A. N., C 153, n° 277.

Ed. *Archives parlementaires*, t. XLVI, p. 438.

1294. — Lettre de M. Terrier au président de l'Assemblée législative, lui transmettant le vœu exprimé par les officiers municipaux de Paris, chargés du détail des opérations de la Fédération, pour le paiement des gardes nationaux des départements, en pécuniaire de 10 et de 20 sols, et le priant de solliciter une décision de l'Assemblée à ce sujet.

13 juillet 1792.

Original, A. N., C 154, n° 287; minute, A. N., F<sup>9</sup> Seine.

Cf. *Archives parlementaires*, t. XLVI, p. 439.

1295. — Décret de l'Assemblée législative, portant que la Trésorerie nationale tiendra à la disposition du ministre de l'intérieur la somme de 3,000 livres pour subvenir aux frais qu'entraînera la pose de la première pierre de la colonne qui doit être élevée sur les ruines de la Basille.

13 juillet 1792.

Minute, A. N., C 153, n° 277.

Ed. *Archives parlementaires*, t. XLVI, p. 443.

1296. — Lettre de M. Ingrand, député de la Vienne, au président de l'Assemblée législative, le prévenant que, retenu au lit par la fièvre, il ne pourra assister le lendemain à la Fédération.

13 juillet 1792.

Original signé, A. N., C 154, n° 287.

Ed. *Archives parlementaires*, t. XLVI, p. 445.

1297. — Lettre de M. Lajard, ministre de la guerre, au président de l'Assemblée législative, lui rappelant que l'Assemblée, déposée dans le lieu de ses séances en mémoire de la Fédération du 14 juillet 1790, fut alors confiée aux premiers officiers de l'armée française, et demandant si les officiers actuellement à Paris, invités par D. Mandat à la Fédération de la Fédération, ne pourront pas se rallier

1297. — Lettre du Directoire au Directoire du Département.

Original, A. N., C 154, n° 287.  
Imprimé, A. N., C 154, n° 287.

1298. — Lettre de M. Terrier au président de l'Assemblée, le 13 juillet 1792, annonçant que l'heure de la pose de la première pierre sur la place de la Liberté est fixée à 8 heures précises du matin, et que l'adéquation de l'Assemblée trouvera aux Minimes sur la place Royale des salles de réunion, de plus, que le cortège pour la cérémonie de la Fédération prendra l'Assemblée nationale de Paris.

13 juillet 1792.  
Original, A. N., C 154, n° 287.

1299. — Lettre du Directoire du Département à M. Terrier, le président de l'Assemblée, que l'heure de la pose de la première pierre sur la place de la Liberté est fixée à 8 heures précises du matin, et que l'adéquation de l'Assemblée trouvera aux Minimes sur la place Royale des salles de réunion, de plus, que le cortège pour la cérémonie de la Fédération prendra l'Assemblée nationale de Paris.

13 juillet 1792.  
Original, A. N., C 154, n° 287.

1300. — Lettre des administrateurs du Département au Directoire du Département, annonçant au ministre de l'intérieur, lui faisant part de la situation de la ville de Paris, et de la nécessité de se concerter avec le Département ou la Municipalité pour prendre les mesures nécessaires à l'indemnité de séjour des gardes nationaux, et demandant la voie à suivre pour faire contracter l'engagement de se rendre à la barre de la Convention, et de se rendre à la barre de la Convention, et de se rendre à la barre de la Convention.

13 juillet 1792.  
Original, A. N., C 154, n° 287.

1301. — Lettre du ministre de l'intérieur au Directoire du Département, lui annonçant que le Roi vient de rendre une proclamation qui indique l'ordre et la marche de la cérémonie de la Fédération, dont l'exécution est confiée à la Municipalité, sous les ordres du Département.

13 juillet 1792.  
Minute, A. N., F 7 36887.

1302. — Lettre du ministre de l'intérieur à M. Buge (commissaire des Trésoriers de la Ville) le prévenant que, comme l'administration municipale a bien voulu donner l'ordre de surseoir à l'impression du programme de la cérémonie arrêté par ses soins, il vient de faire imprimer celui adopté par le Roi, dont l'exécution sera confiée à la Municipalité.

13 juillet 1792.  
Minute, A. N., F 7 36887.

1303. — Lettre du ministre de l'intérieur à M. Buge (commissaire des Trésoriers de la Ville), annonçant que, de commun accord avec les commissaires de la Trésorerie nationale, il est convenu que la somme de 1 million 500 000 francs sera payée de l'indemnité de séjour des gardes nationaux, et que le Directoire de la Ville de Villeneuve, trésorier de la Ville.

13 juillet 1792.  
Minutes (2 p.), A. N., F 7 36887.

1304. — Lettre du ministre de l'intérieur à M. Buge (commissaire des Trésoriers de la Ville), annonçant que, de commun accord avec les commissaires de la Trésorerie nationale, il est convenu que la somme de 1 million 500 000 francs sera payée de l'indemnité de séjour des gardes nationaux, et que le Directoire de la Ville de Villeneuve, trésorier de la Ville.

13 juillet 1792.  
Minutes (2 p.), A. N., F 7 36887.

1305. — Lettre du ministre de l'intérieur à M. Buge (commissaire des Trésoriers de la Ville), annonçant que, de commun accord avec les commissaires de la Trésorerie nationale, il est convenu que la somme de 1 million 500 000 francs sera payée de l'indemnité de séjour des gardes nationaux, et que le Directoire de la Ville de Villeneuve, trésorier de la Ville.

les print d'envoyer chaque jour un état ou liste des volontaires arrivés. A Paris, le Roi de situation connaît le nombre des gardes nationaux des différents départements présents dans la capitale, avec réponse, adressant les états des volontaires qui se sont fait inscrire à la Municipalité jusqu'à ce point.

1305. — 15 juillet 1792.  
Minute, A. N., C 153, n° 451.  
Seine.

1306. — Délibération de la section Mauconseil, déclarant qu'elle ne prêterait le serment fédératif qu'entre les armes du maire de Paris, M. Pétion.

(Juillet 1792).

Placard imprimé, B. N., Mss. nouv. acq. fr. 2667, fol. 400.

1307. — Procès-verbal de la pose de la première pierre de la colonne surmontée de la statue de la Liberté, qui sera élevée sur le terrain de la Bastille.

11 juillet 1792.

Original portant les signatures des administrateurs du Département, A. N., C 153, n° 407, copie conforme, Arch. hist. de la guerre, Correspondance générale.

V. dans le *Courrier des 83 départements*, par Gorsas, numéro du 16 juillet 1792, le récit de la Commémoration par l'Assemblée de la journée 1790, ainsi que la relation de Carra dans les *Annales patriotiques*, III, 185.

1308. — Tableau nominatif des citoyens qui composent l'Association des Apôtres de la Liberté, dressé et arrêté le jour de la cérémonie de la pose de la première pierre du monument, dont l'érection a été ordonnée sur les ruines de la Bastille par la loi du 27 juin 1792.

14 juillet 1792.

Original signé par P.-E. Palloy, peintre et de Chéry, secrétaire de l'Association, à moitié lacéré, A. N., Armoire de fer, AE I 9, n° 1.

Composé par les Apôtres de la Liberté, l'Association des Apôtres a eu pour objet, depuis l'époque de la révolution des Français, le rétablissement de la République. L'Association de Palloy, leur instituteur, dans son projet de plan, a eu pour objet de réunir les Français par la fraternité.

Tableau des citoyens qui composent l'Association des Apôtres de la Liberté.

liste figurent Pastoret, Thuriot, Allitte, Fauchet, Dusaulx.

Original signé, A. N., C 153, n° 447.

1309. — Lettre de M. Maréchal, commandant général de la garde nationale, au président de l'Assemblée législative, annonçant que la 6<sup>e</sup> légion, chargée d'escorter l'Assemblée, n'a pu, en raison du concours immense de citoyens qui a interrompu fréquemment la marche du cortège, arriver au Champ de la Fédération qu'après la prestation du serment, et exprimant tous les regrets de cette légion.

14 juillet 1792.

Original signé, A. N., C 153, n° 277.

Ed. *Moniteur universel*, numéro du 17 juillet 1792, p. 833.

*Annales patriotiques*, t. XVI, p. 480.

1310. — Décret de l'Assemblée législative, déclarant qu'elle applaudit aux sentiments exprimés par la 6<sup>e</sup> légion des gardes nationaux de Paris, qui n'a pu entrer au Champ de Mars en raison de l'engorgement et qui s'associe au serment prêté par le Roi, par l'Assemblée et par la garde nationale.

15 juillet 1792.

Minute, A. N., C 153, n° 277.

Ed. *Annales patriotiques*, t. XVI, p. 481.

1311. — Rapport de police au sujet de ce qui se passe au Palais-Royal et dans le faubourg Saint-Marceau, déclarant que les fédérés paraissent vouloir mener le peuple à des exécutions abominables, qu'ils parcourent hier soir, au nombre de deux cents, le Palais-Royal, avec des bonnets rouges, criant : « Vive Pétion, pendez Lafayette ! »

15 juillet 1792.

Original signé, A. N., C 153, n° 277.

1312. — Rapport de police sur ce qui se passe dans le faubourg Saint-Marceau, où tout est calme, reproduisant les propos tenus dans un cabaret par quatre fédérés, qui s'étaient écriés : « Vous autres Parisiens, vous êtes trop bons, trop mous, vous ne faites rien, vous ne faites rien, vous ne finirez ce que vous avez commencé, et quand nous y serons, il faudra bien que ça

1313. — Adresse de l'Assemblée aux citoyens de Paris.

17 juillet 1793.  
Original, A. N., P<sup>re</sup>, Seine.

1314. — Adresse de l'Assemblée aux citoyens de Paris, enregistrée au Bureau général de la Fédération, comprenant jusqu'au 11 juillet 1793, les déclarations pour la Fédération.

15 juillet 1793.  
Original, A. N., P<sup>re</sup>, Seine.

1315. — Adresse de l'Assemblée aux citoyens de Paris, enregistrée au Bureau général de la Fédération, comprenant jusqu'au 11 juillet 1793, les déclarations pour la Fédération.

17 juillet 1793.  
Original, A. N., P<sup>re</sup>, Seine.

1316. — Adresse de l'Assemblée aux citoyens de Paris, enregistrée au Bureau général de la Fédération, comprenant jusqu'au 11 juillet 1793, les déclarations pour la Fédération.

17 juillet 1793.  
Original, A. N., P<sup>re</sup>, Seine.

1317. — Adresse de l'Assemblée aux citoyens de Paris, enregistrée au Bureau général de la Fédération, comprenant jusqu'au 11 juillet 1793, les déclarations pour la Fédération.

17 juillet 1793.  
Original, A. N., P<sup>re</sup>, Seine.

1318. — Adresse de l'Assemblée aux citoyens de Paris, enregistrée au Bureau général de la Fédération, comprenant jusqu'au 11 juillet 1793, les déclarations pour la Fédération.

17 juillet 1793.  
Original, A. N., P<sup>re</sup>, Seine.

1319. — Adresse de l'Assemblée aux citoyens de Paris, enregistrée au Bureau général de la Fédération, comprenant jusqu'au 11 juillet 1793, les déclarations pour la Fédération.

1320. — Adresse de l'Assemblée aux citoyens de Paris, enregistrée au Bureau général de la Fédération, comprenant jusqu'au 11 juillet 1793, les déclarations pour la Fédération.

17 juillet 1793.  
Original revêtu de 590 signatures (chaque

1321. — Adresse de l'Assemblée aux citoyens de Paris, enregistrée au Bureau général de la Fédération, comprenant jusqu'au 11 juillet 1793, les déclarations pour la Fédération.

17 juillet 1793.  
Original, A. N., P<sup>re</sup>, Seine.

1322. — Adresse de l'Assemblée aux citoyens de Paris, enregistrée au Bureau général de la Fédération, comprenant jusqu'au 11 juillet 1793, les déclarations pour la Fédération.

17 juillet 1793.  
Original, A. N., P<sup>re</sup>, Seine.

1323. — Adresse de l'Assemblée aux citoyens de Paris, enregistrée au Bureau général de la Fédération, comprenant jusqu'au 11 juillet 1793, les déclarations pour la Fédération.

17 juillet 1793.  
Original, A. N., P<sup>re</sup>, Seine.

1324. — Adresse de l'Assemblée aux citoyens de Paris, enregistrée au Bureau général de la Fédération, comprenant jusqu'au 11 juillet 1793, les déclarations pour la Fédération.

17 juillet 1793.  
Original, A. N., P<sup>re</sup>, Seine.

1325. — Adresse de l'Assemblée aux citoyens de Paris, enregistrée au Bureau général de la Fédération, comprenant jusqu'au 11 juillet 1793, les déclarations pour la Fédération.

17 juillet 1793.  
Original, A. N., P<sup>re</sup>, Seine.

1326. — Adresse de l'Assemblée aux citoyens de Paris, enregistrée au Bureau général de la Fédération, comprenant jusqu'au 11 juillet 1793, les déclarations pour la Fédération.

17 juillet 1793.  
Original, A. N., P<sup>re</sup>, Seine.

1320. — Adresse des fédérés des départements de la région parisienne.

Original signé. A. N., C 453, n° 275.

Ed. Archives parlementaires, t. XLVII, p. 304.

1321. — Lettre de M. Pétion, maire de Paris, au président de l'Assemblée législative.

Original signé de M. Pétion. Original et copie de la lettre adressée aux fédérés arrivés à Paris du 18 au 25 juillet 1792, dont 922 pour la Fédération et 120 pour le camp, l'autre contenant le relevé des citoyens enrôlés les dimanche, lundi et mardi (1600), sont conservés.

25 juillet 1792.

Original signé. A. N., C 453, n° 275.

1322. — Lettre des commissaires de la Fédération à la section du Faubourg Montmartre, sollicitant l'envoi de nouvelles soumissions pour recevoir les fédérés qui se présentent, soit pour le camp, soit pour les frontières, vu leur affluence et l'impossibilité de les loger.

29 juillet 1792.

Original signé. A. N., Mss. nouv. acq. fr. 2686, fol. 17.

1323. — Décret de l'Assemblée législative, ordonnant le dépôt aux Archives nationales des outils qui ont servi à poser la première pierre de la colonne de la Liberté sur les ruines de la Bastille, outils présentés par M. Palloy, et dans la salle des séances, de la pierre sur laquelle est gravé le Décret de la Convention de l'Union.

31 juillet 1792.

Extrait du procès-verbal, A. N., C 453, n° 275.

Ed. Archives parlementaires, t. XLVII, p. 304.

1324. — Adresse présentée à l'Assemblée législative, au nom des fédérés d'Ille-et-Vilaine et de la Mayenne, à l'effet d'obtenir la réintégration dans leurs fonctions de Pérons et de Bourgeois de ces deux départements, et déclarant que, si ce vœu n'est pas émis, les fédérés se réuniront qu'une cérémonie facétieuse et tendue de crêpes.

1<sup>er</sup> août 1792.

Original signé de M. de la Harpe. Original et copie.

1325. — Adresse des fédérés des départements réunis dans la capitale à l'Assemblée législative, la suppliant de leur accorder un subsidé de 30 sols par jour, pour permettre à ceux qui n'ont point de ressources de vivre pendant leur séjour à Paris.

1<sup>er</sup> août 1792.

Original revêtu de nombreuses signatures. A. N., C 453, n° 275.

Renvoyé à la Commission extraordinaire des 12, le 1<sup>er</sup> août.

Ed. Archives parlementaires, t. XLVII, p. 486.

1326. — Décret de l'Assemblée législative, portant que les fédérés qui se trouvent actuellement à Paris, recevront leur solde à dater du jour de leur arrivée, ainsi que leurs frais de route.

11 août 1792.

Extrait du procès-verbal, A. N., C<sup>1</sup> I 61, fol. 5736 r<sup>o</sup>.

Ed. Archives parlementaires, t. XLVIII, p. 16.

1327. — Adresse des fédérés des départements à l'Assemblée législative, lui rappelant que, vingt-quatre heures après le 10 août, ils ont vu de leurs yeux l'établissement d'une cour martiale pour punir les traîtres qui ont versé le sang de leurs frères, et réclamant l'exécution de ce décret.

11 août 1792.

Original signé. A. N., C 453, n° 275.

Ed. Archives parlementaires, t. XLVIII, p. 128.

1328. — Lettre de M. Palloy au président de l'Assemblée législative, à l'effet d'obtenir le paiement par le Trésor de 42,000 livres, montant de ses premières avances pour le salaire des ouvriers qui ont travaillé place de la Liberté, avec ses remerciements pour la coupe de crêpes qu'on lui a donnée en lui confiant les travaux du château des Tuileries.

17 août 1792.

Original signé. A. N., C 461, n° 354.

Ed. Archives parlementaires, t. XLVIII, p. 308.

1329. — Adresse des fédérés des départements réunis dans la capitale à l'Assemblée législative, se plaignant d'être





1336. — Délibération du Conseil exécutif provisoire, autorisant le ministre de l'intérieur à nommer des commissaires, qui assisteront, au nom du Conseil, au retrait des objets déposés sous les fondations de la colonne de la Liberté et à leur destruction sur place.

4 mai 1793.

Extrait des procès-verbaux du Conseil exécutif provisoire, A. N., AF<sup>2</sup> II 2, fol. 286 ; extrait signé, A. N., C 182, n° 102.

Ed. F.-A. AULARD, *Recueil des actes du Comité de salut public*, t. III, p. 600.

1337. — Procès-verbal de la destruction au moyen du mouton national, en présence des commissaires de la Convention nationale, de ceux du Conseil exécutif provisoire et de deux administrateurs du Département, des objets trouvés dans un coffre en bois de cèdre retiré des fondations de la colonne de la Liberté, savoir : 1° une pierre de la Bastille, où étaient sculptées en bas-relief les effigies de Louis XVI, de Bailly et de Pastoret, premiers présidents de la Constituante et de la Législative ; 2° un assignat de 50 livres ; 3° plusieurs pièces de monnaie (un écu de 6 livres, une pièce de 30 sols, une de 15 sols, une de 2 sols et une de 1 sol ; 4° quatre médailles de fer provenant des chaînes de la Bastille, données au ci-de-

vant Roi, à ses ministres, aux députés à la Constituante, à ceux de la Législative ; 5° un manuscrit sur vélin contenant la Constitution décrétée en 1789, 1790 et 1791, manuscrit couvert de deux feuilles de cuivre ; 6° une table d'airain sur laquelle avait été gravée la Déclaration des Droits, placée en tête de ladite Constitution ; les débris de ces objets, recueillis dans la même boîte de cèdre, ayant été transportés aux Archives nationales.

5 mai 1793.

Original portant les signatures des ambassadeurs, Legendre, Rühl, Charlier, députés commissaires de la Convention, Champagnoux, et Le Camus, commissaires du Conseil exécutif provisoire, Houzeau et Bezot, administrateurs du Département, Palloy et Rosier, l'un des commis de la Convention, secrétaire de la Commission, avec une copie collationnée, signée de Baudin, A. N., Armoire de fer, AE I 9, n° 1.

Ed. *Musée des Archives nationales*, n° 1357.

1338. — Décret de la Convention nationale, ordonnant le dépôt aux Archives nationales du procès-verbal dressé par ses commissaires, à l'occasion du retrait du coffre se trouvant sous la colonne de la Bastille et des objets y contenus.

7 mai 1793.

Extrait conforme, A. N., C 182, n° 102.

Ed. *procès-verbal de la Convention nationale*, t. XI, p. 113.

## 25. — Troubles à Paris (15-31 juillet).

1339. — Lettre adressée au procureur général syndic du département de Rhône-et-Loire, l'avisant du passage à Orgon et à Avignon de 600 Marseillais armés, qui trainent après eux deux pièces de canon, et se rendent à Paris pour forcer le Roi à retirer son veto sur les deux décrets des prêtres et du camp de Paris, et exprimant le vœu que Lyon les empêche d'aller plus loin.

15 juillet 1792.

Copies, A. N., F 1052.

1340. — Lettre de M. Varennes de Champfleury, maréchal de camp, à M. de Laporte, demandant une carte d'entrée au

château des Tuileries, dont l'accès lui a été refusé, et un moment d'entretien, où il prouvera qu'il est digne de se sacrifier pour son Roi.

15 juillet 1792.

Original, A. N., C 192, n° 160<sup>18</sup>.

1341. — Rapport de police des agents Niquille et Gautier, renseignant sur les allées et venues de Lafayette et de divers personnages, ainsi que sur le renfort envoyé de Grenchenoy aux Suisses casés à l'hôtel de Brionne.

16 juillet 1792.

Original signé, A. N., F 1058<sup>1</sup> copies, A. N., F<sup>2</sup> 4387.



sement aux Français, en titres et en titres, sous l'égide des titres.

23 juillet 1792.

Original, A. N., C 187, n° 100.

Ed. *Le Logographe*, journal national, numéro du 27 juillet 1792, p. 857.

1340. — Lettre de M. Cozzette à M. Pontaux, secrétaire de M. de La Fayette, déclarant qu'il ne peut tout pas se laisser aller au dévouement dans cette circonstance, qu'il aime le grand bien, et que, dans les malheurs de la patrie, il ne peut se laisser aller.

23 juillet 1792.

Original, A. N., C 187, n° 100.

Ed. *Le Logographe*, journal national, numéro du 27 juillet 1792, p. 857.

1341. — Déclaration de la section des Turbans, manifestant son mécontentement de l'attitude des grenadiers du bataillon des Petits Paris, et de quelques autres, sous les ordres de son capitaine, dans la cour du Manège, ont dispersé les rassemblements avec audace et se sont constitués en comité de sûreté et de tranquillité, satellites du despotisme.

23 juillet 1792.

Original, A. N., C 187, n° 100, acq. fr. 2067, fol. 101.

1342. — Lettre de M. de Saint-Alouarn, commandant de section, près l'Assemblée législative, à l'Assemblée, annonçant avoir arrêté une patrouille de la 3<sup>e</sup> division, de la rue Saint-Martin, qui, sans en avoir reçu l'ordre, était venue troubler le lieu des séances, comme elle l'avait fait la veille, en maltraitant le peuple, et qu'il y a lieu de craindre qu'on veuille effrayer l'Assemblée et l'empêcher de sauver la patrie.

23 juillet 1792.

Original, A. N., C 187, n° 100, acq. fr. 2067, fol. 101.

Ed. *Le Logographe*, journal national, numéro du 27 juillet 1792, p. 857.

Ed. *Le Logographe*, journal national, numéro du 27 juillet 1792, p. 857.

Ed. *Le Logographe*, journal national, numéro du 27 juillet 1792, p. 857.

Ed. *Le Logographe*, journal national, numéro du 27 juillet 1792, p. 857.

se font sentir à chaque instant dans la capitale, la permanence des sections de Paris.

25 juillet 1792.

Extrait du procès-verbal, A. N., C 187, n° 100.

Ed. *Archives parlementaires*, t. XLVII, p. 117.

1343. — Décret de l'Assemblée législative, déclarant que la terrasse des Feuillants, depuis la porte du Manège jusqu'à celle de l'Orangerie, est comprise dans l'enceinte extérieure de l'Assemblée et sous sa police.

25 juillet 1792.

Extrait du procès-verbal, A. N., C 187, n° 100, fol. 5366 r<sup>o</sup>.

Ed. *Archives parlementaires*, t. XLVII, p. 141.

1353. — Lettre de M. Palloy au maire de Paris, l'avertissant que le diner offert par les citoyens patriotes aux fédérés sur le terrain de la Bastille, et différé en raison de la proclamation de la patrie en danger, est définitivement fixé au jeudi 26.

25 juillet 1792.

Copie, B. N., Mss., nouv. acq. fr. 108, fol. 197.

Ce banquet civique commença vers 4 h. 1/2, on y chanta la *Marseillaise*, et aucun incident n'aurait troublé la fête, sans la mésaventure du nouveau ministre de l'intérieur, M. Champion, qui s'y rendit déguisé et faillit être victime de son imprudence.

Cf. *Le Courrier des 83 départements*, par Gorsas, numéro du 28 juillet 1792, p. 419.

1356. — Lettre du chevalier Aléno de Saint-Alouarn, gentilhomme breton, venu à Paris pour faire un rempart de son corps au meilleur des Rois et à son auguste famille, à M. de Laporte, sollicitant une carte de section pour lui-même et ses Turbans.

25 juillet 1792.

Original signé, A. N., C 192, n° 16018.

V. dans C 187, parmi les pièces communiquées à Louis XVI par la Commission des 21.

Ed. *Le Logographe*, journal national, numéro du 27 juillet 1792, p. 857.

1357. — Déclaration faite par le sieur Landrin, commissaire de la section du Faubourg-Montmartre, au sujet de l'examen des hauteurs de Montmartre par

trous (trous dans les Sabots Louis) : tous le font s'y placer les faubourgs et les communes qui les environnent, de la Ville d'Orléans jusqu'aux communes de la Vallée d'Ardennes, pour manifester sans cesse la dévotion et la Pitié.

26 juillet 1792.

Commissaire de la P. N., A. N., C 487 (2<sup>e</sup> inventaire, n° 91); copie, A. N., F<sup>7</sup> 4387.

Ed. *Revue parlementaire*, 1891, t. I, p. 100. — *Id.* *Revue parlementaire*, 1891, t. I, p. 100. — *Id.* *Revue parlementaire*, 1891, t. I, p. 100. — *Id.* *Revue parlementaire*, 1891, t. I, p. 100.

1361. — Lettre de M. Pétion, maire de Paris, au président de l'Assemblée législative, levant la consigne qui défendait de se réunir dans les églises, le Palais de la salle de l'Assemblée, à l'exception des accidents ou les citoyens aux autres de cette pour les Français ne pouvant entrer.

26 juillet 1792.

Minute, A. N., C 453, n° 279.

Ed. *Archives parlementaires*, t. XI.VII, p. 152.

1362. — Lettre de M. Compagnon, ministre de l'Intérieur, au président de l'Assemblée législative, annonçant que, sur le bruit répandu dans Paris de l'existence d'un amas d'armes et d'habits aux Tuileries, il s'était transporté chez le Roi au milieu de la nuit et qu'après de constater la fausseté de ce bruit, celui-ci avait fait le matin le jour même, par le Maire de visiter le château, fussent conduits partout, mais que l'exécution de cette mesure, si essentielle pour la tranquillité du Roi, subissait des retards et soulevait des difficultés.

26 juillet 1792.

Minute, A. N., C 453, n° 279.

Ed. *Archives parlementaires*, t. XI.VII, p. 171.

1363. — Lettre de M. Compagnon, ministre de l'Intérieur, au président de l'Assemblée législative, annonçant que, sur le bruit répandu dans Paris de l'existence d'un amas d'armes et d'habits aux Tuileries, il s'était transporté chez le Roi au milieu de la nuit et qu'après de constater la fausseté de ce bruit, celui-ci avait fait le matin le jour même, par le Maire de visiter le château, fussent conduits partout, mais que l'exécution de cette mesure, si essentielle pour la tranquillité du Roi, subissait des retards et soulevait des difficultés.

1364. — Lettre de M. Pétion, maire de Paris, au président de l'Assemblée législative, annonçant que, sur le bruit répandu dans Paris de l'existence d'un amas d'armes et d'habits aux Tuileries, il s'était transporté chez le Roi au milieu de la nuit et qu'après de constater la fausseté de ce bruit, celui-ci avait fait le matin le jour même, par le Maire de visiter le château, fussent conduits partout, mais que l'exécution de cette mesure, si essentielle pour la tranquillité du Roi, subissait des retards et soulevait des difficultés.

ont soulevé des difficultés qui nécessitent la réunion du Corps municipal convoqué pour le soir même.

26 juillet 1792.

Minute, A. N., C 453, n° 279. — *Id.* *Revue parlementaire*, 1891, t. I, p. 100. — *Id.* *Revue parlementaire*, 1891, t. I, p. 100. — *Id.* *Revue parlementaire*, 1891, t. I, p. 100.

1365. — Lettre de M. Pétion, maire de Paris, au président de l'Assemblée législative, le mettant au courant des événements de la nuit et de la matinée, lui faisant connaître qu'instruit du projet formé de réunir en masse les fédérés et les faubourgs pour se jeter sur l'Assemblée et les Tuileries, il s'était transporté à minuit aux faubourgs Saint-Antoine et Saint-Marceau sans constater rien d'anormal; mais que, vers 5 heures du matin, le tocsin ayant sonné et la générale ayant été battue dans le faubourg Saint-Antoine, il s'y était rendu et avait trouvé un concours prodigieux de citoyens armés et munis de leurs canons, et qu'il avait réussi à leur faire entendre la voix de la raison, ajoutant qu'il avait rendu compte de ces événements au Conseil général et donné des ordres au Commandant général pour tenir sur pied des forces imposantes.

27 juillet 1792.

Minute, A. N., C 453, n° 279. — *Id.* *Revue parlementaire*, 1891, t. I, p. 100. — *Id.* *Revue parlementaire*, 1891, t. I, p. 100. — *Id.* *Revue parlementaire*, 1891, t. I, p. 100.

1366. — Lettre de M. Compagnon, ministre de l'Intérieur, au président de l'Assemblée législative, annonçant que, sur le bruit répandu dans Paris de l'existence d'un amas d'armes et d'habits aux Tuileries, il s'était transporté chez le Roi au milieu de la nuit et qu'après de constater la fausseté de ce bruit, celui-ci avait fait le matin le jour même, par le Maire de visiter le château, fussent conduits partout, mais que l'exécution de cette mesure, si essentielle pour la tranquillité du Roi, subissait des retards et soulevait des difficultés.

26 juillet 1792.

Minute, A. N., C 453, n° 279. — *Id.* *Revue parlementaire*, 1891, t. I, p. 100. — *Id.* *Revue parlementaire*, 1891, t. I, p. 100. — *Id.* *Revue parlementaire*, 1891, t. I, p. 100.

1367. — Lettre du sieur Goussot, grenadier du 2<sup>e</sup> bataillon de la 6<sup>e</sup> légion, au président de l'Assemblée législative, exposant qu'en se rendant à l'Assemblée législative, il avait vu les fédérés et les faubourgs pour se jeter sur l'Assemblée et les Tuileries, et qu'il avait réussi à leur faire entendre la voix de la raison, ajoutant qu'il avait rendu compte de ces événements au Conseil général et donné des ordres au Commandant général pour tenir sur pied des forces imposantes.



de passer ces limites », et que celle des Feuillants serait respectée.

27 juillet 1792.

Original signé, A. N., D XL 14, n° 60.

Reçu par la Commission extraordinaire des 12, le 28 juillet.

1363. — Lettre du sieur Devergile, notaire, commissaire de la section de la Roche-Montreuil, au président de l'Assemblée législative, remettant un exemplaire d'une affiche (sur papier gris bleu) déposée au comité de la section par deux particuliers, affiche libellée en ces termes :

« Quiconque fera feu sur le peuple et ses chefs, sera mis à mort sur le champ, tous ceux qui joindront la colonne du peuple seront à l'abri de tous les accidents. »

27 juillet 1792.

Original signé, A. N., D XL 14, n° 60.

Ch. Le Comte des 83 départements, par Gorsas, numéro du 28 juillet 1792, p. 421.

Recueil de Ro. N., *Histoire parlementaire de la Révolution Française*, t. XVI, p. 189.

1364. — Rapport de police d'un sieur Barrot, etalissant, d'après le témoignage d'un officier municipal de Vaugirard, la présence à Monton de 200 anciens gardes du corps, armés de gros bâtons, qui menacent la population.

27 juillet 1792.

Original signé, A. N., C 187 (2<sup>e</sup> inventaire), n° 93; copie, A. N., F<sup>7</sup> 4387.

Ed. *Recueil des pièces justificatives de l'acte du 10 août*, par la Commission des 21 (2<sup>e</sup> inventaire), n° 93, p. 193.

1365. — Décret de l'Assemblée législative, portant que la municipalité de Paris sera tenue de rendre compte, sous trois semaines, au Comité de la section, de la situation du château de Tuileries des particuliers entrés en possession de ce service, et lui ordonnant de veiller à l'exécution de ce décret, et de lui adresser le rapport de son service.

28 juillet 1792.

Ed. *Recueil des pièces justificatives de l'acte du 10 août*, par la Commission des 21 (2<sup>e</sup> inventaire), n° 93, p. 193.

Ed. *Recueil des pièces justificatives de l'acte du 10 août*, par la Commission des 21 (2<sup>e</sup> inventaire), n° 93, p. 193.

1366. — Décret de l'Assemblée législative, confiant aux inspecteurs de la salle le soin d'arrêter les mesures de police pour le maintien du bon ordre sur la terrasse des Feuillants, et chargeant le Comité des domaines de faire, sous trois jours, un rapport sur la question de savoir si la jouissance du jardin des Tuileries appartient exclusivement au Roi.

28 juillet 1792.

Extrait du procès-verbal, A. N., C<sup>o</sup> I 60, fol. 5418 <sup>re</sup>.

Ed. *Archives parlementaires*, t. XLVII, p. 228.

V. le pétition reproduite par les *Comptes des 83 départements*, numéro du 29 juillet 1792, p. 122, pétition demandant le rapport du décret qui accordait les Tuileries au Roi.

1367. — Lettre de M. De Joly, ministre de la justice, au président de l'Assemblée législative, rappelant qu'il n'existe point de loi contre ceux qui provoquent au pillage, au meurtre, à l'assassinat, que, hier encore, des crimes ont été commis et que leurs auteurs demeurèrent impunis, faute de loi qui fixe les peines qu'ils ont méritées, annonçant en même temps l'envoi au Tribunal criminel du décret qui ordonne de poursuivre le sieur Parent et autres écrivains incendiaires.

28 juillet 1792.

Original signé, A. N., C 187, n° 290.

Ed. *Le Logographe*, journal national, numéro du 29 juillet 1792, p. 868.

*Archives parlementaires*, t. XLVII, p. 251.

V. le décret des 8, 20 juillet contre l'abbé Parent et le libraire Senneville.

1368. — Déclaration du sieur Julien Tissier, reçue au Département de Police, répétant des propos d'après lesquels on regrettaient que les sans-culottes des faubourgs n'eussent pas marché, parce qu'on avait de la mitraille pour eux, et que 7 à 800 bons royalistes étaient prêts à se porter au château des Tuileries en cas de besoin.

28 juillet 1792.

Original signé, A. N., C 187 (2<sup>e</sup> inventaire), n° 72.

Ed. *Recueil des pièces justificatives de l'acte du 10 août*, par la Commission des 21 (2<sup>e</sup> inventaire), p. 169, n° 72.

Ed. *Recueil des pièces justificatives de l'acte du 10 août*, par la Commission des 21 (2<sup>e</sup> inventaire), p. 169, n° 72.



passé des bouillottes pour brûler et de requérir du Commandant de la garde nationale une augmentation de 40 hommes pour la garde nationale de l'Assemblée, avec dissolution de l'Assemblée, portant qu'il n'y a rien à discuter sur ce projet de décret.

30 juillet 1792.

Minute, A. N., C 153, n° 282.

Ed. Archives parlementaires, t. XLVII, p. 273.

1377. — Admission à la barre de l'Assemblée législative de pétitionnaires de la garde nationale, de service aux Tuileries, qui se plaignent des Marseillais et demandent leur renvoi de Paris, avec récit de la scène sanglante qui s'était passée aux portes du château, où les marseillais, *Vive le Roi!* et les autres, *Vive le Roi! vive la Reine! vive Lafayette!* et dénonciation par un député du langage tenu dans la salle des séances par un officier de la garde nationale, qui avait dit « que si l'Assemblée ne faisait pas justice des Marseillais, ils s'en vengeraient, et qu'avant 3 heures du matin il n'y aurait pas un seul Marseillais à Paris », avec décret ordonnant d'amener à la barre l'officier en question.

30 juillet 1792.

Extrait du procès-verbal, A. N., C 153, n° 275.

Ed. Archives parlementaires, t. XLVII, p. 273.

1378. — Décret de l'Assemblée législative, décidant qu'extraît du procès-verbal relativement aux scènes de désordre des Tuileries serait sur le champ adressé au pouvoir exécutif, pour donner les ordres nécessaires au maintien de la tranquillité publique.

30 juillet 1792.

Extrait du procès-verbal, A. N., C 153.

Ed. Archives parlementaires, t. XLVII, p. 303.

1379. — Déclaration des agents Jean Niquille et Philippe Gautier, reçue au Département de Police, portant que le sieur Niquille a ramassé au Palais-Royal, passage du Théâtre-des-Variétés, un écrit intitulé *Le Véritable Complot d'assassiner le Monarque à Paris, de l'ordre à troubler l'ordre et la tranquillité publique,*

comme provoquant les citoyens de Paris au crime.

30 juillet 1792.

Original signé, A. N., P<sup>7</sup> 36881; copie, A. N., C 153.

Ed. Archives parlementaires, t. XLVII, p. 282.

*Le Véritable Complot d'assassiner le Monarque à Paris.*

Page 117.

Original signé, A. N., C 153, n° 282.

Imprimé brûlé sur les bords, trouvé aux Tuileries, sous le nom de la Commission de la Reine, A. N., C 153, n° 100.

Ed. Archives parlementaires, t. XLVII, p. 282.

Commissaire par le ci-devant Roi, n° 101, p. 86.

La Commission de la Reine et le départ forcé de Louis XVI, que l'Assemblée entraînerait hors de Paris, A. N., C 187, n° 134.

1380. — Déclaration du sieur François Millet, conducteur des haras de France, reçue au Département de Police, portant que M. d'Hénar (de la Panouzie), gentilhomme du comte d'Artois, l'a fait venir en son hôtel, rue des Francs-Bourgeois, pour le charger de fabriquer des cartouches à balle.

30 juillet 1792.

Original signé, A. N., C 187 (2<sup>e</sup> inventaire, n° 45); copie, A. N., P<sup>7</sup> 4387.

Ed. Archives parlementaires, t. XLVII, p. 303.

1381. — Déclaration de François-Louis Cordelle et Jacques-Guillaume Dugué, reçue au Département de Police, faisant connaître que, depuis trois semaines, se trouvent à la pointe de l'île Saint-Louis, deux bateaux chargés de 320 barils de biscuets, de 180 bombes et de quantité de boulets, bateaux sans gardiens.

31 juillet 1792.

Original signé, A. N., C 187 (2<sup>e</sup> inventaire), n° 46.

Ed. Archives parlementaires, t. XLVII, p. 303.

Les 2 = Déclaration du sieur Poyet au  
 sujet de la saisie de Lax, par laquelle  
 le Agent de police Rouet prouve que  
 tous les habitants possédant des Bouillottes se  
 donnent rendez-vous nombre d'individus,  
 qui souvent viennent en uniforme et res-  
 semblent en habit bourgeois.

1702

01/11/2014 11:58:26

1987-1988 A N I = 1087

10. *Abstracts* are published quarterly in the *Journal of the American Chemical Society*, and are available to members of the American Chemical Society at a special rate of \$10.00 per year.

1788. — L'abbé de M. CROIX, ministre de l'intérieur, au président de l'Assemblée législative, le prévenant de l'envoi par lui fait au procureur général syndic du Département, du décret du 30 juillet, qui charge le pouvoir exécutif de donner les ordres nécessaires au maintien de la tranquillité publique, et de la publication d'une proclamation de Louis XVI relative aux excès du 30 juillet, avec copie de la proclamation.

31 millet 1792.

Original et copie (2 p.), A. N., D XL 17,

[illegible]

1784. — Proclamation de Louis XVI, exprimant sa profonde indignation pour les scènes de violence qui ont troublé la capitale, déclarant qu'il a prescrit au ministre de la justice de dénoncer à son commissaire près le Tribunal criminel les attentats commis le 30 juillet et enjoignant au département et à la ville de réprimer tous les moyens pour rétablir l'ordre, ainsi qu'à tous les amis de la patrie et de la liberté de donner force à la loi.

18. *Journal of Management Studies*, 1998, 35, 1, 1-14.

Capacity is in dB (5 MHz, 10 and 20A) constant  
 $\lambda = 3000$  THz

[illegible]

THE UNIVERSITY OF CHICAGO LIBRARY

[illegible]

exemplaires (imprimés) de la lettre écrite le jour même, sur l'ordre du Louis XVI, au commissaire du Roi près le Tribunal criminel du Département de Paris, afin de convaincre l'Assemblée de la célérité des mesures prises par le pouvoir exécutif dans cette circonstance. En somme, son rôle est porté avec tant d'audace atteinte à la liberté et à la sûreté des citoyens.

31 millet 1792.

XL 11, n° 60

Cf. *Archives parlementaires*, t. XLVII, p. 340

1386. — Lettre du ministre de la justice à M. Pétion, maire de Paris, lui demandant, au nom du Roi, si les deux citoyens, constitués prisonniers de guerre par les citoyens armés des départements qui séjournent dans la capitale en ce moment, ont été remis en liberté, avec réponse de M. Pétion, déclarant qu'ils se trouvent entre les mains du juge de paix, et qu'il fait son possible pour ramener le calme et rétablir l'ordre.

A. J. G. van der Grinten, J. P.

Minute et original signés (2 p.), Arch. du

soille à l'Assemblée législative, dénonçant les menées d'anciens gardes du Roi, soutenus par la Liste civile, qui se glissent dans leurs rangs pour y semer la division et veulent armer contre eux la garde nationale, et demandant la production des registres de l'ex-garde du Roi, pour exclure ces soldats de la garde parisienne.

.44 millet 1792

de Garnier, commandant en second des Mar-

History is a continuous evolution, and the  
17) present day is a part of it.

[illegible]

salut et de pistolets, et demandant justice de ces assassins qui ont versé le sang de leurs concitoyens.

Original, 1792.

Original signé, A. N., C 154, n° 29298.

Ed. Archives parlementaires, t. XLVII, p. 400.

1389. — Lettre de M. Moisson, commandant des fédérés de Marseille, au président de l'Assemblée législative, priant d'ajourner l'examen de leur affaire, n'ayant pas été entendus par l'Assemblée, tandis qu'elle a entendu les représentants de la section des Filles-Saint-Thomas, qui, après avoir provoqué les Marseillais par des menaces, des propos contre-révolutionnaires et des voies de fait, ont trouvé mauvais que les fédérés de Marseille se soient défendus.

Original, 1792.

Original signé, A. N., C 154, n° 2923.

1390. — Lettre de recommandation en faveur d'un Allemand nommé Gass, chef de la chimie à la manufacture de Sèvres, inventeur d'un procédé qui permet de tirer avec un fusil ou pistolet, 6, 8, 10 et jusqu'à 15 coups de seconde en seconde, ce qui constituerait pour le Roi une arme redoutable.

Sans date, mais 1792.

Original, A. N., C 192, n° 160.

1391. — Pétition des fédérés de Marseille à l'Assemblée législative, contenant l'exposé de leurs griefs, montrant que la cour désirait voir les Marseillais, fatigués d'une route de deux cents lieues et dînant tranquillement aux Champs-Élysées, battus par des contre-révolutionnaires mieux armés qu'eux, et que, l'événement n'ayant pas répondu à son attente, le Roi, jouant le rôle de défenseur officieux des grenadiers des Filles-Saint-Thomas, avait dénoncé et fait poursuivre les Marseillais, déclarant en outre qu'ils resteraient en otages à Paris jusqu'à ce que la procédure fût terminée, et, jusqu'à nouvel ordre, mettant l'Assemblée en demeure de pourvoir à leur subsistance.

Original, 1792.

Original signé, à M. Moisson et le commandant.

T. IV.

mandats en premier et en second des Marseillais, A. N., D XL 7, n° 12.

Renvoyé à la Commission extraordinaire des 12 et au Comité de surveillance réunis, le 2 août. Ed. Archives parlementaires, t. XLVII, p. 400.

1392. — Lettre des fédérés de Marseille au président de l'Assemblée législative, au sujet du renvoi de leur pétition à la Commission extraordinaire des 12, objectant que leur demande, ayant trait surtout à leur subsistance, ne saurait être renvoyée, et priant instamment de faire en sorte que le Comité s'en occupe de suite.

3 août 1792 (date par erreur 4, 5 juillet).

Original signé, au nom des fédérés de Marseille, par Garnier, commandant en second, et par Tardieu, quartier-maître trésorier, A. N., D XL 7, n° 12.

1393. — Lettre du ministre de la justice au commissaire du Roi près le Tribunal criminel du Département de Paris, à l'effet d'être renseigné sur l'état des poursuites contre les auteurs des violences exercées, le 30 juillet, sur un grand nombre de citoyens, et réponse de M. Jehanne, portant qu'il a dénoncé à l'accusateur public les lâches atrocités qui ont si tristement signalé le 30 juillet dernier et qu'on va sévir contre les chefs des bandes qui font maintenant de la capitale un théâtre d'assassinats et d'horreurs.

3 août 1792.

Minute et original (2 p.), Arch. du ministère de la justice.

1394. — Adresse du sieur Hochon à l'Assemblée législative, déclarant que les brigands et les scélérats, qui ont arraché les cocardes aux Champs-Élysées et massacré ceux qui les portaient, ne doivent pas être des Marseillais, incapables de pareilles férociétés, mais de prétendus fédérés.

(6 août 1792).

Original, A. N., D XL 14, n° 60.

1395. — Lettre du sieur Collin, avoué près les tribunaux, à M. De Joly, ministre de la justice, se plaignant de son incarcération à l'Abbaye, à la suite de l'affaire du 30 juillet, aux Champs-Élysées, et deman-



1395. — Réponse du ministre, lui donnant l'assurance qu'il va s'enquérir auprès de M. Menjaud, juge de paix des Tuileries, des causes de sa détention, et lettre à M. Menjaud.

9 août 1792.

Original, A. N., C 187 (1<sup>er</sup> inventaire, p. 40).

1396. — Déclaration de M. Louis-Denis Collenot d'Angremont, au sujet de la part qu'il avait prise, sur l'invitation de M. Terrier de Monciel, ministre de l'intérieur, à l'organisation d'un service de police contre les factieux et malveillants, du 15 juillet au 1<sup>er</sup> août 1792, à l'occasion duquel il s'était abouché avec divers citoyens de Paris, savoir MM. Armand Dessonville et Maingot, et déclaration d'envoi d'interrogatoire (13 août 1792) de la remise d'un certain nombre de bulletins

de rapports à MM. Terrier, Leclerc et Le Joly.

13 août 1792.

Original signé, A. N., C 187 (1<sup>er</sup> inventaire, p. 40).

1397. — Interrogatoire subi par devant le Tribunal révolutionnaire par Denis Carbillot, menuisier, au sujet du dîner picnique, à 3 livres 15 sols par tête, auquel il aurait assisté, le 30 juillet, aux Champs-Élysées, dîner qui avait amené un conflit entre les grenadiers du bataillon des Filles-Saint-Thomas et les Marseillais, et pendant lequel on aurait crié : Vive le Roi ! et projeté le massacre des Marseillais.

12 floréal an II.

Original, A. N., W 357, n° 748, pièce 7.

1398. — H. Weiss, *Histoire du Tribunal révolutionnaire de Paris*, t. III, p. 369.

## 26. — Dons patriotiques pour la guerre (juin-juillet).

1398. — Adresse de la section de l'Oratoire à l'Assemblée législative, déposant, pour être consacré aux frais de la guerre, un don de 9,495 livres 2 sols, dont 221 livres 1 sol en argent, et signalant les sacrifices méritoires que se sont imposés deux citoyennes misérables, qui ont remis aux commissaires de la section leurs dernières ressources.

1<sup>er</sup> juin 1792.

Original, A. N., C 187 (1<sup>er</sup> inventaire, p. 40).

1399. — Adresse de la section de l'Oratoire à l'Assemblée législative, accompagnant le dépôt sur l'autel de la patrie de leur modeste offrande pour la guerre, qui suffirait pour fournir des armes à tous les gardes de la Nation, et leur

remercier les citoyens de la section qui composent cette section, à leur haine pour la tyrannie et la monarchie.

1<sup>er</sup> juin 1792.

Original signé de J. Charron, A. N., C 152.

1400. — Adresse de la section de l'Oratoire à l'Assemblée législative, déposant pour les frais de la guerre une somme de 3,923 livres 8 sols, dont 130 livres en argent, et déclarant que tous sont prêts à verser leur sang pour la défense de la patrie, de la Constitution et de la liberté, avec lettre d'envoi de M. Bénard, commandant du bataillon.

8 juin 1792.

Original, A. N., C 187 (1<sup>er</sup> inventaire, p. 40).

1401. — Lettre du sieur Latour, courrier du cabinet, citoyen du bataillon de l'Oratoire, au président de l'Assemblée législative, offrant une canne à pomme d'ivoire pour le sieur Bérthier, et l'envoi de sa canne à son frère, et l'envoi de sa canne à son frère.

2 juin 1792.

Original, A. N., C 187 (1<sup>er</sup> inventaire, p. 40).

1402. — Lettre de M. Pierre Bérthier, à l'Assemblée législative, offrant sa canne à son frère, et l'envoi de sa canne à son frère.

seul, qui forment actuellement 16 volumes, ornés de 87 gravures.

9 juin 1792.

Original signé, A. N., C 152, n° 270.

Ed. *Archives parlementaires*, t. XLV, p. 443.

1403. — Don patriotique de 130 livres, présenté à l'Assemblée législative par les Dames de la Halle, qui apportent le denier de la veuve, et déclarent qu'elles sont connues pour aimer la liberté, dont elles ont toujours joui, même dans les temps les plus orageux.

11 juin 1792.

Original, A. N., C 152, n° 270.

Ed. *Archives parlementaires*, t. XLV, p. 80.

1404. — Offrande patriotique par le sieur Chavessey, cocher de M. Lacoste, de 12 livres en argent, qu'il conserve depuis deux ans, avec 8 autres livres, offertes par une citoyenne patriote.

(14) juin 1792.

Original signé, A. N., C 152, n° 270.

Cf. *Archives parlementaires*, t. XLV, p. 192.

1405. — Adresse de la section de la Rue-Poissonnière à l'Assemblée législative, accompagnant un don volontaire de 4,800 livres; savoir, 4,590 livres en assignats, 144 livres en or et 66 livres en argent.

17 juin 1792.

Original signé, A. N., C 152, n° 270.

Ed. *Archives parlementaires*, t. XLV, p. 330.

1406. — Dépôt sur l'autel de la patrie, par le bataillon de Saint-André-des-Arts, de 1,011 livres 10 sols pour sa contribution aux frais de la guerre, en renouvelant le serment de verser jusqu'à la dernière goutte de son sang pour la défense de la liberté et de la Constitution.

18 juin 1792.

Minute, A. N., C 152, n° 270.

Ed. *Archives parlementaires*, t. XLV, p. 338.

1407. — Adresse des citoyens de la commune de Bercy, district de Bourg-la-Reine, à l'Assemblée législative, remettant une modique somme de 600 livres, qui constitue le superflu de leurs impôts, et attestant

leur patriotisme et leur amour pour la Constitution, sans phrases sonores.

21 juin 1792.

Original signé, A. N., C 152, n° 270.

Ed. *Archives parlementaires*, t. XLV, p. 443.

1408. — Adresse de la section des Enfants-Rouges à l'Assemblée législative, déposant sur le bureau la somme de 1,115 livres, comme contribution aux frais de la guerre, somme bien modique, qui eût été plus considérable si le riche avait donné son or avec autant d'empressement que la veuve, heureuse d'apporter son denier, et offrant du fer à défaut d'or contre les ennemis.

22 juin 1792.

Original et imprimé (2 p.), A. N., C 152, n° 270.

Ed. *Archives parlementaires*, t. XLV, p. 466.

1409. — Pétition adressée à l'Assemblée législative par le sieur Alexandre-Pierre-Isidore Ledrut, citoyen de la section de l'Arsenal, qui sacrifie ses modestes épargnes et déclare que les factieux de Coblenz n'effaceront une seule ligne de la Constitution qu'avec son sang, qu'il est prêt à verser pour sa défense.

(Juin 1792.)

Original signé, A. N., C 152, n° 270.

1410. — Adresse des citoyens et citoyennes de la section des Postes et du bataillon de Saint-Eustache à l'Assemblée législative, apportant pour la défense de la liberté le sol de la veuve, le denier du pauvre et l'écu du riche, qui forment ensemble une somme de 8,032 livres 3 sols, en or, argent, assignats et bijoux, qu'ils offrent patriotiquement à la patrie, se déclarant prêts à de plus grands sacrifices.

1<sup>er</sup> juillet 1792.

Original signé, A. N., C 153, n° 284.

Ed. *Archives parlementaires*, t. XLVI, p. 24.

1411. — Discours prononcé à l'Assemblée législative par Pierre Debout, prêtre citoyen, curé de Gentilly, Département de Paris, en annonçant l'offrande civique de sa paroisse pour les frais de la guerre, rappelant que la commune de Gentilly, qui ne compte qu'un petit nombre de



L'âme affranchie, sans place, qui ne peut se lever au secours de sa patrie par des sacrifices pécuniaires, lui fait hommage de sa personne, et l'héroïsme par son courage d'une Romaine et la haine des tyrans, elle serait heureuse de contribuer à leur destruction.

1422. — Lettre au sieur Alexandre Mesplet, marchand des employés aux Messageries, au président de l'Assemblée législative, faisant parvenir la somme de 246 livres 10 sols pour le troisième mois de leur contribution patriotique aux frais de la guerre.

27 juillet 1792.

Original signé, A. N., C 153, n° 284.  
Cf. Archives parlementaires, t. XLVII, p. 209.

1423. — Procès-verbal de l'assemblée générale de la section de l'Arsenal réunie

dans la sacristie de l'église de Saint-Louis-le-Châtelier, fixant à 2,169 livres 2 sols la contribution volontaire des habitants de la section pour subvenir aux frais de la guerre, et arrêtant le texte du discours qui doit être adressé à l'Assemblée nationale par le président, M. Concedieu, en remettant ce don patriotique, avec un état des sommes versées.

29 juillet 1792.

Copies conformes (3 p.), A. N., C 153, n° 284.  
Cf. Archives parlementaires, t. XLVII, p. 210.

1424. — Don patriotique de 610 livres pour les frais de la guerre, par la commune de Vaugirard, qui regrette de ne pouvoir offrir qu'une somme aussi modique en raison de l'exiguité de ses ressources, bien diminuées depuis la Révolution, mais déclare que les bras de ses habitants lui tiendront lieu de richesse pour défendre la patrie.

(Juillet 1792.)

Original signé, A. N., C 153, n° 284.

## § 27. — Proclamation de la Patrie en danger.

### Enrôlement et départ des volontaires (juillet-septembre).

1425. — Mémoire du ministre de la guerre sur les motifs et les moyens de former une armée d'observation en avant de la capitale.

(23 juin 1792.)

Copie, Arch. hist. de la guerre, Correspondance générale.

1426. — Interpellation sur les mesures qui ont été prises pour défendre les approches de la capitale.

23 juin 1792.

Copie, Arch. hist. de la guerre, Correspondance générale.

1427. — Lettre de M. Henri de Grimoard, maréchal de camp, attaché à la 15<sup>e</sup> division, au ministre de la guerre, proposant d'échelonner, sur les rives de la Seine, six compagnies de milices nationales de Paris, pour assurer les communi-

cations avec la Normandie au point de vue du ravitaillement.

2 juillet 1792.

Original signé, A. N., C 153, n° 284.  
Correspondance générale.

1428. — Décret de l'Assemblée législative, fixant les mesures extraordinaires à prendre lorsque la sûreté intérieure et extérieure de l'Etat sera menacée, et qu'un acte du Corps législatif aura déclaré la Patrie en danger.

Copie collationnée et signée du président et des secrétaires, A. N., A 113, n° 530.

1429. — Lettre de M. Lajard, ministre de la guerre, à M. Pétion, maire de Paris, le mettant au courant des dispositions qui doivent être concertées entre le pouvoir exécutif et la municipalité de Paris pour

le départ des rédempteurs (1) et à assurer leur cantonnement et leur subsistance.

7 juillet 1792.

Extrait de A. V. D. N. I 16 et 60.

1439. — Procès-verbal dressé par les commissaires de la municipalité de Paris, concernant les expéditions à la Halle Montmartre, d'un canon inventé par Louis Henry, capitaine des canonniers volontaires de la garde nationale.

7 juillet 1792.

Extrait de A. V. D. N. I 16 et 60. Correspondance générale.

1431. — Adresse du sieur Deniot, citoyen actif de Paris, à l'Assemblée législative, sur un rapport dans les termes les plus violents, que, si la Patrie est en danger, c'est l'Assemblée qui doit en être rendue responsable, pour avoir contraint le Roi à déclarer la guerre extérieure et avoir déchaîné la guerre civile par l'appui accordé à la faction des Jacobins, par l'accueil fait aux motions incendiaires, et menaçant les législateurs d'une nouvelle et prochaine révolution dont ils seront victimes.

7 juillet 1792.

Extrait de A. V. D. N. I 16 et 60.

1432. — PHILIPPE présente à l'Assemblée législative, au nom des cinquante mille Auvergnats, charbonniers, commissionnaires et porteurs d'eau, à Paris, qui offrent leurs bras à la Patrie et déposeront sous peu le fruit de leurs épargnes.

8 juillet 1792.

Original, sans date, de la commission. A. N. C 141 et 142.  
Extrait de A. V. D. N. I 16 et 60.

1433. — Lettre de JACQUES DE PÉRIE, « tous dévoués au service de l'Etat », à l'Assemblée législative, demandant leur admission à la barre, pour donner lecture à tous les citoyens d'une lettre de 800 000 citoyens, aux termes de laquelle ils proposent à l'Assemblée des mesures de sûreté et de salut public dans les moments de trouble et de danger de la Patrie.

8 juillet 1792.

Extrait de A. V. D. N. I 16 et 60.

V. le texte de cette pétition, lue par Collet-Delancey, député de Lorraine, et imprimé et distribué, dans les *Journal général de la Nation*, t. XLVI, p. 133.

1434. — Discours de la Convention législative sur la proposition de proclamer la Patrie en danger, et décision ordonnant l'impression des discours de Damourrette et Lamarque.

10 juillet 1792.

Extrait de A. N. C 153 et 154, 5158 et 5158 v<sup>o</sup>.

Extrait de A. V. D. N. I 16 et 60, 316.

1435. — Discours de l'Assemblée législative, chargeant les Comités militaire, diplomatique et la Commission extraordinaire des 12 de lui présenter, le lendemain matin, les moyens d'exécution dans le cas où l'on déclarerait que la Patrie est en danger, et les moyens d'y suppléer dans le cas contraire.

10 juillet 1792.

Extrait du procès-verbal, A. N., C 1 60, fol. 5158 v<sup>o</sup>.

Extrait de A. V. D. N. I 16 et 60, 316.

1436. — Acte du Corps législatif, déclarant la Patrie en danger.

11 juillet 1792.

Extrait du procès-verbal de l'Assemblée législative, sur la proposition de l'Assemblée, approuvant les Comités militaires, pour présenter, au Corps législatif, les moyens d'exécution dans le cas où l'on déclarerait que la Patrie est en danger, et les moyens d'y suppléer dans le cas contraire.

Extrait de A. N. C 153 et 154, 5158 et 5158 v<sup>o</sup>.

Le rapport imprimé, qui précède la déclaration du danger de la Patrie, est de Herault, député de Paris.

Voy. aussi les discours (imprimés), prononcés les 9, 10 et 11 juillet, par Brissot, député de Paris; Tronchet, député des Ardennes; Lamourrette, député de la Vendée; Lamarque, député de la Seine. A. N., AD XVIII 204, n<sup>o</sup> 80, AD XVIII 205, n<sup>o</sup> 1, 2, 3, 4.

Extrait de A. N. C 153 et 154, 5158 et 5158 v<sup>o</sup>.

Extrait de A. V. D. N. I 16 et 60, 316 et 317.



1437. — Décret de l'Assemblée législative, décidant qu'à partir du 18, le pouvoir exécutif lui rendra compte, tous les jours, du nombre des volontaires nationaux déjà arrivés à Paris et de ceux qui y arriveront successivement pour être incorporés dans l'armée de Soissons.

15 juillet 1792.

Minute, A. N., C 153, n° 277.

Cf. *Archives parlementaires*, t. XLVI, p. 481.

1438. — Décret de l'Assemblée législative, décidant, suivant le désir exprimé par les troupes de ligne en garnison à Paris d'être employées à la défense des frontières, que le pouvoir exécutif sera tenu de faire sortir sous trois jours les troupes de ligne cantonnées à Paris ou aux environs, et de les envoyer dans un périmètre supérieur à 30,000 toises.

15 juillet 1792.

Minute séance de Cloudeau, A. N., C 153, n° 277.

Ed. BUCHEZ et ROUX, *Histoire parlementaire de la Révolution française*, t. XVI, p. 5.

*Archives parlementaires*, t. XLVI, p. 484.

1439. — Lettre du ministre de la guerre à M. d'Affry, colonel des gardes suisses, l'informant que son régiment devra, comme les autres troupes de ligne, se retirer de Paris, au-delà de 30,000 toises, avec réponse de M. d'Affry, rappelant que, d'après les capitulations de 1763 et 1764, ce régiment est affecté au service du Roi.

16 juillet 1792.

Copie, Arch. hist. de la guerre, Correspondance générale.

1440. — Lettre du ministre de la guerre au maire de Paris, lui annonçant que le Roi a désigné MM. Rolland et Leroux, commissaires des guerres, pour suivre, de concert avec les officiers municipaux, l'exécution de la loi du 2 juillet concernant le mouvement des gardes nationaux qui doivent se rendre au camp de Soissons.

17 juillet 1792.

Minute, Arch. hist. de la guerre, Correspondance générale.

1441. — Décret de l'Assemblée législative relatif à la formation et organisation

en bataillons de réserves intérieures, ou en compagnies de chasseurs nationaux, des volontaires qui se sont fait inscrire à la municipalité de Paris pour se porter aux frontières.

17 juillet 1792.

Copie collationnée et signée du président et des secrétaires de l'Assemblée A. N., C 154, n° 106, texte imprimé du *Journal des lois et des décrets*, portant la signature de Mathieu Dumas, A. N., C 153, n° 278.

Ed. *Archives parlementaires*, t. XLVI, p. 578.

1442. — Tableau de répartition pour la levée de 42 bataillons de gardes nationales volontaires sur les 83 départements (comprenant, pour le Département de Paris, 16 compagnies en 2 bataillons), annexé au décret du

17 juillet 1792.

Minute, A. N., C 153, n° 278.

1443. — Décret de l'Assemblée législative, qui charge le pouvoir exécutif de faire sortir de Paris deux bataillons du régiment des gardes suisses.

17 juillet 1792.

Minute, A. N., C 153, n° 278.

Ed. *Archives parlementaires*, t. XLVI, p. 576.

1444. — Adresse de M. Bonnard, lieutenant au 101<sup>e</sup> régiment d'infanterie, à l'Assemblée législative, protestant de son dévouement et de celui de tous ses camarades pour la défense de la Patrie, et payant, avant de quitter la capitale, « un doux tribut de reconnaissance à ces braves gardes nationales » qui se sont unis à eux pour la cause commune.

(17 juillet 1792).

Original signé, A. N., C 154, n° 292bis.

Cf. *Archives parlementaires*, t. XLVI, p. 573.

1445. — Lettre de M. Lajard, ministre de la guerre, au président de l'Assemblée législative, annonçant que le nombre des volontaires nationaux enrôlés pour le camp de Soissons, qui était la veille de 1,941, d'après les états fournis par la municipalité de Paris, s'élève à 2,038.

19 juillet 1792.

Original signé, A. N., D XI, 17, p. 10.

M. Lajard avait adressé la lettre à l'Assemblée

l'Assemblée, une lettre annonçant l'arrivée de 2,663 volontaires, sur lesquels 1,941 étaient destinés au camp de Soissons; cette lettre ne se trouve plus dans les papiers de l'Assemblée, et à son emplacement dans les Archives parlementaires, t. XLVI, p. 605.

1446. — Proclamation de Louis XVI sur les dangers de la Patrie, invitant tous les citoyens en état de porter les armes à se faire inscrire sur le champ pour compléter l'armée de ligne, enjoignant à tous les corps municipaux et toutes les communes de se conformer sans délai aux dispositions de la loi du 8 juillet relatives à la formation des bataillons de gardes nationaux destinés à la défense de l'Etat, et de ne rien négliger pour leur armement et l'accélération de leur marche.

10 pages, 1792.

Extrait du registre du Conseil du Roi, M<sup>me</sup> 13, fol. 91.

Ed. Archives parlementaires, t. XLVI, p. 41.

Cette proclamation fut imprimée à l'Imprimerie Royale. Cf. MAURICE TOURNEUX, *Bibliographie de la France*, Paris, 1900, t. 1, n° 3324.

1447. — Décret de l'Assemblée législative, chargeant le pouvoir exécutif de lever et d'armer 75 bataillons de gardes nationaux fédérés, qui se trouvent actuellement à Paris et s'en rendent journellement, partent pour le lieu de leur formation dans les huit jours, sous inscription.

22 juillet 1792.

Minute de la main de Cornet, A. N., C 153, n° 278.

Ed. Archives parlementaires, t. XLVI, p. 1004.

1448. — Adresse de M. Antoine Aubert-Lacour, ancien capitaine de volontaires nationaux, à l'Assemblée législative, pour demander qu'il soit envoyé à chaque bataillon de volontaires en formation au camp de Soissons un livre de l'histoire de l'infanterie de 1791, un livre de service de place et le règlement pour la police et la discipline intérieure de l'infanterie.

22 juillet 1792.

Extrait du registre du Conseil du Roi, M<sup>me</sup> 13, fol. 91.

1449. — Lettre de M. Eugène Desboulons, député, au pouvoir exécutif de l'Assemblée

législative, annonçant que M. d'Orly, commissaire des armées, a été désigné par le Roi, le 4 juillet, pour se transporter à Soissons et préparer les arrangements des gardes nationaux qui devaient s'y rendre le 10 juillet, sur la destination, et que M. Chad-las, adjudant général, est chargé de l'organisation de ces bataillons de volontaires, avec instructions à M. d'Orly.

22 juillet 1792.

Extrait du registre du Conseil du Roi, M<sup>me</sup> 13, fol. 93.

Ed. Archives parlementaires, t. XLVII, p. 42.

1450. — Décret de l'Assemblée législative, décidant que le ministre de la guerre, de concert avec la municipalité de Paris, fixera le départ des gardes nationaux qui se sont rendus à Paris pour être dirigés vers le camp de Soissons ou vers les frontières, dans le terme réglé par la loi du 2 juillet.

22 juillet 1792.

Extrait du registre du Conseil du Roi, M<sup>me</sup> 13, fol. 93.

Ed. Archives parlementaires, t. XLVII, p. 52.

1451. — Décret de l'Assemblée législative, portant 1<sup>er</sup> que M. Desboulons, député, comparaitra à sa barre pour rendre compte, 2<sup>o</sup> que le ministre de la guerre, de concert avec la municipalité de Paris, fixera le départ des gardes nationaux qui se sont rendus à Paris pour être dirigés vers le camp de Soissons ou vers les frontières, dans le terme réglé par la loi du 2 juillet.

22 juillet 1792.

Extrait du registre du Conseil du Roi, M<sup>me</sup> 13, fol. 93, 1<sup>er</sup> v<sup>o</sup>.

Ed. Archives parlementaires, t. XLVII, p. 96.

Ad. Archives parlementaires, t. XLVII, p. 41.

1452. — Décret de l'Assemblée législative, statuant sur la lettre de M. Desboulons, parti avec 150 citoyens du Finistère, armés et équipés, pour se rendre à Paris, lequel s'est arrêté à Brest pour attendre les ordres du Corps législatif, et déclarant que, vu la loi du 4 juillet, les citoyens qui se sont rendus à Paris pour être dirigés vers le camp de Soissons ou vers les frontières, dans le terme réglé par la loi du 2 juillet.

22 juillet 1792.

Extrait du registre du Conseil du Roi, M<sup>me</sup> 13, fol. 93.

Ed. Archives parlementaires, t. XLVII, p. 94.

1451. — Lettre du Département de Police et Garde nationale aux commissaires de police et de section de la section de la Bibliothèque, à l'effet de convoquer les volontaires pour le lendemain, à 11 heures du matin, place Vendôme, au Département de Paris, qui leur fera délivrer une feuille de route.

22 juillet 1792.

Original signé, B. N. Mss., nouv. acq. fr. 2660, fol. 49.

1452. — Décret de l'Assemblée législative, arrêtant que la Commission extraordinaire des 12 lui fera, le lendemain, un rapport sur les dangers et les maux de la Patrie, qu'elle examinera si les moyens employés jusqu'à ce jour pour sauver la chose publique sont suffisants, s'il faut prendre des mesures extraordinaires et quelles sont ces mesures?

23 juillet 1792.

Extrait du procès-verbal, A. N., C<sup>o</sup> I 61, fol. 5320 re.

Ed. BÉREZ et ROUX, *Histoire parlementaire de la Révolution française*, t. XVI, p. 133.

MOULIER, TERNAY, *Histoire de la Révolution*, t. II, p. 121.

Archives parlementaires, t. XLVII, p. 50.

1453. — Décret de l'Assemblée législative, établissant la responsabilité solidaire des ministres, lorsque le Corps législatif a proclamé la Patrie en danger, soit à raison des actes délibérés en Conseil, relatifs à la sûreté de l'État qui auraient occasionné ce danger, soit par suite de la négligence des mesures qui auraient dû être prises par les mêmes ministres pour le prévenir, en empêchant les progrès.

23 juillet 1792.

Minute, A. N., C 153, n<sup>o</sup> 279.  
Ed. MOUTON, LENOIR, *Histoire de la Révolution*, t. II, p. 120.

Archives parlementaires, t. XLVII, p. 80.

1454. — Lettre de M. Lagard, ministre de la guerre, à M. Pétion, maire de Paris, exprimant le désir de se concerter avec lui pour le départ des volontaires nationaux qui doivent être envoyés au cantonnement de Soissons, par détachements de 100 et 200 hommes, et l'intimant à s'entendre avec le ministre de l'intérieur

pour le payement des 30 sols par jour alloués à chaque homme.

23 juillet 1792.

Minute, Arch. hist. de la guerre, Correspondance générale.

1455. — Pétition du sieur Schnecken, ancien chasseur tyrolien établi à Paris depuis dix ans, à l'Assemblée législative, proposant l'adoption d'une carabine perfectionnée, à longue portée, et l'organisation d'un corps analogue à celui des chasseurs tyroliens, pourvu de cette arme.

23 juillet 1792.

Original, A. N., D XL 14, n<sup>o</sup> 60.  
V. aussi dans le 4 septembre, *Archives parlementaires*, t. XLIX, p. 341.

1456. — Adresse du sieur Hérouin, homme de loi, citoyen actif et garde national de la section du Roule, demandant le tirage au sort d'un citoyen sur quinze, pour être envoyé de suite à l'ennemi, et priant l'Assemblée de décréter que les fédérés qui ne voudront pas aller aux frontières, seront tenus de retourner chez eux « planter des choux ».

23 juillet 1792.

Original, A. N., D XL 14, n<sup>o</sup> 60.  
Ed. *Archives parlementaires*, t. XLVII, p. 170.

1459. — Lettre de M. d'Alancourt, ministre de la guerre, au président de l'Assemblée législative, annonçant que le détachement qui devait se mettre en marche le 22, pour se rendre au camp de Soissons, a été retardé par la proclamation de la Patrie en danger; qu'il est parti le 23 400 volontaires et aujourd'hui un détachement de 350, « composé d'hommes d'une tournure très distinguée et parfaitement en état de servir », ce qui porte à 2,050 le nombre des gardes nationaux arrivés à Soissons ou en route, ajoutant qu'il ne peut faire connaître le chiffre des volontaires qui se trouvent à Paris et qui sont inscrits, la Municipalité parisienne ayant cessé d'en instruire directement le ministre de la guerre.

21 juillet 1792.

Original signé, A. N., C 154, n<sup>o</sup> 290.  
Ed. *Archives parlementaires*, t. XLVII, p. 137.

1460. — Lettre du ministre de la guerre à M. Péton, maire de Paris, le priant de lui faire passer les listes des Bâtiments de la commune des volontaires (chiffres) pour la journée du dimanche au lundi, et demandant s'ils doivent être rangés dans la catégorie de ceux qui sont traités à sold par jour, ou s'ils doivent être traités comme des recrues, et, dans ce cas, recevoir une prime d'engagement de 40 livres pour une (taille) de six mois de service par lieue.

21 juillet 1792.

Mons. Artois, l'ind. de la guerre, l'original, sans signature.

1461. — Note du ministre de Paris à M. Rolland, lui annonçant que, de commun accord avec le ministre de la guerre, la Municipalité casernera et nourrira jusqu'à leur départ les inscrits parisiens des 22 et 23 juillet, en faisant en sorte d'accélérer leur départ.

24 juillet 1792.

Mons. Artois, l'ind. de la guerre, l'original, sans signature.

1462. — Lettre du ministre de la guerre à M. de Curny, commissaire des guerres à Paris, l'invitant à se concerter avec la Municipalité parisienne pour caserner, jusqu'au moment de leur départ, les troupes qui doivent se rendre au cantonnement de Soissons.

24 juillet 1792.

Mons. Artois, l'ind. de la guerre, l'original, sans signature.

1463. — Lettre du ministre de la guerre devant Châtelet à l'Assemblée législative, l'informant que, si les Nationaux ne peuvent pas se rendre au moment de leur départ, ils peuvent la réparer en se rendant à Soissons pour se présenter à la liberté.

24 juillet 1792.

Mons. Artois, l'ind. de la guerre, l'original, sans signature.

1464. — Lettre du ministre de la guerre à M. de Curny, commissaire des guerres à Paris, l'informant que, si les Nationaux ne peuvent pas se rendre au moment de leur départ, ils peuvent la réparer en se rendant à Soissons pour se présenter à la liberté.

officiers d'un bataillon de chasseurs venant de Paris et se rendant à l'armée.

27 juillet 1792.

Extrait du procès-verbal, A. N., C<sup>1</sup> 161, fol. 5394 v<sup>o</sup>.

Ed. Archives parlementaires, t. XLVII, p. 182.

1465. — Pétition d'un vieux soldat (le sieur Nort, auteur des projets de camps intermédiaires entre Paris et les frontières) à l'Assemblée législative, la conjurant, au nom de la Patrie en danger, de renoncer à ses dissensions intestines et de faire cesser le tumulte avilissant, choquant des tribunes, et montrant le péril des factions qui déchirent le pays.

27 juillet 1792.

Original, sans signature, A. N., C<sup>1</sup> 161, fol. 5394 v<sup>o</sup>.

1466. — Liste des citoyens des départements inscrits au Bureau de la Fédération pour le camp de Soissons, depuis le 24 juillet 1792 inclusivement jusqu'au 28 du même mois.

28 juillet 1792.

Mons. Artois, l'ind. de la guerre, l'original, sans signature.

1467. — Lettre de M. Bureaux de Pury, capitaine au corps du génie, au président de l'Assemblée législative, annonçant qu'il s'est rendu à Paris pour donner les éclaircissements exigés de lui, et priant l'Assemblée de hâter le moment de l'entendre.

29 juillet 1792.

Original, signé, A. N., C<sup>1</sup> 154, n<sup>o</sup> 290.

Ed. MONTMAGNAN, *Journal de la Révolution*, t. II, p. 97.

1468. — Lettre du ministre de la guerre à M. Péton, maire de Paris, lui faisant observer qu'il n'a pu rendre compte à l'Assemblée du nombre des volontaires nationaux qui se dirigent sur le camp de Soissons pour être les premiers à se présenter à la liberté.

30 juillet 1792.

Mons. Artois, l'ind. de la guerre, l'original, sans signature.

1469. — Lettre de l'Assemblée législative au ministre de la guerre, l'informant que, si les Nationaux ne peuvent pas se rendre au moment de leur départ, ils peuvent la réparer en se rendant à Soissons pour se présenter à la liberté.

du collège Louis-le-Grand, et autres dans le même cas, qui iront servir aux frontières.

30 juillet 1792.

Minute de la main de M. Roux, rapporteur.  
A. N., C 153, n° 282.

Ed. *Archives parlementaires*, t. XLVII, p. 292.

1470. — Lettre de M. d'Affry au ministre de la guerre, l'avertissant que l'on ne peut disloquer le régiment des gardes suisses avant d'avoir reçu l'adhésion de la diète helvétique, et que rien n'est préparé pour l'envoi au dehors de deux bataillons de ce régiment.

30 juillet 1792.

Clique. Arch. hist. de la guerre. Correspondance générale.

1471. — Lettre des officiers municipaux de Paris, commissaires de la Fédération, au ministre de la guerre, lui faisant passer l'état des volontaires arrivés dans la capitale, du 24 au 30 juillet, montant à 343 hommes.

30 juillet 1792.

Original signé, Arch. hist. de la guerre, Correspondance générale.

1472. — Décret de l'Assemblée législative, portant nomination de trois commissaires chargés d'examiner l'état des approvisionnements du camp de Soissons, et décidant que, d'après leur rapport, elle statuera sur le départ des citoyens fédérés actuellement réunis à Paris, ou qui pourront s'y rendre.

31 juillet 1792.

Minute, A. N., C 153, n° 282.

Ed. *Archives parlementaires*, t. XLVII, p. 331.

1473. — Décret de l'Assemblée législative, mandant à la barre le ministre de la guerre, à l'effet de donner des explications sur les motifs pour lesquels il a fait éprouver des retards aux citoyens de la section des Tuileries qui, réunis afin de former une compagnie franche, se disposent à rejoindre l'armée du maréchal Luckner.

31 juillet 1792.

Extrait du procès-verbal, A. N., C 153, fol. 5503 r°.

Ed. *Archives parlementaires*, t. XLVII, p. 311.

1474. — Lettre de M. d'Abancourt, ministre de la guerre, au président de l'Assemblée législative, annonçant le départ de Paris pour Soissons, le 30 juillet, de 2,280 volontaires, et le 31, de 189, ce qui porte le nombre total des volontaires, en route pour Soissons ou arrivés, à 8,083 hommes, ajoutant que, d'après les dernières nouvelles, sept bataillons sont formés, complètement organisés et cantonnés à Soissons.

31 juillet 1792.

Original signé, A. N., C 154, n° 290.

Ed. *Archives parlementaires*, t. XLVII, p. 318.

1475. — Adresse des citoyennes de la section de l'Hôtel-de-Ville à l'Assemblée législative, rappelant le souvenir des courageuses Helvétiennes qui ont soutenu l'attaque d'une armée entière assiégeant leur ville, « de Jeanne-d'Arc qui sauva la France sous le règne du despote Charles VII », et demandant à être armées pour la défense de la capitale, qui ne peut être mieux confiée qu'à des mères, des épouses et des sœurs, pendant que les hommes volent aux frontières pour repousser le farouche Autrichien.

31 juillet 1792.

Original revêtu de nombreuses signatures, A. N., C 154, n° 292bis.

Cf. *Archives parlementaires*, t. XLVII, p. 322.

1476. — Pétition du sieur Fosse, garçon perruquier, à l'Assemblée législative, l'engageant à prendre en main « le timon du char de l'État qui, jusqu'alors, a été volontairement mal dirigé », et déclarant que l'on a trompé le peuple en fermant les registres d'enrôlement, sous prétexte que le nombre des volontaires était trop considérable.

(Juillet 1792.)

Original, A. N., C 154, n° 292.

1477. — Adresse du sieur Lagarenne, lieutenant des chasseurs des Feuillants, à l'Assemblée législative, se plaignant, au nom de 150 de ses camarades, du mauvais vouloir montré par le ministre de la guerre au sujet de leur organisation en compagnie franche destinée à l'armée de Luckner, sollicitant une prompté décision,



et demandant que, par un conseil entre la Municipalité soit autorisée à les caserner et à leur attribuer des locaux.

(Juillet 1792)

1478. — République des armées fédérales de Varsovie, présentée à l'Assemblée législative, le 5 février 1848, sous le nom de République des armées fédérales de la même année, à tirer au sort pour constituer une armée de 100,000 hommes, déclarant qu'ils considéraient ces armées fédérales comme leurs personnes et leurs services.

1990

Figure 11 illustrates the general algorithm for the case of the  $\beta$ -phase expansion. The expansion of the  $\beta$ -phase from the  $\alpha$ -phase is shown in Figure 11. A  $\beta$ -phase nucleus is formed.

4.750 = L'entre de M. A. (personnel) sur  
dit de la 24000 au pres de M. A.  
semble les son commanant que de  
tachment de volontaires, parti le matin  
de Paris pour se rendre à Soissons, est de  
400 hommes (appelé au nombre 8488)  
nombre total de ceux qui sont en route  
en direction de Soissons.

Copyright © 2004 John Wiley & Sons, Inc.

1888. — Adrien Thibault, député  
de la Haute-Saône, au Parlement lé-  
gislatif, proposant l'internement dans  
les prisons des Français pris en otage  
à titre d'otages pour répondre des insurrec-  
tions qui éclateront sur le territoire fran-  
çais, et pour leur faire subir le même sort  
qu'aux citoyens tombés au pouvoir des  
ennemis, et déclarant qu'on « fera voir  
leurs têtes au bout des piques les jours  
de cette année ».

1484. — Lempy, M. M. « L'Assemblée nationale du Québec, 1867-1982 » (L'Assemblée législative, annonçant la désignation par le H. C. des députés provinciaux). Montréal, M. C. Bouchard, 1982, 100 p. (Quatrième série, documents parlementaires, no 44-000000-1).

formés, armés et équipés, ainsi que l'établissement à Saint-Denis d'un atelier considérable pour la confection de l'habillement, qui pourra fournir 200 habits par jour.

[illegible]

Original signé, A. N., C 158, n° 331.  
Ed. Archives parlementaires, t. XLVII, p. 389.

ministre de la guerre, au président de l'Assemblée législative, lui faisant connaître que, d'après les raisons données par M. d'APPELLE, il lui sera impossible de prendre les premiers ordres pour le départ des deux bataillons de gardes suisses, mais que l'on pourra fournir, sans difficulté, les détachements nécessaires pour protéger la libre circulation des grains et l'approvisionnement de la capitale.

du 6 août 1793, n. 899.

Assemblée d'une députation de citoyens de la section des Quatre-Nations, qui manifestent leur indignation contre la nouvelle de l'empoisonnement des gardes nationaux volontaires, à Soissons, et réclament justice et vengeance, avec réponse du président Vergniaud, déclarant que l'Assemblée va s'enquérir, par ses com-

2000 1792

[illegible]

1882. — D'après le *«Xenodochion»* typographique, dédaignant l'envoi d'un courrier extraordinaire à ses correspondants, et ceux de Soissons, pour savoir d'eux la vérité sur les événements qui se passent en France, et les dangers qu'aurait fait courir aux volontaires si les journaux qu'ils ont envoyés n'avaient pas été si vite corrigés.

TABLE 10. *Continued*

1485. — Lettre des commissaires de l'Assemblée législative envoyés au camp de Soissons au président de l'Assemblée, déclarant qu'ils ont procédé à une enquête, en présence de divers municipaux de Soissons et de députés de la municipalité de Paris, sur la présence de verre pilé dans le pain de munition, qui ne doit être attribuée qu'à la négligence et non à la convoitise.

4 août 1792.

Orig. Archives, A. N., C 161, n° 40.

Ed. Archives parlementaires, t. XLVII, p. 41.

EDMUND CHATELAIN, *Les Archives parlementaires*, t. XLVII, p. 41.

1486. — Déclaration par un membre de l'Assemblée (M. Lasource) du bruit répandu dans Paris de la mort de 160 volontaires du camp de Soissons, par l'effet du poison, et de la maladie à l'hôpital de 700 autres, avec proposition tendant à charger le maire de Paris de faire les démarches nécessaires pour découvrir les auteurs de cette fausse nouvelle et les poursuivre comme perturbateurs du repos public, et décret conforme.

4 août 1792.

M. de A. N., C 161, n° 392.

Ed. Archives parlementaires, t. XLVII, p. 42.

1487. — Lettre de M. d'Abancourt, ministre de la guerre, au président de l'Assemblée législative, annonçant qu'il a demandé un compte exact de la conduite des officiers d'un détachement du 14<sup>e</sup> bataillon d'infanterie légère, venant de Paris, au sujet des vexations dont s'est plaint le sieur Bulté, cultivateur à Estrées-Saint-Denis, district de Compiègne, et que si les faits à eux imputés sont exacts, il les fera poursuivre et juger suivant toute la rigueur des lois.

4 août 1792.

Orig. Archives, A. N., C 161, n° 393.

1488. — Lettre de M. de Crèveœur au président de l'Assemblée législative, demandant la fabrication immédiate de 250,000 chausse-trapes, pour arrêter au passage la cavalerie ennemie, et proposer d'encourager la désertion chez les ennemis, par l'attribution d'une prime

double à un cavalier, avec son cheval, armes et bagages.

4 août 1792.

Original, A. N., D XL 14, n° 60.

1489. — Adresse de la section Mirabeau à l'Assemblée législative, présentant 38 jeunes gens de cette section, qui se sont enrôlés pour marcher à l'ennemi, et que la section a équipés, habillés et armés à ses frais, avec la liste des citoyens en question.

5 août 1792.

Originaux et imprimé (3 p.), A. N., C 156, n° 394. Copie au procès-verbal de l'Assemblée nationale, A. N., AD XVIII<sup>e</sup> 206, n° 1.

Ed. Archives parlementaires, t. XLVII, p. 499.

1490. — Requête de Philippe-Joseph Bellecourt, grenadier volontaire du bataillon des Champs-Élysées, à l'Assemblée législative, à l'effet d'être autorisé à rejoindre l'armée de Luckner et à partir sur le champ, avec l'hommage d'un volume intitulé : *les Adieux d'un grenadier citoyen*.

5 août 1792.

Original, A. N., C 161, n° 350.

Ed. Archives parlementaires, t. XLVII, p. 501.

1491. — Registre d'enrôlement des citoyens volontaires inscrits à la section de Bon-Conseil pour aller sur les frontières.

5 août-11 novembre 1792.

Copie, Arch. adm. de la guerre.

Ed. Archives parlementaires, t. XLVII, p. 502. *de volontaires de Paris*.

1492. — Compte rendu présenté à l'Assemblée législative, par Lacombe Saint-Michel et Carnot, de la mission remplie au camp de Soissons, observant que, parmi les recrues envoyées de Paris, il s'en trouve un grand nombre dont la taille et la force physique ne répondent pas à leur courage et à leur civisme, et relatant un fait à la louange d'un des bataillons de Paris, lors de son passage à La Fère.

6 août 1792.

Mention au procès-verbal, C 161, fol. 5626<sup>re</sup>.

Ed. Archives parlementaires, t. XLVII, p. 507.

EDMUND CHATELAIN, *Les Archives parlementaires*, t. XLVII, p. 507.

1493. — Pétition du sieur Graville, citoyen de la section de l'Hôtel-de-Ville, à



1301. — Lettre du sieur Chauvel, lieutenant de volontaires, adressée du camp de Pontsur-Saône, près Mâcon, à M. François Primaudière, député de la Sarthe, demandant si Paris est en proie à la guerre civile, exprimant la crainte qu'on veuille leur faire quitter les frontières, et déclarant que son bataillon ne veut combattre que les ennemis extérieurs et nullement les Parisiens.

17 août 1792.

Original, A. N., C 156, n° 344.

1302. *Archives parlementaires*, t. XLVIII, p. 336.

1302. — Lettre de M. Mantuel, procureur de la Commune, à la section du Faubourg-Montmartre, à l'effet de presser la fabrication des 30.000 piques, sur la nouvelle que Lafayette marche à la tête de son armée contre Paris.

17 août 1792.

Original signé, B. N., Mss., nouv. acq. fr. 2686, fol. 22.

1303. — Lettre de M. Clavière, ministre de la guerre par intérim, au président de l'Assemblée législative, faisant observer que les pièces du calibre de 6 ne sont pas usitées en France et qu'on ne trouverait point dans les places fortes de boulets propres au service de ce canon d'un nouveau calibre, et demandant l'autorisation de faire fabriquer des pièces de 8 au lieu de 6.

17 août 1792.

Original signé, A. N., C 157, n° 324.

1304. *Archives parlementaires*, t. XLVIII, p. 302.

1304. — Lettre de M. Clavière, ministre de la guerre par intérim, au président de l'Assemblée législative, annonçant qu'il a chargé MM. Honoré, lieutenant-colonel du génie, et d'Hennezel, lieutenant-colonel de l'artillerie, de se rendre un compte exact de l'Arsenal, et qu'il a pris des mesures avec un artiste de la capitale pour la fonte de 100 pièces de canon.

17 août 1792.

Original signé, A. N., C 157, n° 322.

1305. — Lettre d'un volontaire de l'armée du Centre, le sieur Coupin, à ses

parents, déclarant que leurs officiers les quittent pour entrer dans la troupe de ligne et qu'il n'en reste plus de capables, déplorant la destitution du Roi ainsi que le massacre de M. d'Affry et de ses aides de camp par les Marseillais, réclamant le récit de l'affaire du 10 août, et ajoutant que l'armée a été consultée pour connaître son choix, « si elle voudrait prendre pour roi Pétion ou suivre la Loi et la Constitution ».

(17 août 1792.)

Original, A. N., C 161, n° 354.

1306. — Lettre de M. Clavière, ministre de la guerre par intérim, au président de l'Assemblée législative, annonçant que, d'après le rapport du commissaire ordonnateur en chef du camp de Soissons, seize bataillons de fédérés seront campés avant la fin du mois, et que l'arrivée des approvisionnements de toute espèce ne laisse rien à désirer, demandant en outre si les volontaires devront recevoir le traitement de campagne.

18 août 1792.

Original signé, A. N., C 157, n° 322.

1307. — Lettre du Comité militaire au ministre de la guerre, le priant de donner des ordres pour faire faire à Paris, en présence de deux commissaires, des expériences sur les moyens proposés par le sieur Millot pour perfectionner le tir du canon.

18 août 1792.

Minute, A. N., AF I 5, n° 23.

1308. — Lettre de Santerre, commandant général provisoire, au président de la section des Gobelins, le prévenant que sa section doit seule décider si tel ou tel drapeau doit être arboré, attendu qu'il ne doit y avoir qu'un seul drapeau et non deux.

18 août 1792.

Original signé, Arch. hist. de la guerre. Correspondance générale.

1309. — Lettre du sieur Lenoir, soldat citoyen du bataillon de Saint-Louis-en-l'Île dans l'armée du Centre, au président de l'Assemblée législative, dénonçant les manœuvres employées, notamment par le





1518. — Décret de l'Assemblée législative, accordant le fusil offert, le matin, par M. de Corbigny, à M. Girou, fils du député, qui veut voler à la défense de la Patrie.

24 août 1792.

Expédition collationnée et signée du président et des secrétaires. A. N., A 122 n. 247.

Cf. *Archives parlementaires*, t. XLVIII, p. 675.

1519. — Décret de l'Assemblée législative, admettant les citoyens reconnus pour s'être distingués le 14 juillet 1789, à la prise de la Bastille, et inscrits sur la liste déposée aux Archives nationales, à former des compagnies de gendarmerie à pied, au même titre que les anciens gardes-françaises, compagnies qui feront partie de la même division de gendarmerie nationale.

25 août 1792.

Expédition collationnée et signée, A. N., C 157, n° 347.

Cf. *Archives parlementaires*, t. XLVIII, p. 705.

1520. — Lettre du sieur Imberton, citoyen de la section des Lombards, au président de l'Assemblée législative, préconisant l'emploi de la fronde comme arme de guerre, proposant la formation de corps de frondeurs, qui serait de la plus grande utilité, et joignant le modèle d'une fronde de son invention.

25 août 1792.

Original signé, A. N., C 162, n° 359.

Cf. *Archives parlementaires*, t. XLVIII, p. 708.

1521. — Observations générales sur le camp de Soissons adressées au président de l'Assemblée législative par M. André d'Orly, commissaire général de ce camp, expliquant le désarroi qui est résulté de l'arrivée en huit jours (du 23 juillet au 6 août) de 6,000 fédérés versés par Paris, la rupture hâtive de leur discipline, l'est-à-dire sans entraînement, sans discipline, sans instruction, sans éducation, et démontrent que le titre conventionnel d'associés battus, comparés avec les volontaires venus à Paris pour la Fédération ou enrôlés par la Municipalité, assurant toutefois

qu'à la fin du mois il y aura 6,000 hommes équipés, habillés et en partie armés.

26 août 1792.

Original signé avec autres documents, A. N., D XL 17, n° 101.

Cf. *Archives parlementaires*, t. XLIX, p. 38.

1522. — Prestation de serment par les canonniers de la section de l'Arsenal et don de deux fusils pour armer deux défenseurs des droits du peuple.

26 août 1792.

Extrait du procès-verbal, A. N., C 162, fol. 6242 v°.

Cf. *Archives parlementaires*, t. XLIX, p. 2.

1523. — Adresse de citoyens de Paris à l'Assemblée législative, demandant la distribution de 60 cartouches à chaque citoyen armé de fusil, de 120 cartouches par pièce de canon, et une grande revue de l'armée nationale parisienne passée aux Tuileries, avec prestation nouvelle du serment de combattre et mourir pour la défense de l'Égalité et de la Liberté.

(26 août 1792.)

Original signé, A. N., C 162, n° 359.

1524. — Lettres des sieurs Louis Rutteau, de Paris, et Louis Dumont, de Lille, arrivant des frontières du Nord, au président de l'Assemblée législative, proposant la levée de deux corps de cavalerie légère, sous le titre de *hussards de la Liberté*.

26 août — 2 septembre 1792.

Observations et propositions, A. N., C 162, t. 160, C 167 n. 360.

Cf. *Archives parlementaires*, t. XLIX, p. 9.

1525. — Décret de l'Assemblée législative, décidant qu'il sera fait une proclamation pour la levée de 30,000 hommes dans le département de Paris et les départements voisins, et chargeant sa Commission extraordinaire de lui présenter incessamment la rédaction de cette proclamation.

26 août 1792.

Observations et propositions, A. N., C 162, t. 160, C 167 n. 360.

Ed. *Archives parlementaires*, t. XLIX, p. 16.

1526. — Proclamation de l'Assemblée législative, portant réquisition au département de Paris et départements voisins de

1341. — Décret de l'Assemblée législative, chargeant le pouvoir exécutif de faire afficher et publier solennellement, à Paris, l'adresse aux citoyens ainsi que le décret relatif au renforcement des armées, et mandant le maire de Paris et les représentants de la Commune pour entendre la lecture de ces deux décrets et en hâter l'exécution.

27 août 1792.  
Copie, A. N., A 116, n° 1093.  
Extrait du procès-verbal, A. N., C<sup>1</sup> 162, fol. 6299 v<sup>o</sup>.

1342. — Décret de l'Assemblée législative, chargeant le pouvoir exécutif de faire afficher et publier solennellement, à Paris, l'adresse aux citoyens ainsi que le décret relatif au renforcement des armées, et mandant le maire de Paris et les représentants de la Commune pour entendre la lecture de ces deux décrets et en hâter l'exécution.

27 août 1792.  
Copie collationnée et signée du président et du secrétaire, A. N., A 116, n° 1110.  
Extrait du procès-verbal, A. N., C<sup>1</sup> 162, fol. 6299 v<sup>o</sup>.

1343. — Décret de l'Assemblée législative, chargeant le pouvoir exécutif de faire toutes les réquisitions nécessaires pour compléter les 24 canons restés dans le département de Paris et les départements voisins, en vertu de la proclamation de l'Assemblée, du même jour.

27 août 1792.  
Copie, A. N., A 116, n° 1108; extrait du procès-verbal, A. N., C<sup>1</sup> 162, fol. 6299 v<sup>o</sup>.  
Extrait du procès-verbal, A. N., C<sup>1</sup> 162, fol. 6299 v<sup>o</sup>.

1344. — Adresse des chasseurs de la section de la Commune Montmartre, au président de l'Assemblée législative, exprimant le vœu d'employer aux frontières les 24 canons restés inutiles à Paris depuis la réduction des 60 bataillons à 18, avec décret ordonnant la formation d'un corps spécial de volontaires pour la défense de la Patrie, et leur garantissant la conservation de leurs emplois.

28 août 1792.  
Copie, A. N., A 116, n° 1108; extrait du procès-verbal, A. N., C<sup>1</sup> 162, fol. 6299 v<sup>o</sup>.

1345. — Adresse de l'Assemblée législative, au président de la Commune, pour lui adresser les 24 canons restés inutiles à Paris depuis la réduction des 60 bataillons à 18, avec décret ordonnant la formation d'un corps spécial de volontaires pour la défense de la Patrie, et leur garantissant la conservation de leurs emplois.

lui faire connaître, dans les vingt-quatre heures, le nombre des pièces d'artillerie et les munitions existantes dans les arsenaux de Paris.

27 août 1792.  
Copie, A. N., A 201.  
Extrait du procès-verbal, A. N., C<sup>1</sup> 162, fol. 6299 v<sup>o</sup>.

1346. — Lettre de M. Brival, député de la Corrèze, au président de l'Assemblée législative, faisant don de quatre fusils de munition de la fabrique de Tulle, et demandant leur envoi immédiat à la section de la Butte-des-Moulins, sur laquelle il demeure, pour y armer quatre des volontaires qui se détermineront à partir aux frontières.

27 août 1792.  
Copie, A. N., A 201.  
Extrait du procès-verbal, A. N., C<sup>1</sup> 162, fol. 6299 v<sup>o</sup>.

1347. — Adresse du sieur Claude-François Baudouin, citoyen de la section de l'Oratoire, à l'Assemblée législative, proposant la promulgation d'un décret qui inviterait tous les jeunes gens employés chez les négociants, banquiers, avoués, à voler à la défense de la Patrie, et leur garantirait la conservation de leurs emplois.

28 août 1792.  
Copie, A. N., A 116, n° 1108; extrait du procès-verbal, A. N., C<sup>1</sup> 162, fol. 6299 v<sup>o</sup>.

1348. — Lettre du ministre de la guerre à M. Vincent, capitaine de chasseurs nationaux de la section des Quatre-Nations, approuvant sa résolution de partir du côté de Verdun, où l'ennemi menace le plus, et l'invitant à se mettre en marche sans retard, la Patrie appelant tous ses défenseurs.

28 août 1792.  
Copie, A. N., A 116, n° 1108; extrait du procès-verbal, A. N., C<sup>1</sup> 162, fol. 6299 v<sup>o</sup>.  
Extrait du procès-verbal, A. N., C<sup>1</sup> 162, fol. 6299 v<sup>o</sup>.

1349. — Lettre des citoyens Montmartre et Lurval, volontaires du 13<sup>e</sup> bataillon du camp de Belleville, au président de l'Assemblée législative, pour lui adresser les 24 canons restés inutiles à Paris depuis la réduction des 60 bataillons à 18, avec décret ordonnant la formation d'un corps spécial de volontaires pour la défense de la Patrie, et leur garantissant la conservation de leurs emplois.

étant au nombre de 200, instruits au maniement des armes et ayant servi, soit dans la garde nationale, soit dans la troupe de ligne.

28 août 1792.

Original signé, A. N., C 167, n° 367.

1535. — Décret de l'Assemblée législative, portant nomination de commissaires chargés de se transporter dans les départements, qui doivent fournir les 30,000 hommes, et d'exciter le zèle des citoyens pour la défense de la Patrie.

29 août 1792.

Copie collationnée et signée du président et des secrétaires, A. N., C 167, n° 1571.

Ed. *Archives parlementaires*, t. XLIX, p. 85.

1536. — Décret de l'Assemblée législative, renvoyant au pouvoir exécutif la demande du sieur Allan, citoyen de Paris, rue Saint-Thomas-du-Louvre, à l'effet d'être autorisé à lever 1,200 soldats ouvriers pour faire partie du corps de 30,000 hommes.

29 août 1792.

Copie collationnée et signée du président et des secrétaires, A. N., C 167, n° 1572.

Cf. *Archives parlementaires*, t. XLIX, p. 96.

1537. — Adresse de dévouement des canonniers de la section du Mail, qui annoncent qu'une partie de leur bataillon se prépare à marcher contre l'ennemi et demandent à emmener un de ses canons.

29 août 1792.

Extrait du procès-verbal, A. N., C<sup>o</sup> I 63, fol. 6853 v<sup>o</sup>.

Ed. *Archives parlementaires*, t. XLIX, p. 107.

1538. — Lettre-circulaire demandant le relevé des citoyens enrôlés, inscrits sur les registres des sections.

30 août 1792.

Original signé, B. N., Mss., nouv. acq. fr. 2657, fol. 154.

1539. — Lettre du ministre de la guerre au président du Comité militaire, au sujet du projet formé par quelques citoyens de lever un corps de troupes légères, sous la dénomination de *Armée de la Liberté*, déclarant qu'il ne refuse point cette offre patriotique, mais qu'il lui est absolument

impossible de leur assurer des armes et des chevaux.

31 août 1792.

Copie, Arch. hist. de la guerre, Correspondance générale.

1540. — Décret de l'Assemblée législative, décidant qu'il sera fait sur la totalité des sections armées de la ville de Paris, et proportionnellement à leur force, une levée de volontaires d'un nombre égal à celui qu'aurait produit la réquisition des deux compagnies de grenadiers et de chasseurs supprimées.

1<sup>er</sup> septembre 1792.

Minute, A. N., C 157, n° 320.

Ed. *Archives parlementaires*, t. XLIX, p. 112.

1541. — Discours prononcé à la barre de l'Assemblée législative par le sieur Bouquet, l'un des quatre volontaires dénonciateurs de Lafayette.

1<sup>er</sup> septembre 1792.

Original signé, A. N., C 167, n° 404.

Ed. *Archives parlementaires*, t. XLIX, p. 163.

1542. — Enrôlement de canonniers qui s'engagent à mourir libres ou revenir vainqueurs, et demandent leur envoi au camp de Meaux avec leurs frères canonniers de Paris.

(1<sup>er</sup> septembre 1792.)

Original signé, A. N., C 167, n° 404.

1543. — Discours à l'Assemblée législative de deux volontaires de l'armée de Soissons, délégués par leurs camarades à l'effet de réclamer des armes et d'employer, conformément au vœu de Kellermann, le mousqueton des dragons à l'armement de la première ligne de l'infanterie, la seconde ligne étant armée de fusils, et les deux lignes devant être renforcées par des phalanges de piques.

2 septembre 1792.

Original signé, A. N., C 167, n° 407.

Cf. *Archives parlementaires*, t. XLIX, p. 196.

1544. — Décret de l'Assemblée législative, ordonnant la création de deux corps de troupes légères, sous la dénomination de *hussards de la liberté*, composés chacun de quatre cents hommes,

qui seront levés par les sieurs Rutteau et Desmoulin, et par les autres citoyens de la section.

2 septembre 1792.  
Minute signée de Mathieu Dumas, A. N., C 167, n° 407. Copie collationnée et signée du président et des secrétaires, A. N., A 121, n° 1586.  
Cf. Archives parlementaires, t. XLIX, p. 203.

1345. — Décret de l'Assemblée législative, renvoyant au pouvoir exécutif l'organisation et l'équipement d'une nouvelle compagnie franche de volontaires nationaux de la section de l'Oratoire.

2 septembre 1792.  
Copie collationnée et signée du président et des secrétaires, A. N., A 121, n° 1586.  
Cf. Archives parlementaires, t. XLIX, p. 203.

1346. — Décret de l'Assemblée législative, renvoyant au pouvoir exécutif la proposition des sieurs Adelman et Roth, citoyens de la section des Quatre-Nations, à l'effet de construire des chariots mécaniques pour l'armée.

2 septembre 1792.  
Minute signée de Mathieu Dumas, A. N., C 167, n° 407. Copie collationnée et signée du président et des secrétaires, A. N., A 121, n° 1586.  
Cf. Archives parlementaires, t. XLIX, p. 203.

1347. — Adresse des canoniers de la section armée du Roule à l'Assemblée législative, annonçant que trois de leurs camarades vont partir pour la défense de la Patrie.

2 septembre 1792.  
Original signé, A. N., C 167, n° 405.  
Cf. Archives parlementaires, t. XLIX, p. 203.

1348. — Adresse de la section de l'Oratoire, portant que les ouvriers attachés au travail de l'imprimerie nationale seront envoyés à la défense de la Patrie, et qu'ils se réuniront sur-le-champ dans leurs ateliers, qui, formant un établissement public, forment pour eux le poste du citoyen.

2 septembre 1792.  
Original signé, A. N., C 167, n° 405.  
Cf. Archives parlementaires, t. XLIX, p. 207.

1349. — Décret de l'Assemblée législative, par le sieur David, commis au bureau d'expédition des décrets, blessé d'une main et incapable de se porter au-devant des ennemis, de son uniforme et de son armement pour en faire bénéficier un de ses frères dépourvus d'armes.

2 septembre 1792.  
Original signé, A. N., C 167, n° 407.  
Cf. Archives parlementaires, t. XLIX, p. 207.

1350. — Renvoi par l'Assemblée législative, au pouvoir exécutif, de la pétition des citoyens de Paris enrôlés dans une compagnie de cavalerie, qui demandent à être organisés sur-le-champ et à partir pour les frontières.

2 septembre 1792.  
Copie collationnée et signée du président et des secrétaires, A. N., A 121, n° 1586.  
Cf. Archives parlementaires, t. XLIX, p. 212.

1351. — Requête de trois citoyens de la section Poissonnière à l'Assemblée législative, exposant que leurs concitoyens vont partir, abandonnant leurs femmes et leurs enfants pour voler aux frontières, et demandant que la Nation leur assure des moyens d'existence.

2 septembre 1792.  
Original signé, A. N., C 167, n° 405.  
Cf. Archives parlementaires, t. XLIX, p. 217.

1352. — Renvoi par l'Assemblée législative, au pouvoir exécutif, de la requête de fédérés (de Marseille), qui demandent à marcher volontairement et sans engagement à l'ennemi, qui ont la force de manœuvrer des anons, mais en manquent.

2 septembre 1792.  
Copie collationnée et signée du président et des secrétaires, A. N., A 121, n° 1586.  
Cf. Archives parlementaires, t. XLIX, p. 218.

1353. — Requête par l'Assemblée législative, au pouvoir exécutif, de la pétition des citoyens de la section de la Harpe, qui demandent à former parmi eux une compagnie de volontaires.

tous prêts à se rendre aux frontières menacées.

2 septembre 1792.

Copie collationnée et signée du président et des secrétaires, A. N., A 121, n° 1587.

Cf. *Archives parlementaires*, t. XLIX, p. 218.

1554. — Adresse des patriotes de la section des Quinze-Vingts à l'Assemblée législative, déclarant qu'ils ont beaucoup de bras, de courage, mais peu de munitions, et recommandant les poudres de guerre inventées par le sieur Barthélemy (de Récologne), dont ils réclament la fabrication, avec un approvisionnement de boulets dans la capitale.

2 septembre 1792.

Original signé, A. N., C 167, n° 405.

Cf. *Archives parlementaires*, t. XLIX, p. 218.

1555. — Décret de l'Assemblée législative, enjoignant aux frères Perier de remettre sans délai au ministre de la guerre, sur son récépissé, toutes les pièces de canon se trouvant en leur possession, de quelque calibre, à quelque personne ou corps administratif qu'elles appartiennent, procès dont il sera dressé inventaire.

2 septembre 1792.

Minute, A. N., C 163, n° 371; copie collationnée et signée du président et des secrétaires, A. N., A 117, n° 1272.

Ed. *Archives parlementaires*, t. XLIX, p. 219.

1556. — Décret de l'Assemblée législative, réglant la mise en marche et l'envoi aux frontières des deux compagnies de gendarmes nationaux à cheval de la 1<sup>re</sup> division du Département de Paris, destinées à servir à la guerre, ainsi que la formation de leurs cadres.

2 septembre 1792.

Minute, A. N., C 163, n° 371; copie collationnée et signée du président et des secrétaires, A. N., A 117, n° 1277.

Ed. *Archives parlementaires*, t. XLIX, p. 226.

1557. — Lettre du ministre de la guerre à M. Sautereau, le priant de se rendre à Paris pour obtenir de la Ville de Paris les secours nécessaires à l'effet de renforcer les troupes qui vont couvrir l'Aisne et la Marne, au moyen d'un contingent de 10 à 12.000 hommes, avec autant de fusils,

ayant déjà réglé le départ de 4.150 hommes, et déclarant que tout bon Parisien, qui donnera en ce moment un fusil de guerre, rendra à la chose publique un service important.

2 septembre 1792.

Copie, Arch. hist. de la guerre. Correspondance générale.

1558. — Adresse des députés de la section du Contrat social à l'Assemblée législative, assurant qu'ils sont animés du plus brûlant courage pour soutenir la Liberté et l'Égalité, offrant leurs bras et demandant à être promptement armés.

2 septembre 1792.

Original signé, A. N., C 167, n° 405.

Cf. *Archives parlementaires*, t. XLIX, p. 217.

1559. — Proclamation de la Municipalité parisienne, invitant les citoyens à se réunir au Champ de Mars et à y former, sans tarder, une armée de 60.000 hommes pour marcher contre l'ennemi, succomber sous ses coups ou l'exterminer.

2 septembre 1792.

Original signé de Truchon, président, et de Tallien, secrétaire, A. N., C 165, n° 394, placard imprimé, B. N., Mss., nouv. acq. fr. 2667, fol. 159.

Ed. *Archives parlementaires*, t. XLIX, p. 200.

Cf. l'arrêté du Conseil général de la Commune, du même jour, décidant que tous les citoyens se rendront prêts, marcher ou passer signal, que ceux qui seraient retenus par leur âge ou leurs infirmités déposeraient leurs armes à l'effet d'armer les citoyens peu fortunés, et que vingt-quatre commissaires se rendront sur le champ aux armées. Ed. *Moniteur universel*, n° du 3 septembre 1792, p. 1045; *Archives parlementaires*, t. XLIX, p. 212.

V. dans le volume consacré aux *Volontaires de Paris*, par MM. Chassin et Hennet, le modèle du certificat qui fut délivré à chacun des volontaires.

1560. — Dépôt sur le bureau de l'Assemblée législative, par Jean Borie, député de la Corrèze, d'un fusil qu'il a fait fabriquer à Tulle, et qui sert à armer l'un des trois fils du sieur Vautier, partant pour les frontières.

2 septembre 1792.

Minute, A. N., C 163, n° 371.

Ed. *Archives parlementaires*, t. XLIX, p. 229.



1564. — Décret de l'Assemblée législative, décidant de l'expédition d'une commission chargée d'aller passer une semaine dans les départements, aux fins d'en faire connaître les besoins et de proposer des mesures pour leur satisfaction.

3 septembre 1791.  
Minute, A. N., C 163, n° 377.

1565. — Adresse de l'Assemblée législative aux Français, les avertissant de prendre garde aux suggestions perfides de la faction des ennemis de la Patrie, et de ne pas se laisser aller à se faire enlever la Patrie, et invitant tous les citoyens en état de porter les armes à se mettre à l'œuvre.

3 septembre 1791.  
Minute, A. N., C 163, n° 372.  
En Archives parlementaires, t. XLIX, p. 232.

1566. — Décret de l'Assemblée législative, décidant que dorénavant les citoyens, qui voudront remettre leurs armes à des défenseurs de la Patrie, les porteront dans leurs sections respectives.

3 septembre 1791.  
Minute, A. N., C 163, n° 373.  
En Archives parlementaires, t. XLIX, p. 232.

1567. — Adresse présentée à l'Assemblée législative par une compagnie de jeunes gens, presque tous attachés aux contributions publiques, demandant la permission de se former en compagnie volontaire et de courir à l'ennemi.

3 septembre 1791.  
Minute, A. N., C 163, n° 403.  
En Archives parlementaires, t. XLIX, p. 232.

1568. — Adresse de la Compagnie des Citoyens de la Patrie, présentée à l'Assemblée législative, demandant la création d'une compagnie d'élite de deux cents citoyens, pour le service de la Patrie, et pour servir de modèle aux autres compagnies, qui serviront de dévouement et se porteront immédiatement sur les frontières pour se mettre à l'œuvre.

3 septembre 1791.  
Minute, A. N., C 163, n° 404.  
En Archives parlementaires, t. XLIX, p. 232.

1569. — Adresse de la Compagnie des Citoyens de la Patrie, présentée à l'Assemblée législative, demandant la création d'une compagnie d'élite de deux cents citoyens, pour le service de la Patrie, et pour servir de modèle aux autres compagnies, qui serviront de dévouement et se porteront immédiatement sur les frontières pour se mettre à l'œuvre.

(3 septembre 1791.)  
Original signé du sieur Cuvier, A. N., C 167, n° 405.

En Archives parlementaires, t. XLIX, p. 232.

1567. — Décret de l'Assemblée législative, autorisant le pouvoir exécutif à prendre dans la gendarmerie à cheval de la 29<sup>e</sup> division le nombre de gendarmes qu'il jugera nécessaire d'envoyer aux frontières, après s'être concerté avec la Commune de Paris, et leur permettant de porter pendant la durée de la guerre une aiguillette à trois couleurs.

3 septembre 1792.  
Minute, A. N., A 117, n° 1297.  
En Archives parlementaires, t. XLIX, p. 232.

1568. — Pétition remise à l'Assemblée législative par M. Paroisse, ingénieur, et M. Chatelain, peintre d'histoire et professeur à l'École de dessin de Paris, faisant l'offre patriotique d'un retranchement portatif et de diverses autres inventions pour servir de modèle à la Patrie en danger.

3 septembre 1792.  
Original signé, A. N., C 167, n° 403.  
En Archives parlementaires, t. XLIX, p. 232.

1569. — Adresse de la Compagnie des Citoyens de la Patrie, présentée à l'Assemblée législative, demandant la création d'une compagnie d'élite de deux cents citoyens, pour le service de la Patrie, et pour servir de modèle aux autres compagnies, qui serviront de dévouement et se porteront immédiatement sur les frontières pour se mettre à l'œuvre.

3 septembre 1792.  
Minute, A. N., C 167, n° 404.  
En Archives parlementaires, t. XLIX, p. 232.

1570. — Adresse de la femme Brissot, citoyenne de la section de la Fontaine-Montmartre, et d'autres Parisiennes, à l'Assemblée législative, exprimant le vœu que tous citoyens, notamment les marchands aristocrates, soient forcés de marcher à l'ennemi, et recouvrant les papiers pour défendre leurs enfants, avec serment de républicains jusqu'à la dernière goutte de leur sang pour la Patrie et pour « la sainte égalité ».

3 septembre 1792.

Original signé, A. N., C 167, n° 405.

Ed. Archives parlementaires, t. XLIX, p. 274.

1571. — Lettre des Conseils généraux permanents du district et de la commune de Saint-Denis au ministre de la guerre, demandant, pour armer les citoyens qui veulent partir, les fusils du détachement d'invalides en garnison à Saint-Denis, en alléguant que la garde nationale de cette ville ne possède qu'un petit nombre de fusils et encore la plupart en mauvais état.

3 septembre 1792.

Original signé, A. N., Est. de la guerre, Correspondance générale.

1572. — Offre du sieur d'Huicque, de la section de la Bibliothèque, de contribuer à l'entretien d'un soldat aux frontières par le don d'un fusil, de deux chemises, de deux paires de bas, de deux paires de souliers et d'une somme de 100 livres par trimestre.

3 septembre 1792.

Original signé, B. N., Mss., nouv. acq. fr. 2660, fol. 74.

1573. — Proclamation de Laurent Leintre et Antoine-Louis Albitte, commissaires de l'Assemblée législative, envoyés dans les départements voisins de Paris pour engager les citoyens à marcher à la défense de la Patrie.

3 septembre 1792.

Imprimé par la Citoyenne, t. XLIX, p. 275.

1574. — Délibération du Conseil général de la Commune, député MM. Hébert, Darnaudery et Joly à l'Assemblée nationale à l'effet d'apporter aux députés de la Commune des vêtements à l'usage

tant dans les armées et les départements pour ranimer l'esprit public.

3 septembre 1792.

Extrait conforme, sous le Tallien, A. N., D XL 14, n° 60.

Renvoyé à la Commission extraordinaire des 12 pour en faire son rapport, le soir.

1575. — Décret de l'Assemblée législative, portant que les ministres et chefs des administrations publiques seront autorisés à laisser partir pour la défense de Paris les commis employés dans leurs bureaux, lorsque leur absence n'entraînera aucun inconvénient grave.

3 septembre 1792.

Minute, signature de Marat, A. N., C 167, n° 372.

Ed. Archives parlementaires, t. XLIX, p. 278.

1576. — Délibération de la municipalité de Saint-Mandé, décidant d'habiller, armer et équiper complètement, aux frais de la commune, les citoyens de la compagnie de garde nationale qui se sont présentés pour partir aux frontières, et signalant l'engagement d'un citoyen qui s'est enrôlé avec six autres camarades, que sa famille doit habiller, armer et équiper à ses frais.

3 septembre 1792.

Copie conforme, A. N., C 166, n° 396.

1577. — Décret de l'Assemblée législative, renvoyant au pouvoir exécutif la pétition des artilleurs de la section du Temple, qui demandent des armes pour marcher à l'ennemi.

3 septembre 1792.

Minute, A. N., C 163, n° 373.

Ed. Archives parlementaires, t. XLIX, p. 332.

1578. — Offre à l'Assemblée législative, par la section du Pont-Neuf, d'une compagnie franche, tout équipée et prête à partir à l'instant.

4 septembre 1792.

Original signé, par le président de la section, A. N., C 167, n° 406.

Ed. Archives parlementaires, t. XLIX, p. 333.

1579. — Décision de l'Assemblée législative, portant que chaque député enverra à sa section un habit complet pour l'un

1786. — Adresse présentée par le citoyen *Armand*, député de Paris, qui sollicite la reconnaissance officielle de la guerre contre l'armée.

Original signé, A. N., C. 167, n° 406; copie collationnée et signée, A. N., C. 167, n° 1307.  
C. 1. Archives nationales, C. 167, n° 406.

1786. — Adresse de six citoyens, professeur de mathématiques, et d'autres citoyens de diverses villes de France, proposant l'établissement dans chaque ville de fabriques de fusils, et estimant que « il y en a dans chaque ville de 5 à 8,000 par semaine ».

4 septembre 1792.  
Original signé, A. N., C. 167, n° 406.  
C. 1. Archives nationales, C. 167, n° 1307.

1784. — *Requie* du sieur *ROUBAU*, lieutenant-colonel commandant le 1<sup>er</sup> régiment des mousquetaires de la garde, à l'Assemblée législative, à l'effet d'être autorisé à prendre les chevaux de sa section ou autres chevaux provenant des aristocrates, pour équiper le premier régiment des mousquetaires de la garde, qui sera l'effectif effectif de son régiment.

4 septembre 1792.  
Original signé, A. N., C. 167, n° 406.  
C. 1. Archives nationales, C. 167, n° 1307.

1782. — Adresse de l'Assemblée législative, sur la pétition présentée par le citoyen *de la Roche*, député de la section de la Roche, à l'Assemblée législative, à l'effet d'être autorisé à prendre les chevaux de sa section ou autres chevaux provenant des aristocrates, pour équiper le premier régiment des mousquetaires de la garde, qui sera l'effectif effectif de son régiment.

4 septembre 1792.  
Original signé, A. N., C. 167, n° 406.  
C. 1. Archives nationales, C. 167, n° 1307.

1784. — Adresse de la section de la Roche, à l'Assemblée législative, à l'effet d'être autorisé à prendre les chevaux de sa section ou autres chevaux provenant des aristocrates, pour équiper le premier régiment des mousquetaires de la garde, qui sera l'effectif effectif de son régiment.

tant que la guerre durera, avec décret conforme.

4 septembre 1792.  
Original signé, A. N., C. 167, n° 406; copie collationnée et signée, A. N., C. 167, n° 1307.  
C. 1. Archives nationales, C. 167, n° 406.

1784. — Adresse de six citoyens de différents départements réunis à Paris, offrant leurs bras à l'Assemblée législative et demandant à former une compagnie de dragons volontaires, la plupart d'entre eux ayant déjà servi dans cette arme, avec décret, déclarant que les citoyens qui voudront entrer dans ce corps de cavalerie devront se faire inscrire au comité de la section où ils résident.

4 septembre 1792.  
Original signé, A. N., C. 167, n° 406; copie collationnée et signée, A. N., C. 167, n° 1307.  
C. 1. Archives nationales, C. 167, n° 406.

1785. — Adresse des quatre frères Dequerey, ayant servi dans la cavalerie, l'un d'eux rentré le jour même de l'étranger, à l'Assemblée législative, offrant leur vie pour la défense de la Patrie et sollicitant leur incorporation dans la cavalerie.

4 septembre 1792.  
Original signé, A. N., C. 167, n° 406.  
C. 1. Archives nationales, C. 167, n° 1307.

1786. — Adresse d'un Anglais, devenu Français, offrant sa vie à la défense de son pays, à l'Assemblée législative, afin d'obtenir des passeports qui lui permettraient de voyager en France, comme un Français, dans sa famille.

4 septembre 1792.  
Original, A. N., C. 167, n° 406.  
C. 1. Archives nationales, C. 167, n° 1307.

1787. — Adresse de la section de la Roche, à l'Assemblée législative, à l'effet d'être autorisé à prendre les chevaux de sa section ou autres chevaux provenant des aristocrates, pour équiper le premier régiment des mousquetaires de la garde, qui sera l'effectif effectif de son régiment.

per à ses frais, et désire voir son exemple suivi par ses concitoyens.

4 septembre 1792.

Original signé, A. N., C 167, n° 406.

Cf. *Archives parlementaires*, t. XLIX, p. 344.

1588. — Adresse des *hussards de La mort* (compagnie de Coliche) à l'Assemblée législative, protestant contre le bruit qui les représente comme des gens mal-intentionnés, capables de se joindre aux tyrans, et déclarant qu'ils n'attendent, pour montrer leurs sentiments, que leur complète organisation, leur armement et leur équipement.

4 septembre 1792.

Original, A. N., C 167, n° 406.

Cf. *Archives parlementaires*, t. XLIX, p. 344.

1589. — Adresse de deux ouvriers imprimeurs, beaux-frères, à l'Assemblée législative, annonçant que l'un d'eux ira rejoindre les braves défenseurs de la Patrie, pendant que l'autre se chargera d'entretenir la famille de l'absent.

4 septembre 1792.

Original signé, A. N., C 167, n° 406.

Cf. *Archives parlementaires*, t. XLIX, p. 342.

1590. — Adresse des 650 cavaliers de l'École nationale militaire à l'Assemblée législative, se plaignant de voir sans effet le décret qui prescrit la formation d'un corps de cavalerie sous les murs de Paris, et priant l'Assemblée de donner des ordres pour leur organisation.

4 septembre 1792.

Original non signé, A. N., C 167, n° 406.

Reçue au Conseil exécutif par le 5 4 septembre.

Cf. *Archives parlementaires*, t. XLIX, p. 342.

1591. — Adresse du sieur Henry, menuisier, rue des Vieux-Augustins, et de quatre autres citoyens, à l'Assemblée législative, lui priant de les renseigner exactement au sujet de la reddition de Verdun, afin de savoir s'ils devront accélérer leur départ pour la frontière, fixé au jeudi suivant.

4 septembre 1792.

Original signé, A. N., C 167, n° 406.

Cf. *Archives parlementaires*, t. XLIX, p. 342.

1592. — Adresse des vingt-neuf volontaires de Montmartre, armés et équipés, prêts à partir comme les quatorze qui les ont précédés, recommandant à la surveillance de l'Assemblée les hauteurs qu'ils sont obligés d'abandonner un instant, et jurant de demeurer aussi inébranlables devant l'ennemi que le mont de Montmartre l'est devant Paris.

4 septembre 1792.

Original signé, A. N., C 167, n° 406.

Cf. *Archives parlementaires*, t. XLIX, p. 347.

1593. — Discours prononcé à l'Assemblée législative par Frédéric Heyden, au nom des volontaires allemands, déclarant que le nombre des déserteurs autrichiens et prussiens est fort considérable, et que leur légion serait rapidement complétée, si le décret d'organisation était rendu.

4 septembre 1792.

Minute, A. N., C 167, n° 406.

Cf. *Archives parlementaires*, t. XLIX, p. 348.

1594. — Adresse de la compagnie des canonniers volontaires du bataillon de Saint-Eustache et de la Jussienne réunis sous le nom de Contrat social, au nombre de trente-huit hommes, à l'Assemblée législative, réclamant du fer et des canons, et jurant de mourir plutôt que de laisser attenter à leur liberté et à leur sainte égalité.

4 septembre 1792.

Original, A. N., C 167, n° 406.

Cf. *Archives parlementaires*, t. XLIX, p. 348.

1595. — Adresse de M. Gallieres de L'Estang, instituteur des Vétérans, à l'Assemblée législative, offrant de voler aux frontières à la tête des légions de vétérans qui serviront de rempart et d'exemple à l'armée.

4 septembre 1792.

Original signé, A. N., C 167, n° 406.

Cf. *Archives parlementaires*, t. XLIX, p. 349.

1596. — Adresse du bataillon de l'Observatoire à l'Assemblée législative, annonçant la formation d'une deuxième compagnie, qui demande à partir contre les ennemis, et prêtant le serment de

conduites jusqu'à Montquoy, la Liberté, l'Égalité et la Défense de la Patrie.

4 septembre 1792.

Mém. cour. et Min. int., t. IV.

Cf. *Archives parlementaires*, t. XLIX, p. 396.

1597. — Adresse des citoyens des sections de Paris, adressée à l'Assemblée législative, département de la Seine, relatif à leur poste ou voler à la rencontre de l'ennemi, et concernant la délivrance de secours, transport, ou autres nécessités spéciales nécessaires pour leur emploi et à l'obligation de fournir un cautionnement de secours.

4 septembre 1792.

Cf. *Archives parlementaires*, t. XLIX, p. 397.

1598. — Proposition à l'Assemblée législative, par M. Fournier, député de l'Aube, de son fils unique (Pierre-Louis-Henri-Alexandre) pour la défense de la Patrie, et demande de son envoi immédiat aux frontières, accepté par l'Assemblée.

4 septembre 1792.

Procès-verbal de l'Assemblée législative, n° 373.

Cf. *Archives parlementaires*, t. XLIX, p. 398.

1599. — Adresse à l'Assemblée législative, par M. de Bessolles, citoyen de la section de la Fontaine-de-Grenelle, avec engagement de les élever jusqu'à l'âge de seize ans, si leurs pères sont victimes de leur généreux dévouement, et mention honorable par l'Assemblée de cet acte de civisme, par lequel ils s'engagent à servir sous le régime de l'égalité.

4 septembre 1792.

Mém. cour. et Min. int., t. IV, p. 400.  
Cf. *Archives parlementaires*, t. XLIX, p. 399.

1600. — Brevet de citoyen, relatif à la pétition d'une compagnie de volontaires de la section de la Liberté, et à l'ordre de l'Assemblée et à la garde nationale contre l'ennemi.

4 septembre 1792.

Mém. cour. et Min. int., t. IV, p. 401.  
Cf. *Archives parlementaires*, t. XLIX, p. 400.

1601. — Proposition à l'Assemblée législative par les sieurs Levrain, marchand de vin, et Cordier, limonadier, de deux compagnies de volontaires, pour chacun d'eux, qui partent pour les frontières, avec un subside de 25 livres et la promesse de 5 livres par jour, et mention honorable du civisme de ces citoyens.

4 septembre 1792.

Mém. cour. et Min. int., t. IV, p. 402, n° 373.

Cf. *Archives parlementaires*, t. XLIX, p. 401.

1602. — Lettre du comité de la section du Louvre au ministre de la guerre, l'avisant de la formation d'une compagnie de 80 jeunes artistes de l'école de Paris, séant au Louvre, qui sera armée et équipée par leurs soins, et le priant de donner des ordres pour que cette compagnie soit employée dans le bataillon de Saint-Germain-de-l'Auxerrois.

4 septembre 1792.

Mém. cour. et Min. int., t. IV, p. 403, n° 374.

1603. — Lettre du ministre de la guerre aux citoyens de la Commune de Paris, demandant leur agrément au départ de cinq compagnies de gendarmerie, ajoutant que ces braves gens ne seront point perdus pour la défense de la capitale, car ils marcheront pour la couvrir et, en cas de besoin, leur point de retraite sera toujours Paris.

4 septembre 1792.

Cf. *Archives parlementaires*, t. XLIX, p. 404.

1604. — Lettre du ministre de la guerre à M. Fournier, député de l'Aube, au sujet des observations du Département de Police et de Surveillance, relativement aux mesures prises pour la garde nationale, et à mettre le plus de célérité possible.

4 septembre 1792.

Cf. *Archives parlementaires*, t. XLIX, p. 405.

1605. — Adresse adressée au législateur par M. de Bessolles, citoyen de la section de la Fontaine-de-Grenelle, avec engagement de les élever jusqu'à l'âge de seize ans, si leurs pères sont victimes de leur généreux dévouement, et mention honorable par l'Assemblée de cet acte de civisme, par lequel ils s'engagent à servir sous le régime de l'égalité.



vices de la Patrie, demandant un état nominatif de ces courageux soldats, avec l'indication de leurs âges et services.

4 septembre 1792.

Copie. Arch. hist. de la guerre, Correspondance générale.

1606. — Lettre du sieur Imberton, citoyen de la section des Lombards, au ministre de la guerre, proposant un pierrier de son invention pouvant lancer des pierres de 12 à 16 livres, et envoyant un dessin à l'appui.

4 septembre 1792.

Original avec le dessin en question (2 p.), Arch. hist. de la guerre, Correspondance générale.

1607. — Arrêté du Conseil général de la Commune, décidant que les enrôlements forcés et le tirage au sort des citoyens qui doivent aller défendre les frontières ne seront point mis en pratique, et qu'on s'en rapportera à leur civisme.

4 septembre 1792.

Extrait conforme, B. N., Mss., nouv. acq. fr. 2686, fol. 33.

1608. — Renvoi par le Conseil général de la Commune au Comité militaire, de la demande formée par la section du Faubourg-Montmartre, pour la paye des enrôlés.

4 septembre 1792.

Original signé, B. N., Mss., nouv. acq. fr. 2686, fol. 34.

1609. — Arrêté de la section des Gravilliers, décidant qu'il sera demandé : 1<sup>o</sup> au ministre de la guerre, quels sont les moyens de subsistance, d'armement et d'équipement, préparés pour les volontaires partis le 1<sup>er</sup> de Paris; 2<sup>o</sup> à la Municipalité, quels sont les moyens d'existence prévus pour les femmes et enfants de ces volontaires.

4 septembre 1792.

Extrait, B. N., Mss., nouv. acq. fr. 2667, fol. 163.

1610. — Adresse de M. François Laurent, ex-président de la section de la Cité, homme de loi et avoué, à l'Assemblée législative, exposant l'inconvénient de laisser partir

à la guerre les fonctionnaires publics, tels que les notaires, avoués et huissiers, et offrant d'armer et équiper un citoyen qui marchera à l'ennemi, en lui assurant 20 sols de paye durant un an, en quatre paiements.

5 septembre 1792.

Original signé, A. N., C 167, n<sup>o</sup> 407.

Cf. *Archives parlementaires*, t. XLIX, p. 353.

1611. — Lettre de M. Charles Villette, électeur du Département de Paris, au président de l'Assemblée législative, offrant aux braves volontaires trois fusils, peut-être les derniers qu'on puisse trouver aujourd'hui chez les armuriers, avec trois uniformes, trois sabres et trois piques.

5 septembre 1792.

Original signé, A. N., C 167, n<sup>o</sup> 407.

Cf. *Archives parlementaires*, t. XLIX, p. 355.

1612. — Pétition du sieur Monier, épiciier, Grande-Rue du faubourg Saint-Antoine, à l'Assemblée législative, à l'effet d'être autorisé à se faire remplacer à l'armée par le sieur Noël Bryon, qui a déjà servi dans les troupes de ligne, qui est tout équipé, et qu'il s'engage à entretenir à ses frais pendant la guerre.

5 septembre 1792.

Original signé, A. N., C 167, n<sup>o</sup> 407.

Cf. *Archives parlementaires*, t. XLIX, p. 356.

1613. — Décret de l'Assemblée législative, autorisant le pouvoir exécutif provisoire à faire partir pour les frontières tous les gendarmes en exercice auprès des tribunaux de Paris, qui n'y sont pas absolument nécessaires pour le service de ces tribunaux.

5 septembre 1792.

Minute signée de Romme, A. N., C 163, n<sup>o</sup> 373; copie collationnée et signée du président et des secrétaires, A. N., A 118, n<sup>o</sup> 1316.

Ed. *Archives parlementaires*, t. XLIX, p. 356.

1614. — Adresse de la section de la Butte-des-Moulins à l'Assemblée législative, à l'effet de ratifier la décision prise par cette section, pour interdire l'admission dans la cavalerie de toute personne non munie d'un certificat de civisme de

sa section, en vue d'obtenir la formation de bataillons armés.

5 septembre 1792.

Original signé, A. N., C 167, n° 407.

Cf. *Archives parlementaires*, t. XLIX, p. 107.

1615. — Présentation par le ministre de la Guerre, de deux drapeaux armés, qui se rendent aux frontières, sous les ordres du sieur Maréchal, adjudant-général, et d'un platoon de leur section.

5 septembre 1792.

Original signé et signé des parlementaires, A. N., C 167, n° 407.

Cf. *Archives parlementaires*, t. XLIX, p. 360.

1616. — Décret de l'Assemblée législative, décidant, afin de seconder le désir d'entrer en campagne manifesté par la gendarmerie nationale de Paris et les compagnons francs, tout à la fois à l'effet que les officiers dont les emplois sont à la nomination de leurs frères d'armes, obtiendront sans délai, du pouvoir exécutif provisoire, les brevets ou commissions de leurs grades respectifs.

5 septembre 1792.

Original signé et signé des parlementaires et des secrétaires, A. N., C 118, n° 1323.

Cf. *Archives parlementaires*, t. XLIX, p. 371.

1617. — Délibération de la municipalité de Bercy, adressant au Commandant militaire de la section, en faveur des citoyens qui ont fait, sur les registres de cette municipalité, leur soumission de voler aux frontières, d'aller combattre et repousser l'ennemi, et de mourir plutôt que de se rendre.

5 septembre 1792.

Original signé, A. N., C 167, n° 407.

Cf. *Archives parlementaires*, t. XLIX, p. 111.

1618. — Décret de l'Assemblée législative, autorisant le Comité de Finances à voter 5 drapeaux, sous le nom de la section, pour le bataillon de Paris, une somme de 6.000 livres, en petites coupures d'assignats, pour une égale valeur de gros assignats, afin de permettre aux citoyens, citoyens, aux citoyens, petits citoyens, pour les citoyens, les citoyens.

Original signé, A. N., C 167, n° 407.

5 septembre 1792.

Original signé, A. N., C 167, n° 407.

Cf. *Archives parlementaires*, t. XLIX, p. 111.

1619. — Adresse des citoyens de la section de la Cité, au nombre de trente-quatre, à l'Assemblée législative, se plaignant de n'avoir pu obtenir leur ordre de départ, demandant à être enrôlés de suite, non aux camps de réserve, auprès de Paris, mais droit à l'ennemi, et jurant, non de mourir, mais de vaincre.

5 septembre 1792.

Original signé, A. N., C 167, n° 407.

Cf. *Archives parlementaires*, t. XLIX, p. 111.

1620. — Adresse des citoyennes de la section du Théâtre-Français à l'Assemblée législative, déclarant que, non contentes de voir, avec transport, leurs époux voler à la défense de la Patrie, elles offrent leurs bras et, « nouvelles Clélie », veulent attendre leur retour, les armes à la main, en contribuant avec leurs braves concitoyens, à la garde de leurs foyers.

5 septembre 1792.

Original, A. N., C 167, n° 407.

Cf. *Archives parlementaires*, t. XLIX, p. 111.

1621. — Pétition des gendarmes à cheval de la 29<sup>e</sup> division, au nombre de 600, équipés à leurs frais et prêts à partir pour les frontières, à l'effet d'obtenir, sur leur masse future, un emprunt de 60.000 livres, qui leur permettra de faire honneur à leurs affaires et d'assurer le sort de leurs femmes et de leurs enfants, avant leur mise en route, avec décret conforme.

5 septembre 1792.

Original signé, A. N., C 167, n° 407.

Cf. *Archives parlementaires*, t. XLIX, p. 111.

1622. — Adresse du sieur Salley, secrétaire-commis au Comité colonial, accompagnant l'adresse de l'Assemblée législative, de son uniforme, avec son képi, et se plaignant de ne pas avoir le képi, qui est le signe de la bravoure, et de ne pas avoir le képi, qui est le signe de la bravoure.

la poussière de la victoire, et lui remettre en échange « les moustaches d'un houlan ».

5 septembre 1792.

Original signé, A. N., C 167, n° 407.

Cf. *Archives parlementaires*, t. XLIX, p. 378.

1623. — Adresse d'un ancien contrôleur des actes et receveur des entrées de la Ville à l'Assemblée législative, proposant de tenir, dans les bureaux des Comités, la place d'un citoyen qui serait plus utile sur la frontière et auquel il remettrait son traitement en entier.

5 septembre 1792.

Original, A. N., C 167, n° 407.

Cf. *Archives parlementaires*, t. XLIX, p. 378.

1624. — Pétition de la section de Mirabeau à l'Assemblée législative, communiquant une lettre des trente-deux volontaires de leur section au camp de Maulde, à l'armée du Nord, laissés sans armes et qui n'ont d'autre perspective d'en être pourvus que par la mort de leurs frères d'armes, sur le champ de bataille, et flétrissant la conduite indigne de ceux qui osent spéculer sur la vie des braves combattants.

5 septembre 1792.

Originaux signés (2 p.), A. N., C 167, n° 407.

Cf. *Archives parlementaires*, t. XLIX, p. 382.

1625. — Pétition de la commune ci-devant dite de Bourg-la-Reine, et qui substitue à ce nom odieux celui de Bourg-de-l'Egalité, à l'Assemblée législative, déclarant que, non contente de donner les preuves les moins équivoques de son patriotisme, en recevant journallement les volontaires qui vont aux frontières, elle équipe à ses frais vingt-quatre citoyens qui ont joint leurs noms à ceux qui se disposent à mourir pour la Patrie.

5 septembre 1792.

Original signé, A. N., C 167, n° 407.

Cf. *Archives parlementaires*, t. XLIX, p. 382.

1626. — Adresse du sieur Bureau, garde national, à l'Assemblée législative, affirmant que ses frères d'armes ne marchent contre l'ennemi, que lorsque les

Marseillais les accompagneront, et proposant de garnir la coiffure du soldat d'une croix de fer qui servira à parer les coups de sabre de la cavalerie.

5 septembre 1792.

Original, A. N., C 167, n° 408.

Cf. *Archives parlementaires*, t. XLIX, p. 413.

1627. — Arrêté du Conseil général de la Commune, portant que tous les citoyens déjà enrôlés dans les divers corps de cavalerie seront mis en demeure de justifier de leur civisme, au moins depuis 1790, et décidant que le corps des *hussards de la mort* sera dissous et réparti dans tous les bataillons.

5 septembre 1792.

Original signé, B. N., Mss., nouv. acq. fr. 2686, fol. 35.

1628. — Délibération de la section de la Cité, à l'effet de présenter à l'Assemblée nationale une pétition pour la suppression des corps particuliers, dont l'incivisme est notoire, en particulier de la compagnie de cavalerie logée à l'Ecole militaire, des compagnies franches et des *hussards* dits mal à propos de la *Liberté*, pour les fondre avec les volontaires.

5 septembre 1792.

Extraits conformes (2 p.), B. N., Mss., nouv. acq. fr., 2667, fol. 166; Arch. hist. de la guerre, Correspondance générale.

1629. — Procès-verbal de la section de la Cité, constatant l'enrôlement parmi les volontaires prêts à partir de quatre fédérés venus des Basses-Alpes, district de Digne, canton de Moustiers.

5 septembre 1792.

Extrait conforme, B. N., Mss., nouv. acq. fr. 2667, fol. 164.

1630. — Lettre des administrateurs du district de Saint-Denis au ministre de la guerre, annonçant que la municipalité d'Aubervilliers leur a amené quarante-six jeunes volontaires qui désirent partir sur-le-champ, dont quatre ou cinq leur paraissent bien faibles et n'avoir point l'âge requis, mais veulent être enrôlés quand même, et demandant au ministre ses ins-

tructions, les volontaires descendant se mettre en route, au bas duquel le lendemain.

— 1792.

Original signé. Archives de la guerre. Correspondance générale.

1634. — Lettre des administrateurs du district de Saint-Denis au ministre de la guerre, annonçant l'envoi de quatre volontaires de la paroisse de Boulogne-l'Épipaisi désirant partir immédiatement, et l'envoi de l'un de ces volontaires au ministre pour prendre ses ordres.

— 1792.

Original signé. Archives de la guerre. Correspondance générale.

1635. — Lettre des administrateurs du district de Saint-Denis au ministre de la guerre, lui faisant part, au sujet de la levée des volontaires en masse, des inquiétudes manifestées par les officiers municipaux et citoyens de la garde nationale d'Antony, liers, qui croient devoir remarquer que la culture de leurs champs ne permet pas le départ de tous les bras utiles, et observant que les corps administratifs n'ont pas assez de force et de persuasion pour tempérer l'ardeur des volontaires qui veulent diriger contre l'ennemi la totalité des forces.

— 1792.

Original signé. Archives de la guerre. Correspondance générale.

1636. — Lettre des administrateurs du district de Saint-Denis au ministre de la guerre, demandant l'installation à Saint-Denis d'un commissaire des guerres, à cause : 1° des approvisionnements nécessaires pour le camp de Paris, les dépôts et magasins de guerre ; 2° de la grande nécessité que les volontaires puissent combattre l'ennemi et de l'ordonnance de leur départ ; 3° du passage à tout instant d'engagés pour les troupes de ligne et de l'attente d'un grand nombre d'engagés.

— 1792.

Original signé. Archives de la guerre. Correspondance générale.

1637. — Lettre du comité d'administration de la section de l'Assemblée législative, lui faisant part de l'envoi de quatre volontaires qui lui ont offert, au

départ à l'étranger, pour être soutenus par son Union sa patrie, ses lois et sa liberté, ou de s'enrôler sous les étendards de la Liberté, étant tout disposé à prêter le serment de la Liberté et de l'Égalité.

5 septembre 1792.

Original signé, A. N., C 167, n° 407.

1638. — Mémorial du sieur Antoine Michel Brun au ministre de la guerre, adressant le modèle d'une petite bombe ou grenade, qui peut être tirée par le canon et employée avec avantage contre les armées ennemies, et demandant la concession de quelques livres de poudre et de 12 livres de métal de cloches, avec réponse favorable.

5 septembre 1792.

Original et double. Archives de la guerre. Correspondance générale.

1639. — Lettre de monsieur Talon, président des Petites-Sections, au ministre de la guerre, à l'Assemblée législative (renvoyée au ministre de la guerre et à la Commission des armes), proposant divers projets de nouvelles lances et bayonnettes, canons de campagne, mortiers à bombes.

5 septembre 1792.

Original et double. Archives de la guerre. Correspondance générale.

1640. — Lettre de M. Minier, président de la section du Pont-Neuf, au Comité de correspondance de l'Assemblée législative, annonçant que la section a mis sur pied deux compagnies, comprenant chacune cent vingt-sept hommes, armés, habillés et équipés, et qu'elle va s'occuper d'en former une troisième, pour laquelle on a les fusils nécessaires, ajoutant qu'une compagnie de volontaires armés et équipés, également armés et équipés, composée comme les autres d'hommes forts et vigoureux, est également prête à partir.

5 septembre 1792.

Original et double. Archives de la guerre.

1641. — Adresse des citoyens citoyens et volontaires du bataillon de la Trinité, adressée au Président de l'Assemblée législative, annonçant que les citoyens précédents, ils ont offert leurs bonnets et

leurs corps pour la frontière, demandant des munitions et la permission d'emporter avec eux le drapeau de la Bastille qu'ils ont conquis le 14 juillet 1789, avec décret conforme.

6 septembre 1792.

Original, A. N., C 167, n° 408. Minute, A. N., C 167, n° 414, copie collationnée et signée du président et des secrétaires; A. N., A 167, n° 415.

Cf. *Archives parlementaires*, t. XLIX, p. 392.

1639. — Adresse de la commune de Saint-Ouen à l'Assemblée législative, présentant quinze volontaires, dans le nombre desquels se trouvent quatre pères de famille qui recommandent leurs femmes et leurs enfants, et faisant observer qu'elle fournit, dans le courant de l'année, huit citoyens, actuellement aux frontières.

6 septembre 1792.

Minute, A. N., C 167, n° 408.

Cf. *Archives parlementaires*, t. XLIX, p. 393.

1640. — Adresse de la commune de Neuilly-sur-Seine à l'Assemblée législative, accompagnant la présentation de quatre-vingt-quatre défenseurs de la Liberté, qui vont rejoindre soixante de leurs frères déjà répandus dans les armées, avec l'adhésion enthousiaste des citoyennes de Neuilly, qui déclarent que leurs vœux seront aux frontières et qu'elles répéteront sans cesse : Vive l'Égalité et la Liberté!

6 septembre 1792.

Originaux (2 p.), A. N., C 167, n° 408.

Cf. *Archives parlementaires*, t. XLIX, p. 408.

1641. — Prestation de serment devant l'Assemblée législative par les canoniers volontaires du bataillon des Jacobins-Saint-Dominique, qui partent pour combattre les ennemis de la France et demandent la permission d'emmener avec eux les deux canons qu'ils possèdent depuis la formation du bataillon; décret du 14 septembre 1792, par lequel le président et les secrétaires de l'Assemblée législative ont été chargés de contribuer par un versement de 300 livres chaque année aux frais d'équipement de cette troupe, avec réponse du président et décret applaudissant à leur

6 septembre 1792.

Copie collationnée et signée du président et des secrétaires, A. N., A 167, n° 1641.

Cf. *Archives parlementaires*, t. XLIX, p. 418.

1642. — Adresse de la municipalité d'Aubervilliers à l'Assemblée législative, annonçant l'inscription de quarante-cinq citoyens de cette commune, qui vont partir pour les frontières et jurent une haine implacable à tous les scélérats couronnés ainsi qu'à leurs satellites, en promettant de revenir vainqueurs ou de mourir sur le champ de bataille.

7 septembre 1792.

Original, A. N., C 167, n° 408.

Cf. *Archives parlementaires*, t. XLIX, p. 430.

1643. — Adresse des commissaires chargés de l'enrôlement volontaire des citoyens de la section 1792 à l'Assemblée législative, faisant hommage de 300 défenseurs de la Patrie, armés et équipés à leurs frais, et annonçant le départ pour le lendemain d'une troisième compagnie de 150 hommes, ainsi que d'une compagnie de cavalerie, ajoutant enfin qu'une somme de 18,000 livres a été recueillie dans la section pour les victimes du 10 août.

(7 septembre 1792.)

Original signé du sieur Tresfontaine, commissaire, A. N., C 167, n° 408.

Ed. *Archives parlementaires*, t. XLIX, p. 430.

1644. — Lettre de M. Duchosal, secrétaire du comité de surveillance de la section de 1792, ci-devant la Bibliothèque, et de M. Sevrat, commissaire, à l'Assemblée législative, annonçant que leur seconde compagnie vient de partir pour la frontière, ce qui porte à 216 le nombre des hommes destinés à combattre les ennemis, et que, dimanche, la troisième compagnie sera en état de marcher.

7 septembre 1792.

Original signé, A. N., D XL 5, n° 60.

1645. — Adresse des citoyens de couleur résidant à Paris, représentés par le sieur Raimond, à l'Assemblée législative, exprimant le vœu d'être admis à se former en compagnie franche, pour se rendre aux frontières et y combattre les ennemis de la Patrie (le sieur Raimond prenant l'engagement de contribuer par un versement de 300 livres chaque année aux frais d'équipement de cette troupe), avec réponse du président et décret applaudissant à leur



patrice, et les membres du Comité exécutif provisoire.

7 septembre 1792.

Originaux et minute (6 p.). A. N., C 163, n° 374.

Ed. *Archives parlementaires*, t. XLIX, p. 428.

1646. — Renvoi au Comité militaire et au Comité exécutif de la proposition faite par la section armée du Louvre, à l'effet d'adopter des mesures pour arrêter les progrès de l'ennemi et détruire sa cavalerie.

7 septembre 1792.

Minute, A. N., C 163, n° 374.

Ed. *Archives parlementaires*, t. XLIX, p. 432.

1647. — Décret de l'Assemblée législative, accordant une pension annuelle de 400 livres à la veuve Poissonneau, rétribuée à l'armée, par suite de son service aux frontières, des cinq enfants qui lui restent de vingt-deux, et qui servent actuellement sous les drapeaux de la Liberté et de l'Égalité.

7 septembre 1792.

Minute, A. N., C 163, n° 374; copie collationnée et signée du président et des secrétaires, A. N., C 118, n° 1337.

Ed. *Archives parlementaires*, t. XLIX, p. 441.

1648. — Reçu par l'Assemblée législative, au pouvoir exécutif et à la Municipalité parisienne, des volontaires de Saint-Denis, qui jurent de servir à tous les bras d'armes, et demandent pour le soir un logement dans la ville de Paris.

7 septembre 1792.

Minute, minute de copie, — Hour, Lamoignon, A. N., C 163, n° 374; copie collationnée et signée du président et des secrétaires, A. N., C 118, n° 1337.

Ed. *Archives parlementaires*, t. XLIX, p. 448.

1649. — Prestation de serment dans le sein de l'Assemblée législative, par les sections armées de Paris, qui voudraient, comme leurs frères, marcher à l'ennemi, sous le drapeau de la Liberté, de la Capitale, l'un des principaux boulevards de l'Assemblée nationale.

7 septembre 1792.

Minute, A. N., C 163, n° 374.

Ed. *Archives parlementaires*, t. XLIX, p. 441.

1650. — Décret de l'Assemblée législative, interdisant à tout citoyen de s'emparer des cercueils de plomb dans les églises pour fabriquer des balles, et chargeant la municipalité de Paris de prendre sur-le-champ, de concert avec les hommes de l'art, les mesures nécessaires pour arrêter les progrès du méphitisme dans les lieux où l'on a déjà fait quelques exhumations.

7 septembre 1792.

Minute, A. N., C 163, n° 374; copie collationnée et signée du président et des secrétaires, A. N., C 118, n° 1337.

Ed. *Archives parlementaires*, t. XLIX, p. 445.

1651. — Délibération de la section de la Réunion, ci-devant Beaubourg, chargeant ses commissaires de demander à l'Assemblée législative la suppression des compagnies franches, qui établissent une distinction entre les citoyens, et leur fusion dans les différents bataillons qui partent pour la défense de la Liberté.

7 septembre 1792.

Extrait conforme, A. N., C 167, n° 409.

Ed. *Archives parlementaires*, t. XLIX, p. 441.

1652. — Délibération de la section de la Fontaine-Montmartre, ci-devant Fontaine-Montmorency, proposant la promulgation d'un décret portant de ne point admettre tout citoyen qui, après s'être enrôlé pour la défense de la Patrie, et après avoir été armé et équipé par l'une des sections de Paris, déserterait et abandonnerait son drapeau.

7 septembre 1792.

Extrait conforme, A. N., C 167, n° 409.

Ed. *Archives parlementaires*, t. XLIX, p. 441.

1653. — Adresse faite, par un membre de la section Marceau, refusé pour défaut de taille, à l'Assemblée législative, réclamant le processus à son égard, qu'elle déclinerait, la loi n'étant applicable qu'aux citoyens de l'Assemblée, pour les autres, sans offrir aucune loi de la part de la nation, et des armes.

7 septembre 1792.

Extrait conforme, A. N., C 167, n° 409.

1654. — Adresse au Comité exécutif, de la section de la Fontaine-Montmartre, ci-devant Fontaine-Montmorency, pour le prier de

sant la délivrance aux commissaires de la Commune de Paris des toiles de chasse qui sont en bâtiment appelé le *Vautour*, à l'effet de servir à la confection de habits pour les volontaires.

8 septembre 1792.  
Original signé, A. N., C 167, n° 409.  
Ed. *Archives parlementaires*, t. XLIX, p. 37.

1661. — Lettre de la Commission de correspondances de l'Assemblée législative au ministre de la guerre, le priant d'envoyer, dans un quartier de Paris, la conduite suspecte de M. Balthus, ayant donné lieu à des mouvements populaires, il serait peut-être impudent de lui confier un grade dans l'armée de Châlons, et demandant si ce personnage n'a pas été employé par le maréchal Luckner.

8 septembre 1792.  
Original signé, A. N., C 167, n° 409.  
Ed. *Archives parlementaires*.

1662. — Pétition du sieur Charles Roux, professeur de mathématiques, à l'Assemblée législative, proposant la promulgation d'un décret qui ordonne l'établissement de manufactures de fusils dans toutes les villes fortes, et affecte la grande galerie du château des Tuileries à la fabrique de Paris, où seraient transportés les 10,000 canons de fusils trouvés par les commissaires de l'Assemblée.

8 septembre 1792.  
Original signé, A. N., C 167, n° 409.  
Ed. *Archives parlementaires*, t. XLIX, p. 37.

1657. — Lettre de M. Pétion, maire de Paris, au président de l'Assemblée législative, annonçant que le calme renaît, et déclarant qu'il serait à désirer que les citoyens casernés fussent promptement armés, organisés, mis en marche, et qu'on ne voit pas sans indifférence des jeunes gens rester inactifs, tranquillement, dans leurs casernes, tandis que des pères de famille quittent leurs foyers pour voler à l'ennemi.

8 septembre 1792.  
Original signé, A. N., D XV 2, n° 11.  
Ed. *Archives parlementaires*, t. XLIX, p. 453.

1658. — Adresse de M. Sarrette, capitaine de la garde nationale, commandant la musique, à l'Assemblée législative, faisant connaître que le corps de musique de la garde parisienne se sépare en deux parties, dont l'une suspend sa lyre pour combattre l'ennemi, l'autre la conserve, mais va aux travaux du camp sous Paris; et que, lorsque l'ennemi sera terrassé, les musiciens se réuniront et célébreront les actions des Français.

8 septembre 1792.  
Original signé, A. N., C 167, n° 409.  
Ed. *Archives parlementaires*, t. XLIX, p. 37.

1660. — Décret de l'Assemblée législative, portant que l'original de la pétition dite des 8,000 et celui de la pétition contre le camp des 20,000 hommes seront brûlés, et invitant tous les citoyens qui auraient les listes imprimées des pétitionnaires à les anéantir.

8 septembre 1792.  
Copie imprimée et signée du président et des secrétaires, A. N., A 118, n° 1315.  
Ed. *Archives parlementaires*, t. XLIX, p. 47.

1660. — Adresse du 1<sup>er</sup> bataillon de Paris, cantonné au camp de Famars, à l'Assemblée législative, manifestant toutes ses inquiétudes au sujet de la levée du camp de Maulde, qui a causé la désolation des habitants de Saint-Amand, avec lesquels les premier et second bataillons de gardes nationaux de Paris vivaient dans la plus grande fraternité, et déclarant que les volontaires ne quitteront leurs armes que lorsque la terre sacrée de la Liberté sera teinte de leur sang.

8 septembre 1792.  
Original signé, A. N., D XV 2, n° 11.  
Ed. *L'Auditeur national*, n° 347, p. 5.  
Ed. *Archives parlementaires*, t. XLIX, p. 562.

1661. — Décret de l'Assemblée législative, réglementant la levée des troupes légères ou compagnies franches, et décidant que tout citoyen qui voudra lever une compagnie sera tenu de faire afficher, durant trois jours, dans sa section, son nom, le précis de ses services et titres civiques, et que tout citoyen qui voudra s'engager



le tirage d'un nouveau moyen de défense, de refaire cette trêve utile aux armées dans le moment actuel.

(Archives 1792.)

Original, Arch. hist. de la guerre, Correspondance générale.

1670. — Lettre du sieur Peron, secrétaire à la Montagne de Paris, au ministre de la guerre, proposant un nouveau modèle de fusil, et assurant qu'on pourrait en fabriquer quatre-vingt-dix mille à Paris dans l'espace de dix jours.

(Archives 1792.)

Original, Arch. hist. de la guerre, Correspondance générale.

1671. — Lettre du sieur Babin, inventeur à Paris, au ministre de la guerre, proposant de nouvelles armes et des mesures pour la défense de la capitale.

(Archives 1792.)

Original, Arch. hist. de la guerre, Correspondance générale.

1672. — Adresse de la municipalité de Saint-Maur à l'Assemblée législative, accompagnant la présentation de cinquante volontaires sur les deux cents habitants de cette commune, armés et équipés aux frais de leurs communiens, et prêts à partir pour combattre les satellites du crime Frédéric et du sanguinaire Brunswick.

(Archives 1792.)

Original, Arch. hist. de la guerre, Correspondance générale.

1673. — Pétition du sieur Vallée fils, grenadier du bataillon de Saint-Roch, enrole pour les frontières, à l'Assemblée législative, afin d'obtenir qu'une rente viagère sur l'Etat, dont ses père et mère doivent pour après son décès, soit transférée sur leur tête, au cas où il serait tué en servant sa patrie, pétition convertie en motion par Léonard Robin, et étendue, par l'Assemblée, à tous les enfants enrôlés dans le même cas.

(Archives 1792.)

Original, Arch. hist. de la guerre, Correspondance générale.

Ed. Archives parlementaires, t. XLIX, p. 376.

Ed. Archives parlementaires, t. XLIX, p. 376.

1674. — Discours de l'Assemblée législative, mettant à la disposition du pouvoir

exécutif toutes les toiles de chasse qui se trouveront dans les établissements dits du *Vautrait*, la plupart sur le territoire de Saint-Germain-en-Laye, lesdites toiles devant servir à l'équipement des volontaires d'active pendant.

(10 septembre 1792.)

Manuscrit de la Bibliothèque de la Convention, t. 179, par M. de la Fayette, président et des secrétaires, A. N., A 116, n° 978.

Ed. Archives parlementaires, t. XLIX, p. 376.

1675. — Requête de M. Le Chevalier, juge de paix, président de la section du Faubourg-Montmartre, à l'Assemblée législative, sollicitant 1° le dépôt, entre les mains des canonniers du Faubourg-Montmartre, du boulet envoyé par les Prussiens au camp de Maulde, et transmis par l'un des jeunes volontaires de la section à son père; 2° la réception dans le sein de l'Assemblée des volontaires enrôlés qui accompagnent les braves canonniers.

(10 septembre 1792.)

Original signé et copie (2 p.), A. N., C 167, n° 410.

Ed. Archives parlementaires, t. XLIX, p. 377.

1676. — Pétition individuelle des canonniers et citoyens soldats de la section du Luxembourg à l'Assemblée législative, à l'effet de recevoir leur serment solennel avant leur départ, et le dépôt qu'ils offrent de la précieuse conquête par eux faite lors de la Journée du 10 août (drapeau blanc pris sur les Suisses).

(10 septembre 1792.)

Original, Archives parlementaires, A. N., C 167, n° 410.

Ed. Archives parlementaires, t. XLIX, p. 541.

Six drapeaux furent pris sur les Suisses dans la Journée du 10 août: ils figuraient sous la rubrique n° 100 (A. N., C 182), dans les Archives de la Convention. D'après une note inscrite sur un inventaire de l'époque, « ces trophées de la victoire du peuple sur la garde du Roi » furent envoyés à la Convention, mais ils ne furent pas vus, ils ont disparu.

1677. — Proposition de l'Assemblée législative, par la section du Marais ayant M. Target à sa tête, de la 3<sup>e</sup> compagnie des volontaires de cette section, partant pour les frontières, et expression d'un vœu tendant à inviter les citoyens, chez qui ces jeunes gens sont employés, à

par l'Assemblée,

**Assemblée nationale** — L'Assemblée nationale est l'organe législatif par les officiers civils et militaires.

Minute, A. N., C 167, n° 410

D'après le procès-verbal, A. N., C.I, 61, de l'Arsenal, précédés d'un grand nombre de

l'Etat, autorisant les fédérés à se présenter au ministre de la guerre et à le mettre au courant de leur situation, à lui adresser des listes, livrables dans huit jours, à raison de 10 francs par homme, et à solliciter, en attendant, sous le bon vouloir de la place, pour le plus promptement possible tous les effets d'habillement, d'armement et d'équipement.

et d'indiquer que toutes les grilles, dans l'intérieur des églises, seront envoyées et libérées des piques.

par section, adressée par la Commission de correspondance de l'Assemblée nationale.

10 septembre 1792

Copie conforme, A, N., D XL 5, n° 60.

La Commission extraordinaire des 12, lui faisant passer un mémoire, en date du 19 août, dans lequel sont exposées certaines idées, sous forme de décret, sur les dangers de la Patrie, mémoire qui lui a été communiqué verbalement.

ingénieur en mathématiques à Paris, au moment de la guerre (1914-1918), pour la construction d'une catapulte horizontale qui lancerait 50 pierres du poids d'une livre.

10 septembre 1792

pondance générale.

1681. — Délibération de la section Maucoueil, arrêtant diverses mesures au sujet de la cavalerie casernée à l'Ecole militaire, composée d'éléments suspects, décidant notamment le rappel de tous citoyens en-pôles dans cette cavalerie et la délivrance de certificats de civisme, exigibles pour entrer dans ce corps.

• 10 septembre 1792

blée électorale du Département de Paris, par le citoyen Delour, de Châtillon, en présentant les volontaires de Gentilly, avant leur départ pour la frontière, avec lettre d'envoi.

semblee législative par les canonniers de la cathédrale de la ville de Toul. Ils viennent prêter le serment de soutenir les Rois de France. On lit dans le *Journal de Toul* :



des rois » deviennent entre leurs mains la raison des peuples contre les tyrans, « ces Guillaume des Brunswick et tous leurs esclaves satellites ».

(11 septembre 1792.)

Minute, A. N., C 167, n° 410.

Cf. Archives parlementaires, t. XLIX, p. 559.

1687. — De l'arrestation des auteurs de la compagnie franche des *chasseurs de la mort*, animés du patriotisme le plus ardent, faite à l'Assemblée législative, portant qu'ils ne reconnaissent pour souverain que le peuple, qu'ils ne veulent chérir d'autre idole que la Liberté et l'Égalité, et qu'ils jurent de la maintenir au prix de tout leur sang.

(11 septembre 1792.)

Minute, A. N., C 167, n° 410.

Cf. Archives parlementaires, t. XLIX, p. 557.

1688. — Adresse du patriote Palloy, capitaine de la première compagnie des sans-culottes, à l'Assemblée législative, présentant au nom de tous ses camarades qu'il va guider aux frontières, promettant en son nom personnel « de lui envoyer la première tête du tyran qui pourra les enlever ».

(11 septembre 1792.)

Original signé, A. N., C 167, n° 410.

Cf. Archives parlementaires, t. XLIX, p. 563.

1689. — Adresse des volontaires de la commune de Villejuif à l'Assemblée législative, accompagnant leur prestation de serment de combattre et de mourir pour la Liberté et l'Égalité.

(11 septembre 1792.)

Minute, A. N., C 167, n° 416.

Cf. Archives parlementaires, t. XLIX, p. 565.

1690. — Adresse des commissaires chargés de l'enrôlement volontaire des citoyens de la section de 1792 à l'Assemblée législative, à l'effet de présenter une compagnie de canonniers et une autre de fusiliers, formées dans cette section, qui viennent renouveler leur serment avant de partir pour rejoindre les 300 frères d'armes de la même section, actuellement sur le chemin de la gloire.

(11 septembre 1792.)

Original signé, A. N., C 167, n° 416.

Original signé, A. N., C 167, n° 410.

Ed. Archives parlementaires, t. XLIX, p. 571.

1691. — Décret de l'Assemblée législative, autorisant le pouvoir exécutif à faire les dépenses nécessaires pour l'habillement et l'équipement des vainqueurs de la Bastille, qui, en vertu du décret du 25 août, se sont formés en compagnie de volontaires à pied.

(11 septembre 1792.)

Original signé, A. N., C 167, n° 416.

des secrétaires, A. N., A 116, n° 994.

Ed. Archives parlementaires, t. XLIX, p. 574.

1692. — Décret de l'Assemblée législative, accordant un supplément de solde de 40 sols par jour aux volontaires nationaux qui se forment, soit en bataillons, soit en compagnies, dans la capitale, et ne peuvent, avec leur paye de 15 sols, suffire à leur entretien pendant leur séjour à Paris, depuis le moment de leur formation et casernement jusqu'à celui de leur départ.

(11 septembre 1792.)

Original signé, A. N., C 167, n° 416.

Ed. Archives parlementaires, t. XLIX, p. 575.

1693. — Lettre de M. Bertrand, capitaine de la 1<sup>re</sup> compagnie de la section armée du Panthéon-Français, au président de l'Assemblée législative, demandant s'il est possible de délivrer la récompense de 300 livres votée la veille par l'Assemblée, pour sa fermeté patriotique, à un jeune homme qui part à l'instant pour Châlons avec ses camarades.

(11 septembre 1792.)

Original signé, A. N., C 167, n° 410.

1694. — Pétition adressée à l'Assemblée législative par les prisonniers de la Force, qui gémissent moins sur leur sort que sur celui qui menace leur Patrie, et demandent que leurs liens momentanés soient brisés pour voler aux frontières.

(11 septembre 1792.)

Original signé, A. N., C 167, n° 410.

1695. — Lettre du président de la section des Amis de la Patrie, ci-devant du

Parvenu à la compression des courriers, nous sommes allés à la messe, et que, M. de la Fayette, avec la disposition de la garde de la guerre, des autres Délégués d'Assemblée pour le 1792.

11 septembre 1792.  
Correspondance générale.

1792. — Lettre de M. de la Fayette au ministre de la guerre, le 11 septembre 1792, lui recommandant la compagnie de canonniers de la section des Quatre-Nations, qui s'est distinguée par sa bravoure et sa fidélité, et sollicite depuis longtemps cette faveur, d'autant plus méritée, que cette compagnie s'est signalée à l'affaire du 17 août.

11 septembre 1792.  
Correspondance générale.

1792. — Lettre de M. de la Fayette au ministre de la guerre, le 11 septembre 1792, lui recommandant la compagnie de canonniers de la section des Quatre-Nations, qui s'est distinguée par sa bravoure et sa fidélité, et sollicite depuis longtemps cette faveur, d'autant plus méritée, que cette compagnie s'est signalée à l'affaire du 17 août.

11 septembre 1792.  
Correspondance générale.

1792. — Lettre de M. de la Fayette au ministre de la guerre, le 11 septembre 1792, lui recommandant la compagnie de canonniers de la section des Quatre-Nations, qui s'est distinguée par sa bravoure et sa fidélité, et sollicite depuis longtemps cette faveur, d'autant plus méritée, que cette compagnie s'est signalée à l'affaire du 17 août.

11 septembre 1792.  
Correspondance générale.

1792. — Lettre de M. de la Fayette au ministre de la guerre, le 11 septembre 1792, lui recommandant la compagnie de canonniers de la section des Quatre-Nations, qui s'est distinguée par sa bravoure et sa fidélité, et sollicite depuis longtemps cette faveur, d'autant plus méritée, que cette compagnie s'est signalée à l'affaire du 17 août.

1792. — Lettre de M. de la Fayette au ministre de la guerre, le 11 septembre 1792, lui recommandant la compagnie de canonniers de la section des Quatre-Nations, qui s'est distinguée par sa bravoure et sa fidélité, et sollicite depuis longtemps cette faveur, d'autant plus méritée, que cette compagnie s'est signalée à l'affaire du 17 août.

11 septembre 1792.  
Correspondance générale.

1792. — Lettre de M. de la Fayette au ministre de la guerre, le 11 septembre 1792, lui recommandant la compagnie de canonniers de la section des Quatre-Nations, qui s'est distinguée par sa bravoure et sa fidélité, et sollicite depuis longtemps cette faveur, d'autant plus méritée, que cette compagnie s'est signalée à l'affaire du 17 août.

11 septembre 1792.  
Correspondance générale.

1792. — Lettre de M. de la Fayette au ministre de la guerre, le 11 septembre 1792, lui recommandant la compagnie de canonniers de la section des Quatre-Nations, qui s'est distinguée par sa bravoure et sa fidélité, et sollicite depuis longtemps cette faveur, d'autant plus méritée, que cette compagnie s'est signalée à l'affaire du 17 août.

11 septembre 1792.  
Correspondance générale.

1792. — Lettre de M. de la Fayette au ministre de la guerre, le 11 septembre 1792, lui recommandant la compagnie de canonniers de la section des Quatre-Nations, qui s'est distinguée par sa bravoure et sa fidélité, et sollicite depuis longtemps cette faveur, d'autant plus méritée, que cette compagnie s'est signalée à l'affaire du 17 août.

11 septembre 1792.  
Correspondance générale.

1792. — Lettre de M. de la Fayette au ministre de la guerre, le 11 septembre 1792, lui recommandant la compagnie de canonniers de la section des Quatre-Nations, qui s'est distinguée par sa bravoure et sa fidélité, et sollicite depuis longtemps cette faveur, d'autant plus méritée, que cette compagnie s'est signalée à l'affaire du 17 août.

tant que les esprits de malice à l'ennemi, bon de se défendre, augmentent, et que ce sont les crimes qui mènent, et non pas les soldats.

(17 septembre 1792.)

Original signé A. N., C 167, n° 487.

Ed. *Archives parlementaires*, t. XLIX, p. 579.

1794. — Décret de l'Assemblée législative, intervenant sur la demande de M. Santerre, commandant général provisoire de la garde nationale, l'entrevue par la Trésorerie nationale de coupures d'assignats pour le payement du port à tous les volontaires en cours tant pour le camp de Paris que pour les frontières, d'après la proportion d'un dixième des payements.

(12 septembre 1792.)

Copie collationnée et signée du président et des secrétaires A. N., A 147, n° 1194.

Ed. *Archives parlementaires*, t. XLIX, p. 591.

1795. — Adresse de la section du Mail à l'Assemblée législative, constatant que les citoyennes de cette section viennent présenter leurs frères, leurs enfants, leurs époux, qu'elles ont équipés elles-mêmes, de leurs mains, et en partie de leurs épargnes, et de la voir que tous ces volontaires brûlent d'impatience de voler à l'ennemi.

(17 septembre 1792.)

Minute, A. N., C 167, n° 411.

1796. — Délibération de la section de la Halle-aux-Blés, décidant d'adresser à l'Assemblée nationale un fourrier de la première compagnie de volontaires, partie aux frontières, qui vient de lui faire un rapport de la plus haute importance, au sujet de la réquisition d'un régiment de son bataillon, rapport qu'il communiquera à l'Assemblée.

(17 septembre 1792.)

Extrait conforme et minute (2 p.), A. N., C 167, n° 411.

1797. — Lettre de MM. Laperrière, Mouton, députés de l'Assemblée législative, commissaires à la manufacture de papier d'Annonay, au président de l'Assemblée, adressant 100 livres chacun pour contribuer, ainsi que l'ont fait leurs collègues, à

l'habillement des troupes volontaires qui se rendent aux frontières.

(A. N., B 1 20; copie, A. N., C 167, n° 484.)

1798. — Lettre du ministre de la guerre au Conseil général de la Commune et à M. Manuel, procureur de la Commune, les avisant de l'arrivée d'Essonnes, par bateau, de 40 milliers de poudre destinée à l'approvisionnement de Paris, ainsi que de la venue prochaine de 60 milliers de Tours, et les priant de faire disposer d'urgence, par la Municipalité, un magasin pour les recevoir, de crainte de détérioration de la poudre.

(12 septembre 1792.)

Copie, Arch. hist. de la guerre, Correspondance générale.

1799. — Lettre du ministre de la guerre à Danton, accusant réception de sa lettre et de la loi relative aux vainqueurs de la Bastille, et assurant qu'il en pressera l'exécution de tous ses moyens.

(12 septembre 1792.)

Copie, Arch. hist. de la guerre, Correspondance générale.

1710. — Adresse de la section des Droits de l'Homme à l'Assemblée législative, annonçant le départ d'une première compagnie, dite des *Droits de l'Homme*, qui va être suivie d'une seconde, dite de la *Liberté*, avec ses canonniers, et que toutes ont adopté le même mot de ralliement : « La Liberté ou la Mort ! »

(13 septembre 1792.)

Minute, A. N., C 167, n° 411.

Ed. *Archives parlementaires*, t. XLIX, p. 618.

1711. — Adresse et prestation de serment faite à l'Assemblée électorale du Département de Paris par des canonniers de la section de 1792, partant pour les frontières, qui espèrent que les députés à la Convention établiront sur des bases inébranlables un bon gouvernement républicain.

(13 septembre 1792.)

Original signé du sieur Tréfontaine, commandant la section de 1792.  
A. N., B 1 20; extrait du procès-verbal de l'Assemblée électorale de Paris, 1792.

1712. — Lettre du ministre de la guerre au maire de Roule, M. de la Motte, lui déclarant que le sieur Vollant, qui rencontre des obstacles dans son service, peut le continuer de pique, à piquer son fusil, représentant un million de piques et de fusils de 20,000 piques, et que, loin de mettre obstacle à ses opérations, les bons patriotes doivent le seconder.

17 septembre 1792.

Copie. Arch. hist. de la guerre. Correspondance générale.

1713. — Lettre du ministre de la guerre à M. Grossier, chirurgien des armées, le louant de la manière dont il vient de remplir ses fonctions à Lyon, les remerciant d'être de surveiller et de faire exécuter, sous ses yeux, tous les détails du service de santé, à Châlons, à Metz, à Rouen, puis à Besançon, à Meaux et finalement à Paris, pour rendre compte de tout ce qu'il aura vu et jugé convenable d'accomplir dans les différents établissements.

17 septembre 1792.

Copie. Arch. hist. de la guerre. Correspondance générale.

1714. — Adresse de la commune de Troyes au Comité de la section de la Pétition de l'Assemblée législative, demandant la promulgation d'une loi qui règle la marche à suivre par les citoyens dans les cas des demandes formées en justice contre les citoyens accusés pour le service de la Patrie.

17 septembre 1792.

Copie. A. N., D. 81, 12, n° 65.  
Bibliothèque de la section de la Pétition de l'Assemblée législative, n° 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58, 59, 60, 61, 62, 63, 64, 65, 66, 67, 68, 69, 70, 71, 72, 73, 74, 75, 76, 77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 87, 88, 89, 90, 91, 92, 93, 94, 95, 96, 97, 98, 99, 100, 101, 102, 103, 104, 105, 106, 107, 108, 109, 110, 111, 112, 113, 114, 115, 116, 117, 118, 119, 120, 121, 122, 123, 124, 125, 126, 127, 128, 129, 130, 131, 132, 133, 134, 135, 136, 137, 138, 139, 140, 141, 142, 143, 144, 145, 146, 147, 148, 149, 150, 151, 152, 153, 154, 155, 156, 157, 158, 159, 160, 161, 162, 163, 164, 165, 166, 167, 168, 169, 170, 171, 172, 173, 174, 175, 176, 177, 178, 179, 180, 181, 182, 183, 184, 185, 186, 187, 188, 189, 190, 191, 192, 193, 194, 195, 196, 197, 198, 199, 200, 201, 202, 203, 204, 205, 206, 207, 208, 209, 210, 211, 212, 213, 214, 215, 216, 217, 218, 219, 220, 221, 222, 223, 224, 225, 226, 227, 228, 229, 230, 231, 232, 233, 234, 235, 236, 237, 238, 239, 240, 241, 242, 243, 244, 245, 246, 247, 248, 249, 250, 251, 252, 253, 254, 255, 256, 257, 258, 259, 260, 261, 262, 263, 264, 265, 266, 267, 268, 269, 270, 271, 272, 273, 274, 275, 276, 277, 278, 279, 280, 281, 282, 283, 284, 285, 286, 287, 288, 289, 290, 291, 292, 293, 294, 295, 296, 297, 298, 299, 300, 301, 302, 303, 304, 305, 306, 307, 308, 309, 310, 311, 312, 313, 314, 315, 316, 317, 318, 319, 320, 321, 322, 323, 324, 325, 326, 327, 328, 329, 330, 331, 332, 333, 334, 335, 336, 337, 338, 339, 340, 341, 342, 343, 344, 345, 346, 347, 348, 349, 350, 351, 352, 353, 354, 355, 356, 357, 358, 359, 360, 361, 362, 363, 364, 365, 366, 367, 368, 369, 370, 371, 372, 373, 374, 375, 376, 377, 378, 379, 380, 381, 382, 383, 384, 385, 386, 387, 388, 389, 390, 391, 392, 393, 394, 395, 396, 397, 398, 399, 400, 401, 402, 403, 404, 405, 406, 407, 408, 409, 410, 411, 412, 413, 414, 415, 416, 417, 418, 419, 420, 421, 422, 423, 424, 425, 426, 427, 428, 429, 430, 431, 432, 433, 434, 435, 436, 437, 438, 439, 440, 441, 442, 443, 444, 445, 446, 447, 448, 449, 450, 451, 452, 453, 454, 455, 456, 457, 458, 459, 460, 461, 462, 463, 464, 465, 466, 467, 468, 469, 470, 471, 472, 473, 474, 475, 476, 477, 478, 479, 480, 481, 482, 483, 484, 485, 486, 487, 488, 489, 490, 491, 492, 493, 494, 495, 496, 497, 498, 499, 500, 501, 502, 503, 504, 505, 506, 507, 508, 509, 510, 511, 512, 513, 514, 515, 516, 517, 518, 519, 520, 521, 522, 523, 524, 525, 526, 527, 528, 529, 530, 531, 532, 533, 534, 535, 536, 537, 538, 539, 540, 541, 542, 543, 544, 545, 546, 547, 548, 549, 550, 551, 552, 553, 554, 555, 556, 557, 558, 559, 560, 561, 562, 563, 564, 565, 566, 567, 568, 569, 570, 571, 572, 573, 574, 575, 576, 577, 578, 579, 580, 581, 582, 583, 584, 585, 586, 587, 588, 589, 590, 591, 592, 593, 594, 595, 596, 597, 598, 599, 600, 601, 602, 603, 604, 605, 606, 607, 608, 609, 610, 611, 612, 613, 614, 615, 616, 617, 618, 619, 620, 621, 622, 623, 624, 625, 626, 627, 628, 629, 630, 631, 632, 633, 634, 635, 636, 637, 638, 639, 640, 641, 642, 643, 644, 645, 646, 647, 648, 649, 650, 651, 652, 653, 654, 655, 656, 657, 658, 659, 660, 661, 662, 663, 664, 665, 666, 667, 668, 669, 670, 671, 672, 673, 674, 675, 676, 677, 678, 679, 680, 681, 682, 683, 684, 685, 686, 687, 688, 689, 690, 691, 692, 693, 694, 695, 696, 697, 698, 699, 700, 701, 702, 703, 704, 705, 706, 707, 708, 709, 710, 711, 712, 713, 714, 715, 716, 717, 718, 719, 720, 721, 722, 723, 724, 725, 726, 727, 728, 729, 730, 731, 732, 733, 734, 735, 736, 737, 738, 739, 740, 741, 742, 743, 744, 745, 746, 747, 748, 749, 750, 751, 752, 753, 754, 755, 756, 757, 758, 759, 760, 761, 762, 763, 764, 765, 766, 767, 768, 769, 770, 771, 772, 773, 774, 775, 776, 777, 778, 779, 780, 781, 782, 783, 784, 785, 786, 787, 788, 789, 790, 791, 792, 793, 794, 795, 796, 797, 798, 799, 800, 801, 802, 803, 804, 805, 806, 807, 808, 809, 810, 811, 812, 813, 814, 815, 816, 817, 818, 819, 820, 821, 822, 823, 824, 825, 826, 827, 828, 829, 830, 831, 832, 833, 834, 835, 836, 837, 838, 839, 840, 841, 842, 843, 844, 845, 846, 847, 848, 849, 850, 851, 852, 853, 854, 855, 856, 857, 858, 859, 860, 861, 862, 863, 864, 865, 866, 867, 868, 869, 870, 871, 872, 873, 874, 875, 876, 877, 878, 879, 880, 881, 882, 883, 884, 885, 886, 887, 888, 889, 890, 891, 892, 893, 894, 895, 896, 897, 898, 899, 900, 901, 902, 903, 904, 905, 906, 907, 908, 909, 910, 911, 912, 913, 914, 915, 916, 917, 918, 919, 920, 921, 922, 923, 924, 925, 926, 927, 928, 929, 930, 931, 932, 933, 934, 935, 936, 937, 938, 939, 940, 941, 942, 943, 944, 945, 946, 947, 948, 949, 950, 951, 952, 953, 954, 955, 956, 957, 958, 959, 960, 961, 962, 963, 964, 965, 966, 967, 968, 969, 970, 971, 972, 973, 974, 975, 976, 977, 978, 979, 980, 981, 982, 983, 984, 985, 986, 987, 988, 989, 990, 991, 992, 993, 994, 995, 996, 997, 998, 999, 1000.

1715. — Adresse de la section de la Pétition de l'Assemblée législative, demandant la promulgation d'une loi qui règle la marche à suivre par les citoyens dans les cas des demandes formées en justice contre les citoyens accusés pour le service de la Patrie.

17 septembre 1792.

Copie. Arch. hist. de la guerre. Correspondance générale.

1716. — Lettre de M. Pingeron, ingénieur à Versailles, à M. Servan, lui envoyant le dessin d'un canon brisé, propre à la guerre dans les pays de montagnes.

17 septembre 1792.

Copie. Arch. hist. de la guerre. Correspondance générale.

1717. — Renvoi au pouvoir exécutif, par l'Assemblée législative, de la pétition présentée par la section du Roule, à l'effet d'obtenir le remboursement des dépenses qu'elle a faites pour l'habillement et l'équipement des 250 hommes qui viennent de défilé devant l'Assemblée.

17 septembre 1792.

Copie. Arch. hist. de la guerre. Correspondance générale.

1718. — Lettre du ministre de la guerre au maire de Paris, au sujet d'un ordre supposé d'envoyer des troupes à Perpignan, qui a ému la section du Roule, le priant de s'enquérir d'où est venu cet ordre, et quelles sont les personnes qui se sont transportées dans les casernes, rues Verte et de la Pépinière, pour proposer l'option aux volontaires, afin de démêler cette trame perfide.

17 septembre 1792.

Copie. Arch. hist. de la guerre. Correspondance générale.

1719. — Pétition du sieur Féron, mécanicien à Paris, au Comité militaire, proposant de lui donner un traitement pécuniaire.

17 septembre 1792.

Copie. Arch. hist. de la guerre. Correspondance générale.

1720. — Adresse de la section de la Pétition de l'Assemblée législative, demandant la promulgation d'une loi qui règle la marche à suivre par les citoyens dans les cas des demandes formées en justice contre les citoyens accusés pour le service de la Patrie.

17 septembre 1792.

Copie. Arch. hist. de la guerre. Correspondance générale.

1721. — Adresse de citoyens de Paris à l'Assemblée législative, demandant : 1<sup>re</sup> la réforme de la compagnie de cavalerie dite des *bourgeois de la Patrie*, composée des citoyens scélérats de Louis le Traître, de contre-révolutionnaires et de joueurs connus ; 2<sup>e</sup>, 3<sup>e</sup> la suppression de toutes compagnies franches et de celles formées en dehors des sections ; 4<sup>e</sup> l'examen par commissaire de la cavalerie en formation à l'Ecole militaire.

16 septembre 1792.

Original, A. N., C 167, n° 412.

Ed. *Archives parlementaires*, t. L, p. 55.

1722. — Décret de l'Assemblée législative, proclamant, à l'occasion de la remise des deux tiers des armes reçues par les départements de l'intérieur, que la ville de Paris, qui vient de fournir à la Patrie un si grand nombre de défenseurs armés par les soins et les dons de ses concitoyens, mérite d'être citée en exemple aux municipalités.

16 septembre 1792.

Imprimé, signé de Mathieu Dumas, A. N., C 164, n° 381.

Ed. *Archives parlementaires*, t. L, p. 60.

1723. — Lettre de M. Garoty au président de l'Assemblée législative, proposant des fusées de son invention et demandant la nomination de commissaires chargés d'en faire l'examen, avec pétition des commissaires réunis des Sociétés libres de la Commune des Arts, du Point central des Arts et Métiers et des Inventions et découvertes, appuyant la requête du sieur Garoty.

16 septembre 1792.

Original (1. 1. 1.). Arch. hist. de la guerre. Correspondance générale: minute, A. N., C 161, n° 381.

Ed. *Archives parlementaires*, t. L, p. 55.

1724. — Lettre du ministre de la guerre à M. Santerre, l'invitant, en raison de l'organisation défectueuse des bataillons de volontaires qui viennent de Paris au camp de Soissons, à ne laisser partir que des bataillons complets, organisés et qui aient nommé tous leurs chefs, demandant un état approximatif des forces qui seront

à même de sortir de la capitale, et le priant de mettre à sa disposition quelques compagnies de cavalerie.

16 septembre 1792.

Original, Arch. hist. de la guerre. Correspondance générale.

1725. — Lettre de M. Pingeron, ingénieur à Versailles, au ministre de la guerre, proposant un canon brisé, facile à transporter, dont la volée est en fer forgé.

16 septembre 1792.

Original, Arch. hist. de la guerre. Correspondance générale.

1726. — Lettres de M. Santerre, commandant général de la garde nationale parisienne, à M. Roland, ministre de l'intérieur, et à la Commission des 21, leur remettant l'état de tous les volontaires partis de Paris, du 3 au 15 septembre, formant un total de 18,635 hommes, avec lettre d'envoi de M. Roland au président de l'Assemblée législative.

16 septembre 1792.

Originals, 3 p. l. A. N., 1<sup>re</sup> série, A. N., C 173, n° 431.

1727. — Lettres de M. Santerre, commandant général de la garde parisienne, au ministre de l'intérieur et à la Commission des 21, envoyant l'état des volontaires partis le 16 septembre, montant à 1,071 hommes, dont 843 pour la Butte-des-Moulins, avec accusé de réception.

17 septembre 1792.

Original signé et minutes (4 p.), A. N., F<sup>o</sup> Seine; A. N., C 173, n° 431.

1728. — Adresse des citoyennes de la section du Roule à l'Assemblée législative, déclarant que leurs frères, leurs époux et leurs amis sont partis, animés du plus pur patriotisme, afin de livrer des assauts à la tyrannie militaire, et adressant l'expression de leurs vœux pour la République française.

17 septembre 1792.

Minute, A. N., C 167, n° 413.

Ed. *Archives parlementaires*, t. L, p. 55.

1729. — Offre civique, par le sieur Charessier, propriétaire de la ferme du Trou à la Varenne-Saint-Hilaire, de 40 ar-



points de l'anneau. L'anneau est donc la somme  
de deux idéaux différentiels de la théorie  
de l'anneau, qui sont le plus petit idéal  
non nul et l'idéal des éléments nuls.

110

M. J. Griffin, N. C. Griffin and A. P.

(1)  $\mathcal{A}$  is a  $\mathbb{Z}$ -module,  $\mathcal{A} \otimes_{\mathbb{Z}} \mathbb{Q} = \mathbb{Q}^n$ ,  $\mathcal{A} \otimes_{\mathbb{Z}} \mathbb{R} = \mathbb{R}^n$ .

[illegible]

© 1999 by Blackwell Science Ltd, *Journal of Internal Medicine* 245: 395–402

1. A person who is a member of the same family as the person who is the subject of the investigation, or

1734. — Adresse des canonniers casernés dans la rue Pavée-Saint-Sauveur, et organisés en deux compagnies pour la formation du camp de Paris, à l'Assemblée législative, demandant l'autorisation d'aller partager avec leurs frères d'armes les lauriers qu'ils vont cueillir sur les frontières, leurs bras devenant inutiles à Paris.

Original signed, A. N., C 167, n° 113

© 2000 Blackwell Science Ltd, *Journal of Internal Medicine* 247: 361–368

1732. — Lettre adressée à l'Assemblée  
nationale, le 20. Les Armées de la  
Liberté commencent par la France. Baptiste  
a écrit le précédent article sur le sort  
du sieur Etienne Feuillant, qui, dans son  
journal, les confond avec un autre corps  
de braves de la France, comme s'il  
cette milice, et exige une rectification.

17 septembre 1792

Received 10 November 1997; accepted 10 May 1998

1. *Journal of the American Medical Association*, 1997; 278: 1039-1044.

Fig. 1. Lettre de son lieutenant, premier-maire d'un bataillon de volontaires, en garnison de la garnison de Brionne-Moulins, annonçant que son bataillon, en arrivant à Meaux, s'est trouvé devant

côté de la frontière, l'organisation du 1<sup>er</sup> bataillon avait été jugée complète.

12 months. The

[6] 189

de la guerre, au président de l'Assemblée législative, au sujet de la nouvelle adresse aux volontaires, lue par Dumouriez, nouvelle apportée par un officier du bataillon des Lombards, qui permettrait de croire que ce bataillon aurait été enveloppé et haché, et demandant l'envoi par l'Assemblée d'une adresse aux volontaires réunis à Châlons, pour le maintien de la discipline.

17 September 1995

Overall mean: A = 5; H = 9; N = 10

1755 — Lettres de ministres des 22  
2000 — M. Darnaud — Intendant des  
Substances militaires, au sujet d'un achat  
projeté de grains et de bœufs en Hol-  
lande, estimant que cette acquisition  
énorme de viande, qui serait utile  
à acheter les mille bœufs dont est question.

Roquette, au président de l'Assemblée législative, envoyant le modèle d'une médaille qui pourrait rendre hommage à Saint-Louis et récompenser le mérite militaire, médaille que l'on pourrait faire en émail sur une plaque d'or.

18. <http://www.fishbase.org>

A. N. C. 167, n.º 413.

1777 — L'abbé de M. Pléme, curé de Paris, est percuté par un cheval. A. D. 1777 — Le Marquis de La Fayette, commandant sur les bâtiments qui pourrnt, dans l'été de 1777, transporter les troupes de France, est arrêté à la Rochelle. A. D. 1777 —

tre, avec la présence de l'ensemble des batailles existant.

18 septembre 1792.

Original signé. A. N., Mss. n. acq. 10, 2065, n. 194.

1748. — Décret de l'Assemblée législative, demandant la constitution, par vote de section, dans chacune des sections de Paris, de courriers, qui auront pour mission de porter, soit aux différentes armées, soit dans les départements, les dépêches de l'Assemblée nationale et du pouvoir exécutif provisoire.

19 septembre 1792.

Minute. A. N., O. 164, n. 882.

Id. Archives parlementaires, t. I, p. 100.

1749. — Lettre de M. Santerre, commandant général de la garde nationale parisienne, à M. Servan, relativement à une fourniture de munitions de guerre, demandée par le ministre, qui avait réclamé 400 gargousses à boulets et n'avait reçu que 200 à boulets et 200 à mitraille.

19 septembre 1792.

Original. Arch. hist. de la guerre. Correspondance générale.

1750. — Lettre du ministre de la guerre aux volontaires du 90 bataillon de Seine-et-Oise, déclarant avoir appris avec surprise et douleur la conduite méprisable prise contre à leur passage à Nanteuil, et espérant que leur conduite fera, désormais, oublier les excès auxquels ils se sont livrés.

20 septembre 1792.

Minute, Arch. hist. de la guerre, Correspondance générale.

1744. — Lettre de M. Delaconté, commissaire de la section des Quatre-Nations, au ministre de la guerre, insistant pour qu'on expérimente le canon portatif, proposé par le menuisier Chevray, canon dont le dessin et la description sont joints à la lettre.

21 septembre 1792.

Original. S. d. J. Archives de la guerre. Correspondance générale.

1742. — Lettre de M. Santerre, commandant général de la garde nationale parisienne, au ministre de l'intérieur, adressant l'état des hommes partis, le 21, pour

le camp de Châlons, montant à 243, et l'avant du défaut de départs, les jours précédents.

22 septembre 1792.

Original signé et minute (2 p.), A. N., F<sup>9</sup> Seine.

1743. — Lettre de M. Santerre, commandant général de la garde nationale parisienne, au ministre de l'intérieur, envoyant le relevé des volontaires partis le 22 septembre, montant à 150 chasseurs de Santerre, avec accusé de réception.

23, 30 septembre 1792.

Original signé et minutes. 3 p. A. N., F<sup>9</sup> Seine.

1744. — Lettre de M. Santerre, commandant général de la garde nationale, au citoyen Roland, lui remettant l'état du départ des volontaires, du 22 au 26 septembre, montant à 813 hommes (34 canoniers, 300 chasseurs et 482 hussards), avec accusé de réception.

29 septembre 1792.

Original signé et minutes. 3 p. A. N., F<sup>9</sup> Seine.

1745. — Lettre de M. Santerre, commandant général de la garde nationale, au citoyen Roland, adressant les états de départ des volontaires, savoir : le 30 septembre, 413 hommes; les 2 et 3 octobre, 4,088 hommes; le 4 octobre, 4,620 hommes; le 6 octobre, 196 hommes; le 10 octobre, 854 hommes; le 15 octobre, 27 hommes; les 21 et 22, 374 hommes.

1-23 octobre 1792.

Originaux signés et minutes (11 p.), A. N., F<sup>9</sup> Seine.

1746. — Proposition du sieur Coquéau, tendant : 1<sup>o</sup> à nommer un général dont le nom soit très marquant pour l'armée, qui part de Paris; 2<sup>o</sup> à fixer au minimum le contingent qui sera chargé de garder Paris et à faire partir le reste; 3<sup>o</sup> à faire afficher une proclamation aux Parisiens, déclarant que leur salut est hors des murs de leur ville, que les retranchements de Paris sont à Châlons.

Sans date (septembre 1792).

Minute, A. N., O. 164, n. 882.

## § 28. — Dons patriotiques pour la guerre (août-septembre).

[171] — Lettre du sieur Pierre Redonnet, pauvre domestique, au président de l'Assemblée législative, exprimant le regret de n'avoir pu offrir autre chose le 10 juillet, et déposant son offrande patriotique, 2 livres de 6 francs, qu'il prie l'Assemblée de vouloir bien recevoir.

Original (H.).  
Déposé aux Archives nationales, t. XLVII, p. 375.  
Cf. Archives parlementaires, t. XLVII, p. 377.

[172] — Pétition des Maestres de la Monnaie de Paris, au nombre de vingt-cinq, empêchés par la nature de leurs fonctions de contribuer aux offrandes patriotiques à l'Assemblée législative, qui s'est fait envoyé un volontaire, équipé et entretenu à leurs frais, le sieur Jean-Baptiste Bordier, de Belleville, l'un des leurs, désigné par le sort, et déposant la somme de 67 livres 10 sols en argent, pour trois mois, cette somme continuera tant que la guerre durera.

Original (H.).  
Déposé aux Archives nationales, t. XLVII, p. 378.  
Cf. Archives parlementaires, t. XLVII, p. 380.

[173] — Dons patriotiques de l'Association patriotique de l'Assemblée législative, par le sieur Bertrand, au nom des ouvriers de la manufacture de M. Réveillon, qui s'engagent à renouveler cette contribution tous les mois, et observent que la majeure partie des ouvriers s'est enrôlée pour la défense de la Liberté.

Original (H.).  
Déposé aux Archives nationales, t. XLVII, p. 378.  
Cf. Archives parlementaires, t. XLVII, p. 380.

[174] — Affranchise de l'Association patriotique et argenteurs réunis à l'Assemblée législative, qui ont fait verser à l'Assemblée la somme de 300 livres de leurs épargnes, pour contribuer aux frais de la guerre, et déclarant que leurs offrandes ne cessent d'être

frontières pour la défense de la Patrie et de la Liberté.

Original (H.).  
Déposé aux Archives nationales, t. XLVII, p. 378.  
Cf. Archives parlementaires, t. XLVII, p. 381.

[175] — Lettre de la sieur Demange, négociant, rue de Charonne, au président de l'Assemblée législative, renouvelant la promesse d'un versement de 50 livres par an tant que la guerre durera, y joignant un assignat de 50 livres, et assurant que, si ses forces viennent à lui manquer, le commerce, les factions qui rongent le pays seraient bientôt sous ses pieds.

Original (H.).  
Déposé aux Archives nationales, t. XLVII, p. 378.  
Cf. Archives parlementaires, t. XLVII, p. 381.

[176] — Affranchise de l'Association patriotique, Breton, citoyen de Paris depuis dix ans, à l'Assemblée législative, déclarant sacrifier à la Patrie les 384 livres en numéraire qu'il possède, les employant au paiement de ses contributions échues, de 1791 et 1792, dont il n'a pu s'acquitter à l'échéance, mais se proposant de

Original (H.).  
Déposé aux Archives nationales, t. XLVII, p. 378.  
Cf. Archives parlementaires, t. XLVII, p. 381.

[177] — Dons et offrandes de l'Assemblée législative, décidant, sur la réclamation de plusieurs citoyens, que les inspecteurs de la salle feront imprimer et afficher, dans quatre jours au plus tard, l'état des dons patriotiques reçus jusqu'à ce jour, et du moment où ils se feront connaître à l'Assemblée extraordinaire.

Original (H.).  
Déposé aux Archives nationales, t. XLVII, p. 378.  
Cf. Archives parlementaires, t. XLVII, p. 381.

1754. — Lettre de M. Philippe-Thomas Menet, ancien des Bateliers, au président de l'Assemblée législative, envoyant, ainsi que son camarade Solié, un fusil avec sa bayonnette, pour armer l'un des braves chasseurs qui se sont présentés le matin à la barre de l'Assemblée, et exprimant le vœu qu'ils tuent autant d'ennemis des Français qu'une cartouche renferme de grains de poudre, avec mention honorable.

(16 août 1792.)

Original signé, A. N., C 158, n° 328.

Cf. *Archives parlementaires*, t. XLVIII, p. 379.

1755. — Adresse du sieur J.-G. Barod, soldat citoyen de la section du Palais-Royal, à l'Assemblée législative, accompagnant l'offre patriotique d'un fusil et d'un sabre pour armer l'un des braves Français qui se dévouent pour exterminer le despotisme et tous ses vils suppôts, avec serment de mourir plutôt que de renoncer à la Liberté et à l'Égalité.

(20 août 1792.)

Original signé, A. N., C 158, n° 328.

Cf. *Archives parlementaires*, t. XLVIII, p. 414.

1756. — Adresse des citoyens de la section de l'Île à l'Assemblée législative, à l'effet de déposer sur l'autel de la Patrie 2,300 livres pour les frais de la guerre, faible offrande, mais qui n'est point souillée par le mélange impur de l'aristocratie qui ne donne rien à la Patrie, si ce n'est pour conspirer contre elle, et renouvellement du serment de mourir pour le maintien de la Liberté et de l'Égalité.

(21 août 1792.)

Minute, A. N., C 158, n° 328.

Cf. *Archives parlementaires*, t. XLVIII, p. 431.

1757. — Adresse de M. Grégoire Malidor, ouvrier orfèvre, rue des Arcis, à l'Assemblée législative, remettant à titre de don patriotique un assignat de 50 livres pour contribuer au paiement du salaire des ouvriers employés à la fonte des cent pièces de canon qui serviront à la défense de Paris, avec prière de renforcer le métal de ces canons, pour qu'ils s'échauffent moins vite et puissent tirer plus de coups de suite.

(21 août 1792.)

Original, A. N., C 158, n° 328.

Cf. *Archives parlementaires*, t. XLVIII, p. 430.

1758. — Lettre de M. Tilhard, président de la section de Beaumont, au président de l'Assemblée législative, annonçant qu'un citoyen patriote de cette section fait don à la Nation d'un cheval de cabriolet et s'engage à le nourrir et à en prendre soin jusqu'à ce qu'on en dispose.

(21 août 1792.)

Original signé, A. N., C 158, n° 328.

Cf. *Archives parlementaires*, t. XLVIII, p. 663.

1759. — Lettre du sieur Alexandre Mouret au président de l'Assemblée législative, annonçant, au nom des employés des Messageries nationales, le versement à la Caisse de l'extraordinaire de 208 livres 10 sols pour leur contribution aux frais de la guerre pendant le mois de juillet.

(22 août 1792.)

Original signé, A. N., C 158, n° 328.

Cf. *Archives parlementaires*, t. XLVIII, p. 621.

1760. — Don patriotique à l'Assemblée législative, par le sieur Dubois de Chemant, demeurant quai et cul-de-sac de Conti, du cheval attelé à sa voiture, afin d'être utilisé à la conduite d'une de ces bouches à feu qui doivent foudroyer les ennemis de la Liberté et de l'Égalité.

(22 août 1792.)

Original signé, A. N., C 158, n° 328.

Cf. *Archives parlementaires*, t. XLVIII, p. 617.

1761. — Lettre de M. Treilh-Pardailhan, député de Paris, au président de l'Assemblée législative, exprimant le regret, étant retenu chez lui par la fièvre, de ne pouvoir en personne déposer sur le bureau sa décoration militaire, et l'envoyant avec prière de l'offrir en son nom à la Patrie.

(22 août 1792.)

Autographe, A. N., C 158, n° 328.

Cf. *Archives parlementaires*, t. XLVIII, p. 625.

1762. — Lettre de M. Henri Duparc, chef de canonniers garde-côtes, au président de l'Assemblée législative, déposant sur l'autel de la Patrie une croix de Saint-Louis toute neuve.

(22 août 1792.)

Original signé, A. N., C 158, n° 329.

Cf. *Archives parlementaires*, t. XLVIII, p. 695.

1993. "Disinflation in Mexico City: 1980-1990." In *La Impresión y Asociación de los Grupos Económicos en la presentación de un informe económico sobre el desarrollo posterior del México revolucionario*, edited by Martínez de Hoz, pp. 100-105.

(22 août 1792.)

Minute, A. N., C 158, n° 328

1792, au collège de l'Égalité.

Plus. Alors, au sein d'Hélène, rose  
 d'un rougissement de la Raison, à l'Assen-  
 blée législative, offrant, à titre d'offrande  
 patriotique, les épaulettes qu'il a enlevées  
 à l'empoisonneur de la Liberté, au schisme  
 sacré des Vaillans, après l'assaut d'arraché,  
 la loi pour renouer celle des sens. Agacés,  
 et renouvelant son serment de mourir  
 plutôt que de laisser anéantir la Liberté  
 et l'Égalité.

Original signed, A. N., C 158, no 328.

Cf. *Archives parlementaires*, t. XLVIII, p. 663.

lative, portant qu'il sera ouvert un registre pour y inscrire : soit les *FAITES* des grandes et dons patriotiques qui sont faits, soit à la barre, soit à la tribune, et qu'un commissaire pris dans l'Assemblée se chargera d'en dresser l'état et de l'envoyer

1999, 2000, 2001, 2002, 2003, 2004, 2005, 2006, 2007, 2008, 2009, 2010, 2011, 2012, 2013, 2014, 2015, 2016, 2017, 2018, 2019, 2020, 2021, 2022, 2023, 2024, 2025, 2026, 2027, 2028, 2029, 2030, 2031, 2032, 2033, 2034, 2035, 2036, 2037, 2038, 2039, 2040, 2041, 2042, 2043, 2044, 2045, 2046, 2047, 2048, 2049, 2050, 2051, 2052, 2053, 2054, 2055, 2056, 2057, 2058, 2059, 2060, 2061, 2062, 2063, 2064, 2065, 2066, 2067, 2068, 2069, 2070, 2071, 2072, 2073, 2074, 2075, 2076, 2077, 2078, 2079, 2080, 2081, 2082, 2083, 2084, 2085, 2086, 2087, 2088, 2089, 2090, 2091, 2092, 2093, 2094, 2095, 2096, 2097, 2098, 2099, 2100, 2101, 2102, 2103, 2104, 2105, 2106, 2107, 2108, 2109, 2110, 2111, 2112, 2113, 2114, 2115, 2116, 2117, 2118, 2119, 2120, 2121, 2122, 2123, 2124, 2125, 2126, 2127, 2128, 2129, 2130, 2131, 2132, 2133, 2134, 2135, 2136, 2137, 2138, 2139, 2140, 2141, 2142, 2143, 2144, 2145, 2146, 2147, 2148, 2149, 2150, 2151, 2152, 2153, 2154, 2155, 2156, 2157, 2158, 2159, 2160, 2161, 2162, 2163, 2164, 2165, 2166, 2167, 2168, 2169, 2170, 2171, 2172, 2173, 2174, 2175, 2176, 2177, 2178, 2179, 2180, 2181, 2182, 2183, 2184, 2185, 2186, 2187, 2188, 2189, 2190, 2191, 2192, 2193, 2194, 2195, 2196, 2197, 2198, 2199, 2200, 2201, 2202, 2203, 2204, 2205, 2206, 2207, 2208, 2209, 2210, 2211, 2212, 2213, 2214, 2215, 2216, 2217, 2218, 2219, 2220, 2221, 2222, 2223, 2224, 2225, 2226, 2227, 2228, 2229, 2230, 2231, 2232, 2233, 2234, 2235, 2236, 2237, 2238, 2239, 2240, 2241, 2242, 2243, 2244, 2245, 2246, 2247, 2248, 2249, 2250, 2251, 2252, 2253, 2254, 2255, 2256, 2257, 2258, 2259, 2260, 2261, 2262, 2263, 2264, 2265, 2266, 2267, 2268, 2269, 2270, 2271, 2272, 2273, 2274, 2275, 2276, 2277, 2278, 2279, 2280, 2281, 2282, 2283, 2284, 2285, 2286, 2287, 2288, 2289, 2290, 2291, 2292, 2293, 2294, 2295, 2296, 2297, 2298, 2299, 2300, 2301, 2302, 2303, 2304, 2305, 2306, 2307, 2308, 2309, 2310, 2311, 2312, 2313, 2314, 2315, 2316, 2317, 2318, 2319, 2320, 2321, 2322, 2323, 2324, 2325, 2326, 2327, 2328, 2329, 2330, 2331, 2332, 2333, 2334, 2335, 2336, 2337, 2338, 2339, 2340, 2341, 2342, 2343, 2344, 2345, 2346, 2347, 2348, 2349, 2350, 2351, 2352, 2353, 2354, 2355, 2356, 2357, 2358, 2359, 2360, 2361, 2362, 2363, 2364, 2365, 2366, 2367, 2368, 2369, 2370, 2371, 2372, 2373, 2374, 2375, 2376, 2377, 2378, 2379, 2380, 2381, 2382, 2383, 2384, 2385, 2386, 2387, 2388, 2389, 2390, 2391, 2392, 2393, 2394, 2395, 2396, 2397, 2398, 2399, 2400, 2401, 2402, 2403, 2404, 2405, 2406, 2407, 2408, 2409, 2410, 2411, 2412, 2413, 2414, 2415, 2416, 2417, 2418, 2419, 2420, 2421, 2422, 2423, 2424, 2425, 2426, 2427, 2428, 2429, 2430, 2431, 2432, 2433, 2434, 2435, 2436, 2437, 2438, 2439, 2440, 2441, 2442, 2443, 2444, 2445, 2446, 2447, 2448, 2449, 2450, 2451, 2452, 2453, 2454, 2455, 2456, 2457, 2458, 2459, 2460, 2461, 2462, 2463, 2464, 2465, 2466, 2467, 2468, 2469, 2470, 2471, 2472, 2473, 2474, 2475, 2476, 2477, 2478, 2479, 2480, 2481, 2482, 2483, 2484, 2485, 2486, 2487, 2488, 2489, 2490, 2491, 2492, 2493, 2494, 2495, 2496, 2497, 2498, 2499, 2500, 2501, 2502, 2503, 2504, 2505, 2506, 2507, 2508, 2509, 2510, 2511, 2512, 2513, 2514, 2515, 2516, 2517, 2518, 2519, 2520, 2521, 2522, 2523, 2524, 2525, 2526, 2527, 2528, 2529, 2530, 2531, 2532, 2533, 2534, 2535, 2536, 2537, 2538, 2539, 2540, 2541, 2542, 2543, 2544, 2545, 2546, 2547, 2548, 2549, 2550, 2551, 2552, 2553, 2554, 2555, 2556, 2557, 2558, 2559, 2560, 2561, 2562, 2563, 2564, 2565, 2566, 2567, 2568, 2569, 2570, 2571, 2572, 2573, 2574, 2575, 2576, 2577, 2578, 2579, 2580, 2581, 2582, 2583, 2584, 2585, 2586, 2587, 2588, 2589, 2590, 2591, 2592, 2593, 2594, 2595, 2596, 2597, 2598, 2599, 2600, 2601, 2602, 2603, 2604, 2605, 2606, 2607, 2608, 2609, 2610, 2611, 2612, 2613, 2614, 2615, 2616, 2617, 2618, 2619, 2620, 2621, 2622, 2623, 2624, 2625, 2626, 2627, 2628, 2629, 2630, 2631, 2632, 2633, 2634, 2635, 2636, 2637, 2638, 2639, 2640, 2641, 2642, 2643, 2644, 2645, 2646, 2647, 2648, 2649, 2650, 2651, 2652, 2653, 2654, 2655, 2656, 2657, 2658, 2659, 2660, 2661, 2662, 2663, 2664, 2665, 2666, 2667, 2668, 2669, 2670, 2671, 2672, 2673, 2674, 2675, 2676, 2677, 2678, 2679, 2680, 26

Figure 10. Comparison of the  $\alpha$  and  $\beta$  relaxation times of the epoxy resin system with the epoxy resin system with the epoxy resin system.

© 1995 American Psychological Association 0893-3200/95/120000-01\$05.00/0

1766. — Lettre du sieur V. L., citoyen de la section de 1792, au président de l'Assemblée Nationale, par lequel il expose qu'il a de 30 livres au lieu et place de sa croix de Saint-Louis, qu'il ne peut envoyer, parce qu'il ne l'a pas, et qu'il supplie de lui en faire une, et qu'il supplie de lui en faire une, et qu'il supplie de lui en faire une.

2004, 2005, 2006, 2007, 2008, 2009, 2010, 2011, 2012, 2013, 2014, 2015, 2016, 2017, 2018, 2019, 2020, 2021, 2022, 2023, 2024, 2025, 2026, 2027, 2028, 2029, 2030, 2031, 2032, 2033, 2034, 2035, 2036, 2037, 2038, 2039, 2040, 2041, 2042, 2043, 2044, 2045, 2046, 2047, 2048, 2049, 2050, 2051, 2052, 2053, 2054, 2055, 2056, 2057, 2058, 2059, 2060, 2061, 2062, 2063, 2064, 2065, 2066, 2067, 2068, 2069, 2070, 2071, 2072, 2073, 2074, 2075, 2076, 2077, 2078, 2079, 2080, 2081, 2082, 2083, 2084, 2085, 2086, 2087, 2088, 2089, 2090, 2091, 2092, 2093, 2094, 2095, 2096, 2097, 2098, 2099, 2100, 2101, 2102, 2103, 2104, 2105, 2106, 2107, 2108, 2109, 2110, 2111, 2112, 2113, 2114, 2115, 2116, 2117, 2118, 2119, 2120, 2121, 2122, 2123, 2124, 2125, 2126, 2127, 2128, 2129, 2130, 2131, 2132, 2133, 2134, 2135, 2136, 2137, 2138, 2139, 2140, 2141, 2142, 2143, 2144, 2145, 2146, 2147, 2148, 2149, 2150, 2151, 2152, 2153, 2154, 2155, 2156, 2157, 2158, 2159, 2160, 2161, 2162, 2163, 2164, 2165, 2166, 2167, 2168, 2169, 2170, 2171, 2172, 2173, 2174, 2175, 2176, 2177, 2178, 2179, 2180, 2181, 2182, 2183, 2184, 2185, 2186, 2187, 2188, 2189, 2190, 2191, 2192, 2193, 2194, 2195, 2196, 2197, 2198, 2199, 2200, 2201, 2202, 2203, 2204, 2205, 2206, 2207, 2208, 2209, 2210, 2211, 2212, 2213, 2214, 2215, 2216, 2217, 2218, 2219, 2220, 2221, 2222, 2223, 2224, 2225, 2226, 2227, 2228, 2229, 2230, 2231, 2232, 2233, 2234, 2235, 2236, 2237, 2238, 2239, 2240, 2241, 2242, 2243, 2244, 2245, 2246, 2247, 2248, 2249, 2250, 2251, 2252, 2253, 2254, 2255, 2256, 2257, 2258, 2259, 2260, 2261, 2262, 2263, 2264, 2265, 2266, 2267, 2268, 2269, 2270, 2271, 2272, 2273, 2274, 2275, 2276, 2277, 2278, 2279, 2280, 2281, 2282, 2283, 2284, 2285, 2286, 2287, 2288, 2289, 2290, 2291, 2292, 2293, 2294, 2295, 2296, 2297, 2298, 2299, 2300, 2301, 2302, 2303, 2304, 2305, 2306, 2307, 2308, 2309, 2310, 2311, 2312, 2313, 2314, 2315, 2316, 2317, 2318, 2319, 2320, 2321, 2322, 2323, 2324, 2325, 2326, 2327, 2328, 2329, 2330, 2331, 2332, 2333, 2334, 2335, 2336, 2337, 2338, 2339, 2340, 2341, 2342, 2343, 2344, 2345, 2346, 2347, 2348, 2349, 2350, 2351, 2352, 2353, 2354, 2355, 2356, 2357, 2358, 2359, 2360, 2361, 2362, 2363, 2364, 2365, 2366, 2367, 2368, 2369, 2370, 2371, 2372, 2373, 2374, 2375, 2376, 2377, 2378, 2379, 2380, 2381, 2382, 2383, 2384, 2385, 2386, 2387, 2388, 2389, 2390, 2391, 2392, 2393, 2394, 2395, 2396, 2397, 2398, 2399, 2400, 2401, 2402, 2403, 2404, 2405, 2406, 2407, 2408, 2409, 2410, 2411, 2412, 2413, 2414, 2415, 2416, 2417, 2418, 2419, 2420, 2421, 2422, 2423, 2424, 2425, 2426, 2427, 2428, 2429, 2430, 2431, 2432, 2433, 2434, 2435, 2436, 2437, 2438, 2439, 2440, 2441, 2442, 2443, 2444, 2445, 2446, 2447, 2448, 2449, 2450, 2451, 2452, 2453, 2454, 2455, 2456, 2457, 2458, 2459, 2460, 2461, 2462, 2463, 2464, 2465, 2466, 2467, 2468, 2469, 2470, 2471, 2472, 2473, 2474, 2475, 2476, 2477, 2478, 2479, 2480, 2481, 2482, 2483, 2484, 2485, 2486, 2487, 2488, 2489, 2490, 2491, 2492, 2493, 2494, 2495, 2496, 2497, 2498, 2499, 2500, 2501, 2502, 2503, 2504, 2505, 2506, 2507, 2508, 2509, 2510, 2511, 2512, 2513, 2514, 2515, 2516, 2517, 2518, 2519, 2520, 2521, 2522, 2523, 2524, 2525, 2526, 2527, 2528, 2529, 2530, 2531, 2532, 2533, 2534, 2535, 2536, 2537, 2538, 2539, 2540, 2541, 2542, 2543, 2544, 2545, 2546, 2547, 2548, 2549, 2550, 2551, 2552, 2553, 2554, 2555, 2556, 2557, 2558, 2559, 2560, 2561, 2562, 2563, 2564, 2565, 2566, 2567, 2568, 2569, 2570, 2571, 2572, 2573, 2574, 2575, 2576, 2577, 2578, 2579, 2580, 2581, 2582, 2583, 2584, 2585, 2586, 2587, 2588, 2589, 2590, 2591, 2592, 2593, 2594, 2595, 2596, 2597, 2598, 2599, 2600, 2601, 2602, 2603, 2604, 2605, 2606, 2607, 2608, 2609, 2610, 2611, 2612, 2613, 2614, 2615, 2616, 2617, 2618, 2619, 2620, 2621, 2622, 2623, 2624, 2625, 2626, 2627, 2628, 2629, 2630, 2631, 2632, 2633, 2634, 2635, 2636, 2637, 2638, 2639, 2640, 2641, 2642, 2643, 2644, 2645, 2646, 2647, 2648, 2649, 2650, 2651, 2652, 2653, 2654, 2655, 2656, 2657, 2658, 2659, 2660, 2661, 2662, 2663, 2664, 2665, 2666, 2667, 2668, 2669, 2670, 2671, 2672, 2673, 2674, 2675, 2676, 2677, 2678, 2679, 2680, 2681, 2682, 2683, 2684, 2685, 26

Manuscript received 15 May 2006; accepted 15 July 2006.

110) — L'une de nos classes s'est réunie au lycée de la rue de Valenciennes, rue du Faubourg-Saint-Honoré, au présent de l'exposition législative, pour donner un coup de main à la bibliothèque.

de traitement annuel que lui

23 about 1792

(Original signe, A. N., C 158, n° 329)

Cf. *Archives parlementaires*, t. XLVIII, p. 701.

1768. — L'Empereur, en reconnaissance des Invalides au président de l'Assemblée législative, envoyant, à titre de récompense, au desservant de la paroisse et une paire de bouches d'oreilles d'argent.

Original, A. N., C 158, n° 329.

OF APPROPRIATION. 4418

1769. — Lettre d'un monsieur au président de l'Assemblée législative, adressant de 100 p. les services de 1000 soldats être employés aux frais de la guerre, sans engagement de aucun impôt pour posséder-les. L'Assemblée législative.

Original, A. N., C 158, n° 329

1770. — Ode patriotique d'un fusil pour la  
défense de la Patrie, par le sieur Dupeux.

28. about 1792.

Original, A. N., C 158, n° 329.

1771. — Adresse de M. Th. F. de Lamoignon, D<sup>e</sup> l'Estre, présentée à la séance du 10 février 1771, à l'Assemblée législative, en présentant quatre élèves de ce collège, qui, pendant leur récréation dans le jardin commun, avaient récolté, avec un petit arrosage, une somme de 1,671 livres 18 sols, renfermée dans deux sacs pourris, cachés à l'usage de production et d'usage, par le collège de Lamoignon, et par le collège de Lamoignon de Saint-Étienne.

Ammonia, 1994, 4, 8, 6, 159, pp. 230.

Original signed, A. N. C 158, no 329.  
(If any other copies are found, N. 158, no 329.)

1972). Deux populations de *Salix herbacea* ont été étudiées: une population qui bénéficie d'un régime d'incendies régulier et une population qui sacrifie une partie du fruit de leurs

1. *Examine the following text and identify the main idea and supporting details.*



1773. — Don patriotique, par le sieur Pierre Boissy, citoyen de la section du Mail, d'un fusil pour armer un volontaire, au lieu et place de ses enfants, trop jeunes encore.

30 août 1792.

Original, A. N., C 158, n° 329.

Cf. *Archives parlementaires*, t. XLIX, p. 90.

1774. — Lettre de M. Elie, député du Morbihan, au président de l'Assemblée législative, offrant, pour armer l'un des braves défenseurs de la Patrie, un fusil laissé entre ses mains par un fédéré qu'avait armé la municipalité de Josselin, et qui était entré dans le 21<sup>e</sup> régiment de cavalerie, à Mézières.

29 août 1792.

Original, A. N., C 158, n° 329.

Cf. *Archives parlementaires*, t. XLIX, p. 90.

1775. — Lettre de M. Bordes, commis liquidateur dans les bureaux de M. Dufresne de Saint-Léon, au président de l'Assemblée législative, faisant don d'un sabre qui servira d'arme à un brave défenseur de la Liberté, pour abattre la tête des lâches ennemis.

(29 août 1792.)

Manusc., A. N., C 158, n° 329.

Cf. *Archives parlementaires*, t. XLIX, p. 96.

1776. — Adresse du sieur Garner, menuisier, rue de la Chanvrerie, à l'Assemblée législative, présentant son fils, âgé de seize ans et demi, qui a combattu, le 10 août, dans la compagnie des canonniers du bataillon de Sainte-Opportune, a été blessé légèrement à l'épaule droite par un Suisse, qu'il a tué et auquel il a enlevé le fusil et la gibberne remplie de cartouches, dont il fait hommage à l'Assemblée pour la défense de la Patrie.

29 août 1792.

Original signé, A. N., C 158, n° 329.

Cf. *Archives parlementaires*, t. XLIX, p. 98.

1777. — Offrande patriotique, par un anonyme, d'un fusil pour armer un soldat brave et vigoureux qui se portera à la défense de la Patrie, avec une mesquine somme qu'il lui a son épouse pour un soldat.

30 août 1792.

Original, A. N., C 158, n° 329.

1778. — Hommage par Antoine-Joseph Gaitte, citoyen de la section de Marseille, d'un fusil avec sa bayonnette.

(30 août 1792.)

Original signé, A. N., C 158, n° 329.

Cf. *Archives parlementaires*, t. XLIX, p. 105.

1779. — Adresse du sieur Amelung, père de famille sans fortune, à l'Assemblée législative, présentant un volontaire qu'il a équipé et habillé complètement, et déclarant qu'il fera son possible pour lui allouer une somme chaque mois.

30 août 1792.

Original signé, A. N., C 158, n° 329.

Cf. *Archives parlementaires*, t. XLIX, p. 113.

1780. — Don patriotique d'un assignat de 10 livres, par Marie-Cécile, princesse ottomane, fille du sultan Achmet III, née à Constantinople le 4 octobre 1710, domiciliée en France depuis son enfance, avec son portrait gravé.

30 août 1792.

Extrait du procès-verbal, A. N., C<sup>o</sup> I 63, fol. 6375 v<sup>o</sup>; imprimé et portrait gravé, A. N., C 162, n° 362.

Cf. *Archives parlementaires*, t. XLIX, p. 115.

1781. — Lettre de M. de Chavannes, ex-commandant de la garde nationale de Bullion, au président de l'Assemblée législative, offrant, pour les besoins de la guerre, ses deux épaulettes, sa dragonne en or et un assignat de 200 livres.

30 août 1792.

Original signé, A. N., C 158, n° 329.

Cf. *Archives parlementaires*, t. XLIX, p. 119.

1782. — Lettre de M. Bunel, sous-lieutenant au 81<sup>e</sup> régiment d'infanterie, en garnison à Calais, ancien grenadier du bataillon de Saint-Lazare, à l'Assemblée législative, envoyant 20 livres à titre de don patriotique, et, dans la crainte de demeurer inactif, demandant la faveur de marcher comme simple soldat.

30 août 1792.

Original signé, A. N., C 165, n° 389.

Cf. *Archives parlementaires*, t. XLIX, p. 165.

1783. — Adresse des employés de la Caisse d'épargne et de bienfaisance de

M. Lefèvre, à l'Assemblée législative, pour lui offrir tout volontaire de la Patrie, 2000 livres à ses parents, sur leurs économies journalières, qui sera consacrée, cette année, pour leur usage contre l'ennemi, partie pour sécher les larmes d'une veuve et d'un orphelin.

Original, A. N., C. 165, n° 389.  
Cf. *Archives parlementaires*, t. XLIX, p. 208.

1789. — Lettre du sieur Duvet, député de la section de l'Épée, au président de l'Assemblée législative, envoyant, à titre d'offrande patriotique, pour les frais de la guerre, une somme de 500 livres.

Original, A. N., C. 165, n° 389.  
Cf. *Archives parlementaires*, t. XLIX, p. 207.

1789. — Député de la section de la rue de l'Assemblée législative, par le sieur Jaquillard, demeurant rue de Bourgogne, pour l'achat de deux fusils destinés à deux citoyens de la Patrie, dont l'un, si sa santé et son âge (64 ans) le lui permettent.

2 septembre 1792.  
Minute, A. N., C. 165, n° 389.  
Cf. *Archives parlementaires*, t. XLIX, p. 207.

1789. — Adresse de son Excellence brigadier de dragons, fédéré du district de Brest, faisant l'abandon de son fusil, presque tout neuf, qui n'a servi qu'à l'affaire du 10 août, où il a eu deux de ses camarades tués à côté de lui.

Original, A. N., C. 165, n° 389.  
Cf. *Archives parlementaires*, t. XLIX, p. 208.

1789. — Lettre de M. Mijon, ancien auteur du *Créole patriote*, au président de l'Assemblée législative, offrant les armes qu'il a prises à son départ de la Patrie, en faveur d'un plus jeune que lui, et rappelant qu'il a équipé trois gardes nationaux, actuellement aux frontières, sans compter deux de ses enfants, dont l'un a été blessé et l'autre a été capturé par l'ennemi de son corps, dont il a la garde à Verdun.

Original, A. N., C. 165, n° 389.  
Cf. *Archives parlementaires*, t. XLIX, p. 208.

1789. — Adresse de M. Besson, député de la section de la Marine et des Colonies, à l'Assemblée législative, renouvelant l'offre de 300 livres à prélever chaque année sur son traitement, durant la guerre, et y ajoutant un homme armé et équipé à ses frais, son unique domestique, disposé à combattre pour la défense de la cause commune.

Original, A. N., C. 165, n° 389.  
Cf. *Archives parlementaires*, t. XLIX, p. 216.

1789. — Lettre du sieur Basse, commis des postes, de la section de la Halle-au-Blé, au président de l'Assemblée législative, exprimant le regret que sa santé ne lui permette pas de voler aux frontières, et de servir dans l'armée.

Original, A. N., C. 165, n° 389.

1790. — Don par M<sup>me</sup> Teillard, marchande au Palais-Royal, d'un cheval pour servir dans la guerre contre les ennemis de la Patrie.

Minute, A. N., C. 165, n° 389.  
Cf. *Archives parlementaires*, t. XLIX, p. 236.

1791. — Adresse des élèves en chirurgie de l'Hôtel-Dieu à l'Assemblée législative, demandant à être envoyés à l'armée pour soigner les braves défenseurs de la Patrie, ou à former une compagnie française, dont ils offrent, à titre de contribution patriotique, 2,044 livres 2 sols en leur nom, et 600 livres au nom de M. Desault, leur maître, et pour l'achat de 100 fusils de l'école.

Original, A. N., C. 165, n° 389.  
Cf. *Archives parlementaires*, t. XLIX, p. 240.

1792. — Adresse du sieur Duchemin, dit Picard, cocher, à l'Assemblée législative, pour offrir, à titre de contribution patriotique, 100 livres, et de partir à l'instant pour la défense de la Patrie, avec ses deux chevaux, son seul et unique bien.

Original, A. N., C. 165, n° 389.  
Cf. *Archives parlementaires*, t. XLIX, p. 241.

1793. — Lettre de M. Momani, député de la Loire-Inférieure, au président de l'Assemblée législative, annonçant que deux de ses enfants ont l'intention de s'enrôler comme cavaliers dans l'armée qui va quitter Paris, et adressant un assignat de 300 livres pour être employé, soit à leur équipement, soit aux frais de la guerre.

3 septembre 1792.

Original, A. N., C 165, n° 389.

Cf. *Archives parlementaires*, t. XLIX, p. 242.

1794. — Lettre de M. Louis Féline, banquier, rue Beaubourg, fournisseur de la Marine, au président de l'Assemblée législative, offrant, pour le service de la Patrie, son cheval, entraîné à ses frais, deux chevaux, un chariot; en outre, un bon fusil et une giberne pleine de cartouches pour un brave volontaire de sa section, et priant de lui laisser son fils, dont l'absence serait très préjudiciable à ses affaires.

3 septembre 1792.

Original signé, A. N., C 165, n° 389.

Cf. *Archives parlementaires*, t. XLIX, p. 263.

1795. — Adresse des employés au timbre des assignats, dans le faubourg des Petits-Pères, à l'Assemblée législative, faisant l'offre de 326 livres chaque mois, pour l'entretien de quelques volontaires.

3 septembre 1792.

Original signé, A. N., C 165, n° 389.

Cf. *Archives parlementaires*, t. XLIX, p. 263.

1796. — Don patriotique de 252 livres par les citoyens Fabre, de la section de Marseille, Bertin, de la section des Quatre-Nations, et Robert, de la section de Saint-Louis.

3 septembre 1792.

Minute, A. N., C 165, n° 389.

Cf. *Archives parlementaires*, t. XLIX, p. 264.

1797. — Don patriotique de 300 livres, pour les frais de la guerre, principalement pour la fabrication des fusils, avec une épée, par M. Louis Aurran, ancien vice-consul en Espagne, dépossédé de son poste en mai 1790.

3 septembre 1792.

Original, A. N., C 165, n° 389.

Cf. *Archives parlementaires*, t. XLIX, p. 265.

1798. — Présentation à l'Assemblée législative, par les employés de l'hospice des incurables, d'un volontaire, armé, équipé et soldé à leurs frais, avec procès-verbal du choix de ce citoyen dans l'assemblée de la section de la Croix-Rouge, par Jean-Baptiste Plantier, économe de l'hospice, au nom des employés, et promesse de le recueillir à l'hôpital, s'il revient infirme de la guerre.

3 septembre 1792.

Originaux (2 p.), A. N., C 165, n° 389.

Cf. *Archives parlementaires*, t. XLIX, p. 271.

1799. — Lettres de MM. La Croix et Ronsin, commissaires du Conseil exécutif provisoire, envoyés dans le département de Seine-et-Marne pour y stimuler le zèle des citoyens à la défense de la Patrie, au président de l'Assemblée législative, annonçant que les routes sont couvertes de volontaires et que les vivres, armes et munitions affluent, et adressant le brevet de barbier-étuviste du sieur Pierre-Etienne Poussignot, officier municipal de Montreuil, évalué 200 livres, qui en fait le sacrifice à la Nation.

3 septembre 1792.

Originaux signés (2 p.), A. N., C 165, n° 390.

Cf. *Archives parlementaires*, t. XLIX, p. 306.

1800. — Lettre d'un membre de l'Assemblée législative, qui garde l'anonyme, au président, faisant don d'un habit complet de volontaire, en y joignant 72 livres en écus pour compléter l'armement de celui qui sera revêtu de cet habit, et rappelant qu'il a déjà armé et complètement équipé un défenseur de la Liberté, actuellement aux frontières.

3 septembre 1792.

Original, A. N., C 165, n° 389.

1801. — Adresse d'un ancien garde de la Municipalité, facteur de la poste aux lettres, à l'Assemblée législative, faisant l'offre de ses armes, avec le souhait que celui qui les aura « soit assez heureux pour les plonger dans le sein d'un millier de nos bourreaux et porter encore un coup aux monstres exécrables qui seuls sont la cause de tous nos maux ».

3 septembre 1792 (1<sup>re</sup> de la séance), 1<sup>re</sup> de

l'Assemblée et du moment où les députés

Original, A. N., C 165, n° 390.

1792. — Offrande patriotique pour l'équipement de nos braves pour l'achat de dix fusils Mitrailles à servir les patriotes partant vers les frontières.

(1 septembre 1792.)  
Minute, A. N., C 165, n° 390  
(F. Archives parlementaires, t. XLIX, p. 337.)

1803. — Lettre du sieur Fabre aîné au président de l'Assemblée législative, adjoint, à la section de la guerre, Pascal Pultain, un assignat de 300 livres.

(1 septembre 1792.)  
Minute, A. N., C 165, n° 390.  
(F. Archives parlementaires, t. XLIX, p. 337.)

1804. — Lettre de M. Pierre Bogé, citoyen de la section du Ponceau, liquidateur à la Direction générale de la liquidation, à l'Assemblée législative, abandonnant son habillement complet et son équipement de garde national, en conformité du décret qui maintient à leurs postes les employés des administrations publiques.

(1 septembre 1792.)  
Original signé, A. N., C 165, n° 390.  
(F. Archives parlementaires, t. XLIX, p. 337.)

1805. — Adresse des directeurs, professeurs et élèves de l'École nationale d'Alfort à l'Assemblée législative, accompagnant leur modique don patriotique, et mettant à la disposition de la Nation qu'ils ont consacré à leur éducation, l'usage de leur savoir pour servir à l'usage d'y utiliser leurs connaissances.

(1 septembre 1792.)  
Minute, A. N., C 165, n° 390  
(F. Archives parlementaires, t. XLIX, p. 337.)

1806. — Présentation à l'Assemblée législative, par le sieur Maulvault, d'un jeune citoyen qu'il a équipé à ses frais, ne pouvant servir autrement sa Patrie.

(1 septembre 1792.)  
Minute, A. N., C 165, n° 390.  
(F. Archives parlementaires, t. XLIX, p. 337.)

1807. — Offrande patriotique, par le sieur Louis-François Maitre, à Paris, pour le sieur Vieux-Augustin, sur l'école Montmartre, avec un assignat de 300 livres pour l'équipement de son fils pour servir sa Patrie.

ture de chasseur, le tout presque neuf, avec offre de confectionner gratuitement deux uniformes complets.

(1 septembre 1792.)  
Original signé, A. N., C 165, n° 390  
(F. Archives parlementaires, t. XLIX, p. 337.)

1808. — Offrande patriotique, par le commandant en second du bataillon de la Fontaine-de-Grenelle, volontaire, au président de l'Assemblée législative, faisant don d'un cheval de cabriolet et d'un assignat de 50 livres pour les frais de la guerre.

(1 septembre 1792.)  
Original signé, A. N., C 165, n° 390  
(F. Archives parlementaires, t. XLIX, p. 337.)

1809. — Offrande patriotique pour la guerre, des membres du directoire des Postes et des divers employés dans l'administration des Postes, à Paris, se montant à 2,030 livres 8 sols pour le mois de juillet et à 2,010 livres 2 sols pour le mois d'août, avec un don particulier de 50 livres pour les courses de suppléants postiers pendant le mois d'août.

(1 septembre 1792.)  
Original, A. N., C 165, n° 390  
(F. Archives parlementaires, t. XLIX, p. 337.)

1810. — Adresse de l'administration des coches d'eau à l'Assemblée législative, accompagnant la remise d'un don patriotique de 600 livres pour les frais de la guerre et la présentation d'un volontaire armé et équipé aux frais de ladite administration.

(1 septembre 1792.)  
Minute, A. N., C 165, n° 390  
(F. Archives parlementaires, t. XLIX, p. 337.)

1811. — Offrande patriotique, par François-Buisson et Jean-Baptiste Garnery, libraires, au président de l'Assemblée législative, faisant don d'un assignat de 500 livres par l'un, de 250 livres par l'autre, second payement pour servir à l'équipement de volontaires de la liberté aux frontières.

(1 septembre 1792.)  
Original signé, A. N., C 165, n° 390  
(F. Archives parlementaires, t. XLIX, p. 337.)

1812. — Adresse des prometteurs au président de l'Assemblée législative, pour l'équipement

sur l'autel de la Patrie 4.583 livres 16 sols, pour les frais de la guerre, montant de la souscription de l'orchestre, des employés, ouvriers, gagistes, même des acteurs italiens, et qui offrent leurs bras pour commencer immédiatement la formation du camp de Paris.

5 septembre 1792.

Minute, A. N., C 165, n° 390.

Cf. *Archives parlementaires*, t. XLIX, p. 354.

1814. — Adresse de la commune de Montrouge, district de Bourg-la-Reine, à l'Assemblée législative, offrant, à titre de don patriotique pour les frais de la guerre, 1.020 livres, dont 30 en argent, et annonçant le départ de cinq de leurs frères d'armes, armés et équipés, pour le camp de Givet.

5 septembre 1792.

Original, A. N., C 165, n° 390.

Cf. *Archives parlementaires*, t. XLIX, p. 354.

1814. — Lettre d'Anne Margeride au président de l'Assemblée législative, envoyant 12 louis pour l'entretien d'un soldat.

5 septembre 1792.

Original, A. N., C 165, n° 390.

Cf. *Archives parlementaires*, t. XLIX, p. 354.

1815. — Don patriotique de 20 francs, pour contribuer aux frais de la guerre, par une dame inconnue, qui a fait remettre l'argent à M. Duvernois.

5 septembre 1792.

Original, A. N., C 165, n° 390.

Cf. *Archives parlementaires*, t. XLIX, p. 374.

1816. — Offre par le sieur Cionini, Italien, résidant à Paris depuis plusieurs années, à sa patrie adoptive, d'un assignat de 5 livres et du travail de sa femme et de sa belle-mère aux ouvrages de lingerie et de couture nécessités par le camp de Paris, offre transmise à l'Assemblée par M. Ingrand, député.

(5 septembre 1792.)

Minute de la main de M. Ingrand, A. N., C 165, n° 390.

Cf. *Archives parlementaires*, t. XLIX, p. 378.

1817. — Adresse des employés de l'administration des Subsistances militaires à

Paris à l'Assemblée législative, prenant l'engagement d'entretenir pendant le cours de la guerre dix volontaires armés, à raison de 20 sols par jour, sans compter 33 livres à chacun par an pour les frais de leur équipement, sollicitant pour l'année 1792, d'avance, tous les quatre mois, et versant 1.000 livres pour le premier terme.

5 septembre 1792.

Original signé, A. N., C 165, n° 390.

Cf. *Archives parlementaires*, t. XLIX, p. 380.

1818. — Lettre des administrateurs de la Caisse patriotique au président de l'Assemblée législative, renouvelant l'offre qu'ils ont faite au maire de Paris, en juillet 1791, de pourvoir à l'équipement et à l'entretien de dix volontaires destinés aux frontières.

5 septembre 1792.

Original signé, A. N., C 165, n° 391.

1819. — Lettre de M. Louis Capitaine, premier ingénieur de la carte générale de la France, au président de l'Assemblée législative, offrant, pour le service de l'armée cantonnée à Sainte-Menehould, trois exemplaires des cartes comprenant le territoire de Meaux à Toul et quatre exemplaires d'une carte abrégée par départements, de Rouen à Strasbourg et de Rocroi à Bar-sur-Aube, carte qui peut servir pour les grandes opérations militaires.

6 septembre 1792.

Original signé, A. N., C 165, n° 390.

Cf. *Archives parlementaires*, t. XLIX, p. 381.

1820. — Don patriotique de 444 livres 10 sols par de jeunes Anglaises en pension chez Mme François, quai de la Conférence.

6 septembre 1792.

Extrait du procès-verbal, A. N., C 163, fol. 6646 r°.

1821. — Lettre de la dame Fleury, citoyenne de la section de la Grange-Batelière ou Mirabeau, à M. Baumin, député, prenant l'engagement d'entretenir pendant la campagne la femme et un enfant d'un des citoyens de sa section partis aux frontières,





et rappelant qu'il a donné, le 22 mai précédent, 50 livres.

7 septembre 1792.

Minute, A. N., C 165, n° 391.

Cf. *Archives parlementaires*, t. XLIX, p. 430.

1832. — Lettre de M. J.-F. Lebedesque, commandant le 1<sup>er</sup> bataillon de fédérés nationaux à Soissons, au président de l'Assemblée législative, lui envoyant, à titre de don patriotique, sa croix de Saint-Louis, ne voulant pas garder un signe de distinction consacré par le despotisme.

7 septembre 1792.

Original signé, A. N., C 165, n° 391.

Cf. *Archives parlementaires*, t. XLIX, p. 430.

1833. — Don patriotique de 4,047 livres, pour subvenir aux frais de la guerre, par les marchands de bois flotté tenant chantier à Paris, indépendamment de leurs dons particuliers dans leurs sections respectives.

7 septembre 1792.

Minute, A. N., C 165, n° 391.

Cf. *Archives parlementaires*, t. XLIX, p. 442.

1834. — Adresse de la dame Bernard, femme d'un officier du 104<sup>e</sup> régiment, à l'Assemblée législative, faisant hommage d'un fusil enlevé par son oncle, le brave Gillet, aux Prussiens, dans les dernières guerres; présentant son fils unique, qui donne 2 écus de 6 livres et veut marcher sur les traces de son père, ainsi que ses compagnes, « qui n'ont de leur sexe que l'extérieur, qui veulent s'armer comme elle et devenir des soldats de la Patrie, prêts à verser leur sang pour la sauver. »

7 septembre 1792.

Original signé de dix citoyennes, A. N., C 165, n° 391.

Cf. *Archives parlementaires*, t. XLIX, p. 445.

1835. — Hommage par M. Laqueslaron, lieutenant des Invalides, au service de la Patrie depuis 1745, de sa croix de Saint-Louis, avec ses écus de services, et demande à l'effet de suivre ses enfants qui partent, ainsi que ses concitoyens de La Villette, pour les frontières.

7 septembre 1792.

Minutes (2 p.), A. N., C 165, n° 391.

Cf. *Archives parlementaires*, t. XLIX, p. 444.

1836. — Présentation à l'Assemblée législative, par la municipalité de La Villette, de dix-huit jeunes guerriers, armés et équipés au moyen d'une contribution volontaire de tous les citoyens, et offrande patriotique de 600 livres, fruit des travaux et des épargnes des citoyennes.

8 septembre 1792.

Original, A. N., C 165, n° 391.

Cf. *Archives parlementaires*, t. XLIX, p. 454.

1837. — Dépôt, à l'Assemblée législative, par le sieur Vivier, au nom des conducteurs des Messageries nationales, des 200 livres qu'ils donnent chaque mois pour les frais de la guerre.

8 septembre 1792.

Original signé, A. N., C 165, n° 391.

Cf. *Archives parlementaires*, t. XLIX, p. 451.

1838. — Lettre des commis du département des affaires étrangères au président de l'Assemblée législative, déposant sur l'autel de la Patrie une somme de 2,000 livres, montant des retenues de six mois sur leurs appointements, et jurant de nouveau la haine la plus implacable aux despotes et aux tyrans.

8 septembre 1792.

Original signé du sous-secrétaire, secrétaire général du département, A. N., C 165, n° 391.

Cf. *Archives parlementaires*, t. XLIX, p. 456.

1839. — Offrande patriotique de 81 livres en argent et de 119 livres en assignats, par les jeunes citoyennes de Sceaux, qui sont venues accompagner quarante volontaires de cette commune, partant pour les frontières et admis à prêter serment devant l'Assemblée.

8 septembre 1792.

Originaux (2 p.), A. N., C 165, n° 391.

Cf. *Archives parlementaires*, t. XLIX, p. 476.

1840. — Don patriotique de 600 livres, fait au nom de M. Pinon, ancien chef de la 5<sup>e</sup> légion, blessé à la suite d'une chute, par M. A.-P. Julienne-Belair, ingénieur, directeur général des travaux du camp de Suresne. Paris, ne s'engageant au nom de Pinon de fournir 300 livres par an pour



secours de la Patrie, si son pource de le lui permettait.

12 septembre 1792.

Original signé, A. N., C 165, n° 392.

Cf. *Archives parlementaires*, t. XLIX, p. 491.

1850. — Lettre des marchands de bois de Paris, tenants-chantiers à l'île Louviers, au président de l'Assemblée législative, adressant, à titre de don civique, la somme de 1,575 livres, et déclarant que plusieurs d'entre eux ont armé et équipé leurs propres enfants pour repousser les efforts des ennemis de la Liberté.

12 septembre 1792.

Original, A. N., C 165, n° 392.

Cf. *Archives parlementaires*, t. XLIX, p. 492.

1851. — Adresse des employés au secrétariat de la Mairie à l'Assemblée législative, accompagnant l'envoi de 230 livres 6 sols, montant de leur contribution volontaire aux frais de la guerre pour les mois de mai, juin, juillet et août, et observant qu'ils comptent quatre de leurs camarades aux différentes armées.

12 septembre 1792.

Original signé, A. N., C 165, n° 392.

1852. — Dépôt sur le bureau de l'Assemblée législative, par le sieur Jean-Julien Liard, 1<sup>er</sup> sergent de la 2<sup>e</sup> compagnie de la section des Droits de l'Homme, avant son départ, d'une épée d'argent pour les frais de la guerre, de deux billets de 100 sols pour les veuves de ses frères d'armes, morts le 10 août, et d'un billet de 100 sols pour les pauvres femmes dont les maris sont partis aux frontières.

13 septembre 1792.

Original, A. N., C 165, n° 312.

Cf. *Archives parlementaires*, t. XLIX, p. 618.

1853. — Offre patriotique de 125 livres, pour les frais de la guerre, par deux citoyennes, qui gardent l'anonyme et sacrifient de longues épargnes.

14 septembre 1792.

Minute, A. N., C 165, n° 392.

Cf. *Archives parlementaires*, t. XLIX, p. 493.

1854. — Lettre de M. Yves Le Gouz, graveur de l'Académie des sciences, au président de l'Assemblée législative, adres-

sant pour les frais de la guerre 400 livres, représentant le quart du produit des planches que le ministère de la marine l'a chargé de graver pour les congés des bâtiments de commerce français.

17 septembre 1792.

Original signé, A. N., C 165, n° 392.

Cf. *Archives parlementaires*, t. L, p. 92.

1855. — Don d'un assignat de 50 livres, par un secrétaire commis dans l'un des Comités de l'Assemblée, pour aider à l'armement d'un soldat de la Liberté.

17 septembre 1792.

Minute, A. N., C 165, n° 392.

Cf. *Archives parlementaires*, t. L, p. 106.

1856. — Don par un artiste qui désire garder l'anonyme, de 72 livres qu'il voudrait voir employées à la fabrication de deux ou trois fusils de munition.

18 septembre 1792.

Original, A. N., C 165, n° 392.

Cf. *Archives parlementaires*, t. L, p. 110.

1857. — Adresse de Nicolas Mercier, garçon limonadier, détenu à Bicêtre, ayant échappé au massacre des prisonniers, à l'Assemblée législative, demandant la faveur de se joindre à ses compatriotes, pour voler à la défense de Thionville, où son père et ses frères viennent de succomber, et déposant un assignat de 100 livres pour le soulagement des mères et des veuves des patriotes français.

18 septembre 1792.

Original signé, A. N., C 165, n° 392.

Cf. *Archives parlementaires*, t. L, p. 152.

1858. — Adresse de François Prieur-Ferrand, distillateur, détenu à Bicêtre, ayant échappé au massacre des prisonniers, à l'Assemblée législative, demandant la grâce de voler aux frontières, s'obligeant à s'équiper à ses frais et envoyant à titre de don patriotique un assignat de 25 livres.

18 septembre 1792.

Original signé, A. N., C 165, n° 392.

Cf. *Archives parlementaires*, t. L, p. 152.

1859. — Adresse d'Antoine-François Jourdain, tailleur d'habits, détenu à Bicêtre, échappé au massacre des prisonniers (le peuple ayant reconnu son inno-

1862. — Adresse du citoyen L. Gouges fils, ci-devant ingénieur, sous-lieutenant au 104<sup>e</sup> régiment, à l'Assemblée législative, proposant d'élever, le long des nouveaux boulevards, une enceinte fortifiée, et d'établir pour la construction de cette fortification de campagne 18 ateliers, comprenant chacun 100 ouvriers soldés, sous la direction desquels travailleront les citoyens. (M. L. Gouges fils, ci-devant ingénieur, sous-lieutenant au 104<sup>e</sup> régiment, ci-devant fabricant de canons et de toute surprise.)

Original signé, A. N., C 165, n° 392.

C. L. Archives parlementaires, t. 1, p. 170.

1862. — Adresse de M. M. Despuassy, Carnot jeune, Lacuée, Roux-Ezillac, Hugot, Choudieu, Le Tourneur et Bezanson-Perrier, en qualité de commissaires de l'Assemblée législative, pour la formation du camp sous Paris.

Original signé, A. N., C 165, n° 392.

C. L. Archives parlementaires, t. 1, p. 170.

1862. — Adresse de sous-entrepreneurs, entrepreneurs, et des acteurs du théâtre du Marais, à l'Assemblée législative, versant le produit de deux représentations données les 15 et 19 septembre, pour les frais de la guerre, par ceux des artistes de ce théâtre qui n'ont pas obtenu par leurs contributions volontaires, formant une somme de 1,226 livres 3 sols, avec les bordereaux de recette de ces deux représentations, signés de l'entrepreneur et du caissier, indiquant les noms des artistes, MM. Despuassy, Carnot jeune, Lacuée, Roux-Ezillac, Hugot, Choudieu, Le Tourneur, Bezanson-Perrier, et le décompte des frais.

Original signé, A. N., C 165, n° 392.

C. L. Archives parlementaires, t. 1, p. 170.

## 29. — Organisation et travaux du camp sous Paris (août-septembre).

1862. — Adresse du citoyen L. Gouges fils, ci-devant ingénieur, sous-lieutenant au 104<sup>e</sup> régiment, à l'Assemblée législative, proposant d'élever, le long des nouveaux boulevards, une enceinte fortifiée, et d'établir pour la construction de cette fortification de campagne 18 ateliers, comprenant chacun 100 ouvriers soldés, sous la direction desquels travailleront les citoyens. (M. L. Gouges fils, ci-devant ingénieur, sous-lieutenant au 104<sup>e</sup> régiment, ci-devant fabricant de canons et de toute surprise.)

Original signé, A. N., C 165, n° 392.

1862. — Adresse de l'Assemblée législative, nommant la formation, sous Paris, d'un camp sous Paris, et l'établissement de fortifications de campagne sur les boulevards de cette ville.

Original signé, A. N., C 165, n° 392.

1862. — Adresse de l'Assemblée législative, nommant la formation, sous Paris, d'un registre d'inscription pour

la formation du camp sous Paris, dans lequel seront admis les citoyens de tous les départements.

10 août 1792.  
Minute, A. N., C 156, n° 305; copie collationnée, A. N., A 115, n° 701.

1865. — Nomination de MM. Despuassy, Carnot jeune, Lacuée, Roux-Ezillac, Hugot, Choudieu, Le Tourneur et Bezanson-Perrier, en qualité de commissaires de l'Assemblée législative, pour la formation du camp près Paris.

Original signé, A. N., C 165, n° 392.

1865. — Adresse de M. M. Despuassy, Carnot jeune, Lacuée, Roux-Ezillac, Hugot, Choudieu, Le Tourneur et Bezanson-Perrier, en qualité de commissaires de l'Assemblée législative, pour la formation du camp sous Paris, et l'établissement de fortifications de campagne sur les boulevards de cette ville.

Original signé, A. N., C 165, n° 392.



1867. — Décret de l'Assemblée législative, ordonnant l'organisation d'un corps de cavalerie nationale, spécialement affecté au camp près Paris, et invitant les citoyens de cette ville et des environs à se faire inscrire sur les registres qui seront ouverts, à cet effet, à la Maison commune, et à indiquer s'ils ont l'intention de s'armer et de s'équiper à leurs frais et de fournir leurs chevaux.

12 août 1792.

Minute, A. N., C 156, n° 30; copie collationnée et signée du président et des secrétaires, A. N., A 115, n° 599.

Ed. *Archives parlementaires*, t. XLVIII, p. 75.

1868. — Lettre des membres de la Commission du camp au ministre de la guerre, l'invitant à vérifier s'il existe, dans les magasins de Saint-Denis, les tentes et les effets de campement nécessaires pour le camp près de Paris, qui doit recevoir 30,000 citoyens, dont 4,000 de cavalerie, l'engageant à en faire fabriquer sans relâche, et à prendre également les mesures convenables pour assurer la subsistance dudit camp, tant en vivres qu'en fourrages.

12 août 1792.

Minute, A. N., AF I 5, n° 23.

1869. — Lettre des commissaires nommés par l'Assemblée législative, pour la formation du camp, à M. Pétion, le priant de venir conférer avec eux, sur cet objet, au Comité militaire, accompagné de deux membres de la Commune, le jeudi, vers 11 heures du matin.

14 août 1792.

Minute, A. N., AF I 5, n° 23.

1870. — Décret de l'Assemblée législative, autorisant la municipalité de Paris à nommer des commissaires pour surveiller la formation en bataillons des citoyens inscrits pour le camp, et à faire fabriquer des tentes et autres objets de campement sous la surveillance du pouvoir exécutif, qui donnera les modèles et fournira les fonds nécessaires.

14 août 1792.

Copie collationnée et signée du président et des secrétaires, A. N., A 115, n° 794. C 156, n° 307.

Ed. *Archives parlementaires*, t. XLVIII, p. 118, 119.

1871. — Décret de l'Assemblée législative, chargeant le ministre de la guerre de faire transporter, au camp de Paris, 20 pièces de canon de 12 livres de balles et 40 obusiers, retirés de l'arsenal de Douai, et de faire fabriquer à l'arsenal de Paris 50 pièces de canon et 20 obusiers.

14 août 1792.

Copie collationnée et signée du président et des secrétaires, A. N., A 115, n° 816.

Ed. *Archives parlementaires*, t. XLVIII, p. 134.

1872. — Arrêté du Conseil général de la Commune et proclamation concernant l'établissement d'amphithéâtres afin de recevoir les souscriptions volontaires pour la formation d'un camp sous les murs de Paris.

15 août 1792.

Placard imprimé, B. N., Mss., nouv. acq. fr. 2667, fol. 135.

1873. — Décret de l'Assemblée législative, chargeant le pouvoir exécutif de se concerter avec la municipalité de Paris, à l'effet de se procurer promptement les objets de campement nécessaires pour la formation d'un camp de 40,000 hommes, ouvrant en conséquence un crédit de 300,000 livres.

16 août 1792.

Minute en partie de la main de Choudieu, A. N., C 156, n° 309; copie collationnée et signée du président et des secrétaires, A. N., A 115, n° 827.

Ed. *Archives parlementaires*, t. XLVIII, p. 284.

1874. — Adresse de la commune de Saint-Denis à l'Assemblée législative, exposant que la garde nationale de cette ville, l'un des premiers remparts de Paris, comprenant 800 hommes à deux bataillons, est insuffisamment armée et n'a qu'un canon acheté par les citoyens, et demandant à prélever sur les matières de bronze et de cuivre, provenant des monuments, la quantité nécessaire pour la fonte de trois canons.

16 août 1792.

Original signé, A. N., C 156, n° 319.

Ed. *Archives parlementaires*, t. XLVIII, p. 280.

1871. — Décret de l'Assemblée législative, adoptant le contrat de Paris à faire exécuter tous les travaux qui ont été considérés dans les conférences tenues au Comité militaire, entre les membres des différentes Commissions, les officiers et gens de l'art qui y ont été appelés, et mettant à la disposition du pouvoir un crédit d'une somme de 800,000 livres pour subvenir aux premières dépenses desdits travaux.

17 août 1792.

Moniteur, séance de l'Assemblée, A. N., t. XLVI, p. 349.

Cf. Archives parlementaires, t. XLVIII, p. 378.

1876. — Lettre des commissaires de l'Assemblée législative pour la formation du camp près Paris au ministre de l'intérieur, l'invitant à faire dresser un état détaillé de tous les objets de campement des bataillons suisses et de la maison du Roi, qui se trouvent à Paris ou dans les dépôts voisins, et qui, d'après un décret de l'Assemblée, doivent être employés au service du camp.

17 août 1792.

Moniteur, A. N., AF I 5, no 23.

1877. — Lettre du procureur de la Commune au ministre de la guerre, le priant de fixer un rendez-vous aux commissaires que la Municipalité parisienne désignera pour procurer tous les effets de campement nécessaires à la formation du camp.

18 août 1792.

Copies Archives de la Guerre, Correspondance de la guerre.

1878. — Lettre de M. Clavière, ministre de la guerre, par intérim, au président de l'Assemblée législative, annonçant qu'il a convenu de faire venir immédiatement de Besançon à Paris dix pièces de 12, vingt de 8 et vingt de 6, et quatre de 24 pour Joinville-le-Pont, Soissons, et que cette artillerie, avec celle qui se trouvera aux environs de Paris et les secours qu'on pourra tirer de la garde nationale, doit dissiper toute inquiétude.

18 août 1792.

Correspondance, A. N., AF I 5, no 34.

1879. — Décret de l'Assemblée législative, chargeant le pouvoir exécutif de se concerter avec le Conseil de la Commune pour procéder à la formation la plus prompte et à l'organisation des bataillons de fédérés devant servir dans le camp qui doit être établi pour la défense de Paris.

19 août 1792.

Copie authentique et signée du président de l'Assemblée, A. N., A. 111, no 853.

Ed. Archives parlementaires, t. XLVIII, p. 394.

1880. — Décret de l'Assemblée législative, portant règlement pour la formation et l'organisation des cavaliers volontaires nationaux destinés à servir au camp de Paris.

19 août 1792.

Copie authentique et signée du président de l'Assemblée, A. N., A. 111, no 853.

Ed. Archives parlementaires, t. XLVIII, p. 394.

1881. — Décret de l'Assemblée législative, adoptant les mesures nécessaires pour compléter l'organisation du camp de Paris, qui devra comprendre, indépendamment des citoyens fournis par les sections armées de Paris, six bataillons de volontaires nationaux spécialement affectés au service du camp, et fixant la composition de l'état-major, qui devra comporter 1. commandant en chef, 1. chef d'état-major, 2. adjoints généraux, 6 chefs de camp, 1 directeur général des travaux et de l'artillerie.

19 août 1792.

Copie authentique et signée du président de l'Assemblée, A. N., A. 111, no 853.

Ed. Archives parlementaires, t. XLVIII, p. 395.

1882. — Lettre de la Commission de l'Assemblée, pour le camp de Paris, au ministre de la guerre, le priant de se renseigner sur l'existence à Compiègne, et dans d'autres maisons royales, d'effets de campement, tels que : tentes, bidons, matras, etc., et de les soumettre à la Commission.

19 août 1792.

Moniteur, A. N., AF I 5, no 35.

1883. — Lettre de M. Séguin, M. Roussier, députés, au ministre de la Guerre, au

cartes de la guerre, le priant de se rendre à la Commission de l'Assemblée nationale, et de s'entendre avec elle pour le tracé du camp, pour l'emplacement des forts, des batteries et de leur direction, et le prévenant que les commissaires de la Municipalité l'attendront à 10 heures du matin.

19 août 1792.

Copies (2 p.), Arch. hist. de la guerre, Correspondance générale.

1884. — Lettre de M. Servan à M. Roland, commissaire des guerres, le chargeant de se concerter avec les commissaires de la Municipalité et de leur annoncer qu'il a donné des ordres pour rassembler l'artillerie nécessaire et qu'il a pourvu aux subsistances et hôpitaux, de leur demander ensuite de quelles ressources ils peuvent disposer pour hâter la confection de 3,000 tentes, les magasins de l'Etat n'ayant que fort peu de toiles.

20 août 1792.

Copie, Arch. hist. de la guerre, Correspondance générale.

1885. — Lettre du ministre de la guerre à son collègue de l'intérieur, le prévenant qu'il vient de donner de nouveaux ordres pour assurer le service des vivres et fourrages du camp de Paris, et estimant qu'il conviendrait de tirer ces approvisionnements de l'Est pour diminuer, en cas d'événements malheureux, les ressources de l'ennemi, et de les emmagasiner de préférence à l'ouest et au sud de Paris.

22 août 1792.

Copie, Arch. hist. de la guerre, Correspondance générale.

1886. — Autorisation donnée par M. Joseph Servan, ministre de la guerre, à la Commission de la Commune pour faire faire toutes recherches et démarches afin de procurer les matériaux, bois, ustensiles et ouvriers indispensables à la formation du camp, avec lettres d'envoi.

23 août 1792.

Copies (2 p.), Arch. hist. de la guerre, Correspondance générale.

1887. — Lettre de la Commission de l'Assemblée pour le camp de Paris à la

Municipalité parisienne, l'invitant à accélérer par tous les moyens la formation de ce camp et à entretenir par ses commissaires une correspondance suivie avec ceux de l'Assemblée, de façon à être au courant, jour par jour, de toutes les opérations.

24 août 1792.

Minute, A. N., AF I 5, n° 23.

1888. — Lettre du ministre de la guerre à M. Pétion, maire de Paris, l'invitant à faire procéder au recensement des fusils de chasse se trouvant chez les armuriers et à lui indiquer un local où pourrout être déposés les sabres et autres armes à l'usage de l'armée, afin de prévenir toutes dilapidations.

24 août 1792.

Copie, Arch. hist. de la guerre, Correspondance générale.

1889. — Lettre du ministre de la guerre à M. La Chiche, maréchal de camp, lui confiant la mission de procéder sur le champ à la reconnaissance d'une ligne de défense à établir en avant de Paris, par Pontoise, Gonesse, Anet, Bonneuil et Villeneuve-Saint-Georges, et priant M. Jarjay de mettre à la disposition de M. La Chiche et de ses officiers tous les plans et renseignements nécessaires.

25 août 1792.

Copies (2 p.), Arch. hist. de la guerre, Correspondance générale.

1890. — Lettre de M. Perronet, ingénieur des Ponts et Chaussées, à M. Roland, ministre de l'intérieur, lui envoyant les quatre élèves demandés par la Commission du camp sous Paris, lesquels, étant guidés par M. Belair, ingénieur militaire chargé de la direction des travaux, pourrout se passer de la surveillance d'un ingénieur en chef des Ponts et Chaussées, avec réponse du ministre, déclarant que la question n'est pas de sa compétence et regarde le ministre de la guerre.

25 août, 4 septembre 1792.

Original signé et annoté (2 p.), A. N., F<sup>9</sup> Seine.

1891. — Renvoi au pouvoir exécutif d'une pétition de volontaires nationaux

pu se soulever contre le camp de Paris, et qu'il leur en sera tenu compte, sans mandant ni subsistance.

26 août 1792.

Copie, sans date, et origine du président et des secrétaires, A. N., A 141, n<sup>o</sup> 1233.

Ed. Archives parlementaires, t. XLIX, p. 2.

1892. — Décret de l'Assemblée législative, autorisant les 48 compagnies de canonniers attachées aux sections de Paris à s'exercer au camp, où il leur sera fourni toutes les munitions nécessaires, et leur accordant, à titre d'indemnité, la paye des gardes nationaux.

27 août 1792.

Copie, sans date, et origine du président et des secrétaires, A. N., A 117, n<sup>o</sup> 1235.

1893. — Instructions données par l'Assemblée législative à MM. Ruamps et Niou, députés, chargés de faire transporter de Carcassonne à Paris les armes et munitions qu'ils jugeront nécessaires, notamment des canons de 24, des pistolets, des carabines, des mousquets, des fusils, des mousquetons, des pistolets, des espingoles, des sabres, des piques, des haches d'armes, des boulets et des balles.

27 août 1792.

Manusc. A. N., O 137, n<sup>o</sup> 118.

Ed. Archives parlementaires, t. XLIX, p. 22.

1894. — Lettre du ministre de la guerre aux administrateurs du département de Seine-et-Marne, les priant de lui indiquer les cantonnements qu'ils jugeront convenables, sans trop de gêne pour les habitants, à Meaux, Compiègne et Nogent, en attendant l'établissement du camp de 10 000 hommes près de Meaux, décrété par l'Assemblée.

28 août 1792.

Copie, sans date, et origine du ministre de la guerre, sans signature.

1895. — Lettre de M. Sureau, ministre de la guerre, au ministre de l'Intérieur, l'avisant qu'il vient de charger les administrateurs de l'arrondissement de Nogent-sur-Oise de surveiller les habitants de Nogent, et de leur faire connaître que, si, malgré les assurances données, ils ne cessent pas de suspecter le patriotisme, déclarant néanmoins qu'il n'est pas d'opposition à leur

campement nécessaires pour les hommes destinés à former le camp, fournitures qu'il fera distribuer par lesdits commissaires aux fédérés de Lyon et d'autres villes, ajoutant qu'il fait venir des armes à Paris dans le même but.

28 août 1792.

Original signé, A. N., F<sup>o</sup> Seine.

1896. — Lettres du ministre de la guerre aux citoyens composant la Commission du camp : 1<sup>o</sup> leur annonçant que les premiers ouvrages du camp seront tracés le 29 et que les ouvriers pourront se mettre immédiatement à l'œuvre; 2<sup>o</sup> envoyant pour le Conseil général de la Commune l'état des personnes proposées à l'effet de constituer l'état-major du camp destiné à la défense de Paris et des postes extérieurs.

28, 29 août 1792.

Copie, sans date, et origine du ministre de la guerre, sans signature, sans réponse générale.

1897. — Etat des dépenses faites par le sieur Blavier, secrétaire de la Commission militaire du camp sous Paris, pour les tournées des députés nommés à cet effet, en date des 27 et 28 août 1792, montant 165 livres 13 sols, état certifié par les députés commissaires de l'Assemblée.

28 août 1792.

Copie, sans date, A. N., O 137.

1898. — Lettre du ministre de la guerre aux citoyens formant la Commission du camp, au sujet des dénonciations adressées au Corps législatif contre certains officiers désignés pour faire partie de l'état-major du camp sous Paris, notamment MM. Jarjay et Joly, qui se sont occupés de travaux préliminaires concernant la défense de Paris, et dont il n'est pas convenu de suspecter le patriotisme, déclarant néanmoins qu'il n'est pas d'opposition à leur campement.

28 août 1792.

Copie, sans date, A. N., O 137, sans signature.

1899. — Lettre du ministre de la guerre au président de l'Assemblée législative, l'avisant qu'il vient de charger les administrateurs de l'arrondissement de Nogent-sur-Oise de surveiller les habitants de Nogent, et de leur faire connaître que, si, malgré les assurances données, ils ne cessent pas de suspecter le patriotisme, déclarant néanmoins qu'il n'est pas d'opposition à leur

dispositions du décret du 29 août et de nommer, pour la défense de Paris, le nombre d'officiers généraux jugé nécessaire, outre le commandant en chef, des adjudants généraux, des officiers du génie pour les travaux des postes avancés, un directeur général de l'artillerie, deux commissaires généraux pour les armes, munitions, subsistances, effets de campement, avec des commissaires particuliers.

31 août 1792.

Copie, Arch. hist. de la guerre, Correspondance générale.

1900. — Requête du sieur Brun-Lafon, secrétaire commis de l'Assemblée législative, employé à la collation des décrets d'aliénation, inscrit à la fin de juillet comme volontaire dans le camp sous les murs de Paris, à l'effet d'obtenir, à titre de gratification, le payement de ses appointements durant le mois d'août, avec décision conforme de l'Assemblée.

1<sup>er</sup> septembre 1792.

Minute, A. N., C 163, n° 370.

1901. — Lettre du ministre de la guerre à M. Belair, ingénieur, le priant de lui faire passer, dans le plus bref délai, en double exemplaire, l'exposé du projet des travaux à entreprendre pour la défense de Paris, avec les dessins à l'appui, le calcul des terrassements à effectuer et de la dépense en résultant, exposé qu'il doit communiquer au Conseil général de la Commune.

1<sup>er</sup> septembre 1792.

Copie, Arch. hist. de la guerre, Correspondance générale.

L'ingénieur Belair avait déjà présenté, le 29 décembre 1791, à l'Assemblée législative de nouveaux systèmes de fortification et avait demandé la nomination de commissaires pour procéder à des expériences; il avait insisté, à cet égard, le 26 janvier suivant.

1902. — Lettre du ministre de la guerre à la Commission du camp, lui annonçant que, pour la première installation du camp sous Paris, il a paru convenable de la diviser en deux parties, l'une établie vers Saint-Maur, l'autre dans le coude formé par la Seine autour de Gennevilliers, et que l'on pourra commencer à prendre des

mesures pour y camper 15,000 hommes, en conséquence déclarant qu'il est urgent de construire des fours à Asnières et de préparer à l'avance un autre établissement de fours à Saint-Ouen ou Clichy pour les troupes qui occuperont Montmartre et Belleville.

1<sup>er</sup> septembre 1792.

Copie, Arch. hist. de la guerre, Correspondance générale.

1903. — Lettre du ministre de la guerre à la Commission du camp, au sujet de la fixation du nombre d'hommes devant composer la garde demandée par M. Belair et de la nécessité d'obtenir de cet ingénieur un état journalier des ouvriers et autres personnes employées aux travaux, déclarant qu'il a confié à MM. Santerre et Capet le soin de procurer cette garde.

1<sup>er</sup> septembre 1792.

Copie, Arch. hist. de la guerre, Correspondance générale.

1904. — Lettre du ministre de la guerre à M. Belair, le prévenant qu'il vient de transmettre à M. Santerre sa demande d'une garde pour les travaux du camp, et qu'il charge M. Capet, commissaire ordinaire des guerres, de s'occuper des détails relatifs à l'établissement de cette troupe, de son campement ou logement et de sa subsistance, avec lettres à MM. Santerre et Capet sur le même objet.

1<sup>er</sup> septembre 1792.

Copies (3 p.), Arch. hist. de la guerre, Correspondance générale.

1905. — Lettre du ministre de la guerre à M. Capet, le priant de faire en sorte qu'un commissaire des guerres passe, le lendemain, la revue de départ de la gendarmerie nationale, composée des hommes du 14 juillet.

1<sup>er</sup> septembre 1792.

Copie, Arch. hist. de la guerre, Correspondance générale.

1906. — Décret de l'Assemblée législative, autorisant le ministre de la guerre à se servir de chevaux de poste pour le transport des cent pièces de canon venant de Flandre et d'Artois et des cent pièces de



la fondre d'Indret, destinées au camp qui se forme sous les murs de Paris.

1 septembre 1792.

Copie, *Archives*, A. N., C 163, n° 371.  
Notice sur le Marais et de Marais, A. N., C 163, n° 372.

Ed. *Archives parlementaires*, t. XLIX, p. 160.

1901. — Décret de l'Assemblée législative, décidant, à l'effet d'accélérer les travaux du camp, l'envoi de douze commissaires de l'Assemblée, chaque jour, pour y donner l'exemple du travail, et l'affichage, tous les soirs, des noms des députés convoqués pour le lendemain.

2 septembre 1792.

Extrait du procès-verbal, A. N., C 163, n° 374.  
Ed. *Archives parlementaires*, t. XLIX, p. 201.

1908. — Décret de l'Assemblée législative, portant que les députés désignés pour travailler, le lundi 3 septembre, aux renforcements du camp sous Paris, se trouveront à 3 heures du matin, au lieu des séances, pour se rendre de suite sur le terrain.

3 septembre 1792.

Minute, A. N., C 163, n° 375.

1909. — Décret de l'Assemblée législative, adjoignant 4 officiers généraux au commandant en chef chargé de prescrire à l'ensemble de l'armée du camp sous Paris, et à l'état-major 4 officiers faisant fonctions d'adjoints généraux, 1 directeur général d'artillerie, 2 commissaires généraux et 2 commissaires ordinaires des guerres.

3 septembre 1792.

Minute, A. N., C 163, n° 376, copie sans signature du président et des commissaires, A. N., A 117, n° 1908.

Ed. *Archives parlementaires*, t. XLIX, p. 211.

1910. — Proposition présentée à l'Assemblée législative par Antoine François Souff, proposant de s'assurer de toutes les hauteurs de Paris, pour les garder de nuit, et former une seconde ligne de défense, gardée nuit et jour par les volontaires, et, à l'approche de l'ennemi, de faire Louis XVI et sa famille en milieu d'une fortification du bastion de Saint-Antoine, avec des canons de la garde de la

dringen, commandant du bataillon de la Croix-Bouge, portant qu'il a équipé à ses frais un de ses gâteaux pour aller aux frontières.

3 septembre 1792.

Extrait du registre, A. N., C 167, n° 401.

1911. — Décision du Conseil exécutif provisoire, portant convocation chez le maire de Paris des présidents de chaque section, ainsi que du procureur de la Commune, et de 3 membres du Conseil général, afin de leur communiquer diverses mesures importantes pour la défense de Paris.

3 septembre 1792.

Extrait du registre du Conseil exécutif, A. N., A 117, t. 1, p. 18.

1912. — Lettre du ministre de la guerre à la Commission du camp, la priant de lui indiquer les moyens de lever les obstacles qui s'opposent au fonctionnement du service des Subsistances militaires.

3 septembre 1792.

Copie, A. N., t. 1, de la section, correspondance générale.

1913. — Adresse de l'entrepreneur des acteurs, danseurs, musiciens, ouvriers et machinistes du théâtre Montansier à l'Assemblée législative, demandant, de concert avec leur directrice, la permission de se joindre au volontaire (1) ou se joindre aux volontaires de la section de la Butte-des-Moulins, commandés par le sieur Lebrun, pour marcher ensemble à première réquisition au camp sous Paris.

3 septembre 1792.

Minute, A. N., C 163, n° 372.

Ed. *Archives parlementaires*, t. XLIX, p. 202.

1914. — Arrêté du Conseil général de la Commune, ordonnant aux entrepreneurs de faire le transport de machines, instruments, outillages qui pourraient être utiles aux travaux du camp.

3 septembre 1792.

Extrait conforme, B. N., Mss., nouv. acq. fr., 1067, fol. 145.

1915. — Délibération de la section de la Cité, approuvant la proposition faite par M. Coudray des Montmartres, citoyen de la

section, afin d'occuper à bref délai la Butte-aux-Cailles, celles de Villejuif, de Montmartre, du Calvaire et du derrière du bois de Romainville, comme positions infiniment avantageuses pour la défense de la capitale, et appelant l'attention des 47 autres sections sur cet objet

3 septembre 1792.

Extrait conforme. A. N., D XL 5, n° 60.

1916. — Adresse de MM. Dorotte, architecte, Sagez, ex-président du district de Versailles, et Guyot, maçon, à l'Assemblée législative, offrant d'amener les 500 ouvriers qu'ils occupent à la construction d'une verrerie dans Paris sur un domaine national, pour servir d'escorte aux 12 députés qui seront de service aux retranchements du camp.

3 septembre 1792.

Original signé. A. N., C 167, n° 405.

Cf. *Archives parlementaires*, t. XLIX, p. 248.

1917. — Soumission des pensionnaires du théâtre du Palais, réunis pour aller travailler aux fortifications autour de Paris, présentée à l'Assemblée législative par MM. Lenoir de Saint-Elme, Beaulieu et autres commissaires délégués par leurs camarades.

3 septembre 1792.

Original signé. A. N., C 167, n° 405.

Cf. *Archives parlementaires*, t. XLIX, p. 263.

1918. — Adresse à l'Assemblée législative, présentée par les pensionnaires des théâtres de la rue Richelieu et du Palais, au nombre de 206, demandant l'autorisation de former une compagnie qui fournira tous les jours un certain nombre d'hommes pour les travaux du camp et sa garde, et déclarant qu'après avoir prêché sur la scène l'amour de la Liberté et de l'Égalité, il leur sera glorieux de les défendre ou de mourir pour elles.

3 septembre 1792.

Minute. A. N., C 167, n° 405.

1919. — Arrêt de la section des Thermes-de-Julien, décidant, pour l'accélération des travaux relatifs aux fortifications de Paris, que tous les citoyens non envoyés

à la rencontre de l'ennemi concourront à ces travaux, soit par leurs personnes, soit par une contribution en argent, si leur infirmité est bien constatée, avec adresse à l'Assemblée.

3 septembre 1792.

Originaux signés de Joubert et Dumez, commissaires (2 p.). A. N., C 167, n° 406, copie. B. N., Mss., nouv. acq. fr. 2660, fol. 76.

Cf. *Archives parlementaires*, t. XLIX, p. 337.

1920. — Renvoi par l'Assemblée législative, à la Commission extraordinaire des 12, de la demande adressée par M. Belair, ingénieur chargé de la direction des travaux du camp, qui se plaint de manquer d'outils, de tentes et de brouettes, à l'effet de concerter les moyens de défense et d'en faire son rapport.

4 septembre 1792.

Extrait du procès-verbal, A. N., C 162 n° 365.

Ed. *Archives parlementaires*, t. XLIX, p. 349.

1921. — Renvoi au pouvoir exécutif, par l'Assemblée législative, d'un avis concernant les objets de campement déposés dans la maison dite des Menus-Plaisirs, rue Bergère, qui peuvent être utilisés pour la formation du camp de Paris.

4 septembre 1792.

Copie collationnée et signée du président et des secrétaires, A. N., A 121, n° 1590.

Cf. *Archives parlementaires*, t. XLIX, p. 349.

1922. — Décret de l'Assemblée législative, déterminant, par un règlement particulier, tous les détails relatifs à l'organisation, la police et l'administration des camps destinés à la défense de Paris, et fixant les effets de campement à fournir pour l'infanterie et la cavalerie, ainsi que la distribution des vivres.

5 septembre 1792.

Minute signée de Le Tourneur, A. N., C 163, n° 373.

Ed. *Archives parlementaires*, t. XLIX, p. 367.

1923. — Décret de l'Assemblée législative, portant que le Conseil général de la Commune de Paris nommera 3 commissaires qui se réuniront avec les ministres de la guerre et de l'intérieur, à 3 commissaires de l'Assemblée, pour se con-

porter sur les points et mesures d'exécution relatifs à la conservation des canons et autres munitions sous les murs de Paris, et de faire que ce Comité se réunira chaque jour au ministère de la guerre et tiendra registre de ses délibérations.

— Copie n° 1739.

Comité de guerre et comité de munitions.  
Le 22 septembre 1792. A. N., C 167, n° 408.  
L. A. 1739.

1924. — Adresse des citoyens de la commune de l'Assemblée législative, offrant de passer à tour de rôle les nuits pour maintenir l'ordre du travail dans les Comités, et de travailler, le jour, aux remparts de Paris, où ils ouvriront des fossés, pour que les canons y trouvent plus aisément leur but.

— Copie n° 1741.

Comité de guerre et comité de munitions.  
A. N., C 167, n° 407.

1925. — Lettre du ministre de la guerre au président de l'Assemblée législative, l'informant de l'impossibilité d'organiser la défense de Paris avant que la Commune ait choisi les officiers généraux de l'état-major du camp, et l'avisant de la reconnaissance effectuée dans la plaine de Gennevilliers pour l'établissement d'un camp, ainsi que de la construction d'une redoute en avant de Montmartre, sous la direction de M. Belair.

— Copie n° 1742.

Comité de guerre et comité de munitions.  
A. N., C 167, n° 407.

1926. — Lettre du ministre de la guerre à M. La Chêze, maréchal de camp, le priant de lui avoir confié le soin de faire délivrer les laissez-passer pour les ouvriers du camp, qu'il va lui envoyer, et la priant de vouloir bien lui adresser, au plus tôt, tous les noms des individus qui ont pu être lui marquer sans retard les individus que la Commission accepte et ceux qu'elle rejette.

— Copie n° 1743.

Comité de guerre et comité de munitions.  
A. N., C 167, n° 407.

1927. — Lettre du ministre de la guerre au président de l'Assemblée législative, l'informant de la reconnaissance effectuée dans la plaine de Gennevilliers pour l'établissement d'un camp, ainsi que de la construction d'une redoute en avant de Montmartre, sous la direction de M. Belair.

sont enfin terminées, que plusieurs convois de munitions sont en route, sous bonne escorte, que deux navires chargés de canons et de boulets mettent à la voile, pour Rouen, et qu'ils se flattent que le tout arrivera sous peu à destination de Paris.

— Copie n° 1744.

Original, A. N., C 164, n° 387.

1928. — Lettre du ministre de la guerre au commissaire chargé des fonctions de procureur général syndic de Seine-et-Oise, lui annonçant que M. Berthier remettra au Directoire de ce département les cartes générales des environs de Paris, pour qu'il puisse en faire usage pour la défense de cette ville et Paris.

— Copie n° 1745.

Comité de guerre et comité de munitions.  
A. N., C 164, n° 387.

1929. — Offre par un citoyen de travailler au camp, pendant un mois, au poste qui lui sera indiqué par l'Assemblée, avec mention honorable.

— Copie n° 1746.

Comité de guerre et comité de munitions.  
A. N., C 164, n° 387.

1930. — Proposition de la Commission de la défense de Paris.

6 septembre-26 octobre 1792.

Original, A. N., C 164, n° 387.

1931. — Lettre du ministre de la guerre à M. La Chêze, maréchal de camp, au sujet des dispositions arrêtées pour l'établissement de plusieurs camps autour de Paris, dont l'exécution devra être confiée à M. de Prille, pendant qu'il continuera les reconnaissances que l'ensemble du plan exige, et lui adjoint M. d'Abadie, capitaine au corps du génie, pour concourir avec lui à la défense de Paris.

— Copie n° 1747.

Comité de guerre et comité de munitions.  
A. N., C 164, n° 387.

1932. — Proposition de la Commission de la défense de Paris.

prenant 4 membres du Conseil général de la Commune, pour concerter les mesures relatives à la défense de Paris.

7 septembre 1792.

Copie. Arch. hist. de la guerre. Correspondance générale.

1933. — Lettre du ministre de la guerre au Conseil général de la Commune, l'avisant du décret rendu le 3 septembre, qui établit, pour les opérations relatives à la défense de Paris, un Comité dans lequel doivent entrer trois membres du Conseil général.

7 septembre 1792.

Copie. Arch. hist. de la guerre, Correspondance générale.

1934. — Rapport présenté à l'Assemblée législative par un commissaire de ladite Assemblée sur les travaux qui s'exécutent à Montmartre, où plus de 600 ouvriers sont occupés, indépendamment d'un grand nombre de citoyens et de citoyennes qui s'y rendent sans cesse, avec demande de tentes à proximité pour y déposer les habits et provisions.

7 septembre 1792.

Minute, A. N., C 162, n° 374; extrait du procès-verbal, A. N., C 162, n° 366.

Ed. *Archives parlementaires*, t. XLIX, p. 425.

1935. — Décret de l'Assemblée législative, autorisant les artistes des théâtres de la Liberté, de l'Égalité et du Palais à former trois compagnies franches pour faire alternativement le service au camp.

7 septembre 1792.

Minute, A. N., C 163, n° 374.

Ed. *Musée des Archives nationales*, n° 430.

*Archives parlementaires*, t. XLIX, p. 440.

1936. — Etat des dépenses faites pour la reconnaissance de l'emplacement du camp sous les murs de Paris, montant à 686 livres 16 sols, certifié par les commissaires de l'Assemblée et du camp.

7 septembre 1792.

Original, A. N., C 167.

1937. — Lettre du ministre de la guerre à M. Santerre, commandant général de la garde parisienne, annonçant l'arrivée de M. Berruyer, lieutenant-général chargé du

commandement du camp sous Paris, et le priant de faire remplacer les quatre chevaux qui lui ont été pris par l'ennemi.

8 septembre 1792.

Copie. Arch. hist. de la guerre. Correspondance générale.

1938. — Arrêté de la section des Quinze-Vingts, adoptant des dispositions pour les travaux du camp sous Paris, et demandant que la Commune en fasse faire le tracé du côté du faubourg Saint-Antoine.

8, 11 septembre 1792.

Extrait conforme, B. N., Mss., nouv. acq. fr. 2672, fol. 71.

1939. — Lettre de M. Pétion, maire de Paris, au président de l'Assemblée législative, déclarant que les travaux du camp prennent de l'activité et emploient un grand nombre de bras, par conséquent que le pauvre laborieux trouve à vivre, ce qui contribue à calmer les esprits.

9 septembre 1792.

Original, A. N., C 164, n° 386.

Ed. *Archives parlementaires*, t. XLIX, p. 494.

1940. — Décret de l'Assemblée législative, portant que les ouvriers, salariés et employés par les ingénieurs aux ouvrages camp, ne seront pas assujettis au service de la garde nationale pendant la durée de leur travail.

9 septembre 1792.

Copie collationnée et signée du président et des secrétaires, A. N., A 116, n° 954.

Ed. *Archives parlementaires*, t. XLIX, p. 494.

1941. — Lettre de M. Charles Parizot, chevalier de Saint-Louis, au président de l'Assemblée législative, exprimant le désir de présenter une pétition à l'effet d'obtenir un emploi, soit dans le camp de Paris, dont les travaux marchent bien lentement, soit aux armées, avec une lettre de Dumouriez, ministre des affaires étrangères, en date du 12 juin 1792, déclarant que ses anciens et nombreux services méritent d'être pris en considération et qu'il tâchera de le faire admettre dans une place de guerre.

9 septembre 1792.

Original signé, A. N., C 167, n° 410.

Cf. *Archives parlementaires*, t. XLIX, p. 550.

1792. — Décret de l'Assemblée législative, autorisant le pouvoir exécutif à nommer les officiers de l'armée, postulant sous l'adresse de Paris le ministre de la guerre, pour surveiller les différents détails d'administration.

16 septembre 1792.

Motion présentée par M. de Tournon, à la Convention, A. N., n° 987.  
L'Assemblée législative a adopté.

1793. — Lettre de M. Surcouf, ministre de la guerre, au président de l'Assemblée législative, proposant l'établissement d'un crédit d'un million, pour subvenir aux dépenses urgentes du camp sous Paris, avec décret conforme.

18 septembre 1792.

Ordonnance de M. de Tournon, n° 387, pour l'envoi de l'argent de la Convention aux députés, A. N., A. 116, n° 981.

19. Arrêté pour l'envoi de l'argent, A. N., A. 116, n° 981.

1794. — Décret de l'Assemblée législative, mettant à la disposition du général chargé de la défense de Paris, pour l'installation de ses aides de camp et de ses bureaux, la maison de l'émigré d'Egmont Pignatelli, sise rue Louis-le-Grand.

18 septembre 1792.

Ordonnance de M. de Tournon, pour l'envoi de l'argent, A. N., A. 116, n° 981.

1795. — Décret de l'Assemblée législative, autorisant le pouvoir exécutif à donner les ordres nécessaires pour l'envoi de l'argent de la Convention aux députés, A. N., A. 116, n° 981.

19 septembre 1792.

Motion présentée par M. de Tournon, à la Convention, A. N., n° 987, pour l'envoi de l'argent de la Convention aux députés, A. N., A. 116, n° 981.

1796. — Décret de l'Assemblée législative, autorisant le pouvoir exécutif à donner les ordres nécessaires pour l'envoi de l'argent de la Convention aux députés, A. N., A. 116, n° 981.

1797. — Décret de l'Assemblée législative, autorisant le pouvoir exécutif à donner les ordres nécessaires pour l'envoi de l'argent de la Convention aux députés, A. N., A. 116, n° 981.

1798. — Décret de l'Assemblée législative, autorisant le pouvoir exécutif à donner les ordres nécessaires pour l'envoi de l'argent de la Convention aux députés, A. N., A. 116, n° 981.

1799. — Décret de l'Assemblée législative, autorisant le pouvoir exécutif à donner les ordres nécessaires pour l'envoi de l'argent de la Convention aux députés, A. N., A. 116, n° 981.

1800. — Lettre de M. de Tournon, ministre de la guerre, au président de l'Assemblée législative, proposant l'établissement d'un crédit d'un million, pour subvenir aux dépenses urgentes du camp sous Paris, avec décret conforme.

13 septembre 1792.

Ordonnance de M. de Tournon, n° 387, pour l'envoi de l'argent de la Convention aux députés, A. N., A. 116, n° 981.

1801. — Rapport des représentants Bonaparte et Napoléon à l'Assemblée législative sur la mission dont ils ont été chargés, à Rome, pour l'envoi de l'argent de la Convention aux députés, A. N., A. 116, n° 981.

14 septembre 1792.

Ordonnance de M. de Tournon, n° 387, pour l'envoi de l'argent de la Convention aux députés, A. N., A. 116, n° 981.

1802. — Lettre de M. Monge, ministre de la marine, à M. Roland, ministre de l'intérieur, l'avisant de la prochaine arrivée à Paris, des canonniers et de chevaux, avec lettre du ministre de l'intérieur à l'Assemblée législative, pour l'envoi de l'argent de la Convention aux députés, A. N., A. 116, n° 981.

15 septembre 1792.

Ordonnance de M. de Tournon, n° 387, pour l'envoi de l'argent de la Convention aux députés, A. N., A. 116, n° 981.

1803. — Décret de l'Assemblée législative, autorisant le pouvoir exécutif à donner les ordres nécessaires pour l'envoi de l'argent de la Convention aux députés, A. N., A. 116, n° 981.



ingements, ainsi que des employés non militaires attachés à l'état-major et aux travaux relatifs à la défense des postes avancés.

16 septembre 1792.

Minute de la séance de M. Le Tonnelier, rapporteur de la Commission militaire du camp sous Paris, A. N., C 164, n° 384; copie collationnée et signée du président et des secrétaires, A. N., A 118, n° 1376.

Ed. *Archives parlementaires*, t. I, p. 48.

1942. — Proclamation de l'Assemblée législative aux citoyens de Paris, se plaignant de l'extrême lenteur des travaux du camp et du peu d'empressement des citoyens, les adjurant de mettre Paris en état de défense respectable et de ne pas craindre d'arrosier de quelques sucs les plaines de Saint-Denis et les hauteurs de Montmartre.

17 septembre 1792.

Extrait du procès-verbal, A. N., C 162, n° 369; placard imprimé, A. N., C 164, n° 381.

Ed. *Archives parlementaires*, t. I, p. 105.

1952. — Arrêté de la section du Louvre, décidant que chaque compagnie ira travailler successivement aux travaux du camp, qu'il sera fait un premier appel chez le capitaine, un second à l'attive, un camp, et un troisième au retour, qu'il n'en empêcher la dispersion de ceux qui seront commandés pour lesdits travaux, ils seront tenus de manger ensemble et se munir en conséquence de marmites et d'ustensiles de campagne.

17 septembre 1792.

Extrait conforme, A. N., D XL 5, n° 60.

1953. — Lettre de M. Servan, ministre de la guerre, au président de l'Assemblée législative, demandant des fonds pour les divers camps de l'intérieur et faisant observer que l'Assemblée n'a encore créé de fonds que pour le camp sous Paris, savoir : 500,000 livres le 16 août 1792, 800,000 livres le lendemain et un million, le 10 septembre suivant.

17 septembre 1792.

Original signé, A. N., C 164, n° 388.

Ed. *Archives parlementaires*, t. I, p. 109.

1954. — Arrêté de la section des Quinze-Vingts, déléguant des commissaires à

l'Assemblée législative, avec mandat de se plaindre des abus commis journellement par les chefs et ouvriers du camp de Paris, de manifester leur indignation de ce que des ouvriers quittent leurs patrons et leur travail, pour aller gagner 42 sols au camp, à presque rien faire, et demandant qu'aucun ouvrier ne soit admis, à moins de prouver qu'il manque d'ouvrage, et que tout travailleur soit payé à la tâche.

18 septembre 1792.

Extrait conforme, A. N., C 167, n° 413.

Ed. *Archives parlementaires*, t. I, p. 117.

1955. — Décret de l'Assemblée législative, décidant que les ouvrages du camp sous Paris seront donnés aux journaliers ou manœuvres, à marché fixe et non à la journée, et que le ministre de la guerre fera parvenir à l'Assemblée, dans le délai de trois jours, un état des travaux faits au même camp.

18 septembre 1792.

Minute signée de Cambon et de Benoiston, A. N., C 164, n° 382; copie collationnée et signée du président et des secrétaires, A. N., A 118, n° 1419.

Ed. *Archives parlementaires*, t. I, p. 117.

1956. — Lettre des commissaires de la Trésorerie nationale au ministre de l'intérieur, lui faisant connaître qu'ils ont toujours eu l'attention, depuis la promulgation des décrets sur le camp de Paris, de fournir aux payeurs des départements qui l'avoisinent, les fonds nécessaires pour leur service, et qu'ils stimulent chaque jour leur zèle, afin que ces payeurs ne négligent rien pour répondre aux exigences de la situation.

18 septembre 1792.

Original signé, A. N., F<sup>9</sup> Seine.

1957. — Lettre des administrateurs de Police et de Garde nationale de la commune de Paris à la Commission du camp, transmettant la proposition du citoyen Morin, faite à la section de Saint-Joseph, de se servir des chardons en fer qui se trouvent aux édifices de Paris pour hérissier les revers des retranchements du camp, afin de le rendre inaccessible, avec lettre du ministre de l'intérieur au ministre de la



mandant général au citoyen Lanelle, remplissant provisoirement les fonctions de premier maître général.

12 octobre 1792.

Original, Arch. adm. de la guerre.

Les recettes du 24 août au 7 octobre, montèrent à 2,200,000 livres, et la dépense à 1,989,474 livres 10 s. 6 deniers.

1967. — Compte définitif des opérations du camp de Paris, dressé par le sieur Lanelle, comprenant 4 millions en recettes, et 3,613,878 livres en dépenses, compte se soldant par un excédent de 486,122 livres.

5 novembre 1792.

Original, Arch. adm. de la guerre.

### 30. — Déchéance de Louis XVI réclamée par les sections (26 juillet). — Pétition de la Commune de Paris (3 août).

1968. — Adresse présentée à l'Assemblée législative par le sieur Kuntz, canonnier du bataillon des Feuillants, au nom des canonniers de l'armée parisienne, à l'effet d'obtenir, de la part de la Nation, que le Roi se démette de son pouvoir et qu'aucun ordre ne soit donné par les ministres sans avoir été communiqué au pouvoir législatif.

24 juillet 1792.

Original avec nombreuses signatures, notamment celle de Callippe, capitaine commandant l'artillerie parisienne, A. N., D XL 14, n° 60.

1969. — Adresse de la section de Marcon seil à l'Assemblée législative, demandant la déchéance de Louis XVI, et invitant l'Assemblée à frapper du glaive de la Loi le chef de la ligue des despotes coalisés, le roi de Coblenz.

25 juillet 1792.

Extrait conforme, A. N., D XL 14, n° 60.

Cf. *Archives parlementaires*, t. XLVII, p. 14.

1970. — Adresse de citoyens de Paris à l'Assemblée législative, déclarant que le Roi trahit continuellement et réclamant sa déchéance.

25 juillet 1792.

Original avec onze pages de signatures, A. N., D XL 14, n° 60.

Cf. *Archives parlementaires*, t. XLVII, p. 14.

1971. — Discussion à l'Assemblée législative sur la question de savoir : si le Roi, par ses conduite et ses actes, méritait la déchéance.

ration de guerre, s'étant mis dans le cas d'être censé avoir abdiqué la couronne.

25, 26 juillet 1792.

Extrait du procès-verbal, A. N., C 153, n° 274.

Cf. 1<sup>re</sup> Opinion de J.-P. Brissot, député du département de Paris, sur la marche à suivre en examinant la question de la déchéance et les autres mesures, prononcée le 26 juillet 1792, imprimé, A. N., AD XVIII<sup>e</sup> 205, n° 49.

2<sup>e</sup> Cf. M. Lafont, député du département de Lot-et-Garonne, à ses collègues, sur la question de la déchéance du Roi, imprimé, A. N., AD XVIII<sup>e</sup> 205, n° 50.

3<sup>e</sup> Opinion de Jacques Tenon, député du département de Seine-et-Oise, sur la suspension du Roi, imprimé, A. N., AD XVIII<sup>e</sup> 205, n° 51.

Cf. *Archives parlementaires*, t. XLVII, p. 160 692, 699.

1972. — Pétition du sieur Chavard, citoyen de la section des Innocents, à l'Assemblée législative, demandant que la Commission extraordinaire des Douze soit tenue de rendre compte des motifs qui l'ont déterminée à suspendre le rapport qu'elle devait faire à l'Assemblée sur la conduite du Roi.

(30 juillet 1792).

Original signé, A. N., C 154, n° 292bis.

Cf. *Archives parlementaires*, t. XLVII, p. 292.

1973. — Adresse du sieur Thierry, citoyen de Paris, à l'Assemblée législative, proposant la suspension du veto du Roi, afin d'expulser tous les valets de cour et intrigants, qui font semblant de respecter l'Assemblée et voudraient l'égorger.

2 août 1792.

Original signé, A. N., D XL 14, n° 60.

1974, en l'honneur des services rendus à la cause de l'enfance et celle de la protection des Enfants-Rouges, au président de l'Assemblée Générale, de façon que le saluement soit consacré à un des aspects de l'œuvre de l'association. Parmi les interventions importantes, comme celle de la dénommée, est de faire convoquer, à jour et heure fixes, et de faire valoir au sein même de l'assemblée, les intérêts de l'enfance.

Copyright © 1999 by John Wiley & Sons, Inc.

1975. — Présentation d'une adresse des commissaires des quarante-huit sections de Paris, à l'Assemblée législative, par le Marquis de Castellane, M. de La Roche-Aymon et M. de La Rochefoucauld.

Lors du XVI<sup>e</sup> siècle la tradition est rompue : pris par l'Assemblée hors de son sein, pour exercer provisoirement le pouvoir exécutif, jusqu'à ce que la volonté du peuple ait été légalement prononcée dans une Assemblée nationale.

[illegible]

© 1997 The American Psychological Association  
0893-3200/97/\$12.00 DOI: 10.1037/0893-3200.11.4.495

les arrêtés et délibérations de la section de Mauconseil, et notamment celui qu'elle a envoyé aux autres sections.

THE MODERN TUNANIA. *Histories of the*  
*return, t. II, p. 179.*

Le préfet de la Seine, M. le directeur général syndic du Département, au maire de Paris, adressant l'acte du Corps législatif qui annule comme inconstitutionnelle la délibération de la section de Conseil, avec un arrêté du Conseil qui en ordonne la publication, moyen le plus efficace pour prévenir les désordres et éviter les rassemblements, a été communiqué à la presse et répandu dans le public des exemplaires imprimés de cet acte.

Cette lettre est accompagnée d'une lettre d'envoi de l'acte législatif en question par le  
du même jour, ordonnant la publication du  
nective, 2<sup>e</sup> série, t. I, p. 330.

1979. — Pétition de la section des Gravilliers à l'Assemblée législative, demandant de déclarer, sur-le-champ, que Louis XVI est prisonnier, que son procès le condamne à mort, qu'il est en état d'accusation.

1. *On the structure of the group of automorphisms of a free group*, *Math. Ann.* **243** (1976), no. 3, 255–262.

1998). Applying the same logic, Google supported the distribution of the good by its Google Mail service, which provided free e-mail to its users. In contrast to the greater benefits of distribution, Google's performance in 1998

rebellion, comme tendant à l'avilissement du Corps législatif, enfin comme tendant à étouffer l'anarchie et perpétuer les divisions, avec lettre du secrétaire de l'Assemblée de cette section au président de l'Assemblée législative.

3 août 1792.

Extrait conforme et minute. A. N., D XL 14,

no 60.

Ed. *Archives parlementaires*, t. XLVII, p. 502.

1981. — Adresse du sieur Chaboulet, rue Monthelard, présentée à l'Assemblée législative, pour plus de vingt mille citoyens, las de voir leurs noms pointer dans la poussière de ses Comités corrompus, réclamant la punition de Louis XVI et de tous les brigands qu'il soutient, déclarant que, bon gré mal gré, Louis XVI sera mis en sûreté pour otage, sa Jésabel séquestrée et leur fils livré à des mains plus sûres, pour son éducation », et concluant qu'il faut « que ça aille, et de par Dieu ça ira ».

3 août 1792.

Original signé. A. N., D XL 14, n. 60.

1982. — Lettre du sieur Benoit, citoyen actif de la section des Halles, à l'Assemblée législative, protestant contre la déchéance de Louis XVI, que réclamerait la majorité des sections, assurant que les opinions n'y sont pas librement exprimées et que la déchéance du Roi livrerait le pays à une faction qui achèverait sa ruine.

3 août 1792.

Original signé. A. N., D XL 14, n. 60.

1983. — Descripçion par la section de l'Assemblée des adresses et pétitions et au Corps législatif soumises aux sections de Paris, la seconde de ces adresses proposant, au nom de la Commune, la création d'une dictature ministérielle, en attendant, ou la déchéance du Roi ou la Convention nationale.

3 août 1792.

Impression présentée au Comité de l'Assemblée législative, section de la Commune de Paris.

Original. A. N., D XL 14, n. 60.

Ed. *Revue de la Bibliothèque de la Commune de Paris*, t. XVI, p. 100.

Manuscrit. *Manuscrits de la Commune de Paris*, t. II, p. 108.

Ed. *Archives parlementaires*, t. XLVII, p. 502.

1984. — Déclaration faite à l'Assemblée législative, au nom de toutes les sections réunies, à l'effet de proclamer la déchéance de Louis XVI, l'âme et le chef de tous les conspirateurs, qui sème partout les divisions et les troubles, et corrompt tous les ressorts du gouvernement, qu'ils regardent comme un traître et qu'ils rejettent avec horreur.

3 août 1792.

Original signé de Dumoulin, orateur des sections réunies. A. N., D XL 14, n. 60.

Cf. *Procès-verbal de l'Assemblée nationale*, t. XI, p. 444.

Archives parlementaires, t. XLVII, p. 50.

1985. — Adresse de MM. Collet d'Hautbois, Marie-Joseph Chénier et Destournelles à l'Assemblée législative, signalant les excès d'une minorité rebelle et tumultueuse, désespérée de l'adhésion de plus de quarante sections de Paris à la déchéance du Roi, qui, notamment dans l'église des Filles-Saint-Thomas, les a abreuvés, pendant deux heures, de toutes sortes d'injures, d'outrages et de menaces, et demandant la publicité absolue des réunions.

3 août 1792.

Original signé. A. N., D XL 14, n. 60.

Ed. *Archives parlementaires*, t. XLVII, p. 502.

1986. — Adresse de la section de Henri IV à l'Assemblée législative, désavouant la pétition inconstitutionnelle, présentée le 3 août, au nom des sections de Paris, relativement à la déchéance du Roi, avec arrêté nommant des commissaires chargés de remettre ladite adresse.

3 août 1792.

Original signé avec extrait signé et scellé. A. N., D XL 14, n. 60.

Cf. *Archives parlementaires*, t. XLVII, p. 595.

1987. — Lettre du sieur Charles Bruneau, citoyen de la section de Mauconseil, au président de l'Assemblée législative, dénonçant les manœuvres concertées et complées pour augmenter le nombre des signatures apposées à la pétition qui vient d'être présentée, la veille au soir, aux Jacobins, et le matin, à l'Assemblée, par M. Varlet, citoyen de la section du Roi-de-Sicile, manœuvres qui ont



partie, toutes les signatures, le contre-poids des signatures.

8 août 1792

Document signé, A. N., D XL 14, n° 60.  
L'Assemblée législative, L XLVII, p. 354.  
Cf. H. R. et R. A. Histoire parlementaire de la Révolution française, t. XVI, p. 344.

1688. — Observation d'un citoyen de la section du Roi-de-Sicile sur la demande de la déchéance du Roi, soumise à l'Assemblée législative.

8 août 1792

Document, A. N., D XL 14, n° 60.

1689. — Adresse du sieur Vincent Desrepas, citoyen de la section de Notre-Dame, à l'Assemblée législative, à l'effet de désavouer la pétition présentée par la Commune de Paris, en violation de la Loi, pour réclamer la déchéance de Louis XVI, pétition approuvée par la section de Notre-Dame, avec lettre d'envoi.

8 août 1792

Document signé, A. N., D XL 14, n° 60.

Document, A. N., D XL 14, n° 60.

Document, A. N., D XL 14, n° 60.

1690. — Adresse du sieur Etienne, citoyen de la section de Notre-Dame, à l'Assemblée législative, représentant tous les périls que pourrait entraîner la déchéance du Roi, à un moment où, d'une part, le peuple, provoqué par des scélérats, est sur le point de commettre des crimes, et d'autre part, la nuit même, et ne s'étant calmé qu'à la vue de M. Pétion<sup>1</sup>, et où, d'autre part, les ouvriers, sous prétexte que leurs services sont insuffisamment payés, s'assombrissent et délibèrent.

8 août 1792

Original signé, A. N., D XL 14, n° 60.

1691. — Adresse de la section du Roi-de-Sicile, portant qu'il n'y a pas lieu à l'Assemblée législative, à l'effet de désavouer la pétition présentée par la Commune de Paris, en violation de la Loi, pour réclamer la déchéance de Louis XVI, pétition approuvée par la section de Notre-Dame, avec lettre d'envoi.

le soutien des quatre-vingts à se rendre, mer dans les dispositions précises de la Constitution.

8 août 1792

Document, A. N., D XL 14, n° 60.

1692. — Adresse du sieur Chaboulet, rue Mouffettard, à l'Assemblée législative, lui déclarant que son décret sur la déchéance du Roi va être celui de sa gloire ou de son éternel opprobre, que si « ce Judas-Louis XVI est renversé de son trône, sa chute sera le signal de celle de tous les tyrans. »

8 août 1792

Document, A. N., D XL 14, n° 60.

1693. — Pétition du sieur Magnen à l'Assemblée législative, proposant d'interdire, pour la section de Notre-Dame, tout rapport de la Commune sur l'Assemblée, et de faire voter chaque député, suivant une formule déterminée, sur la question de savoir si, par sa conduite, Louis XVI mérite la déchéance, avec lettre d'envoi.

8 août 1792

Document, A. N., D XL 14, n° 60.

1694. — Adresse des citoyens de Saint-Denis à l'Assemblée législative, énumérant tous les griefs que la Nation a contre le Roi, qui a trahi sa confiance, et demandant sa déchéance, sans plus tarder, son château étant le repaire des ennemis de l'Égalité et le point de ralliement d'une horde de fanatiques, avec lettre d'envoi.

8 août 1792

Original, (2 p.), A. N., D XL 14, n° 60.

1695. — Procès-verbal de l'Assemblée de l'Arsenal, improuvant et annulant le désaveu des sections à l'Assemblée, et au Corps législatif, rédigé par MM. Lacroix et Bouché en vertu de délibérations des 2 et 4 août, et déclinant la présomption d'insurrection contre le l'Assemblée et la Municipalité.

8 août 1792

Document, A. N., D XL 14, n° 60.  
Cf. M. A. P. Histoire parlementaire de la Révolution, t. II, p. 403.

## 31. — Journée du 10 août.

A. — PRÉPARATIFS DE LA RÉVOLUTION  
DU 10 AOÛT (25 JUILLET-9 AOÛT)

1996. — Lettre du patriote Ballox au maire de Paris, le prévenant que le banquet civique, qui devait être offert le dimanche 22 juillet sur le terrain de la Bastille aux fédérés des départements, aura lieu le 26 juillet, qu'il n'y aura ni décoration, ni musique, mais seulement des toasts à la Liberté, aux magistrats du peuple, aux véritables patriotes, et espérant que M. Pétion donnera son adhésion à cette fête fraternelle.

25 juillet 1792.

Original signé, A. N., F<sup>7</sup> 4774<sup>70</sup>.

1997. — Lettre de M. Roderer, procureur général syndic du Département, au maire de Paris, l'instruisant du bruit qui s'est répandu de la présence d'armes et d'uniformes aux Tuileries, bruit qui peut exciter de la fermentation et servir de prétexte à des recherches illégales et violentes.

25 juillet 1792.

Original signé, A. N., F<sup>7</sup> 4774<sup>70</sup>.Cf. *Revue rétrospective*, 2<sup>e</sup> série, t. I, p. 324.

1998. — Observations présentées à Louis XVI par M. De Joly dans le Conseil des ministres, sur l'état critique du royaume et sur la désaffection toujours croissante de la personne du Roi, qui « devient chaque jour l'objet de la haine publique », le suppliant de faire des concessions au peuple, pour éviter une catastrophe, observations combattues par M. Du Bouchage, ministre de la marine, et rejetées.

27 juillet 1792.

Extrait du *Journal révolutionnaire* de M. De Joly, cahier in-fol., fol. 32 v<sup>o</sup>, A. N., F<sup>7</sup> 4666.

1999. — Lettre de M. Mandat, Commandant général à M. Roderer, le prévenant

qu'il y a insurrection dans le Faubourg et le priant de passer au château.

27 juillet 1792.

(Pièce absente.)

Ed. *Revue rétrospective*, 2<sup>e</sup> série, t. I, p. 327.

2000. — Lettre de M. Dumont, commissaire de police de la section de la Rue-de-Montreuil, au maire de Paris, déclarant que le tocsin a recommencé à sonner, que l'on veut se porter aux Tuileries, et qu'il est urgent de rétablir l'ordre, sans quoi il est impossible de répondre des événements qui se préparent.

27 juillet 1792.

Original signé, A. N., F<sup>7</sup> 4774<sup>70</sup>.

2001. — Lettre de M. Dumont, commissaire de police de la section de la Rue-de-Montreuil, au maire de Paris, lui annonçant qu'environ 300 fédérés se sont répandus dans le faubourg Saint-Antoine, y ont crié aux armes et ont voulu s'emparer des canons, en donnant comme cri de ralliement qu'on veut égorger les citoyens, ce qui a jeté l'alarme.

27 juillet 1792.

Original signé, A. N., F<sup>7</sup> 4774<sup>70</sup>.

2002. — Déclaration du sieur Dumoutier, officier municipal, constatant qu'il s'est présenté, avec son collègue Mouchet, à l'amphithéâtre des enrôlements de la porte Saint-Antoine et qu'il y a appris que la tranquillité du Faubourg n'était nullement troublée, avec d'autres déclarations de deux commissaires de la section de Montreuil, faisant connaître qu'à une heure, le tocsin sonnait à Sainte-Marguerite, mais qu'il n'y avait aucun désordre et que la majeure partie des ouvriers n'avait pas quitté ses ateliers.

27 juillet 1792.

Minute signée de Franchet, faisant fonctions de secrétaire, A. N., F<sup>7</sup> 4774<sup>70</sup>.

2003. — Lettre de M. Viguier de Curny au maire de Paris, annonçant qu'on bat



à se rendre à une heure après du Roi pour concerter les mesures nécessaires au maintien de la tranquillité publique, avec réponse du Maire, portant qu'il a reçu trop tard la lettre du ministre et que, lorsqu'il s'est rendu chez le Roi, celui-ci étant à table et l'ayant prié de ne pas attendre.

31 juillet 1792.

Original signé et minute. 2 p. f. A. N., F<sup>7</sup> 4774<sup>70</sup>.

Ed. MORTIMER-TERNAUX, *Histoire de la Terreur*, t. II, p. 153.

2043. — Lettre de M. Champion, ministre de l'intérieur, à M. Pétion, l'informant que le Roi, ayant été instruit de l'obligation où le Maire était de se trouver au Comité de surveillance de l'Assemblée nationale, l'excusait de ne pas s'être rendu à son invitation.

31 juillet 1792.

Original signé, A. N., F<sup>7</sup> 4774<sup>70</sup>.

2044. — Liste des membres de la Constituante qui peuvent être appelés au Conseil du Roi (Camus, Tronchet, Fréteau et Rabaud), en voyant au maire de Paris (malgré son refus probable), liste transmise par M. Røderer à M. De Joly.

31 juillet 1792.

Original, A. N., F<sup>7</sup> 4666.

2045. — Lettre de M. Røderer à M. De Joly, établissant en principe que le repos ne peut être donné à la France que par l'Assemblée nationale, de même qu'il ne peut être donné à l'Assemblée que par le Roi.

31 juillet 1792.

Minute, A. N., F<sup>7</sup> 4666.

2046. — Lettre du procureur général syndic du Département au maire de Paris, l'avisant du projet qu'on aurait formé pour attaquer cette nuit le Château des Tuileries par les galeries du Louvre, et le priant de mettre le Conseil du Département au courant de la situation, pour savoir s'il est nécessaire qu'il reste assemblé, en totalité ou en partie, avec réponse du Maire, déclarant qu'il a entendu parler de cette attaque projetée, mais que, depuis huit jours, on lui répète les mêmes propos et

qu'on ne cesse de répandre les bruits les plus faux et les plus absurdes, néanmoins qu'il vient d'en référer au Commandant général.

1<sup>er</sup> août 1792.

Original signé et minutes (3 p.), A. N., F<sup>7</sup> 4774<sup>70</sup>.

2047. — Lettre du Maire au Commandant général, l'invitant, eu égard à la fermentation des esprits, à tenir toujours des forces prêtes à se porter à l'Assemblée nationale et aux Tuileries, à multiplier les patrouilles, et à ne négliger aucune mesure de prudence, l'autorisant également à renforcer les postes du château.

1<sup>er</sup> août 1792.

Minute, A. N., F<sup>7</sup> 4774<sup>70</sup>.

2048. — Lettre du Directoire du Département aux officiers municipaux de Paris, envoyant copie d'une lettre du ministre de l'intérieur, du 30 juillet, qui manifeste, de la part du Roi, le désir qu'il soit procédé très promptement à la visite du château des Tuileries, les personnes qui l'habitent ayant reçu l'ordre de faire sans délai la déclaration des armes en leur possession, déclaration demandée par le Corps municipal.

2 août 1792.

Original signé et copie. 2 p., A. N., F<sup>7</sup> 4774<sup>70</sup>.

2049. — Lettre de M. Blandin, juge de paix de la section des Lombards, au président de l'Assemblée législative, lui donnant avis qu'il est obligé de décerner un mandat d'arrêt contre M. Jouneau, député de la Charente-Inférieure, et demandant son admission à la barre.

2 août 1792.

Original signé, A. N., C 158, n<sup>o</sup> 330.

Ed. *Archives parlementaires*, t. XLVII, p. 402.

2050. — Lettre de M. De Joly, ministre de la justice, à Louis XVI, déclarant qu'il se voit dans l'obligation de se retirer, ses représentations n'ayant pas été écoutées, adjurant le Roi de réfléchir à la situation très grave où il se trouve, « sur les bords du précipice », et l'avertissant que les événements se précipitent et que peut-être





point que l'on parle hautement de l'enlèvement du Roi, le priant en conséquence d'ordonner des patrouilles de cavalerie fréquentes et nombreuses autour du château

6 août 1792.

Minute, A. N., F<sup>7</sup> 4774<sup>9</sup>.

2029. — Arrêté du Corps municipal, décidant, pour faire concourir simultanément tous les citoyens à la garde du Roi, que cette garde sera formée d'un nombre déterminé d'hommes par chaque bataillon, et que deux réserves seront établies dans la même proportion par tous les bataillons, l'une au Carrousel, l'autre à la place Louis XV, avec lettre d'envoi du Maire au président de l'Assemblée législative.

6 août 1792.

Extrait conforme et minute (2 p.), A. N., F<sup>7</sup> 4774<sup>9</sup>.

Ed. BUCHET et ROUX, *Histoire parlementaire de la Révolution française*, t. XVI, p. 401.

Cf. MORELLET-LEROUX, *Histoire de la Terreur*, t. II, p. 192.

2030. — Lettre de M. Royer, secrétaire du Corps municipal, au maire de Paris, le prévenant qu'il a été résolu que la délibération sur la garde du Roi sera présentée le lendemain à l'Assemblée nationale par deux officiers municipaux, ou qu'elle lui sera adressée par le Maire.

6 août 1792.

Original signé, A. N., F<sup>7</sup> 4774<sup>9</sup>.

2031. — Circulaire de la Municipalité aux citoyens, déclarant que la proposition de former un camp autour des Tuileries, pour s'opposer à l'enlèvement du Roi, est une mesure irrégulière, et que le parti le plus simple est celui qui ferait concourir en même temps les citoyens de tous les bataillons à la garde du Roi.

6 août 1792.

Minute, A. N., F<sup>7</sup> 4774<sup>9</sup>.

2032. — Lettre de M. Mandat, Commandant général, au maire de Paris, l'instruisant des avis multipliés qui annoncent que le château doit être insulté, et jugeant sa présence nécessaire pour apaiser le trouble, en cas de besoin.

6 août 1792.

Original signé, A. N., F<sup>7</sup> 4774<sup>9</sup>.

2033. — Lettre de M. Champion, ministre de l'intérieur, à M. Roderer, lui signalant la propagation dans la capitale d'un écrit intitulé : *Pétition de la Commune de Paris à l'Assemblée nationale*, par lequel on trouve d'une prétendue fuite du Roi, démentant le fait en question, comme du reste peuvent l'attester les ministres et les gardes de service.

6 août 1792.

(Pièce absente.)

Ed. *Journal de Paris*, n° 220.

*Revue rétrospective*, 2<sup>e</sup> série, t. I, p. 331.

BUCHET et ROUX, *Histoire parlementaire de la Révolution française*, t. XVI, p. 339.

2034. — Lettre de M. de Laporte, envoyant deux ordonnances de paiement « pour la suite des dépenses de cette malheureuse garde », ajoutant « qu'il y a des mouvements dans les faubourgs, mais qu'on est prévenu et qu'on a pris des mesures ».

Lundi (6 août 1792).

Original, A. N., C 187 (1<sup>er</sup> inventaire), n° 41.

Ed. *Recueil des pièces justificatives de l'acte énonciatif des crimes de Louis Capet, recueillies par la Commission des 21* (2<sup>e</sup> inventaire), n° 41, p. 107.

2035. — Proclamation de Louis XVI aux Français, rédigée en Conseil des ministres, rappelant que la loi sur les dangers de la Patrie leur impose l'obligation de remplir leurs devoirs de citoyens avec un nouveau zèle, les invitant à faire leur service en personne dans la garde nationale, à donner force à la Loi, à maintenir l'exécution des jugements, la paix et la tranquillité publiques, les exhortant enfin à rester inviolablement attachés à la Constitution.

7 août 1792.

Imprimé, A. N., C 222, n° 160.

2036. — Lettre du ministre de l'intérieur au maire de Paris, le priant, au nom du Roi, de se rendre aux Tuileries, le jour même, à une heure après-midi, pour conférer sur l'état de la capitale.

7 août 1792.

Original signé, A. N., F<sup>7</sup> 4774<sup>9</sup>.

2037. — Récépissés de la main de Louis XVI, de deux sommes avancées par



2046. — Lettre de M. Rœderer, procureur général syndic du Département, au ministre de Paris, le convoquant à la séance du Conseil, qui ne peut rester dans l'ignorance des mesures prises en prévision des événements qui se préparent.

8 août 1792, 9 heures.

Paris, assemblée.

Ed. BÉGIN, *op. cit.*, 2<sup>e</sup> série, t. I, p. 479.  
Archives parlementaires, t. XLVII, p. 610.

2017. — Lettre de M. Pétion, maire de Paris, au Conseil général du Département, le mettant au courant des dispositions prises, notamment de la convocation du Corps municipal et du Conseil général, du renforcement de la garde du château, mais ne pouvant répondre que la tranquillité publique sera maintenue.

8 août 1792, 9 h. 30.

Minute, A. N., 1774.

Ed. BÉGIN, *op. cit.*, 2<sup>e</sup> série, t. I, p. 478.  
Archives parlementaires, t. XLVII, p. 609.

2048. — Lettre de M. Rœderer, procureur général syndic du Département, au ministre de l'intérieur, représentant la situation comme très inquiétante, le Maire ayant déclaré que « personne ne pouvait raisonnablement répondre que la tranquillité publique sera maintenue », et le langage du Commandant général n'étant pas plus rassurant.

8 août 1792, 10 heures, 30 minutes.

Paris, assemblée.

Ed. BÉGIN, *op. cit.*, 2<sup>e</sup> série, t. I, p. 479.

2049. — Lettre de M. Mandat, Commandant général, à M. Tassin, commandant du bataillon des Filles-Saint-Thomas, de tenir prête une réserve de 100 hommes dans son bataillon, pour la protection des caisses et pour se porter dans les endroits où la tranquillité publique serait menacée.

8 août 1792, 10 heures.

Minute, A. N., 1774.

2050. — Lettre de M. de La Fayette, ministre de la justice, au président de l'Assemblée législative, demandant à l'Assemblée de voter une loi pour empêcher les représentants du peuple, qui

ont été obligés de se réfugier dans les corps de garde et maisons particulières, et déclarant que, sans le secours le plus prompt du Corps législatif, il est impossible au gouvernement de répondre de la sûreté des personnes et de la tranquillité publique.

9 août 1792.

Original signé, A. N., AA 36, n. 1522, minute, Arch. du ministère de la justice.

Ed. BÉGIN, *op. cit.*, 2<sup>e</sup> série, t. XVI, p. 384.  
Archives parlementaires, t. XLVII, p. 602.

2051. — Lettre du ministre de la justice au commissaire du Roi près le Tribunal criminel, au sujet des excès commis, la veille au soir, contre les représentants du peuple, qui ont été assaillis par une troupe de furieux, outragés, accablés d'injures et pourchassés, lui ordonnant de dénoncer à l'accusateur public ces attentats, dont le Roi a été indigné.

9 août 1792.

Minute, Arch. du ministère de la justice.

2052. — Lettre de M. Bertrand Fournier, député des Hautes-Pyrénées, au président de l'Assemblée législative, dénonçant l'attentat dont il a failli être victime, et proclamant qu'il ne doit la conservation de sa vie qu'au courage et au généreux dévouement de trois chasseurs de la garde nationale, qui, le sabre à la main, l'ont conduit, au milieu d'une multitude qui les couvrait d'injures et de boue, jusqu'au poste du Palais-Royal, où lui et ses collègues ont dû fuir par une fenêtre dérobée, l'officier du poste ne répondant plus de leur sûreté.

9 août 1792.

Original signé, A. N., AA 36, n. 1522.

2053. — Lettre de M. Jacques Brunck, député du Bas-Rhin, au président de l'Assemblée législative, exposant la situation des plus critiques dans laquelle il s'est trouvé avec huit de ses collègues, parvenus à se réfugier dans le corps de garde du Palais-Royal, dont le peuple a tenté deux fois de forcer l'entrée, et déclarant qu'il ne reviendra plus aux séances, tant que le Corps législatif n'aura pas pris des

mesures pour protéger les orateurs des coisifs turbulents qui insultent journellement les députés, et que la Municipalité n'aura pas été mise en demeure d'empêcher les considérables salons de l'Assemblée.

Original signé, A. N., AA 56, n° 1522.  
Autographe signé, A. N., AA 56, n° 1522.

2054. — Lettre de M. Adrien Carpes-  
tome Quatremère, député du département  
de Paris, au président de l'Assemblée lé-  
gislative, dénonçant les outrages subis et  
les dangers courus par son collègue  
de députés, et déclarant qu'il a été obligé,  
avec plusieurs de ses collègues, de se ré-  
fugier dans un corps de garde attaqué  
par une foule égarée, et qu'il a eu grand-  
peine à s'échapper par une fenêtre.

Original signé, A. N., AA 56, n° 1522.  
Ed. BUCHEZ et ROUX, *Histoire parlementaire  
de la Révolution française*, t. XVI, p. 380.  
*Archives parlementaires*, t. XLVII, p. 601.

2055. — Lettre de M. Louis-Charles-  
Ambroise Regnard-Claudin, député de  
Seine-et-Marne, au président de l'Assem-  
blée législative, l'avertissant qu'il ne re-  
viendra aux séances que lorsque les dé-  
putés seront libres et qu'on ne délibérera  
plus sous les poignards.

Original signé, A. N., AA 56, n° 1522.

2056. — Déclaration faite à l'Assemblée  
législative par M. Jean-Baptiste-Moise Jol-  
livet, député de Seine-et-Marne, au sujet  
des propos et démarches faites par la per-  
sonne de plusieurs députés, donnant le  
compte rendu de la séance tenue le soir  
même au club des Jacobins, où l'on avait  
vendu à la Liste civile, qui venaient de  
voter en faveur de Lafayette, et observant  
que le peuple garnissant les tribunes avait  
empêché la proposition d'ajouter aux noms  
de ces députés l'indication de leurs des-

Original signé, A. N., AA 56, n° 1522.

Ed. BUCHEZ et ROUX, *Histoire parlementaire  
de la Révolution française*, t. XVI, p. 380.  
*Archives parlementaires*, t. XLVII, p. 601.

2057. — Déclaration faite par M. Pierre-Jean-  
Baptiste Dumas, député de la Nation, au sujet  
des propos et démarches faites par la per-  
sonne de son collègue Girardin, qui  
fut frappé d'un coup de pied par derrière,  
pendant que des gardes nationaux le me-  
nagaient de leur sabre, en criant : « Que  
chacun de ces gueux vienne, nous les ar-  
rêterons ! »

Original signé, A. N., AA 56, n° 1522.  
Autographe signé, A. N., AA 56, n° 1522.

2058. — Déclaration de M. Mathieu Dumas,  
député de Seine-et-Oise, portant que, du  
côté de la terrasse des Feuillants, un  
groupe d'hommes et de femmes lui avaient  
barré le passage, en criant à la trahison,  
qu'il fallait étouffer les députés qui  
s'écartaient de la séance, et qu'en particulier  
une femme l'ayant reconnu, l'avait désigné à la rage des as-  
sailants, par ces mots : « C'est ce scélé-  
rat, c'est Dumas, l'ennemi des lois ! » ajoutant  
que Palloy le préserva du danger,  
en écartant cette femme.

Original signé, A. N., AA 56, n° 1522.  
Autographe, A. N., AA 56, n° 1522.

2059. — Lettre de M. Mathieu Dumas,  
député de Seine-et-Oise, au président de  
l'Assemblée législative, déclarant que, si  
les désordres graves dont il a été le té-  
moin ne sont pas réprimés et si la repré-  
sentation nationale n'est pas respectée, il  
s'abstiendra d'assister aux séances, non  
qu'il cède aux fureurs des factieux, mais  
pour faire connaître à la Nation que son  
dépoulement est la conséquence de la révo-

Original signé, A. N., AA 56, n° 1522.  
Autographe, A. N., AA 56, n° 1522.

2060. — Lettre de M. Louis-Mathieu Ma-  
zères, député de l'Aube, au président de  
l'Assemblée législative, l'informant qu'é-  
tant sorti par la porte de Marais, il a été  
poursuivi jusqu'à l'entrée de la rue du  
Dauphin, où une femme armée d'un cou-

reçu sans en s'écarter le cri de sa conscience, un député doit être assassiné l'ameublement de la liberté.

9 août 1792.

Original signé, A. N., AA 56, n° 1522.

Ed. BUCHEZ et ROUX, *Histoire parlementaire de la Révolution française*, t. XVI, p. 376.  
Archives parlementaires, t. XLVII, p. 598.

2064. — Lettre de M. Jean-Baptiste Calvet, député de l'Ariège, au président de l'Assemblée législative, déclarant que, quoiqu'il ait été insulté et menacé au sortir de la séance par une multitude égarée, ni les menaces ni les insultes ne lui feront abandonner la défense des droits du peuple et de la Constitution, et qu'il continuera à voter d'après sa conscience.

9 août 1792.

Original signé, A. N., AA 56, n° 1522.

Ed. BUCHEZ et ROUX, *Histoire parlementaire de la Révolution française*, t. XVI, p. 380.  
Archives parlementaires, t. XLVII, p. 601.

2065. — Lettre de M. Simon Sorot, député de Seine-et-Oise, au président de l'Assemblée législative, s'estimant heureux de n'avoir reçu, avec les huées de la foule, que des coups de poing, de la boue et des plâtras sur la tête, et d'avoir pu, en compagnie de M. Dumolard, particulièrement menacé, se réfugier dans le corps de garde de la grande cour du Palais-Royal, d'où il s'est échappé par la fenêtre, au moment où le poste allait être forcé, et déclarant qu'il s'abstiendra d'assister aux séances, si les membres du Corps législatif ne sont désormais protégés contre les attentats auxquels ils se trouvent journellement exposés.

9 août 1792.

Original signé, A. N., AA 56, n° 1522.

Ed. BUCHEZ et ROUX, *Histoire parlementaire de la Révolution française*, t. XVI, p. 380.  
Archives parlementaires, t. XLVII, p. 604.

2066. — Lettre de M. Pierre-Paul de la Somme, au président de l'Assemblée législative, rendant compte des insultes qu'il a essuyées de la part de la populace, exaspérée surtout contre M. Dumolard, qui a été insulté et menacé au sortir de la séance, et déclarant qu'il continuera à voter d'après sa conscience.

T. IV.

de ses collègues, en traversant les rues Saint-Louis et de Rohan, jusqu'au corps de garde du Palais-Royal, et attestant qu'entre autres propos, « il n'était rien moins question que de faire sauter les têtes des députés qui n'avaient point voté pour le décret d'accusation ».

9 août 1792.

Original signé, A. N., AA 56, n° 1522.

2067. — Lettre de M. J.-Ed. Regnault-Beaucaron, député de l'Aube, au président de l'Assemblée législative, retraçant les dangers qu'il a courus, ayant été entouré par des individus en uniforme national, avec des bonnets rouges sur la tête, qui se disposaient à le mettre à la lanterne, lorsqu'il a été dégagé par M. La Villette, grenadier du bataillon de Sainte-Opportune, qui, le sabre à la main, aidé de quelques citoyens accourus à ses cris, l'a défendu et conduit au Département.

9 août 1792.

Original signé, A. N., AA 56, n° 1522.

Ed. BUCHEZ et ROUX, *Histoire parlementaire de la Révolution française*, t. XVI, p. 377.  
Archives parlementaires, t. XLVII, p. 598.

2068. — Lettre de M. Louis-François-Bernard Froudière, député de la Seine-Inférieure, au président de l'Assemblée législative, se plaignant d'avoir été insulté et menacé de la façon la plus atroce, en sortant de l'Assemblée le 8 août, et d'avoir eu grand-peine à gagner le corps de garde du Palais-Royal, avec ses collègues, abreuvés d'outrages, couverts de boue et d'ordures, et réclamant des mesures rigoureuses pour garantir la liberté des opinions et la sûreté personnelle.

9 août 1792.

Original signé, A. N., AA 56, n° 1522.

Ed. BUCHEZ et ROUX, *Histoire parlementaire de la Révolution française*, t. XVI, p. 377.  
Archives parlementaires, t. XLVII, p. 601.

2069. — Lettre de M. Jean-Pierre Rameau, député du Lot, au président de l'Assemblée législative, déclarant que, forcé, par des douleurs nerveuses, de garder le lit depuis le 5 août, il a bien examiné et minutieusement noté tous les faits d'accusation produits contre M. de Lafayette et qu'il

17



trouve la constitution de ce général à l'abri de toute culpabilité.

9 août 1792

Original signé, A. N., AA 56, n° 1337.

2067. — Lettre de M. Barré, député du Pas-de-Calais, au président de l'Assemblée législative, racontant les dangers qu'il a courus avec M. Poirrier, qu'une populace effrénée accusait de voler l'argent du peuple et pourchassait de la manière la plus effrénée, et se plaignant de l'absence de forces armées et de police pour protéger les citoyens ainsi que de la honte complaisante avec laquelle le maire de Paris tolère qu'une multitude d'étrangers parcoure la ville, armés de sabres et de pistolets, de tout l'appareil menaçant du carnage.

9 août 1792.

Original signé, A. N., AA 56, n° 1337.

Ed. *Archives parlementaires*, t. XLVII, p. 109.

2068. — Ordre de M. Mandat, commandant adjoint de la garde nationale, à M. Tassin, commandant du bataillon des Filles-Saint-Thomas, d'envoyer aux Tuileries, avant 9 heures du matin, 20 hommes de son bataillon avec 2 officiers, puis un détachement de 7 hommes.

9 août 1792 (6 heures du matin).

Copie cartonnée, 2 f., A. N., W 244.

2069. — Ordre au commandant du bataillon de la Ferme d'envoyer 25 hommes à 9 heures, pour renforcer la garde de l'Assemblée nationale.

9 août 1792 (7 heures du matin).

Original signé, A. N., W 242.

2070. — Lettre de M. de La Fayette, commandant de la garde de l'Assemblée, à M. de Bussy, chef de la 10<sup>e</sup> légion, lui demandant que les Marseillais, en vertu des mandats de lettre à l'Arsenal, sur qui bon des administrateurs de Police, ajoutent qu'il se 200 ou 300 hommes de l'Arsenal et que son poste est menacé.

9 août 1792 (8 h. 1/4 du matin).

Texte abrégé.

Ed. *Recueil des lois*, t. 1, p. 315.

2071. — Rapports de M. de La Fayette, commandant du bataillon de l'Arsenal, concernant le refus de délivrer des passeports

à un particulier qui s'est présenté à l'Arsenal, le 8 août, à 9 heures, sous le titre d'adjudant du 4<sup>e</sup> arrondissement, et qui paraît être l'adjudant de fédérés réunis au Théâtre-Italien, relatant également l'assassinat par le peuple du vicair de la Madeleine, comme accapareur de cuirs.

9 août 1792 (9 h. 3/4 du matin).

(Pièces absentes.)

Ed. *Recueil des lois*, t. 1, p. 316.

2072. — Mandat donné par le Conseil du Département de Paris à deux de ses membres, MM. Gouniou et Barré, de se transporter à l'Arsenal et de vérifier les quantités de poudre et de cartouches délivrées.

9 août 1792.

(Pièce absente.)

Ed. *Recueil des lois*, t. 1, p. 316.

2073. — 4<sup>e</sup> Ordre de mandats sur les Claude-François Prevost, par le magistrat des cartouches à l'Arsenal, par les adjoints Perron, Panis et Sergent, pour la délivrance de cartouches à balle destinées à la garde des districts des 2<sup>e</sup>, 3<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> arrondissements.

2<sup>e</sup> Distribution des cartouches à balles depuis le 25 juin jusqu'au 9 août, relevé du registre-journal tenu par Claude-François Prevost.

9 août 1792.

(Pièce absente.)

Ed. *Recueil des lois*, t. 1, p. 316.

2074. — Arrêté du Conseil général du Département, visant l'arrêté de la section du Râtelier-Sainte, du 5 août, demandant que la Municipalité prenne les mesures en son pouvoir pour prévenir le tocsin projeté, et invitant tous les citoyens à se tenir prêts pour rétablir la tranquillité, si elle est troublée.

10 août 1792.

Ed. *Recueil des lois*, t. 1, p. 317.

Ed. *Recueil des lois*, t. 1, p. 317.

Ed. *Recueil des lois*, t. 1, p. 317.

2075. — Lettre de M. Ruffet, grand-maître de l'Arsenal, au Département, au Maire, le suppléant l'absence de M. de La Fayette, et lui adressant une lettre de félicitation pour l'arrivée de M. de La Fayette, au Département.

le tocsin, puis, dont sonner cette nuit, et demandant quelles mesures il a prises pour empêcher ce signal de désordre.

9 août 1792.

Orig. signé, A. N., D<sup>1</sup> 4744.

Ed. *Revue rétrospective*, 2<sup>e</sup> série, t. I, p. 340.

MORINIER-TURNAX, *Histoire de la Terreur*, t. II, p. 217.

*Archives parlementaires*, t. XLVII, p. 610.

2076. — Lettres de M. Raderer, procureur général syndic du Département, aux sections du Roi-de-Sicile et du Jardin-des-Plantes, les félicitant de leur conduite et de leur résistance aux égarements d'une section factieuse, et annonçant que leurs délibérations ont été communiquées à l'Assemblée nationale, qui en a entendu la lecture avec intérêt.

9 août 1792.

Procès-verbal.

Ed. *Revue rétrospective*, 2<sup>e</sup> série, t. I, p. 344.

2077. — Lettre de M. Létourneau, économiste de la maison de force de Bicêtre, au procureur général syndic du Département, l'informant que la tranquillité est nullement troublée, et que d'ailleurs les habitants des villages voisins, joints à la gendarmerie, ont fait toute la nuit de fréquentes patrouilles.

9 août 1792 (10 heures du matin).

Procès-verbal.

Ed. *Revue rétrospective*, 2<sup>e</sup> série, t. I, p. 345.

2078. — Lettre de M. Mandat, commandant général de la garde nationale, au président de l'Assemblée législative, faisant passer une lettre du commandant de service, la veille, près du Corps législatif, qui a été insulté et maltraité, et déclarant que, quels que soient les dangers auxquels pourra se trouver exposée la garde nationale, elle les braverait tous pour assurer le maintien de l'ordre public.

9 août 1792.

Original signé, A. N., D<sup>1</sup> XL 14, n° 60.

Reçu par la commission exécutive, les 12 et 10 août.

2079. — Lettre de M. Mandat, commandant général de la garde parisienne, au président de l'Assemblée législative, l'assurant du concours zélé de la garde na-

tionale, qui s'empressera toujours d'exécuter les ordres de l'Assemblée.

9 août 1792.

Original signé, A. N., C 157, n° 322.

Ed. *Archives parlementaires*, t. XLVII, p. 595.

*Musée des Archives nationales*, n° 1285.

2080. — Ordre de M. Mandat, commandant général de la garde nationale, à M. Tassin, commandant du bataillon des Filles-Saint-Thomas, de se porter à l'instant avec son bataillon et ses pièces de canon au château des Tuileries.

9 août 1792 (11 heures du matin).

Copie certifiée, A. N., W 244.

2081. — Arrêté de la section du Jardin-des-Plantes, déléguant deux commissaires auprès du Directoire du Département, au sujet de la décision prise par la section des Quinze-Vingts de faire sonner le tocsin si l'Assemblée nationale ne rendait pas un décret conforme à ses désirs, et faisant connaître que l'on n'a pu parler au Maire et que l'intérieur de la Mairie était rempli de quantité de citoyens armés.

9 août 1792 (11 heures du matin).

Procès-verbal.

Ed. *Revue rétrospective*, 2<sup>e</sup> série, t. I, p. 344.

2082. — Ordre de M. Mandat, commandant général de la garde nationale, portant réquisition à M. de Boissieu d'envoyer, place Vendôme, 50 gendarmes à cheval et 20 à pied de la 1<sup>re</sup> division, qui seront placés sous le commandement de M. Pinon, chef de légion.

9 août 1792.

Procès-verbal.

Ed. MORINIER-TURNAX, *Histoire de la Terreur*, t. II, p. 218.

2083. — Avis donné par le président de l'Assemblée législative de la présence d'un rassemblement armé autour de la salle, signalé par deux députés, nouvelle qui est démentie par l'un des inspecteurs de la salle et par trois officiers municipaux, accourus au bruit que ce mouvement avait occasionné dans les corridors.

9 août 1792.

Procès-verbal du procureur, A. N., C<sup>1</sup> 156, fol. 566 v°.

Cf. *Archives parlementaires*, t. XLVII, p. 599.

2087. — Décret de l'Assemblée législative, portant que le jour du 20 (14) août du Département de la Seine (Paris) serait successivement appelé à l'ordre pour y rendre compte des mesures prises et à prendre à l'effet de garantir la liberté et la sûreté des membres du Corps législatif dans Paris, ainsi que de la tranquillité publique.

(Séance 1792.)

Extrait des *procès-verbaux* de l'Assemblée législative, t. XLVII, p. 608.

2088. — Adresse de l'Assemblée législative au pouvoir général exécutif du Département de la Seine, qui rendent compte des mesures prises à l'effet que le Département de la Seine, ainsi que des détails de la surveillance confiée au Département.

(Séance 1792.)

Extrait des *procès-verbaux* de l'Assemblée législative, t. XLVII, p. 608 et 613.

2089. — Adresse de l'Assemblée législative (appelée à délibérer sur la question de la déchéance du Roi), d'un projet d'adresse au peuple à l'effet de le rappeler à l'exercice de son droit de souveraineté.

(Séance 1792.)

Extrait des *procès-verbaux* de l'Assemblée législative, t. XLVII, p. 613.

Extrait des *procès-verbaux* de l'Assemblée législative, t. XLVII, p. 614.

2087. — Proclamation de M. Pétion aux citoyens de Paris, les adjurant de respecter les délibérations de l'Assemblée, qui s'occupe des plus graves intérêts, et montrant combien il est inadmissible de voir dans le jour du 20 (14) août, que la malveillance ne manquerait pas de porter atteinte, que les membres de l'Assemblée étaient harrassés de baionnettes.

(Séance 1792.)

Original, A. N., F. 4774<sup>2</sup>.  
Original, A. N., F. 4774<sup>2</sup>.  
Original, A. N., F. 4774<sup>2</sup>.  
Original, A. N., F. 4774<sup>2</sup>.

2088. — Lettre de M. Pétion à M. Royer, secrétaire général de la Commune, lui transmettant deux arrêtés du Directoire du Département, le premier qui annule le décret du Corps municipal relatif de la force publique, le second qui prend des mesures de police et de sûreté pour l'Assemblée nationale, et le chargeant de les transcrire sur les registres de la Municipalité, avec accusé de réception en date du 20 (14) août.

(Séance 1792.)

Original, A. N., F. 4774<sup>2</sup>.

2089. — Lettre de M. Pétion, commandant du bataillon de Sainte-Marguerite, aux Maire et administrateurs de la ville de Paris, déclarant qu'il ne pourra se soustraire à l'obligation de marcher, si la section des Quinze-Vingts fait, comme elle l'a annoncé, sonner le tocsin et battre la générale, mais qu'il proteste à l'avance contre tout acte illégal et contraire à la Constitution qui pourra être commis.

(Séance 1792.)

Original, A. N., F. 4774<sup>2</sup>.  
Original, A. N., F. 4774<sup>2</sup>.

2090. — Lettre de M. Pétion, commandant général de la garde nationale, à M. Pétion, se plaignant du droit que se sont arrogé quelques sections de dépouiller les commandants de bataillons de leurs drapeaux, ce qui peut occasionner des rixes entre les bataillons et les sections, et dénonçant notamment l'attitude de la section de Mauconseil.

(Séance 1792.)

Original, A. N., F. 4774<sup>2</sup>.

2091. — Lettre de M. Pétion, maire de Paris, au Commandant général de la garde nationale, le priant de vouloir bien se rendre à l'Assemblée nationale, pour lui rendre compte de la situation de la garde nationale, et de la situation de la garde nationale, et de la situation de la garde nationale.

(Séance 1792.)

Original, A. N., F. 4774<sup>2</sup>.  
Original, A. N., F. 4774<sup>2</sup>.  
Original, A. N., F. 4774<sup>2</sup>.  
Original, A. N., F. 4774<sup>2</sup>.

gardes nationaux les 16 hommes de troupe de ligne qui tiennent de service à l'hôtel des Postes.

9 août 1792.

Original signé. A. N., C 142, n° 4426.

2093. — Lettre de M. Pétion, maire de Paris, au Commandant général de la garde nationale, l'avertissant que l'exposition publique du nommé Tillard, qui devait avoir lieu sur la place de Grève à midi, a été ajournée au samedi 11, et le priant de prendre les mesures de sûreté nécessaires.

9 août 1792.

Original signé. A. N., C 142, n° 4426.

2094. — Adresse de la section des Thermes-de-Julien, accompagnant l'envoi à l'Assemblée législative de commissaires chargés de protester contre la démarche de certains citoyens de cette section, qui ont désavoué la pétition de la Commune, et refusé l'adhésion donnée au vœu de la capitale.

9 août 1792.

Copie conforme. A. N., C 161, n° 554.

Ed. *Archives parlementaires*, t. XI, VII, p. 644.

2095. — Invitation de M. de Laporte, intendat de la Liste civile, aux maréchaux des logis de la maison du Roi de réserver à MM. de Mailliard et Bachmann, lieutenant-colonel et major du régiment des gardes suisses, un pied-à-terre et un lit au château des Tuileries, en occupant à la rigueur le logement de Mesdames, filles du Roi.

9 août 1792.

Avis imprimé. A. N., C 187, 2<sup>e</sup> réimpression, n° 42.

Ed. *Besnard, les procès-verbaux de l'Assemblée législative, de Louis Capet, réunies par la Commission des 21 inventaires*, n° 44, p. 130.

2096. — Note de M. de Laporte, demandant la libération de 148 conscrits pour le renfort de gardes suisses arrivé le matin au château des Tuileries, et qui couchera sur la paille dans les corridors de l'hôtel de Brionne.

9 août 1792.

Original signé. A. N., C 187, 2<sup>e</sup> réimpression, n° 43.

Ed. *Besnard, les procès-verbaux de l'Assemblée*

*énonciatif des crimes de Louis Capet, réunies par la Commission des 21 inventaires*, n° 44, p. 131.

2097. — Rapport de police de M. Dessonville, officier de paix, déclarant qu'il ne peut redire les horreurs qui se répètent sans cesse dans le sein de la capitale, et attestant que le club des Jacobins est la cause des crises affreuses où se trouve la France, que le maire de Paris est « un scélérat qui mérite les plus grands supplices, l'ennemi juré de Louis XVI ».

9 août 1792.

Original signé. A. N., C 142, n° 1607, pièce 325.

2098. — Lettre d'un contre-révolutionnaire à M<sup>me</sup> Robaday, chez M<sup>me</sup> de Tourzel au château des Tuileries, exposant que la proclamation du Roi tirera les bons citoyens de leur léthargie, et déclarant qu'il est plus que jamais temps de se mettre debout pour éviter les malheurs que préparent tous les forcenés rassemblés à Paris.

9 août 1792.

Original. A. N., C 222, n° 1601<sup>5</sup>.

2099. — Formation en bataillon de la Société des fédérés des 83 départements, séante aux Jacobins-Saint-Honoré, afin de se joindre à leurs frères d'armes de Paris, en présence de l'armement des satellites du tyran pour exterminer le peuple, et nomination de Joseph Michel (de Clairac) en qualité de commandant.

9 août 1792.

Extrait du procès-verbal. Archives, 6<sup>e</sup> liasse.

Ed. *Les Chroniques de L. HENRI, les Révolutions de la capitale de Paris*.

2100. — Avis de M. Blondel à M. Roderer sur la situation et les préparatifs dans le faubourg Saint-Antoine, où tout semble annoncer qu'on se dispose à partir dans la nuit ou vers le matin.

9 août 1792.

(Pièce absente.)

Ed. *Besnard, les procès-verbaux de l'Assemblée*

2101. — Lettre de (M. Blondel, secrétaire du Département), à M. Roderer, commandant sur l'avisolant par M. Veyron

dépêché par des commissaires nommés par les sections se sont substitués au Goussier démissionnaire et à l'Hôtel de Ville, qu'ils ont délivré au maire d'alarme contre le Complot des généraux et que le poste des Froidfontaines était établi.

9 août 1793. (H. B. 1000 3 4 décrets.)  
(Paris-Matin.)  
Id. *Journal constitutionnel*, 2 août, t. I, p. 331.

2102. — Lettre de M. Raudoult, premier sous-préfet syndic du district de l'intérieur, déclarant que le Département lui transmettra toutes les informations qu'il recevra et que lui-même se rendra au château si sa présence peut y être utile.

9 août 1793. (H. B. 1000 3 4 décrets.)  
(Paris-Matin.)  
Id. *Journal constitutionnel*, 2 août, t. I, p. 331.

2103. — Lettre écrite au *Assemblée nationale* par M. Du Rocher, administrateur de la section de la Fraternité, le motif de la tranquilliser, le rassemblement paraissant ne devoir pas être aussi considérable que les factieux l'espéraient, et le Maire, ainsi que M. Brodier, se trouvant au château, ils sont les premiers à se joindre à la section.

9 août 1793. (H. B. 1000 3 4 décrets.)  
Orig. aut. N. N. 1000 3 4 décrets.  
Id. *Moniteur-Parisien*, 10 août, t. I, p. 331.

2104. — Lettre de M. Maréchal, commissaire général de la garde nationale, à M. Pétion, lui faisant part de la demande de deux réserves réclamées par le Directoire et le Corps municipal, et demandant deux corps de garde, pour éviter de faire intervenir les hommes armés qui ne vont au service public.

9 août 1793.  
Orig. aut. N. N. 1000 3 4 décrets.  
Id. *Moniteur-Parisien*, 10 août, t. I, p. 331.

2105. — Lettre de M. Maréchal, commissaire général de la garde nationale, à M. Pétion, expliquant que la garde nationale sera mal placée sans distribution et propose de établir l'art de l'artillerie dans les

2106. — Lettre de M. Maréchal, commissaire général de la garde nationale, à M. Pétion, l'invitant à lui prêter son concours pour faire entendre raison aux égarés, les apparences étant menaçantes.

9 août 1793.  
Orig. aut. N. N. 1000 3 4 décrets.  
Id. *Moniteur-Parisien*, 10 août, t. I, p. 331.

2107. — Procès-verbal dressé par M. Daubigny, commissaire de la section des Tuileries, contenant les dépositions de Marguerite Bertin, cuisinière, et de François Fouilloux, portier de l'hôtel de la Vallière, qui ont déclaré que les Suisses, occupant les bâtiments nouvellement construits dans le jardin de l'hôtel de Brionne, faisaient grasse chère les jours qui précèdent le 10 août, se sont amusés à boire et de liqueurs, qu'ils avaient les poches pleines de cartouches et étaient, depuis quelques jours, sur pied toute la nuit.

9 août 1793.  
Orig. aut. N. N. 1000 3 4 décrets.  
Id. *Moniteur-Parisien*, 10 août, t. I, p. 331.

2108. — Exposition des faits antérieurs au 10 août, à partir du 5 août, rédigée pour le maire de Paris, et à lui adressée.

9 août 1793.  
Orig. aut. N. N. 1000 3 4 décrets.  
Id. *Moniteur-Parisien*, 10 août, t. I, p. 331.

2109. — Exposition des faits antérieurs au 10 août, à partir du 5 août, rédigée pour le maire de Paris, et à lui adressée.

9 août 1793.  
Orig. aut. N. N. 1000 3 4 décrets.  
Id. *Moniteur-Parisien*, 10 août, t. I, p. 331.

2110. — Procès-verbal dressé par M. Daubigny, commissaire de la section des Tuileries, contenant les dépositions de Marguerite Bertin, cuisinière, et de François Fouilloux, portier de l'hôtel de la Vallière, qui ont déclaré que les Suisses, occupant les bâtiments nouvellement construits dans le jardin de l'hôtel de Brionne, faisaient grasse chère les jours qui précèdent le 10 août, se sont amusés à boire et de liqueurs, qu'ils avaient les poches pleines de cartouches et étaient, depuis quelques jours, sur pied toute la nuit.

9 août 1793.  
Orig. aut. N. N. 1000 3 4 décrets.  
Id. *Moniteur-Parisien*, 10 août, t. I, p. 331.

2111. — Procès-verbal dressé par M. Daubigny, commissaire de la section des Tuileries, contenant les dépositions de Marguerite Bertin, cuisinière, et de François Fouilloux, portier de l'hôtel de la Vallière, qui ont déclaré que les Suisses, occupant les bâtiments nouvellement construits dans le jardin de l'hôtel de Brionne, faisaient grasse chère les jours qui précèdent le 10 août, se sont amusés à boire et de liqueurs, qu'ils avaient les poches pleines de cartouches et étaient, depuis quelques jours, sur pied toute la nuit.

9 août 1793.  
Orig. aut. N. N. 1000 3 4 décrets.  
Id. *Moniteur-Parisien*, 10 août, t. I, p. 331.



2410. — Admission, à la barre de l'Assemblée législative, d'édicteurs municipaux, qui annoncent que le faubourg sainte dans plusieurs faubourgs de Paris, qu'il se forme des rassemblements nombreux de tous côtés, et que des membres du Conseil général de la Commune, envoyés dans les différents quartiers, pour se rendre compte de la situation, ont été arrêtés, notamment M. Royou, qui a été amené à une section, mais a été relâché.

9-10 août 1792

Extrait du procès-verbal, A. N., C 1 61, fol. 5671 r., copie collationnée et signée du président et des secrétaires, A. N., A 121, n° 4772.

Cf. *Archives parlementaires*, t. XLVII, p. 624.

2411. — Admission, à la barre de l'Assemblée législative, d'une nouvelle députation de la Municipalité, qui vient, au nom des sections des Lombards et des Arcis, témoigner l'inquiétude que fait naître l'absence du maire de Paris, et se donne à ce sujet par des membres de l'Assemblée, qui ont aperçu M. Pétion autour de la salle, avec la ferme intention de rester tant que sa présence serait nécessaire pour maintenir la tranquillité publique et assurer le bon ordre.

9-10 août 1792

Extrait du procès-verbal, A. N., C 1 61, fol. 5671 v°.

Cf. *Archives parlementaires*, t. XLVII, p. 624.

2412. — Billet de M. Cousin, président d'âge du Conseil général de la Commune, à M. Pétion, le priant de les tirer d'inquiétude et de donner de ses nouvelles par le porteur.

9-10 août 1792 (après 11 heures du soir).

Original signé, A. N., F 4774 v°.

Cf. MORTIMER-TERNAUX, *Histoire de la Terreur*, t. II, p. 256.

2413. — Avis de M. Boudet, secrétaire du Département, à M. Roderer, représentant par le tiers état et plusieurs autres, qu'il entend faire la générale et qu'on ne verra la Nation d'armes et de mandataires ni même temps qu'il y aura

pour le Département, réduit à quelques gendarmes.

9-10 août 1792 (2 heures moins un quart).

(Pièce absente.)

Cf. *Revue et spectacle*, 26 août, t. I, p. 357.

2414. — Lettre des administrateurs de la Municipalité aux députés Merlin, Gaudet, Chabot et Brissot, les avisant des dangers que court le maire de Paris, au milieu des insurgés, et les priant de le faire appeler à la barre de l'Assemblée.

9-10 août 1792 (2 heures du matin).

Original, A. N., C 156, n° 304.

Cf. MORTIMER-TERNAUX, *Histoire de la Terreur*, t. II, p. 257.

*Musée des Archives nationales*, n° 1286.

2415. — Décret de l'Assemblée législative, décidant que le maire de Paris se rendra sur-le-champ à sa barre et que le décret en question lui sera remis en personne par un huissier de l'Assemblée, accompagné de deux gendarmes nationaux.

9-10 août 1792.

Copie collationnée et signée du président et des secrétaires, A. N., A 121, n° 1498, F 4774 v°, extrait du procès-verbal, A. N., C 1 61, fol. 5671 v°.

Cf. MORTIMER-TERNAUX, *Histoire de la Terreur*, t. II, p. 258.

*Archives parlementaires*, t. XLVII, p. 624.

2416. — Explications données à l'Assemblée législative, par M. Pétion, au sujet des inquiétudes manifestées sur son compte, déclarant qu'il a été assez mal accueilli au château, et qu'il y a entendu des propos très forts contre lui, mais qu'il n'en a été ni étonné, ni affligé, ajoutant que l'on a pris toutes les précautions que les circonstances peuvent comporter pour garantir la tranquillité publique.

9-10 août 1792

Extrait du procès-verbal, A. N., C 1 61, fol. 5672 v°.

Cf. *Archives parlementaires*, t. XLVII, p. 626.

2417. — Lettre de M. Collin, commissaire de police de la section de Bonne-Nouvelle, à la Municipalité, la prévenant que le bataillon de Bonne-Nouvelle, au nombre de cinq à six cents hommes, armés, est parti sans ordres pour repa-

des déclarations de Saint-Thomas (H. 100. 11) que les effets des recommandations et ordres pour la forme sont restés inutiles.

2119. — Lettre de M. de La Fayette, au Comité de la Convention, à M. Billaud-Varenne, président de la Convention, à Paris, le 10 août 1793. (H. 100. 11, p. 198.)

2120. — Lettre de M. Billaud-Varenne, au Comité de la Convention, à M. Billaud-Varenne, président de la Convention, à Paris, le 10 août 1793. (H. 100. 11, p. 198.)

2121. — Lettre de M. Billaud-Varenne, au Comité de la Convention, à M. Billaud-Varenne, président de la Convention, à Paris, le 10 août 1793. (H. 100. 11, p. 198.)

2122. — Lettre de M. Billaud-Varenne, au Comité de la Convention, à M. Billaud-Varenne, président de la Convention, à Paris, le 10 août 1793. (H. 100. 11, p. 198.)

2123. — Lettre de M. Billaud-Varenne, au Comité de la Convention, à M. Billaud-Varenne, président de la Convention, à Paris, le 10 août 1793. (H. 100. 11, p. 198.)

2124. — Lettre de M. Billaud-Varenne, au Comité de la Convention, à M. Billaud-Varenne, président de la Convention, à Paris, le 10 août 1793. (H. 100. 11, p. 198.)

2125. — Lettre de M. Billaud-Varenne, au Comité de la Convention, à M. Billaud-Varenne, président de la Convention, à Paris, le 10 août 1793. (H. 100. 11, p. 198.)

2126. — Lettre de M. Billaud-Varenne, au Comité de la Convention, à M. Billaud-Varenne, président de la Convention, à Paris, le 10 août 1793. (H. 100. 11, p. 198.)

2127. — Lettre de M. Billaud-Varenne, au Comité de la Convention, à M. Billaud-Varenne, président de la Convention, à Paris, le 10 août 1793. (H. 100. 11, p. 198.)

2128. — Lettre de M. Billaud-Varenne, au Comité de la Convention, à M. Billaud-Varenne, président de la Convention, à Paris, le 10 août 1793. (H. 100. 11, p. 198.)

2129. — Lettre de M. Billaud-Varenne, au Comité de la Convention, à M. Billaud-Varenne, président de la Convention, à Paris, le 10 août 1793. (H. 100. 11, p. 198.)

2130. — Lettre de M. Billaud-Varenne, au Comité de la Convention, à M. Billaud-Varenne, président de la Convention, à Paris, le 10 août 1793. (H. 100. 11, p. 198.)

2131. — Lettre de M. Billaud-Varenne, au Comité de la Convention, à M. Billaud-Varenne, président de la Convention, à Paris, le 10 août 1793. (H. 100. 11, p. 198.)

2132. — Lettre de M. Billaud-Varenne, au Comité de la Convention, à M. Billaud-Varenne, président de la Convention, à Paris, le 10 août 1793. (H. 100. 11, p. 198.)

2133. — Lettre de M. Billaud-Varenne, au Comité de la Convention, à M. Billaud-Varenne, président de la Convention, à Paris, le 10 août 1793. (H. 100. 11, p. 198.)

2134. — Lettre de M. Billaud-Varenne, au Comité de la Convention, à M. Billaud-Varenne, président de la Convention, à Paris, le 10 août 1793. (H. 100. 11, p. 198.)

2135. — Lettre de M. Billaud-Varenne, au Comité de la Convention, à M. Billaud-Varenne, président de la Convention, à Paris, le 10 août 1793. (H. 100. 11, p. 198.)

toison, déclarant que c'était en vertu des ordres donnés aux Tuileries par le Commandant général de la garde nationale, ordres qui ont été revocés par arrêté du Conseil général de la Commune, ou M. Mandat a été vertement réprimandé, et agitant qu'au château, le maire de Paris n'a de son côté qu'à quelques grenadiers qui ont pris sa défense.

9-10 août 1792 (après 6 h. 112 du matin).

Extrait du procès-verbal de la séance de Vergniaud, A. N., C 155, n° 295.

Cf. *Archives parlementaires*, t. XLVII, p. 639.

2126. — Demarche à l'Assemblée législative des ministres de l'intérieur et de la justice, chargés par le Roi de demander l'envoi auprès de lui d'une députation de l'Assemblée, vu la nécessité de prendre sans délai des mesures énergiques, les attroupements s'avancant vers le château.

9-10 août 1792.

Extrait du procès-verbal de la séance de Vergniaud, A. N., C 155, n° 295.

Cf. *Archives parlementaires*, t. XLVII, p. 643.

2127. — Avis de M. Mandat, commandant général de la garde nationale, à M. de Belair, chef de la 1<sup>re</sup> légion, appelant son attention sur le projet de s'emparer des armes de la maison du Roi déposées à l'Arsenal, et ordonnant de rappeler les volontaires et de les tenir sous les armes, à l'effet d'empêcher qu'on ne s'empare de leurs canons et de protéger les propriétés.

9-10 août 1792.

Origine : manuscrits des Archives nationales de M. de Belair, A. N., C 187, 2<sup>e</sup> sous-série, n° 75.

Ed. *Historique des premiers républicains au Château de la Force*, édition de l'Institut, sous le titre de *Historique des premiers républicains au Château de la Force*, t. I, p. 419.

2128. — Ordre de M. Mandat, commandant général de la garde nationale, au commandant du bataillon de service à la Ville, de disperser la colonne d'attroupement qui se portait sous le pont Neuf, tant avec la garde nationale qu'avec la gendarmerie, en l'attaquant par derrière.

9-10 août 1792.

1<sup>re</sup> sous-série.

Ed. *Historique des premiers républicains au Château de la Force*, t. I, p. 419.

2129. — Avis de M. Blondel, secrétaire du Département, à M. Roderer, portant que l'attroupement dans le faubourg Saint-Antoine est très-divisé, qu'il y a toujours beaucoup d'hommes armés vers les Enfants-Trouvés, mais que rien n'avance.

9-10 août 1792 (6 heures moins un quart).

(Pièce absente.)

Ed. *Revue rétrospective*, 2<sup>e</sup> série, t. I, p. 379.

2130. — Note trouvée dans les papiers de l'abbé Gallois, chapelain des Tuileries, donnant, heure par heure, les impressions d'un habitant du château dans la nuit du 9 au 10 août, sur l'attaque qui se prépare, faisant mention de la revue passée à 6 heures et demie du matin par le Roi et de la publication de la loi martiale à 8 heures, par deux officiers municipaux.

10 août 1792 (matin).

Minute, A. N., C 222, n° 160157.

2131. — Lettre de M. Radix de Sainte-Foy à M. de Laporte, annonçant que le faubourg Saint-Antoine marche avec des canons sur les Tuileries, et blâmant absolument l'intention du Roi et de la Reine de se réfugier avec leur famille à l'Assemblée nationale.

9 août 1792.

Origine : manuscrit A. N., C 184, n° 274.

Ed. *Historique des premiers républicains au Château de la Force*, édition de l'Institut, sous le titre de *Historique des premiers républicains au Château de la Force*, t. I, p. 420.

Manuscrits des Archives nationales, n° 1285.

2132. — Billet de M. Laisné, commandant le détachement à l'hôtel Richelieu, au maire de Paris, le prévenant que le tumulte commence et que sa présence seule pourra rétablir le calme.

10 août 1792.

Origine : manuscrit A. N., C 184.

2133. — Arrêté de l'Assemblée des commissaires de la majorité des sections réunies, suspendant le Conseil général de la Commune, et décidant que le Maire ainsi que le procureur de la Commune continueront leurs fonctions administratives, arrêté signifié séance tenante au Conseil

Generalized linear mixed-effects models (GLMMs) were used to

1998, 1999, 2000, 2001, 2002, 2003, 2004, 2005, 2006, 2007, 2008, 2009, 2010, 2011, 2012, 2013, 2014, 2015, 2016, 2017, 2018, 2019, 2020, 2021, 2022, 2023, 2024, 2025, 2026, 2027, 2028, 2029, 2030, 2031, 2032, 2033, 2034, 2035, 2036, 2037, 2038, 2039, 2040, 2041, 2042, 2043, 2044, 2045, 2046, 2047, 2048, 2049, 2050, 2051, 2052, 2053, 2054, 2055, 2056, 2057, 2058, 2059, 2060, 2061, 2062, 2063, 2064, 2065, 2066, 2067, 2068, 2069, 2070, 2071, 2072, 2073, 2074, 2075, 2076, 2077, 2078, 2079, 2080, 2081, 2082, 2083, 2084, 2085, 2086, 2087, 2088, 2089, 2090, 2091, 2092, 2093, 2094, 2095, 2096, 2097, 2098, 2099, 2100, 2101, 2102, 2103, 2104, 2105, 2106, 2107, 2108, 2109, 2110, 2111, 2112, 2113, 2114, 2115, 2116, 2117, 2118, 2119, 2120, 2121, 2122, 2123, 2124, 2125, 2126, 2127, 2128, 2129, 2130, 2131, 2132, 2133, 2134, 2135, 2136, 2137, 2138, 2139, 2140, 2141, 2142, 2143, 2144, 2145, 2146, 2147, 2148, 2149, 2150, 2151, 2152, 2153, 2154, 2155, 2156, 2157, 2158, 2159, 2160, 2161, 2162, 2163, 2164, 2165, 2166, 2167, 2168, 2169, 2170, 2171, 2172, 2173, 2174, 2175, 2176, 2177, 2178, 2179, 2180, 2181, 2182, 2183, 2184, 2185, 2186, 2187, 2188, 2189, 2190, 2191, 2192, 2193, 2194, 2195, 2196, 2197, 2198, 2199, 2200, 2201, 2202, 2203, 2204, 2205, 2206, 2207, 2208, 2209, 2210, 2211, 2212, 2213, 2214, 2215, 2216, 2217, 2218, 2219, 2220, 2221, 2222, 2223, 2224, 2225, 2226, 2227, 2228, 2229, 2230, 2231, 2232, 2233, 2234, 2235, 2236, 2237, 2238, 2239, 2240, 2241, 2242, 2243, 2244, 2245, 2246, 2247, 2248, 2249, 2250, 2251, 2252, 2253, 2254, 2255, 2256, 2257, 2258, 2259, 2260, 2261, 2262, 2263, 2264, 2265, 2266, 2267, 2268, 2269, 2270, 2271, 2272, 2273, 2274, 2275, 2276, 2277, 2278, 2279, 2280, 2281, 2282, 2283, 2284, 2285, 2286, 2287, 2288, 2289, 2290, 2291, 2292, 2293, 2294, 2295, 2296, 2297, 2298, 2299, 2300, 2301, 2302, 2303, 2304, 2305, 2306, 2307, 2308, 2309, 2310, 2311, 2312, 2313, 2314, 2315, 2316, 2317, 2318, 2319, 2320, 2321, 2322, 2323, 2324, 2325, 2326, 2327, 2328, 2329, 2330, 2331, 2332, 2333, 2334, 2335, 2336, 2337, 2338, 2339, 2340, 2341, 2342, 2343, 2344, 2345, 2346, 2347, 2348, 2349, 2350, 2351, 2352, 2353, 2354, 2355, 2356, 2357, 2358, 2359, 2360, 2361, 2362, 2363, 2364, 2365, 2366, 2367, 2368, 2369, 2370, 2371, 2372, 2373, 2374, 2375, 2376, 2377, 2378, 2379, 2380, 2381, 2382, 2383, 2384, 2385, 2386, 2387, 2388, 2389, 2390, 2391, 2392, 2393, 2394, 2395, 2396, 2397, 2398, 2399, 2400, 2401, 2402, 2403, 2404, 2405, 2406, 2407, 2408, 2409, 2410, 2411, 2412, 2413, 2414, 2415, 2416, 2417, 2418, 2419, 2420, 2421, 2422, 2423, 2424, 2425, 2426, 2427, 2428, 2429, 2430, 2431, 2432, 2433, 2434, 2435, 2436, 2437, 2438, 2439, 2440, 2441, 2442, 2443, 2444, 2445, 2446, 2447, 2448, 2449, 2450, 2451, 2452, 2453, 2454, 2455, 2456, 2457, 2458, 2459, 2460, 2461, 2462, 2463, 2464, 2465, 2466, 2467, 2468, 2469, 2470, 2471, 2472, 2473, 2474, 2475, 2476, 2477, 2478, 2479, 2480, 2481, 2482, 2483, 2484, 2485, 2486, 2487, 2488, 2489, 2490, 2491, 2492, 2493, 2494, 2495, 2496, 2497, 2498, 2499, 2500, 2501, 2502, 2503, 2504, 2505, 2506, 2507, 2508, 2509, 2510, 2511, 2512, 2513, 2514, 2515, 2516, 2517, 2518, 2519, 2520, 2521, 2522, 2523, 2524, 2525, 2526, 2527, 2528, 2529, 2530, 2531, 2532, 2533, 2534, 2535, 2536, 2537, 2538, 2539, 2540, 2541, 2542, 2543, 2544, 2545, 2546, 2547, 2548, 2549, 2550, 2551, 2552, 2553, 2554, 2555, 2556, 2557, 2558, 2559, 2560, 2561, 2562, 2563, 2564, 2565, 2566, 2567, 2568, 2569, 2570, 2571, 2572, 2573, 2574, 2575, 2576, 2577, 2578, 2579, 2580, 2581, 2582, 2583, 2584, 2585, 2586, 2587, 2588, 2589, 2590, 2591, 2592, 2593, 2594, 2595, 2596, 2597, 2598, 2599, 2600, 2601, 2602, 2603, 2604, 2605, 2606, 2607, 2608, 2609, 2610, 2611, 2612, 2613, 2614, 2615, 2616, 2617, 2618, 2619, 2620, 2621, 2622, 2623, 2624, 2625, 2626, 2627, 2628, 2629, 2630, 2631, 2632, 2633, 2634, 2635, 2636, 2637, 2638, 2639, 2640, 2641, 2642, 2643, 2644, 2645, 2646, 2647, 2648, 2649, 2650, 2651, 2652, 2653, 2654, 2655, 2656, 2657, 2658, 2659, 2660, 2661, 2662, 2663, 2664, 2665, 2666, 2667, 2668, 2669, 2670, 2671, 2672, 2673, 2674, 2675, 2676, 2677, 2678, 2679, 26

Martin, secrétaire, et contresigné au-dessous de  
Hedermann, officier municipal, et Cahier, notable.

100

1. *Mathematical Foundations of Quantum Mechanics*, by P. A. M. Dirac, 1930, Cambridge University Press, Cambridge, England.

Journal of Management Education 34(10), p. 1144

270. Arrivé à la barre de l'Assemblée législative, M. Mandat lui a dit : « M. Mandat, le Conseil d'arrondissement ne peut pas se constituer, et qu'il veut se former une nouvelle municipalité composée des commissaires de la municipalité des autres sections. » Le Conseil improvisé a fait arrêter M. Mandat au moment où il sortait de l'Hôtel de Ville, et que le commandant du poste de l'Arsenal, pressé de toutes parts, déclare ne pouvoir contenir le peuple, sans un renfort de 3,000 hommes.

Vergnaud, A. N., C 155, n° 295.

Ed. *Archives parlementaires*, t. XLVII, p. 634.

2433. — Lettre de M. Raffron, président d'âge du Conseil général de la Commune de M. Vauvray, Le 12 novembre 1871, sur la communication d'urgence de l'Assemblée à la Maison commune, avec réponse du Maire, *écrite sur papier de la commune*, et sur la communication d'urgence de l'Assemblée à la Commission extraordinaire de l'Assemblée.

10 point 1792

[illegible]

Monsieur le Président de la Commission des affaires municipales se trouvant à la Commission extraordinaire de l'Assemblée, les membres ont eu l'honneur d'être reçus par Monsieur le Président, lequel leur a fait part de son rapport sur les travaux de la Commission pendant la session précédente et qu'il ne sortirait pas.

10.000 L.

Minute, A. N., 1977A.

J.L. Mitchell-Jones, *Quaternary in Britain*, p. 11, 1985.

© 1997 John Wiley & Sons, Inc.

... au contraire la bourgeoisie  
qui ne transmettait, confiante des  
28 millions sans crainte des pouvoirs  
communaux, donne tous les ordres et  
dirige de la main paternelle, et qu'il n'a  
pu se rendre à l'Assemblée pour rendre  
compte de ces faits ayant été tenu  
chez lui par la Commune insurrection-  
nelle.

110 *Journal of Management Inquiry* 18(1)

1. *Chlorophyll a* (Chl *a*)  
 2. *Chlorophyll b* (Chl *b*)  
 3. *Chlorophyll c* (Chl *c*)  
 4. *Chlorophyll d* (Chl *d*)  
 5. *Chlorophyll e* (Chl *e*)  
 6. *Chlorophyll f* (Chl *f*)  
 7. *Chlorophyll g* (Chl *g*)  
 8. *Chlorophyll h* (Chl *h*)  
 9. *Chlorophyll i* (Chl *i*)  
 10. *Chlorophyll j* (Chl *j*)  
 11. *Chlorophyll k* (Chl *k*)  
 12. *Chlorophyll l* (Chl *l*)  
 13. *Chlorophyll m* (Chl *m*)  
 14. *Chlorophyll n* (Chl *n*)  
 15. *Chlorophyll o* (Chl *o*)  
 16. *Chlorophyll p* (Chl *p*)  
 17. *Chlorophyll q* (Chl *q*)  
 18. *Chlorophyll r* (Chl *r*)  
 19. *Chlorophyll s* (Chl *s*)  
 20. *Chlorophyll t* (Chl *t*)  
 21. *Chlorophyll u* (Chl *u*)  
 22. *Chlorophyll v* (Chl *v*)  
 23. *Chlorophyll w* (Chl *w*)  
 24. *Chlorophyll x* (Chl *x*)  
 25. *Chlorophyll y* (Chl *y*)  
 26. *Chlorophyll z* (Chl *z*)  
 27. *Chlorophyll aa* (Chl *aa*)  
 28. *Chlorophyll ab* (Chl *ab*)  
 29. *Chlorophyll ac* (Chl *ac*)  
 30. *Chlorophyll ad* (Chl *ad*)  
 31. *Chlorophyll ae* (Chl *ae*)  
 32. *Chlorophyll af* (Chl *af*)  
 33. *Chlorophyll ag* (Chl *ag*)  
 34. *Chlorophyll ah* (Chl *ah*)  
 35. *Chlorophyll ai* (Chl *ai*)  
 36. *Chlorophyll aj* (Chl *aj*)  
 37. *Chlorophyll ak* (Chl *ak*)  
 38. *Chlorophyll al* (Chl *al*)  
 39. *Chlorophyll am* (Chl *am*)  
 40. *Chlorophyll an* (Chl *an*)  
 41. *Chlorophyll ao* (Chl *ao*)  
 42. *Chlorophyll ap* (Chl *ap*)  
 43. *Chlorophyll aq* (Chl *aq*)  
 44. *Chlorophyll ar* (Chl *ar*)  
 45. *Chlorophyll as* (Chl *as*)  
 46. *Chlorophyll at* (Chl *at*)  
 47. *Chlorophyll au* (Chl *au*)  
 48. *Chlorophyll av* (Chl *av*)  
 49. *Chlorophyll aw* (Chl *aw*)  
 50. *Chlorophyll ax* (Chl *ax*)  
 51. *Chlorophyll ay* (Chl *ay*)  
 52. *Chlorophyll az* (Chl *az*)  
 53. *Chlorophyll aza* (Chl *aza*)  
 54. *Chlorophyll abz* (Chl *abz*)  
 55. *Chlorophyll acz* (Chl *acz*)  
 56. *Chlorophyll adz* (Chl *adz*)  
 57. *Chlorophyll aez* (Chl *aez*)  
 58. *Chlorophyll afz* (Chl *afz*)  
 59. *Chlorophyll agz* (Chl *agz*)  
 60. *Chlorophyll ahz* (Chl *ahz*)  
 61. *Chlorophyll aiz* (Chl *aiz*)  
 62. *Chlorophyll ajz* (Chl *ajz*)  
 63. *Chlorophyll akz* (Chl *akz*)  
 64. *Chlorophyll alz* (Chl *alz*)  
 65. *Chlorophyll amz* (Chl *amz*)  
 66. *Chlorophyll anz* (Chl *anz*)  
 67. *Chlorophyll aoz* (Chl *aoz*)  
 68. *Chlorophyll apz* (Chl *apz*)  
 69. *Chlorophyll aqz* (Chl *aqz*)  
 70. *Chlorophyll arz* (Chl *arz*)  
 71. *Chlorophyll asz* (Chl *asz*)  
 72. *Chlorophyll atz* (Chl *atz*)  
 73. *Chlorophyll auz* (Chl *auz*)  
 74. *Chlorophyll avz* (Chl *avz*)  
 75. *Chlorophyll awz* (Chl *awz*)  
 76. *Chlorophyll axz* (Chl *axz*)  
 77. *Chlorophyll ayz* (Chl *ayz*)  
 78. *Chlorophyll ayz* (Chl *ayz*)  
 79. *Chlorophyll azz* (Chl *azz*)  
 80. *Chlorophyll azaa* (Chl *aza*)  
 81. *Chlorophyll abz* (Chl *abz*)  
 82. *Chlorophyll acz* (Chl *acz*)  
 83. *Chlorophyll adz* (Chl *adz*)  
 84. *Chlorophyll aez* (Chl *aez*)  
 85. *Chlorophyll afz* (Chl *afz*)  
 86. *Chlorophyll agz* (Chl *agz*)  
 87. *Chlorophyll ahz* (Chl *ahz*)  
 88. *Chlorophyll aiz* (Chl *aiz*)  
 89. *Chlorophyll ajz* (Chl *ajz*)  
 90. *Chlorophyll akz* (Chl *akz*)  
 91. *Chlorophyll alz* (Chl *alz*)  
 92. *Chlorophyll amz* (Chl *amz*)  
 93. *Chlorophyll anz* (Chl *anz*)  
 94. *Chlorophyll aoz* (Chl *aoz*)  
 95. *Chlorophyll apz* (Chl *apz*)  
 96. *Chlorophyll aqz* (Chl *aqz*)  
 97. *Chlorophyll arz* (Chl *arz*)  
 98. *Chlorophyll asz* (Chl *asz*)  
 99. *Chlorophyll atz* (Chl *atz*)  
 100. *Chlorophyll auz* (Chl *auz*)  
 101. *Chlorophyll avz* (Chl *avz*)  
 102. *Chlorophyll awz* (Chl *awz*)  
 103. *Chlorophyll axz* (Chl *axz*)  
 104. *Chlorophyll ayz* (Chl *ayz*)  
 105. *Chlorophyll ayz* (Chl *ayz*)  
 106. *Chlorophyll azz* (Chl *azz*)  
 107. *Chlorophyll azaa* (Chl *aza*)  
 108. *Chlorophyll abz* (Chl *abz*)  
 109. *Chlorophyll acz* (Chl *acz*)  
 110. *Chlorophyll adz* (Chl *adz*)  
 111. *Chlorophyll aez* (Chl *aez*)  
 112. *Chlorophyll afz* (Chl *afz*)  
 113. *Chlorophyll agz* (Chl *agz*)  
 114. *Chlorophyll ahz* (Chl *ahz*)  
 115. *Chlorophyll aiz* (Chl *aiz*)  
 116. *Chlorophyll ajz* (Chl *ajz*)  
 117. *Chlorophyll akz* (Chl *akz*)  
 118. *Chlorophyll alz* (Chl *alz*)  
 119. *Chlorophyll amz* (Chl *amz*)  
 120. *Chlorophyll anz* (Chl *anz*)  
 121. *Chlorophyll aoz* (Chl *aoz*)  
 122. *Chlorophyll apz* (Chl *apz*)  
 123. *Chlorophyll aqz* (Chl *aqz*)  
 124. *Chlorophyll arz* (Chl *arz*)  
 125. *Chlorophyll asz* (Chl *asz*)  
 126. *Chlorophyll atz* (Chl *atz*)  
 127. *Chlorophyll auz* (Chl *auz*)  
 128. *Chlorophyll avz* (Chl *avz*)  
 129. *Chlorophyll awz* (Chl *awz*)  
 130. *Chlorophyll axz* (Chl *axz*)  
 131. *Chlorophyll ayz* (Chl *ayz*)  
 132. *Chlorophyll ayz* (Chl *ayz*)  
 133.

Ed. *Revue rétrospective*, 2<sup>e</sup> série, t. I, p. 363

II, p. 281.

248. D'après l'avis de l'inspecteur, chargeant les commissaires inspecteurs de la salle de redoubler d'attention pour maintenir l'ordre dans son enceinte, la police au dehors appartenant aux corps administratifs.

DOI: 10.1002/for

*Journal of Interpersonal Violence*, Vol. 20 No. 6, June 2005  
DOI: 10.1177/0886260505279001

Il se dirigea vers l'Assemblée législative, mettant sous la sauvegarde du peuple de Paris le siège des personnes et des propriétés, et chargeant vingt ses membres de se transporter sur les lieux de rassemblement, et d'être de ceux qui, de persuasion pour ramener le calme.

Extrait du procès-verbal, de la main de Ver-

doi:10.1017/S002229240000199

[illegible]

1950-1951: 1952-1953: 1954-1955: 1956-1957: 1958-1959: 1960-1961: 1962-1963: 1964-1965: 1966-1967: 1968-1969: 1970-1971: 1972-1973: 1974-1975: 1976-1977: 1978-1979: 1980-1981: 1982-1983: 1984-1985: 1986-1987: 1988-1989: 1990-1991: 1992-1993: 1994-1995: 1996-1997: 1998-1999: 2000-2001: 2002-2003: 2004-2005: 2006-2007: 2008-2009: 2010-2011: 2012-2013: 2014-2015: 2016-2017: 2018-2019: 2020-2021: 2022-2023: 2024-2025: 2026-2027: 2028-2029: 2030-2031: 2032-2033: 2034-2035: 2036-2037: 2038-2039: 2040-2041: 2042-2043: 2044-2045: 2046-2047: 2048-2049: 2050-2051: 2052-2053: 2054-2055: 2056-2057: 2058-2059: 2060-2061: 2062-2063: 2064-2065: 2066-2067: 2068-2069: 2070-2071: 2072-2073: 2074-2075: 2076-2077: 2078-2079: 2080-2081: 2082-2083: 2084-2085: 2086-2087: 2088-2089: 2090-2091: 2092-2093: 2094-2095: 2096-2097: 2098-2099: 2100-2101: 2102-2103: 2104-2105: 2106-2107: 2108-2109: 2110-2111: 2112-2113: 2114-2115: 2116-2117: 2118-2119: 2120-2121: 2122-2123: 2124-2125: 2126-2127: 2128-2129: 2130-2131: 2132-2133: 2134-2135: 2136-2137: 2138-2139: 2140-2141: 2142-2143: 2144-2145: 2146-2147: 2148-2149: 2150-2151: 2152-2153: 2154-2155: 2156-2157: 2158-2159: 2160-2161: 2162-2163: 2164-2165: 2166-2167: 2168-2169: 2170-2171: 2172-2173: 2174-2175: 2176-2177: 2178-2179: 2180-2181: 2182-2183: 2184-2185: 2186-2187: 2188-2189: 2190-2191: 2192-2193: 2194-2195: 2196-2197: 2198-2199: 2200-2201: 2202-2203: 2204-2205: 2206-2207: 2208-2209: 2210-2211: 2212-2213: 2214-2215: 2216-2217: 2218-2219: 2220-2221: 2222-2223: 2224-2225: 2226-2227: 2228-2229: 2230-2231: 2232-2233: 2234-2235: 2236-2237: 2238-2239: 2240-2241: 2242-2243: 2244-2245: 2246-2247: 2248-2249: 2250-2251: 2252-2253: 2254-2255: 2256-2257: 2258-2259: 2260-2261: 2262-2263: 2264-2265: 2266-2267: 2268-2269: 2270-2271: 2272-2273: 2274-2275: 2276-2277: 2278-2279: 2280-2281: 2282-2283: 2284-2285: 2286-2287: 2288-2289: 2290-2291: 2292-2293: 2294-2295: 2296-2297: 2298-2299: 2300-2301: 2302-2303: 2304-2305: 2306-2307: 2308-2309: 2310-2311: 2312-2313: 2314-2315: 2316-2317: 2318-2319: 2320-2321: 2322-2323: 2324-2325: 2326-2327: 2328-2329: 2330-2331: 2332-2333: 2334-2335: 2336-2337: 2338-2339: 2340-2341: 2342-2343: 2344-2345: 2346-2347: 2348-2349: 2350-2351: 2352-2353: 2354-2355: 2356-2357: 2358-2359: 2360-2361: 2362-2363: 2364-2365: 2366-2367: 2368-2369: 2370-2371: 2372-2373: 2374-2375: 2376-2377: 2378-2379: 2380-2381: 2382-2383: 2384-2385: 2386-2387: 2388-2389: 2390-2391: 2392-2393: 2394-2395: 2396-2397: 2398-2399: 2400-2401: 2402-2403: 2404-2405: 2406-2407: 2408-2409: 2410-2411: 2412-2413: 2414-2415: 2416-2417: 2418-2419: 2420-2421: 2422-2423: 2424-2425: 2426-2427: 2428-2429: 2430-2431: 2432-2433: 2434-2435: 2436-2437: 2438-2439: 2440-2441: 2442-2443: 2444-2445: 2446-2447: 2448-2449: 2450-2451: 2452-2453: 2454-2455: 2456-2457: 2458-2459: 2460-2461: 2462-2463: 2464-2465: 2466-2467: 2468-2469: 2470-2471: 2472-2473: 2474-2475: 2476-2477: 2478-2479: 2480-2481: 2482-2483: 2484-2485: 2486-2487: 2488-2489: 2490-2491: 2492-2493: 2494-2495: 2496-2497: 2498-2499: 2500-2501: 2502-2503: 2504-2505: 2506-2507: 2508-2509: 2510-2511: 2512-2513: 2514-2515: 2516-2517: 2518-2519: 2520-2521: 2522-2523: 2524-2525: 2526-2527: 2528-2529: 2530-2531: 2532-2533: 2534-2535: 2536-2537: 2538-2539: 2540-2541: 2542-2543: 2544-2545: 2546-2547: 2548-2549: 2550-2551: 2552-2553: 2554-2555: 2556-2557: 2558-2559: 2560-2561: 2562-2563: 2564-2565: 2566-2567: 2568-2569: 2570-2571: 2572-2573: 2574-2575: 2576-2577: 2578-2579: 2580-2581: 2582-2583: 2584-2585: 2586-2587: 2588-2589: 2590-2591: 2592-2593: 2594-2595: 2596-2597: 2598-2599: 2600-2601: 2602-2603: 2604-2605: 2606-2607: 2608-2609: 2610-2611: 2612-2613: 2614-2615: 2616-2617: 2618-2619: 2620-2621: 2622-2623: 2624-2625: 2626-2627: 2628-2629: 2630-2631: 2632-2633: 2634-2635: 2636-2637: 2638-2639: 2640-2641: 2642-2643: 2644-2645: 2646-2647: 2648-2649: 2650-2651: 2652-2653: 2654-2655: 2656-2657: 2658-2659: 2660-2661: 2662-2663: 2664-2665: 2666-2667: 2668-2669: 2670-2671: 2672-2673: 2674-2675: 2676-2677: 2678-2679: 2680-2681: 2682-2683: 2684-2685: 2686-2687: 2688-2689: 2690-2691: 2692-2693: 26

David M. Anderson

in *Forma* (London: Oxford U.P., 1966).

TABLE 1. *Antennae*—the relationship between the change in the number of segments in antennae and the degree of parasitism; parentheses refer to the number of segments in antennae of the parasite

qu'on s'entretient et de mandater ce qu'on pressent.

10 août 1792. (Pièce absente.)

Ed. *Revue rétrospective*, 2<sup>e</sup> série, t. I, p. 363.

2142. — Lettre de M. Loison, procureur syndic du district de Bourg-la-Reine, au procureur général syndic du Département, priant de le renseigner sur la situation actuelle de la capitale, et faisant connaître que le maire de Gentilly avait attiré vers l'Assemblée l'insurrection à Bicêtre, en menant d'y faire conduire « gens de bien, pour répondre par leurs voix, par leur sang, par leur vie, à la détermination que le nombre des morts est considérable, surtout parmi les Suisses, afin de leur et se faire s'inscrire à l'Assemblée.

10 août 1792.

(Pièce absente.)

Ed. *Revue rétrospective*, 2<sup>e</sup> série, t. I, p. 363.

2143. — Lettre du procureur général syndic du Département à M. Loison, procureur syndic du district de Bourg-la-Reine, annonçant que le peuple, satisfait des différents décrets rendus par l'Assemblée, paraît disposé à la tranquillité et que le calme semble renaître, ajoutant qu'il se concertera avec le maire de Gentilly au sujet du parti à prendre relativement aux entreprises des malveillants.

10 août 1792.

(Pièce absente.)

Ed. *Revue rétrospective*, 2<sup>e</sup> série, t. I, p. 362.

2144. — Ordre de Louis XVI aux Suisses de déposer à l'instant leurs armes et de se retirer dans leurs casernes.

11 août 1792.

Original signé, Musée Carnavalet.

2145. — Décret de l'Assemblée législative, enjoignant aux officiers municipaux présents à la séance de reconduire les Suisses jusqu'à leurs casernes.

11 août 1792.

Enregistré par le président de l'Assemblée législative, A. N., C. 156, p. 121.

Ed. *Archives parlementaires*, t. XLVII, p. 141.

2146. — Décret de l'Assemblée législative, priant les citoyens, et leur ordonnant,

au nom de la Loi, de lever la consigne établie à la Mairie, relativement à la liberté de M. Pétion.

10 août 1792.

Enregistré par le président de l'Assemblée législative, A. N., C. 156, p. 121.

Ed. *Archives parlementaires*, t. XLVII, p. 141.

2147. — Décret de l'Assemblée législative, décidant que tous ses membres prêteront le serment de maintenir de tout leur pouvoir la Liberté et l'Égalité ou de mourir à leur poste.

10 août 1792.

Enregistré par le président de l'Assemblée législative, A. N., C. 156, p. 121.

Ed. *Archives parlementaires*, t. XLVII, p. 141.

2148. — Lettres de MM. Beaujeu, député du Cantal; Hugau, député de l'Eure; Navier, député de la Côte-d'Or; Briche, Koch, députés du Bas-Rhin; Conget, député des Hautes-Pyrénées; Dongois, député des Hautes-Alpes; Lortal, député de l'Aveyron; Gilbert, député de la Charente-Inférieure; Duvoisin, député de la Haute-Vienne; Letailleur, député de la Seine-Inférieure; Dumas-Champvallier, député de la Charente; Couthon, député du Puy-de-Dôme; Vosgien, député des Vosges; Lozeran, député de la Lozère; Dumolard, député de l'Isère, retenus loin de l'Assemblée par indisposition ou par mission, au président de la même Assemblée, envoyant par écrit le serment imposé aux députés le 10 août.

11-20 août 1792.

Originaux signés (16 pièces). A. N., C. 156, p. 121.

2149. — Lettre de M. Viennot-Varblanc, député de Seine-et-Marne, au président de l'Assemblée législative, annonçant qu'il a assisté à la séance de vendredi jusqu'à 2 heures, mais que, sa vie étant menacée, il a dû, sur les avis et sollicitations de ses collègues, prendre des précautions pour sa sûreté personnelle, et adressant son serment par écrit.

Enregistré par le président de l'Assemblée législative, A. N., C. 156, p. 121.

Ed. *Archives parlementaires*, t. XLVIII, p. 141.

2150. — Décret de l'Assemblée législative, suspendant, jusqu'à nouvel ordre, le



regard de tous ses collègues, excepté ceux qui sont absents.

10 août 1792.

Extrait du procès-verbal de la séance de l'Assemblée, A. N., C 155, n° 295.

Ed. *Archives parlementaires*, t. XLVII, p. 645.

2141. — Décret de l'Assemblée législative, ordonnant sans délai le transfert, sous la garde des contributions et le dépôt des archives que les circonstances permettent d'exiger, et renvoyé à son comité des contributions, de la garde du devoir être examinée.

10 août 1792.

Extrait du procès-verbal de la séance de l'Assemblée, A. N., C 155, n° 295.

Ed. *Archives parlementaires*, t. XLVII, p. 645.

2142. — Adresse aux Français, par laquelle le Comité des Administrateurs de la section de l'Assemblée législative, tout en leur recommandant de veiller à ce que les Droits de l'Homme soient respectés et les propriétés sauvegardées, et déclarant infâme et traître à la Patrie tout fonctionnaire public, tout officier ou soldat qui désertera son poste.

10 août 1792.

Minutes, A. N., C 155, n° 295, n° 296.

Ed. *Archives parlementaires*, t. XLVII, p. 645.

2143. — Prête au Héros ordonné par M. l'Assemblée, soit la suspension de son pouvoir.

10 août 1792.

Minutes, A. N., C 155, n° 295, n° 296.

2144. — Décret de l'Assemblée législative, portant le jour de la formation de la Convention nationale, et prononçant la suspension de Louis XVI.

10 août 1792.

Extrait du procès-verbal de la séance de l'Assemblée, A. N., C 155, n° 295, n° 296.

Ed. *Archives parlementaires*, t. XLVII, p. 645.

2145. — Décret de l'Assemblée législative, ordonnant la suspension de son pouvoir.

civile et l'apposition des scellés sur les registres et papiers de M. de Laporte.

10 août 1792.

Extrait du procès-verbal de la séance de l'Assemblée, A. N., C 155, n° 295.

Ed. *Archives parlementaires*, t. XLVII, p. 645.

2146. — Décret de l'Assemblée législative, déclarant que le ministère actuel n'a plus de relations avec la Nation et que les scellés seront mis sur les papiers personnels des ministres, décidant en outre que les ministres seront nommés dans le sein de l'Assemblée par voie d'élection individuelle suivant un mode déterminé.

10 août 1792.

Minute signée de Guadet, rapporteur, A. N., C 155, n° 295, n° 296.

Ed. *Archives parlementaires*, t. XLVII, p. 645.

2147. — Extrait du communiqué de la section des Postes à l'Assemblée législative, afin d'y recueillir des renseignements sur ce qui se passe dans la Ville et les environs, à l'occasion de l'insurrection des citoyens.

10 août 1792.

Original signé, A. N., C 155, n° 351.

Ed. *Archives parlementaires*, t. XLVII, p. 645.

2148. — Décret de l'Assemblée législative, portant que les secrétaires recueilleront les actes de vertu qui auront signalé la mémorable journée du 10 août, et que la liste en sera présentée à l'Assemblée.

10 août 1792.

Extrait du procès-verbal de la séance de l'Assemblée, A. N., C 155, n° 295, n° 296.

Ed. *Archives parlementaires*, t. XLVII, p. 645.

2149. — Décret de l'Assemblée législative, ordonnant que les citoyens qui ont pris part à la manifestation nationale, compte, d'heure en heure, des événements, et qu'elles enverront sur-le-champ des communications et la communication nationale, pour que les citoyens puissent en prendre les mesures à prendre.

10 août 1792.

Extrait du procès-verbal de la séance de l'Assemblée, A. N., C 155, n° 295, n° 296.

Ed. *Archives parlementaires*, t. XLVII, p. 645.

2160. — Délibération des commissaires de la municipalité des sections réunies, avec pleins pouvoirs pour sauver la chose publique, réclamant la mise en état d'arrestation de Louis XVI.

10 août 1792.

Original signé de Hazeur, président, et de Trudon, secrétaire. A. N., C 157, n° 322.

Ed. *Mémoires des Archives parlementaires*, t. 1287. Archives parlementaires, t. XLVII, p. 662.

2161. — Lettre de MM. Nogaret et Montmor, députés de l'Aveyron, au président de l'Assemblée législative, expliquant leur arrestation à Saint-Ouen, comme suspects, et demandant le sauf-conduit qu'ils se proposaient de solliciter, une fois arrivés à Montmorency.

10 août 1792.

Pas d'absence.

Ed. *Archives parlementaires*, t. XLVII, p. 663.

2162. — Lettre du Conseil permanent de la commune de Versailles au président de l'Assemblée législative, manifestant les plus vives inquiétudes sur la situation de Paris, avec lequel ils entretiennent les relations les plus fraternelles, et annonçant qu'il a fait battre la générale et qu'il veille à la sûreté de leur ville.

10 août 1792 (4 heures après-midi).

Original signé, A. N., C 161, n° 351.

Ed. *Archives parlementaires*, t. XLVII, p. 653.

2163. — Déclaration des ministres de Louis XVI à l'Assemblée législative, affirmant qu'il n'y a pas eu de proclamation du Roi, envoyée par eux à l'armée.

10 août 1792.

Original signé des ministres de MM. De Joly, Bigot de Sainte-Croix, Champion, avec l'assentiment unanime de la nation de De Bouchage et d'Abancourt. A. N., C 157, n° 322.

Ed. *Mémoires des Archives parlementaires*, t. 1288. Archives parlementaires, t. XLVII, p. 654.

2164. — Décret de l'Assemblée législative, déclarant qu'elle confie le ministère de l'intérieur à M. Roland, le ministère de la guerre à M. Serrière, et celui des contributions publiques à M. Clavière.

10 août 1792.

Extrait du procès-verbal, de la main de Ver-

rier. A. N., C 157, n° 322.

Ed. *Archives parlementaires*, t. XLVII, p. 654.

2165. — Lettre de M. Rouhière, secrétaire du Département des Affaires étrangères, au président de l'Assemblée législative, faisant observer que l'hôtel des Affaires étrangères est un dépôt national et sacré, et demandant s'il ne serait pas convenable d'y envoyer une garde pour la sûreté des pièces précieuses qui y sont conservées.

10 août 1792 (le 11 août de nuit).

Original signé, A. N., C 157, n° 322.

Ed. *Archives parlementaires*, t. XLVII, p. 654.

2166. — Décret de l'Assemblée législative, portant que le procureur général syndic du Département sera entendu au sujet des scellés qu'il a dû mettre, en vertu du décret du matin, sur les papiers personnels des six ministres, et ordonnant l'apposition des scellés sur les papiers de M. Bigot de Sainte-Croix et de M. Bouchecarrère, ex-directeur des Affaires étrangères.

10 août 1792.

Minute, A. N., C 156, n° 304.

Ed. *Archives parlementaires*, t. XLVII, p. 655.

2167. — Adresse des canonniers du bataillon de Saint-Merry, échappés à la mort, à l'Assemblée législative, déclarant solennellement que, s'étant présentés ce matin pour protéger, par leurs bouches d'airain, l'asile du premier fonctionnaire public, ils ont été assaillis par le feu le plus violent que dirigeaient du haut des fenêtres une horde de satellites, et décret de l'Assemblée, ordonnant l'impression de cette adresse et son envoi aux 83 départements.

10 août 1792.

Original signé, A. N., C 161, n° 351.

Ed. BUCHEZ et ROUX. *Histoire parlementaire de la Révolution française*, t. XVII, p. 656.

*Archives parlementaires*, t. XLVII, p. 656.

2168. — Adresse de la municipalité de Paris à l'Assemblée législative, annonçant qu'elle s'est empressée de suivre l'exemple donné par l'Assemblée et qu'elle a renouvelé le serment de sauver la Patrie et de maintenir la Liberté et l'Égalité, en dépit des despotes et des tyrans, assistant



les armes et cartouches, qui peuvent être entre leurs mains.

10 août 1792.

Original signé, B. N., Mss., nouv. acq. fr. 2691, fol. 145.

2477. — Convocation des citoyens de la section du Rue-de-Siècle, le soir à 6 heures, pour entendre M. Harcourt, l'un de ses instituteurs au sujet de sa conduite dans la nuit du 10 août et procéder ensuite, s'il y a lieu, à la nomination d'un nouveau commandant de bataillon.

11 août 1792.

Original signé, B. N., Mss., nouv. acq. fr. 2691, fol. 146.

2478. — Ordre de M. Santerre, commandant général provisoire, au commandant du bataillon de Saint-Séverin, ou au chef du poste, de délivrer une pièce de canon au porteur du présent ordre, pour servir à défendre le peuple contre ses ennemis, avec un avis signé de Mouret, commandant, portant que les deux pièces du bataillon sont parties avec le drapeau.

10 août 1792.

Original signé, A. N., F<sup>7</sup> 4420.

Ed. MORTIMER-TERNAX *Histoire de la France*, t. II, p. 362.

2479. — Demande à M. Santerre, commandant général provisoire, pour le bataillon des Mathurins, de 24 boulets, de 20 gargousses à mitraille et 124 boulets de 30 et de 24 livres et de 24 livres et de 30 livres, demande adressée par M. Besnet, commandant de la section des Thermessol-Frères.

10 août 1792.

Original signé, A. N., F<sup>7</sup> 4420.

Ed. MORTIMER-TERNAX *Histoire de la France*, t. II, p. 362.

2480. — Reçu des administrateurs du Département de Paris et Garde nationale pour quatre fusils à deux roues, les canonniers des Mathurins.

10 août 1792.

Original signé, A. N., F<sup>7</sup> 4420.

2481. — Décret du conseil de guerre, relatif au chef du bataillon de la 6<sup>e</sup> légion, au Commandant général, de

2,000 cartouches, leur quartier en étant absolument dépourvu, et son bataillon n'ayant reçu, depuis le mois de septembre, que 2,200 cartouches.

10 août 1792.

Original signé, A. N., F<sup>7</sup> 4420.

2482. — Invitation adressée par le sieur Duboucq, président de la section du Ponceau, au commandant de la section, à l'effet d'envoyer de suite un détachement de 50 hommes à la Ville et un de 35 hommes à la Caisse de l'Extraordinaire, avec prière aux commissaires de la section de faire parvenir de la poudre « à nos canonniers ».

10 août 1792.

Original signé, A. N., F<sup>7</sup> 4420.

2483. — Lettre des officiers municipaux de Montmartre à M. Santerre, commandant général provisoire, le priant de faire délivrer des cartouches pour les 300 soldats qui, depuis minuit, sont en activité et ont arrêté différents Suisses qui s'étaient réfugiés chez eux.

10 août 1792.

Original signé, A. N., F<sup>7</sup> 4426.

2484. — Procès-verbal de la séance permanente de la section du Faubourg-Montmartre, annonçant la tentative faite par deux députés pour sortir de la Ville; l'admission à l'hôpital de la Charité du sieur Félix Frossard, trouvé malade dans la caserne des Suisses de la Garde Nationale, que ses camarades avaient voulu étouffer avant de partir; le retour du bataillon de Saint-Joseph, heureux d'avoir enlevé le drapeau des perfides Suisses et chagriné d'avoir perdu plusieurs de ses frères, notamment, le sieur Mennetrier, lieutenant des canonniers, enfin la réception de trois Suisses, qui avaient mis bas les armes et avaient couru se jeter dans les bras des défenseurs de la Nation.

10 août 1792.

Original signé, A. N., F<sup>7</sup> 4426.

2485. — Procès-verbal, signé par le commandant de Montmartre, à l'effet de l'arrestation par des patrouilles de Saint-

[illegible]

© 1999 Blackwell Science Ltd, *Journal of Internal Medicine* 245: 341–347

2186. — Lettre des officiers municipaux de Passy à la Municipalité parisienne, la priant de vouloir bien les instruire de la situation actuelle de la capitale, afin d'aviser aux moyens les plus prompts pour assurer la tranquillité de la ville pendant la marche à suivre pour la nuit prochaine.

Received 17 February 1995; accepted 14 May 1995

48. — Cependant, les municipalités de Versailles, qui ont précédé les 21 communes nationales leur ont apporté, à 3 heures après-midi, un appel aux armes des commissaires de la majorité des sections de Paris, réunis avec pleins pouvoirs pour

Copyright © 1999 by John Wiley & Sons, Inc.

2188. — Procès-verbal du directeur du district de Corbeil (adressé à la municipalité de Paris), au sujet de la démarche du maire d'Essonnes, accompagné de deux gendarmes à cheval et porteur d'un ordre de M. Santerre au garde-magasin des poudres d'Essonnes, d'avoir à délivrer dix milliers de poudre à cartouches et à canon pour le service de la ville de Paris.

© 2000 by Jacques Hitt, and Robert Lipp  
 printed in Paris.

Expeditions et originaux signés (4 p.), A. N.,  
1791.

2189. — Ordre de M. Santerre, commandant général provisoire, aux commandants en chef des bataillons de la garde nationale, d'envoyer à chaque barrière de leur arrondissement des forces suffisantes, avec consigne de ne laisser sortir qu'avec des passeports datés de ce jour, sauf pour les personnes apportant les vivres nécessaires à la capitale, en assurant la garde des prisons et du Trésor public, le surplus des bataillons devant être détaché à l'Assemblée nationale et autour des Tuileries.

For MUSEUM TROUSSEAU, *Hommes et Femmes*, t. II, p. 363.

Commandant général, de faire expédier des ordres pour laisser sortir les voitures des Messageries, en prenant la précaution de les visiter jusqu'à nouvel ordre, de même en ce qui concerne les voitures de la poste aux lettres, désignées sous le nom de malles, celles-ci sans être visitées.

THE UNIVERSITY OF CHICAGO  
CHICAGO, ILL. 60637  
U.S.A.

299) — 1<sup>er</sup> bureau de l'Assemblée nationale, autorisant le Commandant général : 1<sup>er</sup> à envoyer une force armée sur la place du Carrousel pour faire transporter à la Maison commune les meubles et effets retirés de l'Assemblée le 2 septembre 1792, classés à l'usage des archives pour être remis au Ministère de l'Intérieur, ou à d'autres premiers commis; 2<sup>e</sup> l'invitant également à transmettre à la Commission de la Pénurie de l'Assemblée nationale, ainsi que la garde de l'Assemblée, les 1<sup>er</sup> bataillons et à choisir avec le plus grand secret les personnes auxquelles on voudra



2192. — Déclaration du sieur Leclerc, commandant d'un bataillon de la garde nationale, portant qu'il vient de recevoir de la Municipalité l'ordre de se rendre avec son bataillon à la caserne des Récollets, et observant que, n'ayant été relevé par aucun bataillon de Paris, il ne croit pas devoir quitter le poste qui lui a été confié, qu'il attend des instructions pour aller prendre un peu de repos dont il a besoin.

(10 août 1792.)

Original signé, A. N., F<sup>7</sup> 4426.

2193. — Envoi à la Municipalité, par la section de la Halle-au-Blé, du sieur Soniez, caporal dans le bataillon de Saint-Honoré, pour aviser aux moyens d'avoir le mot d'ordre, absolument indispensable, vu l'urgence.

10 août 1792.

Original signé, A. N., F<sup>7</sup> 4426.

2194. — Ordre des administrateurs de Police et de la Garde nationale à M. Prévost, de délivrer à leurs frères de la section des Gravilliers un millier de cartouches à balle, avec demande de 2,000 cartouches au lieu des 4,000 ci-dessus, signée de M. Cassaignes, président de la section, et au-dessous, une autre demande de 50 goussoes à mitraille pour les canonniers du bataillon, qui en sont démunis depuis la journée du 10, à la place Louis XV, où ils se sont particulièrement distingués, signée de Récondon, commandant du bataillon.

10-11 août 1792.

Original signé, A. N., F<sup>7</sup> 4426.

2195. — Lettre des commissaires délégués par l'Assemblée législative auprès des armées, au maire de Paris, le priant de faire rédiger le lendemain matin, de bonne heure, une relation succincte de ce qui s'est passé dans la capitale le 10 août, estimant que rien ne serait plus dangereux que de rendre compte de cette journée d'une manière contradictoire.

10-11 août 1792. 10 heures du soir.

Original signé de sept commissaires : Dubois, Dupuis, L. Caron, Delmas, Constant, Bouteville, Perard, et Antonelli, A. N., F<sup>7</sup> 477459.

Ed. MORTIMER-TERNAUX, *Histoire de la Terreur*, t. III, p. 49.

T. IV.

2196. — Lettre de M. Pétion, maire de Paris, aux commissaires de l'Assemblée législative auprès des armées, envoyant le récit qu'ils lui ont demandé des événements de ce jour, et les priant de le considérer moins comme un compte rendu officiel que comme une notice aussi exacte que les circonstances ont pu le lui permettre, n'ayant pu quitter la Mairie.

10-11 août 1792.

Original signé, A. N., D XL 44, n° 60.

2197. — Avis donné au Commandant général provisoire, par les commandants, officiers et volontaires des bataillons des Prémontrés, Mathurins et Jacobins-Saint-Dominique, le prévenant qu'ils sont, d'après son ordre, au Luxembourg, depuis 10 heures, que le Roi n'y est pas encore arrivé, que toutes les portes des appartements ayant été forcées, les citoyens n'ont d'autre gîte que la cour, et demandant à quelle heure ils pourront se retirer.

10-11 août 1792 (2 h. 1/4 du matin).

Original signé, A. N., F<sup>7</sup> 4426.

2198. — Décret de l'Assemblée législative, nommant MM. Danton au ministère de la justice, Monge à celui de la marine, Lebrun à celui des affaires étrangères, et Grouvelle, secrétaire du Conseil.

10-11 août 1792.

Extrait du procès-verbal, de la main de Vergniaud, A. N., C 155, n° 295; copie collationnée et signée du président et des secrétaires, A. N., A 114, n° 694.

Ed. *Archives parlementaires*, t. XLVII, p. 660.

2199. — Décret de l'Assemblée législative, décidant que MM. Gohier et Audrein, nommés commissaires pour procéder à la levée des scellés sur les papiers de la Liste civile, feront faire en leur présence l'inventaire desdits papiers par deux commissaires de la section du Louvre.

10-11 août 1792.

Minute, A. N., C 156, n° 305.

Ed. *Archives parlementaires*, t. XLVII, p. 657.

2200. — Procès-verbal d'examen des papiers et registres de l'administration de la Liste civile, par MM. Jean-Baptiste-Emanuel Lezendre et Thomas-Germain-

Joseph Duvivier, commissaires de la Section de l'École, chargés de procéder à cette opération de concert avec ceux de l'Assemblée nationale, le second pont au-dessous de François Bussel, l'un des députés du Conseil général de la Commune, ayant reçu la mission de conduire M. de Lamoignon à la Maison communale et de garder nationaux et fédérés.

12-13 août 1792.

Originaux signés (2 p.) C. A. N. F. 4 106.

2201. — Déclaration d'un membre de l'Assemblée législative (M. Thuriot) portant que M. d'Abancourt a retardé, en contravention du décret et au mépris de la Constitution, le départ des Suisses, et que c'est à lui que doivent être imputés en grande partie les malheurs de la journée du 10, demandant, en conséquence, sa mise en accusation.

10-11 août 1792.

Extrait du procès-verbal, de la main de Vergnaud, A. N., C. 155, n° 295.

Ed. *Archives parlementaires*, t. XLVII, p. 97.

2202. — Décret de l'Assemblée législative, déclarant qu'il y a lieu à accusation contre M. d'Abancourt, ex-ministre de la guerre.

10-11 août 1792.

Extrait du procès-verbal, de la main de Vergnaud, A. N., C. 155, n° 295.

Ed. *Archives parlementaires*, t. XLVII, p. 97.

2203. — Admission à la barre de l'Assemblée législative d'un commissaire de la Commune, qui annonce que le calme règne dans tous les quartiers de Paris, que le Commandant général vient de donner l'ordre d'augmenter de 20 hommes par bataillon la garde surpasse de l'Assemblée, et que le foyer de l'Assemblée dans les bâtiments du Carrousel est circonscrit.

10-11 août 1792 (4 heures du matin).

Extrait du procès-verbal, de la main de Vergnaud, A. N., C. 155, n° 295.

Ed. *Archives parlementaires*, t. XLVII, p. 101.

2204. — Décret de l'Assemblée législative, mettant à la disposition de la Nation les gardes qui se trouvent à la garde du

Roi et qui se trouvent actuellement dans les écuries de l'École militaire.

10-11 août 1792.

Extrait du procès-verbal, de la main de Vergnaud, A. N., C. 155, n° 295; minute signée et signée du président et des secrétaires, A. N., C. 154, n° 606.

Ed. *Archives parlementaires*, t. XLVII, p. 97.

2205. — Décret de l'Assemblée législative, convoquant les sections de Paris afin de procéder à la nomination de nouveaux juges de paix, ceux qui exercent ces fonctions étant compromis pour la plupart dans une coalition secrète contre la liberté publique.

10-11 août 1792.

Extrait du procès-verbal, de la main de Vergnaud, A. N., C. 155, n° 295; minute signée de Vincent, A. N., C. 156, n° 800.

Ed. *Archives parlementaires*, t. XLVII, p. 97.

2206. — Lettre de M. Létourneau, économiste de la maison de force de Bicêtre, au procureur général syndic du Département, annonçant que la nuit a été assez tranquille, grâce aux patrouilles d'Arcueil et de Gentilly, et répétant les propos tenus vers 2 heures du matin par l'un des prisonniers, qui semblait surpris de ne pas voir arriver les libérateurs qu'ils attendaient.

11 août 1792.

Force armée.

Ed. *Année républicaine*, 2<sup>e</sup> série, t. I, p. 205.

2207. — Décret de l'Assemblée législative, décidant de nouveau que les commissaires de la Commune lui rendront compte, d'heure en heure, de la situation de Paris, et que le Commandant général provisoire rendra également compte des mesures qu'il aura prises pour le maintien de la tranquillité publique.

11 août 1792.

Extrait du procès-verbal, de la main de Vergnaud, A. N., C. 156, n° 296.

Ed. *Archives parlementaires*, t. XLVIII, p. 1.

2208. — Lettre du maire de Paris aux commissaires des sections réunies en Commune, les priant, comme la consigne établie à la Mairie n'est pas encore levée, de donner les autres renseignements pour

qu'il puisse sortir librement et se rendre à l'Assemblée nationale.

11 août 1792.

Minute, A. N., C 157, n° 323.

2209. — Décret de l'Assemblée législative, décidant que les statues existant sur les places publiques de Paris seront enlevées et remplacées par des monuments en l'honneur de la Liberté, et chargeant les commissaires des sections de veiller à la conservation des objets enlevés et de proposer des gens de l'art à la direction des travaux.

11 août 1792.

Minute, A. N., C 156, n° 305.

Ed. *Archives parlementaires*, t. XLVIII, p. 2.

2210. — Décret de l'Assemblée législative, enjoignant aux ouvriers employés par M. Baudouin, imprimeur de l'Assemblée, qui ont quitté leurs travaux au moment du danger commun, de rentrer dans leurs ateliers, et déclarant qu'ils seront dispensés du service militaire.

11 août 1792.

Extrait du procès-verbal, de la main de Vergniaud, A. N., C 155, n° 295.

Ed. *Archives parlementaires*, t. XLVIII, p. 3.

2211. — Décret de l'Assemblée législative, levant la suspension, décrétée la veille, au sujet du départ des courriers ordinaires, et de tout ce qui peut intéresser en général le service des Postes.

11 août 1792.

Extrait du procès-verbal, de la main de Vergniaud, A. N., C 155, n° 295.

Ed. *Archives parlementaires*, t. XLVIII, p. 3.

2212. — Admission à la barre de l'Assemblée législative des commissaires provisoires de la Commune, qui viennent rendre compte de la situation de Paris, de la suspension des juges de paix et des mesures de sûreté générale arrêtées par le Conseil de la Commune, notamment de la réquisition de la force publique pour la sauvegarde des soldats suisses.

11 août 1792.

Extrait du procès-verbal, de la main de Vergniaud, A. N., C 155, n° 295.

Ed. *Archives parlementaires*, t. XLVIII, p. 16.

2213. — Lettre de M. De Joly, ex-ministre de la justice, au président de l'Assemblée législative, lui envoyant les clefs de l'armoire et du coffre dans lesquels sont renfermés les sceaux de l'État, se voyant dans l'impossibilité de les remettre lui-même à son successeur, en raison de l'apposition des scellés par le Département sur le cabinet où ils se trouvent.

11 août 1792.

Autographe, A. N., C 157, n° 323.

Ed. *Archives parlementaires*, t. XLVIII, p. 15.

2214. — Lettre de M. Clavière, ministre des contributions publiques, au président de l'Assemblée législative, demandant la nomination de commissaires pour assister à la levée des scellés qui ont été apposés par le juge de paix de la section de la Place-Vendôme sur le cabinet de M. Le Roux de la Ville, où se trouve le portefeuille du Département, en égard à son absence.

11 août 1792.

Original signé, A. N., C 157, n° 323.

2215. — Décret de l'Assemblée législative, portant que les officiers de la gendarmerie nationale, contre lesquels il y a eu des dénonciations, seront traduits devant une cour martiale, de même que les officiers du régiment des gardes suisses.

11 août 1792.

Minute, A. N., C 156, n° 305.

Ed. *Archives parlementaires*, t. XLVIII, p. 15.

2216. — Lettre de M. Pétion aux corps administratifs du département de Seine-et-Oise, annonçant que Paris s'est levé et a voulu donner le signal à ses frères des départements pour finir la Révolution comme il l'avait commencée, énumérant les mesures capitales prises par l'Assemblée et déclarant que le peuple, qui a eu un premier jour de justice et de vengeance, déshonorerait sa cause en s'acharnant contre les Suisses que leurs chefs ont voulu aveugler.

11 août 1792.

Original signé. Hôtel de Versailles, Autographes.

2217. — Lettre d'un Parisien adressée à son père à Moulon, transmise le 13 août par le général Le Venet, demandant des détails sur la journée du 10 août, à laquelle il a assisté, notamment sur le massacre des Suisses, racontant que son frère avait même cherché à sauver, devant l'Hôtel de Ville, l'un de ces soldats, qui fut immolé à ses pieds, ainsi que 30 ou 40 de ses camarades.

11 août 1792, avec modèle.  
Originaux : p. A. N., AA 59, n° 1567.

2218. — Admission à la barre de l'Assemblée législative du directeur de l'imprimerie royale qui demande des mesures de sûreté pour son établissement, ses ouvriers étant accusés d'avoir tiré sur le peuple par les fenêtres (chose matériellement impossible), et leur vie étant menacée, avec décret chargeant le ministre de la justice et les commissaires de la Commune de prendre les mesures de sûreté que les circonstances paraîtront exiger.

11 août 1792.  
Extrait du procès-verbal, de la séance de Vergniaud, A. N., C 155, n° 295; minute, C 159, n° 305.

Ed. *Archives parlementaires*, t. XLVIII, p. 16.

2219. — Lettre de M. Clavière, ministre de la guerre par intérim, au président de l'Assemblée législative, demandant la levée des scellés apposés sur les papiers qui se trouvaient dans la chambre et le cabinet de M. d'Abancourt, pour assurer l'expédition urgente des affaires.

11 août 1792.  
Original signé, A. N., C 157, n° 322.  
Cf. *Archives parlementaires*, t. XLVIII, p. 17.

2220. — Décret de l'Assemblée législative, portant que le jour de paix, qui a procédé à l'apposition des scellés sur les papiers de M. d'Abancourt, procédera sans délai à l'inventaire des papiers du département de la guerre, qui seront remis au ministre intérimaire.

11 août 1792.  
Extrait du procès-verbal, de la séance de Vergniaud, A. N., C 155, n° 295.  
Ed. *Archives parlementaires*, t. XLVIII, p. 17.

2221. — Lettre de M. Thérault de Vaulx, à M. d'Abancourt, attachant des nouvelles de la

Couronne, au président du Directoire du Département, demandant l'envoi, par la Municipalité, d'une garde suffisante pour protéger le Garde-Meuble, menacé la veille au soir; lettre transmise par M. Røderer à M. Pétion, avec invitation adressée à M. Santerre par les commissaires du Comité de surveillance, à l'effet de prendre les mesures les plus promptes pour garantir le Garde-Meuble.

11-12 août 1792.  
Copie et originaux signés (3 p.). A. N., F<sup>7</sup> 1726.  
Ed. *Revue républicaine*, 2<sup>e</sup> série, t. I, p. 269.

2222. — Décret de l'Assemblée législative, confiant à la Commission extraordinaire des douze le soin de nommer quatre commissaires qui seront chargés de procéder, conjointement avec les quatre commissaires désignés par l'administration municipale, au recensement des objets inventoriés au Garde-Meuble de la Couronne, et de dresser l'inventaire des objets d'art.

11 août 1792.  
Minute, A. N., C 156, n° 305.  
Ed. *Archives parlementaires*, t. XLVIII, p. 18.

2223. — Décret de l'Assemblée législative, décidant que les scellés apposés sur les papiers de M. d'Abancourt seront levés, et que le ministre de la guerre sera mis en possession, sans restriction aucune, des papiers de son département, mais que les papiers personnels de M. d'Abancourt seront laissés sous les scellés.

11 août 1792.  
Extrait du procès-verbal, de la séance de Vergniaud, A. N., C 155, n° 295; minute, A. N., C 156, n° 305.  
Ed. *Archives parlementaires*, t. XLVIII, p. 18.

2224. — Lettre de M. Røderer, procureur général syndic du Département, au président de l'Assemblée législative, annonçant le départ de M. d'Abancourt pour Orléans, sans autre garde.

11 août 1792 (4 p.). 1792.  
Original signé, A. N., F<sup>7</sup> 1727, n° 322.  
Ed. *Archives parlementaires*, t. XLVIII, p. 19.

2225. — Lettre de M. Danton, ministre de la justice, au président de l'Assemblée

législative, demandant la marche à suivre pour la levée des scellés apposés sur les papiers des anciens ministres.

11 août 1792.

Original signé, A. N., C 157, n° 323.

Ed. *Archives parlementaires*, t. XLVIII, p. 35.

2226. — Adresse des soldats citoyens de la section des Petits-Pères à l'Assemblée législative, protestant contre l'imputation, insérée dans un journal, d'après laquelle ils auraient signifié, la veille, aux canonniers de leurs bataillons, que s'ils ne tiraient pas sur le peuple, ils les fusilleraient, et déclarant tout au contraire que, placés au château dans la cour de Marsan, à côté des Suisses, ils se sont séparés d'eux et ont fait cause commune avec leurs frères d'armes.

11 août 1792.

Original signé, A. N., C 161, n° 351.

Ed. *Archives parlementaires*, t. XLVIII, p. 35.

2227. — Décret de l'Assemblée législative, portant que la commune de Paris nommera sur-le-champ deux commissaires, lesquels, de concert avec deux commissaires de l'Assemblée, devront procéder à la vérification et à la levée des scellés apposés sur les portes des appartements secrets et particuliers du château des Tuileries, ainsi qu'à l'inventaire des meubles et effets desdits appartements.

11 août 1792.

Minute, A. N., C 156, n° 305.

Ed. *Archives parlementaires*, t. XLVIII, p. 38.

2228. — Interrogatoire subi à la barre de l'Assemblée par un particulier du nom de Rohan-Chabot, grenadier du bataillon de l'Abbaye, ex-aide de camp de Lafayette, trouvé se promenant seul sous les fenêtres du Comité qui sert d'appartement au Roi, avec déclaration explicative de sa conduite, de laquelle il résulte qu'il voulait faire une tentative pour rester auprès de la personne du Roi, l'ayant accompagné à l'Assemblée.

11 août 1792.

Extrait du procès-verbal, de la main de Verzenaud, A. N., C 157, n° 295.

Ed. *Archives parlementaires*, t. XLVIII, p. 39.

2229. — Lettre du sieur Jeanson, commissaire de police de la section des Quatre-Nations, au président de l'Assemblée législative, demandant des explications pour la mise à exécution du décret concernant le sieur Charles Chabot, l'apposition des scellés sur ses papiers et son incarcération à l'Abbaye, ou son renvoi devant l'Assemblée.

12 août 1792 (4 heures du matin).

Original, A. N., C 161, n° 352.

2230. — Procès-verbal de perquisition au domicile, rue de Seine, et en présence de Charles Chabot, en exécution du décret du 11 août 1792, avec inventaire des papiers y trouvés par M. Jean-Baptiste-Pierre-Alexis Jeanson, commissaire de police de la section des Quatre-Nations.

12 août 1792.

Original signé, A. N., C 190, n° 160<sup>1</sup>.

2231. — Délégation de MM. Deltroit, Milliaire et Iriou, commissaires de la Commune, auprès de l'Assemblée législative, à l'effet de lui rendre compte de l'état de Paris.

11 août 1792 (minuit et demi).

Original signé de Robert, vice-président, et de Coulombeau, secrétaire, A. N., C 161, n° 351.

2232. — Ordre de M. Santerre, commandant général provisoire, au commandant du bataillon de Saint-Jean-en-Grève, de se rendre sans délai avec 200 hommes sur le port Saint-Paul, pour assister à la décharge d'un bateau de poudre, ordre auquel est joint un certificat du sieur Blondeau, brigadier de garde au poste du port Saint-Paul, constatant que le bateau de poudre en question a été déchargé sans accident, grâce au concours des citoyens du quartier, des canonniers de garde à l'Arsenal, et un autre certificat du sieur Blondel, commissaire des guerres, pour la prise de possession de 15 milliers de poudre, exprimant le regret de ne pouvoir en délivrer sans autorisation aux volontaires de Saint-Jean-en-Grève qui ont présidé au déchargement.

14 août 1792.

Original signé, A. N., F<sup>1</sup> 4426.



2233. — Lettre de la municipalité de Montmartre à la commune de Paris, la priant de faire garder les barrières Blanche, des Pêcheurs et de la rue Roche-Cannon, et même celle des Grignolles, en raison de l'attaque subite d'un Suisse, qui a tué contre la vie à trois gardes nationaux de Montmartre, et réclamant des munitions et des armes pour cette garde nationale, à l'effet de défendre leurs existences et leurs propriétés, avec ordre de la Commission de salut public au Commandant général de se concerter avec les officiers municipaux de Montmartre pour faire droit à leur demande.

11 août 1792.

Original signé de l'ordre de la Commune par Huguenin, président, et Bernard, secrétaire. A. N., F<sup>1</sup> 4426.

2234. — Arrêté du Conseil général de la Commune, prescrivant au Commandant général de donner les ordres nécessaires pour transférer M. Anselmi à la prison de la Force, où il sera gardé avec soin sans le priver des choses nécessaires.

11 août 1792.

Original signé de Huguenin, président. A. N., F<sup>1</sup> 4426.

2235. — Décision de l'Assemblée des commissaires de la majorité des sections, chargeant le Commandant général de renforcer le poste du Louvre, qui n'est pas suffisamment garni.

11 août 1792.

Original signé de Huguenin, président, et de Martin, secrétaire. A. N., F<sup>1</sup> 4426.

2236. — Arrêté de la section de la Plaine-Moynat, approuvant et renvoyant la demande de deux facilitations, par le sieur Boudet, entrepreneur des vivres de l'armée, pour la consommation de ses commensaux, faisant les Trésor public, à la Mairie, pour que les denrées de la gendarmerie n'aient ni plus ni moins de valeur.

11 août 1792.

Original signé. A. N., F<sup>1</sup> 4426.

2237. — Adresse de M. Guillot au Roi, comme représentant de la Patrie.

don, pendant que M. Santerre pourra envoyer à la caserne de la rue Verte, faubourg Saint-Honoré, les 200 volontaires fédérés de Saint-Germain-en-Laye, qui seront prêts sur un ordre du Commandant général, adressé, soit à M. de l'Épine, soit aux deux gardiens de la caserne.

11 août 1792.

Original signé. A. N., F<sup>1</sup> 4426.

2238. — Déclaration du sieur Charles Chemin, commissaire de la section des Gravilliers, faisant connaître à M. Santerre que, d'après le témoignage du sieur Hingray, cavalier de la gendarmerie nationale, environ 800 ci-devant gardes du Roi étaient prêts à fondre sur Paris et à porter secours aux rebelles.

11 août 1792.

Original signé. A. N., F<sup>1</sup> 4426.  
 Et. H. LAURE, des Origines de la F. et de la T. — *Revue de la F. et de la T.* 1863.

2239. — Lettre du sieur Bugnon, commandant du bataillon de Saint-Gervais, aux administrateurs au département des munitions, déclarant qu'il en manque complètement « pour le service de notre bonne cause », et demandant 300 sacs de serge à gargousses, une vingtaine de boulets, 50 livres de mèche et 200 livres de poudre.

11 août 1792.

Original signé. A. N., F<sup>1</sup> 4426.

2240. — Lettre de M. La Pierre, adjudant général, à M. Santerre, commandant de l'armée parisienne, s'excusant de n'avoir point reçu ses ordres la nuit précédente, étant retenu par le malade, pour un service de la section de la Plaine-Moynat, comme procureur pour M. Charbonnet, officier national, et assurant que la compagnie de gendarmerie à pied de la section du Boulogne demeure à Paris sous ses ordres, conformément aux lois et aux règlements de la section.

11 août 1792.

Original signé. A. N., F<sup>1</sup> 4426.

2241. — Lettre des administrateurs généraux de la section de la Plaine-Moynat, au département des munitions.

Commandant général, appelant son attention sur le projet formé de se transporter dans toutes les prisons de Paris, pour y enlever tous les prisonniers et *en faire une prompte justice*, et le priant d'étendre sa surveillance sur celles du Châtelet, de la Compergerie et de la Force, et de donner des ordres aux commandants des bataillons dans l'arrondissement desquels se trouvent ces prisons, pour empêcher l'exécution de ce projet.

11 août 1792.

Original signé de Perron et Viguer, A. N., F<sup>o</sup> 4426.

2242. — Lettres de M. Gouniou, suppléant du procureur général syndic du Département, à la Municipalité parisienne, adressant copie certifiée de deux décrets de l'Assemblée législative, le premier qui ordonne de procéder à l'inventaire des registres et papiers de l'administrateur de la Liste civile, le second qui charge la Municipalité de prendre des mesures pour protéger l'Imprimerie Royale, avec accusé de réception délivré par M. Méhée, officier municipal.

11 août 1792.

Originaux signés 3 p., A. N., F<sup>o</sup> 4426.

2243. — Ordre de la Municipalité provisoire au Commandant général de fournir une forte escorte qui accompagnera deux membres du Corps législatif joints aux commissaires de l'assemblée de la Commune.

11 août 1792.

Originaux signés de Huguenin, président, et de Bernard, secrétaire, A. N., F<sup>o</sup> 4426.

2244. — Rapport général de la garde nationale, mentionnant, pour la 2<sup>e</sup> légion, la remise, dans l'un des corps de garde du bataillon de Saint-Louis-en-l'Île, d'armes à feu et blanches provenant des ci-devant gardes du Roi et des Suisses, laissées à des soldats de ce bataillon et, pour la 1<sup>re</sup> légion, le dépôt en lieu sûr par le bataillon de Saint-Jacques-l'Hôpital de trois Suisses « dont le peuple voulait faire justice » (le calme ayant été rétabli par le usage de paix, et l'arrestation par une po-

trouille du même bataillon de deux voleurs, dont un de pendue au château).

11 août 1792.

Original, A. N., F<sup>o</sup> 4426.

2245. — Lettre de M. Champion, ex-ministre de l'intérieur, au président de l'Assemblée législative, envoyant, en réponse au décret portant que les ministres avaient perdu la confiance de la Nation, un exposé justificatif de sa conduite, affirmant avoir administré avec zèle et exactitude pendant son court ministère, et déclarant n'avoir donné aucun ordre au château des Tuileries, le soin de sa défense regardant le Commandant général, et s'être contenté de suivre le Roi à l'Assemblée, avec tous ses collègues.

11 août 1792.

Autographe, A. N., C 157, n<sup>o</sup> 326.

Cette pièce se trouve à la date du 31 août. Cf. *Archives parlementaires*, t. XLVIII, p. 76.

2246. — Arrêté de la Municipalité parisienne, portant que les citoyens sont libres d'ouvrir leurs boutiques.

11 août 1792.

Extrait conforme signé de Martin, secrétaire exemplaire, envoyé à la section du Roi-de-Sicile), B. N., Mss., nouv. acq. fr. 2691, fol. 147.

2247. — Arrêté de la section de Sainte-Geneviève, déclarant qu'il n'y a lieu d'inculper la conduite de M. Etienne, commandant du bataillon de Saint-Etienne-du-Mont, aux Tuileries, le 10 août, et qu'on lui imputait à tort d'avoir conduit son bataillon, sans cartouches, et de l'avoir sacrifié, et que s'il ne s'était refusé à le faire changer de position, le bataillon eût été criblé par les Suisses qui faisaient feu de l'escalier et des croisées du château.

11 août 1792.

Imprimé avec adresse manuscrite à la section du Roi-de-Sicile), B. N., Mss., nouv. acq. fr. 2691, fol. 21.

2248. — Pétition adressée à l'Assemblée législative par les locataires des logements des portiers du Pont-Tournant des Tuileries, du cul-de-sac de l'Orangerie et du Manège, où ils exerçaient la profession de restaurateur, se plaignant d'avoir



de M. Roderet à M. Roland sur le même objet.

12, 13 août 1792.

Originaux signés et minute (3 p.), A. N., F<sup>7</sup> 36881.

2257. — Lettre de M. Raymond, lieutenant-colonel de la 29<sup>e</sup> division de gendarmerie nationale, à M. Santerre, proposant de combler les vides qui se sont produits dans cette division, notamment par suite de la perte de plusieurs braves gendarmes dans la mémorable journée du 10 août, en admettant dans ce corps les 35 surnuméraires de la cavalerie nationale, qui ont fait leur service comme les soldats et ont payé de leur personne le 10 août.

12 août 1792.

Original signé, A. N., F<sup>7</sup> 4426.

2258. — Lettre de M. Lepage, chargé par M. Clavière, ministre intérimaire, des détails du département de la guerre, à M. Santerre, commandant de la force armée de Paris, sollicitant l'envoi de 4 cavaliers pour servir d'ordonnances et faire les courses nécessaires.

12 août 1792.

Original signé, A. N., F<sup>7</sup> 4426.

2259. — Lettre des administrateurs de Police, membres de la Commission de surveillance, au Commandant général, lui demandant s'il est dans son intention que les gendarmes de la garde nationale continuent d'obéir à leurs anciens officiers, comme le leur notifie l'un de leurs adjoints-majors, malgré le licenciement de leur état-major qu'ils ont dénoncé.

12 août 1792.

Original signé de Chartray, Goret et Rossignol, A. N., F<sup>7</sup> 4426.

2260. — Réquisition de 20 hommes envoyée au Commandant général par le Comité de police et de surveillance, pour le service de ce Comité, qui est de la plus grande urgence.

12 août 1792.

Original signé de Desjon, Paris, Duffet, Rossignol et Sergent, A. N., F<sup>7</sup> 4426.

2261. — Lettre des officiers municipaux de Meudon, assurant le commandant de la gendarmerie à cheval du poste à la re-

serve de Paris qu'il n'y a point à Meudon de réunion inquiétante d'hommes armés, mais seulement des gardes nationaux de Paris (de la section des Invalides) et de Versailles envoyés pour s'assurer des équipements et habillements des ci-devant gardes du Roi.

12 août 1792.

Copie conforme A. N., F<sup>7</sup> 4426.

2262. — Laissez-passer délivré par les officiers municipaux Michonis, Le Meunnié et Bosque, au sieur Augustin Paré, caporal du bataillon de Notre-Dame, et aux soldats citoyens l'accompagnant, qui conduisent à la Maison commune une caisse de cartouches.

12 août 1792.

Original signé, A. N., F<sup>7</sup> 4426.

2263. — Procès-verbal d'arrestation du sieur Buob, juge de paix de la section Poissonnière, par les sieurs Robert-Guil-laume-Antoine Delabarre et Bernard Sigault, commissaires de la Commune, avec son écrou à l'Abbaye et celui de son collègue, M. Bosquillon.

12 août 1792 (1 heure du matin).

Originaux signés (2 p.), A. N., W 251.

2264. — Adresse aux Français, sous le titre *la Sentinelle*, donnant un historique des événements du 10 août.

12 août 1792.

Placard imprimé, A. N., T 604.

2265. — Note de la Municipalité, priant M. Raymond (lieutenant-colonel de la 29<sup>e</sup> division de gendarmerie), de s'informer de ce que sont devenus le cocher de sacre et les quatre chevaux pris pour conduire les canons qui étaient à la Maison commune.

Sans date (12 août 1792).

Original, A. N., F<sup>7</sup> 4426.

2266. — Décret de l'Assemblée législative, contenant l'exposé des motifs qui l'ont déterminée à prendre les mesures rigoureuses qu'elle a cru devoir adopter le 10 août et les jours suivants.

13 août 1792.

Minute avec corrections, signée du président de l'Assemblée législative, A. N., C 156, n° 306.  
Ed. Archives parlementaires, t. XLVIII, p. 94.

2267. — Dépêche de M. Lebrun, ministre des affaires étrangères, à M. Barthélemy, ambassadeur de France en Suisse, retraçant les principales circonstances de la journée du 10 août, et le priant d'en informer le Corps helvétique, pour le prémunir contre les rapports mensongers qui pourraient lui être faits par des mal-intentionnés.

13 août 1792.

Original, Archives nationales, section des affaires étrangères, communiqué par le Service, vol. 424, fol. 105.

Ed. J. Kappeler, *Europe et Révolution*, t. I, p. 242.

2268. — Invitation de M. Nourmont, commandant provisoire du bataillon du Petit-Saint-Antoine, à ses frères d'armes, afin de se rendre sans armes, à 4 heures très précises, au bataillon, pour y entendre la lecture d'une adresse à l'Assemblée nationale, et convocation des citoyens de la section du Roi-de-Sicile à l'effet de procéder à la nomination d'une société de quatre membres.

11 août 1792.

Original signé, B. N., Mss., nouv. acq. fr. 2691, fol. 153.

2269. — Pétition du sieur Henriette, artiste, soldat volontaire de la section des Quatre-Nations, combattant du 10 août à l'Assemblée législative, proposant l'ouverture d'un concours entre les artistes pour la composition de statues publiques de la Liberté, renversant et terrassant les tyrans, destinées à prendre la place des statues équestres et pédestres des Rois, dont l'Assemblée a décrété la suppression.

12 août 1792.

Original signé, B. N., Mss., nouv. acq. fr. 2691, fol. 154.

2270. — Adresse du 1<sup>er</sup> bataillon de l'Armée à l'Assemblée législative, à l'occasion des événements du 10 août, accompagnée de 1000 signatures, le 11 août 1792. Ad. Mouton, au M. Alexandre de Lameth, adressant la lettre aux députés, représentant les constituants de l'Assemblée après des représentations des troupes et l'Assemblée des sections, contre l'usage de la poussette des

baïonnettes, à rendre les décrets les plus iniques, et prétendit exiger des troupes le serment d'être fidèles à la Nation, à la Loi et au Roi, ce qui fut accueilli par des protestations unanimes et le refus d'obéir à Louis XVI, qualité de traître.

(13 août 1792.)

Original signé, B. N., Mss., nouv. acq. fr. 2691, fol. 155.

2271. — Lettre de M. Chénier à M. de Lafayette, déclarant que sans aucun doute les désordres de la capitale ont été suscités et soudoyés par les puissances étrangères, mais que fort heureusement les mesures des traitres ont été déconcertées par la vigueur du peuple.

14 août 1792.

Original, B. N., D. XV, 2, n. 11.

2272. — Arrêté du Conseil général des commissaires de la majorité des sections, décidant que, vu les circonstances périlleuses où l'on se trouve, aucun citoyen ne pourra obtenir de passeport sans s'être présenté à l'Assemblée générale de sa section et y avoir subi un sévère examen, exception faite pour les approvisionneurs des troupes et de la capitale et pour les fonctionnaires publics.

14 août 1792.

Extrait imprimé, B. N., Mss., nouv. acq. fr. 2691, fol. 154.

2273. — Avis de la Commune de Paris, déclarant que les logements habités par les artistes du Louvre n'ont aucune communication avec la galerie supérieure, d'où les ennemis du peuple ont tiré sur lui le 10 août, que par conséquent les artistes doivent être à l'abri de tout soupçon, et considérant comme un devoir de prémunir le peuple contre toute erreur à cet égard et de manifester l'estime qu'elle porte à son courage.

14 août 1792.

Extrait imprimé, B. N., Mss., nouv. acq. fr. 2691, fol. 154.

2274. — Décret de l'Assemblée législative, tenant que les citoyens qui se présenteront à l'Assemblée des députés



dans la journée du 10 août, ou relatifs à cette journée, ne seront point sujets à cassation, et qu'en conséquence les condamnés ne pourront se pourvoir par-devant le Tribunal de cassation.

15 août 1792. 11 heures du soir.

Minute, A. N., C 156, n° 308.

Ed. *Archives parlementaires*, t. XLVIII, p. 181.

2275. — Pétition du sieur Charles Bousset, hollandais, porteur au Pont-Royal des Tuileries, à l'Assemblée législative, exposant que, malgré les preuves indéniables de son patriotisme, il n'a pas osé, depuis la journée du 10 août, se montrer aux yeux du peuple, et demandant à être mis sous la sauvegarde de la Loi, avec décret conforme.

15 août 1792.

Original signé de Choudieu, A. N., C 161, n° 353; minute, A. N., C 156, n° 308.

Ed. *Archives parlementaires*, t. XLVIII, p. 167.

2276. — Lettre de M. Létourneau, écuyer de la maison de Brétre, au procureur général syndic du Département, déclarant que jamais les prisonniers n'ont été aussi paisibles, « dans la crainte où ils sont toujours qu'on vienne leur couper le cou », et qu'il faut se garder de détruire chez eux cette fausse idée.

15 août 1792.

Pièce absente.)

Ed. *Revue rétrospective*, 2<sup>e</sup> série, t. I, p. 573.

2277. — Adresse des artistes du Louvre et des galeries à l'Assemblée législative, exprimant leur gratitude pour la justice qu'elle leur a rendue, en déclarant qu'ils n'avaient rien de commun avec les hommes pervers qui avaient tiré lâchement sur le peuple des fenêtres de la grande galerie, laquelle n'a d'ailleurs aucune communication avec leurs logements, et pour les avoir maintenus au Louvre.

16 août 1792.

Original signé de Laperouse, sous-secrétaire de l'Académie de Rome, Vieu, directeur de l'Académie de peinture, Gros, François, Sedaine, Pajou, Suver, Vanloo, Vernet, Restout et d'autres artistes. A. N., C 161, n° 354.

Cf. *Archives parlementaires*, t. XLVIII, p. 278.

2278. — Captivité des officiers municipaux, composant le Comité de police et

de surveillance, constatant que le sieur Belanger, caporal de la section de 1792, leur a amené deux particuliers.

17 août 1792.

Original signé, B. N., Mss. nouv. acq. fr. 2667, fol. 139.

2279. — Lettre du sieur Delamst, officier de la garde nationale, au président de l'Assemblée législative, faisant l'éloge de la conduite admirable du curé de Vauguard, qui, lors du 10 août, a marché nuit et jour, à la tête des patrouilles de ses paroissiens, et est parvenu à sauver plus de 30 gardes du Roi, qui s'enfuyaient de Paris, et que le peuple, dans sa fureur, voulait massacrer.

17 août 1792.

Original signé, A. N., D XLV, n° 60.

2280. — Requête des gardes du Roi, arrêtés par la municipalité de Vaugirard et détenus à l'Abbaye, aux administrateurs du district de la Croix-Rouge, à l'effet d'obtenir leur mise en liberté, requête renvoyée aux commissaires de la Commune chargés d'examiner les pièces concernant les personnes détenues à raison de la mémorable journée du 10 août.

21 août 1792.

Original signé, 2 p., A. N., W 251.

2281. — Hommage à l'Assemblée législative, par M<sup>lle</sup> Lacombe, de la couronne civique qui lui a été offerte par les fédérés, avec une ceinture tricolore et un certificat pour témoigner de son courage dans la journée du 10 août, et mention honorable de l'Assemblée.

25 août 1792.

Extrait du procès-verbal, A. N., C 162, fol. 6240 v<sup>o</sup>.

Ed. *Archives parlementaires*, t. XLVIII, p. 714.

2282. — Décret de l'Assemblée législative, déclarant que les représentants provisoires de la Commune, les citoyens de Paris et les fédérés qui étaient à la journée du 10 août, ont bien mérité de la Patrie.

30 août 1792.

Copie collée sous le sceau du président de la Convention, A. N., A 137, n° 1256.

Ed. *Archives parlementaires*, t. XLIX, p. 318.

2281. — Arrêté du Conseil général de la Commune, décidant que les 48 sections seront invitées à fournir chacune quatre fusils pour armer les fédérés de Marseille qui partent pour la frontière, ces citoyens les ayant perdus dans l'affaire du 10 août.

8 septembre 1792.

Extrait conforme, B. N., Ms., nouv. acq. fr. 2686, fol. 39.

2284. — Décret de l'Assemblée législative relatif à la poursuite et au jugement des prévenus d'avoir trempé dans la conspiration du 10 août, qui seront traduits devant les tribunaux criminels.

24 septembre 1792.

Extrait du procès-verbal, A. N., C 164, s. 10.  
Ed. Archives parlementaires, t. XLIX, p. 507.

2285. — Décret de l'Assemblée législative, décidant, afin d'être à même de présenter un tableau exact des causes et des effets de la révolution du 10 août, que la Municipalité parisienne, dépositaire des pièces les plus importantes, et qui s'est procurée à cet égard les renseignements les plus utiles, sera tenue de les communiquer.

11 septembre 1792.

Minute, manusc. de l'Assemblée, A. N., C 164, n° 379.  
Ed. Archives parlementaires, t. XLIX, p. 646.

2286. — Lettre de la Commune du département général de Wittenstein (fin de l'Alsace) réclamant les papiers de son mari, et déclarant que son seul crime avait été de s'être trouvé, le 10 août, au château des Tuileries, où il s'était transporté pour remercier du commandement de la Corse, par lequel les Français sont sortis.

22 septembre 1792.

Original signé, A. N., C 187 (2<sup>e</sup> inventaire).

Ed. *Journal des lois, parajournées de l'Assemblée législative, depuis la Convention nationale, jusqu'à la Convention nationale*, t. 23, colonne 1, p. 449.

22 septembre 1792. — Lettre de la Commune de la ville de Paris, adressée au département de la Corse, au nom de la Convention nationale, pour lui proposer de lui envoyer, par le moyen de la Convention nationale, un détachement de la Convention nationale, pour appeler au commandement de la Corse le lieutenant général de Wittenstein, A. N., C 187 (2<sup>e</sup> inventaire), fol. 1.

2287. — Décret de la Convention nationale, autorisant le Comité de sûreté générale à se faire rendre compte des arrestations relatives à la révolution qui a eu lieu depuis le 10 août, de prendre connaissance de leurs motifs et de se faire représenter les correspondances des personnes arrêtées, pour en faire le rapport à la Convention nationale.

2 octobre 1792.

Extrait du procès-verbal de la Convention nationale, A. N., C 143, p. 2.

Ed. *Journal des lois, parajournées de la Convention nationale*, t. I, p. 146.

Cf. le rapport de Delaunay, d'Angers, fait à la Convention nationale, au nom du Comité de sûreté générale, sur les arrestations relatives à la révolution du 10 août.

2 octobre 1792.

Imprimé, n° 89 de 7 pages, Paris, 1792.  
A. N., AD XVIII, 23.

2288. — Décret de la Convention nationale, chargeant le ministre de la justice d'exercer des poursuites contre ceux qui se sont trouvés réunis, armés, dans le château des Tuileries contre le peuple, dans la nuit du 9 et la journée du 10 août.

20 janvier 1793.

Minute, A. N., C 243, n° 315.  
Ed. *Journal des lois, parajournées de la Convention nationale*, t. V, p. 333.

2289. — Lettre de Gabriel Balthus, commandant le citoyen Lange, jeune fédéré de Noyon, qui, au 10 août, avec l'aide des grenadiers du bataillon de Saint-Laurent, avait enlevé le drapeau des Suisses au siège des Tuileries.

20 juillet 1793.

Autographe, B. N., Ms., nouv. acq. fr. 307, fol. 47.

2290. — Décret de la Convention nationale, décidant qu'il sera frappé une médaille commémorative de l'insurrection du 10 août, et qu'elle sera frappée d'après les épreuves de la Convention nationale.

9 août 1793.

Extrait du procès-verbal, A. N., C 143, p. 474, s.

Ed. *Journal des lois, parajournées de la Convention nationale*, t. XVIII, p. 241.

2291. — Décret de la Convention nationale, chargeant la Convention nationale de

de la République, des monuments élevés pour consacrer le souvenir de la journée du 10 août.

14 août 1793

Extrait du procès-verbal A. N., C<sup>o</sup> I 73, fol. 4857 v<sup>o</sup>.

Ed. *Procès-verbal de la Convention nationale*, t. XVIII, p. 401.

2292. — Dénomination du sieur Gravier, portier du département de la justice, contre M. De Joly, ex-ministre de la justice, qui est représenté comme ayant « fait la journée du 10 août », passé en revue les Suisses et la garde nationale, conduit la Reine à l'Assemblée, étant entré au château le 8 août et n'en étant sorti que le 10.

8 nivôse an II.

Original, A. N., W 19, n<sup>o</sup> 946

2293. — Décret de la Convention nationale, fixant l'époque de l'exécution d'un plan de fête pour la journée du 10 août.

19 thermidor an II.

Extrait du procès-verbal, A. N., C<sup>o</sup> I 84, fol. 10781 r<sup>o</sup>.

Ed. *Procès-verbal de la Convention nationale*, t. XLII, p. 79

# C. — RAPPORTS, PROCÈS-VERBAUX ET DÉCLARATIONS SUR LA JOURNÉE DU 10 AOÛT

2294. — 1<sup>o</sup> Relation succincte de la journée du 10 août, rédigée par M. Pétion, à la demande des commissaires de l'Assemblée législative.

10 août 1792.

Minute, A. N., F<sup>o</sup> 4774

Cette relation est identique comme rédaction et sert de base au compte rendu suivant :

2<sup>o</sup> Compte rendu par la Commission extraordinaire de l'Assemblée législative des événements arrivés à Paris dans la journée du 10 août.

11 août 1792.

Copie conforme signée du général Biron, Arch. hist. de la guerre, Correspondance générale.

Ed. MORTIMER-TERNIAUX *Histoire de la Terreur*, t. III, p. 423

2295. — Relation sur les événements du 10 août, par M. Ruault.

Original, Arch. du ministère des affaires étrangères, France, vol. 1408.

2296. — Procès-verbal dressé par le commissaire de police de la section du Louvre, constatant que quatre bouchers, avec des haches, et d'autres individus armés de piques, ont amené au corps de garde de la Samaritaine un petit garçon, en chemise, âgé de 14 ans et demi, qu'ils ont trouvé caché sous un lit dans une chambre du château des Tuileries, lequel, interrogé, a déclaré se nommer Georges Buckler, tambour de la compagnie des grenadiers de Diesbach, à Courbevoie, caserné au château depuis quinze jours, et, lorsque le feu a pris, s'être sauvé avec un camarade de son âge et caché dans une chambre près de la pharmacie.

10 août 1792 (1 heure de relevée).

Original, A. N., C 192, n<sup>o</sup> 160<sup>19</sup>.

2297. — Déclaration du sieur Laroche, gendarme national de la gendarmerie à pied, faisant connaître au Comité de surveillance que plusieurs des officiers de la gendarmerie ont lâchement abandonné leurs soldats, que l'un d'eux, le sieur Lassuse, d'après le témoignage de plusieurs gendarmes, était porteur d'un ordre du Roi, qui enjoignait de tirer sur le peuple.

11 août 1792.

Original signé, A. N., C 192, n<sup>o</sup> 169<sup>19</sup>.

2298. — Déclaration du sieur Maillard, guillocheur, rue de la Licorne, reçue par le Comité de surveillance, portant qu'il était du nombre des 22 volontaires envoyés par M. Santerre à l'Assemblée législative et de là aux Tuileries, chez M<sup>me</sup> Elisabeth, et qu'en faisant une ronde vers 11 heures et demie du soir, les volontaires ont trouvé une bassinoire en argent, qui a été déposée dans un prétendu magasin des objets trouvés, désigné sous le nom de *Banquet de Roi*, on se tenait deux personnes de la Maison royale, qui autorisaient la sortie des effets, ce à quoi ils

se sont opposés, de crainte de soustractions.

11 août 1793.

Original signé, A. N., C 192, n° 1607.

2399. — Déclaration du sieur Hainbert, canonnier du bataillon de la Cité, en faveur Notre-Dame, en attendant que, le 10 août, son bataillon essaya un feu des plus vifs, dirige des croisées du pavillon de l'Horloge et de la galerie des tabernacles, qui l'obligea à reculer et à se placer sur le pont des Théatins, entre la rue de Beaune et celle du Bac, d'où, avec leurs pièces, ils canonnièrent le château, mais au bout de peu de temps, des signaux en ayant annoncé la prise, son bataillon entra dans le jardin et eut encore à subir une fusillade venant du pavillon de Marsan, où les citoyens firent irruption et jetèrent tous les Suisses par les fenêtres.

11 août 1793.

Original signé, A. N., C 192, n° 1607.

2300. — Aperçu des événements arrivés le 10 août 1792, étant à son poste au château des Tuileries, par le sieur Leveau, garde national, envoyé au château le soir du 9 août, qui fut obligé de signer une pétition pour le renvoi des Marseillais, escorta le Roi à l'Assemblée nationale et rentra sur-le-champ chez lui, où « il entendit environ une heure après les traitres Suisses porter les coups qui ont fait périr tout le bon peuple ».

11 août 1793.

Original, A. N., C 192, n° 1607.

2301. — Déclaration de sieur Dufour-Jourdeul, huissier aux tribunaux du Département de Paris, « l'un des soldats conquérant la liberté contre les tyrans et les traitres autrichiens des Tuileries », « vu par le sieur du Tholozan, représentant, révélant que dans la chaleur de l'action il s'était retiré dans les écuries de la cour de Marsan, était monté sur un cheval et avait poursuivi la bataille avec courage ».

par un vote de remerciement de la section, avec lettre d'envoi au président de l'Assemblée législative.

11 août 1793.

Original signé et annoté, A. N., C 192, n° 1607.

2302. — Déclaration de citoyens de la section de Mauconseil, constatant que l'on a trouvé sur un soldat suisse, tué le 10 août, un signe de ralliement consistant en une fleur de lys et une L appliqués sur une cocarde aux trois couleurs, et qu'on a fait, le 10 août une distribution d'armes générales à l'Arsenal.

11 août 1793.

Original signé, A. N., C 187 (2<sup>e</sup> inventaire) n° 29.

Et, *Reçu des pièces justificatives de l'annulation des lettres de Louis XVI, données par le Comité de salut public, le 11 (2<sup>e</sup> inventaire), p. 334, n° 29.*

2303. — Déclaration de Marie-Louise Hubert, cuisinière chez le sieur Motet, ancien premier commis de la marine, au sujet des événements du 10 août, notamment de la revue passée le matin aux Tuileries ainsi que des combats et massacre qui eurent lieu dans le château, où le sang ruisselait.

11 août 1793.

Original signé, A. N., C 187 (2<sup>e</sup> inventaire) n° 10.

Et, *Reçu des pièces justificatives de l'annulation des lettres de Louis XVI, données par le Comité de salut public, le 11 (2<sup>e</sup> inventaire), p. 336, n° 206.*

2304. — Déclaration du sieur Daubanel, canonnier du bataillon des Carmes, reçue par le Comité de surveillance de l'Assemblée législative, attestant que le 10 août il avait entendu un feu de file provenant de derrière le couloir du grand escalier du château, et qu'une fusillade dirigée des troupes du pavillon de l'Horloge avait été le lui un instant sans succès.

11 août 1793.

Original signé, A. N., C 192, n° 1607.

2305. — Déclaration de Joseph Vassier, tailleur de chapeaux, envoyé dans le dé-

ment des Suisses, à Rued, compagnie d'Afry, reçue par le Comité de surveillance de l'Assemblée législative, établissant que les Suisses avaient été l'objet de recommandations multiples pour tirer sur le peuple, et qu'à l'approche des citoyens leurs officiers et d'autres personnes décorées leur répétaient de faire feu, observant toutefois que lui et plusieurs de ses camarades avaient refusé de tirer et avaient jeté leurs armes par les croisées.

11 août 1792.

Original signé et copie collationnée signée de Bernard (2 p.), A. N., C 192, n° 16019.

2306. — Déclaration de Jean Baptiste Boussard, architecte, soldat de la section du Luxembourg, reçue par le Comité de surveillance de l'Assemblée législative, portant qu'il avait vu du quai des Théatins des coups de fusil tirés sur le peuple, à travers les croisées de la galerie du Louvre, au bas des guichets du Carrousel, et que le château avait dû commencer le feu, toutes les croisées étant fermées par des persiennes, le peuple ne pouvait tirer sans objet.

11 août 1792.

Original signé et copie conforme signée de Danton (2 p.), A. N., C 192, n° 16019.

2307. — Déclaration faite à l'Assemblée générale de la section des Arcis, par le sieur Lebègue, garde national du bataillon du Petit-Saint-Antoine, au sujet de la revue passée vers 5 heures du matin, par le Roi, suivi d'une foule de courtisans, d'officiers, et de huit membres du Département, notamment de M. d'Ormesson, pendant laquelle retentirent aux fenêtres les cris de : *Vive le Roi! Vive la Reine!* et de l'attitude de M. Borie, maire par intérim, qui prétendit qu'une foule de brigands voulait massacrer le Roi, qu'il fallait mourir à son poste et repousser la force par la force, à la suite de quoi ledit Lebègue et ses camarades, Tugot, orfèvre, et Chassonnerie, papetier, qui déposent dans le même sens, voulurent sortir des cours du château, dont les portes avaient été fermées et n'y arrivèrent qu'à grand peine, *acte de déclaration spéciale du sieur Chasso-*

nerie au Département de Police, demandant le signalement de l'officier qui avait ordonné de fermer les portes.

11 août 1792.

Extrait signé et initiaé (2 p.), A. N., W 249, n° 1.

2308. — Déclaration faite au Comité de surveillance de la section du Théâtre-Français par le sieur Jean Penault, corroyeur, qui, ayant été chargé par un Suisse d'aller chercher dans le chœur de l'église des Feuillants des assignats se trouvant dans son habit, fut conduit par un garçon de bureau de l'Assemblée dans un cabinet obscur où étaient accrochés douze habits d'officiers suisses avec étiquettes à leurs noms, fait qui lui parut extraordinaire et bon à éclaircir.

11 août 1792.

Copie conforme, A. N., W 249, n° 1.

2309. — Déclaration faite à la section des Arcis par le sieur Phulpin, maître de pension, rue de la Verrerie, volontaire du bataillon du Petit-Saint-Antoine, portant que lors de la revue passée par le Roi, le matin du 10 août, il a crié : *Vive la Nation!* et qu'un officier décoré du cordon rouge, nommé d'Afry, lui ayant imposé silence, le Roi répartit : *Hé bien, ou, vive la Nation!* et qu'une seconde fois, il a crié : *Vive la Nation!* puis sur les signes d'improbation du sieur d'Afry, il a dit : *Hé bien, sacre... Point de Roi sans la Nation! Vive la Nation!* ajoutant qu'ensuite, en croisant la bayonnette contre un officier, il s'était fait ouvrir la porte, lui disant : *Si tu ne l'ouvres, je te mets à bas.*

11 août 1792.

Extrait non signé, A. N., W 249, n° 1.

2310. — Déclaration du sieur Jean-Baptiste Loys, officier municipal de Marseille, député extraordinaire du Club populaire de Nîmes, reçue par le Département de Police de la Municipalité, constatant que, s'étant transporté le 10 août, vers 10 heures du matin, à la tête de la section des Quinze-Vingts, devant le château des Tuileries, il avait vu les fédérés et les citoyens de Paris fraternisant avec une quarantaine



de Suisses, descendus sur leur invitation, que ceux qui étaient restés aux fenêtres, pour abuser le peuple, avaient crié : *Vive la Nation!* et jeté des poignées de cartouches, et qu'au moment où les patriotes s'étaient précipités en haut pour brasser ces armes d'innocence, une décharge, bien stable de nous que toute partie de toutes les fenêtres et du grand escalier où plusieurs pièces de canon avaient été dirigées contre les citoyens.

12 août 1792.

Original signé, A. N., W 249, n° 1.

2314. — Déclarations faites au Département de Police de la Municipalité : 1<sup>re</sup> par Jacques-Antoine Dulaure, homme de lettres, rue du Théâtre-Français, qui certifie avoir eu connaissance de l'évasion dans la nuit du 11 au 12 août, de plus de quatre cents personnes, presque tous officiers, cachées dans les souterrains des Tuileries, et d'un plan de contre-révolution, pour l'envoi sur Paris de plusieurs régiments devant arriver le jour même à Saint-Denis; 2<sup>e</sup> par Pierre-Nicolas Gautier, homme de lettres, qui signale les bruits répandus du départ de Louis XVI pour Rouen et de la translation de l'Assemblée nationale dans cette ville, ainsi que de la présence à Paris du sieur Louis Melfort, commandant la 45<sup>e</sup> division militaire, dont le siège est à Rouen.

12 août 1792.

Original signé, A. N., W 249, n° 1.

2315. — Déclaration de M. Pierre-Isidore Prieur, citoyen de la section de la Fontaine-de-Grenelle, sur ce qui s'est passé aux Tuileries dans la nuit du 9 au 10 août et dans la matinée du 10, établissant que c'était au château qu'avait été donné l'ordre de sonner le tocsin et de battre la générale.

12 août 1792.

Copie certifiée conforme, signée de Danton, A. N., Q 602, n° 430; copie, A. N., A 311, n° 723.

Imprimé dans le *Journal de Paris* du 11 août 1792, sous le titre de *Notice sur les déclarations des citoyens de la section de la Fontaine-de-Grenelle, dans la nuit du 9 au 10 août*, A. N., AD 360.

Elle figure dans le *Journal de Paris* parlementaire, t. XVII, p. 124. Archives parlementaires, t. XLVIII, p. 50.

2316. — Déclaration de M. Charles-Nicolas Jean-Baptiste Fleury, soldat citoyen de la section de l'Oratoire, rue des Mauvaises-Pendules, n° 19, sur ce qui s'est passé au château des Tuileries, dans la nuit du 9 au 10 août, l'an 4<sup>e</sup> de la Liberté, avec addition de cette déclaration par Nicolas Lempache, citoyen de la même section.

(12 août 1792.)

Original signé, A. N., Q 161, n° 361; copie conforme, signée de Danton, A. N., C 192, n° 1060, imprimé sous l'annexe du décret du 12 août 1792, A. N., AD 362.

Une dans la section du 12 août et renvoyée à la cour nationale.

Elle figure dans le *Journal de Paris* parlementaire, t. XLVIII, p. 77.

2317. — Déclaration de Jacques Laval, caporal du bataillon des Jacobins, place Vendôme, faisant connaître que, le jeudi 9 août, sur les 11 heures du matin, d'après les ordres de M. Mandat, commandant général, son bataillon était placé en réserve pour attaquer la queue de l'attroupement populaire.

12 août 1792.

Copie certifiée conforme, signée de Danton, A. N., C 192, n° 160<sup>119</sup>; copie signée du président de la section, A. N., A 311, n° 713, imprimé comme annexe du décret du 12 août 1792, A. N., AD 102.

Elle figure dans le *Journal de Paris* parlementaire, t. XVII, p. 39.

Archives parlementaires, t. XLVIII, p. 67.

2318. — Rapport fait à l'Assemblée législative par le citoyen François Viard, capitaine de chasseurs du 8<sup>e</sup> bataillon de la 6<sup>e</sup> légion, de service aux Tuileries, des événements du 10 août, depuis le jeudi matin jusqu'au vendredi.

(13 août 1792.)

Original signé, A. N., C 192 (1<sup>re</sup> impression), n° 5.

Elle figure dans le *Journal de Paris* parlementaire, t. XVII, p. 140, imprimé comme annexe du décret du 12 août 1792, A. N., AD 102.

Mention de l'Assemblée, t. 181.

Elle figure dans le *Journal de Paris* parlementaire, t. XVII, p. 140.

Archives parlementaires, t. XLVIII, p. 104.

Elle figure dans le *Journal de Paris* parlementaire, t. I, n° 3367.

2319. — Interrogatoire fait à la barre du conseil général de la Commune par Jacques-François Valours, domestique de

M. de Champlost, premier valet de chambre du Roi, au sujet des préparatifs faits au château des Tuileries, dans la nuit du 9 au 10 août, et de la revue des gardes nationaux et des Suisses, passée par le Roi.

13 août 1792.

Original signé. A. N., W 249.

2317. — Déclaration des sieurs Collier, Debaure, Thomas et Henry, citoyens de la section des Lombards, reçue au Département de Police, dénonçant, de concert avec le sieur Huguier, tambour au bataillon de Saint-Nicolas-des-Champs, le nommé Leblond, marchand de vin, rue Quincampoix, volontaire de ce bataillon, qui s'était rangé du parti des Suisses, avait fait feu sur les citoyens se présentant au château et s'était même vanté d'avoir tiré quatre coups de fusil sur les patriotes du côté du bord de l'eau.

13 août 1792.

Original signé. A. N., W 249, n° 1.

2318. — Récit historique des faits qui se sont passés au château des Tuileries, dans la nuit du 9 au 10 août et dans la matinée du 10, par M. De Joly, ministre de la justice, faits dont il a été le témoin, récit écrit par lui pendant sa captivité.

14 août 1792.

Au crayon. Cahier n° 49 de 29 feuillets. A. N., F 1666.

F3. Montreuil. *Vie de Marie-Antoinette*, p. 367.

2319. — Interrogatoire subi au Secrétariat de la Commune par le sieur Pierre-Ovide Leprince, officier de paix, au sujet de son rôle dans la journée du 10 août et journées précédentes.

14 août 1792.

Original signé. A. N., W 249, n° 1.

2320. — Dénonciation faite au Comité de surveillance de la Municipalité par le sieur Martial Geneste, domestique du marquis d'Escars, contre son maître, demeurant hôtel des Asturies, rue du Sépulcre, qui n'avait pas reparu depuis la nuit du 9 au 10 août, s'étant rendu au château, et qui se proposait d'assassiner, sous prétexte

de venir pendre, comme il avaient dit plusieurs de ses amis, les sans-culottes, M. Pétion et tous les brigands de l'Assemblée nationale.

14 août 1792.

Original. A. N., W 249, n° 1.

2321. — Interrogatoire subi devant le commissaire de police de la section du Faubourg Montmartre et les commissaires des sections réunis à la Municipalité, par M. Villette de la Musselière, agent de change, grenadier du bataillon de Saint-Roch, qui reconnut avoir accompagné au château ses confrères du bataillon, sur leur invitation de se joindre à eux pour se mettre à la poursuite des brigands, ajoutant qu'il resta toute la nuit de garde à l'escalier de la Reine jusqu'au commencement de l'action, qu'alors il s'enfuit par la petite grille au bas des cuisines du côté du Pont-Royal, avec déclaration du sieur Charles-Louis Boyval fils, parqueteur, garde national du bataillon de Saint-Joseph, de service au même endroit, qui entendit le major des Suisses donner l'ordre de laisser entrer les citoyens et de faire feu dessus.

14 août 1792.

Original signé. A. N., W 249, n° 1.

2322. — Rapport du sieur Langlade, capitaine des canoniers du 3<sup>e</sup> bataillon, 6<sup>e</sup> légion, de garde au château des Tuileries, du jeudi 9 au vendredi 10 août, qui reproduit le langage à lui tenu pour l'engager à se défendre, par les officiers municipaux, par M. Doucet, adjudant général, et par les officiers de l'état-major, déclarant qu'il fut du nombre de ceux qui montèrent le grand escalier et furent accueillis par la fusillade et vit tomber à ses côtés deux Suisses descendus avec lui et ayant déposé les armes.

14 août 1792.

[Pièce absente.]

Ed. BENOIST et ROUX, *Histoire de la révolution de 1792*, t. XVII, p. 201.  
*Annales parlemenaires*, t. XLVIII, p. 146.

2323. — Déclaration par le sieur Alexandre Baroy, serrurier, canonier de la compagnie Langlade, au sujet de l'attitude suspecte du sieur Doucet, adjudant 2<sup>e</sup>.

néral, dans la nuit du 9 au 10 août, qui ne faisait qu'aller et venir dans le château en conversant avec les officiers suisses et les grenadiers des Filles-Saint-Thomas, et des propos tenus par certains grenadiers et chasseurs, qui accusaient les canonniers de vouloir défendre les brigands.

14 août 1792.

(Pièce absente.)

Ed. *Archives parlementaires*, t. XLVIII, p. 131.

2324. — Déclaration du sieur Lecomte, sergent des grenadiers volontaires des Capucins-du-Malais, reçue par le Comité de surveillance, constatant qu'ayant été envoyé comme renfort aux Tuileries, dans la nuit du 9 au 10 août, il vit, vers 8 heures du matin, le sieur Leroux, revêtu de son écharpe, avec un autre officier municipal, recommander aux compagnies sous les armes de repousser la force par la force, que lors de la revue passée le matin, entre 5 et 6 heures, par Louis XVI, les soldats qui l'entouraient, criaient uniquement : *Vive le Roi* ! et que le commandant comte de Saint-Marc, interrogé sur ce que l'on comptait faire en présence du peuple, avait répondu : *Nous leur donnerons le bal*.

14 août 1792.

Original signé, A. N., C 192, n° 160<sup>19</sup>.

Ed. *Gazette de Commerce des 8<sup>e</sup> départements*, numéro du 29 août 1792, p. 310.

2325. — Déclaration faite au Comité de surveillance et de sûreté de Paris par le sieur Mayer, cordonnier sous les grands piliers des Halles, au sujet d'une fausse patrouille dans la nuit du 9 au 10, aux abords des Tuileries, et du bruit qu'on avait répandu de la mort de Louis XVI, qu'il démentit au sieur Talleyrand, attendu que les gardes suisses étaient trop bien armés et bien disposés à défendre le Roi.

14 août 1792.

Original signé, A. N., X 249, n° 1.

2326. — Déclaration de M. François Simonsson, capitaine de la 3<sup>e</sup> compagnie du 4<sup>e</sup> bataillon de la 1<sup>re</sup> légion, reçue par le Comité de surveillance et de police, portant qu'il était de garde au château du 4 au 10 août, et qu'il faisait un bon feu du Roi.

il remarqua l'air inquiet et chagrin de Louis XVI qui ne put s'empêcher de dire au chef de légion et à l'adjudant général que la pétition de la section de Mauconseil était très inconstitutionnelle, qu'alors ayant interrogé M. de Belair, cet officier qui semblait fort agité, lui avoua que l'on avait de l'inquiétude, en raison de la prochaine arrivée, au château, des Marseillais, que devaient rejoindre des gens armés sur la route de Versailles, ajoutant qu'il entendit les ambassadeurs répéter, au moment de la messe, *quand ne verrons-nous plus ces habits-là ici*, en regardant son costume de garde national.

14 août 1792.

Original signé, A. N., X 249, n° 1.

2327. — Procès-verbal de dépôt, au Comité de surveillance de l'Assemblée nationale, par le sieur Jean-Louis Dor, canonier de la section des Cordeliers, et Joseph Bauny, serrurier, d'un paquet de lettres et de papiers trouvés le 11 aux Tuileries, tant dans l'appartement du Roi que dans celui de Montmorin, plus d'une lettre prise dans la poche d'un officier suisse tué par le sieur Bauny, avec 30 ou 40 balles mordues que ledit Bauny n'avait pas conservées et qu'il avait distribuées aux patriotes.

15 août 1792.

Original signé, A. N., C 192, n° 160<sup>19</sup> (9<sup>e</sup> dossier).

2328. — Déclaration du sieur Picard, volontaire du bataillon du Petit-Saint-Antoine, reçue par le Comité de surveillance, faisant connaître qu'il s'était rendu le 10 août, vers 4 heures du matin, au château des Tuileries, avec son bataillon, qu'à 7 heures M. Boderoy, accompagné de plusieurs membres du Département, était arrivé dans la Cour royale, avait lu aux troupes la loi sur les attroupements populaires, qu'environ trois quarts d'heure après étaient survenus deux officiers municipaux, dont le sieur Borie, qui après avoir proclamé que l'ordre avait été donné de repousser la force par la force, s'étaient retirés dans l'intérieur du château, qu'environ une heure après le commandant

engagé entre les Suisses et les citoyens soldats.

15 août 1792

Original signé, A. N., C 192, n° 160<sup>19</sup>.

2329. — Déclaration faite aux commissaires de la section du Temple, par le sieur d'Egremont, au sujet des gardes du Roi, déguisés en gardes nationaux, qui étaient mêlés aux Suisses lors du 10 août, auxquels la Reine avait offert un dîner splendide, quelques jours auparavant, et de la hantepaye de 5 livres 10 sols que recevaient les Suisses.

15 août 1792

Original signé, A. N., W 249, n° 1

2330. — Déclarations des sieurs Louis Hardy, de garde chez le Roi, Jean-Baptiste Louvet, de garde chez la Reine, du sieur Toupet, de garde au poste de la cour de Marsan, du sieur Lécoffier, de faction à la porte de la cour des Suisses, au sujet des faits dont ils furent témoins dans la nuit du 9 au 10 et la matinée du 10, notamment des propos tenus par certains particuliers au château, qui disaient n'avoir besoin que de six têtes, celles de Pétion, Manuel, Santerre, et trois de l'Assemblée nationale, du rôle joué par M. Charton, colonel du 102<sup>e</sup> régiment, qui cherchait à exciter les esprits, et de la fermentation régnant parmi les Suisses, qui voulaient jeter leur soupe aux chiens.

16 août 1792.

Copie conforme, signée de Bucquet, secrétaire de la section de la Cité, A. N., C 192, n° 160<sup>19</sup>.

2331. — Rapport du sieur Frenot, sergent de la compagnie Sommé au bataillon de Saint-Séverin, constatant que, le jeudi 9 août, de garde chez le Roi, poste de Marsan, il avait arrêté vers minuit plusieurs particuliers qui cherchaient à s'introduire au château, que M. de La Chesnaye fit relâcher, sans aucun interrogatoire, et ajoutant que, toute l'après-dinée, ce fut une véritable procession de chevaliers et autres qui entraient aux Tuileries.

16 août 1792

Copie conforme, signée de Bucquet, secrétaire de la section de la Cité, A. N., C 192, n° 160<sup>19</sup>.

2332. — Récit fait par le sieur Cally, grenadier du bataillon de Saint-Séverin, de service du 9 au 10 août au poste de la Reine, des événements auxquels il a assisté, notamment de la distribution d'un petit verre d'eau-de-vie avec un petit pain aux Suisses par leurs officiers, des paroles que le Roi adressa aux gardes nationaux, déclarant qu'il se reposait entièrement sur eux, ledit Cally ayant réussi à s'échapper par la petite porte grillée du côté du côté du Pont-Royal et, malade d'émotion, s'était réfugié au café en face du passage de l'Assemblée.

16 août 1792.

Copie conforme, signée de Bucquet, secrétaire de la section de la Cité, A. N., C 192, n° 160<sup>19</sup>.

2333. — Rapport de ce qui s'est passé au poste du bas de la terrasse du jardin, du côté de l'eau, le 10 août 1792, par M. Taillepiéd, sous-lieutenant au bataillon de Saint-Séverin, commandant de ce poste, lequel déclare avoir barré le passage à une troupe de 300 Suisses qui fuyaient et qui répondirent par une décharge, à laquelle on riposta, et laissèrent deux hommes sur le carreau, observant que leurs gibernes étaient remplies de cartouches, sans préjudice du paquet de 15 que chaque Suisse avait dans sa poche, mais que les fusils, sabres et gibernes qu'on obligeait les fuyards à jeter par terre, furent pillés par une troupe d'individus armés de bâtons, qui dépouillaient les morts.

(16 août 1792.)

Copie conforme, signée de Bucquet, secrétaire de la section de la Cité, A. N., C 192, n° 160<sup>19</sup>.

2334. — Déclaration du sieur Pierre Lachey, volontaire du bataillon de Saint-Séverin, de garde chez le Roi, du 9 au 10 août, de ce qu'il a vu et entendu pendant la nuit et la matinée du 10 août, donnant notamment des détails sur la revue passée par le Roi, à 6 h. 1/2, précédé de M. d'Affry et du gros-major suisse, sur la proclamation de la Loi, vers 8 h. 1/2, par deux officiers municipaux, revêtus de leurs écharpes, sur l'entrée des troupes du Car-



coursi dans le Cour Royal, à 9 h. 1/2, et se battit pied-à-pied d'abord colonnade avec ses canonnades par la porte donnant sur le Petit-Carrousel, au milieu d'une fusillade nourrie, sans savoir d'où elle partait, jusque dans la rue Saint-Honoré.

16 août 1792.

Copie conforme signée de Bousquet secrétaire de la section de la Cité. A. N., C<sup>1</sup> 3992, n° 1607.

2035. — Document relatif à la section des Arxès par le sieur Pierre Delandaine, commandant du bataillon de Saint-Jean, lequel assista à la revue passée par le Roi, et fut stupéfait de voir aux côtés de Louis XVI le sieur Bourgeois, commandant en second du bataillon de Notre-Dame, excitant les soldats sous les armes à crier : *Vive le Roi !* ce qui leur prouva que l'état-major était scindé.

16 août 1792.

Original signé. A. N., W 249, n° 1.

2036. — Compte rendu au Comité de surveillance par le sieur Perreau, grenadier du 3<sup>e</sup> bataillon de la 6<sup>e</sup> légion, des faits dont il fut témoin au château des Tuileries, où il était de garde, le 10 août, et où il avait vu les préparatifs hostiles et les exhortations à la résistance, ajoutant qu'après le départ du Roi, le bruit de la mousqueterie et du canon s'étant fait entendre, il distingua plusieurs voix qui criaient que les Suisses avaient tiré les premiers, et descendit sur la terrasse du château par une petite grille du côté du Pont-Royal.

17 août 1792.

Copie conforme. A. N., C<sup>1</sup> 3992, n° 1608.

2037. — Document relatif aux prisonniers du Roi, après leur sortie du château des Tuileries, dans la nuit du 9 au 10 août, passant en colonne sur l'escalier de la défense dans le château, où il avait remarqué nombre d'individus étrangers en saluant entre autres M. Villot, ex-ministre de l'agriculture, qui, à l'arrivée des fédérés et des Parisiens, se portèrent au secours de ce ministre, les autres continuèrent à se pencher vers leurs ennemis, se battirent en retraite qu'ils pou-

avoir vu leurs chefs hors de combat, et furent massacrés par la multitude, observant que 100 à 120 Suisses, qui avaient accompagné le Roi, ne rentrèrent point au château et déposèrent leurs armes sur la terrasse des Feuillants.

17 août 1792.

Original. A. N., F<sup>7</sup> 36887.

2038. — Document du sieur Etienne Demenge, citoyen de la section des Lombards, reçue par le Département de Police et de Salut public de la Municipalité, reproduisant le récit du sieur Simonnet, gargon de bureau au Bureau de la Comptabilité, et signalant la présence, au château des Tuileries, le 10 août, des Commissaires de la Comptabilité, dont l'un d'eux, le sieur Prisyre, fut trouvé mort à la suite de coups de sabre, à côté du grand bassin, dans le jardin, et un autre, le sieur Parizot avait été vu, lui et son fils, tirant d'une des croisées du château sur les citoyens, et venait d'être arrêté, avec la liste de ces Commissaires, accompagnée de leurs adresses et de mentions indiquant l'absence de quelques-uns d'entre eux chez le Roi, lors de la pompe du 10 août.

10 août 1792.

Original signé. A. N., W 249, n° 2.

2039. — Document du Comité de surveillance de la Municipalité, par le sieur André Doussot, sapeur du bataillon de Saint-Jacques l'Hôpital, et un homme Deschapelles, officier de la maison du Roi, qui, étant au château, le 10 août, et qui distribua des poignards à sa compagnie.

17 août 1792.

Original signé. A. N., W 249, n° 3.

2040. — Document des sieurs Bissier et Bernicelli, commandés l'un par le détachement de 20 hommes armés comme renfort à l'Assemblée nationale, portant qu'ils se trouvèrent dans la chapelle du château avec les Suisses, que les voyant disposés à faire feu, sur les exhortations d'un officier supérieur qui leur traita de républicains, ils firent feu et tuèrent et de mourir le leur poste de Deschap-



portent par le petit escalier des musiciens, le long duquel ils étaient montés.

(19 août 1792.)

Original signé, A. N., W 249, n° 1.

2341. — Déclaration faite au Comité de surveillance par le sieur Laine-Pierre Bellier, demeurant porte Saint-Denis, envoyé avec ses camarades à l'Assemblée nationale, et retenu pour la défense du château, retraçant quelques-uns des incidents qui se produisirent dans la matinée du 10, notamment peu avant que l'action fût engagée, ses instances auprès de M. de Laleu, pour parler aux officiers suisses et empêcher le sang de couler, le langage d'un officier de fédérés, qui protestait de ne vouloir point faire de mal, mais demandant seulement que les Suisses missent bas les armes; enfin la fusillade prolongée qui partit de l'escalier sur la multitude, fusillade à laquelle ripostèrent les Marseillais en tirant contre les croisées, enfin la fuite du sieur Bellier le long des cours des Suisses et de Marsan, jusqu'au Petit-Carrousel, à travers une grêle de balles.

(19 août 1792.)

Original signé, A. N., W 249, n° 1.

2342. — Déclaration du sieur Jean-François Dantan, caporal de grenadiers, faisant partie du détachement envoyé, le 9 août, à l'Assemblée nationale, lequel, après dîner, eut la curiosité de visiter, en compagnie d'un sergent-major suisse de sa connaissance, le casernement des Suisses, qui étaient au nombre de 8 à 900, presque tous sur leurs couchettes, et fut stupéfait de voir l'hôtel de Marsan plein de soldats; le même, remarquant plus tard, dans la matinée du lendemain, qu'on les avait fait monter par un escalier conduisant à l'entresol et à la chapelle, ne put s'empêcher de dire à ses camarades : *Il y a de la pompe dans le dedans, l'on a trop libéré d'eau-de-vie aux Suisses, pour qu'il n'y ait pas quelques-uns d'eux un peu étourdis de quelques Suisses, de s'échapper avec les Marseillais, qui consentirent à les recevoir à bras ouverts, ajoutant que lorsque les Marseillais et la garde nationale*

envahirent le grand escalier, l'action commença, que deux décharges faites par les croisées renversèrent par terre 20 à 25 hommes, qu'alors il redescendit le même escalier et, se mettant en devoir de forcer une porte fermée à double tour, il croisa la bayonnette contre un quidam, en criant : *Coprin, si tu n'ouvres pas cette porte, je te f. au bayonnette dans le cœd.* et qu'il prit la fuite par la cour des Suisses sous une grêle de balles.

Sans date. (19 août 1792.)

Original signé, A. N., W 249, n° 1.

2343. — Déclaration du sieur Mullot, garde national, faisant partie du détachement envoyé à l'Assemblée nationale, lequel raconte qu'ayant été passé en revue par le Roi il observa le plus profond silence, et réussit à s'échapper du château avec ses camarades, l'un d'eux ayant dit que si on ne lui ouvrait pas la porte, il brûlerait la cervelle à quiconque opposerait de la résistance.

Sans date. (19 août 1792.)

Original signé, A. N., W 249, n° 1.

2344. — Déclaration du sieur Théry, garde national de service au château des Tuileries du 9 au 10 août, lequel, après être allé souper chez le Suisse de la porte Royale, fut tout surpris, à 11 heures et demie, de voir les Suisses sous les armes, assista le matin à la revue passée par le Roi, et, en attendant les événements, était allé, avec des camarades, boire un verre de vin chez le Suisse de la porte de la cour des Princes, lorsqu'une décharge partit du château, à laquelle répondirent les canonniers, ce que voyant, il s'en fut à sa section demander des munitions.

(19 août 1792.)

Original signé, A. N., W 249, n° 1.

2345. — Déclaration faite au Comité de surveillance de la Municipalité par le sieur Joseph-Anne Cruau, vainqueur de la Bastille, canonnier du bataillon de Saint-Gervais, qui vint aux Tuileries dans la matinée du 10 août pour relever les canonniers du bataillon des Filles-Saint-Thomas, trouva la porte fermée, et ayant couru avec un nommé Kasquide à travers

la grille du quai, comme lui rapporta qu'à la soirée passée par le Roi, les grenadiers de ce bataillon avaient été. *Vins le Roi et le... pour l'émancipation Mémoré ? Que dans deux heures ils avaient leurs têtes, en présence desquels propos il rassura le sieur Kasquandre, en lui disant que le faubourg Saint-Antoine venait et qu'ils seraient bientôt mis en liberté, et affirma en outre avoir eu pendant le combat des hommes revêtus de l'habit de garde nationale tirer sur le peuple.*

12 août 1792.

Original signé, A. N., W 249, n° 1.

2346. — Déclaration faite au Comité de surveillance de la Municipalité par le sieur François Queffenne, dit Edouard, ci-devant Suisse des appartements du Roi, au sujet des préparatifs de défense aux Tuileries, où il avait vu poser des grilles et murer des portes; assurant que les ministres avaient veillé toute la nuit dans le billard, à côté du cabinet du Roi; qu'il avait remarqué MM. de Mailliardor et Bachmann, ainsi que M. d'Hervilly, à la tête d'une centaine de courtisans, l'épée nue à la main, qui intrigua de tout commandement, il avait demandé à M. Pinon, chef de légion, *Que tout dans leur fait ce trouble qui arrive ici?* et que celui-ci lui avait répondu, qu'il n'en savait rien, mais qu'il s'était alors réfugié chez un de ses amis, rue Saint-Honoré, et invoquant la protection de la Loi, malgré sa qualité d'attaché au service domestique du Roi.

12 août 1792.

Original signé, A. N., W 249, n° 1.

2347. — Déclaration du sieur Delafé, grenadier volontaire de la section des Quatre-Nations, reçue par le Comité de surveillance de la Municipalité au sujet des événements du 10 août, dans laquelle il atteste notamment avoir entendu le Roi dire en passant la grille: *J'ai donné la garde nationale, moi; et M. Bouchard, au moment du départ de Louis XVI, m'a dit: vous parlez aux gardes nationales. Mémoré, pourquoy? O Roi, si l'Assemblée nationale, qui est la seule loi, n'est pas là, comment pouvez-vous espérer que la garde nationale se soumette à vous? et qu'il s'empare*

rassurer la Reine en lui disant qu'elle n'avait rien à craindre, qu'elle était entourée de braves gens, ce à quoi la Reine répliqua, en appuyant sa main sur sa poitrine, qu'elle ne craignait rien.

20 août 1792.

Original signé, A. N., W 249, n° 1.

2348. — Déclaration par le sieur Neveu, artiste, grenadier volontaire de la section du Théâtre-Français, de ce qu'il a vu et entendu, étant de garde montante au château des Tuileries le 9 de ce mois, et poste d'honneur, cour Royale, avec lettre d'envoi au président de l'Assemblée législative.

20 août 1792.

Original signé, A. N., C 161, n° 105.

2349. — Déclaration du sieur Thuringhys, officier des compagnies françaises dans l'armée du Nord, reçue par le Comité de surveillance de l'Assemblée législative, portant qu'un ex-sergent des gardes suisses offre de révéler ce qui s'est passé aux Tuileries les 8, 9 et 10 août, avec détails sur la séduction des soldats du régiment des gardes suisses.

20 août 1792.

Original signé, A. N., C 181, 2<sup>e</sup> inventaire, n° 20.

Id. *Recueil de pièces justificatives de l'Assemblée législative de Paris, 1792, par la Commission des 21 (2<sup>e</sup> inventaire), p. 54.*

2350. — Rapport du sieur Dun, ancien sergent de la compagnie d'Affry, au Comité de surveillance de l'Assemblée législative, sur ce qui s'est passé au château des Tuileries depuis le 4 jusqu'au 10 août, donnant l'effectif du régiment des gardes suisses, avec un récit des événements du 10 jusqu'à 9 heures et donne le motif.

23 août 1792.

Original signé, A. N., C 181, 2<sup>e</sup> inventaire, n° 19.

Id. *Recueil de pièces justificatives de l'Assemblée législative de Paris, 1792, par la Commission des 21 (2<sup>e</sup> inventaire), p. 50.*

Id. — Lettre de M. Maréchal, procureur de la commune, aux citoyens l'Assemblée de l'arrondissement de Paris, le 10 août 1792, annonçant qu'il vient

d'écire aux quarante-huit sections et aux Comités de surveillance de l'Assemblée et de la Ville, pour l'envoi immédiat de tous les procès-verbaux dressés relativement à la journée du 10 août.

21 août 1792.

Original signé. A. N., W 231.

2352. — Lettres de M. Manuel, procureur de la Commune, aux sections de la Bibliothèque et du Palais-Royal, les invitant à envoyer, dans le plus bref délai, à la Commission de surveillance établie à la Mairie, tous les procès-verbaux rédigés sur la journée du 10 août, afin de les faire passer au tribunal chargé de poursuivre les traitres, et de ne point retarder l'instruction des différentes affaires.

21 août 1792.

Originaux signés (2 p.). B. N., Mss., nouv. acq. fr. 2650, fol. 62; nouv. acq. fr. 2672, fol. 54.

2353. — Interrogatoire subi à la barre de l'Assemblée législative par M. Armand Marc de Montmorin, ex-ministre des affaires étrangères, au sujet du projet de départ de Louis XVI avant le 10 août, et de l'ordre donné aux Suisses de tirer sur les citoyens de Paris lors de cette journée.

21 août 1792.

Extrait du procès-verbal. A. N., C 157, n° 315.

Ed. ROCHER et ROUX, *Histoire parlementaire de la Révolution française*, t. XVII, p. 103.

*Archives parlementaires*, t. XLVIII, p. 604.

2354. — Déclaration du sieur François Meisson, commandant des Marseillais, blessé dans la journée du 10 août, reçue à la caserne du bataillon par M. Jean-René Loiseau, directeur du jury d'accusation, portant d'abord sur des faits antérieurs de provocation, d'outrage et de machination, et sur ceux relatifs à la journée du 10 août, auxquels il prit part avec son bataillon, notamment sur l'attaque dirigée par un détachement de gardes suisses, que le capitaine des canonnières fit mitrailler et disperser.

21 août 1792.

Original signé. A. N., C 192, n° 500.

2355. — Déclarations faites à M. Jean-René Loiseau, directeur du jury d'accusation, au sujet des événements concernant la journée du 10 août, par les volontaires de la garde nationale dont les noms suivent, savoir :

1<sup>o</sup> Jean-Baptiste Boussard, architecte, grenadier du bataillon des Carmes ;

2<sup>o</sup> Guillaume-Jacques Raudet, tapissier, sergent-major des canonniers du bataillon de Sainte-Geneviève ;

3<sup>o</sup> Jean-Claude Gauthey, cordonnier, canonnier du bataillon de Saint-Etienne-du-Mont ;

4<sup>o</sup> François Robert, journaliste, commissaire de la Commune ;

5<sup>o</sup>, 6<sup>o</sup>, 7<sup>o</sup> Antoine Lemaire, sergent, et deux canonniers du bataillon de Saint-Etienne-du-Mont ;

8<sup>o</sup> Simon Louvet, canonnier du même bataillon ;

9<sup>o</sup> Honoré Lieutaud, capitaine de la 3<sup>e</sup> compagnie du bataillon de Marseille ;

10<sup>o</sup> Jacques Jouy, tailleur, volontaire du bataillon de Saint-Philippe-du-Roule ;

11<sup>o</sup> Charles Daubanel, canonnier du bataillon des Carmes ;

12<sup>o</sup> François Giraud, capitaine de la 4<sup>e</sup> compagnie du bataillon de Marseille, à la caserne des Cordeliers ;

13<sup>o</sup> André Carvin, capitaine de la 1<sup>re</sup> compagnie des volontaires marseillais ;

14<sup>o</sup>, 15<sup>o</sup>, 16<sup>o</sup> Pierre Maunier, Joseph Losier et Jean-Baptiste Meurant, capitaines des 6<sup>e</sup>, 7<sup>e</sup> et 8<sup>e</sup> compagnies desdits volontaires ;

17<sup>o</sup> Noël-Jean Cocher, sous-lieutenant des grenadiers du bataillon du Roule ;

18<sup>o</sup> Jean-Baptiste Fleury, graveur, volontaire du bataillon de l'Oratoire ;

19<sup>o</sup> Sire Meinard, marchand d'habits, canonnier du bataillon de Saint-Etienne-du-Mont ;

20<sup>o</sup> Louis Cavin, peintre en bâtiments, canonnier du bataillon de Saint-Joseph ;

21<sup>o</sup>-23<sup>o</sup> quatre autres canonniers du bataillon de Saint-Joseph ;

24<sup>o</sup>-56<sup>o</sup> Trente canonniers du bataillon des Lombards. L'un d'eux ayant crié : *Vive la Nation !* lors de la revue, fut fixé par le Roi et découvrit sa poitrine, disant



femmes par divers particuliers, puis se retira au corps de garde de l'Assemblée.

23 août 1792.

Original signé, A. N., W 249, n° 1.

2361. — Déclaration faite au Comité de surveillance de la section du Ponceau par Jean-François Delanoux, orfèvre, rue Saint-Denis, garde national envoyé avec le détachement de renfort à l'Assemblée, lequel reconnut avoir signé, vers 7 heures du matin, une pétition proposée par les officiers de l'état-major, pour le renvoi des soi-disant fédérés, qui venaient porter le trouble à Paris, entendre les Suisses, au nombre de 30, qui occupaient les appartements au-dessous de la chapelle, dire aux gardes nationaux : *Vous ennuieront nous trahissent, mais nous toujours mourir*, et se retira au poste de la Trésorerie nationale, où l'officier, M. Malécot, lui exprima ses regrets de l'avoir requis, la veille, « pour un service tumultueux et inquietant ».

23 août 1792.

Original signé A. N., W 249, n° 1.

2362. — Déclaration faite au Comité de surveillance de la section du Ponceau par le sieur François-Joseph Gosset, sculpteur, gendarme de la nouvelle création du 22 août 1792, aux termes de laquelle il dénonce un nommé Poitevin, ancien garde du Roi, qui accompagna le Roi à l'Assemblée, dans la troupe composée de grenadiers des Filles-Saint-Thomas et de Suisses, et atteste que cette troupe fit feu sur le bataillon de Bonne-Nouvelle, placé sur la terrasse des Feuillants, ajoutant qu'il trouva sa pique contre le fusil d'un Suisse mort, rejoignit son bataillon et continua à tirer tant qu'il en trouva l'occasion.

23 août 1792.

Original signé, A. N., W 249, n° 1.

2363. — Déclaration faite au Comité de surveillance de la section du Ponceau par Louis-Jean-Augustin Vignard, ouvrier de cette section, qui vit Louis XVI entouré de beaucoup de gens suspects, vêtus de surtout blancs avec épaulettes d'or, passer la revue des Suisses dans la

cour de Marsan, aux cris de : *Vive le Roi* ! refusa de signer certaine pétition qui lui fut présentée, et, après avoir été déjeuner, resta avec le bataillon de Bonne-Nouvelle qui faisait feu sur les Suisses.

23 août 1792.

Original signé, A. N., W 249, n° 1.

2364. — Lettre de M. Bourd, président de la section Mirabeau, à M. Mamelet, au sujet des procès-verbaux dressés par la section, à l'occasion des événements du 10 août, déclarant que les procès-verbaux relatifs, soit à des arrestations, soit à des appositions de scellés, soit à des inventaires de meubles et effets, comme ceux qui garnissaient la caserne des Suisses, ont été successivement remis par des commissaires de la section au Comité de surveillance et au secrétariat de la Commune.

23 août 1792.

Original signé, A. N., W 251.

2365. — Interrogatoire subi, devant le Comité de surveillance de la Municipalité, par M. Augustin-Bernard-Louis-Joseph Rousseau, maître d'armes du prince royal, de service aux Tuileries avec les grenadiers du bataillon des Filles-Saint-Thomas, au sujet des faits dont il fut témoin dans la nuit du 9 et la matinée du 10 août, en particulier de la revue passée par le Roi et de la proclamation lue par M. Rœderer, au cours de laquelle il entendit distinctement ces mots : *repousser la force par la force*.

23 août 1792.

Original signé, A. N., W 251, n° 34.

2366. — Interrogatoire subi, devant le Tribunal criminel extraordinaire, par M. Louis-Victoire-Hippolyte-Luce de Montmorin-Saint-Hérem, maire et ex-gouverneur du château de Fontainebleau, au sujet de sa présence aux Tuileries dans la nuit du 9 au 10 août, qu'il explique par son habitude d'assister le jeudi au coucher du Roi, reproduisant le tenor de l'ordre donné par M. Rœderer à M. de La Chesnaye au moment du départ de Louis XVI pour l'Assemblée, et déclarant être resté étranger à ce qui se passa aux Tuileries.



étant sorti par le passage des Feuillants et le bruit des canonniers, peu de temps avant que la fusillade partit des fenêtres du château.

26 août 1792.

Original signé, A. N., C 131, n° 166<sup>re</sup>.  
Cf. H. WALLON, *Histoire du Tribunal révolutionnaire de Paris*, t. I, p. 20.

2367. — Lettre des administrateurs du Département de Police, de Surveillance et de Salut public, accompagnant l'envoi au greffe du Tribunal criminel extraordinaire des différentes pièces qu'ils ont pu rassembler sur la journée du 10 août et les Suisses, et demandant un accusé de réception.

27 août 1792.

Original signé de G. V. Dugon, Sergent et Ch. Goret, A. N., W 249, n° 1.

2368. — Procès-verbal des événements relatifs à la journée du 10 août, et dans lesquels je soussigné, J.-J. Leroux, officier municipal et administrateur au Département du Domaine financier et Impositions de la ville de Paris, ai été acteur ou témoin.

1<sup>re</sup> septembre 1792.

Copie conforme à l'original, signée de J.-J. Leroux, le 2 septembre 1792 (2 p.), A. N., C 116, n° 365, B. N., Mss., fonds français, 6574, fol. 81.

Cf. MONTMER-LEROUX, *Histoire de la Terreur*, t. II, p. 455.

2369. — Lettre de M. J.-J. Leroux, officier municipal, au président de la Commission extraordinaire des 12, adressant, pour servir à sa justification, copie du procès-verbal des faits dont il a été témoin, redoutant par dessus tout de ne devoir sa tranquillité qu'à son innocence, et réclamant sa mise en jugement.

3<sup>e</sup> septembre 1792.

Original signé, A. N., C 116, n° 366.  
Cf. MONTMER-LEROUX, *Histoire de la Terreur*, t. II, p. 457.

2370. — Lettre de M. J.-J. Leroux, officier municipal, au maire de Paris, lui envoyant une copie du procès-verbal sur les événements du 10 août, destinée au commandant général de la Commune, auquel le nommé a été déposé par lui (cité par M. LEROUX, *Histoire de la Terreur*, t. II, p. 457).

nistrateur et priant de répartir les émoluments qui lui reviennent entre les veuves et orphelins des citoyens morts le 10 août et les volontaires.

5 septembre 1792.

Original, B. N., Mss., fonds français 6574, fol. 76 verso, A. N., C 116, n° 366.  
Cf. MONTMER-LEROUX, *Histoire de la Terreur*, t. II, p. 454.

2371. — Réflexions ou remarques de M. J.-J. Leroux sur son procès-verbal des événements du 10 août, avec renvoi au procès-verbal.

5 septembre 1792.

Minute de la main de J.-J. Leroux, B. N., Mss., fonds français 6574, fol. 95.

2372. — Interrogatoire subi, devant le Tribunal criminel extraordinaire, par M. François-Louis Guérin de Sarcilly, capitaine au 103<sup>e</sup> régiment d'infanterie, subordonné attaché à M. de Gouy d'Arville, commandant général de la 1<sup>re</sup> division, à l'effet d'expliquer sa présence au château des Tuileries, dans la nuit du 9 au 10 août, et son rôle aux côtés des généraux qui y commandaient, ayant notamment assisté à la revue passée le matin par le Roi.

12-14 septembre 1792.

Originaux signés (2 p.), A. N., C 116, n° 160<sup>re</sup>.

2373. — Déposition faite devant le Tribunal criminel extraordinaire, par le sieur Charles Sarréon et l'apothicaire de l'imprimerie Baudouin, au sujet du sieur Gouin de Sarcilly qui s'y était réfugié en sortant des Tuileries, après avoir reçu d'un Suisse un coup de pousse dans le poitrinaire violent qu'il en était résulté un crachement de sang et s'était rendu jusqu'à son

16 septembre 1792.

Original signé, A. N., C 116, n° 160<sup>re</sup>.

2374. — Interrogatoires subis au comité de sûreté générale de la Convention nationale, par Ange-Louis Catherine-Frédéric de Goberville, couturier, Anne-Alexandre Bousquet, marchand, et la petite Nanette, domestique d'un des deux, avec le texte de leurs réponses au 10 août.

des Tuileries, le 10 août, et d'avoir moulu des balles pour les Suisses.

4 octobre 1792.

Minutes, 4 p., A. N., C 248, n° 16049.

2375. — Lettre de M. J.-J. Leroux à M. Pétion, maire de Paris, rappelant l'en-ven qu'il lui a fait de son procès-verbal sur les événements du 10 août, procès-verbal qui ne semble point lui être parvenu, et renouvelant ses instances pour que sa conduite soit jugée et que l'on fasse justice des calomnies lancées contre sa personne.

17 octobre 1792.

Original, B. N., Mss., fonds français, 6574, fol. 89.

2376. — Lettre de M. Pétion à M. J.-J. Leroux, lui accusant réception de son procès-verbal relatif aux événements du 10 août, qui sera soumis au Conseil général de la Commune, avec les lettres et notes explicatives y jointes, et observant qu'il est libre de se défendre en recourant à la publicité par l'impression, et en attaquant devant les tribunaux ceux qu'il croira devoir mettre en cause.

22 octobre 1792.

Minute, de la main de Pétion, B. N., Mss., fonds français, 6574, fol. 80.

2377. — Dénonciation, reçue par le Comité de surveillance de la section des Droits de l'Homme, contre le sieur Gilles-Camille Fayel, ancien juge de paix de la section du Roi-de-Sicile, accusé d'avoir complété avec l'état-major, dans la nuit du 9 au 10 août, et fait déplacer le bataillon du Petit-Saint-Antoine pour le mettre dans la situation la plus périlleuse, où il devait infailliblement être écharpé, s'il ne se rangeait pas du côté du tyran.

14 frimaire an II.

Copie conforme, A. N., W 357, n° 343.

Cf. H. WALLON, *Histoire du Tribunal révolutionnaire de Paris*, t. II, p. 264.

2378. — Interrogatoire subi, au Comité de surveillance révolutionnaire de la section de Gouthomme l'Écl par M. Gabriel Tassin, dit l'Étang, ancien commandant du bataillon des Filles-Saint-Thomas, au sujet

de sa participation aux journées des 9 et 10 août 1792.

15 nivôse an II.

Copie conforme, A. N., W 357, n° 750, 1<sup>re</sup> partie.

2379. — Interrogatoire subi, devant le Tribunal révolutionnaire, par M. Gabriel Tassin, dit l'Étang, ex-commandant du bataillon des Filles-Saint-Thomas, et autres officiers et grenadiers du même bataillon, au sujet de leur participation à la journée du 10 août.

4 ventôse, 12 floréal an II.

Originaux signés (10 p.), A. N., W 357, n° 750, 2<sup>e</sup> partie.

2380. — Lettre de M. Gabriel Tassin, ex-commandant du bataillon des Filles-Saint-Thomas, à Fouquier-Tinville, lui rappelant qu'il a été traduit au Tribunal du 17 août pour les mêmes faits qui motivent la poursuite dirigée actuellement contre lui, et qu'il y a été acquitté, et priant l'accusateur public de le faire bénéficier de nouveau de la justice qui lui fut rendue alors.

5 ventôse an II.

Original signé, A. N., W 357, n° 750, 2<sup>e</sup> partie.

Cf. H. WALLON, *Histoire du Tribunal révolutionnaire de Paris*, t. III, p. 375.

2381. — Arrêté du Comité de surveillance révolutionnaire de la section Lepelletier, déclarant qu'après enquête faite par les commissaires de l'assemblée de la section, nommés à cet effet, le 12 août 1792, sur la conduite du bataillon des Filles-Saint-Thomas, au 10 août, il n'a été recueilli aucun renseignement qui pût rendre suspect aux yeux des patriotes le sieur Bérard, alors capitaine audit bataillon, actuellement commandant de la force armée de la section Lepelletier.

2 floréal an II.

Original signé, A. N., W 357, n° 750, 1<sup>re</sup> partie.

2382. — Acte d'accusation, 4 Antoine-Quentin Fouquier-Tinville, accusateur public du Tribunal révolutionnaire, contre : 1<sup>er</sup> Gabriel Tassin, dit l'Étang, ex-commandant du bataillon des Filles-Saint-Thomas ;

2° Louis Daniel Lassin, l'un, son frère l'autre; 3° Jean-Philippe Wemmering, agent des bureaux du Comité des denrées et agents de change, ex-capitaine des grenadiers; 4° Pierre-Léonard Augault, traître, ex-grenadier; 5° Pierre-Jacques Porret, agent de change, ex-commandant du bataillon des Petits-Pères; 6° François Salmon, médecin, ex-officier du bataillon des Filles-Saint-Thomas; 7° François Parizot, sous-officier de camp de Lafayette et commissaire à la Camp-Lafayette; 8° Louis Gabriel Hingest, ancien mousquetaire, fabricant de papier, atomiseur; 9° Charles-Jean-Baptiste Deschamps-Tresfontaine, sous-chef de comptabilité des droits d'enregistrement, grenadier; 10° Joseph-Louis Maulgué, architecte, ex-capitaine d'une des compagnies du centre du bataillon des Filles-Saint-Thomas; 11° Thomas-Simon Bernard, armateur, capitaine de la 3<sup>e</sup> compagnie de la centre, prévenu d'avoir secondé les complots liberticides du tyran et de sa famille, dans la nuit du 10 août 1792.

11 février an II.

Original signé : A. N. — W. 447, n. 100, 1<sup>re</sup> partie.

— L. H. WATTEL, *Histoire de Thomas (déclaration de Paris)*, t. III, p. 374.

2383. — Interrogatoire, devant le Tribunal révolutionnaire, de Thomas-Simon Bernard, ancien grenadier, commandant la troupe française de la section l'opinion sur le sujet de sa participation à l'affaire du 10 août, ex-qualité de capitaine de la 3<sup>e</sup> compagnie du bataillon des Filles-Saint-Thomas.

11 février an II.

Original signé : A. N. — W. 447, n. 100, 1<sup>re</sup> partie.

— L. H. WATTEL, *Histoire de Thomas (déclaration de Paris)*, t. III, p. 374.

2384. — Déclaration du sieur Lapière, capitaine Porret, ancien commandant du bataillon dit des Petits-Pères, au sujet de sa conduite avec le Roi du 9 au 10 août, accusé par le Comité de surveillance révolutionnaire de la nuit du 10 août de 1792.

13 février an II.

Original signé : A. N. — W. 447, n. 100, 1<sup>re</sup> partie.

*Déclaration du bataillon des Filles-Saint-Thomas.*

2385. — Déclaration du sieur Van Land, lieutenant de la compagnie de grenadiers du bataillon des Filles-Saint-Thomas, constatant qu'il avait accompagné le Roi à l'Assemblée, qu'ensuite, entre, se produisant un mouvement sur la terrasse, où il aperçut trois têtes portées au bout de piques, et qu'il, peu après, s'attendant donc que le tyran eût été tué par le peuple, ce qu'il reconnut exact par les décharges affreuses de mousqueterie et d'artillerie, il se retira du côté de l'Orangerie, au milieu des herbes poussant de bas côtés, chez un honnête faencier du faubourg Saint-Honoré, et resta jusqu'à 3 heures après-midi.

13 août 1792.

Original signé : A. N. — W. 447, n. 100, 2<sup>e</sup> partie.

— L. H. WATTEL, *Histoire de Thomas (déclaration de Paris)*, t. III, p. 374.

2386. — Déclaration du sieur Soret, sergent de la compagnie des grenadiers au bataillon des Filles-Saint-Thomas employé à la Casse, d'Assemblée sur ce qu'il s'est passé dans la nuit du 9 au 10 août et le 10 août, étant l'un des douze grenadiers de garde chez le Roi, rapportant qu'il sortit dans le jardin et vit fusiller les Suisses, dont plusieurs furent tués auprès de lui, attestant sur l'honneur n'avoir tiré aucun coup de fusil et n'avoir attaqué personne.

13 août 1792.

Original signé : A. N. — W. 447, n. 100, 2<sup>e</sup> partie.

2387. — Déclaration du sieur Berry, sous-officier de la compagnie de Repel au bataillon des Filles-Saint-Thomas, constatant qu'il faisait partie du 3<sup>e</sup> peloton commandé au moment où le Roi prit la détermination de se rendre à l'Assemblée, qu'ensuite il fut placé avec cent cinquante de ses camarades dans le jardin des Capucins, afin de chaper à la défense de l'Assemblée, affirmant qu'il était très affecté de la compagnie, occupé de ses terres d'ancien-

et n'a jamais songé à faire feu sur ses concitoyens.

(14 août 1792.)

Original signé A. N., W 357, n° 750, 2<sup>e</sup> partie.

2388. — Décision du Conseil général de la Commune, autorisant les commissaires de la section de la Bibliothèque à apposer les scellés au domicile des grenadiers du bataillon des Filles-Saint-Thomas, qui se sont absentés.

(13 août 1792.)

Copie conforme, B. N., Mss., nouv. acq. fr. 2667, fol. 135.

2389. — Notice sur la conduite de M. G (abriel) T (assin), ci-devant commandant en chef du 2<sup>e</sup> bataillon de la 3<sup>e</sup> légion, dans les journées des 9 et 10 août.

(14 août 1792.)

Original, A. N., W 344.

Fol. MORTIMER-TERNAUX, *Histoire de la Terreur*, t. II, p. 472.

2390. — Rapport de M. Boscary, commandant en second du bataillon des Filles-Saint-Thomas (section de la Bibliothèque), en ce qui le concerne dans les journées des 8, 9, 10 et 11 du courant.

(14 août 1792.)

Original signé A. N., W 343, n° 9.

Fol. MORTIMER-TERNAUX, *Histoire de la Terreur*, t. II, p. 473.

2391. — Déclarations des sieurs Noël Avril, sous-lieutenant de la 2<sup>e</sup> compagnie du bataillon des Filles-Saint-Thomas, Jean-Baptiste Jardin, adjudant du même bataillon, et Pierre Le Roy, canonier de la compagnie de la section de la Bibliothèque, sur les événements de la nuit du 9 au 10 août et de la journée du 10 août, reçues par Pierre-Nicolas Chrétien et Pierre-Nicolas Vergne, commissaires de la section de la Bibliothèque, chargés de recueillir les renseignements sur l'événement du 10 août au château des Tuileries.

(14, 15 août 1792.)

Original signé A. N., W 357, n° 750, 2<sup>e</sup> partie.

Fol. MORTIMER-TERNAUX, *Histoire de la Terreur*, t. II, p. 474, 475.

et le rapport fait à l'assemblée générale de la

section de 1792, ci-devant de la Bibliothèque, par les commissaires nommés en l'assemblée générale du 14 août 1792, à l'effet de prendre tous les renseignements et de faire les recherches nécessaires sur la conduite du bataillon, en particulier des grenadiers des ci-devant Filles-Saint-Thomas (établissant diverses catégories et signalant les braves gens qui ont bien mérité de la Patrie, les modérés, les égarés et les coupables).

(30 août 1792.)

Imprimé, A. N., W 357, n° 750, 1<sup>re</sup> partie.

2392. — Déclaration du sieur Achet, grenadier du bataillon des Filles-Saint-Thomas, retenu sous la sauvegarde de la Loi à la Mairie, reconnaissant qu'il a fait partie de l'escorte civile du Roi, lorsque Louis XVI s'est rendu à l'Assemblée nationale, qu'ensuite il a laissé son fusil chez le portier du Pont-Tournant, et est en mesure de prouver qu'il ne se trouvait point au château lors des crimes horribles qui s'y sont commis.

(16 août 1792.)

Original signé, A. N., W 357, n° 750, 2<sup>e</sup> partie.

2393. — Déclaration du sieur Fems, grenadier du bataillon des Filles-Saint-Thomas, portant qu'il a passé la nuit du 9 au 10 août sur la terrasse devant le château, que, le 10 août, il a été envoyé avec 12 à 20 de ses camarades chez la Reine, et qu'il s'est retiré, harassé de fatigue, chez Peyron, restaurateur du passage des Feuillants, sans avoir tiré aucun coup de fusil et sans avoir poussé aucun cri.

(16 août 1792.)

Original signé A. N., W 357, n° 750, 2<sup>e</sup> partie.

2394. — Déclaration du sieur Renié, caporal de grenadiers au bataillon des Filles-Saint-Thomas, faisant connaître qu'il est resté toute la nuit du 9 au 10 août dans la grande Cour royale, que, sur les 6 heures, il vit le Roi passer en revue la garde nationale et les Suisses, et qu'après avoir conduit Louis XVI à l'Assemblée, il est rentré chez lui.

(16 août 1792.)

Original, A. N., W 357, n° 750, 2<sup>e</sup> partie.

2395. — Déclaration du sieur François-Henry Laurent, commandant un détache-

nent de grenadiers du bataillon des Filles-Saint-Thomas, portant qu'après avoir escorté le Roi et sa famille à l'Assemblée, il n'avait dans la cour, pour aller à passer les pièces du bataillon dans le jardin, fut lésé d'un coup de fleche et parvint à reprendre ses camarades à l'Assemblée, attestant n'avoir donné ou reçu aucun ordre de tirer et n'avoir délivré de son chef aucune cartouche.

(16 août 1793.)

Original signé : A. N. — W. 337, n° 750, 1<sup>re</sup> partie.

2396. — Requête du sieur David Cousin, à l'effet de vérifier s'il est vrai, comme c'est la rumeur générale, que les grenadiers ont voulu forcer les canonniers à tirer sur le peuple, proposant, dans ce cas, que ces grenadiers soient déclarés indignes de porter les armes et désarmés.

(16 août 1793.)

Original signé : A. N. — W. 337, n° 750, 2<sup>e</sup> partie.

2397. — Déclaration du Sieur Rapin, soldat citoyen depuis le 13 juillet 1789 jusqu'à 1792 et grenadier du bataillon des Filles-Saint-Thomas depuis la formation de la compagnie, rapportant qu'il fut envoyé dans les appartements de la Reine, où il fut indigné de voir nombre de personnes armées d'épées, de couteaux de chasse, de poignards et de pistolets, et que, lorsque le feu commença, il s'échappa par l'escalier des cuisines dans le jardin, où il jeta son fusil, et où la foule lui prit son sabre.

(16 août 1793.)

Original : A. N. — W. 337, n° 750, 2<sup>e</sup> partie.

2398. — Déclaration du sieur Blasius, premier violon de la Comédie-Italienne, à l'effet de constater qu'il ne composait son bataillon au château des Tuileries, où il est resté jusqu'à 4 h 1/2 du matin et où, commandé par un gros rhume, il a été M. Dupontin, attendant du bataillon, de lui faire ouvrir la porte de la Cour du manège et est rentré à son domicile à 5 heures du matin.

(16 août 1793.)

Original signé : A. N. — W. 337, n° 750, 2<sup>e</sup> partie.

2399. — Déclarations faites 1<sup>re</sup> par les sieurs Marin Parfait-Perdu et Servoisier, grenadiers du bataillon des Filles-Saint-Thomas, 2<sup>e</sup> par François Salneuve, premier sous-lieutenant des grenadiers du même bataillon, sur ce qui s'est passé dans la nuit du 9 au 10 août et dans la journée du 10, où on les avait postés dans la galerie de la Reine, à côté de ci-devant nobles, armés de sabres, de carabines, d'espingoles, même de pelles et de pinçettes, constatant qu'ils sortirent par le jardin, près de la porte du Pont-Royal, au milieu de la fusillade dirigée contre les Suisses qui avaient suivi le même chemin, avec une déclaration du sieur Bousalon, portant que, retenu en chambre par une ophtalmie, il est demeuré complètement étranger à l'affaire du 10 août.

(16 août 1793.)

Original signé : A. N. — W. 337, n° 750, 1<sup>re</sup> partie.

#### D. — PARTICIPATION DES SUISSES À LA JOURNÉE DU 10 AOÛT.

2400. — Lettre anonyme adressée à M. Chassalot, capitaine de gendarmerie, annonçant que, d'après les bruits populaires, le faubourg Saint-Antoine était excité pour se joindre aux Marseillais et chasser les Suisses du château, et que la canaille était travaillée afin de leur aller faire des insultes, qui devaient rester infructueuses, c'est-à-dire sans réponse.

(19 août 1793.)

Conforme, signé de M. Bernard, en date du 14 août : A. N. — C. 192, n° 1099<sup>re</sup>.

2401. — Procès-verbal d'arrestation et interrogatoire par la municipalité de Montmartre d'un caporal suisse de la caserne de la Grange-Batelière, qui a déclaré s'être enfui de la caserne, où il n'y avait plus que quatre malades, et dont la conduite a paru suspecte, en raison des gouttes de sang remarquées sur sa personne, promettant, au dire de ce Suisse, de le rassurer qu'il s'était faite en escaladant les murs de la caserne.

(20 août 1793) (1<sup>er</sup> jour à 10 heures).

Original signé : A. N. — F. 3420.



2402. — Interrogatoire par la municipalité de Montmartre, assemblée sur la place et ensuite au corps-de-garde, d'un Suisse de la caserne de la Grange-Batelière, qui s'était enfui, entre 9 et 10 heures du matin, ayant entendu dire que la caserne était menacée, et qui avait été arrêté par le sieur Blanchard, capitaine commandant le poste de Montmartre.

10 août 1792 (2 heures de relevé).  
Original signé, A. N., F<sup>7</sup> 4426.

2403. — Procès-verbal d'arrestation et interrogatoire, par le commissaire de police de la section du Roule, de deux Suisses, qui cherchaient à se sauver du côté de Monceaux, l'un d'eux blessé et saignant de la tête, le premier, Joseph Was, fusilier de la compagnie de Surbeck, luthier de son état, ayant déclaré n'avoir pas été aux Tuileries, le second, Barthélemy Broute, ayant reconnu s'y être trouvé à 8 heures et demie et s'être sauvé, place Vendôme, déguisé en cocher.

10 août 1792 (3 heures de relevé).  
Original signé, A. N., C 192, n° 16049.

2404. — Interrogatoire par la municipalité de Montmartre, sur la place, près le corps-de-garde, d'un Suisse de la compagnie de Diesbach, amené par un caporal de la garde nationale de Montmartre, de service à la barrière, et venant de la section Mirabeau, lequel se trouvait aux Tuileries dans la matinée, et avait fui dès qu'il avait vu le danger.

10 août 1792 (4 heures de relevé).  
Original signé, A. N., F<sup>7</sup> 4426.

2405. — Procès-verbal d'arrestation et interrogatoire, par le commissaire de police de la section du Roule, du sieur Jacob Holbrink, caporal de la compagnie de Castella, à Rueil, qu'une patrouille de citoyens « armés pour le secours de la Patrie » avait trouvé rue d'Astorg, et qui déclara n'avoir pas été le matin au château des Tuileries, mais être venu avec sa femme à Paris pour acheter des légumes qu'elle avait emportés dans une hotte.

10 août 1792 (expressement).  
Original signé, A. N., C 192, n° 16049.

2406. — Procès-verbal d'arrestation, à la barrière du Roule, par le sieur René Corbin, commandant du bataillon de Saint-Philippe-du-Roule, de deux Suisses, nommés Michel Gagnard et Joseph Vicmer, qui se dirigeaient vers Courbevoie, le premier, cuisinier de la compagnie de Lonsy d'Affry, lequel déclara n'avoir pris aucune part à l'affaire des Tuileries, étant sorti le matin, à 7 heures, de l'hôtel de Brionne, et n'ayant pour toute arme qu'une cuillère à pot; le second, qui reconnut avoir tiré un coup de feu le matin et s'être réfugié dans une maison du côté de la place Louis XV, où il rendit ses armes, et où on lui donna des vêtements n'étant point faits à sa taille, avec mention de l'envoi desdits Suisses à la caserne de la rue Verte.

10 août 1792 (10 h. 1/2 du soir).  
Original signé, A. N., C 192, n° 16049.

2407. — Procès-verbal d'arrestation, à la barrière du Roule, par le sieur Hanriot, commandant du poste, et interrogatoire par les commissaires de la section d'un Suisse ayant du sang à sa chemise, grenadier de la compagnie de Surbeck, caserné depuis quinze jours à l'hôtel de Brionne, lequel déclara être entré aux Tuileries jeudi, à 10 heures du soir, avoir été désarmé par la garde nationale, qui lui retira son uniforme et son sabre et lui donna un manche à balai, et être parti à 8 heures du soir pour retourner à Courbevoie.

10 août 1792 (11 heures du soir).  
Original signé, A. N., C 192, n° 16049.

2408. — Rapport du sieur Houdan, commandant en second de la section du Roule, constatant que les prisonniers suisses, transférés à la caserne de la rue Verte, ont été arrachés de ses mains par les citoyens, pour être conduits à la Maison commune, et que, malgré ses efforts, un commandant suisse a été massacré sous ses yeux.

10 août 1792.  
Pièce absente.  
Ed. MORTIMER-TERNAY, *Histoire de la Terreur*, t. II, p. 356.

2409. — Envoi par les officiers municipaux de Montmartre à la Municipalité

patissienne de deux soldats suisses sortis de leur caserne, qui s'étaient réfugiés sur le territoire de Montmartre, et d'un garde du corps, arrêté comme suspect.

10 août 1792

Original signé. A. N. F. 149.

2410. — Décret de l'Assemblée législative, portant que les officiers et soldats suisses et toutes autres personnes mises en état d'arrestation sont placées sous la sauvegarde de la Loi et des vertus hospitalières du peuple français.

10 août 1792

Extrait du procès-verbal, de la main de Vergniaud. A. N. F. 155, n° 295.

Ed. ROCHET et ROUX, *Histoire parlementaire de la Révolution française*, t. XVII, p. 1.

Archives parlementaires, t. XLVII, p. 64.

2411. — Lettre du pape de paix de la section de Henri IV au président de l'Assemblée législative, annonçant l'arrestation de M. d'Affry et son envoi à la prison de l'Abbaye, où il sera en sûreté.

10 août 1792

Texte autographe.

Ed. Le *Lapendice*, supplément au n° 316, p. 927.

ROCHET et ROUX, *Histoire parlementaire de la Révolution française*, t. XVII, p. 16.

Archives parlementaires, t. XLVII, p. 615.

2412. — Décret de l'Assemblée législative, décidant que le Commandant général donnera les ordres nécessaires pour augmenter la force du poste des Feuillants, où sont détenus plusieurs officiers du régiment des gardes suisses, faits prisonniers le matin.

10 août 1792

Minutes. A. N. F. 156, n° 306.

Ed. Archives parlementaires, t. XLVII, p. 654.

2413. — Procès-verbal d'arrestation dans la rue d'Anvers, par des citoyens de la section du Roule et des Champs-Élysées, et interrogatoire par le commissaire de la section du Roule de deux Suisses le premier, Philippe Gottem, habitant de la commune d'Affry à Rueil, lequel a reconnu s'être trouvé aux Tuileries au haut de l'escalier, où aucun coup de feu n'a été tiré, et avoir fait quelques soldats des démonstrations de fraternité, puis de la fin du combat, avoir tiré sur le

lats du corps de garde et s'être retiré dans la foule; le second, Antoine Unset, domestique au service de M. Meuler, enseigne dans le bataillon de Courbevoie, venu à Paris pour rechercher son maître, lesdits deux Suisses conduits à la caserne de la rue Verte.

11 août 1792

Original signé. A. N. F. 162, n° 1609.

2414. — Avis du Département de Police et de Surveillance au Commandant général, lui signalant la présence au village de Monceaux, près Paris, d'environ 32 Suisses, et l'invitant à prendre les mesures nécessaires pour les faire arrêter et mettre en lieu sûr.

11 août 1792

Original signé de Ruel, Duvet, Duvet, Charles et Corré. A. N. F. 149.

2415. — Procès-verbal dressé à la section du Roule, constatant qu'il y a été amené le chirurgien d'une compagnie suisse de Rueil, Jean-Antoine Bôcher, blessé par derrière dans les Champs-Élysées, ainsi qu'un grand nombre de Suisses faits prisonniers, avec un de leurs officiers, Mathias Capretz, sous-lieutenant de la compagnie de Siss, que le Comité de la section avait décidé leur transport à la caserne de la rue Verte, mais qu'un détachement de gendarmerie étant survenu, la garde nationale s'est chargée, de concert avec le chef des gendarmes, de les conduire à l'hôtel commun.

11 août 1792, lundi

Original signé. A. N. F. 172, n° 1609.

2416. — Lettre du Commandant général provisoire de la garde nationale au maire de Paris, approuvant complètement les dispositions arrêtées par lui pour la garde des Suisses et de leur chef, prisonniers de la section du Roule, jusqu'à ce que le Roi ait prononcé sur leur compte, avec l'espoir que ses concitoyens répondront aux sentiments généreux qui ont dicté le décret de l'Assemblée nationale.

11 août 1792

Minutes. A. N. F. 172, n° 1610.

2417. — Lettre par l'Assemblée Nationale aux MM. Mallot et Lacreville en qualité

de commissaires, pour essayer de calmer le peuple, puis se rassembla du côté des Français et mena à la suite des soldats suisses retenus dans un local dépendant de cette partie de l'enceinte.

11 août 1792. 8 heures du matin.

Extrait du procès-verbal, de la main de Vergniaud, A. N., C 155, n° 295.

Ed. Archives parlementaires, t. XLVIII, p. 2.

2418. — Décret de l'Assemblée législative, décidant que les Suisses détenus dans l'enceinte, dont la vie est menacée, seront transférés dans une maison d'arrêt, et adjoignant M. Chabot aux commissaires précédemment nommés pour calmer le peuple, à qui la présence des Suisses rappelle trop vivement la cruelle matinée du 10.

11 août 1792.

Extrait du procès-verbal, de la main de Vergniaud, A. N., C 155, n° 295.

Ed. Archives parlementaires, t. XLVIII, p. 2.

2419. — Décret de l'Assemblée législative, délivrant aux officiers municipaux de Puteaux une expédition du décret de la veille pour la sauvegarde des Suisses, afin de préserver de toute atteinte les deux soldats suisses déguisés, arrêtés par ces officiers municipaux et détenus sous leur surveillance.

11 août 1792.

Extrait du procès-verbal, de la main de Vergniaud, A. N., C 155, n° 295.

Ed. Archives parlementaires, t. XLVIII, p. 2.

2420. — Présentation à l'Assemblée législative, par le citoyen Auger, Savoyard, de 50 Suisses enfermés aux Feuillants, qu'on veut immoler et qui avaient, la veille, tiré en l'air, avec réception de leur serment de fidélité.

11 août 1792.

Extrait du procès-verbal, de la main de Vergniaud, A. N., C 155, n° 295.

Ed. Archives parlementaires, t. XLVIII, p. 14.

2421. — Décret de l'Assemblée législative, portant que les officiers et soldats suisses arrêtés dans l'enceinte de la ville, à l'exception de ceux qui ont été jugés par la justice, et qui ont été déclarés en état d'arrestation pour leur pro-

cès leur être fait suivant la rigueur des lois.

11 août 1792.

Extrait du procès-verbal, de la main de Vergniaud, A. N., C 155, n° 295.

Ed. Archives parlementaires, t. XLVIII, p. 14.

2422. — Décret de l'Assemblée législative, ordonnant la formation d'une cour martiale pour l'instruction et le jugement du procès des officiers et soldats suisses.

11 août 1792.

Extrait du procès-verbal, de la main de Vergniaud, A. N., C 155, n° 295; extrait signé, A. N., D XL 14, n° 60.

Ed. Archives parlementaires, t. XLVIII, p. 15.

2423. — Décret de l'Assemblée législative, déclarant les prisons de l'Abbaye sous la sauvegarde de la Loi et ordonnant la publication dans Paris, par les commissaires de la Commune, du décret rendu le matin pour le procès à faire, sans désemparer, par la cour martiale, aux officiers et soldats suisses, dont elle a décrété la translation dans les maisons d'arrêt.

11 août 1792.

Extrait du procès-verbal, de la main de Vergniaud, A. N., C 155, n° 295.

Ed. Archives parlementaires, t. XLVIII, p. 16.

2424. — Lettre de M. Røderer, procureur général syndic du Département, à la Commission extraordinaire des 12, annonçant qu'à la réception du décret pour la formation d'une cour martiale, chargée de juger les Suisses, il a écrit, en les invitant à se réunir, au Commandant en chef de la division de Paris, au commissaire ordonnateur des guerres, grand juge, ainsi qu'au commissaire ordinaire, en qualité d'assesseur, et faisant observer que, régulièrement, cette convocation devait être faite par le ministre de la guerre.

11 août 1792.

Original signé, avec copie certifiée du décret, A. N., D XL 14, n° 60.

2425. — Lettre de M. Røderer à la Commission extraordinaire des 12, au sujet de l'exécution du décret de l'Assemblée, qui ordonne la formation immédiate d'une cour martiale pour juger les officiers et soldats suisses, déclarant qu'il a

du Comité militaire, chargé de l'inspection de la garde et commissaire ordonnateur des guerres et au commissaire ordinaire, son assesseur, officiers chargés de concourir à l'établissement des cours martiales.

11 août 1792.

Ordonnance, A. N., D. XLVI, p. 60.

2426. — Lettre du Comité de surveillance de l'Assemblée législative au ministre de la justice, pour qu'il transfère aux prisons de la cour martiale qui doit juger les Suisses, avec lettre d'envoi des pièces requises par le ministre de la justice à celui de la guerre.

11 août 1792.

Ordonnance, A. N., D. XLVI, p. 60.

2427. — Lettre de M. Clément, ministre de la guerre par intérim, au président de l'Assemblée législative, annonçant qu'il vient, conformément au décret de ce jour, de donner les ordres les plus précis au commissaire auditeur des guerres de la 17<sup>e</sup> division militaire pour la formation immédiate d'une cour martiale, chargée de juger les officiers et soldats suisses.

11 août 1792.

Ordonnance, A. N., D. XLVI, p. 60.

Ed. *Archives parlementaires*, t. XLVIII, p. 32.

2428. — Adresse de l'Assemblée législative, à l'effet d'établir qu'ils n'ont pas porté les armes contre le peuple, qu'ils n'ont fait qu'accompagner le Roi à l'Assemblée, enfin qu'ils ont déchargé leurs armes et prêté serment de fidélité à la nation, au peuple et à la loi.

11 août 1792.

Ordonnance, A. N., D. XLVI, p. 60.

Ed. *Archives parlementaires*, t. XLVIII, p. 32.

2429. — Déclarations individuelles de dix soldats suisses, au bureau de l'Assemblée législative, attestant qu'ils n'ont point porté d'armes contre le peuple de leurs chefs de tirer sur le peuple.

11 août 1792.

Ordonnance, A. N., D. XLVI, p. 60.

Ed. *Archives parlementaires*, t. XLVIII, p. 32.

2430. — Décret de l'Assemblée législative, chargeant le ministre de la guerre de donner sans délai des ordres pour la sûreté du détachement suisse d'Evreux, qui est exposé à être sacrifié.

11 août 1792.

Ordonnance, A. N., D. XLVI, p. 60.

Ed. *Archives parlementaires*, t. XLVIII, p. 32.

2431. — Décret de l'Assemblée législative, décidant que les décrets concernant les Suisses à Paris seront appliqués à ceux de Neuilly et de Courbevoie, et que ces Suisses seront transférés par les ordres et les soins des municipalités respectives dans les prisons de la capitale.

11 août 1792.

Ordonnance, A. N., D. XLVI, p. 60.

Ed. *Archives parlementaires*, t. XLVIII, p. 32.

2432. — Décret de l'Assemblée législative, chargeant le ministre de la justice de lui rendre compte, sans délai, des mesures qu'il a dû prendre pour la prompte exécution du décret relatif à la formation d'une cour martiale.

11 août 1792.

Ordonnance, A. N., D. XLVI, p. 60.

Ed. *Archives parlementaires*, t. XLVIII, p. 32.

2433. — Lettre des corps administratifs et des officiers municipaux de Versailles au président de l'Assemblée législative, annonçant que les Suisses commis à la garde du jardin de Versailles et ceux de Saint-Denis, au nombre de 22 Suisses se trouvant dans la caserne de Rueil, ont déposé les armes, et priant d'indiquer les mesures à prendre pour dissiper les inquiétudes que leur présence pourrait occasionner.

11 août 1792.

Ordonnance, A. N., D. XLVI, p. 60.

Ed. *Archives parlementaires*, t. XLVIII, p. 32.

2434. — Décret de l'Assemblée législative, décidant que les Suisses détenus seront transférés au Palais-National.

11 août 1792.

Ordonnance, A. N., D. XLVI, p. 60.

Ed. *Archives parlementaires*, t. XLVIII, p. 32.

2435. — Décret de l'Assemblée législative, décrétant mortuairement honorable pour le rôle des officiers municipaux de Neuilly, de Courbevoie et autres, qui ont dirigé et protégé la conduite des soldats suisses à l'Abbaye.

11 août 1792.

Minute, A. N., C 156, n° 305.

Ed. *Archives parlementaires*, t. XLVIII, p. 39.

2436. — Déclaration du sieur Delavarpierre, concierge de l'hôtel de la prison de l'Abbaye, constatant que M. François Chabot, commissaire de l'Assemblée, chargé de protéger les officiers et soldats suisses mis en état d'arrestation à la suite de la journée du 10 août, a fait conduire, en présence des officiers municipaux de Paris et de Neuilly, les 15 Suisses désignés nominativement à ladite prison de l'Abbaye, où ils ont été écroués dans la soirée de ce jour, 10 heures et demie, avec certitude au verso, de la main de François Chabot, signé par les officiers municipaux, portant que ces 15 prisonniers n'ont été l'objet d'aucune insulte de la part du peuple le long de leur route, grâce aux paroles de M. Chabot, et qu'ils sont arrivés sains et saufs à l'Abbaye.

11 août 1792.

Original signé, A. N., C 156, n° 305.

Cf. *Archives parlementaires*, t. XLVIII, p. 39.

2437. — Ordre au bataillon du Temple de conduire sur-le-champ, à la Maison commune, M. Castella, qu'il vient d'arrêter (arrestation concernant les Suisses à Montesson et à Pontoise).

Sans date (11 août 1792).

Original signé, A. N., C 156.

2438. — Adresse de la barrière de l'Assemblée législative du maire du village d'Issy, près Paris, qui annonce l'arrestation dans les vignes de deux Suisses, qu'il a fait mettre en lieu de sûreté.

11 août 1792.

Minute, Archives de Paris.

Ed. *Archives parlementaires*, t. XLVIII, p.

accusant réception des six pièces destinées à la cour martiale qui doit juger les Suisses, et annonçant qu'il vient de les transmettre à M. La Saulsaye, commissaire auditeur, chargé de la poursuite des délits et crimes dans la 17<sup>e</sup> division militaire.

12 août 1792.

Original signé, A. N., BR<sup>16</sup> 702.

2440. — Procès-verbal d'arrestation et interrogatoire, par le commissaire de police de la section du Roule, du sieur Georges Brochet, dit Bruchet, soldat suisse de la compagnie de Bis, caserné à Courbevoie, amené par une patrouille, lequel était le 10 août aux Tuileries, a tiré sur le peuple devant la chapelle, au haut de l'escalier (ayant reçu de ses chefs « l'ordre de faire feu sur les piques »), s'est sauvé, a été poursuivi et arrêté dans le jardin d'un couvent, rue Saint-Florentin, conduit de là à l'Hôtel de Ville, où il a été enfermé jusqu'au soir, dans un corps de garde, où un cavalier de lui inconnu facilita son évasion, ledit Suisse déclaré en état d'arrestation par le commissaire de la section du Roule et conduit à la caserne de la rue Verte.

12 août 1792. 1<sup>er</sup> lettre du matin.

Original signé, A. N., C 192, n° 16019.

2441. — Procès-verbal d'arrestation à la barrière de Clichy, par le sieur Brochet, capitaine, et interrogatoire par le commissaire de la section du Roule, de deux soldats suisses de la Compagnie générale, François Gendre et Pierre Robatel, qui tous deux avaient fait partie de l'escorte du Roi, avaient été désarmés, enfermés aux Feuillants, en étaient, chacun de leur côté, sortis le soir, à l'aide de déguisements fournis par des citoyens, d'eux inconnus, et avaient rôdé toute la nuit dans les rues, s'étaient rencontrés et avaient formé le projet de sortir ensemble de Paris, lesdits soldats conduits au Palais-Bourbon.

12 août 1792.

Original signé, A. N., C 192, n° 16019.

2442. — Lettre de M. Chabot, ministre de la guerre, par laquelle il a M. Danton

2442. — Ordre de l'Assemblée générale de la Commune au Commandant général d'en-



lever 12 hommes de la garde et 50 d'infanterie à la grille de Chaillot, pour se joindre aux citoyens de Courbevoie, afin de conduire, le soir à 10 heures, des Suisses au Palais-Bourbon.

12 août 1792.

Original sans de Huetman, président, et de Truchon, secrétaire, A. N., F<sup>7</sup> 4426.

2444. — Lettre de M. La Saulsaye, commissaire auditeur de la 17<sup>e</sup> division militaire, au Commandant général de la garde nationale, déclarant que, chargé par l'Assemblée nationale de l'information contre les officiers et soldats suisses, il n'a pu pénétrer au Palais Bourbon, où sont enfermés un certain nombre d'entre eux, ni même parler au chef de poste, et demandant un ordre personnel qui lui permette d'entrer, soit dans ce palais, soit à l'Abbaye, et de s'assurer du nombre et de la qualité des détenus.

12 août 1792.

Original sans, A. N., F<sup>7</sup> 4426.

2445. — Déclaration du sieur Delauney, secrétaire commis au Comité d'instruction publique, constatant que, le matin du 12 août, des groupes de gens du peuple disaient que Pétion était un scélérat qui les avait trompés et s'était trahi en sauvant les Suisses au Palais-Bourbon, et qu'il fallait le pendre, lui et les Suisses, avec renvoi de cette déclaration à l'Assemblée générale de Salut public par les administrateurs de Police et de Surveillance, afin de détruire ces odieuses calomnies.

12 août 1792.

Original sans, A. N., F<sup>7</sup> 4426.

2446. — Décret de l'Assemblée législative, ordonnant l'apposition des scellés chez le sieur Forestier, trésorier des gardes suisses.

12 août 1792.

Extrait du procès-verbal, A. N., C. 100, n<sup>o</sup> 296.

Ed. Archives parlementaires, t. XLVIII, p. 67.

2447. — Lettre de l'Assemblée législative au Commandant général de la garde nationale, approuvant la conduite du sieur Vau-

cler, et 30 à 40 gardes suisses, qui sont détenus au dépôt des malades, et demandant à en être déchargés, attendu l'extrême fatigue de la garde nationale.

12 août 1792.

Extrait du procès-verbal, A. N., C. 100, n<sup>o</sup> 296.

Ed. Archives parlementaires, t. XLVIII, p. 67.

2447. — Lettre en allemand, écrite le 7 août 1792, par le sieur Pfeiffer, caporal suisse, à sa fille, Anne Pfeiffer-Strobelich, à Dansburen, canton de Berne, trouvée dans la poche de ce soldat, mort le 10 août, et déposée au Comité de surveillance par M. Sarrette, capitaine de la garde nationale, commandant la musique, Serangeli, peintre, élève de David, Simon Lefebvre, sergent de la musique de la garde nationale, et Remy, sergent-major de la même musique, avec traduction française en double exemplaire, pour le Comité de surveillance et la Commission extraordinaire.

12 août 1792.

Original allemand, l'un des six exemplaires signés de Sarrette et autres, et autre traduction française, certifiée conforme par Danton (3 p.), A. N., C. 100, n<sup>o</sup> 1091<sup>re</sup>, comme annexé au décret du 12 août 1792, AD<sup>1</sup> 102.

Ed. Archives parlementaires, t. XLVIII, p. 114.

2448. — Lettre de M. Clavière, ministre de la guerre par intérim, au président de l'Assemblée législative, envoyant copie de la lettre à lui adressée le 12 août par M. La Saulsaye, commissaire auditeur des guerres de la 17<sup>e</sup> division, pour accuser réception des six pièces devant servir à l'instruction du procès contre les gardes suisses, et déclarant que, conformément aux volontés de l'Assemblée, il ne néglige rien pour assurer l'exécution du décret relatif à la cour martiale.

12 août 1792.

Original sans, A. N., C. 100, n<sup>o</sup> 323.

2449. — Décret de l'Assemblée législative, approuvant la conduite du sieur Vau-

de voir, au point de sa vie, pour porter aux Suisses de Courbevoie, déjà arrivés sur les hauteurs de Chaillot, l'ordre de rebrousser chemin, signé du Roi, acte des plus méritoires par l'Apôtre aux attaques furibondes d'une multitude égaree, déclarant que le sieur Vanchelet est digne de toute l'estime de ses concitoyens, et ordonnant mention honorable au procès-verbal, avec l'impression et l'affichage du présent décret.

13 août 1792.

Minute, A. N., C 156, n° 306; copie collationnée et signée du président et des secrétaires, A. N., A 115, n° 807.

Ed. *Archives parlementaires*, t. XLVIII, p. 91.

2430. — Décret de l'Assemblée législative, portant que les deux Suisses arrêtés par la garde nationale de Boulogne seront conduits sous bonne et sûre escorte au Palais-Bourbon et que le procès-verbal de la municipalité de Boulogne sera renvoyé au Comité de surveillance.

13 août 1792.

Extrait du procès-verbal, A. N., C 156, n° 296.

Ed. *Archives parlementaires*, t. XLVIII, p. 98.

2431. — Décret de l'Assemblée législative, prenant acte de l'observation présentée par un député de ce qu'une partie des Suisses avait refusé de tirer sur le peuple et avait cherché par tous les moyens à sortir du château, et décidant que ces faits et ceux qui ont été recueillis par le Comité de surveillance seront consignés au procès-verbal.

13 août 1792.

Extrait du procès-verbal, A. N., C 156, n° 296.

Ed. *Archives parlementaires*, t. XLVIII, p. 98.

2432. — Décret de l'Assemblée législative, autorisant les représentants de la Commune de Paris à faire au ci-devant Palais-Bourbon les dispositions nécessaires pour la salubrité et la sûreté des personnes qui y sont détenues, et renvoyant à la Commune l'extinction des observations des mêmes représentants de la Commune pour la formation de la cour

martiale qui doit prononcer sur l'affaire du 10 août.

13 août 1792.

Copie collationnée et signée du président et des secrétaires, A. N., A 115, n° 740.

Ce décret ne figure pas au procès-verbal.

2433. — Décret de l'Assemblée législative, décidant que les Suisses actuellement en état d'arrestation, par les ordres de la municipalité de Rueil, seront transférés sans délai, sous bonne et sûre garde, au Palais-Bourbon, à l'exception des malades, chargeant ladite municipalité d'apposer les scellés sur les meubles et effets qui se trouvent dans les casernes de Courbevoie, et approuvant la conduite des officiers municipaux et de la garde nationale de Rueil.

14 août 1792.

Copie collationnée et signée du président et des secrétaires, A. N., A 115, n° 750.

Ed. *Archives parlementaires*, t. XLVIII, p. 117.

2434. — Décret de l'Assemblée législative, portant qu'une lettre en langue allemande, trouvée sur un caporal suisse, mort dans la journée du 10 août, qui annonçait la contre-révolution pour le 15 août et l'arrivée des Autrichiens et Prussiens à Paris pour le même jour, lettre déposée au Comité de surveillance, sera traduite et imprimée, tant en allemand qu'en français, et envoyée à la cour martiale.

14 août 1792.

Extrait du procès-verbal, A. N., C 155, n° 297.

Ed. *Archives parlementaires*, t. XLVIII, p. 119.

2435. — Adresse des fédérés des 83 départements à l'Assemblée législative, rappelant qu'un décret a ordonné l'établissement d'une cour martiale pour punir les traîtres qui ont versé le sang de leurs frères, que cette cour n'est point formée, que les scélérats relèvent la tête et que les veuves et les orphelins sont désespérés.

(14 août 1792.)

Original signé, A. N., C 161, n° 352.

Ed. *Archives parlementaires*, t. XLVIII, p. 116.

2436. — Adresse du sieur Juhen Richard, volontaire du bataillon des Inva-



De relativement à ces trois particuliers, qui certainement ne sont point complices de l'attentat du 10 août.

15 août 1792.

(Paris.)  
Lett. Bourse rétrospective, 2<sup>e</sup> série, t. I, p. 170.

2463. — Lettre du supplicant du procureur général syndic au ministre de l'intérieur, l'informant de l'arrestation de 3 soldats suisses qui gardaient des blés et qui ont été amenés au dépôt de Saint-Denis, et demandant s'il ne serait pas à propos de les faire conduire à Paris pour qu'ils soient jugés, comme leurs camarades, par la loi martiale, quoique ne paraissant point être complices.

15 août 1792.

(Paris.)  
Lett. Bourse rétrospective, 2<sup>e</sup> série, t. I, p. 170.

2464. — Décret de l'Assemblée législative, déclarant que le sieur Bursbrobst, capitaine lieutenant des gardes suisses, muni de congé et de passeport, absent de Paris depuis un temps considérable, ne peut, sur le territoire de la commune de Ris, à la conservation des récoltes, n'est pas compris au nombre des Suisses détenus, ou qui doivent l'être, pour être incessamment jugés au sujet des événements du 10 août.

16 août 1792.

Mémoire, A. N., C. 130, n. 769, pour servir de base à la procédure des juges nationaux.  
A. N., A 115, n. 770.  
Lett. A. N., 2<sup>e</sup> série, t. I, p. 171.

2465. — Pétition du sieur Martelet, commandant en second du bataillon de Saint-Cloud, à l'Assemblée législative, rappelant que, le 10 août, il a fait désarmer le détachement suisse qui se trouvait de garde au château de Saint-Cloud, et demandant le dégrèvement de l'Assemblée pour les frais de la guerre, les montures enlevées des épaules des 2 soldats suisses, et le remboursement des 300 francs.

16 août 1792.

Original signé, A. N., C. 161, n. 353.

2466. — Mémoire postérieur des officiers suisses au commandant de l'abbaye de M.

Hardor, lieutenant-colonel, Bachmann, major, Wild, sous-aide-major, Chaulet, adjudant), à l'effet d'établir : 1<sup>o</sup> que, le mercredi 8 août, M. d'Erlach, commandant de la garde suisse, reçut une double réquisition du Commandant général et du Maire, pour faire venir un renfort de 400 hommes, et que ces réquisitions furent approuvées par le Roi; 2<sup>o</sup> que les officiers suisses, signataires du mémoire, ayant accompagné le Roi à l'Assemblée et ayant été obligés de déposer leurs épées au Comité de la section des Feuillants, n'étaient point aux Tuileries pendant l'action, et par conséquent n'y avaient pris aucune part, que M. de Maillardor, quoique prisonnier, envoya aux Suisses de la caserne de Courbevoie l'ordre d'y rester tranquilles et même de déposer les armes; 3<sup>o</sup> que l'escorte du Roi, dont faisaient partie ces officiers suisses emprisonnés à l'abbaye, n'avait pas brûlé un grain de poudre.

16 août 1792.

Original signé, A. N., C. 130, n. 769.

2467. — Décret de M. Louis Zimmermann, second lieutenant au régiment des gardes suisses, prisonnier à l'abbaye, lequel commandait un détachement de 25 hommes aux Tuileries, établissant qu'il avait enjoint à sa troupe de ne point faire feu, qu'ayant reçu l'ordre de se retirer avec son poste dans l'escalier de la Reine, il y fut d'abord, et voyant l'impossibilité de toute défense dans une pareille confusion, il descendit par l'escalier des cuisines, rallia ses hommes et se rendit en droite ligne à la porte de l'Assemblée nationale, où ils furent déchargés.

15 août 1792.

Lett. A. N., C. 130, n. 769.

2468. — Décret de l'Assemblée législative, décidant l'établissement, à Paris, d'un tribunal criminel chargé spécialement de juger les crimes commis dans la journée du 10 août et autres crimes y relatifs, et réglant la composition de ce tribunal, divisé en 2 sections et comprenant 8 juges.

trous et couronné de gloire, et 2 commissaires nationaux.

17 août 1792.

Manuscrit, A. N., C 192, n° 160.

16. Archives parlementaires, t. XLVIII, p. 278.

2469. — Lettre de M. Rabaut, ministre de l'intérieur, en réponse à celle du suppléant du procureur général syndic, approuvant sa proposition de faire juger les 3 soldats suisses arrêtés à Saint-Denis et l'invitant à prendre les mesures nécessaires pour leur transfèrement, sans danger, à Paris.

17 août 1792.

Manuscrit.

Ed. *Revue rétrospective*, 2<sup>e</sup> série, t. I, p. 376.

2470. — Lettre de M. Clavière, ministre de la guerre par intérim, aux juges du Tribunal criminel du Département de Paris, annonçant qu'en raison du décret du 17 août qui leur attribue la connaissance de l'affaire des officiers et soldats suisses, il s'empresse de leur faire passer les pièces qu'il possède à ce sujet.

17 août 1792.

Original signé, A. N., C 192, n° 160.

2471. — Ordre du jury spécial d'accusation du Tribunal du 17 août, au Commandant de la force armée, de faire mettre à exécution le mandat d'amener décerné contre les nommés Gros, sergent-major, compagnie de Mailliard, Perny, sergent, compagnie de Fife, Miserece, tambour, Querjeon, de la même compagnie, et Clergeon, sergent, de la compagnie Beding.

19 août 1792.

Original signé, Archives de la Ville, Département du jury, et de l'Assemblée Nationale, du jury, A. N., C 192, n° 160.

2472. — Dépositions de Pierre-Louis Gros, sergent-major, de la compagnie de Mailliard, et de Jean-François Hubert Clergeon, sergent, tous de la compagnie de Beding, présentés à l'Assemblée nationale devant le Tribunal d'accusation du Tribunal du 17 août, déclarant que les militaires du 10 août ont été arrêtés par les soldats suisses, commandés par MM. de Mailliard et Bachmann, et qu'ils ont été transférés

la veille du 10 août, engager leurs soldats à faire feu sur le peuple.

19 août 1792.

Original signé, A. N., C 192, n° 160.

2473. — Exposé du directeur du jury d'accusation du Tribunal établi le 17 août, constatant que, le 10 août, les gardes suisses, de service au château des Tuileries, ont tiré, tant à boulets qu'à mitraille et à balles, sur la garde nationale, les fédérés, la gendarmerie nationale et les citoyens, dont un grand nombre a été tué ou blessé, que, d'après la notoriété publique, c'est l'état-major qui a ordonné de faire feu, avec déclaration du jury, portant qu'il y a lieu à accusation contre les sieurs d'Afry, Bachmann et de Mailliard.

19 août 1792.

Original signé de Callicres de l'Etang et de Dajon, A. N., C 192, n° 160.

2474. — Requête de Guillaume Jurien, ex-premier commis du ministre de l'intérieur, emprisonné à la Force, le 14 août, au ministre de la justice, à l'effet d'être interrogé et d'obtenir la levée des scellés apposés sur ses effets, protestant de son innocence.

19 août 1792.

Original signé, A. N., C 192, n° 160.

2475. — *Histoire des événements du 10 août 1792, au Tribunal de Paris*, 90 procès-verbal des effets garnissant la caserne des Suisses de la rue de la Grange-Batelière.

19 août 1792.

Original signé, B. N., Mss, nouv. acq. fr. 207, t. 11.

2476. — Lettre (18 août) de la Justice à M. Legancneur, commissaire national près le nouveau Tribunal criminel, transmettant les deux mémoires que viennent de lui adresser les officiers suisses détenus à l'Abbaye, dont l'un des deux expose leurs motifs de défense sur les faits du 10 août, et l'autre sur les motifs de son autorisation à M. de Mailliard.

Manuscrit.

Manuscrit, A. N., C 192, n° 160.



2477. — Décret de l'Assemblée législative, portant licenciement des régiments suisses qui se trouvent actuellement en France, réglant les conditions auxquelles les officiers, sous-officiers et soldats de ces régiments pourront rester au service de la France, et chargeant le pouvoir exécutif de pourvoir à la sûreté de tous les officiers et soldats qui voudront se retirer, à la condition de se rendre aux frontières, sans armes, et par détachements n'excédant pas vingt hommes.

20 août 1792.

Copie authentique et signée du président et des secrétaires. A. N., A 116, n° 874.

Ed. MOUTIERE-TILLENAX, *Histoire de la Terreur*, t. III, p. 405.

Archives parlementaires, t. XLVIII, p. 418.

2478. — Déclaration du sieur Delavaquerie, concierge de la prison de l'Abbaye, envoyée à M. Sergent, administrateur de Police, à l'effet de constater qu'il a écroué, les 10 et 11 août, en vertu du décret de l'Assemblée législative, onze officiers suisses, savoir : MM. d'Affry, colonel, Mailliardor, lieutenant-colonel, Bachmann, major, Salis, aide-major, Wild, officier-major, Zimmermann, lieutenant, Chaulet et Allimann, adjudants, Mailliardor, Rodolphe et Reding.

21 août 1792.

Original signé. A. N., W 249, n° 4.

Ed. MOUTIERE-TILLENAX, *Histoire de la Terreur*, t. III, p. 405.

2479. — Lettre de M. Lezangneur, commissaire national auprès du Tribunal criminel du 17 août, accompagnant l'envoi de deux mémoires des officiers suisses qui lui ont été transmis par le ministre de la justice.

21 août 1792.

Original signé. A. N., C 192, n° 160<sup>19</sup>.

2480. — Lettre de M. de Mailliardor, lieutenant-colonel des Suisses, détenu à l'Abbaye, au ministre de la justice, lui exprimant sa gratitude, ainsi que celle de tous ses confrères pour l'octroi de leurs mémoires à M. Lezangneur.

21 août 1792.

Original signé. A. N., W 249, n° 5.

2481. — Lettre du sieur Allimann, adjudant aux gardes suisses, écrite de l'Abbaye à une demoiselle Louison Cagina, chez M. Blum, ordonnateur, au Jardin Fleury, à Rueil, déplorant sa captivité, qui ne saurait d'ailleurs être longue, et déclarant que, « ceux qui tombent entre les mains du peuple sont à plaindre, qu'il veut absolument avoir vengeance, ainsi ceux qui ont quelque chose sur leur compte seront punis sévèrement et nos chefs auront de la peine à échapper ».

21 août 1792.

Original. A. N., W 249, n° 1.

2482. — Interrogatoire, par devant Jean-René Loiseau, directeur du jury d'accusation, des soldats suisses ci-après nommés, au sujet des faits venus à leur connaissance et des ordres à eux donnés lors du 10 août, savoir, de :

1° Paul Nick, de la compagnie d'Erlach.

2° François Rénold, de la compagnie de Mailliardor.

3° Joseph Lhomme, même compagnie.

4° Antoine Schliter, de la compagnie de Pfiffer.

5° Joseph Chenaux, de la compagnie d'Affry.

6° Joseph Clairret, même compagnie.

7° David-Abraham Chessez, de la compagnie de Diesbach.

21 août 1792.

Original signé. A. N., C 192, n° 160<sup>19</sup> : minute. A. N., W 249, n° 1.

2483. — Assignation de trente-huit canonniers de la garde nationale, à la requête du directeur du jury du Tribunal criminel du 17 août, à l'effet de recevoir leurs déclarations sur les faits et circonstances contenus en l'acte d'accusation dressé contre le major Bachmann.

22 août 1792.

Originaux signés (2 p.). A. N., W 242.

2484. — Décret de l'Assemblée législative, réglant le mode d'incorporation des officiers, sous-officiers et soldats suisses qui voudront rester au service de la nation française.

21 août 1792.

Copie authentique et signée du président et des secrétaires. A. N., A 116, n° 111.

Ed. Archives parlementaires, t. XLVIII, p. 678.

248. — *Intérogatoire* par le colonel Jean-Baptiste Leman, lieutenant du jury suisse, pour l'interrogatoire en vertu de la loi du 17 août, au sujet des faits, sous d'autres ordres de la main des officiers suisses détenus en la prison de la Contrainte, savoir, de :

1<sup>er</sup> Charles-Louis (pé Anspér) 1842. — Reconnu comme officier des Suisses, présent aux Tuileries ;

2<sup>o</sup> Louis-Auguste d'Alby, lieutenant général, colonel des gardes suisses, étranger à la journée du 10 août ;

3<sup>o</sup> Jean-Frédéric-Roch de Madliardor, lieutenant-colonel des gardes suisses, présent au château de la nuit du 9 au 10, à la garde, compaignon de la République nationale ;

4<sup>o</sup> Rodolphe-Antoine-Théodore-Xavier Salis, aide-major au régiment des gardes suisses, ayant passé la journée du 9 à l'hôtel de Brionne, près du château, et toute la nuit sur le grand rempart, avec les soldats ;

5<sup>o</sup> Louis-Nicolas-Antoine-Matthias, aide-major aux gardes suisses, présent au château du 9 au 10, sorti avec le détachement (dit de la garde) de la République nationale ;

6<sup>o</sup> Louis Zimmermann, second lieutenant aux gardes suisses, posté, avec vingt-cinq hommes, à la porte de la ville des Princes, sorti, au moment de l'action, par l'allée des Feuillants, et ayant rejoint le détachement qui avait accompagné le Roi ;

7<sup>o</sup> Joseph-Bernard Chaulet, premier adjudant, présent au château du 9 au 10, et grand-futur de la République nationale ;

8<sup>o</sup> Simon-Nicolas-Jacinte de Madliardor, lieutenant aux gardes suisses depuis l'occupation de la ville de la République nationale, sorti par la terrasse du bord de l'eau, le 10 août, pour se rendre au campement de gardes nationaux ;

9<sup>o</sup> Georges Allmann, adjudant aux gardes suisses, le coupable principal de la nuit du 9 au 10, se postant au grand rempart, commandant les Suisses, et ayant

suivi le détachement qui servit d'escorte au Roi avec MM. de Madliardor, Bachmann, Salis, Wild, d'Erlach et Chaulet.

Original 1786.

Original signé, A. N., C 192, n° 160<sup>15</sup>.

2486. — Lettre de M. Danton, ministre de la justice, au directeur du jury d'accusation du Tribunal du 17 août, transmettant l'affaire des Suisses, et l'acte par les officiers municipaux du hameau de Monceaux, en faveur du sieur Félix Bourgard, sergent-fourrier dans les gardes suisses de Courbevoie, qui avait été arrêté à Neuilly, en allant à Courbevoie chercher les registres de la solde de son régiment, ledit certificat constatant que le sieur Bourgard était resté chez lui, à Monceaux, le 10 août, jusqu'à midi.

Original 1786.

Original signé, A. N., C 192, n° 160<sup>16</sup>.

2487. — Lettre de M. Marchant-Galigny à M. Lebrun, ministre des affaires étrangères, et au Comité diplomatique, déclarant que la conduite coupable du régiment des gardes suisses, à la journée du 10 août, qui, sans aucun doute, sera désapprouvée hautement et formellement par les treize cantons, ne doit pas faire perdre de vue les services rendus par les régiments suisses, exposant tout le danger d'une rupture avec les cantons helvétiques, dans la situation où se trouve la France, montrant qu'ils pourraient contracter une alliance avec le roi de Sardaigne, mettre sur pied 50,000 hommes et opérer une diversion fâcheuse dans le Midi de la France, proposant enfin la France de leur offrir une amnistie pleine et entière, et de leur offrir une grande indemnité.

Original 1786.

Original signé, A. N., C 192, n° 160<sup>17</sup>.

2488. — Lettre de M. Frémont à M. Barthelemy, ambassadeur de France en Suisse, le priant d'interceder en faveur de vingt-un officiers suisses prisonniers à Annecy, et d'en faire la liste.

deux pour le service des soldats suisses le mode de logement adopté par l'Assemblée nationale, et déclarant qu'il se peut produire de 20 les repousser, un nombre de deux ou trois cents, sous la conduite d'un commissaire.

28 août 1792.

Original, Arch. du min. des affaires étrangères, Correspondance politique de Suisse, vol. 428, fol. 214 v.

134 JEAN KAUFER, *Papiers de Barthélemy*, t. I, p. 268.

2489. — Lettre de M. Barthélemy, ambassadeur de France en Suisse, à M. Lebrun, ministre des affaires étrangères, déplorant la forme que l'Assemblée nationale donne au licenciement des troupes suisses, qui ne peut produire que le plus vif ressentiment.

28 août 1792.

Original, Arch. du min. des affaires étrangères, Correspondance politique de Suisse, vol. 429, fol. 247.

134 JEAN KAUFER, *Papiers de Barthélemy*, t. I, p. 257.

2490. — Procès-verbal de transport à Rueil de Jean-Baptiste Legangneur et de Jean-Baptiste-Auguste Jeanson, représentants provisoires de la Commune, et d'Adam-Joseph Lecomte, lieutenant de la section armée des Quatre-Nations, commissaires nommés par arrêté du Département de Police et de Surveillance, interrogatoire de Marie-Louise Gaugina, ouvrière en linge, fille d'un soldat suisse de la compagnie Salis, au sujet de ses relations avec le nommé Allimann, officier, prisonnier à l'Abbaye, et sur le départ des Suisses de Rueil pour Paris, avec perquisition des commissaires dans les effets du sieur Allimann, interrogatoire du sieur Claude Blein, jardinier, dépositaire de deux boîtes en forme de nécessaire, procès-verbal de leur ouverture, description des effets précieux y contenus et de leur mise sous scellés, ledit procès-verbal accompagné de l'invitation du Comité de surveillance et de Salut public de la Municipalité, adressée à la section des Quatre-Nations pour se transporter à Rueil.

28 août 1792.

Original, Arch. du min. des affaires étrangères, Correspondance politique de Suisse, vol. 428, fol. 214 v.

2491. — Acte d'accusation rédigé par M. Jean-René Loiseau, directeur du jury, contre le sieur Bachmann, major des gardes suisses, inculpé, le 11 août, à l'Abbaye, par ordre du Comité de surveillance de la Municipalité, et transféré à la Conciergerie, le 24 août par les soins de la Municipalité, établissant que ledit Bachmann avait donné l'ordre aux Suisses de tirer sur le peuple, qu'il avait fait garnir leurs gibernes de cartouches et fait traduire en allemand l'espèce de proclamation de Rederer, et par conséquent qu'il s'est rendu complice de la plus infâme trahison.

29 août 1792.

Original signé, A. N., W 242.

Cf. MOHREMER-TERNIAUX, *Histoire de la Terreur*, t. III, p. 505.

2492. — Lettre de M. Barthélemy, ambassadeur de France en Suisse, à M. Lebrun, ministre des affaires étrangères, lui communiquant copie d'une lettre d'un des principaux magistrats de Berne, d'où il résulte que les cantons sont très éloignés de qualifier de trahison la conduite du régiment des gardes suisses le 10 août, et qu'ils considéreront toujours les officiers et soldats suisses détenus à Paris, comme des victimes de leur devoir et de leurs obligations, et que le corps helvétique ne verrait qu'atrocités dans les exécutions qui sont à craindre, n'ayant déjà coulé que trop de sang dans les rues de Paris, le 10 août.

31 août 1792.

Original, Arch. du min. des affaires étrangères, Correspondance politique de Suisse, vol. 429, fol. 259.

134 JEAN KAUFER, *Papiers de Barthélemy*, t. I, p. 266.

2493. — Lettres de M. Réal, accusateur public près le Tribunal établi par la loi du 17 août, au ministre de la justice, déclarant que, l'affaire des Suisses devant être jugée le 1<sup>er</sup> septembre, le Tribunal ne peut prononcer sur le fond, ni même s'en occuper, avant d'avoir statué sur la question d'exception déclinatoire mise en avant par les officiers, et demandant la marche à suivre pour éviter des retards qui méconteraient le public des républicains.

ministre, d'indiquer qu'il avait été interrogé par son collègue des affaires étrangères et même à l'Assemblée, mais faisant observer que le crime de lèse-majesté royale, à plus forte raison celui de lèse-majesté nationale, c'est-à-dire l'assassinat du peuple, est en dehors des privilèges accordés aux Suisses par les capitulations, ajoutant qu'il y a lieu d'espérer que le peuple outragé ne sera plus réduit à se faire justice lui-même, mais l'obtiendra de ses représentants et de ses magistrats.

17 septembre 1792.

Original signé, A. N., W 242.

141 MORTIMER-TERNAY, *Histoire de la Terreur*, t. III, p. 509, 509.

2494. — Jugement du Tribunal criminel établi par la loi du 17 août, rejetant le déclatoire proposé par les officiers suisses contre la compétence du Tribunal, et décidant qu'il sera passé outre à l'instruction du procès.

17 septembre 1792.

Original signé, A. N., W 242.

142 MORTIMER-TERNAY, *Histoire de la Terreur*, t. III, p. 503.

2495. — Lettre de M. Legangneur, commissaire national près le Tribunal criminel du 17 août, au ministre de la justice, lui annonçant le jugement rendu par le Tribunal, le 17 septembre, dans l'affaire Bachmann, qui ordonne de passer outre à l'instruction de la cause, rejette l'exception proposée par le conseil des quatre suisses, et invite le ministre de la justice à communiquer au Tribunal, dans le plus court délai, le résultat de ses conférences avec son collègue des affaires étrangères sur le point controversé.

17 septembre 1792.

Original signé et imprimé (2 p.), A. N., BB<sup>16</sup> 702.

2496. — Jugement du Tribunal criminel du 17 août, ordonnant que deux commissaires de ce tribunal, sous l'autorité du conseil, soient chargés de se rendre, avec le citoyen Ochsman, prisonnier, au Tribunal, pour faire description des objets saisis.

nant à des soldats suisses qui pourraient se trouver chez elle, avec procès-verbal de la perquisition opérée en conséquence.

17 septembre 1792.

Extrait et original signés (2 p.), A. N., W 242.

Ed. MORTIMER-TERNAY, *Histoire de la Terreur*, t. III, p. 504.

2497. — Déclaration du jury sur les questions posées dans le procès du major Bachmann, portant : 1<sup>o</sup> au sujet de la conspiration tendant à exciter la guerre civile qu'il a déclaré le prisonnier, le prisonnier accusé ; 2<sup>o</sup> et 3<sup>o</sup> que le sieur Bachmann est convaincu d'avoir préparé et secondé cette conspiration et de l'avoir fait méchamment et à dessein d'exciter la guerre civile.

17 septembre 1792.

Original signé, A. N., W 242.

143 MORTIMER-TERNAY, *Histoire de la Terreur*, t. III, p. 505.

2498. — Jugement rendu par la seconde section du Tribunal établi en vertu de la loi du 17 août, déclarant Charles-Joseph-Antoine-Léger Bachmann coupable d'avoir préparé et secondé la conspiration qui a éclaté le 10 août et le 17 août, et le condamner à la peine de mort.

17 septembre 1792.

Original signé et imprimé (3 p.), A. N., W 242.

2499. — Interrogatoires subis par devant le Tribunal, sous l'autorité du jury d'accusation, par deux officiers suisses extraits de la prison de l'Abbaye (où ils étaient prisonniers) : 1<sup>o</sup> M. Herman-François-Philippe-Louis de Diesbach, sous-lieutenant aux gardes suisses, après avoir été défendu des Tuileries, parvint à se retirer à l'Assemblée où il resta dans un Comité des Tuileries jusqu'à 10 heures du soir, au moment où se réunirent les Français, il prit la qualité de Hollandais ; 2<sup>o</sup> Frédéric-François-Olivier, sous-lieutenant des gardes suisses, après avoir été défendu par la prison, se rendit à l'Assemblée de Bonaparte, fut de service à la porte de l'appartement de M<sup>lle</sup> Elisabeth de Bonaparte.

comme M. de Drostsch, à l'Assemblée, et à l'aller au Temple.

2 septembre 1792.

Original signé, A. N., W 249, n° 1.

Ed. MORTIMER-TERNAUX, *Histoire de la Terreur*, t. II, p. 483.

2500. — Lettre de M. Lebrun, ministre des affaires étrangères, à M. Barthélemy, ambassadeur de France en Suisse, annonçant que M. d'Affry est acquitté et qu'il s'occupe, de concert avec le ministre de la guerre, des dispositions relatives au licenciement des troupes suisses.

4 septembre 1792.

Original, Arch. du min. des affaires étrangères, Correspondance politique de Suisse, vol. 424, fol. 218.

Ed. JEAN KAUTER, *Papiers de Barthélemy*, t. I, p. 271.

2501. — Lettre de M. Barthélemy, ambassadeur de France en Suisse, à M. Lebrun, ministre des affaires étrangères, appelant son attention sur les dangers auxquels sont exposés les Français en Suisse, à la suite de tout ce qui s'est fait à Paris contre les Suisses et en réfléchissant qu'il y a encore des scènes sanglantes à craindre.

5 septembre 1792.

Original, Arch. du min. des affaires étrangères, Correspondance politique de Suisse, vol. 429, fol. 326.

Ed. JEAN KAUTER, *Papiers de Barthélemy*, t. I, p. 272.

2502. — Lettre de M. Lebrun, ministre des affaires étrangères, à son collègue de la justice, demandant une copie de l'interrogatoire subi par M. Bachmann, pour en former un corps de preuves de la complicité de l'état-major des gardes suisses, qui sera envoyé en Suisse pour y détruire l'impression défavorable produite par les récits mensongers qu'on s'efforce d'y propager, avec réponse de Danton, portant qu'il a donné des ordres pour le prompt envoi de l'interrogatoire en question, de nature à désabuser les cantons helvétiques et à leur fournir la preuve de la criminelle complicité de l'état-major des gardes suisses dans la conjuration du 10 août, qui a provoqué la colère et la

juste vengeance du peuple, si souvent trahi et trompé.

7, 15 septembre 1792.

Original signé et minute (2 p.), A. N., BB<sup>16</sup> 702.

Ed. MORTIMER-TERNAUX, *Histoire de la Terreur*, t. III, p. 506.

2503. — Lettre de M. Barthélemy, ambassadeur de France en Suisse, à M. Lebrun, ministre des affaires étrangères, déclarant que jamais la nation française et la nation helvétique ne s'accorderont dans le jugement à porter sur la conduite des gardes suisses qui, en France, sont considérés comme des traîtres, tandis qu'en Suisse on leur décerne avec enthousiasme tous les honneurs du dévouement le plus généreux, envoyant copie de la lettre adressée par la diète helvétique à M. d'Affry, ainsi que de la circulaire aux officiers des régiments suisses qui sont encore en France, et montrant tous les ménagements auxquels a droit le peuple suisse, qu'il faut se garder de pousser au désespoir, attendu son désir de conserver avec la France des rapports d'alliance et d'amitié, avec lettre de M. Lebrun au président de l'Assemblée législative, transmettant cette dépêche et annonçant que la diète helvétique désapprouve la conduite du régiment de Châteaueux et lui a intimé l'ordre de rentrer en Suisse.

8, 15 septembre 1792.

Original, Arch. du min. des affaires étrangères, Correspondance politique de Suisse, vol. 428, fol. 475; extrait conforme et original signé (2 p.), A. N., F<sup>7</sup> 4390<sup>n</sup>.

Ed. JEAN KAUTER, *Papiers de Barthélemy*, t. I, p. 283.

2504. — Lettre de M. Lebrun, ministre des affaires étrangères, à M. Barthélemy, ambassadeur de France en Suisse, annonçant que, les 2 et 9 septembre, les prisons ont été ouvertes de force, et que, des 9 ou 10 officiers suisses qui y étaient détenus, M. d'Affry seul a été épargné et a été reconduit, aux acclamations du peuple, dans son domicile, que M. Bachmann, condamné à mort par jugement du Tribunal criminel, a porté sa tête sur l'échafaud, qu'il restait 2 à 300 soldats du régiment, que le peuple



ou à des officiers, des officiers et des sous-officiers, par leurs chefs, puis ont été renvoyés et les rapports sont parvenus dans les troupes destinées aux frontières.

17 septembre 1792.

Original. Archives des affaires étrangères. Correspondance politique de Suisse, vol. 424, fol. 222.

Ed. de Kératry, *Revue de l'Armée*, t. I, p. 285.

2506. — Lettre de M. Barthélemy, ambassadeur de France en Suisse, à M. Lebrun, ministre des affaires étrangères, exposant que les cruels événements du 2 septembre, dont tant d'hommes suisses ont encore été les infortunées victimes, rendent sa position particulière plus dangereuse et font craindre que les cantons, exaspérés par tant de malheurs et de massacres, puissent se livrer aux horreurs de la vengeance et des représailles.

18 septembre 1792.

Original. Archives des affaires étrangères. Correspondance politique de Suisse, vol. 424, fol. 223.

Ed. de Kératry, *Revue de l'Armée*, t. I, p. 286.

2507. — Lettre de M. Lebrun, ministre des affaires étrangères, à M. Barthélemy, ambassadeur de France en Suisse, lui recommandant de ne perdre ni un moment, ni une occasion pour désabuser les Suisses de l'erreur dans laquelle les malveillants les ont fait tomber relativement à la journée du 10 août, et déclarant que si les officiers des gardes suisses, renfermés dans leurs devoirs, ne se fussent pas laissés entraîner par les séductions des Français rebelles et contre-révolutionnaires, le régiment des mêmes gardes suisses n'aurait pas été anéanti, celui de Châteaufort n'aurait pas honteusement déserté, et celui d'Ernest n'aurait pas été exposé au désarmement qui a déterminé son rappel.

17 septembre 1792.

Original. Archives des affaires étrangères. Correspondance politique de Suisse, vol. 424, fol. 226.

Ed. de Kératry, *Revue de l'Armée*, t. I, p. 287.

2507. — Décret de l'Assemblée législative, portant que la Commission extraor-

dinaire, réunie au Comité de surveillance, sera tenue de déposer incessamment son rapport des faits qui se sont passés avant, pendant et depuis la journée du 10 août relativement aux régiments suisses, alors en garnison à Paris.

14 septembre 1792.

Manuscrits de l'Assemblée législative, n° 379.

Ed. de Kératry, *Revue de l'Armée*, t. I, p. 288.

2508. — Lettre du ministre de la justice au commissaire près le Tribunal criminel du 17 août, lui demandant l'envoi sans délai de l'interrogatoire subi par le major Bachmann, pour détruire l'impression défavorable produite en Suisse par les rapports mensongers et calomnieux qui ont dénaturé les événements du 10 août, avec réponse de M. Legangneur, envoyant copie de l'acte d'accusation, ainsi que le bulletin du Tribunal criminel.

15 septembre 1792.

Manuscrits de l'Assemblée législative, t. III, p. 145.

Ed. de Kératry, *Revue de l'Armée*, t. III, p. 506.

2509. — Lettre de M. Barthélemy, ambassadeur de France en Suisse, à M. Lebrun, ministre des affaires étrangères, l'assurant que, quoique les cantons suisses soient tous également ulcérés contre la France, il n'est pas bien persuadé qu'ils se laissent entraîner à un parti aussi extrême que serait celui de prendre les armes contre la nation française.

18 septembre 1792.

Original. Archives des affaires étrangères. Correspondance politique de Suisse, vol. 429, fol. 416.

Ed. de Kératry, *Revue de l'Armée*, t. I, p. 288.

2510. — Lettre de M. Lebrun, ministre des affaires étrangères, à M. Barthélemy, ambassadeur de France en Suisse, affirmant que, quels que soient les torts que l'on puisse reprocher aux officiers des gardes suisses, le gouvernement n'a pu voir sans une peine extrême les malheurs qui se sont réalisés et se réalisent encore, et le malheur et les regrets que l'on éprouve en Suisse, mais qu'il était hors

le tout pour en dire peu ou ces malheurs, et qui l'aurait tenu de rendre la Nation responsable d'événements qu'elle se trouvait hors d'état d'empêcher.

19 septembre 1792.

Original, Arch. du min. des affaires étrangères, Correspondance politique de Suisse, vol. 423, fol. 420.

M. JEAN KATLEK, *Papiers de Barthélemy*, t. I, p. 300.

2511. — Lettre de M. Barthélemy, ambassadeur de France en Suisse, à M. Lebrun, ministre des affaires étrangères, déclarant que les cantons déplorent les malheurs de la journée du 10 août, qu'ils gémissent sur tout le sang français et suisse qui a coulé, mais qu'ils croient que les premiers serments des officiers du régiment des gardes suisses, leurs premières obligations, leur imposaient la loi de défendre le Roi et sa résidence, et que, malgré tous ses efforts pour ramener les Suisses à une plus juste appréciation des événements du 10 août, il ne peut se flatter de les faire revenir complètement sur l'opinion qu'ils en ont conçue, insistant sur le motif légitimement cause pour le mode de licenciement des régiments suisses, que l'Assemblée a adopté.

15 septembre 1792.

Original, Arch. du min. des affaires étrangères, Correspondance politique de Suisse, vol. 429, fol. 428.

M. JEAN KATLEK, *Papiers de Barthélemy*, t. I, p. 301.

2512. — Lettre du ministre de la justice à son collègue des affaires étrangères, lui adressant les différentes pièces demandées le 7 septembre, dont la lecture désabusera les cantons helvétiques et les convaincra de la complicité de l'état-major du régiment des gardes suisses, dans la destruction, le 9-10 août, contre la liberté publique.

15 septembre 1792.

Minute, A. N., AF\* II, 1, fol. 107.

2513. — Adresse de la Convention nationale aux Suisses, retraçant sous leur véritable jour les événements de la journée du 10 août, que leurs ennemis ont présentés sous des couleurs si fausses et

si mensongèrement combinées, et montrant qu'au milieu des désordres inséparables d'une victoire populaire, les Parisiens ont su modérer les mouvements de leur juste vengeance et ont épargné les Suisses échappés au premier feu d'une défense nécessaire.

17 octobre 1792.

Minute, A. N., C 234, n° 196.

M. JEAN KATLEK, *Papiers de Barthélemy*, t. I, p. 291.

2514. — Lettre de M. Barthélemy, ambassadeur de France en Suisse, à M. Lebrun, ministre des affaires étrangères, faisant entendre que l'on n'est peut-être pas éloigné de croire, dans les cantons, que les infortunés officiers suisses, tant ceux qui ont péri que ceux qui ont perdu leur état, sont les victimes d'aristocrates et d'intrigants qui ont cherché à abuser de la loyauté et de la bravoure des régiments suisses pour préparer une contre-révolution, ajoutant que l'on commence à sentir qu'il ne faut attribuer les malheurs des uns et des autres qu'à la force des circonstances.

17 octobre 1792.

Original, Arch. du min. des affaires étrangères, Correspondance politique de Suisse, vol. 480, fol. 184.

M. JEAN KATLEK, *Papiers de Barthélemy*, t. I, p. 349.

2515. — Arrêté du Conseil exécutif provisoire, chargeant le général Montesquiou de faire comprendre au Corps helvétique que le régiment des gardes suisses n'a dû le sort qu'il a éprouvé dans la journée du 10 août qu'aux efforts qu'il a faits pour servir les entreprises du despotisme royal contre la liberté du peuple, et que le licenciement des troupes suisses était un effet nécessaire du nouveau régime militaire de la France et des principes de son gouvernement.

17 octobre 1792.

Extrait du registre du Conseil exécutif provisoire, A. N., AF\* II, 1, fol. 175; copie, Arch. du ministère des affaires étrangères, Correspondance politique de Suisse, vol. 431, fol. 149.

M. JEAN KATLEK, *Papiers de Barthélemy*, t. I, p. 146.

JEAN KATLEK, *Papiers de Barthélemy*, t. I, p. 363.

2546. — Lettre de M. Barthélemy, ambassadeur de France en Suisse, à M. Lebrun, ministre des affaires étrangères, portant que M. Forestier, quartier-maître-trésorier du ci-devant régiment des gardes suisses, demande à ne pas être considéré comme émigré.

M. le 1792.

Copie. Archives des affaires étrangères, Correspondance politique de Suisse, vol. 431, fol. 135 v<sup>o</sup>.

Ed. JEAN KAULEK, *Papiers de Barthélemy*, t. I, p. 373.

2547. — Décret de la Convention nationale portant que les commissaires nommés pour la vérification et levée des scellés apposés chez le sieur Forestier, quartier-maître trésorier du régiment des gardes suisses, feront dresser en sa présence un état sommaire des papiers relatifs à la comptabilité de ce régiment; après quoi ledit Forestier sera remis en possession de sa maison et de ses meubles.

11 novembre 1792.

Copie. Archives des affaires étrangères, des secrétaires, A. N., A 124, n<sup>o</sup> 388.

Ed. JEAN KAULEK, *Papiers de Barthélemy*, t. III, p. 128.

2548. — Procès-verbal des commissaires nommés le 22 novembre par le Conseil général de la Commune, pour procéder à l'examen des papiers trouvés au château des Tuileries, donnant le contenu du portefeuille de Frédéric Rouillé, soldat de la compagnie du colonel de Louis, régiment des gardes suisses, à Courbevoie, lettres et papiers de famille, « le tout imbibé du sang qui a coulé par ordre de Louis le Néron ».

M. le 1792.

Copie conforme, A. N., F<sup>o</sup> 4408.

2549. — Lettre du ministre de l'intérieur au ministre de la guerre, lui transmettant une réclamation du sieur Nogerrard, traître, qui a pour objet le règlement d'un armement de 344 fusils pour comestibles par lui fournis, du 28 août au 1<sup>er</sup> septembre, aux officiers suisses (Drouin, à la Courbevoie), dont il n'a pu être

payé par suite de la mort inopinée de ces officiers, et qui pourrait être imputé sur la caisse du ci-devant régiment des gardes suisses.

M. le 1792.

Minute, A. N., F<sup>o</sup> 4408.

2550. — Arrêté du Conseil général de la Commune, décidant la délivrance au sieur Jeudy, commissaire des guerres, chargé de l'apurement des comptes du régiment des gardes suisses, de copies des rapport et procès-verbal des effets appartenant aux ci-devant gardes suisses, et renvoyant au Corps municipal pour l'exécution de l'arrêté relatif à la restitution de ces effets.

18 août 1792.

Extrait conforme, signé de Coulombeau, A. N., F<sup>o</sup> 4408.

2551. — Procès-verbal de la remise par le greffe du tribunal de paix de la section des Champs-Élysées au sieur Auguste-Toussaint Scott, commissaire délégué par le Conseil général de la Commune, des objets trouvés sur les Suisses tués le 10 août devant la porte du Comité, objets dont le détail est donné par le procès-verbal, à l'exception des armes et munitions dont le greffier ne fut pas dépositaire, ces armes ayant été délivrées aux citoyens.

18 germinal an II.

Copie conforme, A. N., F<sup>o</sup> 4408.

#### E. — INCENDIE ET PRÉLÈVE DES TUILERIES

2552. — Décret de l'Assemblée législative, chargeant son président de donner les ordres les plus prompts aux pompiers, pour combattre le feu qui s'est déclaré au château des Tuileries, et enjoignant à la Municipalité, ou aux commissaires des sections, réunis à la Commune, de prendre sur-le-champ les mesures les plus actives pour arrêter l'incendie.

16 août 1792.

Extrait du procès-verbal de la séance de l'Assemblée, A. N., A 124, n<sup>o</sup> 388.

Ed. ARCHELAIN, *Procès-verbaux*, t. MM, p. 444.

2523. — Décret de l'Assemblée législative, portant que la Municipalité rendra compte, à l'instinct, des moyens qu'elle a pris pour arrêter les progrès de l'incendie, et chargeant le patriote Palloy de diriger les travaux.

10 août 1792.

Extrait du procès-verbal, de la main de Vergniaud, A. N., C 155, n° 295.

Id. Archives parlementaires, t. XLVII, p. 655.

2524. — Décision de l'Assemblée législative, passant à l'ordre du jour au sujet de la requête présentée par un commissaire de la section de l'Oratoire, qui signale les progrès rapides de l'incendie, en se basant sur ce qu'elle a spécialement chargé le citoyen Palloy de diriger tous les moyens de secours, et sur ce que les officiers de la Commune sont de droit autorisés à prendre toutes les mesures nécessaires.

10 août 1792.

Extrait du procès-verbal, de la main de Vergniaud, A. N., C 155, n° 295.

Id. Archives parlementaires, t. XLVII, p. 657.

2525. — Lettre du suppléant du procureur général syndic au maire de Paris, à l'effet de porter secours au château des Tuileries, qui est en feu, et de faire protéger l'arrivée des pompiers du Corps législatif, envoyés par décret de l'Assemblée pour combattre l'incendie qui gagne de plus en plus.

10 août 1792. 2 h. 34 du soir.

(Pièce absente.)

Ed. Revue rétrospective, 2<sup>e</sup> série, t. I, p. 364.

2526. — Lettre du suppléant du procureur général syndic à M. Calon, commissaire-inspecteur de la salle de l'Assemblée, le prévenant qu'il a demandé au Maire de faire protéger l'arrivée des pompiers envoyés pour combattre l'incendie des Tuileries.

10 août 1792.

Ed. Revue rétrospective, 2<sup>e</sup> série, t. I, p. 364.

2527. — Lettre du patriote Palloy au président de l'Assemblée législative, annonçant que les progrès du feu sont arrêtés, grâce à l'activité des pompiers et malgré les retards occasionnés par beau-

coup de malveillants, assurant que l'incendie sera complètement éteint dans la nuit, et ne pourra se propager au château.

4 août 1792.

Original signé, A. N., C 161, n° 351.

Id. MONTMOR-TERNAUX, Histoire de l'Incendie, t. II, p. 360.

2528. — Lettre du patriote Palloy au président de l'Assemblée législative, le priant de vouloir bien la consulter sur l'assignation qu'elle jugera à propos de lui faire pour recevoir le paiement des démolitions du château des Tuileries, et déclarant qu'il serait venu lui-même mettre l'Assemblée au courant de ses opérations, s'il n'était entièrement occupé par les travaux qu'il est obligé de faire afin de préparer le logement du Roi.

16 août 1792.

Original signé, A. N., C 161, n° 354.

Renvoyé à la Commune de Paris, le 17 août. Cf. Archives parlementaires, t. XLVIII, p. 308.

2529. — Décret de l'Assemblée législative rendu sur la pétition de Palloy, relativement au salaire des ouvriers employés à enlever les débris des bâtiments incendiés au Carrousel, décidant que la Commune de Paris pourvoira à ces dépenses sur le fonds de cent mille livres mis à sa disposition.

17 août 1792.

Copie collationnée et signée du président et du secrétaire, A. N., C 163, n° 380. Id. Archives parlementaires, t. XLVIII, p. 308.

2530. — Lettre de M. Roland, ministre de l'intérieur, au président de l'Assemblée législative, constatant que M. Palloy, chargé, par un décret du 10 août, de veiller à l'extinction de l'incendie qui s'était manifesté dans les bâtiments attenants au château des Tuileries, avait singulièrement outrepassé ses pouvoirs en exagérant les démolitions et, attendu le départ de M. Palloy pour l'armée, déclarant qu'il jugeait nécessaire de dégager sa responsabilité et d'avertir l'Assemblée des réclamations que pourraient entraîner les bouleversements et enlèvements faits des

pous le 10 août dans l'enceinte des Tuileries.

13 septembre 1792.

Original signé, A. N., F<sup>o</sup> 4394.

*Ch. Armand pour le comité de l'AN*, p. 601.

2531. — Décret de l'Assemblée législative, renvoyant la demande des ouvriers employés par le sieur Palloy à la démolition des bâtiments du Carrousel, pour le règlement de leur salaire, au ministère de l'intérieur, qui est chargé de les faire payer par la municipalité de Paris, sur les 100 000 livres mises à sa disposition, et se fera rendre compte de l'emploi de cette somme, ainsi que des débris et matériaux provenant de la démolition du Carrousel.

18 septembre 1792.

Copie collationnée et signée du président et des secrétaires, A. 118, n<sup>o</sup> 1413.

2532. — Rapport au Comité de sûreté générale de la section du citoyen Palloy, colonel du bataillon le Républicain, à la convention nationale, demandant des secours à l'effet de sa sortie des 4 desertions de Ruffet, et à se justifier de l'insulte au dirigée personnellement contre lui par le ministre de l'intérieur à l'occasion des travaux dont il avait été chargé au château des Tuileries.

21 Ruffet, 1792.

Extrait des procès-verbaux, A. N., C. 111, p. 280.

14. *Pour le comité de sûreté générale*, l. IV, p. 261.

2533. — Rapport de M. Roland, ministre de l'intérieur, à l'Assemblée législative, exposant : 1<sup>o</sup> que le sieur Palloy chargé, le 10 août, d'arrêter les progrès de l'incendie aux bâti-ques du Carrousel, a poussé les démolitions de telle sorte qu'il

— a causé à la Nation un préjudice de 100 000 livres ; 2<sup>o</sup> que le sieur Palloy, par son fait, a troublé la loi, en refusant nombre d'ouvriers qui continuent les démolitions du Carrousel, en dépit de toutes les défenses, et qui, excités par la dame Palloy, refusent de quitter leurs travaux sous prétexte de la Municipalité ; 3<sup>o</sup> que les ouvriers militaires sont forcés de continuer le paiement de leurs salaires et qu'il serait justifié d'arrêter le ministre

à regret, sous prétexte, en laissant à côté des monuments des entrepreneurs, à qui la présence de ces ouvriers a été de ceux employés à la construction de la salle de la Convention nationale, occasionner des embarras, même de l'insurrection, et que le même esprit de rébellion qui demande l'abandon de l'ancien gouvernement du Louvre, sans autre autorisation que celle de la Municipalité ; 6<sup>o</sup> que la force armée manque pour la garde des Tuileries et pour celle du Garde-Meuble, à un tel point que le poste de la rue St-Florentin n'a pas été relevé depuis plus de 18 heures ; 7<sup>o</sup> qu'il proteste de la pureté de ses intentions et qu'il défend la nomination du sieur Restout, par lui placé à la tête du Garde-Meuble.

Le signataire l'écrit.

Original signé, A. N., F<sup>o</sup> 4394.

Restout, directeur de la garde meuble, à la Convention nationale, par décret du 10 août 1792, A. N., A. 110, n<sup>o</sup> 1641.

14. *Armand pour le comité de l'AN*, p. 121.

2534. — Inventaire d'une caisse d'argenterie, apportée du château des Tuileries à l'Assemblée nationale, par plusieurs soldats citoyens des départements, contenant des chandeliers, un réchaud à lampe, deux écritoirs garnies, une seringue et une boîte à thé.

7 août 1792.

Original signé, A. N., F<sup>o</sup> 4395.

2535. — Inventaire des effets d'argenterie apportés par le sieur Bouret, horloger au Palais-Royal, et autres citoyens, comprenant une soupière marquée aux armes d'Espagne, quatre cuillères en argent.

10 août 1792.

Original signé, A. N., F<sup>o</sup> 4396.

2536. — Récépissé d'une cuillère d'argent, déposée par le sieur André Penet, commissaire général de vin, au poste d'honneur de la Cour Royale.

10 août 1792, même.

Original, A. N., C. 164, n<sup>o</sup> 841.

2537. — Décret de l'Assemblée législative, renvoyant la cause à l'appréciation du



trio de la suite de l'apoux trouvée dans son appartement.

10 août 1792.

Extrait du procès-verbal de la séance de Varennes, A. N., C. P. 1792, p. 196.

Ed. Auloy, *op. cit.*, t. XLVII, p. 649.

2548. — Admission à la barre de l'Assemblée législative de l'argenterie du Roi, qui dépose au dépôt de cet objet des divers procès composant une partie de l'argenterie royale, et est remis au Comité de la section, et demande par garde pour la conservation de cette argenterie.

10 août 1792.

(Manque au procès-verbal.)

Ed. Auloy, *op. cit.*, t. XLVII, p. 649, p. 928.

Archives parlementaires, t. XLVII, p. 652.

2539. — Déclaration du sieur Bick, contenant des armes blanches de la guerre aux Invalides, reçue par le Comité de surveillance, portant qu'à 11 heures du matin, une foule de particuliers armés s'est rendue aux Invalides et a demandé impérieusement qu'on leur délivrât les armes pouvant se trouver en magasin, ce qu'il a été obligé de faire.

Comité de surveillance, 10 août 1792.

Original signé, A. N., F<sup>7</sup> 4390<sup>v</sup>.

2540. — Déclaration du sieur Durand, attestant la remise à la section des Tuileries d'une cassette brisée, trouvée au château par un particulier, contenant deux paquets d'assignats de 50 livres, et le dépôt de ces deux paquets au Comité de surveillance de l'Assemblée, avec une autre déclaration de M. Claude Basire, membre du Comité, en date du 27 août, établissant que ce double paquet doit être considéré comme une restitution mystérieuse, et que MM. Fauchet, Grangeneuve, Archier et Soret sont dans la confidence.

10 août 1792. 11 heures du soir.

Comité de surveillance, 2 pages, A. N., F<sup>7</sup> 4390<sup>v</sup>.

2541. — Déclaration de volontaires de la garde nationale, notamment de deux caporaux, constatant que, le 10 août, vers 10 heures du matin, ayant été témoins de quelques dégradations commises dans les appartements, ils se sont constitués gar-

diens de la chambre à coucher du Roi, contenant divers meubles, notamment un grand secrétaire à mécanique, depe forte par le haut, des nécessaires et commodes d'acajou, remplis d'objets précieux et d'argenterie, et priant le président de l'Assemblée de prendre les mesures nécessaires pour sauvegarder ces effets, déclaration visée par un commissaire de la section des Tuileries.

10 août 1792, matin.

Original signé, A. N., C. P. 1792, p. 196.

2542. — Déclaration faite au Comité de surveillance, par le sieur Louis-Charles Possien, brigadier de gendarmerie à cheval, de service au poste du Carrousel, à l'effet de certifier l'arrestation faite par divers particuliers (l'un d'eux, nommé Louis Soudre, comédien du théâtre de Henri IV) d'un sieur Pierre Davignon, rencontré sur la place du Carrousel, près de la Porte Royale, porteur d'un paquet caché sous son gilet, contenant 9 cuillères et 8 fourchettes en argent, 2 mouchoirs en baptiste marqués d'un M couronné.

10 août 1792.

Original signé, A. N., F<sup>7</sup> 4390<sup>v</sup>.

2543. — Procès-verbal du dépôt, au Comité de surveillance, par le sieur Christophe Leconte, marchand, rue du Faubourg Saint-Germain, d'une chocolatière en argent, sans couvercle, à la marque royale, qui est tombée sur lui dans la cour au bas des cuisines du Roi.

10 août 1792.

Original signé de M. Bernard, président du Comité de surveillance, A. N., F<sup>7</sup> 4390<sup>v</sup>.

2544. — Déclaration de la remise au Comité de surveillance, par M. Juste-François Beausire, gendarme de la compagnie Pescheloche, accompagné de plusieurs citoyens, de deux plats d'argenterie dans un étui rond, d'une marmitte avec son couvercle d'argent et d'un chaudron d'argent.

10 août 1792.

Comité de surveillance, 2 pages, A. N., F<sup>7</sup> 4390<sup>v</sup>, avec sa signature, revêtu de celle du sieur Beausire, A. N., F<sup>7</sup> 4390<sup>v</sup>.

2545. — Remise, par M. Claude Basire, d'une grande corbeille portative, avec trois tiroirs, en cuivre, contenant l'encens, l'encensier et la poudrière.

10 août 1792.

Original signé, A. N., F<sup>o</sup> 4390.

2546. — Procès-verbal de dépôt à la Commune, par le citoyen Gordier, commandant la force armée de la section du Faubourg Montmartre, d'une grande valise remplie d'effets précieux, que des gens emportaient dans la cour du Manège; et, à la section du Palais-Royal, d'argenterie dont s'étaient emparés divers citoyens arrêtés à la Porte Royale des Tuileries.

10 août 1792.

Copie, A. N., Mss., nouv. acqu. fr. 2686, fol. 28.

2547. — Procès-verbal d'arrestation et interrogatoire, par le juge de paix de la section du Palais-Royal, du sieur Louis Bassot, marchand de vin, rue de la Bûcherie, convaincu d'avoir volé de l'argenterie au château des Tuileries, ledit particulier étant revêtu de l'uniforme de la garde nationale, dont il ne faisait point partie.

10 août 1792.

Copie collée, Archives de la Commune.

2548. — Procès-verbal de dépôt à la Maison Commune, par les sieurs Guichard, commandant, Cardin, Fayette et Degois, d'un médaillon contenant nombre de médailles et monnaies d'or et d'argent, des montres, bijoux, cachets en or aux armes du Roi, bague entourée de roses représentant Louis XV, boîte émaillée avec la famille royale en or, et quantité d'autres objets précieux.

10 août 1792.

Original signé, A. N., F<sup>o</sup> 4400.

2549. — Acte donné par M. de Verdier, lieutenant-colonel de la gendarmerie à cheval, que le sieur Pul, lieutenant de la Compagnie de Pontonniers, avait déposé 5 heures les effets précieux de la cassette de l'abbé et qu'il en a été fait un inventaire, sous le n<sup>o</sup> 161, à la section de la

dit l'envoi d'un officier municipal à l'effet d'apposer les scellés sur ces objets.

10 août 1792.

Original signé, A. N., F<sup>o</sup> 4410.

2550. — Déclaration de la remise au comité permanent de la section des Tuileries, par des chasseurs du bataillon de St-Germain-des-Prés et des volontaires de celui des Jacobins-St-Dominique, de divers objets trouvés dans le cabinet du Roi, notamment de flambeaux, timbales et réchauds d'argent.

10 août 1792.

Original signé de deux membres du comité permanent de la section des Tuileries et des volontaires, A. N., C 161, n<sup>o</sup> 352.

2551. — Dépôt d'un panier d'argenterie au Comité de surveillance par un groupe de citoyens, « tous honnêtes gens », dont les noms et adresses sont indiqués.

10 août 1792.

Originaux (2 p.), A. N., C 161, n<sup>o</sup> 351.

2552. — Dépôt au poste de la gendarmerie à cheval du Carrousel, en présence de M. de Verdier, lieutenant-colonel, par M. Gautier, sergent des volontaires du bataillon de St-Etienne-du-Mont, d'un panier à compartiments, contenant diverses pièces d'argenterie, enlevé des mains d'un particulier qui sortait du château.

10 août 1792.

Original signé, A. N., C 156, n<sup>o</sup> 305.

2553. — Remise au Comité de surveillance, par des soldats citoyens dont les noms sont indiqués au procès-verbal, de deux caisses d'argenterie trouvées dans les démolitions des Tuileries, sans pouvoir désigner les appartements du château où elles étaient, et inscription de celles de toute récompense.

(10 août 1792.)

Mss., A. N., C 161, n<sup>o</sup> 351.

2554. — Dépôt au Comité de surveillance de divers objets d'argenterie par les sieurs Cardine, cité de Chardier, Bonnet, horloger au Palais-Royal, et quatre autres citoyens.

10 août 1792.

Mss., A. N., C 161, n<sup>o</sup> 351.

2555. — Procès-verbal du dépôt à la Maison Commune, par plusieurs particuliers, de 4 ballots de linge qui étaient exposés au feu.

(10 août 1792.)

Original signé, A. N., F<sup>7</sup> 4408.

2556. — Procès-verbal de la remise par la section de l'Observatoire, au dépôt de la Maison commune, d'une certaine quantité d'argenterie, marquée d'une M surmontée d'une couronne, provenant du château des Tuileries, et de 18 clefs saisies sur un particulier qui s'évadait des Tuileries.

(10 août 1792.)

Extrait, A. N., F<sup>7</sup> 4408.

2557. — Arrêté de la section du Théâtre Français, envoyant à la Municipalité un plateau provenant des Tuileries, enlevé par un Marseillais des mains d'un homme qui s'en emparait.

(10 août 1792.)

Original, signé de Leot, président, et de Chaumette, secrétaire, A. N., F<sup>7</sup> 4408.

2558. — Inventaire des objets apportés par M. Vial, coiffeur de femmes, faubourg Saint-Martin, et deux autres particuliers, comprenant 11 flambeaux, 7 cathédres, nombre de cuillères à ragoût, à café, à sucre, des fourchettes, une petite écuelle, deux rafraichissoirs, un gobelet, 4 salières, le tout d'argent, deux boucles d'oreilles à pierres, une pièce de mousseline et des dentelles.

(10 août 1792.)

Original signé, A. N., F<sup>7</sup> 4390<sup>s</sup>.

2559. — Dépôt à l'Assemblée législative par le sieur Guérault, citoyen de la section de la Bibliothèque, d'une petite caisse contenant des bijoux et un sac d'argent qu'il a ramassés avec d'autres citoyens et citoyennes dans le jardin des Tuileries.

(10 août 1792.)

Minute, A. N., C 156, n° 305.

Cf. Archives parlementaires, t. XLVIII, p. 18.

2560. — Inventaire de l'argenterie trouvée dans une caisse aux Tuileries et apportée par deux particuliers, comprenant les sieurs Claude Moreau, possesseur de

marbre, Montabon, graveur, Memmet, commandant de la section Saint-Honoré, consistant en 22 plats de toute grandeur et une sonnette.

(10 août 1792.)

Original signé, A. N., F<sup>7</sup> 4390<sup>s</sup>.

2561. — 1<sup>o</sup> Inventaire des effets apportés par le sieur Bequer, rue Brisemiche, et 3 autres particuliers, comprenant 6 chandeliers, une boule dorée, un bassin, une pendule et sa clef, deux girandoles, 2 boîtes à odeur, un méridien et boussole.

2<sup>o</sup> Procès-verbal de dépôt au Comité de surveillance par le sieur Joseph Martin, garçon de théâtre aux Délassements-Comiques, et Joseph Gauvin, ouvrier sur le port St-Nicolas, de 39 pièces de porcelaine (assiettes, seaux et cuvettes) qu'ils ont enlevées du château des Tuileries pour éviter qu'elles ne soient brisées dans le tumulte;

3<sup>o</sup> Autre procès-verbal de dépôt au même Comité de deux pendules, d'une girandole, d'une casserole et d'une cafetière d'argent, de 6 rafraichissoirs et de 33 pièces de porcelaine, plus, de 3 grilles en argent, le tout préalablement présenté à l'Assemblée nationale;

4<sup>o</sup> Remise d'un coffre en bois de chêne très fort, dont la serrure avait été forcée avec éclatement du bois, contenant différents registres, une grosse serrure, une petite corbeille d'osier avec 2 clefs et 15 livres 10 sols en menue monnaie;

5<sup>o</sup> Remise d'une petite pendule avec une paire de pantoufles.

10, 11, 15 août 1792.

Original signé de deux procès-verbaux relatifs à la caisse déposée au Comité de surveillance, A. N., F<sup>7</sup> 4390<sup>s</sup>.

2562. — Décret de l'Assemblée législative, chargeant les représentants de la Commune et le Commandant de la garde nationale de renforcer la garde qui veille à la sûreté des effets du château.

10 août 1792.

Extrait du procès-verbal, de la main de Vermeaud, A. N., C 155, n° 295.

Cf. *Procès-verbaux de l'Assemblée législative*, t. XII, p. 19.

Manuscrits des Archives parlementaires.



du Roi, que l'on envoie à l'Assemblée nationale.

11 août 1792. 8 heures du soir.  
Extrait signé : A. N., t. 4300.

2571. — Lettre du sieur Mallet, marchand de vin, rue de La Cassonnère, au président de l'Assemblée législative, demandant la délivrance d'un certificat pour constater la remise des lous d'or apportés par lui dans son chapeau, à l'effet de se présenter à la Commune pour obtenir un fourniment complet (fusil, sabre, giberne), ayant perdu le sien en sauvant le trésor qu'il a déposé à l'Assemblée nationale.

11 août 1792.  
Original signé : A. N., C 161, n° 351.

2572. — Dépôt au Comité de surveillance de l'Assemblée législative par le sieur François-Dominique Gautier, ceinturier, de 11 fourchettes et 14 cuillères d'argent, qu'il déclare avoir trouvées l'avant-veille au château.

12 août 1792.  
Original revêtu d'une croix en guise de signature : A. N., t. 4300.

2573. — Dépôt au Comité de surveillance de l'Assemblée législative par M. François Badelart, maréchal des logis de la 29<sup>e</sup> division de gendarmerie à cheval, et par Jean-Baptiste Seguin et Jacques Vautier, gendarmes de la même division, d'un plat à l'ordinaire avec sa salabre en argent, apporté au poste du Carrousel par un individu qui s'en était emparé au château des Tuileries pour le mettre en lieu sûr.

13 août 1792.  
Original signé : A. N., t. 4300.

2574. — Décret de l'Assemblée législative, ordonnant que tous les effets trouvés au château des Tuileries, et qui ont été renvoyés à la Maison commune, seront déposés aux Archives nationales.

13 août 1792.  
Texte de l'Assemblée, A. N., C 161, n° 352.  
2991 (procès-verbal) et notes du président et du secrétaire : A. N., A 336, n° 193.  
Ed. Archives parlementaires, t. XLVIII, p. 99.

2575. — Adresse des citoyens de la section de l'Oratoire à l'Assemblée législative, accompagnant le dépôt de quantité de vaisselle et d'ustensiles d'argent aux armes de France et aux 3 couronnes, remis par des citoyens, « qu'on désignait par les qualifications les plus odieuses, et dont aucun n'était au-dessus des plus stricts besoins », avec déclaration détaillée des objets, signée du président du Comité et d'un commissaire.

13 août 1792.  
Original signé et copie conforme (2 p.), A. N., C 161, n° 352.  
Ed. Archives parlementaires, t. XLVIII, p. 99.

2576. — Renvoi à la Commune de Paris de la pétition du sieur Charles-Isidore Roger, grenadier de la section de l'Île-St-Louis, présentée à l'Assemblée législative, à l'effet d'obtenir un fusil pareil à celui qui lui a été volé au corps de garde, le 10 août, pendant qu'il était à la barre pour remettre des assignats saisis sur un individu qui les emportait du château des Tuileries.

13 août 1792.  
Copie collationnée et signée du président et des secrétaires, A. N., A 121, n° 1507.  
Ed. Archives parlementaires, t. XLVIII, p. 102.

2577. — Adresse des sieurs Jacques Houdry, bijoutier, caporal au bataillon des Mathurins, Pierre-Etienne Paris, caporal des chasseurs du bataillon des Carmes, François-Philibert Passot, vétéran de la garde nationale, et Camille, artiste, rue Saint-Sauveur, à l'Assemblée législative, rappelant qu'ils ont préservé du pillage, au péril de leur vie, quantité d'objets précieux retirés des appartements du prince royal, de Madame, fille du Roi, de Madame Elisabeth, et renfermés dans la chambre à coucher du Roi, et demandant un témoignage de la gratitude de l'Assemblée, avec certificat signé des commissaires municipaux Boulay et Egasse et du commissaire de la section des Tuileries.

14 août 1792.  
Originaux signés (3 p.), A. N., C 161, n° 352.

2578. — Inventaire d'effets provenant du château des Tuileries, trouvés dans



une pièce d'argenterie, et déposés à la Maison commune, par MM. Égasse et Fichet, officiers municipaux provisoires, comprenant de l'argenterie, une boîte remplie d'instruments de chirurgie, deux petits bustes en marbre antique, représentant Voltaire et Rousseau.

17 août 1792.

Original, A. N., F<sup>o</sup> 4108.

2579. — État dressé par les commissaires du Comité de surveillance d'objets, pour la plupart d'argenterie, provenant du château des Tuileries et déposés dans un appartement adjacent audit Comité, comprenant trente articles, avec recensement de ces objets, du poids de 557 livres, dont nous ont fait le M. Lenoir, garde général du Garde-Meuble, Chopin, Sulleau et Levasseur, employés.

17 août 1792.

Minute signée de Delaunay d'Angers et Lomont, et copie (2 p.), A. N., F<sup>o</sup> 4110.

2580. — Pétition du sieur Debray, concierge et traiteur de l'état-major des gardes suisses, logé dans le Carrousel au-dessous du logement des officiers, à l'Assemblée législative, à l'effet de faire constater les pertes qu'il a subies, ayant été obligé de se mettre à l'abri, sous des piques, à moitié nus, entre les piques des baionnettes et les balles qui pleuvaient sur eux, son neveu ayant été mortellement blessé, et lui ayant vu tous ses effets pillés et incendiés, sollicitant une indemnité et un secours en attendant.

17 août 1792.

Original, A. N., C 161, n<sup>o</sup> 353.

2581. — Décret de l'Assemblée législative, ordonnant la délivrance au sieur Penon d'une somme de 600 livres pour l'indemnité de sa perte, les objets évalués 660 livres, par suite du civisme et du zèle qui le portèrent, lui et son frère, vers le lieu du combat pour y défendre la cause de la Liberté.

17 août 1792.

Original, A. N., C 161, n<sup>o</sup> 353.

Le même, id. id. 4110 et 4111.

Le même, id. id. 4112 et 4113.

F<sup>o</sup> 408.

2582. — Lettre du sieur Duparc, inspecteur des Tuileries, au président de l'Assemblée législative, exposant que, par suite de l'incendie qui a consumé tous ses effets dans l'appartement qu'il occupait en l'une des maisons de la grande cour des Tuileries, il se trouve, à l'âge de 66 ans, réduit à la plus profonde misère, et sollicitant une indemnité, avec un état des effets consumés par le feu, ou enlevés au logement du sieur Duparc, cour Royale, aux Tuileries.

17 août 1792.

Original signé et copie (2 p.), A. N., C 161, n<sup>o</sup> 354. Remise au Comité des secours.  
C. A. N. n<sup>o</sup> 1792, p. 118.

2583. — Déclaration de la remise spontanée à la section du Ponceau par le sieur Jean-Baptiste Chauveau, marchand boutonnier, rue Greneta, de cinq pièces d'argenterie, dont deux plateaux, qu'il a eu le chagrin de trouver dans les effets personnels de son fils, compagnon bijoutier, qui avait été arrêté et conduit à la Force pour avoir ramassé, le 10 août, dans la cour du château des Tuileries, des morceaux de mousseline jetés par les fenêtres.

17 août 1792.

Original signé, A. N., F<sup>o</sup> 4108.

2584. — Procès-verbal du dépôt à la Maison commune, par les sieurs Nicolas Beneveu, de la section de l'Arsenal, et Pierre Touzet, de la section des Mûmes, d'un grand vase d'argent armorié et à deux anses, qu'ils déclarent avoir trouvé, enveloppé dans une vieille chemise, au marché Saint-Paul, au bas de la maison du sieur Parent, architecte.

17 août 1792.

Original signé, A. N., F<sup>o</sup> 4108.

2585. — Déclaration de la remise entre les mains d'un jeune homme d'environ quinze ans, de deux piques d'argent prétendant avoir trouvées, le lundi précédent, dans le jardin des Tuileries, et qu'il voulait troquer contre une montre.

17 août 1792.

Original, A. N., F<sup>o</sup> 4108.

2386. — Délibération de la section des Tuileries, chargant deux de ses membres de remettre à l'Assemblée législative les matières d'or et d'argent recueillies dans les décombres des bâtiments incendiés au château des Tuileries, formant un lingot de 3 marcs 7 onces 4 gros, estimé à la Monnaie 127 livres 1 sol 10 deniers, et exprimant le vœu de voir employer cet argent au soulagement des veuves et orphelins de leurs braves frères morts dans la journée du 10 août.

5 septembre 1792.

Extrait conforme et collationné, signé : L. p. A. N., C 165, n° 390.

Cf. *Archives parlementaires*, t. XLIX, p. 382.

2387. — Décret de l'Assemblée législative, chargeant le ministre de l'intérieur de la surveillance et de la conservation de tous les objets existant au château des Tuileries et ses dépendances, provisoirement confiés aux représentants de la Commune après la journée du 10 août, de la continuation des inventaires commencés en présence de commissaires du Corps législatif, à l'exclusion de tous commissaires délégués, soit par les sections, soit par les représentants de la Commune, ainsi que de la levée des scellés apposés, et déclarant que quiconque enlèvera des effets du château des Tuileries, sans ordre précis du ministre de l'intérieur, sera poursuivi et puni comme coupable de vol.

15 septembre 1792.

Copie collationnée et signée : Le président et des secrétaires, A. N., A 118, n° 1355.

Ed. *Archives parlementaires*, t. L, p. 14.

2388. — Renvoi par l'Assemblée législative, au pouvoir exécutif et à la Commune de Paris, de la demande formée par des ouvriers charpentiers travaillant au château des Tuileries, à l'effet d'être autorisés à faire la distribution entre tous les ouvriers du vin qu'ils ont trouvé dans l'une des caves du château.

11 septembre 1792.

Extrait conforme et collationné, A. N., C 165, n° 391.

Ed. *Archives parlementaires*, t. L, p. 51.

2389. — Décret de l'Assemblée législative, décidant, sur le refus des officiers municipaux, commissaires de la Commune, de reconnaître les scellés apposés aux Tuileries et au Carrousel, que, le 20 septembre, à 3 heures du soir, il sera procédé à la reconnaissance de ces scellés par ceux qui les ont apposés et, qu'à leur défaut, ils seront brisés par le juge de paix de la section compétente, le tout à la poursuite du ministre de l'intérieur, qui en demeurerait chargé.

14 septembre 1792.

Copie collationnée et signée du président et des secrétaires, A. N., A 118, n° 1423.

Ed. *Archives parlementaires*, t. L, p. 148.

2390. — Demande d'indemnité et de secours, adressée à la Convention nationale, en faveur du sieur Navizelle, garçon du château des Tuileries, dont le logement et les effets ont été incendiés dans la journée du 10 août, et qui s'estimerait heureux d'obtenir une place de garçon de bureau.

4 octobre 1792.

Original, A. N., F<sup>15</sup> 3274.

Renvoyé à la Commune de Paris par le Comité des secours publics, le 11 octobre 1792.

2391. — Etat des dépôts d'argenterie, or et argent monnayés, remis au Comité de surveillance et de sûreté générale de l'Assemblée nationale législative et de la Convention nationale, depuis le 10 août dernier jusqu'à aujourd'hui 6 octobre. (L'article 1<sup>er</sup> comprend tous les objets apportés à l'Assemblée nationale dans les journées des 10, 11 et 12, par différents particuliers, qui les avaient soustraits au pillage dans le château des Tuileries.)

(6 octobre 1792.)

Imprimé, avec annotations manuscrites, F<sup>1</sup> 4410.

2392. — Arrêté du Conseil général de la Commune, autorisant les citoyens Michonis, Greppin et Franchet, commissaires trésoriers de la Commune, à se procurer, auprès des citoyens qui ont opéré aux Tuileries depuis la journée du 10 août, la communication de leurs procès-ver-



née par les citoyens Michonis, Greppin et Franchet, commissaires-trésoriers du conseil général de la Commune, pour les effets déposés à ladite Commune depuis le 10 août, la somme en question représentée par 1,460 louis.

30 octobre 1792.

Cope, A. N., F<sup>o</sup> 4408.

2600. — Comptes rendus au Conseil général (de la Commune) en présence des commissaires des sections, par les citoyens Franchet, de la section de la Cité, Greppin, de la section des Gravilliers, et Michonis, de la section des Halles, commissaires du dit Conseil, en conséquence de l'arrêté du Conseil général de la Commune, en date du 30 septembre, arrêtant les mesures à prendre pour constater la présence des objets d'or, d'argent et bijoux déposés à la Maison commune par les différentes sections, ainsi que des effets confiés, dans la journée du 10 août et jours suivants, à la garde desdits trésoriers.

(Octobre 1792.)

Imprimé paraphé, A. N., F<sup>o</sup> 4408.

2601. — Procès-verbal des effets apportés au dépôt de la Commune par différents particuliers et provenant, pour la plupart, des Tuileries, notamment un portefeuille en maroquin rouge dans lequel sont renfermés des papiers appartenant à la ci-devant Reine.

Un paquet contenant un contrat en parchemin ensanglanté.

Une épée à garde d'or ouvragée, gravée en ronde bosse et trophées.

13 novembre 1792.

Original signé, A. N., F<sup>o</sup> 4408.

2602. — Procès-verbal des commissaires nommés le 22 novembre par le Conseil général de la Commune, pour procéder à l'examen des papiers apportés le 10 août du château des Tuileries, signalant sous le n<sup>o</sup> 10 un mémoire écrit de la main de la Reine, portant en tête la date du 29 juillet 1789, et contenant « un tableau narratif et descriptif des huit femmes de chambre de la ci-devant Reine, nommée Olympe de Borghese, née à Paris, le 10 août 1755, et qui fut

aussi la censure mordante de quelques maîtres d'institution des enfants de France; l'Autrichienne s'y peint d'une manière maligne et impérative, en dépeignant assez bien le caractère de chaque personnage; on y trouve aussi un exposé maternel de la constitution, du caractère, ainsi que de l'accroissement de son fils, le ci-devant Dauphin, qui est au Temple. ce dernier avait neuf femmes de chambre pour le servir, dont la Reine s'est amusée aussi à en faire le portrait ».

A ce mémoire se trouvaient joints divers papiers appartenant à la Reine et au Roi, concernant les états de leurs maisons respectives, ainsi que différentes assemblées de médecins pour la maladie du Dauphin et ses inoculations.

23 novembre 1792.

Original signé, A. N., F<sup>o</sup> 4408.

2603. — Procès-verbaux des commissaires nommés le 22 novembre par le Conseil général de la Commune pour procéder à l'examen des papiers apportés le 10 août du château des Tuileries, signalant :

1<sup>o</sup> Deux lettres non signées à la princesse de Rohan-Rochefort, ayant trait aux mouvements du peuple en France touchant la Révolution et les mesures à prendre pour anéantir les Jacobins ;

2<sup>o</sup> Les papiers personnels de Mme Bontemps, femme du gouverneur du château des Tuileries ;

3<sup>o</sup> Les papiers saisis chez l'ex-municipal Borie, déclarés sans intérêt, en dehors du procès-verbal d'apposition des scellés chez le ministre Bertrand, en date du 19 août 1792, et un procès-verbal analogue chez Borie, lors de son départ après les événements du 10 août.

4<sup>o</sup> Deux cahiers manuscrits en anglais, traduction de Télémaque, « dont les alinéas ont paru disposés de manière à avoir servi à apprendre et à traduire l'anglais à quelqu'un de la cour » ;

5<sup>o</sup> Quinze procès-verbaux du juge de paix du Palais-Royal, des certificats et attestations des sections du Marais, de la ci-devant Reine, des conducteurs de la Bibliothèque ;

26. — *Procès-verbaux* sur le bureau du Comité de Ré.

27. — *Journal de Paris*, 1792.  
Originaux et N. N. AF 4198.

2603. — Pétition de sieur Phéty, Général de brigade de l'Armée du 10 août, au ministre des Contributions publiques, pour demander qu'il lui soit restitué les biens meubles et immeubles saisis, délaissés, abandonnés de sa femme et de ses enfants, et réclamant une indemnité de 1,200 livres au moins, avec lettre de M. Clavière, renvoyant cette pétition au ministre de l'intérieur.

29 mars, 4 avril 1793.  
Originaux (2 p.), A. N., P<sup>is</sup> 3270.

2604. — Rapport au Comité des secours publics par M. Jacques Verdollin, l'un des membres, au sujet des citoyens qui ont fait des pertes occasionnées par l'incendie des Tuileries les 10 et 11 août 1792, et ajournement du projet de décret proposé.

1 août 1792.

Extrait des registres des procès-verbaux du Comité des secours publics, A. N., AF<sup>is</sup> II 39, fol. 148 v.

2605. — Nominations des commissaires par la municipalité de Paris, à l'effet de se transporter chez le sieur Toublanc, commissaire du palais de la section de la Butte-des-Moulins, et de procéder à la reconnaissance des dépôts effectués le 10 août, dont il n'a pu rendre compte plus tôt, en raison de ses occupations multipliées.

1 août 1792.

Journal de Paris, A. N., P<sup>is</sup> 3270, au Paris, comprenant les nominations au palais de la section.

2606. — L'AM de VALLÉRYE par le commissaire Toublanc, de la section de la Butte-des-Moulins, aux commissaires d'armes par le conseil général de la commune, afin d'être pourvus de deux objets trouvés, d'une part, sur les corps des Suisses tués le 10 août, d'autre part, sur les pertes occasionnées par l'incendie du 10 août, dans l'église de Saint-Roch.

10 août 1792.

Journal de Paris, A. N., P<sup>is</sup> 4198.

2607. — Décret du Comité de Convention nationale, ordonnant que le Comité d'abnégation lui fera un prompt rapport sur la subsistance à procurer à tous ceux qui ont souffert dans la Révolution du 10 août.

21 juillet 1793.

Extrait des procès-verbaux du Comité, n° 538.

Extrait des registres de la Convention nationale, t. XVII, p. 66.

2608. — Arrêt du Comité des secours publics, décidant, sur le rapport de Maignet relatif aux réclamations de ceux dont les effets ont été pillés ou incendiés aux Tuileries, le 10 août 1792, que les indemnités seront fixées au tiers du montant des effets, après vérification et après en avoir écarté tous les objets de luxe, l'argent monnayé et les assignats, qui n'ont pu rester dans les logements des pétitionnaires lors de l'événement en question, qui était prévu et annoncé plusieurs heures avant l'incendie et le pillage.

13 août 1793.

Extrait du registre des procès-verbaux du Comité des secours publics, A. N., AF<sup>is</sup> II 39, fol. 148 v.

2609. — Rapport présenté au Comité des secours publics par Maignet, membre du Comité d'armes, sur la liste des citoyens qui ont été citoyens demeurant dans le château des Tuileries, ou dans les maisons voisines, qui ont fait des pertes à la suite du 10 août.

Extrait du journal de Paris, 1793, A. N., AF<sup>is</sup> XVIII 48.

2610. — M. de VALLÉRYE, rapporteur du Procès-verbal, t. II, p. 407.

2611. — Décret du Comité de Convention nationale (ancien), à l'effet de donner une indemnité de 120,097 livres aux citoyens patriotes et peu fortunés, logés dans le château des Tuileries et les environs, qui ont souffert de la prise du 10 août.

Arrêt rendu le 10 août 1793, par le Comité d'abnégation des secours publics.

19 novembre 1793.

Journal de Paris, A. N., P<sup>is</sup> 3270, fol. 344 v. Extrait du registre des procès-verbaux du Comité, A. N., P<sup>is</sup> 4198, fol. 11, A. N., P<sup>is</sup> 3272.

2612. — Procès-verbal du Comité des secours publics, t. XVII, p. 66.



2644. — Décret de la Convention nationale, allouant une somme de 4,400 livres, à titre de gratification et de secours, aux citoyens Dupuy et Lejeune, pour avoir soustrait à des voleurs, le 10 août 1792, une caisse d'effets personnels appartenant à la chapelle des Tuileries.

3 brumaire an III.

Minute de la séance du 13. A. N., C. 342 n° 363.

Id. *Procès-verbal de la Convention nationale*, t. XLVIII, p. 36.

L'affaire avait été rapportée, le 11 juin 1792, au Comité des secours publics, et le nom Prouelle avait servi à l'effet d'une gratification de 200 livres à chacun des individus en question, mais sur les objections faites par plusieurs membres du Comité, des conclusions furent ajournées, A. N., AF<sup>II</sup> 39, fol. 127.

F. — MORTS ET BLESSÉS DU 10 AOÛT 1792 — ALLOCATION DE SECOURS ET PENSIONS — DONN. EN FAVEUR DES VICTIMES DU 10 AOÛT.

2642. — Décret de l'Assemblée législative, chargeant ses Comités de finance de lui présenter un projet de décret pour fixer les secours et indemnités qui seront accordés aux veuves et aux enfants des citoyens morts dans la journée du 10 août.

10 août 1792.

Extrait du procès-verbal de la séance de Vergniaud, A. N., C. 155, n° 295.

Id. *Archives parlementaires*, t. XLVII, p. 622.

2643. — Procès-verbal de transport du commissaire de police de la section des Arcis, d'abord à la caserne de la rue Barre-du-Bec, puis au corps de garde du Pont-au-Change, enfin rue de la Vannerie, à l'effet de constater le décès du nommé Deshayes, perruquier, garde national du bataillon de Saint-Jean, tué, suivant la déclaration du sieur Teytaud, chirurgien, par une balle qui a traversé le cou et brisé la veine jugulaire droite.

10 août 1792.

Minute signée, A. P. Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Vannerie).

2644. — Procès-verbal de transport du commissaire de police de la section de l'Hôtel-de-Ville, à la caserne de la rue

Geoffroy (Asnier), à l'effet de constater le décès de Jean-Baptiste Laroze, soldat du bataillon de Saint-Gervais, âgé de 49 à 20 ans, tué « dans l'insurrection qui s'est élevée auprès des Tuileries », de deux balles en pleine figure, suivant la déclaration de M. Recheim, chirurgien du bataillon de Saint-Gervais.

10 août 1792.

Minute signée, A. P. Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Fidélité).

2645. — Procès-verbal de dépôt entre les mains de M. Jacques Rameaux, commissaire de police de la section de la Place-Vendôme, d'un paquet contenant des objets et des papiers ensanglantés, ayant appartenu à M. de Villers, qui paraît avoir été tué en défendant le château des Tuileries.

10 août 1792.

Minute, A. P. Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Place-Vendôme).

2646. — Procès-verbal du commissaire de police de la section de l'Arsenal, relatif à l'inhumation, dans le cimetière de Saint-Paul, des cadavres de 15 victimes de la journée d'hier.

10 août 1792.

Minute, A. P. Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Arsenal).

Pièce en déficit, mentionnée dans le Répertoire manuscrit de M. Labat.

2647. — Déclaration reçue par le commissaire de police de la section de la Butte-des-Moulins, relativement au meurtre de l'abbé Bouyon, tué par la multitude dans le jardin des Tuileries.

10 août 1792.

Minute, A. P. Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Butte-des-Moulins).

Pièce en déficit, mentionnée dans le Répertoire manuscrit de M. Labat.

2648. — Déclaration faite au Département de Police de la Municipalité par le sieur Martin-Etienne Sauvage, portant que, la veille, occupé à relever les morts et les blessés, et ayant établi, avec l'approbation de M. Desault, chirurgien-major de l'Hôtel-Dieu, des dépôts pour donner des se-

comtes aux Russes, dont le baron Schœnborn, qui le soir du 10 août, à onze heures, mourut des suites d'une blessure dangereusement blessée un Suisse, qui lui avait dit que depuis trente heures on les avait conservés sous les colonnades du Louvre, ajoutant qu'on ferait bien d'y pratiquer les plus exactes recherches.

11 août 1793.  
Commissaires, A. N. W. 2 (p. 1).

2019. — Extrait du registre des décès de la paroisse de Saint-Nicolas des Champs constatant l'inhumation dans le cimetière de cette paroisse de Pierre Siraudin, gendarme de la 29<sup>e</sup> division de gendarmerie nationale, mort le 10 août à la place Louis XV, avec certificat du conseil d'administration de la 29<sup>e</sup> division de gendarmerie, en date du 28 messidor an II, attestant que Louis Siraudin a été tué à l'ennemi le 10 août en combattant les satellites du tyran.

11 août 1793.  
Extrait communiqué, A. N. F. 1470.

2020. — Extrait mortuaire de Joseph Ferry, chevalier, rue Montfaucon, âgé de trente-six ans, décédé le 10 août sur la place du Carrousel, en combattant généreusement pour la Liberté.

11 août 1793.  
Commissaires, A. N. F. 1470.

2021. — Extrait du registre des sépultures de la paroisse de Saint-Roch, constatant que le corps de Guillaume Pignatelli a été trouvé et reconnu au nombre des victimes de la journée du 10 août, suivant la déclaration faite par plusieurs témoins devant le commissaire de la section du Palais-Royal, et qu'il a été inhumé dans le cimetière de la paroisse de Saint-Roch.

11 août 1793.  
Commissaires, A. N. F. 1470.

2022. — Procès-verbal de transport du sieur Petit, commissaire de police de la section du Roule, rue d'Anjou, au cimetière de la Madeleine, suite de procès-verbal de reconnaissance du cadavre de M. Claude-Gaspard Bouché, commissaire de la Commune, tué aux Tuileries, et remis au

syndic de la section, le sieur Mathurin, qui se charge de le faire inhumer.

11 août 1793.  
Minute signée, A. P. Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police, 1793.

2023. — Rapport de M. de La Fayette au sujet de 39 cadavres qui ont été portés au cloître de Saint-Germain-l'Auxerrois.

11 août 1793.  
Minute de P. Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (M. de La Fayette, rapporteur, et M. de La Fayette, rapporteur, et M. de La Fayette, rapporteur).

2024. — Décret du Tribunal criminel de police de la section de Bonne-Nouvelle au sujet d'un individu supposé garde suisse, qui a été massacré sur le boulevard Bonne-Nouvelle.

11 août 1793.  
Minute de P. Sections de Paris, procès-verbaux des commissaires de police (Bonne-Nouvelle).  
(Procès-verbal, communiqué, suite à M. de La Fayette, rapporteur, et M. de La Fayette, rapporteur).

2025. — Décret de l'Assemblée législative, portant que la municipalité de Paris remettra au Conseil exécutif provisoire, qui en donnera le plutôt possible connaissance à l'Assemblée nationale, un état des blessés dans la journée du 10 août, ainsi que des veuves et des enfants de ceux qui, dans cette même journée, ont péri victimes de leur dévouement à la cause de la Liberté et de l'Égalité, pour être statué sur les secours, pensions et indemnités qu'ils seront dans le cas de réclamer.

11 août 1793.  
Commissaires, A. N. F. 1470.  
Commissaires, A. N. F. 1470.  
Ed. Archives parlementaires, t. XLVIII, p. 66.

2026. — Décret de l'Assemblée législative, portant qu'il sera permis de disposer des maisons religieuses pour servir d'hospices aux citoyens blessés dans la journée du 10 août, ou destinés pour la Liberté et l'Égalité.

11 août 1793.  
Commissaires, A. N. F. 1470.  
Ed. Archives parlementaires, t. XLVIII, p. 66.

2627. — Certificat délivré par M. Sautter, Commandant Général provisoire, au sieur Jean-François Roland, fédéré du département de Saône-et-Loire, attestant qu'il a manqué, en bonne citoyenneté, le 10 août, à la manifestation d'ordre du Louvre, que si la mort l'a respecté, ce n'est point qu'il ait fui le danger, étant même du premier peloton de l'avant-garde de l'artillerie, 1<sup>re</sup> division du 1<sup>er</sup> bataillon, lequel « a été témoin de la trahison insigne qui a été exercée envers nous », avec autre certificat, délivré par l'Assemblée générale des Fédérés, s'éclatant au Jacobins, au même Jean-François Roland, déclarant qu'il s'est trouvé en personne à l'affaire du 10 août et qu'il s'y est conduit avec bravoure et fermeté.

14, 22 août 1792.

Original signé, et imprimé rempli, signé et scellé 2 p., A. N., F<sup>15</sup> 3272.

2628. — Extrait du registre des sépultures de la paroisse de Saint-Roch, établissant que, le 12 août, a été reconnu parmi les morts transportés au cimetière de cette paroisse, victimes de la journée du 10 août, le corps de Louis-Pierre Le Roy, grenadier volontaire du bataillon des Théâtres, que ses frères ont réclamé pour l'inhumer en sa paroisse au Gros-Caillois.

14 août 1792.

Extrait collationné. A. N., F<sup>15</sup> 3270.

2629. — Certificat du bataillon du Petit Saint-Antoine, constatant que le sieur François Nativel, citoyen de la section du Roi-de-Sicile, est mort à l'Hôtel-Dieu à la suite des blessures qu'il a reçues à l'affaire du 10 août, et que le bataillon a cru devoir réclamer son corps « pour lui rendre les honneurs funèbres qu'il a si bien et si glorieusement mérités ».

15 août 1792.

Original signé de Nativel, imprimé et rempli, signé et scellé 2 p., A. N., F<sup>15</sup> 3273.

2630. — Certificat des prêtres-vicaires de l'Hôtel-Dieu, attestant que Nicolas Labriet, canonnier du bataillon du Val-de-Grâce, entré à l'Hôtel-Dieu le 10 août,

y est décédé le 12, avec autre certificat de la section de l'Observatoire, du 2 avril 1793, reconnaissant que les citoyens Girouard et Labriet, canonniers du bataillon du Val-de-Grâce, ont porté à la pousse du 10 août, en combattant, zéneusement à la tête de leur bataillon.

16 août 1792.

Originaux signés (2 p.), A. N., F<sup>15</sup> 3270.

2631. — Arrêtés du Conseil général de la Commune: 1<sup>o</sup> ordonnant de procéder au recensement des personnes des deux sexes blessées dans la journée du 10 août et de l'adresser le plutôt possible au secrétariat de la Municipalité; 2<sup>o</sup> décidant que les commissaires des 48 sections nommés pour se rendre à l'armée de Lafayette seront invités à suspendre leur départ.

18 août 1792.

Extrait conforme, B. N., Mss., nouv. acq. fr. 2660, fol. 53; nouv. acq. fr. 2667, fol. 140.

2632. — Décret de l'Assemblée législative, ordonnant le paiement par la Trésorerie nationale de la somme de 50 livres, à titre de secours provisoire, aux veuves et aux enfants des citoyens qui ont péri dans la journée du 10 août.

20 août 1792.

Manuscrit, A. N., C<sup>1</sup> 36, c. 114, copie collationnée et signée du président et des secrétaires, A. N., A<sup>1</sup> 110 n. 892.

Ed. *Archives parlementaires*, t. XLVIII, p. 525.

2633. — Extrait du registre des sépultures de la paroisse de Saint-Jacques-le-Majeur, portant que, le samedi 11 août, a été inhumé en ladite église, par réquisition du juge de paix de la section des Arcis, René-Alexis Deshayes, perruquier, âgé de 23 ans, décédé la veille pour la défense de la Patrie.

20 août 1792.

Extrait collationné, A. N., F<sup>15</sup> 3269.

2634. — Décret de l'Assemblée législative, décidant que la veuve et les orphelins du sieur Pierre Hommet, mort à la journée du 10 août, jouiront, provisoirement et en attendant que l'Assemblée ait fixé les indemnités dues aux veuves et

en plusieurs endroits, surtout, de la gastrocution due à son mari pour le service qu'il a fait comme garde des ports.

Original signé, A. N., F<sup>o</sup> 316.  
235. — Lettre d'Amable, commissaire de la section de la République, au citoyen Deltour, chirurgien, et laissant néanmoins un secours de 10 livres, en considération de la section digne d'intérêt de la femme Hannet, trouvée dans son lit sur le point d'accoucher et dans le plus grand besoin.

235. — Déclaration de la section armée de la République, au citoyen Deltour, chirurgien, et de M. de Launay, lieutenant de grenadiers, que le sieur Jean Hannet, grenadier, a été blessé par les ennemis le 10 août, mais d'ulcères bien antérieurs à cette date, et que la bonne foi de M. Santerre a été surprise par un certificat fautive et le 10 août, par le citoyen Deltour, chirurgien, et laissant néanmoins un secours de 10 livres, en considération de la section digne d'intérêt de la femme Hannet, trouvée dans son lit sur le point d'accoucher et dans le plus grand besoin.

23 août 1792.  
Original signé, A. N., F<sup>o</sup> 333.

2636. — Certificat du sieur Guilbert, maître en chirurgie assermenté près le Tribunal du 44<sup>e</sup> arrondissement, déclarant avoir soigné le sieur Jean-Louis-François ARABIE, capitaine au bataillon de la section de Marseille, qui, lors de la prise de la Bastille, se rendit au combat, et fut blessé à la poitrine, à l'estomac, aux reins et surtout au bas ventre, dont il fut guéri le 25 août.

Original signé, A. N., F<sup>o</sup> 3269.

2641. — Attestation, certifiée par M. de Launay, lieutenant de grenadiers, et par le citoyen Jean-Daniel Neel, d'abord pansé le 10 août par le sieur Lignat, chirurgien, et ensuite le 14 à l'Hôtel Dieu par le sieur Lignat, et qui est sorti guéri le 25 août.

2642. — Certificat de M. de Launay, lieutenant de grenadiers, et par le citoyen Jean-Daniel Neel, d'abord pansé le 10 août par le sieur Lignat, et qui est sorti guéri le 25 août.

d'une violente distension de la colonne vertébrale, éprouvée le 10 août, avec le côté gauche de la poitrine plus évasé et les côtes plus saillantes, symptômes dénotant une affection grave dans la poitrine, dont on ne peut encore présager les suites.

Original signé, A. N., F<sup>o</sup> 3274.

2638. — Arrêté du Corps municipal, portant que les citoyens blessés dans la journée du 10 août ne pourront recevoir de secours de la Municipalité qu'avec un arrêté de la section à laquelle ils appartiennent, transmis à ladite Municipalité.

1<sup>re</sup> section, 1792.  
Extrait conforme, B. N., Mss., nouv. acq. fr. 2686, fol. 30.

2639. — Certificat de M. de Launay, chirurgien-major de la section armée de Bonne-Nouvelle, attestant que le sieur Jean-François Biet a été blessé le 10 août, par une balle morte sur l'os de la pommette droite, ce qui a nécessité un pansement de trois semaines, et autre certificat du commissaire de la section de Bonne-Nouvelle, faisant connaître que le même Biet s'est enrôlé le 4 septembre 1792 pour la défense des frontières.

Original signé, A. N., F<sup>o</sup> 3269.

2640. — Arrêté du conseil des sections publiques, décidant, en raison du grand nombre des pétitionnaires qui sollicitent des indemnités, soit à cause de pertes éprouvées, soit par suite d'accidents arrivés aux citoyens, lors de la prise de la Bastille, et qui ont été blessés, de leur donner un secours de 10 livres, et de leur faire un rapport général sur cet objet.

Original signé, A. N., F<sup>o</sup> 3269.

2641. — Certificat de M. de Launay, lieutenant de grenadiers, et par le citoyen Jean-Daniel Neel, d'abord pansé le 10 août par le sieur Lignat, et qui est sorti guéri le 25 août.

amené à l'hôpital, dans la matinée du 10 août, par trois grenadiers de la section des Tuileries, ayant une entorse au pied droit, et qu'il est sorti guéri le 5 septembre.

5 septembre 1792.

Original signé, A. N., F<sup>15</sup> 3270.

2642. — Décret de l'Assemblée législative, accordant, à titre de secours provisoire, une somme de 150 livres au sieur Bonfond, fédéré, blessé grièvement à la journée du 10 août, et y ayant perdu son portefeuille qui constituait toute sa ressource.

6 septembre 1792.

Copie collationnée et signée du président et des secrétaires, A. N., A 115, n° 920.

Ed. *Archives parlementaires*, t. XLIX, p. 418.

2643. — Renvoi, par l'Assemblée législative, à la Commune de Paris de la pétition présentée par le sieur Marc Grolet, fédéré du département d'Ille-et-Vilaine, blessé à la journée du 10 août, à l'effet d'obtenir une allocation pour retourner dans son pays, lequel dépose à l'appui de sa demande un certificat de ses compagnons d'armes.

6 septembre 1792.

Minute, de la main de M. Lequinio, A. N., 167 n° 774.

Cf. *Archives parlementaires*, t. XLIX, p. 425.

2644. — Certificat des commissaires de la section de Bonne-Nouvelle, attestant que le nommé François Guillaume, citoyen de cette section, s'est trouvé à l'affaire du 10 août, qu'il y a été blessé d'un coup de feu à la jambe droite, en raison duquel il est resté à l'hôpital militaire de la garde nationale, du 18 août au 6 septembre, avec autre certificat du chirurgien-major du bataillon de Sainte-Marguerite, déclarant que ledit Guillaume est atteint d'un mal de jambe qui provient de la journée du 10 août.

10 septembre, 25 décembre 1792.

Originaux signés (2 p.), A. N., F<sup>15</sup> 3270.

2645. — Certificat de M. Desault, chirurgien en chef de l'Hôtel-Dieu, déclarant que le sieur Ambroise Duval (de la section de Bondy) est entré à l'hôpital, le 12 août,

T. IV.

pour y être traité de deux plaies, l'une à la tête, provenant d'un coup de sabre, et une autre dans le haut de la jambe droite, plaies faites lors de la journée du 10 août, et qu'il est sorti parfaitement guéri le 12 septembre suivant.

12 septembre 1792.

Original signé, A. N., F<sup>15</sup> 3274.

2646. — Certificat des prêtres-vicaires de l'Hôtel-Dieu, constatant que le citoyen Esprit Favier, fédéré des Bouches-du-Rhône, blessé à la journée du 10 août 1792, est entré le même jour à l'Hôtel-Dieu et y est décédé le 10 septembre suivant.

12 septembre 1792.

Original signé, A. N., F<sup>15</sup> 3273.

2647. — Certificat de M. Saint-Prix, ci-devant commandant du bataillon du Val-de-Grâce, attestant que le nommé Paul-Mathieu Maréchal, canonier volontaire de son bataillon, a reçu dans la journée du 10 un coup de feu à la jambe gauche, un coup de baïonnette au flanc droit et qu'il a le testicule gauche attaqué par suite de ses blessures d'une varicocèle incurable, avec certificat du chirurgien qui a soigné ledit Maréchal depuis sa sortie de l'Hôtel-Dieu, le 16 août, jusqu'au 29 septembre.

14 septembre 1792, 25 mars 1793.

Originaux signés (2 p.), A. N., F<sup>15</sup> 3270.

2648. — Certificat de M. Jean-Baptiste Binet, chirurgien-major de la compagnie des Marseillais, du 10 août, déclarant avoir traité le nommé Joseph Girard, lieutenant de la 4<sup>e</sup> compagnie du 1<sup>er</sup> bataillon de Marseille, blessé, dans la journée du 10 août, d'un coup de taillant sur la tempe gauche dont il a été parfaitement guéri le 10 septembre.

15 septembre 1792.

Original signé, A. N., F<sup>15</sup> 3270.

2649. — Certificat de M. Desault, chirurgien en chef de l'Hôtel-Dieu, attestant que le nommé Joseph Thomas, cordonnier, de la section de la Halle aux Blés, est entré audit Hôtel-Dieu, le 10 août, pour y être traité d'un léger coup de feu à la



portie antérieure du col et qu'il en est sorti parfaitement guéri le 17 septembre.

18 septembre 1792.

Original signé, A. N., F<sup>15</sup> 3270.

2649. — Certificat des commissaires de la section du Temple, établissant que le citoyen Pierre Hommet, volontaire au bataillon de Nivernette, compagne Desnoches, ancien soldat au régiment de Touraine, a été tué, le 10 août, sur la place du Carrousel, suivant l'attestation de deux de ses voisins.

19 septembre 1792.

Original signé, A. N., F<sup>15</sup> 3270.

2651. — Certificat de M. Dupont, chirurgien de la section du Val-de-Grâce, attestant avoir été appelé, le 10 août, afin de panser le sieur Jean-Pierre Davesnes pour une contusion à la cuisse droite qui a nécessité un traitement d'un mois, avec autre certificat constatant que le même, devenu gendarme-canonnier du 1<sup>er</sup> bataillon de la 1<sup>re</sup> division, est à son poste avec ses braves camarades à la poursuite de l'ennemi.

22 septembre, 17 novembre 1792.

Originaux signés (2 p.), A. N., F<sup>15</sup> 3269.

2652. — Certificat de M. Desault, chirurgien en chef de l'Hôtel-Dieu, constatant que le citoyen Jean Lemer, de la section de Beaurepaire, est entré à l'Hôtel-Dieu, le 11 août, pour se faire soigner d'une plaie contuse sous le talon gauche faite dans la journée du 10 août, et qu'il est sorti de l'hôpital le 22 septembre suivant.

24 septembre 1792.

Copie, A. N., F<sup>15</sup> 3270.

2653. — Certificat de M. Afforty, chirurgien de l'hôpital militaire du Gros-Cailleur, attestant que le citoyen Jacques-Pierre Denis, volontaire du bataillon de l'Oratoire, a reçu, le 10 août, une balle à l'aîne gauche, qui a été amortie par un porte-feuille en cuir très épais que ce citoyen portait dans sa poche; qu'en cette circonstance cette blessure aurait nécessité l'amputation de la cuisse et aurait pu être mortelle.

25 septembre 1792.

Original signé, A. N., F<sup>15</sup> 3271.

2654. — Lettre du sieur Merlet fils, canonier volontaire de la section armée des Tuileries, à M. Pétion, président de la Convention nationale, demandant que le drapeau rouge soit brûlé au pied du tombeau élevé dans les Tuileries aux mânes des citoyens morts dans la journée du 10 août pour la Liberté, et que cette pyramide soit érigée avec les décombres des alentours du ci-devant château du despotisme.

26 septembre 1792.

Original signé, A. N., D XI 14, n<sup>o</sup> 60.

2655. — Certificat de M. Guillbart, chirurgien de la section armée du Nord, portant que, le 10 août, François Gervais, soldat de cette section, a été blessé dans la Cour royale par la roue d'une des pièces de canon des Marseillais, qui lui a passé sur la poitrine et a déterminé une contusion considérable avec vomissement de sang, qu'il a reçu encore une autre blessure au haut de la jambe droite et a subi un mois de traitement, avec un autre certificat de la section du Faubourg du Nord, constatant que ledit Gervais avait rejoint, dès la fin de septembre, le 9<sup>e</sup> bataillon de Paris au camp de Sainte-Menehould.

26 septembre 1792, 16 mai 1793.

Originaux signés (2 p.), A. N., F<sup>15</sup> 3270.

2656. — Enquête faite par les sieurs Michel-François Flacon et Edme-François Chaussart, commissaires désignés par la section de la Cité, le 10 septembre, sur la situation pécuniaire du sieur Pierre-Louis Naudin, blessé du 10 août, à l'effet de le recommander à la bienveillance du comité de secours publics, établi à la Maison commune, avec délibération adoptant les conclusions de l'enquête.

2 octobre 1792.

Copie autorisée, A. N., F<sup>15</sup> 3271.

2657. — Certificat de comité permanent de la section du Faubourg Montmartre, constatant que, le jour de l'affaire du 10 août, il fut fait un appel des citoyens du bataillon et qu'entr'autres manquant le sieur Antoine Gerbaud, boulanger, habitant

des canonniers de la section, mort en combattant pour la Patrie, dont le corps fut reconnu et inhumé le 11 août, suivant l'extrait mortuaire de sa paroisse Notre-Dame-de-Lorette, joint au certificat.

3 octobre 1792.

Original signé, A. N., F<sup>o</sup> 4426.

2658. — Certificat du Comité de la section des Quinze-Vingts, attestant que le nommé Etienne Benoist, ouvrier sur les ports et maréchal des logis de la 35<sup>e</sup> division de gendarmerie, est mort à la Bâpée des suites de blessures reçues au Carrousel le 10 août 1792, avec un autre certificat, constatant que sa veuve Marie-Madeleine Guérin est dans la dernière nécessité et n'a aucuns talents pour se procurer les subsistances nécessaires.

5 octobre 1792, 8 mars 1793.

Originaux signés (2 p.), A. N., F<sup>o</sup> 3269.

2659. — Lettre du Commandant général provisoire de la garde nationale à la section de la Butte-des-Moulins, demandant les noms des malheureuses victimes de la journée du 10 août, pour les inscrire sur les bannières qui seront portées à la cérémonie du 9 octobre.

7 octobre 1792.

Original, B. N., Mss., nouv. acq. fr. 2667, fol. 269.

2660. — Certificat de M. Milhet, chirurgien-major du bataillon de l'Observatoire, déclarant avoir été appelé, le 10 août, vers 5 heures, pour panser le citoyen René-Gabriel Delorme, canonnier audit bataillon, d'une plaie au bas du pied gauche faite par l'avant-train de son canon, et que cette plaie n'a été entièrement fermée que le 12 septembre.

7 octobre 1792.

Original signé, A. N., F<sup>o</sup> 3269.

2661. — Déclaration du Comité de la section de la Cité, portant qu'à sa connaissance aucun citoyen de la section n'est mort à l'affaire du 10 août.

7 octobre 1792.

Original signé, A. N., F<sup>o</sup> 4426.

2662. — Déclaration du Comité permanent de la section du Faubourg-Montmartre, adressée au Commandant général de la garde nationale, constatant que les citoyens Gerbault et Ménétrier, canonniers du bataillon, ont péri à la journée du 10 août, indépendamment d'un troisième, mort des suites de ses blessures.

7 octobre 1792.

Original signé, A. N., F<sup>o</sup> 4426.

2663. — Certificat des commissaires de la section Mirabeau, attestant que le citoyen Jean Carrière est le seul qui soit mort dans la journée du 10 août.

7 octobre 1792.

Original signé, A. N., F<sup>o</sup> 4426.

2664. — Lettre du Comité de la section des Quinze-Vingts au citoyen Santerre, Commandant général de la garde parisienne, annonçant que le sieur Bar, chapelier, rue de Charenton, est mort à la Charité des suites de ses blessures, a été enterré à Saint-Antoine et laisse une veuve et des enfants.

(7 octobre 1792.)

Original signé, A. N., F<sup>o</sup> 4426.

2665. — Note portant que, pour la section des Tuileries, la seule victime du 10 août est le sieur Jean-Baptiste-François Costes, mort le 28 des suites de ses blessures.

7 octobre 1792.

Minute, A. N., F<sup>o</sup> 4426.

2666. — Liste des morts et des blessés dans l'affaire du 10 août, pour la section de l'Observatoire, comprenant 2 tués et 13 blessés, dont 2 grièvement, liste dressée par le sieur Gilles, commissaire à la distribution des secours.

7 octobre 1792.

Original signé, A. N., F<sup>o</sup> 4426.

2667. — Lettre des sieurs Félix, Dutartre et Bazincourt, président et commissaires de la section de\*\*\*, à M. Santerre, lui annonçant qu'à leur connaissance, aucun citoyen de l'arrondissement n'a péri dans la journée du 10 août.

7 octobre 1792.

Original signé, A. N., F<sup>o</sup> 4426.

2668. — Lettre de M. Forestier, président de la section du Marais, à M. Santerre, déclarant que la seule victime de la journée du 10 août, dont il ait connaissance, est le nommé Jean Lallemand, portier, rue Sainte-Avoie, grenadier soldé du bataillon des Blancs-Manteaux, mort de ses blessures aux deux cuisses, le 6 septembre.

7 octobre 1792.  
Original signé, A. N., F<sup>o</sup> 4426.

2669. — Déclaration de M. Laroche, président de la section de Bondy, adressée au Commandant général de l'armée parisienne, portant que la seule victime de la malheureuse journée du 10 août, dont le Comité ait connaissance, est le sieur Despiéds, sergent du bataillon des Récollets, tué dans l'affaire des Tuileries.

7 octobre 1792.  
Original signé, A. N., F<sup>o</sup> 4426.

2670. — Certificat de M. Muller, président de la section de la Fontaine-de-Grenelle, faisant connaître que le sieur Antoine Lobgeois, rue de Beaune, a été tué dans la journée du 10 août 1792.

(7 octobre 1792.)  
Original signé, A. N., F<sup>o</sup> 4426.

2671. — Liste des trois personnes de la section des Invalides mortes dans l'affaire du 10 août, certifiée par le comité général, secrétaire-greffier.

7 octobre 1792.  
Original signé, A. N., F<sup>o</sup> 4426.

2672. — Certificat délivré par M. Moreau, secrétaire de la section de la Cité-Rouge, déclarant que le sieur Antoine Baudet, âgé de 18 ans, appartenant à l'armée de la Gironde, fut tué de plusieurs coups à la journée du 10 août.

7 octobre 1792.  
Original signé, A. N., F<sup>o</sup> 4426.

2673. — État des Herbes de la section de la Grande-Vierge, tués au 10 août, au village des Tuileries, avec leurs noms et demeures et distributions des denrées de pain d'alimentation.

atouts, dressé par M. Leconte, président du Comité, chargé d'en faire la visite :

|                             |    |
|-----------------------------|----|
| Grande-Rue.....             | 41 |
| Rue Lenoir.....             | 2  |
| Rue Traverse.....           | 3  |
| Rue Saint-Nicolas.....      | 5  |
| Rue de Charenton.....       | 10 |
| Rues de Bercy et la Râpée.. | 8  |

41

Sans date (7 octobre 1792).  
Original signé, A. N., F<sup>o</sup> 4426.

2674. — État des citoyens de la section de Beaubourg qui ont succombé dans la journée du 10 août, conformément à l'ordre de 2. Le nommé Merle, fils de Jean Bonveillon, surnuméraire dans la gendarmerie à cheval, avec attestation du commissaire de la section, portant qu'il n'y a point de veuves à la suite de la journée du 10 août.

7 octobre 1792.  
Original signé, A. N., F<sup>o</sup> 4426.

2675. — Lettre de M. Gillerond, président de la section des Champs-Élysées, au Commandant général de la garde nationale, envoyant le nom d'un citoyen de cette section (Jean-Charles Ruffin), mort dans la journée du 10 août pour la cause de la Liberté.

4 octobre 1792.  
Original signé, A. N., F<sup>o</sup> 4426.

2676. — Lettre du sieur Galles, commissaire de la section du Contrat-Social, à M. Santerre, déclarant que les seules victimes de la journée du 10 août sont les citoyens Michel-Louis Melan, ancien architecte expert du Roi, marié, et Pierre André, ancien instituteur communal, veuf.

8 octobre 1792.  
Original signé, A. N., F<sup>o</sup> 4426.

2677. — Lettre de son Excellence, secrétaire-greffier de la section de Montmartre, au Commandant général, déclarant que la section ne connaît qu'une personne tuée le 10 août, le sieur Nicolas Bony, habitant rue Saint-Etienne.

8 octobre 1792.  
Original signé, A. N., F<sup>o</sup> 4426.

2678. — Lettre du président de la section de Popincourt au Commandant général de l'armée parisienne, lui envoyant le nom du seul docteur mort de blessures reçues le 10 août. Jérôme Rodier, décédé le 17 demandant des secours pour sa veuve, qui a une petite fille et est très malheureuse, déclarant qu'il y a quatre autres blessés, dont deux ne sont pas encore guéris, et sollicitant une réponse au nom de l'humanitaire.

8 octobre 1792.

Original signé, A. N., F<sup>15</sup> 3269.

2679. — Extrait du registre des citoyens de la section de la Halle-aux-Blés, blessés dans l'affaire du 10 août, constatant que le sieur Joseph Thomas, garçon cordonnier, figure parmi les blessés.

10 octobre 1792.

Extrait conforme, A. N., F<sup>15</sup> 3274.

2680. — Liste des volontaires et dragons composant la division du Finistère, tués ou blessés à l'affaire du 10 août, savoir : 2 dragons brestoises tués et 3 blessés, 2 d'un coup de feu, 1 d'un coup de sabre à la tête, un quatrième par le canon qu'il servait, qui lui a occasionné une hernie, et le cinquième blessé à l'épaule par une chute dans l'escalier du château, au commencement de l'action ; liste certifiée par Jean-François Fontaine, lieutenant quartier-maître.

15 octobre 1792.

Original signé, A. N., F<sup>15</sup> 3275.

C. MORTIMER-TERNAUX *Histoire de la Terreur*, t. II, p. 494.

2681. — Etat des fédérés marseillais blessés lors de la journée du 10 août et restés dans les divers hôpitaux de Paris au nombre de 14, dont 6 à l'Hôtel-Dieu, certifié par le sieur Girard, lieutenant, et le sieur Leroux, commissaire des guerres de la 17<sup>e</sup> division.

16 octobre 1792.

Original signé, A. N., F<sup>15</sup> 3276.

C. MORTIMER-TERNAUX *Histoire de la Terreur*, t. II, p. 494.

2682. — Certificats de MM. Bruns-Becquart, chirurgien-major de l'hôpital de la

Charité, et Deschamps, chirurgien hospitalier du même hôpital, déclarant avoir pansé depuis le 10 août le sieur Marie-Pierre Chénié, musicien, attaché au spectacle du Vaudeville, blessé de plusieurs coups de sabre à la partie latérale droite de la tête, et d'un coup de sa pique, qui lui fut arrachée des mains, asséné à la partie supérieure de l'oreille droite, blessures qui ont occasionné un abcès considérable. (Ledit Chénié fut le seul blessé de la section du Louvre.)

16 octobre 1792, 26 février 1793.

Originaux signés (2 p.), A. N., F<sup>15</sup> 3269.

2683. — Délibération du Corps municipal, renvoyant au Conseil général de la Commune la demande faite par le citoyen Joseph Gilbert, blessé au-dessus de l'œil gauche par une balle morte, et dépouillé, à Courbevoie, de ses armes, notamment d'une épée à garde d'argent, et une demande analogue présentée par le sieur Jean-Daniel Neel, aussi blessé dans la même journée, tous deux de la section de la Halle-aux-Blés.

17 octobre 1792.

Extrait conforme, A. N., F<sup>15</sup> 3274.

2684. — Certificats de M. Cigogne, chirurgien-major du bataillon de Saint-Jacques, déclarant avoir soigné pendant 25 jours, depuis le 10 août, le citoyen Jean-François Ducoté pour un coup de baïonnette qu'il a reçu à la partie postérieure de l'épaule droite.

18 octobre 1792, 29 janvier 1793.

Originaux signés (2 p.), A. N., F<sup>15</sup> 3269.

2685. — Certificat de M. Adrien Escourbiac, chirurgien-major du bataillon de Saint-Marcel, attestant avoir soigné, pendant trois semaines, le nommé Jacques-Frédéric Fessart d'une plaie à la jambe gauche au-dessous du genou, résultant d'un coup de feu reçu dans l'affaire du 10 août.

18 octobre 1792.

Original, A. N., F<sup>15</sup> 3269.

2686. — Certificat de M. Adrien Escourbiac, chirurgien-major du bataillon

du Finistère, attestant avoir traité, durant trois semaines, le nommé Jean-Jacques Bourrelier, d'une plaie à la nuque, occasionnée par une balle de mousquet.

18 octobre 1792.

Original signé, A. N., F<sup>o</sup> 3269.

2687. — Déclaration faite au Comité de la section de Beaurepaire, par le citoyen Jean Corrier, horloger, portant que, le 10 août dernier, il s'est trouvé à l'attaque du château des Tuileries, et qu'à environ 10 heures du matin, il a reçu d'un officier suisse, dans l'escalier du château, un coup de baïonnette à la cuisse droite, avec certificat du chirurgien Dubost, constatant que, de prime abord, il avait cru que la blessure pourrait se guérir en six semaines, mais que le malade ressent toujours de violentes douleurs avec difficulté dans la marche.

20 octobre 1792.

Copie conforme et original signé (2 p.), A. N., F<sup>o</sup> 3269.

2688. — Extrait des registres de sépultures de l'hôpital de la Charité, constatant l'inhumation, dans le cimetière de l'hôpital, du corps de Dominique Raud, fédéré de Marseille, blessé, à la journée du 10 août, pour le soutien de la Liberté, mort le 21 octobre.

24 octobre 1792.

Extrait conforme et signé, A. N., F<sup>o</sup> 3272.

2689. — Lettres de la section de la Maison Commune, ci-devant de l'Hôtel-de-Ville, au ministre de l'Intérieur, appelant à leur attention une justification nécessaire de la femme Farcy, qui a perdu son fils Jean-Baptiste, fourbisseur, canonnier du bataillon de Saint-Gervais, d'un coup de feu dans la journée du 10 août, et qui est complotée pour se diffamer dans tous les sens, et surtout par son mari et un autre fils, sortis aux frontières, et demandant le paiement des 400 livres restant à toucher sur l'indemnité de 500 livres qui lui a été accordée par les Comités généraux de la Convention.

24 octobre 1792, commune (1 p.).

Commune signée (2 p.), A. N., F<sup>o</sup> 3269.

2690. — Certificats de M. Gauthier, chirurgien, attestant que le citoyen Etienne Feneteau, canonnier de la section du Finistère, a été blessé, le 10 août, d'une balle à la hanche, et que la plaie n'a été guérie qu'au bout de 5 semaines.

25 octobre 1792, commune (1 p.).

Original signé (2 p.), A. N., F<sup>o</sup> 3269.

2691. — Etat portant que la section du Marais compte un blessé à la journée du 10 août, le sieur Jacques-Marie Dedieu, fédéré, rue de Poitou.

(Octobre 1792.)

Minute, A. N., F<sup>o</sup> 3274.

2692. — Certificat de M. Legout, médecin, constatant que le citoyen Joseph Delmas, grenadier de la garde nationale, a reçu à l'affaire du 10 août une contusion considérable au testicule droit, qui a déterminé un dépôt dont il n'est pas encore guéri, et autre certificat de M. Bertin, médecin, attestant qu'il a traité le nommé Delmas depuis l'absence de M. Legout, le 8 novembre, et que le traitement peut encore durer 2 mois, en raison de l'opiniâtreté du mal, qui nécessitera des bains et autres remèdes, avec un 3<sup>e</sup> certificat de la section Beaurepaire.

8. IV. no. 1000, 1792, 16 mars 1793.

Original signé (3 p.), A. N., F<sup>o</sup> 3269.

2693. — Lettre des membres du Comité de la section de Popincourt à leurs frères composant le Comité de la section de 1792, implorant leur secours en faveur des citoyens blessés dans la glorieuse journée du 10 août, où les citoyens, dont les époux ont acheté, par le sacrifice de leur vie, la conquête de la Liberté, savoir :

1<sup>o</sup> La veuve Rhodaz, dont le mari est mort à la suite de ses blessures.

2<sup>o</sup> Le citoyen Dubreuil, blessé à la poitrine, ayant femme dans le besoin.

3<sup>o</sup> Denis Pinot, blessé dangereusement au bras et à la main.

4<sup>o</sup> Le Meur, ancien volontaire, qui a ses bras croisés et les jambes enflées de la fièvre, cause d'un malade et sans espoir.



2697. — Certificats en faveur du sieur Dubreuil.

10 novembre 1792.

Originaux (2 p.), A. N., F<sup>15</sup> 3274.

2698. — Renvoi au Comité des secours publics d'une pétition des commissaires des sections de Paris, réclamant des secours définitifs pour les veuves et orphelins des patriotes qui ont péri le 10 août, ainsi que pour les estropiés et les blessés.

11 novembre 1792.

Extraits, procès-verbal, A. N., C 248, n° 254.

Id., *Procès-verbal de la Convention nationale*, t. III, p. 139.

2699. — Certificats de M. Jean-Amable Foucault Saint-Prix, ancien commandant du bataillon du Val-de-Grâce, attestant que le citoyen Jean-François Moulineau, volontaire audit bataillon, a reçu, le 10 août, un coup de feu à la jambe, qu'en outre la roue d'un train d'artillerie lui a passé sur le pied droit, et qu'il n'a pas pour cela abandonné son poste, ajoutant que cette blessure l'a retenu six semaines chez lui.

14 novembre 1792, 3 avril 1793.

Originaux signés (2 p.), A. N., F<sup>15</sup> 3270.

2696. — Lettre du sieur Legrand, secrétaire de la section de la Cité, à M. Coulombeau, secrétaire greffier de la Commune, déclarant qu'il n'existe dans la section aucun individu blessé à la journée du 10 août, et que le citoyen Courant, jeune homme de 22 ans, est le seul qui soit mort de ses blessures, sans laisser de femme, ni d'enfants.

16 novembre 1792.

Original signé, A. N., F<sup>15</sup> 3274.

2697. — Lettre de M. Pétion au Comité de la section de 1792, le priant de s'intéresser au sort de la brave citoyenne Reine Audu, qui a été blessée à la journée du 10 août et qui, n'ayant encore reçu la récompense à laquelle son patriotisme distingué lui donne droit de prétendre, éprouve dans cette attente les atteintes des plus urgents besoins.

17 novembre 1792.

Original signé, B. N., Mss., nouv. acq. fr. 2660, fol. 86.

2698. — Certificat de M. Debaube, membre du Collège de chirurgie, portant qu'il a été appelé, le 10 août, rue Jean-Jacques-Rousseau, auprès du sieur Jean-François-Théodore Ducessois, blessé gravement d'un coup de feu qui a fracassé le péroné de la jambe gauche, et qu'au moment actuel il touche à sa guérison complète.

17 novembre 1792.

Original signé, A. N., F<sup>15</sup> 3269.

2699. — Certificat de M. Coffinié, ancien chirurgien aide-major de l'hôpital ambulatoire à l'armée française en Flandre, attestant avoir été requis, le 10 août au matin, pour donner ses soins au citoyen La Montagne, de la section du Contrat-Social, qui venant de recevoir un coup de feu à la jambe droite, blessure qui a exigé plus d'un mois et demi de traitement.

17 novembre 1792.

Original signé, A. N., F<sup>15</sup> 3270.

2700. — Certificat de M. Benard, médecin de la paroisse de Sainte-Marguerite, attestant que le nommé François Dorion, ouvrier à la manufacture des glaces, est malade depuis le 10 août dernier, et qu'il est dans la plus profonde misère, sa femme étant à la veille d'accoucher, avec autre certificat de la section des Quinze-Vingts, constatant que le même Dorion est mort des suites de ses blessures (le 2 janvier 1793).

19 novembre 1792, 8 mars 1793.

Originaux signés (2 p.), A. N., F<sup>15</sup> 3269.

2701. — Déclarations de deux chirurgiens, le premier, Adrien Escourbiac, chirurgien de la section armée du Finistère, certifiant que le sieur Marie-Joseph Bence a reçu deux balles de mousquet aux deux jambes; le second, M. Dupont, attestant que le même a été blessé d'un coup de baïonnette à la jambe gauche et d'un coup de feu à la jambe droite.

19 novembre 1792, 12 mars 1793.

Originaux signés (2 p.), A. N., F<sup>15</sup> 3269.

2702. — Certificat de M. Gelede, maître en chirurgie, attestant que, le soir du 10 août, il a été appelé auprès du citoyen

Pierre Fortier, assassin, âgé de 20 ans, ayant une plaie d'arme à feu sur la face latérale gauche du bassin, qu'il est parvenu à extraire une balle du poids d'une once et de petites portions d'habits, et qu'à la suite de l'extraction de ces corps étrangers, le malade a été guéri le 15 octobre.

10 novembre 1792.  
Original signé, A. N., F<sup>o</sup> 3269.

2703. — Certificat de M. Jouandous, chirurgien, constatant qu'il a soigné et traité, pendant trois semaines, le citoyen Jean-Baptiste Mabile, de la section des Quinze-Vingts, d'une blessure au dos de la main gauche, qui a déterminé un dépôt.

10 novembre 1792.  
Original signé et contre-signé par les commissaires de la section des Quinze-Vingts, A. N., F<sup>o</sup> 3270.

2704. — Certificat des commissaires de la section de la Fraternité, attestant qu'à leur connaissance aucun citoyen de la section n'a été blessé à la journée du 10 août.

21 novembre 1792.  
Original signé, A. N., F<sup>o</sup> 3274.

2705. — Certificat de MM. Chopart et Lafiteau, chirurgiens de l'hospice du Collège de chirurgie, attestant que le citoyen Jean Glaize, volontaire du bataillon de Marseille, est entré audit hospice, le 10 août, pour s'y faire soigner d'une plaie faite à feu à la cuisse gauche, et qu'il en est sorti, le 6 novembre, parfaitement guéri.

21 novembre 1792.  
Original signé, A. N., F<sup>o</sup> 3270.

2706. — État des citoyens de Beaufort de Beaufort, blessés dans la journée du 10 août, dressé par M. Bouchard, président du comité, sous le rapport du nombre de quatre, l'un d'eux, grièvement atteint d'un coup de feu à la cuisse; avec lettre de M. Bouchard à M. Bouchard, député, déclarant qu'il a envoyé la liste de ces citoyens à M. Bouchard, officier municipal.

10 novembre, 10 novembre 1792.  
Original signé 3 p., A. N., F<sup>o</sup> 3271.

2707. — Certificat de M. Jean-Baptiste Balzac, chirurgien, attestant avoir traité et guéri au bout de 5 semaines le citoyen Jean-Baptiste Verret, blessé au mollet d'un coup de feu, lors de la journée du 10 août.

21 novembre 1792, 26 janvier 1793.  
Original signé 2 p., A. N., F<sup>o</sup> 3272.

2708. — Certificat de M. Méhée, médecin et chirurgien de la section du Panthéon-Français, déclarant que le citoyen André Demilly, au moment où il se transportait du côté des Feuillants, reçut un coup de feu au bras gauche, que cette blessure fut longue à guérir et nécessita un pansement de deux mois.

22 novembre 1792, 10 mars 1793.  
Original signé 3 p., A. N., F<sup>o</sup> 3273.

2709. — Lettre de M. Méhée, secrétaire greffier adjoint de la Municipalité, à la section de 1792, l'invitant à envoyer au Corps municipal l'état des femmes veuves du 10 août.

20 novembre 1792.  
Original signé, B. N., Mss., nouv. acq. fr. 2660, fol. 94.

2710. — Certificat des commissaires de la section de Bon-Conseil, attestant que le citoyen Eloy, Américain, demeurant rue Tireboudin, a été blessé dans la journée du 10 août d'un coup de baïonnette au bras gauche, qu'il est actuellement lieutenant en second dans la légion américaine du midi, dite Saint-Georges, et qu'il a une femme et deux enfants résidant dans la section.

21 novembre 1792.  
Original signé, A. N., F<sup>o</sup> 3274.

2711. — Certificat du citoyen Théodat et d'Adrien Desroches, officiers municipaux de la section des Feuillants, attestant que le citoyen François Desroches a été blessé, le 10 août, à l'oreille gauche et qu'il a été malade pendant trois semaines.

21 novembre 1792.  
Original signé 2 p., A. N., F<sup>o</sup> 3275.

2712. — État des blessés dans la journée du 10 août, faisant partie du rapport de

Montreuil, au nombre de 14, avec certificats de M. Delabour, chirurgien-major du 8<sup>e</sup> bataillon, constatant la nature des blessures, la plupart de coups de feu, de sabre et de baïonnettes, sauf pour le sieur Colin qui, ayant été précipité du haut d'un escalier, eut la partie inférieure de la jambe gauche déchirée par l'angle de l'escalier, d'où il résulta un ulcère variqueux, d'une guérison difficile.

25 novembre 1792.

Original signé (F<sup>15</sup> 3274).

2743. — Certificat des commissaires de la section de Bon-Conseil, attestant que le sieur Louis Hellet a été blessé, le 10 août, d'un coup de baïonnette au bras et d'un coup de sabre à la jambe, en voulant sauver une pièce de canon dans le cour des Tuileries, qu'il fait partie de la légion américaine commandée par Saint-Georges, et qu'il a laissé dans la section sa femme avec deux enfants qui méritent assistance.

24 novembre 1792.

Original signé (A. N., F<sup>15</sup> 3274).

2744. — Attestation de M. Cabarrou, ancien chirurgien aux gardes-françaises et chirurgien-major de la section armée du Faubourg-Montmartre, portant qu'il a visité et pansé le citoyen Jean Lenoir, d'une plaie faite, lors du combat au château des Tuileries, par un corps contondant au bas de la jambe droite, qui l'a obligé à garder le lit un mois.

24 novembre 1792.

Original signé (A. N., F<sup>15</sup> 3270).

2745. — Certificat de M. Cabarrou, ancien chirurgien aux gardes-françaises et chirurgien-major de la section armée du Faubourg-Montmartre, attestant que le citoyen Dabadie, volontaire de ladite section, a été blessé, lors de l'affaire du 10 août, par un corps contondant, au bord de l'orbite droite, ce qui a occasionné une suppuration assez considérable, et qu'il a reçu, de même, sur la partie antérieure de l'épaule droite, qui a causé une incapacité de travail de deux mois.

24 novembre 1792.

Original signé (A. N., F<sup>15</sup> 3270).

2746. — Certificat de M. Charbonnier, commissaire de la section de la Place des Fédérés, déclarant que le citoyen Therrien est venu demander l'état des blessés ou des veuves à la suite du 10 août, et qu'il ne lui est parvenu aucun éclaircissement à cet égard.

25 novembre 1792.

Original signé (A. N., F<sup>15</sup> 3274).

2747. — Certificat de M. Prouteau, chirurgien-major de la section armée de Bonne-Nouvelle, constatant que le citoyen Jean-Baptiste Alègre, capitaine de la 2<sup>e</sup> compagnie du bataillon de la section du Faubourg Montmartre, se trouvant, le 10 août, aux Tuileries à la tête de sa compagnie, a été renversé par une bourrade qu'un Suisse lui donna en se sauvant, eut deux côtes enfoncées, avec un épanchement considérable qui détermina un abcès dans l'aîne, joint à une foulure du pied gauche, blessures qui l'ont retenu six semaines en chambre et qui lui occasionnent toujours de violentes douleurs.

25 novembre 1792.

Original signé (A. N., F<sup>15</sup> 3269).

2748. — Attestation de M. Chopart, chirurgien en chef de l'hospice du Collège de chirurgie, portant que le nommé Jean-Baptiste Blot, tambour du bataillon du Théâtre-Français, est entré audit hospice, le 10 août, pour être traité d'une plaie d'arme à feu à la partie inférieure de la jambe droite, et qu'il est sorti guéri.

25 novembre 1792.

Original signé (A. N., F<sup>15</sup> 3269).

2749. — Certificats de M. Maigrot, médecin de la section Poissonnière et de la paroisse de Saint-Laurent, attestant avoir soigné, du 1<sup>er</sup> septembre au 1<sup>er</sup> décembre, le sieur François-Louis Rejot, pour une hémorragie considérable par le fondement, qui l'a mis à l'agonie, résultant des secousses et percussions violentes qu'il a éprouvées à l'affaire du 10 août.

25 novembre 1792. — 1<sup>er</sup> janvier 1793.

Original signé (A. N., F<sup>15</sup> 3270).

2720. — Certificat délivré par les citoyens et citoyennes de la section de 1792, constatant qu'ils ont soigné, pendant quinze jours, la citoyenne Louise-Reine Audu, qui a eu la cuisse traversée par une balle, le 10 août, et qu'ils lui ont donné, comme à une femme patriote, tous les secours nécessaires « pour une action aussi méritante que celle du 10 août, qui a procuré l'abolition de la royauté et la souveraineté du peuple », avec certificat du docteur Leymeries, professeur de chimie, de matière médicale et de pathologie.

28 novembre 1792

Originaux signés (2 p.). A. N., F<sup>15</sup> 3272.

2721. — Décret de la Convention nationale, portant que la municipalité de Paris rendra publiques, par la voie de l'impression, l'état et l'emploi des sommes données pour le soulagement des veuves ou orphelins des citoyens périés dans la journée du 10 août.

30 novembre 1792

Copie collationnée et soumise au président et aux secrétaires, A. N., A. 124, n<sup>o</sup> 54.

101 *Procès-verbal de la Convention nationale*, t. III, p. 395.

2722. — Lettre de M. Grenet, commissaire de la section du Ponceau, adressée au nom de ses collègues, au citoyen Pache, ministre de la guerre, déclarant avoir fait, le mercredi précédent, leur rapport à la Commune sur les blessés de la journée du 10, lui envoyant une liste dressée à la hâte, qui comprend les noms des fédérés blessés, annonçant qu'ils doivent remettre, le soir même, au Comité des secours de la Convention nationale, leur travail avec pièces à l'appui, lui faisant observer que la plupart des blessés ont été soignés à la paille, que des veuves sont restées enceintes, et recommandant tout particulièrement à sa sollicitude les femmes du Faubourg Saint-Antoine et du Finistère, qui ont le plus donné dans cette mémorable journée, avec l'état des morts, blessés, orphelins et veuves de la journée du 10 août, par lesquels on atteste à 187 blessés, 34 orphelins, et 17 veuves.

dérés, une veuve de fédéré et 2 gendarmes.

30 novembre 1792

Originaux (2 p.). A. N., F<sup>15</sup> 3273.

2723. — Certificat de M. Duplan, médecin et chirurgien, déclarant avoir soigné et guéri radicalement le nommé Bernard La Fontaine, fédéré d'Ille-et-Vilaine, ayant servi seize ans dans l'armée française, d'une grave blessure à la jambe droite, produite par un coup de feu qui avait atteint l'os et déterminé plusieurs ulcères, avec un autre certificat de MM. Sabatier, chirurgien en chef, et Munier, médecin en chef des Invalides, recommandant à ce blessé les eaux de Bourbonne.

30 novembre 1792. 14 août 1793.

Originaux signés (2 p.). A. N., F<sup>15</sup> 3269.

2724. — Certificat de M. Claude Berger, ancien chirurgien des armées du Roi, constatant qu'il a été appelé pour panser une blessure à la jambe d'un coup de balle, reçue, le 10 août, par le nommé Carnonkel, demeurant rue de la Tixeranderie (section des Droits-de-l'Homme).

2 décembre 1792

Original signé, A. N., F<sup>15</sup> 3274.

2725. — Certificat de M. Souberbielle, chirurgien-major de la 35<sup>e</sup> division de gendarmerie, attestant avoir donné ses soins au citoyen Alexandre-Jean-Marie-Eugène Couvert, ci-devant garde-français, pour une contusion au côté droit de la poitrine, accompagnée d'un crachement de sang, qu'il déclara avoir reçue, le 10 août, au château des Tuileries, avec attestations de ses voisins et voisins, certifiant l'avoir vu revenir à 14 heures du matin, avec un fusil, un sabre et une giberne à sa ceinture, et l'avoir entendu dire qu'il avait soigné à terre, qu'il avait fait sauter sa tête et ses bras, qu'il avait dû se mettre au lit.

4 décembre 1792

Originaux signés (2 p.). A. N., F<sup>15</sup> 3275.

2726. — Certificat du sieur Bédard, maître vitrier, constatant que son compagnon, Jean-Baptiste Lebrun, est sorti le

10 août avant 8 heures du matin avec sa compagnie, qu'il s'est trouvé au Carrousel et qu'il a reçu dans la bagarre un coup de baïonnette à la jambe, qui l'a obligé à se faire soigner à l'Hôtel-Dieu, avec certificat de M. Desautel, chirurgien de cet hôpital, portant que ledit Lebrun y est entré le 11 septembre 1792, pour y être traité d'un ulcère provenant, à son dire, d'un coup de baïonnette reçu le 10 août, et en est sorti guéri le 3 octobre suivant.

5 décembre 1792, 8 février 1793.

Originaux signés (2 p.), A. N., F<sup>15</sup> 3270.

2727. — Certificat de M. Deschamps, chirurgien-major de l'hôpital de la Charité, attestant que le citoyen Charles Talbaut, garde national de la ville d'Hennebont, est entré audit hôpital le 10 août, à l'occasion d'un coup de feu qui lui a traversé la cuisse gauche, et en est sorti, entièrement guéri, le 24 septembre suivant.

6 décembre 1792.

Copie conforme, A. N., F<sup>15</sup> 3270.

2728. — Attestation de M. Daugreilh, chirurgien à l'hôpital du camp de Meaux, certifiant que le sieur Jean Deiris, originaire des Landes, a combattu, le 10 août, avec le bataillon Marseillais, et a reçu plusieurs blessures, savoir : un coup de baïonnette sur le front et un autre sur le pied droit, une morsure à la jambe gauche d'un volontaire marseillais qui se mourait, de plus, à son pied droit ouvert et plusieurs bourrades sur le corps, que le traitement de ces plaies a duré du 10 août au 8 décembre, mais qu'il est offensé pour la vie, affligé par suite des coups d'une rétention d'urine et perclus de douleurs pour lesquelles les eaux de Barèges seraient nécessaires.

10 décembre 1792.

Original signé, A. N., F<sup>15</sup> 3269.

2729. — Lettre de M. Lebois, substitut provisoire du procureur de la Commune, à l'assemblée générale de la section Barsonnière, demandant les noms des citoyens morts ou blessés à la journée du 10 août,

pour obéir à l'arrêté du Corps municipal, du 9 décembre.

11 décembre 1792.

Original signé, A. N., F<sup>15</sup> 3272.

2730. — Certificat des vicaires de l'Hôtel-Dieu, attestant que le sieur François-Alexandre Courant, âgé de 19 ans, natif de la paroisse de la Madeleine-en-la-Cité, blessé à la journée du 10 août 1792, est entré à l'Hôtel-Dieu ledit jour, et y est décédé le 31 août.

15 décembre 1792.

Original signé, A. N., F<sup>15</sup> 3269.

2731. — Lettre de M. Archier, commissaire ordonnateur de la 17<sup>e</sup> division, au ministre de la guerre, au sujet du traitement provisoire de 25 sols par jour, payé par le sieur Adam, commissaire de la Commune, à des blessés du 10 août, qui en sollicitent la continuation jusqu'à leur retour chez eux, avec état dressé par le commissaire des guerres Leroux, indiquant ce qui est dû au sieur Jacques-Marie Dedieu, fédéré de Lyon, et au nommé Pyron Arnaud, fédéré de Marseille.

18 décembre 1792.

Originaux signés (2 p.), A. N., F<sup>15</sup> 3272.

2732. — Certificats de la section des Invalides, portant que le citoyen François Grandidier, sans aucun doute, a été tué aux Tuileries, qu'une personne l'a vu tomber par terre atteint d'un coup de feu, que plusieurs autres l'ont vu aux Tuileries, armé et cherchant à joindre sa compagnie, et que, depuis ce jour, ce citoyen n'a point reparu.

18 décembre 1792, 29 juillet 1793.

Originaux signés (2 p.), A. N., F<sup>15</sup> 3270.

2733. — Lettre de M. Antoinette, secrétaire-greffier de la section du Mail, au Comité des secours de la Convention nationale, déclarant, pour répondre au reproche de leur peu de sollicitude, que la section du Mail n'a perdu aucun de ses concitoyens à la journée du 10 août, et qu'elle n'a eu que très peu de blessés qui ont été secourus immédiatement par une



certificat attestant que les citoyens de la section de la Liberté sont pourvus d'un habit.

25 décembre 1792. A. N., F<sup>1</sup> 3273.

2732. — Certificat de M. Jean-Baptiste Basset, chirurgien-major de la compagnie des Marseillais du 10 août, attestant avoir signé le nomme Louis Juteaux, soldat du 1<sup>er</sup> bataillon de Marseille, blessé le 10 août, d'un coup de mitraille au bras droit et complètement guéri le 10 décembre, avec autre certificat du sieur Girard, capitaine de la compagnie du 10 août, datée après le départ dudit bataillon de Marseille, constatant que ledit Juteaux s'est enrôlé pour partir aux frontières, le 10 septembre.

25 décembre 1792, 10 mars 1793.  
Originaux signés (2 p.). A. N., F<sup>1</sup> 3270.

2733. — Décret du Comité de la Convention nationale, passant à l'ordre du jour sur la proposition de donner aux blessés du 10 août une place dans la tribune des suppléants, le jour du jugement de Louis Capet.

25 décembre 1792.  
Décret du Comité de la Convention nationale. A. N., C 241, n° 281.  
Originaux signés (2 p.). Convention nationale, t. IV, p. 410.

2736. — Décret de la Convention nationale, ouvrant un crédit de 400,000 livres à distribuer en pensions : 1<sup>re</sup> aux citoyens blessés en combattant pour la Liberté à la journée du 10 août; 2<sup>e</sup> aux veuves et aux enfants de ceux qui, le même jour, ont péri pour la même cause; 3<sup>e</sup> aux pères et mères vivant du produit du travail de leurs enfants et qui les auraient perdus à cette époque; 4<sup>e</sup> aux citoyens qui, le même jour, ont été blessés ou tués par les ennemis de la Liberté. Le chiffre des pensions qui seront accordées aux personnes appartenant à ces différentes catégories, d'après les tableaux qui seront dressés et qui représenteront : 1<sup>er</sup> les citoyens estropiés; 2<sup>es</sup> les veuves et les enfants; 3<sup>e</sup> les citoyens blessés plus ou moins gravement dans les combats.

25 décembre 1792.  
Décret du Comité de la Convention nationale. Convention nationale, t. IV, p. 411, n° 388.

2737. — Renvoi au Comité d'instruction publique de la proposition faite d'inscrire au Panthéon les noms des citoyens qui ont péri le 10 août.

25 décembre 1792. A. N., A 125, n° 673.  
Originaux signés (2 p.). Convention nationale, t. IV, p. 405.

2737. — Renvoi au Comité d'instruction publique de la proposition faite d'inscrire au Panthéon les noms des citoyens qui ont péri le 10 août.

25 décembre 1792.  
Extrait du procès-verbal. A. N., C 241, n° 281.

Originaux signés (2 p.). Convention nationale, t. IV, p. 410.

2738. — Certificat des prêtres vicaires de l'Hôtel-Dieu, constatant que le nommé Etienne Schmidt, âgé de 53 ans, est entré à l'Hôtel-Dieu, le 10 août, en pleurant, le 15, avec autre certificat du sieur Sevray, perruquier, de la section des Halles, attestant que le même Schmidt s'est trouvé à côté de lui à 9 heures et demie du matin sur les fenêtres du château des Tuileries, qu'il y a reçu une balle dans la mamelle droite, et que les premiers secours lui ont été donnés par le sieur Lafond, chirurgien.

26, 29 décembre 1792.  
Originaux signés (2 p.). A. N., F<sup>1</sup> 3270.

2739. — Certificats du sieur Baudin, capitaine, ainsi que des officiers de la 27<sup>e</sup> compagnie de la section armée des Gravilliers, et des chirurgiens Coste et Duberland, constatant que le citoyen François-Marie Lamy, lieutenant de ladite compagnie, a reçu, le 10 août, en pleine poitrine, aux Champs-Élysées, un coup de crosse de fusil, qui a déterminé un abcès et causé la mort, survenue le 28 octobre 1792.

25 décembre 1792, 3 janvier 1793.  
Originaux signés (2 p.). A. N., F<sup>1</sup> 3270.

2740. — Certificat de la sœur Philéas, gouvernante de malades à Chaillot, et de M. Edouard, chirurgien-major de la section des Champs-Élysées, attestant que le nommé Jean-Pierre Chemery, journalier à Chaillot, le 10 août, dans la nuit, a été blessé d'un coup de poignard, qui l'a obligé de tenir le lit pendant six semaines.

25 décembre 1792. A. N., F<sup>1</sup> 3270.  
Originaux signés (2 p.). A. N., F<sup>1</sup> 3270.

2741. — Certificat de M. Dubertrand, chirurgien-major de la section armée des Gravilliers, et Dournel, chirurgien, attestant que le nommé Louis-Gabriel Martinet, limonadier, rue Saint-Martin, a reçu, au combat des Tuileries, un coup de crosse de fusil d'un Suisse dans la poitrine, qui a causé un engorgement inflammatoire et déterminé la mort, le 21 août, avec attestation du sieur Philippart, maître-maçon, portant que ledit Martinet a reçu, en sa présence, un coup de bourrade dans le grand escalier du Louvre.

30 décembre 1792, 26 mars 1793.  
Originaux signés (2 p.), A. N., F<sup>15</sup> 3270.

2742. — Extrait mortuaire de Henri-Bertrand Baudlet, garde national du bataillon de la section Poissonnière, âgé de 45 ans, inhumé le 11 août dans le cimetière de la paroisse de Saint-Laurent, avec certificat du Comité permanent de la même section, constatant qu'il a été tué aux Tuileries, le 10 août.

31 décembre 1792.  
Original signé, A. N., F<sup>15</sup> 3269.

2743. — Extrait du registre des sépultures de l'église de Notre-Dame-de-la-rette, constatant l'inhumation, le jeudi 11 août, du corps de Jean Ménétrier, menuisier, lieutenant des canonniers nationaux, âgé de 40 ans, décédé la veille en combattant pour la Patrie, et faisant connaître que le bataillon et le Comité civil de la section du Faubourg Montmartre ont assisté à la cérémonie.

31 décembre 1792.  
Extrait certifié, A. N., F<sup>15</sup> 3270.

2744. — Certificat de M. Desault, chirurgien en chef de l'Hôtel-Dieu, attestant que Jacques-Marie-Pierre Bloche, du faubourg Saint-Laurent, garçon imprimeur, a été apporté à l'Hôtel-Dieu par ses frères d'armes, après l'affaire des Tuileries, le 10 août 1792, ayant la région épigastrique traversée de droite à gauche par une balle, et qu'il est mort le lendemain de sa blessure.

31 décembre 1792.  
Original signé, A. N., F<sup>15</sup> 3269.

2745. — Certificat de M. Dubertrand, membre du Collège et de l'Académie de chirurgie, chirurgien-major de la section armée des Gravilliers, attestant que le citoyen Jean-Marie Lefèvre, âgé de 18 ans, a été blessé, le 10 août, d'un coup de feu à la cuisse gauche, dont il est parfaitement guéri.

3 janvier 1793.  
Original signé, A. N., F<sup>15</sup> 3270.

2746. — Certificat de M. Marquis, chirurgien et ancien aide-major de l'hôpital de la Charité, déclarant avoir soigné, depuis le 12 septembre, le sieur Jean-Baptiste Fortier, domestique du citoyen Charost, d'un mal de tête et de gorge provenant d'une chute de cheval faite dans la journée du 10, en conduisant une pièce de canon de la section du Luxembourg, et qu'il est mort le 19 septembre, avec autre certificat du chirurgien Garnier, qui avait également donné ses soins.

4, 11 janvier 1793.  
Originaux signés (2 p.), A. N., F<sup>15</sup> 3269.

2747. — Certificat de M. Deschamps, chirurgien-major de l'hôpital de la Charité, attestant que le citoyen Jean-Baptiste Ferlier, menuisier, est entré audit hôpital, le 25 août, à l'occasion d'une plaie considérable à la partie supérieure du pied, produite par un coup de feu reçu à la journée du 10 août, et qu'il est sorti de l'hôpital, complètement guéri, le 17 octobre.

7 janvier 1793.  
Original signé, A. N., F<sup>15</sup> 3270.

2748. — Certificat de M. La Chapelle, chirurgien de l'hôpital Saint-Louis, constatant que le citoyen Claude-Louis Cousteau, âgé de 41 ans, est entré audit hôpital, le 10 octobre 1792, pour se faire traiter d'une plaie d'arme à feu à la partie inférieure et interne de la jambe droite, et qu'il en est sorti, guéri, le 8 janvier 1793.

8 janvier 1793.  
Original signé, A. N., F<sup>15</sup> 3269.

2749. — Certificat de M. Dumont-Valdajou, chirurgien renoueur des camps et armées, démonstrateur de la ville de Paris.

attestant que le citoyen Denis Pimet a la main droite écrasée à l'affaire du 10 août, qu'il l'a soigné pendant quatre mois et lui a fait plusieurs opérations, en raison des atouts survenus, et qu'un des doigts du blessé est resté un peu raide.

10 janvier 1793.

Originaux signés : A. N. F<sup>12</sup> 3270.

2750. — Présentation à la Convention nationale d'une adresse, par la section des Tuileries, demandant que le sort des blessés, des veuves et des orphelins de la glorieuse journée du 10 août, soit pris en haute considération, et déposant le recensement qu'elle en a fait, avec renvoi de ladite adresse au Comité des secours publics.

11 janvier 1793.

Extrait du procès-verbal, A. N., C 243, n° 307.

13. *Procès-verbal de la Convention nationale*, t. V, p. 155.

2751. — Lettre de M. Santerre, maréchal de camp de la 17<sup>e</sup> division, commandant général provisoire de la force armée, à M. Roland, le priant, en présence des réclamations qu'il reçoit tous les jours au sujet des secours et indemnités alloués par décret de la Convention aux blessés du 10 août, de faire accélérer la répartition des secours à accorder, tous ces malheureux ayant de grands besoins, avec réponse du ministre, envoyant l'indication des pièces à fournir par les intéressés et des formalités à remplir avant de pouvoir ordonner aucun paiement.

11, 16 janvier 1793.

Originaux signés et contre (2 p.), A. N. F<sup>12</sup> 3271.

2752. — Certificat de M. Dazun, médecin, membre du Conseil de santé, au sujet de l'état d'une blessure qu'aurait reçu au pied, dans la journée du 10 août, le citoyen Devoyo.

11 janvier 1793.

Original signé, B. N., Mss., nouv. acq. fr. 2686, fol. 82.

2753. — Certificats de M. Philip, ancien Lapon, et de François de Méreure, notaire de la Compagnie des pompiers et

du sieur Deville, adjoint de M. Morat, commandant des pompiers, attestant que le citoyen Pierre-François Bersu a été grièvement blessé, le 10 août, en faisant son service de pompier à l'incendie des Tuileries, étant tombé depuis le comble des bâtiments attenant à la grande galerie, près des guichets du Carrousel, et qu'il est resté 67 jours sans pouvoir faire aucun service.

15 janvier, 23 janvier 1793.

Originaux signés (1 des 2), A. N., F<sup>12</sup> 3270.

2754. — Certificat de M. Delatour, chirurgien-major de la section de la Rue-de-Montreuil, déclarant avoir donné des soins au citoyen François Louis pour une inflammation des yeux provenant du feu d'une amorce de fusil brûlée à côté de lui par l'un de ses camarades aux Tuileries, avec autre certificat du chirurgien Gouillart, constatant que ledit Louis a été malade 21 jours.

15 janvier, 12 février 1793.

Originaux signés (2 p.), A. N., F<sup>12</sup> 3270.

2755. — Certificats de M. Collier, chirurgien-major du bataillon de la section des Lombards, attestant que le sieur François Baritaud, fédéré de la Gironde, a été blessé par plusieurs des Tuileries de deux coups de sabre sur l'épaule gauche et qu'il est parti sans être guéri pour la frontière du Nord.

16 janvier, 7 février 1793.

Originaux signés (2 p.), A. N., F<sup>12</sup> 3270.

2756. — Lettre de M. Chambon, maire de Paris, à la section du Faubourg-Montmartre, donnant des instructions relativement à l'ouverture du registre prescrit par l'article 3 de la loi concernant les secours aux citoyens blessés dans la journée du 10 août.

18 janvier 1793.

Originaux signés (1 N., Mss., nouv. acq. fr. 2686, fol. 88).

2757. — Lettre du ministre de l'intérieur aux citoyens de la section de Paris, leur faisant savoir que les sections devront fournir un état de leurs blessés, qui doit être reçu par la Municipalité et

Département de Paris, qu'il ne pourra ordonner le paiement des secours accordés par la loi du 2<sup>e</sup> décembre 1792 que lorsque toutes ces formalités auront été remplies, ajoutant que le Département leur fera tenir les modèles des états.

20 janvier 1793.

Minut. A. N., F<sup>15</sup> 3272.

2758. — Autorisation délivrée par les commissaires de la section du Finistère au sieur Deschamps, l'un des victimes du 10 août, à l'effet de retirer les certificats de tous les blessés ou morts de la journée du 10 août, déposés au ministère de l'intérieur, pour accélérer la répartition des pensions et secours déjà trop retardés, avec récépissés de ces certificats.

21 janvier 1793.

Original signé, A. N., F<sup>15</sup> 3273.

2759. — Récépissés des certificats des citoyens de la section du Théâtre-Français, au nombre de 4, blessés à la journée du 10 août, certificats déposés dans les bureaux du ministère de l'intérieur.

22 janvier 1793.

Original signé, A. N., F<sup>15</sup> 3274.

2760. — Certificat de M. Albert, capitaine de la 2<sup>e</sup> compagnie du bataillon des fédérés des 83 départements, attestant que le citoyen Pierre Surville, de Rennes, s'est trouvé à l'affaire du 10 août, qu'il y a été blessé et qu'il est mort des suites de ses blessures à l'Hôtel-Dieu.

26 janvier 1793.

Original signé, A. N., F<sup>15</sup> 3273.

2761. — Certificat de M. Courtois, commandant en chef de la section armée du Finistère, constatant que le citoyen Louis Minard a pris les armes à l'affaire du 10 août, qu'il en est revenu blessé, et est resté 15 jours alité.

28 janvier 1793.

Original signé, A. N., F<sup>15</sup> 3272.

2762. — Certificats de la dame Pélagie, gouvernante de malades à Chaillot, et de M. Falières, chirurgien-major de la garde nationale de la section des Champs-Ely-

sées, attestant que le citoyen Dominique Noël Broch a été blessé, le 10 août, à la partie latérale de la poitrine, dans la région de l'épigastre gauche, et qu'il a été obligé de se faire soigner à l'Hôtel-Dieu, où il a dû garder le lit pendant 3 mois.

28 janvier, 21 mars 1793.

Originaux signés (2 p.), A. N., F<sup>15</sup> 3269.

2763. — Certificats de M. Decelles, chirurgien, déclarant avoir soigné pendant près de 6 semaines le citoyen Guy (Antoine), cordonnier, pour une contusion très forte aux reins, près de l'os sacrum, occasionnée par une chute qu'il a faite, le 10 août, du haut du parapet du côté de la rivière, près du Pont Royal, où il se trouvait avec la compagnie des Marseillais, et que cette blessure l'a obligé de rester alité et de subir plusieurs saignées.

28 janvier, 19 mars 1793.

Originaux signés (2 p.), A. N., F<sup>15</sup> 3270.

2764. — Attestation de M. Adrien Escourbiac, chirurgien-major de la section armée du Finistère, portant qu'il a pansé pendant deux mois le citoyen Louis Houdas, rue Mouffetard, d'une blessure reçue à la jambe gauche dans l'affaire du 10 août.

29 janvier 1793.

Original signé, A. N., F<sup>15</sup> 3270.

2765. — Certificat de M. Detaille, chirurgien-major de la section armée de l'Arsenal, attestant avoir donné ses soins, pendant 6 semaines, au citoyen François Fournier, à la suite d'un coup de sabre reçu sur la main droite le 10 août, et autre certificat du capitaine Rousseau, 4<sup>e</sup> compagnie de la 5<sup>e</sup> division, constatant que ledit Fournier s'est enrôlé, le 5 septembre, dans la 4<sup>e</sup> compagnie du bataillon de l'Arsenal et est parti pour les frontières.

29 janvier, 4 février 1793.

Originaux signés (2 p.), A. N., F<sup>15</sup> 3269.

2766. — Lettre de M. La Saulsaye, commissaire ordonnateur adjoint de la 5<sup>e</sup> division, au ministre de l'intérieur, lui faisant parvenir diverses pièces concernant les morts et blessés de la journée du 10 août.

la journée du 10 août. Blessé mal à propos au ministre de la guerre par le maire de Paris et par plusieurs sections, et qui sont nécessaires à celui de l'intérieur pour remplir les dispositions de la loi, avec l'état de ces pièces.

Février 1793.

Original signé, A. N., F<sup>15</sup> 3272.

2767. — Certificat de M. Dessalines, chirurgien-major de l'hôpital de la Charité, attestant que le citoyen Antoine Varé est entré audit hôpital, le 13 août, à l'occasion d'un coup de baïonnette reçu à l'aisselle gauche, lors de la journée du 10, et qu'il est sorti, entièrement guéri, le 29 août suivant.

5 février 1793.

Original signé, A. N., F<sup>15</sup> 3270.

2768. — Certificat de M. Bajet, chirurgien-major de la section des Amis de la Patrie, déclarant que le citoyen Jean-Baptiste Dussault, fondeur, a été blessé, à la journée du 10 août, d'un coup de sabre à la tête, qu'il a paré avec la main et qui lui a mutilé les doigts, et qu'il s'est fait panser à la Charité jusqu'au 22 août, c'est-à-dire 13 jours.

7 février 1793.

Original signé, A. N., F<sup>15</sup> 3269.

2769. — Attestation de M. Bajet, chirurgien-major de la section des Amis de la Patrie et officier de santé de la paroisse de Saint-Nicolas-des-Champs, portant que le citoyen Jean-Baptiste Delettra, doreur sur métaux, a été blessé à la journée du 10, qu'il a reçu trois balles, l'une à la poitrine, l'autre sur l'omoplate et la troisième à la cuisse, et que ses blessures n'ont été parfaitement guéries qu'au bout de 38 jours.

7 février 1793.

Original signé, A. N., F<sup>15</sup> 3269.

2770. — Certificat de M. Bajet, chirurgien-major de la section des Amis de la Patrie et officier de santé de la paroisse de Saint-Nicolas-des-Champs, attestant que le citoyen Pierre Philippe Lombard, serrurier, a été blessé, à la journée du 10, d'un coup de sabre à la poitrine. Après 21

journée du 10 août, par un coup de sabre au médius de la main droite, blessure qui a occasionné une incapacité de travail d'un mois.

7 février 1793.

Original signé, A. N., F<sup>15</sup> 3270.

2771. — Lettre du ministre de la justice, faisant par intérim les fonctions de ministre de l'intérieur, au maire de Paris, se plaignant des irrégularités commises par la Municipalité dans l'allocation d'indemnités aux blessés du 10 août, et rappelant que chaque citoyen, à même de faire valoir ses droits, doit se pourvoir à sa section pour être compris dans le rôle qu'elle doit former de tous ceux qui peuvent bénéficier de la loi du 25 décembre 1792, et que ces rôles des sections doivent être visés par la Municipalité et le Département.

8 février 1793.

Minute, A. N., F<sup>15</sup> 3269, dossier Contant.

2772. — Certificat des chirurgiens de la section des Lombards, attestant que le citoyen François-Louis Delport a reçu, le 10 août, un coup de baïonnette au pied, et que le phlegmon qui s'est formé sous le champ, a été accompagné d'inflammation, de suppuration et de gangrène, mais qu'après un traitement de 6 mois 1/2, il y a lieu d'espérer la guérison.

9 février 1793.

Original signé, A. N., F<sup>15</sup> 3269.

2773. — Certificat des chirurgiens de la section des Lombards, constatant que le citoyen François-Philippe Porquon a reçu, le 10 août, une balle morte à l'épaule droite, qui a déterminé une plaie contuse, et une autre balle à la jambe gauche, qui a occasionné une forte contusion, et que ces deux blessures ont exigé un traitement de six semaines.

9 février 1793.

Original signé, A. N., F<sup>15</sup> 3269.

2774. — Certificat des chirurgiens de la section des Lombards, attestant que le citoyen François-Nicolas Desmoulin a reçu, le 10 août, un coup de sabre à la poitrine. Après 21



que cette plaie a nécessité un traitement de trois mois.

9 février 1793.

Original signé, A. N., F<sup>15</sup> 3269.

2775. — Certificat de la section des Lombards, constatant que le citoyen Jacques Dumet, âgé de 60 ans, est mort à l'Hôtel-Dieu, le 4 septembre, des suites de blessures reçues lors de la journée du 10 août, suivant certificat des prêtres-vicaires de l'Hôtel-Dieu.

9 février 1793.

Original signé, A. N., F<sup>15</sup> 3269.

2776. — Certificat de deux chirurgiens de la section des Lombards, portant que le citoyen Louis Chauvin a été blessé par quatre chevrotines, savoir : deux à la partie droite de la région dorsale et les deux autres à la partie postérieure du bras droit, et que ces blessures ont exigé un traitement de trois mois.

9 février 1793.

Original signé, A. N., F<sup>15</sup> 3269.

2777. — Certificat de chirurgiens de la section des Lombards, établissant que le citoyen Nicolas-Bonaventure Hainzelin a été blessé, le 10 août, et violemment contusionné au moignon de l'épaule gauche, ce qui a occasionné un gonflement avec douleur très vive et l'a privé de l'usage du bras durant trois mois.

9 février 1793.

Original signé, A. N., F<sup>15</sup> 3270.

2778. — Renvoi au Comité de la guerre, qui devra faire son rapport dans trois jours, des pétitions des blessés du 10 août, demandant à marcher aux frontières et à former un corps de gendarmerie.

10, 24 février 1793.

Extraits du procès-verbal, A. N., C 245. nos 334, 336.

Les Procès-verbaux de la Convention nationale. VI, p. 460, 443.

2779. — Certificat de M. Gignoux, chirurgien du bataillon de Sorbonne, attestant qu'il a été appelé, le 10 août, pour donner ses soins au citoyen Pierre-Denis Fabié, ferblantier, soldat du bataillon,

T. IV.

blessé d'un coup de feu à la cuisse, près de l'articulation du genou, et qu'il a pansé pendant 6 semaines.

11 février 1793.

Original signé, A. N., F<sup>15</sup> 3269.

2780. — Certificats de MM. De La Veronnière, ancien chirurgien-major de la garde de Paris, et Dubertrand, chirurgien-major de la section armée des Gravilliers, déclarant avoir soigné le sieur Hilaire-Basile Bulté, blessé grièvement, le 10 août, de plusieurs coups de sabre qui lui ont coupé 3 doigts de la main gauche et ont exigé un traitement de 2 mois et demi; autre certificat de la section des Gravilliers, constatant que le même Bulté a été six mois sans pouvoir travailler et a dû sa guérison à un baume donné gratis par le chirurgien La Véronnière, ajoutant que ce patriote s'est toujours montré dans toutes les révolutions, notamment à la prise de la Bastille, où il avait déjà été blessé.

17 février, 15 mars, 1<sup>er</sup> avril 1793.

Originaux signés (3 p.), A. N., F<sup>15</sup> 3269.

2781. — Demande de secours adressée à la Convention nationale par le sieur Bisson, gazier, dangereusement blessé à la jambe droite, lors de l'immortelle journée du 10 août, obligé de garder la chambre depuis cette époque et réduit à la mendicité.

19 février 1793.

Original, A. N., F<sup>15</sup> 3269.

Renvoyé au Comité des secours publics par le Comité des pétitions et correspondance, puis au pétitionnaire, à l'effet de se pourvoir à la Municipalité, les 19, 22 février 1793.

2782. — Certificats de M. Cullerier, chirurgien en chef de l'hôpital des Vénériens, attestant que le citoyen Jean-Baptiste Vié a au-dessus du tétou droit une cicatrice récente, suite d'une plaie faite avec la pointe d'un sabre, dans la journée du 10 août, et qu'il est digne de toute la reconnaissance des francs républicains, pour avoir concouru à les délivrer du despotisme, avec autre certificat de M. Margueritte, chirurgien-major du bataillon des fédérés des 83 départements, attestant avoir pansé ledit Vié de cette blessure reçue dans

Le général des Troupes le 19 août, à la caserne des Suisses, jusqu'au 28 septembre, et déclarant qu'à plusieurs reprises il a eu des vomissements de sang.

21 février, 15 mars 1793.

Originaux signés (2 p.), A. N., F<sup>15</sup> 3270.

2783. — Lettres des administrateurs composant le Directoire du Département de Paris au ministre de l'intérieur, accompagnant les envois des morts et blessés des sections de Paris, divisés par classes.

21 février-31 septembre 1793.

Originaux signés (1 dos.), A. N., F<sup>15</sup> 3272.

2784. — Lettre de M. Charles Caignart fils, substitué du procureur général syndic du département de l'Aisne, fédéré, présent à la journée du 10 août, au ministre de l'intérieur, transmettant un certificat de la municipalité de Laon et du département de l'Aisne pour obtenir son inscription sur le tableau de ceux qui ont combattu contre le défunt tyran et ses satellites, suivant un article du décret du 25 décembre 1792.

22 février 1793.

Originaux et imprimé (4 p.), A. N., F<sup>15</sup> 3273.

2785. — Certificat de M. La Cassagne, chirurgien, constatant que le citoyen Jean-Joseph Lemery, sous-lieutenant des canonniers de l'Observatoire, a eu, lors de la journée du 10 août, la cuisse traversée par une balle, et que cette blessure grave l'a obligé à garder le lit 52 jours, sans compter 15 jours de convalescence, avec requête dudit Lemery au citoyen Pache, ministre de la guerre, à l'effet d'obtenir un secours.

23 février 1793.

Originaux (2 p.), A. N., F<sup>15</sup> 3270.

2786. — Tableau des blessés du 1<sup>er</sup> bataillon de Volontaires de la section du 10 août 1792, restés à Paris. État de leurs blessures ne leur ayant pas permis jusqu'à ce jour de se rendre en août, comprenant 8 feuillets certifiés par les commissaires, Dupéne, et Binet, chirurgien, et visé par M. Lemaire, commissaire des sections.

de la 17<sup>e</sup> division, chargé pendant le séjour des blessés du 10 août, à Paris, de pourvoir à leur solde et subsistance.

25 février 1793.

Original signé, A. N., F<sup>15</sup> 3271.

2787. — Lettre de M. Pache, ministre de Paris, au ministre de l'intérieur, le priant de lui faire tenir l'état et les pièces justificatives des citoyens de la section Poissonnière, morts ou blessés le 10 août, adressé par le ministre de la guerre, pour soumettre cet état à l'examen de la Commission chargée par le Corps municipal de vérifier les pièces des citoyens qui ont droit aux secours et indemnités accordés aux malheureuses victimes de cette journée.

25 février 1793.

Original signé, A. N., F<sup>15</sup> 3273.

2788. — Suppliques adressées à la Convention nationale par le sieur Lacombe, blessé au 10 août, estropié, perclus de tous ses membres et hors d'état de travailler, dont les certificats ont été égarés, à l'effet d'obtenir une augmentation de sa pension de 20 sols par jour, qui ne lui permet pas de vivre, lesdites suppliques renvoyées au Comité des secours publics.

27 février-19 août 1793.

Originaux (1 dos.), A. N., F<sup>15</sup> 3270.

2789. — Rapports au ministre de l'intérieur (revêtus de son approbation), proposant l'allocation de pensions viagères et de secours, sur le fonds de 400,000 livres, voté le 25 décembre 1792, aux personnes ci-après, savoir :

1<sup>re</sup> Pension viagère de 125 livres à Marie-Jeanne Boudry, mère de Jean-François Farey, tué le 10 août ;

2<sup>e</sup> Pension viagère de 100 livres à Jacques-Marie Dedieu, fédéré de Rhône-et-Loire, grièvement blessé ;

3<sup>e</sup> Pensions, indemnités et gratifications aux citoyens blessés de la section des Arts de la Patrie, montant à 1,000 livres 16 sols ;

4<sup>e</sup> Soldes de 100 livres aux citoyens Bonjean, Desmoulin et Chabaud, militaires de Marseille, envoyés aux troupes de la

5<sup>e</sup> Allocation de 57 livres au citoyen Chabot, fédéré de la Côte-d'Or, blessé ;

6<sup>e</sup> Allocation de 195 livres 40 sols au citoyen François Mustel, de 112 livres 10 sols au sieur Jean-Pierre Valadier, et de 100 livres 10 sols à Jean-Baptiste Feslier, blessés ;

7<sup>e</sup> Indemnité de 144 livres au citoyen Jean Pages, fédéré marseillais, blessé ;

8<sup>e</sup> Pension de 365 livres au citoyen Pierre Lacombe, blessé ;

9<sup>e</sup> Gratifications de 50 livres à Denis Simonnet et François Gervais, blessés ;

10<sup>e</sup> Allocation de 142 livres au citoyen Pierre Gamby, fédéré du Doubs, blessé ;

11<sup>e</sup> Allocation de 69 livres 10 sols au citoyen André Dufriche, gendarme, blessé ;

12<sup>e</sup> Pension viagère de 365 livres à Jacques-Philippe-Joseph Sion, blessé ;

13<sup>e</sup> Indemnité de 394 livres 10 sols au citoyen Passepont, sous-officier invalide, blessé ;

14<sup>e</sup> Allocation de 64 livres 16 sols au sieur Jean-Claude Perrey, blessé ;

15<sup>e</sup> Indemnité de 71 livres à la femme du citoyen Marie-Alexis Chauvin, blessé ;

16<sup>e</sup> Allocation de 506 livres 18 sols au citoyen Jean-Pascal Tondou, fédéré de l'Hérault, pour arrérages de sa pension ;

17<sup>e</sup> Allocation de 87 livres 10 sols au citoyen Bertrand Pagès, blessé ;

18<sup>e</sup> Pension viagère de 125 livres à Marie-Madeleine Richard, veuve de Jacques Besse, mort de ses blessures ;

19<sup>e</sup> Arrérages de pension au sieur Benoît Mérine, fédéré de la Charente-Inférieure, blessé ;

20<sup>e</sup> Arrérages de pension à la veuve du citoyen Laloué, mort de ses blessures ;

21<sup>e</sup> Arrérages de pension à la veuve du sieur Sologny, tué ;

22<sup>e</sup> Arrérages de pension à la veuve et aux enfants du sieur Lobjois ;

23<sup>e</sup> Pension à la veuve du sieur Lamy, mort des suites de ses blessures ;

24<sup>e</sup> Secours provisoires au citoyen Guillaume-Charles George, blessé ;

25<sup>e</sup> Pension à la veuve du sieur Chaligné, mort de ses blessures ;

26<sup>e</sup> Pension au sieur Joseph Meguenau, devenu aveugle à la suite d'un coup de plat de sabre ;

27<sup>e</sup> Pension à Jacques Ganot, de Florensac, blessé ;

28<sup>e</sup> Pension à Denis-Antoine Proyer, blessé.

Troisième session générale au II.

Ordonnance n<sup>o</sup> 1 des 1<sup>er</sup> A. N., F<sup>15</sup> 3272.

2790. — Arrêté du Comité de la guerre, décidant que l'un de ses membres, M. Châteauneuf-Randon, se transportera chez le ministre de la guerre, pour se concerter avec lui sur les moyens de réunir les fédérés marseillais, blessés le 10 août, avec d'autres compagnies isolées et d'en former un bataillon.

1<sup>er</sup> mars 1793.

Extrait du registre des procès-verbaux du Comité de la guerre, A. N., AF<sup>1</sup> II 22, fol. 430.

2791. — Certificat de M. Deschamps, chirurgien-major de l'hôpital de la Charité, attestant que le citoyen Antoine Vigot, brocanteur, est entré audit hôpital, le 11 août, à l'occasion d'un coup de feu reçu la veille au pied droit, que la supputation et la carie de l'articulation ont nécessité l'amputation de la jambe et amené la mort du malade, le 14 septembre suivant, avec certificat conforme des citoyens de la section de la Croix-Rouge.

3 mars 1793.

Original signé, A. N., F<sup>15</sup> 3270.

2792. — Certificat de M. Lasborrier, chirurgien, attestant avoir pansé pendant deux mois le nommé Laurent Berthomieux, maçon, canonnier de la section Poissonnière, qui, à la journée du 10 août, a eu le visage, la gorge et les mains brûlés.

4 mars 1793.

Original signé, A. N., F<sup>15</sup> 3269.

2793. — Décret de la Convention nationale, ordonnant, sur le rapport du Comité de la guerre, au ministre de l'intérieur de faire passer immédiatement à son collègue de la guerre l'état des citoyens blessés à la journée du 10 août, et autorisant le ministre de la guerre à incorporer les citoyens valides, compris dans cet état, aux compagnies incomplètes de

2800. — Certificat de MM. Dudaumon, chirurgien de la Salpêtrière, et Delatour, chirurgien-major de l'hôpital des Enfants-Trouvés, attestant que le citoyen Alexandre Voisin fut blessé, le 10 août, d'un coup de sabre à la tête, et qu'il resta 18 jours en traitement.

Certificat 1793.

Original signé de MM. Dudaumon, chirurgien de la Salpêtrière, et Delatour, chirurgien-major de l'hôpital des Enfants-Trouvés, attestant que le citoyen Alexandre Voisin fut blessé, le 10 août, d'un coup de sabre à la tête, et qu'il resta 18 jours en traitement.

Original signé de MM. Dudaumon, chirurgien de la Salpêtrière, et Delatour, chirurgien-major de l'hôpital des Enfants-Trouvés, attestant que le citoyen Alexandre Voisin fut blessé, le 10 août, d'un coup de sabre à la tête, et qu'il resta 18 jours en traitement.

2794. — Certificat de MM. Dudaumon, chirurgien de la Salpêtrière, et Delatour, chirurgien-major de l'hôpital des Enfants-Trouvés, attestant que le citoyen Alexandre Voisin fut blessé, le 10 août, d'un coup de sabre à la tête, et qu'il resta 18 jours en traitement.

Certificat 1793.

Original signé de MM. Dudaumon, chirurgien de la Salpêtrière, et Delatour, chirurgien-major de l'hôpital des Enfants-Trouvés, attestant que le citoyen Alexandre Voisin fut blessé, le 10 août, d'un coup de sabre à la tête, et qu'il resta 18 jours en traitement.

2795. — Certificat de MM. Dudaumon, chirurgien de la Salpêtrière, et Delatour, chirurgien-major de l'hôpital des Enfants-Trouvés, attestant que le citoyen Claude Viard a été blessé au bras gauche en combattant pour la Patrie, blessure qui a occasionné une incapacité de travail de 18 jours.

6 mars 1793.

Original signé de MM. Dudaumon, chirurgien de la Salpêtrière, et Delatour, chirurgien-major de l'hôpital des Enfants-Trouvés, attestant que le citoyen Claude Viard a été blessé au bras gauche en combattant pour la Patrie, blessure qui a occasionné une incapacité de travail de 18 jours.

2796. — Certificat de MM. Dudaumon, chirurgien de la Salpêtrière, et Delatour, chirurgien-major de l'hôpital des Enfants-Trouvés, attestant que le citoyen Jean-Baptiste Colin fut blessé à une jambe lors de l'affaire du 10 août, n'est pas encore parfaitement guéri.

Certificat 1793.

Original signé de MM. Dudaumon, chirurgien de la Salpêtrière, et Delatour, chirurgien-major de l'hôpital des Enfants-Trouvés, attestant que le citoyen Jean-Baptiste Colin fut blessé à une jambe lors de l'affaire du 10 août, n'est pas encore parfaitement guéri.

2797. — Certificat de MM. Dudaumon, chirurgien de la Salpêtrière, et Delatour, chirurgien-major de l'hôpital des Enfants-Trouvés, attestant que le citoyen Simon Rivière a reçu, le 10 août, une balle à la poitrine, et est resté 18 jours en traitement.

Certificat 1793.

Original signé de MM. Dudaumon, chirurgien de la Salpêtrière, et Delatour, chirurgien-major de l'hôpital des Enfants-Trouvés, attestant que le citoyen Simon Rivière a reçu, le 10 août, une balle à la poitrine, et est resté 18 jours en traitement.

2798. — Certificat de MM. Dudaumon, chirurgien de la Salpêtrière, et Delatour, chirurgien-major de l'hôpital des Enfants-Trouvés, attestant que le citoyen Pierre-François Grance est resté 10 jours en traitement à l'hôpital pour se faire soigner d'un coup de sabre, reçu à la main gauche, et d'un coup de baïonnette au poignet de la même main, et qu'il a cessé de venir se faire panser, le 25 du même mois, avec certificats de la section de l'Observatoire, en faveur du même Grance.

benton (Jacques-Antoine) fut très dange-  
reusement blessé, le 10 août, et n'était  
pas encore guéri, le 1<sup>er</sup> janvier, jour de  
son départ pour les frontières.

6 mars 1793.

Original signé de MM. Dudaumon, chirurgien de la Salpêtrière, et Delatour, chirurgien-major de l'hôpital des Enfants-Trouvés, attestant que le citoyen Pierre-François Grance est resté 10 jours en traitement à l'hôpital pour se faire soigner d'un coup de sabre, reçu à la main gauche, et d'un coup de baïonnette au poignet de la même main, et qu'il a cessé de venir se faire panser, le 25 du même mois, avec certificats de la section de l'Observatoire, en faveur du même Grance.

2799. — Certificat de M. Desault, chirurgien en chef de l'Hôtel-Dieu, portant que le citoyen Pierre-François Grance est resté 10 jours en traitement à l'hôpital pour se faire soigner d'un coup de sabre, reçu à la main gauche, et d'un coup de baïonnette au poignet de la même main, et qu'il a cessé de venir se faire panser, le 25 du même mois, avec certificats de la section de l'Observatoire, en faveur du même Grance.

Certificat 1793.

Original signé de M. Desault, chirurgien en chef de l'Hôtel-Dieu, portant que le citoyen Pierre-François Grance est resté 10 jours en traitement à l'hôpital pour se faire soigner d'un coup de sabre, reçu à la main gauche, et d'un coup de baïonnette au poignet de la même main, et qu'il a cessé de venir se faire panser, le 25 du même mois, avec certificats de la section de l'Observatoire, en faveur du même Grance.

2800. — Certificat de MM. Dudaumon, chirurgien de la Salpêtrière, et Delatour, chirurgien-major de l'hôpital des Enfants-Trouvés, attestant que le sieur Michel Bive fut blessé, lors de la journée du 10 août, et demeura malade un mois.

6 mars 1793.

Original signé de MM. Dudaumon, chirurgien de la Salpêtrière, et Delatour, chirurgien-major de l'hôpital des Enfants-Trouvés, attestant que le sieur Michel Bive fut blessé, lors de la journée du 10 août, et demeura malade un mois.

2801. — Certificat de MM. Dudaumon, chirurgien de la Salpêtrière, et Delatour, chirurgien-major de l'hôpital des Enfants-Trouvés, attestant que le citoyen Jean-Baptiste Colin, blessé à une jambe lors de l'affaire du 10 août, n'est pas encore parfaitement guéri.

Certificat 1793.

Original signé de MM. Dudaumon, chirurgien de la Salpêtrière, et Delatour, chirurgien-major de l'hôpital des Enfants-Trouvés, attestant que le citoyen Jean-Baptiste Colin, blessé à une jambe lors de l'affaire du 10 août, n'est pas encore parfaitement guéri.

2802. — Certificat de MM. Dudaumon, chirurgien de la Salpêtrière, et Delatour, chirurgien-major de l'hôpital des Enfants-Trouvés, établissant que le citoyen Louis Rivière a reçu, le 10 août, une balle à la jambe droite, qu'il est resté 3 semaines malade et se trouve parfaitement guéri.

6 mars 1793.

Original signé de MM. Dudaumon, chirurgien de la Salpêtrière, et Delatour, chirurgien-major de l'hôpital des Enfants-Trouvés, établissant que le citoyen Louis Rivière a reçu, le 10 août, une balle à la jambe droite, qu'il est resté 3 semaines malade et se trouve parfaitement guéri.

2803. — Certificat de MM. Dudaumon, chirurgien de la Salpêtrière, et Delatour, chirurgien-major de l'hôpital des Enfants-Trouvés, attestant que le citoyen Pierre-François Grance est resté 10 jours en traitement à l'hôpital pour se faire soigner d'un coup de sabre, reçu à la main gauche, et d'un coup de baïonnette au poignet de la même main, et qu'il a cessé de venir se faire panser, le 25 du même mois, avec certificats de la section de l'Observatoire, en faveur du même Grance.

chirurgien-major de la garde nationale, attestant que le citoyen Armand, de la section de la Rue-de-Montreuil, a été frappé, le 10 août, d'un coup de baïonnette, qui a nécessité un traitement de 18 jours.

6 mars 1793.

Original signé, A. N., F<sup>15</sup> 3269.

2804. — Certificat de MM. Dudaumon, chirurgien de la Salpêtrière, et Delatour, chirurgien-major de la section de la Rue-de-Montreuil, déclarant que le citoyen Simon Lebœuf fut blessé à l'affaire du 10 août, et se trouva pendant 18 jours incapable de travailler.

6 mars 1793.

Original signé, A. N., F<sup>15</sup> 3270.

2805. — Certificat de MM. Dudaumon, chirurgien de la Salpêtrière, et Delatour, chirurgien-major de l'hôpital des Enfants-Trouvés, attestant que le citoyen Michel Gavot fut atteint, le 10 août, au bras droit, et que sa blessure demanda 30 jours pour être guérie.

6 mars 1793.

Original signé, A. N., F<sup>15</sup> 3270.

2806. — Certificat de MM. Dudaumon, chirurgien de la Salpêtrière, et Delatour, chirurgien-major de l'hôpital des Enfants-Trouvés, constatant que le citoyen Pierre Godet, de la section de la Rue-de-Montreuil, fut blessé, le 10 août, aux Tuileries, et qu'il resta malade 18 jours.

6 mars 1793.

Original signé, A. N., F<sup>15</sup> 3270.

2807. — Certificat de la section des Quinze-Vingts, portant qu'il est de notoriété publique, d'après le témoignage de nombre de blessés à la journée du 10 août, que le sieur Léonard Condusier, cordonnier, est mort sur le champ de bataille, place du Carrousel, le 10 août.

8 mars 1793.

Original signé, A. N., F<sup>15</sup> 3269.

2808. — Certificat de M. Cabarrou, ancien chirurgien aux gardes-françaises et chirurgien-major de la section armée du Faubourg-Montmartre, déclarant avoir

soigné le sieur Pierre-Marie Deviquet, canonnier volontaire de ladite section, blessé en faisant la manœuvre du canon, ayant trainé en langueur, et décédé à l'hôpital de la Charité, avec l'acte de décès dudit Deviquet, en date du 13 août, en contradiction avec le certificat du chirurgien.

8 mars 1793.

Original signé, A. N., F<sup>15</sup> 3272.

2809. — Certificat des commissaires de la section des Quinze-Vingts, attestant que le nommé Jean-Baptiste Bart, chapelier, rue de Charenton, est mort à la Charité des suites de blessures reçues au Carrousel, le 10 août, avec son acte de décès, en date du 19 août, et pétition de Marie-Françoise-Véronique Lejeune, sa veuve, chargée de 2 jeunes enfants, à la Convention nationale, à l'effet d'obtenir un secours provisoire de 300 livres, prélevé sur sa pension.

8 mars 1793. 30 novembre III

Originaux (1 dos.), F<sup>15</sup> 3269.

2810. — Lettre des administrateurs composant le Directoire du Département de Paris au ministre de l'intérieur, adressant les états détaillés des morts et blessés à la mémorable journée du 10 août, pour dix sections, états qui ne leur ont pas paru parfaitement en règle, mais dont ils n'ont pas voulu différer l'envoi, plusieurs des citoyens compris dans ces états ayant annoncé qu'ils n'attendaient que le paiement de leur indemnité pour voler aux frontières, et ne voulant pas perdre un instant pour seconder le zèle de ces bons et braves patriotes.

12 mars 1793.

Original signé, A. N., F<sup>15</sup> 3272.

2811. — Lettre de M. Pichot, maire de Paris, au ministre de l'intérieur par intérim, le priant de vouloir bien renvoyer à la Mairie toutes les pièces ou mémoires qui lui auraient été adressés directement, en ce qui concerne les secours à accorder aux blessés du 10 août, afin d'accélérer les opérations de la Commission chargée de la continuation des demandes formées



par les blessés ou par les parents de ceux qui ont été tués à la journée du 10 août.

12 mars 1793.

Original signé, A. N., F<sup>15</sup> 3272.

2812. — Déclaration de M. Teytaud, chirurgien-major de la garde nationale, 3<sup>e</sup> bataillon de la 2<sup>e</sup> légion, chargé par la section des Arcis de procéder à la visite des citoyens blessés le 10 août, constatant qu'il s'est trouvé 2 morts, les sieurs Deshayes et Lallemand, et 8 blessés, sans désignation de la nature des blessures, sauf pour le sieur Joseph Meunier, qui a eu le pouce gauche emporté.

12 mars 1793.

Original signé, A. N., F<sup>15</sup> 3269.

2813. — Certificat de M. Adrien Escourbiac, chirurgien-major de la section armée du Finistère, attestant que le citoyen Pierre Sever, de ladite section, a été blessé, le 10 août, d'un coup de baïonnette à la jambe, et que le traitement de cette blessure a duré 3 semaines.

13 mars 1793.

Original signé, A. N., F<sup>15</sup> 3270.

2814. — Déclaration de la section de la Croix-Rouge, en réponse à une lettre du Directoire du Département, portant que les citoyens et citoyennes de la section ont réuni par souscription une somme de 306 livres 6 sols, qui a été remise à la Convention nationale pour le soulagement des blessés et des veuves de la mémorable journée du 10 août.

13 mars 1793.

Copie conforme, A. N., F<sup>15</sup> 3272.

2815. — Certificat de M. Vaudine, ex-commandant en chef de la section armée du Faubourg-Montmartre, attestant que le citoyen Paul-Joseph Voignet, volontaire de ce bataillon, a été blessé à la main d'un coup de feu, lors de l'action qui a eu lieu au château des Tuileries.

13 mars 1793.

Original signé, A. N., F<sup>15</sup> 3273.

2816. — Certificat de citoyens de la section de l'Union, co-séjour de la Croix et

du Bonnet-Rouge, attestant que le sieur Jean-Baptiste Chaligny, compagnon menuisier, a combattu avec eux à la fameuse journée du 10 août, a contribué à désarmer un Suisse, dont il a reçu un coup de crosse très violent dans la poitrine, qui a occasionné un dépôt et entraîné sa mort, le 11 mars 1793, avec certificat de deux chirurgiens, délivré à la veuve pour servir à l'obtention d'une pension, requêtes de ladite veuve, et rapport concluant à l'allocation d'une pension.

15 mars 1793-1<sup>er</sup> vendémiaire an IV.

Originaux (1 dos.), A. N., F<sup>15</sup> 3269.

2817. — Certificat de M. Desault, chirurgien en chef de l'Hôtel-Dieu, déclarant que le sieur Nicolas Fraisan, charron, est entré à l'Hôtel-Dieu, le 10 août, blessé d'un coup de sabre sur le dos de la main droite, qu'il est sorti le lendemain de l'hôpital, mais est revenu tous les jours se faire panser jusqu'à complète guérison par l'un des élèves chirurgiens.

16 mars 1793.

Original signé, A. N., F<sup>15</sup> 3269.

2818. — Certificat de M. Desault, chirurgien en chef de l'Hôtel-Dieu, attestant que le citoyen Antoine Michel, volontaire du 1<sup>er</sup> bataillon des Marseillais, est entré à l'hôpital, le 14 août 1792 pour y être traité d'une plaie d'arme à feu aux cuisses, que le traitement s'est prolongé 222 jours, et prononçant que la blessure de la cuisse droite laissera exécuter facilement les mouvements, mais que celle de la cuisse gauche, en raison de sa gravité, ne permettra de longtemps au malade de marcher librement.

22 mars 1793.

Original signé, A. N., F<sup>15</sup> 3270.

2819. — Bordereaux des sommes à distribuer aux sections de Paris pour les récompenses attribuées aux citoyens blessés à la journée du 10 août, composés dans les classes dressées en conséquence.

22 mars 1793-4 pluviôse an II.

Originaux déposés au Comité ministériel de l'Intérieur (15 n<sup>o</sup>), A. N., F<sup>15</sup> 1772.

2820. — Certificat de M. Rodin, médecin du Collège et de l'Académie de chirurgie, attestant que le nommé Pierre-Nicolas Hénaut, sergent des fédérés du Var, éprouve de vives douleurs à la hanche gauche, par suite d'une chute faite lors du combat du 10 août dernier, et que, d'après le certificat du chirurgien de sa résidence actuelle (le Bausset), en date du 5 novembre 1792, cette douleur n'a point disparu.

23 mars 1793.

Original signé, A. N., F<sup>15</sup> 3272.

2821. — Certificat de M. Cigogne, chirurgien-major de la section armée de l'Observatoire, déclarant avoir traité pendant 40 jours, d'un coup de feu à l'avant-bras gauche, le nommé Jean-Jacques Jourcy, qui, dans un certificat du 17 novembre 1792, est qualifié de gendarme à cheval de la 2<sup>e</sup> division, actuellement à son poste avec ses braves camarades à la poursuite de l'ennemi.

25 mars 1793.

Original signé, A. N., F<sup>15</sup> 3270.

2822. — Note constatant que le sieur Charles Simon, de la section du Théâtre-Français, blessé à l'attaque du 10 août, a été soigné 140 jours et se trouve compris sur l'état arrêté par le ministre de l'intérieur et adressé au Département de Paris, le

28 mars 1793.

Minute, A. N., F<sup>15</sup> 3270.

2823. — Note portant que le citoyen Jean-Marie-Joseph Grand, de la section du Théâtre-Français, blessé à la partie gauche de la tête, est compris dans l'état de distribution arrêté par le ministre de l'intérieur et envoyé au Département de Paris, le

28 mars 1793.

Minute, A. N., F<sup>15</sup> 3270.

2824. — Note portant que Jacques-Gaspard Kamereman, de la section Poissonnière, ayant reçu un coup de biscaïen qui lui a enlevé le nez, est compris sur l'état de distribution arrêté par le ministre de l'intérieur et envoyé au Département de Paris, le

dans l'état de distribution adressé au Département de Paris, le

28 mars 1793.

Minute, A. N., F<sup>15</sup> 3270.

2825. — États des blessés du 10 août, par sections, sous forme de tableaux individuels ou collectifs, dressés par le sieur Vincent, officier municipal, ou les commissaires des sections, certifiés et signés par M. Pache, maire de Paris, scellés du sceau de la Municipalité, visés et arrêtés par les administrateurs du Département et le ministre de l'intérieur.

Mars-avril 1793.

Originaux signés (1 liasse), A. N., F<sup>15</sup> 3271.

Ces états concernent les sections de Bondy, du Marais, de la Maison-Commune, des Quinze-Vingts, de Bonconseil, de la Halle-au-Blé, du Pont-de-France, des Halles au Marais, de Bonne-Nouvelle, du Faubourg-Montmartre, du Contrat-Social, du Louvre ou du Museum, de l'Arsenal, du Faubourg-du-Nord, des Quatre-Nations, de la Croix-Rouge, du Temple, des Gravilliers, du Luxembourg, de Montreuil, Poissonnière, du Finistère, de l'Observatoire, du Théâtre-Français, des Champs-Élysées, de la Cité, des Lombards, de Molière et la Fontaine, des Droits-de-l'Homme, des Gardes-Françaises, des Tuileries, de Beaurepaire, de la Réunion, de la Butte-des-Moulins, des Invalides, des Arcis, de la Fontaine-de-Grenelle, de Popincourt, de 1792. — Rôles dressés par la Municipalité de Paris.

2826. — Rapport au ministre de l'intérieur, proposant d'allouer au citoyen Jacques Etienne, blessé à la main droite d'un coup de feu, et qui a reçu une indemnité de 31 livres 10 sols pour 21 jours de traitement, la gratification de 50 livres accordée par l'article XI de la loi du 25 décembre 1792, aux citoyens blessés qui sont partis après leur guérison pour les frontières.

28 mars 1793.

Minute, A. N., F<sup>15</sup> 3269.

2827. — Lettre du ministre de la guerre à son collègue de l'intérieur, faisant passer diverses pièces relatives à une demande de gratification en faveur du citoyen Jean-Baptiste Binet, chirurgien de la compagnie des Marseillais, pour les soins dévoués qu'il a donnés aux volontaires blessés le 10 août, notamment la

portant sur le front, et soigné par les officiers de la compagnie du 10 août du 4<sup>e</sup> bataillon, et une attestation de M. Girard, capitaine des fédérés de Marseille, portant que le chirurgien Binet a guéri radicalement et remis sur pied de braves soldats, qui sont à même de partir avec leurs camarades pour les frontières.

3 avril 1793.

Originaux signés (3 p.), A. N., F<sup>15</sup> 3272.

2828. — Certificat de M. Duberland, chirurgien-major de la section armée des Gravilliers, attestant avoir visité et pansé le citoyen Jean-Marie Lefèvre, âgé de 22 ans, blessé, lors de la journée du 10 août, d'un coup de feu à la partie postérieure de la cuisse gauche, et lui avoir continué ses soins durant 33 jours, du 10 août au 14 septembre.

3 avril 1793.

Original signé, A. N., F<sup>15</sup> 3269.

2829. — Certificat de M. Dubois, maître en chirurgie, déclarant que le citoyen Pierre Roule a été blessé, le 10 août, de 3 coups de baïonnette à la cuisse gauche, d'un coup de sabre sur le sourcil gauche et d'un autre coup de sabre au pouce gauche, et que ces blessures l'ont obligé à garder le lit 30 et quelques jours.

3 avril 1793.

Original signé, A. N., F<sup>15</sup> 3270.

2830. — Note portant que le sieur Etienne-Henri Dardenne, de la section du Finistère, blessé, le 10 août, à la partie antérieure de la poitrine, a été traité par le citoyen M. de Digne, chirurgien-major de la distribution adressé au Département, le

6 avril 1793.

Ministre, A. N., F<sup>15</sup> 3271.

2831. — Note constatant que le sieur Charles-Louis Petit, de la section de l'Observatoire, blessé, le 10 août, à la partie gauche, qu'il a subi un traitement de 10 jours, et que le citoyen M. de Digne, chirurgien-major de la distribution arrêté par le ministre de l'intérieur et adressé au Département, le

11 avril 1793.

Ministre, A. N., F<sup>15</sup> 3272.

2832. — Certificat de la sœur Beaulieu, hospitalière de Saint-Thomas-de-Ville-neuve, déclarant avoir pansé pendant deux mois sept jours le nommé François Millet, blessé le 10 août.

10 avril 1793.

Original signé, A. N., F<sup>15</sup> 3273.

2833. — Certificat de M. Dumont-Valdajou, chirurgien renoueur des camps et armées, attestant avoir soigné, du 11 août au 11 septembre, le sieur Réal Mercier, pour deux côtes enfoncées.

11 avril 1793.

Original signé, A. N., F<sup>15</sup> 3270.

2834. — Certificat de M. Duplain, médecin-chirurgien, portant que le citoyen Charles-Joseph Laloué, caporal de la section de 1792, ex-caporal au régiment de la Sarre, a été blessé, le 10 août, au château des Tuileries, à la poitrine, par des bourrades qui ont gravement contusionné cette partie et ont amené, le 17 octobre 1792, la mort dudit Laloué, lequel a laissé une veuve et des enfants sans ressources et même avec des dettes.

12 avril 1793.

Original signé, A. N., F<sup>15</sup> 3274.

2835. — Lettre du citoyen Murair, fermier des eaux minérales d'Aix, au ministre de l'intérieur, relativement à trois citoyens du bataillon de Marseille, blessés le 10 août, qui lui sont envoyés pour prendre les bains minéraux, déclarant que les eaux ne peuvent convenir qu'à l'un des trois, l'un de ces malades étant trop affecté de la poitrine, et les eaux de Digne devant être plus efficaces pour l'autre, et annonçant qu'il conserve et soigne chez lui le premier atteint d'une plaie fistuleuse à l'épaule.

13 avril 1793.

Original signé, A. N., F<sup>15</sup> 3275.

2836. — Rapport au conseil de la guerre de la section des Eaux du 10 août, relatif à une lettre adressée au ministre de l'intérieur par le citoyen M. de Digne, chirurgien-major de la distribution, qui annonce qu'il a soigné pendant deux mois sept jours le nommé François Millet, blessé le 10 août.

14 avril 1793.

Ministre, A. N., F<sup>15</sup> 3276.

13. *Processionnaire de la Convention nationale*, t. IX, p. 259.

2837. — Rapport au ministre de l'intérieur, proposant d'allouer une somme de 144 livres pour 76 jours qu'a duré le second traitement du sieur Jean Pagès, fédéré marseillais, blessé, le 10 août, à la jambe gauche par une volée de mitraille, et qui avait déjà reçu 144 livres pour le premier traitement, d'une durée de 96 jours, eu égard au certificat de l'officier de santé ayant constaté que sa blessure s'était rouverte.

14 avril 1793.

Minute, A. N., F<sup>15</sup> 3270.

2838. — Supplique adressée au ministre de l'intérieur par le sieur Louis-Etienne-Chrysostome Ratel, au nom des malheureuses victimes du 10 août, pour obtenir l'exécution du décret du 25 décembre 1792, avec note établissant que ledit Ratel a été blessé par une balle à la jambe droite, est resté 90 jours en traitement et se trouve compris sur l'état de distribution arrêté.

20 avril 1793.

Original signé et minute (2 p.), A. N., F<sup>15</sup> 3270.

2839. — Supplique présentée au ministre de l'intérieur par le citoyen Jean Archambault, serrurier, grièvement blessé, le 10 août, d'un coup de timon d'affût de canon, et resté deux mois en traitement à l'hôpital de la Charité, à l'effet d'obtenir une allocation, d'autant plus justifiée qu'il n'est point parfaitement rétabli de sa blessure, qu'il est chargé de trois enfants en bas âge et d'une mère paralytique, supplique appuyée par le sieur Pinot, secrétaire de la Commission de bienfaisance des sections du Faubourg-Montmartre et 1<sup>er</sup> Mont-Blanc.

Sans date (20 avril 1793).

Original, A. N., F<sup>15</sup> 3269.

2840. — Pétition de M. La Cassaigne, chirurgien, au ministre de l'intérieur, exposant que, lors du 10 août, il a donné les secours de son art à nombre de blessés des sections du Finistère et de

l'Observatoire, notamment au citoyen Emery, canonnier de cette dernière section, gravement atteint, qu'il a traité 57 jours, suivant certificat, et demandant le paiement de 122 livres, montant de ses avances tant pour consultations que pour médicaments, ladite pétition étant restée sans réponse et adressée de nouveau au Comité des secours publics.

28 avril 1793, 18 frimaire an II.

Originaux (3 p.), A. N., F<sup>15</sup> 3272.

2841. — Lettre de M. Vincent, officier municipal, établissant que le citoyen Nicolas Mergez ne peut justifier d'aucune pièce de nature à prouver qu'il a été blessé le 10 août, que toutes font mention de son courage et de sa bravoure dans cette journée, mais qu'aucune ne fait allusion à ses blessures.

8 mai 1793.

Copie, A. N., F<sup>15</sup> 3272.

2842. — Lettre des administrateurs du directoire du département du Doubs au ministre de l'intérieur, accompagnant l'envoi de l'état des citoyens du département blessés à la journée du 10 août, compris dans la 3<sup>e</sup> classe, et priant de renvoyer l'état après avoir fixé la somme allouée à ces blessés.

13 mai 1793.

Original signé, A. N., F<sup>15</sup> 3272.

2843. — Pétition de Marie-Anne-Henriette Bujet, femme de Mathurin Debenne, de la section des Droits-de-l'Homme, exposant que son mari a été atteint d'une balle à la cuisse, qui l'a retenu 3 semaines au lit, et que les blessures qu'elle a reçues aux jambes, en se portant courageusement à son secours, ont exigé d'abord un traitement d'un mois et 8 jours chez le chirurgien Robert, et qu'étant sortie trop tôt, elle a dû s'aliter de nouveau jusqu'au mois de janvier, et sollicitant d'urgence une indemnité pour retirer ses effets engagés dans cette circonstance.

10 mai 1793.

Original, A. N., F<sup>15</sup> 3272.

2843. — Pétition de la veuve Leroy au ministre de l'intérieur, exposant que, lors du 10 août, elle se trouvait au service du citoyen Henry, suisse de la porte Royale, et qu'elle a reçu trois coups de feu aux bras, pour sauver la garde nationale du jardin, dont elle restera estropiée, ajoutant qu'elle a perdu pour près de 500 livres d'effets, que son mari a été tué aux frontières, qu'elle est obligée de vendre son lit pour donner du pain à ses enfants, et sollicitant un secours, pétition apostillée par M. Mauze, député de l'Yonne.

23 mai 1793.

Original signé, A. N., F<sup>15</sup> 3272.

2845. — Lettre du ministre de l'intérieur au président de la Convention nationale, représentant que plusieurs des blessés de la journée du 10 août se sont fait panser chez eux et réclament contre la modicité du traitement alloué par le décret du 25 décembre 1792, comme insuffisant pour les dédommager des dépenses qu'ils ont été obligés de faire jusqu'à leur entière guérison, et pour leur permettre de s'acquitter envers les chirurgiens, tandis que les blessés reçus et soignés gratuitement dans les hôpitaux ont touché en outre l'indemnité attribuée à leur classe.

8 juin 1793.

Original signé de Garat, A. N., F<sup>15</sup> 3272.

2846. — Décret de la Convention nationale, décidant que le citoyen Brunel, fédéré au 4<sup>er</sup> bataillon de Marseille, blessé le 30 juillet 1792, à l'affaire des Champs-Élysées, sera admis à participer au bénéfice de la loi du 25 décembre dernier, relativement aux blessés du 10 août.

8 juin 1793.

Minute de la loi de M. Thonville, A. N., F<sup>15</sup> 3272.

14. *Procès-verbal de la Convention nationale*, t. VIII, p. 140.

V. la section du rapport fait par Lacombe au Comité des secours publics, A. N., AF<sup>2</sup> II 39, fol. 125.

2847. — Lettre du Procureur du Département de Paris au ministre de l'intérieur, constatant que Marie Roubie, cuisinière, femme du sieur Baudet, tué le 10 août, a produit, avec l'extract mortuaire, un certi-

ficat du comité de la section Pousse-pierre, qui atteste le décès de son mari aux Tuileries, et priant de la comprendre dans la répartition des indemnités allouées aux veuves des citoyens morts à la journée du 10 août.

8 juin 1793.

Original signé, A. N., F<sup>15</sup> 3269.

2848. — Rapport au ministre de l'intérieur, établissant que les titulaires des pensions accordées en vertu du décret du 25 décembre 1792, sont au nombre de 88, ainsi répartis :

|   |                |
|---|----------------|
| 1 <sup>re</sup> classe (blessés estropiés), 37 à 365 livres de pension viagère...     | 13,505 livres. |
| 2 <sup>e</sup> classe (veuves, pères et mères, 4 à 425 livres de pension viagère..... | 3,875 livres.  |
| 44 enfants au-dessous de 8 ans, à 10 livres de pension                                | 560 livres.    |
| 6 enfants au-dessus de 8 ans, 25 livres de pension jusqu'à 42 ans.....                | 450 livres.    |

Total..... 18,000 livres.

et proposant de faire mettre à la disposition du Département et de verser dans la caisse du sieur Baron, receveur du district, la somme de 4,122 livres 9 sols 10 deniers, pour être distribuée aux sections, et d'acquitter le trimestre de juillet, payable d'avance.

29 juin 1793.

Original, A. N., F<sup>15</sup> 3272.

2849. — Certificat de M. Chaudry, commandant en chef de la section armée de Molière-et-la-Fontaine, attestant que le nommé Nicolas-Henry Robert, jardiner, âgé de 47 ans, a été exterminé dans la journée du 10 août, dans la cour ci-devant Royale, aux Tuileries, par les satellites de cette cour corrompue, qu'il a laissé en mourant une femme et 3 enfants, et que toute cette famille mérite la reconnaissance et la récompense de l'administration des secours publics.

Signé, etc.

Original signé, A. N., F<sup>15</sup> 3270.

2850. — Lettre de M. Fouché, commissaire de la section de la Commune de Paris,



au ministre de l'intérieur, en faveur de la veuve de Claude-Gaspard Duval, l'une de ces glorieuses victimes du 10 août qui excitent toute la sollicitude des vrais patriotes, dont les pièces ont été égarées à la Mairie, et priant de lui faire délivrer gratis son extrait de mariage et le certificat de la section de Bonne-Nouvelle.

22 août 1793.

Original signé, A. N., F<sup>15</sup> 3272.

2851. — Décret de la Convention nationale, décidant que les pères et mères dont les fils ont péri à la journée du 10 août 1792, en combattant contre le tyran, jouiront du même bénéfice que les pères et mères des citoyens morts sur les frontières.

13 septembre 1793.

Minute de la main de M. Monnet, A. N., C 269, n° 642.

V. *Procès-verbal de la Convention nationale*, t. XX, p. 323.

2852. — État dressé par la section de 1792, à l'effet d'établir le droit de Charles-François Lemithe, blessé le 10 août 1792, place de la Révolution, en faisant son service de garde national, à recevoir l'indemnité de 456 livres qui lui est due pour 104 jours de traitement, état visé par les officiers municipaux et arrêté par le Département.

1<sup>er</sup> octobre 1793.

Original signé, A. N., F<sup>15</sup> 3270.

2853. — Rapports au ministre de l'intérieur, revêtus de son approbation, proposant le versement dans la caisse du receveur du Département de Paris de 4,750 livres 7 sols 2 deniers pour l'acquit du trimestre d'octobre 1793 des pensions accordées aux blessés du 10 août, payable d'avance, et de 4,722 livres 16 sols 2 deniers pour le trimestre de germinal an II.

1<sup>er</sup> octobre 1793, 1<sup>er</sup> germinal an II.

Original aux archives de Paris, 2 p., A. N., F<sup>15</sup> 3272.

2854. — Certificat des commissaires civils de la section de Bonne-Nouvelle, attestant d'après le témoignage de 2 citoyens, que Claude-Gaspard Duval, sellier-bour-

relier, en combattant contre les ennemis du despotisme à l'affaire du 10 août, a été tué d'un coup de feu sur la place du Carrousel, d'où il a été emporté pour être enterré sans que les témoins sachent le lieu de sa sépulture.

14 octobre 1793.

Original signé, A. N., F<sup>15</sup> 3269.

2855. — Certificat de M. Jean-Baptiste Binet, chirurgien-major de la compagnie des Marseillais, du 10 août, déclarant avoir soigné le nommé André Lyon, volontaire du 1<sup>er</sup> bataillon, blessé, le 10 août, au genou gauche, et qui s'est trouvé parfaitement guéri le 10 octobre, avec autre certificat de M. Girard, capitaine de la compagnie dite du 10 août, formée après le départ du 1<sup>er</sup> bataillon, constatant son enrôlement à la date du 16 septembre.

25 octobre 1793.

Originaux signés (2 p.), A. N., F<sup>15</sup> 3270.

2856. — Attestation de M. Lefèvre, chirurgien-major de la section armée des Quatre-Nations, portant que le citoyen Dablangcourt, âgé de 66 ans, fut blessé, le 10 août, à l'articulation du genou, d'un éclat de pierre détaché par un boulet, ce qui l'a retenu au lit 35 jours, et qu'il avait précédemment reçu un coup de couteau à la main gauche, étant de service à la porte d'un boulanger pour la distribution du pain.

6 décembre 1793.

Original signé du sieur Lefèvre et contresigné par les commandants de la section, A. N., F<sup>15</sup> 3269.

2857. — Etat nominatif par ordre alphabétique des citoyens blessés à l'affaire du 10 août, comprenant : 1<sup>o</sup> les noms des blessés de la 3<sup>e</sup> classe ; 2<sup>o</sup> les noms des sections du domicile de chaque citoyen ; 3<sup>o</sup> la durée du traitement (de 10 à 455 jours) ; 4<sup>o</sup> le montant des indemnités (de 30 sols par jour pendant la durée du traitement) ; 5<sup>o</sup> le nombre d'enfants à la charge ; 6<sup>o</sup> les indemnités de 6 sols par jour aux enfants ; 7<sup>o</sup> les gratifications de 50 livres accordées aux citoyens qui, après leurs blessures et antérieurement à la loi du 25 décembre 1792, se sont enrôlés

pour les frontières; 8° le total de ce que chaque blessé a reçu; 9° les observations.

Sans date (an II).

Original, A. N., F<sup>15</sup> 3272.

2858. — État nominatif des veuves des citoyens morts à la journée du 10 août 1792, ou des suites de leurs blessures, tant de celles à qui il a été accordé des pensions, en exécution de l'article 9 de la loi du 25 décembre 1792, que de celles sur le sort desquelles il n'a pas encore été prononcé.

Sans date (an II).

Minute et copie, 2 f., A. N., F<sup>15</sup> 3272.

2859. — État nominatif des citoyens blessés à la journée du 10 août 1792, qui jouissent des pensions fixées par la loi du 25 décembre 1792, susceptibles d'être liquidées de nouveau d'après celle du 14 germinal an II, qui assimile ces citoyens aux défenseurs de la Patrie blessés en combattant.

Sans date (an II).

Minute, A. N., F<sup>15</sup> 3272.

2860. — Décret de la Convention nationale, concernant le Major Madeleine Gogry, veuve du sieur Fermé, dit Trouvé, gendarme, qui a succombé à la journée du 10 août, 800 livres à titre d'indemnité pour la perte du cheval et de l'équipement de son mari.

16 vendémiaire an II.

Copie conforme, A. N., F<sup>15</sup> 3272.

La Convention nationale, décrète, l. XXII, p. 137.

2861. — Lettre de M. M. Guérinbault, secrétaire de la commune de Paris, à M. Fauchet, lui faisant observer, au sujet de la réclamation de l'acte de décès de citoyens blessés (Gogry, Gogry), qu'ils avaient été inhumés ensemble, et qu'il serait impossible de produire pour ces citoyens d'autres pièces que des certificats de sépulture.

22 vendémiaire an II.

Original signé, A. N., F<sup>15</sup> 3269.

2862. — Décret de la Convention nationale, chargeant le ministre de l'intérieur de pourvoir à l'habillement des citoyens blessés le 10 août, qui sont incorporés, conformément à la loi du 5 mars dernier, dans les compagnies de gendarmerie à pied faisant le service aux armées.

16 brumaire an II.

Extrait du procès-verbal, A. N., F<sup>15</sup> 724, n° 724.

La Convention nationale, décrète, l. XXV, p. 9.

2863. — Certificat du commandant et des officiers de la garde nationale de la section de la Rue-de-Montreuil, attestant que le citoyen Jean Goret a assisté au siège de la Bastille et à l'affaire du 10 août, où il a reçu un coup de feu à la jambe droite.

24 frimaire an II.

Original signé, A. N., F<sup>15</sup> 3272.

2864. — Information faite par Jean-Baptiste Hua, juge suppléant du Tribunal du 4<sup>e</sup> arrondissement, au sujet du décès du nommé Claude-François-Noël Legrand, garçon perruquier, contenant la déposition du sieur Jean-Baptiste Quatremaire, fossoyeur de la paroisse de Saint-Paul, d'après laquelle, vers le 12 ou 13 août, on amena nus, dans une voiture, 19 cadavres de citoyens morts dans la journée du 10 août, à l'attaque des Tuileries, au nombre desquels se trouvait ledit Legrand, tué à côté de la chapelle du château d'une balle à l'estomac, qui fut descendu à côté des écuries de l'hôtel de Longueville et reconnu là et au cimetière par plusieurs personnes.

18 pluviose an II.

Extrait du procès-verbal, A. N., F<sup>15</sup> 3272.

2865. — Lettre du comité de l'indivisibilité des citoyens nationaux à Marseille, transmettant la demande du citoyen Jacques Desbrie, fils de la commune de Paris, d'obtenir la gratification de 600 livres qui aurait été accordée par la municipalité de Marseille aux citoyens blessés de cette journée.

15 ventôse an II.

Minute, A. N., F<sup>15</sup> 3269.

2866. — Déclaration de plusieurs gendarmes du bataillon des Petits-Augustins, établissant que le sieur Antoine Lobjois, leur camarade, était de garde avec eux dans l'intérieur du château des Tuileries, et qu'il y a été tué; l'un d'eux, le sieur Gabriel Doire, de faction près l'appartement de la sœur de Capet, et regardant pendant le combat par un œil-de-bœuf dans la Cour Royale, certifie avoir vu courir le sieur Lobjois du côté du Carrousel, et tomber à terre pour ne plus se relever.

1<sup>er</sup> ventôse an II.

Original signé, A. N., F<sup>15</sup> 3270.

2867. — Certificat de M. J.-Aug. Ladmiral, officier de santé, attestant avoir soigné le citoyen Jean-Baptiste Lallemand, de la section des Gardes-Françaises, blessé le 10 août 1792, en combattant contre les traîtres, d'un coup de feu qui a brisé l'articulation du genou gauche et déterminé la mort, le 6 septembre suivant.

10 germinal an II.

Original signé, A. N., F<sup>15</sup> 3270.

2868. — Requête adressée au ministre de l'intérieur par le sieur François Millet, infirmier dans les ambulances de l'armée du Nord, comptant 17 ans de services dans les régiments des Gardes-Françaises et de Normandie, et ayant assisté à toutes les journées de la Révolution, exposant qu'il a été blessé, le 10 août, à la main gauche, que cette blessure l'a rendu infirme, l'a privé de moyens d'existence, et sollicitant un secours, avec renvoi de la requête par la Commission des secours publics au Département de Paris.

12 germinal, floréal an II.

Originaux signés (2 p.), A. N., F<sup>15</sup> 3270.

2869. — Décret de la Convention nationale, décidant que les décrets des 4 et 6 juin, 29 juillet 1793, 6 nivôse et 21 pluviôse an II, relatifs aux pensions dues aux militaires estropiés et aux veuves des militaires qui ont péri dans les combats, sont applicables aux citoyens estropiés à la journée du 10 août, qui, par suite de leurs blessures, se trouvent hors d'état de pourvoir à leur subsistance, aux veuves et aux en-

fants indigents au-dessous de douze ans accomplis, laissés par ceux qui ont succombé dans cette mémorable journée.

14 germinal an II.

Minute de la main de M. Ch. Pottier, A. N., C 296, n° 1007.

Et *Processus civil de la Convention nationale*, t. XXXIV, p. 393.

2870. — Décret de la Convention nationale, portant qu'il sera élevé, dans le Panthéon, une colonne de marbre noir, sur laquelle seront gravés en lettres d'or les noms des citoyens morts pour l'Égalité, le 10 août 1792.

28 germinal an II.

Minute de la main de M. Lakanal, A. N., C 296, n° 1011.

Et *Processus civil de la Convention nationale*, t. XXXV, p. 284.

2871. — Certificat de MM. Goulliart, chirurgien, et Despiau, officier de santé de la section des Quinze-Vingts, déclarant que le citoyen Pierre Mérillon, ouvrier de la manufacture des glaces, a été blessé, lors de la journée du 10 août (d'un coup de crosse dans l'estomac) dont il n'a jamais pu se rétablir, et qu'il a été transporté, le 13 nivôse, au Grand Hospice d'humanité, où il est décédé le 22 du même mois.

27 floréal an II.

Original signé, A. N., F<sup>15</sup> 3270.

2872. — Certificat de M. Presmart, premier chef d'escadrons de la 29<sup>e</sup> division de gendarmerie, attestant que le citoyen Michel Fermé, dit Trouvé, a servi dans la cavalerie nationale et la 29<sup>e</sup> division de gendarmerie, depuis le 1<sup>er</sup> octobre 1789 jusqu'au 10 août 1792, que lui et son cheval ont été tués par les satellites du tyran, place de la Révolution.

22 prairial an II.

Original signé, A. N., F<sup>15</sup> 3269.

2873. — Rapport au ministre de l'intérieur, proposant l'allocation au sieur Etienne Henry, blessé à la joue droite par une balle qui est sortie par le nez, de 772 livres 10 sols, pour la continuation de son traitement du 8 décembre 1792 au 18 floréal an II, conformément au certificat

de M. Maigrot, officier de santé de la section Poissonnière.

30 prairial an II.

Minute, A. N., F<sup>15</sup> 3270.

2874. — Pétition de la veuve Bara, infirme, âgée de 64 ans, à la Convention nationale, à l'effet d'obtenir la pension de 125 livres à laquelle elle a droit en raison de la mort de son fils Jean-Louis-Marie Bara, décédé le 19 août 1792, à la suite de blessures reçues en combattant les satellites du tyran, avec lettre de la Commission des secours publics aux administrateurs du Département.

1<sup>re</sup> messidor 2 thermidor an II.

Originaux (2 p.), A. N., F<sup>15</sup> 3269.

2875. — Certificat de M. Desault, chirurgien en chef du Grand Hospice d'humanité, attestant que le citoyen François-Martin Derchu, tailleur, âgé de 22 ans, est entré audit hospice, le 10 août 1792, blessé par une balle qui a été trouvée aplatie sous l'os des hanches, et qu'il est mort, le 16 août, des suites de cette blessure.

7 thermidor an II.

Original signé, A. N., F<sup>15</sup> 3269.

2876. — Certificat de M. Maigrot, « médecin des pauvres sans-culottes des sections Poissonnière, Faubourg-du-Nord et Bondy, résidant à la caserne Lazare », attestant que le nommé Etienne Henry, canonnier volontaire de la section Poissonnière, a été grièvement blessé à la mémorable journée du 10 août, par une balle qui lui perça la joue du côté gauche et sortit par le nez, dont elle coupa le cartilage moyen, et que cette blessure ne s'est fermée qu'au moyen d'un large vésicatoire, qui doit être entretenu, et l'empêche de travailler de son état de peintre en bâtiments.

7 thermidor an II.

Original signé, A. N., F<sup>15</sup> 3270.

2877. — Avis de la Commission des secours publics aux citoyens blessés à la journée du 10 août, qui jouissent en exécution de la loi du 25 décembre 1792 d'une pension viagère de 305 livres, à l'effet de leur faire visiter les Comités de

santé pour constater le genre et l'état actuel de leurs blessures, leur pension devant, en vertu de la loi du 14 germinal, être réglée suivant les proportions de celles dues aux militaires blessés des armées.

Thermidor an II.

Copie, A. N., F<sup>15</sup> 3271.

2878. — Circulaire de la Commission des secours publics aux commissaires vérificateurs et distributeurs des sections de Paris, pour qu'ils ne comprennent pas dans les états, qui leur ont été adressés en exécution de la loi du 13 prairial, les veuves des citoyens morts à la journée du 10 août.

25 fructidor an II.

Minute, A. N., F<sup>15</sup> 3271.

2879. — Rapports au ministre de l'intérieur, correspondances et états concernant les blessés du 10 août, dont les pensions ont été réglées de nouveau par décrets de la Convention nationale (par ordre alphabétique de dossiers individuels).

Ans II et III.

Originaux (1 liasse), A. N., F<sup>15</sup> 3272.

2880. — Rapports au ministre de l'intérieur et états concernant les veuves de citoyens périés à la journée du 10 août, dont les pensions ont été réglées de nouveau par décrets de la Convention nationale (par ordre alphabétique de dossiers individuels).

Ans II III.

Originaux (1 dos.), A. N., F<sup>15</sup> 3273.

2881. — Rapports au ministre de l'intérieur, correspondances et états concernant les pères et mères des citoyens périés à la journée du 10 août, lesquels jouissent d'une pension de 425 livres, conformément à l'article 9 de la loi du 25 décembre 1792, par ordre alphabétique de dossiers individuels.

Ans II, III.

Originaux (1 liasse), A. N., F<sup>15</sup> 3274.

2882. — Rapport du sieur Jean Lecomte, âgé de 62 ans, aux administrateurs du Département, exposant qu'il a vu le nom

lieu de pendre à la journée du 10 août son fils aîné, Claude-François-Noël, garçon perruquier, son soutien, et sollicitant des secours, avec état de pension arrêté par le Département.

4 vendémiaire an III.

Original signé, A. N., F<sup>15</sup> 3270.

2883. — Etat des paiements faits à la Trésorerie nationale aux blessés du 10 août 1792.

11 frimaire-21 prairial an III.

Registre dont la première page seule est remplie, A. N., F<sup>15</sup> 336.

2884. — Certificat du comité civil de la section de l'Observatoire, déclarant, sur l'attestation de M. Jean-Amable Foucault-Saint-Prix, ex-commandant du bataillon du Val-de-Grâce, et d'autres citoyens, que Louis-François-Théodore Girouard, âgé de 37 ans, sergent des canonniers du bataillon du Val-de-Grâce, blessé à la journée du 10 août, est mort à l'Hôtel-Dieu, le 14 août, et a été inhumé le 15 dans la cave de la nef de l'église paroissiale de Sainte-Geneviève, suivant l'extrait de sépulture.

14 frimaire an III.

Original signé, A. N., F<sup>15</sup> 3270.

2885. — Rapports au Comité des secours publics sur la pétition adressée à la Convention nationale par la veuve du sieur François Binet, décédé à la suite de blessures reçues le 10 août, à la veille d'accoucher, et ayant un enfant de 23 mois à sa charge, avec certificats à l'appui.

18 nivôse, 25 pluviôse an III.

Minutes (1 dos.), A. N., F<sup>15</sup> 3272.

2886. — Décret de la Convention nationale, accordant des indemnités et pensions alimentaires aux veuves et enfants de citoyens tués à la journée du 10 août 1792, ou morts des suites de blessures reçues dans le combat, dénommés dans l'état annexé au décret.

16 germinal an III.

Minute signée de M. Saint-Martin, A. N., C 337, n° 1584.

[En l'honneur du] Journal de la Convention nationale, t. LIX, p. 9.

2887. — Certificat de M. Forsans, officier de santé du comité des sections des Quinze-Vingts et de la Rue-de-Montreuil, attestant que le nommé Pierre-Antoine Dumont a été blessé, le 10 août, au genou droit, par suite d'une chute qu'il fit en se retirant avec précipitation, et qu'il est mort des suites de ses blessures le 6 pluviôse an III, ledit certificat contresigné par le sieur Goulliart, chirurgien, qui a constaté la blessure, mais ne l'a pas soignée.

23, 24 floréal an III.

Original signé, A. N., F<sup>15</sup> 3269.

2888. — Rapport au Comité des secours publics, proposant d'allouer à Marie-Madeleine Guérin, veuve d'Etienne Benoit, grenadier des Enfants-Trouvés, de la section des Quinze-Vingts, blessé le 10 août et mort des suites de ses blessures à la Râpée, le 13 janvier 1793, une indemnité une fois payée de 273 livres 15 sols et une pension annuelle et viagère de 300 livres, avec certificat du greffier de la section des Quinze-Vingts, du 2 floréal an III, constatant le décès, autre certificat du chirurgien Bagnol, en date du 17 novembre 1792, portant que ledit Etienne Benoit a été grièvement blessé à la tête et à la poitrine, et le diplôme de vainqueur de la Bastille.

13 prairial an III.

Originaux (1 dos.), A. N., F<sup>15</sup> 3269.

2889. — Brevet d'une pension annuelle et viagère de 300 livres accordée à Francoise Lefevre, veuve de Jean-Baptiste Lefortier, citoyen de la section du Luxembourg, décédé, le 12 septembre 1792, des suites de blessures reçues le 10 août à l'affaire du château des Tuileries.

14 messidor an III.

Original signé, A. N., F<sup>15</sup> 3270.

2890. — Rapport au Comité des secours publics relativement aux pères et mères des citoyens morts à la journée du 10 août 1792, qui réclament le même avantage et le même traitement que celui accordé aux veuves.

18 thermidor an III.

Original, A. N., F<sup>15</sup> 3272.



2891. — Rapport au Comité des secours publics, proposant l'allocation d'une pension de 150 livres et d'une indemnité de 136 livres à chacune des deux filles mineures de François Le Pareur, l'une des victimes de la journée du 10 août 1792 suivant certificat de la section des Lombards

16 novembre an III.

Original, A. N., F<sup>15</sup> 3270.

2892. — Certificat de MM. Louis-Vincent Payen, épicier, place Maubert, et Jean-Baptiste Noël Genty, adjudant de la section armée du Théâtre-Français, attestant que le nommé Jean-Baptiste Carrière, grenadier de la section du Mont-Blanc, a été tué à l'affaire du 10 août, et que Suzanne Guerbert, sa veuve avec 4 enfants, ne s'est jamais remariée et n'a point divorcé, avec rapport au Comité des secours, proposant l'allocation à la veuve Carrière d'une pension annuelle et viagère de 300 livres.

16 novembre, 1<sup>re</sup> réimpression an III.

Original (2 ex.), A. N., F<sup>15</sup> 3270.

2893. — Rapport au Comité des secours publics, proposant l'allocation d'une pension annuelle et viagère de 300 livres à Marie-Henriette Baudenaille, veuve du citoyen Gaspard Baudenaille, mort le 28 août 1792, des suites de blessures reçues dans la journée du 10 août.

16 novembre an III.

Original, A. N., F<sup>15</sup> 3270.

2894. — États des secours à délivrer aux titulaires de pensions, à la suite du 10 août, et correspondance du ministre de l'intérieur et de la commission des secours publics avec les Comités de bienfaisance des sections, pour les trimestres de vendémiaire, nivôse et germinal.

A. N.

Manuscrit (2 ex.), A. N., F<sup>15</sup> 3271.

2895. — Attestation du Comité de bienfaisance de la section Poissonnière, constatant que le citoyen René Piquet, ancien député à la Convention, est mort le 10 août, et qu'un coup de fusil parti de la poitrine a été

apporté le même jour au Comité civil de la section et inhumé à la paroisse de Saint-Laurent, le 11 août, avec requête de sa veuve, Marie-Jeanne Regnaut, pour obtenir la continuation de sa pension.

11, 20 frimaire an IV.

Original (2 ex.), A. N., F<sup>15</sup> 3272.

2896. — État des veuves et enfants des citoyens morts à la journée du 10 août 1792, ou des suites de leurs blessures, qui invoquent en leur faveur les dispositions des lois des 1<sup>re</sup> et 2<sup>de</sup> germinal an II, avec rapport du ministre de l'intérieur, statuant sur les réclamations qui lui sont adressées.

Sans date (an IV).

Original (2 ex.), A. N., F<sup>15</sup> 3273.

2897. — État des pensions accordées, en exécution de l'article 9 de la loi du 25 décembre 1792, aux citoyens grièvement blessés à la journée du 10 août, ainsi qu'aux veuves, enfants, pères et mères des citoyens morts à cette glorieuse époque, ou des suites de leurs blessures.

Sans date (an II).

Original, A. N., F<sup>15</sup> 3274.

Il s'agit des pensions à la fin de l'année, le 30 septembre, des citoyens de l'arrondissement de Paris, morts ou grièvement blessés le 10 août 1792, et des suites de leurs blessures. Les secours publics leur ont été accordés, d'après les listes nominatives, le 1<sup>er</sup> ventôse an III, aux parents des citoyens tués et de l'insaisance des sections dénommées en l'état. 6413 veuves et 14 500 enfants ont été secourus, outre les patriotes grièvement blessés ou les veuves et orphelins de ceux qui ont succombé.

2898. — Origine créée par le citoyen Favrel, trésorier du Comité de bienfaisance de la division des Gravilliers, des secours par 100 veuves et autres jusqu'au 1<sup>er</sup> floréal an III pour les pensions accordées aux sœurs Louis-Nicolas Ernoul et Jean-Baptiste Savary, Héros de la Garrievie Boudin, veuve de Louis-Gabriel Martinet, les 10 et 11 août, à la suite d'une émeute division.

14 floréal an III.

Original (2 ex.), A. N., F<sup>15</sup> 3275.

*Dons en faveur des victimes de la  
journée du 10 août.*

2899. — Lettre de M. Jean Debry, député de l'Aisne, au président de l'Assemblée législative, adressant ce qu'il possède en numéraire (22 livres), pour le soulagement des familles des héros de la Patrie, morts le jour de la Révolution.

15 août 1792.

Original signé, A. N., C 157, n° 378.

Cf. *Archives parlementaires*, t. XLVIII, p. 158.

2900. — Lettre de M. Bourdeaux, curé constitutionnel de Vaugirard-les-Paris, au président de l'Assemblée législative, se déclarant profondément affligé des malheurs de la journée du 10 août, et adressant 60 livres en argent pour être distribuées aux victimes, en exprimant le regret que ses fonctions pastorales dans une très grande paroisse, où il est accablé de travaux et sans vicaires, ne lui permette pas de les apporter en personne à l'Assemblée.

16 août 1792.

Original signé, A. N., C 161, n° 353.

Cf. *Archives parlementaires*, t. XLVIII, p. 284.

2901. — Admission à la barre de l'Assemblée législative du citoyen Richard, arbitrairement détenu à la Force, qui donne des détails sur ce qu'il a fait dans la journée du 10 août, et dépose 50 livres pour le soulagement des veuves et des orphelins de ceux qui ont été tués dans cette journée.

18 août 1792.

Extrait du procès-verbal, A. N., C 155, n° 298.

Cf. *Archives parlementaires*, t. XLVIII, p. 348.

2902. — Offrande de 71 livres en or et argent, et de 55 livres en assignats, par les ouvriers de la manufacture de fayence de Bourg-la-Reine, au profit des veuves et des orphelins des citoyens morts à la journée du 10 août.

18 août 1792.

Original signé, A. N., C 156, n° 344.

Cf. *Archives parlementaires*, t. XLVIII, p. 358.

2903. — Adresse de M. Jean-Marie-Michel l'Herbon, juge de paix à Soissons, à l'Assemblée législative.

semblée législative, accompagnant l'envoi de deux assignats de 5 livres, faible témoignage de sa reconnaissance envers les veuves et les orphelins de la journée du 10 août.

18 août 1792.

Original signé, A. N., C 158, n° 378.

Cf. *Archives parlementaires*, t. XLVIII, p. 368.

2904. — Don de 1,000 livres par M<sup>me</sup> de Breteuil pour secourir les veuves et les orphelins de ceux qui ont péri dans la journée du 10 août.

19 août 1792.

Extrait du procès-verbal, A. N., C 155, n° 298.

Cf. *Archives parlementaires*, t. XLVIII, p. 378.

2905. — Offre par le sieur Dutoing, capitaine de la 3<sup>e</sup> compagnie du 4<sup>e</sup> arrondissement de Saint-Jacques-du-Haut-Paris, de ses épaulettes, pour être employées au soulagement des veuves et des orphelins des victimes du 10 août.

19 août 1792.

Extrait du procès-verbal, A. N., C 155, n° 298.

Cf. *Archives parlementaires*, t. XLVIII, p. 391.

2906. — Offres patriotiques : 1<sup>o</sup> de 1,200 livres en assignats par les entrepreneurs du nouveau théâtre des Variétés; 2<sup>o</sup> d'un assignat de 50 livres par le sieur Gaudry, citoyen soldat de la section de l'Oratoire, pour le soulagement des veuves et des orphelins des victimes du 10 août, et demande de remboursement de ce qui lui est dû par les Gardes suisses, avec renvoi au Comité de liquidation.

20 août 1792.

Extrait du procès-verbal, A. N., C 155, n° 308.

Cf. *Archives parlementaires*, t. XLVIII, p. 409.

2907. — Adresse du 3<sup>e</sup> bataillon des volontaires fédérés nationaux, établis à Soissons pour le camp de réserve, à l'Assemblée législative, exprimant le regret de n'avoir point partagé les maux et les dangers du 10 août, où leurs frères de Paris et les fédérés ont si bien mérité de la reconnaissance nationale, et déposant 712 livres 15 sols pour les veuves et les orphe-

lins ou des toiles peintes manées ayant  
au label imprimé le cri de nos Intérêts.

(10 août 1792.)

Original signé de Cambon. Archives parlementaires, t. XLVIII, p. 357.

Cf. Archives parlementaires, t. XLVIII, p. 555.

2908. — Adresse des administrateurs, directeurs, caissiers, employés, receveurs et imprimeurs de l'administration des Loteries à l'Assemblée législative, déposant sur le bureau 3,000 livres 10 sols, pour les veuves et les orphelins des citoyens morts dans la journée du 10 août.

(10 août 1792.)

Original signé, A. N., C 161, n° 357.

Cf. Archives parlementaires, t. XLVIII, p. 560.

2909. — Lettre de M. Sencier, maître de pension à Neuilly-sur-Seine, au président de l'Assemblée législative, offrant d'élever à ses frais l'un des enfants des citoyens morts pour la Patrie, et de le faire entrer dans sa famille composée de 4 enfants.

(10 août 1792.)

Original signé, A. N., C 158, n° 328.

Cf. Archives parlementaires, t. XLVIII, p. 618.

2910. — Lettre de M. Sencier à M. Mourant, l'un des secrétaires de l'Assemblée législative, rappelant qu'à 5 heures, le matin, au président, une lettre à l'effet d'obtenir l'un des enfants des citoyens morts dans la journée du 10, avec renvoi de cette demande à la commune de Paris pour accomplir le désir manifesté par le sieur Sencier, suivant décret de ce jour.

(10 août 1792.)

Original signé, A. N., C 158, n° 311.

2911. — Lettre de M. Dumont, membre du Directoire du Département de Paris, au président de l'Assemblée législative, déposant sur le bureau de la Patrie 118 livres 6 sols, partie de son traitement échue, le 1<sup>er</sup> août 1792, pour le soulagement des veuves et des orphelins des braves citoyens morts, le 10 août, pour la Liberté et l'Égalité.

(10 août 1792.)

Original signé, A. N., C 158, n° 328.

Cf. Archives parlementaires, t. XLVIII, p. 618.

2912. — Offre patriotique de 327 livres 19 sols par les employés de la Direction générale de la Liquidation, en faveur des veuves et des orphelins des braves citoyens morts dans la journée du 10 août pour le triomphe de la Liberté et de l'Égalité.

21 août 1792.

Original, A. N., C 158, n° 328.

Cf. Archives parlementaires, t. XLVIII, p. 604.

2913. — Lettre d'Esau-Humbert Droz, soldat volontaire du bataillon de la Trinité, à M. Bresson, membre de l'Assemblée nationale, envoyant 50 livres, au nom de son frère, Humbert Droz, horloger des montagnes de la Chaux-de-Fonds, et adressant, en son nom personnel, 50 livres, applicables aux veuves et aux orphelins de la journée du 10 août.

(10 août 1792.)

Original signé, A. N., C 158, n° 328.

Cf. Archives parlementaires, t. XLVIII, p. 604.

2914. — Lettre de M. Alexandre Mouret, employé aux Messageries, au président de l'Assemblée législative, annonçant le versement, effectué à la section du Mail par les employés des Messageries nationales, d'une somme de 248 livres 10 sols, destinée au soulagement des veuves et des orphelins des citoyens morts en combattant, le 10 août, pour la Liberté et l'Égalité.

22 août 1792.

Original signé, A. N., C 158, n° 328.

Cf. Archives parlementaires, t. XLVIII, p. 621.

2915. — Adresse de la commune de Belleville à l'Assemblée législative, applaudissant au décret qui suspend « Louis le Digne, l'assassin le digne des malheureux frères Marseillais, Bretons et Parisiens », et apportant pour servir au soulagement des veuves et des orphelins de la malheureuse journée du 10 août, les épaulettes et dragonnés des citoyens de la commune, nés le 10 août et les veuves des frères, et qui montent de 3,076 livres 7 sols.

(10 août 1792.)

Original signé, A. N., C 158, n° 318.

Cf. Archives parlementaires, t. XLVIII, p. 618.

2916. — Adresse du sieur Bouzeau, fabricant à Gray, à l'Assemblée législative, demandant l'un des infortunés orphelins de la journée du 10 août, pour lui apprendre son état, et s'engageant à lui servir de père jusqu'à ce qu'il soit à même de gagner sa vie.

22 août 1792.

Original signé, A. N., C 158, n° 329.

2917. — Offre patriotique par M. Mathieu Dumus, député du département de Seine-et-Oise, de sa croix de Chevalier, gagnée dans la guerre d'Amérique, en combattant pour la Liberté.

23 août 1792.

Extrait du procès-verbal, A. N., C 158, n° 299.

Cf. *Archives parlementaires*, t. XLVIII, p. 639.

2918. — Remise par M. Dusaulx, à l'Assemblée législative, en faveur des veuves et des orphelins de ceux qui ont péri au siège du château des Tuileries, des croix des frères de Saint-Michel et de Saint-Louis, offertes par un honorable citoyen M. Dezoteux, chirurgien-major du régiment de la Reine, comptant 52 années de service.

23 août 1792.

Minute, A. N., C 158, n° 328.

Cf. *Archives parlementaires*, t. XLVIII, p. 639.

2919. — Lettre de M. Blanchard, député du département du Pas-de-Calais, au président de l'Assemblée législative, annonçant qu'il fait le sacrifice de sa croix de Saint-Louis, pour en remettre le prix aux veuves et aux enfants des citoyens morts dans la journée du 10 août.

24 août 1792.

Original signé, A. N., C 158, n° 328.

Cf. *Archives parlementaires*, t. XLVIII, p. 639.

2920. — Adresse de la section des Champs-Élysées au Corps législatif, déposant une somme de 2,077 livres en assignats pour subvenir aux premiers besoins des veuves et des orphelins de la journée du 10 août, et émettant le vœu que le sort de ces malheureuses victimes soit assuré par les contributions des biens des émigrés.

23 août 1792.

Original signé, A. N., C 158, n° 328.

Remise au Corps législatif extraordinaire par la partie de l'adresse qui concerne des vœux d'indemnité pour les veuves et orphelins des victimes du despotisme, par décret du 23 août 1792.

Ed. *Archives parlementaires*, t. XLVIII, p. 664.

2921. — Lettre de M. Hugon, député du département de l'Eure, au président de l'Assemblée législative, accompagnant l'hommage de sa croix de Saint-Louis, gagnée par 35 ans de services actifs et 14 campagnes de guerre, notamment en Amérique, comme lieutenant-colonel de l'avant-garde de M. Rochambeau.

24 août 1792.

Original signé, A. N., C 158, n° 328.

Cf. *Archives parlementaires*, t. XLVIII, p. 673.

2922. — Adresse des ouvriers de la manufacture de porcelaine de Sèvres à l'Assemblée législative, offrant la somme primitivement destinée à la célébration de la fête de Saint-Louis, supprimée, en faveur des veuves et des orphelins des citoyens qui ont péri dans la mémorable et sanglante journée du 10 août, et annonçant qu'ils assisteront avec leurs frères d'armes à la cérémonie funèbre qui doit se célébrer à Paris.

24 août 1792.

Original signé, A. N., C 158, n° 328.

Cf. *Archives parlementaires*, t. XLVIII, p. 675.

2923. — Abandon patriotique, par le sieur Louis-Elisabeth Pasquet-Salaignac, soldat citoyen du bataillon du Roule, inscrit dans la cavalerie pour le camp de Paris, comptant 40 ans de service, de sa croix pour les veuves et les orphelins de la célèbre journée du 10 août, à titre d'hommage à la Liberté et l'Égalité, « ces deux divinités qu'il porte dans son cœur depuis longtemps ».

24 août 1792.

Original signé, A. N., C 158, n° 328.

Ed. *Archives parlementaires*, t. XLVIII, p. 691.

*Archives parlementaires*, t. XLVIII, p. 691.

2924. — Offre patriotique par le sieur de 48 ans, qui veut rester inconnu, d'un assignat de 100 livres, fruit de ses épargnes, pour les veuves et les orphelins de la journée du 10 août, avec mention

honorable, décrétée par l'Assemblée, qui regrette de ne pas connaître ce citoyen.

24 août 1792.

Extrait du procès-verbal, A. N., C. 158, n° 329.

Cf. *Archives parlementaires*, t. XLVIII, p. 693.

2925. — Lettre de Pierre Piéry, citoyen actif de la section de la Place Vendôme, au président de l'Assemblée législative, déclarant qu'après avoir versé des larmes sur la tombe des patriotes morts le 10 août, il offre 1,200 livres en assignats, comme léger soulagement pour leurs veuves et leurs enfants.

24 août 1792.

Original signé, A. N., C. 158, n° 329.

2926. — Lettre de M. Théodore Lameth (député du Jura), au président de l'Assemblée législative, le priant de faire agréer l'hommage de sa dévotion publique pour le soulagement des veuves et des enfants des citoyens qui ont péri pendant la journée du 10 août.

24 août 1792.

Original signé, A. N., C. 158, n° 329.

Cf. *Archives parlementaires*, t. XLVIII, p. 694.

2927. — Souscription patriotique ouverte par les citoyennes de Versailles, armées de piques et formées en compagnies, au profit des veuves et des orphelins des illustres victimes du 10 août, et offre à l'Assemblée législative du montant de cette souscription qui a produit 4,500 livres, accompagnée du serment d'attaquer les tyrans sous le fer de leurs piques ou de rejoindre bientôt ces ombres chéries de la Patrie, avec le bordereau des sommes produites.

24 août 1792.

Originaux (2 p.), A. N., C. 158, n° 329.

Cf. *Archives parlementaires*, t. XLVIII, p. 695.

2928. — Pétition du sieur Lemoine-Lenoir à l'Assemblée législative, demandant l'indemnité des dépenses faites par son régiment d'infanterie de Mâcon, armée pendant l'insurrection pour la défense de la Patrie, et des citoyens qui ont péri pendant la journée du 10 août.

28 août 1792.

Original, A. N., C. 158, n° 329.

Cf. *Archives parlementaires*, t. XLIX, p. 9.

2929. — Offre à l'Assemblée législative par le sieur Etienne Marlet, fédéré de la ville de Beaune, de ses épaulettes en or pour le soulagement des veuves et des orphelins laissés par ses frères, les fédérés et les citoyens de Paris, qu'il a vu tomber à ses côtés dans la journée du 10 août.

(26 août 1792.)

Minute, A. N., C. 158, n° 329.

Cf. *Archives parlementaires*, t. XLIX, p. 9.

2930. — Adresse du sieur Th. Boucher, secrétaire-commis au Comité de l'extraordinaire des finances, accompagnant le dépôt de 10 livres pour subvenir aux besoins des veuves et des orphelins de ceux qui ont été traitreusement massacrés dans la matinée du 10 août.

26 août 1792.

Original signé, A. N., C. 158, n° 329.

Cf. *Archives parlementaires*, t. XLIX, p. 9.

2931. — Don patriotique par M. Lefebvre, d'Arles, commandant du bataillon des Petits-Augustins, en faveur des veuves et des enfants des citoyens morts en combattant pour la Liberté.

(26 août 1792.)

Original, A. N., C. 158, n° 329.

Cf. *Archives parlementaires*, t. XLIX, p. 11.

2932. — Abandon par les sous-officiers et soldats du 7<sup>e</sup> bataillon des fédérés à Soissons, d'une journée de leur paye pour venir au secours des veuves et des enfants de ceux qui se sont dévoués lors de la journée du 10 août pour le salut de la Patrie.

27 août 1792.

Minute, A. N., C. 158, n° 329.

2933. — Adresse des députés, pensionnaires et gagistes du théâtre de l'Ambigu-Comique, représentés par le sieur Saint-Aubin, à l'Assemblée législative, faisant parvenir la somme de 431 livres 10 sols, montant de leur cotisation pour restaurer et réparer les blessures des veuves et des orphelins de leurs frères enlevés à la Patrie par la perfidie de la cour.

28 août 1792.

Original signé, A. N., C. 158, n° 329.

Cf. *Archives parlementaires*, t. XLIX, p. 11.



2934. — Lettre de M. Lebrun au président de l'Assemblée législative, protestant contre la mise en location de sa maison, rue du Gros-Chenet, comme bien d'émigré, déclarant que sa femme voyage en qualité d'artiste en Italie, et adressant 50 livres pour les veuves et les orphelins des citoyens morts dans la journée du 10 en défendant la cause de la Liberté et de l'Égalité.

28 août 1792.

Original signé, A. N., C 158, n° 329.

2935. — Adresse des pensionnaires du théâtre des Délassements-Comiques à l'Assemblée législative, faisant parvenir leur modeste offrande pour les malheureuses victimes de la journée du 10 août, et déclarant qu'ils se flattent d'être utiles à la Patrie en entretenant dans l'âme de leurs spectateurs la haine due aux tyrans et en consacrant leurs études et leurs veilles à la représentation des pièces qui respirent le plus pur patriotisme.

29 août 1792.

Original signé de Marquis de Vignerot-Rochefort, A. N., C 158, n° 329.

Cf. *Archives parlementaires*, t. XLIX, p. 81.

2936. — Dépôt sur le bureau de l'Assemblée législative par les habitants de Passy d'une somme de 564 livres en argent, destinée au soulagement des veuves et des orphelins des citoyens qui ont péri le 10 août.

29 août 1792.

Extrait du procès-verbal, A. N., C 155, n° 303.

Cf. *Archives parlementaires*, t. XLIX, p. 88.

2937. — Don par le citoyen Deroche, d'Illes, de passage à Paris, de sa décoration militaire, méritée par ses 30 années de services et ses campagnes, pour le soulagement des veuves et des orphelins des citoyens qui, dans la mémorable journée du 10 août, ont scellé de leur sang la Liberté française.

29 août 1792.

Minute, A. N., C 158, n° 329.

2938. — Don par la femme de Pierre Boissy, citoyen de la section du Mail, de son anneau d'or pour contribuer au soula-

gement des veuves et des orphelins à la suite de la journée du 10 août.

29 août 1792.

Minute, A. N., C 158, n° 329.

2939. — Offrande patriotique de 147 livres 14 sols en assignats, par la seconde section de la ville de Versailles, pour les veuves et les orphelins du 10 août.

30 août 1792.

Extrait du procès-verbal, A. N., C 155, n° 303.

Cf. *Archives parlementaires*, t. XLIX, p. 120.

2940. — Adresse des citoyennes d'Auteuil à l'Assemblée législative, déposant les 681 livres recueillies dans leur commune pour les veuves et les enfants des soldats de l'Égalité et de la Liberté, morts en défendant cette noble cause, dans la journée mémorable du 10 août.

31 août 1792.

Original signé, A. N., C 157, n° 404.

Cf. *Archives parlementaires*, t. XLIX, p. 170.

2941. — Adresse de plusieurs Anglais à l'Assemblée législative, manifestant leur admiration pour la conduite courageuse des patriotes français, dans la journée à jamais mémorable du 10 août, mais déplorant la mort prématurée de ces braves citoyens qui ont sacrifié leur vie non seulement à la Liberté, mais encore à la défense de la cause du genre humain, et adressant leur modeste offrande (1,315 livres) pour soulager les besoins pressants des veuves et des orphelins.

(Août 1792.)

Original portant quatre signatures, A. N., C 158, n° 328.

Cf. *Archives parlementaires*, t. XLVIII, p. 121.

2942. — Offre patriotique pour les veuves et les orphelins de la journée du 10 août, par la dame Lamarre, de 50 livres en assignats.

1<sup>er</sup> septembre 1792.

Extrait du procès-verbal, A. N., C 162, n° 364.

Cf. *Archives parlementaires*, t. XLIX, p. 105.

2943. — Adresse des volontaires et des gardes nationaux de Vincennes à l'As-

semblée législative, déclarant qu'ils viennent déposer, pour les veuves, sur la table d'offrandes d'immenses monts de pain et de blé, et de déposer 850 livres sur l'autel de la Patrie en faveur de leurs veuves.

6 septembre 1792.

Original, A. N., C 165, n° 389.

Cf. *Archives parlementaires*, t. XLIX, p. 389.

2944. — Adresse des citoyennes de Chaillot à l'Assemblée législative, accompagnant l'offrande de 324 livres 19 sols, à l'effet de participer à la gloire des mères et des veuves des braves citoyens, qui, à la journée du 10 août, ont scellé de leur sang leur dévouement à la Patrie, et exprimant le vœu de donner au pays des enfants dignes de marcher sur les traces de ces héros de la Liberté et de l'Égalité.

6 septembre 1792.

Original, A. N., C 165, n° 389.

Cf. *Archives parlementaires*, t. XLIX, p. 389.

2945. — Offrande à l'Assemblée législative, par M. Serane, instituteur national à Chaillot, d'élever gratuitement l'enfant d'un des braves citoyens qui ont sacrifié leur vie au salut de la Patrie dans la journée du 10 août.

6 septembre 1792.

Original, A. N., C 165, n° 389.

Cf. *Archives parlementaires*, t. XLIX, p. 389.

2946. — Offrande patriotique à l'Assemblée législative de 3,713 livres 14 sols, dont 3,670 livres en assignats, montant d'une collecte faite par les citoyennes de la Halle-aux-Blés, pour venir au secours des malheureuses victimes de la trahison de la Cour, le 10 août, ainsi que pour les veuves et les orphelins de la même journée.

6 septembre 1792.

Original, A. N., C 165, n° 389.

Cf. *Archives parlementaires*, t. XLIX, p. 389.

2947. — Adresse (du comité d'union à l'Assemblée législative) déclarant que les braves citoyens ne sont pas riches, qu'ils

5 livres pour les veuves et les enfants des patriotes qui ont péri le 10 août.

3 septembre 1792.

Original signé, A. N., C 165, n° 389.

2948. — Lettre du sieur Clamaron aîné, employé aux postes, volontaire au bataillon de Saint-Martin-des-Champs (section armée des Gravilliers), au président de l'Assemblée législative, adressant 2 assignats de 5 livres pour venir au secours des veuves et des orphelins de la journée du 10 août, et retractant sa signature apposée à la pétition concernant la formation du camp de 20,000 hommes.

6 septembre 1792.

Original, A. N., C 165, n° 391.

Ed. *Archives parlementaires*, t. XLIX, p. 390.

2949. — Présentation par un membre de l'Assemblée législative d'une somme de 600 livres, offerte au nom de Mme de Bourbon pour le soulagement des veuves et des orphelins de la journée du 10 août.

6 septembre 1792.

Extrait du procès-verbal, A. N., C 165, n° 365.

Cf. *Archives parlementaires*, t. XLIX, p. 382.

2950. — Lettre de M. Tronchère, marchand, au président de l'Assemblée législative, faisant parvenir 160 livres envoyées par M. Vickery, négociant à Londres, pour le soulagement des veuves et des orphelins de la journée du 10 août, et y joignant 160 livres pour le même objet.

6 septembre 1792.

Original signé, A. N., C 165, n° 391.

Cf. *Archives parlementaires*, t. XLIX, p. 384.

2951. — Lettre du sieur Fourcroy, fils, jeune enfant de six ans et demi, venu avec son père, le sieur Fourcroy, au président de l'Assemblée législative, offrir hommage à la Nation, pour le soulagement des veuves et des orphelins de la journée du 10 août, d'une bague, dont l'un de ses parents lui avait fait présent, la veille, premier bijou

6 septembre 1792.

Original, A. N., C 165, n° 391.

Cf. *Archives parlementaires*, t. XLIX, p. 384.

2932. — Lettre du sieur Goddet, citoyen de Paris, au président de l'Assemblée législative, le priant de faire agréer deux billets de 100 livres, moitié pour les veuves et les orphelins de ses frères d'armes morts à la journée du 10 août, et moitié pour les frais de la guerre.

7 septembre 1792.

Original signé, A. N., C 165, n° 391.

(Cf. *Archives parlementaires*, t. XLIX, p. 130.)

2933. — Offre par M. Lozeran-Fressac, député de la Lozère, de sa croix de Saint-Louis, pour le soulagement des veuves et des orphelins de la journée du 10 août.

8 septembre 1792.

Extrait du procès-verbal, A. N., C 162, n° 366.

(Cf. *Archives parlementaires*, t. XLIX, p. 131.)

2934. — Adresse des citoyennes de la section des Invalides à l'Assemblée législative, accompagnant la présentation de leur don patriotique pour les veuves et les orphelins de la journée du 10 août, et jurant de tenir la place de leurs maris et de répandre leur sang pour la défense de la Liberté et de l'Égalité.

15 septembre 1792.

Original, signe de la femme Montanier, A. N., C 165, n° 392.

(Cf. *Archives parlementaires*, t. L, p. 10.)

2935. — Envoi par le citoyen Goussaux-Lechaux, officier de cavalerie dans l'armée du Rhin, d'un assignat de 50 livres pour les veuves et les orphelins des braves défenseurs de la Liberté, morts dans la journée du 10 août.

18 septembre 1792.

Minute, A. N., C 164, n° 382.

(Cf. *Archives parlementaires*, t. L, p. 11.)

2936. — Don par les citoyennes de la section du Pont-Neuf d'une somme de 1,527 livres 10 sols, produit d'une collecte faite dans la section pour secourir les blessés, les veuves et les enfants des victimes de la journée du 10 août.

20 septembre 1792.

Minute, A. N., C 165, n° 392.

(Cf. *Archives parlementaires*, t. L, p. 12.)

2937. — Don par la section des Sans-Culottes de 541 livres 13 sols pour secourir les veuves et les orphelins des citoyens morts dans la journée du 10 août, avec mention honorable.

4 octobre 1792.

Minute, A. N., C 234, n° 197.

(Cf. *Procès-verbal de la Convention nationale*, t. I, p. 172.)

2938. — Renvoi de la petition de la section de Bonne-Nouvelle au Comité des secours publics, qui est chargé de faire représenter par la municipalité de Paris l'état de l'emploi des sommes données en faveur des veuves et orphelins de la journée du 10 août, dont l'impression a été ordonnée, et de faire rapport du tout à la Convention nationale.

17 décembre 1792.

Extrait du procès-verbal, A. N., C 241, n° 280.

(Cf. *Procès-verbal de la Convention nationale*, t. IV, p. 261.)

#### G. — CÈRE FUNÈBRE EN L'HONNEUR DES VICTIMES DU 10 AOÛT — 25 AOÛT.

2939. — Invitation adressée aux citoyens de Paris et au président de l'Assemblée nationale, par les fédérés des 83 départements, à l'effet d'assister à la cérémonie funèbre en l'honneur des victimes du 10 août, fixée comme lieu de rendez-vous la cour des Jacobins, le dimanche à 8 heures du matin, et convoquant spécialement les dames patriotes en habit blanc, avec un ruban aux trois couleurs et des guirlandes pour coiffures, avec la mention en marge du décret de l'Assemblée, décidant qu'une députation de vingt-quatre membres assistera au convoi des fédérés.

16 août 1792.

Impression, sous le sceau de la Convention nationale, à la charge A. N., C 161, n° 388.

2960. — Lettre adressée par M. Sergent, au nom des fédérés des 83 départements, au président de l'Assemblée législative, à l'effet de la prier d'assister à la fête funèbre que devaient célébrer les fédérés des 83 départements, réunis aux citoyens de Paris pour honorer la mé-

morte de leurs frères qui ont péri dans la journée du 10 août).

18 août 1792.

Assemblée, A. N., C 162, n° 350.

2961. — Adresse de la section de Marseille, ci-devant du Théâtre-Français, aux représentants du peuple, les invitant à la cérémonie civique qui sera célébrée le soir à 6 heures, pour honorer la mémoire des généreux fédérés qui sont venus sceller de leur sang la Liberté et l'Égalité, et rendre à ces héros les témoignages de la gratitude publique.

18 août 1792.

Original, A. N., C 161, n° 355.

Cf. Archives parlementaires, t. XLVIII, p. 349.

2962. — Compte rendu à l'Assemblée législative de la cérémonie civique célébrée aux Cordeliers par la section de Marseille pour honorer la mémoire des braves fédérés de Marseille, qui ont péri dans la journée du 10, et décret portant que ce récit abrégé sera inséré au procès-verbal.

18 août 1792.

Minute, A. N., C 156, n° 311.

Cf. Archives parlementaires, t. XLVIII, p. 350.

2963. — Décret de l'Assemblée législative, décidant qu'une députation de 6 membres de l'Assemblée assistera à la cérémonie funéraire pour les victimes de la journée du 10 août.

18 août 1792.

Extrait du procès-verbal, A. N., C 155, n° 298.

Cf. Archives parlementaires, t. XLVIII, p. 358.

2964. — Adresse au peuple de la section de l'École à l'Assemblée législative, dans lequel on lui fait remarquer que les « tyranniques décrets préparés par des ministres corrompus et autres vampires de la Liste civile », n'ont causé aucune surprise, et annonçant avoir fait célébrer, le jour même, pour leurs frères massacrés, un service auquel ont assisté la gendarmerie et la garde nationale, et auquel se sont rendus M. Garbini, curé de Saint-Etienne.

18 août 1792.

Original, A. N., C 158, n° 310.

Cf. Archives parlementaires, t. XLVIII, p. 351.

2965. — Décret de l'Assemblée législative, portant que, pour la cérémonie en l'honneur des victimes du despotisme dans la journée du 10 août, le drapeau pris sur les Suisses sera confié aux fédérés, et mettant à la disposition de la municipalité de Paris, chargée de l'organisation de cette cérémonie, une somme de 6,000 livres.

20 août 1792.

Original, A. N., C 162, n° 351. Cf. Archives parlementaires, t. XLVIII, p. 352.

14. Archives parlementaires, t. XLVIII, p. 352.

2966. — Procès-verbal de la cérémonie funèbre célébrée par la Société des Amis de la Constitution de Montleur en l'honneur de leurs frères morts à la mémorable journée du 10 août, et discours prononcé à cette occasion par M. Goguet, curé de Saint-Léonard, avec lettre d'envoi.

20 août 1792.

Original, A. N., C 162, n° 359.

2967. — Histoire que l'Assemblée législative par le sieur Duviquet, administrateur du département de la Nièvre, de l'éloge funèbre des citoyens français morts dans la journée du 10 août, victimes de leur patriotisme et de leur dévouement, élogé prononcé à Nevers, le dimanche 20 août.

20 août 1792.

Original, A. N., C 162, n° 360.

Cf. Archives parlementaires, t. XLIX, p. 1.

2968. — Protestations adressées à l'Assemblée législative par le sieur Woillez, architecte, inspecteur de la démolition des Tuileries, dans lesquelles il se plaint de l'absence du comité chargé de la démolition des Tuileries pour honorer la mémoire des citoyens morts pour la Patrie, et ayant presque achevé, le 10 août, une pyramide, lorsqu'il fut évincé par les troupes révolutionnaires, et que la pyramide fut démolie.

14. 18 août 1792.

Original, A. N., C 161, n° 356.

2969. — Décret de l'Assemblée législative, décidant qu'elle assistera tout entière à la cérémonie funèbre qui aura lieu dans la soirée en l'honneur des citoyens morts dans la journée du 10 août.

26 août 1792.

Extrait du procès-verbal, A. N., C 155, n° 300.

Cf. *Archives parlementaires*, t. XLIX, p. 9.

2970. — Récépissé d'une somme de 418 livres 10 sols, déposée à la Maison commune entre les mains de commissaires municipaux, provenant de la quête faite à la suite de la cérémonie funèbre des citoyens morts le 10 août, par Françoise Bizet, femme Daniel, et le sieur Malençon, sellier.

27 août 1792.

Original signé, A. N., F<sup>7</sup> 4408.

2971. — Quittance de la somme de 600 livres reçue du ministre de l'intérieur, par Antoine-François Momoro, président de la section du Théâtre-Français, dite de Marseille, pour servir à l'impression du discours prononcé par Ronsin et Murville, le 26 août, lors de la fête funèbre en l'honneur des citoyens morts dans la journée du 10.

29 août 1792.

Original signé, B. N., Mss. nouv. acq. fr. 6243, fol. 142.

Cf. le Discours prononcé par Ch.-Ph. Ronsin, le samedi 28 août 1792, à la section du Théâtre-Français, dite de Marseille, à l'occasion de la cérémonie funèbre ordonnée en l'honneur de nos frères d'armes morts à la journée du 10 août, pour la défense de la Liberté et de l'Égalité, imprimé de 12 pages, A. N., AD<sup>1</sup> 102.

Discours prononcé à Paris le 21 août 1792, dans le temple catholique de Saint-Séverin, jour du service funèbre des victimes du 10 d'août, par M. Dubroca, citoyen et prêtre, imprimé de 16 pages, A. N., AD<sup>1</sup> 102.

Ces deux discours ne sont pas mentionnés dans la *Bibliographie* de M. Tourneux.

#### II — ADHESIONS RELATIVES À LA JOURNÉE DU 10 AOÛT

2972. — Adresse des Juges du Tribunal criminel du département de l'Eure à toutes les mesures que l'Assemblée nationale a prises et pourra prendre pour sauver la

Patrie, avec prestation du serment de maintenir de tout son pouvoir la Liberté française et l'Égalité, et lettre d'envoi.

11 août 1792.

Extrait certifié et original signé, 2 p., A. N., C 161, n° 352.

2973. — Adresse des volontaires fédérés du 10<sup>e</sup> bataillon, en garnison à Laon, à l'Assemblée législative, déclarant que sa fermeté vient d'établir la paix sur les cadavres des ennemis de la Liberté, rendant hommage aux Législateurs patriotes qui ont terrassé le pouvoir exécutif, et demandant des armes.

11 août 1792.

Original signé, A. N., C 161, n° 351.

2974. — Adresse de la section de Miraubeau à l'Assemblée législative, adhérant à ses décrets, jurant de les faire exécuter et de mourir pour la Liberté et l'Égalité.

12 août 1792.

Original signé, A. N., C 161, n° 351.

Cf. *Archives parlementaires*, t. XLVIII, p. 81.

2975. — Adresse des citoyens libres Amis de la Constitution, de Bar-le-Duc, à l'Assemblée législative, la félicitant de son énergie dans les circonstances difficiles où elle s'est trouvée, et décrétant aux Législateurs le titre de pères de la Patrie.

12 août 1792.

Original signé, A. N., C 161, n° 352.

Cf. *Archives parlementaires*, t. XLVIII, p. 127.

2976. — Adresse des corps constitués de la ville de Tours à l'Assemblée législative, lui transmettant l'expression de la reconnaissance que lui doivent tous les bons citoyens pour n'avoir pas désespéré de la chose publique, pour avoir connu les droits et les besoins de la Nation, et avoir compté sur la sagesse et la générosité du peuple.

12 août 1792.

Original signé, A. N., C 158, n° 332.

Ed. *Archives parlementaires*, t. XLVIII, p. 309.

2977. — Adresse de la commune de Taverny à l'Assemblée législative, expri-



mant sa pose, les députés que le Corps législatif vient de rendre,

12 août 1792.

Original signé, A. N., C 461, n. 102.

Cf. *Archives parlementaires*, t. XLVIII, p. 112.

2978. — Adresse des citoyens de Laval et du Mans à l'Assemblée législative, l'approuvant d'avoir suspendu le pouvoir exécutif, qui pactisait avec les ennemis de la France, bannissant l'édit d'excommunication ce qui porte le nom de patriote et ayant pour auxiliaire la cour des Tuileries, et déclarant que l'Assemblée a sauvé la Patrie.

12 août 1792.

Original signé, A. N., C 151, n. 355; D XL 13, n. 51.

Cf. *Archives parlementaires*, t. XLVIII, p. 112.

2979. — Adresse des citoyens de Châteauroux à l'Assemblée législative, envoyant leur adhésion aux décrets qu'elle a rendus et qu'elle rendra pour le maintien de la Liberté et de l'Égalité.

12 août 1792.

Original signé, A. N., C 161, n. 358.

2980. — Procès-verbal de la séance tenue par le Conseil général de la commune de Cambrai, joint au district, pour la réception des représentants du peuple Billaud-Varenne, Delaunay et Dubois-Dauphin, dans laquelle M. Dubois se livre à une vive exhortation et à une vive protestation des événements majeurs dont la capitale venait d'être le théâtre, avec un tableau des plus pathétiques de la situation actuelle de Paris et de tout l'Empire, et réponse du maire de Cambrai.

21 août 1792.

Exemplaire signé, A. N., C 158, n. 370.

2981. — Procès-verbal de la proclamation solennelle faite par le Conseil général de la commune de Besançon, de la loi du 19 août, suspendant le pouvoir du pouvoir exécutif.

23 août 1792.

Exemplaire signé, A. N., C 154, n. 371.

2982. — Adresse du conseil général de la commune de Bayonne à l'Assemblée législative, pour lui adresser ses félicitations et son adhésion à la loi du 19 août 1792.

10 de ce mois a fait pressentir tous les amis de la Liberté et de l'Égalité, et a frappé tous ses ennemis d'une immobilité stupide, qu'enfin les Droits de l'homme sont reconquis et ne seront plus une vaine préface qu'on n'osait lire ou méditer qu'avec un chagrin stérile et des désirs impuissants.

13 août 1792.

Original signé, A. N., C 158, n. 372.

Cf. *Archives parlementaires*, t. XLVIII, p. 194.

2983. — Adresse du Conseil général du département du Calvados à l'Assemblée législative, renouvelant, dans ces jours d'alarme et de sang, son serment, et déclarant ne reconnaître comme vrais représentants du peuple que ceux qui ont défendu véritablement ses droits, et sont prêts à payer de leur vie son bonheur et sa liberté.

13 août 1792.

Original signé, A. N., C 158, n. 372.

Cf. *Archives parlementaires*, t. XLVIII, p. 283.

2984. — Adresse du Conseil général de la commune de Caen à l'Assemblée législative, déclarant que leurs cœurs ont été saisis d'effroi en apprenant le grand événement qui vient de mettre en péril la capitale, admirant les mesures qui ont été adoptées pour sauver l'Empire, et répétant le serment solennel de vivre libres ou mourir.

13 août 1792.

Exemplaire signé, A. N., C 158, n. 373.

Cf. *Archives parlementaires*, t. XLVIII, p. 284.

2985. — Adresse du Conseil du département de la Meurthe, accusant réception et entièrement l'entrejoignant avec que la proclamation de la loi du 19 août relative à la suspension du pouvoir exécutif dans les mains du Roi.

13 août 1792.

Exemplaire signé, A. N., C 158, n. 374.

2986. — Adresse des citoyens de la commune de Rouen, faite à l'Assemblée législative, la félicitant du courage et de la fermeté remarquables qu'elle a montrés pour sauver la patrie, et pour la loi du 19 août 1792, et pour la loi du 19 août 1792.

presque tous les citoyens de l'Europe enhardissant au despotisme aux plus atroces complots.

13 août 1792.

Original signé, A. N., C 161, n° 353.

2987. — Adresse des citoyens libres de Chalon-sur-Saône à l'Assemblée législative, la félicitant du décret vigoureux nécessité par les circonstances et s'engageant par serment à coopérer au maintien de la tranquillité.

13 août 1792.

Original signé, A. N., C 161, n° 353.

Cf. *Archives parlementaires*, t. XLVIII, p. 287.

2988. — Adresse de la Société des Amis de la Constitution de St-Aignan (Loir-et-Cher) aux Législateurs, libérateurs de la Patrie en danger, puisque, grâce à eux, Louis XVI et la Liste civile sont paralysés et que la Convention nationale va consolider la souveraineté du peuple.

13 août 1792.

Original signé, A. N., C 161, n° 353.

Cf. *Archives parlementaires*, t. XLVIII, p. 287.

2989. — Adresse des citoyens d'Arnay-sur-Arroux à l'Assemblée législative, applaudissant avec transport à son attitude.

13 août 1792.

Original signé, A. N., C 161, n° 353.

Cf. *Archives parlementaires*, t. XLVIII, p. 288.

2990. — Adresse des citoyens d'Angers à l'Assemblée législative, déclarant qu'elle a bien mérité de la Patrie et la félicitant d'avoir pris les mesures les plus sages pour sauver le pays de l'anarchie et de l'esclavage, dont il était menacé par tant de machinations différentes.

13 août 1792.

Original signé, A. N., C 161, n° 355.

Cf. *Archives parlementaires*, t. XLVIII, p. 288.

2991. — Délibération des Conseils généraux du district et de la commune d'Aubigny réunis, décidant la proclamation solennelle de la loi du 10 août, relative à la suspension du pouvoir exécutif et de l'adresse de l'Assemblée nationale aux Français, avec adresse à l'Assemblée, déclarant que les biens et les vertus des Lé-

gislateurs seront gravés à jamais en lettres d'or au temple de mémoire.

13, 14 août 1792.

Extrait signé, A. N., C 161, n° 356.

Cf. *Moniteur universel*, p. 988.

*Archives parlementaires*, t. XLVIII, p. 391.

2992. — Adresses des citoyens libres d'Arcis-sur-Aube à l'Assemblée législative, déclarant qu'en suspendant Louis XVI, elle a éteint le foyer de contre-révolution le plus dangereux et le plus ardent, et envoyant l'expression de leur serment de fidélité à la Nation.

13, 24 août 1792.

Originaux signés, 2 p., A. N., C 162, n° 360.

2993. — Adresse du Conseil général du district de Vire à l'Assemblée législative, proclamant que son civisme et sa fermeté assurent le triomphe de l'Égalité, de la Liberté, et célébrant les citoyens de Paris dont le courage est au-dessus de tout éloge.

14 août 1792.

Original signé, A. N., C 158, n° 333.

2994. — Lettre du directoire du département de la Creuse au président de l'Assemblée législative, accusant réception des divers actes et décrets rendus par le Corps législatif, qui ont été réimprimés et envoyés sur-le-champ aux directoires des districts et aux municipalités.

14 août 1792.

Original signé, A. N., C 158, n° 333.

2995. — Adresse des Conseils généraux du département de la Gironde, du district et de la commune de Bordeaux à l'Assemblée législative, protestant de leur absolue confiance et de leur entier dévouement dans les circonstances graves et difficiles où l'on se trouve, et déclarant qu'ils aideront à sauver la Liberté et l'Égalité ou périront.

14 août 1792.

Original signé, A. N., C 158, n° 333.

Cf. *Moniteur universel*, p. 985.

2996. — Procès-verbal du Conseil général du département du Morbihan, relatant la lecture, en présence des corps constitués, de lettres de MM. Lemaillard

et le préfet, députés du département, constatant le détail des événements qui se sont passés à Paris dans les journées des 10 et 11 août, la dureté temporaire, par de fréquents applaudissements, avec la prestation du serment de maintenir la Liberté et l'Égalité.

(11 août 1792.)

Copie conforme, A. N., C 158, n° 333.

Cf. *Archives parlementaires*, t. XLVIII, p. 399.

2997. — Adresse du tribunal du district de Craon à l'Assemblée législative, déclarant que la nuit suivante du 10 au 11 août vaut mieux que dix armées, et que les projets sanguinaires des ennemis de la Patrie sont déconcertés, les conseillers perdus du pouvoir exécutif étant congédiés et le même pouvoir exécutif suspendu.

(11 août 1792.)

Original signé, A. N., C 158, n° 335.

2998. — Délibération du Conseil général de la ville de Rochefort, constatant la lecture et la promulgation publiques de la loi suspensive du chef du pouvoir exécutif, faite dans les ateliers de la Marine et dans les divers casernements des troupes.

(11 août 1792.)

Copie conforme, A. N., C 158, n° 335.

2999. — Adresse du Conseil général d'administration du département de l'Ardeche aux citoyens de ce département, affirmant l'approbation librement adoptée par les représentants du peuple, la suspension du chef du pouvoir exécutif, et arrêtant que la loi y relative sera transcrite sur les registres du département.

(11 août 1792.)

Copie collationnée, A. N., C 159, n° 336.

3000. — Adresse des citoyens de Versailles, Avertis de la Liberté et de l'Égalité, à l'Assemblée législative, déclarant qu'il ne suffit pas d'avoir muselé le tigre altéré de leur sang, qu'il faut encore ôter aux satellites, qui allumaient et soutenaient ses fureurs, les moyens de renouveler leurs complots, demandant la destitution des fonctionnaires suspects et la formation

non seulement des corps administratifs et judiciaires pour la plupart gangrenés.

(11 août 1792.)

Original signé, A. N., C 161, n° 352.

Cf. *Archives parlementaires*, t. XLVIII, p. 397.

3001. — Adresse des citoyens libres du département du Puy-de-Dôme, approuvant la suspension du premier fonctionnaire public et demandant que l'Assemblée nationale prononce la peine de mort contre tout fonctionnaire public qui sera jugé coupable de forfaiture.

(11 août 1792.)

Original signé, A. N., C 167, n° 407.

3002. — Adresse des citoyens de Besançon à l'Assemblée législative, l'invitant à prononcer la déchéance de Louis XVI pour tarir la source de l'agitation, des trahisons, du fanatisme, des conspirations intérieures et extérieures, avec dessein allégorique à l'appui.

(11 août 1792.)

Original signé, A. N., C 161, n° 352.

Cf. *Archives parlementaires*, t. XLVIII, p. 135.

3003. — Adresse des citoyens d'Amiens à l'Assemblée législative, adhérant à tous décrets et demandant la destitution du Conseil général du département, qui, dans un placard affiché, a mis en doute l'authenticité des actes du Corps législatif, du 10 août, à 19 heures.

(11 août 1792.)

Original signé et placard imprimé (2 p.), A. N., C 161, n° 354.

3004. — Adresse des hommes libres de la ville de Rouen à l'Assemblée législative, applaudissant aux sublimes décrets qu'elle a rendus pour sauver la Patrie, et jurant de maintenir l'Égalité et de mourir pour la Liberté.

(11 août 1792.)

Original signé, A. N., C 161, n° 355.

Cf. *Archives parlementaires*, t. XLVIII, p. 387.

3005. — Adresse du Conseil général de la ville de Rouen à l'Assemblée législative, la remerciant de la suspension prononcée de Louis XVI, promettant de tout faire de concertation avec l'Assemblée

tionale qui rend au peuple le plein exercice de sa souveraineté, ainsi que du rappel des trois vertueux ministres, Servan, Clavière et Roland, et l'exhortant à précipiter de la roche Tarpéienne les traitres qui peuvent encore exister.

14 août 1792.

Original signé, A. N., C 161, n° 355.

Cf. *Archives parlementaires*, t. XLVIII, p. 335.

3006. — Adresse des citoyens libres de la ville de Sainte-Foy (Gironde) à l'Assemblée législative, déclarant qu'en prononçant la suspension du chef du pouvoir exécutif, elle a écarté le puissant obstacle qui s'opposait à la liberté du peuple.

14 août 1792.

Original signé, A. N., C 161, n° 357.

Ed. *Moniteur universel*, p. 998.

*Archives parlementaires*, t. XLVIII, p. 603.

3007. — Adresse des citoyens Amis de la Liberté et de l'Égalité, réunis aux fédérés cantonnés à Soissons, à l'Assemblée législative, la félicitant des mesures qu'elle a prises et demandant que les vils agents du despotisme, les traitres qui ont signé les pétitions criminelles sur l'affaire du 20 juin soient destitués de leurs fonctions, les intrigues d'administrateurs perfides pouvant exercer une influence dangereuse sur le choix des membres de la Convention.

14 août 1792.

Original signé, A. N., C 161, n° 357.

3008. — Adresse des citoyens de Bergerac, Amis de la Liberté et de l'Égalité, à l'Assemblée législative, l'adjurant de faire en sorte que le glaive de la loi ne soit plus une ombre vaine à l'abri de laquelle se sont reposés jusqu'à ce jour les parjures et les traitres que salariait l'infâme cour du plus lâche des Rois.

14 août 1792.

Original signé, A. N., C 161, n° 358.

Cf. *Archives parlementaires*, t. XLVIII, p. 635.

3009. — Adresse du Conseil général de la commune de Saint-Florent-le-Vieil à l'Assemblée législative, déclarant que la proclamation solennelle et martiale des décrets sur la suspension du pouvoir exécutif a excité l'enthousiasme généreux

des patriotes de cette commune, avec lettre d'envoi du maire à M. Choudieu, député.

14, 16 août 1792.

Original signé, A. N., C 159, n° 339.

3010. — Adresse du Conseil général du département de Maine-et-Loire à l'Assemblée législative, la félicitant d'être restée à son poste au milieu des plus grands dangers, et déclarant que cet acte de courage a étouffé le germe de la guerre civile et préservé l'Empire de sa dissolution, avec lettre d'envoi du procureur général syndic du département.

15 août 1792.

Original signé, A. N., C 158, n° 333.

3011. — Adresse du directoire du département de la Corrèze à l'Assemblée législative, accusant réception des décrets qu'elle vient de rendre pour le salut de la Patrie, et renouvelant leur serment de vivre libres ou de mourir.

15 août 1792.

Original signé, A. N., C 158, n° 333.

3012. — Adresse du directoire et Conseil du district de Montfort à l'Assemblée législative, annonçant que la publication solennelle de la suspension provisoire des fonctions de chef du pouvoir exécutif a produit les heureux effets d'une réunion calme de tous les corps et de tous les esprits, qui seront fidèles au serment de vivre libres et égaux ou de mourir à leur poste.

15 août 1792.

Original signé, A. N., C 159, n° 336.

Cf. *Archives parlementaires*, t. XLVIII, p. 635.

3013. — Lettre des administrateurs composant le Conseil général du département des Landes à l'Assemblée législative, déclarant qu'ils veulent s'associer aux mesures à la fois sages et hardies du Corps législatif, partager ses périls, ses efforts et sa gloire, braver les tyrans et leur montrer combien est terrible un peuple qui combat pour les Droits de l'Homme.

15 août 1792.

Original signé, A. N., C 159, n° 337.

3014. — Adresse des corps administratifs et judiciaires de Champlitte à l'Assemblée législative, la félicitant d'avoir brisé dans la main d'un tyran féroce le fer assassin, rougi du sang des patriotes Parisiens, Marseillais et Brestois, et d'avoir échappé comme à sa honte.

15 août 1792.

Original signé, A. N., C 159, n° 339.

3015. — Adresse du Conseil patriotique du district de Lectoure à l'Assemblée législative, donnant l'adhésion la plus formelle et la plus complète à ses décrets et l'invitant à diriger la haine vigoureuse du despotisme, qui anime les hommes du 14 juillet, contre les tyrans étrangers, et à ne pas souffrir que la plus légère atteinte soit portée à la Liberté et à l'Égalité, avec délibération du district.

15 août 1792.

Original signé, A. N., C 160, n° 347.

3016. — Adresse des citoyens de Melun à l'Assemblée législative, la félicitant de son courage et de son énergie contre un pouvoir exécutif prévaricateur, et donnant leur entière adhésion à tous ses décrets.

15 août 1792.

Original signé, A. N., C 161, n° 353.

3017. — Adresse du Conseil général de la commune d'Amiens à l'Assemblée législative, la félicitant d'avoir pour la seconde fois terrassé le despotisme, et adhérant à la Convention nationale.

15 août 1792.

Original signé, A. N., C 161, n° 355.

3018. — Adresse des citoyens du canton des Andalys à l'Assemblée législative, déclarant que le coup terrible qu'elle vient de frapper doit sauver pour jamais la France, ou l'ensevelir sous ses ruines, et que son appel au peuple entier, pour réédifier la colonne de la Liberté publique, mérite leur reconnaissance et leur appui.

15 août 1792.

Original signé, A. N., C 161, n° 355.

3019. — Adresses des citoyens libres de Mâcon et de Beaugency à l'Assemblée législative, lui exprimant leur gratitude pour les mesures extraordinaires qui ont tiré de l'abîme la France, mise à deux doigts de sa perte par les perfidies du chef du pouvoir exécutif dont la suspension a été acclamée.

15 août 1792.

Original signé, A. N., C 161, n° 356.

Cf. Archives parlementaires, t. XLVIII, p. 350.

3020. — Adresse des citoyens de Provins à l'Assemblée législative, lui rendant grâce de n'avoir pas désespéré du salut de la Patrie, dans cette crise terrible où le sang des magnanimes Parisiens, des intrépides Marseillais et de tous les braves fédérés a coulé pour la cause de la Liberté, et déclarant que la France, hors de l'Assemblée, ne voit plus que trouble, confusion, anarchie.

15 août 1792.

Original signé, A. N., C 161, n° 356.

3021. — Adresse des citoyens de Li-bourne à l'Assemblée législative, jurant de seconder ses efforts et de faire exécuter ses décrets.

15 août 1792.

Original signé, A. N., C 161, n° 356.

3022. — Adresse des soldats citoyens des 1<sup>er</sup> et 6<sup>e</sup> régiments d'artillerie, au camp de Veaux, à l'Assemblée législative, dénonçant les ordres donnés par Lafayette, où les représentants de la Nation sont dépeints comme des scélérats qui ont abusé de l'autorité du peuple, des lâches qui ont fléchi le genou devant des factieux, et déclarant ne reconnaître d'autre volonté que celle de la Nation.

15 août 1792.

Original signé, A. N., C 161, n° 356.

3023. — Adresse des citoyens de Vaux à l'Assemblée législative, célébrant l'énergie du peuple parisien, grâce à laquelle la majorité d'un peuple souverain, jouet de l'intrigue et de la trahison, va être vengée, et priant de continuer la révolution jusqu'à la dernière goutte de leur sang.

15 août 1792.

Original signé, A. N., C 161, n° 356.



3024. — Adresse des Amis de la Liberté et de l'Égalité de Mantes à l'Assemblée législative, la félicitant d'avoir suspendu de ses fonctions le chef du pouvoir exécutif, ce traître couronné qui avait perdu depuis longtemps la confiance de tous les bons citoyens, et espérant que la Convention nationale proclamera la déchéance de Louis XVI et abolira l'hérédité du trône.

15 août 1792.

Original signé, A. N., C 161, n° 356.

3025. — Adresse de la Société patriotique de Nogent-sur-Seine à l'Assemblée législative, admirant le courage mâle, la noble énergie, la sagesse éclairée des Législateurs en ce jour terrible, où des citoyens ont été égorgés dans le palais de Louis XVI, et jurant de s'ensevelir sous les ruines de l'Empire plutôt que de survivre à la Liberté et à l'Égalité.

15 août 1792.

Original signé, A. N., C 161, n° 357.

3026. — Adresse des citoyens de La Rochelle à l'Assemblée législative, exprimant le vœu que Louis XVI soit déchu de ce trône, qu'il a environné de tous les fléaux destructeurs de la Liberté et qu'il vient de couvrir du sang de leurs frères, et que son règne fini engloutisse la Liste civile, foyer de corruption.

15 août 1792.

Original signé, A. N., C 161, n° 358.

3027. — Adresse des citoyens de Cherboug à l'Assemblée législative, déclarant qu'elle a sauvé la Patrie par son courage énergique, et émettant le vœu que les tribunaux ne soient plus souillés par la présence de ces êtres contrerévolutionnaires, si bien appelés du nom de *commissaires du Roi*, et que l'exécution des lois ne soit plus requise au nom d'un *Roi parjure*.

15 août 1792.

Original signé, A. N., C 161, n° 358.

3028. — Adresse des trois corps administratifs réunis en séance extraordinaire dans la ville de Toulon à l'Assemblée législative, attestant que le décret du

10 août relatif à la suspension du pouvoir exécutif était le vœu de tout bon Français et va déconcerter les intrigues des tyrans.

15 août 1792.

Original signé, A. N., C 165, n° 395.

3029. — Arrêté du Conseil général du district de Tonnerre, décidant que l'Assemblée nationale et le Département seront instruits du serment unanime et solennel prêté par tous ses membres de vivre pour la Liberté et l'Égalité et de mourir en les défendant, avec lettre d'envoi, accusant réception des actes du Corps législatif relatifs à la suspension du pouvoir exécutif et à la Convention nationale.

15, 16 août 1792.

Extrait et original signé 2 p. A. N., C 158, n° 333.

3030. — Adresse du Conseil du district de Beauvais à l'Assemblée législative, annonçant que les municipalités ont proclamé avec le plus grand appareil la suspension du Roi, que la statue de Louis XIV a été renversée, et déclarant s'associer aux mesures vigoureuses prises par l'Assemblée, qui viennent d'assurer à jamais la liberté de la France.

16 août 1792.

Original signé, A. N., C 158, n° 333.

Ed. *Archives parlementaires*, t. XLVIII, p. 315.

3031. — Adresse des citoyens et magistrats de Vierzon à l'Assemblée législative, proclamant que la mesure sage et vigoureuse, dictée par le salut de la Patrie, remplit leur âme de reconnaissance et d'admiration et promet l'affermissement de la Constitution ainsi que le maintien de la Liberté.

16 août 1792.

Original signé, A. N., C 158, n° 332.

Cf. *Archives parlementaires*, t. XLVIII, p. 293.

3032. — Adresse du directoire du district des Andelys à l'Assemblée législative, rendant hommage à sa fermeté au milieu de l'orage affreux qui s'est élevé contre elle, déclarant être vivement ému à la nouvelle que le sang du peuple français a coulé, et ne doutant pas que la Convention nationale, issue des suffrages du

propre, en son propre nom, l'homme d'un  
doux caractère, pour avoir fait l'homme  
M. Pantin, député de l'Eure.

16 août 1792.  
Original signé de N. P. 158, n° 328.  
Cf. Archives parlementaires, t. XLVIII, p. 328.

3033. — Adresse des grands juges de la  
Haute Cour nationale à l'Assemblée légis-  
lative, envoyant leur entière adhésion  
à ses décrets, avec le serment de main-  
tenir, jusqu'à leur dernier soupir, la Li-  
berté et l'Égalité.

16 août 1792.  
Original signé de l'Assemblée. Marquis-Alexandre  
de France, t. 5, p. 158, n° 329.  
Cf. Archives parlementaires, t. XLVIII, p. 329.

3034. — Lettre du Conseil permanent  
du district de Château-Thierry au prési-  
dent de l'Assemblée législative, envoyant  
son adhésion à la loi relative à la sus-  
pension du pouvoir exécutif, loi qui a été  
rendue pour le salut de la Patrie et en-  
voyée par ses soins à toutes les com-  
munes.

16 août 1792.  
Original signé, A. N., C 156, n° 333.  
Cf. Archives parlementaires, t. XLVIII, p. 357.

3035. — Délibération du Conseil du dis-  
trict de Douai, prise à l'occasion de l'ordre  
adressé par le général Arthur Dillon au  
commandant de la ville de Douai, et à son  
gardien de la Liberté, après que l'Assemblée  
nationale, par son décret du 10 août, a nommé  
le lieutenant-colonel Petit, le comman-  
dant du fort de Scarpe et celui du poste  
d'Orchies, seront invités à se conformer  
aux ordres que leur donneront les com-  
missaires de l'Assemblée, qui se trouvent  
à Douai, le 16 août.

16 août 1792.  
Original signé de N. P. 158, n° 334.  
Cf. Archives parlementaires, t. XLVIII,  
p. 411.

3036. — Adresse du Conseil général du  
district de Saint-Aignan-Montrichard à l'As-  
semblée législative, exprimant aux  
citoyens de cette ville, par l'Assemblée  
nationale, la reconnaissance de la Patrie  
et l'Assemblée nationale, pour avoir  
sauvé la Patrie, le 10 août, par son décret  
du 10 août, qui a nommé les citoyens de  
cette ville, qui arrivèrent au

de vigilance pour prévenir les désordres  
de l'anarchie.

16 août 1792.  
Original signé de N. P. 158, n° 335.

3037. — Adresse du Conseil général du  
district de Saint-Aignan-Montrichard (Loir-  
et-Cher) à l'Assemblée législative, s'asso-  
quant aux grandes mesures prises dans la  
journée à jamais mémorable du 10 août,  
et l'invitant à détruire tous les restes de  
la tyrannie et de l'oppression, à faire  
triompher la cause de la Liberté et à  
mourir, s'il le faut, pour atteindre ce but.

16 août 1792.  
Original signé de N. P. 158, n° 336.

3038. — Adresse du Conseil du district  
de Craon et officiers municipaux de  
Pommerieux Mayenne aux Législateurs  
libérateurs de la Patrie, envoyant leur  
adhésion aux mesures salutaires qui vont  
sauver le pays, grâce au courage iné-  
branlable montré par l'Assemblée dans  
la crise périlleuse résultant des projets  
abominables d'une cour scélérate.

16 août 1792.  
Original signé de N. P. 158, n° 337.  
Cf. Archives parlementaires, t. XLVIII, p. 412.

3039. — Adresse du Conseil général du  
district de Nancy à l'Assemblée législa-  
tive, reconnaissant que le décret du 10 de  
ce mois, concernant la suspension du  
pouvoir exécutif, est une mesure salutaire  
pour la Patrie, et l'Assemblée nationale,  
lorsque le calme aura su-  
cessé au tumulte, de rechercher si Louis XVI  
est innocent ou coupable des faits qui  
lui sont imputés.

16 août 1792.  
Original signé de N. P. 158, n° 338.

3040. — Adresse du Conseil général du  
district de Saint-Aignan-Montrichard à l'As-  
semblée législative, exprimant aux  
citoyens de cette ville, par l'Assemblée  
nationale, la reconnaissance de la Patrie  
et l'Assemblée nationale, pour avoir  
sauvé la Patrie, le 10 août, par son décret  
du 10 août, qui a nommé les citoyens de  
cette ville, qui arrivèrent au

nombre de 300 sous les armes du drapeau des Tuileries.

(Extrait d'Acte.)

Original signé, A. N., C 158, n° 332.

Cf. Archives parlementaires, t. XLVIII, p. 302.

3041. — Lettre de M. Louis Coste, sous-secrétaire du département de l'Hérault, au président de l'Assemblée législative, annonçant la transcription sur les registres du département de la loi relative à la suspension du pouvoir exécutif, ainsi que sa rapide transmission aux districts et municipalités et auquel l'Assemblée législative leur concourt.

(Extrait d'Acte.)

Original signé, A. N., C 159, n° 336.

3042. — Procès verbal de l'assemblée administrative du district de Mirepoix, constatant l'enregistrement du décret du 10 août, par lequel la suspension du pouvoir exécutif a été prononcée, et la prestation du serment de ne plus reconnaître d'autre souverain que le Corps législatif représentant le peuple, avec lettre d'envoi.

(Extrait d'Acte.)

Original signé, A. N., C 160, n° 340.

3043. — Adresse de la municipalité de Mirepoix, au Corps législatif, annonçant que le décret relatif à la suspension du pouvoir exécutif lui est parvenu le 13, qu'il a été proclamé le même jour, à la satisfaction générale, et envoyé aux différentes municipalités.

(Extrait d'Acte.)

Original signé, A. N., C 161, n° 345.

3044. — Procès verbal de l'assemblée administrative du district de Trévoux, qui se déclare pénétrée de reconnaissance pour l'Assemblée législative.

(Extrait d'Acte.)

Extrait signé, A. N., C 159, n° 339.

3045. — Adresse de la municipalité du district d'Issoire à l'Assemblée législative, annonçant que le décret relatif à la suspension du pouvoir exécutif a été proclamé le même jour, à la satisfaction générale, et envoyé aux différentes municipalités.

(Extrait d'Acte.)

Original signé, A. N., C 161, n° 345.

3046. — Adresse de la municipalité du district d'Hennebont à l'Assemblée législative, rappelant qu'ils avaient provoqué la déchéance d'un Roi dont l'Assemblée a prononcé la suspension, et adhérant de toute leur âme à ses décrets, avec lettre d'envoi.

(Extrait d'Acte.)

Original signé, A. N., C 161, n° 345.

3047. — Adresse des canonniers du district d'Hennebont à l'Assemblée législative, rappelant qu'ils avaient provoqué la déchéance d'un Roi dont l'Assemblée a prononcé la suspension, et adhérant de toute leur âme à ses décrets, avec lettre d'envoi.

(Extrait d'Acte.)

Original signé, A. N., C 161, n° 345.

Cf. Archives parlementaires, t. XLVIII, p. 291.

3048. — Adresse du tribunal criminel du district de Mirepoix à l'Assemblée législative, approuvant la suspension du pouvoir exécutif et la convocation d'une Convention nationale, mesures ardemment désirées par tous les bons citoyens.

(Extrait d'Acte.)

Original signé, A. N., C 160, n° 348.

3049. — Adresse des canonniers du bataillon des Champs-Élysées à l'Assemblée législative, rétractant le serment de fidélité prêté à un tyran suspendu par son souverain, demandant à être admis à prêter le serment de défendre la Liberté et l'Égalité, et proposant la réunion d'un conseil d'ingénieurs et de militaires patriotes à l'effet d'établir un plan de défense en cas de siège pour la ville de Paris.

(Extrait d'Acte.)

Original signé, A. N., C 161, n° 353.

Cf. Archives parlementaires, t. XLVIII, p. 284.

3050. — Adresse de la municipalité de la Constitution, de Troyes, affiliée aux Jacobins de Paris, à l'Assemblée législative, applaudissant aux mesures prises par le Corps législatif et déclarant qu'elle s'ensévelira sous les ruines du temple de la Liberté et de l'Égalité, plutôt que de vivre esclave.

(Extrait d'Acte.)

Original signé, A. N., C 161, n° 353.

Cf. Archives parlementaires, t. XLVIII, p. 288.

3030. — Adresse des empereurs de l'indépendance de la Cassa, de l'Almaty, de l'Amur, à l'Assemblée législative, lui adressant leur adhésion et leur reconnaissance pour les mesures prises et à prendre pour assurer la liberté de l'État.

10 août 1792.

Original signé, A. N., C 161, n° 357.  
Cf. Archives parlementaires, t. XLVIII, p. 290.

3031. — Adresse du Conseil général de la commune d'Orléans à l'Assemblée législative, lui exprimant son admiration pour l'usage de moyens puissants dans les circonstances critiques où elle se trouve, et l'assurant d'une entière soumission à ses lois.

16 août 1792.

Original signé, A. N., C 161, n° 358.

3032. — Adresse des citoyens de Rouen à l'Assemblée législative, applaudissant aux mesures vigoureuses qui, en jetant l'effroi et la consternation parmi les conspirateurs, ont rallié les vrais amis de la Liberté, et demandant si les lâches et ténébreux contre-révolutionnaires seront admis dans les assemblées électorales, où, par leurs intrigues, ils pourraient gêner l'esprit public et fausser les élections à la Convention nationale.

10 août 1792.

Original signé, A. N., C 161, n° 356.

3033. — Déclaration du Conseil général de la commune de Bethel, portant que, désireux de concourir au succès des mesures adoptées par l'Assemblée nationale, il emploiera tous les moyens pour assurer l'exécution de ses lois, notamment celui relatif à la Convention nationale.

14 août 1792.

Extrait signé, A. N., C 161, n° 356.  
Cf. Archives parlementaires, t. XLVIII, p. 391.

3034. — Adresse des citoyens de Rouen à l'Assemblée législative, lui adressant leur adhésion et leur reconnaissance pour les mesures prises et à prendre pour assurer la liberté de l'État.

10 août 1792.

Original signé, A. N., C 161, n° 357.  
Cf. Archives parlementaires, t. XLVIII, p. 290.

3035. — Adresse du Conseil du département de l'Eure à l'Assemblée législative, déclarant adhérer à tout ce qu'elle fera pour l'intérêt public et envoyant les délibérations qu'il a pris après les événements du 10 août.

16 août 1792.

Original et extrait signé, A. N., C 165, n° 393.

3036. — Arrêté du Conseil d'administration du district de Marvols, décidant l'envoi à toutes les municipalités du ressort, avec injonction de faire publier et afficher, en y apportant la plus grande solennité, les lois relatives à la formation d'une Convention nationale, et la suspension du pouvoir exécutif.

10 août 1792.

Extrait collationné, A. N., C 165, n° 395.

3037. — Adresse des bons citoyens de Toulouse, flétrissant les perfidies, les trahisons, les parjures de Louis XVI et exprimant le vœu qu'il subisse la peine due à son inépie, à sa perversité, et, puisqu'il ne sait pas être Roi, qu'il rentre dans la classe des citoyens indisciplinés et républicains, l'impuissance à faire le mal.

10 août 1792.

Original signé, A. N., C 161, n° 357.

3038. — Adresse des citoyens de Rouen à l'Assemblée législative, lui adressant leur adhésion et leur reconnaissance pour les mesures prises et à prendre pour assurer le salut de la chose publique, accompagné du serment de maintenir la Liberté et l'Égalité, avec lettre d'envoi au président de l'Assemblée législative.

10 août 1792.

Original et extrait signé, A. N., C 161, n° 357.

3039. — Procès-verbal de la séance du Conseil général de la commune de Rouen, du 10 août 1792, où il a été décidé que le Conseil général de la commune de Rouen, en vertu de ses pouvoirs, se réunira le 10 août 1792, à 8 heures du soir, à la salle de la Convention nationale.

17 août 1792. — Adresse envoyée aux Corps administratifs par M. Roumilly, et du district de Nogent-sur-Seine, les assembleurs patriotes pour la Convention nationale, avec lettre d'envoi.

17 août 1792.

Original signé, A. N., C 158, n° 334.

3060. — Adresses du Conseil général de la commune de Belfort, joint aux citoyens libres de cette ville, à l'Assemblée législative, déclarant qu'il a proclamé solennellement la loi relative à la suspension du pouvoir exécutif, mais qu'il a supprimé et dénoncé l'adresse du département du Haut-Rhin, qui provoquait la réunion des citoyens pour défendre jusqu'au dernier soupir le Roi constitutionnel, avec le texte de cette adresse.

17 août 1792.

Original signé, A. N., C 158, n° 334.

3061. — Adresse du Conseil du département du Lot à l'Assemblée législative, manifestant toute son indignation de la conduite de Louis XVI, qui a comblé la mesure en faisant couler le sang du peuple français pour l'asservir, et la félicitant d'avoir mis ce roi parjure dans l'impuissance de poursuivre le cours de ses attentats, acte de vigueur qui relève la majesté nationale de l'espèce d'amollissement où elle était tombée, avec lettre d'envoi de cette adresse et de diverses pièces, notamment d'une proclamation aux citoyens du département.

17 août 1792.

Original signé, A. N., C 158, n° 334.

3062. — Adresse du Conseil général de la commune de Nogent-sur-Seine, joint aux citoyens libres de cette ville, à l'Assemblée législative, la félicitant des lois sages, des décrets patriotiques et des lois émanées de la Patrie, émanées du sein des races d'une Révolution que des conspirateurs infatigables provoquaient depuis longtemps.

17 août 1792.

Original signé, A. N., C 158, n° 334.

3063. — Adresse des administrateurs du district d'Issoire à l'Assemblée législative, admirant le calme et la fermeté qu'elle a su montrer au milieu des événements terribles qui viennent de se passer et qui ont régénéré les Français, et envoyant leur adhésion aux décrets relatifs à la suspension du pouvoir exécutif et à la Convention nationale.

17 août 1792.

Original signé, A. N., C 158, n° 334.

Cf. Archives parlementaires, t. XLVIII, p. 330.

3064. — Adresse des administrateurs du département du Loiret à l'Assemblée législative, la félicitant d'avoir appelé au secours de la Patrie la Convention nationale, qui, sans doute, donnera un gouvernement solidement établi sur les vrais principes de la Liberté et de l'Égalité, premiers Droits de l'Homme, qu'ils jurent de maintenir en restant à leur poste.

17 août 1792.

Original signé, A. N., C 158, n° 333.

Cf. Archives parlementaires, t. XLVIII, p. 335.

3065. — Lettre de la municipalité de Reims à l'Assemblée législative, annonçant que les commissaires envoyés à l'armée du Centre ont été arrêtés à Sedan, et que la vie de M. de Kersaint a été en danger; que M. Le Veneur, maréchal de camp, haranguant les soldats, leur a dit qu'il n'y avait plus de Constitution et plus de Roi, qu'il ne restait d'autre alternative que de combattre pour Louis XVI ou pour Pétion, rapportant, en outre, que le maire de Sedan avait déclaré qu'il porterait sa tête à l'échafaud pour défendre celle du Roi.

17 août 1792.

Original signé, A. N., C 158, n° 333.

Ed. Archives parlementaires, t. XLVIII, p. 333.

3066. — Lettre du Conseil général permanent du district de Nogent-sur-Seine, envoyant son adhésion à toutes les opérations de l'Assemblée législative dans des circonstances aussi pénibles que dangereuses, opérations tendant au salut de la Patrie.

17 août 1792.

Original signé, A. N., C 158, n° 333.



3067. — Adresse des administrateurs du Conseil du district de Clamery à l'Assemblée législative, approuvant leur adhésion aux décrets du Corps législatif, notamment à celui du 10 août.

17 août 1793.

Original signé, A. N., C 178, n° 337.

3068. — Adresse des corps administratifs du département de l'Ain à l'Assemblée législative, lui rendant l'expression de leurs sentiments sur les réformes introduites, du 10 août, au régime d'un département, qui est aussi dans le cœur des administrés, comme dans celui des administrateurs, avec lettre d'envoi.

17 août 1793.

Extrait du journal officiel, A. N., C 178, n° 338 et 339.

3069. — Adresse du Conseil général de la commune de Fontenay à l'Assemblée législative, lui rendant hommage pour avoir renversé la tyrannie et invoqué la suspension des Prêtres, et renouvelant leur serment de mourir pour l'affranchissement de la Liberté et de l'Égalité, avec procès-verbal de la séance du Conseil général, en date du 17 août.

17 août 1793.

Original signé, A. N., C 178, n° 340.

Cf. Archives parlementaires, t. XLVIII, p. 430.

3070. — Adresse de la municipalité de Gouffonniers à l'Assemblée législative, donnant toute son adhésion à ses décrets pour l'abolition de l'Église, sanctionnés par l'énergie du peuple, demandant la déportation immédiate des prêtres réfractaires qui travaillent les citoyens en vue des assemblées primaires, et l'épuration des communes d'appointement, notamment celui de Seine-et-Marne, qui est « gangrené d'incivisme » et qui, lors du 20 juin, dans son adresse au Roi, a calomnié le gouvernement.

17 août 1793.

Original signé, A. N., C 178, n° 341.

Cf. Archives parlementaires, t. XLVIII, p. 430.

3071. — Adresse du Conseil général du département de l'Ain à l'Assemblée

législative, la félicitant d'avoir consacré le principe constitutionnel du souverainement du peuple par la loi relative à la formation de la Convention nationale, et d'avoir sauvé la Patrie par la suspension du chef du pouvoir exécutif, par l'organisation d'un nouveau ministère, composé de vrais amis du peuple, mesures qui justifient l'enthousiasme avec lequel, dans leur séance du 17 août, tous ont prêté le serment de vivre pour la Liberté et l'Égalité.

17 août 1793.

Original signé, A. N., C 178, n° 342.

3072. — Adresse du Conseil général de la commune de Hesdin à l'Assemblée législative, déclarant que sa sagesse, secondée par l'énergie du peuple de France, des braves fédérés, vient de sauver la Patrie du précipice dans lequel une Cour perfide et corrompue était prête à l'entraîner, et ajoutant que la journée du 10 août 1792 ne sera pas moins célèbre que celle du 14 juillet 1789 dans les fastes de la Liberté.

17 août 1793.

Original signé, A. N., C 178, n° 343.

3073. — Procès-verbal de la séance tenue par le Conseil du département du Pas-de-Calais, dans laquelle fut décidée la convocation de la garnison et de la garde nationale de la ville d'Arras, pour donner lecture de l'adresse de l'Assemblée nationale aux Français, où elle rend compte des motifs qui l'ont décidée à prononcer la suspension du Roi, ainsi que des divers actes émanés de l'Assemblée depuis le 10 août, avec lettre d'envoi.

17 août 1793.

Original signé, A. N., C 178, n° 344.

3074. — Adresse de la commune de la commune de l'Ariège à l'Assemblée législative, approuvant le choix éclairé des citoyens, groupés en sections, pour l'abolition de la tyrannie, dans la séance tenue le 10 août 1792.

17 août 1793.

Original signé, A. N., C 178, n° 345.

3075. — Adresse du Conseil général du département de l'Ain à l'Assemblée

gislative, envoyant son adhésion pleine et entière à la loi du 10 août et à toutes celles qui doivent le salut au peuple, et se repoussant de venir le royaume de la tyrannie passer, et la constitution n'être plus livrée à son plus mortel ennemi.

17 août 1792.

Original signé, A. N., C. 150, n° 336.

3076. — Déclaration des Conseils généraux de la commune et du district de Saint-Omer, décidant que l'ordre du général Arthur Dillon, envoyé à M. Desvaux, commandant en ladite ville, ne sera point communiqué aux troupes, mais déposé aux archives de la municipalité.

17 août 1792.

Copie manuscrite, A. N., C. 150, n° 336.

CF. *Adresses patriotiques*, t. XLVIII, p. 638.

3077. — Adresse du Conseil général du département du Morbihan à l'Assemblée législative, attestant que son attitude ferme et calme a déjoué la conspiration affreuse qui menaçait la Liberté, et demandant la promulgation d'une loi qui prononce la déportation des prêtres insermentés.

17 août 1792.

Original signé, A. N., C. 150, n° 336.

3078. — Adresses de la municipalité de Tournon à l'Assemblée législative, déclarant sanctionner d'avance tous les décrets que lui inspirera le salut de la Patrie, notamment celui qui commandait impérieusement la suspension provisoire du Roi, et envoyant l'arrêté qu'elle a cru devoir prendre contre les journaux et propos inconstitutionnels.

17 août 1792.

Original signé, A. N., C. 150, n° 336.

3079. — Adresse du Conseil général de la commune de N. 2001 (Rennes) aux citoyens de la Patrie, déclarant ne plus reconnaître d'autre pouvoir légitime que celui de l'Assemblée, et espérant que l'Europe, étonnée de ses premières mesures, verra dans celles qui restent à prendre, la plus sainte et la plus saine des

lois, et les avant-coureurs de la Liberté des deux mondes.

17 août 1792.

Original signé, A. N., C. 150, n° 337.

3080. — Adresse des Conseils généraux du district et de la municipalité, des corps judiciaires, de la garde et gendarmerie nationales de Remiremont à l'Assemblée législative, attestant que la loi relative à la suspension du pouvoir exécutif, rendue nécessaire par des trahisons sans cesse renouvelées, était désirée et attendue avec impatience par tous les bons citoyens.

17 août 1792.

Original signé, A. N., C. 150, n° 337.

3081. — Adresse des Conseils généraux du district et de la commune de Chinon à l'Assemblée législative, proclamant que le 10 août fut un jour de sang, parce que le peuple se trouva placé entre ces deux extrêmes : du sang ou l'esclavage, et que l'Assemblée a sagement agi en paralysant d'abord le pouvoir exécutif et en convoquant ensuite une Convention nationale.

17 août 1792.

Original signé, A. N., C. 150, n° 338.

3082. — Adresse des administrateurs du district de Marennes à l'Assemblée législative, approuvant les mesures prises contre le Roi, qui ne faisait usage d'une Liste civile monstrueuse que pour créer des partisans à l'aristocratie et augmenter le nombre des serviteurs du despotisme, et exprimant le vœu qu'une Convention nationale fasse justice de cette famille héréditairement malveillante et tire vengeance de la prostitution des sommes du peuple à un homme qui se servait de ses trésors pour le réduire à l'antique esclavage.

17 août 1792.

Original signé, A. N., C. 150, n° 338.

3083. — Adresses du Conseil général de la commune de Montparthenon aux mesures prises par l'Assemblée législative pour sauver la Patrie des dangers auxquels ses ennemis de tous genres l'ont exposée, et à la Convention nationale.

1793. — Adresse de la municipalité d'Andresy à l'Assemblée législative.

Andresy, le 20 août 1793. — N. 1041. — 1793.

1793. — Adresse des citoyens français composant le Conseil général du département des Basses-Pyrénées à l'Assemblée législative, la félicitant de la fermeté avec laquelle elle s'est opposée aux intrigues coupables qui menaçaient d'entraver la constitution républicaine. On y a suspendu sur le dit département 199,000 fr. de contribution dans les annales de l'univers et placent les représentants du peuple français parmi les bienfaiteurs de l'espèce humaine.

Orléans, le 20 août 1793. — N. 1042. — 1793.

1793. — Adresse de la municipalité d'Andresy à l'Assemblée législative, déclarant qu'en suspendant un Roi parjure à son trône, et en lui ôtant son sceptre de nuire par la suppression de la Liste civile, l'Assemblée a déconcerté l'aristocratie nobiliaire et brisé pour jamais le sceptre du despotisme.

Orléans, le 20 août 1793. — N. 1043. — 1793.

1793. — Adresse des Amis de la Constitution de Bourgogne à l'Assemblée législative, l'assurant de leur entière adhésion à toutes les mesures qu'inspireront les principes de la justice et la nécessité de sauver la Patrie, et déclarant être prêts à verser leur sang pour la défense de la Liberté et de l'Égalité.

Orléans, le 20 août 1793. — N. 1044. — 1793.

1793. — Adresse des citoyens d'Arras à l'Assemblée législative, adhérant à la déclaration des principes de l'Écriture et le sacrement de Louis XVI, comme moyen de sauvegarder la Liberté qui vient d'être

Orléans, le 20 août 1793. — N. 1045. — 1793.

1793. — Adresse de la municipalité de Montdidier à l'Assemblée législative, déclarant que la Convention nationale va, sur le vœu de l'Assemblée, établir l'Égalité, établir une constitution qui fera le bonheur de l'Empire français.

Orléans, le 20 août 1793. — N. 1046. — 1793.

1793. — Adresse du Conseil général de la commune de Boulogne à l'Assemblée législative, annonçant qu'il a proclamé solennellement le décret qui prononce la suspension du chef du pouvoir exécutif, ainsi que celui qui recommande le respect de la propriété, et que les citoyens sont venus demander l'enlèvement de la statue équestre de Louis XIV, transférée naguères de l'ancien château du maréchal de Boufflers sur la place publique.

Orléans, le 20 août 1793. — N. 1047. — 1793.

1793. — Adresse des citoyens de Cognac à l'Assemblée législative, déclarant que ses décrets du 10 août sauveront la Patrie, et jurant de maintenir toutes les mesures que prendra l'Assemblée dans sa sagesse.

Orléans, le 20 août 1793. — N. 1048. — 1793.

1793. — Adresse de la commune des volontaires Rochellais à l'Assemblée législative, annonçant qu'une nouvelle compagnie de ces braves citoyens va se joindre à ceux déjà réunis au général Montequion, et exhortant l'Assemblée à continuer de rendre ses loix plus sages et plus utiles.

Orléans, le 20 août 1793. — N. 1049. — 1793.

1793. — Adresse des Amis de la Liberté et de l'Égalité, de Laon, à l'Assemblée législative, l'assurant de leur entière adhésion à toutes les mesures qu'elle prendra pour la défense de la Patrie, et déclarant que c'est par les Parisiens, par les Marseillais, par les Bretons, par tous les Français, que

querants et sauveurs de la Liberté, et à punir les traîtres.

17 août 1792.

Original signé, A. N., C 151, n° 327.

3093. — Adresse des citoyens Libres de Lorient à l'Assemblée législative, la félicitant d'avoir sauvé la Patrie, et d'avoir mis Louis XVI dans l'impossibilité de conspirer contre la Liberté, et déclarant que tous les satellites de la terre se déchaineraient contre eux, ils n'en mourraient pas moins libres.

17 août 1792.

Original signé, A. N., C 151, n° 328.

Cf. Archives parlementaires, t. XLVIII, p. 328.

3094. — Adresse du Conseil général de la commune de Quilbén et Laval-Aube à l'Assemblée législative, manifestant toute la joie qu'éprouve le peuple patriote de toute la contrée en apprenant la prochaine convocation d'une Convention nationale, appelée à détruire de fond en comble les abus qui s'étaient glissés dans la Constitution par les menées des fauteurs de l'anarchie.

17 août 1792.

Original signé, A. N., C 151, n° 329.

3095. — Adresse du Conseil général de la commune de Bar-sur-Aube à l'Assemblée législative, lui présentant un juste tribut d'admiration pour la journée du 10 août, comme le moment décisif des factes de la Liberté, où les fédérés des 83 départements et le peuple entier de la capitale ont fait rentrer les conspirateurs dans le néant, avec lettre d'envoi.

17 août 1792.

Imprimé et original signés (2 p.), A. N., C 151, n° 330.

3096. — Adresse de l'administration du district de Saint-Malo à l'Assemblée législative, félicitant celle-ci de la journée du 10 août, et de l'énergie qui dictèrent ses vigoureux décrets et sauvèrent la Patrie du précipice où voulait la plonger un monarque perfide, par une lettre adressée au fédérateur.

17 août 1792.

Imprimé et original signés (2 p.), A. N., C 151, n° 331.

3097. — Adresse des citoyens de Lorient-Saint-Jacques à l'Assemblée législative, de la part de celle-ci à la suite de son décret en prononçant la suspension du pouvoir exécutif, exprimant le regret qu'elle ait eu la faiblesse d'absoudre le perfide Lafayette, et venant au premier ordre tous ses députés qui ont voté en faveur du Roi, en particulier les sept députés du Jura qu'ils considèrent comme traitres à la Patrie.

18 août 1792.

Original signé, A. N., C 151, n° 332.

3098. — Adresse du Conseil du département de la Sarthe à l'Assemblée législative, la félicitant d'avoir déjoué la coalition monstrueuse d'ennemis du dehors et les machinations perverses du fanatisme au dedans, qui conspirent la perte de la Patrie, et célébrant son courage héroïque pour être resté méconnaissable au milieu de l'orage.

18 août 1792.

Original signé, A. N., C 151, n° 333.

3099. — Adresse des municipalités et citoyens de Coudré et d'Essemau réunis à l'Assemblée législative, exprimant toute leur admiration pour le calme et le sang-froid avec lesquels les représentants de la Nation ont délibéré, entourés des cadavres de ceux qu'on immolait « pour nous forcer à reprendre nos fers », scène que devra faire revivre l'artiste qui a peint la mémorable séance du Jeu de Paume de 1789.

18 août 1792.

Original signé, A. N., C 158, n° 333.

Cf. Archives parlementaires, t. XLVIII, p. 363.

3100. — Adresse du tribunal du district de Lisieux à l'Assemblée législative, envoyant l'expression de son admiration et de sa reconnaissance pour le courage montré par les représentants au milieu des dangers qui les menaçaient et qui les environnent encore, avec prestation du serment de maintenir la Liberté et l'Égalité.

18 août 1792.

Original signé, A. N., C 158, n° 333.

[61] — Adresse de la municipalité d'Auxerre à l'Assemblée législative, célé-

pour la nation du 10 août, à jurer solennellement pour les années qui s'écouleront le premier de présenter et maintenir toutes lois qui sauvent la patrie, et résistent aux tyrans, aux oppressions de la France, sous qu'on s'effraie, frères qui ont libéré les Français de l'oppression du peuple.

18 août 1792.

Original signé, A. N., C 158, n° 332.

3102. — Adresse des citoyens de Beaugency à l'Assemblée législative, déclarant avoir proclamé, le 13 août, avec le plus grande solennité, le décret sur la suspension du Roi, qui a été accueilli par les témoignages de la plus vive satisfaction.

18 août 1792.

Original signé, A. N., C 158, n° 333.

3103. — Lettre de M. Pottotieux, substitut du procureur syndic du district de Laon, au président de l'Assemblée législative, adressant un extrait de ses délibérations, en vertu duquel il a exécuté l'arrêt du département de l'Aisne, qui surseoit à la transcription de la loi suspendant le pouvoir exécutif.

18 août 1792.

Original signé, A. N., C 158, n° 334.

3104. — Adresse des citoyens libres composant le Conseil général de la commune de Mont à l'Assemblée législative, jurant avec elle de ne pas survivre à la perte de la Liberté et de l'Égalité, et déclarant que, pour empêcher l'exécution de la Loi sur les débris de ceux construits par les tyrans pendant le sommeil du peuple, que la République française est née, que pour être libre, elle ne doit pas être esclave parce qu'elle est éclairée, et qui sera toujours libre parce qu'elle a juré de l'être.

18 août 1792.

Original signé, A. N., C 158, n° 335.

3105. — Adresse des citoyens de Mont à l'Assemblée législative, déclarant avoir proclamé, le 13 août, avec le plus grande solennité, le décret sur la suspension du Roi, qui a été accueilli par les témoignages de la plus vive satisfaction.

décrets et l'adjurant de frapper du glaive de la Loi tous ceux que la justice du peuple n'a pu atteindre, les mânes de nos pères, nos vœux, les vœux de la Nation, nous ont donné le courage nécessaire au salut public, de nous donner une patrie libre.

18 août 1792.

Original signé, A. N., C 158, n° 336.

3106. — Adresse du district de Pont-Audemer à l'Assemblée législative, envoyant son adhésion aux mesures extraordinaires qu'ont déterminé les plus fortes présomptions, peut-être la preuve acquise d'un grand attentat contre la Liberté nationale.

18 août 1792.

Original signé, A. N., C 158, n° 337.

3107. — Lettre du commissaire du département de la Manche, faisant fonctions de procureur syndic, au président de l'Assemblée législative, adressant le procès-verbal de la prestation de serment des corps constitués, et annonçant l'impression et l'envoi immédiat dans les districts des lois relatives à la suspension du pouvoir exécutif.

18 août 1792.

Original signé, A. N., C 158, n° 338.

3108. — Adresse des citoyens du département des Côtes-du-Nord à l'Assemblée législative, déclarant que les Patriotes, qui ont juré de ne pas survivre à la perte ayant juré d'asservir la France entière, ont fait ouvrir les yeux sur les complots criminels qui devaient anéantir la France. Un peuple libre ne peut pas se soumettre, dans une Convention nationale, si un pouvoir qui, par des trames cruelles, veut le rendre esclave, ne se soumet pas à la Nation. La Nation est libre, et un obstacle incompatible avec l'action de la Nation est le pouvoir qui se soumet à la Nation.

18 août 1792.

Original signé, A. N., C 158, n° 339.

3109. — Adresse des citoyens du département de la Manche, faisant fonctions de procureur syndic, au président de l'Assemblée législative, adressant le procès-verbal de la prestation de serment des corps constitués, et annonçant l'impression et l'envoi immédiat dans les districts des lois relatives à la suspension du pouvoir exécutif.



mesures adoptées par l'Assemblée et nécessitées par les circonstances les plus graves.

18 août 1792.

Original signé, A. N., C. 158, n° 335.

3410. — Adresse des Conseils généraux du département de l'Orne, du district et de la commune d'Alençon, à l'Assemblée législative, de l'autorité qu'en suspendant de ses fonctions le chef du pouvoir exécutif, elle a sauvé l'Empire dont la ruine semblait inévitable, et qu'en décrétant une Convention nationale, elle a prévenu le retour des maux dont le pays a failli être victime.

18 août 1792.

Impression officielle, conforme et signé par les président et secrétaire du département, A. N., C. 158, n° 334.

Cl. Archives parlementaires, t. XLVIII, p. 439.

3411. — Adresse des Conseils du district et de la commune d'Amboise, joints au tribunal et aux commandants de la garde nationale, à l'Assemblée législative, donnant leur adhésion aux mesures prises pour le salut de la Patrie, notamment à la suspension du chef du pouvoir exécutif, objet de défiances générales qu'une nouvelle conspiration contre le peuple n'a que trop justifiées.

18 août 1792.

Original signé, A. N., C. 158, n° 335.

3412. — Adresse des administrateurs du département de la Mayenne à l'Assemblée législative, déclarant que le courage et l'énergie déployés par elle depuis le 10 août ont excité leur admiration, et qu'inviolablement attachés aux représentants de la Nation et soumis à leurs décrets, ils lui offrent un hommage digne d'eux et digne d'hommes libres.

18 août 1792.

Original signé, A. N., C. 158, n° 336.

3413. — Adresse des administrateurs du département des Deux-Sèvres, annonçant qu'à la réception des décrets rendus par l'Assemblée des députés le 10 août, ils ont encouragé tous les fonctionnaires publics à servir la Nation par les mêmes

mesures adoptées par l'Assemblée, et qu'ils adhèrent aux sages mesures prises pour le salut de l'Empire et tous juré, avec les citoyens présents, de maintenir la Liberté et l'Égalité.

18 août 1792.

Original signé, A. N., C. 158, n° 335.

3414. — Adresse du Conseil général du district de Civray à l'Assemblée législative, proclamant que de vrais administrateurs doivent se serrer autour des représentants du peuple, menacés de toutes parts et déchirés par des factions dangereuses, et renouvelant le serment de défendre la Liberté et de maintenir l'Égalité.

18 août 1792.

Copie conforme, A. N., C. 158, n° 335.

3415. — Adhésion des Conseils généraux du district et de la commune de Breteuil, joints au tribunal et à la garde nationale, aux décrets rendus à la suite des événements du 10 août et aux judicieuses mesures de l'Assemblée contre les entreprises du despotisme sur la Liberté, avec lettre d'envoi au président de l'Assemblée législative.

18 août 1792.

Impression officielle, conforme et signé par les administrateurs, A. N., C. 159, n° 336.

3416. — Procès-verbal de la prestation du serment de maintenir la Liberté et l'Égalité ou de mourir pour leur défense par le Conseil général du district de Barle-Duc, avec lettre d'envoi au président de l'Assemblée législative.

18 août 1792.

Impression officielle, conforme et signé par les administrateurs, A. N., C. 159, n° 336.

3417. — Adresse des administrateurs du district de Trévoux à l'Assemblée législative, célébrant les sages mesures qu'elle a prises dans la journée du 10 pour sauver la Patrie, et assurant le Corps législatif de leur zèle à concourir au maintien de la Liberté et de l'Égalité.

18 août 1792.

Original signé, A. N., C. 159, n° 336.

3118. — Présence au serment de la commune de Lorient de 112000 par les Censeurs généraux de l'Assemblée Nationale.

18 août 1792.

Original signé, A. N., C. 159, n° 339.

3119. — Déclaration du Conseil général de la commune de Bernay, affirmant son adhésion aux décrets du 10 août pour la suspension des lois, exprimant le vœu que l'Assemblée nationale se réunisse, et renouvelant le serment civique, avec lettre d'ajournement de l'Assemblée législative.

18 août 1792.

Original signé, A. N., C. 159, n° 339.

3120. — Adresse du Conseil général de l'arrondissement de Saint-Quentin à l'Assemblée législative, l'assurant de son dévouement patriotisme, et la félicitant d'avoir arraché d'une main hardie le voile qui couvrait les projets sanguinaires d'une cour perdue et corrompue.

18 août 1792.

Original signé, A. N., C. 159, n° 339.

Château de la Ferté-Macé, 3 XLIII, p. 80.

3121. — Déclaration de la commune d'Orléans de Louviers, flétrissant la conduite de Louis XVI, ce tyran parjure, qui n'a fait qu'un usage criminel de son veto suspensif, et des satellites royaux qui, dans la journée du 10 août, ont versé sur le palais des Tuileries le sang des Parisiens et de leurs frères, les fédérés des 83 départements, et donnant son entière adhésion à tous les décrets de l'Assemblée nationale rendus depuis le 10 août, avec lettre d'envoi.

18 août 1792.

Château de la Ferté-Macé, 3 XLIII, p. 80.

3122. — Adresse de l'administration de la commune de Gisors à l'Assemblée législative, protestant contre les récessus de la cour, adoptés par le parlement, et exprimant le vœu que l'Assemblée nationale se réunisse, et renouvelant le serment civique.

18 août 1792.

Original signé, A. N., C. 159, n° 339.

3123. — Procès-verbal de la prestation du serment de maintenir la Liberté et l'Égalité par le Conseil général du district de Joigny.

18 août 1792.

Expédition, A. N., C. 159, n° 339.

3124. — Adresse du Conseil général de la commune de Noyon à l'Assemblée législative, déclarant qu'il pleure amèrement ses frères massacrés lors de la mémorable journée du 10 août, et les vœux d'un tyran, et que l'on soupire après une Révolution qui rendit à la Nation toute sa souveraineté, imprudemment aliénée.

18 août 1792.

Original signé, A. N., C. 159, n° 339.

3125. — Adresse des municipalités du département de la Seine-et-Marne aux Assemblées départementales, rendant grâce de la Patrie, leur rendant grâce d'avoir terrassé le pouvoir perdue qui voulait opprimer la Liberté, de l'avoir fait disparaître dans la journée à jamais mémorable du 10 août, au milieu des flammes qui ont dévoré le repaire de la tyrannie, et d'avoir su maintenir la souveraineté du peuple en convoquant une Convention nationale.

18 août 1792.

Original signé, A. N., C. 159, n° 339.

3126. — Procès-verbal de la prestation du serment nouvellement prescrit par les membres composant le Conseil du département de l'Assemblée législative.

18, 22 août 1792.

Original signé, A. N., C. 159, n° 339.

3127. — Adresse des municipalités de la commune de Saint-Breuc au tribunal criminel du département des Côtes-du-Nord, à Saint-Breuc.

18 août 1792.

Original signé, A. N., C. 159, n° 339.

3128. — Adresse du Conseil général de la commune de Lorient à l'Assemblée législative, la félicitant de la suspension des lois, et exprimant le vœu que l'Assemblée nationale se réunisse, et renouvelant le serment civique.

exprimant le vœu que les auteurs de la trahison du château les Français soient punis, pour venger les victimes qui ont été immolées, sur l'ordre d'un du Conseil général du département des Côtes-du-Nord.

18 août 1792.

Original signé, A. N., C 161, n° 349.

3129. — Adres. des administrateurs du département de la Vendée à l'Assemblée législative, déclarant que les factieux qui s'agitaient autour d'eux à l'instar de ceux de la capitale, laissaient entrevoir les mêmes excès, qui se sont précédés, et invitant l'Assemblée à frapper sans pitié tous les traitres, quels qu'ils soient.

18 août 1792.

Original signé, A. N., C 161, n° 341.

3130. — Lettre du président du département de l'Aveyron au président de l'Assemblée législative, adressant l'acte d'adhésion du Conseil du département, joint au District et à la municipalité de Rodez, à l'acte du Corps législatif qui a prononcé la suspension provisoire du Roi.

18 août 1792.

Original et autres copies, A. N., C 161, n° 342.

3131. — Lettre du Conseil du département du Lot au président de l'Assemblée législative, annonçant qu'il a proscrit tous les journaux incendiaires dont le poison dangereux se répandait avec profusion et tâchait d'étouffer les progrès de la raison et de la vérité.

18 août 1792.

Original signé, A. N., C 161, n° 343.

3132. — Procès-verbal de la prestation de serment faite par les corps constitués et les citoyens d'Albion, en présence du Conseil du département.

18 août 1792.

Original et autres copies, A. N., C 161, n° 344.

3133. — Lettre de M. Jacques Monce, maréchal de camp, commandant la 47<sup>e</sup> division militaire, au président de l'Assem-

blée législative, annonçant que les fonctionnaires militaires de la 17<sup>e</sup> division se sont rendus à l'Assemblée et attendent ses ordres à la barre pour prêter leur serment.

18 août 1792.

Original signé, A. N., C 161, n° 345.

3134. — Lettre de M. Alexis Larouvier, capitaine au 36<sup>e</sup> régiment d'infanterie, à l'Assemblée législative, se faisant gloire du titre de jacobin et sans-culotte, donné par les tyrans et les traitres aux vrais amis de la Liberté, et jurant fidélité à la Nation.

18 août 1792.

Original signé, A. N., C 161, n° 355.

3135. — Adresse de la Société des Amis de la Constitution de Calais à l'Assemblée législative, la félicitant d'avoir arraché le timon de l'Etat à des mains au moins suspectes et d'en avoir rendu le maniement à des hommes qui avaient emporté l'estime et les regrets des citoyens.

18 août 1792.

Original signé, A. N., C 161, n° 356.

3136. — Adresse des citoyens de Besançon à l'Assemblée législative, déclarant que rien ne saurait exprimer la joie du peuple français, lorsqu'il a appris les sages décrets rendus par les Législateurs, et se plaignant de ce qu'on laisse les braves soldats sans armes, en face des vils suppôts de l'Autriche.

18 août 1792.

Original signé, A. N., C 161, n° 357.

3137. — Adresse des patriotes de Bayeux à l'Assemblée législative, manifestant leurs regrets du sang français répandu dans la funeste journée du 10 août, applaudissant au décret qui exige le serment des pensionnaires de l'Etat et demandant la confiscation des biens des conspirateurs qui ont appelé à leur secours les nations étrangères.

18 août 1792.

Original signé, A. N., C 161, n° 358.

3138. — Adresse des citoyens d'Amiens à l'Assemblée législative, déclarant que la Nation entière a sanctionné le décret qui

suspend l'insubordination, l'incorrigible Louis XVI, qu'il faut que la Liberté ne peut exister qu'après l'extinction totale des tyrans.

18 août 1792.

Original signé, A. N., C 165, n° 358.

3439. — Adresse des citoyens de Clermont-Ferrand à l'Assemblée législative, proclamant qu'ils l'avaient vue, avec la joie qui caractérise les hommes libres, se joindre à la hauteur des circonstances.

18 août 1792.

Original signé, A. N., C 165, n° 359.

3440. — Adresse de la Société des Dames de la Constitution de Lille à l'Assemblée législative, la félicitant de ses décrets pleins d'énergie, qui assurent à jamais la Liberté ainsi que l'Égalité, et déposant les piques dont elles sont armées contre l'ennemi, pour préparer des couronnes civiques aux braves et généreux Législateurs, et inscrire leurs noms sur l'airain.

18 août 1792.

Original signé, A. N., C 165, n° 360.

3441. — Adresse des citoyens de Landelles à l'Assemblée législative, attestant que depuis longtemps ils étaient convaincus que Louis XVI était l'ennemi de la Nation, l'auteur de tous les maux qui déchirent la France, et que depuis longtemps ils attendaient le remède extrême, mais nécessaire, de sa déchéance, et regrettant que l'Assemblée n'ait prononcé que sa suspension.

18 août 1792.

Original signé, A. N., C 165, n° 361.

Cf. Annuaire révolutionnaire, t. XVIII, p. 100.

3442. — Adresse des citoyens libres (Paris) à l'Assemblée législative, déclarant que les satellites du despote Louis XVI croyaient assurer par des flots de sang le retour du despotisme, que le nouveau Charles IX et la nouvelle Médicis, sa compagne, ont dirigé les coups assassins, et affirmant que les députés timides ne sont plus à craindre depuis que le bonnet des Turbans a tombé d'eux.

18 août 1792.

Original signé, A. N., C 165, n° 362.

3443. — Adresse des administrateurs du district de Châteauguyon à l'Assemblée législative, proclamant que la journée du 10 août est celle du réveil d'une nation libre qui connaît sa souveraineté et déteste la tyrannie, et envoyant leur serment de défendre, jusqu'à la mort, la Liberté et l'Égalité, Droits de l'Homme imprescriptibles.

18 août 1792.

Original signé, A. N., C 165, n° 363.

3444. — Procès-verbal de la prestation du nouveau serment civique par le Conseil d'administration du district de Veze-lise.

18 août 1792.

Extrait collationné, A. N., C 166, n° 301.

3445. — Adresse des administrateurs du district de Meaux à l'Assemblée législative, annonçant que leurs concitoyens sont à la hauteur des graves événements du 10 août, et acquiescent de cœur et d'esprit aux mesures aussi grandes que vigoureuses contenues dans la loi du 10, et engageant l'Assemblée à couronner ses pénibles travaux en écrasant à jamais l'hydre du despotisme.

18 août 1792.

Original signé, A. N., C 165, n° 364.

3446. — Adresse du conseil général de la commune de Saint-Ouen, joint à la garde nationale, à l'Assemblée législative, réclamant le prompt et bref jugement des scélérats aristocrates qui défendaient, le 10 août, le château des Tuileries contre le peuple, et qui ont causé la perte de tant d'honnêtes citoyens, morts par leur cruauté, et jurant de verser jusqu'à la dernière goutte de leur sang pour la cause sacrée de la Liberté civile et l'Égalité.

18 août 1792.

Original signé, A. N., C 165, n° 365.

Cf. Annuaire révolutionnaire, t. XVIII, p. 100.

3447. — Lettre au serment juré par le conseil général de la commune de l'Assemblée législative, attestant que la publication de la loi du 10 août a inspiré à tous les citoyens une sainte ferveur, et que tous les citoyens ont juré de défendre, jusqu'à la mort, la Liberté et l'Égalité, Droits de l'Homme imprescriptibles.

danerense et n'a même talent en rien le patristisme des habitants, qui font tous les sacrifices pour la défense de la Patrie.

19 août 1792.

Original signé, A. N., C 158, n° 334.  
Cf. *Archives parlementaires*, t. XLVIII, p. 429.

3148. — Lettre de M. Anthoine, maire de Metz, au président de l'Assemblée législative, déclarant qu'il n'y a pas de temps à perdre pour envoyer des commissaires à l'armée de Luckner, où certains officiers ont eu l'audace de proposer de mettre bas les armes, d'autres de marcher contre Paris et contre l'Assemblée nationale, qu'ils appellent le club des Jacobins.

19 août 1792.

Original signé, A. N., C 158, n° 331.  
Cf. *Archives parlementaires*, t. XLVIII, p. 429.

3149. — Procès-verbal de la prestation du serment civique par les officiers municipaux de la commune d'Estreussaint-Denis, avec lettre d'envoi à l'Assemblée législative, applaudissant à sa conduite ferme et courageuse depuis le 10 août, et assurant qu'elle a toute leur confiance.

19-20 août 1792.

Copie conforme et original signé, A. N., C 158, n° 331.

3150. — Adresse des officiers municipaux et du Conseil général de la commune de Mennecey à l'Assemblée législative, annonçant que le décret pour la suspension du Roi a obtenu l'adhésion de tous les citoyens de cette commune, et que si l'Assemblée périt pour la Liberté, son tombeau sera le leur.

19 août 1792.

Original signé, A. N., C 158, n° 335.

3151. — Adresse du Conseil général du district de Poitiers à l'Assemblée législative, applaudissant et adhérent à tous ses décrets, quoique déterminés par des circonstances cruelles et impérieuses, puisqu'elles ont fait couler du sang et des larmes, et saluant la Révolution mémorable par laquelle la Nation française a prouvé

depuis plusieurs siècles par ses rois, a eu le courage de ressaisir sa souveraineté.

19 août 1792.

Original signé, A. N., C 158, n° 345.

3152. — Lettre du Conseil permanent du département de l'Indre au président de l'Assemblée législative, déclarant qu'étant à même d'apprécier les événements des 9 et 10 août et les mobiles qui ont dicté la loi du 10 de ce mois, et y voyant le triomphe de la Liberté sur le despotisme, il s'est empressé de transmettre cette loi aux administrations.

19 août 1792.

Original signé, A. N., C 158, n° 345.

Cf. *Archives parlementaires*, t. XLVIII, p. 391.

3153. — Procès-verbal de l'administration du département de Saône-et-Loire, constatant la prestation par les citoyens de Mâcon, au pied de l'arbre de la Liberté, du serment de défendre la Liberté et l'Égalité, d'après la formule suivante : « Je jure à Dieu, protecteur de la Liberté, à Dieu qui créa les hommes égaux en droits, de maintenir la Liberté et l'Égalité ou de mourir en les défendant », avec lettre d'envoi à l'Assemblée législative.

12 août 1792.

Extrait et original signés, 2 p., A. N., C 159, n° 336.

3154. — Adresse du Conseil permanent du district de Grenoble à l'Assemblée législative, la félicitant d'avoir suspendu de ses fonctions un Roi parjure et d'avoir appelé « le souverain » pour délibérer sur les moyens d'assurer sa liberté contre les entreprises de la royauté héréditaire, ce montre ennemi du bonheur social.

19 août 1792.

Original, A. N., C 159, n° 336.

3155. — Adresse du Conseil général du district de Montivilliers à l'Assemblée législative, déclarant que, si une partie des traites qui avaient juré la ruine du peuple français a subi un juste châtiment, les plus criminels ne sont pas encore punis, et invitant l'Assemblée à frapper du



gouvernement de la loi, garantissant et établissant la sécurité toutes les lois communes.

19 août 1792.

Original signé, A. N., C 159, n° 336.

3156. — Adresse du conseil des députés de l'arrondissement de Tournai à l'Assemblée législative, déclarant qu'il partage le sentiment général des Français, qui tous veulent maintenir les grands principes de toute association politique, les Droits de l'Homme, le respect des propriétés, la Liberté et l'Égalité, et qu'il s'engage à l'union des représentants, la Patrie sur le penchant de sa chute.

19 août 1792.

Original signé, A. N., C 159, n° 337.

3157. — Adresse du tribunal du département d'Indre-et-Loire à l'Assemblée législative, exprimant sa soumission aux lois dictées par le salut public et envoyant l'acte de la prestation du nouveau serment civique, avec lettre de M. Athanase Yvonne commissaire pour assister à l'élection.

19 août 1792.

Original signé, A. N., C 159, n° 338.  
N. S. Archives nationales, C. 154 VII.

3158. — Déclaration de la Municipalité de Villeneuve-le-Roi, félicitant l'Assemblée législative de la fermeté dont elle a fait preuve au moment où les malveillants étaient aux prises avec les patriotes, et de la sagesse de ses décrets, et adressant sa prestation du serment de défendre la Liberté et l'Égalité, avec lettre d'envoi.

19 août 1792.

Original signé, A. N., C 159, n° 339.  
N. S. Archives nationales, C. 154 VII.

3159. — Adresse de la commune de Condé-sur-Noireau à l'Assemblée législative, la félicitant d'avoir montré à l'Europe, lors de la grande crise du 10 août, que les représentants étaient des hommes, et qu'ils ne pouvaient que la mort ou l'échec au péril de la mort, et jurant de rester près de son drapeau, quelle que soit la situation pour le maintien de la Constitution.

de l'Égalité, avec lettre des officiers municipaux.

19 août 1792.

Original signé, A. N., C 159, n° 340.

3160. — Lettre du Conseil du département de la Haute-Loire à l'Assemblée législative, annonçant qu'il a fait imprimer de suite la loi du 10 août relative à la suspension du pouvoir exécutif, et qu'il l'a adressée sans retard aux directeurs des districts.

19 août 1792.

Original signé, A. N., C 159, n° 338.

3161. — Lettre des officiers municipaux de la ville de Pau au président de l'Assemblée législative, adressant l'expression de leur reconnaissance pour les mesures justes et vigoureuses qui ont sauvé la Constitution.

19 août 1792.

Original signé, A. N., C 159, n° 338.

3162. — Adresse des citoyens de Constantes à l'Assemblée législative, applaudissant à l'énergie et au courage avec lesquels elle a fait respecter, dans la mémorable journée du 10 août, la souveraineté nationale méconnue par une cour perfide et ses odieux partisans, et manifestant leur indignation contre ceux qui, lors de cette terrible journée, ont lâchement abandonné leur poste.

19 août 1792.

Original signé, A. N., C 159, n° 338.

3163. — Adresse des citoyens de la commune de Tréport-Océan à l'Assemblée législative, lui rendant grâce d'avoir suspendu l'action et le pouvoir de l'agent exécutif des lois, mandataire reconnu infidèle, et d'avoir appelé la Nation à décider de la forme du régime de son territoire, et à donner la sanction à son organisation municipale.

19 août 1792.

Original signé, A. N., C 159, n° 338.

3164. — Procès-verbal de la commune de Courmoulin, se soumettant à l'Assemblée législative.

place et au pied de l'autel de la Liberté, par tous les corps civils et militaires et par une multitude immense de citoyens, qui ont juré de défendre la Liberté jusqu'à la mort, avec lettre d'envoi du président du département de l'Isère à l'Assemblée législative.

19 août 1792.

Extrait conforme, et original signé, A. N., C 160, n° 343.

3169. — Procès-verbal du directeur du district de Ploemel, constatant la prestation solennelle du serment civique faite sur la place publique, en présence de la garde nationale, du régiment de la Guadeloupe en armes et d'une foule considérable de citoyens.

19 août 1792.

Copie conforme, A. N., C 160, n° 340.

3170. — Adresse du Conseil permanent de la commune de Grenoble à l'Assemblée législative, lui rendant grâce d'avoir suspendu le pouvoir exécutif, ainsi que la Liste civile, instrument d'intrigues et de corruption, et d'avoir permis au peuple, invité à exercer sa souveraineté dans une Convention nationale, d'affermir sur des bases immuables la Liberté et l'Égalité.

19 août 1792.

Original signé, A. N., C 160, n° 340.

3171. — Adresse des citoyens de Montélimar à l'Assemblée législative, envoyant leur adhésion aux actes du Corps législatif du 10 août et approuvant les mesures qu'il a prises pour sauver le peuple.

19 août 1792.

Original signé, A. N., C 160, n° 342.

3172. — Adresse des citoyens de Beaune à l'Assemblée législative, déclarant que depuis longtemps ils avaient pressenti la journée du 10 août et entrevu la nécessité d'arrêter des jours de délire et de confusion le fanatisme qui tentait de terrasser le fanatisme expirant et d'écraser le despotisme.

19 août 1792.

Original signé, A. N., C 160, n° 341.

3169. — Adresse des corps constitués de Libourne à l'Assemblée législative, annonçant la publication solennelle des décrets sur la suspension du Roi et la convocation d'une Convention nationale, qui ont électrisé tous les citoyens et fait succéder le calme à l'agitation.

19 août 1792.

Original signé, A. N., C 160, n° 345.

3170. — Adresse du directeur du district de Savenay à l'Assemblée législative, déclarant qu'il attendait depuis longtemps la suspension du pouvoir exécutif et félicitant l'Assemblée de l'énergie qu'elle a montrée dans ces circonstances difficiles.

19 août 1792.

Original signé, A. N., C 160, n° 345.

3171. — Procès-verbal du Conseil général du département de la Corrèze, donnant formellement son adhésion au décret qui convoque une Convention nationale et prêtant le serment de maintenir la Liberté et l'Égalité.

19 août 1792.

Copie conforme, A. N., C 160, n° 343.

3172. — Adresse du Conseil général du département de la Côte-d'Or, à l'Assemblée législative, déclarant qu'en suspendant provisoirement de ses fonctions le chef du pouvoir exécutif et en invitant le peuple à former une Convention nationale, elle a bien mérité de la Patrie, et que tous les bons citoyens du département se sont empressés d'applaudir aux mesures sages et vigoureuses prises dans un saint enthousiasme.

19 août 1792.

Original signé, A. N., C 160, n° 345.

3173. — Adresse du district et de la commune de Yverdon-les-Bains à l'Assemblée législative, la félicitant d'avoir mis un terme aux crimes d'un Roi parjure, aux attentats d'une cour perfide, et en paralysant un pouvoir liberticide de s'être élevée à la hauteur de sa mission.

et l'entraîna à frapper les tyrans du glaive de la justice.

19 août 1792.

Original signé, A. N., C 160, n° 317.

3474. — Adresse des corps administratifs et judiciaires de la district de Fontenay-le-Comte à l'Assemblée législative, les envoyant leur tribut d'homages et de reconnaissance pour la victoire de l'Éternel des Législateurs, au milieu des dangers, et jurant de mourir pour le maintien de la liberté et de l'égalité, des principes de la prestation solennelle du serment civique faite au pied de l'arbre de la Liberté en présence de la population.

10 août 1792.

Original signé, A. N., C 160, n° 318. — Trait conforme, A. N., C 166, n° 398.

3475. — Procès-verbal de la prestation publique du serment de fidélité à la Nation par le Conseil général et les corps constitués du district de Loudéac.

10 août 1792.

Original signé, A. N., C 160, n° 319.

3476. — Pétition du sieur Grenier, citoyen de Paris, rue Michel-le-Comte, à l'Assemblée législative, l'adjurant de lui envoyer des provisions aux soldats de La Fayette pour attester que les décrets rendus le 10 août sont l'expression libre de sa volonté et celle de la justice et de la souveraineté du peuple, ces soldats qui convaincus que ces décrets ont été arrachés par la force.

10 août 1792.

Original signé, A. N., C 160, n° 320.

3477. — Adresse des citoyens de la Cité d'Or et de la commune d'Auxonne à l'Assemblée législative, jurant d'exécuter avec fermeté les lois de la République, et de voir avec enthousiasme tous ceux qui émaneront de la Convention nationale.

10 août 1792.

Original signé, A. N., C 160, n° 321.

3478. — Adresse des citoyens de Fontenay-le-Comte à l'Assemblée

législative, déclarant leur serment complet et entière à toutes les mesures prises à la suite de la terrible, mais nécessaire, catastrophe qui a scellé du sang des patriotes la seconde régénération de la France, lors de cette journée où les satellites du despotisme ont attaqué les premiers les soldats de la Liberté.

10 août 1792.

Original signé, A. N., C 161, n° 358.

3479. — Adresse des citoyens de Fontenay-le-Comte à l'Assemblée législative, déclarant que la postérité n'apprendra pas sans frémir les perfidies et les horreurs de la sanglante journée du 10 août, qui rappelle l'atrocité Médicis, le faible et farouche Charles IX, et que la France entière demande vengeance de ces attentats.

19 août 1792.

Original signé, A. N., C 161, n° 358.

3480. — Adresse des citoyens de Fontenay-le-Comte à l'Assemblée législative, portant que sa sublime adresse a fortifié leur courage et les rendra inébranlables dans leurs résolutions de sauver la Liberté, quelque prix que les tyrans y mettent.

19 août 1792.

Original signé, A. N., C 162, n° 359.

3481. — Adresse des citoyens de Fontenay-le-Comte à l'Assemblée législative, exprimant le vœu que le mois qui lui reste soit marqué par de nouveaux triomphes sur la tyrannie, et par des lois bienfaisantes et justes, fondées sur les bases éternelles de l'Égalité et de la Liberté.

19 août 1792.

Original signé, A. N., C 162, n° 360.

3482. — Adresse des citoyens de Fontenay-le-Comte à l'Assemblée législative, jurant de maintenir avec fermeté les lois de la République, et de voir avec enthousiasme tous ceux qui émaneront de la Convention nationale.

chet du pouvoir exécutif, et à donner sa démission.

10 août 1792.

Original signé, A. N., C 162, n° 361.

3183. — Adresse des citoyens du canton de Saint-Amand-Argenteuil, réunis, en l'Assemblée législative, l'adjurant de ne leur faire aucune loi qui les contraindrait à payer et de leur classer le portrait de Louis XVI comme les Anglais ont classé le docteur l'imbécile Jacques II.

10 août 1792.

Original signé, A. N., C 162, n° 362.

3184. — Adresse des citoyens de Boos à l'Assemblée législative, déclarant que les Législateurs patriotes, destinés sans la volonté du peuple à être les premiers victimes du plus exécrable des attentats, et restés intrépides dans ces moments critiques, ont mérité par leurs mâles décrets et leurs sages mesures (1), d'être adoptés, et qu'ils ont mérité, en outre, d'être contés à la Patrie sans les compter.

10 août 1792.

Original signé, A. N., C 162, n° 363.

3185. — Adresse des citoyens du canton de Saint-Fargeau, réunis pour le recrutement des bataillons de volontaires, à l'Assemblée législative, exprimant leur entière adhésion aux mesures par elles prises pour le salut de la Patrie, notamment pour empêcher les horreurs d'une guerre intestine et d'une invasion étrangère qu'allait provoquer Louis XVI, lequel a préféré au titre sublime de Roi des Français, celui de chef des conspirateurs (2) Coblenz.

10 août 1792.

Original signé, A. N., C 162, n° 364.

3186. — Adresse des citoyens libres d'Aix-en-Provence à l'Assemblée législative, demandant que l'inviolabilité du roi ne puisse servir de prétexte pour le suspendre de ses fonctions, et qu'il ne soit pas permis de lui faire payer un énorme tribut à l'an-

bassadeur Mercy, et nourri des intelligences avec les secrets de Worms et de Coblenz.

10 août 1792.

Original signé, A. N., C 162, n° 365.

3187. — Adresse du Conseil général de la commune et de la garde nationale de Montivilliers à l'Assemblée législative, la félicitant d'avoir par la fermeté et la sagesse de ses décrets abattu toutes les têtes de l'hydre du despotisme, déjoué tous les complots contre-révolutionnaires, électrisé toutes les âmes et fixé pour jamais les destins de la France.

19 août 1792.

Original signé, A. N., C 162, n° 366.

3188. — Adresse des citoyens de Guiseaux à tous les décrets de l'Assemblée législative, qu'elle fera exécuter contre l'expression de la volonté générale.

10 août 1792.

Extrait imprimé, A. N., C 165, n° 367.

3189. — Procès-verbal de la prestation du serment civique par le Conseil du district de Paimboeuf et par les corps constitués, sur la place du Cadastre.

19 août 1792.

Extrait imprimé, A. N., C 166, n° 368.

3190. — Procès-verbal de la prestation du nouveau serment par les citoyens de Quimper et la force armée, auquel s'est associé M. Canclaux, maréchal de camp, commandant en second la 6<sup>e</sup> division, avec lettre d'envoi.

19, 31 août 1792.

Extrait imprimé de l'Assemblée législative, A. N., C 166, n° 400.

3191. — Procès-verbal de la proclamation de la loi du 10 août, relative à la suspension de Louis XVI, par les officiers municipaux d'Amay, sur la place de la Liberté.

19 août 1792.

Extrait imprimé de l'Assemblée législative, A. N., C 166, n° 401.

3192. — Adresse du conseil général de la commune de Pontiers à l'Assemblée législative, remerciant les députés de la France

regardant l'histoire de la commune de Poitiers, nous constatons que le sang des Poitevins coule sur la Nation, catholique et civilisée, et que, dans l'histoire nationale, les Poitevins ont joué un rôle de la Patroille des croisés de l'Inde et de l'Armée, de la cavalerie honorable du catholicisme de la commune de Poitiers, de la République, de l'Assemblée.

1998, 1999, 2000, 2001, 2002, 2003, 2004, 2005, 2006, 2007, 2008, 2009, 2010, 2011, 2012, 2013, 2014, 2015, 2016, 2017, 2018, 2019, 2020, 2021, 2022, 2023, 2024, 2025, 2026, 2027, 2028, 2029, 2030, 2031, 2032, 2033, 2034, 2035, 2036, 2037, 2038, 2039, 2040, 2041, 2042, 2043, 2044, 2045, 2046, 2047, 2048, 2049, 2050, 2051, 2052, 2053, 2054, 2055, 2056, 2057, 2058, 2059, 2060, 2061, 2062, 2063, 2064, 2065, 2066, 2067, 2068, 2069, 2070, 2071, 2072, 2073, 2074, 2075, 2076, 2077, 2078, 2079, 2080, 2081, 2082, 2083, 2084, 2085, 2086, 2087, 2088, 2089, 2090, 2091, 2092, 2093, 2094, 2095, 2096, 2097, 2098, 2099, 2100, 2101, 2102, 2103, 2104, 2105, 2106, 2107, 2108, 2109, 2110, 2111, 2112, 2113, 2114, 2115, 2116, 2117, 2118, 2119, 2120, 2121, 2122, 2123, 2124, 2125, 2126, 2127, 2128, 2129, 2130, 2131, 2132, 2133, 2134, 2135, 2136, 2137, 2138, 2139, 2140, 2141, 2142, 2143, 2144, 2145, 2146, 2147, 2148, 2149, 2150, 2151, 2152, 2153, 2154, 2155, 2156, 2157, 2158, 2159, 2160, 2161, 2162, 2163, 2164, 2165, 2166, 2167, 2168, 2169, 2170, 2171, 2172, 2173, 2174, 2175, 2176, 2177, 2178, 2179, 2180, 2181, 2182, 2183, 2184, 2185, 2186, 2187, 2188, 2189, 2190, 2191, 2192, 2193, 2194, 2195, 2196, 2197, 2198, 2199, 2200, 2201, 2202, 2203, 2204, 2205, 2206, 2207, 2208, 2209, 2210, 2211, 2212, 2213, 2214, 2215, 2216, 2217, 2218, 2219, 2220, 2221, 2222, 2223, 2224, 2225, 2226, 2227, 2228, 2229, 2230, 2231, 2232, 2233, 2234, 2235, 2236, 2237, 2238, 2239, 2240, 2241, 2242, 2243, 2244, 2245, 2246, 2247, 2248, 2249, 2250, 2251, 2252, 2253, 2254, 2255, 2256, 2257, 2258, 2259, 2260, 2261, 2262, 2263, 2264, 2265, 2266, 2267, 2268, 2269, 2270, 2271, 2272, 2273, 2274, 2275, 2276, 2277, 2278, 2279, 2280, 2281, 2282, 2283, 2284, 2285, 2286, 2287, 2288, 2289, 2290, 2291, 2292, 2293, 2294, 2295, 2296, 2297, 2298, 2299, 2300, 2301, 2302, 2303, 2304, 2305, 2306, 2307, 2308, 2309, 2310, 2311, 2312, 2313, 2314, 2315, 2316, 2317, 2318, 2319, 2320, 2321, 2322, 2323, 2324, 2325, 2326, 2327, 2328, 2329, 2330, 2331, 2332, 2333, 2334, 2335, 2336, 2337, 2338, 2339, 2340, 2341, 2342, 2343, 2344, 2345, 2346, 2347, 2348, 2349, 2350, 2351, 2352, 2353, 2354, 2355, 2356, 2357, 2358, 2359, 2360, 2361, 2362, 2363, 2364, 2365, 2366, 2367, 2368, 2369, 2370, 2371, 2372, 2373, 2374, 2375, 2376, 2377, 2378, 2379, 2380, 2381, 2382, 2383, 2384, 2385, 2386, 2387, 2388, 2389, 2390, 2391, 2392, 2393, 2394, 2395, 2396, 2397, 2398, 2399, 2400, 2401, 2402, 2403, 2404, 2405, 2406, 2407, 2408, 2409, 2410, 2411, 2412, 2413, 2414, 2415, 2416, 2417, 2418, 2419, 2420, 2421, 2422, 2423, 2424, 2425, 2426, 2427, 2428, 2429, 2430, 2431, 2432, 2433, 2434, 2435, 2436, 2437, 2438, 2439, 2440, 2441, 2442, 2443, 2444, 2445, 2446, 2447, 2448, 2449, 2450, 2451, 2452, 2453, 2454, 2455, 2456, 2457, 2458, 2459, 2460, 2461, 2462, 2463, 2464, 2465, 2466, 2467, 2468, 2469, 2470, 2471, 2472, 2473, 2474, 2475, 2476, 2477, 2478, 2479, 2480, 2481, 2482, 2483, 2484, 2485, 2486, 2487, 2488, 2489, 2490, 2491, 2492, 2493, 2494, 2495, 2496, 2497, 2498, 2499, 2500, 2501, 2502, 2503, 2504, 2505, 2506, 2507, 2508, 2509, 2510, 2511, 2512, 2513, 2514, 2515, 2516, 2517, 2518, 2519, 2520, 2521, 2522, 2523, 2524, 2525, 2526, 2527, 2528, 2529, 2530, 2531, 2532, 2533, 2534, 2535, 2536, 2537, 2538, 2539, 2540, 2541, 2542, 2543, 2544, 2545, 2546, 2547, 2548, 2549, 2550, 2551, 2552, 2553, 2554, 2555, 2556, 2557, 2558, 2559, 2560, 2561, 2562, 2563, 2564, 2565, 2566, 2567, 2568, 2569, 2570, 2571, 2572, 2573, 2574, 2575, 2576, 2577, 2578, 2579, 2580, 2581, 2582, 2583, 2584, 2585, 2586, 2587, 2588, 2589, 2590, 2591, 2592, 2593, 2594, 2595, 2596, 2597, 2598, 2599, 2600, 2601, 2602, 2603, 2604, 2605, 2606, 2607, 2608, 2609, 2610, 2611, 2612, 2613, 2614, 2615, 2616, 2617, 2618, 2619, 2620, 2621, 2622, 2623, 2624, 2625, 2626, 2627, 2628, 2629, 2630, 2631, 2632, 2633, 2634, 2635, 2636, 2637, 2638, 2639, 2640, 2641, 2642, 2643, 2644, 2645, 2646, 2647, 2648, 2649, 2650, 2651, 2652, 2653, 2654, 2655, 2656, 2657, 2658, 2659, 2660, 2661, 2662, 2663, 2664, 2665, 2666, 2667, 2668, 2669, 2670, 2671, 2672, 2673, 2674, 2675, 2676, 2677, 2678, 2679, 26

[illegible]

THE UNIVERSITY OF CHICAGO PRESS

3193. — Adresse du Conseil général du district de Provins à l'Assemblée législative, le 22 mai 1848. Les députés et s'inclinant devant l'exposé des motifs qui les ont décidés, avec prestation du serment de maintenir la Liberté et l'Égalité et de mourir pour leur défense.

1292

Original signed, A. N., C 158, n° 333.

1996 — Procurement du conseil  
n. 1 de la Direction des Antennes et  
connaissant l'erreur qu'il a commise, le  
15 août, en contestant l'authenticité de la  
loi du 10 août, avec lettre annonçant la  
proclamation de cette loi et son envoi aux  
districts.

1995-1996: 5.1%

1895. — Déclaration de M. de Lamoignon à Louis-et-Cher, en réponse au procès-verbal de la séance du 28 juin, relatif à l'expulsion des commissaires de l'Assemblée, — « Je ne puis, monsieur, me rallier pas autour de l'Assemblée, qui, conque n'abhorra pas la perfidie de Louis le dernier, quiconque ne courra pas la tête devant la souveraineté du peuple français. »

Il est à noter que le conseil de direction de l'Association d'Alger a également la fâcheuse habitude d'avoir déposé l'exécutable pendant l'été, ce qui empêche pratiquement l'Association d'être active pendant la saison estivale.

de l'Assemblée qu'adressent de toutes parts les citoyens français.

1. *Journal of the American Medical Association*, 1997; 277: 1001-1005.

Original signe, A. N. C. 159, n. 336

Vire à l'Assemblée législative, applaudissant à la sagesse qui a dicté les lois, et se livre à l'œuvre de la tyrannie, jouant une grande conspiration, proclamant sa haine de la tyrannie et des tyrans et jurant de maintenir la Liberté et l'Égalité.

(Original signé, A. N., C 459, n° 336.)

3198. — Adresse du Conseil général du district de Barsur-Aube à l'Assemblée législative, déclarant que les citoyens rassurés en voyant qu'elle a mis dans l'impossibilité de nuire ceux qui entraînent la ruine des propriétés de la population, et envoyant leur adhésion aux décrets.

Original signé, A. N., C 159, n° 336

Mendon au président de l'Assemblée législative, exprimant leur admiration pour les sages mesures adoptées par l'Assemblée, à l'effet de sauver la Patrie, déclarant que les précautions les plus sûres ont été prises au sujet du château sis dans l'enceinte de leur commune, et protestant contre les assertions mensongères du *Courrier du Soir*, qui avait parlé de l'envoi de M. Lacombe en exil, et de la démission de M. Lacombe, gouverneur général. S'ensuivit la fureur du peuple.

© 2008 The Authors

1990). In both countries the two main suppliers of Private Aluminium supply virtually all aluminium produced in the country and have the production capacity to supply the 12 TWh of energy for power generation required for such aluminium production. Private Aluminium has a 100% share of aluminium production in Norway and in the United Kingdom.



invitant l'Assemblée à recourir à des moyens vigoureux pour contenir les profanes intrus, ennemis acharnés de la Constitution.

20 août 1792.

Original signé, A. N., C 159, n° 337.

3201. — Adresse des jurés composant le tribunal du district de Bar-sur-Aube à l'Assemblée législative, déclarant que les fureurs du despotisme avaient allumé les flambeaux de la guerre civile dans la capitale et que l'Assemblée a sauvé la Patrie sur le bord de l'abîme, avec renouvellement de leur serment.

20 août 1792.

Original signé, A. N., C 159, n° 337.

Cf. Archives parlementaires, t. XLVIII, p. 664.

3202. — Déclaration de la municipalité de Clermont (Oise), contenant son adhésion aux décrets rendus par l'Assemblée législative, depuis le 10 août, et la prestation du serment de maintenir la Liberté et l'Égalité, avec lettre d'envoi de M. Vadier, maire de Clermont, au président de l'Assemblée.

20 août 1792.

Copie conforme et original signé, 2 p., A. N., C 159, n° 337.

3203. — Adresse des administrateurs du district de Domfront à l'Assemblée législative, la félicitant d'avoir suspendu un Roi parjure, traître et liberticide.

20 août 1792.

Original signé, A. N., C 159, n° 338.

3204. — Adresse du Conseil général de la commune de Saint-Servan à l'Assemblée législative, la félicitant de l'énergie et de la sagesse de plus de deux siècles de républicains du 10 août, qu'il fera exécuter strictement.

20 août 1792.

Original signé, A. N., C 159, n° 338.

3205. — Adresse du Conseil général de la ville de Toul à l'Assemblée législative, envoyant son entière adhésion au sage et énergique décret du 10 août, qui a suspendu le pouvoir exécutif, et se réjouissant de voir des ministres qui avaient si

justement mérité la confiance des bons citoyens reprendre leurs places.

20 août 1792.

Original signé, A. N., C 159, n° 338.

3206. — Adresse du Conseil général de la commune d'Autun à l'Assemblée législative, déclarant que l'époque glorieuse du renversement de la Bastille brillera moins aux yeux de la postérité que le jour où l'Assemblée a suspendu de ses funestes fonctions le chef des ennemis du pays et supprimé la Liste civile, source empoisonnée qui alimentait les contrerévolutionnaires.

20 août 1792.

Original signé, A. N., C 159, n° 338.

3207. — Adresse des divers corps constitués de la ville de Louhans à l'Assemblée législative, se réjouissant d'un événement qui doit anéantir les éternels complots de tous les conspirateurs, avec procès-verbal, constatant la proclamation solennelle de la loi relative à la suspension du pouvoir exécutif.

20 août 1792.

Extrait et original signé (2 p.), A. N., C 159, n° 338.

3208. — Adresse du Conseil permanent du district de Montaigny à l'Assemblée législative, attestant que le caractère ferme et imposant montré le 10 août par les représentants, le serment par eux décrété, qui, depuis longtemps, était dans le cœur de tout bon Français, leur acquièrent le titre immortel de libérateurs de la Patrie.

20 août 1792.

Original signé, A. N., C 159, n° 339.

3209. — Adresse des citoyens de Compiègne à l'Assemblée législative, la félicitant d'avoir démasqué le Roi perfide qui trompait le peuple, et qui a été justement ~~condamné~~ <sup>condamné</sup> par les premières victimes, avec l'acte de prestation du nouveau serment par les citoyens, les trois bataillons de fédérés et le ~~conseil~~ <sup>conseil</sup> de la commune de Compiègne, et lettre d'envoi.

20 août 1792.

Originaux signés (3 p.), A. N., C 159, n° 338.



française allant être menlée, complot l'orange.

20 août 1792.

Original signé, A. N., C 160, n° 344.

3221. — Adresse des administrateurs du district de Melle à l'Assemblée législative, louant les précautions prises pour déjouer les menées complots d'une Cour corrompue, qui, depuis deux ans, méditant froidement la ruine de la Liberté, et envoyant leur adhésion la plus formelle à tous les décrets et à toutes les mesures urgentes nécessaires dans une circonstance aussi extraordinaire.

20 août 1792.

Original signé, A. N., C 160, n° 344.

3222. — Adresse du Conseil du district de Périgueux à l'Assemblée législative, déclarant avoir applaudi avec enthousiasme au décret qui prononce la suspension du chef du pouvoir exécutif, en attendant qu'une Convention nationale fasse justice « de ce vice de la Constitution », attendu que des hommes libres ne peuvent pas être soumis à un chef par droit de naissance.

20 août 1792.

Original signé, A. N., C 160, n° 345.

3223. — Adresse de la municipalité, du district et des citoyens de Montauban à l'Assemblée législative, attestant qu'elle a sanctifié par ses décrets une insurrection juste et nécessaire, et suspendu avec raison un pouvoir exécutif qui voulait armer les citoyens les uns contre les autres, et qui n'aspirait qu'à reprendre, au milieu des horreurs d'une guerre civile et d'une guerre étrangère, une autorité trop longtemps usurpée, et félicitant l'Assemblée de son énergie.

20 août 1792.

Original signé, A. N., C 160, n° 346.

3224. — Adresse du Conseil général de la commune de Béziers à l'Assemblée législative, lui envoyant le témoignage de son admiration pour les sages mesures prises dans la journée du 10 août.

représentants se sont montrés les vrais amis du peuple.

20 août 1792.

Original signé, A. N., C 160, n° 347.

3225. — Adresse du tribunal criminel du département du Lot à l'Assemblée législative, déclarant adhérer entièrement aux dispositions qui suspendent le pouvoir exécutif, qui organisent un ministère patriote et convoquent une Convention nationale.

20 août 1792.

Original signé, A. N., C 160, n° 347.

3226. — Adresse des officiers municipaux de Sarreguemines à l'Assemblée législative, adhérant de toutes leurs forces au décret qui ordonne la suspension du pouvoir exécutif, et jurant fidélité à la Nation.

20 août 1792.

Extrait signé, A. N., C 160, n° 348.

3227. — Adresse du Conseil du district de Sommières à l'Assemblée législative, proclamant qu'ils adhèrent formellement au décret du 10 août et ne partagent point les hésitations des esclaves de la Cour, ou de certaines administrations, comme celle du Gard.

20 août 1792.

Original signé, A. N., C 160, n° 348.

3228. — Adresse du Conseil de la commune d'Auch à l'Assemblée législative, déclarant adopter avec transport le décret rendu à l'occasion des malheureux événements de la journée du 10 août, et envoyant le procès-verbal de la séance dans laquelle les citoyens d'Auch ont juré de mourir pour la défense de la Liberté.

20 août 1792.

Original signé et extrait collationné (2 p.).  
A. N., C 160, n° 348.

3229. — Procès-verbal de la prestation de serment faite dans l'église de Saint-Front, de Périgueux, par l'administration du département, celle du district, les tribunaux et les officiers municipaux, avec lettre d'envoi du président du départe-

Executive

[illegible]

Estuaries and Coasts, Vol. 29, No. 6, 2006, pp. 940–950

23]. Adresse au tréancier du district de Toulousa, à l'occasion de la prise de pouvoir, le félicitant d'avoir arraché le pouvoir au premier fonctionnaire public pour le confier à des agents fidèles et d'avoir, par la même occasion, rendu les fonctionnaires sensibles à la souveraineté du peuple.

du district de Sillé à l'Assemblée législative, annonçant qu'ils ont reçu avec transport la loi du 10 août, qui suspend le pouvoir exécutif, et qu'elle a été publiée avec l'appareil le plus majestueux, au milieu du silence farouche de la garde nationale, et ajoutant que les enrôlements volontaires ont dépassé toute es-

prêts à sanctionner ses décrets de leur sang et de leurs vies, et que si Louis le liberticide a mérité la mort, qu'il la subisse, les tyrans étant mûrs doivent être

Le 10 novembre 1967, l'Assemblée législative de la Colombie adopte une loi sur le recrutement militaire, connue par l'Assemblée législative, contenant le serment de défendre la République et d'être fidèle à la Constitution.

[illegible]

à l'Assemblée législative, attestant que la suspension du chef du pouvoir exécutif est la mesure la plus urgente et la plus nécessaire pour sauver la Patrie.

nale de Versailles à l'Assemblée législative, portant qu'en cas d'insurrection des gardes nationales armées, il y aura une garde nationale armée de 200,000 hommes, habillés et armés, pour voler au secours de ses frères d'armes, et qu'elle ne s'est retirée que sur l'ordre de l'Assemblée, ajoutant que les gardes nationaux de Versailles sont autant de braves prêts à anéantir tout ce qui caractérise la tyrannie.

de Sedan, résidant à Paris, à l'Assemblée législative, cherchant à excuser la conduite inéquivoque de leurs concitoyens égarés, subjugués par les ennemis de la Révolution, et demandant leur envoi à Sedan pour obtenir la mise en liberté des commissaires de l'Assemblée.

Chenon, le député de Neuville (Loiret), à l'Assemblée législative, célébrant la sagesse, le courage et l'indéfectible unité de la République.

3249. — Adresse du président de l'Institut national au district de Courmoultins. L'Assemblée législative, en voyant son adresse aux députés et annonçant que la liste civile, le sort des fortunes, les droits de l'impôt sont offerts aux peuples pour patrimoine commun des citoyens de l'aristocratie.

Présenté par

Orateur, citoyen A. N. 10 112 1000.

3250. — Adresse des députés de l'arrondissement de l'Assemblée législative, déclarant que la suspension trop méritée du pouvoir exécutif, la suppression de la Liste civile, le renvoi des ministres dévoués au cabinet de Coblenz, le rappel des vertueux Roland, Servan et Clavière ont comblé les vœux des vrais amis de la Constitution.

Présenté par

Orateur, citoyen A. N. 10 112 1000.

3251. — Adresse de la Société des Amis de la Constitution de Bordeaux à l'Assemblée législative, célébrant le courage des Parisiens, des Marseillais, des gendarmes, de tous les Français qui ont combattu dans la mémorable journée du 10 août, et brûlant de venger sur les satellites du despotisme et sur les despotes eux-mêmes le sang pur qui vient de couler.

Présenté par

Orateur, citoyen A. N. 10 112 1000.

3252. — Adresse des Electeurs du 8 arrondissement à l'Assemblée législative, applaudissant à la suppression du serment et à la fermeté qui a dicté les lois des 10 et 11 août, qui montrent que les représentants d'un peuple énergique et libre savent défendre ses droits, et envoyant leur serment.

Présenté par

Orateur, citoyen A. N. 10 112 1000.

3253. — Adresse du Conseil général du département de la Seine à l'Assemblée législative, applaudissant à la suppression du serment, et annonçant que le 10 août dernier, l'Assemblée législative, en révisant la Constitution, et jurant, avec les braves volontaires de la Seine qui forment 2 millions d'hommes,

chacun aux tyrans, association à ceux qui les soutiennent et dévouement aux principes sacrés de la Liberté et de l'Egalité.

Présenté par

Orateur, citoyen A. N. 10 112 1000.

3254. — Adresse du conseil général de la commune de Vaires, annonçant que la suite des scènes d'horreur que présente le tableau de la journée du 10 août, le peuple français a recouvré le plein exercice de sa souveraineté, et s'associant au serment prêté par l'Assemblée législative, avec lettre d'envoi.

Présenté par

Orateur, citoyen A. N. 10 112 1000.

3255. — Adresse du tribunal de commerce de Paris à l'Assemblée législative, annonçant avoir reçu avec respect et reconnaissance les décrets rendus depuis le 10 août, qui auront la sanction du peuple, s'ils n'ont pas celle d'un prince convaincu d'avoir trahi la confiance nationale.

Présenté par

Orateur, citoyen A. N. 10 112 1000.

3256. — Adresse des administrateurs du district de Loubéze à l'Assemblée législative, la félicitant d'avoir renversé l'auteur de tous les maux de la Nation, le chef des conspirateurs, d'un trône où l'avait placé la Constitution qu'il voulait détruire, et déclarant que la suppression d'un despote est un jour de fête pour tous les citoyens.

Présenté par

Orateur, citoyen A. N. 10 112 1000.

3257. — Procès-verbal de la municipalité de Charolles, applaudissant aux mesures prises par l'Assemblée législative relativement au pouvoir exécutif, et la félicitant de son zèle courageux à sauver la Patrie.

Présenté par

Orateur, citoyen A. N. 10 112 1000.

3258. — Adresse du conseil général de Saint-Flour à l'Assemblée législative, annonçant que le décret régénérateur qui



procurer la suspension du pouvoir exécutif, en vertu duquel l'Assemblée nationale a été créée, pour les besoins de la République, et d'être assurée que les lois sont exécutées, la sécurité de la Liberté et de l'Égalité.

21 août 1792.  
L'Assemblée nationale, 1792, p. 100.  
Cf. *Annuaire de la République*, 1792, p. 100.

3248. — Adresse des administrateurs du district de Lusignan (Vienne) à l'Assemblée législative, exprimant la vive satisfaction qu'ils ont éprouvée à la nouvelle de la suspension du chef du pouvoir exécutif, nouvelle transmise aussitôt aux municipalités du district, et regrettant d'avoir placé leur confiance dans un traître dont ils sont débarrassés.

21 août 1792.  
Originaux signés (2 p.), A. N., C 159, n° 338.

3250. — Adresse de la commune de Lasalle (Gard) à l'Assemblée législative, rendant hommage à son héroïque fermeté, ainsi qu'au courage des généreux Parisiens et des braves fédérés qui, en un instant, ont su anéantir les attentats perfides et les projets sanguinaires.

21 août 1792.  
Originaux signés (2 p.), A. N., C 159, n° 338.

3251. — Lettre du Conseil général de la commune de Cambrai au président de l'Assemblée législative, approuvant tout ce que la Commune a fait depuis la fameuse journée du 10 août, et demandant qu'il soit décrété que la ville de Cambrai a bien mérité de la Patrie.

21 août 1792.  
Originaux signés (2 p.), A. N., C 159, n° 338.

3252. — Adresse de la commune du tribunal du district de Provins aux décrets rendus par l'Assemblée législative depuis le 10 août, quoique ne leur étant connus que par la voix publique, accompagné de la prestation d'un nouveau serment à la Nation.

21 août 1792.  
Originaux signés (2 p.), A. N., C 159, n° 338.  
Cf. *Annuaire de la République*, 1792, p. 100.

3253. — Procès-verbal de la séance du Conseil général du district de Nogent-le-Rotrou, affirmant qu'il est prêt à seconder les mesures de l'Assemblée et à soutenir les mesures par elle prises depuis le 10 août pour rendre définitif le triomphe qu'a remporté la Liberté sur le despotisme.

21 août 1792.  
Extrait signé, A. N., C 159, n° 338.

3254. — Adresse du Conseil général de la commune de Rozoy à l'Assemblée législative, la félicitant d'avoir porté les derniers coups à l'hydre du despotisme, d'avoir chassé une Cour perdue de ce repaire odieux appelé les Tuileries, d'avoir supprimé la Liste civile et renvoyé un ministère composé de conseillers parjures pour les remplacer par leurs prédécesseurs, vertueux citoyens chéris du peuple, avec adresse des commis de l'administration du district.

21 août 1792.  
Originaux signés (2 p.), A. N., C 159, n° 338.

3255. — Adresse du Conseil de la commune de Châtillon-sur-Aube à l'Assemblée législative, annonçant la proclamation dans les rues de la loi concernant la suspension du pouvoir exécutif, aux acclamations de *Vive la République*, et demandant qu'il soit décrété que la commune de Châtillon-sur-Aube a bien mérité de la Patrie.

21 août 1792.  
Originaux signés (2 p.), A. N., C 159, n° 338.

3256. — Délibération du Conseil général du département du Calvados, imputant la suspension du pouvoir exécutif à la commune de Sedan, qui a porté atteinte à l'inviolabilité des représentants du peuple chargés d'une mission, et demandant qu'il soit décrété que la commune de Sedan a bien mérité de la Patrie.

21 août 1792.  
Originaux signés (2 p.), A. N., C 159, n° 338.

3257. — Adresse du Conseil général du district d'Arras à l'Assemblée législative, demandant qu'il soit décrété que la commune d'Arras a bien mérité de la Patrie.

avec lettre d'envoi du sieur Gullroy, procureur syndic du district, déclarant que « la Nation veut le supplice du tyran, le coureau, de sa patrie et de tous nombreux complices, expiation qu'appellait le sang de nos frères azouges, et que la pierre amulette de l'édifice de la Liberté ne peut être solidement cimentée qu'avec le sang de tous les tyrans de la terre. »

21, 23 août 1792.

Originaux signés et imprimé (3 p.), A. N., C 159, n° 341.

3258. — Adresse des administrateurs du district de Saint-Brieuc à l'Assemblée législative, applaudissant aux mesures sages et vigoureuses qu'elle a prises contre les derniers efforts du despotisme, et envoyant leur adhésion à ses décrets avec l'acte de prestation de leur serment.

21 août 1792.

Original signé, A. N., C 159, n° 342.

3259. — Adresse de la municipalité et des citoyens libres de Rigny-le-Ferron (Aube) à l'Assemblée législative, la félicitant d'avoir porté la hache à la racine de l'arbre du despotisme et réclamant des mesures encore plus radicales, notamment la destitution de toutes les administrations et de tous les tribunaux, le licenciement des officiers de l'armée, la suppression des districts, celle du traitement des prêtres refractaires.

21 août 1792.

Original signé, A. N., C 159, n° 342.

3260. — Adresse du Conseil général de la commune d'Hennebont à l'Assemblée législative, la félicitant de ses décrets et de sa fermeté et l'assurant que, comme à l'époque de la fuite du Roi tyran, ils garderont une attitude imposante et tranquille en faisant exécuter et respecter les lois.

Original signé, A. N., C 160, n° 343.

3261. — Adresse des administrateurs et des administrés du district de Saint-Juven à l'Assemblée législative, déclarant que le tableau de la scène de sang et de

bon qui s'est passée le 10 août a dououreusement frappé leurs cœurs, et qu'ils adhèrent aux courageuses et sages dispositions des représentants qui ont mérité leur admiration dans ces jours de crise.

21 août 1792.

Original signé, A. N., C 159, n° 342.

3262. — Adresse de la commune de Toulouse à l'Assemblée législative, exprimant les sentiments civiques dont leurs concitoyens ont été animés à la nouvelle de la suspension du Roi, et jurant adhésion et obéissance à tous les décrets de l'Assemblée, avec lettre d'envoi.

21 août 1792.

Originaux signés (2 p.), A. N., C 160, n° 343.

3263. — Adresse du Conseil général de la commune d'Etrépagny à l'Assemblée législative, envoyant le témoignage de leur reconnaissance en raison des décisions viriles par elle prises pour sauver la Patrie, et de sa fermeté au moment terrible qui a précédé son appel au peuple.

21 août 1792.

Original signé, A. N., C 160, n° 344.

3264. — Adresse du district et des corps constitués de Josselin à l'Assemblée législative, proclamant que c'est avec raison que le Corps législatif vient de suspendre dans les mains débiles d'un Roi pusillanime et prévaricateur l'exercice dangereux d'un pouvoir, dont le peuple, jaloux de sa liberté, se ressaisit pour en empêcher les abus.

21 août 1792.

Original signé, A. N., C 160, n° 344.

3265. — Adresse de la commune de Bourgoïn à l'Assemblée législative, lui envoyant son adhésion au décret du 10 août et la félicitant d'avoir abattu la tyrannie.

Original signé, A. N., C 160, n° 345.

Original signé, A. N., C 160, n° 345.

3266. — Adresse du Conseil d'administration du district de Ribérac à l'Assemblée législative, annonçant la prestation du serment de maintenir la Liberté et

11250. — Adresse du Conseil du département de la Haute-Garonne à l'Assemblée législative.

21 août 1792.

Original signé, A. N., C. 160, n° 345.

1267. — Adresse de la commune de Saint-Etienne de l'Assemblée législative, déclarant que les citoyens de cette commune ont adhéré au serment civique, et ajoutant que la sagesse et la fermeté des mesures prises par les représentants leur a mérité le titre de sauveurs de la Patrie.

21 août 1792.

Original signé, A. N., C. 160, n° 345.

1268. — Adresse de la commune de Nogent-sur-Seine à l'Assemblée législative, faisant parvenir son adhésion aux indissolubles décrets du 10 août, avec son serment civique.

21 août 1792.

Original signé, A. N., C. 160, n° 345.

1269. — Adresse du Conseil départemental de la Haute-Garonne à l'Assemblée législative, annonçant avoir consigné sur ses registres l'acte de la volonté nationale qui suspend le pouvoir exécutif de ses fonctions et qui, marqué dans les fastes de la Révolution, fera l'effroi des tyrans, et donnant une adhésion inviolable et entière à tous les décrets rendus depuis le jour fortuné qui sauva la Patrie.

21 août 1792.

Original signé, A. N., C. 160, n° 345.

3270. — Adresse de la commune de Mortain à l'Assemblée législative, la félicitant d'avoir éteint la torche de la guerre civile, d'avoir chassé les traîtres de leurs foyers, et ajoutant qu'elle adhère aux vœux et aux décrets du Corps législatif, et qu'elle se soumet à la suspension du pouvoir exécutif.

21 août 1792.

Original signé, A. N., C. 160, n° 345.

3271. — Adresse du Conseil départemental de la Haute-Garonne à l'Assemblée législative, déclarant qu'elle adhère aux

moment où les maux de la Patrie étaient arrivés à leur comble, n'a point trompé l'attente de la Nation, et envoyant leur adhésion à tous ses décrets.

21 août 1792.

Original signé, A. N., C. 160, n° 346.

1272. — Procès-verbal de la prestation du serment civique par le Conseil du département du Gard, en présence de la légion nîmoise qui part pour l'armée, avec lettre d'envoi.

21 août 1792.

Original signé, A. N., C. 160, n° 346.

3273. — Adresse du Conseil permanent du département du Cantal à l'Assemblée législative, annonçant l'insertion dans ses registres et l'envoi aux divers corps constitués des décrets rendus les 10, 11 et 12 août, et la félicitant d'avoir déjoué les complots abominables qui allaient livrer la Patrie au fer des traîtres méditant sa ruine, avec lettre d'envoi.

21 août 1792.

Original signé, A. N., C. 160, n° 346.

3274. — Adresse du directoire du district de Saint-Sever à l'Assemblée législative, lui transmettant les bénédictions, les cris d'allégresse des habitants de ce district, heureux d'apprendre qu'enfin était enchaîné un pouvoir destructeur qui appelait l'anarchie et provoquait les despotes.

21 août 1792.

Original signé, A. N., C. 160, n° 346.

3275. — Adresse du directoire du district d'Avranches à l'Assemblée législative, déclarant qu'elle a rempli l'attente de tous les amis du bien public, que la chute du despote insensé qui osait trahir le pays est devenue l'aurore d'un plus brillant avenir, et invitant les Législateurs à poursuivre avec énergie les ennemis de la Patrie et la proscription de tous ces hommes féroces qui ont déserté la Patrie pour s'armer contre elle.

21 août 1792.

Original signé, A. N., C. 160, n° 346.

3276. — Adresse du Conseil général du département de La Charente-Inférieure à l'Assemblée législative, constatant avec bonheur que l'émigration de l'Europe se prépare, que la Liberté s'empare à grands pas vers les empires que les Rois de ce monde, après les Nations, se l'ont volée, et prouvant la nullité de la multitude de lois d'ours meurtriers, ajoutant que la constitution de quelques despotes couronnés ne pourra rien contre une Nation qui veut être libre.

21 août 1792.

Original signé, A. N., C. 149, n. 347.

3277. — Adresse du Conseil général de la commune de Perpignan à l'Assemblée législative, rendant hommage aux grandes et sages mesures prises pour sauver la Patrie et annonçant que l'un des 21 fédérés de Perpignan partis pour le camp de Soissons, Antoine Queyra, vient de mourir sous les coups du châteaudeux barbares, victime de sa haine contre les tyrans.

21 août 1792.

Extrait imprimé, A. N., C. 149, n. 348.

3278. — Adresse des Conseils du district et de la commune de Dourdan à l'Assemblée législative, applaudissant aux mesures vigoureuses qu'elle a opposées à la perfidie d'un pouvoir qui n'a fait usage des ressources immenses mises à sa disposition que pour tenter l'aviilissement d'un peuple jaloux de sa liberté et de ses droits.

21 août 1792.

Original signé, A. N., C. 149, n. 349.

3279. — Adresse du Conseil général de la commune des Sables-d'Olonne à l'Assemblée législative, déclarant qu'en suspendant Louis XVI de ses fonctions, elle a frappé de nullité tous les actes tyranniques qu'il préparait de concert avec le Comité exécutif.

21 août 1792.

Original signé, A. N., C. 149, n. 350.

3280. — Adresse de la constitutionnelle société des citoyens de Vannes et de leur

adhésion aux décrets rendus et à rendre par le Corps législatif.

21 août 1792.

Original signé, A. N., C. 149, n. 351.

3281. — Adresses des citoyens Amis de la Constitution du canton de Montastruc (Haute-Garonne) à l'Assemblée législative, l'invitant à frapper, à anéantir les traîtres dont elle est environnée, et à rendre un décret d'accusation contre Lafayette.

21 août 1792.

Original signé, A. N., C. 149, n. 352.

3282. — Adresses des habitants de Cléhy à l'Assemblée législative, applaudissant à la résolution courageuse qu'il a déterminée, le 10 août, à prononcer la suspension d'un Roi parjure et trop faible pour assurer le bonheur du peuple, et renouvelant un serment depuis longtemps juré dans leur cœur.

21 août 1792.

Original, A. N., C. 149, n. 353.

3283. — Adresse des citoyens de Clémency à l'Assemblée législative, l'adjurant d'acquitter la dette immense contractée par la Patrie envers les deux vertueux magistrats de Paris, envers leurs intrépides frères de Marseille et les fédérés, réunis à la gendarmerie et aux braves Sans-Culottes du peuple parisien, et de réparer envers les veuves et les orphelins le dernier forfait du royalisme.

21 août 1792.

Original signé, A. N., C. 149, n. 354.

3284. — Adresse des citoyens de Rennes à l'Assemblée législative, retraçant le tableau de la situation critique du pays à l'époque du 10 août, lorsque le peuple français renversa une seconde fois le despotisme et ses infâmes satellites, au prix de tant de victimes, et félicitant l'Assemblée de la suspension des fonctions du chef du pouvoir exécutif et de l'appel d'une Convention nationale.

21 août 1792.

Original signé, A. N., C. 149, n. 355.

3285. — Adresse des citoyens de Pont-de-l'Évêque à l'Assemblée législative, se déclarant pleins de reconnaissance et d'admiration pour ses sages décrets, et jurant de maintenir à tous les degrés son trébut pour la cause de la Liberté, ardeur sans bornes pour l'Égalité, respect inviolable des propriétés.

21 août 1792.

Original signé, A. N., C 162, p. 349.

3286. — Adresse de l'Assemblée populaire de Nîmes à l'Assemblée législative, approuvant à ses décrets salutaires, se proclamant des *Sages et Vertes*, qui ne craignent guère d'habits ni d'opinions, s'estimant heureux quand ils possèdent un habit et n'ont qu'une opinion, l'amour de la Patrie.

21 août 1792.

Original signé, A. N., C 162, n. 130.

Le Moniteur Trévoux. *Revue de la Trévoux*, t. III, p. 88.

3287. — Adresse du Conseil de district d'Aix (Bouches-du-Rhône) à l'Assemblée législative, déclarant qu'en suspendant le chef du pouvoir exécutif et en invitant le peuple français à former une Convention nationale, elle a porté la cognée à l'arbre du despotisme et rompu le premier anneau de la chaîne qui retenait depuis si longtemps les citoyens dans un odieux esclavage.

21 août 1792.

Original signé, A. N., C 162, n. 131.

3288. — Adresse de la municipalité de Saint-Amand à l'Assemblée législative, constatant que la journée mémorable du 10 août a fait évanouir les fausses vertus et les projets criminels d'un Roi cruel et parjure qui avait juré la ruine de l'Empire.

21 août 1792.

Original signé, A. N., C 162, n. 132.

3289. — Adresse de la municipalité de Vendresse contre l'arrestation du département d'Amour-Compe et de la commune de Saint-Omer, déclarant que les citoyens de Vendresse sont prêts à tout pour la Patrie.

21 août 1792.

Original signé, A. N., C 162, n. 133.

3290. — Adresse du Conseil général de Bapaume aux représentants d'un peuple libre, les félicitant de l'énergique résistance qui, dans la journée du 10, a ébranlé jusques dans ses fondements la coalition des tyrans et des despotes, et jurant de maintenir la Liberté et l'Égalité ou de mourir en les défendant.

(22 août 1792.)

Original signé, A. N., C 158, n. 335.

3291. — Adresse du Conseil général et des citoyens de la commune de Choisy-sur-Seine à l'Assemblée législative, apportant leur adhésion aux décrets rendus depuis le 10 août, avec leur serment de soutenir la Liberté et l'Égalité.

22 août 1792.

Original signé, A. N., C 158, n. 336.

Original signé, A. N., C 158, n. 337.

3292. — Acte d'adhésion des juges de paix de Rouen aux mesures vigoureuses prises par l'Assemblée législative pour sauver la Patrie, avec lettre d'envoi du sieur Duval, greffier en chef du tribunal de police correctionnelle de Rouen, au président de l'Assemblée.

22 août 1792.

Original signé, A. N., C 158, n. 338.

Original signé, A. N., C 158, n. 339.

3293. — Lettre du Conseil général du district d'Étampes à l'Assemblée législative, faisant passer l'acte de prestation de son nouveau serment, avec adhésion aux décrets du 10 août et jours suivants.

22 août 1792.

Original signé, A. N., C 159, n. 338.

3294. — Adresse du Conseil de district de Saint-Omer, déclarant le renouvellement du serment civique et la publication d'un arrêté municipal, par lequel le Conseil municipal convoque une Convention nationale et prononce la suspension du Roi, avec lettre d'envoi au président de l'Assemblée législative, comme un hommage aux représentants du peuple de la Patrie.

22 août 1792.

Original signé, A. N., C 159, n. 339.

Original signé, A. N., C 159, n. 340.



3296. — Lettre du directeur du district de Vermand au président de l'Assemblée législative, envoyant son adhésion entière aux opérations de la journée du 10 août et à toutes les mesures que l'Assemblée prendra pour le salut de la Patrie.

22 août 1792.

Original signé, A. N., C 159, n° 338.

3296. Adhésion des officiers municipaux de La Ferté-Vidame aux décrets rendus depuis le 10 août, avec acte de prestation du serment de maintenir la Liberté et l'Égalité et de se dévouer à la Patrie.

22 août 1792.

Copie conforme, A. N., C 159, n° 338.

CF Archives parlementaires, t. XLVIII, p. 676.

3297. — Procès-verbal dressé par le Conseil général de la commune de Gournay, à l'effet de constater le zèle et l'empressement avec lesquels a été prêté le serment de maintenir la Liberté et l'Égalité, et publiée solennellement la loi relative à la suspension du pouvoir exécutif, et lettre d'envoi à l'Assemblée.

22 août 1792.

Extrait et original signé (2 p.), A. N., C 159, n° 338.

3298. — Adresse des officiers municipaux et notables de Vallery-sur-Somme à l'Assemblée législative, déclarant que tout l'Univers admirera sa tranquille et sage fermeté au milieu des plus grands dangers, et assurant qu'ils se dévoueront entièrement au soutien des décrets du 10 août.

22 août 1792.

Original signé, A. N., C 159, n° 338.

3299. — Adresse du Conseil général de la commune d'Épernay à l'Assemblée législative, envoyant son entière adhésion aux sages et vigoureuses mesures prises pour le salut de la Patrie, menacée par les desseins perfides du premier Roi des Français, dont la trahison a éclaté lors de la cérémonie nocturne du 10 août, avec lettre d'envoi.

22 août 1792.

Originaux (2 p.), A. N., C 159, n° 339.

3300. — Adresse du Conseil permanent du district de La Flèche à l'Assemblée législative, la félicitant de sa ferme attitude et de ses mesures prudentes au milieu des circonstances difficiles du 10 août, et faisant parvenir son serment, avec lettre d'envoi.

22 août 1792.

Originaux signés (2 p.), A. N., C 159, n° 339.

3301. — Adresse des citoyens d'Orléans à l'Assemblée législative, présentant l'hommage de leur reconnaissance et leur adhésion pleine et entière aux mesures sages et vigoureuses prises pour sauver la chose publique en danger.

22 août 1792.

Original signé, A. N., C 159, n° 340.

3302. — Adresse du Conseil général de la commune de Tonnerre à l'Assemblée législative, proclamant qu'elle s'est acquise des droits éternels à la reconnaissance publique par la suspension d'un Roi traître et parjure et par la suppression d'une Liste civile, source de tous les maux, et déclarant qu'ils auraient couvert de fleurs les tombes glorieuses des victimes du 10 août par la célébration d'un service solennel, si les citoyens occupés aux travaux des champs n'avaient demandé le renvoi de cette pompe funèbre pour pouvoir y assister, avec lettre d'envoi.

22 août 1792.

Originaux signés (2 p.), A. N., C 159, n° 341.

3303. — Adresse du Conseil général des représentants de la ville de Metz à l'Assemblée législative, rendant grâce immortelles aux braves Marseillais, aux courageux habitants du faubourg St-Antoine, à tous les citoyens qui ont coopéré à la glorieuse Révolution, exprimant le regret de n'avoir pu partager les périls de cette journée, adjurant l'Assemblée de frapper tous les partisans de la royauté et annonçant la formation, à Metz, d'un Conseil composé de membres des sections, qui, sous le titre indiqué plus haut, est chargé de veiller à la sûreté intérieure de la ville.

22 août 1792.

Original signé, A. N., C 159, n° 342.

3308. — Adresse des administrateurs du district de Châteauneuf-Alais à l'Assemblée législative, exposant qu'il s'est agité à peine dans une partie obscure de la France, Louis XVI, arrêté au milieu d'eux, déclarant que les lois n'ont cessé d'être exécutées, et enfin lassé la patience du peuple, et enlevant leur jeunesse, leur vieillesse et leurs biens aux dernières libertés de l'Assemblée.

1793, 1<sup>er</sup> août.  
Original signé, A. N., C. 160, n° 3308.

3309. — Lettre des administrateurs du district de Roeruy à un député du département des Ardennes, lui priant d'être auprès de l'Assemblée nationale l'interprète de leur adresse, priant à tous ses décrets et assurant qu'ils s'empresseront de concourir à leur exécution.

1793, 1<sup>er</sup> août.  
Original signé, A. N., C. 160, n° 3309.

3310. — Adresse du Conseil général de la commune de Boulogne-sur-Mer à l'Assemblée législative, exposant ses vœux pour le décret du 10 de ce mois et jurant de maintenir la Liberté et l'Égalité.

1793, 1<sup>er</sup> août.  
Original signé, A. N., C. 160, n° 3310.

3311. — Adresse des administrateurs du district de Vouziers à l'Assemblée législative, envoyant leur adhésion à ses décrets, notamment à celui relatif à la suspension du pouvoir exécutif, désirée depuis si longtemps, et félicitant l'Assemblée de sa conduite intrépide, vraiment digne des représentants du peuple français.

1793, 1<sup>er</sup> août.  
Original signé, A. N., C. 160, n° 3311.

3312. — Lettre du maire de Valenciennes, président de l'Assemblée législative, annonçant la prestation du nouveau serment par les membres du Conseil général de la commune et demandant un arrêté qui décide l'enfouissement du buste de Louis XV, placé au-dessus de la porte de l'Hôtel de Ville, que l'on nommera désormais Mairie communale.

1793, 1<sup>er</sup> août.  
Original signé de Valenciennes, A. N., C. 160, n° 3312.

3313. — Adresse du Conseil général du district de Bourg à l'Assemblée législative, vouant à l'exécration publique quiconque ne se ralliera point à la voix des représentants de la Nation, avec délibération convoquant les corps constitués pour la prestation du serment et lettre d'envoi.

1793, 1<sup>er</sup> août.  
Original signé de Bourg, A. N., C. 160, n° 3313.

3314. — Procès-verbal de la prestation du serment civique par le tribunal criminel du département de la Vienne, à Poitiers.

1793, 1<sup>er</sup> août.  
Original signé, A. N., C. 160, n° 3314.

3315. — Lettre des administrateurs du district de Pontreux à M. Morand, député des Côtes-du-Nord, annonçant l'envoi dans toutes les communes de leur ressort des décrets rendus depuis le 10, et l'assurant de leur soumission à la volonté nationale, ainsi que de leur respect pour ses décrets.

1793, 1<sup>er</sup> août.  
Original signé, A. N., C. 160, n° 3315.

3316. — Adresse du Conseil général du district de Brest à l'Assemblée législative, exposant les principes qui l'animent, haine immortelle aux tyrans, fidélité inébranlable à la Nation, maintien de la Liberté et de l'Égalité, maintien des gardes nationales militaires pour la défense et la garde du territoire, et de l'État, etc., etc.

1793, 1<sup>er</sup> août.  
Original signé de Brest, A. N., C. 160, n° 3316.

3317. — Adresse du Conseil général de la commune d'Armentières à l'Assemblée législative, déclarant que c'en était fait de la Nation entière si ceux qui s'étaient n'avaient prononcé la suspension de celui qui est l'âme de la Nation, que l'Assemblée nationale n'eût voté la suspension de son pouvoir.

1793, 1<sup>er</sup> août.  
Original signé, A. N., C. 160, n° 3317.

3318. — Adresse des administrateurs du district de Brionne à l'Assemblée législative, exposant que l'on a vu à Brionne, le 10 de ce mois, le peuple français se réunir pour la prestation du serment et l'adoption des décrets du Corps législatif.

1793, 1<sup>er</sup> août.  
Original signé, A. N., C. 160, n° 3318.

gislative, adhérant à tous ses décrets et notamment à ceux qui concernent Louis XVI, et se déclarant pleins de confiance dans les mesures vigoureuses qu'elle a prises et les principes qu'elle a développés.

21 août 1792.

Original signé, A. N., C 160, n° 315.

3315. — Adresse de la municipalité de Quimper à l'Assemblée législative, célébrant ses talents, ses finesses, son zèle infatigable et le courage qu'elle a montré dans la crise que le pays vient de traverser.

21 août 1792.

Original signé, A. N., C 160, n° 315.

3316. — Adresse du Conseil général du district de Guingamp à l'Assemblée législative, estimant que l'événement du 10 est la dernière convulsion du despotisme et que le courage des représentants, uni à l'énergie du peuple, lui a donné le coup de la mort.

22 août 1792.

Original signé, A. N., C 160, n° 316.

3317. — Lettre du président du département de l'Hérault au président de l'Assemblée législative, annonçant que les membres du Conseil viennent de prêter serment en présence d'un grand nombre de citoyens, qui attendent, pour suivre leur exemple, la réunion des assemblées primaires, avec extrait du procès-verbal.

22 août 1792.

Original en double expédition, 2 p. l., A. N., C 160, n° 317.

3318. — Lettre du tribunal du district de Cahors à l'Assemblée législative, offrant l'hommage du serment qu'il a prêté de maintenir la Liberté et l'Egalité.

22 août 1792.

Original signé, A. N., C 160, n° 318.

3319. — Adresse des corps administratifs et judiciaires de la ville de Laigle à l'Assemblée législative, déclarant qu'ils applaudissent avec transport à la sagesse de ses décrets, principalement de ceux du 10 août, grand jour qui sera immortalisé par la Constitution.

ment le plus terrible des vengeances : des parjures de Louis XVI, parjure à son serment.

22 août 1792.

Original signé, A. N., C 160, n° 319.

3320. — Lettre du Conseil général de la commune de Saint-Haon-le-Châtel au président de l'Assemblée législative, envoyant l'expression de leurs vœux les plus ardens pour la conservation des patriotes qu'ils ont soustraits aux fureurs du despotisme en abattant la dernière tête de l'hydre de la tyrannie.

22 août 1792.

Original signé, A. N., C 160, n° 317.

3321. — Adresse du Conseil général du district de Montbrison à l'Assemblée législative, lui offrant l'hommage de sa reconnaissance pour les complots perfides qu'elle a déjoués et promettant une entière soumission à ses décrets.

22 août 1792.

Original signé, A. N., C 160, n° 317.

3322. — Adresse du Conseil général de la commune de Châtignoles à l'Assemblée législative, proclamant que les Législateurs ont mérité la reconnaissance et l'admiration d'un peuple libre et annonçant que tous les corps constitués et gardes nationaux ont juré de maintenir la Liberté et l'Egalité.

22 août 1792.

Original signé, A. N., C 160, n° 317.

3323. — Procès-verbal du Conseil général du district d'Alais, constatant la prestation du serment de maintenir la Liberté et l'Egalité, accomplie avec la dignité qui convient à des hommes libres.

23 août 1792.

Extrait signé, A. N., C 160, n° 318.

3324. — Procès-verbal de la prestation du serment de fidélité à la Nation ainsi que du maintien de la Liberté et de l'Egalité, par les officiers municipaux de Montbrison, avec lettre d'envoi.

24 août 1792.

Original en double expédition, 2 p. l., A. N., C 160, n° 318.

3325. — Adresse d'adhésion par la garde nationale de Mont-Louis aux résolutions prises par l'Assemblée législative, après le jurement exécutif, et prestation du serment civique.

24 août 1792.

Original signé, A. N., C. 160, p. 319.

3326. — Adresse des officiers des 44<sup>e</sup> et 45<sup>e</sup> bataillons de volontaires nationaux envoyés à Nancy à l'Assemblée législative, la félicitant d'avoir nettoyé la surface de la France des restes impurs du despotisme et de l'oppression et annonçant que leurs bataillons ont consacré une journée de soldes au soulagement des veuves et des enfants des patriotes morts glorieusement dans la journée du 10 août.

22 août 1792.

Original signé, A. N., C. 161, p. 357.

3327. — Adresse du Conseil d'arrondissement de La Roche-sur-Fon à l'Assemblée législative, exprimant le vœu que les Alliés du 10 août soient traités comme ils ont traité les Romains, et priant de combattre pour l. Liberté et de faire flotter le drapeau de l'Égalité sur les Alpes.

25 août 1792.

Original signé, A. N., C. 161, p. 357.

3328. — Adresse des Amis de la Loi et des citoyens et citoyennes libres de Port-Louis à l'Assemblée législative, la félicitant d'avoir décrété la suspension de Louis XVI et envoyant leur serment.

22 août 1792.

Original signé, 1<sup>er</sup> p., A. N., C. 161, n° 360, 362.

3329. — Adresse des Maitrons à l'Assemblée législative, déclarant qu'ils croyaient inviolablement attachés au Roi, qui avait juré, comme eux, de maintenir la Constitution, mais qu'ils se trouvent surpris de voir un tel serment se briser et de voir l'Assemblée nationale, leur grande mère, qui l'aurait juré, se jeter à la dérive, en exprimant la haine.

22 août 1792.

Présentation de la Convention.

3330. — Lettre des officiers municipaux de Montlouis à l'Assemblée législative, assurant qu'ils lui sont unis de cœur et d'esprit, qu'ils attendent ses décrets, et que, si Louis XVI a perdu leur confiance, l'Assemblée la possède tout entière.

24 août 1792.

Original signé, A. N., C. 165, n° 393.

3331. — Adresse du Conseil du district de Puycels à l'Assemblée législative, la félicitant d'avoir, par une contenance ferme et vigoureuse, déjoué les exécrables complots d'un roi perfide et de ses vils courtisans, et attestant avoir reçu, avec les transports de la plus vive allégresse, la loi du 10 août, concernant la suspension de Louis XVI.

22 août 1792.

Original signé, A. N., C. 166, n° 396.

3332. — Adresse des citoyens de la ville de Falaise, peuplée d'hommes libres, pleins d'énergie, à l'Assemblée législative, déclarant qu'ils avaient vu, bien avant l'événement du 10 août, que Louis XVI était un traître qui conspirait contre son peuple, et qu'ils avaient déjà demandé qu'il fût jugé par son souverain.

22 août 1792.

Original signé, A. N., C. 167, n° 401.

3333. — Adresse des citoyens libres de Mirebeau à l'Assemblée législative, approuvant la suspension de Louis XVI, en attendant que la Convention nationale prononce sur le sort de ce traître, célébrant le courage de leurs frères, les braves sansculottes, qui ont détruit le Coblenz des Tuileries, et versant des larmes sur le sort de ceux qui ont péri victimes de la tyrannie du monarque à Paris.

22 août 1792.

Original signé, A. N., C. 167, n° 401.

3334. — Adresse des citoyens de la commune de Montfort, approuvant la suspension de Louis XVI, et priant la Convention nationale de prononcer sur le sort de ce traître.

22 août 1792.

Présentation de la Convention.

3338. — Lettre du Conseil général du département de la Marne au Comité de correspondance de l'Assemblée législative, déclarant qu'il a donné l'exemple de sa soumission et de son entière adhésion aux nouveaux actes et décrets du Corps législatif, et qu'il a été le premier de tous les départements à envoyer le procès-verbal de sa prestation de serment, affirmant qu'il n'existe dans leur département qu'un parti, celui de la Liberté et de l'Égalité, et que les élections seront faites sur ces bases.

23 août 1792.

Original signé, A. N., C 358, n° 1899.

3336. — Adresse des officiers municipaux de Luzarches à l'Assemblée législative, adhérant à ses décrets, qui rendent des droits trop longtemps méconnus et jugés avec raison imprescriptibles.

23 août 1792.

Original signé, A. N., C 159, n° 337.

3337. — Adresse de la municipalité de Bray-sur-Seine à l'Assemblée législative, la félicitant d'avoir déchiré le voile perfide qui couvrait les complots exécrables du premier fonctionnaire public, et proclamant que les tyrans sont abattus, que les prêtres fanatiques et les traîtres sont attérés, que l'Empire est sauvé.

23 août 1792.

Original signé, A. N., C 159, n° 338.

3338. — Procès-verbal de la prestation de serment faite par le Conseil du district de Nemours, contenant une entière adhésion aux mesures prises par le Corps législatif depuis le 10 août, avec lettre d'envoi à l'Assemblée législative.

23 août 1792.

Original signé et extraits, 2 p., A. N., C 159, n° 339.

3339. — Adresse du Conseil général de la commune de Chantilly à l'Assemblée législative, déclarant que le 10 août vient enfin de briser leurs fers et de leur rendre leurs droits sacrés.

23 août 1792.

Original signé, A. N., C 159, n° 339.

T. IV.

3340. — Lettres des administrateurs du département de la Seine-Inférieure au président de l'Assemblée législative, annonçant la prestation de serment : 1° par le Conseil général du district de Gournay, celui de la commune, le commandant de la garde nationale et les employés des bureaux ; 2° par le Conseil général du district de Montivilliers et les employés de ses bureaux.

23 août 1792.

Originaux signés, 2 p., A. N., C 159, n° 341.

3341. — Adresse du Conseil général de la commune de Buchy (Seine-Inférieure) à l'Assemblée législative, la félicitant d'avoir prononcé la suspension d'un Roi, auteur des maux de la Patrie, et décrété la convocation d'une Convention nationale qui tirera le pays de l'abîme où il se voyait à la veille d'être englouti, avec acte de prestation du nouveau serment.

23 août 1792.

Original signé et copie conforme, 2 p., A. N., C 159, n° 341.

3342. — Adresse des corps constitués du district et de la commune de Crépy à l'Assemblée législative, envoyant leur adhésion à ses décrets et vouant à l'opprobre de l'humanité entière les valets corrompus d'une cour scélérate, qui ont osé les improuver, notamment Lafayette, qui surpassa par ses trahisons les Catilina, les Cromwell et tous les brigands, fléaux de l'humanité, avec l'acte de prestation de leur serment.

23 août 1792.

Original et extraits, 2 p., A. N., C 159, n° 341.

3343. — Adresse du Conseil général du district de Cergy à l'Assemblée législative, la félicitant de la conduite ferme, sage et vigoureuse qu'elle a tenue depuis le 10 août, avec l'acte de la prestation de son serment.

23 août 1792.

Original et extraits, 2 p., A. N., C 159, n° 342.

3344. — Adresse du Conseil général de la commune de Dankeferme à l'Assemblée



1342. — Adresse du Conseil général du département du Doubs à l'Assemblée législative, désapprouvant l'outrage que certains députés ont fait à plusieurs commissaires de l'Assemblée quelques corps administratifs, dont la religion aura été surprise et qui donneront certainement des témoignages de douleur et de repentir.

23 août 1792.

Original signé, A. N., C 159, n° 342.

1343. — Adresse du Conseil général de la commune de Doubs à l'Assemblée législative, la félicitant d'avoir déjoué la conjuration infernale qui méditait le massacre des Français attachés à la régénération et devenus par ce fait des hommes libres, en suspendant les pouvoirs du chef des conjurés, et applaudissant à ses mesures aussi sages que vigoureuses, avec l'acte de prestation du nouveau serment.

23 août 1792.

Original signé, A. N., C 159, n° 342.

1344. — Adresse du Conseil général du

département du Doubs à l'Assemblée législative, déclarant que les indignes magistrats de la ville de Sedan avaient eu l'impudence de lui faire parvenir l'apologie de leur rébellion, et que leur écrit audacieux a été publiquement lacéré, avec promesse de leur déshonneur et de leur mort.

23 août 1792.

Original signé et extrait conforme (2 p.). C 159, n° 342.

1345. — Lettre des administrateurs du département de la Haute-Vienne au président de l'Assemblée législative, envoyant la formule du serment qu'ils ont prêté, le 22 août, sous l'édifice national de Saint-Michel.

23 août 1792.

Original signé, A. N., C 159, n° 342.

1346. — Procès-verbal de la prestation du serment civique par le Conseil général de la commune de La Rochelle.

23 août 1792.

Original signé, A. N., C 160, n° 343.

1347. — Adresse du district et de la commune de Lamballe à l'Assemblée législative, proclamant que sa conduite ferme et vigoureuse depuis le 9 août lui a donné de nouveaux titres à la reconnaissance de la Nation et qu'en dépit des manœuvres des ennemis du bonheur public, ils se rallieront toujours à la République.

23 août 1792.

Original signé, A. N., C 160, n° 343.

1348. — Adresse du Conseil général du district de La Rochelle à l'Assemblée législative, déclarant que le Français a reconnu le signal d'une régénération complète dans les événements où les ennemis de la Liberté feignent de voir la subversion de l'Etat.

23 août 1792.

Original signé, A. N., C 160, n° 343.

1349. — Adresse du Conseil général de la commune de Lamballe à l'Assemblée législative, rendant hommage aux mâles et vigoureux accents qui ont dicté les décrets prononcés par elle depuis le 10 août et qui ont terrassé l'hydre monstrueux, altéré du sang et des sueurs du peuple.

23 août 1792.

Extrait signé, A. N., C 160, n° 343.

1350. — Procès-verbal de la prestation du serment civique par le Conseil général des lois convoquant une Convention nationale et prononçant la suspension du pouvoir exécutif, avec prestation du serment civique par les citoyens.

23 août 1792.

Original signé, A. N., C 160, n° 343.

1351. — Adresse du Conseil général du département de la Vienne à l'Assemblée législative, applaudissant à la suspension du pouvoir exécutif, avec promesse de la part de la Vienne d'observer les lois de la Nation et d'observer les lois de la République.

23 août 1792.

Original signé, A. N., C 160, n° 344.

1352. — Adresse du Conseil général du district de Lamballe à l'Assemblée législative.

de la municipalité de donner à ses décrets l'adhésion et l'exécution, et de leur prêter pour l'avenir, de la Liberté et de l'Égalité, avec lettre d'envoi et procès-verbal de la prestation du serment.

23 août 1792.

Originaux signés et extrait (3 p.), A. N., C 160, n° 344.

3355. — Adresse des administrateurs du district de Châtelleraux à l'Assemblée législative, déclarant que le 10 août 1792 sera, dès ce jour, compté pour le premier jour de l'Égalité, que Louis XVI, chef des tyrans, est suspendu, que sa déchéance n'est pas éloignée et que la Convention nationale va la prononcer.

23 août 1792.

Original signé, A. N., C 160, n° 344.

3356. — Adresse des corps constitués et des citoyens de Prémilly (Indre-et-Loire) à l'Assemblée législative, annonçant que dans un élan spontané de patriotisme ils ont prêté le serment de mourir pour la Liberté, en ajoutant à leur serment la haine éternelle vouée aux tyrans et à la tyrannie.

23 août 1792.

Copie conforme, A. N., C 160, n° 346.

3357. — Adresse des citoyens composant le Conseil général de la commune de La Rochelle à l'Assemblée législative, exprimant l'admiration que leur fait éprouver sa conduite énergique et l'indignation profonde que leur inspire l'abominable trahison de celui à qui la Nation avait confié le dépôt sacré de ses lois.

23 août 1792.

Original signé, A. N., C 160, n° 346.

3358. — Lettre du directoire du district de Montluel au président de l'Assemblée législative, l'assurant de sa fidélité inébranlable pour l'exécution des décrets rendus à la suite de la commotion violente du 10 août, afin de conserver la souveraineté du peuple et de sauver la Patrie, et envoyant l'expression des sentiments des corps constitués.

23 août 1792.

Copie conforme de l'original (2 p.), A. N., C 160, n° 346.

3359. — Adresse du directoire d'Etatitz (saône-et-Loire) et de la commune de cette ville à l'Assemblée législative, la félicitant de la fin du despotisme qu'elle a montrés dans ces jours d'alarmes et d'odieuses trahisons, la remerciant d'avoir tranché le fil des conspirations tramées contre la Liberté par celui-là même que le peuple avait institué pour la défendre, et annonçant l'adhésion à ses décrets jurée par eux avec soleil sur la place de la Liberté.

23 août 1792.

Original signé, A. N., C 160, n° 347.

3360. — Procès-verbal de la prestation du serment civique par la municipalité d'Auxonne, qui déclare reconnaître l'Assemblée nationale comme le seul point de ralliement des Français.

23 août 1792.

Extrait signé, A. N., C 160, n° 347.

3361. — Adresse du tribunal du district de Semur, donnant son adhésion la plus absolue aux décrets du 10 août, et jurant de maintenir la Liberté et l'Égalité.

23 août 1792.

Original signé, A. N., C 160, n° 348.

3362. — Adresse du Conseil du district de Saint-Claude à l'Assemblée législative, accusant réception de ses décrets, dont a été fait lecture publique et solennelle, et déclarant que les fiers enfants du Haut-Jura sentent le prix des efforts de l'Assemblée pour établir une liberté solide sur les ruines du despotisme qu'ils abhorrent.

23 août 1792.

Original signé, A. N., C 160, n° 348.

3363. — Adresse du Conseil du district de Rieux à l'Assemblée législative, annonçant qu'ils admirent les mesures énergiques suggérées par les dangers de la Patrie et qu'ils adhèrent avec acclamation à la suspension du pouvoir exécutif.

23 août 1792.

Original signé, A. N., C 160, n° 348.

3364. — Acte d'adhésion du Conseil permanent et du tribunal du district de

Vienne aux mesures courageusement prises par l'Assemblée nationale depuis le 10 août, avec prestation de leur serment.

25 août 1792.

Copie conforme, A. N., C 160, n° 348.

3365. — Adresse du Conseil du district de Saint-Marcellin à l'Assemblée législative, lui envoyant les témoignages de son amour pour la Liberté et l'Égalité et célébrant le jour à jamais mémorable qui a vu le triomphe de la Liberté.

23 août 1792.

Original signé, A. N., C 160, n° 348.

3366. — Adresse du Conseil général de la commune de Vendôme à l'Assemblée législative, annonçant qu'il s'est empressé de mettre à exécution les décrets des 10 et 12 août, lesquels lui sont parvenus officiellement, avec acte d'adhésion aux principes de l'Assemblée.

23, 24 août 1793.

Original et extrait (formaté) (2 p.), A. N., C 160, n° 342.

3367. — Lettre et adresse du Conseil général de la commune de Calais au président de l'Assemblée législative, adressant le procès-verbal de sa prestation de serment et son adhésion aux décrets des représentants de la Nation.

23, 11 août 1792.

Original et extrait (formaté) (3 p.), A. N., C 160, n° 341.

3368. — Procès-verbal de la prestation publique de serment faite par les administrateurs du district d'Auch, avec le vœu unanime des habitants et lettre d'envoi.

23, 25 août 1792.

Extrait et original signé (2 p.), A. N., C 160, n° 348.

3369. — Adresse des citoyens d'Amboise à l'Assemblée législative, la remerciant de ses mesures extraordinaires, en particulier de la suspension de Louis XVI, et déclarant que les bons citoyens ont plus de confiance et d'espoir qu'en leurs anciens représentants.

23 août 1792.

Original signé, A. N., C 160, n° 348.

3370. — Adresse de la commune de Versailles, représentée par les premiers saires de ses sections, à l'Assemblée législative, proclamant qu'elle a bien mérité de la Patrie, et la félicitant du grand caractère déployé depuis les événements du 10 août.

12, 4 août 1792.

Original signé, A. N., C 160, n° 348.

Cf. *Archives parlementaires*, t. XLVIII, p. 667.

3371. — Adresse des citoyens d'Avallon, Amis de la Liberté et de l'Égalité, à l'Assemblée législative, se réjouissant de voir nettoyées les écuries d'Augias et déclarant qu'à leurs yeux le serment de l'Égalité est celui de chasser du trône le Roi et toute sa famille, et qu'il faut s'armer de la hache de la Liberté et faire une guerre à mort au despotisme.

23 août 1792.

Original signé, A. N., C 160, n° 348.

3372. — Adresse des citoyens de l'Arche, Amis de la Liberté et de l'Égalité, à l'Assemblée législative, donnant leur adhésion à toutes les grandes mesures qu'elle a prises pour sauver la Patrie, et la félicitant de sa fermeté et de son énergie dans les instants d'orage qui ont assuré à jamais la Liberté et l'Égalité.

23 août 1792.

Original signé, A. N., C 162, n° 360.

3373. — Adresse de la Société des Amis de la Liberté et de l'Égalité de Bourg-Ain à l'Assemblée législative, la félicitant des mesures exceptionnelles dictées par les crimes d'un Roi mille fois parguré, et déclarant qu'elle veut d'urgence la destruction totale de la constitution française Louis XVI et le renversement de tous les trônes liberticides.

23 août 1792.

Original signé, A. N., C 162, n° 360.

3374. — Adresse du Conseil du district de Saint-Jean à l'Assemblée législative, en voyant ses députés aux sections, et déclarant qu'elle vient d'adopter pour le salut de la Patrie, avec le serment individuel de tous les citoyens.

23 août 1792.

Original signé, A. N., C 160, n° 348.

3375. — Adresse du directeur du district de Lavaur à l'Assemblée législative, de la République avec enthousiasme aux décrets tutélaires qu'elle vient de rendre et exprimant le vœu que, persistant dans son attitude, elle frappe encore des coups terribles, adresse accompagnée du procès-verbal de la prestation publique du serment.

23 août 1792.

Original signé et extrait conforme (2 p.).  
A. N., C 165, n° 393.

3376. — Procès-verbal du Conseil de la commune de Pézenas, contenant son adhésion, donnée sans restriction, à toutes les mesures que les circonstances ont prescrites pour anéantir la tyrannie, tarir la source des maux dont la Patrie est menacée et faire triompher le règne de la Liberté et de l'Égalité, applaudissant en particulier à la suspension du chef du pouvoir exécutif.

23 août 1792.

Copie conforme, A. N., C 165, n° 393.

3377. — Procès-verbal de la prestation du serment civique par le Conseil du district de Perpignan, avec lettre d'envoi au président de l'Assemblée législative.

23 août 1792.

Copie collationnée et original signés (2 p.).  
A. N., C 165, n° 393.

3378. — Adresse du Conseil général de la commune d'Antibes à l'Assemblée législative, la félicitant d'avoir déjoué les complots criminels des ennemis de la Patrie et d'avoir suspendu le pouvoir exécutif qui préparait sourdement leur perte, acte de fermeté et de justice.

23 août 1792.

Original signé, A. N., C 165, n° 395.

3379. — Adresse des citoyens de Châteaugiron à l'Assemblée législative, se réunissant de voir, après une longue oppression, le sceptre arraché de la main du tyran, d'un Roi plus féroce et plus cruel que ce Barbares de l'Europe qui ne triomphe ses crimes qu'en s'attendant à sa déchéance, et demandant l'élection des chefs par les soldats de la Liberté, en faisant remarquer

que les intrépides Bretons et les fiers Marseillais n'ont pas eu besoin des élus de la Cour pour s'immortaliser et servir la Patrie.

23 août 1792.

Original signé, A. N., C 167, n° 404.

3380. — Adresse de la Société des Amis de la Constitution d'Agen à l'Assemblée législative, l'approuvant d'avoir arrêté la lutte engagée par le premier fonctionnaire de l'Etat contre la volonté générale et d'avoir convoqué une Convention nationale, et montrant que chez les rois le patriotisme et la franchise doivent remplacer les raffinements politiques, le mystère et la duplicité.

23 août 1793.

Original signé, A. N., C 167, n° 404.

3381. — Adresse des commissaires du 1<sup>er</sup> bataillon de volontaires nationaux de la Haute-Garonne, cantonné à Mougins et Mouans, près de Grasse, à l'Assemblée législative, déclarant que la proclamation du décret de l'Assemblée relatif à la suspension du chef du pouvoir exécutif a été accueillie par les acclamations les plus vives, et envoyant leur serment de mourir avant de laisser porter atteinte à la souveraineté du peuple français.

23 août 1792.

Original signé, A. N., C 167, n° 404.

3382. — Adresse des citoyens libres d'Aigueperse à l'Assemblée législative, célébrant la victoire complète remportée par le grand peuple de Paris, uni aux braves et intrépides Marseillais, dont la marche a été dirigée par les destins libérateurs de la France, et attendant la décision relative à la déchéance du chef du pouvoir exécutif.

23 août 1792.

Original signé, A. N., C 167, n° 405.

3383. — Adresse des citoyens du canton de Saint-Nazaire, et de Baudet à l'Assemblée législative, proclamant que le décret du 10 août, concernant la suspension du pouvoir exécutif, était le vœu de tout bon

Environnemental quality is the measure of differences among the following five levels:

$\text{C}(\log \log n) = O(N^{-\epsilon})$ ,  $N \in [n]$ .

1884. — Adresse de la grande assemblée de la ville de Toulouse à l'Assemblée législative, lui rendant mille vœux pour la continuation de la liberté qui ont dirigé ses décrets et l'invitant à poursuivre, sans relâche, tous les parjures et les traitres.

Original signé, A. N., C 167, n° 413.

la commune d'Yzès à l'Assemblée législative, déclarant qu'elle applaudit vivement aux mesures sages et vigoureuses prescrites par le salut du peuple, tout en gémissant sur le sort des trop malheureuses victimes d'une sainte insurrection.

1386. — Adresse du Conseil général du district de Mortain à l'Assemblée législative, par le député, le 10 août 1870, en réponse à une lettre du 26 juillet 1870. L'Assemblée législative, dans la séance du 10 août 1870, a décidé de ne pas lui répondre, et de remplacer toutes les créatures du ci-devant pouvoir exécutif.

Original signé, A. N., C 152, n° 338.

3387. — Adresse du Conseil général du district d'Argentan (Orne) à l'Assemblée législative, sur l'indemnité des victimes, grâce auxquelles l'arbre de la Liberté ne croît pas. (Cet arbre croît partout.) On doit punir le criminel d'indemnité de son crime. Le peuple agit à sa guise.

2008, a survey of the administrative de-  
partment of Marketing at the University of  
Trent, Ontario, with the following ques-  
tions: "What are the reasons for the  
increased use of social computing by the

Source: *Archives of the U.S. Navy*, 1919, 2000, 2001, 2002, 2003, 2004, 2005, 2006, 2007, 2008, 2009, 2010, 2011, 2012, 2013, 2014, 2015, 2016, 2017, 2018, 2019, 2020, 2021, 2022, 2023, 2024, 2025, 2026, 2027, 2028, 2029, 2030, 2031, 2032, 2033, 2034, 2035, 2036, 2037, 2038, 2039, 2040, 2041, 2042, 2043, 2044, 2045, 2046, 2047, 2048, 2049, 2050, 2051, 2052, 2053, 2054, 2055, 2056, 2057, 2058, 2059, 2060, 2061, 2062, 2063, 2064, 2065, 2066, 2067, 2068, 2069, 2070, 2071, 2072, 2073, 2074, 2075, 2076, 2077, 2078, 2079, 2080, 2081, 2082, 2083, 2084, 2085, 2086, 2087, 2088, 2089, 2090, 2091, 2092, 2093, 2094, 2095, 2096, 2097, 2098, 2099, 2100, 2101, 2102, 2103, 2104, 2105, 2106, 2107, 2108, 2109, 2110, 2111, 2112, 2113, 2114, 2115, 2116, 2117, 2118, 2119, 2120, 2121, 2122, 2123, 2124, 2125, 2126, 2127, 2128, 2129, 2130, 2131, 2132, 2133, 2134, 2135, 2136, 2137, 2138, 2139, 2140, 2141, 2142, 2143, 2144, 2145, 2146, 2147, 2148, 2149, 2150, 2151, 2152, 2153, 2154, 2155, 2156, 2157, 2158, 2159, 2160, 2161, 2162, 2163, 2164, 2165, 2166, 2167, 2168, 2169, 2170, 2171, 2172, 2173, 2174, 2175, 2176, 2177, 2178, 2179, 2180, 2181, 2182, 2183, 2184, 2185, 2186, 2187, 2188, 2189, 2190, 2191, 2192, 2193, 2194, 2195, 2196, 2197, 2198, 2199, 2200, 2201, 2202, 2203, 2204, 2205, 2206, 2207, 2208, 2209, 2210, 2211, 2212, 2213, 2214, 2215, 2216, 2217, 2218, 2219, 2220, 2221, 2222, 2223, 2224, 2225, 2226, 2227, 2228, 2229, 2230, 2231, 2232, 2233, 2234, 2235, 2236, 2237, 2238, 2239, 2240, 2241, 2242, 2243, 2244, 2245, 2246, 2247, 2248, 2249, 2250, 2251, 2252, 2253, 2254, 2255, 2256, 2257, 2258, 2259, 2260, 2261, 2262, 2263, 2264, 2265, 2266, 2267, 2268, 2269, 2270, 2271, 2272, 2273, 2274, 2275, 2276, 2277, 2278, 2279, 2280, 2281, 2282, 2283, 2284, 2285, 2286, 2287, 2288, 2289, 2290, 2291, 2292, 2293, 2294, 2295, 2296, 2297, 2298, 2299, 2300, 2301, 2302, 2303, 2304, 2305, 2306, 2307, 2308, 2309, 2310, 2311, 2312, 2313, 2314, 2315, 2316, 2317, 2318, 2319, 2320, 2321, 2322, 2323, 2324, 2325, 2326, 2327, 2328, 2329, 2330, 2331, 2332, 2333, 2334, 2335, 2336, 2337, 2338, 2339, 2340, 2341, 2342, 2343, 2344, 2345, 2346, 2347, 2348, 2349, 2350, 2351, 2352, 2353, 2354, 2355, 2356, 2357, 2358, 2359, 2360, 2361, 2362, 2363, 2364, 2365, 2366, 2367, 2368, 2369, 2370, 2371, 2372, 2373, 2374, 2375, 2376, 2377, 2378, 2379, 2380, 2381, 2382, 2383, 2384, 2385, 2386, 2387, 2388, 2389, 2390, 2391, 2392, 2393, 2394, 2395, 2396, 2397, 2398, 2399, 2400, 2401, 2402, 2403, 2404, 2405, 2406, 2407, 2408, 2409, 2410, 2411, 2412, 2413, 2414, 2415, 2416, 2417, 2418, 2419, 2420, 2421, 2422, 2423, 2424, 2425, 2426, 2427, 2428, 2429, 2430, 2431, 2432, 2433, 2434, 2435, 2436, 2437, 2438, 2439, 2440, 2441, 2442, 2443, 2444, 2445, 2446, 2447, 2448, 2449, 2450, 2451, 2452, 2453, 2454, 2455, 2456, 2457, 2458, 2459, 2460, 2461, 2462, 2463, 2464, 2465, 2466, 2467, 2468, 2469, 2470, 2471, 2472, 2473, 2474, 2475, 2476, 2477, 2478, 2479, 2480, 2481, 2482, 2483, 2484, 2485, 2486, 2487, 2488, 2489, 2490, 2491, 2492, 2493, 2494, 2495, 2496, 2497, 2498, 2499, 2500, 2501, 2502, 2503, 2504, 2505, 2506, 2507, 2508, 2509, 2510, 2511, 2512, 2513, 2514, 2515, 2516, 2517, 2518, 2519, 2520, 2521, 2522, 2523, 2524, 2525, 2526, 2527, 2528, 2529, 2530, 2531, 2532, 2533, 2534, 2535, 2536, 2537, 2538, 2539, 2540, 2541, 2542, 2543, 2544, 2545, 2546, 2547, 2548, 2549, 2550, 2551, 2552, 2553, 2554, 2555, 2556, 2557, 2558, 2559, 2560, 2561, 2562, 2563, 2564, 2565, 2566, 2567, 2568, 2569, 2570, 2571, 2572, 2573, 2574, 2575, 2576, 2577, 2578, 2579, 2580, 2581, 2582, 2583, 2584, 2585, 2586, 2587, 2588, 2589, 2590, 2591, 2592, 2593, 2594, 2595, 2596, 2597, 2598, 2599, 2600, 2601, 2602, 2603, 2604, 2605, 2606, 2607, 2608, 2609, 2610, 2611, 2612, 2613, 2614, 2615, 2616, 2617, 2618, 2619, 2620, 2621, 2622, 2623, 2624, 2625, 2626, 2627, 2628, 2629, 2630, 2631, 2632, 2633, 2634, 2635, 2636, 2637, 2638, 2639, 2640, 2641, 2642, 2643, 2644, 2645, 2646, 2647, 2648, 2649, 2650, 2651, 2652, 2653, 2654, 2655, 2656, 2657, 2658, 2659, 2660, 2661, 2662, 2663, 2664, 2665, 2666, 2667, 2668, 2669, 2670, 2671, 2672, 2673, 2674, 2675, 2676, 2677, 267

Original signé, A. N., C 159, n° 338.

84 — A l'issue des élections, le département du Finistère a l'honneur de se présenter à l'Assemblée législative, proclamant qu'elle a montré le plus sublime courage et la plus profonde sagesse, dans le coup d'État du 24 février, où le peuple s'est levé et a enseveli les satellites des tyrans sous les ruines de l'asile de la tyrannie.

24 août 1792.  
Original signé, A. N., C 159, n° 339.

4,000. — Adresse des administrateurs du district de Bourg-la-Reine à l'Assemblée législative, envoyant avec leur proposition cent livres de rente sur les décrets de l'Assemblée qu'ils s'empresseront de faire exécuter, malgré toutes les machinations aristocratiques (s'il en existe encore), et joignant une offrande patriotique de 500 livres pour les veuves et les orphelins de leurs frères morts à la Liberté, frères dont ils ont arrosé les

Cf. *Archives parlementaires*, t. XLVIII, p. 692.

[illegible]

Printed in Great Britain by the University Press, Cambridge

[illegible]



ment à ceux rendus le 10 août  
par la prestation de serment.

24 août 1792.

Original signé, A. N., C 159, n° 341.

3398. — Adresse des administrateurs du département du Bas-Rhin et du district de Strasbourg, remis à l'Assemblée législative, annonçant qu'avec tous les amis de la Liberté et de l'Égalité ils adhèrent aux décrets rendus au sujet de la suspension du pouvoir exécutif, et protestant de leur attachement à la Liberté et à l'Égalité.

24 août 1792.

Original signé, A. N., C 159, n° 342.

Cf. *Moniteur*, 24 août 1792, CXLVIII = 708.

3399. — Déclaration du directeur du district de Louviers, portant qu'il donne son adhésion la plus entière à tous les décrets de l'Assemblée, en particulier à celui qui suspend le pouvoir exécutif, et ajoutant qu'il ne reconnaît d'autre souverain que le peuple et d'autre loi que la Liberté.

24 août 1792.

Original signé, A. N., C 160, n° 343.

3400. — Adresse du Conseil général de la commune de Laval à l'Assemblée législative, répétant les cris de triomphe de la journée du 10, Liberté et Égalité, et jurant de mourir pour défendre cette même Liberté.

24 août 1792.

Original signé, A. N., C 160, n° 344.

3396. — Adresse du Conseil général du district de Châtillon-sur-Seine à l'Assemblée législative, la félicitant de son décret du 10 août qui prononce la suspension du pouvoir exécutif dans les mains d'un chef, convaincu d'avoir abusé traitreusement des droits et de l'autorité qui lui étaient confiés.

24 août 1792.

Original signé, A. N., C 159, n° 342.

3397. — Lettre du Conseil du district de Melun au président de l'Assemblée législative, annonçant la prestation de la suspension de serment, pour son adhé-

sion aux grandes et sages mesures que l'Assemblée vient de prendre.

24 août 1792.

Original signé, A. N., C 159, n° 345.

3398. — Adresse de la commune de Bollée à l'Assemblée législative, applaudissant aux décrets que des circonstances périlleuses l'ont forcée de rendre, spécialement à celui qui prononce la suspension du Roi, et versant des larmes sur les cendres des victimes qui, dans la journée du 10 août, ont expiré sous le glaive meurtrier des factions.

24 août 1792.

Original signé, A. N., C 159, n° 342.

3399. — Adresse du Conseil du district de Villefranche à l'Assemblée législative, approuvant les mesures vigoureuses qu'elle a prises pour sauver la Patrie, et annonçant l'envoi immédiat, à toutes les municipalités, des lois émanées de sa sagesse, avec procès-verbal de la prestation du serment civique.

24 août 1792.

Original signé, A. N., C 160, n° 343.

3400. — Adresse du district de Mondoubleau à l'Assemblée législative, donnant son adhésion la plus complète à toutes les mesures qu'elle a prises contre la trahison et pour assurer la Liberté, et proclamant que son serment est : la Liberté ou la mort.

24 août 1792.

Original signé, A. N., C 160, n° 343.

3401. — Adresse des administrateurs du district de Soissons à l'Assemblée législative, déclarant qu'ils ont remis leur adhésion aux grandes et courageuses mesures de l'Assemblée entre les mains de ses commissaires, annonçant l'évacuation de plusieurs communautés religieuses, qui serviront à loger les fédérés, et l'envoi de leur argenterie à la Monnaie.

24 août 1792.

Original signé, A. N., C 160, n° 344.

3402. — Adresse du district de Châteauneuf-sur-Loire à l'Assemblée législative, annonçant la prestation de ser-

pour le salut de la Nation et pour  
maintenir la Liberté et l'Égalité.

148

Extrait signé, A. N., C 160, n° 344.

1401. — Adresse de l'arrondissement du district de Saint-Florentin à l'Assemblée législative, déclarant que la fermeté de sa conduite et la sagesse de ses décrets ont été les guides des mandataires du peuple et de ses défenseurs, et que la fatale journée du 10 mars a été pour le monde une inspiration qui aurait enseveli, de la manière la plus barbare, la saine partie des Français.

24 août 1792.

Original signé, A. N., C 160, n° 345.

406. — Adresse du Conseil général de la commune de Houtleur à l'Assemblée législative, annonçant qu'à la réception des lois qui ont suivi la mémorable journée du 10, il a juré avec enthousiasme de les faire exécuter et de mourir à son poste en maintenant la Liberté et l'Égalité.

24 août 1792.

(Original signed, A. N., C 160, n° 346.

405. — Adressé de l'un des membres de la commune de Montignac (Dordogne) à l'Assemblée législative, accompagnant l'envoi du procès-verbal de la prestation de leur serment, et rendant hommage au courage ainsi qu'à l'attitude imposante et fière des Législateurs.

1998, 1999, 2000, 2001, 2002, 2003, 2004, 2005, 2006, 2007, 2008, 2009, 2010, 2011, 2012, 2013, 2014, 2015, 2016, 2017, 2018, 2019, 2020, 2021, 2022, 2023, 2024, 2025, 2026, 2027, 2028, 2029, 2030, 2031, 2032, 2033, 2034, 2035, 2036, 2037, 2038, 2039, 2040, 2041, 2042, 2043, 2044, 2045, 2046, 2047, 2048, 2049, 2050, 2051, 2052, 2053, 2054, 2055, 2056, 2057, 2058, 2059, 2060, 2061, 2062, 2063, 2064, 2065, 2066, 2067, 2068, 2069, 2070, 2071, 2072, 2073, 2074, 2075, 2076, 2077, 2078, 2079, 2080, 2081, 2082, 2083, 2084, 2085, 2086, 2087, 2088, 2089, 2090, 2091, 2092, 2093, 2094, 2095, 2096, 2097, 2098, 2099, 2100, 2101, 2102, 2103, 2104, 2105, 2106, 2107, 2108, 2109, 2110, 2111, 2112, 2113, 2114, 2115, 2116, 2117, 2118, 2119, 2120, 2121, 2122, 2123, 2124, 2125, 2126, 2127, 2128, 2129, 2130, 2131, 2132, 2133, 2134, 2135, 2136, 2137, 2138, 2139, 2140, 2141, 2142, 2143, 2144, 2145, 2146, 2147, 2148, 2149, 2150, 2151, 2152, 2153, 2154, 2155, 2156, 2157, 2158, 2159, 2160, 2161, 2162, 2163, 2164, 2165, 2166, 2167, 2168, 2169, 2170, 2171, 2172, 2173, 2174, 2175, 2176, 2177, 2178, 2179, 2180, 2181, 2182, 2183, 2184, 2185, 2186, 2187, 2188, 2189, 2190, 2191, 2192, 2193, 2194, 2195, 2196, 2197, 2198, 2199, 2200, 2201, 2202, 2203, 2204, 2205, 2206, 2207, 2208, 2209, 2210, 2211, 2212, 2213, 2214, 2215, 2216, 2217, 2218, 2219, 2220, 2221, 2222, 2223, 2224, 2225, 2226, 2227, 2228, 2229, 2230, 2231, 2232, 2233, 2234, 2235, 2236, 2237, 2238, 2239, 2240, 2241, 2242, 2243, 2244, 2245, 2246, 2247, 2248, 2249, 2250, 2251, 2252, 2253, 2254, 2255, 2256, 2257, 2258, 2259, 2260, 2261, 2262, 2263, 2264, 2265, 2266, 2267, 2268, 2269, 2270, 2271, 2272, 2273, 2274, 2275, 2276, 2277, 2278, 2279, 2280, 2281, 2282, 2283, 2284, 2285, 2286, 2287, 2288, 2289, 2290, 2291, 2292, 2293, 2294, 2295, 2296, 2297, 2298, 2299, 2300, 2301, 2302, 2303, 2304, 2305, 2306, 2307, 2308, 2309, 2310, 2311, 2312, 2313, 2314, 2315, 2316, 2317, 2318, 2319, 2320, 2321, 2322, 2323, 2324, 2325, 2326, 2327, 2328, 2329, 2330, 2331, 2332, 2333, 2334, 2335, 2336, 2337, 2338, 2339, 2340, 2341, 2342, 2343, 2344, 2345, 2346, 2347, 2348, 2349, 2350, 2351, 2352, 2353, 2354, 2355, 2356, 2357, 2358, 2359, 2360, 2361, 2362, 2363, 2364, 2365, 2366, 2367, 2368, 2369, 2370, 2371, 2372, 2373, 2374, 2375, 2376, 2377, 2378, 2379, 2380, 2381, 2382, 2383, 2384, 2385, 2386, 2387, 2388, 2389, 2390, 2391, 2392, 2393, 2394, 2395, 2396, 2397, 2398, 2399, 2400, 2401, 2402, 2403, 2404, 2405, 2406, 2407, 2408, 2409, 2410, 2411, 2412, 2413, 2414, 2415, 2416, 2417, 2418, 2419, 2420, 2421, 2422, 2423, 2424, 2425, 2426, 2427, 2428, 2429, 2430, 2431, 2432, 2433, 2434, 2435, 2436, 2437, 2438, 2439, 2440, 2441, 2442, 2443, 2444, 2445, 2446, 2447, 2448, 2449, 2450, 2451, 2452, 2453, 2454, 2455, 2456, 2457, 2458, 2459, 2460, 2461, 2462, 2463, 2464, 2465, 2466, 2467, 2468, 2469, 2470, 2471, 2472, 2473, 2474, 2475, 2476, 2477, 2478, 2479, 2480, 2481, 2482, 2483, 2484, 2485, 2486, 2487, 2488, 2489, 2490, 2491, 2492, 2493, 2494, 2495, 2496, 2497, 2498, 2499, 2500, 2501, 2502, 2503, 2504, 2505, 2506, 2507, 2508, 2509, 2510, 2511, 2512, 2513, 2514, 2515, 2516, 2517, 2518, 2519, 2520, 2521, 2522, 2523, 2524, 2525, 2526, 2527, 2528, 2529, 2530, 2531, 2532, 2533, 2534, 2535, 2536, 2537, 2538, 2539, 2540, 2541, 2542, 2543, 2544, 2545, 2546, 2547, 2548, 2549, 2550, 2551, 2552, 2553, 2554, 2555, 2556, 2557, 2558, 2559, 2560, 2561, 2562, 2563, 2564, 2565, 2566, 2567, 2568, 2569, 2570, 2571, 2572, 2573, 2574, 2575, 2576, 2577, 2578, 2579, 2580, 2581, 2582, 2583, 2584, 2585, 2586, 2587, 2588, 2589, 2590, 2591, 2592, 2593, 2594, 2595, 2596, 2597, 2598, 2599, 2600, 2601, 2602, 2603, 2604, 2605, 2606, 2607, 2608, 2609, 2610, 2611, 2612, 2613, 2614, 2615, 2616, 2617, 2618, 2619, 2620, 2621, 2622, 2623, 2624, 2625, 2626, 2627, 2628, 2629, 2630, 2631, 2632, 2633, 2634, 2635, 2636, 2637, 2638, 2639, 2640, 2641, 2642, 2643, 2644, 2645, 2646, 2647, 2648, 2649, 2650, 2651, 2652, 2653, 2654, 2655, 2656, 2657, 2658, 2659, 2660, 2661, 2662, 2663, 2664, 2665, 2666, 2667, 2668, 2669, 2670, 2671, 2672, 2673, 2674, 2675, 2676, 2677, 2678, 2679, 2680

© 1993 by John Wiley & Sons, Inc.

4506. — Adresse du Conseil permanent de la commune d'Argentan à l'Assemblée législative, lui offrant le tribut de sa reconnaissance pour avoir conquis, une seconde fois, la Liberté, en déjouant les derniers complots du despotisme.

Original signé, A. N., C 160, n° 317.

positive, demandant son assentiment le plus formel et le plus absolu, qu'il n'est pas possible de lui refuser. Il croit même de sa gloire

berté et de l'Egalité, avec lettre d'envoi au président de l'Assemblée, attestant que les citoyens du Jura ne violeront jamais leur serment.

no 347.

3408. — Procès-verbal du directoire du district de Mer, contenant son adhésion aux décrets rendus depuis le 10 août, et la prestation du serment de défendre la Liberté et l'Egalité jusqu'à la mort, avec lettre d'envoi.

24 août 1792.

EXISTENCE and FORM OF CONCEPTS, *Journal of Philosophy*,  
C 160, n° 348.

3409. — Procès-verbal de la prestation du serment civique par les administrateurs du département de la Meurthe.

[illegible]

© Extra/Johnson, Inc. No. 0100-0000-0000

Forté-Bernard à l'Assemblée législative, acceptant ses décrets et manifestant le désir de voir à la Convention nationale des hommes qui connaissent la souveraineté du peuple et sachent établir, sur cette base sacrée et impérissable, la Liberté et l'Égalité des citoyens.

1. *Journal of Management Studies*, 1990, 27, 1.

Correspondence: Dr. A. N. S. H. van der Wal, Department of Pathology, University Hospital Groningen, P.O. Box 30.001, 3000 RB Groningen, The Netherlands.

411 — Adresse des citoyens de France  
Nord à l'Assemblée législative, l'adjurant  
de s'armer de la massue nationale et de  
frapper, sans relâche comme sans pitié,  
sur toutes les déviations de  
l'ordre et sur toutes les  
déviations de la justice.

174 *Journal of Planning Literature*

Copyright © 2004 John Wiley & Sons, Ltd.

« Je n'ai rien à dire sur les décrets rendus pour le salut de l'Égypte, pourvu qu'ils ne soient pas en violation des lois éternelles de la justice, qui sont la base de tout bon gouvernement. »

a été terrassé, et proclamant que la journée du 10 août sera la plus mémorable de la Révolution française.

24 août 1792.

Original signé, A. N., C 162, n° 360.

3443. — Adresse des hussards du Régiment du 5<sup>e</sup> régiment à l'Assemblée législative, se déclarant convaincus de la sagesse et de la nécessité des mesures prises par elle, et jurant d'être fidèles à la Nation et de maintenir de tout leur pouvoir la Liberté et l'Égalité.

24 août 1792.

Original signé, A. N., C 162, n° 361.

3444. — Lettre des soldats citoyens du camp de Pont-sur-Sambre au président de l'Assemblée législative, faisant parvenir le texte de leur adresse, en date du 15 août, destinée aux commissaires de l'Assemblée, où ils manifestent leurs sentiments patriotiques et jugent sévèrement la conduite de Lafayette, qu'ils qualifient de traître, enfin prêtant le serment de fidélité à la Nation et à la Loi.

24 août 1792.

Original et copie autographe 2 p., A. N., C 162, n° 361.

Ed. *Archives parlementaires*, t. XLIX, p. 85.

3445. — Adresse du Conseil du district de Condom à l'Assemblée législative, donnant toute son approbation aux mesures sages et vigoureuses qu'elle a prises dans des circonstances difficiles, afin d'assurer le triomphe de la Liberté et de l'Égalité.

24 août 1792.

Original signé, A. N., C 165, n° 393.

3446. — Adresse du Conseil du district d'Alais à l'Assemblée législative, applaudissant à la suspension du pouvoir exécutif sous quatre mesures vigoureuses qui ont été prises, et annonçant que 1.800 citoyens, membres des comités de l'Assemblée, ont adhéré aux frontières.

24 août 1792.

Original signé, A. N., C 165, n° 393.

3447. — Adresse du Conseil général de la commune de Saint-Etienne à l'Assemblée

législative, déclarant qu'on lui sera redevable de la suspension du Roi, du dépôt provisoire du pouvoir exécutif dans des mains pures, de la punition des conspirateurs, de la réunion d'une Convention nationale, qui, certainement, garantira le peuple contre de nouvelles pertides, et estimant qu'il faut choisir entre la victoire sur les ennemis extérieurs et intérieurs ou la mort.

24 août 1792.

Original signé, A. N., C 165, n° 393.

3448. — Adresse du tribunal de commerce de Vienne, adhérent de cœur et d'âme aux mesures fermes et vigoureuses par lesquelles l'Assemblée législative s'est signalée dans le moment de crise politique du 10 août.

24 août 1792.

Original signé, A. N., C 165, n° 393.

3449. — Adresse du Conseil d'administration du district de Bazas à l'Assemblée législative, approuvant sa résolution de former une Convention nationale, avec lettre d'envoi.

24 août 1792.

Extrait et copie autographe 2 p., A. N., C 165, n° 394.

3450. — Adresse du tribunal criminel du département des Hautes-Pyrénées à l'Assemblée législative, la félicitant d'avoir mis fin à la lutte scandaleuse et funeste que le Roi soutenait depuis longtemps contre la volonté nationale et qui déchirait la Patrie.

24 août 1792.

Original signé, A. N., C 165, n° 394.

3451. — Adresse du Conseil du district d'Arcis-sur-Aube à l'Assemblée législative, la félicitant d'avoir, en frappant le chef de la tyrannie, dans la journée du 10 août, affermi la Liberté et consacré l'Égalité.

24 août 1792.

Original signé, A. N., C 165, n° 395.

3452. — Adresse du Conseil général de la commune de Saint-Etienne à l'Assemblée législative, envoyant son adhésion pleine et entière aux mesures sages et vigoureuses adoptées à la suite du 10 août, et félicitant l'Assemblée de son attitude

supplément au serment des Citoyens de la Commune, en vertu duquel ils ont prêté serment, sous la dénomination de Citoyens de la Nation.

14 août 1793.

Original signé, A. N., C. 165, n° 395.

3424. — Adresse des administrateurs de la Commune de Dreux au Conseil national, et au congrès de l'Assemblée nationale, l'Assemblée législative, et au peuple, pour leur faire part des graves mesures amenées par les circonstances, ils peuvent attester qu'aucune ville ne peut le disputer en vrai patriotisme à l'Assemblée nationale, qui a été le 18 (16) au secours de la Patrie, et jurant de ne pas quitter la Commune de la Nation, et de ne pas laisser la Patrie au pouvoir des ennemis, quels ils viennent de rendre les honneurs funèbres dus à leur héroïsme.

14 août 1793.

Original signé, A. N., C. 165, n° 395.

3425. — Adresse des administrateurs du district de Dreux à l'Assemblée législative, rendant hommage aux mesures de prudence par elle adoptées, à la suite des événements de la journée du 10 août, et jurant de ne pas quitter la Commune de la Nation, et de ne pas laisser la Patrie au pouvoir des ennemis, quels ils viennent de rendre les honneurs funèbres dus à leur héroïsme.

14 août 1793.

Expédition conforme, A. N., C. 165, n° 395.

3426. — Acte de la prestation du serment civique par le Conseil d'administration du district de Die, avec lettre d'envoi au président de l'Assemblée législative.

14 août 1793.

Original signé, A. N., C. 165, n° 395.

3427. — Adresse des Citoyens de la Commune de Die à l'Assemblée législative, et au peuple, pour leur faire part des graves mesures amenées par les circonstances, ils peuvent attester qu'aucune ville ne peut le disputer en vrai patriotisme à l'Assemblée nationale, qui a été le 18 (16) au secours de la Patrie, et jurant de ne pas quitter la Commune de la Nation, et de ne pas laisser la Patrie au pouvoir des ennemis, quels ils viennent de rendre les honneurs funèbres dus à leur héroïsme.

14 août 1793.

Original signé, A. N., C. 165, n° 395.

Expédition conforme, A. N., C. 165, n° 395.

3427. — Acte de la prestation du serment civique par le Conseil d'administration du district de Die, avec lettre d'envoi au président de l'Assemblée législative.

14 août 1793.

Original signé, A. N., C. 165, n° 395.

3428. — Adresse des hommes libres composant la Société des Amis de la Constitution de Jougue, affiliée aux Jacobins, à l'Assemblée législative, manifestant l'espoir qu'une Convention nationale fera justice du traître suspendu par l'Assemblée, que ses complices seront jugés, que le glaive de la Loi vengera la Nation, et déclarant que, bons villageois, ils n'ont pas attendu la publication toujours trop lente des décrets pour prêter le serment d'hommes libres.

14 août 1793.

Original signé, A. N., C. 165, n° 395.

3429. — Adresse de la Société patriotique de Jougue, affiliée aux Jacobins, à l'Assemblée législative, manifestant l'espoir qu'une Convention nationale fera justice du traître suspendu par l'Assemblée, que ses complices seront jugés, que le glaive de la Loi vengera la Nation, et déclarant que, bons villageois, ils n'ont pas attendu la publication toujours trop lente des décrets pour prêter le serment d'hommes libres.

14 août 1793.

Original signé, A. N., C. 165, n° 395.

3430. — Adresse des Citoyens de Jougue, affiliés aux Jacobins, à l'Assemblée législative, manifestant l'espoir qu'une Convention nationale fera justice du traître suspendu par l'Assemblée, que ses complices seront jugés, que le glaive de la Loi vengera la Nation, et déclarant que, bons villageois, ils n'ont pas attendu la publication toujours trop lente des décrets pour prêter le serment d'hommes libres.

14 août 1793.

Original signé, A. N., C. 165, n° 395.

3431. — Adresse des Citoyens de Jougue, affiliés aux Jacobins, à l'Assemblée législative, manifestant l'espoir qu'une Convention nationale fera justice du traître suspendu par l'Assemblée, que ses complices seront jugés, que le glaive de la Loi vengera la Nation, et déclarant que, bons villageois, ils n'ont pas attendu la publication toujours trop lente des décrets pour prêter le serment d'hommes libres.

pourant l'Assemblée d'avoir été une véritable assemblée nationale.

(25 août 1792.)

Original signé, A. N., C 167, n° 338.

3432. — Adresse du Conseil du département du Tarn à l'Assemblée législative, annonçant qu'un courrier extraordinaire leur a apporté, le 10 au matin, la loi du 10 août relative à la suspension du pouvoir exécutif, ainsi que l'adresse de l'Assemblée aux Français et à l'étranger, qui ont été solennellement publiés, le soir même, et envoyés aux districts, et déclarant qu'ils donnent leur adhésion aux graves mesures prises par l'Assemblée.

(25 août 1792.)

Original signé, A. N., C 159, n° 340.

Cf. Archives parlementaires, t. XLVIII, p. 707.

3433. — Adresse du Conseil général de la commune de Landelle à l'Assemblée législative, affirmant que l'opinion publique a sanctionné les grandes mesures commandées par des circonstances impérieuses et extraordinaires, et que la conduite de l'Assemblée a trouvé son approbation dans le cœur de tous les gens de bien.

(25 août 1792.)

Original signé, A. N., C 159, n° 341.

3434. — Adresse des administrateurs du directoire du district de Pontivy à l'Assemblée législative, envoyant leur serment de maintenir la Liberté et l'Égalité ou de mourir en la défendant, avec la certitude que de leurs cendres renaitraient des bras vengeurs qui assureraient à toute la France, à l'Europe, au monde entier, le règne de la Liberté et de l'Égalité.

(25 août 1792.)

Original signé, A. N., C 157, n° 341.

Cf. Archives parlementaires, t. XLVIII, p. 708.

3435. — Adresse du Conseil général de la commune d'Angoulême à l'Assemblée législative, approuvant ses décrets vigoureux, notamment celui qui suspend un bon nombre de corps, et l'engageant à combattre énergiquement ces hommes qui ne cherchent qu'à perpétuer les horreurs de la tyrannie. (Les *Phrygiens* de l'Europe.)

les lois, les Français et la misère des peuples, et jurant de défendre jusqu'au dernier soupir la Liberté et l'Égalité.

(25 août 1792.)

Original signé, A. N., C 159, n° 341.

3436. — Lettre du Conseil général du district de Reims au président de l'Assemblée législative, adressant le procès-verbal, en date du 12 août, de la prestation de serment du district, de la municipalité et des fonctionnaires publics, unis de ce jour à l'Assemblée.

(25 août 1792.)

Original signé, A. N., C 159, n° 342.

3437. — Adresse du Conseil général du bourg de Frévent à l'Assemblée législative, exprimant toute sa satisfaction de voir l'hydre du despotisme enfin abattu et les Français libres, grâce au courage de l'Assemblée.

(25 août 1792.)

Original signé, A. N., C 160, n° 343.

3438. — Lettre du président du département de Rhône-et-Loire au président de l'Assemblée législative, transmettant l'arrêté du Conseil relatif à la prestation de son serment, témoignage de son patriotisme et de sa soumission aux lois décrétées pour le bonheur du peuple français.

(25 août 1792.)

Original signé, A. N., C 160, n° 344.

3439. — Lettre du directoire du département du Morbihan au président de l'Assemblée législative, adressant les procès-verbaux de la prestation de serment de tous les corps civils et militaires des districts d'Hennebont et de Ploërmel.

(25 août 1792.)

Original signé, A. N., C 160, n° 345.

3440. — Adresse du Conseil général de la commune de Clermont-Ferrand à l'Assemblée législative, manifestant toute leur satisfaction de la Révolution à jamais mémorable du 10 août et des décrets qui l'ont consacrée, dictés par la sagesse et



le publicisme, représentant d'instinct le droit du peuple sur le pouvoir du Roi, par conséquent, que le 11 août, après la suspension de la constitution, celui rendu contre Lafayette, cidevant général d'armée, devenu dangereux pour la liberté de sa patrie.

17 août 1792.

Original signé, A. N., C. 162, n° 346.

3441. — Lettre du président du département du Calvados à l'Assemblée législative, annonçant que le Conseil a été tellement terrifié par l'incendie de la commune de Sedan qu'il a fait brûler publiquement, dans la salle de ses délibérations, le procès-verbal du 14 août, par lequel cette commune l'informait de l'arrestation des représentants de la Nation, avec délibération à l'appui.

17 août 1792.

Original non signé, A. N., C. 162, n° 347.

3442. — Procès-verbal de la prestation du nouveau serment par le Conseil général et les corps constitués de la ville de Riom.

17 août 1792.

Original non signé, A. N., C. 162, n° 348.  
Cf. *Archives constitutionnelles* 2, XLIX, p. 105.

3443. — Adresse du Conseil du district de La Tour-du-Pin à l'Assemblée législative, se réjouissant de voir enfin tombé le chef du pouvoir exécutif et de constater que le 11 août a été pour la patrie le plus déplorable de ses ennemis, événement qui lui a causé plus d'allégresse que de surprise.

17 août 1792.

Original non signé, A. N., C. 162, n° 349.

3444. — Acte de la prestation du serment civique faite publiquement par le Conseil général de la commune de Montbrison.

17 août 1792.

Original non signé, A. N., C. 162, n° 350.

3445. — Adresse des citoyens de Tournay à l'Assemblée législative, la félicitant d'avoir vu tomber l'impie et le tyran, par lequel le 11 août 1792 a été pour la patrie le plus déplorable de ses ennemis.

du dehors et servant de ralliement aux mécontents, et de leur avoir rendu la Liberté et l'Égalité, qu'elle parait vouloir tenir jusqu'à la mort.

17 août 1792.

Original non signé, A. N., C. 162, n° 351.

3446. — Adresse des citoyens de Châtillon-sur-Seine à l'Assemblée législative, témoignant toute leur satisfaction de la suspension du Roi et de la réintégration des sans-culottes par lequel le 11 août la malveillance les avait éloignés.

17 août 1792.

Original signé, A. N., C. 162, n° 352.

3447. — Adresse des citoyens de Villeneuve-le-Roi à l'Assemblée législative, déclarant que la Médicis de notre siècle, aidée dans ses projets par le blondin d'ouï-dire, protecteur de la Liberté des Deux-Mondes, sacrifiait l'Empire français à l'ambition de sa famille insatiable, et que l'ineptie de Louis XVI livrait au plus honteux esclavage la plus belle partie de la terre.

17 août 1792.

Original signé, A. N., C. 162, n° 353.

3448. — Adresse des citoyens patriotes de Soissons à l'Assemblée législative, exprimant leur admiration pour les grandes et énergiques mesures qu'elle a prises en vue du salut de la France, jurant de rester fidèles à la Nation et à la Loi, et déposant 300 livres sur l'autel de la Patrie, pour les veuves et les orphelins de ceux qui ont péri pour la Liberté devant le château des Tuileries.

17 août 1792.

Original non signé, A. N., C. 162, n° 354.

3449. — Adresse du Conseil général de la commune de Yverdon à l'Assemblée législative, déclarant que les événements du 10 août ont fait connaître à la France la tyrannie impie de Louis XVI, la Liberté, et que les mesures prescrites par les décrets des 11 et 19 août ont pu valent seules rassurer la Nation.

17 août 1792.

Original non signé, A. N., C. 162, n° 355.

3430. — Lettre du président du tribunal criminel de l'Hérault au président de l'Assemblée législative, annonçant que désormais les expéditions exécutoires des jugements rendus par ce tribunal seraient intitulées du seul nom de la Nation française, et envoyant le procès-verbal de leur prestation de serment.

25 août 1792.

Original et extrait signés (2 p.), A. N., C 165, n° 393.

3431. — Adresse du Conseil général du district de Mirande à l'Assemblée législative, se demandant si les événements du 10 août sont des malheurs ou des crimes, et proclamant que la Patrie en danger, la Liberté en péril, ont commandé impérieusement les mesures qui ont été prises.

25 août 1792.

Original signé, A. N., C 165, n° 393.

3432. — Acte de la prestation du serment de fidélité par le tribunal du district d'Ernée, adressé à l'Assemblée législative.

25 août 1792.

Original signé, A. N., C 165, n° 393.

3433. — Procès-verbal de la lecture, par le Conseil général du district de La Rochelle, aux 5 bataillons de garde nationale, au bataillon du 60<sup>e</sup> régiment et à la gendarmerie, de l'exposé des motifs qui ont déterminé la convocation de la Convention nationale et la suspension du pouvoir exécutif, avec lettre d'envoi à l'Assemblée législative.

25, 28 août 1792.

Copie et original signés (2 p.), A. N., C 165, n° 393.

3434. — Procès-verbal de la prestation du serment civique par les corps constitués du district de Gien.

25 août 1792.

Original signé, A. N., C 165, n° 394.

3435. — Adresse du tribunal du district d'Hennebont, séant à Lorient, à l'Assemblée législative, l'adjurant, après la découverte du complot infernal qui préparait ouvertement la prise de la Liberté

de frapper tous les coupables sans distinction, et promettant de maintenir de tout son pouvoir les décrets de l'Assemblée.

25 août 1792.

Original signé, A. N., C 165, n° 394.

3436. — Adresse des Conseils du district et de la commune de Sarrebourg à l'Assemblée législative, applaudissant à la sagesse de ses décrets et montrant que les tyrans sont toujours les ennemis des réformes dont ils n'ont pas été les promoteurs, et ne reconnaîtront jamais qu'un peuple libre n'a qu'un chef et point de maître.

25 août 1792.

Original signé, A. N., C 165, n° 394.

Cf. *Archives parlementaires*, t. XLIX, p. 194.

3437. — Adresse du Conseil général de la commune de Saint-Rémy à l'Assemblée législative, déclarant rétracter les arrêtés qu'il a pris, trompé par la proclamation du Roi du 20 juin, ajoutant qu'il exècre et déteste ce même Roi, sorti de la Constitution par un crime, et qu'il applaudit aux mesures fermes et décisives de l'Assemblée.

25 août 1792.

Original signé, A. N., C 165, n° 395.

3438. — Adresse des administrateurs du département des Bouches-du-Rhône à l'Assemblée législative, la félicitant d'avoir sauvé le vaisseau de l'État qui allait être précipité dans l'abîme de la tyrannie, regrettant que le tigre enchaîné, pros crit par l'Assemblée, ne soit pas sur la frontière méridionale, où un seul de leurs Scévola aurait apporté aux Législateurs la tête de ce ridicule imitateur de Cromwell, et espérant apprendre bientôt que la France est délivrée de ce Protée mal-faisant.

25 août 1792.

Original signé, A. N., C 165, n° 395.

3439. — Procès-verbal du Conseil d'administration du district de Castelnaudary, exprimant sa gratitude des mesures sages et prudentes prises par l'Assemblée législative pour préserver la France de

multitudes formées à l'expression des besoins multiples du pouvoir exécutif.

(25 août 1792.)  
Original signé de M. de La Fayette.

3460. — Adresse du Conseil général de la commune de La Rochelle à l'Assemblée législative, annonçant que le peuple français s'est montré digne de la liberté dans la glorieuse journée du 20 août, et exprimant le vœu du peuple, pour avoir suspendu un Roi perfide, que toute la Nation accusait et qui était le chef de la plus horrible conspiration qu'on ait vue dans l'histoire des siècles passés.

(25 août 1792.)  
Copie, A. N., C 166, n° 396.

3461. — Adresse du Conseil général de la commune de La Rochelle à l'Assemblée législative, la priant d'agréer toute sa gratitude avec adhésion formelle au décret du 11 courant et son serment résumé dans ces mots : la Liberté, l'Égalité ou la mort.

(25 août 1792.)  
Original signé, A. N., C 166, n° 396.

3462. — Procès-verbal de la prestation du serment de fidélité à la Nation faite par les Conseils du district et de la commune de Rochefort, sur la place d'armes, en présence des citoyens de la commune nationale et des troupes de ligne de terre et de mer.

(25 août 1792.)  
Copie conforme, A. N., C 166, n° 397.

3463. — Adresse des députés de la commune de Rochefort à l'Assemblée législative, annonçant que le peuple français s'est montré digne de la liberté dans la glorieuse journée du 20 août, et exprimant le vœu du peuple, pour avoir suspendu un Roi perfide, que toute la Nation accusait et qui était le chef de la plus horrible conspiration qu'on ait vue dans l'histoire des siècles passés.

(25 août 1792.)  
Original signé, A. N., C 166, n° 397.

3464. — Procès-verbal de la prestation du serment de fidélité à la Nation faite par les Conseils du district et de la commune de Rochefort, sur la place d'armes, en présence des citoyens de la commune nationale et des troupes de ligne de terre et de mer.

3465. — Adresse du Conseil général de la commune de La Rochelle à l'Assemblée législative, annonçant que le peuple français s'est montré digne de la liberté dans la glorieuse journée du 20 août, et exprimant le vœu du peuple, pour avoir suspendu un Roi perfide, que toute la Nation accusait et qui était le chef de la plus horrible conspiration qu'on ait vue dans l'histoire des siècles passés.

(25 août 1792.)  
Original signé de M. de La Fayette.

3466. — Adresse du Conseil général de la commune de La Rochelle à l'Assemblée législative, annonçant que le peuple français s'est montré digne de la liberté dans la glorieuse journée du 20 août, et exprimant le vœu du peuple, pour avoir suspendu un Roi perfide, que toute la Nation accusait et qui était le chef de la plus horrible conspiration qu'on ait vue dans l'histoire des siècles passés.

(25 août 1792.)  
Original signé de M. de La Fayette.

3467. — Adresse du Conseil général de la commune de La Rochelle à l'Assemblée législative, annonçant que le peuple français s'est montré digne de la liberté dans la glorieuse journée du 20 août, et exprimant le vœu du peuple, pour avoir suspendu un Roi perfide, que toute la Nation accusait et qui était le chef de la plus horrible conspiration qu'on ait vue dans l'histoire des siècles passés.

(25 août 1792.)  
Original signé de M. de La Fayette.

3468. — Adresse du Conseil général de la commune de La Rochelle à l'Assemblée législative, annonçant que le peuple français s'est montré digne de la liberté dans la glorieuse journée du 20 août, et exprimant le vœu du peuple, pour avoir suspendu un Roi perfide, que toute la Nation accusait et qui était le chef de la plus horrible conspiration qu'on ait vue dans l'histoire des siècles passés.

(25 août 1792.)  
Original signé de M. de La Fayette.

3469. — Adresse du Conseil général de la commune de La Rochelle à l'Assemblée législative, annonçant que le peuple français s'est montré digne de la liberté dans la glorieuse journée du 20 août, et exprimant le vœu du peuple, pour avoir suspendu un Roi perfide, que toute la Nation accusait et qui était le chef de la plus horrible conspiration qu'on ait vue dans l'histoire des siècles passés.

(25 août 1792.)  
Original signé de M. de La Fayette.

3466. — Adresse des patriotes de Marignols à l'Assemblée législative, de Lirac pour leur avoir des transports de papiers, de l'arsenal de la commune, le 10 août, seuls capables d'assurer l'indépendance et la prospérité de l'Empire, de la France, et le bonheur du genre humain.

25 août 1792.

Original signé, A. N., C 167, n° 406.

3470. — Procès-verbal de la municipalité de Rives (Isère), constatant la prestation du nouveau serment civique par les 1,500 gardes nationaux du canton, qui ont adhéré à tous les décrets de l'Assemblée depuis la mémorable journée du 10 août, et ont approuvé la suspension du pouvoir exécutif, avec lettre d'envoi.

25, 31 août 1792.

Procès-verbal de la prestation du serment civique, A. N., C 167, n° 410.

3471. — Procès-verbal de la prestation du serment civique par le Conseil d'administration du district du Pont-Saint-Esprit, sur la place publique, au pied de l'arbre de la Liberté, en présence du peuple en foule, avec lettre d'envoi à l'Assemblée législative, comme marque d'adhésion à tous ses décrets.

25 août, 1<sup>er</sup> septembre 1792.

Procès-verbal de la prestation du serment civique, A. N., C 166, n° 400.

3472. — Lettre des commissaires près l'armée du Midi au président de l'Assemblée législative, rendant compte de l'état des esprits dans les départements de l'Isère et de la Drôme, où la soumission aux sages décrets de l'Assemblée s'est manifestée partout de la manière la plus prononcée et avec de vives acclamations.

26 août 1792.

Cf. Archives parlementaires, t. XLIX, p. 108.

3473. — Adresse des officiers municipaux et du Conseil général de la commune d'Aire, annonçant qu'ils se sont empressés d'adhérer aux décrets du 10 août, jurant de les défendre, et ajou-

tant qu'ils tyrannisent les despotes de la France, puisque 25 millions d'hommes ont fait le même serment.

26 août 1792.

Original signé, A. N., C 159, n° 342.

3474. — Lettre du district de Nîmes à l'Assemblée législative, annonçant son adhésion aux décrets de la prestation de serment, en date du 21 août.

26 août 1792.

Original signé et copie conforme (2 p.), A. N., C 160, n° 345.

3475. — Adresse du Conseil permanent de la commune de Cosne à l'Assemblée législative, la félicitant d'avoir consolidé l'Etat sur les bases de la Liberté et de l'Egalité, qu'il jure de maintenir, avec l'engagement de contribuer à sauver la Patrie en terrassant les traîtres.

26 août 1792.

Original signé, A. N., C 160, n° 346.

3476. — Lettre du directoire du district de Montargis au président de l'Assemblée législative, faisant connaître son adhésion aux sages décrets des Législateurs et sa prestation de serment.

26 août 1792.

Original signé, A. N., C 160, n° 346.

3477. — Adresse des officiers municipaux de Valognes à l'Assemblée législative, annonçant qu'ils ont publié ses lois avec la majesté convenable à un peuple libre et prêt avec enthousiasme le serment d'être fidèles à la Nation et de maintenir la Liberté et l'Egalité.

26 août 1792.

Original signé, A. N., C 160, n° 347.

3478. — Adresse des citoyens de la commune de Rambervillers, réunis en assemblée primaire, à l'Assemblée législative, envoyant leur témoignage d'adhésion et d'applaudissement aux décrets du 10 août, qui ont pour objet sacré le salut du peuple et de sa Liberté.

26 août 1792.

Cf. Archives parlementaires, t. XLIX, p. 119.

3479. — Adresse (du Canton de La Fère) à l'Assemblée législative, témoignant que, si l'on a tant et si souvent ses sentimens de gratitude, c'est qu'elle attendait de jour en jour l'arrivée des commissaires envoyés auprès de l'armée du Nord, qu'elle reconnaît les grandes idées de sa reconnaissance.

26 août 1792.

Original signé, A. N., C 162, n° 361.

3480. — Adresse des canonniers de la section de l'Arsenal à l'Assemblée législative, accompagnant la prestation solennelle de leur serment de l'Égalité.

26 août 1792.

Original signé, A. N., C 162, n° 361.

3481. — Adresse de l'assemblée primaire du canton de La Fère (Aisne) à l'Assemblée législative, lui témoignant sa satisfaction de l'énergie déployée dans la journée du 10 août et approuvant les mesures efficaces prises depuis ce jour pour le salut de la Patrie.

26 août 1792.

Original signé, A. N., C 162, n° 361.

3482. — Adresse des citoyens de Bergues, réunis en assemblée primaire, à l'Assemblée législative, la félicitant du succès de sa cause (patriotisme) qui a sauvé la Patrie et l'engageant à persévérer.

26 août 1792.

Original, A. N., C 162, n° 361.

3483. — Adresse de l'assemblée primaire du canton d'Albert à l'Assemblée législative, témoignant de son dévouement à la cause de la Nation et de sa reconnaissance pour l'Assemblée législative.

26 août 1792.

Original, A. N., C 162, n° 361.

3484. — Adresse des citoyens de Semur, réunis en assemblée primaire, à l'Assemblée législative, lui témoignant sa satisfaction de l'énergie déployée dans la journée du 10 août et approuvant les mesures efficaces prises depuis ce jour pour le salut de la Patrie.

a prises pour arrêter les trahisons et sauver la Patrie.

26 août 1792.

Original signé, A. N., C 162, n° 361.

3485. — Adresse des citoyens de l'Assemblée législative par les notables et citoyens de Senlis, pour les mesures vigoureuses, mais sages, suggérées par la nécessité de sauver l'Etat.

26 août 1792.

Original signé, A. N., C 162, n° 361.

3486. — Adresse des citoyens de Semur, l'une des deux sections de Semur, réunis dans l'église Sainte-Marie, à l'Assemblée législative, lui votant des remerciements pour l'énergie, la fermeté et le patriotisme qu'elle a développés au milieu de l'insurrection nationale du 10 août.

26 août 1792.

Original signé, A. N., C 162, n° 361.

3487. — Adresse des citoyens composant l'assemblée primaire du canton de Châteauneuf à l'Assemblée législative, la félicitant d'avoir renversé du trône le plus perfide et le plus indigne des Rois et d'avoir rendu la souveraineté au peuple par la convocation d'une Convention nationale, et retraçant le tableau du changement soudain produit par la chute de Louis XVI.

26 août 1792.

Original signé, A. N., C 162, n° 362.

3488. — Adresse des citoyens de Remondement (Meurthe), réunis en assemblée primaire, au Corps législatif, adhérant aux vœux de la Convention nationale, l'ont obligé de rendre depuis le 10 août, à la Nation la liberté, la propriété, la sûreté et l'indivisibilité de la Nation.

26 août 1792.

Original signé, A. N., C 162, n° 362.

3489. — Adresse des citoyens de Remondement (Meurthe), réunis en assemblée primaire, au Corps législatif, lui témoignant sa satisfaction de l'énergie déployée dans la journée du 10 août et approuvant les mesures efficaces prises depuis ce jour pour le salut de la Patrie.

26 août 1792.

Original signé, A. N., C 162, n° 362.



3490. — Adresse du conseil général de la commune de Bagnols à l'Assemblée législative, déclarant avoir vu avec un saint enthousiasme l'Assemblée frapper dans une main assurée les conspirateurs et leur chef, et se proclamant les amis les plus chauds de la Liberté, aveuglément soumis aux Législateurs, prêts à répéter leur serment en présence de tous les despotes du monde.

26 août 1792.

Original signé, A. N., C 166, n° 395.

3491. — Acte d'adhésion de la commune du Palais et des corps civils et militaires de Belle-Isle-en-Mer aux décrets du 10 août, avec prestation du serment civique sur la place Marine, autour de l'arbre de la Liberté.

26 août 1792.

Extrait signé, A. N., C 166, n° 396.

Cf. *Archives parlementaires*, t. XLIX, p. 373.

3492. — Adresse du directoire du district d'Excideuil à l'Assemblée législative, la félicitant d'avoir déjoué toutes les manœuvres des ennemis de la Liberté en frappant de suspension le pouvoir exécutif et en décrétant une Convention nationale, manifestant l'espoir que le peuple fera choix des hommes les plus sages, les plus purs, et demandant de nouvelles élections pour tous les membres des administrations.

26 août 1792.

Original signé, A. N., C 166, n° 397.

3493. — Adresse du tribunal du district de Montauban à l'Assemblée législative, s'unissant à tous les amis de la Liberté et de l'Egalité, pour applaudir aux grandes mesures qu'elle vient de prendre et pour rendre hommage à sa fermeté et à son courage.

26 août 1792.

Original signé, A. N., C 166, n° 398.

3494. — Adresse des corps administratifs du département de la Haute-Garonne à l'Assemblée législative, envoyant l'expression de leur vive gratitude pour la conduite ferme et courageuse qu'elle a tenue dans la fameuse journée du 10 août,

et ajoutant que le décret de suspension sauve la France et l'humanité entière.

26 août 1792.

Original signé, A. N., C 166, n° 399.

3495. — Adresse des citoyens libres et égaux du canton du Mont-Saint-Vincent à l'Assemblée législative, attestant qu'ils sont tous prêts à partir (ne laissant dans leurs foyers que les vieillards, les femmes et les enfants) et à mourir pour la défense de la Liberté et de cette Egalité si précieuse, que la journée du 10 août leur a rendues.

26 août 1792.

Original signé, A. N., C 167, n° 404.

3496. — Adresse des citoyens libres du canton de Couches, réunis en assemblée primaire, à l'Assemblée législative, portant adhésion aux décrets qu'elle a rendus depuis le 10 août et exprimant le regret que le sang des braves Parisiens, des intrépides Marseillais et des autres fédérés ait coulé pour cimenter le monument durable élevé à la félicité publique, avec lettre d'envoi du sieur Parise, curé de Couches, président de l'assemblée primaire.

26 août 1792.

Original signé, A. N., C 167, n° 404.

3497. — Adresse des citoyens composant l'assemblée primaire de Pontécoulant à l'Assemblée législative, proclamant que les représentants de la Nation sont les libérateurs du genre humain et qu'un cri unanime d'allégresse s'élève de tous les points du royaume pour bénir leurs efforts.

26 août 1792.

Original signé, A. N., C 167, n° 404.

3498. — Adresse des citoyens du canton de Josselin, réunis en assemblée primaire, à l'Assemblée législative, lui transmettant l'expression de leur admiration ainsi que leur adhésion à ses décrets, notamment à celui par lequel les représentants du peuple viennent de suspendre l'exercice du pouvoir dans les mains d'un mandataire infidèle.

26 août 1792.

Original signé, A. N., C 167, n° 404.

1492. — Adresse des citoyens de Montreuil, réunis en assemblée primaire, à l'Assemblée législative, se déclarant ennemis implacables des conspirateurs et des traîtres et applaudissant aux décrets rendus depuis la journée du 10 août.

26 août 1792.  
Original signé, A. N., C 167, n° 403.

1500. — Adresse de l'assemblée primaire du canton de Montrevault (Maine-et-Loire) à l'Assemblée législative, déclarant avoir reçu avec enthousiasme son immortel décret du 10 août et s'attachant à ses saintes œuvres.

26 août 1792.  
Original signé, A. N., C 167, n° 404.

1501. — Adresse des citoyens du canton de Mazé (Maine-et-Loire), réunis en assemblée primaire, à l'Assemblée législative, adhérant à toutes ses lois, exprimant leur gratitude du décret qui suspend le pouvoir exécutif, et protestant de leur entier dévouement à la Patrie.

26 août 1792.  
Original signé, A. N., C 167, n° 405.

1502. — Lettre des citoyens de la ville du Château (île d'Oléron) au président de l'Assemblée législative, lui témoignant leur reconnaissance et leur affection pour l'Assemblée nationale qui les représente, tant de la Nation ont montrées dans l'affaire arrivée aux Tuileries pendant la nuit du 10 août.

26 août 1792.  
Original signé, A. N., C 167, n° 406.

1503. — Adresse des citoyens de Tournon à l'Assemblée législative, le félicitant de sa formation, le remerciant de sa sagesse dans la terrible et célèbre journée du 10 août, et s'attachant avec l'ardeur des braves citoyens à défendre sa patrie, sa liberté, son honneur et l'indivisible République.

26 août 1792.  
Original signé, A. N., C 167, n° 407.

1504. — Adresse des citoyens de Châteauneuf, réunis en assemblée primaire, à

l'Assemblée législative, reconnaissant que le salut du peuple exigeait la suspension du chef perdue du pouvoir exécutif.

26 août 1792.  
Original signé, A. N., C 167, n° 408.

1505. — Adresse des citoyens de la commune de Fronton (Haute-Garonne), réunis en assemblée primaire, à l'Assemblée législative, se proclamant amis sincères de la Liberté et de l'Égalité, ennemis implacables des despotes et des tyrans.

26 août 1792.  
Original signé, A. N., C 167, n° 409.

1506. — Acte d'adhésion et de soumission parfaite aux décrets de l'Assemblée législative par l'assemblée primaire de Chantepie (Ille-et-Vilaine).

26 août 1792.  
Original signé, A. N., C 167, n° 410.

1507. — Adresse des citoyens du canton de Châteauneuf, réunis en assemblée primaire, à l'Assemblée législative, lui exprimant leur admiration de sa conduite ferme et sublime le 10 août, et toute leur reconnaissance pour la suspension d'un chef qui a trahi son serment et perdu la confiance de la Nation.

26 août 1792.  
Original signé, A. N., C 167, n° 411.

1508. — Adresse de la Société des Amis de la Liberté et de l'Égalité de Cette à l'Assemblée législative, approuvant avec transport son décret du 10 août, et se déclarant ennemis implacables du Comité autrichien, et voyant avec joie la déroute de Louis le traître, de sa femme et de tous les bourreaux qui l'entouraient.

26 août 1792.  
Original signé, A. N., C 167, n° 412.

1509. — Adresse des citoyens des communes du canton de Cellefrouin (Charente) à l'Assemblée législative, adhérant à l'Assemblée nationale, et se déclarant ennemis implacables des despotes et des tyrans, et se déclarant prêts à tout sacrifier pour assurer la tranquillité intérieure,

intimider les ennemis de la Patrie et faire triompher la Liberté et l'Égalité.

26 août 1792.

Original signé, A. N., C 167, n° 406.

3540. — Adresse des citoyens de Saint-Léonard (Haute-Vienne), réunis en assemblée primaire, à l'Assemblée législative, envoyant leur adhésion à la loi bienfaisante qui les a sauvés de l'abîme creusé sous leurs pas par le despotisme, en pénétrant dans les replis tortueux des trames sourdes et secrètes ourdies contre la Liberté.

26 août 1792.

Original signé, A. N., C 167, n° 406.

3541. — Adresse des citoyens du canton de Fleurance (Gers), réunis en assemblée primaire, à l'Assemblée législative, lui rendant grâce de la chute du dernier tyran des Français, ajoutant que si l'inertie des Législateurs a failli perdre l'Empire, leur vigueur y raffermit la Liberté.

26 août 1792.

Original signé, A. N., C 167, n° 407.

3542. — Adresse du 1<sup>er</sup> Canton de l'Orne (camp de Maubeuge) à l'Assemblée législative, déclarant que si leurs frères de Paris eussent succombé dans la lutte cruelle préparée par le Néron qui habite le Temple, ce vil assassin, ce nouveau Charles IX n'eût point joui du fruit de ses crimes, et ajoutant que la liberté et le bonheur d'une Nation sont incompatibles avec des trônes et des couronnes.

26 août 1792.

Original signé, A. N., C 167, n° 407.

3543. — Adresse de l'assemblée primaire de la commune de Conches (Eure) à l'Assemblée législative, applaudissant au courage vraiment héroïque qu'elle a montré dans les derniers événements qui ont agité la capitale et l'Empire, et aux sages mesures qu'elle a prises.

26 août 1792.

Original signé, A. N., C 167, n° 407.

3544. — Adresse des citoyens du canton de Vic-le-Comte (Puy-de-Dôme), réunis en

assemblée primaire, à l'Assemblée législative, donnant leur adhésion entière à ses lois, adhésion qui n'a pas été prononcée par la bouche perfide et mensongère des courtisans de l'ancien Roi des Français, mais qui est l'expression d'un peuple libre.

26 août 1792.

Original signé, A. N., C 167, n° 407.

3545. — Adresse des citoyens de la commune de Guéret, réunis en assemblée primaire, à l'Assemblée législative, lui envoyant l'expression de leur admiration pour ses décrets rendus depuis le 10 août qui, en éloignant pour toujours le despotisme et ses satellites, assure le triomphe de la Nation et l'inviolabilité du serment qu'ils ont prêté.

26 août 1792.

Original signé, A. N., C 167, n° 408.

3546. — Acte d'adhésion de l'assemblée primaire du canton de Saillans aux mesures prises par l'Assemblée législative pour sauver la Patrie.

26 août 1792.

Original signé, A. N., C 167, n° 408.

3547. — Adresse des citoyens du canton de Bouconville (Meuse), réunis en assemblée primaire, à l'Assemblée législative, déclarant que la loi qui suspend le pouvoir exécutif est une précaution sage et nécessaire, exigée par les circonstances et le salut de la Patrie, et qu'ils y adhèrent de tout cœur.

26 août 1792.

Original signé, A. N., C 167, n° 408.

3548. — Adresse des citoyens du canton de Pessac (Gironde), simples cultivateurs, réunis en assemblée primaire, à l'Assemblée législative, lui exprimant leur reconnaissance pour avoir sauvé la Liberté et détruit les barrières existant encore dans l'enceinte de l'Égalité.

26 août 1792.

Original signé, A. N., C 167, n° 408.

3549. — Adresse des habitants de la campagne du canton de La Flèche, réunis pour nommer leurs électeurs, à l'Assem-

blée législative, déclarant que, jaloux autant que les habitants des villes de tout-tenir pour adhérer aux vœux de félicité et de féliciter l'Assemblée de sa conduite courageuse dans ces temps d'orage, ils le font, avec moins d'éloquence sans doute, mais avec autant de sincérité.

232

Overall mean  $\pm$  SD =  $0.167 \pm 0.008$  sec.

3520. — Adresse des citoyens de Gîmont, réunis en assemblée primaire, à l'Assemblée législative, montrant la coalition perdue de la Cour et des intrigants réprouvés sous les coups redoublés des généraux Painsens et des braves fédérés des 83 départements, et envoyant le témoignage de leur reconnaissance pour les grandes et salutaires mesures prises par l'Assemblée.

2000, 2001, 2002, 2003, 2004, 2005, 2006, 2007, 2008, 2009, 2010, 2011, 2012, 2013, 2014, 2015, 2016, 2017, 2018, 2019, 2020, 2021, 2022, 2023, 2024, 2025, 2026, 2027, 2028, 2029, 2030, 2031, 2032, 2033, 2034, 2035, 2036, 2037, 2038, 2039, 2040, 2041, 2042, 2043, 2044, 2045, 2046, 2047, 2048, 2049, 2050, 2051, 2052, 2053, 2054, 2055, 2056, 2057, 2058, 2059, 2060, 2061, 2062, 2063, 2064, 2065, 2066, 2067, 2068, 2069, 2070, 2071, 2072, 2073, 2074, 2075, 2076, 2077, 2078, 2079, 2080, 2081, 2082, 2083, 2084, 2085, 2086, 2087, 2088, 2089, 2090, 2091, 2092, 2093, 2094, 2095, 2096, 2097, 2098, 2099, 2100, 2101, 2102, 2103, 2104, 2105, 2106, 2107, 2108, 2109, 2110, 2111, 2112, 2113, 2114, 2115, 2116, 2117, 2118, 2119, 2120, 2121, 2122, 2123, 2124, 2125, 2126, 2127, 2128, 2129, 2130, 2131, 2132, 2133, 2134, 2135, 2136, 2137, 2138, 2139, 2140, 2141, 2142, 2143, 2144, 2145, 2146, 2147, 2148, 2149, 2150, 2151, 2152, 2153, 2154, 2155, 2156, 2157, 2158, 2159, 2160, 2161, 2162, 2163, 2164, 2165, 2166, 2167, 2168, 2169, 2170, 2171, 2172, 2173, 2174, 2175, 2176, 2177, 2178, 2179, 2180, 2181, 2182, 2183, 2184, 2185, 2186, 2187, 2188, 2189, 2190, 2191, 2192, 2193, 2194, 2195, 2196, 2197, 2198, 2199, 2200, 2201, 2202, 2203, 2204, 2205, 2206, 2207, 2208, 2209, 2210, 2211, 2212, 2213, 2214, 2215, 2216, 2217, 2218, 2219, 2220, 2221, 2222, 2223, 2224, 2225, 2226, 2227, 2228, 2229, 2230, 2231, 2232, 2233, 2234, 2235, 2236, 2237, 2238, 2239, 2240, 2241, 2242, 2243, 2244, 2245, 2246, 2247, 2248, 2249, 2250, 2251, 2252, 2253, 2254, 2255, 2256, 2257, 2258, 2259, 2260, 2261, 2262, 2263, 2264, 2265, 2266, 2267, 2268, 2269, 2270, 2271, 2272, 2273, 2274, 2275, 2276, 2277, 2278, 2279, 2280, 2281, 2282, 2283, 2284, 2285, 2286, 2287, 2288, 2289, 2290, 2291, 2292, 2293, 2294, 2295, 2296, 2297, 2298, 2299, 2300, 2301, 2302, 2303, 2304, 2305, 2306, 2307, 2308, 2309, 2310, 2311, 2312, 2313, 2314, 2315, 2316, 2317, 2318, 2319, 2320, 2321, 2322, 2323, 2324, 2325, 2326, 2327, 2328, 2329, 2330, 2331, 2332, 2333, 2334, 2335, 2336, 2337, 2338, 2339, 2340, 2341, 2342, 2343, 2344, 2345, 2346, 2347, 2348, 2349, 2350, 2351, 2352, 2353, 2354, 2355, 2356, 2357, 2358, 2359, 2360, 2361, 2362, 2363, 2364, 2365, 2366, 2367, 2368, 2369, 2370, 2371, 2372, 2373, 2374, 2375, 2376, 2377, 2378, 2379, 2380, 2381, 2382, 2383, 2384, 2385, 2386, 2387, 2388, 2389, 2390, 2391, 2392, 2393, 2394, 2395, 2396, 2397, 2398, 2399, 2400, 2401, 2402, 2403, 2404, 2405, 2406, 2407, 2408, 2409, 2410, 2411, 2412, 2413, 2414, 2415, 2416, 2417, 2418, 2419, 2420, 2421, 2422, 2423, 2424, 2425, 2426, 2427, 2428, 2429, 2430, 2431, 2432, 2433, 2434, 2435, 2436, 2437, 2438, 2439, 2440, 2441, 2442, 2443, 2444, 2445, 2446, 2447, 2448, 2449, 2450, 2451, 2452, 2453, 2454, 2455, 2456, 2457, 2458, 2459, 2460, 2461, 2462, 2463, 2464, 2465, 2466, 2467, 2468, 2469, 2470, 2471, 2472, 2473, 2474, 2475, 2476, 2477, 2478, 2479, 2480, 2481, 2482, 2483, 2484, 2485, 2486, 2487, 2488, 2489, 2490, 2491, 2492, 2493, 2494, 2495, 2496, 2497, 2498, 2499, 2500, 2501, 2502, 2503, 2504, 2505, 2506, 2507, 2508, 2509, 2510, 2511, 2512, 2513, 2514, 2515, 2516, 2517, 2518, 2519, 2520, 2521, 2522, 2523, 2524, 2525, 2526, 2527, 2528, 2529, 2530, 2531, 2532, 2533, 2534, 2535, 2536, 2537, 2538, 2539, 2540, 2541, 2542, 2543, 2544, 2545, 2546, 2547, 2548, 2549, 2550, 2551, 2552, 2553, 2554, 2555, 2556, 2557, 2558, 2559, 2560, 2561, 2562, 2563, 2564, 2565, 2566, 2567, 2568, 2569, 2570, 2571, 2572, 2573, 2574, 2575, 2576, 2577, 2578, 2579, 2580, 2581, 2582, 2583, 2584, 2585, 2586, 2587, 2588, 2589, 2590, 2591, 2592, 2593, 2594, 2595, 2596, 2597, 2598, 2599, 2600, 2601, 2602, 2603, 2604, 2605, 2606, 2607, 2608, 2609, 2610, 2611, 2612, 2613, 2614, 2615, 2616, 2617, 2618, 2619, 2620, 2621, 2622, 2623, 2624, 2625, 2626, 2627, 2628, 2629, 2630, 2631, 2632, 2633, 2634, 2635, 2636, 2637, 2638, 2639, 2640, 2641, 2642, 2643, 2644, 2645, 2646, 2647, 2648, 2649, 2650, 2651, 2652, 2653, 2654, 2655, 2656, 2657, 2658, 2659, 2660, 2661, 2662, 2663, 2664, 2665, 2666, 2667, 2668, 2669, 2670, 2671, 2672, 2673, 2674, 2675, 2676, 2677, 2678, 2679, 2680, 2681, 26

(Original signé, A. N., C 167, n° 408.

3524. — Adresse des citoyens du canton de Lamoignon, tendant à l'annulation des lois du 17 mai 1806 et 17 août 1809, et à la déchéance de Louis XVIII, pour avoir adhéré avec acclamation au décret qui mettait hors d'état de régence Louis XVI et dernier, ce Roi qui a comblé la mesure des forfaits et recevra dans peu le juste châtiment de ses perversités et trahisons.

1999, 2000, 2001, 2002, 2003, 2004, 2005, 2006, 2007, 2008, 2009, 2010, 2011, 2012, 2013, 2014, 2015, 2016, 2017, 2018, 2019, 2020, 2021, 2022, 2023, 2024, 2025, 2026, 2027, 2028, 2029, 2030, 2031, 2032, 2033, 2034, 2035, 2036, 2037, 2038, 2039, 2040, 2041, 2042, 2043, 2044, 2045, 2046, 2047, 2048, 2049, 2050, 2051, 2052, 2053, 2054, 2055, 2056, 2057, 2058, 2059, 2060, 2061, 2062, 2063, 2064, 2065, 2066, 2067, 2068, 2069, 2070, 2071, 2072, 2073, 2074, 2075, 2076, 2077, 2078, 2079, 2080, 2081, 2082, 2083, 2084, 2085, 2086, 2087, 2088, 2089, 2090, 2091, 2092, 2093, 2094, 2095, 2096, 2097, 2098, 2099, 2100, 2101, 2102, 2103, 2104, 2105, 2106, 2107, 2108, 2109, 2110, 2111, 2112, 2113, 2114, 2115, 2116, 2117, 2118, 2119, 2120, 2121, 2122, 2123, 2124, 2125, 2126, 2127, 2128, 2129, 2130, 2131, 2132, 2133, 2134, 2135, 2136, 2137, 2138, 2139, 2140, 2141, 2142, 2143, 2144, 2145, 2146, 2147, 2148, 2149, 2150, 2151, 2152, 2153, 2154, 2155, 2156, 2157, 2158, 2159, 2160, 2161, 2162, 2163, 2164, 2165, 2166, 2167, 2168, 2169, 2170, 2171, 2172, 2173, 2174, 2175, 2176, 2177, 2178, 2179, 2180, 2181, 2182, 2183, 2184, 2185, 2186, 2187, 2188, 2189, 2190, 2191, 2192, 2193, 2194, 2195, 2196, 2197, 2198, 2199, 2200, 2201, 2202, 2203, 2204, 2205, 2206, 2207, 2208, 2209, 2210, 2211, 2212, 2213, 2214, 2215, 2216, 2217, 2218, 2219, 2220, 2221, 2222, 2223, 2224, 2225, 2226, 2227, 2228, 2229, 2230, 2231, 2232, 2233, 2234, 2235, 2236, 2237, 2238, 2239, 2240, 2241, 2242, 2243, 2244, 2245, 2246, 2247, 2248, 2249, 2250, 2251, 2252, 2253, 2254, 2255, 2256, 2257, 2258, 2259, 2260, 2261, 2262, 2263, 2264, 2265, 2266, 2267, 2268, 2269, 2270, 2271, 2272, 2273, 2274, 2275, 2276, 2277, 2278, 2279, 2280, 2281, 2282, 2283, 2284, 2285, 2286, 2287, 2288, 2289, 2290, 2291, 2292, 2293, 2294, 2295, 2296, 2297, 2298, 2299, 2300, 2301, 2302, 2303, 2304, 2305, 2306, 2307, 2308, 2309, 2310, 2311, 2312, 2313, 2314, 2315, 2316, 2317, 2318, 2319, 2320, 2321, 2322, 2323, 2324, 2325, 2326, 2327, 2328, 2329, 2330, 2331, 2332, 2333, 2334, 2335, 2336, 2337, 2338, 2339, 2340, 2341, 2342, 2343, 2344, 2345, 2346, 2347, 2348, 2349, 2350, 2351, 2352, 2353, 2354, 2355, 2356, 2357, 2358, 2359, 2360, 2361, 2362, 2363, 2364, 2365, 2366, 2367, 2368, 2369, 2370, 2371, 2372, 2373, 2374, 2375, 2376, 2377, 2378, 2379, 2380, 2381, 2382, 2383, 2384, 2385, 2386, 2387, 2388, 2389, 2390, 2391, 2392, 2393, 2394, 2395, 2396, 2397, 2398, 2399, 2400, 2401, 2402, 2403, 2404, 2405, 2406, 2407, 2408, 2409, 2410, 2411, 2412, 2413, 2414, 2415, 2416, 2417, 2418, 2419, 2420, 2421, 2422, 2423, 2424, 2425, 2426, 2427, 2428, 2429, 2430, 2431, 2432, 2433, 2434, 2435, 2436, 2437, 2438, 2439, 2440, 2441, 2442, 2443, 2444, 2445, 2446, 2447, 2448, 2449, 2450, 2451, 2452, 2453, 2454, 2455, 2456, 2457, 2458, 2459, 2460, 2461, 2462, 2463, 2464, 2465, 2466, 2467, 2468, 2469, 2470, 2471, 2472, 2473, 2474, 2475, 2476, 2477, 2478, 2479, 2480, 2481, 2482, 2483, 2484, 2485, 2486, 2487, 2488, 2489, 2490, 2491, 2492, 2493, 2494, 2495, 2496, 2497, 2498, 2499, 2500, 2501, 2502, 2503, 2504, 2505, 2506, 2507, 2508, 2509, 2510, 2511, 2512, 2513, 2514, 2515, 2516, 2517, 2518, 2519, 2520, 2521, 2522, 2523, 2524, 2525, 2526, 2527, 2528, 2529, 2530, 2531, 2532, 2533, 2534, 2535, 2536, 2537, 2538, 2539, 2540, 2541, 2542, 2543, 2544, 2545, 2546, 2547, 2548, 2549, 2550, 2551, 2552, 2553, 2554, 2555, 2556, 2557, 2558, 2559, 2560, 2561, 2562, 2563, 2564, 2565, 2566, 2567, 2568, 2569, 2570, 2571, 2572, 2573, 2574, 2575, 2576, 2577, 2578, 2579, 2580, 2581, 2582, 2583, 2584, 2585, 2586, 2587, 2588, 2589, 2590, 2591, 2592, 2593, 2594, 2595, 2596, 2597, 2598, 2599, 2600, 2601, 2602, 2603, 2604, 2605, 2606, 2607, 2608, 2609, 2610, 2611, 2612, 2613, 2614, 2615, 2616, 2617, 2618, 2619, 2620, 2621, 2622, 2623, 2624, 2625, 2626, 2627, 2628, 2629, 2630, 2631, 2632, 2633, 2634, 2635, 2636, 2637, 2638, 2639, 2640, 2641, 2642, 2643, 2644, 2645, 2646, 2647, 2648, 2649, 2650, 2651, 2652, 2653, 2654, 2655, 2656, 2657, 2658, 2659, 2660, 2661, 2662, 2663, 2664, 2665, 2666, 2667, 2668, 2669, 2670, 2671, 2672, 2673, 2674, 2675, 2676, 2677, 2678, 2679, 2680, 26

Original signé, A. N., C 167, n° 109

de Plénouët à l'Assemblée législative, proclamant que rien n'est plus juste, rien n'est plus sage que le décret de suspension prononcé contre Louis XVI, dont la conduite était depuis longtemps suspecte, et réclamant sa déchéance, attendu que ses parjures, ses complots, ses trahisons, le rendent à jamais indigne de la confiance du peuple français.

75-1001

<sup>1</sup> *Journal of Management Education* 24(1): 10-11.

3523. — Adresse de l'Assemblée provinciale de Canton de Szechuen (Yun) à l'Assemblée législative, la félicitant de la formation de la 1<sup>re</sup> législature.

membrs de la Patrie (initialement de son-  
deur en 1940) et plus récemment, les XVI.

2000

$$C_{11} = \frac{1}{2} \frac{A}{A_0} \left( \frac{A}{A_0} - 1 \right) \left( \frac{A}{A_0} + 1 \right) = \frac{1}{2} \frac{A}{A_0} \left( \frac{A}{A_0}^2 - 1 \right)$$

3524. — Adresse du directoire du district de Rethel, désapprouvant l'arrêté du Conseil du département des Ardennes contre les décrets du 10 août et le regardant comme un acte attentatoire à la souveraineté de la Nation.

0-100

(Original signé. A. N., D XL 7, p° 7.

cf. A. J. Auer, *Journal of the American Chemical Society*, 74, 1118 (1952).

maréchal de camp, employé à l'armée du Midi, au président de l'Assemblée législative, annonçant que, sans avoir reçu officiellement le décret, les 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> bataillons de la Garde nationale administrative et la garde nationale d'Avignon, ont prêté sur l'autel de la Patrie le serment de maintenir la liberté et l'Egalité, au milieu des cris de : Vive la Nation ! vive la liberté ! poussés par une foule immense de citoyens.

1983-1984

Copyright © 1999 by John Wiley & Sons, Inc.

la commune de Lesneven à l'Assemblée législative, le félicitant d'avoir, par son courage, terrassé le despotisme, et, par sa fermeté, rétabli la tranquillité dans une ville où les vengeances devaient être d'autant plus cruelles que les crimes étaient énormes.

signé, A. N., C 160, n° 343

— A l'heure des élections qui se sont  
passées au début de l'année, l'Association  
politique et économique des américains  
français du sud de la France a eu la  
conservation des Droits de l'Homme qu'elle  
avait précédemment trouvée à son  
centre les premiers des sujets d'actualité.  
D'après les statistiques qui nous ont été  
fournies, les émigrés.

1342

© 1999 Blackwell Science Ltd *Journal of Internal Medicine* 245: 143–148

3528. — Adresse du Conseil général du département de l'Isère à l'Assemblée législative, exprimant l'indignation dont il a été pénétré au récit des attentats commis dans le département des Ardennes par des administrateurs rebelles, et de la conduite d'une partie de l'armée du Centre, égarée par des chefs perfides, et l'engageant à frapper sans distinction comme sans pitié les têtes coupables.

(27 août 1792.)

Original signé, A. N., C 160, n° 344.

3529. — Adresse des officiers municipaux de Paimpol à l'Assemblée législative, déclarant qu'ils ont applaudi au décret de suspension de Louis XVI, publié en présence de la garde nationale.

(27 août 1792.)

Original signé, A. N., C 160, n° 344.

3530. — Adresse du Conseil général de la commune de Montrison à l'Assemblée législative, la priant de recevoir le tribut d'éloges et de bénédictions que méritent les mesures fermes et vigoureuses prises par elle lors des mémorables événements qui se sont si rapidement succédés.

(27 août 1792.)

Original signé, A. N., C 160, n° 345.

3531. — Adresse des citoyens de La Flèche à l'Assemblée législative, applaudissant avec transport à la sagesse, à la fermeté, au courage déployés dans un moment aussi décisif, et ajoutant que la célébration d'un service solennel pour leurs frères morts à Paris les a enflammés d'une nouvelle ardeur pour la Patrie.

(27 août 1792.)

Original signé, A. N., C 160, n° 345.

3532. — Lettre du Conseil général de la commune de Chalon-sur-Saône à M. L'abbé Lefèvre, député de Saône-et-Loire, lui transmettant l'expression de leur admiration pour l'énergie de l'Assemblée, le courage et la constance du peuple, et annonçant que tous les décrets du 19 août et des autres séances ont été

reçus avec applaudissements, lettre accompagnée de l'acte de prestation du nouveau serment.

(27 août 1792.)

Original et extrait signé (2 p.), A. N., C 160, n° 348.

3533. — Adresse du directoire provisoire du district de Lyon, nouvellement formé, à l'Assemblée législative, déclarant adhérer de tout son cœur aux lois vigoureuses qu'elle a rendues, depuis et compris celle qui suspend le pouvoir exécutif, et l'adjurant d'écraser les tyrans coalisés contre la France.

(27 août 1792.)

Original signé, A. N., C 160, n° 349.

3534. — Adresse de la Société des Amis de la Liberté et de l'Égalité de Cambrai, affiliée à celle des Jacobins de Paris, à l'Assemblée législative, la félicitant de son attitude et de ses actes depuis le 10 août, et demandant la réforme de tous les dépositaires de pouvoirs inféodés à l'ancien pouvoir exécutif, réforme nécessaire pour faire entièrement cesser les dangers de la Patrie.

(27 août 1792.)

Original signé, A. N., C 162, n° 360.

3535. — Adresse du district de Saint-Jean-d'Angely à l'Assemblée législative, donnant son adhésion sincère au décret rendu le 11 août, qui a été publié solennellement dans les 126 municipalités du district.

(27 août 1792.)

Minute, A. N., C 162, n° 360.

3536. — Discours prononcé à la barre de l'Assemblée législative par Anacharsis Cloots, orateur du genre humain, demandant un décret de proscription contre les monarques et déclarant prêter le serment de fidélité à la Nation universelle, à l'Égalité, à la Liberté, à la souveraineté du genre humain, ajoutant que son cœur est Français, son bras armé pour elle.

(27 août 1792.)

Autographe, A. N., C 162, n° 360.

Ed. Archives parlementaires, t. XLIX, p. 41.

3537. — Adresse des citoyens libres d'Autun à l'Assemblée législative, attes-



tant que les deux députés qui ont souscrit l'acte XVI ont pu l'accomplir et ramener le ministère, ont puni les conjurés et fait punir le jour même les agents de la tyrannie en présence d'un Roi parjure, d'un ministère vendu.

(27 août 1792.)

Original signé, A. N., C. 161, n° 393.

3538. — Adresse des citoyens de la commune des Pains-de-Nécessité à l'Assemblée législative, déclarant qu'ainsi que les boulets lancés par eux, ils marcheront toujours droit et rapidement dans le sentier de la Révolution, et rappelant qu'ils se sont signalés par leur ardeur dans la journée du 10 août, si fatale à la tyrannie.

(27 août 1792.)

Minute, A. N., C. 162, n° 360.

Extrait signé, A. N., C. 162, n° 361.

3539. — Adresse des citoyens de Bar-sur-Seine à l'Assemblée législative, affirmant que, depuis la journée du 10 août, l'esprit public prend une nouvelle force, que les patriotes ne craignent plus de contre-révolution, et qu'en ce qui les concerne ils n'oublieront jamais que le genre humain vient d'être délivré du plus cruel esclavage par la vigueur des dispositions de l'Assemblée législative, et par le courage de leurs braves frères de Paris.

(27 août 1792.)

Original signé, A. N., C. 162, n° 361.

3540. — Adresse des citoyens de Bernay, réunis en assemblée primaire, à l'Assemblée législative, donnant leur adhésion au nouveau serment par lequel elle a sauvé la Patrie.

(27 août 1792.)

Extrait signé, A. N., C. 161, n° 362.

3541. — Adresse des citoyens du district d'Arbois à l'Assemblée législative, la félicitant d'avoir, par des mesures pleines de justice et de sagesse, déjoué les plus odieux complots, et envoyant l'assurance de leur entière adhésion à toutes les dispositions de l'Assemblée législative.

(27 août 1792.)

Original signé, A. N., C. 161, n° 363.

3542. — Adresse du tribunal criminel de la Charente à l'Assemblée législative, remerciant de l'honneur que leur procure le serment de la Loi et de délivrer les corps administratifs et judiciaires de l'aristocratie qui les infecte et qui entrave leurs opérations.

(27 août 1792.)

Original, A. N., C. 165, n° 394.

3543. — Adresse de la commune et des citoyens du canton de Landerneau, réunis en assemblée primaire, à l'Assemblée législative, déclarant que, depuis longtemps l'aristocratie a été la cause de la mort et de la haute trahison d'un despote avide de leur sang, ils ont vivement applaudi aux lois sages et nécessaires qui ont sauvé la France d'un péril imminent, et qu'ils ont juré le serment de fidélité, à part quelques individus, sans doute attachés à la Liste civile.

(27 août 1792.)

Extrait signé, A. N., C. 165, n° 394.

3544. — Procès-verbal d'adhésion aux décrets de l'Assemblée législative, par lequel le nouveau serment par l'Assemblée administrative de Pont-de-Vaux (Ain).

(27 août 1792.)

Extrait signé, A. N., C. 166, n° 396.

3545. — Adresse de la commune de Challans à l'Assemblée législative, remerciant de la promptitude du pouvoir exécutif rendu nécessaires les mesures vigoureuses, prises depuis le 10 août et réclamées depuis longtemps par les amis de la Liberté, avec procès-verbal de prestation du serment civique.

(27 août 1792.)

Extrait signé, A. N., C. 166, n° 397.

3546. — Adresse de la commune de Juvigny-le-Franc à l'Assemblée législative, déclarant que, depuis le 10 août, les citoyens de Juvigny-le-Franc ont juré le serment de la Loi et de délivrer les corps administratifs et judiciaires de l'aristocratie qui les infecte et qui entrave leurs opérations, et qu'ils ont juré le serment de la Loi et de délivrer les corps administratifs et judiciaires de l'aristocratie qui les infecte et qui entrave leurs opérations.

ont appris avec calme et sang-froid la suspension de ce Roi parjure.

27 août 1792.

Original signé, A. N., C 166, n° 398.

3547. — Envoi à l'Assemblée législative d'une adresse d'adhésion à la loi du 10 août par les citoyens du canton de Belle-Haute-Marne, réunis en assemblée primaire.

27 août 1792.

Original signé, A. N., C 167, n° 404.

Ed. *Archives parlementaires*, t. XLIX, p. 169.

3548. — Adresse des citoyens du canton de Liesse, réunis en assemblée primaire, à l'Assemblée législative, envoyant leur adhésion à son décret du 10 août qui suspend le pouvoir exécutif, et déclarant adorer la Liberté et l'Égalité.

27 août 1792.

Original signé, A. N., C 167, n° 404.

3549. — Adresse des citoyens de Charpey (Drôme), réunis en assemblée primaire, à l'Assemblée législative, adhérant de cœur et de bouche à toutes les mesures qu'elle a adoptées et que le salut du peuple, suprême loi, lui fera prendre, et demandant le châtimement des lâches et indignes provocateurs de l'attentat commis le 10 août, où le sang des hommes libres a coulé sous les coups des vils satellites de l'ancien despotisme, avec lettre d'envoi.

27 août 1792.

Originaux signés (2 p.), A. N., C 167, n° 405.

3550. — Adresse des citoyens de la commune de Dunkerque, réunis pour les élections de la Convention nationale, à l'Assemblée législative, témoignant toute leur reconnaissance des mesures fermes et énergiques prises par elle à l'occasion des événements du 10 août.

27 août 1792.

Original signé, A. N., C 167, n° 406.

3551. — Adresse des citoyens des communes de la commune et de la Patrie, formant la seconde section du canton de Saint-Martin (île de Rhé), réunis en assemblée primaire, à l'Assemblée législative, déclarant que les Législateurs ont prévenu

de nouveaux crimes en décrétant la suspension du pouvoir exécutif et préparé pour la Liberté des bases que le despotisme ne tentera plus d'ébranler.

27 août 1792.

Original signé, A. N., C 167, n° 408.

Cf. *Archives parlementaires*, t. XLIX, p. 391.

3552. — Adresse des citoyens du canton de Châteauneuf (Saône-et-Loire) à l'Assemblée législative, lui témoignant leur juste reconnaissance pour les grandes et sages mesures qu'elle vient de prendre afin de sauver la Patrie.

27 août 1792.

Original signé, A. N., C 167, n° 408.

Cf. *Archives parlementaires*, t. XLIX, p. 429.

3553. — Pétition de Jean-Baptiste-Louis La Tournelle, joint à quelques bons citoyens de la section Bonne-Nouvelle, à l'Assemblée législative, tendant à l'abolition de la royauté en France et indiquant les moyens patriotiques de la remplacer pour le salut de la Patrie, conformément aux droits de la Liberté et de l'Égalité.

27 août 1792.

Original signé, A. N., C 167, n° 412.

3554. — Adresse des citoyens du Vigan à l'Assemblée législative, demandant, puisque les complots parricides et les conjurations sanguinaires d'une Cour odieuse et parjure sont dévoilés, que le glaive de la Loi frappe, sans distinction, toutes les têtes coupables, depuis le chef jusqu'au dernier conjuré.

27 août 1792.

Original signé, A. N., C 167, n° 413.

Cf. *Archives parlementaires*, t. XLIX, p. 670.

3555. — Procès-verbal de la prestation du nouveau serment par le Conseil général de la commune d'Aix, avec lettre d'envoi à l'Assemblée, comme témoignage non équivoque de son adhésion aux derniers décrets contre le chef du pouvoir exécutif et de son assentiment au principe d'Égalité sans lequel il n'existe point de vraie Liberté.

27 août. 4 septembre 1792.

Extraits des originaux et originaux signés (2 p.), A. N., C 166, n° 400.

Sceaux au président de l'Assemblée législative, envoyant le procès-verbal de la prestation du serment civique, le 25 août, d'une Villardelle Sceaux, par les fonctionnaires, la garde nationale et tous les citoyens qui se sont joints aux magistrats du peuple pour témoigner leur dévouement à la cause de la Liberté et la pureté républicaine, aux décrets du 19 août.

100

Chemical Abstracts, 1964, 59, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58, 59, 60, 61, 62, 63, 64, 65, 66, 67, 68, 69, 70, 71, 72, 73, 74, 75, 76, 77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 87, 88, 89, 90, 91, 92, 93, 94, 95, 96, 97, 98, 99, 100, 101, 102, 103, 104, 105, 106, 107, 108, 109, 110, 111, 112, 113, 114, 115, 116, 117, 118, 119, 120, 121, 122, 123, 124, 125, 126, 127, 128, 129, 130, 131, 132, 133, 134, 135, 136, 137, 138, 139, 140, 141, 142, 143, 144, 145, 146, 147, 148, 149, 150, 151, 152, 153, 154, 155, 156, 157, 158, 159, 160, 161, 162, 163, 164, 165, 166, 167, 168, 169, 170, 171, 172, 173, 174, 175, 176, 177, 178, 179, 180, 181, 182, 183, 184, 185, 186, 187, 188, 189, 190, 191, 192, 193, 194, 195, 196, 197, 198, 199, 200, 201, 202, 203, 204, 205, 206, 207, 208, 209, 210, 211, 212, 213, 214, 215, 216, 217, 218, 219, 220, 221, 222, 223, 224, 225, 226, 227, 228, 229, 230, 231, 232, 233, 234, 235, 236, 237, 238, 239, 240, 241, 242, 243, 244, 245, 246, 247, 248, 249, 250, 251, 252, 253, 254, 255, 256, 257, 258, 259, 260, 261, 262, 263, 264, 265, 266, 267, 268, 269, 270, 271, 272, 273, 274, 275, 276, 277, 278, 279, 280, 281, 282, 283, 284, 285, 286, 287, 288, 289, 290, 291, 292, 293, 294, 295, 296, 297, 298, 299, 300, 301, 302, 303, 304, 305, 306, 307, 308, 309, 310, 311, 312, 313, 314, 315, 316, 317, 318, 319, 320, 321, 322, 323, 324, 325, 326, 327, 328, 329, 330, 331, 332, 333, 334, 335, 336, 337, 338, 339, 340, 341, 342, 343, 344, 345, 346, 347, 348, 349, 350, 351, 352, 353, 354, 355, 356, 357, 358, 359, 360, 361, 362, 363, 364, 365, 366, 367, 368, 369, 370, 371, 372, 373, 374, 375, 376, 377, 378, 379, 380, 381, 382, 383, 384, 385, 386, 387, 388, 389, 390, 391, 392, 393, 394, 395, 396, 397, 398, 399, 400, 401, 402, 403, 404, 405, 406, 407, 408, 409, 410, 411, 412, 413, 414, 415, 416, 417, 418, 419, 420, 421, 422, 423, 424, 425, 426, 427, 428, 429, 430, 431, 432, 433, 434, 435, 436, 437, 438, 439, 440, 441, 442, 443, 444, 445, 446, 447, 448, 449, 450, 451, 452, 453, 454, 455, 456, 457, 458, 459, 460, 461, 462, 463, 464, 465, 466, 467, 468, 469, 470, 471, 472, 473, 474, 475, 476, 477, 478, 479, 480, 481, 482, 483, 484, 485, 486, 487, 488, 489, 490, 491, 492, 493, 494, 495, 496, 497, 498, 499, 500, 501, 502, 503, 504, 505, 506, 507, 508, 509, 510, 511, 512, 513, 514, 515, 516, 517, 518, 519, 520, 521, 522, 523, 524, 525, 526, 527, 528, 529, 530, 531, 532, 533, 534, 535, 536, 537, 538, 539, 540, 541, 542, 543, 544, 545, 546, 547, 548, 549, 550, 551, 552, 553, 554, 555, 556, 557, 558, 559, 560, 561, 562, 563, 564, 565, 566, 567, 568, 569, 570, 571, 572, 573, 574, 575, 576, 577, 578, 579, 580, 581, 582, 583, 584, 585, 586, 587, 588, 589, 590, 591, 592, 593, 594, 595, 596, 597, 598, 599, 600, 601, 602, 603, 604, 605, 606, 607, 608, 609, 610, 611, 612, 613, 614, 615, 616, 617, 618, 619, 620, 621, 622, 623, 624, 625, 626, 627, 628, 629, 630, 631, 632, 633, 634, 635, 636, 637, 638, 639, 640, 641, 642, 643, 644, 645, 646, 647, 648, 649, 650, 651, 652, 653, 654, 655, 656, 657, 658, 659, 660, 661, 662, 663, 664, 665, 666, 667, 668, 669, 670, 671, 672, 673, 674, 675, 676, 677, 678, 679, 680, 681, 682, 683, 684, 685, 686, 687, 688, 689, 690, 691, 692, 693, 694, 695, 696, 697, 698, 699, 700, 701, 702, 703, 704, 705, 706, 707, 708, 709, 710, 711, 712, 713, 714, 715, 716, 717, 718, 719, 720, 721, 722, 723, 724, 725, 726, 727, 728, 729, 730, 731, 732, 733, 734, 735, 736, 737, 738, 739, 740, 741, 742, 743, 744, 745, 746, 747, 748, 749, 750, 751, 752, 753, 754, 755, 756, 757, 758, 759, 760, 761, 762, 763, 764, 765, 766, 767, 768, 769, 770, 771, 772, 773, 774, 775, 776, 777, 778, 779, 780, 781, 782, 783, 784, 785, 786, 787, 788, 789, 790, 791, 792, 793, 794, 795, 796, 797, 798, 799, 800, 801, 802, 803, 804, 805, 806, 807, 808, 809, 810, 811, 812, 813, 814, 815, 816, 817, 818, 819, 820, 821, 822, 823, 824, 825, 826, 827, 828, 829, 830, 831, 832, 833, 834, 835, 836, 837, 838, 839, 840, 841, 842, 843, 844, 845,

3557. — Adresse des administrateurs du district et de la commune de Bessone à l'Assemblée législative, stigmatisant l'infâme hypocrisie du tyran et donnant leur adhésion aux mesures commandées par les dangers imminents de l'Etat.

Original signé, A. N., C 160, n° 316.

3538. — Adresse du tribunal du district de Bar-le-Duc à l'Assemblée législative, proclamant qu'elle a rempli le plus saint des devoirs en recourant à la souveraineté du peuple pour sauver la Liberté, et renouvelant le serment civique au moment où les aveugles satellites des despotes pénétraient dans le département.

28 août 1792

Received 1998-04-27; accepted 1998-06-04.

3539. — Adresse de la commune de Rennes à l'Assemblée législative, la priant de renvoyer au département les députés de la commune de Rennes pour le rétablir sous le port à la tyrannie.

(28 août 1792)

Received 15 June 1997; accepted 15 July 1997

... M. de Smetan, qui, comme le Président, se présente à l'Assemblée législative, portant une bannière et le drapeau d'empire, par 250,000 voix, dans une immense foule, en se disant, « nous ne sommes qu'un gouvernement populaire, et déclarant qu'elle a sauvé la Patrie, la Liberté et l'Empire ».

Copyright © 1999 by John Wiley & Sons, Inc.  
All rights reserved. No part of this publication may be reproduced, stored in a retrieval system, or transmitted, in any form or by any means, electronic, mechanical, photocopying, recording, or by any information storage and retrieval system, without permission in writing from John Wiley & Sons, Inc.

3561. — Adresse du tribunal du district de Belfort à l'Assemblée législative, la félicitant d'avoir secondé courageusement le peuple soulevé contre les féroces satellites du despotisme et d'avoir préparé le salut de la Patrie.

150

*Osteomyelitis*. A. S. C. G. 1970.

3562. — Arrêté du Conseil permanent du district de Cambrai, déclarant adhérer aux décrets rendus dans la mémorable journée du 10 août et félicitant l'Assemblée législative de la fermeté et de la sagesse qu'elle a montrées pour maintenir la Liberté et l'Égalité nationales.

28 août 1792

1. The first group of people who are not allowed to enter the country are those who are considered to be a threat to national security. This includes anyone who is involved in terrorism, espionage, or other activities that could harm the country.

3363. — Adresse de la municipalité de Saint-Laurent-des-Eaux à l'Assemblée législative, accusant réception du décret qui suspend de ses fonctions le traître Louis XVI, et donne la certitude de terrasser les ennemis de la Nation qui ne seront plus soutenus par la liste civile.

28 août 1792

Original signed, A. N., C 165, n° 393

3564. — Adresse des dix assemblées primaires de l'Aisne à la législature, lui payant le tribut d'éloges qu'elle mérite pour avoir découvert les trahisons du despotisme et fait reconnaître le néant de la royauté et la souveraineté du peuple.

Official forms 4-75-10-18, use only.

Cf. *Archives parlementaires*, t. XLIX, p. 263.

— *Le ministre des finances* présente  
aux députés le budget de l'Etat pour l'année  
1900. Le budget est de 1,2 milliard de francs.  
Le budget de l'Etat pour l'année 1900 est  
de 1,2 milliard de francs. Le budget de l'Etat  
pour l'année 1900 est de 1,2 milliard de francs.  
Le budget de l'Etat pour l'année 1900 est de 1,2 milliard de francs.

Figure 1. A: Schematic diagram of the experimental setup. B: Representative images of the experimental setup. C: Representative images of the experimental setup.

**Address all correspondence to:**  
Dr. C. M. LAM, 700 University Ave.,  
San Francisco, CA 94143-0806

lative, proclamant qu'il regarde la suspension du pouvoir exécutif comme le salut de l'Empire, et reprochant à l'Assemblée de ne rien faire pour la génération future, en vue de modifier l'éducation publique, qui est en opposition avec les lois amies de la Liberté et de l'Égalité.

28 août 1792.

Original signé, A. N., C 166, n° 395.

3567. — Adresse du directoire du district de Châteausalins à l'Assemblée législative, annonçant que toutes ses lois ont été promptement et immédiatement exécutées, seul hommage réellement digne d'elle, et jurant de maintenir la Liberté et l'Égalité jusqu'à la mort.

28 août 1792.

Original signé, A. N., C 166, n° 395.

3568. — Adresse des citoyens de la commune d'Arbois à l'Assemblée législative, envoyant leur adhésion unanime au décret de suspension du pouvoir exécutif et faisant connaître que 600 de leurs concitoyens, sur une population de 7,000 âmes, sont sur les frontières pour combattre les ennemis de la Patrie et leurs vils satellites, avec lettre d'envoi.

28 août 1792.

Extrait et original signé, 2 p., A. N., C 166, n° 395.

3569. — Adresse du Conseil du district de Lausun à l'Assemblée législative, se déclarant pénétré d'admiration pour tous les décrets qu'elle a rendus et surtout pour ceux que le salut du peuple réclamait depuis longtemps en faveur du maintien de la Liberté et de l'Égalité.

28 août 1792.

Original signé, A. N., C 166, n° 396.

3570. — Lettre du Conseil général du district de Cusset au président de l'Assemblée législative, rappelant qu'il avait demandé, par ses vœux exprimés à l'Assemblée, le décret de la suspension du pouvoir exécutif, acte de justice, devenu indispensable.

28 août 1792.

Original signé, A. N., C 166, n° 396.

3571. — Adresse du tribunal du district de La Rochelle à l'Assemblée législative, annonçant qu'il a frémi à la pensée des dangers auxquels la Patrie a été exposée le 10 août, et se réjouissant de voir que, grâce à l'attitude ferme et imposante de l'Assemblée, les complots tramés au sein de Paris contre la Liberté française ont été déjoués.

28 août 1792.

Original signé, A. N., C 166, n° 396.

3572. — Adresse des juges du tribunal du district d'Alençon à l'Assemblée législative, déclarant que la journée du 10 août les a pénétrés d'horreur et approuvant l'acte de vigueur exercé à l'égard d'un Roi convaincu de parjure et de trahison envers la Nation.

28 août 1792.

Original signé, A. N., C 166, n° 397.

3573. — Arrêté de l'administration du district de Tarascon (Bouches-du-Rhône), exprimant ses sentiments de reconnaissance, de respect et de zèle, ainsi qu'une parfaite adhésion aux décrets rendus par l'Assemblée les 10 et 11 août derniers, avec son vif amour de la Liberté et de l'Égalité.

28 août 1792.

Extrait signé, A. N., C 166, n° 397.

3574. — Adresse du Conseil général de la commune de Béziers à l'Assemblée législative, lui rendant grâce des mesures sages et vigoureuses qu'elle a prises dans les circonstances critiques où se trouvait l'État, au milieu des intrigues d'une Cour corrompue et de la trahison de ses perfides agents.

28 août 1792.

Original signé, A. N., C 166, n° 398.

3575. — Adresse des administrateurs du district de Crest à l'Assemblée législative, lui offrant l'adhésion unanime des habitants à ses décrets et annonçant, comme témoignage de leur civisme, qu'en un seul jour 270 citoyens se sont enrôlés pour la défense des frontières et qu'une souscription a réuni 25,000 livres pour leur équipement.

28 août 1792.

Original signé, A. N., C 166, n° 398.

3576. — Procès-verbal de la prestation de serment faite par le Conseil de département des Pyrénées-Orientales, assemblée dans la salle du district et de la commune de Perpignan.

28 août 1792.

Extrait collationné, A. N., C. 166, n° 398.

3577. — Adresse des citoyens constitués de la ville de Manosque à l'Assemblée législative, adressant leurs vœux aux mesures efficaces que la fermeté et le zèle ardent de l'Assemblée pour le salut de l'État lui ont suggérées le 10 août, et déclarant que la Liberté doit être établie sur des bases désormais inébranlables.

28 août 1792.

Original signé, A. N., C. 166, n° 398.

3578. — Lettre des administrateurs du district de Montreuil à M. Maréchal, député de la Loire-Inférieure, le priant d'assurer l'Assemblée nationale qu'ils adhèrent à tous ses décrets et applaudissent aux mesures qu'elle a prises pour sauver la Patrie, lorsqu'a éclaté l'indigne trame des conspirateurs au scandale de l'Univers.

28 août 1792.

Original signé, A. N., C. 166, n° 398.

3579. — Adresse des citoyens libres d'Amiens, réunis en assemblée primaire, célébrant la fermeté déployée par les Législateurs dans la journée du 10 août, et les engageant à employer le peu de temps qui leur reste à consolider et à rendre définitive la victoire remportée sur le despotisme, l'aristocratie et le fanatisme.

28 août 1792.

Original signé, A. N., C. 167, n° 401.

3580. — Adresse des citoyens du canton de Montreuil à l'Assemblée législative, exprimant leur adhésion à son décret et l'expression de leur gratitude.

28 août 1792.

Original signé, A. N., C. 167, n° 402.

3581. — Adresse des citoyens de Compiègne à l'Assemblée législative, déclarant que Louis XVI, à peine réintégré dans son pouvoir, se livre à tous les efforts de son

tyrannie, que les conjurés de la Fayette que les étonnés pas, que tout homme tant soit peu observateur avait pressenti au Champ de Mars, à Nancy, la révolte de Sedan, et adjurant les Législateurs de ne désespérer de rien tant qu'existeront les dévouements méritoires, et les passions, les facultés des habitants sont brûlantes comme le soleil qui calcine leurs têtes.

28 août 1792.

Original signé, A. N., C. 167, n° 403.

3582. — Adresse des citoyens de Vinay (Isère) à l'Assemblée législative, la félicitant d'avoir suspendu de ses fonctions un roi cruel et barbare, Louis le Sanguinaire, lui témoignant leur reconnaissance des mesures qu'elle a prises pour sauver la Patrie, et formant le vœu que la Convention nationale donne un exemple frappant à l'Univers et châtie les crimes des mauvais rois.

28 août 1792.

Original signé, A. N., C. 167, n° 404.

Original signé, A. N., C. 167, n° 405.

3583. — Acte d'adhésion de l'assemblée primaire du canton de Sucy Seine-et-Oise, à toutes les résolutions de l'Assemblée nationale depuis la mémorable journée du 10 août.

28 août 1792.

Extrait collationné, A. N., C. 167, n° 406.

3584. — Adresse des corps constitués du district et du département de la Manche à l'Assemblée législative, lui envoyant le tribut de leur reconnaissance, avec l'expression de leurs regrets pour tant d'honorables victimes des fureurs du despotisme, approuvant et honorant les décrets de l'Assemblée nationale à son décret.

28 août 1792.

Original signé, A. N., C. 167, n° 407.

3585. — Adresse de l'Assemblée primaire du département de la Manche à l'Assemblée législative, la félicitant d'avoir statué sur le sort du parjure Louis XVI, qui participant aux lâches complots d'une Cour perfide et soudoyant les Catilina transuges, se livre à tous les efforts de son



civile, mesure urgente qui mérite toute approbation.

(29 août 1792.)

Original signé, A. N., C 160, n° 347.

3586. — Adresse des corps constitués réunis de la ville de Sens à l'Assemblée législative, applaudissant à toutes les mesures qu'elle vient de prendre et protestant de leur amour pour la Liberté et l'Égalité.

(29 août 1792.)

Original signé, A. N., C 160, n° 347.

Cf. *Archives parlementaires*, t. XLIX, p. 97.

3587. — Adresse du tribunal du district de Melle à l'Assemblée législative, adoptant avec ardeur tous les décrets rendus à la suite du 10 août et prenant l'engagement de les faire exécuter scrupuleusement.

(29 août 1792.)

Original signé, A. N., C 160, n° 347.

Cf. *Archives parlementaires*, t. XLIX, p. 98.

3588. — Adresse du tribunal du district de Valenciennes à l'Assemblée législative, la félicitant de ses décrets libérateurs rendus après la journée mémorable du 10 août, qui annoncent à l'Univers entier que tous les efforts des traîtres et des tyrans de la terre resteront impuissants.

29 août 1792.

Original signé, A. N., C 160, n° 349.

3589. — Adresse du Conseil général de la commune de Bar-sur-Seine à l'Assemblée législative, approuvant les mesures sages et vigoureuses qui devront faire trembler les tyrans et anéantir les ennemis de la Liberté et de l'Égalité.

29 août 1792.

Original signé, A. N., C 160, n° 349.

3590. — Adresse des citoyens libres d'Ambert à l'Assemblée législative, considérant comme un titre de gloire d'avoir suspendu le traître, le parjure Louis XVI, d'avoir rétabli la souveraineté du peuple, d'avoir promulgué des décrets salutaires et pleins de vigueur, et d'avoir porté le dernier coup à la tyrannie ainsi qu'au despotisme.

(29 août 1792.)

Original signé, A. N., C 162, n° 361.

3591. — Adresse du 3<sup>e</sup> bataillon de la Somme à l'Assemblée législative, promettant obéissance et jurant de verser jusqu'à la dernière goutte de son sang pour le soutien de tout ce qui émane des augustes représentants de la Nation.

29 août 1792.

Original signé, A. N., C 162, n° 361.

3592. — Adresse des citoyens du canton de Savignies (Oise), réunis en assemblée primaire, à l'Assemblée législative, manifestant les sentiments de joie et d'enthousiasme qu'ont inspirés les utiles décrets de l'Assemblée et ses mesures pleines de vigueur et de sagesse.

(29 août 1792.)

Original signé, A. N., C 162, n° 361.

3593. — Adresse du tribunal du district de Chauny à l'Assemblée législative, envoyant le procès-verbal de sa prestation de serment et son adhésion à tous les décrets rendus depuis le 10 août.

29 août 1792.

Original signé, A. N., C 165, n° 393.

3594. — Adresse du Conseil général permanent de la commune de Béthune à l'Assemblée législative, lui rendant grâces d'avoir renversé l'idole du despotisme et anéanti tous ces vils esclaves qui déshonoraient le territoire français, et promettant de veiller pour qu'ils ne relèvent point leur tête abattue.

29 août 1792.

Original signé, A. N., C 165, n° 393.

3595. — Adresse du tribunal du district de Cany à l'Assemblée législative, proclamant que l'insurrection à jamais mémorable du 10 août a fait triompher la Liberté, grâce au courage des braves Parisiens et des fédérés des divers départements, associé au patriotisme et à l'énergie des Législateurs.

29 août 1792.

Original signé, A. N., C 165, n° 393.

3596. — Adresse du Conseil général de la commune de Morlaix à l'Assemblée législative, rappelant que, lors de l'événement

3596. — Adresse du tribunal de district de Cusset à l'Assemblée législative, la félicitant de ses mesures vigoureuses qui ont déjoué l'odieux complot, ourdi dans les ténèbres, qui devait étouffer, le 10 août, la Liberté et l'Égalité, et se réjouissant de la suspension du parjure Louis XVI, qui était contraire à la tête des conspirateurs.

29 août 1792.

Original signé, A. N., C 165, n° 396.

3597. — Adresse du tribunal du district de Cusset à l'Assemblée législative, la félicitant de ses mesures vigoureuses qui ont déjoué l'odieux complot, ourdi dans les ténèbres, qui devait étouffer, le 10 août, la Liberté et l'Égalité, et se réjouissant de la suspension du parjure Louis XVI, qui était contraire à la tête des conspirateurs.

29 août 1792.

Original signé, A. N., C 165, n° 397.

3598. — Adresse des représentants du district de Lutterberg à l'Assemblée législative, votant à la mort les vils et cruels agents du despotisme, levés pour les asservir, et déclarant que les dangers pressants qui sont prévus s'évanouiront aussitôt que la Convention nationale sera formée.

29 août 1792.

Original signé, A. N., C 165, n° 398.

3599. — Adresse du Conseil général de la commune de Nîmes à l'Assemblée législative, assurant toute son adhésion aux décrets du 10 août, pour le rétablissement du Roi, et la Convention nationale, et approuvant toutes les mesures prises.

29 août 1792.

Original signé, A. N., C 166, n° 399.

3600. — Adresse du Conseil général du district d'Andouze à l'Assemblée législative, assurant toute son adhésion aux décrets du 10 août, pour le rétablissement du Roi, et la Convention nationale, et approuvant toutes les mesures prises.

29 août 1792.

Original signé, A. N., C 166, n° 400.

3601. — Adresse des citoyens municipaux de Perpignan à l'Assemblée législative, attestant que leur serment de maintenir la Liberté et l'Égalité n'est pas une vaine formule, mais l'expression des vrais sentiments de gens agricoles, plus près de la nature et ignorant ce que c'est que fausser le serment.

30 août 1792.

Original signé, A. N., C 166, n° 401.

3602. — Arrêté de l'Assemblée administrative du district de Beaune, donnant la plus entière adhésion à tous les décrets qui ont été rendus et promulgués depuis le 10 août et approuvant les mesures violentes prises par l'Assemblée nationale pour calmer les vives inquiétudes du peuple, dont les soupçons ne se sont malheureusement que trop justifiés.

29 août 1792.

Original signé, A. N., C 166, n° 402.

3603. — Procès-verbal de la prestation du serment civique par les corps administratifs, judiciaires, militaires et par tous les citoyens de Janville (Eure-et-Loir).

29 août 1792.

Original signé, A. N., C 166, n° 403.

3604. — Adresse des compagnies du 7<sup>e</sup> régiment d'artillerie et des compagnies d'artillerie à cheval des 3<sup>e</sup>, 4<sup>e</sup> et 5<sup>e</sup> régiments de cavalerie à Paris, les députés représentants du peuple français, manifestant leur joie de voir l'aristocratie terrassée, les trames secrètes de vils corrupteurs anéanties, et se proclamant pleins de respect pour la loi et l'Assemblée et toute corruption.

29 août 1792.

Original signé, A. N., C 167, n° 404.

3605. — Adresse des habitants du district de l'Assemblée législative, assurant toute son adhésion aux décrets du 10 août, pour le rétablissement du Roi, et la Convention nationale, et approuvant toutes les mesures prises.

maux dont le Roi n'a cessé d'affliger une Nation trop longtemps indulgente.

(30 août 1792.)

Original signé, A. N., C 167, n° 405.

3606. — Adresse des citoyens de la commune de Péronne à l'Assemblée législative, la félicitant d'avoir démasqué les perfides complots des tyrans, le pont qui devait éclairer leurs forfaits, et d'avoir raffermi sur leurs bases la souveraineté et l'indépendance nationales en resserrant les nœuds de la sainte Egalité.

29 août 1792.

Original signé, A. N., C 167, n° 406.

3607. — Adresse des citoyens de Tourvès (Var) à l'Assemblée législative, la félicitant d'avoir suspendu Louis XVI, ce tyran incorrigible, aussi fourbe que Tibère, aussi pervers que Néron, qui avait tout disposé pour opprimer sa Patrie, pour égorger ceux qui veulent être libres et qui, comptant peut-être sur un lâche pardon, médite froidement avec l'Autrichienne par quels nouveaux ressorts il exécutera ses projets parricides.

(30 août 1792.)

Original signé, A. N., C 167, n° 409.

3608. — Adresse des corps administratifs et judiciaires de Gray à l'Assemblée législative, l'approuvant d'avoir déjoué les projets perfides de Louis XVI, en suspendant le pouvoir exécutif et en appelant la Nation à l'exercice de sa souveraineté, et annonçant que les décrets du 10 août ont été publiés avec empressement, solennité et satisfaction.

(30 août 1792.)

Original signé, A. N., C 160, n° 348.

3609. — Adresse des administrateurs du district de Limoges à l'Assemblée législative, déclarant que dès la suspension du chef du pouvoir exécutif a commencé le règne de la Liberté et de l'Egalité et que les citoyens du district partagent leur saint enthousiasme.

(30 août 1792.)

Original signé, A. N., C 160, n° 348.

3610. — Adresse des administrateurs du district de Cahors à l'Assemblée législa-

tive, envoyant l'hommage de leur estime et de leur reconnaissance pour les mesures vigoureuses et nécessaires qu'elle vient de prendre, tribut qui certes vaut bien celui de la crainte et de la soumission aveugle que commandaient les despotes.

(30 août 1792.)

Original signé, A. N., C 160, n° 415.

3611. — Adresse de l'Assemblée électorale du département de la Dordogne à l'Assemblée législative, annonçant que ce département a voué une reconnaissance éternelle aux Législateurs, qui se sont généreusement dévoués au bonheur de l'homme en faisant triompher ses droits contre la tyrannie qui cherche à les anéantir.

(30 août 1792.)

Original signé, A. N., C 162, n° 362.

Cf. *Archives parlementaires*, t. XLIX, p. 588.

3612. — Adresse des citoyens composant la Société des hommes libres de Clamecy à l'Assemblée législative, la félicitant de son courage et de sa fermeté et désavouant hautement la lettre qu'ils écrivirent, après la journée du 20 juin, à Louis XVI, qu'ils considéraient alors comme l'ami de la Constitution, l'ami du peuple.

(30 août 1792.)

Original signé, A. N., C 162, n° 362.

3613. — Adresse des citoyens libres de Langres à l'Assemblée législative, protestant de leur amour constant pour la Liberté et donnant leur adhésion formelle aux décrets que l'Assemblée a rendus depuis la mémorable journée du 10 août.

(30 août 1792.)

Original signé, A. N., C 162, n° 362.

Cf. *Archives parlementaires*, t. XLIX, p. 119.

3614. — Adresse du Conseil général de la commune d'Is-sur-Tille, joint au tribunal, au commandant de la garde nationale et au curé constitutionnel, à l'Assemblée législative, annonçant qu'ils ont reçu et fait exécuter toutes les lois promulguées depuis le 10 août, et proclamant que les principes de Liberté et

11 août 1792. — Adresse du tribunal du district de Metz à l'Assemblée législative.

30 août 1792.

Original signé, A. N., C 165, n° 395.

3615. — Adresse du tribunal du district de Metz à l'Assemblée législative, la félicitant d'avoir décrété l'Égalité et d'avoir fait tomber le masque dont se couvraient les conspirateurs et les traîtres.

30 août 1792.

Original signé, A. N., C 165, n° 395.

3616. — Adresse du tribunal du district d'Angers à l'Assemblée législative, priant de continuer jusqu'à la mort la Liberté et l'Égalité qui sont dans leurs cours.

30 août 1792.

Original signé, A. N., C 165, n° 396.

3617. — Adresse du tribunal du district de Grandvilliers à l'Assemblée législative, se réjouissant de la chute du despote, qui n'avait rien négligé pour rendre toutes les conditions, sous le poids desquelles nous géissons, aussi odieuses à son peuple qu'à nous-mêmes, et d'avoir fait tomber le masque dont se couvraient les traîtres et les conspirateurs, et d'avoir fait tomber le masque dont se couvraient les traîtres et les conspirateurs.

30 août 1792.

Original signé, A. N., C 165, n° 397.

3618. — Adresse du tribunal du département de Lot-et-Garonne à l'Assemblée législative, envoyant son adhésion aux décrets récemment promulgués, et reconnaissant les circonstances impérieuses, qui ont rendu ces décrets nécessaires, et d'avoir fait tomber le masque dont se couvraient les traîtres et les conspirateurs, et d'avoir fait tomber le masque dont se couvraient les traîtres et les conspirateurs.

30 août 1792.

Original signé, A. N., C 166, n° 398.

3619. — Adresse du tribunal du district de Metz à l'Assemblée législative, la félicitant d'avoir décrété l'Égalité et d'avoir fait tomber le masque dont se couvraient les traîtres et les conspirateurs, et d'avoir fait tomber le masque dont se couvraient les traîtres et les conspirateurs.

30 août 1792.

Original signé, A. N., C 166, n° 399.

Ce document est conservé à la Bibliothèque nationale.

3620. — Adresse du Conseil général de la commune de Troy à l'Assemblée législative, lui envoyant ses remerciements pour avoir sauvé la Patrie par ses décrets à la suite des événements du 10 août, et d'avoir fait tomber le masque dont se couvraient les traîtres et les conspirateurs.

30 août 1792.

Original signé, A. N., C 166, n° 400.

3621. — Lettre du Conseil permanent de la commune de Saint-Claude au président de l'Assemblée législative, déclarant partager l'admiration de tous les habitants du Jura pour les mesures sages et vigoureuses que le salut de la Patrie a fait adopter dans la séance du 10 août.

30 août 1792.

Original signé, A. N., C 166, n° 401.

3622. — Adresse du Conseil général du département du Bas-Rhin à l'Assemblée législative, annonçant que, pour seconder ses intentions et suivre la marche tracée à la suite du 10 août, il a dû suspendre la presque totalité des membres de l'administration du district de Haguenau et du Conseil général de la commune de Saverne, animés des principes les moins patriottiques.

30 août 1792.

Original signé, A. N., C 166, n° 402.

3623. — Adresse du Conseil général de la commune d'Aude à l'Assemblée législative, lui envoyant ses remerciements pour avoir sauvé la Patrie par ses décrets à la suite des événements du 10 août, et d'avoir fait tomber le masque dont se couvraient les traîtres et les conspirateurs.

30 août 1792.

Original signé, A. N., C 166, n° 403.

3624. — Adresse du Conseil général de la commune de Calvados à l'Assemblée législative, lui envoyant ses remerciements pour avoir sauvé la Patrie par ses décrets à la suite des événements du 10 août, et d'avoir fait tomber le masque dont se couvraient les traîtres et les conspirateurs.

30 août 1792.

Original signé, A. N., C 166, n° 404.

3625. — Délibération du Conseil général de la commune de Tignes, adhérant formellement aux décrets du 10 août et pour suivants, et envoyant à l'Assemblée législative l'expression de sa vive gratitude, avec lettre des officiers municipaux.

30 août 1792.

Copie et original signés, 2 p., A. N., C 166, n° 400.

3626. — Adresse des citoyens de Toulon à l'Assemblée législative, déclarant qu'en supprimant la Liste civile, elle a abattu l'hydre à cent têtes qui désolait l'Empire, qu'en suspendant le pouvoir exécutif, elle a sauvé la France, qu'en dévoilant ses trahisons, en préparant la punition qu'elles méritent, elle remplit le plus sacré de ses devoirs.

30 août 1792.

Original signé, A. N., C 167, n° 408.

3627. — Adresse des citoyens de la première section du canton de Villedieu (Manche), réunis en assemblée primaire, à l'Assemblée législative, ratifiant les mesures vigoureuses prises pour sauver la Patrie, et demandant de quel côté sont les prétendus factieux, et quels sont ceux qui ont tramé sans cesse la ruine et l'esclavage d'un peuple trop généreux depuis le massacre de Nancy jusqu'à l'assassinat du 10 août.

30 août 1792.

Original signé, A. N., C 167, n° 409.

3628. — Adresse de la Société des Amis des lois, de la Liberté et de l'Égalité de Donzy (Nièvre), à l'Assemblée législative, célébrant le courage héroïque qu'elle a montré dans la fameuse journée du 10 août, et la réhabilitation de ses décrets relatifs à la suspension du pouvoir exécutif et à la Convention nationale, rendus au bruit du canon, au milieu de la tempête la plus orageuse.

30 août 1792.

Original signé, A. N., C 167, n° 419.

3629. — Adresse des citoyens du canton de Pommery à l'Assemblée législative, déclarant que sa conduite pleine de fermeté et ses décrets du 10 août et jours suivants ont sauvé la Patrie, et jurant de

ne pas voter ni leur sang, ni leur vie pour maintenir la Liberté et l'Égalité.

30 août 1792.

Original signé, A. N., C 167, n° 412.

3630. — Adresse du Conseil général de la commune de Montpellier à l'Assemblée législative, applaudissant à sa sagesse, qui remet au peuple la décision à prendre dans la grande cause en jeu.

(31 août 1792.)

Original signé, A. N., C 160, n° 349.

3631. — Adresse des administrateurs du district de Quimper à l'Assemblée législative, la louant d'avoir eu le courage de suspendre l'hypocrite Louis XVI, de le livrer à la justice d'une Convention nationale et de n'avoir point fait grâce aux conseillers perfides de ce roi traître et imbécile.

(31 août 1792.)

Original signé, A. N., C 160, n° 349.

3632. — Lettre du Conseil général du district de Sézanne à M. Thuriot, député de la Marne, lui adressant une expédition de l'acte d'adhésion à la loi du 10 août et aux différents actes du Corps législatif, du même jour, en date du 13 août.

31 août 1792.

Original signé et extrait, 2 p., A. N., C 165, n° 394.

3633. — Lettre des officiers municipaux de Magny à l'Assemblée législative, l'informant que le maire a donné lecture, du haut de la chaire, aux citoyens réunis dans l'église, de l'exposé des motifs qui ont déterminé l'Assemblée législative à convoquer une Convention nationale, et qu'il a prononcé le serment civique.

31 août 1792.

Original signé, A. N., C 165, n° 394.

3634. — Lettre du Conseil général provisoire du département de l'Indre au président de l'Assemblée législative, l'assurant de son dévouement et de son zèle pour exécuter les lois de l'Assemblée, pour maintenir la Liberté et l'Égalité.

31 août 1792.

Original signé, A. N., C 165, n° 395.



3637. — Adresse du Conseil général de la commune de Saint-Maixent à l'Assemblée législative, rendant hommage à la pureté de son zèle et de son patriotisme, qui a réussi à démasquer les ennemis du bien public et à faire triompher la cause du peuple.

11 août 1792.

Original signé, A. N., C 165, n° 395.

3638. — Adresse du tribunal du district de Saint-Maixent, lui offrant le serment civique par le tribunal du district de Saint-Maixent.

11 août 1792.

Extrait collationné, A. N., C 166, n° 396.

3637. — Adresse du Conseil général permanent de la commune de Cherbourg à l'Assemblée législative, considérant la France comme sauvée par les fortes mesures que l'Assemblée a prises et jurant un dévouement sans bornes à l'exécution de ses décrets.

31 août 1792.

Original signé, A. N., C 166, n° 396.

3638. — Adresse du tribunal du district de Montreu à l'Assemblée législative, la félicitant d'avoir arrêté les trahisons du pouvoir exécutif par la suspension de son chef et d'avoir invité le peuple à former une Convention nationale, deux grands moyens qui seront efficaces.

31 août 1792.

Original signé, A. N., C 166, n° 397.

3639. — Adresse du Conseil du district de Brucy (Côte-d'Or) à l'Assemblée législative, déclarant que le conducteur du char de l'Etat, qui osait tramer une conspiration horrible, vient d'éprouver le sort que Platon, cet ami du genre humain, a réservé à celui qui ose trahir la France, et que le second fois d'aller à retirer des mains du traître le drapeau de la République.

31 août 1792.

Original signé, A. N., C 166, n° 398.

3640. — Adresse des citoyens de Montmural (Sarthe), réunis en assemblée patriotique, à l'Assemblée législative, affirmant qu'ils ont juré de ne jamais

suspension de Louis XVI, qui, depuis longtemps, avait perdu leur confiance, et que le vœu de la Convention nationale était accompli.

11 août 1792.

Original signé, A. N., C 167, n° 400.

3641. — Adresse des citoyens de Hennebont, réunis en assemblée primaire, à l'Assemblée législative, lui offrant un juste tribut d'éloges, dus à la sagesse et au courage qu'elle a montrés lors du 10 août, et proclamant qu'elle a bien mérité de la Patrie.

11 août 1792.

Original signé, A. N., C 167, n° 401.

3642. — Adresse des officiers patriotes, sous-officiers et soldats du bataillon de campagne du 61<sup>e</sup> régiment d'infanterie (ci-devant Vermandois), à l'Assemblée législative, envoyant leur adhésion solennelle à tous ses décrets, et estimant que Louis XVI, qui a marché de connivence avec Lafayette et tous les ennemis de l'Etat, n'a pas moins encouru que ces derniers la vengeance nationale et mérite la décapitation.

11 août 1792.

Original signé, A. N., C 167, n° 411.

3643. — Adresse des citoyens de Dax à l'Assemblée législative, la félicitant du courage qu'elle a déployé dans les journées mémorables des 10 et 11 août, au moyen duquel elle a sauvé la France de l'étranger, et lui adressant ses vœux pour la République, l'Assemblée nationale et la Patrie.

11 août 1792.

Original signé, A. N., C 167, n° 412.

3644. — Adresse de la commune de Montfort à l'Assemblée législative, félicitant son attitude satisfaisante du 10 août de la suspension de Louis XVI et l'invitant à signer la Constitution, qui sera le salut de la Patrie.

(1<sup>er</sup> septembre 1792.)

Original signé, A. N., C 168, n° 413.

3646. — Adresse du Conseil du district de Montloup au l'Assemblée législative, approuvant la justesse des motifs qui l'ont déterminée à prononcer la suspension du pouvoir exécutif et à convoquer une Convention nationale pour décider le sort de Louis XVI, approuvant sa marche vigoureuse et sage, et annonçant que 700 volontaires de leur région marchent aux frontières.

(1<sup>er</sup> septembre 1792.)

Original signé, A. N., C 165, n° 393.

3647. — Adresse du Conseil général du district de Barbezieux à l'Assemblée législative, la félicitant d'avoir, au milieu des dangers et des trahisons, conservé le sang-froid de la raison, la fermeté et la grandeur d'un peuple libre, et d'avoir combattu une ligue de tyrans et d'esclaves.

(1<sup>er</sup> septembre 1792.)

Original signé, A. N., C 166, n° 396.

3648. — Procès-verbal de la prestation du nouveau serment civique par le Conseil général de la commune de Blamont (Meurthe), conformément aux principes consacrés dans les décrets promulgués depuis le 10 août.

(1<sup>er</sup> septembre 1792.)

Copie conforme, A. N., C 166, n° 397.

3649. — Lettre du Conseil du département du Gers au président de l'Assemblée législative, se disculpant des reproches immérités adressés par les députés de leur département, qui semblent s'étonner de ce que ledit Conseil n'ait pas encore adhéré aux décrets du 10 août, et déclarant qu'il a transmis l'expression de ses sentiments dans tout le département et au « bon ministre Roland, qui leur était enfin rendu ».

(1<sup>er</sup> septembre 1792.)

Original signé, A. N., C 167, n° 400.

Cf. *Archives parlementaires*, t. XLIX, p. 443.

3650. — Adresse du Conseil d'administration du district de Grasse à l'Assemblée législative, annonçant que la série rapide et salutaire de ses décrets depuis le 10 août a été accueillie avec autant d'empressement que de confiance, ajoutant

T. IV.

tant que son exemple les réchauffera bien plus que le soleil brûlant de ces contrées.

(1<sup>er</sup> septembre 1792.)

Original signé, A. N., C 166, n° 400.

3651. — Adresse des citoyens de Montfort-l'Amaury, réunis en assemblée primaire, à l'Assemblée législative, la félicitant de la fermeté des mesures qu'elle a prises pour arrêter le torrent qui devait les engloutir, et de la sagesse des décrets qui ont suivi le 10 août.

(1<sup>er</sup> septembre 1792.)

Original signé, A. N., C 167, n° 404.

3652. — Lettre des électeurs et du Conseil général de la commune de l'Isle-Adam au président de l'Assemblée législative, le priant d'être l'interprète de leurs sentiments et affirmant qu'ils se préparent à suivre l'exemple de leurs volontaires et à verser jusqu'à la dernière goutte de leur sang plutôt que de porter les fers honteux de l'esclavage.

(1<sup>er</sup> septembre 1792.)

Original signé, A. N., C 167, n° 405.

3653. — Adresse des citoyens de Béziers, réunis en assemblée primaire, à l'Assemblée législative, lui rendant grâce immortelles pour avoir su déployer un caractère supérieur à tous les événements et pour avoir, par une conduite courageuse et ferme, sauvé le vaisseau de l'Etat, si proche du naufrage, et donnant leur adhésion sans réserve aux sages et vigoureux décrets rendus dans la mémorable journée du 10 août.

(1<sup>er</sup> septembre 1792.)

Original signé, A. N., C 167, n° 410.

3654. — Adresse des citoyens libres de Saintes à l'Assemblée législative, estimant que la mémorable journée du 10 août a découvert à l'Europe entière un tigre, un monstre, sous le manteau royal, et l'adjurant de frapper, de pulvériser toutes les vermines dont le despote avait infecté le pays, se déclarant prêts à exécuter les sublimes décrets de l'Assemblée.

(1<sup>er</sup> septembre 1792.)

Original signé, A. N., C 167, n° 412.

... Autrement dit, c'est à la structure même de l'État (l'État) que l'Assemblée constituante, pendant la monarchie, a voulu faire faire une révolution : déplacer au milieu des pouvoirs le plus important d'entre eux, le roi, et à son corrélatif, celui qui suppose son existence, les pouvoirs publics du nouveau Charles IX qui devait cimenter l'ancien despotisme dans le sang.

(Original signé, A. N., C 166, n° 398.

paix de Gusset à l'Assemblée législative, la félicitant de l'énergie et du courage, sans exemple dans l'histoire, dont elle a fait preuve dans l'instant critique où elle a combattu les noires trahisons de Louis XVI et de ses satellites, et applaudissant avec enthousiasme au décret qui a suspendu le pouvoir exécutif.

Original signed, A. N., C 166, n° 398.

paux des Magnils-Regnier (du canton de Luçon, Vendée) à l'Assemblée législative, déclarant que les récoltes les ont empêchés de faire parvenir plus tôt leur adhésion au décret de suspension du pouvoir exécutif, rendu le 10 août.

J. Neurosci. 1997, 17(11):398

3657. — Adresse du bureau de conciliation, de jurisprudence charitable et des sociétés pour le bien de l'humanité à l'Assemblée législative, faisant parvenir leur adhésion à la loi du 10 août, comme preuve de leur civisme.

1. *Journal of the American Statistical Association*, 87, 1992, 1039-1048.

1958 — Lettre des administrateurs du  
département du Marketing à l'Assemblée lé-  
gislatif, envoyant leur adhésion formelle  
au plan d'actions pour l'extension des  
services offerts par le département d'ap-  
plication des sciences sociales et de la  
communication.

ment du 40.

1. *Journal of the American Medical Association*, 1997; 277: 1033-1037.

Copyright © 2004 John Wiley & Sons, Inc.

d'Auxy-le-Château à l'Assemblée législative, annonçant qu'ils adhèrent à tous les décrets rendus depuis les malheureux événements du 10 août, et qu'ils ont la plus grande confiance en ses décisions, sa fermeté et ses lumières.

© American Psychological Association 2005

la commune de Lamoignon à l'Assemblée législative, déclarant que, dès qu'il a appris la nomination de M. de Lamoignon, le 10 août, il a applaudi et adhéré avec enthousiasme à la nomination de ce grand homme, reuses que le génie de la Liberté a inspirées à l'Assemblée pour le salut de la Patrie, ajoutant que la municipalité, malgré le peu de civisme de la classe des électeurs, a planté un superbe arbre de la Liberté.

2 septembre 1792

3664. — Adresse des officiers municipaux et des habitants d'Epône. Réponse le 13 novembre 1790. « Nous sommes le vœu que le souvenir des décrets importants qu'elle vient de rendre pour le bonheur de la Nation et de l'humanité soit gravé dans les cœurs de tous les citoyens et qu'ils ne cessent d'être le gage de la prospérité et du bonheur de leurs descendants.

l'absence d'élites, une dégradation du statut de l'homme de l'étranger du Nord et l'absence d'élites militaires, seront les conséquences de l'effacement de la dernière trace du despotisme dans le monde indien de ce Sud de l'Asie, et de la réintégration du territoire indien au monde indien et à l'histoire de la région, à l'ère moderne.

Approved: \_\_\_\_\_ Date: \_\_\_\_\_

3662. — Adresse des citoyens de Marmande à l'Assemblée législative, de la part qu'elle veut lui donner de nouveaux droits à la reconnaissance des Français par la suspension du tyran, qui cherchait, par les trahisons et les crimes les plus atroces, à replonger le pays dans les fers, et observant que les administrateurs du département, qui ont si lâchement approuvé la journée du 20 juin, pourront justement se dire les interprètes de tous les bons citoyens.

2 septembre 1792.

Original signé, A. N., C 165, n° 392.

3664. — Adresse des citoyens de Charlemont et Givet à l'Assemblée législative, adhérent de grand cœur au décret du 10 août sur la déchéance et désavouant l'adresse faite par le traître Toupet, leur maire, qui a émigré pour se soustraire à un décret d'accusation.

2 septembre 1792.

Original signé, A. N., C 165, n° 410.

3665. — Adresse des citoyens de Saint-Gengoux-le-National à l'Assemblée législative, la félicitant de sa mâle énergie, qui a terrassé le tyran et la ligue infernale, ainsi que de ses décrets.

3 septembre 1792.

Original signé, A. N., C 165, n° 410.

3666. — Adresse du Conseil général du district de Marcigny à l'Assemblée législative, rendant hommage à son courage, à sa fermeté, lors de la découverte de l'horrible complot tramé pour favoriser l'ambition et les projets atroces d'une Cour corrompue et perdue.

3 septembre 1792.

Original signé, A. N., C 165, n° 394.

3667. — Adresse de la commune d'Angoulême, réunie en assemblée primaire, à l'Assemblée législative, approuvant entièrement l'acte sans lequel la patrie n'aurait pu triompher de la tyrannie et du despotisme, au traître Louis XVI, qui s'efforce de repousser les furies du despotisme

et de la tyrannie, que lui seul méritait d'être esclave.

(3 septembre 1792.)

Original signé, A. N., C 165, n° 394.

3668. — Adresse de la commune de Rosières-aux-Salines à l'Assemblée législative, la félicitant de la fermeté avec laquelle elle a soutenu la crise du 10 de ce mois, à la suite de laquelle Louis XVI a été suspendu de tous ses pouvoirs, ce qui a comblé de joie leur ville.

3 septembre 1792.

Original signé, A. N., C 166, n° 399.

3669. — Adresse du tribunal du district de Lannion, déclarant que l'insurrection à jamais mémorable du 10 août était nécessaire pour sauver la liberté et la souveraineté du peuple français, et que les papiers trouvés au château des Tuileries et chez l'intendant de la Liste civile ont fourni les preuves les plus complètes de la conspiration de Louis XVI contre la Nation.

3 septembre 1792.

Original signé, A. N., C 166, n° 399.

3670. — Adresse des administrateurs du département de l'Hérault à l'Assemblée législative, manifestant leur surprise de ce que le procès-verbal de ses séances ne mentionne pas l'adhésion formelle du département de l'Hérault aux décrets du 10 août, adhésion exprimée dans une lettre signée de leur président, protestant de leurs sentiments et affirmant qu'ils sont les plus zélés partisans de la Liberté et de l'Égalité.

3 septembre 1792.

Original signé, A. N., C 166, n° 399.

3671. — Lettre du Conseil général du département de la Lozère au président de l'Assemblée législative, lui envoyant un exemplaire de l'adresse d'adhésion aux décrets du 10 août, en date du 20 août, qu'ils avaient transmise à la députée de la Lozère, laquelle, par un regret, n'a pas encore été lue.

3 septembre 1792.

Original signé, A. N., C 166, n° 400.

3672. — Adresse du tribunal du district de Mulhouse à l'Assemblée législative, lui rendant grâces d'avoir découvert de graves complots, puni des traîtres et assuré la souveraineté du peuple par la convocation d'une Convention nationale, qui réformera les lois et les abus.

3 septembre 1792.

Original signé, A. N., O 166, n° 400.

3673. — Adresse des citoyens de La Rochelle, réunis en assemblée primaire, à l'Assemblée législative, rendant un hommage solennel à sa conduite héroïque, la félicitant d'avoir abattu l'idole du despotisme qui, bientôt, sera réduite en poudre, avec adhésion formelle aux mesures vigoureuses qui ont opéré le salut de la Patrie.

11 septembre 1792.

Original signé, A. N., C 167, n° 405.

3674. — Adresse des citoyens de la commune de Sartrouville à l'Assemblée législative, l'assurant de leur entière adhésion aux décrets rendus depuis la fameuse époque du 10 août et offrant de grossir l'armée des Français qui se disposent à aller venger la Liberté et l'Égalité outragées.

29 septembre 1792.

Extrait imprimé, A. N., C 167, n° 410.

3675. — Adresse des trois sections de la ville de Blois réunies en assemblée primaire, à l'Assemblée législative, donnant leur adhésion unanime à tous les décrets que les représentants ont dictés depuis le 10 août dernier, et félicitant l'Assemblée de son intrépidité qui a sauvé la France et tué la tyrannie.

18 septembre 1792.

Original signé, A. N., C 167, n° 405.

3676. — Adresse de l'assemblée électoral du département de Saône-et-Loire à l'Assemblée législative, l'assurant d'adhérer à toutes les mesures adoptées par elle, le 10 août, et protestant contre les insinuations calomnieuses qui tendraient à faire croire que ces décrets ont été dictés par des factieux qui oppriment l'Assemblée.

3 septembre 1792.

Original signé, A. N., O 166, n° 411.

Extrait imprimé, A. N., C 167, n° 405.

importantes mesures qu'elle a prises dans ces moments de suprême péril.

3 septembre 1792.

Original signé, A. N., O 167, n° 400.

3677. — Adresse de l'assemblée électorale du département de l'Oise à l'Assemblée législative, la félicitant des mesures vigoureuses qu'elle a prises depuis l'époque à jamais mémorable du 10 août, et l'assurant de l'adhésion la plus expresse et la plus formelle à tous ses décrets.

3 septembre 1792.

Original signé, A. N., C 167, n° 407.

3678. — Adresse de l'assemblée électorale du département du Morbihan à l'Assemblée législative, professant hautement une adhésion sans bornes à tous ses décrets et à toutes les mesures que l'amour de la Patrie lui a inspirées, et promettant d'éliminer de la Convention quiconque, par une lâche connivence avec les ennemis de la Patrie, sera devenu indigne du nom français.

3 septembre 1792.

Original signé, A. N., C 167, n° 410.

3679. — Adresse des citoyens libres du département de Saône-et-Loire et des Amis de la Liberté et de l'Égalité de Chalon-sur-Saône à l'Assemblée législative, donnant leur adhésion la plus solennelle aux décrets rendus depuis la mémorable journée du 10 août et demandant qu'un décret appelle aux frontières envahies tous les gendarmes, grenadiers, canoniers et chasseurs nationaux.

3 septembre 1792.

Original signé, A. N., C 167, n° 411.

3680. — Adresse de l'assemblée électorale du département de la Dordogne à l'Assemblée législative, énonçant son adhésion à toutes les mesures adoptées par elle le 10 août, et protestant contre les insinuations calomnieuses qui tendraient à faire croire que ces décrets ont été dictés par des factieux qui oppriment l'Assemblée.

3 septembre 1792.

Original signé, A. N., O 166, n° 411.

Extrait imprimé, A. N., C 167, n° 405.



3681. — Adresse des citoyens d'Avignon en assemblée primaire, à l'Assemblée législative, déclarant que si les Législateurs actuels n'ont fait que suspendre les trahisons du chef du pouvoir exécutif, leurs successeurs auront l'avantage d'en tarir la source, et proclamant que Louis XVI sera le dernier tyran des Français.

(3 septembre 1792.)

Original signé, A. N., C 167, n° 412.

3682. — Arrêté des administrateurs du département des Hautes-Alpes, déclarant donner leur adhésion unanime aux décrets de l'Assemblée législative rendus depuis le 10 août, avec lettre d'envoi dudit arrêté, témoignant de leur zèle pour la promulgation et prompt exécution de ces décrets dans tout le département.

(3, 5 septembre 1792.)

Extrait certifié et original signé, 2 p., A. N., C 166, n° 400.

3683. — Adresse de la municipalité de Thiers à l'Assemblée législative, exprimant toute la satisfaction qu'elle a éprouvée en voyant le peuple, secondé par l'Assemblée, faire disparaître la tyrannie et ses suppôts et déjouer les projets criminels du pouvoir exécutif, appuyé sur l'aristocratie et le fanatisme.

(4 septembre 1792.)

Original signé, A. N., C 165, n° 395.

3684. — Adresse des corps administratifs, judiciaires et militaires de Rochefort à l'Assemblée législative, la félicitant d'avoir découvert et tranché le fil des trames abominables qui menaçaient les jours des véritables Français et qui devaient porter le trouble et le désordre au sein d'une nation libre.

(4 septembre 1792.)

Original signé, A. N., C 165, n° 395.

*Cf. Archives parlementaires, t. XLIX, p. 316.*

3685. — Adresse du Conseil du département de la Vienne à l'Assemblée législative, applaudissant à la succession des mesures vigoureuses adoptées par elle pour le salut de la Patrie et annonçant que son

décret du 10 a circulé avec rapidité dans toute l'étendue du territoire.

(4 septembre 1792.)

Original signé, A. N., C 165, n° 395.

3686. — Adresse du Conseil général de la commune de Limoges, renouvelé en raison de l'incivisme de quelques-uns de ses membres, à l'Assemblée législative, lui exprimant ses sentiments de gratitude pour les décrets libérateurs qu'elle a rendus et les sages mesures qu'elle a prises depuis la journée du 10 août, et exposant la détresse et la situation déplorable du département par suite de la disette des blés.

(4 septembre 1792.)

Original signé, A. N., C 165, n° 395.

3687. — Adresse des administrateurs formant le Conseil général du district de Besançon à l'Assemblée législative, envoyant leur adhésion complète à ses décrets, avec leur devise, qui est : Liberté, l'Égalité, ou la mort.

(4 septembre 1792.)

Original signé, A. N., C 165, n° 395.

3688. — Adresse du Conseil général de la commune de La Fère à l'Assemblée législative, rappelant l'indignation profonde causée par les nouvelles pertides d'une Cour sanguinaire à l'époque du 10 août, ainsi que l'enthousiasme avec lequel ont été reçues et exécutées les sublimes lois de l'Assemblée, dignes des beaux jours de Rome et d'Athènes, et envoyant une offrande de 400 livres pour les victimes du 10 août.

(4 septembre 1792.)

Original signé, A. N., C 165, n° 395.

3689. — Adresse des officiers municipaux de Draguignan à l'Assemblée législative, lui offrant une adhésion formelle à tous ses décrets, notamment à celui du 10 août qui a dénoncé les traîtres, et jurant de soutenir les Droits de l'Homme jusqu'à la dernière goutte de leur sang.

(4 septembre 1792.)

Original signé, A. N., C 165, n° 395.

3690. — Adresse des officiers municipaux de la Chapelle-Gauthier à l'Assem-

able législatif, insistant que l'homme au bon sens (cousin jusqu'au cou) et à l'âme de fer des scorpions et que la furie qui a juré leur perte soit enfermée dans le cachot le plus noir et qu'elle y passe les semaines les plus gorgées de ses complots.

11 septembre 1793.

Original signé, A. N., C. 167, n° 393.

3617. — Adresse du conseil général du district de Draguignan à l'Assemblée législative, accueillant avec joie la nouvelle de la suspension du Roi, de l'expulsion des vils satellites du despotisme, du rappel des ministres, qui avaient bien mérité de la Nation, et de la convocation d'une Convention nationale.

11 septembre 1793.

Original signé, A. N., C. 167, n° 393.

3692. — Adresse de la Société patriotique de Draguignan à l'Assemblée législative, la remerciant d'avoir réduit à l'impuissance l'insigne chef de la trahison, en invoquant la souveraineté du peuple outragé, qui pourra exercer enfin les plus saintes vengeances.

11 septembre 1793.

Original signé, A. N., C. 167, n° 400.

3693. — Adresse du conseil de Saint-Ambroix (Gard) à l'Assemblée législative, la félicitant d'avoir suspendu le coupable chef du pouvoir exécutif, qui tramait les complots les plus perfides, et d'avoir par là ranimé le patriotisme dans une contrée qui a été l'un des plus tragiques théâtres de la tyrannie.

11 septembre 1793.

Original signé, A. N., C. 167, n° 401.

3694. — Adresse des citoyens de Saint-Étienne (Haute-Loire) à l'Assemblée législative, la félicitant d'avoir suspendu le coupable chef du pouvoir exécutif, qui tramait les complots les plus perfides, et d'avoir par là ranimé le patriotisme dans une contrée qui a été l'un des plus tragiques théâtres de la tyrannie.

les tristes satellites du roi et des conspirateurs.

11 septembre 1793.

Original signé, A. N., C. 167, n° 402.

3695. — Adresse des citoyens de Saint-Mihiel à l'Assemblée législative, lui envoyant une entière adhésion à tous ses décrets.

11 septembre 1793.

Original signé, A. N., C. 167, n° 406.

3696. — Adresse du corps électoral du département de l'Yonne, réuni à Sens, à l'Assemblée législative, déclarant que la journée du 10 août est devenue pour la Nation française l'époque mémorable d'une nouvelle régénération, et à consacré pour jamais les principes éternels de la Liberté et de l'Égalité.

11 septembre 1793.

Original signé, A. N., C. 167, n° 409.

Cf. Archives parlementaires, t. XLIX, p. 351.

3697. — Adresse du conseil général (Indre-et-Loire) du département d'Indre-et-Loire à l'Assemblée législative, adhérant de cœur et d'âme à tous les votes émanés de son sein depuis le 10 août, et déclarant que cette même Assemblée conservera la confiance des citoyens jusqu'au moment où elle cédera la place à la Convention nationale.

11 septembre 1793.

Original signé, A. N., C. 167, n° 410.

3698. — Adresse du conseil général (Indre-et-Loire) du département d'Indre-et-Loire à l'Assemblée législative, la félicitant d'avoir suspendu un Roi parjure, destitué d'un ministère ignare et pervers, d'avoir en outre établi un pouvoir exécutif national et convoqué une Convention nationale pour décider du sort du Roi et de l'existence de la Nation.

11 septembre 1793.

Original signé, A. N., C. 167, n° 411.

3699. — Adresse du conseil général (Basses-Alpes) du département des Basses-Alpes à l'Assemblée législative, la félicitant d'avoir suspendu le coupable chef du pouvoir exécutif, qui tramait les complots les plus perfides, et d'avoir par là ranimé le patriotisme dans une contrée qui a été l'un des plus tragiques théâtres de la tyrannie.

souffroyer des armées de traitres, et d'avoir mis le peuple à exercer sa souveraineté dans toute sa plénitude, autant de titres à la reconnaissance de la Nation.

5 septembre 1792.

Original signé, A. N., C 166, n° 402.

3700. — Adresse du corps électoral du département de l'Aveyron à l'Assemblée législative, rendant hommage à l'énergie et au courage qu'elle a montrés dans les circonstances critiques où s'est trouvée la France, et à ses généreux efforts pour faire triompher la cause de la Liberté et de l'Égalité, et donnant l'adhésion la plus solennelle aux mesures vigoureuses et extraordinaires qu'elle a dû prendre.

5 septembre 1792.

Original signé, A. N., C 166, n° 403.

3701. — Adresse des membres composant le tribunal du district de Wissembourg à l'Assemblée législative, exprimant leur admiration pour la prudence et l'énergie qu'elle a montrée depuis le 10 août, et faisant remarquer que leur adhésion, quoique tardive, a été mûrement réfléchie et ne s'est prononcée que lorsque les ténèbres qui enveloppaient les aventures du 10 août ont été dissipées pour eux.

5 septembre 1792.

Original signé, A. N., C 166, n° 404.

3702. — Adresse de la municipalité et de tous les citoyens de Saint-Saver à l'Assemblée législative, envoyant le témoignage de leur reconnaissance pour les décrets des 10, 11 et 12 août, qui ont enchaîné un pouvoir destructeur, et la félicitant du grand exemple d'héroïsme qu'elle a donné.

5 septembre 1792.

Original signé, A. N., C 167, n° 407.

3703. — Adresse du Conseil de la commune de Crest à l'Assemblée législative, applaudissant aux mesures vigoureuses qu'elle a prises et à la chute du pouvoir exécutif, qui cherchait la ruine du peuple.

5 septembre 1792.

Original signé, A. N., C 166, n° 405.

(Cf. Archives parlementaires, t. XLIX, p. 97.)

3704. — Adresse des électeurs du département de l'Isère à l'Assemblée législative, déclarant qu'elle a bien mérité de la Patrie en appelant le peuple tout entier à l'exercice de sa souveraineté, puisqu'un Roi parjure, puisque des ministres pervers trahissaient ses intérêts.

5 septembre 1792.

Original signé, A. N., C 167, n° 410.

3705. — Adresse de l'assemblée électorale du département de Maine-et-Loire à l'Assemblée législative, célébrant la puissance du peuple, qui vient de briser l'orgueil d'une Cour aussi atroce dans ses projets que lâche et parjure dans ses moyens, et louant la profonde sagesse et le grand courage des représentants de la Nation.

5 septembre 1792.

Original signé, A. N., C 167, n° 410.

3706. — Adresse des citoyens de la commune d'Aiguillon à l'Assemblée législative, lui témoignant toute la satisfaction qu'ils ont éprouvée à la nouvelle de la suspension du traître Louis XVI, et proclamant que la France est libre, depuis que le premier fonctionnaire public est soumis à la loi.

5 septembre 1792.

Original signé, A. N., C 167, n° 410.

3707. — Lettre des administrateurs du département de la Haute-Vienne au président de l'Assemblée législative, envoyant un exemplaire imprimé du procès-verbal de la séance du 22 août, dans laquelle les corps constitués et les citoyens ont manifesté leur amour pour la Liberté et l'Égalité et juré d'obéir à tous les décrets de l'Assemblée.

5 septembre 1792.

Original signé, A. N., C 166, n° 400.

3708. — Adresse des citoyens de Saint-Yrieix, réunis en assemblée primaire, à l'Assemblée législative, la félicitant d'être restée ferme à son poste dans la journée du 10 août et d'avoir accueilli le vœu exprimé par les vrais amis de la Constitution, son représentant le premier exécutif

dans les traités de Rastatt et de Lunéville, la Convention nationale.

(6 septembre 1792.)

Original signé, A. N., C 167, n° 408.

Cf. Archives parlementaires, t. XLIX, p. 444.

3709. — Lettre du président de l'Assemblée électorale du département du Loiret à l'Assemblée législative, déclarant qu'ils ont juré une haine éternelle aux ennemis de la République et qu'ils ne suivent dans le gouvernement aucun principe qui pourrait tendre à altérer la souveraineté nationale.

(6 septembre 1792.)

Original signé, A. N., C 167, n° 409.

3710. — Adresse de l'Assemblée électorale du département du Finistère à l'Assemblée législative, affirmant qu'exécuter fidèlement ses décrets, c'est y donner la meilleure et la plus solide adhésion.

(6 septembre 1792.)

Original signé, A. N., C 167, n° 410.

3711. — Adresse de l'Assemblée électorale du département du Puy-de-Dôme à l'Assemblée législative, adhérant à tous ses décrets depuis le 10 août, jour mémorable où les braves Parisiens et les courageux fédérés ont repoussé l'oppression, et où l'Assemblée a appelé le peuple à l'exercice de sa souveraineté.

(6 septembre 1792.)

Original signé, A. N., C 167, n° 411.

3712. — Adresse de l'Assemblée électorale du département de la Charente-Inférieure à l'Assemblée législative, renouant l'adhésion à ses décrets, et déclarant que les citoyens du Puy-de-Dôme ont certifié les tyrans et fait chanceler les rois sur leurs trônes, et l'adjurant de frapper toutes les tyrannies.

(6 septembre 1792.)

Original signé, A. N., C 167, n° 410.

3713. — Adresse de l'Assemblée électorale du département des Vosges à l'Assemblée législative, suppléant par une adhésion énergique à l'Assemblée

ont sauvé la Patrie et affermi les bases de la Liberté et de l'Égalité.

(6 septembre 1792.)

Original signé, A. N., C 167, n° 411.

Cf. Archives parlementaires, t. XLIX, p. 578.

3714. — Adresse de la Société patriotique des Amis de la Liberté et de l'Égalité de Perpignan à l'Assemblée législative, la félicitant d'avoir montré enfin du courage dans la journée du 10 août, applaudissant à tous les décrets qu'elle a rendus pour la suspension de Louis XVI, pour la suppression de la Liste civile et pour la formation d'une Convention nationale.

(6 septembre 1792.)

Original signé, A. N., C 167, n° 408.

Cf. Archives parlementaires, t. XLIX, p. 432.

3715. — Adresse de l'Assemblée électorale du département de Seine-et-Oise à l'Assemblée législative, la remerciant d'avoir abattu le tyran, qui voulait écraser le peuple, et demandant la régénération complète des corps administratifs et judiciaires.

(7 septembre 1792.)

Original signé, A. N., C 167, n° 408.

Cf. Archives parlementaires, t. XLIX, p. 491.

3716. — Adresse des citoyens libres du département du Puy-de-Dôme, district d'Issoire, canton d'Ardes, réunis en Assemblée primaire, à l'Assemblée législative, jugeant insuffisante la simple suspension du pouvoir infligée à Louis XVI pour tant de forfaits, pour tant de cruautés, et suppléant à la défection

(7 septembre 1792.)

Original signé, A. N., C 167, n° 408.

3717. — Adresse de l'Assemblée électorale des Sables-d'Olonne à l'Assemblée législative, la félicitant d'avoir, par son sainte cygne, *Alceste*, et l'appel aux braves citoyens français, contre la souveraineté et la liberté du peuple français par Louis XVI, et de l'avoir appelé à la Convention pour la formation d'une Convention nationale, et l'avoir appelée aux crimes.

(7 septembre 1792.)

Original signé, A. N., C 167, n° 408.

3718. — Adresse du Conseil général de la commune de Carentan à l'Assemblée législative, donnant la plus entière et la plus formelle adhésion aux décrets du 10 août et pour ses suivants, et déclarant que son énergie a sauvé la Patrie, avec lettre d'envoi.

(8 septembre 1792.)

Extrait conforme et original signés (2 p.).  
A. N., C 166, n° 400.

3719. — Adresse du corps électoral du département du Tarn à l'Assemblée législative, se réjouissant de ce que le traître Louis XVI a reçu le prix de ses forfaits, grâce au courage et à la fermeté des représentants de la Nation, et espérant bientôt voir les bases du bonheur du peuple s'élever sur les ruines d'une royauté tyrannique.

(8 septembre 1792.)

Original signé, A. N., C 166, n° 401.  
Cf. *Archives parlementaires*, t. XLIX, p. 637.

3720. — Adresse de l'assemblée électorale du département d'Eure-et-Loir à l'Assemblée législative, donnant son assentiment aux mesures prises après les événements du 10 août, notamment à la suspension du pouvoir exécutif entre les mains du Roi, à la formation d'un Conseil exécutif provisoire, ainsi qu'aux dispositions en faveur de la Liberté et l'Égalité, décrétées et jurées.

(8 septembre 1792.)

Original signé, A. N., C 167, n° 409.  
Cf. *Archives parlementaires*, t. XLIX, p. 483.

3721. — Adresse des Amis de la Liberté et de l'Égalité de Tarascon (Bouches-du-Rhône) à l'Assemblée législative, rendant grâces aux dignes et immortels Législateurs ainsi qu'à tous ceux qui ont coopéré à la fameuse et mémorable journée du 10 août, et se réjouissant de voir s'élever l'empire bienfaisant et salutaire de la Liberté et de l'Égalité sur les débris sanglants de la tyrannie abattue et terrassée.

(8 septembre 1792.)

Original signé, A. N., C 167, n° 409.  
Cf. *Archives parlementaires*, t. XLIX, p. 483.

3722. — Adresse des citoyens représentant l'assemblée primaire du 9<sup>e</sup> canton

du district de Grenoble à l'Assemblée législative, envoyant leur adhésion à toutes les mesures qu'elle a prises depuis le 10 août, et déclarant que, les Rois étant les ennemis naturels des peuples, leur vœu est qu'il n'y ait plus de Rois.

(8 septembre 1792.)

Original signé, A. N., C 167, n° 409.  
Cf. *Archives parlementaires*, t. XLIX, p. 482.

3723. — Adresse des citoyens de la commune de Lesparre à l'Assemblée législative, la félicitant d'avoir frappé le premier coup contre le chef qui a été constamment le plus dangereux et le plus perfide de ses ennemis, et espérant que bientôt les dépositaires de la volonté souveraine du peuple achèveront de renverser l'idole qu'ils adorèrent trop longtemps.

(8 septembre 1792.)

Original signé, A. N., C 167, n° 409.

3724. — Adresse des électeurs du département de la Somme à l'Assemblée législative, la félicitant de s'être élevée à la hauteur qui convient aux représentants d'un peuple libre, lors du 10 août, qui avait été choisi pour l'exécution des abominables complots des vils satellites du despotisme.

(8 septembre 1792.)

Original signé, A. N., C 167, n° 409.

3725. — Adresse du Conseil de guerre établi à Mézières par les commissaires de l'Assemblée législative, donnant son assentiment respectueux aux décrets que cette Assemblée a rendus pour le bonheur du peuple, et protestant de son ardent amour pour la Liberté et l'Égalité.

(8 septembre 1792.)

Original signé, A. N., C 167, n° 410.  
Cf. *Archives parlementaires*, t. XLIX, p. 609.

3726. — Adresse des citoyens de Clamart à l'Assemblée législative, envoyant leur adhésion aux décrets relatifs aux événements du 10 août, pendant lesquels la commune entière, appelée par la générale et le tocsin, à 2 heures du ma-



demanded by quantum electrodynamics and quantum chromodynamics.

1997, 1998, 1999, 2000, 2001, 2002, 2003, 2004, 2005, 2006, 2007, 2008, 2009, 2010, 2011, 2012, 2013, 2014, 2015, 2016, 2017, 2018, 2019, 2020, 2021, 2022, 2023, 2024, 2025, 2026, 2027, 2028, 2029, 2030, 2031, 2032, 2033, 2034, 2035, 2036, 2037, 2038, 2039, 2040, 2041, 2042, 2043, 2044, 2045, 2046, 2047, 2048, 2049, 2050, 2051, 2052, 2053, 2054, 2055, 2056, 2057, 2058, 2059, 2060, 2061, 2062, 2063, 2064, 2065, 2066, 2067, 2068, 2069, 2070, 2071, 2072, 2073, 2074, 2075, 2076, 2077, 2078, 2079, 2080, 2081, 2082, 2083, 2084, 2085, 2086, 2087, 2088, 2089, 2090, 2091, 2092, 2093, 2094, 2095, 2096, 2097, 2098, 2099, 2100, 2101, 2102, 2103, 2104, 2105, 2106, 2107, 2108, 2109, 2110, 2111, 2112, 2113, 2114, 2115, 2116, 2117, 2118, 2119, 2120, 2121, 2122, 2123, 2124, 2125, 2126, 2127, 2128, 2129, 2130, 2131, 2132, 2133, 2134, 2135, 2136, 2137, 2138, 2139, 2140, 2141, 2142, 2143, 2144, 2145, 2146, 2147, 2148, 2149, 2150, 2151, 2152, 2153, 2154, 2155, 2156, 2157, 2158, 2159, 2160, 2161, 2162, 2163, 2164, 2165, 2166, 2167, 2168, 2169, 2170, 2171, 2172, 2173, 2174, 2175, 2176, 2177, 2178, 2179, 2180, 2181, 2182, 2183, 2184, 2185, 2186, 2187, 2188, 2189, 2190, 2191, 2192, 2193, 2194, 2195, 2196, 2197, 2198, 2199, 2200, 2201, 2202, 2203, 2204, 2205, 2206, 2207, 2208, 2209, 2210, 2211, 2212, 2213, 2214, 2215, 2216, 2217, 2218, 2219, 2220, 2221, 2222, 2223, 2224, 2225, 2226, 2227, 2228, 2229, 2230, 2231, 2232, 2233, 2234, 2235, 2236, 2237, 2238, 2239, 2240, 2241, 2242, 2243, 2244, 2245, 2246, 2247, 2248, 2249, 2250, 2251, 2252, 2253, 2254, 2255, 2256, 2257, 2258, 2259, 2260, 2261, 2262, 2263, 2264, 2265, 2266, 2267, 2268, 2269, 2270, 2271, 2272, 2273, 2274, 2275, 2276, 2277, 2278, 2279, 2280, 2281, 2282, 2283, 2284, 2285, 2286, 2287, 2288, 2289, 2290, 2291, 2292, 2293, 2294, 2295, 2296, 2297, 2298, 2299, 2300, 2301, 2302, 2303, 2304, 2305, 2306, 2307, 2308, 2309, 2310, 2311, 2312, 2313, 2314, 2315, 2316, 2317, 2318, 2319, 2320, 2321, 2322, 2323, 2324, 2325, 2326, 2327, 2328, 2329, 2330, 2331, 2332, 2333, 2334, 2335, 2336, 2337, 2338, 2339, 2340, 2341, 2342, 2343, 2344, 2345, 2346, 2347, 2348, 2349, 2350, 2351, 2352, 2353, 2354, 2355, 2356, 2357, 2358, 2359, 2360, 2361, 2362, 2363, 2364, 2365, 2366, 2367, 2368, 2369, 2370, 2371, 2372, 2373, 2374, 2375, 2376, 2377, 2378, 2379, 2380, 2381, 2382, 2383, 2384, 2385, 2386, 2387, 2388, 2389, 2390, 2391, 2392, 2393, 2394, 2395, 2396, 2397, 2398, 2399, 2400, 2401, 2402, 2403, 2404, 2405, 2406, 2407, 2408, 2409, 2410, 2411, 2412, 2413, 2414, 2415, 2416, 2417, 2418, 2419, 2420, 2421, 2422, 2423, 2424, 2425, 2426, 2427, 2428, 2429, 2430, 2431, 2432, 2433, 2434, 2435, 2436, 2437, 2438, 2439, 2440, 2441, 2442, 2443, 2444, 2445, 2446, 2447, 2448, 2449, 2450, 2451, 2452, 2453, 2454, 2455, 2456, 2457, 2458, 2459, 2460, 2461, 2462, 2463, 2464, 2465, 2466, 2467, 2468, 2469, 2470, 2471, 2472, 2473, 2474, 2475, 2476, 2477, 2478, 2479, 2480, 2481, 2482, 2483, 2484, 2485, 2486, 2487, 2488, 2489, 2490, 2491, 2492, 2493, 2494, 2495, 2496, 2497, 2498, 2499, 2500, 2501, 2502, 2503, 2504, 2505, 2506, 2507, 2508, 2509, 2510, 2511, 2512, 2513, 2514, 2515, 2516, 2517, 2518, 2519, 2520, 2521, 2522, 2523, 2524, 2525, 2526, 2527, 2528, 2529, 2530, 2531, 2532, 2533, 2534, 2535, 2536, 2537, 2538, 2539, 2540, 2541, 2542, 2543, 2544, 2545, 2546, 2547, 2548, 2549, 2550, 2551, 2552, 2553, 2554, 2555, 2556, 2557, 2558, 2559, 2560, 2561, 2562, 2563, 2564, 2565, 2566, 2567, 2568, 2569, 2570, 2571, 2572, 2573, 2574, 2575, 2576, 2577, 2578, 2579, 2580, 2581, 2582, 2583, 2584, 2585, 2586, 2587, 2588, 2589, 2590, 2591, 2592, 2593, 2594, 2595, 2596, 2597, 2598, 2599, 2600, 2601, 2602, 2603, 2604, 2605, 2606, 2607, 2608, 2609, 2610, 2611, 2612, 2613, 2614, 2615, 2616, 2617, 2618, 2619, 2620, 2621, 2622, 2623, 2624, 2625, 2626, 2627, 2628, 2629, 2630, 2631, 2632, 2633, 2634, 2635, 2636, 2637, 2638, 2639, 2640, 2641, 2642, 2643, 2644, 2645, 2646, 2647, 2648, 2649, 2650, 2651, 2652, 2653, 2654, 2655, 2656, 2657, 2658, 2659, 2660, 2661, 2662, 2663, 2664, 2665, 2666, 2667, 2668, 2669, 2670, 2671, 2672, 2673, 2674, 2675, 2676, 2677, 2678, 26

Received 15 June 1997; accepted 10 October 1997

Le 17 mai, l'Assemblée des Notables d'Alsace se réunissait à Verdun-sur-Meuse. D'abord, l'Assemblée législative, rendant hommage aux mesures fermes et vigoureuses des bons et sages Législateurs, qui, au péril de leur vie, ont su maintenir la souveraineté nationale, défendre la Liberté et établir l'Égalité, et approuvant la suspension de Louis XVI, reconnu traître à la Patrie.

9 septembre 1792.

Original signé, A. N., C 167, n° 112.

3728. — Délibération du Conseil général de la commune de Dangu (Eure), portant adhésion aux décrets rendus par l'Assemblée législative depuis le 10 août, et affirmant son attachement inviolable et inébranlable pour la conservation de la Liberté et de l'Égalité françaises, depuis trop longtemps lésées par les ennemis du dehors et du dedans.

Copie. A. N., C 166, n° 401.

3729. — Adresse de l'assemblée électorale du département de Saône-et-Loire à l'Assemblée nationale, en 1792, dans laquelle les citoyens de ce département ont reçu avec enthousiasme le décret sur la Convention nationale, qu'aujourd'hui le peuple français est libre et que cette liberté est le fruit du courage de l'Assemblée.

1994-1995 1995

(Original signé, A. N., C 166, n° 101.

\* 1991-1992, 1993-1994, 1995-1996, 1997-1998, 1999-2000, 2001-2002, 2003-2004, 2005-2006, 2007-2008, 2009-2010, 2011-2012, 2013-2014, 2015-2016, 2017-2018, 2019-2020, 2021-2022, 2023-2024, 2025-2026, 2027-2028, 2029-2030, 2031-2032, 2033-2034, 2035-2036, 2037-2038, 2039-2040, 2041-2042, 2043-2044, 2045-2046, 2047-2048, 2049-2050, 2051-2052, 2053-2054, 2055-2056, 2057-2058, 2059-2060, 2061-2062, 2063-2064, 2065-2066, 2067-2068, 2069-2070, 2071-2072, 2073-2074, 2075-2076, 2077-2078, 2079-2080, 2081-2082, 2083-2084, 2085-2086, 2087-2088, 2089-2090, 2091-2092, 2093-2094, 2095-2096, 2097-2098, 2099-2100, 2101-2102, 2103-2104, 2105-2106, 2107-2108, 2109-2110, 2111-2112, 2113-2114, 2115-2116, 2117-2118, 2119-2120, 2121-2122, 2123-2124, 2125-2126, 2127-2128, 2129-2130, 2131-2132, 2133-2134, 2135-2136, 2137-2138, 2139-2140, 2141-2142, 2143-2144, 2145-2146, 2147-2148, 2149-2150, 2151-2152, 2153-2154, 2155-2156, 2157-2158, 2159-2160, 2161-2162, 2163-2164, 2165-2166, 2167-2168, 2169-2170, 2171-2172, 2173-2174, 2175-2176, 2177-2178, 2179-2180, 2181-2182, 2183-2184, 2185-2186, 2187-2188, 2189-2190, 2191-2192, 2193-2194, 2195-2196, 2197-2198, 2199-2200, 2201-2202, 2203-2204, 2205-2206, 2207-2208, 2209-2210, 2211-2212, 2213-2214, 2215-2216, 2217-2218, 2219-2220, 2221-2222, 2223-2224, 2225-2226, 2227-2228, 2229-2230, 2231-2232, 2233-2234, 2235-2236, 2237-2238, 2239-2240, 2241-2242, 2243-2244, 2245-2246, 2247-2248, 2249-2250, 2251-2252, 2253-2254, 2255-2256, 2257-2258, 2259-2260, 2261-2262, 2263-2264, 2265-2266, 2267-2268, 2269-2270, 2271-2272, 2273-2274, 2275-2276, 2277-2278, 2279-2280, 2281-2282, 2283-2284, 2285-2286, 2287-2288, 2289-2290, 2291-2292, 2293-2294, 2295-2296, 2297-2298, 2299-2300, 2301-2302, 2303-2304, 2305-2306, 2307-2308, 2309-2310, 2311-2312, 2313-2314, 2315-2316, 2317-2318, 2319-2320, 2321-2322, 2323-2324, 2325-2326, 2327-2328, 2329-2330, 2331-2332, 2333-2334, 2335-2336, 2337-2338, 2339-2340, 2341-2342, 2343-2344, 2345-2346, 2347-2348, 2349-2350, 2351-2352, 2353-2354, 2355-2356, 2357-2358, 2359-2360, 2361-2362, 2363-2364, 2365-2366, 2367-2368, 2369-2370, 2371-2372, 2373-2374, 2375-2376, 2377-2378, 2379-2380, 2381-2382, 2383-2384, 2385-2386, 2387-2388, 2389-2390, 2391-2392, 2393-2394, 2395-2396, 2397-2398, 2399-2400, 2401-2402, 2403-2404, 2405-2406, 2407-2408, 2409-2410, 2411-2412, 2413-2414, 2415-2416, 2417-2418, 2419-2420, 2421-2422, 2423-2424, 2425-2426, 2427-2428, 2429-2430, 2431-2432, 2433-2434, 2435-2436, 2437-2438, 2439-2440, 2441-2442, 2443-2444, 2445-2446, 2447-2448, 2449-2450, 2451-2452, 2453-2454, 2455-2456, 2457-2458, 2459-2460, 2461-2462, 2463-2464, 2465-2466, 2467-2468, 2469-2470, 2471-2472, 2473-2474, 2475-2476, 2477-2478, 2479-2480, 2481-2482, 2483-2484, 2485-2486, 2487-2488, 2489-2490, 2491-2492, 2493-2494, 2495-2496, 2497-2498, 2499-2500, 2501-2502, 2503-2504, 2505-2506, 2507-2508, 2509-2510, 2511-2512, 2513-2514, 2515-2516, 2517-2518, 2519-2520, 2521-2522, 2523-2524, 2525-2526, 2527-2528, 2529-2530, 2531-2532, 2533-2534, 2535-2536, 2537-2538, 2539-2540, 2541-2542, 2543-2544, 2545-2546, 2547-2548, 2549-2550, 2551-2552, 2553-2554, 2555-2556, 2557-2558, 2559-2560, 2561-2562, 2563-2564, 2565-2566, 2567-2568, 2569-2570, 2571-2572, 2573-2574, 2575-2576, 2577-2578, 2579-2580, 2581-2582, 2583-2584, 2585-2586, 2587-2588, 2589-2590, 2591-2592, 2593-2594, 2595-2596, 2597-2598, 2599-2600, 2601-2602, 2603-2604, 2605-2606, 2607-2608, 2609-2610, 2611-2612, 2613-2614, 2615-2616, 2617-2618, 2619-2620, 2621-2622, 2623-2624, 2625-2626, 2627-2628, 2629-2630, 2631-2632, 2633-2634, 2635-2636, 2637-2638, 2639-2640, 2641-2642, 2643-2644, 2645-2646, 2647-2648, 2649-2650, 2651-2652, 2653-2654, 2655-2656, 2657-2658, 2659-2660, 2661-2662, 2663-2664, 2665-2666, 2667-2668, 2669-2670, 2671-2672, 2673-2674, 2675-2676, 2677-2678, 2679-2680, 2681-2682, 2683-2684, 2685-2686, 2687-2688, 2689-2690, 2691-2692, 2693-2694, 2695-2696, 2697-2698, 2699-2700, 2701-2702, 2703-2704, 2705-2706, 2707-2708, 2709-2710, 2711-2712, 2713-2714, 2715-2716, 2717-2718, 2719-2720, 2721-2722, 2723-2724, 2725-2726, 2727-2728, 2729-2730, 2731-2732, 2733-2734, 2

1730. — Adresse de l'Assemblée électorale du département de M. N. au l'Assemblée législative, déclarant que le peuple abhorre les attentats d'un Roi tyran et veut que les décrets du corps souverain soient exécutés. (L'Assemblée nationale constituante qui représentait le peuple de la France avait décidé que le roi ne pouvait être déposé, mais qu'il pouvait être déclaré digne de mort le despotisme que l'Assemblée législative a nommé le 17 septembre 1792.)

Received 10 May 2006; accepted 10 May 2006

— Adresse des Citoyens d'Amiens, envoyée à l'Assemblée législative, le 10 août, pleine et entière adhésion aux décrets rendus depuis la mémorable journée du 10 août, la remerciant d'avoir, en abattant la tyrannie, sagement remis au peuple le dépôt de sa souveraineté, et jurant de *ne jamais quitter que la tyrannie pour le joug odieux du despotisme.*

(10 septembre 1792)

Original entry: 15 10 1881

3732. — Adresse de l'assemblée électorale du département du Gard à l'Assemblée législative, la félicitant d'avoir empêché la ruine de l'État dans un moment où, par la trahison d'un Roi parjure, le pays était sur le point de devenir l'opprobre des nations ou la proie des puissances étrangères, avec lettre d'envoi.

rale du département du Lot à l'Assemblée législative, déclarant que ses décrets régénérateurs ont préparé cette Convention nationale qui va faire justice d'un pouvoir exécutif parricide et réformer les vices de la Constitution, devenue, dans les mains d'un monarque pervers, l'arme oppressive de la Liberté.

5. *Journal of Management Education*, 1991, 15(1), 1-10.

Overall mean  $\bar{x} = 4.0$  (s.d. = 1.0)

Cf. *Archives parlementaires*, t. L, p. 57.

et de l'égalité du canton d'Auray à l'Assemblée législative, approuvant l'acte vigoureux de la justice du peuple, qui a allumé le flambeau de la vérité et qui a éclairé le monde.

Source: *U.S. Census Bureau, 1990*

<sup>1</sup> *Journal of American Legal Education*, 1996, 1, 1.

désarmé le monstre qui a fait couler le sang des patriotes et qui devait ensanguiner toutes les parties de l'Empire, d'avoir déconcerté tous les conspirateurs et d'avoir, grâce à son énergie, fait triompher les principes de l'Égalité et la cause de la Liberté.

(11 septembre 1792.)

Original signé, A. N., C 167, n° 410.

3736. — Adresse des électeurs du département de la Drôme à l'Assemblée législative, proclamant qu'ils doivent le bonheur d'être encore libres à ceux des Législateurs qui portent le glorieux titre de Jacobins, défilant la coalition insensée des despotes et souhaitant l'union de tous les tyrans de la terre contre le peuple français, afin de pouvoir offrir au ciel une hécatombe de Rois.

(11 septembre 1792.)

Copie collationnée, A. N., C 167, n° 410.

3737. — Adresse des canoniers de la section de la Place des Fédérés à l'Assemblée législative, déclarant que ses sages décrets assurent à jamais le bonheur des Français, et que quiconque n'applaudit à ses décrets est indigne du nom d'homme.

(11 septembre 1792.)

Original, A. N., C 167, n° 410.

Cf. *Archives parlementaires*, t. XLIX, p. 550.

3738. — Adresse du Conseil général de la commune de Denain (Nord) à l'Assemblée législative, donnant pleine et entière adhésion aux décrets rendus depuis le 10 août, seule mesure capable de sauver l'Empire, avec l'expression de la gratitude de leurs concitoyens pour un bienfait aussi précieux que celui de la convocation d'une nouvelle Convention.

(11 septembre 1792.)

Original signé, A. N., C 166, n° 402.

3739. — Adresse du Conseil général de la commune de Lormes à l'Assemblée législative, donnant son adhésion aux décrets rendus depuis le 10 août, la félicitant d'avoir découvert le tissu de trames

et de perfidies que machinait la Cour la plus perverse et la plus corrompue, véritable repaire de tous les vices, et se demandant si la Convention nationale pourra concilier l'organisation du nouveau gouvernement avec la royauté héréditaire.

15 septembre 1792.

Minute collationnée et signée, A. N., C 166, n° 402.

3740. — Adresse des membres composant la nouvelle administration du département de la Haute-Marne à l'Assemblée législative, lui offrant leurs hommages et leur adhésion aux sages décrets qu'elle a rendus, et renouvelant leur serment de fidélité à la Nation.

15 septembre 1792.

Original signé, A. N., C 166, n° 403.

3741. — Adresse du Conseil général du département de Seine-et-Marne à l'Assemblée législative, lui rendant grâces pour avoir détruit la tyrannie, pour avoir rétabli le peuple dans sa souveraineté, et énumérant les grands travaux réservés à la Convention nationale, qui devra substituer à une Constitution imparfaite une Constitution où les droits du peuple ne seront pas sacrifiés à une famille privilégiée, détruire le fanatisme, les préjugés et renouveler la Législation.

15 septembre 1792.

Original signé, A. N., C 166, n° 403.

Cf. *Archives parlementaires*, t. L, p. 542.

3742. — Adresse des administrateurs du district de Dax à l'Assemblée législative, montrant quelle fut leur allégresse à la nouvelle du succès des braves Parisiens sur les cohortes armées du despotisme et de la tyrannie, lorsque les Tuileries furent purgées de tant de scélérats, lorsque le chef du pouvoir exécutif fut tombé, lorsque la Nation ressaisit sa souveraineté, et déclarant que leur fidélité à la Nation durera autant que leur vie.

(15 septembre 1792.)

Original signé, A. N., C 166, n° 402.

Cf. *Archives parlementaires*, t. L, p. 29.

3743. — Adresse des officiers, sous-officiers et soldats du bataillon de la compagnie du 7<sup>e</sup> régiment d'infanterie, cantonné à Manosque, à l'Assemblée législative, la félicitant d'avoir anéanti les artisans de la tyrannie, d'avoir fait tomber le sceptre des rois, et de leur avoir fait prêter le serment de mourir pour la défense des droits du citoyen.

(16 septembre 1792.)

Original, Archives nationales, A. N., C. 167, n° 412.

3744. — Adresse du 10<sup>e</sup> régiment d'infanterie à l'Assemblée législative, exprimant les transports de joie avec lesquels les soldats de la Patrie et de l'Égalité ont vu le peuple, par une grande et sainte insurrection, détruire en un instant les complots et les traitres renfermés aux Tuileries, et envoyant leur offrande pour les veuves des citoyens morts à la journée du 10 août.

(16 septembre 1792.)

Original portant la signature du colonel Jean La Poype, en tête de celles des officiers, A. N., C. 167, n° 412.

3745. — Adresse de l'Assemblée électorale du département de Seine-et-Marne à l'Assemblée législative, l'invitant à faire triompher la cause du peuple et à faire disparaître ces administrateurs, ces juges vendus à l'iniquité.

(16 septembre 1792.)

Copie conforme, A. N., C. 167, n° 412.

Original, Archives nationales, A. N., C. 167.

3746. — Adresse du Comité de la commune du Bourg-Saint-Andréol à l'Assemblée législative, déclarant adhérer de cœur à la prise de toutes les mesures prises par l'Assemblée législative et le peuple pour la destruction de la tyrannie, et envoyant 250 livres pour les veuves et leurs enfants.

(18 septembre 1792.)

Original, Archives nationales, A. N., C. 167, n° 412.

Copie conforme, Archives nationales, A. N., C. 167.

# II. — DÉCLARATIONS PRÉLIMINAIRES À LA JOURNÉE DU 10 AOÛT.

3747. — Lettre de Lafayette à M. d'Abancourt, ministre de la guerre, déclarant que les habitants de la capitale, bien qu'ils viennent d'avoir connaissance, sont sans doute payés par les puissances étrangères pour aider la contre-révolution, et estimant que ces événements produisent parmi les troupes une indignation d'autant plus vive que les vrais défenseurs de la Patrie sont bien las de voir le royaume déchiré par les factions intérieures.

12 août 1792.

Original, Archives nationales, A. N., C. 167, n° 1820.

Copie conforme, Archives nationales, A. N., C. 167, n° 1820.

3748. — Adresse des citoyens du département de l'Indre aux citoyens, les invitant, en présence du danger imminent de la Patrie, à contenir la juste indignation que doivent causer les outrages infligés à l'inviolabilité des représentants du peuple, ainsi que le fer et le feu portés dans le château des Tuileries, et annonçant que Louis XVI et sa famille ont trouvé au sein de l'Assemblée un asile contre la fureur des factieux.

12 août 1792.

Original, Archives nationales, A. N., C. 167, n° 1820.

3749. — Déclaration de citoyens du département des Ardennes, portant qu'ils ne voient dans le décret de la suspension du Roi qu'un nouvel attentat des factieux sur sa personne sacrée et sur la liberté de l'Assemblée, et demandant que le département s'élève, et armé, l'exprime de marcher avec toutes ses forces contre la capitale pour la purger des tyrans, qui la souillent de leur présence, et pour rendre la liberté aux deux assemblées constituées.

12 août 1792.

Original, Archives nationales, A. N., C. 167, n° 1820.

3750. — Déclaration du Comité général du département de l'Indre, déclarant qu'ils ne voient dans le décret de la suspension du Roi qu'un nouvel attentat des factieux sur sa personne sacrée et sur la liberté de l'Assemblée, et demandant que le département s'élève, et armé, l'exprime de marcher avec toutes ses forces contre la capitale pour la purger des tyrans, qui la souillent de leur présence, et pour rendre la liberté aux deux assemblées constituées.

relative à la suspension du pouvoir exécutif, ni en ordonner la publication et l'enregistrement, comme *loi* du royaume, et ne pouvoir la considérer, eu égard aux dispositions qu'elle renferme et à la manière dont elle lui est parvenue, que comme un acte supposé ou arraché par la force aux représentants du peuple.

10 août 1792.

Copie collationnée, A. N., D XL 17, n° 99.

3754. — Adresse du Conseil général du département du Haut-Rhin, réuni aux Conseils généraux du district et de la commune de Colmar, à leurs concitoyens, déclarant qu'ils resteront inviolablement attachés à la Constitution, qu'ils maintiendront de toutes leurs forces la Royauté et défendront jusqu'à leur dernier soupir l'Assemblée nationale et le Roi constitutionnel.

13 août 1792.

Imprime, français et allemand, A. N., D XL 15, n° 67.

Ed. *Moniteur universel*, n° 233, p. 981.

*Archives parlementaires*, t. XLVIII, p. 343.

3752. — Lettre de M. d'Harambure, lieutenant général, aux administrateurs du département du Haut-Rhin, marquant l'intérêt très vif qu'il prend au grand événement qui vient de se produire et son ferme désir de se réunir à toutes les autorités et à tous les gens sages, quand il s'agit du sort de l'État et de tous les Français.

13 août 1792.

Copie conforme, A. N., D XL 15, n° 67.

Ed. *Moniteur universel*, n° 233, p. 980.

3753. — Lettre de Lafayette à la municipalité de Sedan, ordonnant, sous sa responsabilité personnelle, de retenir les prétendus commissaires de l'Assemblée législative, qui viennent à l'armée prêcher une doctrine inconstitutionnelle, et déclarant que l'Assemblée ayant été, lors du 10 août, époque de la suspension du Roi, violée, les commissaires ne peuvent être que les chefs ou les instruments de la faction qui a asservi l'Assemblée nationale et le Roi.

13 août 1792.

Copie, A. N., D XL 7, n° 7.

Cf. *Chronique de Paris*, numéro du 24 août 1792, p. 947.

*Moniteur universel*, n° 237, p. 1000.

*Archives parlementaires*, t. XLIX, p. 174.

3754. — Lettre d'Arthur Dillon, lieutenant général, commandant en chef sur la frontière du Nord, à M. Marassé, maréchal de camp, déclarant qu'il n'est informé que très imparfaitement des événements qui viennent de se produire à Paris, mais, qu'étranger à toutes factions, il ne connaît que la Constitution et son serment, et envoyant l'ordre où il expose avec franchise quels sont ses véritables sentiments.

13 août 1792.

Copie conforme, A. N., D XL 5, n° 69.

V. dans la *Chronique de Paris*, numéro du 18 août 1792, une lettre à l'adresse de Dumouriez, de même date, conçue dans les mêmes termes.

3755. — Ordre du général Arthur Dillon, commandant en chef sur la frontière du Nord, au sujet des grands et sinistres événements qui viennent de s'accomplir à Paris, où la Constitution aurait été violée, et renouvelant le serment de la défendre et de rester fidèle à la Nation, à la Loi et au Roi.

13 août 1792.

Copie conforme à l'original, A. N., C 358, n° 1899; copie, A. N., C 158, n° 332.

Cf. *Chronique de Paris*, numéro du 18 août 1792, p. 332.

*Moniteur universel*, n° 233, p. 980.

*Archives parlementaires*, t. XLVIII, p. 415.

3756. — Lettre du général Le Veneur au général (Lafayette), envoyant copie de son adresse qui a été lue dans tous les régiments, non par son ordre, mais par le vœu unanime des chefs, et déclarant qu'il ne peut varier, qu'ayant juré la Constitution il ne peut travailler à sa destruction.

11 août 1792.

Original signé, A. N., AA 54, n° 1507.

Ed. LAURENCE CHÉREVAL, *Le Général Le Veneur*, p. 53.

Cf. *Moniteur universel*, n° 234, p. 980.

3757. — Lettre du lieutenant-colonel commandant le 2<sup>e</sup> bataillon de la Marne,

camp de Vaux-les-Monnoyeux, au 2<sup>e</sup>

«... L'effrénée, soulevant qu'il a fait  
part de l'insulte, de l'outrage des malheureux  
sans cesse répétés dans l'Assemblée,  
et que tous, pénétrés des sentiments qui  
caractérisent l'honnête citoyen, ont juré  
de soutenir la Constitution.

13 août 1792.

Original signé, A. N., C 358, n° 1992.

1798. — Affirmation du 20<sup>e</sup> régiment de  
cavalerie au camp de Bellerophon, département  
d'Orléans, protestant contre les décrets  
d'arrestation qui sont pris le 10 août à  
Paris, ils veulent toute la Constitution, la  
Liberté, mais non la licence, et affirmant  
qu'ils prodigueront tous leur vie pour le  
rétablissement de Louis XVI, chef suprême  
de l'armée, dans son autorité légitime et  
constitutionnelle, ladite adresse approuvée  
par le maréchal de camp Pâris, com-  
mandant l'aile gauche de la 2<sup>e</sup> division de  
l'armée du Nord, heureux de penser et  
d'écrire comme les braves gens qu'il a  
l'honneur de commander, et réclamant la  
Constitution dans son intégrité ou la mort.

13 août 1792.

Original signé, A. N., C 358, n° 1902.

1798. — Lettre du général Arthur Dillon  
au général Dumouriez, jugeant néces-  
saire, en présence des événements qui  
viennent de se produire, de faire con-  
naître avec franchise ses sentiments, et  
lui transmettant son ordre du même jour,  
avec réponse de Dumouriez, refusant de  
mettre à exécution un ordre aussi impru-  
dent que déplacé, et reprochant au général  
Dillon de n'avoir pas attendu des détails  
officiels, ou l'arrivée des commissaires, et  
de donner une déclaration qui est un  
crime contre la souveraineté nationale.

13 août 1792.

Manuscrit de l'A. N., C 358, n° 1992.  
Affirmation du 20<sup>e</sup> régiment de cavalerie  
au camp de Bellerophon, département  
d'Orléans, 20 août 1792.  
p. 418.

1798. — Lettre du président de la pre-  
mière de l'Assemblée législative, envoyant  
copie de la lettre qu'il vient d'écrire au  
général Dillon, au général Dumouriez.

que « les combinaisons ou perfides ou ma-  
ladroites des armées, pointes aux trames  
des ennemis de la Liberté, ont amené la  
révolution du 10 août, à laquelle  
on devait s'attendre de la part d'une Na-  
tion trompée, trahie et poussée à bout ».

13 août 1792.

Manuscrit de l'A. N., C 358, n° 1992.

p. 23.

14. — Lettre du président de la première de l'Assemblée législative, envoyant copie de la lettre qu'il vient d'écrire au général Dillon, au général Dumouriez.

3761. — Procès-verbal du Conseil gé-  
néral de la commune de Sedan, déclarant  
que l'Assemblée nationale, obsédée par  
la horde des factieux, qui, lors du 10 août,  
remplissaient la capitale de sang et de  
carnage, n'était pas libre et qu'elle a dû  
céder à la violence lorsqu'elle a rendu  
le décret monstrueux qui prononce la  
suspension du Roi et viole la Constitution  
de la manière la plus outrageante, et  
notifiant qu'il maintient en état d'arres-  
tation les trois commissaires de l'Assem-  
blée, de Kersaint, Pérault et Antonelle,  
avec lettre d'envoi de ce procès-verbal  
par le département de l'Oise au président  
de l'Assemblée législative, en date du  
20 août.

13 août 1792.

Manuscrit de l'A. N., C 358, n° 1992.  
Procès-verbal du Conseil général de la commune  
de Sedan, 20 août 1792.  
p. 253.

1798. — Lettre du général de Sedan par le  
sieur Tortel, annonçant que les commis-  
saires de l'Assemblée étaient retenus  
comme otages et qu'ils répondraient sur  
leur tête de l'effervescence que leur pré-  
sence pourrait occasionner parmi le peuple,  
ajoutant qu'il entend partout les officiers  
dire des horreurs de l'Assemblée natio-  
nale, et que l'on se trouve dans le foyer  
de l'insurrection de la commune de Sedan,  
avec copie de l'ordre du général Dillon.

13 août 1792, le même jour.

Manuscrit de l'A. N., C 358, n° 1992.

1798. — Lettre du général Dumouriez au  
commissaire de Sedan M. Bouché,  
président du département de l'Oise, rap-  
portant l'état de la commune de Sedan,  
qu'il vient de visiter, et qu'il a vu le  
général de Sedan, au camp de Sedan.



la Constitution et de la Liberté, tantôt par l'autre, tantôt par la crainte pour laquelle, seule, ils ont juré de vivre ou de mourir.

(Pièce absente.)

Minute, A. N., C. 358, n° 1902.

3764. — Déclaration des officiers, sous-officiers et dragons du 43<sup>e</sup> régiment au camp de Monmouth, pendant qu'ils ont été affectés de la plus vive douleur au récit des horreurs qui se sont commises à Paris, le 10 août, et réclamant vengeance de la destitution du chef suprême de l'armée, ladite déclaration approuvée par le maréchal de camp Paris, commandant la brigade de cavalerie de la 2<sup>e</sup> division de l'armée du Nord, qui la signe et est prêt à la sceller de son sang.

(Pièce absente.)

Original signé, A. N., C. 358, n° 1902.

3765. — Démission de M. Richelieu d'Aiguillon, maréchal de camp, chef de l'état-major de l'armée du Rhin, qui demande à subir le même traitement que M. Victor de Broglie, professant les mêmes principes que lui.

(Pièce absente.)

Ed. MONTMIRAIL-THIRIAUX, *Histoire de la Révolution*, t. III, p. 452.

3766. — Lettre de M. Montesquieu, général en chef de l'armée du Midi, à M. Servan, ministre de la guerre, accusant réception des actes du Corps législatif du 10 août, qu'il fait mettre à l'ordre de l'armée, déclarant qu'il prévoit les malheurs que l'injustice et la violence ont toujours entraînés, mais qu'il restera néanmoins à son poste pour contribuer à empêcher tous les maux évitables.

(Pièce absente.)

Original, Arch. hist. de la guerre, armée du Midi.  
Ed. MONTMIRAIL-THIRIAUX, *Histoire de la Révolution*, t. III, p. 453.

3767. — Lettre de M. d'Abancourt, général en chef de l'armée du Nord, à M. d'Abancourt, annonçant qu'en apprenant tous les désordres et malheurs arrivés à Paris, il a recommandé le calme à ses troupes, et que le département du

Nord Roubaie, comme les habitants, veulent une monarchie et Louis XVI pour Roi, et attestant que ce vœu sera aussi le sien.

15 août 1792.

Original, Arch. hist. de la guerre, armée du Rhin.

Ed. MONTMIRAIL-THIRIAUX, *Histoire de la Révolution*, t. III, p. 450.

3768. — Adresse de l'armée du Nord au général Lafayette, proclamant qu'elle est indignée des crimes atroces dont les factieux viennent de souiller la capitale, qu'elle ne reconnaît plus l'Assemblée législative, qui a suspendu le Roi, nommé des ministres, et s'est arrogée le pouvoir exécutif, chacun de ses actes étant un délit contre la Constitution, et jurant de défendre la Constitution par tous les moyens, et de marcher avec leur général partout où il voudra la conduire.

15 août 1792.

Copie, A. N., C. 358, n° 1899.

Ed. LAFAYETTE, *Œuvres complètes*, t. IV, p. 366.

3769. — Lettre des commissaires de l'Assemblée législative auprès de l'armée du Nord au président de cette Assemblée, communiquant l'extrait d'une lettre de Sedan, en date du 14 août, qui annonce l'arrestation des trois commissaires de l'Assemblée, et exprimant le vœu que l'on punisse promptement cette machination infernale, à laquelle n'est point étranger le directoire du département de l'Aisne, qui, d'après le témoignage du courrier de l'armée de Lafayette, aurait requis ce général de se porter sur Paris.

15 août 1792.

Original signé, A. N., C. 173, n° 429.

3770. — Lettre de M. Valcourt, commissaire des guerres (patriote), de l'armée du Nord (à l'Assemblée législative), envoyant le procès-verbal de ce qui s'est passé le 14 à Sedan, et annonçant que les troupes ont renouvelé, le 15, en présence de la municipalité, le serment de fidélité à la Nation, à la Loi et au Roi, et juré de maintenir la Constitution sanctionnée par le Roi.

15 août 1792.

Original, A. N., C. 358, n° 1899.

3771. — Arrêté des Commissaires du département du Bas-Rhin, du district et de la municipalité de Strasbourg, à leurs concitoyens, annonçant qu'au milieu des troubles et des scènes d'horreur qui ont accompagné les graves événements du 10 août, un décret a prononcé la suspension du chef du pouvoir exécutif, et les invitant à conserver le calme et l'obéissance, pour se préoccuper sur ces malheureux événements.

17 août 1792.

Copie collationnée, A. N., D XL 17, n° 99.

3772. — Déclaration de M. J. Briche, lieutenant adjoint à l'état-major de l'armée du Rhin, portant que l'Assemblée nationale législative, en prononçant la suspension provisoire du Roi, a violé la Constitution, et qu'il ne peut, sans être parjure, reconnaître cet acte, pas plus qu'aucun des actes qu'elle pourra faire, lesquels, aux termes de la Constitution, sont sujets à la sanction du Roi, mais affirmant qu'il restera à son poste, avec lettre d'envoi à M. Biron.

17 août 1792.

Origine : *Journal*, t. 3, p. 8. — H. B. B. Rhin, 13.

3773. — Déclaration remise par M. Victor de Broglie, maréchal de camp et chef de l'état-major de l'armée du Rhin, à M. de Biron, général en chef de l'armée, portant que le pouvoir de suspendre le Roi n'est pas au nombre de ceux qui ont été délégués par la Nation à l'Assemblée législative, et que, par la suspension du Roi, la Constitution se trouve violée, avec expression des sentiments de MM. Victor de Broglie, Caffarelli du Falga, officier du génie, et Jean Briche, lieutenant adjoint à l'état-major, officiers de l'armée, dont les sentiments contraires aux décrets du Corps législatif.

17 août 1792.

Origine : *Journal*, t. 3, p. 8. — H. B. B. Rhin, 13. — H. B. B. Rhin, 13.

3774. — Lettre des commissaires de l'Assemblée législative auprès de l'armée du Rhin au président de l'Assemblée, annonçant avoir communiqué aux différents corps de troupes les décrets relatifs à la suspension du Roi, qui ont été reçus avec soumission, et déclarant avoir été obligés de suspendre de leurs fonctions, en raison de leurs professions de foi, MM. Victor de Broglie et Briche, ainsi que M. Caffarelli du Falga, qui employa dans sa réponse des expressions plus qu'indécentes envers le Corps législatif.

17 août 1792.

Origine : *Journal*, t. 3, p. 8. — H. B. B. Rhin, 13.

3775. — Réquisition des commissaires de l'Assemblée législative auprès de l'armée du Rhin au général Biron, à l'effet d'écarter provisoirement de toutes fonctions MM. Victor de Broglie, maréchal de camp, Caffarelli du Falga, officier du génie, et Jean Briche, lieutenant adjoint à l'état-major, qui ont manifesté des sentiments contraires aux décrets du Corps législatif.

17 août 1792.

Origine : *Journal*, t. 3, p. 8. — H. B. B. Rhin, 13.

3776. — Décret de l'Assemblée législative, décidant que les 14 administrateurs du département des Ardennes, qui ont pris, le 15 août, un arrêté contraire aux décrets de l'Assemblée relatifs à la suspension du chef du pouvoir exécutif et à la convocation de la Convention nationale, ont violé la Constitution, et sont donc démissionnaires de leur pouvoir, et de ce fait, les 14 administrateurs du département des Ardennes, en un mot tout ce qui pourra éclairer l'opinion du peuple et de l'armée.

17 août 1792.

Origine : *Journal*, t. 3, p. 8. — H. B. B. Rhin, 13.

3777. — Décret de l'Assemblée législative, destituant les administrateurs du département de la Somme, qui ont concouru à la rédaction des arrêtés de ce département, en date des 12 et 13 août.

17 août 1792.

Manuscrit de l'Assemblée législative, copie collée, et signée du président et des secrétaires. A. N., C 156, n° 310.

Ed. *Archives parlementaires*, t. XLVIII, p. 316.

3778. — Lettre de M. Bosc, annonçant que les commissaires de l'Assemblée nationale, envoyés à l'armée du Nord, ont été mis en état d'arrestation par ordre du département des Ardennes, qui a décidé de ne reconnaître aucune des lois promulguées par l'Assemblée.

17 août 1792.

Original signé, A. N., D XL 7, n° 7.

3779. — Lettre de M. Roland, ministre de l'intérieur, au président de l'Assemblée législative, annonçant qu'en présence de l'arrestation des commissaires de l'Assemblée à Sedan le Conseil exécutif provisoire a décidé le rappel de Lafayette et son remplacement par M. Dumouriez.

18 août 1792.

Original signé, A. N., C 157, n° 321.

3780. — Lettre du président par intérim du district de Noyon à M. Goupe, député à l'Assemblée législative, faisant passer la copie de diverses lettres du Conseil du district de Chauny à celui de Noyon, notamment d'une lettre en date du 12 août, où l'on déclare que l'événement de la suspension du Roi met plus que jamais la Nation en danger, et où l'on suspend provisoirement la publication de l'acte du Corps législatif portant déchéance du Roi.

18 août 1792.

Original signé et copie (2 p.), A. N., C 158, n° 333.

3781. — Motion de M. Ruhl, député du Bas-Rhin, à l'Assemblée législative, demandant qu'avant de prendre des mesures extraordinaires à l'égard des départements du Haut et du Bas-Rhin, on attende l'arrivée du rapport adressé par

les commissaires envoyés à l'armée du Rhin, et que le sieur Dietrich, maire de Strasbourg, soit mandé à la barre dans la huitaine.

18 août 1792.

Manuscrit, A. N., C 159, p. 111.

Cf. *Archives parlementaires*, t. XLVIII, p. 344.

3782. — Lettre de la Commission de correspondance aux commissaires à l'armée du Nord, les instruisant des mesures sévères prises par l'Assemblée pour réprimer l'audace du Conseil d'administration du département des Ardennes, qui avait refusé de publier le décret relatif à la suspension du pouvoir exécutif et déclaré ne reconnaître comme loi que les décrets sanctionnés par le Roi jouissant de toute sa liberté, l'Assemblée étant, à son avis, dominée par la force et la violence.

18 août 1792.

Original signé, A. N., D XV 1, n° 1.

3783. — Lettre de M. J.-M. Gouniou, suppléant du procureur général syndic du Département de Paris, à M. Roland, ministre de l'intérieur, lui renvoyant une lettre imprimée, en date du 12 août, signée du Conseil général de la commune de Strasbourg, lettre accompagnée d'une adresse à l'Assemblée nationale et au Roi, demandant le maintien de la Constitution et des pouvoirs qu'elle a délégués au Roi, pièces dont le Conseil du Département de Paris n'a point à s'occuper.

18 août 1792.

Original signé et imprimé (2 p.). A. N., F<sup>te</sup> III, Bas-Rhin, 13.

3784. — Proclamation du Conseil exécutif provisoire, suspendant le Conseil général de la commune de Strasbourg, en raison de ses pétitions à l'Assemblée nationale, qui tendraient à contester à ladite Assemblée le droit de délibérer sur la conduite du Roi et seraient de nature à favoriser le retour du despotisme et à préparer le tombeau de la Liberté.

19 août 1792.

Manuscrit, A. N., F<sup>te</sup> III, Bas-Rhin, 14.  
Ed. F.-A. AULARD, *Recueil des actes du Comité de salut public*, t. I, p. 22.

3787. — Adresse de l'Assemblée adressée aux soldats de l'armée du Nord, exposant qu'ils ont été trompés, égarés par quelques conspirateurs, et retraçant sous leur véritable jour les événements du 10 août, montrant Louis XVI suspendu de ses fonctions, comme Roi parjure, et les crimes des ennemis de la Nation convoquée pour statuer sur son sort, les Parisiens et les fédérés victimes de l'oppressement des Sans-culottes et des satellites du despotisme, qui ont provoqué les malheurs de cette journée, et adjurant les soldats de se rallier à la Nation.

19 août 1792.

Extrait du procès-verbal A. N., C 358, n° 1899.

Ed. *Moniteur universel*, p. 987.

Archives parlementaires, t. XLVIII, p. 388.

3786. — Lettre des commissaires de l'Assemblée législative auprès de l'armée du Nord au président de cette Assemblée, le mettant au courant de la conduite du général Dillon, auquel on ne peut reprocher (dit-on) rien de mal, si ce n'est d'avoir l'air d'avoir écrit sans être au courant des événements de la journée du 10, et sans connaître les vrais coupables, et assurant que, mieux instruit, il n'avait plus qu'à obéir à la volonté nationale, que l'on pouvait compter sur sa loyauté et sur sa fidélité, et qu'il mourrait, s'il le fallait, pour la Liberté et la Patrie.

19 août 1792.

Extrait du procès-verbal A. N., C 358, n° 1899.

Ed. *Moniteur universel*, p. 987.

3785. — Lettre de l'Assemblée législative au général Baudin, lui exposant qu'il a été trompé par quelques conspirateurs, et le réprimandant pour le crime de rébellion contre l'Assemblée nationale, et le général de l'armée du Nord, prévenu du crime de rébellion contre la Loi, de conspirer contre la Liberté et de conspirer contre la Nation.

19 août 1792.

Extrait du procès-verbal A. N., C 358, n° 1899.

Ed. *Archives parlementaires*, t. XLVIII, p. 388.

3784. — Lettre de l'Assemblée législative au général Baudin, lui exposant qu'il a été trompé par quelques conspirateurs, et le réprimandant pour le crime de rébellion contre l'Assemblée nationale, et le général de l'armée du Nord, prévenu du crime de rébellion contre la Loi, de conspirer contre la Liberté et de conspirer contre la Nation.

compromettre cette ville, il croit devoir éloigner une tête que tous les ennemis de la Liberté ont proscrite, en faisant des vœux pour que la cause sacrée de la Liberté ne soit pas longtemps asservie.

19 août 1792.

Copie collationnée, A. N., C 358, n° 1899.

Ed. *Moniteur universel*, p. 1000.

Archives parlementaires, t. XLVIII, p. 388.

Ed. *Moniteur universel*, p. 987.

3783. — Lettre de l'Assemblée législative au lieutenant en chef de l'armée du Nord, au lieutenant général commandant le camp de Sedan, lui donnant ordre de prêter main forte au commandant militaire de cette place, à l'effet de délivrer les trois commissaires de l'Assemblée nationale, de recevoir les trois nouveaux, de contraindre le général Lafayette à exécuter les décrets de l'Assemblée et de le faire partir pour Paris, de gré ou de force.

19 août 1792.

Copie, A. N., C 358, n° 1899.

3790. — Lettre des commissaires auprès de l'armée du Nord, Quinette, Isnard et Baudin, à l'Assemblée législative, donnant des détails sur l'esprit d'incivisme qui règne à Sedan et dans tout le nord du département des Ardennes, et déclarant qu'à Sedan on est persuadé que les Jacobins sont les seuls auteurs de la journée du 10 août, que seuls encore ils oppriment l'Assemblée nationale, et que les autres députés de l'Assemblée nationale furent traités de factieux et de régicides, mais que le peuple commence à se délier de ses magistrats et demande à être instruit.

19 août 1792.

Original signé, A. N., C 358, n° 1899.

Ed. *Moniteur universel*, p. 987.

3791. — Lettre des commissaires auprès de l'armée du Nord, Isnard, Quinette et Baudin, à l'Assemblée législative, donnant des détails sur l'esprit d'incivisme qui règne à Sedan et dans tout le nord du département des Ardennes, et déclarant qu'à Sedan on est persuadé que les Jacobins sont les seuls auteurs de la journée du 10 août, que seuls encore ils oppriment l'Assemblée nationale, et que les autres députés de l'Assemblée nationale furent traités de factieux et de régicides, mais que le peuple commence à se délier de ses magistrats et demande à être instruit.

que la municipalité de Sedan a poussé le drapeau aristocratique jusqu'à arrêter les commissaires que celle de Reims avait envoyés à Sedan, sous prétexte qu'ils étaient des factieux.

20 août 1792.

Original signé, A. N., C 157, n° 325.

3792. — Lettre de M. Servan, ministre de la guerre, au président de l'Assemblée législative, annonçant que le général Lefebvre, avec son état-major, a émigré dans la nuit du 19 au 20, que les commissaires sont en liberté et que les soldats des dunes ont ouvert les yeux.

21 août 1792.

Original signé, A. N., C 157, n° 325.

Ed. *Archives parlementaires*, t. XLVIII, p. 603.

3793. — Arrêté des commissaires de l'Assemblée législative à l'armée du Rhin, déclarant provisoirement suspendus de leurs fonctions administratives les membres du Conseil général du département du Bas-Rhin, en raison de leurs délibérations relatives aux événements du 10 août, et nommant une nouvelle administration, qui sera chargée de faire une proclamation en vue de la formation des assemblées primaires.

21 août 1792.

Original signé, A. N., D XL 17, n° 99.

Ed. EUGÈNE CHARAVAY, *Correspondance générale de Carnot*, t. I, p. 50.

3794. — Adresse du Conseil général du département des Ardennes à l'Assemblée législative, déclarant qu'il vient d'abjurer son erreur dans les mains des représentants du peuple et de prendre l'engagement sacré de vivre libres avec tous les Français, et proclamation du même Conseil aux citoyens, portant qu'un moment d'erreur l'avait retenu auprès de la Constitution qui l'engendrait comme le *partisan* de la Liberté française, mais qu'un nouvel ordre de choses va sortir de la Convention nationale.

21 août 1792.

Original signé, A. N., D XL 17, n° 99.

Cf. *Archives parlementaires*, t. XLVIII, p. 611.

3795. — Lettre de M. Victor de Broglie à M. d'Harambure, lieutenant-général, commandant à Neufbrisach, lui exprimant le regret de ce que sa déclaration ait été officiellement portée à la connaissance des troupes, et estimant que ce serait nuire essentiellement à l'ordre public que de ne pas attendre du temps et de la Convention nationale la décision des grandes questions du moment.

21 août 1792.

Original, Arch. hist. de la guerre, armée du Rhin.

Ed. MONTMERLE-TERNAUX, *Histoire des Français*, t. III, p. 456.

EUGÈNE CHARAVAY, *Correspondance générale de Carnot*, t. I, p. 33, note.

3796. — Lettre de M. Servan, ministre de la guerre, au général Biron, lui annonçant la réception d'une lettre de M. d'Harambure, propre à inspirer des inquiétudes sur ses sentiments, demandant avis avant de statuer sur son compte et manifestant le regret de perdre un officier aussi utile dans la cavalerie.

22 août 1792.

Copie, A. N., T 1527.

3797. — Lettre de la Commission de correspondance aux commissaires près de l'armée du Nord, déclarant que le général Dillon aura quelque peine à reconquérir l'estime publique, que le souvenir des sentiments royalistes manifestés par lui dans l'Assemblée constituante et son ordre du 13 ont singulièrement indisposé contre lui non seulement le public, mais la majorité de l'Assemblée nationale, qui n'a pas voulu rapporter le décret suspendant cet officier de ses fonctions et s'en remet à cet égard au discernement des représentants.

22 août 1792.

Copie, A. N., D XL 48, n° 49.

3798. — Lettre de M. Servan, ministre de la guerre, aux commissaires de l'Assemblée auprès de l'armée de Luckner, annonçant que l'émigration de Lafayette a fait changer les résolutions du Conseil exécutif au sujet de M. Luckner, qui a tenu à son armée des propos très factieux et



qu'il n'est point des complaisances. D'instinct plus que son armée renfermée nombre d'hommes, le commandant l'absence de quelques principes, dont la suspension sera nécessaire.

22 août 1792.

Original signé, A. N., C 173, n° 426.

1792. — Origine des mandats d'arrêt après de l'arrestation du Napoléon Bonaparte d'arrêter et de faire conduire à la barre de l'Assemblée M. Rivoire, vice-président du département de l'Aisne, comme rebelle à la Loi et criminel de lèse-Nation.

22 août 1792.

Original signé, A. N., D XV 1, n° 1.

3800. — Lettre des commissaires de l'Assemblée législative près de l'armée du Nord au président de cette Assemblée, faisant le plus grand éloge de Dumouriez et de Dillon, et annonçant que, le 21, ils ont prêté individuellement en leur présence, ainsi que les généraux Moreton, Chazet, Miazinski et La Bourdonnaye, le serment de maintenir la Liberté ou de mourir à leurs postes, ajoutant que, en égard aux incultuations très graves qui pèsent sur M. Rivoire, vice-président du département de l'Aisne, ils ont requis Dumouriez de le faire arrêter sur-le-champ.

23 août 1792.

Original signé, A. N., C 173, n° 427.

3801. — Lettre des commissaires de l'Assemblée législative près de l'armée du Nord au président de cette Assemblée, accusant réception du décret contre l'Assemblée, après avoir prêté le serment de maintenir la Liberté ou de mourir à leurs postes, ajoutant que, en égard aux incultuations très graves qui pèsent sur M. Rivoire, vice-président du département de l'Aisne, ils ont requis Dumouriez de le faire arrêter sur-le-champ.

23 août 1792.

Original signé, A. N., C 173, n° 428.

3802. — Lettre des commissaires de l'Assemblée législative près de l'armée du Nord au président de cette Assemblée, accusant réception du décret contre l'Assemblée, après avoir prêté le serment de maintenir la Liberté ou de mourir à leurs postes, ajoutant que, en égard aux incultuations très graves qui pèsent sur M. Rivoire, vice-président du département de l'Aisne, ils ont requis Dumouriez de le faire arrêter sur-le-champ.

détruire partout l'inquiétude, le doute, la fermentation pouvant exister encore au sujet des événements du 10, que des malveillants cherchaient à faire passer pour le résultat d'une faction et non de la volonté d'un grand peuple.

23 août 1792.

Original signé, A. N., D XI 17, n° 38.  
14. Arrière par le commandant, A. N., D XI 17, n° 38.

3803. — Lettre des commissaires de l'Assemblée législative près de l'armée du Nord, déclarant qu'il n'est pas prudent de solliciter le retrait du décret rendu contre M. Dillon, décret dont l'exécution est suspendue, attendu que les impressions fâcheuses prises sur son compte ne sont pas entièrement détruites, et qu'elle va se concerter avec la Commission extraordinaire pour aviser aux moyens de dégager cet officier du poids de l'accusation qui pèse encore sur sa tête.

23 août 1792.

Copie, A. N., D\* XL 48, n° 28.

3804. — Proclamation du Conseil exécutif provisoire, suspendant de leurs fonctions les autorités composant le Conseil de l'Indre, en raison de son arrêté du 10 août, dans lequel il déclare que sa douleur profonde ne lui permet pas de sonder les vrais motifs de la loi du 10, mais que, jugeant essentiel d'instruire les districts et les municipalités de l'état actuel du gouvernement et du danger imminent de la chose publique, il croit devoir transmettre purement et simplement ladite loi.

24 août 1792.

Original signé, A. N., D XI 17, n° 39.  
14. Arrière par le commandant, A. N., D XI 17, n° 39.

14. Arrière par le commandant, A. N., D XI 17, n° 39.

3805. — Lettre des commissaires de l'Assemblée législative près de l'armée du Nord au président de cette Assemblée, accusant réception du décret contre l'Assemblée, après avoir prêté le serment de maintenir la Liberté ou de mourir à leurs postes, ajoutant que, en égard aux incultuations très graves qui pèsent sur M. Rivoire, vice-président du département de l'Aisne, ils ont requis Dumouriez de le faire arrêter sur-le-champ.

possent de reconnaître les caractères des commissaires envoyés dans le département et de leur présenter les députés qui suspendent le chef du pouvoir exécutif et convoquent une Convention nationale.

Minute, 1792.

Original signé, A. N., D XL 7, n° 7.

Cf. *Archives parlementaires*, t. XLVIII, p. 695.

3806. — Arrêté des commissaires de l'Assemblée législative à l'armée du Centre, suspendant provisoirement de ses fonctions de lieutenant-colonel du 11<sup>e</sup> régiment de cavalerie, Jean-Pierre du Melet, qui a offert sa démission sous prétexte de la suspension du pouvoir exécutif, avec la demande de cet officier supérieur.

28 août 1792.

Originaux signés (2 p.), A. N., C 173, n° 428.

3807. — Démission de Jean-Charles-Marie d'Assas, capitaine au 11<sup>e</sup> régiment de cavalerie, basée sur ce qu'une des autorités reconnues par la Constitution, auxquelles il a prêté le serment de fidélité, vient d'être suspendue, et révocation prononcée contre le dit d'Assas par les commissaires de l'Assemblée.

28 août 1792.

Originaux signés (2 p.), A. N., C 173, n° 428.

Cf. MONTMIRAILLON, *Historie de la Terreur*, t. III, p. 151.

3808. — Lettre des commissaires près de l'armée du Nord à l'Assemblée législative, annonçant que, malgré toutes les recherches, on n'a pu découvrir la retraite du sieur Rivoire, vice-président du département de l'Aisne, ajoutant que l'armée du Nord, convaincue des trahisons du chef supérieur, qui portait extérieurement et de ses complices, soutiendra l'honneur du nom français, et que la désertion de Lafayette, ce digne chef des prétendus honnêtes gens, et celle de ses partides odieuses ont éclairé l'armée du Centre.

28 août 1792.

Minute, A. N., D XL 1, n° 1.

Ed. *Archives parlementaires*, t. XLIX, p. 120.

3809. — Rapports des commissaires de l'Assemblée près de l'armée du Rhin

au général Biron, à l'effet de faire saisir et constituer en état d'arrestation M. Joseph de Broglie, ci-devant colonel du 2<sup>e</sup> régiment de chasseurs à cheval, qui, en annonçant sa suspension aux troupes, a cherché à les indisposer contre l'Assemblée et a tenu chez lui des conciliabules avec des personnes qui attaquaient sans cesse les lois de la même Assemblée.

30 août 1792.

Copies, A. N., C 173, n° 429.

Cf. FLENN, CHÉRAY, *Conspiration générale de Carnot*, t. I, p. 131.

3810. — Arrêté des commissaires de l'Assemblée auprès de l'armée du Centre, suspendant de ses fonctions le sieur Feuquières, capitaine au 11<sup>e</sup> régiment de cavalerie, lequel a déclaré qu'il ne se déterminerait jamais à combattre les émigrés, son frère se trouvant dans leurs rangs, et qu'il ne pouvait plus servir dès l'instant où le pouvoir exécutif était suspendu dans les mains du Roi.

2 septembre 1792.

Minute, A. N., C 173, n° 426.

3811. — Lettre du procureur syndic du district de Sedan au ministre de l'intérieur, déclarant, pour faire comprendre l'égarement des esprits à la suite des événements du 10 août, que l'on était parvenu à persuader aux administrations que les fondateurs de la Liberté, que les conquérants de la Bastille, qu'une partie des membres de l'Assemblée actuelle avaient été immolés, que le reste était captif des dominateurs, qu'il n'existait plus, dans la capitale, de sûreté pour les personnes, qu'un simple menuisier dans la forme de vêtements exposait à être fusillé, enfin que les arrestations et emprisonnements étaient arbitraires.

Commissaires, 1792.

Original signé, A. N., F<sup>te</sup> III, Ardennes, 9.

3812. — Lettre de M. Servan, ministre de la guerre, au général Biron, déclarant qu'il est impossible de conserver MM. Martignac et d'Aiguillon, qu'il faut leur notifier d'avoir à quitter leurs places et que,

quont à l'air, il ne se permit jamais de les employer nulle part.

6 septembre 1792.

Copie, A. N., T 1527.

3814. — Déclaration de M. Richélon d'Argentan, ancien membre du Corps constituant et maréchal de camp, ex-membres de la première législature, à l'effet de rendre compte au peuple français de ses principes et de sa conduite, en présence de la violation du pacte social, et de protester contre l'envoi de commissaires de l'Assemblée, chargés de prévenir ou de dépraver l'expression du vœu national sur les événements du 10 août.

9 septembre 1792.

P. de la source.

131. MORELLET-TOURNAI, *Histoire de la Terreur*, t. III, p. 452.

3815. — Pétition de citoyens de Strasbourg à l'Assemblée législative, réclamant la destitution de l'état-major de la garde citoyenne de cette ville, qui a signé l'adresse d'une minorité d'habitants de Strasbourg, à l'effet d'improver la conduite de l'Assemblée relativement aux décrets du 10 août.

11 septembre 1792.

Original signé, A. N., C 561 (n° 411).

3816. — Déclarations de Garnot, Priour et Ritter, commissaires de l'Assemblée législative envoyés à l'armée du Rhin, portant que Victor de Broglie non seulement refusa franchement d'adhérer aux mesures prises par l'Assemblée en conséquence des événements du 10 août, mais encore tenta par tous les moyens de soulever l'armée et les autorités civiles contre l'Assemblée nationale et ses commissaires, et que son attitude suspecte les déterminait à le considérer comme ennemi.

18 septembre 1792, commandeur de H.

Original signé, A. N., C 561, n° 412.

131. MORELLET-TOURNAI, *Histoire de la Terreur*, t. III, p. 458.

131. MORELLET-TOURNAI, *Histoire de la Terreur*, t. IV, p. 411.

#### II. — CONSÉQUENCES DE LA JOUENÉE DU 10 AOÛT.

3816. — Adresse des gardes nationaux près les tribunaux et affectés à la garde des prisons de Paris aux Législateurs de l'Assemblée nationale, dénonçant la conduite, lors du 10 août, de leurs officiers, qui voulaient les obliger à tirer sur le peuple, ce qu'ils ont refusé, et demandant la destitution de ces officiers.

11 août 1792.

Original signé, A. N., C 161, n° 351.

Cf. *Archives parlementaires*, t. XLVIII, p. 15.

3817. — Lettre du Conseil général de la commune de Versailles à la municipalité parisienne, déclarant que 200 de leurs concitoyens ont volé au secours de leurs frères d'armes de Paris, et priant, comme leurs armes ne sont pas encore dissipées, de les rassurer sur l'état de la capitale.

11 août 1792.

Copie, A. N., T 604.

3818. — Lettre du Commandant général de la garde nationale parisienne au citoyen Gaignart, fédéré du département de l'Aisne, commandant du poste à l'Assemblée législative, au sujet de l'avertissement donné par M. Déhoulière, député, commissaire de la salle, manifestant l'espérance que les mesures qu'il a prises parviendront à calmer les inquiétudes populaires et à déconcerter les projets des ennemis.

11 août 1792, 11 septembre 1792.

Original signé de M. Gaignart, A. N., C 161, n° 372.

3819. — Lettre de M. Gaignart, rapport aux fonctions de secrétaire du Conseil national, à l'Assemblée législative, adressant l'expression de sa gratitude, et jurant, pour son honneur, que la Fédération, son serment, son courage, son patriotisme, son dévouement à la Nation et à la République sont ses seuls motifs.

11 août 1792.

Original signé, A. N., C 161, n° 373.

131. *Archives parlementaires*, t. XLVIII, p. 91.  
131. MORELLET-TOURNAI, *Histoire de la Terreur*, t. IV, p. 411.

3820. — Lettre de M. Clavière, ministre de la guerre par interim, au général Biron, lui adressant la loi relative à la suspension du pouvoir exécutif, afin de la faire connaître à l'armée placée sous son commandement.

12 août 1792.

Copie conforme, A. N., F. 1327.

3821. — Décret de l'Assemblée législative, mettant à la disposition de la commune de Paris, afin de pourvoir aux dépenses extraordinaires nécessitées par les circonstances, la somme de cent mille livres qui sera versée par l'intermédiaire du ministre de l'intérieur.

12 août 1792.

Copie collationnée et signée du président et des secrétaires, A. N., A 115, n° 719.

Ed. *Archives parlementaires*, t. XLVIII, p. 67.

3822. — Procès-verbal de transport de Jacques-Auguste Roze, huissier de l'Assemblée nationale, assisté d'un commissaire de la section des Thermes-de-Julien, au domicile de M. Blancgilly, député des Bouches-du-Rhône, rue Saint-Jacques, n° 250, maison du sieur Morin, libraire, et constatation de l'absence dudit Blancgilly, avec lettre du sieur Roze au président.

12 août 1792.

Copie collationnée et signée du président et des secrétaires, A. N., F. 130, n° 305.

Ed. *Archives parlementaires*, t. XLVIII, p. 76.

3823. — Décret de l'Assemblée législative, ordonnant l'apposition immédiate des scellés sur les effets et papiers de M. Blancgilly, député des Bouches-du-Rhône, qui avait été mandé auprès du Corps législatif et qui, d'après le procès-verbal de la section des Thermes-de-Julien, se trouvait absent de son domicile depuis le lundi précédent.

12 août 1792.

Copie collationnée et signée du président et des secrétaires, A. N., A 115, n° 729.

Ed. *Archives parlementaires*, t. XLVIII, p. 77.

3824. — Arrêté du Conseil provisoire de la Commune, ordonnant l'envoi immédiat à l'abbaye du sieur Gilles-Michel Lecomte, président du comité de la section de la

Grange-Batelière, et l'apposition des scellés sur ses papiers.

12 août 1792.

Extrait conforme, A. P., Arrestations, II, n° 32. Gilles-Michel Lecomte, électeur de 1791, secrétaire du bureau de paix du 2<sup>e</sup> arrondissement, était soupçonné d'avoir trempé dans la conspiration du 10 août (cf. le *Courrier français*, n° 232, p. 410).

3825. — Autorisation donnée par MM. Robert-Guillaume-Antoine Delbarre et Bernard Sigault, commissaires de la Commune, au concierge de l'abbaye, à l'effet d'écrouer le sieur Bosquillon, juge de paix de la section de l'Observatoire.

12 août 1792.

Original signé, A. P., Arrestations II, n° 33. Bosquillon fut arrêté en même temps que son collègue Buob, et périt comme lui lors des Journées de Septembre.

3826. — Ordre de la municipalité de Paris au sieur Delavaquerie, concierge de l'abbaye, de recevoir le sieur Sanson du Perron.

12 août 1792.

Copie conforme, A. P., Arrestations, II, n° 31. Jean-François Sanson du Perron, avocat aux Conseils en 1781, était électeur et juge de paix de la section Mauconseil. On voit, dans les *Procès-verbaux de la Commune* (p. 84), à la date du 3 septembre, la mention de sa réintégration dans les prisons; le même jour, il fut décidé qu'il serait gardé par la section de Bon-Conseil, à charge par elle de le représenter à toute réquisition (p. 87).

3827. — Ordre des administrateurs du Département de Police et membres du comité de salut public, au concierge de l'abbaye, de recevoir et de garder au secret le sieur d'Angremont.

12 août 1792.

Original signé, A. P., Arrestations, II, n° 28. Louis-David Collenot-d'Angremont, chef du Bureau militaire de l'Hôtel de Ville, fut condamné à mort par le Tribunal du 17 août, le 21 à 4 heures, et exécuté le soir même sur la place du Carrousel. « C'était, dit le *Courrier français*, n° 235, p. 434, un intrigant fort connu dans Paris, petit-fils du bourreau de Dijon. »

3828. — Arrêté de la section des Quatre-Nations, portant que Simon Mayardoz, lieutenant au régiment des ci-devant

1830. — *Ordre du jour* du 13 août 1792, relatif à la garde nationale, en vertu duquel les gardes nationales ont été appelés à la défense de la Nation.

Original signé, A. P., Arrestations, II, n° 37. — Copie, A. N., T. 1527. — *Guillaume-Ange Villette de la Mussellerie*, agent de change, avait pris part à la défense des Tuileries.

1831. — *Ordre du jour* du 13 août 1792, relatif à la garde nationale, en vertu duquel les gardes nationales ont été appelés à la défense de la Nation.

Original signé, A. P., Arrestations, II, n° 37. — *Guillaume-Ange Villette de la Mussellerie*, agent de change, avait pris part à la défense des Tuileries.

1832. — *Ordre du jour* du 13 août 1792, relatif à la garde nationale, en vertu duquel les gardes nationales ont été appelés à la défense de la Nation.

Original signé, A. P., Arrestations, II, n° 37. — *Pierre-Barnabé Farman Du Rozoy*, rédacteur de la *Gazette de Paris*, fut arrêté à Chailly le 13 août 1792, et conduit à la prison particulière, en compagnie, traduit devant le Tribunal le 27 août 1792, et exécuté à 9 heures du soir sur la place du Carrousel.

1833. — *Ordre du jour* du 13 août 1792, relatif à la garde nationale, en vertu duquel les gardes nationales ont été appelés à la défense de la Nation.

1834. — *Ordre du jour* du 13 août 1792, relatif à la garde nationale, en vertu duquel les gardes nationales ont été appelés à la défense de la Nation.

1835. — *Ordre du jour* du 13 août 1792, relatif à la garde nationale, en vertu duquel les gardes nationales ont été appelés à la défense de la Nation.

1836. — *Ordre du jour* du 13 août 1792, relatif à la garde nationale, en vertu duquel les gardes nationales ont été appelés à la défense de la Nation.

1837. — *Ordre du jour* du 13 août 1792, relatif à la garde nationale, en vertu duquel les gardes nationales ont été appelés à la défense de la Nation.

1838. — *Ordre du jour* du 13 août 1792, relatif à la garde nationale, en vertu duquel les gardes nationales ont été appelés à la défense de la Nation.

13 août 1792. Copie, A. N., T. 1527.

1839. — Lettre de M. Clavière, ministre de la guerre par intérim, au général Biron, déclarant que les événements survenus à Paris le 10 août 1792 ont donné au peuple une telle fermentation contre le régiment des gardes suisses qu'il est à craindre que dans les armées on ne prenne des impressions fâcheuses contre les régiments suisses qui y servent, et le priant de faire en sorte qu'ils soient sous la sauvegarde de la loyauté française.

13 août 1792. Copie, A. N., T. 1527.

1840. — Lettre de M. Lefebvre, ministre des Affaires étrangères, au président de la Commission extraordinaire des 12, exposant les difficultés que rencontre la levée des scellés apposés sur les papiers personnels de M. Bonnet, directeur général des affaires étrangères, par suite de la suspension des juges de paix et du refus des commissaires de la section Mirabeau de procéder à cette opération, et insistant pour la promulgation d'un décret qui termine cette affaire.

13, 19 août 1792. Copie, A. N., T. 1527.

1841. — Lettre de M. Billaud-Varenne au ministre de l'intérieur, lui demandant, au nom de l'Assemblée nationale de la Commune, quelles mesures il a prises ou compte prendre à l'effet de pourvoir à l'approvisionnement de Paris en munitions de guerre de toute espèce et afin d'assurer la tranquillité publique.

13 août 1792. Copie, A. N., T. 1527.

1842. — Lettre de M. Billaud-Varenne au ministre de l'intérieur, lui demandant, au nom de l'Assemblée nationale de la Commune, quelles mesures il a prises ou compte prendre à l'effet de pourvoir à l'approvisionnement de Paris en munitions de guerre de toute espèce et afin d'assurer la tranquillité publique.



parisiens, et l'engageant à s'adresser au ministre de la Guerre, qui seul peut donner les ordres les plus étendus et les plus efficaces pour l'approvisionnement de Paris en munitions de guerre.

14 août 1792 (suite).

Minute, A. N., F<sup>o</sup> II, Seine, 18.

3837. — Lettre du ministre de l'intérieur au nom de Paris, déclarant que, depuis la loi du 21 juillet dernier, la Municipalité parisienne, faisant fonctions de district, se trouve par le fait autorisée à prendre elle-même toutes les dispositions pour s'approvisionner en munitions de guerre, et l'invitant à s'occuper sur-le-champ des moyens d'assurer la défense de la capitale, qui doit devenir une grande manufacture où l'on ne voie plus que des citoyens occupés à forger les armes qui doivent exterminer les tyrans et venger les hommes libres.

14 août 1792, sur.

Minute, A. N., F<sup>o</sup> II, Seine, 18.

3838. — Lettre de M. Dufresne de Saint-Léon, directeur général de la Liquidation, au président de l'Assemblée législative, renouvelant le serment qu'il vient de prêter comme citoyen à sa section.

14 août 1792.

Original signé, A. N., C 157, n° 323.

Ed. *Archives parlementaires*, t. XLVIII, p. 165.

3839. — Lettre de M. Lefebvre, ministre des affaires étrangères, au président de l'Assemblée législative, lui soumettant la requête d'acteurs, qui ont contracté des engagements dans des spectacles étrangers et qui désirent être assimilés aux négociants en ce qui touche la délivrance des passeports.

14 août 1792.

Original signé, A. N., D XI, 17, p. 93.

3840. — Arrêté du Conseil général des communes de la République des Ardennes, chargeant MM. Boursier et Destournelles de se rendre sur-le-champ à l'Assemblée pour demander qu'il soit donné à la Com-

mune de Paris, commissaire du décret relatif à la loi municipale.

14 août 1792.

Extrait conforme, minute de Lefebvre, secrétaire greffier, A. N., C 158, n° 332.

Ed. *Mémoires de l'Assemblée législative*, t. III, p. 29.

3841. — Arrêté du Conseil général des commissaires de la majorité des sections, portant désignation de commissaires chargés de se rendre à l'Assemblée et d'y présenter une adresse ayant pour objet la suppression du nom du Roi en tête des proclamations et autres actes du Corps législatif.

14 août 1792.

Extrait conforme, A. N., C 158, n° 332.

Ed. *Manuscrits de l'Assemblée législative*, t. III, p. 29.

3842. — Lettre de Danton, ministre de la justice, au président de l'Assemblée législative, le priant d'inviter l'Assemblée à décréter une nouvelle formule pour la promulgation des lois, par suite de la suspension du chef du pouvoir exécutif, et jugeant également nécessaire de changer le sceau de l'Etat, qui représente l'effigie du Roi séant en son lit de justice, ainsi que la légende : *Louis XVI, par la grâce de Dieu et de la loi constitutionnelle, Roi des Français*.

14 août 1792.

Original signé, A. N., D XI, 17, p. 93.

3843. — Adresse des Amis de la Liberté et des fédérés cantonnés à Soissons « aux vainqueurs des tyrans », exprimant le vœu que l'on érige à l'endroit où leurs frères d'armes ont combattu et versé leur sang une colonne qui, éternisant leur gloire, imprime à jamais dans les cœurs français l'amour de la Liberté.

17 août 1792.

Original signé, A. N., T 601.

3844. — Adresse de la commune de Coulommiers à leurs braves et généreux frères, les citoyens du faubourg Saint-Antoine, les hommes du 14 juillet, les fédérés de Marseille, de Brest, les gardes nationaux de Paris et des 83 départements, déclarant avoir appris que 10,000 brigands

représentant, au 10 août, le palais du tiers qui plusieurs de ses ministres avaient mis à l'abri. Les Suisses pour tirer sur le peuple, qu'un coup de fusil parti d'une croisée a été le signal de ce rassemblement, que des batteries masquées dans les souterrains ont foudroyé leurs braves frères du faubourg Saint-Antoine et les fédérés de Marseille, qui tombaient par rang les uns sur les autres, et que, malgré tout, ils ont forcé le repaire de la tyrannie.

14 août 1793.

Original signé, A. N., C 156, n° 307.

3843. — Lettre du sieur Bolmet, premier du bataillon des Minimes, au président de l'Assemblée législative, demandant la suppression de la procession du vœu de Louis XIII, instituée à l'occasion de la naissance de Louis XIV, ainsi que des figures royales placées aux deux côtés du maître-autel de la cathédrale.

14 août 1793.

Original signé, A. N., C 156, n° 307.

Cf. *Archives parlementaires*, t. XLVIII, p. 116.

3846. — Adresse de la section du Mail, qui vient de rejeter avec une indignation unanime le nom de section de la place Louis XIV, à l'Assemblée législative, protestant de son ardent patriotisme et de la pureté de ses sentiments, qui n'a point varié depuis juillet 1789, et jurant de maintenir de tout son pouvoir la Liberté et l'Égalité ou de mourir pour les défendre.

14 août 1793.

Original, A. N., C 156, n° 307.

Cf. *Archives parlementaires*, t. XLVIII, p. 119.

3847. — Décret de l'Assemblée législative, sur l'Adresse qui les membres de la Commune de Paris ont adressée au président de l'Assemblée, au sujet de la suppression de la procession du vœu de Louis XIII, instituée à l'occasion de la naissance de Louis XIV, ainsi que des figures royales placées aux deux côtés du maître-autel de la cathédrale.

14 août 1793.

Copie collationnée, A. N., C 156, n° 307.

Cf. *Archives parlementaires*, t. XLVIII, p. 116.

3848. — Décret de l'Assemblée législative, décidant, sur le rapport du Comité de surveillance, qu'il y a lieu à accusation contre M. Blancgilly, député des Bouches-du-Rhône.

14 août 1793.

Copie collationnée, A. N., C 156, n° 307.

Ed. *Archives parlementaires*, t. XLVIII, p. 130.

3849. — Déclaration du sieur V. d'Aubigny, membre de la Commune, constatant qu'il a conduit et remis entre les mains du sieur Delavaquerie, concierge de l'Abbaye, le sieur Jean-Marie Champlost, valet de chambre du Roi.

14 août 1793.

Original signé, A. P., Arrestations, II, n° 38. Le sieur d'Aubigny a été nommé lieutenant gouverneur du Louvre.

Le sieur d'Aubigny fut lui-même incarcéré à la Bastille, et fut libéré par la Convention le 10 août, pour passer à la guillotine.

3850. — Décret de l'Assemblée législative, portant qu'il y a lieu à accusation contre Alexandre Lameth, Barnave, Bertrand, Duportail, Montmorin, Tarbé et Duport du Tertre.

14 août 1793.

Original de l'Assemblée, A. N., C 156, n° 297.

Cf. *Archives parlementaires*, t. XLVIII, p. 183.

3851. — Ordonnance rendue par le municipalité de Passy pour le service du poste de la barrière de Versailles, enjoignant notamment d'arrêter les colporteurs des journaux suspects, et d'en faire la déposition publique, la remise au procureur, l'adjoint, le maire, le directeur de l'école, le directeur de la commune, le directeur de la commune de la ville, le directeur de la commune de Paris.

14 août 1793.

Original, A. N., C 156, n° 307.

3852. — Pétition de Philibert Simon, citoyen français, au Comité de surveillance, au sujet de la suppression de la procession du vœu de Louis XIII, instituée à l'occasion de la naissance de Louis XIV, ainsi que des figures royales placées aux deux côtés du maître-autel de la cathédrale.

peuve d'un tel acte met le jour de sa prescription pour le triomphe de la Liberté du peuple français.

15 août 1792.

Original signé, A. N., C 161, n° 353.

Cf. *Archives parlementaires*, t. XLVIII, p. 283.

3856. — Décret de l'Assemblée législative, statuant que le Conseil général des représentants de la Commune de Paris délivrera des passeports, soit aux militaires pour rejoindre leurs postes, soit aux fournisseurs d'armes et de vivres pour l'armée, porteurs d'ordres des ministres de la guerre ou de la marine, et autorisant son Comité de surveillance à remettre aux fonctionnaires publics civils des certificats, sur le vu desquels il leur sera délivré des passeports pour se rendre à leurs postes.

15 août 1792.

Minute signée de M. Romme, A. N., C 156, n° 308.

Ed. *Archives parlementaires*, t. XLVIII, p. 159.

3854. — Décret de l'Assemblée législative, autorisant les représentants de la Commune de Paris à soumettre à l'examen d'une commission particulière prise dans leur sein les demandes de passeports qui seront formées par les personnes actuellement résidentes à Paris.

15 août 1792.

Minute signée de M. Basire, A. N., C 156, n° 308.

Ed. *Archives parlementaires*, t. XLVIII, p. 161.

3855. — Décret de l'Assemblée législative, ordonnant que les commissaires chargés de procéder à l'inventaire des papiers de M. de Laporte feront un rapport sur les différentes pièces inventoriées, et décidant la nomination d'une commission de 12 membres, avec mandat de réunir les pièces se trouvant dans les divers Comités ou ailleurs, qui dévoieraient une trahison machinée par le pouvoir exécutif.

15 août 1792.

Minute, A. N., C 156, n° 308.

Ed. *Archives parlementaires*, t. XLVIII, p. 161.

3856. — Décret de l'Assemblée législative, ordonnant de faire toutes les perquisitions nécessaires pour s'assurer de la personne de M. de Montmorin et l'amener à la barre, et portant en outre que les scellés seront à l'instant apposés sur ses papiers par les soins du Comité de la section des Prémotés.

16 août 1792.

Minute, A. N., C 156, n° 309.

Ed. *Archives parlementaires*, t. XLVIII, p. 277.

3857. — Décret de l'Assemblée législative, chargeant le ministre de l'intérieur de prendre les mesures nécessaires pour qu'aucun des effets appartenant à la Nation, déposés au Garde-Meuble, ne soit distrait, et ordonnant le dépôt au même Garde-Meuble des diamants et autres objets se trouvant au Trésor de Saint-Denis, chargeant également les commissaires désignés pour faire l'inventaire du mobilier des Tuileries, de déposer à la Trésorerie nationale le numéraire qu'ils y trouveront.

16 août 1792.

Minute, A. N., C 156, n° 310.

Ed. *Archives parlementaires*, t. XLVIII, p. 289.

3858. — Décret de l'Assemblée législative, autorisant la remise et le dépôt au Comité de surveillance, par les commissaires de la section du Louvre chargés de procéder à la reconnaissance et vérification des papiers concernant la Liste civile, de toutes les pièces que les commissaires de l'Assemblée jugeront devoir lui être communiquées.

16 août 1792.

Minute, A. N., C 156, n° 309.

Ed. *Archives parlementaires*, t. XLVIII, p. 293.

3859. — Lettre de M. Manuel, procureur de la Commune, au président de la section du Palais-Royal, demandant la nomination d'un commissaire avec le mandat d'apporter chaque jour, au Conseil général de la Commune, les arrêtés pris dans la section et d'entretenir une

— *Journal of the American Medical Association*, 1997; 278: 1033-1038

Original signé, B. N., Mss., nouv. acq. fr.  
2672, fol. 43.

(1800) — Interprète, sans aucun titre officiel, de la Convention, par Nicolas Vauvillier, fils, et présent au général Cassin, trouvé chez M. Bertrand de Molleville, ancien ministre, au sujet de la correspondance que celui-ci aurait entretenue avec MM. Lafayette et de Narbonne.

Akers et al. / 1975

Original signé, A. N., W 251.

3864. — Lettre des commissaires de la Trésorerie nationale au président de l'Assemblée législative, le priant de recevoir le serment qu'ils prêtent d'être fidèles à la Nation, de maintenir la Liberté et l'Égalité ou de mourir en les défendant.

1484 JOURNAL OF CLIMATE

defined as  $\mathcal{A} = \{A \in \mathcal{C} : \mathcal{A} \cap \mathcal{C} = \emptyset\}$ .

3862. — Prestation du serment civique par les administrateurs, inspecteurs, commis et employés des Subsistances militaires, qui déclarent vouloir être constamment fidèles à leurs devoirs de citoyens français.

© 2000 Blackwell Science Ltd *Journal of Internal Medicine* 247: 179–184

Original signed, A. N., C 161, n° 355.

1836. — Adresse des gendarmes attachés aux tribunaux de Paris et à la garde nationale, à l'occasion de leur dévouement à la destitution de leurs sous-officiers, et de la démission de leurs officiers, que le glaive de la Loi a justement frappés, lesquels briguent des grades dans leur corps.

160000

**Abstract.** Addressing the characteristics of the methodology of the *Journal of Management Inquiry*, we offer theoretical considerations regarding the importance of qualitative research methods for developing meaningful interpretations of data and answers to questions for researchers in business and management. We conclude that the use of qualitative research methods is essential for the development of new and significant

leurs « ruidos » (débrouillages) dans le commencement décidé.

16 août 1792

(Original signed, A. N., C 161, n° 353.

of A. fumigatus, A. niger, and A. terreus.

3865. — Lettre du sieur Quillou, secrétaire greffier du juge de paix de la section 1<sup>re</sup> du canton de Saint-Amand, à l'Assemblée législative, demandant, au nom de ses collègues, s'ils sont compris dans la suppression des juges de paix, décrétée le 11 août.

16 août 1792.

Original signé, A. N., C 161, n° 353.

Cf. *Archives parlementaires*, t. XLVIII, p. 379.

et d'apposition de scellés, en vertu d'ordre des administrateurs de police, de surveillance et de salut public, au domicile de M. Champion, ex-ministre, rue Sainte-Anne, n° 12, ledit Champion étant absent depuis le samedi précédent.

16 août 1792

1940-1941

3867. — Lettre de M. Manuel, procureur de la Commune, au ministre de l'Intérieur, demandant de nouveau, au nom du Conseil général de la Commune, quelles sont les mesures prises ou en préparation pour assurer les approvisionnements nécessaires à la défense de la capitale, avec réponse du ministre, se référant à ses deux lettres du 14 au maire de Paris, et indiquant que les mesures à prendre pour la protection de cette ville sont remises, d'une part, à la sagesse de la Municipalité, d'autre part, à la discrétion des autorités militaires.

11. *Zeits.* 18.

section du Palais Royal, recommandant, au nom du salut public, de presser la libération de ce jeune homme, et de le faire partir le lendemain de l'Assemblée.

l'activité, destitué par le ministère, marche à la tête de ses amis sur Paris.

17 août 1792.

Original signé, B. N., Mss., nouv. acq. fr. 2672, fol. 45.

1869. — Lettres des secrétaires communs des Comités de l'Assemblée législative, au président, s'exprimant de se joindre à leurs collègues et de prêter le serment qui assure la Liberté à la France et la mort à ceux qui la combattent.

17 août 1792.

Originaux signés (3 p.), A. N., C 161, n° 354.

1870. — Adresse des employés à la trésorerie de la Caisse de l'Extraordinaire, sous la direction de M. Le Couteux, à l'Assemblée législative, accompagnant leur prestation du serment de fidélité à la Patrie et du maintien de la Liberté et de l'Égalité, avec lettre de M. Le Couteux, contenant sa prestation de serment personnelle.

17 août 1792.

Originaux signés (2 p.), A. N., C 161, n° 354.  
Cl. Archives parlementaires, t. XLVIII, p. 349.

3871. — Adresse de la section des Quinze-Vingts à l'Assemblée législative, demandant que les biens des traitres dont les têtes vont tomber sous le glaive de la Loi soient confisqués au profit de la Nation, qui en appliquera une partie pour indemniser les nouveaux fonctionnaires publics, tels que les membres de la Commune, les commissaires des sections.

(17 août 1792.)

Original signé, A. N., C 161, n° 354.

3872. — Adresse des volontaires de la division du Finistère à l'Assemblée législative, se plaignant des calomnies répandues sur leur compte, qui leur ont attiré de sanglants reproches de leurs concitoyens, et des insinuations blessantes adressées à leurs familles, comme des hommes faibles et lâches, menant une vie oisive et efféminée, et indignes de l'estime publique, demandant en conséquence l'approbation de leur conduite depuis leur arrivée à Paris.

(17 août 1792.)

Originaux signés, A. N., C 161, n° 354.

Cl. Archives parlementaires, t. XLVIII, p. 304.

3873. — Lettre du sieur La Roque, au nom des commis du Bureau de Comptabilité, au président de l'Assemblée législative, sollicitant leur admission pour prêter le nouveau serment décrété.

17 août 1792.

Original signé, A. N., C 161, n° 354.

3874. — Adresse des commis au bureau de la Direction générale de la Liquidation à l'Assemblée législative, renouvelant leur serment et assurant l'Assemblée de leur inviolable attachement et de leur patriotisme inaltérable, en vue du triomphe de la Liberté et de la ruine des conspirateurs.

(17 août 1792.)

Original signé, A. N., C 161, n° 354.

3875. — Discours prononcé, au nom d'une députation de la Commune, par M. Vincent Ollivault, officier municipal, à l'Assemblée législative, annonçant qu'à minuit le tocsin sonnera, la générale battra, et le peuple tout entier se lèvera encore une fois, et réclamant la création de six tribunaux criminels, qui prononceront leurs condamnations au château des Tuileries et feront exécuter les arrêts de mort en présence de Louis XVI et de Marie-Antoinette, si avides de sang, qui pourront se rassasier en voyant couler celui de leurs infâmes complices.

17 août 1792.

Original signé, A. N., C 161, n° 354.

Cl. Mémoires de la Société d'Histoire de la France, t. III, p. 34.

3876. — Ordre du Comité de surveillance et de police, au concierge de l'Abbaye, de recevoir le sieur La Millière, autorisant le sieur Lefranc à requérir au besoin les citoyens armés, et lui enjoignant d'amener ledit La Millière par devant le Comité.

17, 21 août 1792.

Originaux signés, A. P., Arrestations, II, n° 48, 67.

Il s'agit probablement de Jacques-Louis La Millière, ancien ministre des finances.

3877. — Discours de l'Assemblée législative, mettant à la disposition du ministre



de l'intérieur un crédit de 100,000 livres pour l'impression et la distribution, dans les départements et les armées, de tous les décrets, propres à rallier les esprits sur les trames criminelles des ennemis de l'État, l'opinion publique étant égarée par des correspondances mensongères, des libelles inciviques et toutes sortes d'écrits calomnieux et empoisonnés.

18 août 1793.

Minute signée de M. Lasource, A. N., C 156, n° 111.

La Convention, par son décret du 11 août 1793, p. 348.

3878. — Arrêté du Conseil général de la Commune, ordonnant l'apposition des sceaux chez M<sup>me</sup> Geoffroy, qui sera mise en état d'arrestation jusqu'à ce que son mari vienne la délivrer.

18 août 1793.

Extrait conforme, A. P., Arrestations, II, n° 52.

Julien-Louis Geoffroy (1743-1814) était le compatriote et le collaborateur de l'abbé Fauchon de la commune de Paris, et le rédacteur du *Journal des Débats*. Le Conseil général de la Commune avait, en effet, décidé que l'épouse du sieur Geoffroy serait détenue jusqu'à ce qu'on ait pu se saisir de son mari.

C. F. Maitre, *Travaux de la Commune de Paris*, p. 36, 38.

3879. — Ordre de la Commission de surveillance, au concierge de l'Abbaye, de recevoir comme prisonnier M. de Montsabré, aide-de-camp de Brissac.

18 août 1793.

Original signé, A. P., Arrestations, II, n° 49.

M. de Montsabré, aide de camp du duc de Brunswick, commissaire de la garde du Corps, commandant les troupes de la garde du Corps, et chargé de perquisitionner aux environs de Paris, dans la maison de M<sup>me</sup> Dubarry, où il fut découvert un grand nombre de *Monsieur de Brissac*, et de les faire passer à la Convention. Le duc de Brissac fut arrêté le 18 août 1793, et fut conduit au Concours des Jacobins de St. Antoine. M. de Montsabré fut conduit au Concours de St. Antoine. Mortimer-Ternaux, *Histoire de la Terreur*, t. III, p. 100.

3880. — Lettre circulaire de la Commission de surveillance aux commissaires de l'Assemblée nationale, leur annonçant son établissement et pré-

sentant un tableau de la situation, tant à Paris que dans l'intérieur, déclarant que le peuple de Paris reste calme, l'intérieur suit l'exemple de la capitale et que de toutes parts arrivent des adresses d'adhésion aux décrets, que la reconnaissance publique a éclaté surtout à la publication des pièces trouvées aux Tuileries, qui montrent la trahison mais un peu soudoyée à Coblenz et des libelles infâmes de nature à empoisonner l'opinion, commandés et payés par la Liste civile, et invitant les commissaires à donner la plus grande publicité à toutes les lois et à toutes les pièces concernant la Révolution du 10 août.

18 août 1793.

Original, A. N., D<sup>1</sup> XL 48, n° 1.

3881. — Lettre de la Commission de correspondance aux commissaires de l'Assemblée près de l'armée du Nord, les informant de l'état actuel de la capitale, où le peuple est calme, mais non assoupi, parce que le souvenir des perfidies de la Cour et les ressentiments des trahisons de la journée du 10 août tempèrent la joie de sa victoire, et déclarant qu'il ne reviendra à son état naturel que lorsque le glaive de la Loi aura frappé les chefs de la conspiration, ce qui ne saurait tarder beaucoup, ajoutant que de toutes parts arrivent des adresses d'adhésion aux décrets qui portent suspension du chef du pouvoir exécutif et convoquent la Convention nationale.

18 août 1793.

Original signé, A. N., D XL 1, n° 1.

3882. — Lettre circulaire de la Commission de correspondance aux commissaires de l'Assemblée nationale, leur informant de l'état actuel de la capitale et de surveillance de la capitale et le concours continu des actes d'adhésion, de nature à montrer que les factieux, qui voudraient troubler le nouvel ordre de choses, auraient à combattre l'unanimité nationale.

18 août 1793.

Original signé, A. N., D XL 1, n° 1, p. 1.

3881. — Lettre de la Commission de correspondance aux commissaires de l'Assemblée près de l'armée du Centre, déclarant que Paris est toujours dans le calme et dans le sentiment de sa force, qu'on y croit au triomphe contre Lafayette et contre tous ceux qui, comme lui, seraient capables de sacrifier une Nation à un Roi, ajoutant que les adhésions aux actes du Corps législatif se succèdent en foule.

19 août 1792.

Copie, A. N., D<sup>e</sup> XL 48, n<sup>o</sup> 8.

3884. — Ordre du Conseil général des commissaires des 48 sections, à l'effet de conduire au Comité de surveillance, à la Mairie, M. Gibé, notaire de Louis XVI et de la Liste civile, avec procès-verbal de l'examen de ses papiers.

19 août 1792.

Originaux signés (2 p.), A. N., F<sup>7</sup> 4386.

3885. — Ordre des administrateurs et commissaires du Comité de surveillance, au concierge de l'Abbaye, de renvoyer M. Gibé, notaire de la Liste civile, pour le constituer prisonnier et le tenir au secret.

19 août 1792.

Original signé, A. P., Arrestations, II, n<sup>o</sup> 59.

V. la lettre de la Municipalité parisienne transmettant, le 21 août, à l'Assemblée, la copie d'une lettre adressée le 19 de Sedan au sieur Gibé, qui est renvoyée au Comité de surveillance.

*Archives parlementaires*, t. XLVIII, p. 562.

3886. — Procès-verbal d'apposition des scellés en la maison de M. de Nivernois par la municipalité de Saint-Ouen, en conséquence de l'arrestation de ce personnage et de l'apposition des scellés à son domicile à Paris.

19 août 1792.

Copie conforme, A. N., C 158, n<sup>o</sup> 333.

Louis-Jules Barbon Mancini-Mazarini, duc de Nivernois, arrêté le 18 août et remis en liberté le même jour, subit une nouvelle détention, d'abord dans son hôtel, puis aux Carmes, du 5 septembre 1793 au 22 thermidor an II.

— *Mémoires de la Société de l'histoire de la France*, t. 18.

3887. — Rapport au ministre de la guerre sur l'invasion de l'École militaire

par une multitude de gens armés et non armés, précédés d'un officier municipal et du commandant du bataillon du Gros-Gaillou, qui ont renversé et mutilé la statue de Louis XVI et détruit tout ce qui portait l'empreinte de la Royauté, avec lettre d'envoi du ministre J. Servan au président de l'Assemblée législative, qui propose de mettre l'École militaire sous la sauvegarde de la Nation.

19, 30 août 1792.

Copie et original signé (2 p.), A. N., C 157, n<sup>o</sup> 320.

*Ed. Archives parlementaires*, t. XLIX, p. 145.

3888. — Lettre de la Commission de correspondance à MM. Isnard, Quinette et Baudin, annonçant l'envoi fait la veille, à 9 heures du soir, du décret rendu par l'Assemblée contre le rebelle Lafayette, et d'une adresse à l'armée du Nord pour contrebalancer l'influence qu'a pu exercer un charlatan politique, moral et militaire, qui a eu assez de savoir-faire pour duper tous les bons citoyens, ajoutant que la situation de Paris est toujours fort paisible, que le Tribunal criminel est enfin en activité et a déjà prononcé des condamnations, aussi que les exécutions vont se succéder le lendemain et les jours suivants.

20 août 1792.

Copie, A. N., D<sup>e</sup> XL 48, n<sup>o</sup> 8.

3889. — Adresse de la municipalité de Pantin à l'Assemblée législative, dénonçant le sieur Princée, premier lieutenant de la gendarmerie nationale à la résidence de Bondy, comme traître à la Patrie, pour s'être mis, lors du 10 août, à la tête des meurtriers et avoir excité les gendarmes sous ses ordres à porter les armes contre la Patrie, ledit Princée ayant déjà favorisé la fuite de Louis XVI au mois de juin 1791, avec pièces à l'appui.

20 août 1792.

Original signé, A. N., C 159, n<sup>o</sup> 337.

3890. — Arrêté de la Commune de Paris, autorisant les commissaires des sections à enlever dans toutes les paroisses de la capitale les objets d'argen-

autels que dans les sacristies.

20 août 1792.

Copie, A. N., F<sup>7</sup> 4408.

Cf. MAURICE TOURSEUX, *Procès-verbaux de*

1891 — Compte rendu par M. Roussin de Quatzen, commissaire de la Commune, de l'arrestation de l'ambassadeur de Venise, avec une suite de 44 personnes, sortant de Paris par la barrière de Clichy, avec explication des motifs de cette mesure ordonnée par la Commune.

1744-1745 1746-1747

Original, A. N., DXL 14, n° 60.

Le chevalier de Pisani, ambassadeur de Venise, se révolta, et se rendit maître de la Bastille, le 10 août 1793. Il fit évacuer le château des Tuileries, et les avoir fait évader successivement les députés de la Convention nationale.

p. 333, dit à ce sujet : « L'ambassadeur de Venise a été arrêté hier, il partait clandestinement avec un passeport équivoque et une suite plus

© 1997 Macmillan Publishers, London and France  
All rights reserved. No part of this publication may be reproduced, stored in a retrieval system, or transmitted, in any form or by any means, electronic, mechanical, photocopying, recording, or by any information storage or retrieval system, without prior permission in writing from the publisher.

3892. — Ordre du Comité de surveillance et de police de la Municipalité, au concierge de l'Abbaye, de recevoir le Baptême de l'Enfant, et de le conduire par devant le Comité pour y être interrogé.

20 août 1793.

Originaux signés (2 p.), A. P., Arrestations,  
II, nos 60, 72.

Louis Brelut de la Grange était notaire depuis 1785.

1800 — On ne le quitte point de l'abbaye de Saint-Etienne, on le surveille, et on s'efforce de le faire passer de l'abbaye, de recevoir le nommé Marguerie, ci-devant colonel de la garde à cheval du Roi.

Original signe, A. P., Arrestations, II, n° 61.

[illegible]

lice, de Surveillance et de Salut public, au concierge de l'Abbaye, de recevoir et de tenir au secret, jusqu'à nouvel ordre, le sieur Herbert, garde du Roi.

20 août 1792.

Original signé, A. P., Arrestations, II, n° 62.

180. — Ordonne des Administrateurs de Police, membres de la Commission de surveillance, au concierge de l'Abbaye, de recevoir les sieurs Brassac.

20 août 1792.

Original signé, A. P., Arrestations, II, n° 64.

Deux prisonniers de ce nom, l'un ayant le prénom de Charles, furent enfermés dans la chapelle de l'Abbaye.

3896. — Ordre du Comité de surveillance et de salut public, au concierge de l'Abbaye, de recevoir le sieur Perron.

21 août 1792.

Original signé, A. P., Arrestations, II, n° 69.

Alexandre-César Perron, administrateur au  
Département de Police, périt lors des massacres  
de Septembre.

3897. — Décret de l'Assemblée législative, chargeant la Commission extraordinaire des 12 de présenter un rapport sur la question de savoir si la commune de Paris peut faire arrêter, sous prétexte de malversations, des administrateurs et fonctionnaires publics, immédiatement soumis à la surveillance de l'Assemblée nationale.

21 août 1792.

Minute de la main de M. Guadet, A. N.,  
C 171-103

THE UNIVERSITY OF CHICAGO

[illegible]

© 1999 Blackwell Science Ltd

signé (2 p.), A. N., C 157, n° 315, 316.

Ed. Archives parlementaires, t. XLVIII

3899. — Lettre de M. Amelot au président de l'Assemblée législative, annonçant que les commissaires du Comité de surveillance de la Municipalité et ceux de la section de 1792 ont terminé l'examen de ses papiers mis sous scellés, et n'ont rien trouvé qui pût compromettre l'ordre public, ni atténuer la confiance qui doit investir un fonctionnaire public.

22 août 1792.

Original signé, A. N., C 157, n° 325.

Cf. *Archives parlementaires*, t. XLVIII, p. 612.

3900. — Lettre de la Commission de correspondance au Comité de correspondance de la Société des Jacobins, le priant de lui faire passer le catalogue de ses nombreuses affiliations, en raison de l'envoi projeté d'une adresse circulaire aux Sociétés populaires relativement aux événements du 10 août.

22 août 1792.

Copie, A. N., D° XL 48, n° 22.

3901. — Adresse des greffiers des justices de paix des sections de Paris à l'Assemblée législative, manifestant les inquiétudes qu'ils éprouvent en voyant les commissaires de la majorité des sections disposés à leur appliquer le décret du 11 de ce mois, qui a ordonné le renouvellement des juges de paix.

22 août 1792.

Original signé, A. N., C 161, n° 357.

Cf. *Archives parlementaires*, t. XLVIII, p. 379.

3902. — Lettre du sieur Alexandre Mouret, employé aux Messageries, au président de l'Assemblée législative, proposant l'abolition de la fête de Saint-Louis, que l'évêque de Paris a refusé de supprimer, sous prétexte qu'elle regardait l'autorité civile.

22 août 1792.

Original signé, A. N., C 161, n° 357.

3903. — Adresse des vétérans de l'hôtel national des Invalides à l'Assemblée législative, accompagnant l'hommage d'une petite batterie de 8 pièces de canon en cuivre, dont 2 petits obusiers, en exprimant le vœu qu'à l'avenir on n'emploie

de telles armes que pour le maintien de la Liberté et de l'Égalité.

22 août 1792.

Original, A. N., C 161, n° 357.

Cf. *Archives parlementaires*, t. XLVIII, p. 622.

3904. — Ordre du Comité de surveillance et de salut public, au concierge de l'Abbaye, de recevoir, jusqu'à nouvel ordre, Jean-Alexandre Parceval.

22 août 1792.

Original signé, A. P., Arrestations II, n° 70. Jean-Alexandre Parceval figure au nombre des victimes de septembre, il ne doit pas être confondu avec Alexandre-Philibert-Pierre Parceval, ancien fermier général, qui fut condamné à mort le 19 floréal an II.

3905. — Ordre du Comité de surveillance, au concierge de l'Abbaye, de laisser sortir le sieur Cappy, pour être conduit devant le Comité et subir un interrogatoire.

24 août 1792.

Original signé, A. P., Arrestations II, n° 74. Cappy était un officier de paix.

3906. — Certificat délivré à M. Amelot, administrateur de la Caisse de l'Extraordinaire, par le Comité de surveillance et de police de la Commune, constatant sa comparution volontaire, sur l'avis d'un mandat d'arrêt lancé contre lui, et procès-verbal de la levée des scellés apposés sur ses papiers, avec lettre d'envoi de M. Amelot au président de l'Assemblée législative.

23 août 1792.

Copies et original signé (3 p.), A. N., C 157, n° 326.

Cf. *Archives parlementaires*, t. XLVIII, p. 679.

3907. — Décret de l'Assemblée législative, décidant que les passeports des ambassadeurs et ministres étrangers continueront à être expédiés par le ministre des affaires étrangères et seront visés par la municipalité de Paris, et enjoignant à ladite Municipalité de veiller à ce que les passeports en question soient respectés aux barrières, en envoyant, en cas de besoin, des commissaires pour protéger le départ des ministres étrangers.

24 août 1792.

Copie conforme signée du président et des

1792, t. 1, p. 100, n° 883) sous  
A. N., C 157, n° 316.

1792, t. 1, p. 100, n° 883) sous  
A. N., C 157, n° 316.

1792, t. 1, p. 100, n° 883) sous  
A. N., C 157, n° 316.

1792, t. 1, p. 100, n° 883) sous  
A. N., C 157, n° 316.

1792, t. 1, p. 100, n° 883) sous  
A. N., C 157, n° 316.

Copie, A. N., D<sup>e</sup> XL 48, n° 25.

1792, t. 1, p. 100, n° 883) sous  
A. N., C 157, n° 316.

1792, t. 1, p. 100, n° 883) sous  
A. N., C 157, n° 316.

1792, t. 1, p. 100, n° 883) sous  
A. N., C 157, n° 316.

1792, t. 1, p. 100, n° 883) sous  
A. N., C 157, n° 316.

1792, t. 1, p. 100, n° 883) sous  
A. N., C 157, n° 316.

1792, t. 1, p. 100, n° 883) sous  
A. N., C 157, n° 316.

1792, t. 1, p. 100, n° 883) sous  
A. N., C 157, n° 316.

1792, t. 1, p. 100, n° 883) sous  
A. N., C 157, n° 316.

1792, t. 1, p. 100, n° 883) sous  
A. N., C 157, n° 316.

1792, t. 1, p. 100, n° 883) sous  
A. N., C 157, n° 316.

1792, t. 1, p. 100, n° 883) sous  
A. N., C 157, n° 316.

1792, t. 1, p. 100, n° 883) sous  
A. N., C 157, n° 316.

1792, t. 1, p. 100, n° 883) sous  
A. N., C 157, n° 316.



3946. — Pétition du Comité de surveillance de la section du Contrat-Social, ci-devant des Postes, à l'Assemblée législative, dénonçant à la vindicte publique les sieurs Chaudot, notaire, Girault, ex-commissaire conciliateur en Amérique, Laurent, membre du tribunal du 2<sup>e</sup> arrondissement, Payen-Deslauriers, municipal, Brunier, médecin.

25 août 1792.

Copie. D. N., Mss., fonds français 6574, fol. 34.

Vivien-Jean Chaudot, notaire, rue Jean-Jacques Rousseau, était électeur et assesseur du bureau de la section des Postes. Il fut arrêté et mort le 25 pluviôse an II.

Charles-Louis-Albert Girault, électeur de la même section, notaire au

Denis Laurent, ancien marchand, rue Comtesse-d'Artois, était membre du bureau de paix près le tribunal du 2<sup>e</sup> arrondissement.

Claude-François Payen-Deslauriers, papetier, rue Saint-Honoré, était en effet l'un des membres de la Commune. Brunier était le médecin du Dauphin.

3917. — Ordre du Conseil général de la Commune de conduire à l'instant, à l'Abbaye, le sieur Mesquinet, pour y être mis en état d'arrestation.

25 août 1792.

Original signé, A. P., Arrestations, II, n° 78.

Marie-Emmanuel Mesquinet de Saint-Félix figure parmi les individus compromis dans les troubles du Champ de Mars en 1791, il fut l'une des victimes des Journées de Septembre.

3948. — Ordre du Comité de surveillance et de salut public, au concierge de l'Abbaye, de recevoir de nouveau le sieur Rousseau, jusqu'à ce qu'il soit plus amplement ordonné par le Tribunal criminel du 17 août.

26 août 1792.

Original signé, A. P., Arrestations, II, n° 77.

Il s'agit du sieur Claude-François Payen-Deslauriers, maître d'exercices du prince Royal, dont l'affaire, portée devant le Tribunal du 17 août, n'eut point de suites. Un autre individu, du même nom, intendant de Bouillé, fut également l'objet de poursuites et incarcéré à la Force, la Commune fit apposer les scellés chez lui, le 21 août, mais il ne fut point jugé par le Tribunal du 17 août.

3949. — Lettre de M. Tallien, secrétaire de la Commune de Paris, au président de l'Assemblée législative, l'ins-

truisant des intentions de plusieurs députés qui se disposent à prendre des passeports pour quitter Paris, avec décret mandant M. Tallien à la barre de l'Assemblée pour qu'il fasse connaître les noms des députés qui demandent des passeports.

25, 26 août 1792.

Original signé et minute (2 p.), A. N., C 157, n° 318.

Cf. *Archives parlementaires*, t. XLIX, p. 9, 10.

3920. — Examen par le Conseil exécutif provisoire du contenu d'un carton faisant partie des papiers de M. Champion, sur lesquels les scellés ont été apposés, carton déposé par le ministre de l'intérieur et jugé sans importance.

26 août 1792.

Extrait du registre du Conseil exécutif. A. N., AF<sup>II</sup> 11, fol. 56.

Ed. F.-A. ALLARD. *Recueil des actes du Comité de salut public*, t. I, p. 33.

3921. — Acte d'accusation de l'Assemblée législative contre Duportail, ex-ministre de la guerre, Duport, ex-ministre de la justice, Tarbé, ex-ministre des contributions publiques, Bertrand, ex-ministre de la marine, Barnave et Alexandre Lameth, députés à l'Assemblée constituante, envoyés devant la Haute Cour nationale, comme prévenus de conspiration contre la sûreté générale de l'État, la liberté et la souveraineté de la nation française.

26 août 1792.

Minute, A. N., C 157, n° 318.

Cf. *Archives parlementaires*, t. XLIX, p. 11, 83.

3922. — Lettre de la Commission de correspondance aux commissaires auprès de l'armée du Midi, annonçant que Paris continue à jouir de la plus heureuse tranquillité, que Laporte et Du Rosoi ont subi la peine due à leurs excès, et démentant le bruit qui s'est répandu que tous les officiers seraient licenciés sur-le-champ pour les faire élire par leurs soldats.

26 août 1792.

Copie, A. N., D<sup>e</sup> XL 48, n° 37.

3923. — Ordre du Comité de surveillance et de salut public, au président de l'Assemblée législative, l'ins-

mettre au sieur André Pierrat, gendarme, M. de Saint-Félix, pour être traduit par devant eux.

26 août 1792.

Original signé, A. P., Arrestations, II, n° 82.

3324. — *Ordonnance de conciergerie*, au concierge de l'Abbaye, de recevoir et de tenir séparés les sieurs Vandmerg, Auverman et Haudivic.

26 août 1792.

Original signé, A. P., Arrestations, II, n° 83.

3925. — *Ordre du Comité de surveillance*, au concierge de l'Abbaye, de recevoir et de mettre au secret la dame de Tarente.

27 août 1792.

Original signé, A. P., Arrestations, II, n° 84.

Louise Emmanuelle de Châtillon, princesse de Tarente, dans le palais de la Reine se trouvait aux Tuileries, le 10 août et parvint à se soustraire à la fureur populaire.

3926. — *Ordonnance* de M. Locrain, commissaire national près le Tribunal criminel, au concierge de l'Abbaye, de remettre au gendarme qu'il envoie le sieur Dossonville, officier de paix.

27 août 1792.

Original signé, A. P., Arrestations, II, n° 83. Jean-Baptiste Dossonville, limonadier, officier de paix, fut traduit devant le Tribunal du 17 août et acquitté le 28 du même mois. Cf. le *Courrier des 89 départements*, par Gorsas, numéros des 17 et 18 août 1792, p. 387.

3927. — *Lettre* de M. Serpou, capitaine de la garde, au général Bouché, déclarant qu'il envoie M. (Carpentier) de la Fayette pour apaiser le tumulte, ramener l'ordre, et déclarant que le grand point, le point vraiment capital, est de sauver Paris et d'être prêt pour que la Fayette puisse en ne saurait prévoir ce qui pourrait arriver.

27 août 1792.

Original signé, A. P., n° 84.

3928. — *Lettre* de la Commission de correspondance aux commissaires de l'Assemblée, au Centre de M. de Saint-Félix, leur représentant pour Paris, contenant le point suivant, relatif à la garde nationale, que la garde nationale de Paris, le 10 août, se trouvait dans l'Assemblée.

seurs de la Liberté le 10 août, fut du plus grand, du plus majestueux effet, le silence de la nuit, le recueillement d'un peuple immense, le son d'une musique lugubre, l'éloquent discours de M. Chénier, toutes les circonstances se réunissant à l'impression produite par les nouvelles de la frontière pour plonger les âmes dans un état de douleur mêlée de courage.

27 août 1792.

Copie, A. N., D° XL 48, n° 43.

3929. — *Lettre-circulaire* de la Commission de correspondance aux commissaires auprès des armées, déclarant que la prise de Longwy, loin d'avoir répandu l'abattement dans la capitale, a ranimé au contraire l'esprit public, et que l'on attend les plus heureux effets de la réquisition de 30,000 hommes à Paris et dans les départements voisins, afin de marcher sur les frontières menacées.

28 août 1792.

Original signé, A. N., D° XL 1, n° 1; copie, A. N., D° XL 18, n° 44.

3930. — *Décret* de l'Assemblée législative, portant qu'il y a lieu à accusation contre MM. Lajard, de Grave et Louis de Narbonne, ex-ministres de la guerre.

28 août 1792.

Extrait du *Procès-verbal*, A. N., D° XL 1, n° 301.

Texte imprimé par la Commission, A. N., D° XL 1, n° 301.

3931. — *Décret* de l'Assemblée législative, renvoyant au pouvoir exécutif la lettre du sieur Verrière, commandant la section d'Amiens de la garde nationale, sur l'arrestation de 2,000 fusils, opérée la nuit précédente, à la barrière du Roule.

28 août 1792.

Extrait du *Procès-verbal*, A. N., D° XL 1, n° 301.

Texte imprimé par la Commission, A. N., D° XL 1, n° 301.

3932. — *Décret* de l'Assemblée législative, portant que les sections seront in-

visées par la garde nationale de Paris, le 10 août, se trouvait dans l'Assemblée.

3933. — *Décret* de l'Assemblée législative, portant que les sections seront in-

villes à nommer des commissaires pour faire des visites chez les citoyens, afin de découvrir et rassembler les fusils et autres armes qui pourraient s'y trouver.

28 août 1792.

Extrait du registre du Conseil exécutif, A. N., AF<sup>II</sup> 1, fol. 61.

Ed. MOUTIER-TERNAUX, *Histoire de la Terreur*, t. III, p. 133.

F.-A. AULARD, *Recueil des actes du Comité de salut public*, t. I, p. 36.

3931. — Décret de l'Assemblée législative, ordonnant la nomination, dans chaque section de la ville de Paris, de 30 commissaires pour procéder à des visites domiciliaires pour constater la quantité de munitions et le nombre des armes qui se trouveront chez les citoyens, et portant que, dès que ces visites domiciliaires seront terminées, il sera délivré des passeports à tous les citoyens qui en demanderont.

28 août 1792.

Copie collationnée, A. N., C 157, n° 414.

Ed. MOUTIER-TERNAUX, *Histoire de la Terreur*, t. III, p. 133.

Archives parlementaires, t. XLIX, p. 78.

3934. — Arrêté du Conseil exécutif provisoire, décidant le départ, pour les frontières, d'un détachement formé à Paris, comprenant 1,800 chasseurs et 1,800 grenadiers, avec 8 pièces de canon, auquel se joindront les fédérés Brestois, Marseillais et autres.

28 août 1792.

Extrait du registre du Conseil exécutif, A. N., AF<sup>II</sup> 1, fol. 60.

Ed. F.-A. AULARD, *Recueil des actes du Comité de salut public*, t. I, p. 36.

3935. — Lettres de M. Manuel, procureur de la Commune, à la Commission extraordinaire des 12, au sujet des quatre presses de l'Imprimerie nationale enlevées par Marat, déclarant que cet acte n'a pu être commis qu'en vertu d'un ordre donné par erreur et qu'il va en référer au Comité de surveillance de la Commune, avec mess. D'ANTHONY D'ARVILLE, Directeur de l'Imprimerie, relative à cette affaire.

28 août 1792.

Original signé, A. N., C 157, n° 414.

Ed. MOUTIER-TERNAUX, *Histoire de la Terreur*, t. III, p. 90, 91.

Musée des Archives nationales, n° 1303.

3936. — Ordre du Comité de surveillance et de salut public, au concierge de l'Abbaye, de remettre entre les mains des sieurs Martin et Daujon, commissaires de la Commune, le sieur Caron-Beaumarchais pour le conduire, sous leur sauvegarde, où le salut public l'exige.

28 août 1792.

Original signé, A. P., Arrestations, II, n° 87.

Les deux commissaires en question sont Jean-Marie Martin, homme de loi de la section des Gravilliers, et François Daujon, sculpteur, de la section de Bondy, tous deux membres de la Commune.

3937. — Décret de l'Assemblée législative, ordonnant l'impression, tant en français qu'en allemand, de la lettre trouvée sur un caporal des gardes suisses, mort le 10 août, dans laquelle il mandait que Louis XVI leur donnait un supplément de paye et leur faisait servir abondamment à boire et à manger pour exterminer la canaille de Paris.

29 août 1792.

Extrait du procès-verbal, A. N., C 157, n° 501.

3938. — Lettre de M. Morin, libraire, rue Saint-Jacques, au président de l'Assemblée législative, exposant le préjudice que lui cause le maintien des scellés apposés sur les papiers de M. Blanquilly, député de Marseille, depuis le 12 août, et le priant de donner des ordres en conséquence.

29 août 1792.

Original signé, A. N., D XL 14, n° 60.

3939. — Lettre de M. J.-M. Girey-Dupré, rédacteur du *Patriote français*, aux commissaires de la majorité des sections, refusant de se rendre à leur invitation et déclarant être fermement résolu à défendre, jusqu'à la mort, la liberté individuelle et la liberté de la presse, attaquées par eux, les droits de l'homme et les droits du peuple français par eux, et les

pour constater une atteinte à nos libertés.  
Paris.

29 août 1792.

Original, A. N., D XL 14, n° 60.

Ed. *Mémorial révolutionnaire*, p. 1948.

*Mémorial révolutionnaire*, Histoire de la Commune, t. III, p. 195.

Archives parlementaires, t. XLIX, p. 312.

Le *Patriote français*, numéro du 29 août 1792, qui reproduit le texte de l'arrêt de Girey-Dupré, le fait précéder de l'arrêt du Conseil général de la Commune, qui mande le redresseur du *Patriote français* à sa barre, afin de lui expliquer sur son arrêté quel compte il rendra à deux cents citoyens.

1790. — Lettre de M. Girey-Dupré, rédacteur du *Patriote français*, au président de l'Assemblée législative, déclarant qu'il a refusé de comparaître à la barre des commissaires de la Commune, qui ont voulu se venger de ce qu'il s'était opposé à leur orgueil contre leurs impôts, « leur avidité funeste à se partager, comme un gâteau, les pailles de l'administration et à dévorer les fruits de leur dictature d'un moment », et demandant d'assurer aux citoyens la liberté individuelle et la liberté de la presse.

30 août 1792.

Original signé, A. N., D XL 14, n° 60.

Ed. *Patriote français*, numéro du 30 septembre 1792, p. 251.

*Mémorial révolutionnaire*, p. 1948.

*Mémorial révolutionnaire*, Histoire de la Commune, t. III, p. 153.

Archives parlementaires, t. XLIX, p. 311.

1791. — Lettre de ministre de la guerre à M. Gensonné, vice-président de la Commune de l'extrême-droite, déclarant que, ce matin pendant plus de deux heures, toutes les personnes à l'hôtel de la guerre ont été menacées d'être arrêtées par la Commune, sous le prétexte que l'impression du *Patriote français* contenait l'insulte au Roi.

29 août 1792.

Original, A. N., D XL 14, n° 60.

Ed. *Mémorial révolutionnaire*, Histoire de la Commune, t. III, p. 154.

1792. — Discours de l'Assemblée législative, concernant la barre du président de la Commune, pour s'expliquer sur la

dénomination d'un acte d'autorité arbitraire, exercé contre le sieur Gensonné, rédacteur du *Patriote français*.

30 août 1792.

Original, A. N., D XL 14, n° 60.

Ed. Archives parlementaires, t. XLIX, p. 313.

1793. — Lettre de M. P. Laperon, député à l'impression du *Patriote français*, se plaignant des ordres arbitraires de la Commune, qui ont fait fermer les portes de l'hôtel de la guerre et empêché l'entrée et la sortie de qui que ce soit, depuis le ministre jusqu'au dernier valet de l'hôtel.

30 août 1792.

Original, A. N., D XL 14, n° 60.

1794. — Lettre de M. Bessou, inspecteur du Garde-Meuble, au président de l'Assemblée législative, l'informant de la descente au Garde-Meuble, le dimanche 26 à 8 heures du soir, d'un bon *Commune*, commissaire du Conseil général de la Commune, accompagné d'un nombre considérable de citoyens armés de la section du Roule, qui ont enlevé un canon dit de Siam, damasquiné en argent, sur son affût de bois d'acajou, objet de pure curiosité, avec récépissé dudit canon, délivré par le sieur Nécolin, sous-lieutenant de canonniers du bataillon de Saint-Philippe-du-Roule, et certifié signé du président de la Commune de la section Roule, commandant du bataillon, constatant que le point de canon est approuvé tel qu'il est le 26 entre leurs mains.

29 août 1792.

Original signé, A. N., D XL 14, n° 60.

Ed. *Mémorial révolutionnaire*, Histoire de la Commune, t. III, p. 160.

Archives parlementaires, t. XLIX, p. 311.

1795. — Discours de l'Assemblée législative, décidant que les commissaires provisoires, représentants de la commune de Paris, justifieront des pouvoirs qu'ils ont reçus de la commune de Paris, au nom de cette ville.

29 août 1792.

Original, A. N., D XL 14, n° 60.

Ed. Archives parlementaires, t. XLIX, p. 312.

Ed. *Mémorial révolutionnaire*, Histoire de la Commune, t. III, p. 161.

à la poursuite de ses devoirs, par ordre des commissaires de la Commune de justice, de leurs pouvoirs. Le Conseil général de la Commune mit à l'ordre du jour de sa séance du 31 août la discussion relative aux malversations attribuées à M. Desmoulin. (Cf. *MANUEL TOUTENNAIS. Histoire de la Commune de Paris*, p. 173.)

3940. — Décret de l'Assemblée législative, renvoyant à sa barre le sieur Delamay, se disant commissaire du Conseil général de la Commune, pour donner des explications sur l'envoi venant d'un nommé au grand Montide.

30 août 1792.

Minute. de la main de M. Sedillez, A. N., C 157, n° 320.

*Archives parlementaires*, t. XLIX, p. 412.

3947. — Lettre de M. Servan, ministre de la guerre, au général Biron, lui annonçant l'envoi de 500 exemplaires du discours prononcé à Paris, le 18 courant, par M. Bousin, dans la section du Théâtre-Français, à l'occasion de la cérémonie funèbre en l'honneur des victimes du 10 août, et le priant de faire donner à ce discours la plus grande publicité dans les régiments sous ses ordres.

30 août 1792.

Copie. A. N., T 1527.

3948. — Lettre de M. Servan, ministre de la guerre, au général Biron, lui envoyant de nouvelles pièces trouvées dans les appartements du Roi et l'invitant, conformément aux intentions de l'Assemblée, à leur donner la plus grande publicité, notamment à en faire faire la lecture dans les chambres.

30 août 1792.

Copie. A. N., T 1527.

3949. — Arrêt du Conseil général de la Commune, décidant l'envoi à l'Abbaye du sieur Claude Pêchinot, ci-devant garde du Roi, amené à la barre du Conseil et interrogé, et ordonnant l'apposition des scellés à ses frais personnels.

30 août 1792.

Extrait signé. A. P., Arrestations, II, n° 93.

3950. — Arrêt du Conseil général de la Commune, décidant l'envoi au Roi

d'arrestation de M. Clément de Sainte-Palaye, traduit devant lui, dont la défense est beaucoup trop faible pour repousser les inculpations les plus graves.

30 août 1792.

Extrait signé. A. P., Arrestations, II, n° 94.

3951. — Arrêt du Conseil général de la Commune décidant, d'après le rapport des commissaires de la section du Théâtre-Français, dite de Marseille, l'envoi à l'Abbaye du sieur Huguenin, qui y restera jusqu'à nouvel ordre.

30 août 1792.

Extrait signé. A. P., Arrestations, II, n° 96. Huguenin, ancien commandant du bataillon de Saint-Antoine des Arts, ami de M. A..., auteur d'une pétition contre la fête de Châteauneuf et ennemi de M. Pétion, était accusé d'avoir tenu des propos incendiaires et favorisé les manœuvres des contre-révolutionnaires au 10 août.

*Chronique des Époques critiques de la révolution*, 1792.

3952. — Décret de l'Assemblée législative, portant que le ministre de l'intérieur répondra à l'instant par écrit s'il a fait parvenir, et à quelle heure, au président et au secrétaire de la Commune provisoire le décret qui les mande à la barre de l'Assemblée.

31 août 1792.

Minute. A. N., C 157, n° 321.

Id. *Manuel des Français*, A. N., *Manuel du Citoyen*, t. III, p. 165.

*Archives parlementaires*, t. XLIX, p. 44.

3953. — Décret de l'Assemblée législative, ordonnant que toutes les matières d'or et d'argent ainsi que les bijoux qui auront été retirés, soit des maisons royales, soit des églises, par les commissaires de l'Assemblée, de la Commune et des sections de Paris, seront portés sans délai à la Trésorerie nationale, pour être ensuite retournés à l'usage des Mont-de-Piété.

31 août 1792.

Minute. A. N., C 157, n° 321.

Id. *Manuel des Français*, A. N., *Manuel du Citoyen*, t. III, p. 161.

*Archives parlementaires*, t. XLIX, p. 44.

3954. — Décret de l'Assemblée législative, ordonnant l'arrestation de M. Bousin



indépendance, la liberté de la presse et autres droits, avérés les mandats d'arrêter à la barre et d'être décapités le 20 août par le Conseil général de la Commune de Paris, contre le sieur Girey-Dupré, et enjoignant à la municipalité de Paris de se renfermer dans les bornes prescrites par la Loi sur la police générale et la sûreté de l'État.

11 août 1793.

Minute, A. N., C 157, n° 321.

1. — MONTGOMMEY (JEROME), *Procès-verbaux de la Commune*, t. III, p. 102.

2. — *Archives parlementaires*, t. XLIX, p. 141.

3955. — Requête du sieur D'Arnaud, cavalier au 24<sup>e</sup> régiment, convalescent de la journée du 10 août, à l'Assemblée législative, renouvelant une pétition envoyée au Comité militaire, et demandant 2 pistolets, 4 sabres et 4 poignards, afin de partir à l'instant pour Verdun.

11 août 1793.

Original signé, A. N., C 162, n° 363.

3956. — Requête du sieur Renault, ancien négociant, à l'Assemblée législative, se plaignant de la tyrannie des commissaires de la Commune du 10 août, qui ont répandu à Paris plus de terreur et de désolation que ne le feraient les défaites les plus sanglantes, et demandant de mettre un terme aux arrestations arbitraires, citant comme exemple celle de son gendre, artiste, électeur de 1790 et 1791, de la section des Gravilliers, inquiété sous prétexte qu'il a paru quelquefois au club de la Sainte-Chapelle.

11 septembre 1793.

Minute, A. N., C 162, n° 364.

1. — *Archives parlementaires*, t. LIII, p. 102.

3957. — Lettre du sieur Julien Leroy, membre du Conseil municipal et électeur de la section de la Commune, au président de l'Assemblée législative, lui renouvelant ses vœux d'une République fondée sur les meilleurs principes, trouvé, la veille, à la

porte de la Bastille, où se faisait l'enterrement d'un citoyen patriote.

1<sup>er</sup> septembre 1792.

Original, A. N., C 167, n° 104 (20).

3958. — Pétition adressée à l'Assemblée législative par deux citoyens de la section des Postes, MM. Chignard et Laurent, arrêtés par ordre du Comité de surveillance de la Commune, avec 14 de leurs concitoyens, et conduits à l'Abbaye sous l'inculpation d'avoir signé la pétition des 20,000, et n'ayant rien de suspect dans leurs papiers, à moins de considérer comme tels les dossiers d'affaires dans lesquelles le sieur Chignard occupait comme avoué pour M. de Laporte, demandant leur mise en liberté et la restitution des armes confisquées à M. Chignard, peintre et 2 clercs, ainsi qu'à M. Sauvage, peintre, académicien.

1<sup>er</sup> septembre 1792.

Original, A. N., C 167, n° 104 (21).

3959. — Lettre de M. Bonneau, ex-commandant et électeur de la section de la Rue-de-Montreuil, au président de l'Assemblée législative, se plaignant d'avoir été compris sur la liste des électeurs de la Sainte-Chapelle, imprimée par les soins du sieur Momoro, ce qui lui a valu toutes les vexations possibles dans sa section, l'a obligé d'abandonner sa résidence, se voyant à un véritable danger, étant menacé de la pendaison et n'osant plus sortir de chez lui.

1<sup>er</sup> septembre 1792.

Original signé, A. N., C 167, n° 104 (22).

1. — MONTGOMMEY (JEROME), *Procès-verbaux de la Commune*, t. III, p. 102.

3960. — Discours prononcé à l'Assemblée législative, par le sieur Rouquet, au nom des volontaires dénonciateurs de Lafayette, déclarant qu'ils sont venus à Paris pour se faire inscrire dans les bataillons de volontaires de la Bastille et les ennemis implacables des tyrans monarchiques que Sanson n'a pu vaincre ni éteindre, que Lafayette n'est pas un

teux, que Danton n'est pas un farouche, mais le père de l'opprimé.

1<sup>er</sup> septembre 1792.

Original signé, A. N., C 167, n° 404 (37).

3961. — Lettre de Danton, ministre de la justice, au commissaire du pouvoir exécutif près le Tribunal criminel du 17 août, au sujet de l'arrestation du sieur Guillaume, notaire, à l'occasion des événements du 10 août, qui est détenu à la Force et au secret, quoi qu'il n'y ait pas d'accusation sérieuse contre lui.

1<sup>er</sup> septembre 1792.

Original signé, A. N., W 254.

3962. — Lettre de M. Bonnefouère à MM. Brissot et Condorcet, insistant pour obtenir la levée des scellés apposés sur ses papiers, déjà sollicitée sans résultat par M. Lebrun, ministre des affaires étrangères.

3, 10 septembre 1792.

Originaux signés (2 p.), A. N., D XL 14, n° 60.

3963. — Lettre de Danton, ministre de la justice, au président de l'Assemblée législative, transmettant et priant de prendre en considération la réclamation adressée le 10 septembre, par M. Morin.

libraire, qui se plaint de la lenteur apportée à la levée des scellés qui ont été apposés sur les papiers de M. Blancgilly, décret d'accusation le 12 août.

20 septembre 1792.

Original signé (rédigé) et copié, A. N., D XL 14, n° 60.

3964. — Décret de la Convention nationale, prescrivant la remise à la Commission des 24 des cinq clefs trouvées dans l'appartement du sieur Thierry (de Ville d'Avray), sous une enveloppe portant cette inscription de la main de Thierry : *Clefs que le Roi m'a remises aux Feuillants, le 10 août 1792* ; et donnant mandat à la Commission de vérifier si ces clefs sont celles de l'armoire de fer ou appartiennent à des serrures d'un autre local des Tuileries, avec procès-verbal constatant que les clefs sont celles des appartements du Roi, le n° 4 celle de l'armoire de fer et le n° 5 celle d'un grand secrétaire se trouvant jadis chez le Roi, ledit procès-verbal ayant à la fin une empreinte en cire rouge des 5 clefs en question.

22, 24 septembre 1792.

Copie collationnée et signée du président et des secrétaires et original signé (2 p.), A. N., C 241, n° 388.



# ADDITIONS

## CHAPITRE PREMIER

### JOURNÉES HISTORIQUES DE LA RÉVOLUTION ET ÉVÉNEMENTS POLITIQUES

#### 18. — Fête funèbre en l'honneur de Simonneau, maire d'Étampes (3 juin 1792).

1792. — Lettre du ministre de l'intérieur à l'Assemblée législative, rendant compte de l'état de l'instruction de la procédure contre les auteurs et fauteurs de l'émeute arrivée à Étampes.

16 avril 1792.

Copie, A. N., C. 467, fol. 247.

Inséré à l'act. sous-sous-actes (non classés).

1792. — Délibération de la section de Marseille, déléguant deux commissaires à l'Assemblée législative, à l'effet de saisir à l'exécution du jugement inique rendu par le tribunal criminel du département de Seine-et-Oise contre des citoyens accusés après l'affaire du maire d'Étampes.

24 août 1792.

Extrait (copie), A. N., C. 467, n. 494 2°.

1792. — Adresse de la section de Marseille à l'Assemblée législative, demandant le renvoi devant un tribunal composé d'amis du peuple, des 2 malheureux condamnés à mort et des 7 condamnés à la détention, pour avoir voulu protester contre les accapareurs que protégeait Simonneau, très impopulaire à Étampes, puisque 7 citoyens seulement vinrent à son secours lorsqu'on battit la générale.

24 août 1792.

Orig., A. N., C. 467, n. 494 2°.

1792. — Lettre de M. Moreau au président de l'Assemblée législative, recommandant à sa sensibilité les prisonniers condamnés dans l'affaire du maire d'Étampes « pour avoir cru détruire en la personne de Simonneau un accapareur », et déclarant qu'il est urgent de prendre une décision, de crainte que ces prisonniers ne soient immolés par le peuple.

8 septembre 1792.

Orig. (copie), A. N., C. 467, n. 494 2°.

1792. — Décret de l'Assemblée législative, abolissant toutes instructions criminelles relatives aux émeutes qui ont eu lieu pour le transport ou l'accaparement

des grains, et ordonnant la mise en liberté des citoyens détenus pour cette cause.

9 septembre 1792.

Minute, A. N., C 163, n° 372.

3970. — Arrêté du Conseil général de la Commune, nommant, après la réception de la députation de la ville d'Etampes, deux commissaires chargés de se transporter à l'Assemblée et de solliciter de sa justice des secours pour des malheureux qui sont dans le plus pressant besoin.

9 septembre 1792.

Extrait conforme, A. N., C 166, n° 399.

14. MONTMIRAIL-TERNEX. *Histoire de la Touraine*, t. I, p. 378.

3971. — Adresse des citoyens des environs d'Etampes, accompagnés des commissaires municipaux de la ville de Paris, à l'Assemblée législative, recommandant à sa sensibilité des citoyens infortunés, dont la longue captivité a privé leurs familles de tout moyen de subsistance, et qui viennent d'être rendus à la liberté, et sollicitant en leur faveur un secours momentané.

9 septembre 1792.

Original signé, A. N., C 166, n° 399.

14. MONTMIRAIL-TERNEX. *Histoire de la Touraine*, t. I, p. 378.

## 20. — Chute du ministère girondin (13 juin 1792).

3972. — Adresse de la section de Saint-Croix-Rouge à l'Assemblée législative, dénonçant l'obstination et l'impuissance de Louis XVI, qui semble dirigé par un génie malfaisant.

17 juin 1792.

Original, A. N., D 89, n° 41.

14. *Revue des affaires de l'Assemblée*, A. N., ADX XVIII, 1792, p. 19.

3973. — Rapport de Bailly de la section de Saint-Roch, indiquant divers troubles, insurrectionnels et le projet d'assassiner le comte de la Fayette, et de faire disparaître la garde nationale.

Roi et d'instituer 2 ministres de l'intérieur chargés, l'un du Nord, l'autre du Midi.

Sauv. de (juin 1792).

Minutes (2 p.), A. N., C 187, n° 17, 18.

14. *Revue des affaires de l'Assemblée*, A. N., ADX XVIII, 1792, p. 19. — *Journal de la Commission des 21* (2<sup>e</sup> inventaire), p. 47, 48, n° 17 et 18.

3974. — Adresse des citoyens de Laval à Louis XVI, demandant le rappel des ministres patriotes, ainsi que la sanction des deux corps sur le sort des prisonniers et les troubles religieux.

11 juin 1792.

Original signé, A. N., C 153, n° 292<sup>ter</sup>.

3975. — Adresse des citoyens de Pontivy à Louis XVI, blâmant le renvoi des ministres patriotes et adjurant le Roi de repousser tous les conspirateurs et d'entretenir la tranquillité Nationale.

22 juin 1792.

Original, A. N., C 153, n° 292<sup>ter</sup>.

3976. — Adresse des citoyens de Cahors à Louis XVI, l'adjurant de donner sa sanction aux mesures prises contre les troubles religieux et de s'entourer de ministres patriotes au lieu de vouloir passer entre deux eaux, avec lettre d'envoi.

22 juin 1792.

Original, A. N., C 153, n° 292<sup>ter</sup>.

## 25. — Troubles à Paris (15-31 juillet).

3977. — Lettre à l'Assemblée législative, au courant de l'affaire des Champs-Élysées, où les Marseillais ont arraché des cocardes, tué un grenadier des Filles-Saint-Thomas et blessé deux autres, exprimant la crainte que la garde nationale ne soit perdue, et demandant l'envoi de Marseillais. (Lettre de la garde nationale de Paris, 15 juillet 1792, 1792, p. 19.)

30 juillet 1792, (10 heures du soir).

Original, A. N., C 153, n° 292<sup>ter</sup>, 1792, p. 19.



§ 27. — Proclamation de la Patrie en danger.

3978. — Pétition de la municipalité de Paris à l'Assemblée législative, appelant son attention sur les progrès de l'émigration, et proposant tant que durera le danger de la Patrie, d'interdire la sortie du royaume à tout Français.

27 juillet 1792.

Original, A. N., D XL 14, n° 60.

Reçue par la Commission extraordinaire des F., le 27 juillet.

3979. — Décret de l'Assemblée législative, décidant, sur la proposition du maire de Paris, qu'il ne sera plus expédié de passeports pour l'étranger, et que ceux accordés seront annulés.

27 juillet 1792.

Extrait collationné, A. N., D XL 14, n° 60.

3980. — Défense de M. BUREAUX de PUIS, présentée à l'Assemblée nationale.

29 juillet 1792.

Original signé, A. N., C 358, n° 1899.

§ 31. — Journée du 10 août.

D. — PARTICIPATION DES SUISSES  
A LA JOURNÉE DU 10 AOÛT

3981. — Interrogatoire subi à la section du Théâtre-Français par Jacques Fegli, jeune tambour des gardes suisses, âgé de 16 ans, se trouvant au château des Tuileries, le 10 août, avec renvoi de ce particulier à la Municipalité pour le surplus de l'interrogatoire.

10 août 1792.

Original signé de Chaumette, secrétaire, et contresigné de Lefebvre, président de la section du Théâtre-Français, A. N., W 249 (dossier Vilette de la Mussellerie).



# TABLE DES MATIÈRES

## PRÉLIMINAIRES

|   |   |
|---|---|
| Mémoires et recits personnels . . . . . | 1 |
|---|---|

## CHAPITRE PREMIER

### JOURNÉES HISTORIQUES DE LA RÉVOLUTION ET ÉVÉNEMENTS POLITIQUES

|   |    |
|---|----|
| § 1. — Entrée en fonctions de l'Assemblée législative (octobre 1791) . . . . .  | 3  |
| § 2. — Demission de Lafayette. 8 octobre 1791 . . . . .   | 7  |
| § 3. — Craintes d'un nouveau départ du Roi. novembre 1791 . . . . .   | 8  |
| § 4. — Mouvement d'opinion provoqué par les décrets contre les émigrés<br>et les prêtres non assermentés (novembre-décembre 1791) . . . . . | 9  |
| § 5. — Brigandage à main armée aux environs de Paris (décembre 1791-<br>janvier 1792) . . . . .   | 15 |
| § 6. — Adhésions au serment du 14 janvier 1792 . . . . .  | 16 |
| § 7. — Troubles à Paris (20-21 janvier 1792-15-24 février 1792) . . . . .   | 17 |
| § 8. — Bruits de départ de Louis XVI (février 1792) . . . . .   | 22 |
| § 9. — Agitation révolutionnaire (mars-avril 1792) . . . . .  | 23 |
| § 10. — Fête en l'honneur des soldats de Châteauneuf. 15 avril 1792) . . . . .  | 25 |
| § 11. — Dons patriotiques pour la guerre (avril-mai 1792) . . . . .   | 33 |
| § 12. — Recrudescence des vols et meurtres à Paris (avril-mai 1792) . . . . .   | 49 |
| § 13. — Poursuites contre <i>l'Ami du Peuple</i> et <i>l'Ami du Roi</i> (3 mai 1792) . . . . .  | 50 |
| § 14. — Affaire du Comité autrichien. 15 mai 1792 . . . . .   | 51 |
| § 15. — Nouveaux bruits de départ du Roi (22 mai 1792) . . . . .  | 53 |
| § 16. — Permanence de l'Assemblée nationale et des sections (28-31 mai<br>1792) . . . . .   | 55 |
| § 17. — Licenciement de la garde du Roi (29 mai 1792) . . . . .   | 61 |
| § 18. — Fête funèbre en l'honneur de Simonneau, maire d'Étampes<br>3 juin 1792 . . . . .  | 66 |
| § 19. — Formation d'un camp sous Paris. 8 juin 1792. — Pétition dite<br>des 8.000 . . . . .   | 71 |

|        |  |     |
|--------|--|-----|
| n° 20. | Chute du ministère gendouin (13 juin 1792)   | 85  |
| n° 21. | Journée du 20 juin 1792 :  |     |
|        | A. Historique de la journée du 20 juin   | 93  |
|        | B. Rapports, procès-verbaux et déclarations sur la journée du 20 juin  | 140 |
|        | C. Protestations relatives à la journée du 20 juin   | 145 |
|        | D. Conséquences de la journée du 20 juin   | 129 |
|        | E. Allaire Paris et Boulland   | 134 |
| n° 22. | Suspension de Pétion et de Manuel par le Directoire du Département de Paris (6 juillet)                        | 117 |
| n° 23. | Démission du Ministère (10 juillet). — Modifications ministérielles (21 juillet-1 <sup>er</sup> août)          | 134 |
| n° 24. | Troisième anniversaire de la Fédération (14 juillet)   | 179 |
| n° 25. | Troubles à Paris (25-31 juillet)   | 169 |
| n° 26. | Dons patriotiques pour la guerre (juin-juillet)  | 178 |
| n° 27. | Proclamation de la Patrie en danger. Enrôlement et départ des volontaires (juillet-septembre)                  | 181 |
| n° 28. | Dons patriotiques pour la guerre (août-septembre)  | 226 |
| n° 29. | Organisation et travaux du camp sous Paris (août-septembre)  | 232 |
| n° 30. | Déchéance de Louis XVI réclamée par les sections (26 juillet).<br>Pétition de la commune de Paris (3 août)     | 245 |
| n° 31. | Journée du 10 août 1792 :  |     |
|        | A. Préparatifs de la Révolution du 10 août (20 juillet-9 août)   | 247 |
|        | B. Historique de la journée du 10 août   | 262 |
|        | C. Rapports, procès-verbaux et déclarations sur la journée du 10 août  | 285 |
|        | D. Participation des Suisses à la journée du 10 août   | 302 |
|        | E. Incendie et pillage des Tuileries   | 320 |
|        | F. Morts et blessés du 10 août. — Association de secours et pensions. — Dons en faveur des victimes du 10 août | 333 |
|        | G. Enterrement en l'honneur des victimes du 10 août  | 377 |
|        | H. Adhésions relatives à la journée du 10 août   | 377 |
|        | I. Protestations relatives à la journée du 10 août   | 360 |
|        | L. Conséquences de la journée du 10 août   | 370 |

# TABLE ALPHABÉTIQUE

NOTA. — Les chiffres marqués nevaient non eux paces, mais aux nombres des articles.

## A

ALEXANDRE Charles-Xavier-Joseph-Florent, colonel de l'adjudant général, 1253, 1249; ministre de la guerre, 1089, 1250, 1253, 1258, 1459-1462, 1463, 1470, 1471, 1473, 1474, 1479, 1481, 1482, 1487, 2039, 2163, 2201, 2202, 2223, 2224, 3747, 3767.

ABADIE (d'), capitaine au corps du génie, 1931.

Abattis pour la défense de Paris, 1943.

Abbaye Saint-Germain-des-Prés.  
— (chapelle de l'), 3893, 3895.  
— (prison de l'); décret la plaçant sous la sauvegarde de la Loi, 2423; détention de M. Pâris, commissaire de la section de l'Observatoire, 1153, 1157; incarcération : de M. d'Affry, colonel du régiment des gardes suisses, 2411, 2437; de M. Bessipierre, aide de paix de la section de l'Observatoire, 3825; de MM. Brassac, 3295; de M. Brélot de la Grange, notaire, 3892; de M. Buob, juge de paix de la section Poissonnière, 2263; de M. Cappy, officier de paix, 3905; de M. Caron de Beaumarchais, 3936; de M. Charles Chabot, grenadier du bataillon de l'Abbaye, 2229; de M. de Champlost, valet de chambre du Roi, 3892; de MM. Chézeville et Laurent,

3937; de M. Collin, avoué près les tribunaux, 1395; de M. Dossonville, officier de paix, 3926; de M. Pierre-Barnabé Farnham Du Rozoy, 3830; d'Etienne La Rivière, 430; de M. Gibé, notaire de Louis XVI et de la Liste civile, 3885; de M. Herbert, garde du Roi, 3894; de M. Huguenin, ancien commandant du bataillon de Saint-André-des-Arts, 3951; de M. La Millière, intendant des finances, 3876; de M. Lecomte, président du comité de la section de la Grange-Batelière, 3824; de M. Marguerie, ex-colonel de la garde à cheval du Roi, 3893; de M. Simon Mayardoz, lieutenant au régiment des gardes suisses, 3828; de M. Mesquinet de Saint-Félix, 3917, 3923; de M. de Montmorin, gouverneur de Fontainebleau, 3911; de M. de Montsabrè, aide de camp du duc de Cossé-Brissac, 3879; des officiers et sous-officiers suisses, 2443, 2457, 2466, 2467, 2472, 2476, 2478, 2488, 2491; de M. Jean-Alexandre Parceval, 3904; de M. Claude Péchinot, garde du Roi, 3949; de M. Perron, administrateur au Département de Police, 3896; de M. Rousseau, maître d'exercices du prince Royal, 3918; des soldats suisses de Neuilly, 2435, 2436; de la princesse de Tarente, 3925; de MM. Vandenberg, Auverman et Haudivic,





de la section des Tuileries à la Convention nationale, en sup. des victimes du 10 août, 2730;  
 — à la garde nationale, 673;  
 Adresses à l'Assemblée législative émanant :  
 — de l'Administration des coches d'eau, 1810; de l'Administration des Postes, 2908; d'Anglas, 1486, 2941; des artistes du Louvre, 2277; des avoués de l'hôpital des Quinze-Vingts, 180; du bataillon de campagne du 70<sup>e</sup> régiment d'infanterie, 1144; du bataillon des Carmélites, 1699; du bataillon des Carmes, 640; du bataillon des Filles-Saint-Thomas, 45; du bataillon de l'Observatoire, 1596; du 1<sup>er</sup> bataillon de l'Orne, 2270, 3512; du 1<sup>er</sup> bataillon de Paris, 1660; du bataillon du Petit-Saint-Antoine, 2268; du bataillon de Saint-André-des-Arts, 736; du bataillon de Saint-Etienne-du-Mont, 389; du bataillon de Saint-Joseph, 350; du bataillon de Saint-Magloire, 566; du bataillon de la Trinité ou du Ponceau, 1638; du bataillon du Val-de-Grâce, 346; du bataillon des Elèves de l'École de la Patrie, 321; des canonniers gardes nationaux Parisiens, 738, 1968; des canonniers du bataillon des Champs-Élysées, 3048; des canonniers du bataillon des Pères de Nazareth, 3538; des canonniers du bataillon de Saint-Eustache, 1594; des canonniers du bataillon de Saint-Merry, 337, 2167; des canonniers casernés rue Pavée-Saint-Sauveur, 1731; des canonniers du camp de Paris, 1731; des canonniers de la section de l'Arse-  
 nal, 3480; des canonniers de la section de 1792, 1741; des canonniers de la section de la Cité, 1649; des canonniers de la section de la Fontaine-Montmartre, 1529; des canonniers de la section du Mail, 1537; des canonniers de la section du Puits des Fontaines, 1686, 1737; des canonniers de la section de Rodé, 1737; des canonniers de l'École militaire, 1699; des cent mille de l'Épée, 1781; des cent mille piques de la Ville de Paris, 439; du chef des bureaux de la Mairie, 88; du chef d'arrondissement de la 30<sup>e</sup> division de gendarmerie, 3864; des citoyennes d'Auteuil, 2949; des ci-

toyennes de Chaillot, 2944; des citoyennes de Paris, 1570; des jeunes citoyennes de la section de la Fontaine-de-Grenelle, 376; des citoyennes de la section de l'Hôtel-de-Ville, 1475; des citoyennes de la section des Invalides, 2954; des citoyennes de la section du Roule, 1728; des citoyennes de la section du Théâtre-Français, 1620; des citoyens de couleur à Paris, 1645; de citoyens des départements, 1584; de citoyens de Paris, 450, 461, 472, 563, 564, 1139, 1523, 1569, 1724, 1970; des citoyens du faubourg Saint-Antoine, 124, 134, 174, 232, 433, 775; d'un combattant des guerres d'Amérique, 410; des commis au bureau de la Direction générale de la Liquidation, 3874; des commissaires chargés de l'enrôlement des citoyens de la section de 1792, 1643, 1690; des commissaires fédérés des départements, 1316; de la commune de Belleville, 2915; de la commune de Bercy, 1407; de la commune de Châtillon, 1702; de la commune de Choisy-sur-Seine, 1515; de la commune de Coulommiers, 3844; de la commune de Lagny, 2964; de la commune de Mantes-la-Jolie, 1817; de la commune de Neuilly-sur-Seine, 1640; de la commune de Saint-Denis, 1874; de la commune de Saint-Ouen, 1639; de la commune de Sannois, 1565; de la commune de Strasbourg à l'Assemblée et à Louis XVI, 2783; de la commune de Vanves, 1566; des compagnies d'artillerie en garnison à Douai, 3604; des Dames de la Halle, 23; du département du Haut-Rhin en faveur de Louis XVI, après le 10 août, 3060; de l'École vétérinaire d'Alfort, 1805; des élèves de l'École nationale de dessin, 374; des élèves de l'Institution Charlemagne, 373; des élèves de l'Institution Courtois, 1442; des élèves de l'Institution Pallou, 275; des élèves en chirurgie de l'Hôtel-Dieu, 1794; des employés de la caisse d'épargne de M. Lafarge, 1783; des employés de la Caisse de l'Extraordinaire, 3050, 3870; d'employés des contributions publiques, 1564; des employés au Mont-de-Piété, 292; des employés au Secrétariat de la Mairie, 1854; des employés au timbrage



- 1011, 1734; des sections de la garde nationale, 1011; des volontaires de l'hôtel des Invalides, 3903; d'un volontaire de la garde nationale, 296; d'un volontaire de l'escadron Mouton-Rouge, 1667; de volontaires de Montmartre, 1592; des volontaires du bataillon du Ponceau, 1638; du 3<sup>e</sup> bataillon de volontaires de la Seine, 3911; des volontaires de la division du Finistère, 3872; des volontaires et des gardes nationaux de Vincennes, 2943.
- Adresses d'adhésion aux décrets du 10 août, 2972-3746, 3880, 3883; d'adhésion au serment du 1<sup>er</sup> janvier 1792, 109-114.
- de félicitation des sections de Paris au sujet du décret contre les prêtres réfractaires et de la pétition du Directoire, 60, 64, 69, 72, 77, 80, 83-87, 95.
- de protestation des départements, districts et municipalités après le 20 juin, 296-1042; — après le 10 août, 1738-1741, 3758, 3771, 3794, 3805.
- et pétitions des sections relatives à la suspension de Pétion et Manuel, 1173-1477, 1176-1183, 1187-1189, 1191-1196, 1200, 1204, 1214-1216.
- individuelles accompagnant les dons en faveur des victimes de la journée du 10 août, 2903, 2916, 2930, 2947.
- individuelles concernant les dons patriotiques, 343, 347, 444, 1753, 1757, 1764, 1774, 1776, 1779, 1786, 1788, 1792, 1801, 1834.
- individuelles relatives à la déchéance de Louis XVI, 1968, 1972, 1973, 1981, 1985, 1989, 1990, 1992, 1994.
- individuelles relatives à la proclamation de la Patrie en danger et au départ des volontaires, 1434, 1448, 1458, 1477, 1480, 1482, 1486, 1491, 1493, 1496, 1497, 1626, 1638, 1688, 1730, 1776, 1837-1859.
- individuelles relatives à l'organisation du camp retranché sous Paris, 598, 629, 647, 649, 1862, 1946.
- des sections relatives à la déchéance de Louis XVI, 1991, 1993, 1997, 1999, 1984, 1986.
- Adresses à Louis XVI :
- des citoyens de Paris, 18, 22, 29.
- des citoyens du département de la Seine-et-Marne, 3070; du faubourg Saint-An-
- toine, 1443; du sieur Mongeot, instituteur, 734; *des ouvriers de Paris*, sous l'insigne de la guillemet, 100.
- Adresses à Marie-Antoinette :
- du sieur Gossé, grenadier du bataillon de Sainte-Opportune, 840; du sieur Robert, grenadier du bataillon de Saint-Magloire, 844.
- Affaires étrangères (don patriotique des commis des), 1838; (garde pour la sûreté des papiers des), 2165.
- Affichage exigé dans les sections pour la levée de compagnies franches, 1661; de l'adresse de l'Assemblée législative aux Français, 1562; d'un arrêté sur la délivrance des passeports, 2172; du décret contre les pétitionnaires armés, 1014, 1045; du décret relatif au renforcement des armées, 1527; des décrets suspendant le pouvoir exécutif et convoquant une Convention nationale, 3056; du décret contre Lafayette, 3801; de l'état des dons patriotiques, 1753; de placards incendiaires, 476; de la proclamation de Louis XVI pour la suspension de Pétion et Manuel, 1200; de proclamation contre Louis XVI, 1064, 1062.
- Affûts (fabrique des *des Français*, distribuée dans le faubourg Saint-Antoine, 1363).
- Affiliations de la Société des Jacobins (demande du catalogue des), 3900.
- Afforty (Pierre-François), chirurgien de l'hôpital militaire du Gros-Caillou, 2653.
- Affry (Louis-Augustin, comte d'), colonel des gardes suisses, 1419, 1439, 1470, 1482, 1505, 2334, 2411, 2457, 2473, 2478, 2500, 2503, 2504; lieutenant général, commandant la 17<sup>e</sup> division, 324.
- Afry (d'), officier suisse, 2309, 2350, 2406, 2413.
- Affût de canon (nouveau), 1719.
- Affûts (fabrication par les ouvriers parisiens en bois et fer d'), 1667; (fabrication dans le faubourg Saint-Antoine d'), 1064, 1499.
- Agde (Conseil général de la commune d'), 3623.
- Agén (Société des Amis de la Constitution d'), 3380.
- Agent secret du ministère des affaires étrangères (rapports d'un), 5.

**Auxerre** (citoyens d'), 131, 132, 163, 168, 169, 170, 191, 197, 197a, 197b, 199, 1139, 1142, 1141, 1148, 1161, 1179.

**Auzange**, Hb.

**Avanture** (volonté) à Paris, 1141-172, 161, 199, 1148, 1149, 1151, dans le Vendée, 3129.

**Avignon** sur la paroisse de M. Grange-neuve, député de la Gironde, par M. Jourdan, député de la Gironde-Les-Forêts, 129-131, 200.

**Aigueperse** (citoyens d'), 3382.

— conseil général de la commune d', 3461.

**Aiguillette** aux trois couleurs (port par les gendarmes à cheval d'une), 1567.

**Aiguillon** (citoyens de la commune d'), 3706.

**Ain** (corps administratifs du département de l'), 3068.

**Aire** (conseil général de la commune et officiers municipaux d'), 3473.

**Aisne** (administrateurs du département de l'), 907, 950, 3769.

— (citoyens du département de l'), 1003, 1007.

— (citoyens du département de l'), 1784, 1818.

— (ordre d'arrestation et fuite de M. Rivoir, vice-président du département de l'), après 1800, 1808.

— (transcription de la loi suspendant le pouvoir exécutif ajournée par le département de l'), 3103.

— (troupes de couverture de l'), 1337.

**Aix** (conseil de Bourgeois de l'Ordre de Chevalerie d'), 58, 826.

**Aix-en-Provence** (assemblée primaire d'), 3681.

— (citoyens libres d'), 3186.

— (conseil général de la commune d'), 3565.

— (conseil général de l'), 1808.

**Aix en Savoie** (Médaille d'Or de la République), 1808, 1809, 1810, 1811, 1812, 1813, 1814, 1815, 1816, 1817, 1818, 1819, 1820, 1821, 1822, 1823, 1824, 1825, 1826, 1827, 1828, 1829, 1830, 1831, 1832, 1833, 1834, 1835, 1836, 1837, 1838, 1839, 1840, 1841, 1842, 1843, 1844, 1845, 1846, 1847, 1848, 1849, 1850, 1851, 1852, 1853, 1854, 1855, 1856, 1857, 1858, 1859, 1860, 1861, 1862, 1863, 1864, 1865, 1866, 1867, 1868, 1869, 1870, 1871, 1872, 1873, 1874, 1875, 1876, 1877, 1878, 1879, 1880, 1881, 1882, 1883, 1884, 1885, 1886, 1887, 1888, 1889, 1890, 1891, 1892, 1893, 1894, 1895, 1896, 1897, 1898, 1899, 1900, 1901, 1902, 1903, 1904, 1905, 1906, 1907, 1908, 1909, 1910, 1911, 1912, 1913, 1914, 1915, 1916, 1917, 1918, 1919, 1920, 1921, 1922, 1923, 1924, 1925, 1926, 1927, 1928, 1929, 1930, 1931, 1932, 1933, 1934, 1935, 1936, 1937, 1938, 1939, 1940, 1941, 1942, 1943, 1944, 1945, 1946, 1947, 1948, 1949, 1950, 1951, 1952, 1953, 1954, 1955, 1956, 1957, 1958, 1959, 1960, 1961, 1962, 1963, 1964, 1965, 1966, 1967, 1968, 1969, 1970, 1971, 1972, 1973, 1974, 1975, 1976, 1977, 1978, 1979, 1980, 1981, 1982, 1983, 1984, 1985, 1986, 1987, 1988, 1989, 1990, 1991, 1992, 1993, 1994, 1995, 1996, 1997, 1998, 1999, 2000, 2001, 2002, 2003, 2004, 2005, 2006, 2007, 2008, 2009, 2010, 2011, 2012, 2013, 2014, 2015, 2016, 2017, 2018, 2019, 2020, 2021, 2022, 2023, 2024, 2025, 2026, 2027, 2028, 2029, 2030, 2031, 2032, 2033, 2034, 2035, 2036, 2037, 2038, 2039, 2040, 2041, 2042, 2043, 2044, 2045, 2046, 2047, 2048, 2049, 2050, 2051, 2052, 2053, 2054, 2055, 2056, 2057, 2058, 2059, 2060, 2061, 2062, 2063, 2064, 2065, 2066, 2067, 2068, 2069, 2070, 2071, 2072, 2073, 2074, 2075, 2076, 2077, 2078, 2079, 2080, 2081, 2082, 2083, 2084, 2085, 2086, 2087, 2088, 2089, 2090, 2091, 2092, 2093, 2094, 2095, 2096, 2097, 2098, 2099, 2100, 2101, 2102, 2103, 2104, 2105, 2106, 2107, 2108, 2109, 2110, 2111, 2112, 2113, 2114, 2115, 2116, 2117, 2118, 2119, 2120, 2121, 2122, 2123, 2124, 2125, 2126, 2127, 2128, 2129, 2130, 2131, 2132, 2133, 2134, 2135, 2136, 2137, 2138, 2139, 2140, 2141, 2142, 2143, 2144, 2145, 2146, 2147, 2148, 2149, 2150, 2151, 2152, 2153, 2154, 2155, 2156, 2157, 2158, 2159, 2160, 2161, 2162, 2163, 2164, 2165, 2166, 2167, 2168, 2169, 2170, 2171, 2172, 2173, 2174, 2175, 2176, 2177, 2178, 2179, 2180, 2181, 2182, 2183, 2184, 2185, 2186, 2187, 2188, 2189, 2190, 2191, 2192, 2193, 2194, 2195, 2196, 2197, 2198, 2199, 2200, 2201, 2202, 2203, 2204, 2205, 2206, 2207, 2208, 2209, 2210, 2211, 2212, 2213, 2214, 2215, 2216, 2217, 2218, 2219, 2220, 2221, 2222, 2223, 2224, 2225, 2226, 2227, 2228, 2229, 2230, 2231, 2232, 2233, 2234, 2235, 2236, 2237, 2238, 2239, 2240, 2241, 2242, 2243, 2244, 2245, 2246, 2247, 2248, 2249, 2250, 2251, 2252, 2253, 2254, 2255, 2256, 2257, 2258, 2259, 2260, 2261, 2262, 2263, 2264, 2265, 2266, 2267, 2268, 2269, 2270, 2271, 2272, 2273, 2274, 2275, 2276, 2277, 2278, 2279, 2280, 2281, 2282, 2283, 2284, 2285, 2286, 2287, 2288, 2289, 2290, 2291, 2292, 2293, 2294, 2295, 2296, 2297, 2298, 2299, 2300, 2301, 2302, 2303, 2304, 2305, 2306, 2307, 2308, 2309, 2310, 2311, 2312, 2313, 2314, 2315, 2316, 2317, 2318, 2319, 2320, 2321, 2322, 2323, 2324, 2325, 2326, 2327, 2328, 2329, 2330, 2331, 2332, 2333, 2334, 2335, 2336, 2337, 2338, 2339, 2340, 2341, 2342, 2343, 2344, 2345, 2346, 2347, 2348, 2349, 2350, 2351, 2352, 2353, 2354, 2355, 2356, 2357, 2358, 2359, 2360, 2361, 2362, 2363, 2364, 2365, 2366, 2367, 2368, 2369, 2370, 2371, 2372, 2373, 2374, 2375, 2376, 2377, 2378, 2379, 2380, 2381, 2382, 2383, 2384, 2385, 2386, 2387, 2388, 2389, 2390, 2391, 2392, 2393, 2394, 2395, 2396, 2397, 2398, 2399, 2400, 2401, 2402, 2403, 2404, 2405, 2406, 2407, 2408, 2409, 2410, 2411, 2412, 2413, 2414, 2415, 2416, 2417, 2418, 2419, 2420, 2421, 2422, 2423, 2424, 2425, 2426, 2427, 2428, 2429, 2430, 2431, 2432, 2433, 2434, 2435, 2436, 2437, 2438, 2439, 2440, 2441, 2442, 2443, 2444, 2445, 2446, 2447, 2448, 2449, 2450, 2451, 2452, 2453, 2454, 2455, 2456, 2457, 2458, 2459, 2460, 2461, 2462, 2463, 2464, 2465, 2466, 2467, 2468, 2469, 2470, 2471, 2472, 2473, 2474, 2475, 2476, 2477, 2478, 2479, 2480, 2481, 2482, 2483, 2484, 2485, 2486, 2487, 2488, 2489, 2490, 2491, 2492, 2493, 2494, 2495, 2496, 2497, 2498, 2499, 2500, 2501, 2502, 2503, 2504, 2505, 2506, 2507, 2508, 2509, 2510, 2511, 2512, 2513, 2514, 2515, 2516, 2517, 2518, 2519, 2520, 2521, 2522, 2523, 2524, 2525, 2526, 2527, 2528, 2529, 2530, 2531, 2532, 2533, 2534, 2535, 2536, 2537, 2538, 2539, 2540, 2541, 2542, 2543, 2544, 2545, 2546, 2547, 2548, 2549, 2550, 2551, 2552, 2553, 2554, 2555, 2556, 2557, 2558, 2559, 2560, 2561, 2562, 2563, 2564, 2565, 2566, 2567, 2568, 2569, 2570, 2571, 2572, 2573, 2574, 2575, 2576, 2577, 2578, 2579, 2580, 2581, 2582, 2583, 2584, 2585, 2586, 2587, 2588, 2589, 2590, 2591, 2592, 2593, 2594, 2595, 2596, 2597, 2598, 2599, 2600, 2601, 2602, 2603, 2604, 2605, 2606, 2607, 2608, 2609, 2610, 2611, 2612, 2613, 2614, 2615, 2616, 2617, 2618, 2619, 2620, 2621, 2622, 2623, 2624, 2625, 2626, 2627, 2628, 2629, 2630, 2631, 2632, 2633, 2634, 2635, 2636, 2637, 2638, 2639, 2640, 2641, 2642, 2643, 2644, 2645, 2646, 2647, 2648, 2649, 2650, 2651, 2652, 2653, 2654, 2655, 2656, 2657, 2658, 2659, 2660, 2661, 2662, 2663, 2664, 2665, 2666, 2667, 2668, 2669, 2670, 2671, 2672, 2673, 2674, 2675, 2676, 2677, 2678, 2679, 2680, 2681, 2682, 2683, 2684, 2685, 2686, 2687, 2688, 2689, 2690, 2691, 2692, 2693, 2694, 2695, 2696, 2697, 2698, 2699, 2700, 2701, 2702, 2703, 2704, 2705, 2706, 2707, 2708, 2709, 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715, 2716, 2717, 2718, 2719, 2720, 2721, 2722, 2723, 2724, 2725, 2726, 2727, 2728, 2729, 2730, 2731, 2732, 2733, 2734, 2735, 2736, 2737, 2738, 2739, 2740, 2741, 2742, 2743, 2744, 2745, 2746, 2747, 2748, 2749, 2750, 2751, 2752, 2753, 2754, 2755, 2756, 2757, 2758, 2759, 2760, 2761, 2762, 2763, 2764, 2765, 2766, 2767, 2768, 2769, 2770, 2771, 2772, 2773, 2774, 2775, 2776, 2777, 2778, 2779, 2780, 2781, 2782, 2783, 2784, 2785, 2786, 2787, 2788, 2789, 2790, 2791, 2792, 2793, 2794, 2795, 2796, 2797, 2798, 2799, 2800, 2801, 2802, 2803, 2804, 2805, 2806, 2807, 2808, 2809, 2810, 2811, 2812, 2813, 2814, 2815, 2816, 2817, 2818, 2819, 2820, 2821, 2822, 2823, 2824, 2825, 2826, 2827, 2828, 2829, 2830, 2831, 2832, 2833, 2834, 2835, 2836, 2837, 2838, 2839, 2840, 2841, 2842, 2843, 2844, 2845, 2846, 2847, 2848, 2849, 2850, 2851, 2852, 2853, 2854, 2855, 2856, 2857, 2858, 2859, 2860, 2861, 2862, 2863, 2864, 2865, 2866, 2867, 2868, 2869, 2870, 2871, 2872, 2873, 2874, 2875, 2876, 2877, 2878, 2879, 2880, 2881, 2882, 2883, 2884, 2885, 2886, 2887, 2888, 2889, 2890, 2891, 2892, 2893, 2894, 2895, 2896, 2897, 2898, 2899, 2900, 2901, 2902, 2903, 2904, 2905, 2906, 2907, 2908, 2909, 2910, 2911, 2912, 2913, 2914, 2915, 2916, 2917, 2918, 2919, 2920, 2921, 2922, 2923, 2924, 2925, 2926, 2927, 2928, 2929, 2930, 2931, 2932, 2933, 2934, 2935, 2936, 2937, 2938, 2939, 2940, 2941, 2942, 2943, 2944, 2945, 2946, 2947, 2948, 2949, 2950, 2951, 2952, 2953, 2954, 2955, 2956, 2957, 2958, 2959, 2960, 2961, 2962, 2963, 2964, 2965, 2966, 2967, 2968, 2969, 2970, 2971, 2972, 2973, 2974, 2975, 2976, 2977, 2978, 2979, 2980, 2981, 2982, 2983, 2984, 2985, 2986, 2987, 2988, 2989, 2990, 2991, 2992, 2993, 2994, 2995, 2996, 2997, 2998, 2999, 3000, 3001, 3002, 3003, 3004, 3005, 3006, 3007, 3008, 3009, 3010, 3011, 3012, 3013, 3014, 3015, 3016, 3017, 3018, 3019, 3020, 3021, 3022, 3023, 3024, 3025, 3026, 3027, 3028, 3029, 3030, 3031, 3032, 3033, 3034, 3035, 3036, 3037, 3038, 3039, 3040, 3041, 3042, 3043, 3044, 3045, 3046, 3047, 3048, 3049, 3050, 3051, 3052, 3053, 3054, 3055, 3056, 3057, 3058, 3059, 3060, 3061, 3062, 3063, 3064, 3065, 3066, 3067, 3068, 3069, 3070, 3071, 3072, 3073, 3074, 3075, 3076, 3077, 3078, 3079, 3080, 3081, 3082, 3083, 3084, 3085, 3086, 3087, 3088, 3089, 3090, 3091, 3092, 3093, 3094, 3095, 3096, 3097, 3098, 3099, 3100, 3101, 3102, 3103, 3104, 3105, 3106, 3107, 3108, 3109, 3110, 3111, 3112, 3113, 3114, 3115, 3116, 3117, 3118, 3119, 3120, 3121, 3122, 3123, 3124, 3125, 3126, 3127, 3128, 3129, 3130, 3131, 3132, 3133, 3134, 3135, 3136, 3137, 3138, 3139, 3140, 3141, 3142, 3143, 3144, 3145, 3146, 3147, 3148, 3149, 3150, 3151, 3152, 3153, 3154, 3155, 3156, 3157, 3158, 3159, 3160, 3161, 3162, 3163, 3164, 3165, 3166, 3167, 3168, 3169, 3170, 3171, 3172, 3173, 3174, 3175, 3176, 3177, 3178, 3179, 3180, 3181, 3182, 3183, 3184, 3185, 3186, 3187, 3188, 3189, 3190, 3191, 3192, 3193, 3194, 3195, 3196, 3197, 3198, 3199, 3200, 3201, 3202, 3203, 3204, 3205, 3206, 3207, 3208, 3209, 3210, 3211, 3212, 3213, 3214, 3215, 3216, 3217, 3218, 3219, 3220, 3221, 3222, 3223, 3224, 3225, 3226, 3227, 3228, 3229, 3230, 3231, 3232, 3233, 3234, 3235, 3236, 3237, 3238, 3239, 3240, 3241, 3242, 3243, 3244, 3245, 3246, 3247, 3248, 3249, 3250, 3251, 3252, 3253, 3254, 3255, 3256, 3257, 3258, 3259, 3260, 3261, 3262, 3263, 3264, 3265, 3266, 3267, 3268, 3269, 3270, 3271, 3272, 3273, 3274, 3275, 3276, 3277, 3278, 3279, 3280, 3281, 3282, 3283, 3284, 3285, 3286, 3287, 3288, 3289, 3290, 3291, 3292, 3293, 3294, 3295, 3296, 3297, 3298, 3299, 3300, 3301, 3302, 3303, 3304, 3305, 3306, 3307, 3308, 3309, 3310, 3311, 3312, 3313, 3314, 3315, 3316, 3317, 3318, 3319, 3320, 3321, 3322, 3323, 3324, 3325, 3326, 3327, 3328, 3329, 3330, 3331, 3332, 3333, 3334, 3335, 3336, 3337, 3338, 3339, 3340, 3341, 3342, 3343, 3344, 3345, 3346, 3347, 3348, 3349, 3350, 3351, 3352, 3353, 3354, 3355, 3356, 3357, 3358, 3359, 3360, 3361, 3362, 3363, 3364, 3365, 3366, 3367, 3368, 3369, 3370, 3371, 3372, 3373, 3374, 3375, 3376, 3377, 3378, 3379, 3380, 3381, 3382, 3383, 3384, 3385, 3386, 3387, 3388, 3389, 3390, 3391, 3392, 3393, 3394, 3395, 3396, 3397, 3398, 3399, 3400, 3401, 3402, 3403, 3404, 3405, 3406, 3407, 3408, 3409, 3410, 3411, 3412, 3413, 3414, 3415, 3416, 3417, 3418, 3419, 3420, 3421, 3422, 3423, 3424, 3425, 3426, 3427, 3428, 3429, 3430, 3431, 3432, 3433, 3434, 3435, 3436, 3437, 3438, 3439, 3440, 3441, 3442, 3443, 3444, 3445, 3446, 3447, 3448, 3449, 3450, 3451, 3452, 3453, 3454, 3455, 3456, 3457, 3458, 3459, 3460, 3461, 3462, 3463, 3464, 3465, 3466, 3467, 3468, 3469, 3470, 3471, 3472, 3473, 3474, 3475, 3476, 3477, 3478, 3479, 3480, 3481, 3482, 3483, 3484, 3485, 3486, 3487, 3488, 3489, 3490, 3491, 3492, 3493, 3494, 3495, 3496, 3497, 3498, 3499, 3500, 3501, 3502, 3503, 3504, 3505, 3506, 3507, 3508, 3509, 3510, 3511, 3512, 3513, 3514, 3515, 3516, 3517, 3518, 3519, 3520, 3521, 3522, 3523, 3524, 3525, 3526, 3527, 3528, 3529, 3530, 3531, 3532, 3533, 3534, 3535, 3536, 3537, 3538, 3539, 3540, 3541, 3542, 3543, 3544, 3545, 3546, 3547, 3548, 3549, 3550, 3551, 3552, 3553, 3554, 3555, 3556, 3557, 3558, 3559, 3560, 3561, 3562, 3563, 3564, 3565, 3566, 3567, 3568, 3569, 3570, 3571, 3572, 3573, 3574, 3575, 3576, 3577, 3578, 3579, 3580, 3581, 3582, 3583, 3584, 3585, 3586, 3587, 3588, 3589, 3590, 3591, 3592, 3593, 3594, 3595, 3596, 3597, 3598, 3599, 3600, 3601, 3602, 3603, 3604, 3605, 3606, 3607, 3608, 3609, 3610, 3611, 3612, 3613, 3614, 3615, 3616, 3617, 3618, 3619, 3620, 36



- Ambert** (citoyens d'), 290.
- Amboise** (conseils du district de la commune d'), 311.
- Amboise** (citoyens d'), 311.
- Amélie** (citoyens d'), 285.
- pour les Misses du 10 août, 268.
- AMELING** (sieur), père de famille, 1779.
- AMELOT** (Antoine-Jean), administrateur de la Caisse de l'extraordinaire, 321, 3899.
- 30.
- Amor** (sa commission dans la garde du Roi d'uni), 312.
- Américaine du Midi** (légion), 2710.
- Amérique** (combattant des guerres d'), 315, 397, 393.
- ex-commissaire conciliateur en), 3916.
- Ami du Peuple** (distribution aux portes de l'Assemblée de l'), 726; (poursuites contre le journal l', 400-411.
- Ami du Peuple** (distribution de l' journal l', 3851; (poursuites contre le journal l'), 400-411; (protestation d'un capitaine de la garde du Roi insérée dans l', 512.
- Amiens** (assemblée des propriétaires du canton d'), 3564, 3579.
- citoyens d'), 930, 3003.
- (conseil général de la commune d'), 1012, 3017.
- église de Saint-Leu d'), 930.
- AMIER**, lisez AMIOT, commissaire de police de la section Poissonnière, 865.
- Amis de la Constitution**, 156.
- Amnistie** aux soldats suisses coupables de délits révolutionnaires, 174; demandée pour les citoyens arrêtés après l'émeute du 14 février 1792, 442, 443, 448; du 14 septembre 1791, 474, 475.
- Amphithéâtres** pour l'inscription des volontaires du camp de Paris, 1872, 2002.
- Ancenis** (habitants d'), 983.
- Andelys** citoyens du canton des, 3018.
- directoire du district des), 3032.
- ANDRAU** (Pierre), ancien marchand limonadier, rue de la Harpe, 2075.
- André** Jean-Baptiste, président de la section de la Bibliothèque, 1976.
- Andresy** municipalité d', 3083.
- André** (citoyens d'), 3009; (le prisonnier de guerre), 1880.
- ANDRIEU** (sieur), organisateur des chasses à cheval des Amis de la Constitution, 1882.
- Angers** (citoyens d'), 2900.
- tribunal du district d', 3616.
- ANGRAULT** (Pierre-Etienne), traiteur, ex-grenadier du bataillon des Filles-Saint-Thomas, 2382.
- ANGLAUME** (Jean-Louis-François), canonier du bataillon de la section de Mar-sailly, 2636.
- Anglais**, devenu Français (demande de passeports pour sa famille par un), 1586; (don patriotique d'), 313, 393; (don patriotique d' pour les victimes de la mort), 367, 260; (exposition du roi Louis II par les), 3183.
- Anglais** en pension à Paris (don patriotique de jeunes), 1820.
- Angleterre** (invitation faite à Santerre de passer en), 1440.
- Angoulême** (assemblée primaire de la commune d'), 3667.
- (conseil général de la commune d'), 3616.
- ANGLADE** (Dictionnaire), (Henri Alexandre-Jacques), directeur de l'Imprimerie nationale, 1972, 2015.
- Anneau d'or** donné par une femme pour les victimes du 10 août, 2008.
- ANNEAU** (citoyens d'), 312.
- Anniversaire** de la Fédération (troisième), 1924, 1928.
- Annonay** (manufacture de papiers d'), 4507.
- ANTHOINE** (François-Paul-Nicolas), maire de Metz, 3148.
- Antibes** (conseil général de la commune d'), 3378.
- ANTIN** (sieur d'), 183.
- ANTONELLE** (Antoine, marquis d'), commissaire de l'Assemblée auprès des armées, 2195, 3764.
- ANVERS** (Joseph-Bernard HOFFINGEN, dit d', tailleur, 1059.
- Apologie** de la rébellion des officiers municipaux de Sedan (envoi au département du Doubs de l'), 3346.
- Apologie** (de la rébellion des), 106, 2195.
- Appel** aux armes de la Commune du 10 août, 2187.
- Appels** faits dans les compagnies envoyées aux travaux du camp sous Paris, 1952.
- Appontements** des artistes et préposés de

- 100000 hommes pour la guerre de 1800-1801, des communes des Affaires étrangères (retenues volontaires sur les), 1838; d'un secrétaire commis de l'Assemblée, enrôlé comme volontaire (paiement des), 1900.
- Approvisionnement de boulets (demande d'), 1354; de Paris (détachements de troupes pour protéger l'), 1482; de Paris pendant le séjour des fédérés (mesures pour les distributions d'vivres et de piques, 1667).
- Approvisionnements du camp de Soissons (arrivage des), 1472, 1506; de poudres de guerre à Paris et à Essonne, 1697, 1708; de vivres et fourrages tirés de la région de l'Est, 1885; en vivres et munitions pour la défense de Paris, 1633, 3835-3837, 3867.
- Approvisionneurs des armées et de la capitale affranchis de l'obligation du passaport, 2772.
- Arbois** (administrateurs du district d'), 361.
- (citoyens de la commune d'), 3568.
- (volontaires d'), 3568.
- Arbre de la Liberté (plantation à Limours d'un), 3660; (plantation projetée d'un), 733, 736, 744; (prestation du serment exigée au pied de l'), 3153, 3164, 3176, 3218, 3371, 3491.
- Armée (Hygiène des Français, communes; département de la guerre, 2234).
- ARMÉE (Armée), serment, l'Essonne du conseil, 2839.
- Armée (Jean Antoine), député des Bouches-du-Rhône, 1800.
- Armée, commissaire département de la Seine-et-Oise, 2834.
- Archives nationales (dépôt des objets provenant des Tuileries aux), 2574; dépôt des outils ayant servi à la pose de la colonne de la Liberté aux), 1323; (dépôt du procès-verbal du retrait du maître-trouvant sur la colonne de la Liberté aux), 1108; (liste des vainqueurs de la Bastille déposée aux), 1519; objets remis (du transfert de la colonne de la Liberté, déposés aux), 1335, 1337.
- Arde (sur Aube) (citoyens d'), 3800.
- (citoyens de l'Essonne d'), 1421.
- Arcuelli** (patrouilles d') autour de la maison de force de Bicêtre, 2200.
- Ardèche** (conseil général du département d'), 3300.
- Ardennes** (citoyens du département des), 3749.
- conseil général du département des), 3194, 3524, 3528, 3776, 3778, 3782, 3791, 3794.
- (département des), 936, 3289, 3305.
- (Département d'Essonne), (département des), 3210.
- (incivisme du département des), 3790.
- (mise en état d'arrestation des administrateurs du département des), 3776.
- Ardes** (assemblée primaire du canton d'), 3711.
- ARESSY, commissaire du Roi près le tribunal de l'Arde, 361.
- Argentan** (conseil permanent de la commune d'), 3406.
- (conseil général du district d'), 3387.
- Argenterie apportée du château des Tuileries, 2534-2536, 2543, 2544, 2546, 2550, 2551, 2554, 2556, 2558, 2560, 2561, 2572, 2573, 2575, 2578, 2579, 2591, 2596; envoyée de Soissons à la Monnaie, 3401; royale aux Tuileries (état de l'), 2538; trouvée dans les démolitions des Tuileries (caisses d'), 2553; volée au château des Tuileries, 2542, 2546, 2547, 2552, 2557, 2583, 2596, 2611; des églises (enlevées par les commissions des sections de l'), 3890.
- Argenteurs (don patriotique fait par des), 1750.
- Argenteur du Roi (état de l'argenterie en) (dépôt par l'Essonne).
- Ariège** (directoire du département de l'), 3074, 3411.
- (Journées de l'Essonne, député du département de l'), 3801.
- (patriotes de l'), 440.
- (tribunal de l'Essonne).
- Armement du Roi (général à Paris de l'Essonne), 341.
- Armement (corps d'armement de patriotes infectés par l'), 3542.
- Arles** (présence à Paris d'armement de l'), 342.
- (tribunal de l'Essonne d'), 3801.

- Ambou, citoyen de la section de Montmartre, blessé le 10 août, 2801.
- Armée à répétition (invention d'une), 1420.
- Armée ambulante à Sainte-Menehould, 1819; destinée à la défense de Paris, 1942; française en Flandre (hôpital ambulant de l'), 2699; nationale parisienne, 2523; d'observation en avant de la capitale (formation d'une), 1425; de réserve (projet de création d'une), 1046; des princes (annonce de la prochaine arrivée de l'), 441.
- du Centre, 829, 1122, 1505, 1509, 1065, 3528, 3806, 3808, 3810, 3928.
  - de Châlons, 1635.
  - de Dumesnil, 1741.
  - du Haut-Rhin, 374.
  - de Lafayette, 1127, 1302, 2641, 3569.
  - du maréchal Luckner, 714, 1473, 1477, 1190, 1497, 1526, 3148, 3798, 3802.
  - du Midi, 833, 3472, 3525, 3766, 3922.
  - du Nord, 976, 1122, 1624, 2349, 2868, 3758, 3764, 3768-3770, 3778, 3782, 3785-3787, 3789-3792, 3797, 3799, 3800, 3803, 3808, 3831, 3881, 3888; (grenadiers du corps de réserve de l'), 3662.
  - du Rhin, 2955, 3765, 3772-3775, 3781, 3793, 3809, 3815.
  - de Soissons, 1437.
- Armées commissaires de l'Assemblée envoyées aux, 2175, 2195, 2196, 2270; (organisation du service de santé des), 1713; sur Paris (projet de faire marcher les), 1451, 3769.
- Armement (don patriotique par un comités de l'Assemblée de sein), 1519; de la garde du Roi, transporté à l'Arsenal, 504, 506, 507, 509; des volontaires, 1495, 1512, 1521, 1531, 1543, 1560, 1576, 1588, 1609-1611, 1637, 1666, 1673, 1679, 1702, 1788, 1800, 1802, 1810, 1825, 1855, 1867.
- Arménien, à la fête de Châteauneuf, 219.
- Armes pour la garde nationale de Montmartre (demande d'), 2233; d'un ancien garde de la Municipalité (don patriotique des), 180; (don patriotique pour achat d'), 1783; (envoi de l'arsenal de Rochefort à Paris), 1800; (fête de l'Armement des), 1577; (mesures pour les volontaires), 1698, 1703; (mesures pour l'approvisionnement), 1888; des gardes suisses (pour les Champs-
- Elysées (remise au peuple des), 2524; (soldats laissés sans), 3136; (visites domiciliaires pour rechercher des), 3932, 3933; (volontaires à l'armée du Nord, dépourvus d'), 1024.
- arrêtées par les habitants de Bourg-la-Reine, 100; demandées par le 10 bataillon de volontaires à Lyon, 2933; demandées par un blessé du 10 août, désireux de se rendre à Verdun, 3955; demandées par les artilleurs de la section du Temple, 1577; destinées aux volontaires (dépôt dans les sections des), 1563; distribuées à l'Arsenal, 2302; enlevées à M. Chaudot, notaire, 3958; existant au château des Tuileries, 1143, 1359, 1997, 2018, 2021; existant aux Invalides (réclamation par le peuple des), 2539; nouvelles (invention d'), 1671; perdues par les fédérés (remplacement des), 1500; réclamées aux anciens commandants du bataillon du Petit Saint-Antoine, 2176; reçues par les départements de l'Intérieur, 1522.
  - à feu et blanches provenant des gardes du Roi et des gardes suisses, 2244.
  - de la maison du Roi déposées à l'Arsenal, 2127.
- ARMINGAULT, chirurgien, 2635.
- Armoire de fer des Tuileries (clef de l'), 3964.
- et coffre contenant les sceaux de l'Etat, 2213.
- Armuriers (manque de fusils chez les), 1611; (recensement des fusils de chasse chez les), 1888.
- ARNAUD (Pyron), fédéré de Marseille, blessé du 10 août, 2741.
- Arnay-sur-Arroux** (citoyens d'), 2989.
- ARNOLT (Jean-Louis), marchand de vin, 1445.
- Arras** (citoyens d'), 3087.
- (conseil général du district), 3257.
  - (garnison et garde nationale d'), 3073.
- Arrestation de M. D'Aubigny, membre de la Commune, 3849; de M. Brelut de la Grange, notaire, 3892; du sieur Castella, 2437; de Jean-Marie Quentin de Champlost, valet de chambre du Roi, 3849; de M. Chaumont de La Millière, intendant des finances, 3876; de M. Clément de Sainte-Palaye, 3950; du duc



Artistes du Louvre, loyès de l'émigration  
 l'émigration sur le peuple, 2273, 2277.  
 — des théâtres de la Liberté, de l'Éga-  
 lité et du Palais, 1935.

**Artois** (partisans venant de l' pour les camps  
 sous Paris, 1996).

**Avesse** (Charles-Philippe, comte d'), 341,  
 342, 343. — (Philippe, gentilhomme  
 du comte d'), 1380; (cris de : Vive d'),  
 312; (livrée du comte d'), 724.

**Asnières** (construction de fours pour  
 l'émigration, 1992).

**Assas** (Jean-Charles-Marie d'), capitaine au  
 11<sup>e</sup> régiment de cavalerie, 3807.

**Assassinat** (écrivains prêchant l'), 908,  
 1367. — de Louis XVI (camp de), 812, 2049,  
 de Louis XVI (propos tendant à l'), 1151;  
 du maire de Paris (projet d'), 752; de  
 membres du Corps législatif (provoca-  
 tion à l'), 476; de Merlin et Chabot (bruit  
 répandu de l'), 2003; de Simonneau,  
 maire d'Étampes, 513-552; du vicaire  
 de la Madeleine par le peuple, 2071.

**Assassins à Paris** (fréquence des), 394,  
 397.

**Ausole** (Julien, arrêté au plateau des  
 Tuileries, 2569).

**Assemblée constituante**, 17, 189, 719, 3797;  
 sentiments royalistes y manifestés par  
 Arthur Dillon, 3797.

**Assemblée électorale du département de  
 la Dordogne**, 3611. — du département de  
 Paris, 1683, 1711.

**Assemblée générale du bataillon du Petit-  
 Saint-Antoine**, 2176; des fédérés, 2627;  
 de la section de la Bibliothèque, 2391;  
 de la section de la Loi, 1843.

**Assemblée législative** : actes d'accusation  
 lancés par elle, 108-110, 137, 511, 512,  
 2292-2818, 2839, 2911; admission de  
 citoyens armés interdite, 1013; son  
 adresse à l'armée au sujet de la dé-  
 chéance de Louis XVI, 1983, 1995, 3432;  
 son adresse aux Français, 1991, 1992,  
 2997, 3073, 3188, 3447; adresses d'Ho-  
 noré au sergent de la garde 379,  
 347, 348, 349, 350, 351, 352, 353, 354, 355,  
 356, 357, 358, 359, 360, 361, 362, 363,  
 364, 365, 366, 367, 368, 369, 370, 371, 372,  
 373, 374, 375, 376, 377, 378, 379, 380, 381,  
 382, 383, 384, 385, 386, 387, 388, 389, 390,  
 391, 392, 393, 394, 395, 396, 397, 398,  
 399, 400, 401, 402, 403, 404, 405, 406,  
 407, 408, 409, 410, 411, 412, 413, 414,  
 415, 416, 417, 418, 419, 420, 421, 422,  
 423, 424, 425, 426, 427, 428, 429, 430,  
 431, 432, 433, 434, 435, 436, 437, 438,  
 439, 440, 441, 442, 443, 444, 445, 446,  
 447, 448, 449, 450, 451, 452, 453, 454,  
 455, 456, 457, 458, 459, 460, 461, 462,  
 463, 464, 465, 466, 467, 468, 469, 470,  
 471, 472, 473, 474, 475, 476, 477, 478,  
 479, 480, 481, 482, 483, 484, 485, 486,  
 487, 488, 489, 490, 491, 492, 493, 494,  
 495, 496, 497, 498, 499, 500, 501, 502,  
 503, 504, 505, 506, 507, 508, 509, 510,  
 511, 512, 513, 514, 515, 516, 517, 518,  
 519, 520, 521, 522, 523, 524, 525, 526,  
 527, 528, 529, 530, 531, 532, 533, 534,  
 535, 536, 537, 538, 539, 540, 541, 542,  
 543, 544, 545, 546, 547, 548, 549, 550,  
 551, 552, 553, 554, 555, 556, 557, 558,  
 559, 560, 561, 562, 563, 564, 565, 566,  
 567, 568, 569, 570, 571, 572, 573, 574,  
 575, 576, 577, 578, 579, 580, 581, 582,  
 583, 584, 585, 586, 587, 588, 589, 590,  
 591, 592, 593, 594, 595, 596, 597, 598,  
 599, 600, 601, 602, 603, 604, 605, 606,  
 607, 608, 609, 610, 611, 612, 613, 614,  
 615, 616, 617, 618, 619, 620, 621, 622,  
 623, 624, 625, 626, 627, 628, 629, 630,  
 631, 632, 633, 634, 635, 636, 637, 638,  
 639, 640, 641, 642, 643, 644, 645, 646,  
 647, 648, 649, 650, 651, 652, 653, 654,  
 655, 656, 657, 658, 659, 660, 661, 662,  
 663, 664, 665, 666, 667, 668, 669, 670,  
 671, 672, 673, 674, 675, 676, 677, 678,  
 679, 680, 681, 682, 683, 684, 685, 686,  
 687, 688, 689, 690, 691, 692, 693, 694,  
 695, 696, 697, 698, 699, 700, 701, 702,  
 703, 704, 705, 706, 707, 708, 709, 710,  
 711, 712, 713, 714, 715, 716, 717, 718,  
 719, 720, 721, 722, 723, 724, 725, 726,  
 727, 728, 729, 730, 731, 732, 733, 734,  
 735, 736, 737, 738, 739, 740, 741, 742,  
 743, 744, 745, 746, 747, 748, 749, 750,  
 751, 752, 753, 754, 755, 756, 757, 758,  
 759, 760, 761, 762, 763, 764, 765, 766,  
 767, 768, 769, 770, 771, 772, 773, 774,  
 775, 776, 777, 778, 779, 780, 781, 782,  
 783, 784, 785, 786, 787, 788, 789, 790,  
 791, 792, 793, 794, 795, 796, 797, 798,  
 799, 800, 801, 802, 803, 804, 805, 806,  
 807, 808, 809, 810, 811, 812, 813, 814,  
 815, 816, 817, 818, 819, 820, 821, 822,  
 823, 824, 825, 826, 827, 828, 829, 830,  
 831, 832, 833, 834, 835, 836, 837, 838,  
 839, 840, 841, 842, 843, 844, 845, 846,  
 847, 848, 849, 850, 851, 852, 853, 854,  
 855, 856, 857, 858, 859, 860, 861, 862,  
 863, 864, 865, 866, 867, 868, 869, 870,  
 871, 872, 873, 874, 875, 876, 877, 878,  
 879, 880, 881, 882, 883, 884, 885, 886,  
 887, 888, 889, 890, 891, 892, 893, 894,  
 895, 896, 897, 898, 899, 900, 901, 902,  
 903, 904, 905, 906, 907, 908, 909, 910,  
 911, 912, 913, 914, 915, 916, 917, 918,  
 919, 920, 921, 922, 923, 924, 925, 926,  
 927, 928, 929, 930, 931, 932, 933, 934,  
 935, 936, 937, 938, 939, 940, 941, 942,  
 943, 944, 945, 946, 947, 948, 949, 950,  
 951, 952, 953, 954, 955, 956, 957, 958,  
 959, 960, 961, 962, 963, 964, 965, 966,  
 967, 968, 969, 970, 971, 972, 973, 974,  
 975, 976, 977, 978, 979, 980, 981, 982,  
 983, 984, 985, 986, 987, 988, 989, 990,  
 991, 992, 993, 994, 995, 996, 997, 998,  
 999, 1000.

des décrets contre les émigrés et les  
 prêtres non assermentés, 54, 55, 57, 60,  
 64; adresses et actes de protestation  
 par elle reçus relativement à la jour-  
 née du 20 juin, 906-1012; adresses et  
 actes de protestation par elle reçus  
 relativement à la journée du 10 août,  
 3748-3751, 3758, 3764, 3772, 3773, 3807,  
 3813; adresses et pétitions à elle en-  
 voyées, demandant la mise en accusa-  
 tion du Directoire du Département pour  
 sa pétition au Roi, 65-87, 89, 90, 92, 99;  
 adresses et pétitions des fédérés de  
 Marseille lors de l'affaire du 30 juillet,  
 1387-1389, 1391, 1392; adresses et péti-  
 tions par elle reçues relativement à la  
 déchéance de Louis XVI, réclamée par  
 les sections, 1968-1994; affaire du Co-  
 mité autrichien, 414, 418, 419, 426,  
 427, 430-434, 437-489; affaire Paris et  
 Boulland, 1149, 1150, 1154-1162, 1168;  
 affaire de Simonneau, maire d'Étampes,  
 514, 515, 526-533, 535, 537, 542-547,  
 549, 551, 552; allocation de secours et  
 pensions aux victimes du 10 août, 2612,  
 2623, 2626, 2632, 2634, 2642, 2643; al-  
 location mensuelle promise par le Roi à  
 16 députés, 42; altercation violente  
 entre deux députés, 728-730, 2510;  
 (applaudissements ou murmures indé-  
 cents des tribunes de l'), 923, 928, 962,  
 967, 1069, 1465, 1976, 2056; arrestation  
 de députés, le 10 août, comme suspects,  
 2161; son assimilation au club des Jaco-  
 bins par les officiers de l'armée de  
 Luckner, 3148; attaques violentes diri-  
 gées contre elle, 1431; augmentation  
 de la force armée chargée de sa garde,  
 1376, 2191; augmentation du nombre  
 des places dans la salle des séances, 40.  
 — Chute du ministère girondin, 681-683,  
 685-689, 693, 694, 700, 702-704, 706, 709-  
 716, 719, 720, 723, 726-731, 734, 736,  
 738, 739; ses Comités placés dans les  
 dépendances des Feuillants, 24; ses  
 Comités qualifiés de corrompus, 1981;  
 commissaires inspecteurs de la salle,  
 54, 55, 57, 60, 64, 65, 66, 67, 68, 69, 70,  
 71, 72, 73, 74, 75, 76, 77, 78, 79, 80, 81,  
 82, 83, 84, 85, 86, 87, 88, 89, 90, 91, 92,  
 93, 94, 95, 96, 97, 98, 99, 100, 101, 102,  
 103, 104, 105, 106, 107, 108, 109, 110,  
 111, 112, 113, 114, 115, 116, 117, 118, 119,  
 120, 121, 122, 123, 124, 125, 126, 127,  
 128, 129, 130, 131, 132, 133, 134, 135,  
 136, 137, 138, 139, 140, 141, 142, 143,  
 144, 145, 146, 147, 148, 149, 150, 151,  
 152, 153, 154, 155, 156, 157, 158, 159,  
 160, 161, 162, 163, 164, 165, 166, 167,  
 168, 169, 170, 171, 172, 173, 174, 175,  
 176, 177, 178, 179, 180, 181, 182, 183,  
 184, 185, 186, 187, 188, 189, 190, 191,  
 192, 193, 194, 195, 196, 197, 198, 199,  
 200, 201, 202, 203, 204, 205, 206, 207,  
 208, 209, 210, 211, 212, 213, 214, 215,  
 216, 217, 218, 219, 220, 221, 222, 223,  
 224, 225, 226, 227, 228, 229, 230, 231,  
 232, 233, 234, 235, 236, 237, 238, 239,  
 240, 241, 242, 243, 244, 245, 246, 247,  
 248, 249, 250, 251, 252, 253, 254, 255,  
 256, 257, 258, 259, 260, 261, 262, 263,  
 264, 265, 266, 267, 268, 269, 270, 271,  
 272, 273, 274, 275, 276, 277, 278, 279,  
 280, 281, 282, 283, 284, 285, 286, 287,  
 288, 289, 290, 291, 292, 293, 294, 295,  
 296, 297, 298, 299, 300, 301, 302, 303,  
 304, 305, 306, 307, 308, 309, 310, 311,  
 312, 313, 314, 315, 316, 317, 318, 319,  
 320, 321, 322, 323, 324, 325, 326, 327,  
 328, 329, 330, 331, 332, 333, 334, 335,  
 336, 337, 338, 339, 340, 341, 342, 343,  
 344, 345, 346, 347, 348, 349, 350, 351,  
 352, 353, 354, 355, 356, 357, 358, 359,  
 360, 361, 362, 363, 364, 365, 366, 367,  
 368, 369, 370, 371, 372, 373, 374, 375,  
 376, 377, 378, 379, 380, 381, 382, 383,  
 384, 385, 386, 387, 388, 389, 390, 391,  
 392, 393, 394, 395, 396, 397, 398, 399,  
 400, 401, 402, 403, 404, 405, 406, 407,  
 408, 409, 410, 411, 412, 413, 414, 415,  
 416, 417, 418, 419, 420, 421, 422, 423,  
 424, 425, 426, 427, 428, 429, 430, 431,  
 432, 433, 434, 435, 436, 437, 438, 439,  
 440, 441, 442, 443, 444, 445, 446, 447,  
 448, 449, 450, 451, 452, 453, 454, 455,  
 456, 457, 458, 459, 460, 461, 462, 463,  
 464, 465, 466, 467, 468, 469, 470, 471,  
 472, 473, 474, 475, 476, 477, 478, 479,  
 480, 481, 482, 483, 484, 485, 486, 487,  
 488, 489, 490, 491, 492, 493, 494, 495,  
 496, 497, 498, 499, 500, 501, 502, 503,  
 504, 505, 506, 507, 508, 509, 510, 511,  
 512, 513, 514, 515, 516, 517, 518, 519,  
 520, 521, 522, 523, 524, 525, 526, 527,  
 528, 529, 530, 531, 532, 533, 534, 535,  
 536, 537, 538, 539, 540, 541, 542, 543,  
 544, 545, 546, 547, 548, 549, 550, 551,  
 552, 553, 554, 555, 556, 557, 558, 559,  
 560, 561, 562, 563, 564, 565, 566, 567,  
 568, 569, 570, 571, 572, 573, 574, 575,  
 576, 577, 578, 579, 580, 581, 582, 583,  
 584, 585, 586, 587, 588, 589, 590, 591,  
 592, 593, 594, 595, 596, 597, 598, 599,  
 600, 601, 602, 603, 604, 605, 606, 607,  
 608, 609, 610, 611, 612, 613, 614, 615,  
 616, 617, 618, 619, 620, 621, 622, 623,  
 624, 625, 626, 627, 628, 629, 630, 631,  
 632, 633, 634, 635, 636, 637, 638, 639,  
 640, 641, 642, 643, 644, 645, 646, 647,  
 648, 649, 650, 651, 652, 653, 654, 655,  
 656, 657, 658, 659, 660, 661, 662, 663,  
 664, 665, 666, 667, 668, 669, 670, 671,  
 672, 673, 674, 675, 676, 677, 678, 679,  
 680, 681, 682, 683, 684, 685, 686, 687,  
 688, 689, 690, 691, 692, 693, 694, 695,  
 696, 697, 698, 699, 700, 701, 702, 703,  
 704, 705, 706, 707, 708, 709, 710, 711,  
 712, 713, 714, 715, 716, 717, 718, 719,  
 720, 721, 722, 723, 724, 725, 726, 727,  
 728, 729, 730, 731, 732, 733, 734, 735,  
 736, 737, 738, 739, 740, 741, 742, 743,  
 744, 745, 746, 747, 748, 749, 750, 751,  
 752, 753, 754, 755, 756, 757, 758, 759,  
 760, 761, 762, 763, 764, 765, 766, 767,  
 768, 769, 770, 771, 772, 773, 774, 775,  
 776, 777, 778, 779, 780, 781, 782, 783,  
 784, 785, 786, 787, 788, 789, 790, 791,  
 792, 793, 794, 795, 796, 797, 798, 799,  
 800, 801, 802, 803, 804, 805, 806, 807,  
 808, 809, 810, 811, 812, 813, 814, 815,  
 816, 817, 818, 819, 820, 821, 822, 823,  
 824, 825, 826, 827, 828, 829, 830, 831,  
 832, 833, 834, 835, 836, 837, 838, 839,  
 840, 841, 842, 843, 844, 845, 846, 847,  
 848, 849, 850, 851, 852, 853, 854, 855,  
 856, 857, 858, 859, 860, 861, 862, 863,  
 864, 865, 866, 867, 868, 869, 870, 871,  
 872, 873, 874, 875, 876, 877, 878, 879,  
 880, 881, 882, 883, 884, 885, 886, 887,  
 888, 889, 890, 891, 892, 893, 894, 895,  
 896, 897, 898, 899, 900, 901, 902, 903,  
 904, 905, 906, 907, 908, 909, 910, 911,  
 912, 913, 914, 915, 916, 917, 918, 919,  
 920, 921, 922, 923, 924, 925, 926, 927,  
 928, 929, 930, 931, 932, 933, 934, 935,  
 936, 937, 938, 939, 940, 941, 942, 943,  
 944, 945, 946, 947, 948, 949, 950, 951,  
 952, 953, 954, 955, 956, 957, 958, 959,  
 960, 961, 962, 963, 964, 965, 966, 967,  
 968, 969, 970, 971, 972, 973, 974, 975,  
 976, 977, 978, 979, 980, 981, 982, 983,  
 984, 985, 986, 987, 988, 989, 990, 991,  
 992, 993, 994, 995, 996, 997, 998, 999,  
 1000.



signe indiquant le pénètre dans les dépendances de la salle, 238.

— **Travaux de la Commission** —  
— sur la participation des Suisses à la guerre du 10 août, 2409, 2412, 2417, 2424, 2445, 2456, 2458, 2460, 2462, 2463, 2482, 2484, 2488, 2491, 2493, 2495 et actes de l'Assemblée relative à la guerre du 10 août, 2499, 2414, 2415, 2436, 2419, 2422, 2426, 2431, 2433, 2437, 2439, 2443, 2445, 2446, 2450-2452, 2454-2459, 2462-2471, 2475, 2489, 2495, 2498, 2499, 2500, 2501, 2507, 2515, 2518-2520, 2522-2529, 2542, 2543, 2545, 2548-2551, 2566, 2569, 2570, 2571, 2575, 2577, 2581, 2582, 2584, 2585; décrets concernant le licenciement des régiments suisses, 2577, 2584, 2488, 2489, 2503; demande de passeports par des députés, 2488, sous des noms supposés, 1347; démission du ministère et modifications ministérielles, 1219, 1228-1231, 1233-1236, 1240, 1244, 1246-1248, 1250-1258, 1260, 1261; dépôt dans la salle des séances de la pierre portant gravée la déclaration des Droits de l'Homme, 1323; destitution des administrateurs de la Section, 377; discours à l'Assemblée, 10, 13, 14, 21, 28, 34, 44, 76, 90, 120, 128, 130 et 131, 248, 253, 281, 293, 296, 334, 463, 464, 772, 773, 1117, 1202, 1203, 1211, 1270, 1277, 1411, 1421, 1424, 1513, 1514, 1515, 1593, 1575, 1536, 1560; discussion sur la déchéance de Louis XVI, 1971; don du bas-relief de Mirabeau pour être placé dans la salle des séances, 41; dons en faveur des victimes de la journée du 10 août, 2899-2956; dons patriotiques par les particuliers, 8, 252-258, 260-307, 309-317, 319, 320, 322-336, 338-345, 348, 349, 353, 355-359, 361-374, 376-378, 380, 381, 383, 385, 387, 389, 391, 393, 395, 397, 399, 401, 403, 405, 407, 409, 411, 413, 415, 417, 419, 421, 422, 1547-1555, 1557-1561; dons patriotiques par le département de l'Aube, 346, 347, 350-352, 354, 360, 372, 377, 379, 380, 382, 385-389, 390, 392, 394, 396, 398, 400, 402, 404, 406, 408, 410, 412, 414, 416, 418, 420, 422, 424, 426, 428, 430, 432, 434, 436, 438, 440, 442, 444, 446, 448, 450, 452, 454, 456, 458, 460, 462, 464, 466, 468, 470, 472, 474, 476, 478, 480, 482, 484, 486, 488, 490, 492, 494, 496, 498, 500, 502, 504, 506, 508, 510, 512, 514, 516, 518, 520, 522, 524, 526, 528, 530, 532, 534, 536, 538, 540, 542, 544, 546, 548, 550, 552, 554, 556, 558, 560, 562, 564, 566, 568, 570, 572, 574, 576, 578, 580, 582, 584, 586, 588, 590, 592, 594, 596, 598, 600, 602, 604, 606, 608, 610, 612, 614, 616, 618, 620, 622, 624, 626, 628, 630, 632, 634, 636, 638, 640, 642, 644, 646, 648, 650, 652, 654, 656, 658, 660, 662, 664, 666, 668, 670, 672, 674, 676, 678, 680, 682, 684, 686, 688, 690, 692, 694, 696, 698, 700, 702, 704, 706, 708, 710, 712, 714, 716, 718, 720, 722, 724, 726, 728, 730, 732, 734, 736, 738, 740, 742, 744, 746, 748, 750, 752, 754, 756, 758, 760, 762, 764, 766, 768, 770, 772, 774, 776, 778, 780, 782, 784, 786, 788, 790, 792, 794, 796, 798, 800, 802, 804, 806, 808, 810, 812, 814, 816, 818, 820, 822, 824, 826, 828, 830, 832, 834, 836, 838, 840, 842, 844, 846, 848, 850, 852, 854, 856, 858, 860, 862, 864, 866, 868, 870, 872, 874, 876, 878, 880, 882, 884, 886, 888, 890, 892, 894, 896, 898, 900, 902, 904, 906, 908, 910, 912, 914, 916, 918, 920, 922, 924, 926, 928, 930, 932, 934, 936, 938, 940, 942, 944, 946, 948, 950, 952, 954, 956, 958, 960, 962, 964, 966, 968, 970, 972, 974, 976, 978, 980, 982, 984, 986, 988, 990, 992, 994, 996, 998, 1000, 1002, 1004, 1006, 1008, 1010, 1012, 1014, 1016, 1018, 1020, 1022, 1024, 1026, 1028, 1030, 1032, 1034, 1036, 1038, 1040, 1042, 1044, 1046, 1048, 1050, 1052, 1054, 1056, 1058, 1060, 1062, 1064, 1066, 1068, 1070, 1072, 1074, 1076, 1078, 1080, 1082, 1084, 1086, 1088, 1090, 1092, 1094, 1096, 1098, 1100, 1102, 1104, 1106, 1108, 1110, 1112, 1114, 1116, 1118, 1120, 1122, 1124, 1126, 1128, 1130, 1132, 1134, 1136, 1138, 1140, 1142, 1144, 1146, 1148, 1150, 1152, 1154, 1156, 1158, 1160, 1162, 1164, 1166, 1168, 1170, 1172, 1174, 1176, 1178, 1180, 1182, 1184, 1186, 1188, 1190, 1192, 1194, 1196, 1198, 1200, 1202, 1204, 1206, 1208, 1210, 1212, 1214, 1216, 1218, 1220, 1222, 1224, 1226, 1228, 1230, 1232, 1234, 1236, 1238, 1240, 1242, 1244, 1246, 1248, 1250, 1252, 1254, 1256, 1258, 1260, 1262, 1264, 1266, 1268, 1270, 1272, 1274, 1276, 1278, 1280, 1282, 1284, 1286, 1288, 1290, 1292, 1294, 1296, 1298, 1300, 1302, 1304, 1306, 1308, 1310, 1312, 1314, 1316, 1318, 1320, 1322, 1324, 1326, 1328, 1330, 1332, 1334, 1336, 1338, 1340, 1342, 1344, 1346, 1348, 1350, 1352, 1354, 1356, 1358, 1360, 1362, 1364, 1366, 1368, 1370, 1372, 1374, 1376, 1378, 1380, 1382, 1384, 1386, 1388, 1390, 1392, 1394, 1396, 1398, 1400, 1402, 1404, 1406, 1408, 1410, 1412, 1414, 1416, 1418, 1420, 1422, 1424, 1426, 1428, 1430, 1432, 1434, 1436, 1438, 1440, 1442, 1444, 1446, 1448, 1450, 1452, 1454, 1456, 1458, 1460, 1462, 1464, 1466, 1468, 1470, 1472, 1474, 1476, 1478, 1480, 1482, 1484, 1486, 1488, 1490, 1492, 1494, 1496, 1498, 1500, 1502, 1504, 1506, 1508, 1510, 1512, 1514, 1516, 1518, 1520, 1522, 1524, 1526, 1528, 1530, 1532, 1534, 1536, 1538, 1540, 1542, 1544, 1546, 1548, 1550, 1552, 1554, 1556, 1558, 1560, 1562, 1564, 1566, 1568, 1570, 1572, 1574, 1576, 1578, 1580, 1582, 1584, 1586, 1588, 1590, 1592, 1594, 1596, 1598, 1600, 1602, 1604, 1606, 1608, 1610, 1612, 1614, 1616, 1618, 1620, 1622, 1624, 1626, 1628, 1630, 1632, 1634, 1636, 1638, 1640, 1642, 1644, 1646, 1648, 1650, 1652, 1654, 1656, 1658, 1660, 1662, 1664, 1666, 1668, 1670, 1672, 1674, 1676, 1678, 1680, 1682, 1684, 1686, 1688, 1690, 1692, 1694, 1696, 1698, 1700, 1702, 1704, 1706, 1708, 1710, 1712, 1714, 1716, 1718, 1720, 1722, 1724, 1726, 1728, 1730, 1732, 1734, 1736, 1738, 1740, 1742, 1744, 1746, 1748, 1750, 1752, 1754, 1756, 1758, 1760, 1762, 1764, 1766, 1768, 1770, 1772, 1774, 1776, 1778, 1780, 1782, 1784, 1786, 1788, 1790, 1792, 1794, 1796, 1798, 1800, 1802, 1804, 1806, 1808, 1810, 1812, 1814, 1816, 1818, 1820, 1822, 1824, 1826, 1828, 1830, 1832, 1834, 1836, 1838, 1840, 1842, 1844, 1846, 1848, 1850, 1852, 1854, 1856, 1858, 1860, 1862, 1864, 1866, 1868, 1870, 1872, 1874, 1876, 1878, 1880, 1882, 1884, 1886, 1888, 1890, 1892, 1894, 1896, 1898, 1900, 1902, 1904, 1906, 1908, 1910, 1912, 1914, 1916, 1918, 1920, 1922, 1924, 1926, 1928, 1930, 1932, 1934, 1936, 1938, 1940, 1942, 1944, 1946, 1948, 1950, 1952, 1954, 1956, 1958, 1960, 1962, 1964, 1966, 1968, 1970, 1972, 1974, 1976, 1978, 1980, 1982, 1984, 1986, 1988, 1990, 1992, 1994, 1996, 1998, 2000, 2002, 2004, 2006, 2008, 2010, 2012, 2014, 2016, 2018, 2020, 2022, 2024, 2026, 2028, 2030, 2032, 2034, 2036, 2038, 2040, 2042, 2044, 2046, 2048, 2050, 2052, 2054, 2056, 2058, 2060, 2062, 2064, 2066, 2068, 2070, 2072, 2074, 2076, 2078, 2080, 2082, 2084, 2086, 2088, 2090, 2092, 2094, 2096, 2098, 2100, 2102, 2104, 2106, 2108, 2110, 2112, 2114, 2116, 2118, 2120, 2122, 2124, 2126, 2128, 2130, 2132, 2134, 2136, 2138, 2140, 2142, 2144, 2146, 2148, 2150, 2152, 2154, 2156, 2158, 2160, 2162, 2164, 2166, 2168, 2170, 2172, 2174, 2176, 2178, 2180, 2182, 2184, 2186, 2188, 2190, 2192, 2194, 2196, 2198, 2200, 2202, 2204, 2206, 2208, 2210, 2212, 2214, 2216, 2218, 2220, 2222, 2224, 2226, 2228, 2230, 2232, 2234, 2236, 2238, 2240, 2242, 2244, 2246, 2248, 2250, 2252, 2254, 2256, 2258, 2260, 2262, 2264, 2266, 2268, 2270, 2272, 2274, 2276, 2278, 2280, 2282, 2284, 2286, 2288, 2290, 2292, 2294, 2296, 2298, 2300, 2302, 2304, 2306, 2308, 2310, 2312, 2314, 2316, 2318, 2320, 2322, 2324, 2326, 2328, 2330, 2332, 2334, 2336, 2338, 2340, 2342, 2344, 2346, 2348, 2350, 2352, 2354, 2356, 2358, 2360, 2362, 2364, 2366, 2368, 2370, 2372, 2374, 2376, 2378, 2380, 2382, 2384, 2386, 2388, 2390, 2392, 2394, 2396, 2398, 2400, 2402, 2404, 2406, 2408, 2410, 2412, 2414, 2416, 2418, 2420, 2422, 2424, 2426, 2428, 2430, 2432, 2434, 2436, 2438, 2440, 2442, 2444, 2446, 2448, 2450, 2452, 2454, 2456, 2458, 2460, 2462, 2464, 2466, 2468, 2470, 2472, 2474, 2476, 2478, 2480, 2482, 2484, 2486, 2488, 2490, 2492, 2494, 2496, 2498, 2500, 2502, 2504, 2506, 2508, 2510, 2512, 2514, 2516, 2518, 2520, 2522, 2524, 2526, 2528, 2530, 2532, 2534, 2536, 2538, 2540, 2542, 2544, 2546, 2548, 2550, 2552, 2554, 2556, 2558, 2560, 2562, 2564, 2566, 2568, 2570, 2572, 2574, 2576, 2578, 2580, 2582, 2584, 2586, 2588, 2590, 2592, 2594, 2596, 2598, 2600, 2602, 2604, 2606, 2608, 2610, 2612, 2614, 2616, 2618, 2620, 2622, 2624, 2626, 2628, 2630, 2632, 2634, 2636, 2638, 2640, 2642, 2644, 2646, 2648, 2650, 2652, 2654, 2656, 2658, 2660, 2662, 2664, 2666, 2668, 2670, 2672, 2674, 2676, 2678, 2680, 2682, 2684, 2686, 2688, 2690, 2692, 2694, 2696, 2698, 2700, 2702, 2704, 2706, 2708, 2710, 2712, 2714, 2716, 2718, 2720, 2722, 2724, 2726, 2728, 2730, 2732, 2734, 2736, 2738, 2740, 2742, 2744, 2746, 2748, 2750, 2752, 2754, 2756, 2758, 2760, 2762, 2764, 2766, 2768, 2770, 2772, 2774, 2776, 2778, 2780, 2782, 2784, 2786, 2788, 2790, 2792, 2794, 2796, 2798, 2800, 2802, 2804, 2806, 2808, 2810, 2812, 2814, 2816, 2818, 2820, 2822, 2824, 2826, 2828, 2830, 2832, 2834, 2836, 2838, 2840, 2842, 2844, 2846, 2848, 2850, 2852, 2854, 2856, 2858, 2860, 2862, 2864, 2866, 2868, 2870, 2872, 2874, 2876, 2878, 2880, 2882, 2884, 2886, 2888, 2890, 2892, 2894, 2896, 2898, 2900, 2902, 2904, 2906, 2908, 2910, 2912, 2914, 2916, 2918, 2920, 2922, 2924, 2926, 2928, 2930, 2932, 2934, 2936, 2938, 2940, 2942, 2944, 2946, 2948, 2950, 2952, 2954, 2956, 2958, 2960, 2962, 2964, 2966, 2968, 2970, 2972, 2974, 2976, 2978, 2980, 2982, 2984, 2986, 2988, 2990, 2992, 2994, 2996, 2998, 3000, 3002, 3004, 3006, 3008, 3010, 3012, 3014, 3016, 3018, 3020, 3022, 3024, 3026, 3028, 3030, 3032, 3034, 3036, 3038, 3040, 3042, 3044, 3046, 3048, 3050, 3052, 3054, 3056, 3058, 3060, 3062, 3064, 3066, 3068, 3070, 3072, 3074, 3076, 3078, 3080, 3082, 3084, 3086, 3088, 3090, 3092, 3094, 3096, 3098, 3100, 3102, 3104, 3106, 3108, 3110, 3112, 3114, 3116, 3118, 3120, 3122, 3124, 3126, 3128, 3130, 3132, 3134, 3136, 3138, 3140, 3142, 3144, 3146, 3148, 3150, 3152, 3154, 3156, 3158, 3160, 3162, 3164, 3166, 3168, 3170, 3172, 3174, 3176, 3178, 3180, 3182, 3184, 3186, 3188, 3190, 3192, 3194, 3196, 3198, 3200, 3202, 3204, 3206, 3208, 3210, 3212, 3214, 3216, 3218, 3220, 3222, 3224, 3226, 3228, 3230, 3232, 3234, 3236, 3238, 3240, 3242, 3244, 3246, 3248, 3250, 3252, 3254, 3256, 3258, 3260, 3262, 3264, 3266, 3268, 3270, 3272, 3274, 3276, 3278, 3280, 3282, 3284, 3286, 3288, 3290, 3292, 3294, 3296, 3298, 3300, 3302, 3304, 3306, 3308, 3310, 3312, 3314, 3316, 3318, 3320, 3322, 3324, 3326, 3328, 3330, 3332, 3334, 3336, 3338, 3340, 3342, 3344, 3346, 3348, 3350, 3352, 3354, 3356, 3358, 3360, 3362, 3364, 3366, 3368, 3370, 3372, 3374, 3376, 3378, 3380, 3382, 3384, 3386, 3388, 3390, 3392, 3394, 3396, 3398, 3400, 3402, 3404, 3406, 3408, 3410, 3412, 3414, 3416, 3418, 3420, 3422, 3424, 3426, 3428, 3430, 3432, 3434, 3436, 3438, 3440, 3442, 3444, 3446, 3448, 3450, 3452, 3454, 3456, 3458, 3460, 3462, 3464, 3466, 3468, 3470, 3472, 3474, 3476, 3478, 3480, 3482, 3484, 3486, 3488, 3490, 3492, 3494, 3496, 3498, 3500, 3502, 3504, 3506, 3508, 3510, 3512, 3514, 3516, 3518, 3520, 3522, 3524, 3526, 3528, 3530, 3532, 3534, 3536, 3538, 3540, 3542, 3544, 3546, 3548, 3550, 3552, 3554, 3556, 3558, 3560, 3562, 3564, 3566, 3568, 3570, 3572, 3574, 3576, 3578, 3580, 3582, 3584, 3586, 3588, 3590, 3592, 3594, 3596, 3598, 3600, 3602, 3604, 3606, 3608, 3610, 3612, 3614, 3616, 3618, 3620, 3622, 3624, 3626, 3628, 3630, 3632, 3634, 3636, 3638, 3640, 3642, 3644, 3646, 3648, 3650, 3652, 3654, 3656, 3658, 3660, 3662, 3664, 3666, 3668, 3670, 3672, 3674, 3676, 3678, 3680, 3682, 3684, 3686, 3688, 3690, 3692, 3694, 3696, 3698, 3700, 3702, 3704, 3706, 3708, 3710, 3712, 3714, 3716, 3718, 3720, 3722, 3724, 3726, 3728, 3730, 3732, 3734, 3736, 3738, 3740, 3742, 3744, 3746, 3748, 3750, 3752, 3754, 3756, 3758, 3760, 3762, 3764, 3766, 3768, 3770, 3772, 3774, 3776, 3778, 3780, 3782, 3784, 3786, 3788, 3790, 3792, 3794, 3796, 3798, 3800, 3802, 3804, 3806, 3808, 3810, 3812, 3814, 3816, 3818, 3820, 3822, 3824, 3826, 3828, 3830, 3832, 3834, 3836, 3838, 3840, 3842, 3844, 3846, 3848, 3850, 3852, 3854, 3856, 3858, 3860, 3862, 3864, 3866, 3868, 3870, 3872, 3874, 3876, 3878, 3880, 3882, 3884, 3886, 3888, 3890, 3892, 3894, 3896, 3898, 3900, 3902, 3904, 3906, 3908, 3910, 3912, 3914, 3916, 3918, 3920, 3922, 3924, 3926, 3928, 3930, 3932, 3934, 3936, 3938, 3940, 3942, 3944, 3946, 3948, 3950, 3952, 3954, 3956, 3958, 3960, 3962, 3964, 3966, 3968, 3970, 3972, 3974, 3976, 3978, 3980, 3982, 3984, 3986, 3988, 3990, 3992, 3994, 3996, 3998, 4000, 4002, 4004, 4006, 4008, 4010, 4012, 4014, 4016, 4018, 4020, 4022, 4024, 4026, 4028, 4030, 4032, 4034, 4036, 4038, 4040, 4042, 4044, 4046, 4048, 4050, 4052, 4054, 4056, 4058, 4060, 4062, 4064, 4066, 4068, 4070, 4072, 4074, 4076, 4078, 4080, 4082, 4084, 4086, 4088, 4090, 4092, 4094, 4096, 4098, 4100, 4102, 4104, 4106, 4108, 4110, 4112, 4114, 4116, 4118, 4120, 4122, 4124, 4126, 4128, 4130, 4132, 4134, 4136, 4138, 4140, 4142, 4144, 4146, 4148, 4150, 4152, 4154, 4156, 4158, 4160, 4162,

10 août, 3819, 3819, 3821, 3824, 3831, 3838-3841, 3841-3848, 3849, 3852-3858, 3861-3864, 3869-3871, 3877, 3887-3889, 3897-3899, 3901-3903, 3906, 3907, 3911, 3912, 3915, 3916, 3919, 3921, 3930, 3931, 3933, 3937, 3938, 3940, 3942, 3944-3946, 3952-3960, 3961, 3968, adresses et pétitions par elle reçues concernant les événements de la journée du 26 juin, 740, 741, 747, 768, 772-776, 787, 789, 793, 795, 808, 809, 812-815, 829, 830, 834, 846, 847, 849, 851-853, 868; lettres et déclarations relatives aux préparatifs du 10 août, 2017, 2019, 2029, 2030, 2039, 2042, 2043, 2076, 2081, 2083, 2084, 2086; lettres et déclarations des députés outragés le 9 août par le peuple, 2050, 2052, 2067; lettres par elle reçues relativement aux conséquences de la journée du 20 juin, 1014, 1017-1019, 1021, 1037, 1043, 1044, 1046, 1050, 1058, 1062, 1065, 1066, 1068, 1081, 1092, 1093, 1102, 1107, 1108, 1112, 1115, 1117, 1119, 1125, 1128, 1132.

- Mandats d'arrêt délivrés contre 3 députés, 424, 432; menaces proférées dans la salle par un officier de garde nationale, 16; menaces proférées contre les Marseillais dans la salle des séances, 147; mesures prises par elle lors de l'incendie des Tuileries, le 10 août, 1422-1424, 1427-1430, 1434; mesures prises par elle contre les fauteurs de troubles, 1361, 1363, 1365, 1367, 1374, 1375, 1378, 1383, 1385; mesures prises par elle relativement à l'arrestation de ses commissaires à Sedan, 3753, 3761, 3762, 3769, 3778, 3779, 3785-3787, 3790-3792, 3794, 3800, 3801, 3805, 3808; mesures relatives au licenciement de la garde du Roi, 490, 494, 497-499, 512.

- Ordre au commandant du poste de l'Assemblée, 3818; ordre par elle donné à la garde nationale de Versailles accourue à Paris le 10 août, 426; ordre de comparaître à sa barre, 3776, 3799, 3801, 3802, 3804, 3805, 3807, 3808, 3810, 3811, 3812, 3813, 3814, 3815, 3816, 3817, 3818, 3819, 3820, 3821, 3822, 3823, 3824, 3825, 3826, 3827, 3828, 3829, 3830, 3831, 3832, 3833, 3834, 3835, 3836, 3837, 3838, 3839, 3840, 3841, 3842, 3843, 3844, 3845, 3846, 3847, 3848, 3849, 3850, 3851, 3852, 3853, 3854, 3855, 3856, 3857, 3858, 3859, 3860, 3861, 3862, 3863, 3864, 3865, 3866, 3867, 3868, 3869, 3870, 3871, 3872, 3873, 3874, 3875, 3876, 3877, 3878, 3879, 3880, 3881, 3882, 3883, 3884, 3885, 3886, 3887, 3888, 3889, 3890, 3891, 3892, 3893, 3894, 3895, 3896, 3897, 3898, 3899, 3900, 3901, 3902, 3903, 3904, 3905, 3906, 3907, 3908, 3909, 3910, 3911, 3912, 3913, 3914, 3915, 3916, 3917, 3918, 3919, 3920, 3921, 3922, 3923, 3924, 3925, 3926, 3927, 3928, 3929, 3930, 3931, 3932, 3933, 3934, 3935, 3936, 3937, 3938, 3939, 3940, 3941, 3942, 3943, 3944, 3945, 3946, 3947, 3948, 3949, 3950, 3951, 3952, 3953, 3954, 3955, 3956, 3957, 3958, 3959, 3960, 3961, 3962, 3963, 3964, 3965, 3966, 3967, 3968, 3969, 3970, 3971, 3972, 3973, 3974, 3975, 3976, 3977, 3978, 3979, 3980, 3981, 3982, 3983, 3984, 3985, 3986, 3987, 3988, 3989, 3990, 3991, 3992, 3993, 3994, 3995, 3996, 3997, 3998, 3999, 4000, 4001, 4002, 4003, 4004, 4005, 4006, 4007, 4008, 4009, 4010, 4011, 4012, 4013, 4014, 4015, 4016, 4017, 4018, 4019, 4020, 4021, 4022, 4023, 4024, 4025, 4026, 4027, 4028, 4029, 4030, 4031, 4032, 4033, 4034, 4035, 4036, 4037, 4038, 4039, 4040, 4041, 4042, 4043, 4044, 4045, 4046, 4047, 4048, 4049, 4050, 4051, 4052, 4053, 4054, 4055, 4056, 4057, 4058, 4059, 4060, 4061, 4062, 4063, 4064, 4065, 4066, 4067, 4068, 4069, 4070, 4071, 4072, 4073, 4074, 4075, 4076, 4077, 4078, 4079, 4080, 4081, 4082, 4083, 4084, 4085, 4086, 4087, 4088, 4089, 4090, 4091, 4092, 4093, 4094, 4095, 4096, 4097, 4098, 4099, 4100, 4101, 4102, 4103, 4104, 4105, 4106, 4107, 4108, 4109, 4110, 4111, 4112, 4113, 4114, 4115, 4116, 4117, 4118, 4119, 4120, 4121, 4122, 4123, 4124, 4125, 4126, 4127, 4128, 4129, 4130, 4131, 4132, 4133, 4134, 4135, 4136, 4137, 4138, 4139, 4140, 4141, 4142, 4143, 4144, 4145, 4146, 4147, 4148, 4149, 4150, 4151, 4152, 4153, 4154, 4155, 4156, 4157, 4158, 4159, 4160, 4161, 4162, 4163, 4164, 4165, 4166, 4167, 4168, 4169, 4170, 4171, 4172, 4173, 4174, 4175, 4176, 4177, 4178, 4179, 4180, 4181, 4182, 4183, 4184, 4185, 4186, 4187, 4188, 4189, 4190, 4191, 4192, 4193, 4194, 4195, 4196, 4197, 4198, 4199, 4200, 4201, 4202, 4203, 4204, 4205, 4206, 4207, 4208, 4209, 4210, 4211, 4212, 4213, 4214, 4215, 4216, 4217, 4218, 4219, 4220, 4221, 4222, 4223, 4224, 4225, 4226, 4227, 4228, 4229, 4230, 4231, 4232, 4233, 4234, 4235, 4236, 4237, 4238, 4239, 4240, 4241, 4242, 4243, 4244, 4245, 4246, 4247, 4248, 4249, 4250, 4251, 4252, 4253, 4254, 4255, 4256, 4257, 4258, 4259, 4260, 4261, 4262, 4263, 4264, 4265, 4266, 4267, 4268, 4269, 4270, 4271, 4272, 4273, 4274, 4275, 4276, 4277, 4278, 4279, 4280, 4281, 4282, 4283, 4284, 4285, 4286, 4287, 4288, 4289, 4290, 4291, 4292, 4293, 4294, 4295, 4296, 4297, 4298, 4299, 4300, 4301, 4302, 4303, 4304, 4305, 4

1876, 1878-1881, 1892, 1893, 1899, 1900,  
1906-1910, 1916-1925, 1927, 1934, 1935,  
1939-1946, 1950, 1951, 1954-1955

— Participation de l'Assemblée au 3<sup>e</sup> anniversaire de la Fédération, 1264, 1266, 1269-1273, 1276, 1277, 1279-1281, 1283, 1286-1290, 1293-1299, 1309, 1310, 1316-1321, 1323-1331; participation à la fête funèbre en l'honneur des victimes du 10 août, 2959-2963, 2967-2969; passeports demandés par des députés sous des noms supposés, 1347; patrouille de la garde nationale autour de la salle des séances, 1352; permanence de l'Assemblée et des sections, 432-456, 458-461, 463-468, 470-485; pétition dite des 8,000 au sujet de la formation d'un camp sous Paris, 553-559, 561-567, 569-572, 574, 576-584, 586-591, 593-616, 620, 622-644, 646-669, 671; police de son enceinte, 38, 39, 1354, 1362, 1366; poursuites contre *l'Ami du Peuple* et *l'Ami du Roi*, 401, 402, 408-410; présence des députés aux travaux du camp sous Paris, 1907, 1908, 1916; présentation de *l'Amicale du Père Grégoire*, 45, 1904; information de la Patrie en danger, 1428, 1431-1438, 1443, 1451, 1454, 1455, 1463, 1561-1563, 1573, 1574; projet de dissolution à main armée, 1136; projet de salle présenté par Poyet, 29.

— Rapports et déclarations à elle adressés sur la journée du 10 août, 2300-2350 ; réception de Lafayette avant son départ pour l'armée, 43-46 ; réception des soldats suisses de Châteaueux, 174, 175, 187, 191, 197, 198, 227, 229, 231-233, 239 ; refuge y trouvé par Louis XVI, le 10 août, 2131, 2142, 2300, 2366, 2385, 2387, 2395, 2428, 2441, 2466, 2483, 3748 ; remise à sa femme des objets précieux apportés du château des Tuileries, le 10 août, 2334, 2337, 2338, 2340-2345, 2351-2354, 2359, 2361-2363, 2370-2377, 2379-2382, 2386-2389 ; renvoi au Comité de législation de l'affaire du cardinal de Rohan, et des propositions à elle adressées de ne rien faire pour la génération future, 3566.

2147-2149; suppression de la séparation technique aux deux extrémités de

- [illegible]

- Attentat à l'immortalité des représentants du peuple, 426.
- Attental** (L. liberté individuelle des députés, 1793, 1797; à la suite de l'Etat, 1797; procès sur l'empoisonnement XVI, 1799; les factieux dérivés de la suspension de Louis XVI considéré comme un), 1798.
- Attentats** commis par les administrateurs rebelles des Ardennes, 3528; commis contre les représentants du peuple, 2060-2067.
- Attentivement** le 20 juin à la porte de Saint-Firmin, 777; au boulevard de l'Hôpital, 879.
- Attouppements** du faubourg, Saint-Antoine, 768, 772, 809, 812, 1067, 2148, 2126, 2126, 2128, 2129, 2131, 2314; populaires (loi sur les), 2328.
- Aube** (Toussaint MAIZIÈRES, député du département de l', 2060; JBAS, 1797; BACON, député du département de l', 2064).
- ABERT**, adjudant-major du bataillon de l'Allier, Saint-Germain-des-Près, 1797; chef de la section du Rinde, 1967.
- Auger-Lacour** (Antoine), ancien capitaine de volontaires nationaux, 1518.
- Aubervilliers** (municipalité d'), 1630, 1632, 1642.
- (officiers de la garde nationale d'), 1632; volontaires d', 1639, 1642.
- Auvergne** d', membre de la Commune, 1797; D'Arles, 1797.
- Aubigny** (d'), (conseils généraux du district et de la commune d'), 2991.
- Auch** (administrateurs du district d'), 3368.
- (citoyens d'), 3228.
- (conseil de la commune d'), 3228.
- Aude** (directeurs de département de l', 1807, 1809).
- Audoux** (François-Xavier), aumônier de la garde nationale, 382; volontaire au soulèvement de l'Allier, Saint-Germain-des-Près, 1797.
- Audren** (Yves-Marie), commissaire chargé de l'administration civile au département de la Liste Civile, 2199.
- Aud** (Reine-Louise), citoyenne patriote, 1799; 1799.
- Auduvie**, secrétaire greffier de la section du Mail, 2733.
- AUGER**, négociant en denrées coloniales, 1797, 1798.
- (citoyen d'), 1799.
- (société des Amis de la Liberté et de l'Égalité du canton d'), 2620.
- Augias** (entourage de Louis XVI assimilé aux écuries d'), 3371.
- Augustins** (imprimerie des assignats aux), 1772.
- Auray** (district et commune d'), 997.
- (officiers municipaux d'), 3191.
- (place de la Liberté d'), 1797.
- (société des Amis de la Liberté et de l'Égalité du canton d'), 3734.
- (tribunal du district d'), 925.
- AURAN** (Louis), ancien vice-consul en Espagne, 1797.
- Autel de la Patrie**, au Champ de Mars (décoration de l'), 191, 223, 234, (cérémonie de la Fédération autour de l'), 1271; (garde de l') pour empêcher les dégradations des malveillants, 240, 242.
- Auteuil** (citoyennes d'), 2940.
- (maire d'), 486.
- Autriche** suppôts de l', 3136.
- Autrichiens** (annonce de l'arrivée prochaine à Paris des), 1797.
- Autun** (citoyens libres d'), 3537.
- (conseil général de la commune d'), 1299.
- Auvergnats** (offre patriotique des), 1432; (uniformes fournis par les députés aux volontaires), 1579.
- AUVERMAN** (sieur), prisonnier de l'Abbaye, 3924.
- Auxerre** arrivée des Marseillais à, 1375.
- (citoyens d'), 1798.
- (levée des volontaires à), 1698.
- (municipalité d'), 3101.
- Auxonne** (commune d'), 3177, 3360.
- Auxy-le-Château** habitants du bourg d', 3659.
- Avallon** administrateurs du district d', 1799.
- (société des Amis de la Liberté et de l'Égalité d'), 3371.
- AVANT** (Louis-Augustin), chef de la section du Ponceau, 2363.
- AVANT** (Louis-Augustin), chef de la section du Ponceau, 2363.
- AVANT** (Louis-Augustin), chef de la section du Ponceau, 2363.
- Avengles** de l'hôpital des Quinze-Vingts (don patriotique des), 380.

**Aveyron** (conseil du département de l.)  
3130.

— (conseil général du département de l.)  
3700.

— François Lortal, député du département de l., 2148; P. BARTHÉLÉMY, Joseph NOGARET et Antoine MOLINIER, députés du département de l., 2161.

**Avignon** (corps administratifs l.)  
— (conseil municipal l.)  
— (conseil général de l.)

— (conseil général de l.)  
1339.

**Avon** (l.)  
— (conseil général de l.)

**Avranches** (administrateurs du district de l.)  
— (citoyens d.)

— (conseil général de l.)  
— (conseil municipal de l.)

**Avril** (Noël), sous-lieutenant de la 2<sup>e</sup> compagnie du bataillon des Filles-Saint-Thomas, 2391.

**Ay** (plaine de l.)

**AZEM** Michel, député du département de l'Aude, 1208.

## B

**B<sup>re</sup>**, serrurier-machiniste, 300.

**Babin** (sieur), inventeur de lances et de bayonnettes, 1661.

**Bachelin**, chirurgien du bataillon de Saint-Gervais, 2614.

**Baer** (Diebold), chargé d'affaires de France en Suisse, 174.

**Baer** (de) (Charles-François-Antoine) (comte baron de), major au régiment des gardes suisses, 1078, 2095, 2346, 2457, 2600, 2622, 2623, 2628, 2681, 2682, 2691, 2692, 2693, 2694, 2695, 2696, 2697, 2698.

**Bacon** (Pierre-Eléonor), ancien professeur de belles-lettres à l'Ecole militaire, 252.

**Bacon** (ARNE-ALBERTINE), écrivain, 2374.

**Bacon** (François), instituteur aux écoles de la commune de l'Aube, 2374.

**Bacon** (Désiré), Charles-Alexandre-Balthazar-François de Paul, député de l'Aube, 2374.

**Bacon** (Désiré), 2374.

**Bacon** (Désiré), 2374.

**Bacon** (Désiré), 2374.

**Bacon** (Désiré), 2374.

**Bacon** (Désiré), 2374.

**Bacon** (Désiré), 2374.

**Bacon** (Désiré), 2374.

**Bacon** (Désiré), 2374.

**Bacon** (Désiré), 2374.

**Bacon** (Désiré), 2374.

**Bacon** (Désiré), 2374.

**Bacon** (Désiré), 2374.

**Bacon** (Désiré), 2374.

**Bacon** (Désiré), 2374.

**Bacon** (Désiré), 2374.

**Bacon** (Désiré), 2374.

**Bacon** (Désiré), 2374.

**Bacon** (Désiré), 2374.

**Bacon** (Désiré), 2374.

**Bacon** (Désiré), 2374.

**Bacon** (Désiré), 2374.

**Bacon** (Désiré), 2374.

**Bacon** (Désiré), 2374.

**Bacon** (Désiré), 2374.

**Bacon** (Désiré), 2374.

**Bacon** (Désiré), 2374.

**Bacon** (Désiré), 2374.

**Bacon** (Désiré), 2374.







- (curé de Saint-Eusèbe, à Lagny), 2994.
- Bauge** (commune de), 966.
- (tribunal du district de), 912.
- Baume d'Amé, par son administration à la Fresse, du 10 août, 2780.
- Baumes-François (des pro), député du Haut-Rhin, à l'Assemblée législative, 1821.
- Bauby Joseph, serrurier, 2325.
- Bausset** (de), 2820.
- Baudou, commandant du 9<sup>e</sup> bataillon de la 2<sup>e</sup> légion, 196, 198.
- Bayeux** (patrotes de), 111.
- Bayonne** (arrondissement du départ de Louis XVI par lettre de), 742.
- (commune de), 707.
- (arrondissement de), 3329.
- (garnison du 80<sup>e</sup> régiment d'infanterie de), 804.
- (présentation de serment sur la place de la Liberté de), 1359.
- Bayonnettes (projet de nouvelles), 1636.
- Bazas** (conseil d'administration du district de), 3333.
- Bazile, serrurier, 238.
- Bazincoeur, commissaire de section, 2667.
- Bazis (arrondissements de M<sup>re</sup> de), 2.
- Beaugency** (Olympe) (dées de), 3019.
- (Olympe) (dées de), 3102.
- Beauville Joseph-Marie, avoué, grenadier du bataillon des Cordeliers, 1371.
- Beaulieu, commissaire au Bureau de comptabilité, candidat désigné pour le ministère des contributions publiques, 701, 707-710, 1235.
- Beaulieu (Jean-François de) Bessou d'Ally Rochemard, dit, acteur du théâtre du Palais, 1917.
- Beaulieu (Jean-François) (hôpital de) Saint-Thomas-de-Villeneuve, 2132.
- Beaune** (assemblée administrative du district de), 3002.
- (commune de), 3344.
- (fédérés de la ville de), 1318, 2929.
- Beauvais (Jean-François), gendarme de la compagnie Pescheleche, 2544.
- Beauvais (Pierre) (arrondissement de) de Paris à l'Assemblée législative, 2796.
- (de), 285.
- Beauvais** (commune de), 3344.
- (conseil du district de), 3030.
- (commune de), la statue équestre de Louis XIV de la place publique de, 3040, 3089.
- Bécard, président de la section de Popincourt, 126.
- Bedarieux** (arrondissement de), 3042.
- Bénour (Jean-François), commissaire de la section des Thermes-de-Julien ou Beaurepaire, 2179, 2706.
- Bérard, Bérard (arrondissement), chef de la légion de la garde nationale, 2070, 2127, 2326.
- Berthelot Alexandre-Pierre, lieutenant dit, ingénieur militaire, directeur général des travaux de camp sous Paris, 1840, 1890, 1901, 1904, 1907, 1923, 1950.
- BELANGER (sieur), caporal de la section de 1792, 2278.
- Belfort** (conseil général de la commune et citoyens libres de), 3060.
- (tribunal du district de), 3561.
- Belges** (dégion formée de), 2487.
- Belgique** (représentants en mission en), 155.
- BELLE Augustin-Louis, peintre, 1148.
- Bellefontaine** (camp de), 3758.
- Belleme (Antoine) (dées de), commissaire de l'Assemblée auprès des armées, 2195, 2980.
- Belle Isle-en Mer** (corps civils et militaires de), 3191.
- Bellesme** (administrateurs du district et de la commune de), 3557.
- Belleville** (commune de), 2915.
- (garde nationale de), 2915.
- (pension Michelin à), 379.
- (troupes nationales de), 1992.
- BELLIER (Edme-Pierre), volontaire de la garde nationale, 2344.
- Bellier, président des Amis de la Constitution de Brest, 234.
- Bénard Charles Joachim, commandant du bataillon des Carmélites, 1400.
- médecin de la paroisse de Sainte-Marguerite, 2700.
- (Marie-Jeanne, femme Farcy), 2789.
- Benoist (Marie-Joseph) (dées de), 10 août, 2701.
- Benoist Olympe-François, comte de 15.
- BENOIST Jean-Marie, député de la Loire-Inférieure à l'Assemblée législative, 1065.



- Bouquet Marie-Madeleine, veuve d'un combattant du 10 août, 2789.
- Boussard, capitaine des armées blanches de la guerre aux Indes, 2499.
- Boussard (Louis-François), 2000 (du bataillon de Saint-Opportune, 876).
- BIBERMANN (Jacques), officier municipal, 214.
- Billets pour le camp de Paris, 1882; (don patriotique de), 359.
- Bielle** assemblée primaire du canton de), 3547.
- Biens nationaux (administration municipale de), 1890.
- Bière pour la fête de Châteaueux (dépense de), 246.
- Bire (deputé français), blessé le 10 août, 2699.
- Bisot (Antoine), de la section de la Croix-Rouge, mort des suites de blessures reçues le 10 août, 2672.
- BISOT DE SAINTE-CROIX (Claude-Louis), ministre des affaires étrangères, 1244, 1242, 1259, 1260, 2163, 2166, 2170.
- Bijoux trouvés dans l'appartement de Marie-Antoinette (restitution d'une boîte de), 2537.
- BILAUD - VARENNE (Jacques-Nicolas), 67, 3835, 3836; commissaire de la commune de Paris au camp de Châlons, 1668.
- Billet jaune (offrande d'un petit), 278; de cent sols pour les femmes de volontaires de la Garde, 1842; le logement militaire délivré aux fédérés, 1267.
- Billets de la Caisse de secours, 389; de cent sols pour les veuves du 10 août (don de 2), 1852.
- BINET (François), mort des suites de blessures reçues le 10 août, 2885.
- (Jean-Baptiste), chirurgien-major de la compagnie des Marseillais, 2648, 2734, 2786, 2827, 2855.
- BIRON (Armand-Louis-Gontaud, duc de), général commandant l'armée du Rhin, 1496, 2294, 3772, 3773, 3775, 3796, 3809, 3812, 3820, 3832, 3833, 3927, 3947, 3948.
- BISCH (Jean-François), courrier aux Indes, 1181.
- Bisson (Jacques-Pierre), lieutenant de grenadiers du bataillon de Sainte-Opportune, 13, 2340.
- Bisson, gendarme, blessé le 10 août, 2784.
- Bisson (Michel), blessé le 10 août, 2800.
- BIZET (Françoise), femme DANIEL, 2970.
- Blamont** (Meurthe) (assemblée primaire de), 3488.
- (conseil général de la commune de), 3647.
- Blanc** (procureur syndic du district du), 324.
- BLANCHILLY (Mathieu), député des Bouches-du-Rhône à l'Assemblée législative, 786, 3822, 3823, 3848, 3938, 3963.
- BLANCHARD (Claude), député du Pas-de-Calais à l'Assemblée législative, 2429, 2940.
- BLANCHARD (Jacques), capitaine commandant le poste de Montmartre, 2402.
- BLANCHET, habitant d'Etampes, 527, 542.
- Blanchisseuses du quartier des Gobelins, 442.
- BLANCHON, Pierre-Henri, juge de paix de la section des Lombards, 2049.
- BLASUS (sieur), premier violon de la Comédie-Italienne, 2398.
- BLAVIER (Louis-André), secrétaire de la Commission militaire du camp sous Paris, 1897.
- Blaye** (conseil général de la commune de), 3224.
- Blé (prix exagéré du), 513, 523.
- BLEIN (Claude), jardinier à Rueil, 2481, 2490.
- Bléré** (citoyens de), 3168.
- Blés (disette des) dans le département de la Haute-Vienne, 3686; (soldats suisses occupés comme gardes de), 2462-2464.
- Blessé aux Champs-Élysées (fédéré marseillais), 2846; du 10 août (eaux minérales de Digne recommandées à un), 2835; le 10 août (jeune garçon de 16 ans), 1776; du 10 août, dans l'armée de la Garde, 2780; du 10 août (pseudo), 2844; du 10 août, resté en traitement 222 jours à l'Hôtel-Dieu, 2818; du 10 août resté 6 mois et demi en traitement, 2772; du 10 août traité à l'hôpital Saint-Louis, 2748; du 10 août traité 200 jours, 2830; du 10 août resté 435 jours en traitement, 2857.
- Blessée du 10 août (pétitions d'une), 2843, 2844.







- Bataillons** (dépouillés par le bataillon des Mathurins, 2179; par le bataillon de Saint-Gervais, 2238.
- envoyés de l'arsenal de Rochefort, 1893; — (dépouillés par le Sapeur-Secourable, 1794).
- Boulevard Bonne-Nouvelle**, 2624.
- (des Hospitaliers, 876).
- (du Temple, 792).
- Boulevards** (projet d'enceinte fortifiée le long des nouveaux), 1862.
- Boulogne** (sur la Somme) (commune de), 1799.
- de la section des Colléens (146, 1168, 1792).
- Boulogne (Seine)** (garde nationale de), 1460.
- (municipale de), 1799.
- (passé de la section des Colléens de), 1792.
- Boulogne-sur-Mer** (citoyens actifs du district de), 1791.
- (conseil général de la commune de), 1790.
- Bouquet**, marchand chandelier, 1332.
- Bouquet** (sieur), l'un des quatre volontaires dénonciateurs de Lafayette, 1341, 3960.
- Bouquet au Roi très chrétien Louis XVI*, imprimé séditieux, 512.
- Bouquet** (sieur), faisant le commerce de l'argent, 335.
- Bourbon** (M<sup>re</sup> de), 1790.
- Bourbonne-les-Bains** (district et municipalité de), 1790.
- (eaux minérales de), 2723.
- Bourbons** (drapure héréditaire chez les), 1790.
- Bourbon** (Pons de), (baron de), 1790.
- Bourbon** (Louis), (baron de), 1790.
- Bourbon** (Gilbert), curé constitutionnel (dépouillé par), 1790.
- Bourbons** (François-Antoine), capitaine de (dépouillé par), 1790.
- (Leonard), président de la section des Colléens, 1790, 1791, 1792, 1793, 1794, 1795, 1796, 1797, 1798, 1799, 1800, 1801, 1802, 1803, 1804, 1805, 1806, 1807, 1808, 1809, 1810, 1811, 1812, 1813, 1814, 1815, 1816, 1817, 1818, 1819, 1820, 1821, 1822, 1823, 1824, 1825, 1826, 1827, 1828, 1829, 1830, 1831, 1832, 1833, 1834, 1835, 1836, 1837, 1838, 1839, 1840, 1841, 1842, 1843, 1844, 1845, 1846, 1847, 1848, 1849, 1850, 1851, 1852, 1853, 1854, 1855, 1856, 1857, 1858, 1859, 1860, 1861, 1862, 1863, 1864, 1865, 1866, 1867, 1868, 1869, 1870, 1871, 1872, 1873, 1874, 1875, 1876, 1877, 1878, 1879, 1880, 1881, 1882, 1883, 1884, 1885, 1886, 1887, 1888, 1889, 1890, 1891, 1892, 1893, 1894, 1895, 1896, 1897, 1898, 1899, 1900, 1901, 1902, 1903, 1904, 1905, 1906, 1907, 1908, 1909, 1910, 1911, 1912, 1913, 1914, 1915, 1916, 1917, 1918, 1919, 1920, 1921, 1922, 1923, 1924, 1925, 1926, 1927, 1928, 1929, 1930, 1931, 1932, 1933, 1934, 1935, 1936, 1937, 1938, 1939, 1940, 1941, 1942, 1943, 1944, 1945, 1946, 1947, 1948, 1949, 1950, 1951, 1952, 1953, 1954, 1955, 1956, 1957, 1958, 1959, 1960, 1961, 1962, 1963, 1964, 1965, 1966, 1967, 1968, 1969, 1970, 1971, 1972, 1973, 1974, 1975, 1976, 1977, 1978, 1979, 1980, 1981, 1982, 1983, 1984, 1985, 1986, 1987, 1988, 1989, 1990, 1991, 1992, 1993, 1994, 1995, 1996, 1997, 1998, 1999, 2000, 2001, 2002, 2003, 2004, 2005, 2006, 2007, 2008, 2009, 2010, 2011, 2012, 2013, 2014, 2015, 2016, 2017, 2018, 2019, 2020, 2021, 2022, 2023, 2024, 2025, 2026, 2027, 2028, 2029, 2030, 2031, 2032, 2033, 2034, 2035, 2036, 2037, 2038, 2039, 2040, 2041, 2042, 2043, 2044, 2045, 2046, 2047, 2048, 2049, 2050, 2051, 2052, 2053, 2054, 2055, 2056, 2057, 2058, 2059, 2060, 2061, 2062, 2063, 2064, 2065, 2066, 2067, 2068, 2069, 2070, 2071, 2072, 2073, 2074, 2075, 2076, 2077, 2078, 2079, 2080, 2081, 2082, 2083, 2084, 2085, 2086, 2087, 2088, 2089, 2090, 2091, 2092, 2093, 2094, 2095, 2096, 2097, 2098, 2099, 2100, 2101, 2102, 2103, 2104, 2105, 2106, 2107, 2108, 2109, 2110, 2111, 2112, 2113, 2114, 2115, 2116, 2117, 2118, 2119, 2120, 2121, 2122, 2123, 2124, 2125, 2126, 2127, 2128, 2129, 2130, 2131, 2132, 2133, 2134, 2135, 2136, 2137, 2138, 2139, 2140, 2141, 2142, 2143, 2144, 2145, 2146, 2147, 2148, 2149, 2150, 2151, 2152, 2153, 2154, 2155, 2156, 2157, 2158, 2159, 2160, 2161, 2162, 2163, 2164, 2165, 2166, 2167, 2168, 2169, 2170, 2171, 2172, 2173, 2174, 2175, 2176, 2177, 2178, 2179, 2180, 2181, 2182, 2183, 2184, 2185, 2186, 2187, 2188, 2189, 2190, 2191, 2192, 2193, 2194, 2195, 2196, 2197, 2198, 2199, 2200, 2201, 2202, 2203, 2204, 2205, 2206, 2207, 2208, 2209, 2210, 2211, 2212, 2213, 2214, 2215, 2216, 2217, 2218, 2219, 2220, 2221, 2222, 2223, 2224, 2225, 2226, 2227, 2228, 2229, 2230, 2231, 2232, 2233, 2234, 2235, 2236, 2237, 2238, 2239, 2240, 2241, 2242, 2243, 2244, 2245, 2246, 2247, 2248, 2249, 2250, 2251, 2252, 2253, 2254, 2255, 2256, 2257, 2258, 2259, 2260, 2261, 2262, 2263, 2264, 2265, 2266, 2267, 2268, 2269, 2270, 2271, 2272, 2273, 2274, 2275, 2276, 2277, 2278, 2279, 2280, 2281, 2282, 2283, 2284, 2285, 2286, 2287, 2288, 2289, 2290, 2291, 2292, 2293, 2294, 2295, 2296, 2297, 2298, 2299, 2300, 2301, 2302, 2303, 2304, 2305, 2306, 2307, 2308, 2309, 2310, 2311, 2312, 2313, 2314, 2315, 2316, 2317, 2318, 2319, 2320, 2321, 2322, 2323, 2324, 2325, 2326, 2327, 2328, 2329, 2330, 2331, 2332, 2333, 2334, 2335, 2336, 2337, 2338, 2339, 2340, 2341, 2342, 2343, 2344, 2345, 2346, 2347, 2348, 2349, 2350, 2351, 2352, 2353, 2354, 2355, 2356, 2357, 2358, 2359, 2360, 2361, 2362, 2363, 2364, 2365, 2366, 2367, 2368, 2369, 2370, 2371, 2372, 2373, 2374, 2375, 2376, 2377, 2378, 2379, 2380, 2381, 2382, 2383, 2384, 2385, 2386, 2387, 2388, 2389, 2390, 2391, 2392, 2393, 2394, 2395, 2396, 2397, 2398, 2399, 2400, 2401, 2402, 2403, 2404, 2405, 2406, 2407, 2408, 2409, 2410, 2411, 2412, 2413, 2414, 2415, 2416, 2417, 2418, 2419, 2420, 2421, 2422, 2423, 2424, 2425, 2426, 2427, 2428, 2429, 2430, 2431, 2432, 2433, 2434, 2435, 2436, 2437, 2438, 2439, 2440, 2441, 2442, 2443, 2444, 2445, 2446, 2447, 2448, 2449, 2450, 2451, 2452, 2453, 2454, 2455, 2456, 2457, 2458, 2459, 2460, 2461, 2462, 2463, 2464, 2465, 2466, 2467, 2468, 2469, 2470, 2471, 2472, 2473, 2474, 2475, 2476, 2477, 2478, 2479, 2480, 2481, 2482, 2483, 2484, 2485, 2486, 2487, 2488, 2489, 2490, 2491, 2492, 2493, 2494, 2495, 2496, 2497, 2498, 2499, 2500, 2501, 2502, 2503, 2504, 2505, 2506, 2507, 2508, 2509, 2510, 2511, 2512, 2513, 2514, 2515, 2516, 2517, 2518, 2519, 2520, 2521, 2522, 2523, 2524, 2525, 2526, 2527, 2528, 2529, 2530, 2531, 2532, 2533, 2534, 2535, 2536, 2537, 2538, 2539, 2540, 2541, 2542, 2543, 2544, 2545, 2546, 2547, 2548, 2549, 2550, 2551, 2552, 2553, 2554, 2555, 2556, 2557, 2558, 2559, 2560, 2561, 2562, 2563, 2564, 2565, 2566, 2567, 2568, 2569, 2570, 2571, 2572, 2573, 2574, 2575, 2576, 2577, 2578, 2579, 2580, 2581, 2582, 2583, 2584, 2585, 2586, 2587, 2588, 2589, 2590, 2591, 2592, 2593, 2594, 2595, 2596, 2597, 2598, 2599, 2600, 2601, 2602, 2603, 2604, 2605, 2606, 2607, 2608, 2609, 2610, 2611, 2612, 2613, 2614, 2615, 2616, 2617, 2618, 2619, 2620, 2621, 2622, 2623, 2624, 2625, 2626, 2627, 2628, 2629, 2630, 2631, 2632, 2633, 2634, 2635, 2636, 2637, 2638, 2639, 2640, 2641, 2642, 2643, 2644, 2645, 2646, 2647, 2648, 2649, 2650, 2651, 2652, 2653, 2654, 2655, 2656, 2657, 2658, 2659, 2660, 2661, 2662, 2663, 2664, 2665, 2666, 2667, 2668, 2669, 2670, 2671, 2672, 2673, 2674, 2675, 2676, 2677, 2678, 2679, 2680, 2681, 2682, 2683, 2684, 2685, 2686, 2687, 2688, 2689, 2690, 2691, 2692, 2693, 2694, 2695, 2696, 2697, 2698, 2699, 2700, 2701, 2702, 2703, 2704, 2705, 2706, 2707, 2708, 2709, 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715, 2716, 2717, 2718, 2719, 2720, 2721, 2722, 2723, 2724, 2725, 2726, 2727, 2728, 2729, 2730, 2731, 2732, 2733, 2734, 2735, 2736, 2737, 2738, 2739, 2740, 2741, 2742, 2743, 2744, 2745, 2746, 2747, 2748, 2749, 2750, 2751, 2752, 2753, 2754, 2755, 2756, 2757, 2758, 2759, 2760, 2761, 2762, 2763, 2764, 2765, 2766, 2767, 2768, 2769, 2770, 2771, 2772, 2773, 2774, 2775, 2776, 2777, 2778, 2779, 2780, 2781, 2782, 2783, 2784, 2785, 2786, 2787, 2788, 2789, 2790, 2791, 2792, 2793, 2794, 2795, 2796, 2797, 2798, 2799, 2800, 2801, 2802, 2803, 2804, 2805, 2806, 2807, 2808, 2809, 2810, 2811, 2812, 2813, 2814, 2815, 2816, 2817, 2818, 2819, 2820, 2821, 2822, 2823, 2824, 2825, 2826, 2827, 2828, 2829, 2830, 2831, 2832, 2833, 2834, 2835, 2836, 2837, 2838, 2839, 2840, 2841, 2842, 2843, 2844, 2845, 2846, 2847, 2848, 2849, 2850, 2851, 2852, 2853, 2854, 2855, 2856, 2857, 2858, 2859, 2860, 2861, 2862, 2863, 2864, 2865, 2866, 2867, 2868, 2869, 2870, 2871, 2872, 2873, 2874, 2875, 2876, 2877, 2878, 2879, 2880, 2881, 2882, 2883, 2884, 2885, 2886, 2887, 2888, 2889, 2890, 2891, 2892, 2893, 2894, 2895, 2896, 2897, 2898, 2899, 2900, 2901, 2902, 2903, 2904, 2905, 2906, 2907, 2908, 2909, 2910, 2911, 2912, 2913, 2914, 2915, 2916, 2917, 2918, 2919, 2920, 2921, 2922, 2923, 2924, 2925, 2926, 2927, 2928, 2929, 2930, 2931, 2932, 2933, 2934, 2935, 2936, 2937, 2938, 2939, 2940, 2941, 2942, 2943, 2944, 2945, 2946, 2947, 2948, 2949, 2950, 2951, 2952, 2953, 2954, 2955, 2956, 2957, 2958, 2959, 2960, 2961, 2962, 2963, 2964, 2965, 2966, 2967, 2968, 2969, 2970, 2971, 2972, 2973, 2974, 2975, 2976, 2977, 2978, 2979, 2980, 2981, 2982, 2983, 2984, 2985, 2986, 2987, 2988, 2989, 2990, 2991, 2992, 2993, 2994, 2995, 2996, 2997, 2998, 2999, 3000, 3001, 3002, 3003, 3004, 3005, 3006, 3007, 3008, 3009, 3010, 3011, 3012, 3013, 3014, 3015, 3016, 3017, 3018, 3019, 3020, 3021, 3022, 3023, 3024, 3025, 3026, 3027, 3028, 3029, 3030, 3031, 3032, 3033, 3034, 3035, 3036, 3037, 3038, 3039, 3040, 3041, 3042, 3043, 3044, 3045, 3046, 3047, 3048, 3049, 3050, 3051, 3052, 3053, 3054, 3055, 3056, 3057, 3058, 3059, 3060, 3061, 3062, 3063, 3064, 3065, 3066, 3067, 3068, 3069, 3070, 3071, 3072, 3073, 3074, 3075, 3076, 3077, 3078, 3079, 3080, 3081, 3082, 3083, 3084, 3085, 3086, 3087, 3088, 3089, 3090, 3091, 3092, 3093, 3094, 3095, 3096, 3097, 3098, 3099, 3100, 3101, 3102, 3103, 3104, 3105, 3106, 3107, 3108, 3109, 3110, 3111, 3112, 3113, 3114, 3115, 3116, 3117, 3118, 3119, 3120, 3121, 3122, 3123, 3124, 3125, 3126, 3127, 3128, 3129, 3130, 3131, 3132, 3133, 3134, 3135, 3136, 3137, 3138, 3139, 3140, 3141, 3142, 3143, 3144, 3145, 3146, 3147, 3148, 3149, 3150, 3151, 3152, 3153, 3154, 3155, 3156, 3157, 3158, 3159, 3160, 3161, 3162, 3163, 3164, 3165, 3166, 3167, 3168, 3169, 3170, 3171, 3172, 3173, 3174, 3175, 3176, 3177, 3178, 3179, 3180, 3181, 3182, 3183, 3184, 3185, 3186, 3187, 3188, 3189, 3190, 3191, 3192, 3193, 3194, 3195, 3196, 3197, 3198, 3199, 3200, 3201, 3202, 3203, 3204, 3205, 3206, 3207, 3208, 3209, 3210, 3211, 3212, 3213, 3214, 3215, 3216, 3217, 3218, 3219, 3220, 3221, 3222, 3223, 3224, 3225, 3226, 3227, 3228, 3229, 3230, 3231, 3232, 3233, 3234, 3235, 3236, 3237, 3238, 3239, 3240, 3241, 3242, 3243, 3244, 3245, 3246, 3247, 3248, 3249, 3250, 3251, 3252, 3253, 3254, 3255, 3256, 3257, 3258, 3259, 3260, 3261, 3262, 3263, 3264, 3265, 3266, 3267, 3268, 3269, 3270, 3271, 3272, 3273, 3274, 3275, 3276, 3277, 3278, 3279, 3280, 3281, 3282, 3283, 3284, 3285, 3286, 3287, 3288, 3289, 3290, 3291, 3292, 3293, 3294, 3295, 3296, 3297, 3298, 3299, 3300, 3301, 3302, 3303, 3304, 3305, 3306, 3307, 3308, 3309, 3310, 3311, 3312, 3313, 3314, 3315, 3316, 3317, 3318, 3319, 3320, 3321, 3322, 3323, 3324, 3325, 3326, 3327, 3328, 3329, 3330, 3331, 3332, 3333, 3334, 3335, 3336, 3337, 3338, 3339, 3340, 3341, 3342, 3343, 3344, 3345, 3346, 3347, 3348, 3349, 3350, 3351, 3352, 3353, 3354, 3355, 3356, 3357, 3358, 3359, 3360, 3361, 3362, 3363, 3364, 3365, 3366, 3367, 3368, 3369, 3370, 3371, 3372, 3373, 3374, 3375, 3376, 3377, 3378, 3379, 3380, 3381, 3382, 3383, 3384, 3385, 3386, 3387, 3388, 3389, 3390, 3391, 3392, 3393, 3394, 3395, 3396, 3397, 3398, 3399, 3400, 3401, 3402, 3403, 3404, 3405, 3406, 3407, 3408, 3409, 3410, 3411, 3412, 3413, 3414, 3415, 3416, 3417, 3418, 3419, 3420, 3421, 3422, 3423, 3424, 3425, 3426, 3427, 3428, 3429, 3430, 3431, 3432, 3433, 3434, 3435, 3436, 3437, 3438, 3439, 3440, 3441, 3442, 3443, 3444, 3445, 3446, 3447, 3448, 3449, 3450, 3451, 3452, 3453, 3454, 3455, 3456, 3457, 3458, 3459, 3460, 3461, 3462, 3463, 3464, 3465, 3466, 3467, 3468, 3469, 3470, 3471, 3472, 3473, 3474, 3475, 3476, 3477, 3478, 3479, 3480, 3481, 3482, 3483, 3484, 3485, 3486, 3487, 3488, 3489, 3490, 3491, 3492, 3493, 3494, 3495, 3496, 3497, 3498, 3499, 3500, 3501, 3502, 3503, 3504, 3505, 3506, 3507, 3508, 3509, 3510, 3511, 3512, 3513, 3514, 3515, 3516, 3517, 3518, 3519, 3520, 3521, 3522, 3523, 3524, 3525, 3526, 3527, 3528, 3529, 3530, 3531, 3532, 3533, 3534, 3535, 3536, 3537, 3538, 3539, 3540, 3541, 3542, 3543, 3544, 3545, 3546, 3547, 3548, 3549, 3550, 3551, 3552, 3553, 3554, 3555, 3556, 3557, 3558, 3559, 3560, 3561, 3562, 3563, 3564, 3565, 3566, 3567, 3568, 3569, 3570, 3571, 3572, 3573, 3574, 3575, 3576, 3577, 3578, 3579, 3580, 3581, 3582, 3583, 3584, 3585, 3586, 3587, 3588, 3589, 3590, 3591, 3592, 3593, 3594, 3595, 3596, 3597, 3598, 3599, 3600, 3601, 3602, 3603, 3604, 3605, 3606, 3607, 3608, 3609, 3610, 3611, 3612, 3613, 3614, 3615, 3616, 3617, 3618, 3619, 3620, 3621, 3622, 3623, 3624, 3625, 3626, 3627, 3628, 3629, 3630, 3631, 3632, 3633, 3634, 3635, 3636, 3637, 3638, 3639, 3640, 3641, 3642, 3643, 3644, 3645, 3646, 3647, 3648, 3649, 3650, 3651, 3652, 3653, 3654, 3655, 3656, 3657, 3658, 3659, 3660, 3661, 3662, 3663, 3664, 3665, 3666, 3667, 3668, 3669, 3670, 3671, 3672, 3673, 3674, 3675, 3676, 3677, 3678, 3679, 3680, 3681, 3682, 3683, 3684, 3685, 3686, 3687, 3688, 3689, 3690, 3691, 3692, 3693, 3694, 3695, 3696, 3697, 3698, 3699, 3700, 3701, 3702, 3703, 3704, 3705, 3706, 3707, 3708, 3709, 3710, 3711, 3712, 3713, 3714, 3715, 37







- Calé** (Procureur Zappé), 391.  
 — (de la Régence), 30.  
 — (de Rouen), 38.  
**Calendrier** de l'an I, Louis-Marie-Joseph Maximilien, officier du génie, 3773-3775, 3927.  
**Calme**, commission de police de la section de la Haute-Yveline, 1117.  
**Calmette** (Gaspard-René-Charles), ministre de l'intérieur, 31, 37, 98, 101-103, 125, 149, 144-147, 149, 152, 177, 199, 318, 329, 341, 323, 899, 934-135, 1143.  
**Cahors** administrateurs du district de, 3619.  
 — (citoyens de), 3233, 3976.  
 — (tribunal du district de), 3348.  
**Cailloux** (Ois-Charles), salubrité du personnel, conseil général du département de l'Aube, 1000 et 1001, 2181, 818.  
**Caillouet** (Charles-François-Louis), grand juge de la Haute-Cour nationale, 3033.  
**Caisses** (ministère du camp sous Paris), 1969, 1967.  
 — de la Commune, 1844.  
 — de l'entrepreneur des vivres pour l'armée, 22.  
 — (chargement et déchargement de l'armée), 1783.  
 — (des comptes), 2586.  
 — de l'Extraordinaire, adresse des employés de la, 3050; l'argent déposé à la, 274; délivrance de petits assignats aux sections par la, 1618; détachement envoyé à la, 2182; employés de la, 250, 3050, 3879; scellés sur les bureaux et la, 3898, 3899; versement des fonds (citoyens à la), 1781.  
 — de la République, 1781.  
 — patriotique (centrion de volontaires par la), 1818.  
 — du receveur du district de Paris, 2848, 2849.  
 — (pour le paiement des gardes nationales), 3030.  
**Caisses publiques** (forées en réserve pour la protection des), 1081, 1117, 2049.  
**Caisson** (nouveau modèle de), 1670.  
**Caissons** (fabrication par les ouvriers parisiens), 1781, 1782, 1783.  
**Calais** conseil général de la commune de, 3333.  
 — (citoyens de), 3333, 3334, 3335, 3336, 3337, 3338, 3339, 3340, 3341, 3342, 3343, 3344, 3345, 3346, 3347, 3348, 3349, 3350, 3351, 3352, 3353, 3354, 3355, 3356, 3357, 3358, 3359, 3360, 3361, 3362, 3363, 3364, 3365, 3366, 3367, 3368, 3369, 3370, 3371, 3372, 3373, 3374, 3375, 3376, 3377, 3378, 3379, 3380, 3381, 3382, 3383, 3384, 3385, 3386, 3387, 3388, 3389, 3390, 3391, 3392, 3393, 3394, 3395, 3396, 3397, 3398, 3399, 3400, 3401, 3402, 3403, 3404, 3405, 3406, 3407, 3408, 3409, 3410, 3411, 3412, 3413, 3414, 3415, 3416, 3417, 3418, 3419, 3420, 3421, 3422, 3423, 3424, 3425, 3426, 3427, 3428, 3429, 3430, 3431, 3432, 3433, 3434, 3435, 3436, 3437, 3438, 3439, 3440, 3441, 3442, 3443, 3444, 3445, 3446, 3447, 3448, 3449, 3450, 3451, 3452, 3453, 3454, 3455, 3456, 3457, 3458, 3459, 3460, 3461, 3462, 3463, 3464, 3465, 3466, 3467, 3468, 3469, 3470, 3471, 3472, 3473, 3474, 3475, 3476, 3477, 3478, 3479, 3480, 3481, 3482, 3483, 3484, 3485, 3486, 3487, 3488, 3489, 3490, 3491, 3492, 3493, 3494, 3495, 3496, 3497, 3498, 3499, 3500, 3501, 3502, 3503, 3504, 3505, 3506, 3507, 3508, 3509, 3510, 3511, 3512, 3513, 3514, 3515, 3516, 3517, 3518, 3519, 3520, 3521, 3522, 3523, 3524, 3525, 3526, 3527, 3528, 3529, 3530, 3531, 3532, 3533, 3534, 3535, 3536, 3537, 3538, 3539, 3540, 3541, 3542, 3543, 3544, 3545, 3546, 3547, 3548, 3549, 3550, 3551, 3552, 3553, 3554, 3555, 3556, 3557, 3558, 3559, 3560, 3561, 3562, 3563, 3564, 3565, 3566, 3567, 3568, 3569, 3570, 3571, 3572, 3573, 3574, 3575, 3576, 3577, 3578, 3579, 3580, 3581, 3582, 3583, 3584, 3585, 3586, 3587, 3588, 3589, 3590, 3591, 3592, 3593, 3594, 3595, 3596, 3597, 3598, 3599, 3600, 3601, 3602, 3603, 3604, 3605, 3606, 3607, 3608, 3609, 3610, 3611, 3612, 3613, 3614, 3615, 3616, 3617, 3618, 3619, 3620, 3621, 3622, 3623, 3624, 3625, 3626, 3627, 3628, 3629, 3630, 3631, 3632, 3633, 3634, 3635, 3636, 3637, 3638, 3639, 3640, 3641, 3642, 3643, 3644, 3645, 3646, 3647, 3648, 3649, 3650, 3651, 3652, 3653, 3654, 3655, 3656, 3657, 3658, 3659, 3660, 3661, 3662, 3663, 3664, 3665, 3666, 3667, 3668, 3669, 3670, 3671, 3672, 3673, 3674, 3675, 3676, 3677, 3678, 3679, 3680, 3681, 3682, 3683, 3684, 3685, 3686, 3687, 3688, 3689, 3690, 3691, 3692, 3693, 3694, 3695, 3696, 3697, 3698, 3699, 3700, 3701, 3702, 3703, 3704, 3705, 3706, 3707, 3708, 3709, 3710, 3711, 3712, 3713, 3714, 3715, 3716, 3717, 3718, 3719, 3720, 3721, 3722, 3723, 3724, 3725, 3726, 3727, 3728, 3729, 3730, 3731, 3732, 3733, 3734, 3735, 3736, 3737, 3738, 3739, 3740, 3741, 3742, 3743, 3744, 3745, 3746, 3747, 3748, 3749, 3750, 3751, 3752, 3753, 3754, 3755, 3756, 3757, 3758, 3759, 3760, 3761, 3762, 3763, 3764, 3765, 3766, 3767, 3768, 3769, 3770, 3771, 3772, 3773, 3774, 3775, 3776, 3777, 3778, 3779, 3780, 3781, 3782, 3783, 3784, 3785, 3786, 3787, 3788, 3789, 3790, 3791, 3792, 3793, 3794, 3795, 3796, 3797, 3798, 3799, 3800, 3801, 3802, 3803, 3804, 3805, 3806, 3807, 3808, 3809, 3810, 3811, 3812, 3813, 3814, 3815, 3816, 3817, 3818, 3819, 3820, 3821, 3822, 3823, 3824, 3825, 3826, 3827, 3828, 3829, 3830, 3831, 3832, 3833, 3834, 3835, 3836, 3837, 3838, 3839, 3840, 3841, 3842, 3843, 3844, 3845, 3846, 3847, 3848, 3849, 3850, 3851, 3852, 3853, 3854, 3855, 3856, 3857, 3858, 3859, 3860, 3861, 3862, 3863, 3864, 3865, 3866, 3867, 3868, 3869, 3870, 3871, 3872, 3873, 3874, 3875, 3876, 3877, 3878, 3879, 3880, 3881, 3882, 3883, 3884, 3885, 3886, 3887, 3888, 3889, 3890, 3891, 3892, 3893, 3894, 3895, 3896, 3897, 3898, 3899, 3900, 3901, 3902, 3903, 3904, 3905, 3906, 3907, 3908, 3909, 3910, 3911, 3912, 3913, 3914, 3915, 3916, 3917, 3918, 3919, 3920, 3921, 3922, 3923, 3924, 3925, 3926, 3927, 3928, 3929, 3930, 3931, 3932, 3933, 3934, 3935, 3936, 3937, 3938, 3939, 3940, 3941, 3942, 3943, 3944, 3945, 3946, 3947, 3948, 3949, 3950, 3951, 3952, 3953, 3954, 3955, 3956, 3957, 3958, 3959, 3960, 3961, 3962, 3963, 3964, 3965, 3966, 3967, 3968, 3969, 3970, 3971, 3972, 3973, 3974, 3975, 3976, 3977, 3978, 3979, 3980, 3981, 3982, 3983, 3984, 3985, 3986, 3987, 3988, 3989, 3990, 3991, 3992, 3993, 3994, 3995, 3996, 3997, 3998, 3999, 4000, 4001, 4002, 4003, 4004, 4005, 4006, 4007, 4008, 4009, 4010, 4011, 4012, 4013, 4014, 4015, 4016, 4017, 4018, 4019, 4020, 4021, 4022, 4023, 4024, 4025, 4026, 4027, 4028, 4029, 4030, 4031, 4032, 4033, 4034, 4035, 4036, 4037, 4038, 4039, 4040, 4041, 4042, 4043, 4044, 4045, 4046, 4047, 4048, 4049, 4050, 4051, 4052, 4053, 4054, 4055, 4056, 4057, 4058, 4059, 4060, 4061, 4062, 4063, 4064, 4065, 4066, 4067, 4068, 4069, 4070, 4071, 4072, 4073, 4074, 4075, 4076, 4077, 4078, 4079, 4080, 4081, 4082, 4083, 4084, 4085, 4086, 4087, 4088, 4089, 4090, 4091, 4092, 4093, 4094, 4095, 4096, 4097, 4098, 4099, 4100, 4101, 4102, 4103, 4104, 4105, 4106, 4107, 4108, 4109, 4110, 4111, 4112, 4113, 4114, 4115, 4116, 4117, 4118, 4119, 4120, 4121, 4122, 4123, 4124, 4125, 4126, 4127, 4128, 4129, 4130, 4131, 4132, 4133, 4134, 4135, 4136, 4137, 4138, 4139, 4140, 4141, 4142, 4143, 4144, 4145, 4146, 4147, 4148, 4149, 4150, 4151, 4152, 4153, 4154, 4155, 4156, 4157, 4158, 4159, 4160, 4161, 4162, 4163, 4164, 4165, 4166, 4167, 4168, 4169, 4170, 4171, 4172, 4173, 4174, 4175, 4176, 4177, 4178, 4179, 4180, 4181, 4182, 4183, 4184, 4185, 4186, 4187, 4188, 4189, 4190, 4191, 4192, 4193, 4194, 4195, 4196, 4197, 4198, 4199, 4200, 4201, 4202, 4203, 4204, 4205, 4206, 4207, 4208, 4209, 4210, 4211, 4212, 4213, 4214, 4215, 4216, 4217, 4218, 4219, 4220, 4221, 4222, 4223, 4224, 4225, 4226, 4227, 4228, 4229, 4230, 4231, 4232, 4233, 4234, 4235, 4236, 4237, 4238, 4239, 4240, 4241, 4242, 4243, 4244, 4245, 4246, 4247, 4248, 4249, 4250, 4251, 4252, 4253, 4254, 4255, 4256, 4257, 4258, 4259, 4260, 4261, 4262, 4263, 4264, 4265, 4266, 4267, 4268, 4269, 4270, 4271, 4272, 4273, 4274, 4275, 4276, 4277, 4278, 4279, 4280, 4281, 4282, 4283, 4284, 4285, 4286, 4287, 4288, 4289, 4290, 4291, 4292, 4293, 4294, 4295, 4296, 4297, 4298, 4299, 4300, 4301, 4302, 4303, 4304, 4305, 4306, 4307, 4308, 4309, 4310, 4311, 4312, 4313, 4314, 4315, 4316, 4317, 4318, 4319, 4320, 4321, 4322, 4323, 4324, 4325, 4326, 4327, 4328, 4329, 4330, 4331, 4332, 4333, 4334, 4335, 4336, 4337, 4338, 4339, 4340, 4341, 4342, 4343, 4344, 4345, 4346, 4347, 4348, 4349, 4350, 4351, 4352, 4353, 4354, 4355, 4356, 4357, 4358, 4359, 4360, 4361, 4362, 4363, 4364, 4365, 4366, 4367, 4368, 4369, 4370, 4371, 4372, 4373, 4374, 4375, 4376, 4377, 4378, 4379, 4380, 4381, 4382, 4383, 4384, 4385, 4386, 4387, 4388, 4389, 4390, 4391, 4392, 4393, 4394, 4395, 4396, 4397, 4398, 4399, 4400, 4401, 4402, 4403, 4404, 4405, 4406, 4407, 4408, 4409, 4410, 4411, 4412, 4413, 4414, 4415, 4416, 4417, 4418, 4419, 4420, 4421, 4422, 4423, 4424, 4425, 4426, 4427, 4428, 4429, 4430, 4431, 4432, 4433, 4434, 4435, 4436, 4437, 4438, 4439, 4440, 4441, 4442, 4443, 4444, 4445, 4446, 4447, 4448, 4449, 4450, 4451, 4452, 4453, 4454, 4455, 4456, 4457, 4458, 4459, 4460, 4461, 4462, 4463, 4464, 4465, 4466, 4467, 4468, 4469, 4470, 4471, 4472, 4473, 4474, 4475, 4476, 4477, 4478, 4479, 4480, 4481, 4482, 4483, 4484, 4485, 4486, 4487, 4488, 4489, 4490, 4491, 4492, 4493, 4494, 4495, 4496, 4497, 4498, 4499, 4500, 4501, 4502, 4503, 4504, 4505, 4506, 4507, 4508, 4509, 4510, 4511, 4512, 4513, 4514, 4515, 4516, 4517, 4518, 4519, 4520, 4521, 4522, 4523, 4524, 4525, 4526, 4527, 4528, 4529, 4530, 4531, 4532, 4533, 4534, 4535, 4536, 4537, 4538, 4539, 4540, 4541, 4542, 4543, 4544, 4545, 4546, 4547, 4548, 4549, 4550, 4551, 4552, 4553, 4554, 4555, 4556, 4557, 4558, 4559, 4560, 4561, 4562, 4563, 4564, 4565, 4566, 4567, 4568, 4569, 4570, 4571, 4572, 4573, 4574, 4575, 4576, 4577, 4578, 4579, 4580, 4581, 4582, 4583, 4584, 4585, 4586, 4587, 4588, 4589, 4590, 4591, 4592, 4593, 4594, 4595, 4596, 4597, 4598, 4599, 4600, 4601, 4602, 4603, 4604, 4605, 4606, 4607, 4608, 4609, 4610, 4611, 4612, 4613, 4614, 4615, 4616, 4617, 4618, 4619, 4620, 4621, 4622, 4623, 4624, 4625, 4626, 4627, 4628, 4629, 4630, 4631, 4632, 4633, 4634, 4635, 4636, 4637, 4638, 4639, 4640, 4641, 4642, 4643, 4644, 4645, 4646, 4647, 4648, 4649, 4650, 4651, 4652, 4653, 4654, 4655, 4656, 4657, 4658, 4659, 4660, 4661, 4662, 4663, 4664, 4665, 4666, 4667, 4668, 4669, 4670, 4671, 4672, 4673, 4674, 4675, 4676, 4677, 4678, 4679, 4680, 4681, 4682, 4683, 4684, 4685, 4686, 4687, 4688, 4689, 4690, 4691, 4692, 4693, 4694, 4695, 4696, 4697, 4698, 4699, 4700, 4701, 4702, 4703, 4704, 4705, 4706, 4707, 4708, 4709, 4710, 4711, 4712, 4713, 4714, 4715, 4716, 4717, 4718, 4719, 4720, 4721, 4722, 4723, 4724, 4725, 4726, 4727, 4728, 4729, 4730, 4731, 4732, 4733, 4734, 4735, 4736, 4737, 4738, 4739, 4740, 4741, 4742, 4743, 4744, 4745, 4746, 4747, 4748, 4749, 4750, 4751, 4752, 4753, 4754, 4755, 4756, 4757, 4758, 4759, 4760, 4761, 4762, 4763, 4764, 4765, 4766, 4767, 4768, 4769, 4770, 4771, 4772, 4773, 4774, 4775, 4776, 4777, 4778, 4779, 4780, 4781, 4782, 4783, 4784, 4785, 4786, 4787, 4788, 4789, 4790, 4791, 4792, 4793, 4794, 4795, 4796, 4797, 4798, 4799, 4800, 4801, 4802, 4803, 4804, 4805, 4806, 4807, 4808, 4809, 4810, 4811, 4812, 4813, 4814, 4815, 4816, 4817, 4818, 4819, 4820, 4821, 4822, 4823, 4824, 4825, 4826, 4827, 4828, 4829, 4830, 4831, 4832, 4833, 4834, 4835, 4836, 4837, 4838, 4839, 4840, 4841, 4842, 4843, 4844, 4845, 4846, 4847, 4848, 4849, 4850, 4851, 4852, 4853, 4854, 4855, 4856, 4857, 4858, 4859, 4860, 4861, 4862, 4863, 4864, 4865, 4866, 4867, 4868, 4869, 4870, 4871, 4872, 4873, 4874, 4875, 4876, 4877, 4878, 4879, 4880, 4881, 4882, 4883, 4884, 4885, 4886, 4887, 4888, 4889, 4890, 4891, 4892, 4893, 4894, 4895, 4896, 4897, 4898, 4899, 4900, 4901, 4902, 4903, 4904, 4905, 4906, 4907, 4908, 4909, 4910, 4911, 4912, 4913, 4914, 4915, 4916, 4917, 4918, 4919, 4920, 4921, 4922, 4923, 4924, 4925, 4926, 4927, 4928, 4929, 4930, 4931, 4932, 4933, 4934, 4935, 4936, 4937, 4938, 4939, 4940, 4941, 4942, 4943, 4944, 4945, 4946, 4947, 4948, 4949, 4950, 4951, 4952, 4953, 4954, 4955, 4956, 4957, 4958, 4959, 4960, 4961, 4962, 4963, 4964, 4965, 4966, 4967, 4968, 4969, 4970, 4971, 4972, 4973, 4974, 4975, 4976, 4977, 4978, 4979, 4980, 4981, 4982, 4983, 4984, 4985, 4986, 4987, 4988, 4989, 4990, 4991, 4992, 4993, 4994, 4995, 4996, 4997, 4998, 4999, 5000, 5001, 5002, 5003, 5004, 5005, 5006, 5007, 5008, 5009, 5010, 5011, 5012, 5013, 5014, 5015, 5016, 5017, 5018, 5019, 5020, 5021, 5022, 5023, 5024, 5025, 5026, 5027, 5028, 5029, 5030, 5031, 5032, 5033, 5034, 5035, 5036, 5037, 5038, 5039, 5040, 5041, 5042, 5043, 5044, 5045, 5046, 5047, 5048, 5049, 5050, 5051, 5052, 5053, 5054, 5055, 5056, 5057, 5058, 5059, 5060, 5061, 5062, 5063, 5064, 5065, 5066, 5067, 5068, 5069, 5070, 5071, 5072, 5073, 5074, 5075, 5076, 5077, 5078, 5079, 5080, 5081, 5082, 5083, 5084, 5085, 5086, 5087, 5088, 5089, 5090, 5091, 5092, 5093, 5094, 5095, 5096, 5097, 5098, 5099, 5100, 5101, 5102, 5103, 5104, 5105, 5106, 5107, 5108, 5109, 5110, 5111, 5112, 5113, 5114, 5115, 5116, 5117, 5118, 5119, 5120, 5121, 5122, 5123, 5124, 5125, 5126, 5127, 5128, 5129, 5130, 5131, 5132, 5133, 5134, 5135, 5136, 5137, 5138, 5139, 5140, 5141, 5142, 5143, 5144, 5145, 5146, 5147, 5148, 5149, 5150, 5151, 5152, 5153, 5154, 5155, 5156, 5157, 5158, 5159, 5160, 5161, 5162, 5163, 5164, 5165, 5166, 5167, 5168, 5169, 5170, 5171, 5172, 5173, 5174, 5175, 5176, 5177, 5178, 5179, 5180, 5181, 5182, 5183, 5184, 5185, 5186, 5187, 5188, 5189, 5190, 5191, 5192, 5193, 5194, 5195, 5196, 5197, 5198, 5199, 5200, 5201, 5202, 5203, 5204, 5205, 5206, 5207, 5208, 5209, 5210, 5211, 5212, 5213, 5214, 5215, 5216, 5217, 5218, 5219, 5220, 5221, 5222, 5223, 5224, 5225, 5226, 5227, 5228, 5229, 5230, 5231, 5232, 5233, 5234, 5235, 5236, 5



- colonne du Faubourg-Montmartre (participation au 10 août des), 2067; du bataillon des Filles-Saint-Thomas (participation au 10 août des), 2067; du bataillon des Filles-Saint-Dominique (participation à la journée du 10 août des), 1641; du bataillon des Lombards (participation au 10 août des), 2355; du bataillon des Mathurins (délivrance de fusils aux), 2180; du bataillon de l'Observatoire (participation au 10 août des), 2660; du bataillon des Pères-de-Nazareth (adresse des), 3538; du bataillon du Ponceau, 1638; du bataillon de Saint-Eustache et de la Jussienne réunis, 1591; du bataillon de Saint-Merry (participation au 10 août des), 2167; du bataillon de Sainte-Opportune (participation au 10 août des), 1576; du 3<sup>e</sup> bataillon de la 6<sup>e</sup> Légion (participation au 10 août des), 2322.
- du faubourg Montmartre, 1675.
  - de la section de l'Arsenal (prestation de serment des), 1523, 3480; de la section de 1792 (départ et serment des), 1690, 1711; de la section des Champs-Élysées (arrestation de gardes suisses par des), 2413; de la section de la Cité (demande d'envoi aux frontières par les), 1619; de la section des Droits-de-l'Homme, 1710; de la section du Faubourg-Montmartre (participation au 10 août des), 2657; de la section de la Fontaine-Montmartre, 1529; de la section du Luxembourg, 1676; de la section du Mail (adresse de serment des), 1677; de la section de l'Observatoire (participation au 10 août des), 2785, 2884; de la section des Petits-Pères (attitude au 10 août des), 2226; de la section de la Place-des-Fédérés, 1686, 3737; de la section du Pont-Neuf (organisation des), 1637; de la section des Quatre-Nations (participation au 10 août des), 1700; de la section du Roule (arrestation de gardes suisses par des), 1613; de la section armée du Roule (départ de), 1547; de la section du Temple (demande d'armes par les), 1577.
  - des sections (exercices des), 1892.
- comme constitution au 10 août des), 1604; (bas-reliefs et statues de bronze convertis en), 3847; (commande et aide de camp par des), 1666, 1707; du calibre de 6 (difficulté de faire fabriquer des), 1503; (fabrication de), 1499, 1503; offre par les vétérans de l'Hôtel des Invalides de 8 petites pièces des), 2001; inutiles à Paris (projet d'employer aux frontières les), 1529; (projet de garnir les hauteurs de Paris de), 1910; tentative des fédérés pour s'emparer des), 2001; du bataillon des Jacobins-Saint-Dominique utilisés à la journée du 10 août, 1641.
- de campagne (projets de), 1636.
  - demandés par les canonniers du Bataillon du Contrat-social, 1594; demandés par la section de la Bibliothèque, 1590; par les Marseillais, 1552.
  - envoyés de l'arsenal de Douai au camp de Paris, 1871, 1878; envoyés de l'arsenal de Rochefort à Paris, 1893; envoyés de Flandre et d'Artois pour le camp sous Paris, 1966; envoyés par la fonderie d'Indret pour le camp sous Paris, 1906, 1949.
  - fabriqués à l'arsenal de Paris, 1871; fabriqués par les frères Périer, 1878; (réquisition des), 1555.
  - placés dans la cour des Feuillants, 2149.
  - se trouvant à la Maison commune (enlèvement des), 2265.
- Cantal** (conseil permanent du département du), 3273.
- (corps constitués du département du), 3273.
  - (député du département du), 1275; (Pierre-Paul HENRY, député du département du), 2148.
  - (insertion des décrets du 10 août dans les registres du département du), 3273.
- CANUEL-DESROCHES (Louis-Urbain), précepteur, 1400.
- Cany** (commune de), 966.
- (conseil général du district de), 3343.
  - (tribunal du district de), 3595.
- CAPET (Louis-Claude), commissaire-ordonnateur des guerres, 1903-1905.
- CARTE (Louis) (Monsieur de), officier de service auprès du jeune, 865, 867.
- CAPITAINE (Louis), premier ingénieur de la carte générale de la France, 1829.

## TABLE ALPHABETIQUE

- [illegible]





Certificat attestant le courage d'une femme  
blessée, 258.

Certificat de décès délivré à la suite de la  
mort d'un soldat, 270.

Certificat de décès délivré à la suite de la  
mort d'un soldat, 270.

Certificats d'un blessé du 10 août, égarés,  
2788.

— de chirurgiens délivrés en faveur de  
l'armée, 2788.

— de chirurgiens délivrés en faveur de  
l'armée, 2788.

— de chirurgiens délivrés en faveur de  
l'armée, 2788.

— de chirurgiens délivrés en faveur de  
l'armée, 2788.

— de chirurgiens délivrés en faveur de  
l'armée, 2788.

— de chirurgiens délivrés en faveur de  
l'armée, 2788.

— de chirurgiens délivrés en faveur de  
l'armée, 2788.

— de chirurgiens délivrés en faveur de  
l'armée, 2788.

— de chirurgiens délivrés en faveur de  
l'armée, 2788.

— de chirurgiens délivrés en faveur de  
l'armée, 2788.

— de chirurgiens délivrés en faveur de  
l'armée, 2788.

— de chirurgiens délivrés en faveur de  
l'armée, 2788.

— de chirurgiens délivrés en faveur de  
l'armée, 2788.

— de chirurgiens délivrés en faveur de  
l'armée, 2788.

— de chirurgiens délivrés en faveur de  
l'armée, 2788.

— de chirurgiens délivrés en faveur de  
l'armée, 2788.

— de chirurgiens délivrés en faveur de  
l'armée, 2788.

— de chirurgiens délivrés en faveur de  
l'armée, 2788.

— de chirurgiens délivrés en faveur de  
l'armée, 2788.

— de chirurgiens délivrés en faveur de  
l'armée, 2788.

— de chirurgiens délivrés en faveur de  
l'armée, 2788.

— de chirurgiens délivrés en faveur de  
l'armée, 2788.

— de chirurgiens délivrés en faveur de  
l'armée, 2788.

— de chirurgiens délivrés en faveur de  
l'armée, 2788.

— de chirurgiens délivrés en faveur de  
l'armée, 2788.

— de chirurgiens délivrés en faveur de  
l'armée, 2788.

Chaboulet (sieur), citoyen de la rue Mouf-  
fettard, 1981, 1992.

Chaboulet (sieur), 1992.

Chaboulet (sieur), 1992.

Chaboulet (sieur), 1992.

Chaboulet (sieur), 1992.

Chaboulet (sieur), 1992.

Chaboulet (sieur), 1992.

Chaboulet (sieur), 1992.

Chaboulet (sieur), 1992.

Chaboulet (sieur), 1992.

Chaboulet (sieur), 1992.

Chaboulet (sieur), 1992.

Chaboulet (sieur), 1992.

Chaboulet (sieur), 1992.

Chaboulet (sieur), 1992.

Chaboulet (sieur), 1992.

Chaboulet (sieur), 1992.

Chaboulet (sieur), 1992.

Chaboulet (sieur), 1992.

Chaboulet (sieur), 1992.

Chaboulet (sieur), 1992.

Chaboulet (sieur), 1992.

Chaboulet (sieur), 1992.

Chaboulet (sieur), 1992.

Chaboulet (sieur), 1992.

Chaboulet (sieur), 1992.

Chaboulet (sieur), 1992.

Chaboulet (sieur), 1992.

Chaboulet (sieur), 1992.

Chaboulet (sieur), 1992.

Chaboulet (sieur), 1992.

Chaboulet (sieur), 1992.

- Cérémonies, tentes de l'Armée des deux, 1748.  
 Champ de la Fédération, 187, 223, 1289, 1291, 1298, 1299, 1319, 1366. Cérémonie d'apaise-  
 ment au l'Écluse de Saint-Paul au, 137, 147.  
 Champ de Mars, affaire du, 1381, 1395.  
 — cérémonie des citoyens en armes au, 1399.  
 — projet de monument au, 30.  
 — travaux du, 1179.  
 Champ-de-Jourdain, principal du collège de l'École de l'École de l'École, 1739.  
 Champ-de-Mars, principal du Conseil exécutif provisoire, 1337.  
 CHAMPEAUX, soldat citoyen, 594.  
 CHAMPION, orfèvre, volontaire du bataillon de la Saint-Faust, 699.  
 CHAMPAGNE, Antoine, Anne-Clement-Félix, officier municipal, 905; ministre de l'Intérieur, 1265, 1267, 1275, 1291, 1298, 1305, 1319, 1369, 1375, 1383, 2012, 2013, 2018, 2033, 2036, 2102, 2126, 2163, 2219, 2899, 2929.  
**Champlitte** corps administratifs et judiciaires de, 3014.  
 CHAMPAUX, Jean-Marie, premier valet de chambre du Roi, gouverneur du Louvre, 2316, 3849.  
 Champs-Élysées chirurgiens des gardes suisses blessés au, 2415.  
 — cocardes arrachées par les Marseillais aux, 1381, 1395.  
 — gentilhomme des Marseillais et des gradés du bataillon des Filles-Saint-Thomas aux, 1388-1391, 1393-1395, 2009, 2011, 2079.  
 — fête de l'Armée, projet de, 1381, 1383, 1385, 1387, 1389, 1391, 1393, 1395, 2009, 2011, 2079.  
 — dîner des Marseillais aux, 1388, 1391, 1393, 1395, 2009, 2011, 2079.  
 — fédérés marseillais blessés au, 2846.  
 CHAMPAGNE, Charles-Édouard, Huguette, dit, ancien comédien italien, 312.  
 Chansons injurieuses pour la Nation, 512.  
 Chantreie, Compagnie d'armes, 1381.  
 Chantre de la paroisse de la paroisse, 1381.  
 Chantilly, commune, 3339.  
 Chantre de la paroisse de la paroisse, 1381.  
 CHARENTAIS, conseil général du département de la, 1385.  
 — Jean-Louis DUMAS-CHAMPALLIER, député de la, 2148.  
 — Journal d'armes de la, 1342.  
**Charente-Inférieure** (assemblée électo-  
 rale du département de la, 1342.  
 — (conseil général du département de la, 1326.  
 — Jean GARNIER, député de la, 2148.  
 (JONNEAU, député du département de la, 1328, 1330, 2019.  
 — (fédéré du département de la, 2789.  
**Charenton-Saint-Maurice** (officiers mu-  
 nicipaux de), 107.  
 CHARESSIER, propriétaire de la ferme du Trou, à la Varenne-Saint-Hilaire, 1729.  
 Chariots de la Garde-Meuble, mis à la disposition des volontaires, 1699.  
 — mécaniques pour l'armée, 1346.  
 CHARENTON, Jean-Joseph et Jean-Philippe-Victor, père et fils, directeurs d'une maison d'éducation, 373.  
**Charlemont et Givet** (citoyens de), 109.  
 CHARLES VII (règne de), 1473.  
 CHARLES IX (Louis XVI) (qualité de nouveau), 1312, 1319, 1333, 1342, 1354.  
 CHARLIER (Louis-Joseph), député à la Convention nationale, 1334, 1337.  
 Charnier de la paroisse Sainte-Marguerite, 109.  
**Charolles** administrateurs du district de la, 1381.  
 — municipalité de, 1347.  
 CHARENTON, Jean-Joseph et Jean-Philippe-Victor, père et fils, directeurs d'une maison d'éducation, 373.  
**Charpey** municipalité provisoire de la, 1349.  
 Charrettes pour les travaux du camp sous Paris, 1957.



- Chapuis** (surtout) : chef de M. Lacoste, 1494.
- Chapuis** : l'ancien soldat de Brie-Inférieure, 2462 du Roi, 500.
- Chavet** : Jean-Pierre-François, chef de la section de l'armée du Nord, 3800, chefs d'accusation contre Lafayette, 2606.
- Chavert** : Jean-Pierre, journaliste, blessé le 10 août, 2740.
- Chemin** (Charles), commissaire de la section des Gravilliers, 2238.
- Chenay** : Joseph, garde suisse, 2482.
- Chenay** : Pierre, musicien du théâtre du Vaudeville, blessé le 10 août, 2682.
- Chenay** : Marie-Joseph, 1985, son discours lors de la fête funéraire du 26 août, 3928.
- Cher** : conseil du département du, 3441.
- Cherbourg** : citoyens de, 3027, 3379.
- conseil général permanent de la commune de, 3047.
- Chessex** : Augustin-Athanasie, artiste de l'Opéra, 1844.
- Chèvre** : exécution libre, crantes de, 3475.
- du blé, 347, 348.
- du pain, 475.
- Chéay H.-F.**, président de la section de La Fontaine-Montrosency, 1279, 1281.
- secrétaire de l'association des Apôtres de la Liberté, 1298.
- Chessez** : David-Abraham, garde suisse, 2482.
- Chessex** : René-François de, conseiller particulier des finances de l'ancienne élection de Paris, 101.
- Cheval** pour la conduite de l'artillerie : offre d'un, 1760.
- Chevreaux** de l'ancien corps de la garde : 1760, 1768, 1789, 1790, 1792, 1794, 1808.
- de l'ancienne offre pour la garde de, 1842.
- de la garde du Roi, mis à la disposition de la Nation, 2204.
- des gardes du corps : demande d'équiper les *hussards de la Liberté* avec les, 1581.
- de l'ancienne pour le transport de l'artillerie : emploi de, 1906.
- commission d'un *cheval* pour la garde : 1760.
- commission à Paris pour la garde : 1760.
- pris par l'ennemi, 1937.
- Chénier**, commissaire, inventeur d'un canon : 1744.
- Chénier** (Jean-François), citoyen de la section des Postes, 3938.
- Chinon** (conseils généraux de la commune et du district de), 3081.
- Chirurgie**, réclamation d'instruments de, 1792.
- Chirurgien** appelé auprès de blessés du 10 août (consultations et médicaments d'un), 2841.
- du bataillon de Sorbonne, 2779.
- des gardes françaises (ancien), 2744, 2745, 2808.
- en chef de l'hôpital des Vénériens, 2782.
- Chirurgien** en chef de l'Hôtel-Dieu, 1791, 2648, 2647, 2644, 2645, 2649, 2662, 2726, 2744, 2799, 2817, 2818, 2873.
- major de l'ancien régiment du Roi, 2708, major de la garde de Paris, 2780.
- major de la compagnie des Marseillais, 2786, 2827, 2833 ; major de l'hôpital des Enfants-Trouvés, 2794-2798, 2800-2806.
- de la Salpêtrière, 2794-2798, 2800-2806.
- de la section armée des Gravilliers : 2739, 2744, 2745, 2780.
- Chirurgiens** (rapport de), lors du 10 août, 2623.
- de l'hospice du Collège de chirurgie, 2703, 2718.
- de la section des Lombards, 2772-2774, 2776, 2777.
- majors de la 1<sup>re</sup> division de gendarmerie nationale (adresse des), 3864.
- Chocolatière** d'argent à la marque royale, jetée par les fenêtres des Tuileries, 2343.
- Choisy-le-Roi** (terre de), 2603.
- Choisy-sur-Seine** (commune de), 3418.
- (conseil général de la commune de), 3291.
- Choisy** (Olivier), concepteur de la Bastille, 28.
- Choisy** : l'ancien, 1792, 1794, 1795.
- Choisy** : François, chirurgien en chef de l'hospice du Collège de chirurgie, 2703, 2718.
- Choisy** : lise Choisy, employé au Garde-Meuble, 2579.
- Choisy** : Pierre-René, député de Maine





- intelligences le Maréchal-Antoine, avec les émigrés de , 3186.
- Louis XVI, chef des conspirateurs de , 3183.
- maison du Roi, sous-voies de , 1880.
- partisans de , 361.
- projet d'expulser Louis XVI comme roi de , 362, 360.
- rancœur des ministres dévoués au cabinet de , 3240.
- retour d'un émigré de , 312.
- des taberies destruction du , 333.
- Conseil Français proposé par les gardes suisses de Courbevoie, 333, signe de contre-revolution, répudié par les soldats, 321.
- tricolore avec fleur de lys, servant de signe de ralliement aux soldats suisses, 2302.
- sous les arbraches aux Champs-Élysées, 1394.
- nationales bafouées par Louis XVI et sa famille, 823.
- COCHER (Noël-Jean), sous-lieutenant des grenadiers du bataillon du Roule, 2353.
- COCHER offert pour le service de la Patrie, 1790, 1843.
- COCHERS de fiacre (insolence des), 1123.
- COCHES d'un don patriotique de l'administration des , 1810.
- COCHONNET, capitaine à l'Hôtel des Invalides, 367.
- COCHU, chef de l'Unité, 1134.
- COEUR de veau (exposition insultante sous les yeux de Louis XVI d'un , 879.
- CORBINHAL (Pierre-André), commissaire de police de la section de l'Île-Saint-Louis, 617, 649; président du Tribunal de cassation, 21.
- CORRENTÉ, chirurgien aide-major de l'hôpital ambulant à l'armée française en l'année 1800.
- COVERG-BELLEFOND (Jean-Baptiste-Eloy), garde du Roi, 312.
- COFFRE en bois de cèdre retiré des fondations de la colonne de la Liberté, 1331, 1332, 1333.
- couple de Louis XVI (travail de l'été), 1880, 1883.
- COFFRE de bois rapporté des Indes orientales (déposé dans le Trésor de la Couronne), 1880.
- COGNAC (assemblée primaire de), 3009.
- citoyens de , 1090.
- COHENDET (Joseph-Nicolas), citoyen et président de la section du Faubourg-Montmartre, 1193, 2173.
- COLICHE (Georges), chef d'une compagnie française des *bouillottes* de la mort, 160, 188.
- COLIN (Jean-Baptiste), citoyen de la section de Montreuil, blessé le 10 août, 2712, 2801.
- citoyen de la section des Enfants-Rouges, 1974.
- COLLATION offerte aux soldats de Châteauneuf, 226.
- COLLECTES pour les victimes du 10 août des citoyennes de la section de la Halle-aux-Blé, 2946; des citoyennes de la section du Pont-Neuf, 2958.
- COLLÈGE du Cardinal-Lemoine, 1771.
- de chirurgie (hospice du), 2698, 2705, 2745; (Bonds, membre du), 2820.
- de l'Égalité, ci-devant Louis-le-Grand, 1730.
- Louis-le-Grand, 1769, 1770.
- Mazurin, 1761.
- de Navarre, 349.
- des Quatre-Nations, 353.
- COLLENOT-D'ANGREMENT (Louis-David), chef du Bureau militaire de l'Hôtel de Ville, 1396, 3827.
- COLLIER, chirurgien-major du bataillon de la section des Lombards, 2753; citoyen de la section des Lombards, 2317.
- COLLIN (Antoine), avoué près les tribunaux, 1396.
- COLLOT D'HERBOIS (Jean-Marie), auteur de l'*Annuaire du Peuple Français*, 35, ancien, seigneur officieux des Suisses de Châteauneuf, 197-199; chargé de présenter une pétition contre Lafayette, 1433; signataire d'une adresse lors de la demande de déchéance de Louis XVI, 1985; sa recommandation en faveur du fédéré qui a enlevé le drapeau des Suisses, 1780.
- COLMAR (conseils généraux du district et de la commune de , 3751.
- COLONNAUD (Claude), vice-président de la section des armées, 1870.
- COLONNE (démontreurs du 10 août), demande de l'érection d'une , 3843.



- chargé de la comptabilité de la section des Travaux, 1240.
- de l'assistance de la fratrie des travailleurs, 2898; de bienfaisance et civil de la section d'assistance, 2898.
- chargé des archives de l'Etat, 1217, 1976.
- civil de la section de l'Observatoire, 2884.
- représentant les 12 membres dans les sections, 2252, 2268.
- servant l'appartement à Louis XVI, 2228.
- membres de l'Assemblée législative, 39, 1147, 883; (librairie des), 1622; secrétaires-commis offrant de travailler la nuit dans les, 1924.
- de l'enseigne des sections, 2894, 2897.
- civils des sections, 2252, 2897.
- de l'armée, 2612.
- Commerces de l'argent, 133.
- des peaux, 121.
- Commercy** — directeur du district de, 638.
- de banque (don patriotique à lui), 273.
- Comités des Adresses étrangères; don patriotique des, 1838.
- du Bureau de comptabilité, 3873.
- au bureau de la Direction générale de la Liquidation, 3875.
- des ministères et administrations publiques; affaires étrangères; (pour le département de Paris), 1375.
- Commissaires à Montau; comité présidé de M. Chabot en qualité de, 3199.
- chargés de la comptabilité d'assistance des prisonniers de, 2661.
- auditeur des guerres de la 17<sup>e</sup> division militaire, 2427, 2447, 2451, 2448, 2451.
- arbitraire en chef du camp de Soissons (appel à lui), 1496, 1422.
- de l'Assemblée chargés de servir les Soissons arrêtés à la suite du 10 août, 1900.
- des guerres; chargé de dépôt de la garde nationale prise par lui (1793), à Saint-Denis; (arrêté par lui), 1900.
- représentant à la comptabilité, 709, 1338, 2622.
- (Bureau) — (Assemblée) — (Assemblée) des objets déposés sous les fondations de la commune de l'Assemblée, 3344 (1793).
- chargés de l'entretien du mobilier des Tuileries, 1857; chargés de l'entretien des papiers de la liste civile, 1199, 3855; chargés de lever les scellés sur le cabinet du prince des contributions militaires, 2114; chargés d'entretenir les effets inventoriés au Garde-Meuble, 2222; du retrait de l'argenterie des maisons royales et des églises, 3953; chargés de soulever les faubourgs, le 8 août, 2044.
- généraux pour les vivres et munitions du camp sous Paris, 1899, 1909.
- inspecteurs de la salle de l'Assemblée législative, 15, 25, 31, 36, 37, 39, 40, 1376, 1676, 2083, 2138, 2526, 3818.
- vérificateurs et distributeurs des sections, 2878.
- des artistes du théâtre du Palais, 1917.
- de l'Assemblée à la manufacture de papier d'Annonay, 1707; au sujet de la levée des 30,000 hommes, 1535; chargés de calmer le peuple aux Flandres, 2417, 2418; chargés d'inventorier les effets trouvés aux Tuileries, 2387, 3858; chargés de protéger des seurs de charité, 3915; chargés de vérifier la caisse de l'Administration, 2898; (autres) à l'armée du Centre ou de Luckner, 3065, 3148, 3195, 3237, 3344, 3769, 3776, 3798, 3802, 3806, 3807, 3810, 3883, 3910, 3928; envoyés à l'armée du Centre (arrestation à Sedan des), 3065, 3195, 3237, 3240, 3441, 3753, 3761, 3762; envoyés à l'armée du Midi, 3172, 3922; envoyés à l'armée du Nord, 3035, 3179, 3725, 3759, 3769, 3778, 3782, 3786, 3789-3792, 3797, 3799, 3800, 3803, 3805, 3808, 3831, 3881; envoyés à l'armée du Rhin, 3773-3775, 3781, 3793, 3809, 3813, 3815; envoyés aux armées, 2175, 2195, 2196, 2270, 3101, 3414, 3880, 3882, 3909, 3929; envoyés à l'arsenal de Rochefort, 1893, 1927; au camp de Soissons, 1472, 1483-1485, 1492; (autres) à l'armée du Centre, 3065, 3195, 3237, 3240, 1907, 1908, 1916; dans l'affaire Grange-neuve et Jouneau, 729; dans les départements voisins de Paris, 1553; pour la formation du camp sous Paris, 1865, 1868-1898, 1923, 1936.
- de l'Assemblée de Paris, 1899, 1909.



- du Louvre au Corps municipal, 837.  
 — de la section de Montmartre à l'Assemblée  
 du département des Bouches-du-Rhône, 2966.  
 — de la section Mirabeau, refusant de lever  
 les scellés apposés sur les papiers de  
 M. Bonaparte, 837.  
 — de la section des Postes à l'Assemblée, le 10 août,  
 2157.  
 — de la section des Quatre-Vents au  
 sujet des abus commis par les ouvriers  
 du canal sous Paris, 1941.  
 — de la section du Temple (déclaration reçue par les ,  
 2329.  
 — de la section du Théâtre-Fran-  
 çais, 3951.  
 — de la même section, chargés  
 d'expérimenter de nouveaux boulets,  
 2701.  
 — de la section des Thermes,  
 Julien à l'Assemblée, 2094.  
 — des sections demande d'indemnité  
 pour les , 2874.  
 — des sections enrôlées à  
 l'armée de Lafayette, 2631.  
 — des sections réclamant des secours définitifs pour  
 les victimes du 10 août, 2694.  
 — de sociétés d'Arts et Métiers appuyant  
 la requête du sieur Garoty, inventeur de  
 nouvelles fusées, 1723.  
 — de l'Assemblée, 1399, 1393, 1394, 1396,  
 2897, 1801.  
 Commission centrale (insurrectionnelle ,  
 des 48 sections, 2137.  
 — extraordinaire des Douze, 434, 602,  
 700, 787, 794, 822, 852, 863, 864, 907,  
 914, 915-917, 919-924, 928-936, 938, 939,  
 944-964, 965, 966, 974, 972, 975, 977, 979-  
 981, 984, 988, 992, 1006-1008, 1119, 1171,  
 1173, 1179, 1181-1183, 1188, 1189, 1191,  
 1192, 1194, 1196, 1202-1204, 1207, 1213-  
 1215, 1243, 1244, 1254, 1312, 1343, 1385,  
 1391, 1392, 1435, 1436, 1454, 1496, 1525,  
 1564, 1574, 1682, 1920, 1972, 1989, 2135,  
 2136, 2152, 2159, 2171, 2222, 2369, 2424,  
 2425, 2447, 2507, 2920, 3803, 3834, 3897,  
 3935, 3941.  
 — chargée de réunir les pièces  
 constatant la trahison du pouvoir exé-  
 cutif, 837.  
 — des 24, 1726, 1727, 3964.  
 — chargée d'examiner le mémoire de  
 Bonaparte sur la situation militaire du  
 pays, 744.  
 — continue des comités, 1905, 1888-  
 1887, 1888, 1887, 1888, 1889, 1888, 1887,  
 1890, 1890, 1893, 1888, 1890, 1884, 1884,  
 1947, 1950, 1957, 1959, 1963.  
 — continue, 1468, 1417, 1400, 1890.  
 — de l'indemnité des sections du Lan-  
 bourg-Montmartre et du Mont-Blanc,  
 2839.  
 — de la Commune, chargée de l'examen  
 des demandes de passeports, 3854.  
 — du Corps municipal, chargée de contrôler  
 les titres des blessés du 10 août, 2787, 2811.  
 — de correspondance, 1653, 1681, 1695,  
 3782, 3797, 3803, 3880-3883, 3888, 3900,  
 3909, 3910, 3922, 3928, 3929.  
 — de salut public de la Commune de  
 Paris, 2233, 3827, 3866.  
 — des secours publics, 2868, 2874, 2877,  
 2878, 2894, 2897.  
 Commissionnaires offre patriotique des ,  
 1472.  
 — (uniformes fournis par les députés aux ,  
 1579.  
 Commodes d'arajon de la chambre à cou-  
 cher de Louis XVI, 2541.  
 Communautés religieuses de Soissons (logement des fédérés dans les), 3401.  
 Compagnie du 4<sup>e</sup> arrondissement de Saint-  
 Jacques-du-Haut-Pas, 2905.  
 — du bataillon de l'Arsenal partie aux  
 frontières, 2765.  
 — Bérard au bataillon des Filles-Saint-  
 Thomas; 2387.  
 Desbordes au bataillon  
 des Pères-de-Nazareth, 2650.  
 — de canonniers de la section des Quatre-  
 Nations, 1700.  
 — de cavalerie à Paris (organisation de),  
 1550, 1584, 1627.  
 — de cavalerie formée  
 dans la section de 1792, 1643.  
 — de cavalerie dite des *hussards de la Liberté* (ré-  
 forme de la , 1721.  
 — de gardes suisses de Louisy d'Affry,  
 2305, 2350, 2406, 2482.  
 — de Bis, 2440.  
 — de Castella, 2405.  
 — de Diesbach, 2296, 2404,  
 2482.  
 — d'Erlach, 2482.  
 — de Fife, 2471.  
 — dite *Générale*, 2441, 2485.  
 — du colonel de  
 Louis, 2518.  
 — de Mailliard, 2471, 2472,  
 2482.  
 — de Pader, 2482.  
 — de Rost, 2482.  
 — de Salis, 2445, 2490.  
 — de Surbeck, 2403,  
 2407.  
 — de gendarmerie Pescheleche, 2544.  
 — de gendarmerie de Popincourt (2<sup>e</sup> ,  
 2549.  
 — de gendarmerie à pied de la rue  
 du Bouloi, 2240.  
 — des Marseillais, dite du 10 août, formée  
 pour le départ de 40 bataillon, 2827,  
 2827, 2855.





- Comptes du Comité de surveillance de la Commune : *extrait des*, 2494.
- des dépenses pour la pose de la première pierre de la colonne de la Liberté, 1433.
  - du régiment des gardes suisses : *parlement des*, 2529.
  - à rendre par les ministres sortant de fonctions, 682, 683, 686, 699, 704, 711, 1234, 1254, 1255.
  - rendus au Conseil général de la Commune au sujet des dépôts d'objets précieux des Tuileries, 2600.
  - rendus de la situation de Paris, 406, 462-464, 474-482, 483, 571, 1018, 1046, 1057, 1059, 1063-1068, 1086, 1090, 1092, 1105, 1108, 1111, 1112, 1113, 1115, 1593, 2123, 2207, 2212, 2218, 2231; de la situation de Paris par les commissaires de la Commune, 2207, 2212.
- COSENCIEUX** Charles-François-Juste-Michel-Jean, président de la section de l'Arсенal, 1423.
- Conches** Eure : assemblée primaire de la commune de , 3543.
- Concurrence prison de la , 34, 144, 2241, 2285, 2491.
- Conciliabules** au Palais-Bourbon, 1142.
- de M. Joseph de Broglie, colonel du 2<sup>e</sup> régiment de chasseurs à cheval, avec des ennemis de l'Assemblée, 3809.
  - chez M. de Silberv, 163.
- Concours** ouvert entre les artistes pour l'expedition de la colonne de la Liberté, 1264, 1266.
- pour la composition de statues de la Liberté : *projet de*, 2269.
- Condé-eris de Vive**, 512.
- Condé-sur-Noireau** commune de , 3459.
- Condom** conseil du district de , 544.
- Condorcet** Marie-Jean Antoine Nicolas Caritat de, président de la Commission extraordinaire des Douze, 867, 869, 1231, 3962.
- CONDORCET** Léonard, cordonnier, tué le 10 août, 2807.
- Contre-étoile* pour le comité de Paris : *entre les pavements du 20 préc.*, *en* *primé*, 834.
- CONTRIBUTIONS** du ministère de la justice : *approuvées* (les 225) par 4100000 sur le compte de la Trésorerie du 1<sup>er</sup> août, 2493, 2495.
- Conférences de Balay de Sainte-Foy avec des députés, 459.
- tenues au Comité militaire pour la formation de camps sans Paris, 1870.
- Consécration des lieux des traités de monde de la , 3871.
- Conflit entre la garde nationale et les députés, 86; entre les Marseillais et le bataillon des Filles Saint-Thomas, 1488.
- 1395, 2009, 2011, 3957, entre les citoyens du Garrioussel et ceux de la salle de la Convention, 2533.
- Congé demandé par un député, 485.
- Conges des bâtiments de commerce français : *planches* *proposées* les , 1850.
- Consul exécutif provisoire, 1333-1337, 4399, 1645, 1799, 1911, 2515, 2625, 3720, 3779, 3784, 3798, 3804, 3819, 3920, 3932, 3934.
- général de la Commune, 152, 451, 534, 552, 718, 740, 741, 772, 778, 799, 811, 834, 835, 860, 905, 1030, 1128, 1171, 1361, 1436, 1559, 1574, 1607, 1608, 1627, 1668, 1680, 1708, 1872, 1879, 1896, 1898, 1901, 1911, 1913, 1923, 1932, 1934, 2040, 2104, 2110, 2112, 2125, 2133-2135, 2200, 2212, 2243, 2252, 2283, 2316, 2370, 2376, 2388, 2442, 2518-2521, 2564, 2592, 2593, 2595, 2597-2600, 2607, 2631, 2683, 2689, 3853, 3859, 3860, 3867, 3873, 3917, 3939, 3944-3946, 3949-3951, 3954.
  - militaire : *convocation* aux Tuileries par Louis XVI, 1085.
  - de Lavoisier de Paris, 20, 288.
  - de guerre établi à Metz : *par* les commissaires de l'Assemblée, 3720.
  - d'ingénieurs et de militaires pour la défense de Paris : *demande d'un*, 3048.
  - de justice, 533.
  - des représentants de la ville de Metz : *charges de veiller à sa sûreté intérieure*, 3303.
  - du Roi, 39, 437, 670, 1197, 1400, 1908, 2014, 2035.
  - de santé, 2752.
  - de Ville : *établissement projeté d'un*, 311.
- Consors, le discipline des et 87 bataillons de la 1<sup>re</sup> légion : *délibérations des*, 312, 397.
- Conservé aux postes de l'Hôtel des Invalides, 406 : *statute de* *donné* à la Marine, 2130, 2136, 2136, 2208.

Constitution (voir Constitution) ; constitution  
du pouvoir royal, 184.

Contributions (différentes de la contribution  
générale de l'impôt) : voir 1309, 3317,  
3320, 3330.

— publication (statuts) : *Journal de la*  
*Assemblée nationale*, 3117.

Constitution contre la société générale de  
l'État : *Journal de la* ; *Assemblée nationale*, 3114.

**Constantinople** (voir Constantinople) : voir  
1309.

Constitution : attachement inviolable à la ;  
— 31.

— *Assemblée nationale* (voir Convention  
nationale d'une bonne) ; 3467,  
3533.

— *Assemblée nationale* : 3467, sous les publi-  
cations de la colonne de la Liberté ; 1337.

— *Assemblée nationale* : 3533.

— violation de la ; 3733, 3736, 3761, 3768,  
3772, 3773.

Constitution (voir Constitution) : voir 1309,  
1310, 1311.

Contrat en parchemin ensablanté trouvé  
aux Tuileries ; 2601.

Constitution (voir Constitution) : voir 1309,  
1310, 1311.

— *Assemblée nationale* : voir 1309, 1310,  
1311.

— *Assemblée nationale* : voir 1309, 1310,  
1311.

— *Assemblée nationale* : voir 1309, 1310,  
1311.

— *Assemblée nationale* : voir 1309, 1310,  
1311.

— *Assemblée nationale* : voir 1309, 1310,  
1311.

— *Assemblée nationale* : voir 1309, 1310,  
1311.

— *Assemblée nationale* : voir 1309, 1310,  
1311.

— *Assemblée nationale* : voir 1309, 1310,  
1311.

— *Assemblée nationale* : voir 1309, 1310,  
1311.

— *Assemblée nationale* : voir 1309, 1310,  
1311.

— *Assemblée nationale* : voir 1309, 1310,  
1311.

— *Assemblée nationale* : voir 1309, 1310,  
1311.

— *Assemblée nationale* : voir 1309, 1310,  
1311.

— *Assemblée nationale* : voir 1309, 1310,  
1311.

— *Assemblée nationale* : voir 1309, 1310,  
1311.

Contribution pécuniaire aux travaux du  
camp sous Paris ; 1949.

Contributions publiques : compagnie devo-  
nnaire ; voir 1309, 1310, 1311.

Convention nationale : adhésions à la con-  
vention ; voir 1309, 1310, 1311.

— *Assemblée nationale* : voir 1309, 1310,  
1311.

— *Assemblée nationale* : voir 1309, 1310,  
1311.

— *Assemblée nationale* : voir 1309, 1310,  
1311.

— *Assemblée nationale* : voir 1309, 1310,  
1311.

— *Assemblée nationale* : voir 1309, 1310,  
1311.

— *Assemblée nationale* : voir 1309, 1310,  
1311.

— *Assemblée nationale* : voir 1309, 1310,  
1311.

— *Assemblée nationale* : voir 1309, 1310,  
1311.

— *Assemblée nationale* : voir 1309, 1310,  
1311.

— *Assemblée nationale* : voir 1309, 1310,  
1311.

— *Assemblée nationale* : voir 1309, 1310,  
1311.

— *Assemblée nationale* : voir 1309, 1310,  
1311.

— *Assemblée nationale* : voir 1309, 1310,  
1311.

— *Assemblée nationale* : voir 1309, 1310,  
1311.

— *Assemblée nationale* : voir 1309, 1310,  
1311.

— *Assemblée nationale* : voir 1309, 1310,  
1311.

— *Assemblée nationale* : voir 1309, 1310,  
1311.

— *Assemblée nationale* : voir 1309, 1310,  
1311.

— *Assemblée nationale* : voir 1309, 1310,  
1311.

— *Assemblée nationale* : voir 1309, 1310,  
1311.

— *Assemblée nationale* : voir 1309, 1310,  
1311.

— *Assemblée nationale* : voir 1309, 1310,  
1311.

— *Assemblée nationale* : voir 1309, 1310,  
1311.

— *Assemblée nationale* : voir 1309, 1310,  
1311.

— *Assemblée nationale* : voir 1309, 1310,  
1311.

— *Assemblée nationale* : voir 1309, 1310,  
1311.

— *Assemblée nationale* : voir 1309, 1310,  
1311.

University of York, York, YO1 7DD, UK  
 e-mail: j.s.dunne@york.ac.uk

100

— validation des procédures d'estimation des coûts de la main d'œuvre.

C. M. ... H.

Comme d'habitude, on a pu constater que les  
l'Auxerrois, 719.

Camps directed in Department des Paris.  
35

— *serotinus* Holmboe, 1110, 2297, 2692  
(red, 1910).

11218, 11219, 12017, 12018, 12019, 12020, 12021, 12022, 12023, 12024, 12025, 12026, 12027, 12028, 12029, 12030, 12031, 12032, 12033, 12034, 12035, 12036, 12037, 12038, 12039, 12040, 12041, 12042, 12043, 12044, 12045, 12046, 12047, 12048, 12049, 12050, 12051, 12052, 12053, 12054, 12055, 12056, 12057, 12058, 12059, 12060, 12061, 12062, 12063, 12064, 12065, 12066, 12067, 12068, 12069, 12070, 12071, 12072, 12073, 12074, 12075, 12076, 12077, 12078, 12079, 12080, 12081, 12082, 12083, 12084, 12085, 12086, 12087, 12088, 12089, 12090, 12091, 12092, 12093, 12094, 12095, 12096, 12097, 12098, 12099, 12100, 12101, 12102, 12103, 12104, 12105, 12106, 12107, 12108, 12109, 12110, 12111, 12112, 12113, 12114, 12115, 12116, 12117, 12118, 12119, 12120, 12121, 12122, 12123, 12124, 12125, 12126, 12127, 12128, 12129, 12130, 12131, 12132, 12133, 12134, 12135, 12136, 12137, 12138, 12139, 12140, 12141, 12142, 12143, 12144, 12145, 12146, 12147, 12148, 12149, 12150, 12151, 12152, 12153, 12154, 12155, 12156, 12157, 12158, 12159, 12160, 12161, 12162, 12163, 12164, 12165, 12166, 12167, 12168, 12169, 12170, 12171, 12172, 12173, 12174, 12175, 12176, 12177, 12178, 12179, 12180, 12181, 12182, 12183, 12184, 12185, 12186, 12187, 12188, 12189, 12190, 12191, 12192, 12193, 12194, 12195, 12196, 12197, 12198, 12199, 12200, 12201, 12202, 12203, 12204, 12205, 12206, 12207, 12208, 12209, 12210, 12211, 12212, 12213, 12214, 12215, 12216, 12217, 12218, 12219, 12220, 12221, 12222, 12223, 12224, 12225, 12226, 12227, 12228, 12229, 12230, 12231, 12232, 12233, 12234, 12235, 12236, 12237, 12238, 12239, 12240, 12241, 12242, 12243, 12244, 12245, 12246, 12247, 12248, 12249, 12250, 12251, 12252, 12253, 12254, 12255, 12256, 12257, 12258, 12259, 12260, 12261, 12262, 12263, 12264, 12265, 12266, 12267, 12268, 12269, 12270, 12271, 12272, 12273, 12274, 12275, 12276, 12277, 12278, 12279, 12280, 12281, 12282, 12283, 12284, 12285, 12286, 12287, 12288, 12289, 12290, 12291, 12292, 12293, 12294, 12295, 12296, 12297, 12298, 12299, 12300, 12301, 12302, 12303, 12304, 12305, 12306, 12307, 12308, 12309, 12310, 12311, 12312, 12313, 12314, 12315, 12316, 12317, 12318, 12319, 12320, 12321, 12322, 12323, 12324, 12325, 12326, 12327, 12328, 12329, 12330, 12331, 12332, 12333, 12334, 12335, 12336, 12337, 12338, 12339, 12340, 12341, 12342, 12343, 12344, 12345, 12346, 12347, 12348, 12349, 12350, 12351, 12352, 12353, 12354, 12355, 12356, 12357, 12358, 12359, 12360, 12361, 12362, 12363, 12364, 12365, 12366, 12367, 12368, 12369, 12370, 12371, 12372, 12373, 12374, 12375, 12376, 12377, 12378, 12379, 12380, 12381, 12382, 12383, 12384, 12385, 12386, 12387, 12388, 12389, 12390, 12391, 12392, 12393, 12394, 12395, 12396, 12397, 12398, 12399, 12400, 12401, 12402, 12403, 12404, 12405, 12406, 12407, 12408, 12409, 12410, 12411, 12412, 12413, 12414, 12415, 12416, 12417, 12418, 12419, 12420, 12421, 12422, 12423, 12424, 12425, 12426, 12427, 12428, 12429, 12430, 12431, 12432, 12433, 12434, 12435, 12436, 12437, 12438, 12439, 12440, 12441, 12442, 12443, 12444, 12445, 12446, 12447, 12448, 12449, 12450, 12451, 12452, 12453, 12454, 12455, 12456, 12457, 12458, 12459, 12460, 12461, 12462, 12463, 12464, 12465, 12466, 12467, 12468, 12469, 12470, 12471, 12472, 12473, 12474, 12475, 12476, 12477, 12478, 12479, 12480, 12481, 12482, 12483, 12484, 12485, 12486, 12487, 12488, 12489, 12490, 12491, 12492, 12493, 12494, 12495, 12496, 12497, 12498, 12499, 12500, 12501, 12502, 12503, 12504, 12505, 12506, 12507, 12508, 12509, 12510, 12511, 12512, 12513, 12514, 12515, 12516, 12517, 12518, 12519, 12520, 12521, 12522, 12523, 12524, 12525, 12526, 12527, 12528, 12529, 12530, 12531, 12532, 12533, 12534, 12535, 12536, 12537, 12538, 12539, 12540, 12541, 12542, 12543, 12544, 12545, 12546, 12547, 12548, 12549, 12550, 12551, 12552, 12553, 12554, 12555, 12556, 12557, 12558, 12559, 12560, 12561, 12562, 12563, 12564, 12565, 12566, 12567, 12568, 12569, 12570, 12571, 12572, 12573, 12574, 12575, 12576, 12577, 12578, 12579, 12580, 12581, 12582, 12583, 12584, 12585, 12586, 12587, 12588, 12589, 12590, 12591, 12592, 12593, 12594, 12595, 12596, 12597, 12598, 12599,

— municipal. 47. 97. 116. 120. 131. 141. 145. 146. 201. 394. 742. 768. 769. 799. 841. 905. 1030. 1034. 1040. 1053. 1057. 1263. 1360. 2021. 2029. 2030. 2042. 2047. 2088. 2104. 2320. 2638. 2683. 2709. 2729. 2787.

2360; du bataillon de Saint-Louis-en-  
l'Île, 2244; de l'Hôtel de la Pallière,  
201; du Pont-Change, 2045-2054, 2062, 2063,  
2064, 2065; du Pont-au-Change, 2063; du  
poste de la rue Saint-Martin, 1373;  
du Pont-Change, 2064.

— armés lors de la Fédération mesures  
contre la formation de . (263).

litique, 407.

Correspondance de Bertrand de Moleville  
avec Lafayette et Narbonne, 3860.

[illegible]

par des .3877.

Correze — *Journal de la Corrèze* (parlementaire)  
de la , 3174.

— *Journal of the American Statistical Association*, 1941, 36, 1111.

— Directeur (d) département de la loi,  
1991

repaire, blessé le 10 août, 2687.

**Corse** (commandement militaire de la ,  
1986

Cosne

Comme Louis-Hector Bonithern ne, sous le Pape, commentait pas le monde.

Rei, 490, 498, 499, 511, 512, 3879.

Thomax, chimiste, 2729.

— Thomas), chirurgien, 2739.  
 — Lappé, Robert, François, la formation des Tailleurs, mort des autres, 2740.

blessures reçues le 10 août, 2663.

— *Journal général du département de la Côte-d'Or*, 1815.

— Claude-Bernard NAVIER), député du dé-

— fédéré du département de la, 2789.

**Côtes-du-Nord** : conseil général du département des , 408, 418.

Joseph-René Maréchal, *Département de la performance*, 2011, 244 p.

— Tribunal criminel du département des ,  
927, 3127.

CORTIN père et fils Jean, banquiers, 1842.  
Couches assemblée générale du

Courtesy: David Heston, Department of Economics

Pyrénées à l'Assemblée législative, 2148.  
COULOMBEAU - Claude, secrétaire greffier

de la Municipalité, 2172, 2696, 2830, 2864.

Coulommiers — municipalité — 1950. — 844.

Course: CHM 101, Spring 2001, 1st Ed.  
 course: Douglas, Michael, *Separable ODEs*

l'Assemblée législative, 3780.  
Corps, volontaire de l'armée du Centre,

Coups de sabre de la cavalerie garniture

Cour du Commerce, 181.

— des Jacobins, 2939.

— de Marsan, 390, 2226, 2330, 2334, 2344, 2345, 2346, 2347, 2348, 2349, 2350, 2351, 2352, 2353, 2354, 2355, 2356, 2357, 2358, 2359, 2360, 2361, 2362, 2363, 2364, 2365, 2366, 2367, 2368, 2369, 2370, 2371, 2372, 2373, 2374, 2375, 2376, 2377, 2378, 2379, 2380, 2381, 2382, 2383, 2384, 2385, 2386, 2387, 2388, 2389, 2390, 2391, 2392, 2393, 2394, 2395, 2396, 2397, 2398, 2399, 2400, 2401, 2402, 2403, 2404, 2405, 2406, 2407, 2408, 2409, 2410, 2411, 2412, 2413, 2414, 2415, 2416, 2417, 2418, 2419, 2420, 2421, 2422, 2423, 2424, 2425, 2426, 2427, 2428, 2429, 2430, 2431, 2432, 2433, 2434, 2435, 2436, 2437, 2438, 2439, 2440, 2441, 2442, 2443, 2444, 2445, 2446, 2447, 2448, 2449, 2450, 2451, 2452, 2453, 2454, 2455, 2456, 2457, 2458, 2459, 2460, 2461, 2462, 2463, 2464, 2465, 2466, 2467, 2468, 2469, 2470, 2471, 2472, 2473, 2474, 2475, 2476, 2477, 2478, 2479, 2480, 2481, 2482, 2483, 2484, 2485, 2486, 2487, 2488, 2489, 2490, 2491, 2492, 2493, 2494, 2495, 2496, 2497, 2498, 2499, 2500, 2501, 2502, 2503, 2504, 2505, 2506, 2507, 2508, 2509, 2510, 2511, 2512, 2513, 2514, 2515, 2516, 2517, 2518, 2519, 2520, 2521, 2522, 2523, 2524, 2525, 2526, 2527, 2528, 2529, 2530, 2531, 2532, 2533, 2534, 2535, 2536, 2537, 2538, 2539, 2540, 2541, 2542, 2543, 2544, 2545, 2546, 2547, 2548, 2549, 2550, 2551, 2552, 2553, 2554, 2555, 2556, 2557, 2558, 2559, 2560, 2561, 2562, 2563, 2564, 2565, 2566, 2567, 2568, 2569, 2570, 2571, 2572, 2573, 2574, 2575, 2576, 2577, 2578, 2579, 2580, 2581, 2582, 2583, 2584, 2585, 2586, 2587, 2588, 2589, 2590, 2591, 2592, 2593, 2594, 2595, 2596, 2597, 2598, 2599, 2600, 2601, 2602, 2603, 2604, 2605, 2606, 2607, 2608, 2609, 2610, 2611, 2612, 2613, 2614, 2615, 2616, 2617, 2618, 2619, 2620, 2621, 2622, 2623, 2624, 2625, 2626, 2627, 2628, 2629, 2630, 2631, 2632, 2633, 2634, 2635, 2636, 2637, 2638, 2639, 2640, 2641, 2642, 2643, 2644, 2645, 2646, 2647, 2648, 2649, 2650, 2651, 2652, 2653, 2654, 2655, 2656, 2657, 2658, 2659, 2660, 2661, 2662, 2663, 2664, 2665, 2666, 2667, 2668, 2669, 2670, 2671, 2672, 2673, 2674, 2675, 2676, 2677, 2678, 2679, 2680, 2681, 2682, 2683, 2684, 2685, 2686, 2687, 2688, 2689, 2690, 2691, 2692, 2693, 2694, 2695, 2696, 2697, 2698, 2699, 2700, 2701, 2702, 2703, 2704, 2705, 2706, 2707, 2708, 2709, 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715, 2716, 2717, 2718, 2719, 2720, 2721, 2722, 2723, 2724, 2725, 2726, 2727, 2728, 2729, 2730, 2731, 2732, 2733, 2734, 2735, 2736, 2737, 2738, 2739, 2740, 2741, 2742, 2743, 2744, 2745, 2746, 2747, 2748, 2749, 2750, 2751, 2752, 2753, 2754, 2755, 2756, 2757, 2758, 2759, 2760, 2761, 2762, 2763, 2764, 2765, 2766, 2767, 2768, 2769, 2770, 2771, 2772, 2773, 2774, 2775, 2776, 2777, 2778, 2779, 2780, 2781, 2782, 2783, 2784, 2785, 2786, 2787, 2788, 2789, 2790, 2791, 2792, 2793, 2794, 2795, 2796, 2797, 2798, 2799, 2800, 2801, 2802, 2803, 2804, 2805, 2806, 2807, 2808, 2809, 2810, 2811, 2812, 2813, 2814, 2815, 2816, 2817, 2818, 2819, 2820, 2821, 2822, 2823, 2824, 2825, 2826, 2827, 2828, 2829, 2830, 2831, 2832, 2833, 2834, 2835, 2836, 2837, 2838, 2839, 2840, 2841, 2842, 2843, 2844, 2845, 2846, 2847, 2848, 2849, 2850, 2851, 2852, 2853, 2854, 2855, 2856, 2857, 2858, 2859, 2860, 2861, 2862, 2863, 2864, 2865, 2866, 2867, 2868, 2869, 2870, 2871, 2872, 2873, 2874, 2875, 2876, 2877, 2878, 2879, 2880, 2881, 2882, 2883, 2884, 2885, 2886, 2887, 2888, 2889, 2890, 2891, 2892, 2893, 2894, 2895, 2896, 2897, 2898, 2899, 2900, 2901, 2902, 2903, 2904, 2905, 2906, 2907, 2908, 2909, 2910, 2911, 2912, 2913, 2914, 2915, 2916, 2917, 2918, 2919, 2920, 2921, 2922, 2923, 2924, 2925, 2926, 2927, 2928, 2929, 2930, 2931, 2932, 2933, 2934, 2935, 2936, 2937, 2938, 2939, 2940, 2941, 2942, 2943, 2944, 2945, 2946, 2947, 2948, 2949, 2950, 2951, 2952, 2953, 2954, 2955, 2956, 2957, 2958, 2959, 2960, 2961, 2962, 2963, 2964, 2965, 2966, 2967, 2968, 2969, 2970, 2971, 2972, 2973, 2974, 2975, 2976, 2977, 2978, 2979, 2980, 2981, 2982, 2983, 2984, 2985, 2986, 2987, 2988, 2989, 2990, 2991, 2992, 2993, 2994, 2995, 2996, 2997, 2998, 2999, 3000, 3001, 3002, 3003, 3004, 3005, 3006, 3007, 3008, 3009, 3010, 3011, 3012, 3013, 3014, 3015, 3016, 3017, 3018, 3019, 3020, 3021,





- Creuse** : directoire du département de la , 2091, 2071.  
**CROIX** : Jacques-Antoine, chevalier juge de la Haute Cour nationale, 3033.  
**CROIX-DU-POISSON** : Alexandre de, 1488.  
**CROIX-PRODIGES** : lors des troubles du 30 août, 1791, 1488, 1017 ; prodiges par les gardes nationaux le 10 août, en présence de Louis XVI, 2309, 2324, 2333, 2343, 2353, 2363.  
**CROIX-DE-CHEVALERIE** : don patriotique d'une, 2917.  
 — de Saint-Louis (don patriotique de , 1792, 1796, 1810, 1812, 1817, 1918, 2919, 2921, 2933 ; modèle de médaille du mérite militaire pour remplacer la, 1736.  
 — de Saint-Michel (don patriotique de , 2918.  
 — de fer (projet de donner la croix au soldat d'une), 1626.  
 — des citoyennes de Belleville (don patriotique des), 2913.  
**CROIXVILLE** : ch., 1122 ; Lafayette nous en rendit 4000, 3432 ; Louis XVI ordonne imitateur de, 3458 ; Louis XVI nouveau, 3613.  
**CROIX-LOUIS-ANNE** : conception de la Bastille, 2343.  
**CUISEAUX** : commune de , 3188.  
**CUÏRE** : conversion en canons des monuments de), 1874.  
**CUL-DESAC** de Conti, 1760.  
 — de l'Orangerie, 2248.  
 — Sainte-Marine, 361.  
**CULLERIER** : Michel-Jean, chirurgien en chef de l'hôpital des Vénériens, 2782.  
**CULTURE** des champs compromise par la levée en masse, 1632.  
**CURÉ** de Vaugirard belle conduite du , 2279.  
**CURÉ-DE-GRÈVE** : messieurs des curés de Paris, 1462.  
**CURTES** : Jean-Baptiste-Guillaume, vainqueur de la Bastille, 28, 29.  
**CURTES** : Jean-Louis, commandant par tierce de la section de Molière et La Fontaine, 2677.  
**CUSSET** : conseil du district de, 2677.  
 — officiers municipaux de), 3653.  
 — (tribunal du district de), 3397.  
**CUSSET** : Antoine-Philippe, commandant de la divisionnaire de Larnac du Haut Rhin, 374.  
**CUSSET** : soldat du bataillon du Pont Saint-Antoine, 882.  
**CUZADE** : l'abbé, chapelain de Louis XVI, 1724.  
 D  
**DARVIG**, volontaire de la section du Fauconnier Montmartre, blessé le 10 août 2743.  
**DARVIG** : blessé le 10 août, 2806.  
**DARVIG**, lisez **DARVIG** : Guillaume, médecin, membre du conseil de santé, 2742.  
**DARVIG-MONT** (M<sup>re</sup>), tapissière de l'Assemblée législative, 730.  
**DAMES** de Chaillot (contribution patriotique des), 370.  
 — de la Halle, 24, 301, 1494.  
**DAMON** : Louis, député des Ardennes à l'Assemblée législative, 1434, 1436, 1440.  
**DANCOURT** (François-Nicolas), citoyen de la section des Lombards, blessé le 10 août, 2744.  
**DANGU** : Louis (conseil général de la commune de), 3728.  
**DANIEL** : Françoise Bizer, femme), 2970.  
**DANSBUREN** : capitaine de Berne (belle d'un soldat suisse domicilié à), 2447.  
**DANSEUR** de l'Opéra (nomination à une sous-lieutenance d'infanterie d'un , 864, 862.  
**DANSEURS** du théâtre Montansier, 1913.  
**DANTAN** (Jean-François), caporal de grenadiers, 2342.  
**DANTAN** : Georges-Louis, magistrat de la justice, 1709, 2154, 2498, 2223, 2306, 2312-2314, 2439, 2447, 2460, 2461, 2476, 2486, 2493, 2502, 2508, 2512, 3842, 3960, 3961, 3963.  
**DARDENNE** (Etienne-Henri), citoyen de la section du Finistère, blessé le 10 août, 2806.  
**DAREAU** : Jean-Joseph, député des Hautes-Pyrénées à l'Assemblée législative, témoin dans l'affaire Jouneau et Grange-neuve, 730.  
**D'ARNAUD** (sieur), cavalier du 21<sup>e</sup> régiment, 2744.



- Décrets d'admission : secrétaires-commis  
 employé à la collation des , 1900.  
 Deschamps (Jacques-Marie), feldwebel de Lyon,  
 blessé le 10 août, 2694, 2741, 2789.  
 Défense : établissement d'une ligne de  
 pour le camp de Paris, 1889.  
 — systèmes de , 1609.  
 — des approches de Paris, 1426.  
 — des frontières (emploi des troupes de  
 ligne en garnison à Paris à la , 1496.  
 — de Paris, 1471, 1571, 1603, 1671, 1697,  
 1747, 1862-1907, 1837, 1867, demande  
 d'un conseil d'ingénieurs et de mili-  
 taires pour le , 3048.  
 Deron, maître vitrier, 2726.  
 DEFONTAINE (Pierre), canonnier du batail-  
 lon de Saint-Jean, 2335.  
 Derossi (sieur), grenadier, 202.  
 Deross, sieur, garde national, 2478.  
 Déguisement pris par des gardes suisses,  
 2403, 2406, 2413, 2444.  
 Desbrière (Louis-Charles-Auguste), dé-  
 puté de Maine-et-Loire à l'Assemblée  
 législative, commissaire de la salle, 3818.  
 DERRIS (Jean), originaire des Landes, blessé  
 le 10 août, 2728.  
 De Joly (Eugène-Louis-Hector), ex-secre-  
 taire greffier de la Commune, ministre  
 de la justice, 814, 849, 851-853, 988, 1159,  
 1164, 1167, 1176, 1190, 1197, 1201, 1218-  
 1227, 1229, 1230, 1235, 1251, 1288, 1291,  
 1345, 1346, 1367, 1384-1386, 1393, 1395,  
 1396, 1998, 2007, 2014, 2015, 2020, 2027,  
 2050, 2051, 2121, 2126, 2163, 2213, 2292,  
 2318; secrétaire du Conseil du Roi,  
 1229, 1242, 1243, 1279; ministre pour le  
 lérin de l'intérieur, 1239, 1240, 1272.  
 DELABARRE (Robert-Guillaume-Antoine),  
 commissaire de la Commune, 2263,  
 3826.  
 De la , commissaire de la section des  
 Quatre-Nations, 1741.  
 DELAGROIX (Ignace), bourgeois de Paris,  
 2360.  
 DELAGRIVE (sieur, fabricant de gaze, 608.  
 DELAGUETTE (sieur), imprimeur, 330.  
 DELAHAYE (sieur, ancien grenadier de  
 France, 1771.  
 Delorme (René-Gabriel), canonnier au ba-  
 taillon de l'Armée, blessé le 10  
 août, 2660.  
 Delorme (François), député des Communes  
 Nord à l'Assemblée législative, témoin  
 dans l'affaire Jouneau et Grangeneuve,  
 730.  
 Delorme (sieur), 1843.  
 DELANOIX (Jean-François), orfèvre, 2361.  
 DELAPORTE (Sébastien), député du Haut-  
 Rhin à l'Assemblée législative, 1700,  
 1753.  
 DELAROCHE (Guillaume), commandant du  
 bataillon des Feuillants, 381, 2149, 2120.  
 DELATOUE (Arnauld), chirurgien-major de  
 la section de la Rue-de-Montreuil, 2635,  
 2712, 2734, 2794-2798, 2800-2806.  
 DELAVERGNE (Yves), Joseph, député à la  
 Convention nationale, 2287.  
 DELAVERGNE (sieur), commissaire du Conseil  
 général de la Commune, 3944-3946.  
 DELAVERGNE (Clement-Richard), secrétaire  
 commis au Comité d'instruction publi-  
 que, 2444.  
 Delavignette, concubine, préfet de la  
 prison de l'Abbaye, 2436, 2478, 3825-  
 3827, 3829, 3830, 3849, 3876, 3879, 3885,  
 3892-3896, 3904, 3905, 3914, 3923-3926,  
 3936.  
 DELBARRE, lisez DELABARRE.  
 DELIN (Joseph-François), Américain, ci-  
 toyen de la section de Popincourt, 123,  
 126.  
 DELCOURT (M<sup>me</sup>), institutrice, 348.  
 DELCOURT (SAVOUX), citoyen de la section  
 des Gravilliers, 4413.  
 DE L'ESTRÉ (Charles-Louis-Albert), prin-  
 cipal du collège du Cardinal-Lemoine,  
 1771.  
 DE LAUNAY (Jean-Baptiste), denier sur im-  
 pôt, blessé le 10 août, 2769.  
 DELIENS (Jean-Charles-Augustin), président  
 de la section des Gobelins, 793, 810,  
 853, 1148.  
 DELLECOURT (Philippe-Joseph), grenadier  
 du bataillon des Champs-Élysées, 1490.  
 DELMAS (Jean-François-Bertrand), com-  
 missaire de l'Assemblée auprès des ar-  
 mées, 2195, 2980.  
 — (Joseph), secrétaire de la section de la  
 rue de la Harpe, blessé le 10 août, 2600.  
 Desmarest (sieur), marchand, rue de la  
 Bourg-Saint-Denis, 286.  
 DELORME (René-Gabriel), canonnier au ba-  
 taillon de l'Armée, blessé le 10  
 août, 2660.

- Danger, François-Louis, citoyen de la section des Cordeliers, élue le 10 août, 270.
- Danger, Charles-Antoine, commissaire de la Commune, 223.
- De Moleville, Georges-Victor, commissaire du Département au sujet des événements du 20 juin, 903.
- Devaux (Régis), citoyen de la section des Cordeliers, 238.
- Deveraux, Jean-Nicolas, administrateur du Département, 231, 238.
- Deval, André, élue le 10 août, 270.
- Démision de J.-Charles-Marie d'Assas, capitaine au 11<sup>e</sup> régiment de cavalerie, 3807; de M. Bonneau, commandant du bataillon de Sainte-Marguerite, 3959; de M. de Chambonas, ministre des Affaires étrangères, 4276, 4282; de M. de La Fayette, ministre de la guerre, 2020; de M. Dénouet, administrateur du Département, 1238; de M. Dénouet, vice-président de M. Duranthon, ministre de la justice, 691, 702, 1234, 1235, 1237; de M. de Gouvion, député, 222, 229; de M. de Grave, ministre de la guerre, 416-418; de M. Lacoste, ministre de la marine, 696, 702, 1235, 1237, 1251; de Lafayette, 43-46; de J. Leroux, administrateur au Département du Domaine, 2370; de M. J.-P. du Melet, lieutenant-colonel du 11<sup>e</sup> régiment de cavalerie, 3806; du ministère, 1219-1261; de M. Mourgues, ministre de l'intérieur, 697, 704; de M. Richeheu d'Aiguillon, chef de l'état-major de l'armée du Rhin, 3765; du procureur général syndic du département de la Vendée, 3182; offerte par M. Bertrand de Moleville, 458.
- Démisions de gardes du Roi patriotes, 512.
- Démolition du bâtiment de l'ancien gouvernement du Louvre, 230.
- Démolition du cloître des Val-de-Grâce, le 10 août, 1893, 1895, 1896, 1897, 1898, 1899, 1900, 1901, 1902, 1903, 1904, 1905, 1906, 1907, 1908, 1909, 1910, 1911, 1912, 1913, 1914, 1915, 1916, 1917, 1918, 1919, 1920, 1921, 1922, 1923, 1924, 1925, 1926, 1927, 1928, 1929, 1930, 1931, 1932, 1933, 1934, 1935, 1936, 1937, 1938, 1939, 1940, 1941, 1942, 1943, 1944, 1945, 1946, 1947, 1948, 1949, 1950, 1951, 1952, 1953, 1954, 1955, 1956, 1957, 1958, 1959, 1960, 1961, 1962, 1963, 1964, 1965, 1966, 1967, 1968, 1969, 1970, 1971, 1972, 1973, 1974, 1975, 1976, 1977, 1978, 1979, 1980, 1981, 1982, 1983, 1984, 1985, 1986, 1987, 1988, 1989, 1990, 1991, 1992, 1993, 1994, 1995, 1996, 1997, 1998, 1999, 2000, 2001, 2002, 2003, 2004, 2005, 2006, 2007, 2008, 2009, 2010, 2011, 2012, 2013, 2014, 2015, 2016, 2017, 2018, 2019, 2020, 2021, 2022, 2023, 2024, 2025, 2026, 2027, 2028, 2029, 2030, 2031, 2032, 2033, 2034, 2035, 2036, 2037, 2038, 2039, 2040, 2041, 2042, 2043, 2044, 2045, 2046, 2047, 2048, 2049, 2050, 2051, 2052, 2053, 2054, 2055, 2056, 2057, 2058, 2059, 2060, 2061, 2062, 2063, 2064, 2065, 2066, 2067, 2068, 2069, 2070, 2071, 2072, 2073, 2074, 2075, 2076, 2077, 2078, 2079, 2080, 2081, 2082, 2083, 2084, 2085, 2086, 2087, 2088, 2089, 2090, 2091, 2092, 2093, 2094, 2095, 2096, 2097, 2098, 2099, 2100, 2101, 2102, 2103, 2104, 2105, 2106, 2107, 2108, 2109, 2110, 2111, 2112, 2113, 2114, 2115, 2116, 2117, 2118, 2119, 2120, 2121, 2122, 2123, 2124, 2125, 2126, 2127, 2128, 2129, 2130, 2131, 2132, 2133, 2134, 2135, 2136, 2137, 2138, 2139, 2140, 2141, 2142, 2143, 2144, 2145, 2146, 2147, 2148, 2149, 2150, 2151, 2152, 2153, 2154, 2155, 2156, 2157, 2158, 2159, 2160, 2161, 2162, 2163, 2164, 2165, 2166, 2167, 2168, 2169, 2170, 2171, 2172, 2173, 2174, 2175, 2176, 2177, 2178, 2179, 2180, 2181, 2182, 2183, 2184, 2185, 2186, 2187, 2188, 2189, 2190, 2191, 2192, 2193, 2194, 2195, 2196, 2197, 2198, 2199, 2200, 2201, 2202, 2203, 2204, 2205, 2206, 2207, 2208, 2209, 2210, 2211, 2212, 2213, 2214, 2215, 2216, 2217, 2218, 2219, 2220, 2221, 2222, 2223, 2224, 2225, 2226, 2227, 2228, 2229, 2230, 2231, 2232, 2233, 2234, 2235, 2236, 2237, 2238, 2239, 2240, 2241, 2242, 2243, 2244, 2245, 2246, 2247, 2248, 2249, 2250, 2251, 2252, 2253, 2254, 2255, 2256, 2257, 2258, 2259, 2260, 2261, 2262, 2263, 2264, 2265, 2266, 2267, 2268, 2269, 2270, 2271, 2272, 2273, 2274, 2275, 2276, 2277, 2278, 2279, 2280, 2281, 2282, 2283, 2284, 2285, 2286, 2287, 2288, 2289, 2290, 2291, 2292, 2293, 2294, 2295, 2296, 2297, 2298, 2299, 2300, 2301, 2302, 2303, 2304, 2305, 2306, 2307, 2308, 2309, 2310, 2311, 2312, 2313, 2314, 2315, 2316, 2317, 2318, 2319, 2320, 2321, 2322, 2323, 2324, 2325, 2326, 2327, 2328, 2329, 2330, 2331, 2332, 2333, 2334, 2335, 2336, 2337, 2338, 2339, 2340, 2341, 2342, 2343, 2344, 2345, 2346, 2347, 2348, 2349, 2350, 2351, 2352, 2353, 2354, 2355, 2356, 2357, 2358, 2359, 2360, 2361, 2362, 2363, 2364, 2365, 2366, 2367, 2368, 2369, 2370, 2371, 2372, 2373, 2374, 2375, 2376, 2377, 2378, 2379, 2380, 2381, 2382, 2383, 2384, 2385, 2386, 2387, 2388, 2389, 2390, 2391, 2392, 2393, 2394, 2395, 2396, 2397, 2398, 2399, 2400, 2401, 2402, 2403, 2404, 2405, 2406, 2407, 2408, 2409, 2410, 2411, 2412, 2413, 2414, 2415, 2416, 2417, 2418, 2419, 2420, 2421, 2422, 2423, 2424, 2425, 2426, 2427, 2428, 2429, 2430, 2431, 2432, 2433, 2434, 2435, 2436, 2437, 2438, 2439, 2440, 2441, 2442, 2443, 2444, 2445, 2446, 2447, 2448, 2449, 2450, 2451, 2452, 2453, 2454, 2455, 2456, 2457, 2458, 2459, 2460, 2461, 2462, 2463, 2464, 2465, 2466, 2467, 2468, 2469, 2470, 2471, 2472, 2473, 2474, 2475, 2476, 2477, 2478, 2479, 2480, 2481, 2482, 2483, 2484, 2485, 2486, 2487, 2488, 2489, 2490, 2491, 2492, 2493, 2494, 2495, 2496, 2497, 2498, 2499, 2500, 2501, 2502, 2503, 2504, 2505, 2506, 2507, 2508, 2509, 2510, 2511, 2512, 2513, 2514, 2515, 2516, 2517, 2518, 2519, 2520, 2521, 2522, 2523, 2524, 2525, 2526, 2527, 2528, 2529, 2530, 2531, 2532, 2533, 2534, 2535, 2536, 2537, 2538, 2539, 2540, 2541, 2542, 2543, 2544, 2545, 2546, 2547, 2548, 2549, 2550, 2551, 2552, 2553, 2554, 2555, 2556, 2557, 2558, 2559, 2560, 2561, 2562, 2563, 2564, 2565, 2566, 2567, 2568, 2569, 2570, 2571, 2572, 2573, 2574, 2575, 2576, 2577, 2578, 2579, 2580, 2581, 2582, 2583, 2584, 2585, 2586, 2587, 2588, 2589, 2590, 2591, 2592, 2593, 2594, 2595, 2596, 2597, 2598, 2599, 2600, 2601, 2602, 2603, 2604, 2605, 2606, 2607, 2608, 2609, 2610, 2611, 2612, 2613, 2614, 2615, 2616, 2617, 2618, 2619, 2620, 2621, 2622, 2623, 2624, 2625, 2626, 2627, 2628, 2629, 2630, 2631, 2632, 2633, 2634, 2635, 2636, 2637, 2638, 2639, 2640, 2641, 2642, 2643, 2644, 2645, 2646, 2647, 2648, 2649, 2650, 2651, 2652, 2653, 2654, 2655, 2656, 2657, 2658, 2659, 2660, 2661, 2662, 2663, 2664, 2665, 2666, 2667, 2668, 2669, 2670, 2671, 2672, 2673, 2674, 2675, 2676, 2677, 2678, 2679, 2680, 2681, 2682, 2683, 2684, 2685, 2686, 2687, 2688, 2689, 2690, 2691, 2692, 2693, 2694, 2695, 2696, 2697, 2698, 2699, 2700, 2701, 2702, 2703, 2704, 2705, 2706, 2707, 2708, 2709, 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715, 2716, 2717, 2718, 2719, 2720, 2721, 2722, 2723, 2724, 2725, 2726, 2727, 2728, 2729, 2730, 2731, 2732, 2733, 2734, 2735, 2736, 2737, 2738, 2739, 2740, 2741, 2742, 2743, 2744, 2745, 2746, 2747, 2748, 2749, 2750, 2751, 2752, 2753, 2754, 2755, 2756, 2757, 2758, 2759, 2760, 2761, 2762, 2763, 2764, 2765, 2766, 2767, 2768, 2769, 2770, 2771, 2772, 2773, 2774, 2775, 2776, 2777, 2778, 2779, 2780, 2781, 2782, 2783, 2784, 2785, 2786, 2787, 2788, 2789, 2790, 2791, 2792, 2793, 2794, 2795, 2796, 2797, 2798, 2799, 2800, 2801, 2802, 2803, 2804, 2805, 2806, 2807, 2808, 2809, 2810, 2811, 2812, 2813, 2814, 2815, 2816, 2817, 2818, 2819, 2820, 2821, 2822, 2823, 2824, 2825, 2826, 2827, 2828, 2829, 2830, 2831, 2832, 2833, 2834, 2835, 2836, 2837, 2838, 2839, 2840, 2841, 2842, 2843, 2844, 2845, 2846, 2847, 2848, 2849, 2850, 2851, 2852, 2853, 2854, 2855, 2856, 2857, 2858, 2859, 2860, 2861, 2862, 2863, 2864, 2865, 2866, 2867, 2868, 2869, 2870, 2871, 2872, 2873, 2874, 2875, 2876, 2877, 2878, 2879, 2880, 2881, 2882, 2883, 2884, 2885, 2886, 2887, 2888, 2889, 2890, 2891, 2892, 2893, 2894, 2895, 2896, 2897, 2898, 2899, 2900, 2901, 2902, 2903, 2904, 2905, 2906, 2907, 2908, 2909, 2910, 2911, 2912, 2913, 2914, 2915, 2916, 2917, 2918, 2919, 2920, 2921, 2922, 2923, 2924, 2925, 2926, 2927, 2928, 2929, 2930, 2931, 2932, 2933, 2934, 2935, 2936, 2937, 2938, 2939, 2940, 2941, 2942, 2943, 2944, 2945, 2946, 2947, 2948, 2949, 2950, 2951, 2952, 2953, 2954, 2955, 2956, 2957, 2958, 2959, 2960, 2961, 2962, 2963, 2964, 2965, 2966, 2967, 2968, 2969, 2970, 2971, 2972, 2973, 2974, 2975, 2976, 2977, 2978, 2979, 2980, 2981, 2982, 2983, 2984, 2985, 2986, 2987, 2988, 2989, 2990, 2991, 2992, 2993, 2994, 2995, 2996, 2997, 2998, 2999, 3000, 3001, 3002, 3003, 3004, 3005, 3006, 3007, 3008, 3009, 3010, 3011, 3012, 3013, 3014, 3015, 3016, 3017, 3018, 3019, 3020, 3021, 3022, 3023, 3024, 3025, 3026, 3027, 3028, 3029, 3030, 3031, 3032, 3033, 3034, 3035, 3036, 3037, 3038, 3039, 3040, 3041, 3042, 3043, 3044, 3045, 3046, 3047, 3048, 3049, 3050, 3051, 3052, 3053, 3054, 3055, 3056, 3057, 3058, 3059, 3060, 3061, 3062, 3063, 3064, 3065, 3066, 3067, 3068, 3069, 3070, 3071, 3072, 3073, 3074, 3075, 3076, 3077, 3078, 3079, 3080, 3081, 3082, 3083, 3084, 3085, 3086, 3087, 3088, 3089, 3090, 3091, 3092, 3093, 3094, 3095, 3096, 3097, 3098, 3099, 3100, 3101, 3102, 3103, 3104, 3105, 3106, 3107, 3108, 3109, 3110, 3111, 3112, 3113, 3114, 3115, 3116, 3117, 3118, 3119, 3120, 3121, 3122, 3123, 3124, 3125, 3126, 3127, 3128, 3129, 3130, 3131, 3132, 3133, 3134, 3135, 3136, 3137, 3138, 3139, 3140, 3141, 3142, 3143, 3144, 3145, 3146, 3147, 3148, 3149, 3150, 3151, 3152, 3153, 3154, 3155, 3156, 3157, 3158, 3159, 3160, 3161, 3162, 3163, 3164, 3165, 3166, 3167, 3168, 3169, 3170, 3171, 3172, 3173, 3174, 3175, 3176, 3177, 3178, 3179, 3180, 3181, 3182, 3183, 3184, 3185, 3186, 3187, 3188, 3189, 3190, 3191, 3192, 3193, 3194, 3195, 3196, 3197, 3198, 3199, 3200, 3201, 3202, 3203, 3204, 3205, 3206, 3207, 3208, 3209, 3210, 3211, 3212, 3213, 3214, 3215, 3216, 3217, 3218, 3219, 3220, 3221, 3222, 3223, 3224, 3225, 3226, 3227, 3228, 3229, 3230, 3231, 3232, 3233, 3234, 3235, 3236, 3237, 3238, 3239, 3240, 3241, 3242, 3243, 3244, 3245, 3246, 3247, 3248, 3249, 3250, 3251, 3252, 3253, 3254, 3255, 3256, 3257, 3258, 3259, 3260, 3261, 3262, 3263, 3264, 3265, 3266, 3267, 3268, 3269, 3270, 3271, 3272, 3273, 3274, 3275, 3276, 3277, 3278, 3279, 3280, 3281, 3282, 3283, 3284, 3285, 3286, 3287, 3288, 3289, 3290, 3291, 3292, 3293, 3294, 3295, 3296, 3297, 3298, 3299, 3300, 3301, 3302, 3303, 3304, 3305, 3306, 3307, 3308, 3309, 3310, 3311, 3312, 3313, 3314, 3315, 3316, 3317, 3318, 3319, 3320, 3321, 3322, 3323, 3324, 3325, 3326, 3327, 3328, 3329, 3330, 3331, 3332, 3333, 3334, 3335, 3336, 3337, 3338, 3339, 3340, 3341, 3342, 3343, 3344, 3345, 3346, 3347, 3348, 3349, 3350, 3351, 3352, 3353, 3354, 3355, 3356, 3357, 3358, 3359, 3360, 3361, 3362, 3363, 3364, 3365, 3366, 3367, 3368, 3369, 3370, 3371, 3372, 3373, 3374, 3375, 3376, 3377, 3378, 3379, 3380, 3381, 3382, 3383, 3384, 3385, 3386, 3387, 3388, 3389, 3390, 3391, 3392, 3393, 3394, 3395, 3396, 3397, 3398, 3399, 3400, 3401, 3402, 3403, 3404, 3405, 3406, 3407, 3408, 3409, 3410, 3411, 3412, 3413, 3414, 3415, 3416, 3417, 3418, 3419, 3420, 3421, 3422, 3423, 3424, 3425, 3426, 3427, 3428, 3429, 3430, 3431, 3432, 3433, 3434, 3435, 3436, 3437, 3438, 3439, 3440, 3441, 3442, 3443, 3444, 3445, 3446, 3447, 3448, 3449, 3450, 3451, 3452, 3453, 3454, 3455, 3456, 3457, 3458, 3459, 3460, 3461, 3462, 3463, 3464, 3465, 3466, 3467, 3468, 3469, 3470, 3471, 3472, 3473, 3474, 3475, 3476, 3477, 3478, 3479, 3480, 3481, 3482, 3483, 3484, 3485, 3486, 3487, 3488, 3489, 3490, 3491, 3492, 3493, 3494, 3495, 3496, 3497, 3498, 3499, 3500, 3501, 3502, 3503, 3504, 3505, 3506, 3507, 3508, 3509, 3510, 3511, 3512, 3513, 3514, 3515, 3516, 3517, 3518, 3519, 3520, 3521, 3522, 3523, 3524, 3525, 3526, 3527, 3528, 3529, 3530, 3531, 3532, 3533, 3534, 3535, 3536, 3537, 3538, 3539, 3540, 3541, 3542, 3543, 3544, 3545, 3546, 3547, 3548, 3549, 3550, 3551, 3552, 3553, 3554, 3555, 3556, 3557, 3558, 3559, 3560, 3561, 3562, 3563, 3564, 3565, 3566, 3567, 3568, 3569, 3570, 3571, 3572, 3573, 3574, 3575, 3576, 3577, 3578, 3579, 3580, 3581, 3582, 3583, 3584, 3585, 3586, 3587, 3588, 3589, 3590, 3591, 3592, 3593, 3594, 3595, 3596, 3597, 3598, 3599, 3600, 3601, 3602, 3603, 3604, 3605, 3606, 3607, 3608, 3609, 3610, 3611, 3612, 3613, 3614, 3615, 3616, 3617, 3618, 3619, 3620, 3621, 3622, 3623, 3624, 3625, 3626, 3627, 3628, 3629, 3630, 3631, 3632, 3633, 3634, 3635, 3636, 3637, 3638, 3639, 3640, 3641, 3642, 3643, 3644, 3645, 3646, 3647, 3648, 3649, 3650, 3651, 3652, 3653, 3654, 3655, 3656, 3657, 3658, 3659, 3660, 3661, 3662, 3663, 3664, 3665, 3666, 3667, 3668, 3669, 3670, 3671, 3672, 3673, 3674, 3675, 3676, 3677, 3678, 3679, 3680, 3681, 3682, 3683, 3684, 3685, 3686, 3687, 3688, 3689, 3690, 3691, 3692, 3693, 3694, 3695, 3696, 3697, 3698, 3699, 3700, 3701, 3702, 3703, 3704, 3705, 3706, 3707, 3708, 3709, 3710, 3711, 3712, 3713, 3714, 3715, 3716, 3717, 3718, 3719, 3720, 3721, 3722, 3723, 3724, 3725, 3726, 3727, 3728, 3729, 3730, 3731, 3732, 3733, 3734, 3735, 3736, 3737, 3738, 3739, 3740, 3741, 3742, 3743, 3744, 3745, 3746, 3747, 3748, 3749, 3750, 3751, 3752, 3753, 3754, 3755, 3756, 3757, 3758, 3759, 3760, 3761, 3762, 3763, 3764, 3765, 3766, 3767, 3768, 3769, 3770, 3771, 3772, 3773, 3774, 3775, 3776, 3777, 3778, 3779, 3780, 3781, 3782, 3783, 3784, 3785, 3786, 3787, 3788, 3789, 3790, 3791, 3792, 3793, 3794, 3795, 3796, 3797, 3798, 3799, 3800, 3801, 3802, 3803, 3804, 3805, 3806, 3807, 3808, 3809, 3810, 3811, 3812, 3813, 3814, 3815, 3816, 3817, 3818, 3819, 3820, 3821, 3822, 3823, 3824, 3825, 3826, 3827, 3828, 3829, 3830, 3831

- Départ des Suisses retardé par M. d'Alancourt, 2201.
- Département des Affaires étrangères, 2165.
- des contributions publiques (porte-feuille du), 2245.
  - de la guerre, 1932, 2286, 3832; (inventaire des papiers du), 2220.
  - de la justice, 2292.
- Département de Paris, 102, 104, 201, 202, 434, 769, 793, 924, 1067, 1268, 1384, 1444, 1442, 1442, 1453, 1525, 1526, 1528, 2757, 2822-2824, 2830, 2831, 2848, 2852, 2868; assemblée électorale, 1685, 1711; bureaux du), 859, 2064; (conseil général du), 62, 473, 799-806, 817, 818, 903, 904, 1021, 1023, 1048, 1052, 1078, 1084, 1169-1172, 1176-1178, 1184-1186, 1188, 1199, 1201-1204, 1206, 1207, 1978, 2008-2010, 2016, 2046, 2047, 2072, 2074, 2144, 2307, 2825, 2874, 2882, 2883, 3783; (démision d'administrateur du), 1239; (directoire du), 6, 11, 61-63, 65-72, 74, 77-85, 87, 89, 92-94, 99, 103, 125, 136, 137, 140, 145, 146, 149, 164, 165, 444, 445, 447, 481, 484, 514, 544, 545, 678, 718, 723, 744-748, 753-760, 765-767, 774-773, 779, 780, 783-785, 794, 798, 843, 844, 873, 880, 897, 910, 994, 1015, 1016, 1021-1024, 1030, 1044, 1053-1057, 1064, 1066, 1067, 1105, 1121, 1126, 1137, 1446, 1478, 1480-1483, 1485-1487, 1494, 1494, 1217, 1218, 1298, 1299, 1304, 1303-1305, 1307, 1337, 1345, 1413, 1496, 1978, 2005-2018, 2021, 2074, 2081, 2085, 2088, 2102, 2104, 2137, 2221, 2783, 2810, 2814, 2847; (imprimeur du), 1045; (tribunaux du), 1444, 2304.
- Département du Domaine de la Municipalité de Paris, 2367.
- Département des Etablissements publics de la Municipalité de Paris, 185.
- Département des Gardes nationales de la Municipalité de Paris, 1300, 1446, 1957, 2180, 2194.
- Département de Police de la Municipalité, 47, 131, 144, 144-146, 717, 722, 732, 733, 753, 756, 758-760, 797, 904, 905, 1060, 1073, 1075, 1076, 1110, 1114, 1146, 1148, 1144, 1143, 1169, 1349, 1357, 1368-1371, 1379-1384, 1453, 1604, 1957, 2026, 2070, 2180, 2194, 2241, 2254, 2307, 2310, 2311, 2317, 2338, 2367, 2444, 2444, 2490, 2618, 3827, 3830, 3893-3895.
- Départements méridionaux (ardeur des), 3581.
- Depêches de l'Assemblée et du pouvoir exécutif (courriers chargés de porter les), 1738.
- Dépense des travaux de fortification du camp sous Paris, 1901.
- Dépenses relatives au voyage de Varennes (compte des), 705.
- de l'Assemblée législative, 41.
  - de la Fédération de 1792, 1270, 1275, 1276.
  - de la fête de Châteauneuf, 247, 249.
  - de la police municipale (subvention pour les), 735.
  - de toilette (sacrifice de à titre de don patriotique), 384.
  - pour l'envoi d'Etienne La Rivière à Orléans, 436.
  - pour l'habillement et l'équipement de volontaires, 1717.
  - pour la pose de la première pierre de la colonne de la Liberté, 1295, 1333.
  - pour la reconnaissance de l'emplacement du camp sous Paris, 1936.
  - du camp sous Paris (crédit pour les) 1943; (liquidation des), 1967; pour les tournées des députés de la Commission du camp sous Paris, 1897.
- Déportation des ecclésiastiques (décret sur la), 657.
- des prêtres réfractaires (demande de la), 3070, 3077.
- Dépôts d'armes et de munitions, 1443.
- d'armes aux Tuileries, 1359, 1997, 2021.
- Députation de l'Assemblée législative à la cérémonie en l'honneur de Simonneau, 545-547.
- de l'Assemblée au convoi des fédérés morts le 10 août, 2959, 2963, 2969.
  - de la Commune à l'Assemblée législative au sujet de la suspension de Pétion et de Manuel, 1174; pour ranimer l'esprit public dans les armées et les départements, 1574; pour demander la création de tribunaux criminels, 3875.
  - du Conseil général de la Commune supplanté le 10 août, à l'Assemblée, 2134.
  - de la Municipalité à l'Assemblée lors de la Fédération, 1270.







- Drouot** (Antoine), lieutenant général commandant sur la frontière du Nord, 303; 306, 310, 316, 3750, 3760, 3762, 3786, 3797, 3800, 3803.
- Drouot** (débiteur de M.), 542.
- Dua** (sieur), ancien sergent de la compagnie suisse (Affix), 2450.
- Dumas** (Gervais), 2641.
- Drapeau des Marseillais aux Champs-Élysées**, 1388, 1391, 1397.
- du effort** aux fédérés sur le terrain de la Bastille, 1335.
- du effort** par Marie-Antoinette aux gardes du Roi, 2329.
- Duplomb** le vainqueur de la Bastille, 2888.
- Direction générale de la Liquidation**, 1804, 2912, 3838.
- Discours** prononcé à l'Assemblée législative, par le bataillon de Sainte-Opportune, 13; par le sieur Bouquet, l'un des volontaires dénonciateurs de Lafayette, 1641, 2900; par les députés Brosset et Gensonné dans l'affaire du Comité autrichien, 434; par le sieur Gandon, lieutenant-colonel du 3<sup>e</sup> bataillon des volontaires, 1513; par le commandant du bataillon des Feuillants, 381; par Anacharsis Cloots, orateur du genre humain, 1846; par Collinard, 21; par Collot d'Herbois, 34; par Collot d'Herbois, défenseur des soldats de Châteauneuf, 198, 199; par M. Concedieu, président de la société de l'Assomoi, 112; par Pierre Debour, curé de Gentilly, 1441; par le Directoire du Département, 772, 773; par Étienne Le Bouteux, 424; par le sieur Boudier au nom des volontaires allemands, 1593; par un élève de la prison Michelin, 379; par des enfants, 185; par le digne Lecomte, 1018, 1421; par Lafayette, 44, 1417; par Louis XVI à l'ouverture de l'Assemblée, 10; par Louis XVI lors de la Fédération, 1257; par le sieur Louvel, de la section des Feuillants, 30; par le ministre de la justice au sujet du Comité autrichien, 28; par Moutet au sujet de sa conduite le 20 juin, 1211; par le sieur Vincent Dureau, officier municipal, 387; par Palloy, en offrant le bas-relief de Mirabeau, 14; par Palloy lors de la fête de l'Indépendance, 135; par Pétion, 120, 463, 464; par Pétion au sujet des dépenses de la Fédération, 1270; par Pétion au sujet de sa suspension, 1292, 1293; par des vainqueurs de la Bastille, 28; par des volontaires de l'armée de Soissons réclamant des armes, 1543.
- du sieur Debour à l'Assemblée électorale en présentant les volontaires de Gentilly, 1685.
- de M. Cahier au Conseil général de la Commune, 860; de M. Manuel au Conseil général de la Commune, 1215.
- de M. Chénier lors de la fête funèbre du 26 août, 3928; de M. Dubroca, le 24 août, 2974.
- prononcé par Reusis et Matville lors de la fête funèbre du 26 août, 2971, 3947.
- de l'abbé Gagnat, curé de Saint-Jacques de Houtleur, lors du service pour les morts du 10 août, 2966.
- prononcés lors de l'affaire Simonneau, à Etampes, 522, 523.
- des sections parisiennes (Fédération), 149.
- Douze** (Gabriel), grenadier du bataillon des Petits-Augustins, 2866.
- Dôle** (conseil permanent du district de), 3407.
- DOLIVIER** (Pierre), curé de Mauchamp, 535.
- Dôlois** (adresse des fédérés), 1324.
- Domaines nationaux**, 39.
- Domestiques** (don patriotique de numéraire par), 1804, 1805, 1806.
- Domfront** (administrateurs du district de), 3163.
- Domèvre**, sous-lieutenant au bataillon des Feuillants, 579.
- Dompcestrin** (Meuse), (citoyens du canton de), 3489.
- Don** patriotique d'Anglais pour les victimes du 10 août, 2944.
- Domen** Joseph, député des Bauges-Arpes à l'Assemblée, 2244 (1804), 7148.
- Dons** en faveur des victimes de la journée du 10 août, 1441, 1750, 1800, 2908, 3000, 3016.
- patriotiques pour la guerre, N<sup>o</sup> 200, 274, 374, 1008, 1414, 1750, 1804; (inspiration et affichage de l'état des), 1753; (circulaire aux citoyens pour l'inspiration), 1750, 1751.
- Donzy** (Gendré, Des Aunes des Teus, de la Liberté et de l'Égalité de), 3078.

- Dou** (Jean-Louis), capitaine de la section armée des Cordeliers, 2327.
- Dorat** (conseil général du district du), 3309.
- Dorey** (Carpentier-Michel), lieutenant, 1763.
- Dordogne** (assemblée générale du département de la), 3641, 3680.
- (conseil du département de la), 3662, 3229.
- Doreux** (den patriotique list par des), 1740.
- Doreux** (sieur), correspondant de M de Laporte, 1116.
- Dorion** (François), ouvrier à la manufacture des glaces, mort des suites de blessures reçues le 10 août, 2700.
- Dorot** (architecte), inspecteur des bâtiments de la Ville, 223, 260, 241, 1916.
- Dossonville** (Jean-Baptiste), officier de paix, 1396, 2097, 3926.
- Douai** (arsenal de), 1871, 1878.
- (conseil du district de), 3035.
- régiments d'artillerie en garnison à), 3604.
- Douillé** (d'or et d'argent manufacture de), 289.
- Doubs** (blessés ou), blessés le 10 août, 2789, 2842.
- (conseil général du département du), 3346.
- (directoire du département du), 2842.
- Doucet** (Louis-Adjutor), volontaire du 2<sup>e</sup> bataillon de la 1<sup>re</sup> légion, 573.
- adjudant général de la 6<sup>e</sup> légion de la garde nationale, 2322, 2323.
- Doullé**, nom supposé pris par un député, 1347.
- Doumange**, faisant le commerce de l'argent, 335.
- Dormer**, administrateur des Subsistances militaires, 1735.
- Dourdan** (conseils du district et de la commune de), 278.
- Dournel**, chirurgien, 2741.
- Doussot** (André), sapeur du bataillon de Saint-Jacques-l'Hôpital, 2339.
- Droz** (sieur), soldat pris au combat commandant d'une, 1781.
- Dragons** (premier régiment de), 44.
- (14<sup>e</sup> régiment de dragons de Montmor), 3764.
- (sieur), pris à Limours le 10 août, 2689.
- volontaires (formation de compagnie de), 1684.
- Draguignan** (conseil permanent du district de), 3694.
- (officiers municipaux de), 3689.
- (société patriotique de), 3692.
- Drapeau** (contestation soulevée par la section des Gobelins au sujet de son), 1309.
- blanc pris le 10 août sur les Suisses, 1676.
- rouge (demande de brûlement du, au pied du tombeau des victimes du 10 août, 2664).
- tricolore arboré à Limours après les événements du 10 août, 3660.
- de la Bastille conquis le 14 juillet 1789 par le bataillon de la Trinité, 1638.
- des Suisses enlevé le 10 août par le bataillon de Saint-Joseph, 2289; par le bataillon de Saint-Laurent, 2289.
- pris sur les Suisses, confié aux fédérés pour la cérémonie funèbre du 26 août, 2965.
- du régiment des Suisses (hommage par la municipalité de Courbevoie d'un), 2659.
- Drapeaux** de la garde nationale (enlèvement par les sections des), 2090.
- Dreux** (administrateurs du district de), 3324.
- (conseil général de la commune de), 3345.
- Droit de vote** réclamé par les fédérés venus à Paris, 1329.
- Droits de l'Homme** (déclaration des) inscrite en lettres d'or sur une table de marbre blanc, 239.
- Droits de l'Homme** (compagnie de volontaires dite des), 1740.
- Drôme** (électeurs du département de la), 3736.
- (état des esprits dans le département de la), 3472.
- (présence de secours par les 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> bataillons de la), 3325.
- Drouillard** aîné, volontaire du bataillon de Sainte-Opportune, 663.
- Droz** (Esprit-Humbert), soldat volontaire du bataillon de la Trinité, 2913.
- (Humbert), horloger des montagnes de la Chaux-de-Fonds, 2913.
- Droz** (sieur J.-P.), 1825.





DUEN, René, menuisier, de la section Poissonnière, tué le 10 août, 2893.  
 DUETEN, médecin et chirurgien, 2723, 2834.  
 DUPLAIX (sieur), 1770.  
 DUROUX, chirurgien de la section du Val de Grâce, 2639, 2651, 2701.  
 DURANT, Nicolas-Pierre-Samuel, ancien constituant, 225<sup>e</sup>, 942.  
 DURANT DE TONNIE (Marguerite-Louis-François), ministre de la justice, 56, 130, 144, 246, 400, 737, 3850, 3924.  
 DUPORTAIL (Antoine-Augustin-Benoît), juge de paix de la section des Quatre-Nations, 1134.  
 — (Louis LEBÈGUE), ancien ministre de la guerre, 737, 3850, 3921.  
 DUPUY, Jean-Marie, 142.  
 DURAND, officier de la garde du Roi, 161, 162.  
 DURAND (sieur), 2540.  
 DURANTHON (Antoine), ministre de la justice, 400, 403-407, 411, 421, 425-427, 430, 657, 676, 681, 691, 692, 702, 710-712, 787, 814, 822, 823, 1069, 1114, 1123, 1134, 1150, 1224, 1226-1229; ministre intérimaire des contributions publiques, 703, 709.  
 DUREY (M.), habitant des Tuileries, 1103.  
 DUREUZEAU (Denis), juge de paix de la section de Sainte-Genève, 881.  
 D. ROSS, ou D. ROSE, Pierre-Baptiste-François, rédacteur de la *Gazette de Paris*, 3830, 3922.  
 DURISSEUR, sergent du bataillon de Saint-Léopold, 602.  
 DUSCLA (Jean), électeur de 1789, vainqueur de la Bastille, 166; député de Paris à l'Assemblée législative, 560, 2018; apôtre de la Liberté, 1308.  
 D. S. ou D. L. ou D. M., blessé du 10 août, 2898.  
 DUSEAULLE, ancien capitaine d'infanterie, 1102.  
 DUSEAUX, professeur de rhétorique à Lagoy, 980.  
 DUSALLÉ (Jean-Baptiste), fondeur, blessé le 10 août, 2768.  
 DUSSEAU, Pierre-Baptiste, ancien capitaine de Sainte-Opportune, 2569.  
 — commissaire de section, 2667.  
 DUSSEAU, Jean-Baptiste, ancien capitaine

gnie du 4<sup>e</sup> arrondissement de Saint-Jacques-du-Haut-Pas, 2905.  
 DUVAL (Ambroise), citoyen de la section de Bondy, blessé le 10 août, 2646.  
 — (Claude-Gaspard), sellier-bourrelier, tué le 10 août, 2850, 2854, 2861.  
 — Jean-Baptiste, adjudant du bataillon des Blancs-Manteaux, 2567.  
 — (sieur), garde national, 1626.  
 — greffier au tribunal de police correctionnelle de Rouen, 3292.  
 DUVAL DE STAINS ou D'ESTAING (Pierre), vice-président de la section des Gravilliers, 1979.  
 DUVERGIER aîné (Henry), commandant du bataillon de Saint-Germain-de-l'Auxerois, 259.  
 DUVERGIER, maître d'institution, 361.  
 DUVIQUET (Pierre), administrateur du département de la Nièvre, 2967.  
 DUVIER (Pierre-Simon-Benjamin), graveur de médailles, ancien graveur général des Monnaies, 268.  
 — (Thomas-Germain-Joseph), commissaire de la section du Louvre, chargé d'inventorier les papiers de la Liste civile, 2200.  
 DUVOISIN (Pierre), député de la Haute-Vienne à l'Assemblée législative, 2118.

## E

Eau-de-vie distribuée aux gardes suisses par leurs officiers le 10 août, 2332, 2342.  
 Eaux minérales d'Aix (blessés du 10 août envoyés aux), 2789, 2835; (fermier des), 2835.  
 — minérales de Barèges, recommandées à un blessé du 10 août, 2728.  
 — minérales de Bourbonne recommandées à un blessé du 10 août, 2723.  
 — minérales de Digne, recommandées à un des blessés du 10 août, 2835.  
 Echarpe du maire d'Étampes suspendue aux voûtes du Panthéon, 542.  
 Eclairage prescrit le 12 août aux habitants de Paris, 2254.  
 Eclaireurs (création de compagnies d'), 150.  
 Ecole militaire (cavalerie cantonnée à l'), 150, 1528, 1684, 1720, 1724; (soldats de la garde du Roi dans les écuries de



- Élections à la Convention nationale, 1329.  
3345, 3449, 3592, 3550; crainte de voir fausser les, 3052.
- nouvelles pour les administrations (demande d'), 3492.
  - des membres du département de Paris (ajournement des), 2252.
- Elèves du collège du Cardinal-Lemoine  
— découverte d'un trésor par les, 1771;  
— du collège Louis-le-Grand, compagnie de volontaires composée des, 1730; du collège de Navarre, 349.
- de l'école nationale de Dessin, 371.
  - de l'école vétérinaire d'Alfort (départ aux armées d'), 1805.
  - des écoles communales gratuites à Versailles, 272; des écoles gratuites de Saint-Paul et de Saint-Ambroise à Paris, 357; des écoles de la paroisse de Saint-Roch, 344.
  - de M<sup>me</sup> Ballot (don patriotique des), 1419.
  - de l'institution Courtois à Châtillon (don patriotique des), 1412; de l'institution Duvergier, 361; de l'institution Palliou, rue de Braque, 273; d'institutions de la section de la Grange-Bate-lière, 348.
  - de la maison d'éducation du sieur Brazier, 343.
  - de la Patrie à la fête de Châteaueux, 219; leur don patriotique, 321.
  - de la pension Michelan à Belleville, 379.
  - des Ponts et Chaussées, demandés pour les travaux du camp sous Paris, 1890.
  - en chirurgie de l'Hôtel-Dieu, 1791, 2817.
- ELIE (Jean-Marie-Antoine), député du Morbihan à l'Assemblée législative, 1774.
- ELISABETH (Madame), 825, 1130, 2298, 2499, 2577.
- Éloge funèbre des citoyens morts le 10 août, prononcé à Nevers, 2967.
- ÉLOC. Américain, lieutenant à la légion américaine du Midi, blessé le 10 août, 2710.
- Embauchage tentative d'), 439, 477, 478.
- EMERY, canonier de la section de l'Observatoire, 2849. Voir L'Observatoire.
- Émigrants du 14 Républic 1792; 146, 197, 349, 448.
- populaire à Etampes, 313, 321, 396, 3971.
  - Emeutes (craintes d'), 442.
  - pour le transport et les accaparements de grains, 3969.
- Émigration (mesures contre les progrès de l'), 3978.
- de Lafayette et de son état-major, 3792, 3798, 3804, 3808.
  - du maire de Charlemont et Givet, 3664.
- Émigré (d'EGMONT-PIGNATELLY), 1944.
- (maison mise en location comme bien d'), 2934.
- Émigrés (demande de la confiscation des biens des), 1330, 2920; (demande d'internement comme otages des familles d'), 1480; (envoi d'argent aux), 121; (mouvement d'opinion contre les), 53-55, 76, 77, 79, 88, 90, 95, 100; (pénis d'un officier de combattre les), 3810; (subventions de certains corps administratifs et judiciaires aux), 3527; (tentatives des), 3391.
- Employés attachés à l'état-major du camp sous Paris, 1950.
- au secrétariat de la Mairie (contribution patriotique des), 1851.
  - au timbrage des assignats (don patriotique des), 1795.
  - à la trésorerie de la Caisse de l'Extraordinaire (prestation de serment des), 3870.
  - de l'administration municipale des biens nationaux, 1846; de l'administration des Postes (don patriotique des), 1809; de l'administration des Subsistances militaires (engagement des), 1817; des administrations publiques (vœu pour la dispense du service militaire des), 1610.
  - de banque et des négociants (situation des volontaires), 4532.
  - des bureaux de la Mairie de Paris, 378, 382.
  - de la Caisse d'Épargne et de bienfaisance de Lafarge, 1783.
  - de l'administration de la Caisse de l'Extraordinaire (adresse des), 3050.
  - de l'hospice des Incurables, 1798.
  - de l'Hôtel-Dieu et des hôpitaux, 1844.
  - des Messageries (contribution patriotique des), 1422, 1759, 1837, 1847.

# TABLE ALPHABETIQUE

Emplacés de la Belle, de l'Enteignement  
et des Domaines (don patriotique des ,  
187).

— des Subsistances militaires (serment  
des), 3862.

Empoisonnement accidentel de volontaires  
au camp de Soissons, 1483, 1486.

Esprit en cas des dits des appa-  
tements de Louis XVI aux Trésors, 100.

Emprunt sollicité par les gendarmes de  
la 29<sup>e</sup> division, 1624.

Emprunts contractés par Louis XVI, 2037.

Enquête faite le long des nouvelles  
boulevards (projet d'), 1862.

Enfant d'un citoyen mort le 10 août offre  
d'élever gratuitement l', 2909, 2910, 2915.

Enfants, citoyen de la section des Bom-  
bards, 1974.

Enfants admis subrepticement parmi les  
ouvriers du camp sous Paris, 1960.

— désireux de suivre les armées, 323.

— de chœur des paroisses (don patrio-  
tique des), 364, 366.

— des écoles (dons patriotiques des), 272,  
275, 301, 323, 331.

— de volontaires (éducation gratuite d'),  
1489.

Enfants-Trouvés (attroupement aux), 2118,  
2129; officiers de santé et employés  
dits, 1816.

Enquête au camp de Soissons sur la pré-  
sence de ceux qui se sont fait en-  
rôler, 1483, 1485.

— au camp de Soissons (d'au camp de Soissons)  
1910, 1911.

— sur les propriétés de Louis XVI en-  
mandée par le district de Nancy, 3039.

— faite par Louis XVI sur les  
dons offerts le 30 août aux Trésors  
des, 3039, 3040.

— sur la situation financière de Louis XVI  
au 10 août, 3039.

— sur le transport de l'argent à Paris  
dans Paris, 1417.

Enregistrement et des documents relatifs  
au 10 août, 100.

Enrôlement d'agents provocateurs, 739.

Enrôlements forcés, refus d'admettre les,  
1407.

— militaires (armes, compresseurs, 1002).

Enrôlements forcés, refus d'admettre les,  
1407.

Epargnes de deux citoyennes (offre pour  
les frais de la guerre des , 1853; des ci-  
toyennes de la section du Mail (équipes-  
ment des, 1853; des citoyennes de La Villette offre patrio-  
tique des, 1853).

— d'enfants offertes pour les frais de la  
guerre, 270, 290, 323, 325, 328, 331, 1412.

— de fondeurs, doreurs et argentiers  
consacrées aux frais de la guerre, 1750.

— d'un jeune horloger pour les victimes  
du 10 août offre des, 1024.

Epaulettes de grenadiers (abandon patrio-  
tique des, 1414, 1024).

— (don d'), au profit des victimes du  
10 août, 1900.

— (don par un ex-commandant de ses ,  
1781).

— des officiers de la garde nationale de  
Belleville (don patriotique des), 2915.

— conquises le 10 août sur un défenseur  
des Tuileries offre d', 1763.

— en or (don par un fédéré de Beaune  
de ses), 2929.

Epée à garde d'argent prise à un blessé  
du 10 août, 2683.

— à garde d'or ouvragée et gravée, trou-  
vée aux Tuileries dans l'appartement du  
prince royal, 2568, 2601.

— à poignée d'argent (don patriotique  
d'une), 252.

— d'argent (don pour les frais de la  
guerre d'une , 1852).

Epées des officiers suisses déposées au  
comité de la section des Feuillants, 2466.

— de sergents suisses (hommage des mon-  
tures en argent d', 2465).

— des soldats suisses tués aux Champs-  
Elysées, remise au peuple des , 2521.

Epervier (armes, 1002).

Epervier (armes, 1002).

Epervier (armes, 1002).

Epervier (armes, 1002).

Epervier (armes, 1002).

Epervier (armes, 1002).

Epervier (armes, 1002).

Epervier (armes, 1002).

Epervier (armes, 1002).

- Équipement des vapeurs de La Bastille, remis en compagnie de gendarmes à pied, 1691.
- des volontaires, 1609-1611, 1637, 1643, 1666, 1673, 1674, 1679, 1702, 1705, 1717, 1779, 1787, 1788, 1793, 1800, 1810, 1817, 1818, 1823, 1829, 1867, 1910, 1871.
- Équipements des gardes du Roi à Mende, suite des, 2261.
- ERLACH (Charles-Louis baron d'), officier suisse, commandant aux Tuileries le 10 août, 2457, 2466, 2485.
- ERMONY (Jacques SOUT d'), officier de la garde nationale parisienne, 462; colonel de la 30<sup>e</sup> division de gendarmerie nationale, 285.
- Ernée** (tribunal du district d'), 3452.
- ERNEST (Frédéric d'), premier sous-lieutenant aux gardes suisses, 2799.
- ERNOULT (Louis-Nicolas), blessé du 10 août, 2898.
- Erreur commise par le département des Ardennes au sujet des décrets du 10 août, 3494.
- ESCARASSE (Jean), horloger, 616.
- Escadre de la Méditerranée, 3234.
- ESGARS (Jean-François PEYRUSSE, marquis d'), 2320.
- Escorte des députés de service aux travaux du camp sous Paris, 1916.
- de deux députés et des commissaires de la Commune, 2243.
  - de Louis XVI se rendant le 10 août à l'Assemblée, 2300, 2347, 2362, 2385, 2387, 2392, 2395, 2428, 2444, 2466, 2485.
- ESCOURBIAC (Adrien-Jean), chirurgien-major du bataillon de Saint-Marcel, 2683, 2686, 2701, 2711, 2764, 2813.
- Espagne** (ancien vice-consul en), 1797.
- Espinolles envoyées de l'arsenal de Rochefort à Paris, 1893.
- Esprit public (délégation de la Commune de Paris chargée de ranimer l'), 1574.
- (modification de l') après le 10 août, 3539.
  - (arrêté pour la prison de Bourg), 3228.
- Essonne** arrivée à Paris d'un bateau de poudre de guerre d'), 1708.
- (magasin des poudres d'), 2188.
  - (marché d'), 2188.
  - (municipalité et citoyens d'), 3099.
  - (poudres de guerre existant à), 1697.
- Estaires** citoyens d', 3441.
- Estrées-Saint-Denis** (actes de violence commis par des officiers sur un cultivateur d'), 1464, 1487.
- (officiers municipaux de la commune d'), 3149.
- Etampes** assassinat de SIMONNEAU, maire d'), 513-532, 3965-3971.
- (commissaires de la Commune de Paris à), 530, 531.
  - (commissaires du département de Seine-et-Oise envoyés à), 517, 519-523, 530.
  - (conseil général du district d'), 3293.
  - députation de cette ville, reçue par le Conseil général de la Commune de Paris, 552, 3970.
  - (district et directoire du district d'), 513, 517, 518.
  - (émeute populaire au marché d'), 512, 524, 532, 543, 3965-3971.
  - (force armée envoyée à), 514, 521, 522.
  - (intervention de la section de Marseille en faveur des prisonniers de l'affaire d'), 3966, 3967.
  - (monument commémoratif projeté sur la place du marché d'), 515, 526, 528, 529.
  - (municipalité et officiers municipaux d'), 519, 523, 543.
  - pétition des citoyens des environs d'), 551, 3971.
- Etat critique du royaume, 1998.
- Etat-major de l'armée du Rhin, 3765, 3772, 3773.
- major du camp sous Paris, 1881, 1896, 1898, 1899, 1909, 1925, 1944.
  - major de la garde citoyenne de Strasbourg (demande de la destitution de l'), 3815.
  - major des gardes suisses lors du 10 août (complicité et responsabilité de l'), 2472, 2473, 2502; (concierge et traiteur de l'), 2480.
  - major de la gendarmerie (licenciement de l'), 2259.
  - nominatif des veuves de la journée du 10 août, 2858.
  - des esprits dans les départements de l'Isère et de la Drôme, 3172.
  - des travaux faits au camp sous Paris, 1955.
- Etats nominatifs des blessés du 10 août,



- 2847, 2849, les blessés du 10 août, dressés par le municipalité de Paris, 2829; relatifs aux blessés du 10 août, 2879; aux pertes et morts de morts du 10 août, 2881; aux veuves, 2889.
- François (Jacques), blessé du 30 août, 2826, 2863.
- Jean-Claude, commandant du bataillon de Saint-Etienne-du-Mont, 2217.
- citoyen de la section de Notre-Dame, 1990.
- François L. Roussin, Jean-Baptiste, argente paix de la section de Henri IV, 423, 424, 427-432, 433-437.
- Etoupes (fourniture d'), 241.
- Etoupilles demandées pour le bataillon des Mathurins, 2179.
- Etrangers amassés dans l'enceinte de l'Assemblée (désordres commis par les), 1363.
- (relevé du nombre et de la qualité des), 1106.
- Etrepagny conseil général de la commune d'), 3263.
- Etudiant en chirurgie, admis dans la garde du Roi, 512.
- Etard des collèges Louis-le-Grand, député pour la franchise d', 1469.
- Eu** (citoyens d'), 244.
- Eure** (conseil du département de l'), 3053.
- (Claude Hégau, député du département de l'), 2158, 2921.
- (administration du département de l'), 299.
- (tribunal criminel du département de l'), 2972.
- Eure-et-Loir** assemblée électorale du département d'), 3720.
- (administration du département d'), 303, 389.
- Eustache Etienne Le Barre (mesures pour prévenir l'), 429.
- (ordre de permission accordée le 16 août, dans les souterrains des Tuileries, 341).
- Euxébat (bâtes de l'), 179.
- Fanque (Paris), en 1888, son effet de supprimer la fête de août 1844, 3002.
- Favieux** (section de la ville de), 420.
- Félix (citoyen), contre les représentants de la ville, 3011-3061.
- (citoyen) (une Église des Filles-Saint-Thomas), 188.
- commis par les volontaires de Seine-et-Oise, 1540.
- Excideuil** directoire du district d', 3492.
- (tribunal d'), 963.
- Exécutions des jugements prononcés par le tribunal du 10 août, 3088, 3910, 3922.
- Exhumations méphitisme causé par des, 1650.
- Expériences de nouveaux boulets, 1701.
- d'un nouveau canon sur la butte Montmartre, 1430; d'un nouveau canon portatif, 1741.
- de nouvelles pièces d'artillerie, 1511.
- en vue de perfectionner le tir du canon, 1507.
- Exposé des événements du 10 août, envoyé à l'armée du Nord, 3785.
- Exposition publique d'un condamné, place de Grève, 2005.
- Expulsion de Louis XVI et de sa famille (vu pour l'), 3371.
- des satellites du despotisme, 3691.
- de Philibert Simond, vicaire épiscopal de Strasbourg, 3852.
- Extinction de l'incendie des Tuileries entravée par la malveillance, 2527.
- Extrait des registres des sépultures de l'église Notre-Dame-de-Lorette, 2657, 2743; des registres des sépultures de Saint-Jacques-le-Majeur, 2633; des registres des sépultures de Saint-Nicolas-des-Champs, 2619; des registres des sépultures de Saint-Roch, 2621, 2628; des registres des sépultures de l'hôpital de la Charité, 2688.
- Extraits mortuaires des victimes du 10 août, 2620, 2808, 2817.
- Eymet** (Dordogne) (officiers municipaux et habitants d'), 3694.

## F

- Fau (Pierre-Jean), soldat du bataillon de Sorbonne, 2779.
- Faur (citoyen), de la section de Marseille, 1796.
- (citoyen), 1801.
- Faur (Jean-Henri), député de l'Assemblée législative, 1598.
- (Pierre-Louis Bourgeois), fils du précédent, député, 1598.

- Facteur de la poste aux lettres (don postalique à lui), 1801.
- Faction (proposé d'association de l'Assemblée nationale et du Roi par les), 1793-1799, 1793, 1794, 1798, 1792, 1799, 1802.
- commissaires de la municipalité de Rennes, tentes de, 1791.
- de la Vendée, 1129.
- Falaise** (citoyens libres de), 3332.
- tribunal du district de, 925.
- Falaises (chirurgien-major de la section des Champs-Élysées), 2749, 2762.
- Famars** (camp de), 1660.
- Faouet** (corps administratifs et judiciaires du district du), 3174.
- Faouet, Jean-Baptiste, fourbisseur, capitaine du bataillon de Saint-Gervais, tué le 10 août, 2684, 2689, 2789.
- femme, Marie-Jeanne Bessard, mère de Jean-Baptiste Farcy, 2689, 2789.
- Faubourg du Roule, 3931.
- Faubourg Saint-Antoine, 124, 134, 155, 179, 171, 186, 224, 232, 319, 331, 392, 718, 741, 743, 752, 753, 760, 768, 774, 778, 793, 812, 813, 817, 865, 1004, 1016, 1023, 1042, 1043, 1049, 1050, 1054, 1061, 1064, 1071, 1079, 1083, 1084, 1087, 1091, 1093-1095, 1099, 1124, 1312, 1343, 1345, 1361, 1410, 1438, 1999, 2001-2004, 2022, 2023, 2100, 2122, 2124, 2125, 2129, 2131, 2171, 2190, 3191, 3198, 3875.
- Saint-Henri, 2171, 2185.
- Saint-Laurent, 2744.
- Saint-Marcou, 136, 137, 141, 142, 143, 314, 741, 752, 753, 760, 808, 1054, 1079, 1088, 1099, 1100, 1311, 1361, 1999, 2004, 2168.
- Saint-Martin, 2358.
- Faubourgs (commissaires chargés de soulever les), 2044.
- inculpations de Lafayette contre les habitants des), 1139.
- patrouilles organisées dans les), 1081.
- Favet (Jean-Charles), député au Collège des Assemblées, 1791-1792, 2349, 2354, 2861 : apôtre de la Liberté, 1308.
- Favet, Anne (Jean, père), 1791-1792, 1793, 1801.
- Fausse signatures (lettre revêtue de), 811-813.
- Favet (Régis), fédéré des Bataillons.
- Rhône, mort des suites de blessures reçues le 10 août, 2646.
- Favet (Jean), non supposé pris par un député, 1347.
- Favet, Jean, conseiller du Comité de l'Instruction de la division des Gravilliers, 2898.
- Favet (Louis-Gilles-Camille), juge de paix de la section du Roi-de-Sicile, 882, 2377.
- FAYETTE (sieur), citoyen entré aux Tuileries, le 40 août, 2548.
- Fecamp** (conseil général de la commune de), 3635.
- Fédération (troisième anniversaire de la), 1262-1338.
- Fédéré du département de l'Aisne (participation au 10 août d'un), 2784, 3818.
- des Bouches-du-Rhône, mort des suites de blessures reçues le 10 août, 2646.
- breton entré dans la cavalerie à Mézières, 1754.
- du département de la Charente Inférieure, blessé le 10 août, 2789.
- du département de la Côte-d'Or, blessé le 10 août, 2789.
- du département du Doubs, blessé le 10 août, 2789.
- du département de la Gironde, blessé le 10 août, 2733.
- du département de l'Hérault, blessé le 10 août, 2789.
- du département des Landes, blessé le 10 août, 2728.
- de Lyon, blessé le 10 août, 2731.
- de Marseille, blessé aux Champs-Élysées, le 30 juillet 1792, 2846.
- de Rennes, mort des suites de blessures reçues le 10 août, 2760.
- du département de Rhénus-et-Loup, 2789.
- du département de Saône-et-Loire (participation au 10 août d'un), 2627.
- du département du Var, présent à la journée du 10 août, 2820.
- Fédérés (affluence des) (et difficulté de loger les), 1322.
- (alarmes jetées dans le faubourg Saint-Antoine par les), 2001.
- (armes portées), 1179.
- banquet civique sur le terrain de la Bastille, offert aux), 1335, 1996.
- au camp de Soissons (bataillons de), 1791, 1792, 1793, 1794, 1795, 1796, 1797.



- de la section de la Halle-au-Bled (collecte des , 2946); de la section de l'Hôtel-de-Ville (mandat des armes, 147); de la section des Invalides (don patriotique des , 2954); de la section du Mail (volontaires équipés par les , 1705); de la section du Pont-Neuf (collecte pour les victimes du 10 août des , 2956); de la section du Roule (vœux patriotiques des), 1728; de la section du Théâtre-Français (offre patriotique des), 1620.
- de Versailles formées en compagnies, armées de piques, 2927.
- Femmes de chambre des Enfants de France (portant par Marie-Antoinette des), 2602.
- FENETEAU (Etienné), canonnier de la section du Finistère, blessé le 10 août, 2690.
- FENIS (sieur), grenadier du bataillon des Filles-Saint-Thomas, 2393.
- FERLIER (Jean-Baptiste), menuisier, blessé le 10 août, 2747, 2789.
- FERMÉ Michel), dit Trouvé, gendarme tué le 10 août, 2860, 2872.
- Fermentation dans la garde nationale, par crainte du retrait de ses canons, 558, 568, 590, 613, 628, 632, 639, 642, 653, 645, 651, 661, 669, 672.
- existant à Metz à la suite des événements du 10 août, 3802.
- parmi les soldats de service aux Tuileries, 1071.
- parmi les Suisses aux Tuileries, 2330, populaire, 110, 116, 129, 121, 127, 131, 136, 137, 140, 163, 174, 175, 178, 751, 791, 1020, 1023, 1041, 1050, 1082, 1087, 1087, 1088, 1099, 1104, 1117, 1282, 1497, 2017, 2024, 3915.
- populaire contre le régiment des gardes suisses, 3813.
- FÉRON (sieur), mécanicien à Paris, 1719.
- FERRÉ Joseph), cordonnier, tué le 10 août 2620.
- FERRIER Jacques-Frédéric), blessé le 10 août, 2685.
- Fête de la Liberté du , 1113, 1202, 1332.
- Fête de nuit sur les ruines de la Bastille, 1132.
- de Saint-Louis (demande de suppression de la , 2002; suppression de la , 2922).
- Fête en l'honneur des soldats de Chateauvieux, 167, 173-251, 3951.
- funèbre en l'honneur de SIMONNEAU, maire d'Étampes, 343-352.
- funèbre en l'honneur des victimes du 10 août, 2922, 2959-2971, 3928.
- projetée au Champ de Mars pour l'arrivée des Marseillais, 1379.
- Fêtes civiques et guerrières (projet de , 232.
- nationales (proposition d'instituer des , 1318).
- FICHAVE Edouard), journaliste, 1732.
- Feuillants (allée des), 728, 2485.
- (clefs des Tuileries remises par Louis XVI à Thierry de Ville-d'Avray, aux), 3964.
- (Comité ayant son siège aux), 2499.
- (cour des , 2419.
- (église des), 36, 41, 2308.
- (maison des , 24, 25, 39, 2708.
- (officiers et soldats suisses enfermés aux), 2417, 2420, 2441.
- (passage des), 25, 1382, 2366, 2393.
- (poste des , 2101, 2412.
- (réunion des fournisseurs et créanciers de la Nation aux), 412.
- (terrasse des), 168, 741, 751, 818, 1354, 1366, 1374, 1376, 2058, 2337, 2362.
- Feuille de route délivrée aux volontaires, 1453.
- Feuille du Jour (La), journal, 4854.
- Feuille villageoise (La), journal, 3819.
- FERQUIÈRES (Léon-Josaphat de), capitaine au 11<sup>e</sup> régiment de cavalerie, 3810.
- FICHET, officier municipal provisoire, 2578.
- FIFE (compagnie des gardes suisses de , 2451.
- Finistère** (assemblée électorale du département du , 3710.
- (calomnies sur les volontaires de la division du), 3872.
- (conseil général du département du), 3389.
- (départ pour Paris d'un détachement de volontaires du), 1452.
- (volontaires et dragons composant la division du , 2680.
- FINDON (don patriotique de la d<sup>u</sup>e Thérèse), 384.
- FLACON (Michel-François), commissaire de





- F... .. François, l'essai du 10 août, 2566.  
F... .. de la fête de Châteauneuf  
régiment des, 247, 261.  
F... .. de la manufacture de Soissons (brûle-  
ment des membranes de M<sup>me</sup> de Lamotte  
dans les), 432, 434.  
— pour le camp sous Paris, construction  
à Asnières et à Cligny de, 1902.  
F... .. de la guerre, représentations théâ-  
trales au profit des), 1860, 1861.  
F... .. (Nicolas), charbon, blessé le 10  
août, 2817.  
FRANCHET (André-François), secrétaire de  
la Municipalité, 2002; commissaire-tré-  
sorier de la Commune, 2592, 2599, 2600.  
FRANÇIN (Guillaume), artiste du Louvre,  
2277.  
FRANÇOIR (Louis-Joseph), artiste de l'O-  
péra, 4811.  
FRANÇOIS M<sup>me</sup>, maîtresse de pension à  
Paris, 1820.  
FRANÇOIS DE LAUREN, Jacques), doyen du  
Grand Conseil, 336.  
**Fréjus** administrateurs du district des,  
163.  
FRENOT, sieur, sergent de la compagnie  
Sommé, au bataillon de Saint-Séverin,  
2331.  
FRÉPONT (Claude-André), député de l'Ari-  
ège à l'Assemblée législative, témoin  
dans l'affaire Grangeneuve et Jouveau,  
730.  
FRÉPONT DE SARRADON, Emmanuel-Marie-  
Michel-Philippe, membre de l'Assem-  
blée constituante, 2014.  
**Frévent** (conseil général du bourg de),  
3137.  
FROCHON (sieur), 2488.  
FROIDERAUX (sieur), brigadier de dragons,  
1586.  
Fronde (modèle d'une nouvelle), 4520.  
Frondeurs, projet de former un corps  
de), 4520.  
**Fronton** (assemblée primaire de la com-  
mune de), 3006.  
FRONTON (sieur), 2018.  
FRONTON, Claude-François-Benoît, dé-  
puté de la Seine-Maritime à l'Assem-  
blée législative, 2063.  
F... .. de l'année XVI en (par 1791) (souvenir  
de la), 3304.  
Fusées de nouvelle invention, 1723.  
Fusil, modèle de nouveau, 1511.  
— d'un Suisse tué le 10 août (hommage  
du), 1776.  
— enlevé aux Prussiens, 1834.  
— l'essai par un f... .. l'ordonné  
dans la cavalerie, 1774.  
— vole au corps de garde le 10 août, 2576.  
Fusiliers de la section de 1792 (compa-  
gnie de), 1690.  
Fusils (don patriotique pour la fabrication  
des), 1797.  
— pour armer des volontaires, don de,  
374, 1518, 1522, 1573, 1611, 1754, 1755,  
1770, 1773, 1774, 1777, 1778, 1783, 1794,  
1802, 1822.  
— (établissement projeté de fabriques de),  
1580, 1636.  
— (offre de livrer aux fédérés 800), 1679.  
— (projet de convertir la grande galerie  
des Tindars en fabrique de), 1606.  
— (visites domiciliaires pour découvrir  
des), 3932.  
— arrivés à la barrière du Rœde, 2011.  
— délivrés aux canoniers du bataillon  
des Mathurins, 2180.  
— envoyés de l'arsenal de Rochefort à  
Paris, 1893.  
— fournis par les sections pour armer  
les fédérés de Marseille, 2283.  
— trouvés par les commissaires de l'As-  
semblée (canons de), 1636.  
— de classe, don patriotique de, 1511.  
— chez les armuriers (recensement des),  
1888.  
— de 2000, munition aux Parisiens de  
donner des), 1537.  
— de munition (don pour contribuer à la  
fabrication de), 1836; de munition de la  
fabrication de Tulle, 1531, 1560.  
— des invalides en 2000, don de Saint-  
Denis, don pour armer les co-  
lons de), 1571.

## G

- G... .. de l'abbaye de Saint-Jo-  
seph, 613.  
Gagistes du théâtre de l'Ambigu-Comique,  
1731; du théâtre de la rue Feytaud,  
1812.  
G... .. Michel, commandant de la compa-  
gnie de l'année XVI en 1800.

- G. — *Le Dictionnaire*, 2690.
- Gaillac** (directeur du district de), 300.
- Gallier, André-Joseph, citoyen de la section de Marseille, 1778.
- Galliers de Brest (réquisition des soldats de Châteauneuf aux), 175.
- Gallard, Jean, correspondant de M. d'Herbilly, 2034.
- Gallard, Louis, capitaine des Turbottes, 2130.
- Gallat, Pierre, le général Dumas l'écrit le 10 août, 2789.
- Gambelles (den patriotique de), 360.
- Gambette (surcoupe après une blessure reçue le 10 août, 2772).
- Gannat** (administrateur du district de), 3122.
- Garcier, Marie-Rosalie, veuve de Jean-Baptiste, tué le 10 août, 2847.
- Garnier (Jacques), de Florensac, blessé le 10 août, 2789.
- Garnier (Dominique-Joseph), ministre de l'intérieur, 2819, 2845.
- Garnier (Louis), tailleur à Paris, 1807.
- Garcons des bureaux et de la salle de l'Assemblée, 1848.
- Gard** (assemblée électoral du département du), 3732.
- (directoire du département du), 921, 3227, 3272.
- Gard — les *hautes-herbes* — abandonnées par Danton pour la sûreté de la maison du trésorier des gardes suisses, 2460.
- de l'Assemblée — renforcement de la, 2203, 2250, 2251.
- des barrières — forces pour la, 2189.
- du château des Tuileries, tentée par M. d'Erlach, 2457.
- du jardin de Versailles (Suisses communiés à la), 2133.
- de Louis XVI après le 10 août — augmentation de la, 2191, 2250, 2251; de Louis XVI (demande pour le rétablissement de la, 986; licenciement de la), 471, 475, 487-512, 1089; paiement de ses dépenses, 2033.
- (sergent de loi) — arrestation de —, 309, 3091.
- des Suisses — renforcement après le 10 août, 2140, 2146.
- des *Midi* — 27 — 28 — 29 — 30 — 31 — 32 — 33 — 34 — 35 — 36 — 37 — 38 — 39 — 40 — 41 — 42 — 43 — 44 — 45 — 46 — 47 — 48 — 49 — 50 — 51 — 52 — 53 — 54 — 55 — 56 — 57 — 58 — 59 — 60 — 61 — 62 — 63 — 64 — 65 — 66 — 67 — 68 — 69 — 70 — 71 — 72 — 73 — 74 — 75 — 76 — 77 — 78 — 79 — 80 — 81 — 82 — 83 — 84 — 85 — 86 — 87 — 88 — 89 — 90 — 91 — 92 — 93 — 94 — 95 — 96 — 97 — 98 — 99 — 100 — 101 — 102 — 103 — 104 — 105 — 106 — 107 — 108 — 109 — 110 — 111 — 112 — 113 — 114 — 115 — 116 — 117 — 118 — 119 — 120 — 121 — 122 — 123 — 124 — 125 — 126 — 127 — 128 — 129 — 130 — 131 — 132 — 133 — 134 — 135 — 136 — 137 — 138 — 139 — 140 — 141 — 142 — 143 — 144 — 145 — 146 — 147 — 148 — 149 — 150 — 151 — 152 — 153 — 154 — 155 — 156 — 157 — 158 — 159 — 160 — 161 — 162 — 163 — 164 — 165 — 166 — 167 — 168 — 169 — 170 — 171 — 172 — 173 — 174 — 175 — 176 — 177 — 178 — 179 — 180 — 181 — 182 — 183 — 184 — 185 — 186 — 187 — 188 — 189 — 190 — 191 — 192 — 193 — 194 — 195 — 196 — 197 — 198 — 199 — 200 — 201 — 202 — 203 — 204 — 205 — 206 — 207 — 208 — 209 — 210 — 211 — 212 — 213 — 214 — 215 — 216 — 217 — 218 — 219 — 220 — 221 — 222 — 223 — 224 — 225 — 226 — 227 — 228 — 229 — 230 — 231 — 232 — 233 — 234 — 235 — 236 — 237 — 238 — 239 — 240 — 241 — 242 — 243 — 244 — 245 — 246 — 247 — 248 — 249 — 250 — 251 — 252 — 253 — 254 — 255 — 256 — 257 — 258 — 259 — 260 — 261 — 262 — 263 — 264 — 265 — 266 — 267 — 268 — 269 — 270 — 271 — 272 — 273 — 274 — 275 — 276 — 277 — 278 — 279 — 280 — 281 — 282 — 283 — 284 — 285 — 286 — 287 — 288 — 289 — 290 — 291 — 292 — 293 — 294 — 295 — 296 — 297 — 298 — 299 — 300 — 301 — 302 — 303 — 304 — 305 — 306 — 307 — 308 — 309 — 310 — 311 — 312 — 313 — 314 — 315 — 316 — 317 — 318 — 319 — 320 — 321 — 322 — 323 — 324 — 325 — 326 — 327 — 328 — 329 — 330 — 331 — 332 — 333 — 334 — 335 — 336 — 337 — 338 — 339 — 340 — 341 — 342 — 343 — 344 — 345 — 346 — 347 — 348 — 349 — 350 — 351 — 352 — 353 — 354 — 355 — 356 — 357 — 358 — 359 — 360 — 361 — 362 — 363 — 364 — 365 — 366 — 367 — 368 — 369 — 370 — 371 — 372 — 373 — 374 — 375 — 376 — 377 — 378 — 379 — 380 — 381 — 382 — 383 — 384 — 385 — 386 — 387 — 388 — 389 — 390 — 391 — 392 — 393 — 394 — 395 — 396 — 397 — 398 — 399 — 400 — 401 — 402 — 403 — 404 — 405 — 406 — 407 — 408 — 409 — 410 — 411 — 412 — 413 — 414 — 415 — 416 — 417 — 418 — 419 — 420 — 421 — 422 — 423 — 424 — 425 — 426 — 427 — 428 — 429 — 430 — 431 — 432 — 433 — 434 — 435 — 436 — 437 — 438 — 439 — 440 — 441 — 442 — 443 — 444 — 445 — 446 — 447 — 448 — 449 — 450 — 451 — 452 — 453 — 454 — 455 — 456 — 457 — 458 — 459 — 460 — 461 — 462 — 463 — 464 — 465 — 466 — 467 — 468 — 469 — 470 — 471 — 472 — 473 — 474 — 475 — 476 — 477 — 478 — 479 — 480 — 481 — 482 — 483 — 484 — 485 — 486 — 487 — 488 — 489 — 490 — 491 — 492 — 493 — 494 — 495 — 496 — 497 — 498 — 499 — 500 — 501 — 502 — 503 — 504 — 505 — 506 — 507 — 508 — 509 — 510 — 511 — 512 — 513 — 514 — 515 — 516 — 517 — 518 — 519 — 520 — 521 — 522 — 523 — 524 — 525 — 526 — 527 — 528 — 529 — 530 — 531 — 532 — 533 — 534 — 535 — 536 — 537 — 538 — 539 — 540 — 541 — 542 — 543 — 544 — 545 — 546 — 547 — 548 — 549 — 550 — 551 — 552 — 553 — 554 — 555 — 556 — 557 — 558 — 559 — 560 — 561 — 562 — 563 — 564 — 565 — 566 — 567 — 568 — 569 — 570 — 571 — 572 — 573 — 574 — 575 — 576 — 577 — 578 — 579 — 580 — 581 — 582 — 583 — 584 — 585 — 586 — 587 — 588 — 589 — 590 — 591 — 592 — 593 — 594 — 595 — 596 — 597 — 598 — 599 — 600 — 601 — 602 — 603 — 604 — 605 — 606 — 607 — 608 — 609 — 610 — 611 — 612 — 613 — 614 — 615 — 616 — 617 — 618 — 619 — 620 — 621 — 622 — 623 — 624 — 625 — 626 — 627 — 628 — 629 — 630 — 631 — 632 — 633 — 634 — 635 — 636 — 637 — 638 — 639 — 640 — 641 — 642 — 643 — 644 — 645 — 646 — 647 — 648 — 649 — 650 — 651 — 652 — 653 — 654 — 655 — 656 — 657 — 658 — 659 — 660 — 661 — 662 — 663 — 664 — 665 — 666 — 667 — 668 — 669 — 670 — 671 — 672 — 673 — 674 — 675 — 676 — 677 — 678 — 679 — 680 — 681 — 682 — 683 — 684 — 685 — 686 — 687 — 688 — 689 — 690 — 691 — 692 — 693 — 694 — 695 — 696 — 697 — 698 — 699 — 700 — 701 — 702 — 703 — 704 — 705 — 706 — 707 — 708 — 709 — 710 —

- 1093, 2888; des Feuillants, 481, 1477; 1908; des Filles-Dieu, 507, 654, 667, 750, 804; des Filles-Saint-Thomas, 10, 201, 387, 731, 871, 1389, 1391, 1397, 2009, 2011, 2049, 2068, 2080, 2323, 2343, 2362, 2365, 2378, 2399, 3977; du Finistère, 2686; du Gros-Cailhou, 3887; des Invalides, 2456; des Jacobins-Saint-Dominique-Canoniers, 1611, 2550; des Jacobins-Saint-Honoré, 537, 580, 2197, 2414; du Jardin des Plantes, 777; des Lombards, 1544, 2335; du Marché des Innocents, 656; des Mathurins, 537, 658, 2179, 2197, 2577; de Mauconseil, 537; des Minimes, 3845; de Notre-Dame, puis de la Cité, 2262, 2299, 2335; de l'Observatoire, 1596, 2660; de l'Oratoire, 512, 1401, 2653; des Pères-de-Nizac, 618, 670, 2650, 3538; du Petit-Saint-Antoine, 586, 622, 733, 882, 2176, 2177, 2268, 2307, 2309, 2328, 2377, 2629; des Petits-Augustins, 359, 556, 599, 2866, 2931; des Petits-Pères, 193, 537, 659, 1351, 2382, 2384; du Ponceau, 1618; des Prémontrés, 2197; des Quatre-Nations, 636, 672; des Récollets, 2669; de Saint-André-des-Arts, 591, 638, 736, 1496, 1964; de Saint-Etienne-du-Mont, 389, 584, 638, 2247, 2355, 2552; de Saint-Eustache, 537, 593, 856, 858, 1410; de Saint-Eustache et de la Jussienne réunis, 1594; de Saint-Germain-de-l'Auxerrois, 259, 1602; de Saint-Gervais, 190, 2239, 2345, 2614, 2689; de Saint-Honoré, 236, 2193; de Saint-Jacques-la-Boucherie, 587, 645, 867, 2684; de Saint-Jacques-l'Hôpital, 602, 641, 2117, 2244, 2339; de Saint-Jean-en-Grève, 2232, 2335, 2613; de Saint-Joseph, 189, 350, 351, 643, 2184, 2185, 2221, 2355; de Saint-Laurent, 537, 571, 2289; de Saint-Lazare, 536, 643, 672, 867, 1782; de Saint-Louis-en-l'Île, 537, 882, 1509, 2244; de Saint-Magloire, 537, 566, 841; de Saint-Marcel, 740, 761, 762, 790, 868, 902, 1097, 1100, 2685; de Saint-Martin-des-Champs, 537, 646, 2948; de Saint-Merry, 614; canoniers du, 337; de Saint-Nicolas-des-Champs, 68, 106, 121, 2417; de Saint-Philippe-du-Rapin, 17, 201, 206, 2243, 2674; des Saints-Pères, 591; de Saint-Roch, 590, 707, 1673, 2221; de Saint-Sacrement, 7158, 2331-2334; de Saint-Victor, 1097; de Sainte-Geneviève, 658, 2355; de Sainte-Marguerite, 770, 2089, 2644; de Sainte-Opportune, 13, 629, 663, 840, 875-877, 878, 2064, 2568, 2569; de la Samaritaine, 669; de Sorbonne, 589, 627, 2779; (canonniers du), 585; du Temple, 2137; du Théâtre-Français, 594; de la Trinité, 1638, 2069; du Val-de-Grâce, 346, 537, 662, 763, 843, 844, 896, 1065, 1147, 2630, 2647, 2695, 2884.
- 2<sup>e</sup> bataillon de la 1<sup>re</sup> légion, 573;
  - 3<sup>e</sup> bataillon de la 1<sup>re</sup> légion, 592; 1<sup>er</sup> bataillon de la 1<sup>re</sup> légion, 884, 2326;
  - 7<sup>e</sup> bataillon de la 1<sup>re</sup> légion, 564, 665;
  - 8<sup>e</sup> bataillon de la 1<sup>re</sup> légion, 512;
  - 8<sup>e</sup> bataillon de la 2<sup>e</sup> légion, 881; 10<sup>e</sup> bataillon de la 2<sup>e</sup> légion, 598, 764; 7<sup>e</sup> bataillon de la 3<sup>e</sup> légion, 636; 1<sup>er</sup> bataillon de la 4<sup>e</sup> légion, 604, 629, 644; 2<sup>e</sup> bataillon de la 4<sup>e</sup> légion, 901; 3<sup>e</sup> bataillon de la 4<sup>e</sup> légion, 607; 7<sup>e</sup> bataillon de la 4<sup>e</sup> légion, 581; bataillons de la 4<sup>e</sup> légion, 2249;
  - 2<sup>e</sup> bataillon de la 5<sup>e</sup> légion, 2389; 3<sup>e</sup> bataillon de la 5<sup>e</sup> légion, 595, 625, 1498;
  - 4<sup>e</sup> bataillon de la 5<sup>e</sup> légion, 869; 6<sup>e</sup> bataillon de la 5<sup>e</sup> légion, 913; 2<sup>e</sup> bataillon de la 6<sup>e</sup> légion, 632, 1362; 3<sup>e</sup> bataillon de la 6<sup>e</sup> légion, 2336; 4<sup>e</sup> et 8<sup>e</sup> bataillons de la 6<sup>e</sup> légion, 537; 5<sup>e</sup> bataillon de la 6<sup>e</sup> légion, 577; 6<sup>e</sup> bataillon de la 6<sup>e</sup> légion, 2181; 8<sup>e</sup> bataillon de la 6<sup>e</sup> légion, 2345; 10<sup>e</sup> bataillon de la 6<sup>e</sup> légion, 628, 655; 10<sup>e</sup> bataillon (de la section de l'Hôtel-de-Ville), 354; bataillon de la section du Faubourg-Montmartre, 86; bataillons des faubourgs Saint Antoine et Saint-Marceau, 170, 760, 1910.
  - capitaine de canoniers, inventeur d'un nouveau canon, 1430.
  - chef de légion de service chez le Roi (dangers courus par un), 168; chef de la 2<sup>e</sup> légion, 873; de la 4<sup>e</sup> légion, 893; de la 5<sup>e</sup> légion, 894; de la 6<sup>e</sup> légion, 891.
  - chefs de légion, charges du commandement général, 46, 412, 442, 443, 445, 447, 450, 557-559, 742, 746-748, 757, 758, 762, 768, 769, 782, 785, 800, 839, 873.
  - coalition des nobles contre la, 445.
  - coalition (de l'armée) contre, 1020, 1023, 1027, 1032, 1035, 1038, 1039, 1042, 1051, 1053, 1055, 1056, 1064, 1070, 1081, 1091, 1095.



- gardes nationaux qualifiés de 1.200eux, 1312.
- Gardes nationaux des départements pour la Fédération armée des 1266, 1267, 1268, 1271, 1278, 1287, 1288, 1290, 1292, 1295, 1300, 1305, 1311, 1315, 1318, 1321, 1322, 1325, 1386, 1437.
- envoyés au camp de Soissons, 1437, 1449, 1455, 1458-1460, 1456, 1459, 1462, 1466, 1468, 1472, 1474, 1479, 1506, 1512, 1513; au camp de Soissons empoisonnement de, 1483, 1486; de Paris réquisition par le général Biron du tiers des, 1496.
- de Paris et de Versailles envoyés à Meudon, 2261.
- Gardes suisses, leur adresse à l'Assemblée, 2428.
- apurement des comptes du régiment, 2520.
- arrestation de deux soldats à Boulogne, 2450; de deux soldats dans les vignes d'Issy, 2438; de soldats par la municipalité de Montmartre, 2483, 2491, 2492, 2494, 2499; par la section du Roule, 2403, 2405-2407, 2443, 2445; sous un déguisement à Puteaux, 2449.
- attaque de gardes nationaux de Montmartre par un, 2233.
- l'ombrage faite par eux à l'hôtel de Brionne à la veille du 10 août, 2407.
- bruits alarmants répandus à leur sujet, 2028.
- canonniers des bataillons de la section des Petits-Pères rangés à côté d'eux dans la cour de Marsan, 2226.
- leur casernement à l'hôtel de Marsan, 2342.
- complicité de l'état-major dans les événements du 10 août, 2472, 2473, 2502, 2512.
- déclaration de Pétion en leur faveur, 2216; leurs déclarations individuelles à l'Assemblée, 2429.
- leur départ retardé par M. d'Abancourt, 2291.
- défilé en l'air sur de tous soldats par le bataillon de Saint-Jacques-l'Hôpital, 2254.
- leur désarmement sur la terrasse des Feuillants, 2337; désarmement de ceux de Versailles, Roule et Saint-Land, 2437.
- leur dessein de tirer sur les soldats de Châteaufieux, 184.
- difficulté de les détacher du service du Roi sans autorisation du Corps législatif, 1449, 1459, 1479.
- drapeaux pris sur eux, le 10 août, 1676, 2289; leur drapeau confié aux fédérés pour la cérémonie funèbre du 26 août, 2065.
- échelonnés sur les bords de la Seine pour le ravitaillement de Paris, 1427.
- effectif du régiment, 2350.
- envoi prétendu de M. Chabot, à Meudon, pour sauver quinze soldats, 3199; leur envoi en renfort aux Fédérés, 4263, 2041.
- escorte de Louis XVI à l'Assemblée formée par les, 2362, 2441.
- leur fuite à travers le jardin des Tuileries, 2333.
- fusillade contre eux dans le jardin des Tuileries, 2386.
- lettre trouvée sur un caporal tué le 10 août, 2447, 3937.
- (massacre sur le boulevard Bonne-Nouvelle de), 2624; massacre de ceux de la caserne de la rue Verte, transférés à la Maison commune, 2408; leur massacre devant l'Hôtel de Ville, 2247.
- mesures pour sauver ceux enfermés aux Feuillants, 2417, 2418, 2420.
- mode d'incorporation dans l'armée française, 2484.
- objets trouvés sur les corps des tués, remis à la section de la Butte-des-Moulins, 2607.
- objets de campement utilisés pour le camp de Paris, 1876.
- obligation à eux imposée de se retirer de Paris, 1439, 1443, 1470, 1482.
- officiers supérieurs logés le 9 août aux Tuileries, 2095.
- opinion des cantons suisses sur leur conduite au 10 août, 2487, 2492, 2502, 2503, 2506, 2509-2512, 2514.
- ordre à eux donné de tirer sur le peuple, 2297, 2305, 2321, 2353, 2356, 2429, 2440, 2491; ordre de déposer les armes à eux donné par Louis XVI, 2444; ordre de les reconduire à leurs casernes, 2446.



- leur participation à la justice du 10 août, 2506-2521, 2581.
- leur présence au village de Monceaux, 2413.
- réception de trois d'entre eux ayant déposé les armes, 2481.
- réclamation de créances sur les, 2006.
- réduits par quelques uns de leur sur le peuple, 2451.
- remise des dépôts trouvés sur les soldats liés devant la porte du comte des Champs-Élysées, 2421.
- réquisition de la force publique pour leur sauvegarde, 2212.
- révolutions d'un ex-sergent, 2449, 2450.
- sceaux apposés chez le trésorier, 2445, 2460.
- signe de ralliement trouvé sur un soldat tué le 10 août, 2402.
- leur transfèrement dans une maison d'arrêt, 2418, 2421, 2423; au Palais-Narbonne, 2434, 2444-2445, 2450, 2452, 2453.
- casernes à l'hôtel de Brionne, 4429, 4430, 4431, 2006, 2407.
- disposés à bien défendre le Roi, 2425.
- potés le 10 août, par les fenêtres du pavillon de Marsin, 2299.
- occupés comme gardes de lois, 2402-2404.
- postés dans la chapelle des Tuileries, 2449.
- proposés comme escorte de Louis XVI, en cas de départ du Roi, 414.
- de Garbierière, 445, 2440, 2449, 2450, 2455, 2486; comme blancs arborés par les, 455.
- d'Espey, 2430.
- de Marston de la Providence, 2437.
- le Noëlle et de Combarren (transférément dans les prisons de Paris des), 2434, de Birel, 2431, 2433.
- la défection de Sarda (au), 2065.
- Garnier, à l'endroit demandés par le requête de la guerre, 4489, par le bataillon des Malthurins, 3179.
- à l'entraîne demandées par le bataillon des Malthurins, 2179; délivrées aux ennemis du bataillon des Gravilliers, 2194; mises à la disposition de la guerre, 2, 19.
- Garnier de Saint-Etienne, directeur du théâtre de Minerve ou des Enfants comiques, 792.
- GARNERY (Jean-Baptiste), libraire, 1811.
- GARNIER (Germain), suppléant du procureur général syndic du Département de Paris, 405; commissaire au sujet des événements du 20 juin, 903; candidat au poste de secrétaire du Conseil du Roi, 1221.
- (Jean-Augustin), employé à la manufacture de Sèvres, 453, 454.
- (Pierre-Dominique), commandant en second du bataillon des Marseillais, 4387, 4494, 4497.
- chirurgien, 2746.
- sieur, menuisier, 1776.
- GARYOT, inventeur de fusées, 1723.
- GAYOT (de Orléans) (Jean-Philippe), second procureur de la Nation près la Haute-Cour d'Orléans, 1280.
- GAYS, Allemand, l'histoire de l'épave à la manufacture de Sèvres, 1390.
- GAYNIN (Pierre-Jean), 1369.
- GAYOT, sergent, officier soldat de la section de l'Oratoire, 2006.
- GAULT (Claude), lieutenant au bataillon de l'Hôtel de Ville, 354.
- GAUTHIER, commissaire du Roi près le tribunal du district de Saint-Dizier, 1000.
- GAUTHIER (Jean-Claude), cordonnier, canonier du bataillon de Saint-Etienne-du-Mont, 2735.
- GAUTHIER (François-Dominique), ceinturier, 2572.
- GAUTHIER (Philippe), agent secret, 107, 1075, 1076, 1130, 1142, 1351, 1379.
- (Pierre-Nicolas), homme de lettres, 2311.
- marchand de tableaux, 570.
- sergent des volontaires du bataillon de Saint-Etienne-du-Mont, 2732.
- GAYOT (Joseph), interprète sur le pont Saint-Nicolas, 2061.
- GAYOT, menuisier, 106.
- GAYOT (Monsieur), blessé au poignet, 280.
- GAYOT (Monsieur), Vex. Gayot.
- GAYOT (Monsieur), l'histoire de la guerre, 1854.
- GAYOT, sergent, officier général de la guerre le 10 août, 2566.
- GAYOT, maître de l'histoire, 1000.
- GAYOT (Monsieur) de la guerre, l'histoire de la guerre, l'histoire de la guerre, 1854.

Gendarmes : blessés du 10 août formant un corps de , 2578, 2591, 2836, 2862.  
 — demande d'un ex-gendarme, capitaine des volontaires, pour rentrer après la guerre dans la , 1664.  
 — hommage rendu à la conduite de la , lors du 10 août, 3283.  
 — attachés au service de l'Assemblée : commencement des officiers de , 1824.  
 — nationale (29<sup>e</sup> division de), 883-889, 1367, 2474, 2649, 2872 : admission des sous-officiers de la cavalerie dans la 29<sup>e</sup> division de , 2257.  
 — nationale (30<sup>e</sup> division de), 883, 898, 3864 : d'Esmeux, colonel de la 30<sup>e</sup> division de , 284.  
 — chef de bataillon-major de la 30<sup>e</sup> division de , 1725.  
 — nationale : revue de départ de la , 190.  
 — nationale : vote de remerciements à la pour avoir concouru au maintien de l'ordre, 181.  
 — nationale de Bondy, 3889.  
 — à cheval du poste de réserve, 2264 ; de service sur la place du Carrousel, 2542, 2552.  
 — à pied de la rue du Bouloi (compagnie de), 2240 ; à pied (Vainqueurs de la Bastille admis à former des compagnies de , 4349, 4353, 1694.  
 — à la recherche du pape de paix de la section de Henri IV, 429.  
 — de Paris : départ des cinq compagnies de , 4603.  
 Gendarmes tués le 10 août, 2247.  
 — de service près les tribunaux et prisons : dénonciation de leurs officiers et sous-officiers par les), 3846, 3863 ; envoi aux frontières des , 1643.  
 — nationaux : bataillon des , 4441 : venu pour l'envoi aux frontières de tous les), 3679.  
 — nationaux : à cheval de la 1<sup>re</sup> division : envoi aux frontières des deux compagnies de , 4536 ; de la 29<sup>e</sup> division, 4567, 4616 ; emprunt demandé par les , 1624 ; contre place Vendôme des , 2682.  
 Genty, François, soldat suisse, 2441.  
 GEXNOT, Jean-Louis, épiciier, caporal dans la section des Petits-Pères, 639.  
 GIEUX, Martial, domestique du marquis d'Escaur, 2320.

**Gennevilliers** campement de troupes à , 4902.  
 — corde formée par la Seine autour de , 1902.  
 — (projet d'établir un camp dans la plaine de), 1925.  
 GENSONNÉ Armand, député de la Gironde à l'Assemblée législative, 434, 4431, 2134 ; vice-président de la Commission extraordinaire des 12, 3941.  
**Gentilly** commune de , 4444.  
 — (Pierre DEBORR, curé de), 4441, 1683.  
 — départ des volontaires de), 1683.  
 — patrouilles de) autour de la maison de force de Bicêtre, 2206.  
 — tentative d'insurrection à Bicêtre, réprimée par le maire de), 2142, 2143.  
 GENTY (Jean-Baptiste-Noré), adjudant de la section armée du Théâtre-Français, 2892.  
 GEOFFROY (Julien-Louis), collaborateur de l'abbé Royou, 3878 ; sa femme, 3878.  
 GÉON, Guillaume-Charles, blessé du 10 août, 2789.  
 GÉRARD (Claude-Charles), peintre en miniature, employé à la manufacture de Sèvres, 433, 434.  
 — (Henri, ancien garde-chasse, l'un des assassins de Simonneau, 548.  
 — soldat volontaire du bataillon des Quatre-Nations, 652.  
 GÉRAUD (mémoires d'Edmond), étudiant, p. 2.  
 GERRAULT (Antoine), boulanger, caporal des canonniers de la section du Faubourg Montmartre, tué le 10 août, 2637, 2662.  
 GERMIGNAC, François-Jacques, député de la Corrèze à l'Assemblée législative, 512.  
**Gers** (conseil du département du), 3246, 3648.  
 — (reproches adressés au conseil du département par les députés du , 3648.  
 GERVAS, François, citoyen de la section armée du Nord, blessé le 10 août, 2653, 2789.  
 GILLES, Hubert-Antoine, sous-lieutenant de Louis XVI et de la Liste civile, 3884, 3885.  
 GILSON, plume de canotier (offre pour un volontaire d'une , 4794.  
**Gien** (au vers de), 4442.  
 — corps constitués du district de), 4444.

Garnier, commissaire de la section du Centre (10 août 1870), 2676.

Gignac (Louis) général de la commune des, 2672.

Gilbert, chef de bataillon de Soubonne, 2779.

Girac Jean-Alexis, lieutenant des canonniers de la section des Invalides, 2366.

Girard (Jean), député de la Charente-Inferieure à l'Assemblée législative, 2348.

— (Joseph), officier de la section de la Haute-Vienne, blessé le 10 août, 2683.

Girix Marianne, 1136.

Girard, Prudent-Joseph, président de la section des Champs-Élysées, 2672.

Gilles, commissaire à la distribution des secours aux victimes du 10 août, 2666.

Girard (sieur), 1831.

Girard, juge de paix d'Étampes, 532.

Gimont, assemblée primaire des citoyens des, 2629.

Ginacé Pierre-Louis, directeur général de l'Instruction publique, 249.

Girard (Joseph), lieutenant de 11<sup>e</sup> compagnie du 1<sup>er</sup> bataillon de Marseille, 2677, 2681, capturé le 10 août, Marseille, blessé le 10 août, 2734, 2786, 2871, 2875.

Girard, Des Girard, Louis-Stanislas-Arthur, député de l'Oise à l'Assemblée législative, 2677.

Girard (de Mézière) Jean, capitaine, 1842.

Girard (François), capitaine de la 1<sup>re</sup> compagnie du bataillon de Marseille, 2353.

— (Alce) citoyen de la section des Thermes-de-Julien, 624.

— jeune Jean-Joseph, secrétaire commis au bureau des distributions de l'Assemblée, 388.

— (sieur) gentilhomme de la section des Invalides, 2674.

Girard, agent de police, 1348.

Girard (Charles-Louis-Alfred), 2876.

Girard (Philippe), 2910.

Girard-Duroi (Jean-Marie), rédacteur du *Journal Français*, 268, 269, 269, 269.

Girard (sieur) général de la section des Invalides, 2674.

— (sieur) de la, 434, 729.

— (sieur) de la section de la, 249.

— (sieur) de la, 2676.

Girard (Louis-François-Théodore), sergent de canonniers du bataillon de Valenciennes, 2630, 2884.

Givet (camp des), 1843.

Givert (camp des), 1843.

Glaise (Jean), volontaire du bataillon de Marseille, blessé le 10 août, 2705.

Gobelins (ouvriers de la manufacture des), 295.

— (projet de loger des troupes dans la chapelle des), 1961.

Gobelin (sieur) marchand de draps, 2314.

Goblet (sieur), citoyen de Paris, 2952.

Godet (Pierre), citoyen de la section de Montreuil, blessé le 10 août, 2806.

Goblet (l'abbé), curé de Saint-Léonard de Nonleu, 2966.

Goblet (Louis-François), 2966.

Goblet (sieur) marchand de draps, 2314.

Goblet (sieur), 2314.

Goblet (sieur), 2314.

Goblet (sieur), 2314.

Goblet (sieur), 2314.

Goblet (sieur), 2314.

Goblet (sieur), 2314.

Goblet (sieur), 2314.

Goblet (sieur), 2314.

Goblet (sieur), 2314.

Goblet (sieur), 2314.

Goblet (sieur), 2314.

Goblet (sieur), 2314.

Goblet (sieur), 2314.

Goblet (sieur), 2314.

Goblet (sieur), 2314.

- Georget**, *lisez* **Georgy**, Louis, chirurgien, 2761, 2871, 2887.
- Georges**, Denis-François, sous-lieutenant de grenadiers au bataillon de Bonne-Nouvelle, 296.
- Georget**, 3234bott., 329.
- Georget**, Jean-Martin, suppléant du procureur général syndic du Département de Paris, 1499, 2052, 2170, 2171, 2262, 4781.
- Georget**, Philippe-Charles-Anne, député de la Vendée à l'Assemblée législative, 16.
- Gournay** (conseil général de la commune de), 3297, 3340.
- (conseil du district de), 3340.
- (employés des bureaux de), 1499.
- (garde nationale du district de), 3340.
- Gouvion** (Jean-Baptiste), député de Paris à l'Assemblée législative, 222, 229, 607, 741, 741.
- Goussier**, *lisez* **Goussy**, Jean-Nicolas, secrétaire-commis du bureau des procès-verbaux et correspondances, 279.
- Goutin**, *lisez* **Goutin**, Louis-Henry-Marthe, marquis de, lieutenant général de la 17<sup>e</sup> division, 2372.
- Grains** (libre circulation des), 1482.
- (projet de loi de), 3014bott., 1731.
- Grand**, Jean-Marie-Joseph, citoyen de la section du Théâtre-Français, 2821.
- Grand Conseil**, Nicolas VERNIER, ancien président du, 3860.
- Grand Hospice d'Humanité**, ou **Hôtel-Dieu**, 2871, 2875.
- GRANDIDIER** (François), citoyen de la section des Irradiés, tué le 10 août, 2792.
- Grandpré** (directoire du district de), 3210.
- Grandvilliers** (tribunal du district de), 3617.
- Grandjean**, Jean-Anthony, député de la Gironde à l'Assemblée législative, 728-730, 2340.
- Granville** (citoyens de), 983.
- Grasse** (citoyens de), 3581.
- (conseil d'administration du district de), 3540.
- (tribunal du district de), 925.
- (volontaires de la Haute-Garonne cantonnés près de), 3381.
- Gratifications** de 100 francs accordées à
- chacun des blessés du 10 août, par la municipalité de Marseille, 2865.
- pour le chirurgien de la compagnie des Marseillais (demande de), 2827.
- pour équipement d'officier (demande de), 864.
- pour remise d'assignats trouvés aux Tuileries, 2597.
- pour avoir retiré des mains de voleurs des objets provenant de la chapelle des Tuileries, 2611.
- Gratifications** aux blessés du 10 août, enrôlés pour les frontières, 2826, 2857.
- Grave** (Pierre-Marie, marquis de), ministre de la guerre, 416-418, 3930.
- GRAVIER** (sieur), portier du département de la Justice, 2292.
- GRAVILLE** (sieur), citoyen de la section de l'Hôtel-de-Ville, 1493.
- Gravine** représentant l'acte héroïque de Desilles, 231.
- Gray** (corps administratifs et judiciaires de), 3608.
- (ferblantier à), 2946.
- Grece**, fils du député, volontaire, 1518.
- Greffiers** des justices de paix des sections, 3901.
- Grenadier de France** (don patriotique d'un vieux), 317.
- Grenadier Pie** (sabre d'honneur offert au), 350, 351.
- Grenadiers** (défense de M. Pétion aux Tuileries par des), 2125.
- (départ pour les frontières de), 3934.
- nationaux (renonciation à la qualité de), 2023; (vœu pour l'envoi aux frontières de tous les), 3679.
- du bataillon des Filles-Saint-Thomas (attitude au 10 août des), 2323, 2362, 2363, 2379, 2385-2399, 3977; du bataillon des Filles-Saint-Thomas, de garde chez la Reine, le 10 août, 2386, 2393, 2397; du bataillon des Filles-Saint-Thomas scellés chez les, 2388.
- du bataillon de Saint-Laurent (prise du drapeau des Suisses par les), 2289.
- (le corps de réserve de l'armée du Nord, 3662.
- Grenelle** (garde du Bonaparte dans la plaine de), 2174.
- Grenier**, commandant de la section du Peuple, 1499, 2792.





- des volontaires, 1679, 1691, 1747, dont l'un par des députés pour l., 1707.
- militaires, article d., 1783.
- Haches d'armes envoyées de l'arsenal de Rochefort à Paris, 1893.
- Hagenau** administration du district de , 3622.
- HAGUEN, Nicolas Bonaventura, blessé du 10 août, 2777.
- HAGUEN, Louis-Gabriel, ancien mousquetaire, fabricant de papier, grenadier au bataillon des Filles-Saint-Thomas, 2382.
- Halles, grands papiers des , 242.
- HALLER, Jean, grenadier, 2633.
- HALLER, sieur, commandant du poste de la barrière du Roule, 2407.
- HANAUER, Louis-François-Alexandre, baron d., lieutenant général à l'armée du Rhin, 3752, 3767, 3795, 3796.
- Harangue adressée par M. Le Veneur à ses soldats, 3065.
- HARVEY, Louis, garde national de garde chez le Roi, 2330.
- HAYMON, M<sup>re</sup> d., 1599.
- Haucourt** commune de, 1001.
- HAYMON, sieur, prisonnier de l'abbaye, 3924.
- HAYMON, sieur, 336.
- Haut-Jura** chaîne du despotisme des enfants du , 3362.
- Haut-Rhin** adresse du département du , 3060.
- conseil général du département du , 304, 352, 3781.
- tendances monarchiques du , 3767.
- Haute Cour nationale d'Orléans, 48, 69, 71, 92, 94, 108, 109, 113, 117, 112, 986, 1280, 3921; (adhésion aux décrets du 10 août par les grands juges de l., 3933).
- Haute-Garonne** 1<sup>er</sup> bataillon des volontaires de la, 3381.
- directeur du département de la, 942, 954, 1260.
- tribunal criminel du département de la , 3047.
- Haute-Loire** conseil du département de la, 3160.
- Haute-Marne** administration nouvelle du département de la, 3740.
- Haute paye servie aux gardes suisses, 2329.
- Haute-Saône** département de la, 3068.
- Haute-Vienne** administrateurs du département de la, 3347, 3707.
- Pierre Devoisin, député du département de la , 2448.
- trésorier du département de la , 3686.
- disette des bleds dans le département de la, 1686.
- Hautes-Alpes** administrateurs du département des, 3682.
- Joseph Duvoux, député des , 2448.
- Hautes-Pyrénées** Jean-Baptiste Cossas, député des , 2448.
- Bertrand Fournier, député du département des , 2052.
- (tribunal criminel du département des), 3420.
- Havre** citoyens actifs du , 908, 923.
- (société des Amis de la Liberté et de l'Égalité du, 3426.
- Havresacs pour les volontaires, confection de, 1654.
- Hazebrouck** (conseil général du district d'), 3600.
- HÉBERT, Jacques-René, membre du Conseil général de la Commune, 1574.
- Jean-François, horloger, vainqueur de la Bastille, 1764.
- HEINL, négociant, 637.
- HELDRIK (Jacob), caporal de la compagnie suisse de Castella, 2405.
- HELLOT (Louis), citoyen de la section Bon-Conseil, blessé le 10 août, 2713.
- Helvétienues**, leur souvenir rappelé par les citoyennes de la section de l'Hôtel de Ville, 1475.
- HÉMAR DE LA PANOUZIE, Achille-Hyacinthe d., gentilhomme du comte d'Artois, 1380.
- Hémorragie par le fondement, résultant de coups reçus le 10 août, 2719.
- HÉNAULT (Pierre-Nicodème), sergent des fédérés du Var, 2820.
- Hennebont** (administrateurs du district d'), 3046.
- assemblée primaire du canton d', 3644.
- (conseil général de la commune d'), 3260.
- corps civils et militaires du district d', 3439.
- garde nationale d', 2727.
- tribunal du district d', 3455.
- HENNEZEL DE VALLEROY, Charles-Nicolas d., lieutenant-colonel d'artillerie, 1504.



- Hopitaux du catapous Paris, organisation des, 1884.
- Hospice du Collège de chirurgie blessés du 10 août, soignés à l', 2703, 2748.
- Hospices pour les Blessés du 10 août, maisons religieuses converties en, 2626.
- Hospitahère de Saint-Thomas-de-Vienne (soins donnés aux blessés du 10 août par une), 2832.
- Hôtel de Ville, 116, 2131, 2133, 2440.  
— naissance des Suisses devant l', 2217.
- Hôtel-Dieu (blessé du 10 août, soigné 222 jours à l', 2818; (blessés du 10 août, décédés à l', 2729, 2609, 2641, 2740, 2738, 2744, 2760, 2871, 2875, 2884; blessés du 10 août, soignés à l', 2637, 2641, 2643-2647, 2649, 2652, 2681, 2726, 2762, 2799, 2817, 2818; certificats de décès délivrés par les prêtres-vicaires de l', 2630, 2646, 2730, 2738, 2775; élèves en chirurgie de l', 1791; officiers de santé et employés de l', 1844.
- Hôtels : des Affaires étrangères, 2165; des Asturies, 2320; de Biron garde suisse logée dans les écuries de l', 493; de Brionne, 1129, 1130, 1142, 1341, 2041, 2406, 2407, 2485, 2499; les jardins construits dans le jardin de l', 2107; gardes suisses logés dans les écuries de l', 2096; d'Egmont Pignatelly, 1944; de la Guerre, 3941, 3943; des Invalides commandants et officiers des postes de l', 466, 467; (hommage de petites pièces de canon par les Vétérans de l', 2904; de l'escuadrille d'opres de l', 2867; de Marsan, 2342; de la Vallière, 2107; des Marmes (dépôt des médailles d'or et d'argent retirées des églises et des maisons royales à l', 3953; des Postes 2092; Richelieu, 2132; Soubise, 839; de Toulouse, 2105.
- Hottin, maître de danse, 322.
- HUBERT ou HUBERT (sieur), commandant du bataillon de Saint-Philippe-du-Roule, 2108, 2241.
- Houdan** volontaires du Finistère, arrêtés à l', 1792.
- Houdas (Louis), blessé du 10 août, 2764.
- Hodry (Jacques), bijoutier, caporal au bataillon des Mathurins, 2577.
- Housser (Guillaume-Simon), membre du Conseil général de la Commune, 778.
- Houssier Alexis, administrateur du Département, 1337.
- Houssier Baptiste, juge suppléant du tribunal du 4<sup>e</sup> arrondissement, 2864.  
— (Nicolas), notaire à Paris, 896.
- Houssier Auguste et Alexandre, frères puînés, 328.  
— adjudant du bataillon de Saint-Lazare, 613.  
— architecte, 228, 248, 250, 251.  
— (Marie-Louise), cuisinière, 2303.
- Houssier Charles-Louis-Mathias, officier municipal, 901, 905.
- Hue (mémoires de François), p. 2.
- Huet (François), commissaire du département de Seine-et-Oise à Etampes, 521.  
— garde national du bataillon de Saint-Nicolas-des-Champs, 622.
- Huet Claude, député de l'Eure à l'Assemblée législative, 2148, 2921.
- Huet (Nicolas), commissaire de l'Assemblée pour la formation du camp sous Paris, 1865.
- HUGENIN (Sulpice), président de la Commune du 10 août, 2133, 2160, 2233-2235, 2596.  
— (sieur), ex-commandant du bataillon de Saint-André-des-Arts, 3951.
- Hugier (sieur), tambour du bataillon de Saint-Nicolas-des-Champs, 2317.
- Hugues, sieur D<sup>e</sup>, de la section de la Bibliothèque, 1572.
- Huile d'aspic (fourniture d'), 241.
- Huiler d'argent (francs payés des enfants sous le lord de la Sainte, 2494).
- Huissiers des juges de paix de Paris, 339.
- Hulin (sieur), tapissier, 244.
- HUMBERT (sieur), canonnier du bataillon de la Cité, 2299.  
— caporal des grenadiers de la section de la Cité, 2596.  
— femme, de Nancy, 477.
- Huet, citoyen actif, 574.
- Hussards (demande d'incorporation dans l', 1806).  
— du 3<sup>e</sup> escadron du 5<sup>e</sup> régiment (serment prêté par les), 3413.  
— braconniers (formation de compagnies de chasseurs à cheval, dite, 1662).  
— de la ligne (liste et répartition de corps de l', 1844, 1846, 1844, 1881, 1882.

- demande de suppression ou réforme des, 1628.
- de la *Liberté* casernes à l'École militaire corps de, 1721, 1732.
- de la *De Mont* création d'une compagnie d'élite de, 1569, 1588; dissolution des, 1676.
- HEAL (Edme-Antoine), fusilier de la compagnie Blaud au bataillon des Fables-Saint-Thomas, 2387.

## I

*Illes au moment présent, moment*  
adresse à Louis XVI, 243.

**Ile Bourbon** créée de l', 660.  
**Ile Louviers** chantiers de bois de l', 1850.

**Ile Saint-Louis** balistes chargés de bombes et de boulets à la pointe de l', 1381.

**Ille-et-Vilaine** fédérés du département de, 2643.

Illumination des ruines de la Bastille, 1792.

IMBERTON, citoyen de la section des Lombards, 1920, 1960.

Imprime séditieux distribué aux gardes du Roi, 412.

Imprimerie des assignats ouvriers de l', 1772.

— de la municipalité de Paris, 368.

— nationale d'art patriotique des ouvriers de l', 353; enlèvement par Marat de presses de l', 3935.

— royale (mesures de sûreté pour l', 2218, 2242.

Imprimeurs de *Liberté française*, 1007, 1008.

Imprimeurs-libraires de Paris, 255.

Improbation de l'arrêté du département des Ardennes contre les décrets du 10 août, 3524; de la journée du 20 juin par les directeurs des départements et districts, 906-1012; par les administrateurs du département de Lot-et-Garonne, 2602.

Incendie des bâtiments du Carrousel, 2204.

— le Palais de la Fureur, 113, 416, 489.  
— des Tuileries le 24, 19 août, 274, 1296, 1297, 1298, 1304, 1305, 1306, 1307, 1308.

— au 10 août des maisons de la Cour des Tuileries, 2581.

Incivique changement de nom, 2928.

— réception d'un bataillon de volontaires, 1706.

Incivisme d'administrateurs du district de Haguenau et de la commune de Saverne, 3022; de la classe dite des honnêtes gens à Linoges, 3600; des corps de troupes particuliers, 1628; du département des Ardennes, 3790; du directoire du département de Seine-et-Marne, 3070; du Directoire du Département de Paris, 1137, 1180; de l'état-major de la garde nationale parisienne, 623; des gardes du Roi, 496, 497, 500, 501, 511, 512; des habitants de Sedan, 3237, 3790; de membres de la commune de Linoges, 3686; des volontaires de Seine-et-Oise à Nanteuil, 1740.

Inconstitutionnelle (pétition de la section Mauconseil, déclarée par Louis XVI, 2326.

Inconstitutionnels arrêtés et délibérations des sections Mauconseil et des Quinze-Vingts déclarés, 4977, 1978, 1986, 1991.

— mesures contre les propos et journaux, 3078.

Incurables employés de l'hospice des, 1798.

Indemnité accordée à la mère d'un canonnier tué le 10 août, 2689.

— de 6 sols par jour aux enfants des blessés du 10 août, 2857.

— de 30 sols par jour aux blessés du 10 août durant leur traitement, 2857.

— de séjour aux fédérés venus à Paris, 1287, 1288, 1292, 1293, 1294, 1295, 1325, 1326, 1692.

— pour les membres de la Commune et les commissaires des sections demande d'une, 3871.

— pour la perte d'un général et de l'opérateur d'un général tués le 10 août, 2860.

Indemnités aux blessés le 10 août 1793 galeries souterraines par le Marat publiées dans l'allocation d', 2774.

— aux veuves et enfants des patriotes morts le 10 août, 2642, 2643, 2644, 2649, 2741, 2781, 2844, 2845, 2880, 2891, 2892.

- Indemnités pour perte d'effets au 10 août : demandes d', 2580-2582, 2590, 2593, 2607, 2609, 2610.
- Indesidero* L., journal, 4851.
- Indiscipline dans l'armée : provocation à l', 408, 409.
- Indre** : administrateurs du département de l', 940.
- conseil général provisoire du département de l', 3634; suspension du conseil général du département de l', 3894.
- conseil permanent du département de l', 3452, 3748.
- Indre-et-Loire** : assemblée électorale du département d', 3697.
- tribunal du département d', 3457.
- Indret** : fonderie d', 4906, 4949.
- Infirmes : promesse de recueillir aux incurables un volontaire revenant, 1798.
- Infirmes des incurables (don patriotique des), 358.
- Inflammation des yeux gagnée le 10 août, 2754.
- Ingénieurs attachés aux travaux du camp sous Paris, 1950.
- INGRAND, François-Pierre, député de la Vienne à l'Assemblée législative, 4296, 4816.
- Inhumation d'un fédéré marseillais dans le cimetière de l'hôpital de la Charité, 2688; de morts du 10 août dans le cimetière de la paroisse de Saint-Laurent, 2742, 2895; dans le cimetière de Saint-Nicolas-des-Champs, 2619; dans le cimetière de Saint-Paul, 2616; dans le cimetière de Saint-Roch, 2624, 2628; dans l'église paroissiale de Sainte-Genève, 2884; clandestine de victimes du 10 août, 2854; collective des victimes du 10 août, 2864.
- Inspecteur des manufactures : retraite demandée par Roussier comme, 1253.
- Inspecteurs de la salle de l'Assemblée législative chargés d'imprimer l'état des dons patriotiques, 4753; chargés de la police sur la terrasse des Feuillants, 4366; démentant la présence de rassemblements autour de l'Assemblée, 2688.
- Institution Duvergier, 360.
- Institutions de la section de la Grange-Batelière, 478.
- Instruction de l'affaire Jouneau et Grange-neuve, 730.
- judiciaire au sujet de l'émeute d'Etampes, 532, 533.
- Insuffisance de la solde de 15 sols par jour allouée aux volontaires, 1692.
- Insultes à un officier municipal revêtu de son écharpe, 1052.
- adressées aux députés dans les couloirs de l'Assemblée, 2053; à des députés dans la rue, 2043, 2050-2067.
- Insurrection à Bicêtre (tentative d'), 2442.
- du camp de Jales, 3446.
- du 10 août, déclarée juste et nécessaire, 3223; déclarée grande et sainte, 3487, 3744; à jamais mémorable, 3669.
- Interrogatoire de M. Bachmann, major des gardes suisses, 2485, 2502, 2508; au Tribunal révolutionnaire du sieur Bérard, ancien capitaine au bataillon des Filles-Saint-Thomas, 2484; de Charles Chabot, grenadier du bataillon de l'Abbaye, 2228; de Jacques Fezli, tambour des gardes suisses, 3981; d'Ovide Leprince, officier de paix, 2349; de M. de Montmorin, ex-ministre des Affaires étrangères, 2353; de M. Luce de Montmorin, ex-gouverneur du château de Fontainebleau, 2366; de M. Rousseau, maître d'armes du prince royal, 2365; de M. Tassin, devant le Tribunal révolutionnaire, 2379; de M. Nicolas Vernier, ancien président du Grand Conseil, 3860.
- des directeurs et employés de la manufacture de Sèvres, 454.
- d'un pardoir et d'une ouvrière en linge, à Rueil, 2490.
- de gardes suisses par le jury d'accusation du Tribunal du 17 août, 2482; par la municipalité de Montmartre, 2404, 2402, 2404; par la section du Roule, 2403, 2405, 2407, 2413, 2440, 2441.
- de MM. de Diesbach et d'Ernest, officiers aux gardes suisses, 2499.
- des officiers suisses détenus en la Conciergerie, 2480.
- des officiers de l'Hôtel des Invalides, 467, 468.
- Invalides : députation à l'Assemblée législative de soldats, 466.
- offre patriotique de reprendre du service par plusieurs, 1605.









- Juges de paix, nomination par les sections de nouveaux, 2205, 2901.  
 — suspension des, 2212, 2874.  
 — travaux des, en matière de police, 1131.  
 — au château des Tuileries après le 20 juin (instruction ouverte par les), 822-824, 846, 847, 849, 852, 853, 890, 901, 1052, 1065, 1109, 1140.  
 — du bureau central, 141, 147, 723, 1095, 1108, 1135, 1147, 1148.  
 — charges de poursuivre *l'Ami du Peuple* et *l'Ami du Roi*, 403, 404.  
 JULIEN, délégué de la section de Sainte-Geneviève, 54.  
 JULIEN, de la Digue. *Mémoires de Mme*, p. 2.  
 JULIENNE, capitaine au bataillon de Saint-Jacques-la-Boucherie, 587.  
 JULLIEN, Charles, soldat au 102<sup>e</sup> régiment d'infanterie, 299.  
 — Jean-Baptiste, victime de l'affaire de La Chapelle, 299.  
 JUMEL (sieur), pauvre sans-culotte, 2947.  
 JUXIE, Jean, commissaire de police de la section des Gobelins, 137, 1088, 1097, 1101.  
 JURY (conseil du département du), 3212.  
 — (dénonciation contre les députés du), 1097.  
 — Théodore Lamy, député du, 2916.  
 — habitants du, 621.  
 LAMOTTE, Claude-Barthélemy, commissaire de police de la section des Quinze-Vingts, 543, 809, 815, 816, 1087, 1096.  
 LAMOTTE, Guillaume, ex premier commis du ministre de l'intérieur, 2474.  
 JUSSEY, conseil général de la commune de, 1101.  
 Justification de la conduite de M. Champion, ministre de l'intérieur, 2245; de la conduite, au 10 août, de J. Leroux, officier municipal, 2369, 2370, 2375, 2376; de la conduite de Manuel lors du 20 juin, 1259, 1261; de la conduite des Prussiens à l'égard des Suisses, au 10 août, 2413.  
 LAMOTTE, Louis, entrepreneur du 1<sup>er</sup> bataillon de Marseille, blessé le 10 août, 276.

## K

- KAMEREMAN (Jacques-Gaspard), citoyen de Mâcon, en Suisse, en l'an I, 1090, 2875.  
 KANTZ, canonnier du bataillon des Feuillants, 1968.  
 KASOWSKI, Jean, 2465.  
 KERSANT, François-Christophe, auteur d'un vœu pour armer l'infanterie du mousqueton des dragons, 1543; commandant de l'armée du centre, 3910.  
 KERSANT (Armand Guy-Simon de), député de Seine-et-Oise à l'Assemblée législative, 3065, 3761.  
 KOCH (Christophe), député du Bas-Rhin à l'Assemblée législative, 2148.

## L

- La Bassée (conseil général des), 3124.  
 LA BARDUNAIS (sieur), Breton, citoyen de Paris, 1752.  
 LABORDE, citoyen actif, 574.  
 LABORDE, officier de paix, 439.  
 LA BOURDONNAYE (Anne-François-Augustin, comte de), général de l'armée du Nord, 3800.  
 Laboureurs arrêtés par les malfaiteurs au retour des marchés, 401.  
 LABRIET (Nicolas), canonnier du bataillon du Val-de-Grâce, 2630.  
 LACROIX, Pierre du Boe, 812.  
 LACÉPÈDE (Bernard-Germain-Etienne de), 329, 1436; commissaire du Comité d'instruction publique, 538.  
 Lacération publique de l'apologie de la rébellion des officiers municipaux de Sedan, 3346.  
 LA CHAPELLE (Charles-Gilbert de), premier commis de la Liste civile, 2169.  
 LA CHAPELLE, chirurgien de l'hôpital Saint-Louis, 2748.  
 La Chapelle-Gauthier (officiers municipaux de), 3600.  
 La Chapelle-Saint-Denis (départ des volontaires de), 1000.  
 — régence du 24 janvier 1791 à, 299.  
 LA CHESNAYE (André-Baldin de), chef de la 6<sup>e</sup> légion de la garde nationale, 891, 2111, 2190.  
 LA CHEVARDIÈRE (Alexandre-Louis), signataire d'une pétition, 71.  
 LA CHÈZE, Pierre, colonel du bataillon de Saint-Séverin, 2344.  
 LA CHÈZE (Claude-Quentin de), maréchal de camp, 1880, 1901.

- La Couronne** (Louis-Alexis), (Monsieur le comte) au Congrès national, 375.
- La Couronne Pierre**, blessé (du 10 août), 2788.
- La Couronne M.**, artiste-peintre, 1421, 2281.
- La Couronne Simon-Martin** (Jean-Pierre), député du Tarn à l'Assemblée législative, est assassiné au camp de Soussans, 1492.
- La Couronne M.**, 1438.
- La Courte Jean**, au ministère de la marine, 1400, 1401, 1406, 1402, 1423, 1427, 1430, 1436.
- La Courte**, commissaire du conseil exécutif provisoire dans le département de Saône-et-Meuse, 1799.
- La Courte Jean-Baptiste**, député de Lot-et-Garonne à l'Assemblée législative, 730, 1425; commissaire de l'Assemblée pour la formation du camp-sous Paris, 1865.
- La Courte Jean-Auguste**, officier de santé, 2867.
- La Courte**, vices d'épuration et de l'endurance de, 1783.
- La Courte Gilbert** (Monsieur), marquis en 1783, 198, 181, 203, 204, 206, 319, 320, 341, 823, 830, 908, 921, 928, 981, 993, 1091, 1602, 1117, 1127, 1132, 1139, 1142, 1153, 1209, 1311, 1313, 1317, 1344, 1342, 1377, 1431, 1502, 1509, 1541, 2043, 2056, 2058, 2066, 2228, 2271, 2382, 2631, 3022, 3097, 3176, 3281, 3342, 3414, 3440, 3447, 3581, 3642, 3747, 3749, 3753, 3756, 3757, 3768, 3769, 3779, 3787-3789, 3792, 3798, 3801, 3808, 3860, 3868, 3883, 3888, 3960, 3977.
- La Fère** (Assemblée patriotique du canton de), 1481.
- (Assemblée générale de la commune de), 3688.
- (passage d'un bataillon de volontaires patriotes), 1486.
- La Fère Bernard** (Monsieur) (1781-1849).
- La Fère Vidame** (Monsieur) (survivants).
- La Fère** (Monsieur) de l'Honneur du cad. l'âge de chirurgie, 2705.
- La Fère** (Monsieur) (commandant d'artillerie du Jardin des Plantes), 218, 777.
- La Flèche** (Assemblée primaire des habitants de la commune de), 1486.
- (Assemblée), 3041.
- conseil permanent du district de, 3400.
- La Fontaine** (Antoine-Jacques), (Monsieur), officier de la Garde nationale, 1467.
- La Fontaine** (Monsieur), 2708.
- La Fontaine Charles-Marie**, député de Lot-et-Garonne à l'Assemblée législative, 1871.
- La Fontaine** (Monsieur), (Monsieur) d'Heset-Ailaine, blessé le 10 août, 2723.
- La Fontaine**, témoin dans l'affaire Grange-neuve et Jouneau, 730.
- La Garde**, adjudant-général de la 1<sup>re</sup> légion de la garde nationale, 300.
- La Garenne**, lieutenant des chasseurs du bataillon des Feuillants, 1477.
- La Gier-Lacomdaine** (Jean-Baptiste), député de la Drôme à l'Assemblée législative, 1707.
- Lagny** (célébration d'un service pour les victimes du 10 août), 2064.
- (cantonnement de troupes à), 1894.
- (professeur de rhétorique), 1480.
- Lagrasse** (district de), 998.
- Lagrené** aîné (Louis-François), ancien directeur de l'Assemblée de Rome, 2377.
- Lagrené** jeune (Jean-Jacques), professeur de l'Académie de peinture et de sculpture, 268.
- Lagrevol** (Jean-Baptiste), député de la Haute-Loire à l'Assemblée législative, envoyé pour calmer le peuple exaspéré contre les Suisses, 2417.
- La Guerche** corps constitués du district et de la commune de), 1784.
- Laigle** (corps de constructeurs et judiciaires de), 3319.
- Laissez-passer** pour les ouvriers du camp sous Paris, 1926.
- Laigny** (Monsieur) (Monsieur), (Monsieur) de la commune, 341, 344, 345, 346, 347, 348, 349, 350, 351, 352, 353, 354, 355, 356, 357, 358, 359, 360, 361, 362, 363, 364, 365, 366, 367, 368, 369, 370, 371, 372, 373, 374, 375, 376, 377, 378, 379, 380, 381, 382, 383, 384, 385, 386, 387, 388, 389, 390, 391, 392, 393, 394, 395, 396, 397, 398, 399, 400, 401, 402, 403, 404, 405, 406, 407, 408, 409, 410, 411, 412, 413, 414, 415, 416, 417, 418, 419, 420, 421, 422, 423, 424, 425, 426, 427, 428, 429, 430, 431, 432, 433, 434, 435, 436, 437, 438, 439, 440, 441, 442, 443, 444, 445, 446, 447, 448, 449, 450, 451, 452, 453, 454, 455, 456, 457, 458, 459, 460, 461, 462, 463, 464, 465, 466, 467, 468, 469, 470, 471, 472, 473, 474, 475, 476, 477, 478, 479, 480, 481, 482, 483, 484, 485, 486, 487, 488, 489, 490, 491, 492, 493, 494, 495, 496, 497, 498, 499, 500, 501, 502, 503, 504, 505, 506, 507, 508, 509, 510, 511, 512, 513, 514, 515, 516, 517, 518, 519, 520, 521, 522, 523, 524, 525, 526, 527, 528, 529, 530, 531, 532, 533, 534, 535, 536, 537, 538, 539, 540, 541, 542, 543, 544, 545, 546, 547, 548, 549, 550, 551, 552, 553, 554, 555, 556, 557, 558, 559, 560, 561, 562, 563, 564, 565, 566, 567, 568, 569, 570, 571, 572, 573, 574, 575, 576, 577, 578, 579, 580, 581, 582, 583, 584, 585, 586, 587, 588, 589, 590, 591, 592, 593, 594, 595, 596, 597, 598, 599, 600, 601, 602, 603, 604, 605, 606, 607, 608, 609, 610, 611, 612, 613, 614, 615, 616, 617, 618, 619, 620, 621, 622, 623, 624, 625, 626, 627, 628, 629, 630, 631, 632, 633, 634, 635, 636, 637, 638, 639, 640, 641, 642, 643, 644, 645, 646, 647, 648, 649, 650, 651, 652, 653, 654, 655, 656, 657, 658, 659, 660, 661, 662, 663, 664, 665, 666, 667, 668, 669, 670, 671, 672, 673, 674, 675, 676, 677, 678, 679, 680, 681, 682, 683, 684, 685, 686, 687, 688, 689, 690, 691, 692, 693, 694, 695, 696, 697, 698, 699, 700, 701, 702, 703, 704, 705, 706, 707, 708, 709, 710, 711, 712, 713, 714, 715, 716, 717, 718, 719, 720, 721, 722, 723, 724, 725, 726, 727, 728, 729, 730, 731, 732, 733, 734, 735, 736, 737, 738, 739, 740, 741, 742, 743, 744, 745, 746, 747, 748, 749, 750, 751, 752, 753, 754, 755, 756, 757, 758, 759, 760, 761, 762, 763, 764, 765, 766, 767, 768, 769, 770, 771, 772, 773, 774, 775, 776, 777, 778, 779, 780, 781, 782, 783, 784, 785, 786, 787, 788, 789, 790, 791, 792, 793, 794, 795, 796, 797, 798, 799, 800, 801, 802, 803, 804, 805, 806, 807, 808, 809, 810, 811, 812, 813, 814, 815, 816, 817, 818, 819, 820, 821, 822, 823, 824, 825, 826, 827, 828, 829, 830, 831, 832, 833, 834, 835, 836, 837, 838, 839, 840, 841, 842, 843, 844, 845, 846, 847, 848, 849, 850, 851, 852, 853, 854, 855, 856, 857, 858, 859, 860, 861, 862, 863, 864, 865, 866, 867, 868, 869, 870, 871, 872, 873, 874, 875, 876, 877, 878, 879, 880, 881, 882, 883, 884, 885, 886, 887, 888, 889, 890, 891, 892, 893, 894, 895, 896, 897, 898, 899, 900, 901, 902, 903, 904, 905, 906, 907, 908, 909, 910, 911, 912, 913, 914, 915, 916, 917, 918, 919, 920, 921, 922, 923, 924, 925, 926, 927, 928, 929, 930, 931, 932, 933, 934, 935, 936, 937, 938, 939, 940, 941, 942, 943, 944, 945, 946, 947, 948, 949, 950, 951, 952, 953, 954, 955, 956, 957, 958, 959, 960, 961, 962, 963, 964, 965, 966, 967, 968, 969, 970, 971, 972, 973, 974, 975, 976, 977, 978, 979, 980, 981, 982, 983, 984, 985, 986, 987, 988, 989, 990, 991, 992, 993, 994, 995, 996, 997, 998, 999, 1000.



- LAVAY, sieur de, porteur, grenadier du bataillon des Blancs-Manteaux, mort des suites de blessures reçues le 10 août, 2668, 2842.
- Jean-Baptiste, citoyen de la section des Gardes-Françaises, blessé le 10 août, 2867.
- LALLEMANT** (Nicolas-Louis, commis auxiliaire aux bureaux de la Guerre, 2669.
- LALON** (Charles-Joseph), capitaine de la section de 1792, mort des suites de blessures reçues le 10 août, 2789, 2841.
- LAMAZON** (François), député de la Bourgogne à l'Assemblée législative, 1434, 1435.
- LAMAZON** (dame), 2942.
- LAMBLADE** (Mlle Thérèse-Louise de Saint-Carignan, première de), 1430.
- Lamballe** (conseil général de la commune de), 3433.
- (conseil général du district de), 334.
- LAMBERT** (Philippe), ancien trésorier de France au Bureau des finances, 302.
- LAMURE** (Sœur d'Eugène de Lamoignon, prince de), 424.
- LAMURE** (Alexandre-Théodore-Victor de), député à l'Assemblée constituante, 2250, 3850, 3921.
- (Charles-Malo-François, comte de), maréchal de camp à l'armée du Nord, 976.
- Théodore, député du Jura à l'Assemblée législative, 2026.
- LA MURÉE** (Jacques-Louis de Carignan de), intendant des Finances, 3876.
- LA MONTAGNE**, citoyen de la section du Contrat-Social, blessé le 10 août, 2699.
- LAMOUR** M. et Mlle de), 454.
- Lamour**, citoyen actif de la section du Palais-Royal, 975.
- LAMOTTE** (Noël), citoyen de la section de l'Oratoire, 2313.
- Lampes à courant d'air**, 261.
- Lampions autour de l'autel de la patrie** (projet de), 240.
- LAMY** (François-Marie), lieutenant de la 27<sup>e</sup> compagnie de la section armée des Gravilliers, mort des suites de blessures reçues le 10 août, 2739, 2789.
- (Pierre-Michel), capitaine de l'Armée nationale, 269.
- Lances** (projet de nouvelles), 1636.
- LANGE** (Pierre), pressant (10 août), 2807.
- Landau** municipalité de, 296.
- Landerneau** administrateurs du district de, 2941.
- (assemblée primaire du canton de), 3443.
- (citoyens de), 3240.
- Landes** (conseil général du département des), 3013.
- (cadre des), 3728.
- LANGEON**, commissaire de la section du Faubourg Montmartre, 1377.
- LANDRY** (Joseph), gendarme, 2567.
- LANELLE**, caissier de la Caisse militaire du camp de Paris, 1966, 1967.
- LANGE** (Andréas-Bonaventure), inventeur des lampes à courant d'air, 261.
- fédéré de Nancy, 2289.
- LANGLAD** (sieur, capitaine des canonnières du 3<sup>e</sup> bataillon de la 6<sup>e</sup> légion, 2322, 2323.
- LANGLOIS** (Pierre-Gabriel, marchand de douce, 1148.
- capitaine des chasseurs du bataillon de Saint-Jacques-la-Banquette, 675.
- entrepreneur du théâtre du Marais, 1864.
- Langres** (citoyens libres de), 3613.
- (conseil général de la commune de), 3669.
- LANGROT** M. de, capitaine de l'exercement du Roi, 742.
- Lannion** (tribunal du district de), 3669.
- LANNON** (de), capitaine des canonnières du bataillon de Sorbonne, 585.
- Lanterne** (député menacé d'être mis à la), 2069.
- LANTHENAS** (François, signataire d'une pétition, 67.
- Laon** (municipalité de), 2784.
- (société des Amis de la Liberté et de l'Égalité de), 3092.
- (substitut du procureur syndic du district de), 3103.
- (volontaires fédérés du 10<sup>e</sup> bataillon en garnison à), 2973.
- LA PÉRIE** (de), Rôles, conseil général de la 3<sup>e</sup> légion de la garde nationale, 869, 2240.
- LAPORTE** (Arnaud de), intendant de la Liste civile, 22, 26, 32, 34, 129, 138, 151, 153, 165, 113-115, 141, 152-154, 503, 510, 819-821, 823, 859, 862, 1116, 1124, 1340, 1350, 1356, 2031, 2038, 2095, 2096, 2111, 2115, 2119, 2200, 2201, 2211, 2212.

- LA PERRIÈRE** Claude-Philippe, président du comité de la section des Thermes de Julien, 122.
- LAUREN** citoyen de la section de Saint-Jacques, 1911, 248.
- LA REYNIE** (Jean-Baptiste-Marin-Louis), volontaire du bataillon de l'Île-Saint-Louis, 882.
- LA ROCHE** Georges, citoyen de la section Mauconseil, 2038.
- (sieur), gendarme national de la gendarmerie à pied, 2297.
- LA ROCHE** (Jean-Baptiste) Louis-Alexandre, président du Directoire du Département, 1208, 1467.
- La Rochelle** assemblée primaire des citoyens de, 1673.
- (citoyens de), 3026.
- conseil général de la commune de, 3357.
- conseil général du district de, 1350, 1433.
- Drouot, député extraordinaire de, 1542.
- garde nationale de, 1653.
- département de, 1653.
- 60<sup>e</sup> régiment d'infanterie en garnison à, 1453.
- tribunal du district de, 1671.
- LA ROCHE** courants du Bureau de Comptabilité, 3873.
- LA ROCHER** Alexis, capitaine au 36<sup>e</sup> régiment d'infanterie, 3134.
- Lasalle** (marquis de), 3750.
- LA SALLAVE** François-Toussaint CANAVAS, commissaire auditeur de la 17<sup>e</sup> division militaire, 2439, 2673, 3468, 2667, 2766.
- LASBORDE**, chirurgien, 2792.
- LASOURCE** Marc-David ALBA dit, député du Tarn à l'Assemblée législative, 1480.
- LASSUS** Jean-Baptiste-Louis-Frédéric, président adjoint de la 2<sup>e</sup> Réunion de la 1<sup>re</sup> Réunion, 882, 891.
- LATOUR**, courrier de cabinet, citoyen du bataillon de l'Opéra, 1601.
- La Tour-du-Pin** conseil du district de, 1443.
- LAUREN** Henri-Marc, procureur de la Réunion, 108.
- LAUREN** (sieur), gendarme national de la gendarmerie à pied, 2297.
- LAUREN**, capitaine des chasseurs du bataillon des Carmélites, 631.
- LAUREN** de Goussier, Louis-Antoine, commissaire du Roi près le 1<sup>er</sup> Tribunal criminel, 1135.
- LAURENT** Denis, citoyen de la section des Postes, membre du Tribunal du 2<sup>e</sup> arrondissement, 1090, 1098.
- François, ex-président de la section de la Cité, 1610.
- François-Henry, commandant un détachement de grenadiers du bataillon des Filles-Saint-Thomas, 2395.
- Pierre, graveur du Roi, 231.
- (sieurs, père et fils), 603.
- Lausun** conseil du district de, 3569.
- LAUZER** Antoine, habitant de Vannes, 961.
- Laval** citoyens de, 2978, 3974.
- conseil général de la commune de, 3395.
- société patriotique de, 3427.
- LAVIE** (sieur), 124.
- LAVAU** directoire du district de, 3375.
- LA VERRIERE** (sieur), ancien capitaine, major de la garde de Paris, 2780.
- LA VILLETTE**, grenadier du bataillon de Sainte-Opportune, 2061.
- La Villette** don patriotique des femmes de, 1836.
- (sieurs), de, 1836, 1846.
- LA VOISIER** Antoine-Laurent, membre de la section de l'Arsenal, 1995.
- LAVERGNE** (Claude), capitaine des chasseurs du bataillon de Saint-Marcel, 740.
- Le Bouteiller** (sieur), bonnetier, peintre de l'Académie, 231.
- LEBEAU**, président du comité de la section des Quinze-Vingts, 2673.
- LEFEBVRE** J.-F., commandant le 17<sup>e</sup> bataillon de fédérés nationaux à Sours, 1842.
- LEFÈVRE** (sieur), garde national du bataillon du Petit-Saint-Antoine, 2307.
- LEFÈVRE** de BELLIGNY (sieur), capitaine de la garnison de Sours, 1842.
- LEMOIX**, marchand de vin, 2317.
- LEMOYNE** Simon, aide de camp, 1836.
- LEMOYNE** (sieur), capitaine à la tête du 1<sup>er</sup> régiment d'infanterie, soldat du bataillon des Fédérés Nationaux, 948.
- LEMOYNE** (sieur), président du Comité du Théâtre-Français, 562, 2557, 3984 ; substitut du procureur de la Commune, 1090.

- LEBON** Jean-Baptiste, compagnon vitrier, blessé le 10 août, 2526.  
 — commandant des volontaires de la section de la Butte-des-Moulins, 1913.  
 — sieur, 2934.  
 — (dame), artiste en Italie, 2934.
- LEBON** (Pierre-Henri-Hélène-Marie), ministre des Affaires étrangères, 2498, 2267, 2487, 2489, 2492, 2493, 2500-2506, 2509-2512, 2514, 2516, 3834, 3839, 3962.
- LE CAMUS** Adrien-Émile, administrateur de la Commune, chargé des ateliers de filature, 363, 385.  
 — commissaire du Conseil exécutif provisoire, 1337.
- LE CHEVALER** Jean-Baptiste, juge de paix, président de la section du Faubourg-Montmartre, 1675.
- LE CLERC**, adjudant-général de la 1<sup>re</sup> légion de la garde nationale, 897.
- LECLERC DE BELLEVAL**, lisez **LECLERC DE BELLEVUE**, directeur de la Régie de l'Enregistrement, 283.
- LECLERCQ**, commandant en chef du 4<sup>e</sup> bataillon de la 5<sup>e</sup> légion, 869, 2492.
- LECOFFIER** sieur, garde national de faction à la porte de la cour des Suisses, 2330.
- LECOINTE**, quartier-maître d'un bataillon de volontaires, 1733.
- LECOINTE** (Laurent), député de Seine-et-Oise à l'Assemblée législative, 441, 977; commissaire de l'Assemblée dans les départements voisins de Paris, 1573.
- LECOMTE** Adam-Joseph, lieutenant de la section armée des Quatre-Nations, 2490.  
 — (Gilles-Michel), président du comité de la section de la Grange-Batelière, 3824.  
 — (sieur), sergent des grenadiers volontaires des Capucins-du-Marais, 2324.
- LE COMTE DE LA NOUVE** Barthélemy-Jean-Louis, administrateur de la Caisse de l'Extraordinaire, 3870.
- LE CROISIER** (François-Anne), grenadier du bataillon de Sainte-Opportune, 875.
- Lectoure** (conseil permanent du district de ), 3915.
- Lecture** dans les chœurs des régiments des pièces trouvées aux Tuileries, 3948.  
 — du haut de la chaire, dans l'église de Magny, de l'exposé des motifs des décrets du 10 août, 3900.
- LÉCUYER**, aide-major du bataillon des Filles-Dieu, 750.
- LEDUIT** (Alexandre-Pierre-Isidore), citoyen de la section de l'Arsenal, 1409.
- LEFEBVRE** (Simon), sergent de la musique de la garde nationale, 2447.  
 — commissaire de police de la section des Tuileries, 486.  
 — citoyen, 2611.
- LEFÈVRE D'ARLES**, commandant du bataillon des Petits-Augustins, 2931.
- LEFÈVRE** Jean-Marie, blessé du 10 août, 2745, 2828.  
 — chirurgien-major de la section armée des Quatre-Nations, 2856.  
 — (Françoise), veuve d'un combattant du 10 août, 2889.
- LEFÈVRE DE GINEAU** (Louis), ancien président de la section des Arcis, 827.
- LEFÈVRE D'ORMESSON** (Henri-François de Paule), administrateur du Département de Paris, 1226, 2307.
- LEFÈVRE** (monnaie fiduciaire du sieur), 369.
- LEFORTIER** (Jean-Baptiste), citoyen de la section du Luxembourg, mort des suites de blessures reçues le 10 août, 2889.
- LEFRANC** (sieur), 213, 3876.
- LEGANGNEUR** (Jean-Baptiste), commissaire national près le Tribunal du 17 août, 2476, 2479, 2480, 2493, 2508, 3926; président de la section des Quatre-Nations, 172; représentant provisoire de la Commune, 2490.
- Légende** du sceau de l'Etat, 3842.
- LEGENDRE** (Jean-Baptiste-Emanuel), citoyen auteur de motions dans la section du Louvre, 837; commissaire de cette section, chargé de l'inventaire des papiers de la Liste civile, 2200.  
 — (Louis), citoyen de la section du Luxembourg, 67, 163; député à la Convention nationale, 1334, 1337.
- LÉGER** (François-Pierre-Auguste), auteur dramatique, 149.
- Légion** allobroge, 2487, 3327.  
 — américaine du Midi, dite Saint-Georges, 2710, 2713.  
 — belge, 2487.  
 — hollandaise, levée d'une), 1060.  
 — romaine, (d'après de la), 3252.  
 — prussienne, 2487.  
 — suisse (projet de formation d'une), 2487.

- Légion de Jean-Paul (dissolution de la), 1696.  
— de Morillon, 44.  
— des volontaires allemands, 1593.
- LE GOUËZ (Yves), graveur de l'Académie des sciences, 1804.
- LE GUY, médecin, 2692.
- LE HAVOY, Claude-François-Noël, garçon portier, tué le 10 août, 2864, 2882.  
— (François-Michel), citoyen de la section de la Halle-aux-Bles, 882.  
— (Jean), père d'un citoyen tué le 10 août, 2882.  
— (Tadé Louis-Alexandre), curé de la paroisse de Saint-Roch, 277, 281.  
— (Pierre-Jacques), secrétaire de la section de la Cité, 2696.
- LEJEUNE (Jacques-Marie), citoyen du faubourg Saint-Antoine, 310.  
— (Marie - Françoise - Véronique), veuve d'un citoyen mort de ses blessures après le 10 août, 2809.
- LEJOLIVE, sous-lieutenant du 10<sup>e</sup> bataillon de la 6<sup>e</sup> légion, 655.
- LEMAIRE Antoine!, sergent du bataillon de Saint-Etienne-du-Mont, 245.
- LEMAILLARD (François-Joseph), député du Morbihan à l'Assemblée législative, 2996.
- LE MARCHAND (Joseph - Pierre-Paul), 3487.
- LE MEUR, caporal-détaché, blessé le 10 août, 2693.
- LEMERY (Jean-Joseph), sous-lieutenant de canonniers du bataillon de l'Observatoire, 278.
- LE MÉAYER (Nicolas-Jacques, officier municipal, 1097.
- LE MEUR, sœur Le MEUR (Jean-Théodora), membre de la Commune du 10 août, 2262.
- LEPREUX (Charles-François), blessé le 10 août, 2852.
- LEMOINE Christophe, marchand, 2543.
- LEMOINE-LÉONARD (sœur), 2928.
- LEMYRE, commissaire de la Commune du 10 août, 2262.
- LEMON (Jean), citoyen de la section du Faubourg-Montmartre, blessé le 10 août, 2714.  
— (Jean), du faubourg Saint-Antoine, 811, 844.  
— (volontaire du bataillon de Saint-Louis ou 7<sup>e</sup> de l'Épée du centre), 1499.
- LEMON DE SAINT-LEON, citoyen du faubourg du Palais, 1917.
- LÉON (fille), citoyenne de Paris, 454.
- LEPAGE, chargé des détails du Département de la guerre, 2258.  
— (P.), frère de l'imprimeur du *Patriote français*, 3943.
- LE PAREUR François, citoyen de la section des Lombards, tué le 10 août, 2891.
- LEPAILLE, Jean-Baptiste, horloger de la ville de Paris, 304.
- LE PRIEUR Pierre, citoyen de la section de la Fontaine-de-Grenelle, 2312.
- LEPRIXE (Pierre-Ovide), officier de paix, 1144, 2319.
- LEPRINCE, 2<sup>e</sup> médecin du bataillon de Saint-Eustache, 593.
- LEPTES (sœur), 391.
- LEQUINIO Joseph-Marie!, député du Morbihan à l'Assemblée législative, 1720, 2643, 2696.
- LE ROUX DE LA VILLE, René, administrateur du Département des Travaux publics de la Municipalité, 22<sup>e</sup> ministre des contributions publiques, 1256, 1257.
- LEROUX Jean-Jacques, officier municipal, 905, 2108; administrateur au Département du Domaine, 2324, 2368-2371, 2375, 2376.  
— (Jean-Michel), bonnetier, 1447.  
— (Louis-Bénigne-Marie), commissaire des guerres de la 17<sup>e</sup> division, 1440, 2681, 2731, 2786.  
— (canonnier du 2<sup>e</sup> bataillon de la 3<sup>e</sup> légion, 625.
- LE ROY (Charles), horloger, 2496.  
— (Guillaume), commissaire de la Fédération, 2237.  
— (Julien), membre du Conseil municipal et électeur pour la Couronne nationale, 3957.  
— (Louis-Pierre), grenadier volontaire du bataillon des Théâtres, 2628.  
— (Pierre), canonnier de la compagnie de la section de la Bouillottes, 2991.  
— (grenadier de la section du Théâtre-Français), 31.  
— (sœur), sœur de la Sœur de la Port-Bayale, 2844.
- LE SAILLANT (sœur) (sœur de sœur), 309.
- LESCOP, 2<sup>e</sup> commissaire de la section des Théâtres, 2609.

- Lesneven** (conseil général de la commune de), 626.
- Lesparre** (citoyens de la commune de), 3723.
- LESSAY** (Antoine de Valéry de), ministre des Affaires étrangères, 135, 132, 133, 491, 492, 732.
- LEUVAUDER** (Jean-Etienne), député de la Seine Inférieure à l'Assemblée législative, 2148.
- LEULLIER** (François), citoyen de la section des Invalides, 298.
- LEURNEVE**, économie de la maison de force de Bicêtre, 2077, 2140, 2206, 2276.
- LE TOULSSEUR** (Etienn-Louis-François-Honoré), député de la Manche à l'Assemblée législative, 1674, 1922, 1942, 1943, 1950; commissaire de l'Assemblée pour la formation du camp sous Paris, 1865.
- Lettre de Lafayette** (projet de brûler une), 732.
- des citoyens de Clamecy à Louis XVI après le 20 juin (désaveu d'une), 3613.
- en langue allemande trouvée sur un soldat suisse, tué le 10 août, 2447, 2454, 3937.
- trouvée sur un officier suisse, tué aux Tuileries, 2327.
- Lettres trouvées aux Tuileries dans l'appartement du Roi et celui de M. de Montmorin**, 2327.
- des députés du Morbihan, relatant les événements du 10 août, 2996.
- LEVALLOIS**, instituteur, 348.
- LEVASSEUR**, capitaine des grenadiers du 7<sup>e</sup> bataillon de la 3<sup>e</sup> légion, 636.
- employé au Garde-Meuble, 2579.
- LEVEAU** (sieur), garde national, 2300.
- Levée de 30,000 hommes dans le département de Paris**, 1523-1528, 1535.
- en masse des volontaires (travaux de culture compromis par la), 1632.
- LEVEILLARD** (Louis Guillaume), commissaire du Département au sujet des événements du 20 juin, 903.
- LE VENEUR** (Alexis), maréchal de camp à l'armée du Nord, 2217, 3065, 3756.
- LÉVÉVILLE**, greffier de l'Hôtel-Dieu, 1844.
- LEVOIS** (sieur), marchand de vin, 1604.
- LEMERIER** (Etienn), professeur de chimie, de matière médicale et de pathologie, 2720.
- L'HOMME** (Jean-Marie Michel), juge de paix à Soissons, 2903.
- L'HOMME** (Joseph), garde suisse, 2482.
- LIARD** (Jean-Julien), sergent de la 2<sup>e</sup> compagnie de la section des Droits-de-l'Homme, 1852.
- Libelle de M. Acloque**, au sujet de la fête de Châteauneuf, 191, 207.
- intitulé *Têtes à prix* (dénonciation d'un), 723, 726.
- intitulé *Véritable contre-révolution. La, ou les Marseillais à Paris*, 1370.
- Libelles distribués aux Tuileries**, 739.
- libriqués à Paris et envoyés dans les départements, 908.
- poursuites contre les colporteurs de, 406, 407.
- inciviques (opinion publique égarée par des), 3877.
- intimes, commandés et payés par la Liste civile, 3880.
- LIBERTAS**, pseudonyme d'un citoyen de Cotte, 375.
- Liberté de la presse** (atteintes à la), 3939, 3940, 3954.
- Libre**, compagnie de volontaires, dite de la, 1710.
- Libourne** (citoyens de), 3021.
- (corps constitués de), 3169.
- Licenciement de l'état-major de la garde nationale** (demande du), 629, 630, 647, 671; de l'état-major de la gendarmerie, 2259; des états-majors, demandé par les fédérés, 1317.
- de la garde du Roi, 471, 475, 487-512.
- des officiers (bruit mensonger du), 3922; des officiers de l'armée (vœu pour le), 4259.
- des officiers de gendarmerie attachés au service de l'Assemblée, 1824, 3864.
- des régiments suisses en France, 2477, 2488, 2489, 2500, 2511, 2515.
- LIGNARD** (l'abbé Jacques), vicaire de la paroisse de Sainte-Genève, 122.
- Liesse** (assemblée primaire du canton de), 3548.
- LITRE** (Henri), capitaine de la 5<sup>e</sup> compagnie du bataillon de Marseille, 2355.
- Lille** (citoyens actifs de), 969, 3445.
- conseil général de la commune de, 3479.



- Lille** sergent des Dames de la Constitution  
de , 3140.
- Limoges** administrateurs du district de  
de , 1600.
- (conseil général de la commune de ,  
3686.
- (église paroissiale de Saint-Michel de ,  
1347.
- Limours** conseil général de la commune  
de , 1600.
- incrimine de la classe des *bonnets*  
*gens* à , 3660.
- (plantation d'un arbre de la Liberté à ,  
3660.
- Linge porté des Indiens à la Maison  
commune, 2500.
- Lingerie ouvrages de pour le camp-de  
Paris, 1816.
- LINGET Simon-Nicolas-Henri , publiciste,  
164.
- Lingot formé par les matières d'or et  
d'argent fondues dans l'incrimine des  
Tuileries, 2586.
- Lisieux** (conseil général de , 3005.
- (tribunal du district de), 3100.
- Liste civile anciens gardes du Roi sou-  
doyés par la , 1387.
- apposition des scellés sur les papiers  
de la , 2135, 2169; levée des scellés ap-  
posés sur les papiers de la , 2199, 2200.
- arrestation du notaire de la , 1884,  
3885.
- demandes de réduction de la , 1618.
- députés et autres soudoyés par la ,  
3066, 3067, 3085, 3099.
- inventaire des papiers de la , 2199,  
2200, 2242, 3069, 3884, 3888.
- libelles infâmes, commandés et payés  
par la , 3880.
- lettre d'excusation par des officiers  
attachés à la , 3145.
- suppression de la , 2135, 2181, 2185,  
3166, 3169, 3210, 3211, 3292, 3299, 3300,  
3626, 3741.
- usage d'argent de la , 3082, 3166, 3299,  
3585, 3699.
- voir pour la suppression de la , 3070.
- Liste d'exercices de l'infanterie, 1448.
- de service de 1445-1448.
- Livraison l'ARTISTE, ouvrage de ce secteur  
de la commune de Grenelle, liv. n. 30  
mois 1800, 1780, 1800.
- Lodgement à Paris demandé par les volon-  
taires de Saint-Denis, 1648.
- de Louis XVI aménagement du , 2528.
- Loi martiale publication par des officiers  
municipaux de la , 2430, 2328, 2334.
- Loir-et-Cher** déclaration du départe-  
ment de , 3195.
- Loire-Inférieure** administrateurs du dé-  
partement de la , 3125.
- (conseil du département de la , 3132.
- Loiret** (administrateurs du département  
du , 3064.
- (assemblée électorale du département  
du), 3709.
- LOISEAU (Jean-René), directeur du jury  
d'accusation du Tribunal du 17 août,  
2354, 2355, 2482, 2485, 2491, 2499.
- garde national du bataillon du Val-de-  
Grâce, 662.
- LOISON (Jean-Joseph-Marie , procureur-  
syndic du district de Bourg-la-Reine,  
194, 195, 2142, 2143.
- LOMBARD, citoyen actif, 200.
- L'ONCLE M. de, capitaine au 10<sup>e</sup> ba-  
taillon de la 2<sup>e</sup> légion, 764.
- Londres** envoi patriotique d'un négoc-  
iant de, 2930.
- (V. de la commune de Londres, attaché  
à , 154.
- Les oncles Pierre PROUVE, mort le  
matelas, blessé le 10 août, 2770.
- LONGUET (Louis), employé à la manufac-  
ture de Sèvres, 453, 454.
- Longwy** JURY de , 3620.
- Lons le-Saunier** (citoyens de , 3097.
- Lorient** citoyens libres de), 3093.
- (tribunal du district d'Hennebont, siégeant  
à , 3093.
- Louis (François), député de l'Assemblée  
l'Assemblée, 3234Mise, 3148.
- Louvo (sieur), volontaire du 13<sup>e</sup> bataillon  
du camp de Suresnes, 3090.
- Louis (Joseph), capitaine de la 7<sup>e</sup> com-  
pagnie des volontaires marseillais, 2355.
- Lot** (assemblée l'Assemblée, 3090Mise  
du , 3733.
- conseil du département de , 3091,  
3131.
- (Jean-Pierre RAMEL, député du départe-  
ment de), 3090.
- proclamation aux citoyens de l'Assemblée  
l'Assemblée, 3091, 3094.

- Lot**, tribunal criminel du département du , 3225.
- Lot-et-Garonne**, conseil du département de , 3618.
- Charles-Marie LAVAUX, député du département de , 1971.
- Loteries** (administration des), 2908.
- Loubèze**, administrateurs du district de , 3216.
- Loudéac**, conseil général du district de , 3128, 3175.
- Louhans** (citoyens de), 3444.
- corps constitués de , 3207.
- Louis XIV** (enlèvement, à Beauvais, de la statue équestre de), 3030, 3089.
- (fonte de la statue pédestre de), 1263.
- (procession du vœu de Louis XIII, instituée à l'occasion de la naissance de), 3876.
- Louis XV**, bagne représentant , 2548.
- enlèvement de son buste placé sur la porte de l'hôtel de ville de Vienne, 3308.
- Louis XVI**, adresse à lui envoyée par le sieur Aressy, commissaire du tribunal de l'Ariège, 964; adresses de citoyens de Paris au sujet des émigrés et des prêtres non assermentés, 88, 91, 98, 725; adresse à lui envoyée par les citoyens de Saint-Chamas, 999; par les citoyens de Sedan, 945; par la commune et le district de Péronne, 945; par la commune de Strasbourg, 3783; par le directoire du département de Seine-et-Oise, 993; par le faubourg Saint-Antoine, 1343; par la municipalité et le tribunal de Bouzonville, 988, 995; par la municipalité et le district de Prades, 990; adresse à lui présentée à l'occasion de la fête de Châteauneuf, 182; adresses à lui envoyées au sujet du renvoi des ministres patriotes, 3974-3976; adresse des ouvriers de Paris, 136, 136.
- son agitation à la nouvelle des rassemblements armés du faubourg Saint-Antoine, le 10 août, 2424.
- son air inquiet et chagrin dans la soirée du 4 août, 2326.
- aménagement d'un local au Luxembourg pour lui et pour sa famille, 2170, 2171; de son logement après le 10 août, 2528.
- approbation par lui donnée à la répartition d'un renfort de gardes suisses, 2166.
- son arrestation réclamée par les commissaires de la Commune du 10 août, 2460.
- son assassinat conseillé et projeté, 1151, 2040.
- attentat projeté sur sa personne, 1093.
- blâme à lui infligé par le Conseil général de la Commune, 451.
- bruits d'un nouveau départ, 47-52, 450-453, 441-451, 742, 2024; bruits de son départ pour Rouen, 2311; bruits répandus au sujet de son enlèvement, 2028; bruit de sa mort, répandu le 10 août, 2325; bruit de la réception de M. de Bouillé par lui, 1060.
- cadre contenant son buste, 15.
- chefs de légion de la garde nationale de service près de sa personne, 1034, 1038.
- clefs de ses appartements par lui remises, le 10 août, à Thierry de Ville-d'Avray, 3964.
- commissaires des guerres par lui chargés de surveiller le départ des volontaires au camp de Soissons, 4440.
- comparaison avec Buziris, roi d'Égypte, 3379; avec Phaéton, 3639.
- complot pour l'emmener hors de Paris, 1379.
- compte à lui rendu des événements du 20 juin, 771, 780.
- convocation par lui adressée à M. Pétion, le 31 juillet, 2012, 2013; le 7 août, 2036; convocation d'un conseil militaire aux Tuileries, provoquée par lui, 1085.
- sa déchéance réclamée par les sections, 1968-1995, 3087.
- sa défense, prise, le 20 juin, par des grenadiers de la garde nationale, 840, 841, 850; sa défense prise contre le peuple par des grenadiers du bataillon de Sainte-Opportune, 873-878.
- défenseur officieux des grenadiers du bataillon des Filles-Saint-Thomas, 4394.
- demande d'exécution d'arrêts criminels en sa présence, 3876.
- démission de M. de Grave à lui adressée, 446, 447.
- déposition du sieur Bourcet à lui envoyée, 890.

- députations de l'Assemblée auprès de sa personne lors du 20 juin, 776, lors du 10 août, 2126.
- son discours à l'ouverture de l'Assemblée législative, 10; son discours à l'Assemblée lors de la Fédération, 1277.
- doléances des femmes de Paris à lui présentées en octobre 1789, 226.
- son effigie sculptée sur une pierre de la Bastille, 1337.
- emprunts par lui contractés puis de M. du Châtelet, 2037.
- enquête faite par son ordre sur les excès du 20 juin, 823, 824; enquête sur sa culpabilité demandée par le district de Nancy, 3039.
- son entourage formé par une coalition de gentilshommes, 445.
- son entretien avec Pétion, 1029.
- envoi aux Tuileries de M. Roderer, par lui demandé, 1016.
- son envoi présumé au Luxembourg après le 10 août, 2197.
- félicitations à lui adressées par le directoire du département de la Somme, lors du 20 juin, 906.
- sa fortune égale à celle de Tibère, 3607.
- sa fuite en 1791 favorisée par le sieur Princée, lieutenant de gendarmerie, 3889.
- impressions ressenties par suite du brigandage autour de Paris, 192.
- imputations calomnieuses contre sa personne, 128.
- son indignation de la fréquence des vols et assassinats, 397; des outrages dirigés à des députés, 2051.
- son ineptie stigmatisée, 3447.
- inimitié de Pétion à son égard, 2097.
- son installation provisoire dans un Comité de l'Assemblée, 2228.
- ses intentions pressenties au sujet de députés à pensionner, 52.
- lettres à lui adressées par les archevêques d'Aix et de Paris, 78, 59; par Bertrand de Moleville, 63, 128, 158; par le sieur Bertrand, commissaire près le tribunal de Châteauneuf, 973; par M. Bigot de Sainte-Croix, 1241, 1242; par M. Callet de Genoulle, 192; par M. de Chambonas, 1342, après le 20 juin par les citoyens de Clamecy (département d'Yonne), 3612; par M. De Joly, 2020; par M. De meunier, 1238; par le Directoire du Département, 445; par M. Dumouriez, 618, 677, 679, 692, 698, 699; par M. Duranthon, 691, 710-712, 1224, 1227; par M. Garnier, 1221; par M. Lacoste, 696; par Lafayette, 694, 710; par M. de Lajard, 1220, 1243, 1249; par M. de Lameth, maréchal de camp à l'armée du Nord, 976; par M. de Lassart, 1430; par Linguet, 164; par les ministres démissionnaires, le 10 juillet, 1235; par M. Mourgues, 745; par M. de Naillac, 716; par M. Poncet, maréchal de camp, 833; par Radix de Sainte-Foy, 690; par Roderer, 842; par M. Roland, 448, 457, 675, 685, 687; par M. Servan, 469, 507; par M. Talon, 674; par M. Tarbé, 701, 702, 708; par M. Terrier de Monciel, 765, 1226, 1239; par le tribunal du district de Saint-Hippolyte, 926; par M. de Verdilhac, 1312; par M. de Vergennes, 680.
- ses lettres au comte d'Artois, 54; à l'Assemblée législative lors du 20 juin, 787, 788; à l'Assemblée lors de la Fédération, 1272; à l'Assemblée au sujet de la suspension de Pétion et de Manuel, 1176, 1201; au président de l'Assemblée législative, 681, 703, 709; à M. Beau lieu, 707; à M<sup>me</sup> de Brionne, 1129; au Commandant général de la garde nationale, 1361, 2006; au Directoire du Département, 444, 445; à la municipalité de Paris, 159, 167, 171; à M. Roland, 449, 684; annonçant la démission du ministère, 1236; annonçant la nomination de M. d'Abancourt au ministère de la guerre, 1250; annonçant la nomination de M. De Joly, secrétaire du Conseil, 1222; annonçant sa nomination de ministre de l'intérieur par intérim, 1240; annonçant la nomination de M. De Joly au ministère de la justice, 1239; annonçant la nomination de M. Jolly comme secrétaire du Conseil, 1231; annonçant l'entrée dans le ministère de M<sup>me</sup> de Bourbigny et Champion, 1244; annonçant la nomination de M. Servan au ministère de la guerre, 118.

- et ses intentions au sujet du Comité autrichien, 425, 426.
- mémoire à lui adressé par son président ordinaire, 363; mémoire intitulé : *Illes sur le moment présent*, à lui adressé, 167, 233.
- son message à l'Assemblée pour l'universaire de la Fédération, 1271.
- moyens d'augmenter sa popularité, 164.
- nécessité d'une garde personnelle, 129.
- nomination par lui faite de Lafayette au commandement d'une armée, 43-45.
- observations à lui présentées par M. De Joly dans le Conseil des ministres, 1998.
- son obstination et son impuissance dénoncées, 3972.
- ordonnances par lui rendues pour le licenciement de sa garde, 497, 502, 505.
- ordre par lui donné d'empêcher tout attroupement aux Tuileries, 766; ordre par lui donné d'exécuter le décret levant la suspension de Pétion et de Manuel, 1218; ordre par lui donné de laisser visiter le château des Tuileries par les officiers municipaux, 1459; ordre par lui donné pour le départ de 2 bataillons de gardes suisses, 1482; ordre par lui donné aux Suisses de déposer les armes, 2144.
- paroles à lui adressées par un instituteur, 734.
- ses paroles, lors du 20 juin, louées par l'archevêque d'Aix, 826; ses paroles en passant la revue le 10 août, 2347; paroles prononcées à son sujet par le général Le Veneur, 3065.
- pétition à lui adressée par le Directeur du Département de Paris, 61-63, 65-72, 74, 78, 80-85, 87, 92-94, 99; pétition à lui adressée par la section du Luxembourg, 65.
- pétition des citoyens de Paris, proposée le 20 juin, 740, 741, 743.
- plan proposé pour son départ de Paris, 746.
- son portrait demandé par M. de Chambonas, 1262.
- préoccupations causées par les troubles à Paris, 126, 746.
- son prochain départ, lors du 20 juin, 1027.
- proclamation contre lui, affichée dans le faubourg Saint-Antoine, 1061, 1062.
- sa proclamation du 22 juin, 917, 925, 927, 963, 964, 989; sa proclamation sur les dangers de la patrie, 1446; sa proclamation confirmant la suspension de Pétion et de Manuel, 1200, 1201, 1206; sa proclamation relative aux excès du 30 juillet, 1383, 1384; sa proclamation aux Français, le 7 août, 2035.
- projet de départ la veille du 10 août, 2353; projet de former un camp autour des Tuileries pour sa défense, 1116; projet de le placer, à l'approche de l'ennemi, au milieu d'un bataillon du faubourg Saint-Antoine, 1910.
- propos injurieux et indécents tenus contre lui le 20 juin, 884; tenus au Palais-Royal, 1282; propos tenus par lui le matin du 10 août, 2309.
- proposition d'une arme à tir rapide à son intention, 1390.
- qualifications à lui attribuées de nouveau Charles IX, 3142, 3179, 3333, 3512, 3634; de chef des conspirateurs de Coblenz, 3185; de dernier, 3321; de dernier tyran des Français, 3681; d'hypocrite, 3631; de l'homme au *reto*, 3690; de liberticide, 3233; de Louis le Sanguinaire, 3582; de Néron, 2518, 3512, 3607; de Protée malfaisant, 3458; de roi de Coblenz, 752; de traître et d'infâme, 3508, 3590, 3667.
- rapport à lui adressé par M. de Chambonas, 735; par M. de Laporte, 862.
- réception très froide par lui faite à Pétion, 1074.
- récit de sa prétendue fuite, 2033.
- refuge par lui trouvé à l'Assemblée, lors du 10 août, 2131, 2152, 2300, 2366, 2385, 2387, 2395, 2428, 2441, 2466, 2483, 2748.
- refus d'obéissance par les soldats du camp de Maubeuge, 2270.
- regrets causés dans l'armée par sa destitution, 1505.
- revue passée par lui le 10 août aux Tuileries, 2130, 2303, 2307, 2309, 2316, 2324, 2334, 2335, 2343-2345, 2347, 2353, 2359, 2363, 2365, 2372, 2393.
- rhéteur intitulé le Cromwell, 318, 3643.

- serment prêté entre ses mains par Bigot de Sainte-Croix, ministre des Affaires étrangères, 1259; par MM. du Bouchage et Champion, 1245; par MM. De Joly et Jolly, secrétaires du Conseil, 1223, 1232.
- sa statue renversée à l'Ecole militaire, 3887.
- suppliques à lui adressées par le directeur du théâtre de Minerve, 792; par les grenadiers de la garde nationale après le 20 juin, 808, 809, 861.
- surveillance des médisants de sa personne, 739.
- sa suspension prononcée par l'Assemblée législative, 2154.
- tentative du sieur Charles Chabot pour se rapprocher de sa personne, 2228.
- ses trahisons et perfidies flétries par les citoyens de Toulouse, 3057.
- son veto sur les décrets relatifs aux prêtres insermentés et au camp des 20,000 hommes, 657, 710-712.
- veut pour son expulsion et celle de sa famille, 3371.
- LOUËL DE SAINT-OSAPPE**, épithète donnée à Louis XVI, 3582.
- LOUËL** (Theâtre), appellation de Louis XVI, 3508, 3590.
- LOUËL** (François), malade des yeux à la suite du 10 août, 2735.
- LOUIS D'OR** trouvés sur un prêtre mort dans les caves des Tuileries (remise des), 2601, 2671 (remise à la Trésorerie nationale par les commissaires de la Commune, 2599; (rouleaux de) trouvés aux Tuileries, 2598.
- LOUSIGNAU** (Jean), maître en chirurgie, 2592.
- LOUÏET** (Jean-Baptiste), orateur de la section des Cordeliers, au dé part (de la Reine), 2739.
- (Section), orateur du baladin de Saint-Etienne-du-Mont, 2355.
- LOUVIERS** (démocrates du district de), 1034.
- (municipalité de), 2121.
- LOUVRE** bâtiment de l'ancien gouvernement du, 2031.
- (bâtiment du 10 août) sous la Convention du, 2608.
- (bâtiment) après le 20 juin, 807, 809.
- (bâtiment des folleux), 2009.
- LOUVRE** (grand escalier du), 2744.
- guichets du), 901, 2306, 2358.
- (jeunes artistes de l'école s'éant au), 1602.
- logements occupés par les artistes au, 2273, 2277.
- (poste du), 2235.
- projet d'attaque des Tuileries par les galeries du, 2016.
- LOYAL** (Jacques), caporal du bataillon des Jacobins, 2314.
- LOYER** (Pierre-Charles), volontaire du 1<sup>er</sup> bataillon de la 4<sup>e</sup> légion, 644.
- LOYS** (Jean-Baptiste), officier municipal de Marseille, 2310.
- LOZERAN-FRESSAC** (François), député de la Lozère à l'Assemblée législative, 2148, 2953.
- LOZÈRE** bataillons de volontaires de la, 3243.
- (conseil général du département de la), 3243, 3671.
- (François LOZERAN, député du département de la), 2148, 2953.
- (députation de la), 3671.
- LUBERSAC** Ann. de la Constitution de, 342.
- LUCERNE** (canton de), 473.
- LUCIEN** (Nicolas), baron de, maréchal de France, 714, 1342, 1431, 1479, 1487, 1655, 3798, 3909, 3910.
- LUÇON** (canton de), 390.
- (officiers municipaux et conseil de la commune de), 3391.
- LUÏS** (père et fils), écoles nationales du bataillon de Saint-Nicolas des champs, 621.
- LUSIGNAN** (chambradors du), 2209.
- LUXEMBOURG** aménagement d'un logement pour la Reine (sa famille au), 2739, 2171, 2197.
- (bâtiments de la garde nationale postés au), 2197.
- LUZARCHES** officiers municipaux de, 2706.
- LYON** (André), futur du 1<sup>er</sup> bataillon de Marseille, blessé le 10 août, 2800.
- LYON** (canton), officiers municipaux, 307.
- (canton de), 300.
- (conseil général du district de), 3118.



- (directoire provisoire du district de), 3533.
- fédérés de, 1895, 2731.
- (garde nationale de), 953.
- organisation du service de santé des armées à, 1713.
- (passage de Marseillais armés annoncé à), 1339.

## M

**MARILLE** (Jean-Baptiste), citoyen de la section des Quinze-Vingts, blessé le 10 août, 2703.

**Machecoul** (administrateurs du district de), 3378.

**Machinistes** du théâtre Montansier, 1913.

**Mâcon** (citoyens libres de), 3049.

— commune de, 3644.

— (serment prêté par les citoyens de), 3153.

**MADAME**, fille de Louis XVI, 2577.

**MADIER**, commissaire du Roi près le tribunal de Saint-Hippolyte, 926.

**Magasin** des substances à Saint-Martin des-Champs, 367.

— pour les poudres de guerre (aménagement d'un), 1708.

**Magnils-Regnier** (officiers municipaux de), 3656.

**MAGNEN** (sieur), 1993.

**Magny** (citoyens réunis dans l'église de), 3633.

— (maire et officiers municipaux de), 3633.

**MAHIEU** (Jean-Martin), membre du comité de la fête de Châteauneuf, 249; commandant du bataillon de Bonne-Nouvelle, 796.

**MIGNET** (Etienne-Christophe), député du Puy-de-Dôme à l'Assemblée législative, membre du Comité des secours publics, 2609.

**MIGNON**, Louis-Charles, 1369.

**MAIGROT**, officier de santé de la section Poissonnière, 2719, 2873, 2876.

**MAILHE** Jean-Baptiste, député de la Haute-Garonne, envoyé pour calmer le peuple exaspéré contre les Suisses, 2417; membre du Comité diplomatique, 175.

**MAILLARD** (sieur), guillocheur, 2298.

**MAILLARD** Jean-Frédéric-Roch sieur, lieutenant-colonel du régiment des gardes

suisses, 2095, 2316, 2457, 2466, 2472, 2473, 2476, 2478, 2480, 2485.

**MAILLARDOR** (Simon-Nicolas-Jacinthe de), lieutenant aux gardes suisses, 2478, 2485, 3828.

**Mailloins** (factieux de Paris rappelant les), 1042.

**Maine-et-Loire** (assemblée électorale du département de), 3705.

— (conseil général du département de), 3040.

**Mairie** de Paris, 742; (bureaux de la), 378, 382.

— consigne y établie pour M. Pétion, 2136, 2146, 2195, 2208.

— invasion par des citoyens armés de la), 2081.

— (obligation de demander avec un témoin les passeports à la), 2172.

— pièces égarées à la), 2850.

— (renvoi des pièces concernant les blessés du 10 août à la), 2841.

**Maison commune** (hôtel de ville de Vienne dénommé), 3308.

— commune de Paris (argenterie des Tuileries portée à la), 2550.

— (ballots de linge portés des Tuileries à la), 2555.

— (caisse de cartouches conduite à la), 2262.

— (comité de secours publics établi à la), 2656.

— (convocations à la), 778, 831, 1211, 1864, 2004, 2135.

— (dépôt de l'officier suisse Castella à la), 2437; (d'assignats trouvés aux Tuileries à la), 2567; (dépôt d'une épée ou-

vragée trouvée dans l'appartement du prince royal à la), 2568; (dépôt d'un médaillon trouvé aux Tuileries à la),

2548; (dépôt d'un paquet ensanglanté provenant des Tuileries à la), 2567; (dépôt du produit d'une quête faite lors de la

cérémonie funèbre du 26 août à la), 2970.

— (enlèvement de canons se trouvant à la), 2265.

— (ouverture de registres d'inscription pour la cavalerie du camp à la), 1867.

— M. de Laporte conduit à la), 2200.

— (meubles et effets retirés des Tuileries transportés à la), 2191.



- Manufactures de fusils dans les places fortes (projet de), 46.
- Manuscrit de Marat (saisie de), 405.
- sur vélin, déposé dans les fondations de la colonne de la Liberté, 1337.
- MARANT (Joseph), secrétaire de l'Assemblée législative, 1475, 2940.
- MARASSE Jean-Benoît BEAUMONT de, maréchal de camp, 3035, 3754.
- MARAT Jean-Paul, auteur de *l'Ami du Peuple*, 203, 401, 405, 3935.
- MARCEL (factieux de Paris rappelant les), 1012.
- MARCELIN, orfèvre, volontaire du bataillon du Marché-des-Innocents, 650.
- MARCHAND (sieur), père de famille nécessaire, 2593.
- Marchande à la toilette, dépositaire de numéraire, 421.
- Marchands de bois flotté à Paris, 1833.
- de bois de l'Île-Louvière, 1850.
- Marché pour la fabrication de 20,000 piques, 1712.
- Marché Saint-Paul, 2584.
- Marcigny** conseil général du district de, 3666.
- MARCUS, acteur des Délassements-Comiques, 2935.
- MARÉCHAL (Paul-Mathieu), canonnier volontaire du bataillon du Val-de-Grâce, blessé le 10 août, 2647.
- (sieur), adjudant-général, 1615.
- d'anne, 320.
- MARTEL Louis, inventeur de nouvelles pièces d'artillerie, 1511.
- Marennés** (administrateurs du district de), 3082.
- MARÉCHAL Anne, 1814.
- MARGUERIE (Edouard-Marie), ex-colonel de la garde à cheval du Roi, 3893.
- MARGUERITE, chirurgien-major du bataillon des fédérés des 83 départements, 1782.
- MARIBON DE MONTAUT (Louis), député du Gers à l'Assemblée législative, témoin dans l'affaire Grangeneuve et Jouveau, 730.
- MARIE-ANTOINETTE, adresse à elle envoyée par les citoyennes de Saint-Chamas, 999.
- son assassinat projeté dans une fête au Champ de Mars, 1379.
- conduite à l'Assemblée le 10 août par M. de Joly, 2292.
- demande d'exécution d'arrests commués en sa présence, 3875.
- dilapidation des finances à elle reprochée, 3186.
- dîner par elle offert aux gardes du Roi, 2329.
- grenadiers des bataillons de Saint-Eustache et de Sainte-Opportune de service, le 20 juin, près de sa personne, 850, 875, 876.
- ses intelligences avec les émigrés de Worms et de Coblenz, 3186.
- mémoire écrit de sa main, 2602.
- ses papiers trouvés aux Tuileries après le 10 août, 2601, 2602.
- paroles par elle prononcées, le 10 août, à son départ des Tuileries, 2347.
- propos injurieux et indécents tenus contre elle, le 20 juin, 884.
- qualifications à elle appliquées : de l'Autrichienne, 3607 ; de Jézabel, 1984 ; de la nouvelle Médicis, 3442, 3479, 3447 ; de panthère, 3257.
- restitution de la boîte de bijoux trouvée dans son appartement, 2537.
- revue du 102<sup>e</sup> régiment passée par elle dans le jardin des Tuileries, 1074.
- service de cour fait près de sa personne par M. Roland de Montjournain, 865.
- supplique à elle adressée par le sieur Gossé, grenadier du bataillon de Sainte-Opportune, 840.
- tribut par elle payé à l'ambassadeur Mercy, 3186.
- vœu pour sa réclusion dans un cachot, 3690.
- MARIE-CÉCILE, princesse ottomane, 1780.
- MARIGNY, sergent du bataillon de Saint-Etienne-du-Mont, 584.
- Marine (fournisseur de la), 1791.
- MARINO (sieur), 2025.
- MARGUET, membre du comité de la fête de Châteauneuf, 219.
- MARLEY Etienne, fédéré de la ville de Beaune, 2929.
- Marmande** citoyens de, 3663.
- MARTELL pour le camp de Paris, 1882, 1952.
- Marne** 2<sup>e</sup> bataillon de la, 3757.
- conseil général du département de la, 3335.

- Marne** Le comte Alexis Turren, député du département de la, 3632.  
 — (troupes de couverture de la), 1557.
- MAROTTE** (Louis), adjudant de la 29<sup>e</sup> division de gendarmerie, 887.
- MARQUAIS**, chirurgien et ancien aide-major de l'hôpital de la Charité, 2776.
- MARQUET**, citoyen actif de la section du Roi-de-Sicile, 1125.
- MARQUIS** (Jean-Joseph), grand juge de la Haute-Cour nationale, 3033.  
 — (Louis-Jacques), juge du premier tribunal criminel, 47.
- Marseillais** blessé, le 30 juillet, aux champs-Lyons, fédéré, 2876.  
 — (plateau provenant des Tuileries enlevé à un voleur par un), 2557.
- Marseillais** (adresse envoyée par les), 743.  
 — (attive à Auxerre des), 1375.  
 — (blessure du commandant des), 2334.  
 — (blessure occasionnée par la roue d'une des pièces de canon des), 2653.  
 — (bruit du massacre de M. d'Affry et de ses aides-de-camp par les), 1505.  
 — (cérémonie civique aux Cordeliers pour honorer la mémoire des fédérés), 2962.  
 — (conflit entre les grenadiers du bataillon des Filles-Saint-Thomas et les), 1388-1391, 1393-1395, 1397, 2009, 2011, 3977.  
 — craintes causées par leur prochaine arrivée à Paris, 1342, 2326.  
 — (demande de cartouches à l'île aux), 2029.  
 — leur demande de canons et de départ sans engagement, 1553.  
 — (dénonciation des menées d'anciens républicains du Roi par les), 1387.  
 — départ pour les frontières des), 3934.  
 — (fête projetée en l'honneur de l'arrivée des), 1379.  
 — (fusillade dirigée contre les croisées des Tuileries par les), 2344.  
 — (menaces proférées contre les), 1377.  
 — (proclamation de guerre déclarée à l'Assemblée), 2076.  
 — (proclamation des volontaires), 2133.  
 — (proclamation du 3<sup>e</sup> jour, du 10 août), 1380, 1381, 1382, 1383, 1384, 1385, 1386, 1387, 1388, 1389, 1390, 1391, 1392, 1393, 1394, 1395, 1396, 1397, 1398, 1399, 1400, 1401, 1402, 1403, 1404, 1405, 1406, 1407, 1408, 1409, 1410, 1411, 1412, 1413, 1414, 1415, 1416, 1417, 1418, 1419, 1420, 1421, 1422, 1423, 1424, 1425, 1426, 1427, 1428, 1429, 1430, 1431, 1432, 1433, 1434, 1435, 1436, 1437, 1438, 1439, 1440, 1441, 1442, 1443, 1444, 1445, 1446, 1447, 1448, 1449, 1450, 1451, 1452, 1453, 1454, 1455, 1456, 1457, 1458, 1459, 1460, 1461, 1462, 1463, 1464, 1465, 1466, 1467, 1468, 1469, 1470, 1471, 1472, 1473, 1474, 1475, 1476, 1477, 1478, 1479, 1480, 1481, 1482, 1483, 1484, 1485, 1486, 1487, 1488, 1489, 1490, 1491, 1492, 1493, 1494, 1495, 1496, 1497, 1498, 1499, 1500, 1501, 1502, 1503, 1504, 1505, 1506, 1507, 1508, 1509, 1510, 1511, 1512, 1513, 1514, 1515, 1516, 1517, 1518, 1519, 1520, 1521, 1522, 1523, 1524, 1525, 1526, 1527, 1528, 1529, 1530, 1531, 1532, 1533, 1534, 1535, 1536, 1537, 1538, 1539, 1540, 1541, 1542, 1543, 1544, 1545, 1546, 1547, 1548, 1549, 1550, 1551, 1552, 1553, 1554, 1555, 1556, 1557, 1558, 1559, 1560, 1561, 1562, 1563, 1564, 1565, 1566, 1567, 1568, 1569, 1570, 1571, 1572, 1573, 1574, 1575, 1576, 1577, 1578, 1579, 1580, 1581, 1582, 1583, 1584, 1585, 1586, 1587, 1588, 1589, 1590, 1591, 1592, 1593, 1594, 1595, 1596, 1597, 1598, 1599, 1600, 1601, 1602, 1603, 1604, 1605, 1606, 1607, 1608, 1609, 1610, 1611, 1612, 1613, 1614, 1615, 1616, 1617, 1618, 1619, 1620, 1621, 1622, 1623, 1624, 1625, 1626, 1627, 1628, 1629, 1630, 1631, 1632, 1633, 1634, 1635, 1636, 1637, 1638, 1639, 1640, 1641, 1642, 1643, 1644, 1645, 1646, 1647, 1648, 1649, 1650, 1651, 1652, 1653, 1654, 1655, 1656, 1657, 1658, 1659, 1660, 1661, 1662, 1663, 1664, 1665, 1666, 1667, 1668, 1669, 1670, 1671, 1672, 1673, 1674, 1675, 1676, 1677, 1678, 1679, 1680, 1681, 1682, 1683, 1684, 1685, 1686, 1687, 1688, 1689, 1690, 1691, 1692, 1693, 1694, 1695, 1696, 1697, 1698, 1699, 1700, 1701, 1702, 1703, 1704, 1705, 1706, 1707, 1708, 1709, 1710, 1711, 1712, 1713, 1714, 1715, 1716, 1717, 1718, 1719, 1720, 1721, 1722, 1723, 1724, 1725, 1726, 1727, 1728, 1729, 1730, 1731, 1732, 1733, 1734, 1735, 1736, 1737, 1738, 1739, 1740, 1741, 1742, 1743, 1744, 1745, 1746, 1747, 1748, 1749, 1750, 1751, 1752, 1753, 1754, 1755, 1756, 1757, 1758, 1759, 1760, 1761, 1762, 1763, 1764, 1765, 1766, 1767, 1768, 1769, 1770, 1771, 1772, 1773, 1774, 1775, 1776, 1777, 1778, 1779, 1780, 1781, 1782, 1783, 1784, 1785, 1786, 1787, 1788, 1789, 1790, 1791, 1792, 1793, 1794, 1795, 1796, 1797, 1798, 1799, 1800, 1801, 1802, 1803, 1804, 1805, 1806, 1807, 1808, 1809, 1810, 1811, 1812, 1813, 1814, 1815, 1816, 1817, 1818, 1819, 1820, 1821, 1822, 1823, 1824, 1825, 1826, 1827, 1828, 1829, 1830, 1831, 1832, 1833, 1834, 1835, 1836, 1837, 1838, 1839, 1840, 1841, 1842, 1843, 1844, 1845, 1846, 1847, 1848, 1849, 1850, 1851, 1852, 1853, 1854, 1855, 1856, 1857, 1858, 1859, 1860, 1861, 1862, 1863, 1864, 1865, 1866, 1867, 1868, 1869, 1870, 1871, 1872, 1873, 1874, 1875, 1876, 1877, 1878, 1879, 1880, 1881, 1882, 1883, 1884, 1885, 1886, 1887, 1888, 1889, 1890, 1891, 1892, 1893, 1894, 1895, 1896, 1897, 1898, 1899, 1900, 1901, 1902, 1903, 1904, 1905, 1906, 1907, 1908, 1909, 1910, 1911, 1912, 1913, 1914, 1915, 1916, 1917, 1918, 1919, 1920, 1921, 1922, 1923, 1924, 1925, 1926, 1927, 1928, 1929, 1930, 1931, 1932, 1933, 1934, 1935, 1936, 1937, 1938, 1939, 1940, 1941, 1942, 1943, 1944, 1945, 1946, 1947, 1948, 1949, 1950, 1951, 1952, 1953, 1954, 1955, 1956, 1957, 1958, 1959, 1960, 1961, 1962, 1963, 1964, 1965, 1966, 1967, 1968, 1969, 1970, 1971, 1972, 1973, 1974, 1975, 1976, 1977, 1978, 1979, 1980, 1981, 1982, 1983, 1984, 1985, 1986, 1987, 1988, 1989, 1990, 1991, 1992, 1993, 1994, 1995, 1996, 1997, 1998, 1999, 2000, 2001, 2002, 2003, 2004, 2005, 2006, 2007, 2008, 2009, 2010, 2011, 2012, 2013, 2014, 2015, 2016, 2017, 2018, 2019, 2020, 2021, 2022, 2023, 2024, 2025, 2026, 2027, 2028, 2029, 2030, 2031, 2032, 2033, 2034, 2035, 2036, 2037, 2038, 2039, 2040, 2041, 2042, 2043, 2044, 2045, 2046, 2047, 2048, 2049, 2050, 2051, 2052, 2053, 2054, 2055, 2056, 2057, 2058, 2059, 2060, 2061, 2062, 2063, 2064, 2065, 2066, 2067, 2068, 2069, 2070, 2071, 2072, 2073, 2074, 2075, 2076, 2077, 2078, 2079, 2080, 2081, 2082, 2083, 2084, 2085, 2086, 2087, 2088, 2089, 2090, 2091, 2092, 2093, 2094, 2095, 2096, 2097, 2098, 2099, 2100, 2101, 2102, 2103, 2104, 2105, 2106, 2107, 2108, 2109, 2110, 2111, 2112, 2113, 2114, 2115, 2116, 2117, 2118, 2119, 2120, 2121, 2122, 2123, 2124, 2125, 2126, 2127, 2128, 2129, 2130, 2131, 2132, 2133, 2134, 2135, 2136, 2137, 2138, 2139, 2140, 2141, 2142, 2143, 2144, 2145, 2146, 2147, 2148, 2149, 2150, 2151, 2152, 2153, 2154, 2155, 2156, 2157, 2158, 2159, 2160, 2161, 2162, 2163, 2164, 2165, 2166, 2167, 2168, 2169, 2170, 2171, 2172, 2173, 2174, 2175, 2176, 2177, 2178, 2179, 2180, 2181, 2182, 2183, 2184, 2185, 2186, 2187, 2188, 2189, 2190, 2191, 2192, 2193, 2194, 2195, 2196, 2197, 2198, 2199, 2200, 2201, 2202, 2203, 2204, 2205, 2206, 2207, 2208, 2209, 2210, 2211, 2212, 2213, 2214, 2215, 2216, 2217, 2218, 2219, 2220, 2221, 2222, 2223, 2224, 2225, 2226, 2227, 2228, 2229, 2230, 2231, 2232, 2233, 2234, 2235, 2236, 2237, 2238, 2239, 2240, 2241, 2242, 2243, 2244, 2245, 2246, 2247, 2248, 2249, 2250, 2251, 2252, 2253, 2254, 2255, 2256, 2257, 2258, 2259, 2260, 2261, 2262, 2263, 2264, 2265, 2266, 2267, 2268, 2269, 2270, 2271, 2272, 2273, 2274, 2275, 2276, 2277, 2278, 2279, 2280, 2281, 2282, 2283, 2284, 2285, 2286, 2287, 2288, 2289, 2290, 2291, 2292, 2293, 2294, 2295, 2296, 2297, 2298, 2299, 2300, 2301, 2302, 2303, 2304, 2305, 2306, 2307, 2308, 2309, 2310, 2311, 2312, 2313, 2314, 2315, 2316, 2317, 2318, 2319, 2320, 2321, 2322, 2323, 2324, 2325, 2326, 2327, 2328, 2329, 2330, 2331, 2332, 2333, 2334, 2335, 2336, 2337, 2338, 2339, 2340, 2341, 2342, 2343, 2344, 2345, 2346, 2347, 2348, 2349, 2350, 2351, 2352, 2353, 2354, 2355, 2356, 2357, 2358, 2359, 2360, 2361, 2362, 2363, 2364, 2365, 2366, 2367, 2368, 2369, 2370, 2371, 2372, 2373, 2374, 2375, 2376, 2377, 2378, 2379, 2380, 2381, 2382, 2383, 2384, 2385, 2386, 2387, 2388, 2389, 2390, 2391, 2392, 2393, 2394, 2395, 2396, 2397, 2398, 2399, 2400, 2401, 2402, 2403, 2404, 2405, 2406, 2407, 2408, 2409, 2410, 2411, 2412, 2413, 2414, 2415, 2416, 2417, 2418, 2419, 2420, 2421, 2422, 2423, 2424, 2425, 2426, 2427, 2428, 2429, 2430, 2431, 2432, 2433, 2434, 2435, 2436, 2437, 2438, 2439, 2440, 2441, 2442, 2443, 2444, 2445, 2446, 2447, 2448, 2449, 2450, 2451, 2452, 2453, 2454, 2455, 2456, 2457, 2458, 2459, 2460, 2461, 2462, 2463, 2464, 2465, 2466, 2467, 2468, 2469, 2470, 2471, 2472, 2473, 2474, 2475, 2476, 2477, 2478, 2479, 2480, 2481, 2482, 2483, 2484, 2485, 2486, 2487, 2488, 2489, 2490, 2491, 2492, 2493, 2494, 2495, 2496, 2497, 2498, 2499, 2500, 2501, 2502, 2503, 2504, 2505, 2506, 2507, 2508, 2509, 2510, 2511, 2512, 2513, 2514, 2515, 2516, 2517, 2518, 2519, 2520, 2521, 2522, 2523, 2524, 2525, 2526, 2527, 2528, 2529, 2530, 2531, 2532, 2533, 2534, 2535, 2536, 2537, 2538, 2539, 2540, 2541, 2542, 2543, 2544, 2545, 2546, 2547, 2548, 2549, 2550, 2551, 2552, 2553, 2554, 2555, 2556, 2557, 2558, 2559, 2560, 2561, 2562, 2563, 2564, 2565, 2566, 2567, 2568, 2569, 2570, 2571, 2572, 2573, 2574, 2575, 2576, 2577, 2578, 2579, 2580, 2581, 2582, 2583, 2584, 2585, 2586, 2587, 2588, 2589, 2590, 2591, 2592, 2593, 2594, 2595, 2596, 2597, 2598, 2599, 2600, 2601, 2602, 2603, 2604, 2605, 2606, 2607, 2608, 2609, 2610, 2611, 2612, 2613, 2614, 2615, 2616, 2617, 2618, 2619, 2620, 2621, 2622, 2623, 2624, 2625, 2626, 2627, 2628, 2629, 2630, 2631, 2632, 2633, 2634, 2635, 2636, 2637, 2638, 2639, 2640, 2641, 2642, 2643, 2644, 2645, 2646, 2647, 2648, 2649, 2650, 2651, 2652, 2653, 2654, 2655, 2656, 2657, 2658, 2659, 2660, 2661, 2662, 2663, 2664, 2665, 2666, 2667, 2668, 2669, 2670, 2671, 2672, 2673, 2674, 2675, 2676, 2677, 2678, 2679, 2680, 2681, 2682, 2683, 2684, 2685, 2686, 2687, 2688, 2689, 2690, 2691, 2692, 2693, 2694, 2695, 2696, 2697, 2698, 2699, 2700, 2701, 2702, 2703, 2704, 2705, 2706, 2707, 2708, 2709, 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715, 2716, 2717, 2718, 2719, 2720, 2721, 2722, 2723, 2724, 2725, 2726, 2727, 2728, 2729, 2730, 2731, 2732, 2733, 2734, 2735, 2736, 2737, 2738, 2739, 2740, 2741, 2742, 2743, 2744, 2745, 2746, 2747, 2748, 2749, 2750, 2751, 2752, 2753, 2754, 2755, 2756, 2757, 2758, 2759, 2760, 2761, 2762, 2763, 2764, 2765, 2766, 2767, 2768, 2769, 2770, 2771, 2772, 2773, 2774, 2775, 2776, 2777, 2778, 2779, 2780, 2781, 2782, 2783, 2784, 2785, 2786, 2787, 2788, 2789, 2790, 2791, 2792, 2793, 2794, 2795, 2796, 2797, 2798, 2799, 2800, 2801, 2802, 2803, 2804, 2805, 2806, 2807, 2808, 2809, 2810, 2811, 2812, 2813, 2814, 2815, 2816, 2817, 2818, 2819, 2820, 2821, 2822, 2823, 2824, 2825, 2826, 2827, 2828, 2829, 2830, 2831, 2832, 2833, 2834, 2835, 2836, 2837, 2838, 2839, 2840, 2841, 2842, 2843, 2844, 2845, 2846, 2847, 2848, 2849, 2850, 2851, 2852, 2853, 2854, 2855, 2856, 2857, 2858, 2859, 2860, 2861, 2862, 2863, 2864, 2865, 2866, 2867, 2868, 2869, 2870, 2871, 2872, 2873, 2874, 2875, 2876, 2877, 2878, 2879, 2880, 2881, 2882, 2883, 2884, 2885, 2886, 2887, 2888, 2889, 2890, 2891, 2892, 2893, 2894, 2895, 2896, 2897, 2898, 2899, 2900, 2901, 2902, 2903, 2904, 2905, 2906, 2907, 2908, 2909, 2910, 2911, 2912, 2913, 2914, 2915, 2916, 2917, 2918, 2919, 2920, 2921, 2922, 2923, 2924, 2925, 2926, 2927, 2928, 2929, 2930, 2931, 2932, 2933, 2934, 2935, 2936, 2937, 2938, 2939, 2940, 2941, 2942, 2943, 2944, 2945, 2946, 2947, 2948, 2949, 2950, 2951, 2952, 2953, 2954, 2955, 2956, 2957, 2958, 2959, 2960, 2961, 2962, 2963, 2964, 2965, 2966, 2967, 2968, 2969, 2970, 2971, 2972, 2973, 2974, 2975, 2976, 2977, 2978, 2979, 2980, 2981, 2982, 2983, 2984, 2985, 2986, 2987, 2988, 2989, 2990, 2991, 2992, 2993, 2994, 2995, 2996, 2997, 2998, 2999, 3000, 3001, 3002, 3003, 3004, 3005, 3006, 3007, 3008, 3009, 3010, 3011, 3012, 3013, 3014, 3015, 3016, 3017, 3018, 3019, 3020, 3021, 3022, 3023, 3024, 3025, 3026, 3027, 3028, 3029, 3030, 3031, 3032, 3033, 3034, 3035, 3036, 3037, 3038, 3039, 3040, 3041, 3042, 3043, 3044, 3045, 3046, 3047, 3048, 3049, 3050, 3051, 3052, 3053, 3054, 3055, 3056, 3057, 3058, 3059, 3060, 3061, 3062, 3063, 3064, 3065, 3066, 3067, 3068, 3069, 3070, 3071, 3072, 3073, 3074, 3075, 3076, 3077, 3078, 3079, 3080, 3081, 3082, 3083, 3084, 3085, 3086, 3087, 3088, 3089, 3090, 3091, 3092, 3093, 3094, 3095, 3096, 3097, 3098, 3099, 3100, 3101, 3102, 3103, 3104, 3105, 3106, 3107, 3108, 3109, 3110, 3111, 3112, 3113, 3114, 3115, 3116, 3117, 3118, 3119, 3120, 3121, 3122, 3123, 3124, 3125, 3126, 3127, 3128, 3129, 3130, 3131, 3132, 3133, 3134, 3135, 3136, 3137, 3138, 3139, 3140, 3141, 3142, 3143, 3144, 3145, 3146, 3147, 3148, 3149, 3150, 3151, 3152, 3153, 3154, 3155, 3156, 3157, 3158, 3159, 3160, 3161, 3162, 3163, 3164, 3165, 3166, 3167, 3168, 3169, 3170, 3171, 3172, 3173, 3174, 3175, 3176, 3177, 3178, 3179, 3180, 3181, 3182, 3183, 3184, 3185, 3186, 3187, 3188, 3189, 3190, 3191, 3192, 3193, 3194, 3195, 3196, 3197, 3198, 3199, 3200, 3201, 3202, 3203, 3204, 3205, 3206, 3207, 3208, 3209, 3210, 3211, 3212, 3213, 3214, 3215, 3216, 3217, 3218, 3219, 3220, 3221, 3222, 3223, 3224, 3225, 3226, 3227, 3228, 3229, 3230, 3231, 3232, 3233, 3234, 3235, 3236, 3237, 3238, 3239, 3240, 3241, 3242, 3243, 3244, 3245, 3246, 3247, 3248, 3249, 3250, 3251, 3252, 3253, 3254, 3255, 3256, 3257, 3258, 3259, 3260, 3261, 3262, 3263, 3264, 3265, 3266, 3267, 3268, 3269, 3270, 3271, 3272, 3273, 3274, 3275, 3276, 3277, 3278, 3279, 3280, 3281, 3282, 3283, 3284, 3285, 3286, 3287, 3288, 3289, 3290, 3291, 3292, 3293, 3294, 3295, 3296, 3297, 3298, 32

- Maubeuge** (camp de), 2270, 3342; (camp de Pont-sur-Sambre, près), 4304.  
 — société des Amis de la Liberté et de l'Égalité de, 3024.
- Mauchamp** (officiers municipaux et commune de), 543, 533.
- MUGES, Pierre-Gabriel, administrateur au Département de Police, 47.
- Maulde** (camp de), 4624; (levée du camp de), 1660; (boulet lancé par les Prussiens dans le camp de), 4675.
- MAULDE M. de, candidat proposé pour le ministère de la guerre, 679.
- MAULGÉ (Joseph-Louis), architecte, ex-capitaine d'une des compagnies du centre du bataillon des Filles-Saint-Thomas, 2382.
- MAULVAULT, sieur, 1806.
- MAUNIER (Pierre), capitaine de la 6<sup>e</sup> compagnie des volontaires Marseillais, 2355.
- Mauriac** (citoyens libres de), 3333.
- MAUZE, lisez MAÛRE (Nicolas), député de l'Yonne à la Convention nationale, 2844.
- MAYARDOZ, Voy. MAILLEARDOT.
- Mayenne** (administrateurs du département de la), 3442.
- MAYER (sieur), cordonnier sous les grands piliers des Halles, 2325.
- Mazé** (assemblée primaire du canton de), 3504.
- MAZURIER, ancien garde du Roi, 542.
- Meaux** (administrateurs du district de), 3443.  
 — (cantonnement de troupes à), 1894.  
 — (camp de), 1542, 1668, 1733, 1894, 2728.  
 — (carte du territoire compris entre Toul et), 1819.  
 — (citoyens de), 3235.  
 — (craintes de l'arrivée de 20,000 hommes du côté de), 1032.  
 — (organisation du service de santé des armées à), 1713.
- MEUX M<sup>me</sup> de, 490.
- Mûches demandées pour le bataillon des Mathurins, 2479.
- Médaille commémorative du 10 août, 2290.  
 — de la Liberté, privilège pour la fabrication d'une, 1269.  
 — du mérite militaire (projet de), 1736.  
 — d'or décernée par la Commune à un caporal des gardes françaises, 8.
- Médaille emportée des Tuileries, 2548.
- Médailles commémoratives (port de), 1269.  
 — de fer provenant des chaînes de la Bastille, 1337; provenant des chaînes des galériens de Châteaueux, 234.
- MÉDICIS (MARIE-ANTOINETTE, qualifiée de nouvelle), 3442, 3479, 3447.
- MEGUENAU (Joseph), devenu aveugle d'un coup de plat de sabre reçu le 10 août, 2789.
- MÉHASSE, volontaire du bataillon des Cordeliers, 634.
- MENÉE (Jean-Claude-Hippolyte), officier municipal, 2242; secrétaire-greffier-adjoint de la Municipalité, 2769.  
 — fils (Jean), médecin et chirurgien de la section du Panthéon français, 2708; citoyen actif de la section de Sainte-Geneviève, 1125.
- MEINARD (sieur), marchand d'habits, canonier du bataillon de Saint-Etienne-du-Mont, 2355.
- MELAN (Michel-Louis), ancien architecte expert du Roi, tué le 10 août, 2676.
- MELCION, cocher à Paris, 1831.
- MELET (Jean-Pierre du), lieutenant-colonel du 14<sup>e</sup> régiment de cavalerie, 3806.
- MELFORT (Louis), commandant la 15<sup>e</sup> division militaire, 2341.
- Melle** (administrateurs du district de), 3224.  
 — (citoyens actifs de), 970.  
 — (tribunal du district de), 3587.
- MELLET femme, 512.
- Melun** (citoyens de), 3016.
- Menaces des gardes du Roi contre leurs camarades patriotes, 512.  
 — des grenadiers du bataillon des Filles-Saint-Thomas contre les Marseillais, 1389.
- MÉNAGER fils, fournisseur de bannes, 238.
- Mendicité (blessé du 10 août réduit à la), 2784.
- MENIER (Philippe-Thomas), acteur des Italiens, 1754.
- MENIL Nicolas, maître limonadier, 733.
- MENJAUD (Jean), juge de paix de la section des Tuileries, 161, 462, 823, 824, 843, 844, 848, 852, 853, 1395.
- Mennecy** (officiers municipaux et conseil de la commune de), 3150.
- MENNETEAU Jean, lieutenant de canonniers du bataillon de Saint-Joseph, tué le 10 août, 2484, 2662, 2743.



- Metz** commissaires de l'armée du Centre  
 3128  
 — conseil général de la commune de ,  
 3147, 3802.  
 — conseil général des représentants de  
 la ville de , 3303.  
 — (lettre du maire de , 3148.  
 — (protestation des habitants de , 3157)  
**Meudon** (chef-lieu de , 3199  
 — conseil général de la commune de ,  
 3199.  
 — (danger couru par les gardes suisses  
 à , 3199.  
 — (dépôts d'armes à , 1144.  
 — députation de , 2951.  
 — (équipements et habillements des gar-  
 des du Roi à , 309, 2261.  
 — (garde du Roi casernée à , 512.  
 — (gardes nationaux de Paris et de Ver-  
 sailles envoyés à , 2261.  
 — (officiers municipaux de , 2261, 3199.  
 — (passage de voitures (bonnes d'écou-  
 lées à , 1144.  
 — (présence d'ex-gardes du corps, armés  
 de bâtons à , 1364.  
 — (volontaires de , 1826.  
**METTER**, enseigne au bataillon suisse de  
 Courbevoie, 2143.  
**MIGNON** (Joseph), capitaine de la section  
 des Arcis, blessé le 10 août, 2812.  
**MIGNON** (Jean-Baptiste), lieutenant de la section  
 Saint-Honoré, 2360.  
**Meuniers** réquisition des , 1947.  
**Meunier** (Jean-Baptiste), capitaine de la  
 8<sup>e</sup> compagnie des volontaires marseil-  
 lais, 2355.  
**Meurthe** conseil du département de la ,  
 288, 349.  
**Meurthe & Moselle** conseil de la , 399.  
**Meuse** commissaires fédérés du départe-  
 ment de la , 1416  
 — (directoire du département de la , 934.  
**Mézar**, homme de loi, 914.  
**Mézières** conseil de guerre établi à ,  
 3725.  
 — (proclamation de l'armée du Centre  
 à , 1144)  
**MIGNON** (Joseph), conseil à l'armée de  
 Saint-Étienne.  
**MIGNON** (Gaspard), préfet de la Moselle  
 3100

- MICHAUD, Antoine, volontaire du 1<sup>er</sup> bataillon des Marseillais, blessé le 10 août, 2818.
- capitaine des grenadiers du bataillon de Saint-Eustache, 806.
- MICHAUD, Charles-Joseph, commandant du bataillon des fédérés des 8 départements, 2099.
- MICHAN, maître de pension à Belleville, 379.
- MIGNON, Jean-Baptiste, officier municipal, 2262; commissaire-trésorier de la Commune, 2592, 2599, 2600.
- MIGNON, Claude-Michel-Louis, orfèvre, 1787.
- Milhau** (tribunal du district de), 3672.
- MILLET, chirurgien-major du bataillon de l'Observatoire, 2660.
- MILLET, François, conducteur des braves de France, 1380.
- (François), infirmier dans les ambulances de l'armée du Nord, blessé le 10 août, 2832, 2868.
- MILLIAIRE, Lisez MILLIER, commissaire de la Commune, 2241.
- MILLIOT (sieur), inventeur d'un procédé pour perfectionner le tir du canon, 1307.
- MIXARD (Louis), blessé du 10 août, 2764.
- MIXARD ou MAIXARD, officier de paix, 797, 1396.
- MINIER, Alexandre, négociant, commissaire de la section de Henri IV, 937; président de la section du Pont-Neuf, 1637.
- MIMMES de la Place Royale, salles de pension pour une députation de l'Assemblée, aux, 1299; Société fraternelle séante aux, 178.
- MILLER, Jacques-Joseph, président du Tribunal du 1<sup>er</sup> arrondissement, 306.
- Ministère (négociations pour la formation d'un), 119, 160, 1272-1281, 3973.
- (ordonnance de), 671, 739.
- ignare et pervers, destitution acclamée d'un, 3698, 3704.
- (nomme le 10 août par l'Assemblée), 2161, 3971, 3973, 4113, 4203, 4212, 4213, 4234, 4246, 4246, 4307, 4341, 4768.
- MIRABEAU, Jean-Pierre, 1419-1261, 3973.
- Ministre des Affaires étrangères (déclaration de passe-ports d'émigrés par le, 3907.
- de l'intérieur, recherche du, 2191.
- Ministres nommés par vote d'élection, 2136.
- patriotes, protestations contre le renvoi des, 3691, 3974-3976.
- renvoyés lors du 10 août, 3163.
- MIRABEAU (bas-relief et buste de), 14, 15.
- MIRAMOND, secrétaire général du théâtre Feytaud, 1809.
- Mirande** (conseil général du district de), 3431.
- Mirepoix** (assemblée administrative du district de), 3042.
- MISERERE, tambour des gardes suisses, 2171.
- Mission confiée à des officiers municipaux, le 20 juin, 870.
- pour l'organisation du service de santé des armées, 1713.
- Mitraille (fourniture de boîtes de), 2239.
- MOQUEBIS, négociant, 640.
- Modèle de bombe ou de grenade (présentation d'un), 1635.
- de caisson (nouveau), 1670.
- de la colonne de la Liberté envoyé aux artistes des départements, 1266.
- de médaille du mérite militaire, 1736.
- d'un nouvel affût de canon, 1719.
- de nouveau fusil, 1511.
- Modérés dans les administrations et tribunaux, proscription des, 3411.
- MOISSON, François, commandant des fédérés de Marseille, 1389, 1391, 2026, 2351.
- fils, ferblantier, 359.
- MOITEUX, Pierre, gendarme de la 2<sup>ne</sup> division, 886.
- MOLINIER, Antoine, député de l'Aveyron à l'Assemblée législative, 1707, 2161.
- MOLLARD (Joseph-Marie), officier municipal, 1097.
- MOMME, Antoine-François, président de la section du Théâtre-Français, 188, 362, 3971, 3979.
- Monceaux** (gardes suisses réfugiés au village de), 2403, 2414.
- officiers municipaux du hameau de, 2486.
- Monclaux** (tribunal du district de), 3400.
- Mondoubleau** (district de), 3400.
- tribunal du district de, 923.
- Monflanquin** (conseil du district de), 3643.
- volontaires de la région de, 3643.
- MONGE, Gaspard, ministre de la marine, 1948, 2198.

- MONGEOT**, instituteur, 734.  
**MONT**, (seigneur, épiscopat, 1612).  
**MONTMIRAIL** de Paris (ajusteurs de la, 1748).  
 — (compagnons serruriers de la, 341, 1670).  
 — (envoi d'argenterie de Soissons à la, 3401).  
 — (lingot des matières d'or et d'argent fondues dans l'incendie des Tuileries estimé à la, 2486).  
 — (légende frappée au nom des seigneurs Lefèvre et Lesage, 369).  
**MONTMIRAIL**, (seigneur, Simon-Edme, député de la Haute-Marne à la Convention nationale, 2851).  
**MONTMIRAIL**, habitant du faubourg Saint-Marceau, 148.  
**Mont-de-Piété** (don patriotique des employés du, 292).  
**MONTABON**, graveur, 2560.  
**MONTAGNAC** (sieur), volontaire du 13<sup>e</sup> bataillon du camp de Soissons, 1341.  
**Montargis** (conseil permanent du district de), 3208.  
**Montastruc** (société des Amis de la Constitution de), 3281.  
**Montauban** (municipalité, district et citoyens de), 3223.  
 — (tribunal du district de, 3493).  
**Montbard** (citoyens du canton de, 2780).  
**Monbrison** (conseil général de la commune de), 3530.  
 — (conseil général du district de), 3321, 3488.  
 — (officiers municipaux de), 3324.  
**Montdidier** (municipalité de), 3088.  
**Montélimar** (citoyens de, 3167).  
 — conseil du district de, 3334.  
**Montereau**, (barbier écrivain, officier municipal de), 1799.  
 — (liste des volontaires à, 1698).  
**Montereau**, Anne-Pierre, marquis de, (seigneur de Montmireuil, Lormes, du Mâle, 241, 1001, 1300).  
**Montfort** (conseil du district de), 3012.  
**Montfort-l'Amaury** (assemblée primaire de, 3003).  
**Montignac** (conseil général de la commune de), 3405.  
**Montivilliers** (conseil général de la commune de), 318.  
 — (conseil général du district de), 3155, 3340.  
 — (garde nationale de), 3187.  
**MONTJOURDAIN** (Nicolas-Roland PAGEOT de, commandant du bataillon de Saint-Lazare, 536, 672, 865-867, 871).  
**Montlieu** (tribunal du district de), 3638.  
**Montlouis** (officiers municipaux de, 3340).  
**Montluel** (directoire du district de), 3358.  
**Montmartre** (arrestation de particuliers par des patrouilles de, 2185).  
 — (attaque par un Suisse de gardes nationaux de), 2233.  
 — construction d'une redoute en avant de), 1925.  
 — départ des volontaires de, 1592.  
 — épreuve d'un nouveau canon sur la butte, 1430.  
 — (examen suspect des hauteurs de, 1357).  
 — (garde nationale de), 2233, 2404.  
 — (gardes suisses, réfugiés à, 2184, 2233).  
 — (occupation de la butte, 1915).  
 — (officiers municipaux et municipalité de), 2183, 2185, 2233, 2401, 2402, 2404, 2409.  
 — (surveillance des hauteurs de), 1592.  
 — travaux de fortification à, 1934, 1951.  
 — (troupes cantonnées à), 1902.  
**Montmirail** (assemblée primaire du canton de), 3640.  
**Montmorency** (voyage proposé de deux députés à), 2161.  
**Montmorillon** (assemblée primaire de, 3499).  
**MONTMORILLON**, (SIEUR HENRI, Armand Marie, comte de, ministre des Affaires étrangères, 420, 444, 747, 2484, 2800, 2804).  
**MONTMORILLON**, Louis-Victor Hippolyte (baron, maître d'exercice de la garde nationale de Montmorillon, 2127, 2406, 3011, ex-cidant au régiment de Languedoc, 420, 845, 3110).  
**Montmorillon** (citoyens de, 3002).  
**Montpellier** (conseil général de la commune de, 3640).  
 — présence à Paris d'aristocrates de, 542.  
**Montreuil** près Paris (citoyens de, 1005).  
**Montreuil-sur-Mer** (conseil général de la commune de, 3085).  
 — (liste des citoyens de, 3085).

- Montrevault** (assemblée primaire du canton de), 3509.
- Montrouge** (don patriotique de la commune de), 1813.
- Massé, maire de, 1417.
- (prime aux trois premiers volontaires de la commune de), 1417.
- MONTAUBÉ**, hiez MAÏSSABRE Jean DE, aide-de-camp du duc de Cossé-Brissac, 3879.
- Mont-Saint-Vincent** (citoyens libres et égaux du), 3495.
- Monument à la Liberté** sur le terrain de la Bastille, 1262, 1279, 1308.
- commémoratif à Etampes (érection de), 345, 326, 328, 329.
- commémoratif de la promulgation de la Constitution, 30.
- commémoratif du 10 août dans le jardin des Tuileries, 2654, 2968.
- Monuments de bronze et de cuivre** (fonte des), 1874.
- en l'honneur de la Liberté (remplacement des statues par des), 2209.
- pour consacrer le souvenir de la journée du 10 août, 2291.
- MORANCE** (sieur), citoyen de la section du Faubourg-Saint-Denis, 861.
- MORAND** (Joseph-Bené-Pierre-François, député des Côtes-du-Nord à l'Assemblée législative, 3311.
- MORAT** (Pierre), commandant des pompiers de Paris, 2753.
- Morbihan** (assemblée électorale du département du), 3678.
- (conseil général du département du), 2996, 3077, 3439.
- (Jean-Marie-Antoine ELIE, député du département du), 1774.
- MOREAU**, citoyen de la section Beaubourg, tué le 10 août, 2674.
- MOREAU**, secrétaire de la section de la Croix-Rouge, 2672.
- MOREAU** (sieur), 3968.
- MORETON-CHABRILLAN** (Jacques-Henri-Sébastien-César, comte de), général à l'armée du Nord, 3800.
- MORIN** (sieur), citoyen de la section de Saint-Joseph, 1965.
- libraire, 3822, 3938, 3963.
- marchand de vins en gros, officier de la garde nationale, 597.
- Morlaix** (administrateurs du district de), 3218.
- (conseil général de la commune de), 3596.
- (participation au 10 août des volontaires de), 3596.
- MORLET**, ancien garde du Roi, garde national, 342.
- Mortagne** (directoire du district de), 3476.
- Mortain** (commune de), 3270.
- (conseil général du district de), 3386.
- Mortiers à bombes** (projets de), 1636.
- envoyés de l'arsenal de Rochefort à Paris, 1893.
- Morts** dans la journée du 10 août, 2613-2624, 2628, 2633, 2634, 2650, 2657, 2662, 2663, 2666, 2669-2671, 2674-2678, 2680, 2742, 2743, 2789, 2807, 2812, 2858, 2864, 2866, 2891, 2896-2898.
- du 10 août (inscription sur une colonne de marbre noir au Panthéon des noms des), 2870.
- du 10 août (recensement des), 2631, 2659, 2716, 2722, 2766, 2783, 2810.
- Morts des suites de blessures** reçues le 10 août, 2629, 2630, 2646, 2658, 2662, 2664, 2665, 2668, 2672, 2678, 2688, 2696, 2700, 2730, 2738, 2739, 2741, 2744, 2746, 2775, 2789, 2791, 2808, 2809, 2812, 2816, 2834, 2858, 2871, 2874, 2884, 2885, 2887, 2889, 2893, 2896, 2897.
- MOSNERON DE LAUNAY** Jean-Baptiste, député de la Loire Inférieure à l'Assemblée législative, 117.
- MOTET** (sieur), ancien premier commis de la marine, 2303.
- Motion** faite par Vergniaud, 1249.
- Motions** dans le faubourg Saint-Antoine, 1083, 1084, 1096.
- incendiaires (dénonciation de), 726, 1009, 1146, 1148, 1155; (accueil fait par l'Assemblée aux), 1431.
- Mouans** cantonnement des volontaires de la Haute-Garonne à), 3381.
- MOUCHET** (François-Nicolas), officier municipal, 818, 870, 905, 1144, 2002.
- Mouchoirs** marqués d'un M couronné (vol aux Tuileries de), 2542.
- MOUGIN**, capitaine à l'Hôtel des Invalides, 467.
- Mouins** (cantonnement des volontaires de la Haute-Garonne à), 3381.

- Morin** Jean-François, volontaire au bataillon du Val-de-Grâce, blessé le 10 août, 2093.
- Moulins** (conseil du district de ), 197.
- Moulin** Engilbert, conseil du district de ), 663.
- Moulin** Pierre, député de la Seine-Inférieure à l'Assemblée législative, 1793, 3578.
- Moulin** Alexandre, employé aux Messageries, 1422, 1759, 1837, 2047, 3002.
- commandant du bataillon de Saint-Saverny, 2478.
- Moussier** Jacques-Antoine, ministre de l'Intérieur, 677, 681, 684, 685, 689, 695, 704, 705, 715, 1219.
- Mousqueton** des dragons utilisé pour l'armement de l'infanterie, 1543.
- Mousquetons** envoyés de l'arsenal de Rochefort à Paris, 1893.
- Mousseline** jetée par les fenêtres des Tuileries quand on s'effrite pour vol de ), 2483.
- Moustiers** (canton de ), 1629.
- Motross**, marchand de drap, 107.
- Mouton** national (destruction des objets déposés sous la colonne de la Liberté, par ), 133.
- Mouton** (Jeanne), citoyenne de la section des Invalides, 2954.
- Mouvement** insurrectionnel tenté à l'armée de Lafayette, 1127.
- Mouzon** (camp de ), 2217, 3501.
- (dragons du 13<sup>e</sup> régiment du camp de ), 3764.
- Mouton** Mme., fabricante de brosseaux, rue Saint-Denis, 342.
- Miller** (Paul-Alexis), président de la section de la Fontaine-de-Grenelle, 2670.
- Millevoye**, garde national, 2113.
- Millevoye** Armand, Charles, commandant du bataillon des Blancs-Manteaux, 2367.
- Municipalité** de Paris, 7, 12, 25, 31, 75, 76, 117, 129, 132, 136, 137, 140, 143, 145, 146, 152, 201, 209, 212, 216, 218, 220, 211, 143, 181, 202, 306, 314, 337, 349, 617, 723, 745, 746, 748, 755, 799, 801, 910, 993, 1032, 1033, 1062, 1097, 1128, 1131, 1118, 1130, 1132, 1207, 1208, 1170, 1190, 1188, 1191, 1191, 1199, 1116, 1187, 1192, 1193, 1194, 1197, 1188, 1111, 1199, 1111, 1199, 1194, 1198, 1199, 1198.
- 1870, 1871, 1887, 1925, 1929, 2041, 2054, 2074, 2085, 2088, 2111, 2114, 2117, 2123, 2186, 2188, 2192, 2193, 2221, 2236, 2242, 2243, 2246, 2265, 2721, 2722, 2737, 2781, 2825, 2910, 2958, 3821, 3826, 3837, 3907, 3913, 3978, 3981.
- (messageries) du 10 août, 2101.
- 2133, 2134, 2137, 2159, 2187, 2190, 2208, 2209, 2212, 2218, 2235, 2242, 2243, 2246, 2255, 2272, 2273, 2283, 2321, 2444, 2452, 2494, 2522-2524, 2529, 2531, 2533, 2563, 2625, 2626, 2847, 2849, 2867, 2891, 2942, 2952.
- Municipalités** de la ville de Paris donnée en exemple aux , 1722.
- du Département de Paris, 1105.
- Munier**, médecin en chef des Invalides, 2724.
- Munitions** de guerre, approvisionnement de Paris en 3835-3837.
- (navires de) pour le camp de Paris, 1927.
- (navires de) l'arsenal de Rochefort à Paris de ), 1893, 1948.
- pour la défense de Paris, 1697, 1739.
- pour les exercices des canonniers du camp sous Paris, 1892.
- pour la garde nationale de Montmartre, demande de ), 2233.
- pour le siège des Tuileries (demande de ), 2304.
- (pénurie de) pour le camp de Paris, les Marseillais, 2026.
- (demandées) par les volontaires du bataillon du Parc aux ), 1638.
- Mur-de-Barrès** (commune du ), 3325.
- Murais**, fermier (des eaux nationales), 2835.
- Murais** Pierre-Nicolas, Auteur (de) orateur lors de la fête funèbre du 26 août, 2971.
- Musiciens** du bataillon de Montmartre, 1901.
- Musique** de la garde nationale, corps de ), 1638.
- Musnier** Pierre, commandant du bataillon du Petit-Saint-Antoine, 882, 2176.
- Mutuel** François, blessé du 10 août, 2589.
- Mutuelle** des bouchers (compagnie) de l'habitation du port de l'industrie, 1638.



## N

- NABLY** (Pierre-Paul de), baron DE, ministre plénipotentiaire à la cour des Deux-Ponts, 681, 698, 716.
- Nancy** (affaire de), 1132, 1381.  
— (citoyens de), 1483.  
— (conseil général du district de), 3039.  
— (massacre de), 3627.  
— (mort héroïque de Désilles à), 231.  
— (municipalité de), 180.  
— (prise du drapeau des Suisses par un fédéré de), 2289.
- NANNETTE** (la petite), femme présente le 10 août, aux Tuileries, 2374.
- Nanterre** (municipalité de), 1613.
- Nantes** (corps constitués et chefs militaires de), 3132.
- Nanteuil** (passage du 9<sup>e</sup> bataillon de volontaires de Seme-et-Oise à), 1749.
- NARBONNE-LARA** (Louis-Marie-Jacques-Amalric, comte DE), ministre de la guerre, 158, 163, 3860, 3930.
- Nation française** (expéditions de jugements intitulées au nom de la), 3450.
- NATIEL** (François), citoyen de la section du Roi-de-Sicile, 2629.
- NAU** (Jean-Joseph), député de la Somme à l'Assemblée législative, 485.
- NAUDET** (femme), 807.
- NAU-DEVILLE** (Antoine), électeur de la section du Louvre, 191.
- NAUDIN** (Pierre-Louis), de la section de la Cité, blessé le 10 août, 2641, 2656.
- NAUDINE**, ex-commandant de la section armée du Faubourg-Montmartre, 2815.
- NAVIER** (Claude-Bernard), député de la Côte-d'Or à l'Assemblée législative, 2148.
- Navires** chargés de canons et de boulets départ de), 1927.
- NAVIZELLE** (sieur), garçon du château des Tuileries, 2590.
- Nécessaire** en bois d'acajou portant le chiffre M. A., trouvé dans les appartements de la Reine, 2550.
- Nécessaires** d'acajou de la chambre à coucher du Roi, 2541.
- NEU** (Jean-Baptiste), citoyen de la section de la Halle-aux-Blés, blessé le 10 août, 2647, 2684.
- Nemours** (conseil du district de), 1148.  
— (bataillon des volontaires de), 1698.
- Nérac** (citoyens de la ville et du district de), 3527.
- NÉRON** (Louis XVI qualité de), 2518, 3512, 3607.
- NEZZEL** (François, dit BUTEN), prévenu d'attaque à main armée, 106.
- Neufbrisach** (M. d'HARAMBURE, commandant à), 3767, 3795.
- Neuilly-sur-Seine** (arrestation d'un sergent-fourrier des gardes suisses à), 2486.  
— (citoyennes de), 1649.  
— (garde nationale de), 325.  
— (municipalité et officiers municipaux de), 455, 2431, 2435, 2436.  
— (pension Sencier à), 2909.  
— (transfèrement dans les prisons de Paris des gardes suisses de), 2431.  
— (volontaires de), 1640.
- Neuville** (Loiret) (citoyens de), 3238.
- Neuville-sur-Saône** (citoyens de), 972.
- Nevers** (éloge funèbre des morts du 10 août, prononcé à), 2967.  
— (habitants et officiers municipaux de), 971.
- NEVEU** (sieur), artiste, grenadier volontaire de la section du Théâtre-Français, 2348.
- NICK** (Paul), garde suisse, 2482.
- NICOLAS** (C. L.), citoyen de Paris, 512.  
— (sapeur du bataillon du Petit-Saint-Antoine, 733).
- NICOLET**, graveur de planches d'assignats, 1825.
- Nièvre** (assemblée électorale du département de la), 3730.  
— (conseil du département de la), 3059.  
— (DUVIER, administrateur du département de la), 2967.
- Nîmes** (club populaire de), 2310.  
— (conseil général de la commune de), 3599.  
— (district de), 948.  
— (présence à Paris d'aristocrates de), 512.  
— (société populaire de), 3286.
- Nîmoise** (départ de la légion), 3272.
- Niort** (fonctionnaires publics résidant à), 3113.
- Nior** (Joseph, député de la Charente-Inférieure à l'Assemblée législative, 1893, 1927, 1948.
- NIZARD** (Jean, agent secret, 197, 1074, 1076, 1130, 1142, 1341, 1379.

**NIVERNES** (Louis-Jules, **BARRON-MANCINI**-MAZARINI, duc de), 3886.

**Noblesse** (bruits du rétablissement de la), 738.

**NOÛ** Jean-François, chef de bureau aux Affaires étrangères, prétendu membre du Comité autrichien, 438.

— citoyen de la rue Saint-Antoine, 1480.

**NOUVOI** Pierre-Barthélemy-Joseph, député de l'Aveyron à l'Assemblée législative, 2161.

**Nogent-le-Rotrou** (conseil général de la commune de), 3079.

— (conseil général du district de), 3253.

**Nogent-sur-Seine** (conseil général de la commune de), 3268.

— (conseil général du district de), 3066.

— (société patriotique de), 3025.

**NOGERARD**, traître, 2519.

**Nord** commissaires fédérés du département du, 1316.

— directeurs du département du, 967.

**NORMAND**, chasseur volontaire du 7<sup>e</sup> bataillon de la 1<sup>re</sup> légion, 665.

— commandant provisoire du bataillon du Petit-Saint-Antoine, 2268, 2629.

**Normandie** ravitaillement de Paris par la, 1427.

**Nour** (sieur), vieux soldat, 1465.

**Notaires** de Paris (pétition déposée chez les), 912-914, 937, 1102.

— publics de Soissons (dons en faveur des victimes du 10 août par les), 3448.

**Norzon** (Jean-Pierre), tapissier, 1147.

**Noyon** 11<sup>e</sup> et 12<sup>e</sup> bataillons de fédérés cantonnés à), 3126.

— conseil du district de), 1780.

— (district de), 3474.

**Nudité** fédérés arrivés au camp de Soissons en état de, 1322.

**Numéraire** (disparition du), 156.

— contre des assignats (échange gratuit du), 253, 314.

— paiement de contributions en, 1762.

— envoyé par M. Amelot chez une marchande à la toilette, 421.

— offert aux Trévins (dépôt à la Trésorerie nationale de), 1831.

## O

**Obsèques** des citoyens tués le 10 août à l'église de Saint-Paul, 2249.

**Observateurs** de police (rapports d'), 797, 1074, 1076, 1130, 1142, 1341, 1379, 2118, 2121.

**Obusiers** envoyés de l'arsenal de Douai au camp de Paris, 1871; envoyés de l'arsenal de Rochefort à Paris, 1893.

— fabriqués à l'arsenal de Paris, 1871.

— (petits) offerts par les vétérans de l'Hôtel des Invalides, 3903.

**Officier** du 104<sup>e</sup> régiment (don patriotique par la femme d'un), 1834.

— municipal insulté par un garde national, 1052.

— suisse dépouillé, le 10 août, de son uniforme, 2436.

**Officiers**, vœu pour leur élection par les soldats, 3379.

— chargés de concourir à l'établissement des cours martiales, 2424, 2425; chargés d'établir une ligne de défense autour de Paris, 1889.

— de l'armée invités à la cérémonie de la Fédération, 1297.

— de l'armée de Luckner (desseins hostiles des), 3118, 3762; de l'armée de Luckner (propos outrageants contre l'Assemblée, tenus par les), 3762.

— de l'armée du Rhin (suspension d'), 3773-3775.

— d'un bataillon de chasseurs actes de violence commis par des), 1464, 1487.

— des 14<sup>e</sup> et 15<sup>e</sup> bataillons de fédérés cantonnés à Noyon (adresse des), 3326.

— du bataillon des Filles-Saint-Thomas (procès des), 2382, 2383.

— du bataillon des Marseillais, 2455.

— des bataillons de volontaires passant dans la troupe de ligne, 1505.

— des compagnies franches (délivrance de brevets aux), 1616.

— de l'état-major leur attitude au 10 août, 2532.

— de la garde du Roi (mesures prises par Louis XVI en faveur des), 505.

— des gardes suisses (demandes à l'Assemblée), 2466, 2467, 2476, 2478, 3488, 3491, 3499; des gardes suisses (demandes à la Convention), 3488.

- ciergerie, 2485; détenus à la Conciergerie (comestibles fournis aux), 2519; des gardes suisses détenus au poste des Feuillants, 2412; des gardes suisses traduits devant une cour martiale, 2215; leurs conciliabulos aux Tuileries avec M. Doucet, adjudant général, 2323; suisses (massacre dans les prisons des), 2504, 2505, 2514, 2519.
- des régiments suisses (circulaire aux), 2503.
  - de la gendarmerie nationale (délivrance de brevets aux nouveaux), 1616, 3864; (dénonciation de la conduite, lors du 10 août, des), 3816, 3863; traduits devant une cour martiale, 2215; (tentatives pour continuer leur service), 2259; attachés au service de l'Assemblée (licenciement des), 1824; à pied (abandon de leurs soldats par les), 2297.
  - du génie pour les travaux du camp sous Paris, 1899, 1931, 1946.
  - de paix, 404, 439, 797, 1071, 1396, 2097, 2318.
  - des 101<sup>er</sup> et 102<sup>es</sup> régiments (patriotisme des femmes des), 1823, 1834.
  - de santé de l'hôpital militaire de Paris, 296; de santé des hôpitaux (volontaires armés et équipés par les), 1843.
  - généraux chargés de la défense de Paris, 1899, 1909, 1925, 1937, 1944; destinés au camp de Soissons (désignation des), 1481; généraux de l'armée de Luckner (incivisme des), 3798.
  - ministériels (demande de dispense du service militaire pour les), 1610.
  - municipaux de permanence aux Tuileries, 818, 823, 853, 1083, 1085, 1109, 1371; leur attitude, lors du 20 juin, 1043, 1044, 1048, 1049, 1079, 1083, 1085, 1099, 1137, 1144; leur attitude, le 10 août, aux Tuileries, 2140, 2141, 2125, 2136, 2145, 2322, 2324, 2328; dans les couloirs de l'Assemblée nationale, 2083; (publication de la loi martiale par des), 2130, 2328, 2334; leur refus de reconnaître les scellés apposés aux Tuileries, 2589; chargés de suivre le mouvement des volontaires au camp de Soissons, 1440; chargés de visiter le château des Tuileries, 1359, 1360, 2018, 2021; commissaires de la Fédération, 1292, 1294, 1316, 1322, 1471.
  - municipaux de Neuilly et de Paris chargés de conduire les Suisses à l'Abbaye, 2436.
- Oise** (assemblée électorale du département de l'), 3677.
- (commissaires fédérés du département de l'), 1316.
  - (L. Stanislas-Xavier GÉRARDIN et Pierre JUERY, députés du département de l'), 2057.
  - (directoire du département de l'), 917, 3761.
  - DACHEY, président du département de l', 3763.
- Oléron** (citoyens de l'île d'), 3502.
- OLIVIER** (Jacques), accusé d'attaque à main armée sur les routes, 106.
- OLLIVAUT** (Vincent), officier municipal, 3875.
- OLLIVIER-DESCLOSEAUX** (Pierre-Louis), officier municipal, 1083, 1085, 1109.
- Opéra** (don patriotique des artistes, proposés et ouvriers de l'), 1841.
- Opérations militaires** (offre patriotique de cartes pour les), 1819.
- Opposition** à la promulgation de l'acte suspendant le chef du pouvoir exécutif, 3182.
- Orchies** (poste d'), 3035.
- Ordre** du général Arthur Dillon à ses troupes après le 10 août, 3035, 3076, 3754, 3759, 3762, 3786, 3797.
- de Louis XVI aux Suisses de déposer les armes, 2144.
  - de M. de Mailliard aux Suisses de Courbevoie de déposer les armes, 2466.
  - aux Suisses de tirer sur le peuple, 2297, 2305, 2321, 2353, 2356, 2429, 2440, 2472, 2473, 2491.
- Ordres arbitraires** de la Commune, 3942, 3943.
- donnés aux Tuileries par M. Mandat, 2125, 2314.
- Orgon** (passage de 600 Marseillais armés à), 1339.
- Oriflamme** portée lors de la Fédération de 1790, 1297.
- Orléans** (citoyens d'), 3301.
- conseil général de la commune d', 3954.
  - (départ de M. d'Abancourt pour), 2224.
  - prisons de la Haute-Cour nationale d', 92, 430, 435, 436, 499, 623, 980.

- Orléans** route d', 106.
- Orléans** Louis-Philippe-Joseph, duc d', 438.
- ORLY** (André d'), commissaire des guerres, 1449; commissaire général du camp de Soissons, 1521.
- Orly** (vol avec effraction à), 108.
- ORMESSON** (Henri-François de Paule LEROUX d'), administrateur du département de Paris, 2307.
- Orne** adresses du 1<sup>er</sup> bataillon de volontaires de l', 2270, 3442.
- conseil général du département de l', 992, 3110.
- orphelin de la journée du 10 août offre de se charger d'un), 2946.
- Orphelins des patriotes morts le 10 août** dons en faveur des), 1513, 1809, 1841, 2370, 2586, 2724, 3326, 3390, 3448; (secours en faveur des), 2612, 2625, 2631, 2661, 2694, 2736, 2750, 2751, 2899-2958, 3283.
- ORSTÈVES** individu se cachant sous le pseudonyme d'), 209.
- OSSELYN** (Charles-Nicolas, officier municipal, 1172, 2425.
- Otages** (commissaires de l'Assemblée retenus à Sedan comme), 3762.
- (Louis XVI et Marie-Antoinette retenus comme), 3391.
- (proposition d'interner dans les couvents les familles d'émigrés à titre d'), 1480.
- ORDIN** (N.-L.), soldat citoyen, 641.
- ORÉOT** (Charles-François, chevalier), député de la Côte-d'Or à l'Assemblée législative, 437.
- Outils ayant servi à la pose de la colonne de la Liberté** (dépôt aux Archives des), 1323.
- pour les travaux du camp sous Paris (demande d'), 1920.
- provenant des ateliers du camp de Bourgogne et de Tréport, 1963.
- OUVRAGES** payés à marché fixe et non à la journée, 1200.
- Ouvrier de la manufacture des glaces**, mort des suites de blessures reçues le 10 août, 2700, 2871.
- Ouvriers des ateliers de fabrication** (don patriotique des), 380.
- Ouvriers abandon des bureaux de l'administration** (prix par les), 1264.
- (demande d'une levée de soldats), 1536.
- (situation critique des), 156.
- armés, préposés à la garde de l'autel de la patrie, 242.
- attachés au théâtre Montansier, 1913.
- chargés de démolir la statue de la place Vendôme, 2253.
- employés à la fonte des canons, 1757; employés à la formation du camp sous Paris, 1886, 1896, 1903, 1926, 1940, 1946; employés au théâtre de la rue Feydeau, 1812.
- occupés à la construction de la salle de la Convention nationale, 2533; occupés à la construction d'une verrerie à Paris, 1916; occupés au déblaiement des bâtiments incendiés du Carrousel, 2529, 2531, 2533; occupés aux travaux de fortification de Montmartre, 1934.
- insuffisamment payés (conclutables des), 1990.
- signataires de la pétition des 8,000, 572.
- soldés pour la construction d'une nouvelle enceinte fortifiée, 1862.
- carriers en plâtre, 1418.
- charpentiers (vin trouvé dans les caves des Tuileries par des), 2588.
- en bois et fer de Paris employés à la fabrication d'affûts et de piques, 1667, 1945.
- imprimeurs (dévouement et patriotisme d'), 1589.
- des ateliers de tentes et habillements militaires, 1583.
- du faubourg Saint-Antoine, 2002; (reprise du travail par les), 1091.
- de la fête de Châteauneuf (paiement des), 247.
- de l'imprimerie de l'Assemblée nationale ou Raudouin, 2210, 2372.
- de l'imprimerie des assignats, 1772.
- de l'imprimerie Delaunay, 190.
- de l'imprimerie de la Municipalité, 368.
- de l'imprimerie nationale, 303, 1568.
- de l'imprimerie nationale (travaux urgents contre aux), 1072.
- de l'imprimerie (ceux accusés d'avoir tiré sur le peuple), 2248.
- du magasin des substances de Saint-Martin-des-Champs, 367.

- d'une manufacture de broserie, 352 ; d'une manufacture de doublé d'or et d'argent, 289 ; de la manufacture de faïence de Bourg-la-Reine (don patriotique des), 2902 ; de la manufacture des Gobelins, 295 ; de la manufacture de lampes à courant d'air, 264 ; de la manufacture Monclablon, 362 ; de la manufacture de Réveillon, 1749 ; de la manufacture de Sèvres (don patriotique des), 2922.
- de la Monnaie de Paris, 333.
- de l'Opéra (don patriotique des), 1844.
- de Palloy occupés place de la Liberté (payement des), 1328.
- Ozot, ancien garde du Roi, 342.

## P

- PACHE (Jean-Nicolas), citoyen de la section du Luxembourg, 93 ; maire de Paris, 2811, 2825 ; ministre de la guerre, 2286, 2722, 2785, 2787.
- Pages du Roi déguisés en gardes nationaux, 1369.
- PAGÈS (Bertrand), blessé du 10 août, 2789.
- (Jean), fédéré marseillais, blessé le 10 août, 2789, 2837.
- Paimbœuf** (conseil du district de), 3189.
- (place du Calvaire à), 3189.
- Paimpol** (garde nationale de), 3529.
- officiers municipaux des, 3529.
- (tribunal de commerce de), 3245.
- Pain de munition fabriqué à Saint-Denis, 1958.
- PAMOT (J.-B.), créole de l'île Bourbon, citoyen de la section Poissonnière, 660.
- PAROU (Augustin), artiste du Louvre, 2277.
- Palais-Bourbon, 1142 ; (transfèrement des soldats suisses au), 2444, 2444, 2442, 2444, 2450, 2452, 2453.
- Royal, 132, 2357, 2535 ; café du Caveau, 1282 ; (seconde cour du), 2062 ; députés obligés de se réfugier au corps de garde du), 2052-2054, 2062, 2063, 2065 ; (fermentation populaire au), 754 ; habitués du jardin du), 937 ; (maisons de jeux du), 512 ; menées des agitateurs au), 558, 1126, 1131 ; offre patriotique d'une marchande au), 1790 ; passage du théâtre des Variétés, 1379 ; propos tenus dans un dîner au), 236 ;

vociférations de bandes de fédérés, 1344, 1343.

**Palais** commune du, 3491.

Pallière, corps de garde de l'hôtel de la, 241.

PALLIOR, instituteur, rue de Braque, 275.

PALLOY (Pierre-François), entrepreneur, 14, 15, 177-181, 194-196, 207, 245-249, 221, 226, 228, 234, 235, 245, 246, 541, 1262, 1264, 1266, 1279, 1281, 1308, 1323, 1328, 1332, 1333, 1355, 1996, 2058, 2253, 2523, 2524, 2527-2531, 2533 ; capitaine de la 1<sup>re</sup> compagnie des Sans-culottes, 1688 ; colonel du bataillon le Républicain, 2532 ; ouvriers excités par la dame, 2533.

PANDE Jean-Marie, chargé de la confection des tentes et habillements militaires pour les armées, 1583.

Panique à l'armée de Dumouriez, 1734.

PANIS (Etienne-Jean), administrateur au Département de Police de la Municipalité, 1076, 2026, 2073, 2260.

PANNEDER Jean-Armand, vainqueur de la Bastille, 28.

Panthéon (colonne de marbre noir pour inscrire les morts du 10 août au), 2870.

— (écharpe du maire d'Etampes suspendue aux voûtes du), 542.

— (inscription des noms des citoyens qui ont péri, le 10 août, au), 2737.

**Pantin** (municipalité de), 3889.

PANTIN (Ambroise-Alexandre), député de l'Eure à l'Assemblée législative, 3032.

Papier timbré (passports des courriers exigés sur), 3913.

Papiers brûlés dans les fours de la manufacture de Sèvres, 452, 454.

— ensanglantés ayant appartenu à M. de Villers, 2614.

— de M. d'Abancourt, ministre de la guerre (scellés apposés sur les), 2219, 2220 ; personnels de M. d'Abancourt (scellés sur les), 2223.

— des Affaires étrangères, garde pour la sûreté des), 2165.

— de M. Amelot, administrateur de la Caisse de l'Extraordinaire (scellés sur les), 3899, 3906.

— de M. Bonnetarrère, ex-directeur des Affaires étrangères (scellés sur les), 2166, 2170, 3834.



- Papiers de M. Champion, ex-ministre de l'intérieur (scellés sur les), 3920.
- du sieur Chignard, avoué de M. de Laporte, 3968.
  - du département de la guerre, 2224.
  - de M. Gibé, notaire de Louis XVI et de la Liste civile (examen des), 3884.
  - de M. de Laporte, intendant de la Liste civile, 2455, 2469, 3669, 3855, 3858.
  - de Marie-Antoinette trouvés aux Tuileries, 2604, 2602.
  - de M. de Montmorin, 3856.
  - du lieutenant général de Wittgenstein réclamés par sa veuve, 2286.
  - du trésorier des gardes suisses (apposition des scellés sur les), 2460, 2517.
  - relatifs à la comptabilité du régiment des gardes suisses, 2517.
  - personnels de M<sup>me</sup> Bontemps, femme du gouverneur du château des Tuileries, 2603.
  - personnels des ministres (scellés sur les), 2456, 2466, 2470, 2471, 2225.
  - de famille d'un garde suisse, imbibés de son sang, 2518.
  - saisis chez M. Borie, ex-officier municipal, 2603.
  - trouvés au domicile du sieur Charles Chabot, 2229, 2230; trouvés aux Tuileries dans l'appartement du Roi et celui de M. de Montmorin, 2327, 2518, 3669, 3880, 3948.
- PARCEVAL (Alexandre-Philibert-Pierre), ex-fermier général, 3904.
- (Jean-Alexandre), prisonnier de l'Abbaye, 3904.
- PARÉ (Augustin), caporal du bataillon de Notre-Dame, 2262.
- PARIN DU MESNIL (François), vainqueur de la Bastille, 28, 2649.
- PARROT (Aubert-Joseph), architecte, 2384.
- (l'abbé), écrivain incendiaire, 1367.
- PARIS** (archevêque de), 59.
- PARIS (Antoine-Marie), marchand de camp, commandant l'aile gauche de la 2<sup>e</sup> division de l'armée du Nord, 3768, 3764.
- PARIS (Pierre-Etienne), caporal de chasseurs du bataillon des carmés, 2577.
- (Pierre-François), tabouren de la section de l'Opéra-comique, 1069, 1146-1168, sa femme, 1152.
- PARISE (l'abbé), curé de Couches, président de l'assemblée primaire du canton, 3496.
- PARISEAU (René-Germain), auteur de *la Feuille du jour*, 3851.
- PARIZOT (Charles), chevalier de Saint-Louis, 1941, 2338.
- (François), ci-devant aide de camp de Lafayette et commissaire à la Comptabilité, 2382.
- PAROISSE, ingénieur, 4568.
- PAROISSE de la Madeleine (sœurs de charité de la), 3915.
- de la Madeleine-en-la-Cité, 2730.
  - de Notre-Dame-de-Lorette, 2657.
  - de Saint-Benoît, 122, 254.
  - de Saint-Eustache (école de charité de la), 334; (enfants de chœur de la), 364.
  - de Saint-François-d'Assise (SIRIRE, curé de la), 365; (enfants de chœur de la), 366.
  - de Saint-Germain-de-l'Auxerrois (CORPET, curé, et marguilliers de la), 749; (enfants de chœur de la), 364.
  - de Saint-Germain-des-Prés (enfants de chœur de la), 364.
  - de Saint-Gervais (enfants de chœur de la), 364.
  - de Saint-Jacques-le-Majeur, 2633.
  - de Saint-Laurent (cimetière de la), 2742, 2805; (enfants de chœur de la), 364; (médecin de la), 2719.
  - de Saint-Leu (enfants de chœur de la), 364.
  - de Saint-Louis-en-l'Île (école de charité de la), 302.
  - de Saint-Merry (VIENNET, curé de la), 276.
  - de Saint-Nicolas-des-Champs (cimetière de la), 2649; (officier de santé de la), 2769, 2770.
  - de Saint-Paul (cimetière de la), 2864; (enfants de chœur de la), 364.
  - de Saint-Philippe-du-Roule (enfants de chœur de la), 364.
  - de Saint-Pierre-du-Gros-Caillois, 2628; (enfants de chœur de la), 364.
  - de Saint-Roch (cimetière de la), 2624; (clergé de la), 288; (écoles de la), 364; (enfants de chœur de la), 364; (évêque, curé de la), 275, 284; vicaires de la), 281.

- de Saint-Sébastien (LEBLANC DE BEAULIEU, curé de la), 332; enfants de chœur de la), 364; (vicaires de la), 332.
- de Sainte-Genève, 122.
- de Sainte-Marguerite (châmel de la), 1027; médecin de la, 2700.
- de Gentilly, 1441.
- de Vauguard (belle conduite du curé de la), 2279; absence de vicaires dans la, 2900.
- Paroisses enlevées par la Commune de l'argenterie des), 3890.
- Paroles adressées à Louis XVI par un instituteur, 734; prononcées par Louis XVI lors de la revue du 10 août, 2309, 2347.
- de Rodebert adressées aux gardes nationaux escortant Louis XVI, 2347.
- PAROY Jean-Philippe GUY LE GENTIL, comte de), ses mémoires, p. 2.
- PAROY Louis-Georges, 1060.
- Pas-de-Calais** (BIERT et BLANCHARD, députés du département du), 2067, 2919.
- conseil du département du), 3073.
- (directoire du département du), 922, 971, 942, 946, 963, 981, 1004.
- (tribunal criminel du département du), 935.
- PASQUET-DE-SALAMIGNAC (Louis-Elisabeth), soldat citoyen du bataillon du Roule, 2923.
- Passage du Théâtre-des-Varriétés, au Palais-Royal, 1379.
- PASSEPONT, sous-officier invalide, blessé le 10 août, 2789.
- Passport pour repartir l'armée de Luckner (demande de), 1497.
- (garde suisse mun de), 2464.
- (sortie de Paris interdite sans), 2189.
- Passeports (acteurs engagés dans des spectacles étrangers demandant des), 3839.
- aux courriers extraordinaires délivrance de), 3913.
- aux fonctionnaires publics civils (délivrance de), 3871.
- aux fournisseurs de vivres et d'armes pour l'armée (délivrance de), 3853.
- aux militaires repaquant leurs postes (délivrance de), 3853.
- (demande de suspension des), 400.
- (annoncé par une commission de la Commune des demandes de), 3864.
- des ambassadeurs et ministres étrangers (expédition des), 3907.
- obligations imposées à la sortie de Paris pour la délivrance des), 2172, 2272, 3933.
- pour l'étranger (suppression des), 3978, 3979.
- demandés par un Anglais pour sa famille, 4586; demandés par des députés, 3949; par des députés sous noms supposés, 1347.
- PASSOT François-Philibert, vétéran de la garde nationale, 2377.
- Passy** don patriotique des habitants de), 2936.
- municipalité et officiers municipaux de), 385, 2486.
- PASTORET Emmanuel - Claude - Joseph - Pierre, député de Paris à l'Assemblée législative, 175, 1262; président de l'Assemblée, 1337; président de la Commission extraordinaire des douze, 822, 975; apôtre de la Liberté, 1308.
- Patrie en danger (proclamation de la), 458, 459, 1435, 1425-1446.
- Patriote français* Le), 3939-3944; poursuites contre ce journal, 128.
- Patriotisme de Fontainebleau, 3423.
- PATTE Charles-Frédéric, commissaire de la section de l'Observatoire, 4149; officier municipal, 901, 905.
- Patrouille aux abords des Tuileries, le 10 août fautive), 2325.
- du bataillon de Saint-Louis-l'Hôpital (arrestation de voleurs par une), 2244.
- de la garde nationale autour de la salle des séances de l'Assemblée, 1352.
- du poste de Henri IV dépôt d'un nécessaire de la Reine par une), 2570.
- de la section du Roule (arrestation de 2 gardes suisses par une), 2406, 2400, 2400, 2444.
- Patrouilles (ordre de doubler et multiplier les), 430, 2017.
- collectives des bataillons de Saint-Joseph et de Montmartre, 2185.
- faites autour de la maison de force de Bicêtre, 2077.
- organisées lors du 20 juin, 747, 782, 1081, 1147, 1126.
- de circulation autour du château des Tuileries, 2028.



ment de La Seine-Inférieure, demande de, 929.

**Peuvy**, sergent des gardes suisses, 2471.

**Pérous**, sieur, signataire de la pétition contre le camp des 20.000 hommes, 946.

**Peronne**, commune et district de, 845, 1006.

**Perpignan**, conseil général de la commune de, 1277, 1376.

— conseil du district de, 1377, 1376.

— départ des fédérés de, 1277.

— envoi supposé de troupes de, 1548.

— (officiers municipaux de, 3601.

— société patriotique des Amis de la Liberté et de l'Égalité de, 3744.

**Perquisition** au domicile de M. Champren, ex-ministre, 3860; de commissaires de la section des Lombards, 2496; de commissaires de la Commune à Rueil, 2499.

**Perquisitions** pour s'assurer de la personne de M. Étienne La Rivière, 129; de M. de Montmorin, 3856.

**Péroux**, sieur, grenadier du 3<sup>e</sup> bataillon de la 6<sup>e</sup> légion, 2346.

**Péroux**, Pierre-Jacques, agent de change, ex-commandant du bataillon des Petits-Pères, 2382, 2384.

**Péroux**, citoyen de la section du Luxembourg, 1382.

**Péroux**, Jean-Claude, blessé du 10 août, 2789.

**Péroux**, Alexandre-Louis, tapissier, 512.

**PERRON**, Alexandre-César, administrateur au Département de Police de la Municipalité, 732, 761, 868, 905, 1138, 2073, 2241, 3896.

**PERRONET** Jean-Rodolphe), ingénieur des Ponts et Chaussées, 1890.

**Pertes** occasionnées par l'incendie et le pillage des Tuileries, 2604, 2605, 2608-2610.

**PÊSCHÉLOCHE** (compagnie de gendarmerie, 2604.

**Pessac**, Grande, assemblée primaire du canton de, 1348.

**Perron**, le Vicaire, Jérôme, maire de Paris, accueil enthousiaste à lui fait aux Jacobins, 1313; son assassinat projeté, 752; attaques violentes dirigées contre lui au sujet de la fête de Châteauneux, 176, 183-185, 187, 191, 192, 200, 203, 213, 214, 216, 306; son attitude et son rôle lors de la punition du

20 juin, 741-743, 745-749, 753-756, 760-765, 769, 770, 777-782, 784-786, 790, 793, 797-800, 802-806, 810, 811, 827, 828, 831, 832, 834, 835, 837-839, 848, 853, 854, 864, 870, 874, 902, 904, 905, 1001, 1045, 1018, 1020, 1022, 1023, 1027-1036, 1038-1041, 1049-1055, 1064, 1065, 1070, 1071, 1074, 1075, 1079-1082, 1084-1088, 1090, 1092, 1094, 1096, 1099-1101, 1104, 1109, 1115-1120, 1128, 1131, 1137; son attitude et son rôle lors de la journée du 10 août, 1990, 2022, 2024, 2027-2030, 2032, 2036, 2041, 2042, 2045-2048, 2067, 2075, 2081, 2084, 2087, 2088, 2090-2093, 2103-2106, 2112, 2114-2116, 2122, 2132, 2133, 2135-2137, 2146, 2208, 2216, 2221, 2250, 2416, 2466, 2525, 2526, 2640, 3836, 3837; son attitude et son rôle lors des troubles du 30 juillet 1792, 1360, 1361, 1386, 2000, 2001, 2003-2005, 2007-2010, 2012, 2013, 2016; comptes rendus par lui présentés de la situation de Paris, 456, 462, 463, 465, 474, 475, 482, 1657, 1703; délégation de la section des Gravilliers envoyée auprès de lui, 1372, 1373; sa demande d'un acompte pour les dépenses de la police, 735; sa démarche en faveur de Reine Audu, blessée le 10 août, 2697; dénonciation de ses allées et venues chez Santerre, 733; son discours à l'Assemblée sur les mouvements populaires des 20-21 janvier, 120; son discours à l'Assemblée sur la nécessité de la résidence pour le paiement des rentes et pensions, 75, 76; son discours au sujet de la Fédération, 1270; discours d'un volontaire attestant qu'il n'est pas un factieux, 3960; discussion orageuse chez lui, 163; enquette lui confiée au sujet du faux bruit de l'empoisonnement des volontaires, 1480; envoi à lui fait par M. J.-J. Leroux, de son procès-verbal concernant le 10 août, 2375; états des fédérés par lui envoyés, 1321; exécution du décret relatif au renforcement des armées à lui confiée, 1327; injures grossières proférées contre lui, 907, 916, 2136, 2141 (lettre) lui adressée par M. d'Abancourt, 1460, 1461, 1468; lettre à lui adressée par le Comité des inspecteurs de la salle, 36; lettres à lui

- adressés par M. Laroche, 1278, 1429.  
 — l'act. l'acte, lettre à lui adressée par Marat, lors de la Fête de Chateaubault, 203; lettre à lui adressée par Palloy, au sujet du banquet des fédérés, 4335, 1996; lettre à lui adressée par M. Roderer au sujet des dépôts d'armes aux Tuileries, 1997; lettre à lui adressée par Vadier, 440; sa lettre au Comité des secours, au sujet d'une réunion projetée aux Feuillants, 412; sa lettre à la Commission extraordinaire des Douze, 1682; sa lettre à M. Condorcet, au sujet du séminaire de la rue des Postes, 717; sa lettre au Directoire du Département, au sujet des dépôts d'armes aux Tuileries, 2021; ses lettres à la municipalité de Versailles, du 22 janvier 1792, 116, du 29 mai, 464; sa lettre à M. Roderer, transmettant la pétition de citoyens du Faubourg-Saint-Antoine, 718; sa lettre à M. Roland dans l'abbaye du sieur Durand, officier de la garde du Roi, 162; sa lettre à la section de la Butte-des-Moulins pour le logement des volontaires, 1737; sa lettre de remerciement à la section du Faubourg-Montmartre, 230; sa lettre à Solhiu-Douglas, 131; ses lettres au sujet des bruits de départ de Louis XVI, 442, 443, 446-451; sa lettre au sujet de sa peine de bannissement de l'Assemblée, 38; sa lettre envoyant la lettre d'un curé contre le célibat des prêtres, 3912; menaces de mort contre sa personne lors du 10 août, 2320, 2330; mesures de rigueur conseillées à Louis XVI contre lui, 438; mesures prises par lui pour prévenir l'évasion d'Henri de Brionne, 499; son serment acclamé au Palais-Royal, 1314; sa participation à l'organisation du camp sous Paris, 1800, 1888, 1976, 2964; plaintes à lui adressées par le ministre de l'intérieur au sujet des vols et meurtres à Paris, 394-398; présentation par lui faite de *l'Orateur* pendant la révolution de Louis XVI, 1975, 1976, 1978; prestation de serment *HABERM* contre ses ennemis, sans exception, à l'hôtel de la Fayette pour Roi, 1305, 3951; son récit des événements de la journée du 10 août, 1494, 1800, 1894; réclamation à lui adressée d'une pétition contre le camp des 20.000 hommes, 1422; sa réponse par le Directoire du Département, 1169-1218, 1324, 1413.  
 — président de la Convention nationale, 2004.  
 PETIT Charles-Louis, citoyen de la section de l'Observatoire, blessé le 10 août, 2831.  
 — Joseph, prêtre, 439.  
 — (sieur), commissaire de police de la section du Roule, 2622.  
 — lieutenant-colonel, 3035.  
*Pétition de la Commune de Paris à l'Assemblée nationale*, 3001, 2695.  
 Pétition, dite des 8.000, contre le camp des 20.000 hommes, 553-673, 866, 1659.  
 — dite des 20.000, contre les excès du 20 juin, 912-914, 937, 992, 1102, 1659, 2948, 3007, 3958.  
 — des Auvergnats de Paris à l'Assemblée législative, 1432.  
 — des canonniers et volontaires de la section du Luxembourg à l'Assemblée, 1676.  
 — d'un chirurgien pour être payé de ses consultations et médicaments, 2840.  
 — des citoyens d'Étampes à l'Assemblée législative, 551; des citoyens de Paris au Roi et à l'Assemblée législative, 740, 744; des citoyens de Paris contre la Fayette, 1433; de citoyens de la section Bonne-Nouvelle pour l'abolition de la royauté, 3553; de citoyens de la section des Postes et autres, arrêtés arbitrairement, 3968.  
 — des commissaires des sections de Paris en faveur des victimes du 10 août, 2694.  
 — de la Commune de Paris au sujet des progrès de l'émigration, 3978.  
 — de Louis Bellamy, lieutenant commandant de l'Armée, à l'Assemblée législative, 1286.  
 — du Directoire du Département de Paris à Louis XVI, 6161, 6172-74, 78, 8088, 81, 8043, 84.  
 — du sieur Bellamy à l'Assemblée législative, 1286.  
 — des Gardeuses de Paris pendant l'été, 1058.  
 — d'un fédéré blessé le 10 août, pendant la Commune de Paris, 8001.  
 — d'une femme blessée le 10 août, 1800.



- de M<sup>re</sup> de Gouges à l'Assemblée législative, 1273.
- d'un grenadier de la section de l'Égalité-Saint-Louis, 2576.
- d'un habitant de Bonzenville, 995.
- de Lafayette à l'Assemblée législative, 829.
- de Palloy à la Convention nationale, 2542.
- de la section des Amis de la Patrie à l'Assemblée, 1720; de la section des Gobelins, 808; de la section du Luxembourg, 1140; de la section des Quinze-Vingts, 809.
- d'une veuve blessée le 10 août, avec apostille d'un député, 2874.
- de la veuve du sieur Binet, combattant du 10 août, à la Convention nationale, 2885.
- présentée aux Jacobins au sujet de la déchéance de Louis XVI, 1987.
- Pétitionnaires armés** (refus par l'Assemblée d'admettre les), 1013, 1014.
- de la garde nationale, de service aux Tuileries, plaintes contre les Marseillais parades, 4377.
- Pétitions** des blessés du 10 août, afin de former un corps de gendarmerie, 2778.
- de citoyens des sections de l'Observatoire et des Gobelins, en faveur des sieurs Paris et Boulland, 1156, 1160, 1162.
- de fédérés à l'Assemblée législative, 1417, 1420, 1425.
- des sieurs Rutteau et Dumont, chargés d'organiser les *Hussards de la Liberté*, 1524, 1544, 1581, 1582.
- Petits-Pères** local affecté au timbrage des assignats dans la maison des, 1793.
- Peupliers** coupés par le peuple dans la cour d'un couvent, 749.
- PEYRON** sieur, 770.
- PEYRON**, restaurateur du passage des Fenil-lants, 2393.
- Pézenas** (blessés de), 1141.
- conseil de la commune de, 1176.
- PIEFFER**, caporal suisse, 2447.
- STROBLICH (Anne), fille du précédent, 261.
- PIERRE** (compagnon suisse de), 2482.
- PIERRE** Louis XVI foudroyé comme, 3610.
- Pierre** Joseph, ancien habitant de la Pa-trie de médecine, médecin de la com-pagnie des pompiers, 2733.
- PIERRE-VIN**, maître-maçon, 2744.
- PIERRE** (sieur), maître de pension, 2309.
- PIGARD** (sieur), volontaire du bataillon du Petit-Saint-Antoine, 2328.
- PINOT** (Joseph), capitaine de canonniers nationaux, 1349.
- PIE**, grenadier, gratifié d'un sabre d'hon-neur, 350, 351, 1401, 1415.
- Pièces d'artillerie** (expériences de nou-velles), 1511; des arsenaux de Paris relevés des, 1340.
- de canon (fonte de cent), 1757; fabri-quées par les frères Périer (réquisition des), 1557.
- de canon envoyées de Flandre et d'Artois au camp de Paris, 1906; en-voyées de l'arsenal de Douai, 1871, 1878; de la fonderie d'Indret, 1906.
- de canon du bataillon de Saint-Séve-rin (envoi des), 2178.
- de canon des Marseillais (blessure oc-casionnée par la roue d'une des), 2635.
- de monnaie déposées sous la colonne de la Liberté, 1337.
- de 45 et de 30 sols (demande de paye-ment des fédérés en), 1292, 1294.
- d'or trouvées dans le jardin des Tui-leries (saisie de), 2585.
- de théâtre patriotiques jouées aux Dé-lassements-Comiques, 2935; jouées au spectacle du Marais, 1861.
- PIERRAT** André, gendarme, 3923.
- Pierre** portant gravée la Déclaration des Droits de l'Homme, 1323.
- PIERRE**, citoyen de la section des Enfants-Rouges, 96.
- Pierres** lancées par une catapulte, 1683.
- Pierrier** de nouvelle invention (offre d'un), 1606.
- PIÉRY** (Pierre), citoyen actif de la section de la Place-Vendôme, 2925.
- PIERRE** et **PIERRE** de la Basse, citoyens représentant de la Commune, 340.
- Pillage** du château des Tuileries, 2534-2611.
- des effets du sieur Delorme lors du Carrousel, 2580.
- des bagages des partisans du Pont-Tournant, 2248.
- Pillards** dépouillant les morts du 10 août, dans le jardin des Tuileries, 2333.



- Pontivy, mort par suite du Chol. 2362.
- Pontiers** (citoyens de la commune de)  
1162.  
— conseil général de la commune de ,  
1162.  
— conseil général du district de , 1162.  
— serment prêté par la franc-maçonnerie  
du département de , 1169.  
— société des Amis de la Liberté et de  
l'Égalité de , 1178.
- Pontivy** (commissaires de), 1143.  
— à Paris (régime de la), 1131.  
— municipalité (organisation ancienne de la),  
298, 309, 419.
- contre les factieux (organisation d'un  
corps de), 1166.  
— de surveillance dans les sections des  
nouveaux de , 161.  
— sur la terrasse des Feuillants, contre  
aux inspecteurs de la salle de l'Assem-  
blée, 1166.
- Pontivy, présent à la fête de Châteauneuf  
vieux, 219.
- Pommerieux** (Maxime), officiers militaires  
opposés de , 1018.
- Portrait d'Étienne Louis de France, des Tuileries,  
2543.
- Pompier de Paris (compagnie des), 324.  
— chargés d'éteindre l'incendie des Tuileries,  
2471, 2472, 2476, 2477.  
— 11e Corps (2e section créée pour combattre  
l'incendie des Tuileries), 2525.
- Pompey, comte de Mailly (Antoine-  
François), capitaine de cavalerie, chef de bataillon  
major de l'armée du Midi, 833.
- Pont au Change, 2613.  
— de la Lanterne, 2641.  
— de la Rose, 1113.  
— Royal, 227, 231, 242, 236, 239,  
253.  
— Tournant des Tuileries, 1299, 1371,  
2292, Pont-Tournant (premier de), 258.
- Pontarlier** (administrateurs du district  
des), 1168.
- Pont Audemer** (citoyens du district de),  
116.  
— municipalité de , 1166.
- Pont de l'Arche** (société des Amis de la  
Liberté et de l'Égalité de), 1162.
- Pont-du-Château** (citoyens de), 3285.
- Pont Saint Esprit** (Amis de la Loi et citoyens  
de), 1171.
- prestation du serment compréhensif  
par le département de , 1171.
- Pont-sur-Sambre** (camp de), 1301, 1344.
- Pont de Vaux** (assemblée administrative  
de), 1344.
- Pontecoulant** (assemblée primaire de),  
1197.
- Pontecoulant, Louis-Dominique, ministre  
président de la section des Deux  
Ponts, 746.
- Pontivy** (citoyens de), 3973.
- commune et district de , 3219, 3220.  
— tribunal de , 3219.
- Pontoise** (détachement suisse à , 2437.  
— (ligne de défense de Paris passant par),  
1889.
- Pontrioux** (administrateurs du district  
de , 3311.
- Ponts et chaussées (inspecteurs généraux  
des), 311.  
— participation aux travaux du camp  
sous Paris (élèves des), 1890.  
— travaux du camp sous Paris dirigés  
par les ingénieurs des , 1900.
- Popincourt** (compagnie de gendarmerie  
de), 2609.
- Porcelaines enlevées du château des Tuileries,  
2561.
- Port-au-Blé, 1113.  
— de Saint-Luc, 2496.  
— Saint-Nicolas, 2561.  
— Saint-Paul, 2232.
- Porte Saint-Antoine (amphithéâtre des en-  
fermément à la), 2692.  
— Saint-Denis, 2441.  
— de Saint-Etienne (détachement de la),  
1166.
- Porteurs d'eau (offre patriotique des), 1432.  
— enrôlés comme volontaires (uniformes  
fournis par les députés aux), 1379.
- Portefeuille perdu par un fédéré, combat-  
tant du 10 août, 2642.  
— d'un garde suisse, tué le 10 août, 2548.  
— de maroquin rouge, contenant des pa-  
piers de M<sup>rs</sup> Adrien et de  
— de M<sup>rs</sup> de la Fayette, 1166.  
— de M<sup>rs</sup> de la Fayette, 1166.
- Portier du Pont-Royal des Tuileries, 2273.
- Portiers du Pont-Tournant des Tuileries,  
2248.
- Pont-Louis** (Amis de la Loi et citoyens  
de), 1188.

- Portier, J. le fils de J.-J. Rousseau, dit — Louis XVI demande par M. de Choiseul, 1732.
- lettre du Grenadier, Pic, 1415.
- lettre de Marie-Cécile, princesse ottomane, 1780.
- Portier, Louis-Charles, brigadier de gendarmerie national, 2662.
- Portes (des) patrydépé, du directeur et des employés de l'administration des, 1800.
- servantes, 2241.
- Port à Saint-Étienne (arrondissement de Saint-Étienne), le 10 août, 2495.
- Portier, Charles-Albert, député d'Indre-et-Loire à la Convention nationale, 2869.
- Portier, P. Polycarpe, substitut du procureur syndic du district de Laon, 3103.
- Portier, comme complicité sans transport de, 1148.
- à cartouches et à canon — délivrance par le magasin d'Essonnes de, 2188.
- de guerre — demande de, 1675, 2182, 2235 (envoi d'Essonnes de), 1708, 2188, 2232, 2716 de, 1708 de, 1708, arrivée par bateau — prise de possession de, 2232.
- de mine (envoi d'Essonnes de, 2188).
- fine (envoi du magasin d'Essonnes de), 1188.
- Portiers de guerre (arrondissement d'Essonnes et à Paris), 1675.
- de guerre — inventées par le sieur Barthélémy de Reologne, 1554.
- Portienor (Joseph), président du comité de la section des Landais, 875, 1176.
- Portier, François-Martin, député du Nord à la Convention nationale, 2793.
- Portier, de guerre (arrondissement de M. de Choiseul), 1675, 1676, 1677, 1678, 1679, 1680, 1681, 1682, 1683, 1684, 1685, 1686, 1687, 1688, 1689, 1690, 1691, 1692, 1693, 1694, 1695, 1696, 1697, 1698, 1699, 1700, 1701, 1702, 1703, 1704, 1705, 1706, 1707, 1708, 1709, 1710, 1711, 1712, 1713, 1714, 1715, 1716, 1717, 1718, 1719, 1720, 1721, 1722, 1723, 1724, 1725, 1726, 1727, 1728, 1729, 1730, 1731, 1732, 1733, 1734, 1735, 1736, 1737, 1738, 1739, 1740, 1741, 1742, 1743, 1744, 1745, 1746, 1747, 1748, 1749, 1750, 1751, 1752, 1753, 1754, 1755, 1756, 1757, 1758, 1759, 1760, 1761, 1762, 1763, 1764, 1765, 1766, 1767, 1768, 1769, 1770, 1771, 1772, 1773, 1774, 1775, 1776, 1777, 1778, 1779, 1780, 1781, 1782, 1783, 1784, 1785, 1786, 1787, 1788, 1789, 1790, 1791, 1792, 1793, 1794, 1795, 1796, 1797, 1798, 1799, 1800, 1801, 1802, 1803, 1804, 1805, 1806, 1807, 1808, 1809, 1810, 1811, 1812, 1813, 1814, 1815, 1816, 1817, 1818, 1819, 1820, 1821, 1822, 1823, 1824, 1825, 1826, 1827, 1828, 1829, 1830, 1831, 1832, 1833, 1834, 1835, 1836, 1837, 1838, 1839, 1840, 1841, 1842, 1843, 1844, 1845, 1846, 1847, 1848, 1849, 1850, 1851, 1852, 1853, 1854, 1855, 1856, 1857, 1858, 1859, 1860, 1861, 1862, 1863, 1864, 1865, 1866, 1867, 1868, 1869, 1870, 1871, 1872, 1873, 1874, 1875, 1876, 1877, 1878, 1879, 1880, 1881, 1882, 1883, 1884, 1885, 1886, 1887, 1888, 1889, 1890, 1891, 1892, 1893, 1894, 1895, 1896, 1897, 1898, 1899, 1900, 1901, 1902, 1903, 1904, 1905, 1906, 1907, 1908, 1909, 1910, 1911, 1912, 1913, 1914, 1915, 1916, 1917, 1918, 1919, 1920, 1921, 1922, 1923, 1924, 1925, 1926, 1927, 1928, 1929, 1930, 1931, 1932, 1933, 1934, 1935, 1936, 1937, 1938, 1939, 1940, 1941, 1942, 1943, 1944, 1945, 1946, 1947, 1948, 1949, 1950, 1951, 1952, 1953, 1954, 1955, 1956, 1957, 1958, 1959, 1960, 1961, 1962, 1963, 1964, 1965, 1966, 1967, 1968, 1969, 1970, 1971, 1972, 1973, 1974, 1975, 1976, 1977, 1978, 1979, 1980, 1981, 1982, 1983, 1984, 1985, 1986, 1987, 1988, 1989, 1990, 1991, 1992, 1993, 1994, 1995, 1996, 1997, 1998, 1999, 2000, 2001, 2002, 2003, 2004, 2005, 2006, 2007, 2008, 2009, 2010, 2011, 2012, 2013, 2014, 2015, 2016, 2017, 2018, 2019, 2020, 2021, 2022, 2023, 2024, 2025, 2026, 2027, 2028, 2029, 2030, 2031, 2032, 2033, 2034, 2035, 2036, 2037, 2038, 2039, 2040, 2041, 2042, 2043, 2044, 2045, 2046, 2047, 2048, 2049, 2050, 2051, 2052, 2053, 2054, 2055, 2056, 2057, 2058, 2059, 2060, 2061, 2062, 2063, 2064, 2065, 2066, 2067, 2068, 2069, 2070, 2071, 2072, 2073, 2074, 2075, 2076, 2077, 2078, 2079, 2080, 2081, 2082, 2083, 2084, 2085, 2086, 2087, 2088, 2089, 2090, 2091, 2092, 2093, 2094, 2095, 2096, 2097, 2098, 2099, 2100, 2101, 2102, 2103, 2104, 2105, 2106, 2107, 2108, 2109, 2110, 2111, 2112, 2113, 2114, 2115, 2116, 2117, 2118, 2119, 2120, 2121, 2122, 2123, 2124, 2125, 2126, 2127, 2128, 2129, 2130, 2131, 2132, 2133, 2134, 2135, 2136, 2137, 2138, 2139, 2140, 2141, 2142, 2143, 2144, 2145, 2146, 2147, 2148, 2149, 2150, 2151, 2152, 2153, 2154, 2155, 2156, 2157, 2158, 2159, 2160, 2161, 2162, 2163, 2164, 2165, 2166, 2167, 2168, 2169, 2170, 2171, 2172, 2173, 2174, 2175, 2176, 2177, 2178, 2179, 2180, 2181, 2182, 2183, 2184, 2185, 2186, 2187, 2188, 2189, 2190, 2191, 2192, 2193, 2194, 2195, 2196, 2197, 2198, 2199, 2200, 2201, 2202, 2203, 2204, 2205, 2206, 2207, 2208, 2209, 2210, 2211, 2212, 2213, 2214, 2215, 2216, 2217, 2218, 2219, 2220, 2221, 2222, 2223, 2224, 2225, 2226, 2227, 2228, 2229, 2230, 2231, 2232, 2233, 2234, 2235, 2236, 2237, 2238, 2239, 2240, 2241, 2242, 2243, 2244, 2245, 2246, 2247, 2248, 2249, 2250, 2251, 2252, 2253, 2254, 2255, 2256, 2257, 2258, 2259, 2260, 2261, 2262, 2263, 2264, 2265, 2266, 2267, 2268, 2269, 2270, 2271, 2272, 2273, 2274, 2275, 2276, 2277, 2278, 2279, 2280, 2281, 2282, 2283, 2284, 2285, 2286, 2287, 2288, 2289, 2290, 2291, 2292, 2293, 2294, 2295, 2296, 2297, 2298, 2299, 2300, 2301, 2302, 2303, 2304, 2305, 2306, 2307, 2308, 2309, 2310, 2311, 2312, 2313, 2314, 2315, 2316, 2317, 2318, 2319, 2320, 2321, 2322, 2323, 2324, 2325, 2326, 2327, 2328, 2329, 2330, 2331, 2332, 2333, 2334, 2335, 2336, 2337, 2338, 2339, 2340, 2341, 2342, 2343, 2344, 2345, 2346, 2347, 2348, 2349, 2350, 2351, 2352, 2353, 2354, 2355, 2356, 2357, 2358, 2359, 2360, 2361, 2362, 2363, 2364, 2365, 2366, 2367, 2368, 2369, 2370, 2371, 2372, 2373, 2374, 2375, 2376, 2377, 2378, 2379, 2380, 2381, 2382, 2383, 2384, 2385, 2386, 2387, 2388, 2389, 2390, 2391, 2392, 2393, 2394, 2395, 2396, 2397, 2398, 2399, 2400, 2401, 2402, 2403, 2404, 2405, 2406, 2407, 2408, 2409, 2410, 2411, 2412, 2413, 2414, 2415, 2416, 2417, 2418, 2419, 2420, 2421, 2422, 2423, 2424, 2425, 2426, 2427, 2428, 2429, 2430, 2431, 2432, 2433, 2434, 2435, 2436, 2437, 2438, 2439, 2440, 2441, 2442, 2443, 2444, 2445, 2446, 2447, 2448, 2449, 2450, 2451, 2452, 2453, 2454, 2455, 2456, 2457, 2458, 2459, 2460, 2461, 2462, 2463, 2464, 2465, 2466, 2467, 2468, 2469, 2470, 2471, 2472, 2473, 2474, 2475, 2476, 2477, 2478, 2479, 2480, 2481, 2482, 2483, 2484, 2485, 2486, 2487, 2488, 2489, 2490, 2491, 2492, 2493, 2494, 2495, 2496, 2497, 2498, 2499, 2500, 2501, 2502, 2503, 2504, 2505, 2506, 2507, 2508, 2509, 2510, 2511, 2512, 2513, 2514, 2515, 2516, 2517, 2518, 2519, 2520, 2521, 2522, 2523, 2524, 2525, 2526, 2527, 2528, 2529, 2530, 2531, 2532, 2533, 2534, 2535, 2536, 2537, 2538, 2539, 2540, 2541, 2542, 2543, 2544, 2545, 2546, 2547, 2548, 2549, 2550, 2551, 2552, 2553, 2554, 2555, 2556, 2557, 2558, 2559, 2560, 2561, 2562, 2563, 2564, 2565, 2566, 2567, 2568, 2569, 2570, 2571, 2572, 2573, 2574, 2575, 2576, 2577, 2578, 2579, 2580, 2581, 2582, 2583, 2584, 2585, 2586, 2587, 2588, 2589, 2590, 2591, 2592, 2593, 2594, 2595, 2596, 2597, 2598, 2599, 2600, 2601, 2602, 2603, 2604, 2605, 2606, 2607, 2608, 2609, 2610, 2611, 2612, 2613, 2614, 2615, 2616, 2617, 2618, 2619, 2620, 2621, 2622, 2623, 2624, 2625, 2626, 2627, 2628, 2629, 2630, 2631, 2632, 2633, 2634, 2635, 2636, 2637, 2638, 2639, 2640, 2641, 2642, 2643, 2644, 2645, 2646, 2647, 2648, 2649, 2650, 2651, 2652, 2653, 2654, 2655, 2656, 2657, 2658, 2659, 2660, 2661, 2662, 2663, 2664, 2665, 2666, 2667, 2668, 2669, 2670, 2671, 2672, 2673, 2674, 2675, 2676, 2677, 2678, 2679, 2680, 2681, 2682, 2683, 2684, 2685, 2686, 2687, 2688, 2689, 2690, 2691, 2692, 2693, 2694, 2695, 2696, 2697, 2698, 2699, 2700, 2701, 2702, 2703, 2704, 2705, 2706, 2707, 2708, 2709, 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715, 2716, 2717, 2718, 2719, 2720, 2721, 2722, 2723, 2724, 2725, 2726, 2727, 2728, 2729, 2730, 2731, 2732, 2733, 2734, 2735, 2736, 2737, 2738, 2739, 2740, 2741, 2742, 2743, 2744, 2745, 2746, 2747, 2748, 2749, 2750, 2751, 2752, 2753, 2754, 2755, 2756, 2757, 2758, 2759, 2760, 2761, 2762, 2763, 2764, 2765, 2766, 2767, 2768, 2769, 2770, 2771, 2772, 2773, 2774, 2775, 2776, 2777, 2778, 2779, 2780, 2781, 2782, 2783, 2784, 2785, 2786, 2787, 2788, 2789, 2790, 2791, 2792, 2793, 2794, 2795, 2796, 2797, 2798, 2799, 2800, 2801, 2802, 2803, 2804, 2805, 2806, 2807, 2808, 2809, 2810, 2811, 2812, 2813, 2814, 2815, 2816, 2817, 2818, 2819, 2820, 2821, 2822, 2823, 2824, 2825, 2826, 2827, 2828, 2829, 2830, 2831, 2832, 2833, 2834, 2835, 2836, 2837, 2838, 2839, 2840, 2841, 2842, 2843, 2844, 2845, 2846, 2847, 2848, 2849, 2850, 2851, 2852, 2853, 2854, 2855, 2856, 2857, 2858, 2859, 2860, 2861, 2862, 2863, 2864, 2865, 2866, 2867, 2868, 2869, 2870, 2871, 2872, 2873, 2874, 2875, 2876, 2877, 2878, 2879, 2880, 2881, 2882, 2883, 2884, 2885, 2886, 2887, 2888, 2889, 2890, 2891, 2892, 2893, 2894, 2895, 2896, 2897, 2898, 2899, 2900, 2901, 2902, 2903, 2904, 2905, 2906, 2907, 2908, 2909, 2910, 2911, 2912, 2913, 2914, 2915, 2916, 2917, 2918, 2919, 2920, 2921, 2922, 2923, 2924, 2925, 2926, 2927, 2928, 2929, 2930, 2931, 2932, 2933, 2934, 2935, 2936, 2937, 2938, 2939, 2940, 2941, 2942, 2943, 2944, 2945, 2946, 2947, 2948, 2949, 2950, 2951, 2952, 2953, 2954, 2955, 2956, 2957, 2958, 2959, 2960, 2961, 2962, 2963, 2964, 2965, 2966, 2967, 2968, 2969, 2970, 2971, 2972, 2973, 2974, 2975, 2976, 2977, 2978, 2979, 2980, 2981, 2982, 2983, 2984, 2985, 2986, 2987, 2988, 2989, 2990, 2991, 2992, 2993, 2994, 2995, 2996, 2997, 2998, 2999, 3000, 3001, 3002, 3003, 3004, 3005, 3006, 3007, 3008, 3009, 3010, 3011, 3012, 3013, 3014, 3015, 3016, 3017, 3018, 3019, 3020, 3021, 3022, 3023, 3024, 3025, 3026, 3027, 3028, 3029, 3030, 3031, 3032, 3033, 3034, 3035, 3036, 3037, 3038, 3039, 3040, 3041, 3042, 3043, 3044, 3045, 3046, 3047, 3048, 3049, 3050, 3051, 3052, 3053, 3054, 3055, 3056, 3057, 3058, 3059, 3060, 3061, 3062, 3063, 3064, 3065, 3066, 3067, 3068, 3069, 3070, 3071, 3072, 3073, 3074, 3075, 3076, 3077, 3078, 3079, 3080, 3081, 3082, 3083, 3084, 3085, 3086, 3087, 3088, 3089, 3090, 3091, 3092, 3093, 3094, 3095, 3096, 3097, 3098, 3099, 3100, 3101, 3102, 3103, 3104, 3105, 3106, 3107, 3108, 3109, 3110, 3111, 3112, 3113, 3114, 3115, 3116, 3117, 3118, 3119, 3120, 3121, 3122, 3123, 3124, 3125, 3126, 3127, 3128, 3129, 3130, 3131, 3132, 3133, 3134, 3135, 3136, 3137, 3138, 3139, 3140, 3141, 3142, 3143, 3144, 3145, 3146, 3147, 3148, 3149, 3150, 3151, 3152, 3153, 3154, 3155, 3156, 3157, 3158, 3159, 3160, 3161, 3162, 3163, 3164, 3165, 3166, 3167, 3168, 3169, 3170, 3171, 3172, 3173, 3174, 3175, 3176, 3177, 3178, 3179, 3180, 3181, 3182, 3183, 3184, 3185, 3186, 3187, 3188, 3189, 3190, 3191, 3192, 3193, 3194, 3195, 3196, 3197, 3198, 3199, 3200, 3201, 3202, 3203, 3204, 3205, 3206, 3207, 3208, 3209, 3210, 3211, 3212, 3213, 3214, 3215, 3216, 3217, 3218, 3219, 3220, 3221, 3222, 3223, 3224, 3225, 3226, 3227, 3228, 3229, 3230, 3231, 3232, 3233, 3234, 3235, 3236, 3237, 3238, 3239, 3240, 3241, 3242, 3243, 3244, 3245, 3246, 3247, 3248, 3249, 3250, 3251, 3252, 3253, 3254, 3255, 3256, 3257, 3258, 3259, 3260, 3261, 3262, 3263, 3264, 3265, 3266, 3267, 3268, 3269, 3270, 3271, 3272, 3273, 3274, 3275, 3276, 3277, 3278, 3279, 3280, 3281, 3282, 3283, 3284, 3285, 3286, 3287, 3288, 3289, 3290, 3291, 3292, 3293, 3294, 3295, 3296, 3297, 3298, 3299, 3300, 3301, 3302, 3303, 3304, 3305, 3306, 3307, 3308, 3309, 3310, 3311, 3312, 3313, 3314, 3315, 3316, 3317, 3318, 3319, 3320, 3321, 3322, 3323, 3324, 3325, 3326, 3327, 3328, 3329, 3330, 3331, 3332, 3333, 3334, 3335, 3336, 3337, 3338, 3339, 3340, 3341, 3342, 3343, 3344, 3345, 3346, 3347, 3348, 3349, 3350, 3351, 3352, 3353, 3354, 3355, 3356, 3357, 3358, 3359, 3360, 3361, 3362, 3363, 3364, 3365, 3366, 3367, 3368, 3369, 3370, 3371, 3372, 3373, 3374, 3375, 3376, 3377, 3378, 3379, 3380, 3381, 3382, 3383, 3384, 3385, 3386, 3387, 3388, 3389, 3390, 3391, 3392, 3393, 3394, 3395, 3396, 3397, 3398, 3399, 3400, 3401, 3402, 3403, 3404, 3405, 3406, 3407, 3408, 3409, 3410, 3411, 3412, 3413, 3414, 3415, 3416, 3417, 3418, 3419, 3420, 3421, 3422, 3423, 3424, 3425, 3426, 3427, 3428, 3429, 3430, 3431, 3432, 3433, 3434, 3435, 3436, 3437, 3438, 3439, 3440, 3441, 3442, 3443, 3444, 3445, 3446, 3447, 3448, 3449, 3450, 3451, 3452, 3453, 3454, 3455, 3456, 3457, 3458, 3459, 3460, 3461, 3462, 3463, 3464, 3465, 3466, 3467, 3468, 3469, 3470, 3471, 3472, 3473, 3474, 3475, 3476, 3477, 3478, 3479, 3480, 3481, 3482, 3483, 3484, 3485, 3486, 3487, 3488, 3489, 3490, 3491, 3492, 3493, 3494, 3495, 3496, 3497, 3498, 3499, 3500, 3501, 3502, 3503, 3504, 3505, 3506, 3507, 3508, 3509, 3510, 3511, 3512, 3513, 3514, 3515, 3516, 3517, 3518, 3519, 3520, 3521, 3522, 3523, 3524, 3525, 3526, 3527, 3528, 3529, 3530, 3531, 3532, 3533, 3534, 3535, 3536, 3537, 3538, 3539, 3540, 3541, 3542, 3543, 3544, 3545, 3546, 3547, 3548, 3549, 3550, 3551, 3552, 3553, 3554, 3555, 3556, 3557, 3558, 3559, 3560, 3561, 3562, 3563, 3564, 3565, 3566, 3567, 3568, 3569, 3570, 3571, 3572, 3573, 3574, 3575, 3576, 3577, 3578, 3579, 3580, 3581, 3582, 3583, 3584, 3585, 3586, 3587, 3588, 3589, 3590, 3591, 3592, 3593, 3594, 3595, 3596, 3597, 3598, 3599, 3600, 3601, 3602, 3603, 3604, 3605, 3606, 3607, 3608, 3609, 3610, 3611, 3612, 3613, 3614, 3615, 3616, 3617, 3618, 3619, 3620, 3621, 3622, 3623, 3624, 362

- Princée** (Nicolas-Etienne-Edouard Evin de), lieutenant de gendarmerie nationale à Bandy, 3889.
- Pierres sautées**, inventeur d'un nouveau moyen de défense, 3609.
- Prison de l'Abbaye** mise sous le sauvegarde de la Loi, 2423.
- du Châtelet, 2244.
- de la Conciergerie, 31, 144, 2261, 2483, 2491.
- de la Force, 415, 416, 430, 2234, 2244, 2456, 2474, 2483, 2904, 3849, 3918, 3961.
- Prisonniers** projet d'enlever et de massacrer les, 2241.
- d'Etat projet de retenir les parents des ennemis comme, 1439.
- condamnés pour l'attaque d'Etampes, 3965-3968, 3970, 3974.
- à l'Abbaye (officiers et sous-officiers suisses), 2435, 2436, 2457, 2466, 2467, 2472, 2476, 2478, 2488, 2491, 2499; enfermés dans la chapelle de l'Abbaye, 3893, 3895; mis au secret à l'Abbaye, 3887, 3894, 3925.
- de Bicêtre attitude au 10 août des, 2075, 2149, 2206, 2276; demande d'enrôlement comme volontaires par des, 1838, 1839; massacre des, 1837-1839; du Châtelet demande de départ comme volontaires par les, 1463.
- en la Conciergerie (officiers suisses), 2485, 2491.
- de la Force (demande d'enrôlement comme volontaires par des, 1694; mis au secret, 3961).
- Prisons de la Haute Cour nationale d'Orléans**, 430, 435, 436.
- de Paris forces en réserve pour la défense des, 1084, 1099, 1117, 2189; gendarmes affectés à la garde des, 3816; (projet d'enlever et de massacrer les prisonniers des), 2241; transfèrement des soldats suisses de Neudilly et de Courbevoie dans les, 2434.
- Prisve** (Claude-Gaspard, commissaire de la Commune), 2508, 2622.
- Prison constitutionnelle pour les soldats de l'armée du Haut-Rhin**, 374.
- Procédé de tir rapide** inventeur d'un, 4390.
- Procédure** contre les auteurs et fauteurs de l'insurrection d'Etampes, 321, 322, 328, 3965, 3966.
- contre les Marseillais, après la prise du 30 juillet, 1391.
- Procédures** des juges de paix aux Tuileries, 1440.
- Procès** du maréchal Rappin devant le Tribunal du 17 août, 2481, 2484, 2491, 2495, 2497, 2498, 2502.
- contre les gardes suisses (instruction du, 2422-2427, 2439, 2443, 2448, 2452, 2458, 2464, 2470-2473, 2476, 2478-2485, 2493, 2494).
- Procès-verbal** du commissaire de police de la section du Louvre sur un incident de la journée du 10 août, 2296.
- verbal de la destruction des objets déposés dans les fondations de la colonne de la Liberté, 1337, 1338.
- verbal des excès commis aux Tuileries par le peuple, 797.
- Procès-verbaux** des commissaires de la Commune chargés de l'examen des papiers des Tuileries, 2602, 2603.
- de la Commission du camp sous Paris, 1930.
- des délibérations du Conseil et Directoire du Département de Paris (examen des), 1185, 1186, 1197.
- de dépôt d'objets remis aux sections après le 10 août, 2495.
- de l'émeute d'Etampes, 525, 531, 532.
- de la Municipalité sur les événements du 20 juin, 799, 800, 806, 811, 905.
- sur la journée du 10 août, 2294-2399.
- des officiers judiciaires, 1108.
- Procession** de la Fête-Dieu (invitation de l'Assemblée législative à la), 719, 720.
- du vœu de Louis XIII suppression de la), 3845.
- Proclamation** aux citoyens du département du Lot sur les décrets du 10 août, 3061.
- aux Parisiens (projet de), 1746; au peuple lors du 20 juin (projet de), 1033, 1036, 1044, 1045.
- de l'Assemblée aux citoyens de Paris sur la lenteur des travaux du camp, 1951; de l'Assemblée pour la levée de 30,000 hommes dans le Département de Paris, 172, 178.
- des commissaires de l'Assemblée dans les départements voisins de Paris, 1573.
- du Conseil général de la Commune dé-





- par le sang Paris, citoyen de la section de l'Observation, 1147, 1150, 1151.
- violents formés contre Pyramide (bataillon des Indes), 2146.
- Prescription contre les incorpores, demande d'un décret de, 1016.
- des citoyens armés contre la France, voyez page de, 1275.
- Prose malaisant (Louis XVI) considéré comme un, 1158.
- Protestation d'un capitaine de la garde du Roi, 12.
- Protestations relatives à la journée du 20 juin, 906-1012; relatives à la journée du 10 août, 2747, 2815.
- Protestes Jean-Baptiste, chef de bataillon de la section armée de Bonne-Nouvelle, 2639, 2715.
- Provins** citoyens de, 399, 3920.
- conseil général du district de, 3193.
- (tribunal du district de), 3252.
- Provoquant au meurtre et au pillage, 1367, 1379.
- Provocations des grenadiers du bataillon des Filles-Saint-Thomas contre les Marseillais, 1389.
- de Théodore de Mercœur (compère), 752.
- Proyer (Doms Antoine), blessé du 10 août, 2789.
- PRUNELLE DE LIÈRE (Léonard-Joseph, député de l'Isère à la Convention nationale, 2816.
- Prussiens** annonce de la prise de la ville arrivée à Paris des, 2454.
- boulet lancé dans le camp de Maulde par les, 1675.
- (don d'un fusil enlevé aux, 1831.
- (lettre de, 2487.
- PUCELLE (Pierre-Claude-Hippolyte), député de la Somme à l'Assemblée législative, 2667.
- PUGET-BREQUET (Hélène-Paul) François-Bienvenu dit, maréchal de camp, capitaine d'artillerie de Moulins, 1675.
- PUL (sieur), lieutenant de la 2<sup>e</sup> compagnie de volontaires de Perpignan, 2667.
- PULPIN Pascal, artiste étranger, 1803.
- Puteaux** (bataillon) (section armée de), 2619.
- officiers municipaux de), 2449.
- Puy** conseil du district du, 3331.

- Puy-de-Dôme** assemblée électorale du département du, 2714.
- assemblée primaire des citoyens libres du département du, 3091, 2716.
- (conseil du département du), 3163.
- Georges Coupin, député du département du, 2148.
- Pyramide commémorative des morts du 10 août dans le jardin des Tuilleries, 2667, 2968.
- triangulaire rappelant le souvenir de Simonneau, maire d'Etampes, 526, 531; triangulaire sur le terrain de la Bastille (projet de), 27.
- Pyrenees-Orientales** conseil du département des, 1156.
- volontaires originaires des, 1498, 1777.

## Q

- Quai de la Conférence, 1820.
- de Conti, 1760.
- des Théatins, 2299, 2306.
- Quartier des Capucines, 3091.
- Saint-Paul, 2249.
- QUATREMAIS (Jean-Baptiste, fossoyeur de la paroisse de Saint-Paul, 2864.
- QUATREMAIS (Jean-Antoine-Charles-tome), député de l'Assemblée législative, 2054; commissaire inspecteur de la salle, 31; commissaire du Comité d'instruction publique, 538, 539.
- QUEFFENNE (François), dit ENOARD, ci-devant Suisse des appartements du Roi, 2400.
- QUERFON, garde suisse, 2471.
- Quête faite lors de la cérémonie funèbre du 26 août, 2970.
- QUINOT (Antoine), fendeur de Perquarier tué le 10 août, 3277.
- QUINOT, capitaine au bataillon de la section de la Place-Royale, 635.
- Quillan** = Laval (conseil général de la commune de), 3091.
- QUILLON, secrétaire-greffier du juge de paix de la commune de Perpignan, 3865.
- Quimper** administrateurs du district de, 3331.
- citoyens et habitants armés de), 2146.
- Quimperlé** municipalité de), 3343.

Querré, Nicolas-Marie, commissaire de l'Assemblée à l'armée du Nord, 1100, 1791, 1888, 1910.

Querré, complot de la garde nationale, 626.

## R

Raffin, de Saint-Louis, Jean-Paul, membre de l'Assemblée constituante, 2014.

Raix, député extraordinaire de Brest, 241.

Railly, de Saint-Est, Grand-Pierre-Maximilien, surintendant des finances du comté d'Artois, 42, 159, 160, 690, 2411, 3973.

Raffin, papeterie de l'Assemblée nationale, 200.

Raimon, Étienne/Nicolas, président d'âge du Conseil général de la Commune, 2135.

Raimon, sieur, représentant les citoyens de Rochefort à Paris, 1641.

Raimon, sieur, marquis 60, commandant principal de la garde nationale, 721, 732, 791, 839, 879, 880, 1020, 1023, 1027, 1032, 1035, 1038, 1039, 1042, 1051, 1053, 1063, 1066, 1067, 1070, 1081, 1082, 1083, 1091, 1093, 1099, 1117, 1120.

**Rambervillers**, citoyens de la Commune en assemblée primaire, 3478.

Rame, ou Ramme, volut de chambre de la Rév, 886.

Rameau, Jacques, commissaire de police de la section de la Proue-Auxerrois, 2613.

Rame, Jean-Pierre, député du Lot à l'Assemblée législative, 2066.

Rave, (Alexandre-Joseph), tapissier, 2357.

**Rappe**, combattants du 10 août, prison à 201, 208, 2074, 1888.

Rappe, sieur, greffier du bailliage des Filles-Saint-Thomas, 2397.

**Rapport** 1. l'Assemblée législative sur les travaux de l'Institut à Montmartre, 1810, 1811, 1812, 1813, 1814, 1815, 1816, 1817, 1818, 1819, 1820, 1821, 1822, 1823, 1824, 1825, 1826, 1827, 1828, 1829, 1830, 1831, 1832, 1833, 1834, 1835, 1836, 1837, 1838, 1839, 1840, 1841, 1842, 1843, 1844, 1845, 1846, 1847, 1848, 1849, 1850, 1851, 1852, 1853, 1854, 1855, 1856, 1857, 1858, 1859, 1860, 1861, 1862, 1863, 1864, 1865, 1866, 1867, 1868, 1869, 1870, 1871, 1872, 1873, 1874, 1875, 1876, 1877, 1878, 1879, 1880, 1881, 1882, 1883, 1884, 1885, 1886, 1887, 1888, 1889, 1890, 1891, 1892, 1893, 1894, 1895, 1896, 1897, 1898, 1899, 1900, 1901, 1902, 1903, 1904, 1905, 1906, 1907, 1908, 1909, 1910, 1911, 1912, 1913, 1914, 1915, 1916, 1917, 1918, 1919, 1920, 1921, 1922, 1923, 1924, 1925, 1926, 1927, 1928, 1929, 1930, 1931, 1932, 1933, 1934, 1935, 1936, 1937, 1938, 1939, 1940, 1941, 1942, 1943, 1944, 1945, 1946, 1947, 1948, 1949, 1950, 1951, 1952, 1953, 1954, 1955, 1956, 1957, 1958, 1959, 1960, 1961, 1962, 1963, 1964, 1965, 1966, 1967, 1968, 1969, 1970, 1971, 1972, 1973, 1974, 1975, 1976, 1977, 1978, 1979, 1980, 1981, 1982, 1983, 1984, 1985, 1986, 1987, 1988, 1989, 1990, 1991, 1992, 1993, 1994, 1995, 1996, 1997, 1998, 1999, 2000, 2001, 2002, 2003, 2004, 2005, 2006, 2007, 2008, 2009, 2010, 2011, 2012, 2013, 2014, 2015, 2016, 2017, 2018, 2019, 2020, 2021, 2022, 2023, 2024, 2025, 2026, 2027, 2028, 2029, 2030, 2031, 2032, 2033, 2034, 2035, 2036, 2037, 2038, 2039, 2040, 2041, 2042, 2043, 2044, 2045, 2046, 2047, 2048, 2049, 2050, 2051, 2052, 2053, 2054, 2055, 2056, 2057, 2058, 2059, 2060, 2061, 2062, 2063, 2064, 2065, 2066, 2067, 2068, 2069, 2070, 2071, 2072, 2073, 2074, 2075, 2076, 2077, 2078, 2079, 2080, 2081, 2082, 2083, 2084, 2085, 2086, 2087, 2088, 2089, 2090, 2091, 2092, 2093, 2094, 2095, 2096, 2097, 2098, 2099, 2100, 2101, 2102, 2103, 2104, 2105, 2106, 2107, 2108, 2109, 2110, 2111, 2112, 2113, 2114, 2115, 2116, 2117, 2118, 2119, 2120, 2121, 2122, 2123, 2124, 2125, 2126, 2127, 2128, 2129, 2130, 2131, 2132, 2133, 2134, 2135, 2136, 2137, 2138, 2139, 2140, 2141, 2142, 2143, 2144, 2145, 2146, 2147, 2148, 2149, 2150, 2151, 2152, 2153, 2154, 2155, 2156, 2157, 2158, 2159, 2160, 2161, 2162, 2163, 2164, 2165, 2166, 2167, 2168, 2169, 2170, 2171, 2172, 2173, 2174, 2175, 2176, 2177, 2178, 2179, 2180, 2181, 2182, 2183, 2184, 2185, 2186, 2187, 2188, 2189, 2190, 2191, 2192, 2193, 2194, 2195, 2196, 2197, 2198, 2199, 2200, 2201, 2202, 2203, 2204, 2205, 2206, 2207, 2208, 2209, 2210, 2211, 2212, 2213, 2214, 2215, 2216, 2217, 2218, 2219, 2220, 2221, 2222, 2223, 2224, 2225, 2226, 2227, 2228, 2229, 2230, 2231, 2232, 2233, 2234, 2235, 2236, 2237, 2238, 2239, 2240, 2241, 2242, 2243, 2244, 2245, 2246, 2247, 2248, 2249, 2250, 2251, 2252, 2253, 2254, 2255, 2256, 2257, 2258, 2259, 2260, 2261, 2262, 2263, 2264, 2265, 2266, 2267, 2268, 2269, 2270, 2271, 2272, 2273, 2274, 2275, 2276, 2277, 2278, 2279, 2280, 2281, 2282, 2283, 2284, 2285, 2286, 2287, 2288, 2289, 2290, 2291, 2292, 2293, 2294, 2295, 2296, 2297, 2298, 2299, 2300, 2301, 2302, 2303, 2304, 2305, 2306, 2307, 2308, 2309, 2310, 2311, 2312, 2313, 2314, 2315, 2316, 2317, 2318, 2319, 2320, 2321, 2322, 2323, 2324, 2325, 2326, 2327, 2328, 2329, 2330, 2331, 2332, 2333, 2334, 2335, 2336, 2337, 2338, 2339, 2340, 2341, 2342, 2343, 2344, 2345, 2346, 2347, 2348, 2349, 2350, 2351, 2352, 2353, 2354, 2355, 2356, 2357, 2358, 2359, 2360, 2361, 2362, 2363, 2364, 2365, 2366, 2367, 2368, 2369, 2370, 2371, 2372, 2373, 2374, 2375, 2376, 2377, 2378, 2379, 2380, 2381, 2382, 2383, 2384, 2385, 2386, 2387, 2388, 2389, 2390, 2391, 2392, 2393, 2394, 2395, 2396, 2397, 2398, 2399, 2400, 2401, 2402, 2403, 2404, 2405, 2406, 2407, 2408, 2409, 2410, 2411, 2412, 2413, 2414, 2415, 2416, 2417, 2418, 2419, 2420, 2421, 2422, 2423, 2424, 2425, 2426, 2427, 2428, 2429, 2430, 2431, 2432, 2433, 2434, 2435, 2436, 2437, 2438, 2439, 2440, 2441, 2442, 2443, 2444, 2445, 2446, 2447, 2448, 2449, 2450, 2451, 2452, 2453, 2454, 2455, 2456, 2457, 2458, 2459, 2460, 2461, 2462, 2463, 2464, 2465, 2466, 2467, 2468, 2469, 2470, 2471, 2472, 2473, 2474, 2475, 2476, 2477, 2478, 2479, 2480, 2481, 2482, 2483, 2484, 2485, 2486, 2487, 2488, 2489, 2490, 2491, 2492, 2493, 2494, 2495, 2496, 2497, 2498, 2499, 2500, 2501, 2502, 2503, 2504, 2505, 2506, 2507, 2508, 2509, 2510, 2511, 2512, 2513, 2514, 2515, 2516, 2517, 2518, 2519, 2520, 2521, 2522, 2523, 2524, 2525, 2526, 2527, 2528, 2529, 2530, 2531, 2532, 2533, 2534, 2535, 2536, 2537, 2538, 2539, 2540, 2541, 2542, 2543, 2544, 2545, 2546, 2547, 2548, 2549, 2550, 2551, 2552, 2553, 2554, 2555, 2556, 2557, 2558, 2559, 2560, 2561, 2562, 2563, 2564, 2565, 2566, 2567, 2568, 2569, 2570, 2571, 2572, 2573, 2574, 2575, 2576, 2577, 2578, 2579, 2580, 2581, 2582, 2583, 2584, 2585, 2586, 2587, 2588, 2589, 2590, 2591, 2592, 2593, 2594, 2595, 2596, 2597, 2598, 2599, 2600, 2601, 2602, 2603, 2604, 2605, 2606, 2607, 2608, 2609, 2610, 2611, 2612, 2613, 2614, 2615, 2616, 2617, 2618, 2619, 2620, 2621, 2622, 2623, 2624, 2625, 2626, 2627, 2628, 2629, 2630, 2631, 2632, 2633, 2634, 2635, 2636, 2637, 2638, 2639, 2640, 2641, 2642, 2643, 2644, 2645, 2646, 2647, 2648, 2649, 2650, 2651, 2652, 2653, 2654, 2655, 2656, 2657, 2658, 2659, 2660, 2661, 2662, 2663, 2664, 2665, 2666, 2667, 2668, 2669, 2670, 2671, 2672, 2673, 2674, 2675, 2676, 2677, 2678, 2679, 2680, 2681, 2682, 2683, 2684, 2685, 2686, 2687, 2688, 2689, 2690, 2691, 2692, 2693, 2694, 2695, 2696, 2697, 2698, 2699, 2700, 2701, 2702, 2703, 2704, 2705, 2706, 2707, 2708, 2709, 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715, 2716, 2717, 2718, 2719, 2720, 2721, 2722, 2723, 2724, 2725, 2726, 2727, 2728, 2729, 2730, 2731, 2732, 2733, 2734, 2735, 2736, 2737, 2738, 2739, 2740, 2741, 2742, 2743, 2744, 2745, 2746, 2747, 2748, 2749, 2750, 2751, 2752, 2753, 2754, 2755, 2756, 2757, 2758, 2759, 2760, 2761, 2762, 2763, 2764, 2765, 2766, 2767, 2768, 2769, 2770, 2771, 2772, 2773, 2774, 2775, 2776, 2777, 2778, 2779, 2780, 2781, 2782, 2783, 2784, 2785, 2786, 2787, 2788, 2789, 2790, 2791, 2792, 2793, 2794, 2795, 2796, 2797, 2798, 2799, 2800, 2801, 2802, 2803, 2804, 2805, 2806, 2807, 2808, 2809, 2810, 2811, 2812, 2813, 2814, 2815, 2816, 2817, 2818, 2819, 2820, 2821, 2822, 2823, 2824, 2825, 2826, 2827, 2828, 2829, 2830, 2831, 2832, 2833, 2834, 2835, 2836, 2837, 2838, 2839, 2840, 2841, 2842, 2843, 2844, 2845, 2846, 2847, 2848, 2849, 2850, 2851, 2852, 2853, 2854, 2855, 2856, 2857, 2858, 2859, 2860, 2861, 2862, 2863, 2864, 2865, 2866, 2867, 2868, 2869, 2870, 2871, 2872, 2873, 2874, 2875, 2876, 2877, 2878, 2879, 2880, 2881, 2882, 2883, 2884, 2885, 2886, 2887, 2888, 2889, 2890, 2891, 2892, 2893, 2894, 2895, 2896, 2897, 2898, 2899, 2900, 2901, 2902, 2903, 2904, 2905, 2906, 2907, 2908, 2909, 2910, 2911, 2912, 2913, 2914, 2915, 2916, 2917, 2918, 2919, 2920, 2921, 2922, 2923, 2924, 2925, 2926, 2927, 2928, 2929, 2930, 2931, 2932, 2933, 2934, 2935, 2936, 2937, 2938, 2939, 2940, 2941, 2942, 2943, 2944, 2945, 2946, 2947, 2948, 2949, 2950, 2951, 2952, 2953, 2954, 2955, 2956, 2957, 2958, 2959, 2960, 2961, 2962, 2963, 2964, 2965, 2966, 2967, 2968, 2969, 2970, 2971, 2972, 2973, 2974, 2975, 2976, 2977, 2978, 2979, 2980, 2981, 2982, 2983, 2984, 2985, 2986, 2987, 2988, 2989, 2990, 2991, 2992, 2993, 2994, 2995, 2996, 2997, 2998, 2999, 3000, 3001, 3002, 3003, 3004, 3005, 3006, 3007, 3008, 3009, 3010, 3011, 3012, 3013, 3014, 3015, 3016, 3017, 3018, 3019, 3020, 3021, 3022, 3023, 3024, 3025, 3026, 3027, 3028, 3029, 3030, 3031, 3032, 3033, 3034, 3035, 3036, 3037, 3038, 3039, 3040, 3041, 3042, 3043, 3044, 3045, 3046, 3047, 3048, 3049, 3050, 3051, 3052, 3053, 3054, 3055, 3056, 3057, 3058, 3059, 3060, 3061, 3062, 3063, 3064, 3065, 3066, 3067, 3068, 3069, 3070, 3071, 3072, 3073, 3074, 3075, 3076, 3077, 3078, 3079, 3080, 3081, 3082, 3083, 3084, 3085, 3086, 3087, 3088, 3089, 3090, 3091, 3092, 3093, 3094, 3095, 3096, 3097, 3098, 3099, 3100, 3101, 3102, 3103, 3104, 3105, 3106, 3107, 3108, 3109, 3110, 3111, 3112, 3113, 3114, 3115, 3116, 3117, 3118, 3119, 3120, 3121, 3122, 3123, 3124, 3125, 3126, 3127, 3128, 3129, 3130, 3131, 3132, 3133, 3134, 3135, 3136, 3137, 3138, 3139, 3140, 3141, 3142, 3143, 3144, 3145, 3146, 3147, 3148, 3149, 3150, 3151, 3152, 3153, 3154, 3155, 3156, 3157, 3158, 3159, 3160, 3161, 3162, 3163, 3164, 3165, 3166, 3167, 3168, 3169, 3170, 3171, 3172, 3173, 3174, 3175, 3176, 3177, 3178, 3179, 3180, 3181, 3182, 3183, 3184, 3185, 3186, 3187, 3188, 3189, 3190, 3191, 3192, 3193, 3194, 3195, 3196, 3197, 3198, 3199, 3200, 3201, 3202, 3203, 3204, 3205, 3206, 3207, 3208, 3209, 3210, 3211, 3212, 3213, 3214, 3215, 3216, 3217, 3218, 3219, 3220, 3221, 3222, 3223, 3224, 3225, 3226, 3227, 3228, 3229, 3230, 3231, 3232, 3233, 3234, 3235, 3236, 3237, 3238, 3239, 3240, 3241, 3242, 3243, 3244, 3245, 3246, 3247, 3248, 3249, 3250, 3251, 3252, 3253, 3254, 3255, 3256, 3257, 3258, 3259, 3260, 3261, 3262, 3263, 3264, 3265, 3266, 3267, 3268, 3269, 3270, 3271, 3272, 3273, 3274, 3275, 3276, 3277, 3278, 3279, 3280, 3281, 3282, 3283, 3284, 3285, 3286, 3287, 3288, 3289, 3290, 3291, 3292, 3293, 3294, 3295, 3296, 3297, 3298, 3299, 3300, 3301, 3302, 3303, 3304, 3305, 3306, 3307, 3308, 3309, 3310, 3311, 3312, 3313, 3314, 3315, 3316, 3317, 3318, 3319, 3320, 3321, 3322, 3323, 3324, 3325, 3326, 3327, 3328, 3329, 3330, 3331, 3332, 3333, 3334, 3335, 3336, 3337, 3338, 3339, 3340, 3341, 3342, 3343, 3344, 3345, 3346, 3347, 3348, 3349, 3350, 3351, 3352, 3353, 3354, 3355, 3356, 3357, 3358, 3359, 3360, 3361, 3362, 3363, 3364, 3365, 3366, 3367, 3368, 3369, 3370, 3371, 3372, 3373, 3374, 3375, 3376, 3377, 3378, 3379, 3380, 3381, 3382, 3383, 3384, 3385, 3386, 3387, 3388, 3389, 3390, 3391, 3392, 3393, 3394, 3395, 3396, 3397, 3398, 3399, 3400, 3401, 3402, 3403, 3404, 3405, 3406, 3407, 3408, 3409, 3410, 3411, 3412, 3413, 3414, 3415, 3416, 3417, 3418, 3419, 3420, 3421, 3422, 3423, 3424, 3425, 3426, 3427, 3428, 3429, 3430, 3431, 3432, 3433, 3434, 3435, 3436, 3437, 3438, 3439, 3440, 3441, 3442, 3443, 3444, 3445, 3446, 3447, 3448, 3449, 3450, 3451, 3452, 3453, 3454, 3455, 3456, 3457, 3458, 3459, 3460, 3461, 3462, 3463, 3464, 3465, 3466, 3467, 3468, 3469, 3470, 3471, 3472, 3473, 3474, 3475, 3476, 3477, 3478, 3479, 3480, 3481, 3482, 3483, 3484, 3485, 3486, 3487, 3488, 3489, 3490, 3491, 3492, 3493, 3494, 3495, 3496, 3497, 3498, 3499, 3500, 3501, 3502, 3503, 3504, 3505, 3506, 3507, 3508, 3509, 3510, 3511, 3512, 3513, 3514, 3515, 3516, 3517, 3518, 3519, 3520, 3521, 3522, 3523, 3524, 3525, 3526, 3527, 3528, 3529, 3530, 3531, 3532, 3533, 3534, 3535, 3536, 3537, 3538, 3539, 3540, 3541, 3542, 3543, 3544, 3545, 3546, 3547, 3548, 3549, 3550, 3551, 3552, 3553, 3554, 3555, 3556, 3557, 3558, 3559, 3560, 3561, 3562, 3563, 3564, 3565, 3566, 3567, 3568, 3569, 3570, 3571, 3572, 3573, 3574, 3575, 3576, 3577, 3578, 3579, 3580, 3581, 3582, 3583, 3584, 3585, 3586, 3587, 3588, 3589, 3590, 3591, 3592, 3593, 3594, 3595, 3596, 3597, 3598, 3599, 3600, 3601, 3602, 3603, 3604, 3605, 3606, 3607, 3608, 3609, 3610, 3611, 3612, 3613, 3614, 3615, 3616, 3617, 3618, 3619, 3620, 3621, 3622, 3623, 3624, 3625, 3626, 3627, 3628, 3629, 3630, 3631, 3632, 3633, 3634, 3635, 3636, 3637, 3638, 3639, 3640, 3641, 3642, 3643, 3644, 3645, 3646, 3647, 3648, 3649, 3650, 3651,

- Rassemblements dans la cour du Manège  
— dispersion des, 1351; autour de l'As-  
semblee, 2054, 2081.
- armes des Faubourgs Saint-Antoine et  
Saint-Marceau, 745, 747, 748, 759, 761,  
764, 766, 768, 772, 782-784, 809, 842,  
823, 1017, 1019, 1028, 1036, 1042-1044,  
1048, 1061, 1077, 1063, 1078, 1123, 1361,  
1978, 1990, 2004, 2027, 2034, 2039, 2100,  
2103, 2110, 2122, 2124, 2126, 2128, 2129,  
2139.
- menaçants pour la Société des Jaco-  
bins, 1120.
- militaires dans le Midi, 949.
- nocturnes à Paris, 449.
- tumultueux projet de voler les ci-  
toyennes aux, 1075.
- Remy, Louis-Etienne-Chrysostome, blessé  
du 10 août, 2838.
- Rivo, Dominique, fédéré de Marseille,  
mort à l'hôpital de la Charité, de bles-  
sures reçues le 10 août, 2688.
- Rivier, Guillaume-Jacques, tapissier, ser-  
gent-major des canonniers du bataillon  
de Sainte-Geneviève, 2435.
- Revêtement de Paris du côté de la Nor-  
mandie, 1427.
- Rayoso, lieutenant-colonel de la 29<sup>e</sup> di-  
vision de gendarmerie nationale, 2257,  
2265.
- Reynoso, tambour au bataillon de la  
Croix-Rouge, 645.
- Real (Pierre-François), accusateur public  
pres le Tribunal du 11 août, 2493; mem-  
bre du Département de Police et de sur-  
veillance, 2444.
- Rébellion des soldats de Châteauneuf,  
173, 180, 187.
- Recensement des fusils de chasse chez les  
armuriers, 1888.
- des tués et des blessés du 10 août, 2631,  
2659, 2716, 2722, 2729, 2750, 2757-2759,  
2766, 2783, 2793, 2810, 2825.
- Récompenses par Louis XVI de sommes  
avancées par M. du Châtelet, 2037.
- Réception des députés en mission à Cam-  
brai, 2980.
- des soldats de Châteauneuf à l'Assem-  
blée législative, 197-199.
- Recours des droits d'enregistrement  
— extraits à un établissement de 40,000  
livres, 1597.
- Reques (seu), sous-lieutenant de cano-  
niers du bataillon de Saint-Philippe-  
du-Roule, 3944.
- Recollets, caserne des, 2492.
- Récoltes' adhésion aux décrets du 10 août  
retardée par la rentrée des, 3656; (sol-  
dats suisses chargés de la garde des,  
2462-2464).
- Récompense de 300 livres allouée à un  
jeune volontaire, 1693.
- Récompenses attribuées aux blessés du  
10 août, 2819.
- Reconno, Simon, commandant du ba-  
taillon des Gravilliers, 2494.
- Recrudescence des vols et meurtres à  
Paris, 394-399.
- Recrues envoyées de Paris au camp de  
Soissons (défaut de taille et de force  
physique des), 1492.
- Recrutement des bataillons de volontaires,  
1437-1746, 3185.
- Remig (baron de), capitaine aux gardes  
suisses, 2478; (compagnie suisse de,  
2471).
- Redon (tribunal du district des), 3615.
- Réforme des abus et des lois par la Con-  
vention nationale (vœu pour la), 3672.
- des administrations inféodées à l'an-  
cien pouvoir exécutif, 3534.
- de la compagnie des *Hussards de la  
Liberté*, 1724.
- de l'établissement de la garde nationale  
parisienne (demande des), 674.
- des vices de la Constitution, 3733.
- proposées par les fédérés de Beaune,  
1318.
- Refus de publier la loi relative à la sus-  
pension du pouvoir exécutif, 3750, 3780,  
3782.
- Régénération des corps administratifs et  
judiciaires (vœu pour la), 3745.
- Régiment de cavalerie (suspension du lie-  
utenant-colonel du 11<sup>e</sup>, 3806, 3807; (démis-  
sions d'officiers du 11<sup>e</sup>, 3810; de cavalerie  
21<sup>e</sup> en garnison à Mézières, 1774; de ca-  
valerie 240<sup>e</sup> au camp de Bellefontaine  
(adresse du), 3758; de cavalerie (24<sup>e</sup>) en  
garnison à Compiègne, 3209; de dra-  
gons (13<sup>e</sup>) au camp de Mouzon, 3764.
- d'infanterie (manœuvres coupables du  
colonel du 14<sup>e</sup>, 4509; d'infanterie (lettre  
du capitaine du 36<sup>e</sup>, 3434), serment





- Rennes (département de), 206, 207.  
— (arrondissement de), 206.  
**Rennes** (citoyens de), 328.  
— (commune de), 206.  
— (département de), 206.  
Régiment Français (garde suisse), 2682.  
Régiments engagés sous la bannière des volontaires  
français, 1673.  
Régiment des ministres de Louis XVI, 677.  
Régiment de la garde, 809.  
Régiment (don de l'Opéra au profit des  
victimes de la mort), 484.  
— du drapeau français pour les dépenses  
de la guerre, 1800.  
Représentations théâtrales au Marais pour  
les frais de la guerre, 1861.  
Républicanisme (demande de mesures  
contre le), 997.  
Répartition du don d'attachement pour le ser-  
vice du Comité de Police et de surveil-  
lance, 2269.  
— de terre pour réprimer la révolte, 1.  
— à Saint-Denis, des boulangers, charges  
de fabriquer le pain de munition, 1958.  
— de la terre publique en faveur des  
gardes suisses, 2112.  
— de 400 gardes suisses de renfort par  
le Maire et le Commandant général,  
2996.  
— de 30,000 hommes dans les départe-  
ments voisins de Paris pour la défense  
des frontières, 3029.  
— (projet de la garde nationale par Ven-  
dôme), 2982.  
Réserves de la garde nationale au Garde-  
Municipal de Paris, 3100.  
Réserve pour la fête de la Liberté (fourni-  
ture de), 344.  
Responsabilité et solidarité des ministres,  
1000.  
Restaurants du Pont-Tournant des Tuileries,  
2248.  
Restauration mystérieuse de deux paquets  
d'assignats trouvés aux Tuileries, 2550.  
Restout (Jean-Bernard), artiste du Louvre,  
2270.  
— (garde nationale), 2112.  
Rétention d'urine survenue à la suite de  
la mort, 1000.  
**Rethel** (arrondissement de), 3053.  
— (directoire du district de), 3524.  
Réfractaire (des armées prussiennes), 1.  
Refractaire (conseil général de la commune de Saint-  
Rémy), 1000.  
serment de fidélité prêté à Louis XVI,  
3098.  
Retraite demandée par M. Roland comme  
ancien soldat des volontaires, 1200.  
Retranchement portatif (offre patriotique  
d'un), 1568.  
Retranchements du camp sous Paris, garnis  
de chardons en fer, 1957.  
Révenlox (Jean-Baptiste), entrepreneur de  
la manufacture de papiers peints de la  
rue de Montreuil, 245 (don patriotique  
des citoyens de la commune de), 1429.  
Révolutions, survenant dans la garde na-  
tionale (le), 1000.  
Revue de l'armée française aux Tuileries  
demande d'un(e), 1323; de la 2<sup>e</sup> légion  
de la garde nationale (ajournement de  
la), 1418; du 102<sup>e</sup> régiment par Marie-  
Antoinette, 1074.  
— de départ de la gendarmerie nationale,  
1903.  
— (passer, le 19 août, par Louis XVI aux  
Tuileries), 2130, 2303, 2307, 2309, 2316,  
2320, 2321, 2322, 2323, 2324, 2325,  
2329, 2363, 2365, 2372, 2393.  
— (présenter par Saint-Perre), 1000.  
**Rhè** (assemblée primaire du canton de  
Saint-Martin, ile de), 3551.  
Riomas (Giraud), mort des suites de bless-  
ures reçues le 10 août 2000, 280.  
**Rhône-et-Loire** (assemblée électoral du  
département de), 3735.  
— (citoyens actifs du département de),  
1000.  
— (conseil général du département de),  
3109, 3438.  
— (fédéré du département de), 2789.  
— (procureur général syndic du départe-  
ment de), 1339.  
**Ribérac** (conseil d'administration du dis-  
trict de), 3266.  
Ries (Louis), député des Pyrénées-Orien-  
tales à l'Assemblée législative, 438.  
**Riccy** (arrondissement de), 3053.  
— (directoire du district de), 3524.  
Ricuno (Julien), volontaire du bataillon  
des Invalides, 2456.  
— (conseil général de), 3053.

- Rommes (pays) sujet à la Forc, 2904.
- Rouffignol (Hug.) (Maurice), Armand de  
— (de Vienne) (de Plessis), maréchal de  
camp, chef d'état-major de l'armée de  
Rhin, 3166, 3812, 3813.
- Rouffignol, ancien garde du Roi, 312.
- Rieux** (conseil du district de), 3363.
- Rigny-le Ferron** (municipalité et ci-  
toyens libres de), 3259.
- Riom** (conseil général et corps judiciaires  
de), 3442.  
— (hommes libres de), 3694.
- Ris** (garde suisse, occupé à la conservation  
des récoltes dans la commune de),  
2964.
- Rissac (Jacques-César), mandataire de M.  
de Lamotte, 454.
- Ritter (François-Joseph), commissaire de  
l'Assemblée à l'armée du Rhin, 3815.
- Rives** (gardes nationaux du canton de),  
3470.  
— (municipalité de), 3470.
- Rives, viduitaire du bataillon du Port  
Saint-Antoine, 622.
- Rivier, lieutenant en deuxième infanterie,  
176, 188.
- Rivière (Louise), blessé du 10 août, 2802.
- Rivone (Marie-Maurice), vice-président  
du département de l'Aoste, 3799, 3800,  
3808.
- Rocher (Jean), 807, 2098.
- Rocher (Pierre), soldat suisse, 2441.
- Rocher (François), journaliste, commis-  
saire de la Commune, 2335; vice-prési-  
dent de la Commune du 10 août, 2197.  
— Jean-François, capitaine de volontaires  
au bataillon de Saint-Médard, 541.  
— (compagnon d'armes des Bourgeois royaux,  
2007.  
— Nicolas-Rocher, adjoint de la section  
de Molière et la Fontaine, tué le 10  
août, 2447, 2846.
- (section) (Charbonnet, 2846).
- (citoyen de la section de Saint-Lazare,  
1796).
- Rocher (Jean), Maréchal-de-logis, adjoint à  
la Commune, 163, 171.
- Rocher (Louis), agent de section à l'As-  
semblée nationale, 1673.
- (Procureur-général, citoyen de la section  
de l'Inde), 198.
- (section) (officiers), 2007.
- Rochesson, libraire à Londres, 454.
- Rochet (mort des Déplacements), 2935.
- Rochet (Jean) (Jean-Baptiste-François de  
Vienne) (comte de), comte d'Alsace,  
2007 et 2008.
- Rochefort** (conseil de), 1893, 1948.  
— (ateliers de la marine de), 2998.  
— (casernements des troupes de), 2998.  
— conseil général de), 2998.  
— (conseils du district et de la commune  
de), 3462.  
— (corps administratifs, judiciaires et mi-  
litaires de), 3684.  
— (garde nationale de), 3692.  
— (places d'armes de), 3692.  
— (tribunal du district de), 925.  
— (troupes de terre et de mer de), 3692.
- Rochellais** (départ de volontaires), 3091.
- Rocrol** administrateurs du district de),  
3305.  
— (carte abrégée de Bars-sur-Aube à),  
1819.  
— (district de), 982.
- Rodez** (district et municipalité de), 3130.
- Rodier (Jean), (Hoyon de la section  
Popincourt, mort des suites de blessures  
recues le 10 août, 2678.
- Rodier (Hug.) (Hoyon de Saint-Louis),  
officier aux gardes suisses, 2478.
- Roderer (Pierre-Louis), procureur général  
syndic du Département de Paris, p. 2,  
146, 128, 139, 140, 141, 189, 190,  
191, 148, 149, 154, 155, 184, 801, 804,  
819, 820, 841, 842, 843, 860, 861, 864,  
1016, 1017, 1019, 1032, 1033, 1041-1043,  
1045, 1047, 1035-1057, 1062, 1065, 1067,  
1069, 1073, 1075, 1077, 1092, 1095, 1098,  
1099, 1100, 1111, 1116, 1117, 1186, 1190,  
1346, 1978, 1997, 1998, 2005, 2008, 2010,  
2044, 2045, 2046, 2047, 2048, 2049,  
2076, 2088, 2400, 2403, 2413, 2418, 2421,  
2422, 2423, 2470, 2471, 2472, 2473, 2474,  
2477, 2465, 2466, 2424, 2425, 2491.
- Rodier (chambre) (section générale de la  
section de l'Île-Saint-Louis, 2576).
- Rodier (Jean) (Charles) (procureur de la  
section de l'Alsace), 2007 et 2008.
- Rodier (Jean) (Charles) (procureur de la  
section de l'Alsace), 2007 et 2008.
- Rodier (Jean) (Charles) (procureur de la  
section de l'Alsace), 2007 et 2008.
- Rodier (Jean) (Charles) (procureur de la  
section de l'Alsace), 2007 et 2008.

- grenadier du bataillon des Mimos, 387.
- volontaire du bataillon des Filles-Dieu, 654.
- ROUSSEAU DE LA PRAIRIE** (Jean-Marie), ministre de l'intérieur, 117, 162, 395, 396, 397, 399, 419, 428, 430, 433, 441, 449, 457, 486, 499, 531, 542, 675, 677, 678, 681, 685, 687, 688, 705, 863, 864, 1255, 1726, 1727, 1742-1745, 1885, 1890, 1895, 1949, 1957, 1961, 1963, 2154, 2164, 2256, 2469, 2519, 2530, 2531, 2533, 2751, 2766, 2971, 3003, 3059, 3240, 3648, 3779, 3783, 3801, 3804, 3867; chargé par intérim du ministère de la justice, 2.
- ROLLAND** (Louis-Nicolas), commissaire des guerres de l'artillerie, 504, 1440, 1461, 1699, 1881.
- (Pierre), pauvre domestique, 1747.
- ROLLOT** (sieur), sous-lieutenant de compagnie franche, 1497.
- Romains** (Allobroges, terreur des), 3328.
- Romainville** (butte derrière le bois de), 1915.
- Romans** (citoyens de), 5001.
- (conseil général du district de), 3546.
- Rome** (décrets de l'Assemblée dignes des beaux jours de), 3688.
- ROMME** (Charles-Gilbert), député du Puy-de-Dôme à l'Assemblée législative, 1599, 1613.
- RONDONNEAU** (Louis), secrétaire du Sceau, 905.
- ROSSIN** (Charles-Philippe), commissaire du Conseil exécutif provisoire dans le département de Seine-et-Marne, 1799; orateur lors de la fête funèbre du 26 août, 2971, 3947.
- Roquemauro** (société patriotique de), 4529.
- ROSER**, commis de la Convention, secrétaire de la Commission chargée du retrait des dépôts déposés sous la colonne de la Liberté, 1437.
- Rosières-aux-Salines** (commune de), 3668.
- ROUSSEAU** (Jean-Antoine), commissaire des Pontons, pris du 19 août, 2040, 2041; membre du Département de Police et de surveillance, 2259, 2260, 2441.
- ROUY** (Antoine), citoyen de la section des Quatre-Nations, 1410.
- Rouen** (bruits répandus du départ de Louis XVI pour), 2311.
- (bruits répandus de la translation de l'Assemblée à), 2311.
- (carte abrégée de Strasbourg à), 1819.
- (citoyens actifs de), 928, 969, 3052.
- (départ de navires chargés de matériel de guerre pour), 1927.
- (habitant de), 1133.
- (juges de paix de), 3292.
- siège de la 15<sup>e</sup> division militaire, 2311.
- (tribunal de police correctionnelle de), 3292.
- ROUGEVILLE** (de), lieutenant-colonel de cavalerie, 905.
- ROCHÈRE** (Benoît), secrétaire du département des Affaires étrangères, 2165.
- ROUILLÉ** (Frédéric), garde suisse, 2518.
- ROULEAU** (Pierre), blessé du 10 août, 2796, 2829.
- ROUSSEAU** (Augustin-Bernard-Louis-Joseph), maître d'armes du prince royal, 2365, 3918.
- l'abbé Claude-Louis, prédicateur ordinaire de Louis XVI, 56, 57.
- (buste de marbre antique représentant Jean-Jacques), 2578; (hommage de l'édition des œuvres de Jean-Jacques), 1402; son portrait à la plume, 109.
- capitaine de la 3<sup>e</sup> compagnie de la 1<sup>re</sup> division de la garde nationale, 2765.
- intendant de Bouillé, 3918.
- ROUSSEL** (Charles), Hollandais, portier au Pont-Royal des Tuileries, 2275.
- ROUSSELET** (Pierre), citoyen de la section de Bonne-Nouvelle, vainqueur de la Bastille, 186, 195.
- ROUSSEINEAU** (Jean-François), curé de Saint-Germain-des-Prés, 172.
- ROUVEAU** (Jacques-Antoine), commissaire du département de Seine-et-Oise à Étampes, 521, 530.
- ROUX** (Jacques), prêtre de la section des Gravilliers, commissaire auprès de la Cour martiale, 2461.
- ROUX-FASILLAC** (Pierre), député de la Dordogne à l'Assemblée législative, 1469; commissaire de l'Assemblée pour la translation de l'Assemblée à Paris, 180.
- ROUY** (Charles), professeur de mathématiques, 1480, 1481.

- Bey**, Pierre-Paul, médecin du quai de la  
des Saint-Germain, 1161.  
- Pierre-Paul, secrétaire général de la  
Commune de Paris, 1030, 2030, 2088,  
2151.  
ministère, 212.
- Berre**, Claude, membre du Conseil gé-  
néral de la Commune, 2119.  
- Talley Jacques-Corintin, professeur de la  
*Faute du Roi*, 192, 409.
- Bize**, Jacques-Auguste, mission de l'As-  
semblée nationale, 3823.
- Rozoy**, comme de l'Administration du  
district de , 3254.  
council general de la commune de ,  
3254.
- Rouap**, Pierre-Charles, député de la Cha-  
rente-Inferieure à l'Assemblée législa-  
tive, 1894, 1927, 1938.
- Rubell**, Nicolas, auteur d'une relation de la  
pourvue du 10 août, 2295.
- Rubens**, de Bertheval Jean-Antoine DE ,  
tanneur, 215.
- Ruell**, chirurgien d'une compagnie suisse  
casernée à, 2413.  
— compagnie suisse d'Afry, casernée à ,  
2406, 2413; compagnie suisse de Cas-  
telles, casernée à, 2406.  
départ des Suisses de, 2400, 2409.  
désarmement des gardes suisses ca-  
sernées à, 2413.  
ville nationale de, 2450.  
de l'ordre Français, 2480.  
municipalité de, 2453.  
— pourpandants lutes par les commis-  
saires du Département de Police de Paris  
à, 2400.
- Rueil**, Vergandine, 2411; d'Angen, 2622;  
de Affre, St., 1919; des Armes, 1717;  
d'Angen, 2606; du Roi, 2300; Bureau  
du Roi, 2613; Beaubourg, [1793]; de  
fleuve, 2200, 2670; de Berey, 2673;  
Berey, 1791; du Boulon, 2200; de  
Boulbon, 329; de Bourbon-Château, 338;  
de Bourgogne, 1785; de Bréville, 2200;  
Bréville, 1785; de Bréville, 1785;  
de Brey, 338, 407; de la Chaux-de-  
Fay, 1785; de la Chaux-de-Fay, 1785;  
de la Chaux-de-Fay, 1785; de la Chaux-de-  
Fay, 1785; de la Chaux-de-Fay, 1785;  
de la Chaux-de-Fay, 1785; de la Chaux-de-  
Fay, 1785; de la Chaux-de-Fay, 1785;  
de la Chaux-de-Fay, 1785; de la Chaux-de-  
Fay, 1785; de la Chaux-de-Fay, 1785;

## S

**SABARD P.-I.** volontaire du bataillon des Champs-Élysées, 631.

**SABATON** Raphaël-Bienvenue, chirurgien en chef des invalides, 2723.

**Sables-d'Olonne** conseil général de la commune de, 3279.

— conseil du district de, 3374.

— société des Amis de la Constitution de, 3717.

**Sabre** d'honneur offert au grenadier Pie, 350, 351.

**Sabres** dépôt des pour empêcher leurs délapidations, 1888.

— pour armer les volontaires (don de), 1755, 1775.

— envoyés de l'arsenal de Rochefort à Paris, 1893.

**Sac** d'argent ramassé dans le jardin des Tuileries, 2559, 2666.

**SACE** (Balthazar-Georges), inspecteur de l'Ecole nationale des Ponts et chaussées, 297.

— témoin dans l'affaire Jouneau et Grange-neuve, 730.

**SAGET**, ex-président du district de Versailles, 1946.

**Saillans** assemblée primaire du canton de, 3546.

**Saint-Aix** abbé, 1348.

**Saint-Aignan-Montrichard** (Loir-et-Cher), conseil général du district de, 3037.

— société des Amis de la Constitution de, 2988.

**Saint-Amand** cantonnement des 4<sup>e</sup> et 2<sup>e</sup> bataillons de volontaires de Paris à, 1660.

— habitants de, 1660.

— municipalité de, 3288.

**Saint-Ambroix** (Gard), citoyens de, 3695.

**Saint-Amand** (siècle), artiste de l'Ambigu-Compte, 2931.

**Saint-Aubin-d'Arquenay** citoyens du canton de, 3183.

**Saint-Barthélemy** punition la plus terrible de, 3619.

**Saint-Brieuc** administrateurs du district de, 3258.

— tribunal criminel des Côtes-du-Nord à, 3127.

**Saint-Calais** conseil général de la commune de, 3122.

**Saint-Chamas** citoyennes de, 999.

**Saint-Claude** conseil permanent de la commune de, 3621.

— conseil du district de, 3362.

**Saint-Cloud** bataillon de garde nationale de, 2465.

— château de, 2465.

— (désarmement des gardes suisses à), 2433, 2465.

— (municipalité de), 452, 453.

**Saint-Denis** arrestation d'artillerie à, 369. — de gardes suisses à, 2462, 2463, 2469.

— atelier pour la confection d'habillments militaires à, 1481.

— canon acheté par les habitants de, 1874.

— (commune de), 4571, 1874.

— déchéance de Louis XVI demandée par les citoyens de, 1994.

— (dépôt de), 2463.

— dépôt au Garde-Meuble des objets du trésor de, 3857.

— détachement d'invalides en garnison à, 1571.

— direction de, 486.

— district de, 1603, 1571, 1600-1603, 2441, 2462.

— envoi proposé de régiments à, 2341.

— fabrication du pain de munition à, 1958.

— (garde nationale de), 4571, 1874.

— magasin de tentes et équipements militaires de, 1868.

— passage fréquent d'engages pour les troupes de ligne et de volontaires à, 1633.

— plaines de, 1951.

— volontaires de, 1608.

**Saint-Dizier** tribunal du district de, 1900.

**Saint-Etienne** commune de, 3267.

**Saint-Fargeau** citoyens actifs de, 974.

— société du canton de pour le recrutement des volontaires, 3185.

— société des Amis de la Constitution de, 3181.



- Saint-Eloi** (Mare-Lammezel, Massieu) de . 224.
- Saint-Florent-le-Vieil** conseil général de la commune de . 3009.
- Saint-Florentin** conseil général du district de . 3404.
- Saint-Flour** (conseil du district de). 3248.
- Saint-Gengoux-le-National** (citoyens de). 3000.
- Saint-Germain** 1. légion américaine du Midi, commandée par le sieur . 2740, 2743.
- Saint-Germain-en-Laye** conseils généraux du district et de la commune de . 4600, 3040.
- (départ au début de la poursuite du 10 août des citoyens de). 3040.
- établissements dits du *Vaufruit* sur le territoire de . 4600, 1674.
- volontaires fédérés de . 1674, 2237.
- Saint-Girons** conseil . 1257.
- Saint-Haon-le-Châtel** conseil général de la commune de . 3320.
- Saint-Hippolyte** directoire du district de . 394.
- (tribunal du district de). 926.
- Saint-Hurice** Victor-Amédée, marquis de . 67, 730.
- Saint-Jean-d'Angely** directoire du district de . 3213, 3305.
- Saint-Julien** administrateurs du district de . 3201.
- Saint-Laurent-des-Eaux** municipalité de . 3003.
- Saint-Léonard** assemblée primaire de . 3410.
- Saint-Louis** grenadier du bataillon de Oratoire . 312.
- Saint-Lô** (conseil général de la commune de). 341.
- Saint-Maixent** tribunal du district de . 3000.
- Saint-Malo** administration du district de . 3000.
- Saint-Mandé** garde nationale de . 1576.
- municipalité de . 4470.
- Saint-Maur (commune)** . 3124.
- Saint-Marcellin** conseil du district de . 3000.
- Saint-Martin** 1. légion américaine du Midi, commandée par le sieur . 2740, 2743.
- Saint-Martin** (le dit lieu) assemblée primaire du canton de . 3001.
- Saint-Maur** (installation du camp sous Paris vers). 1902.
- municipalité de . 1672.
- Saint-Maximin** (tribunal du district de). 925.
- Saint-Mihiel** (assemblées primaires de). 3000.
- Saint-Nazaire** (citoyens du canton de). 3184.
- Saint-Omer** archives municipales de . 3016.
- conseils généraux de la commune et du district de . 3076, 3294.
- (district de). 955.
- (prestation du serment civique sur la grande place de). 3352.
- Saint-Ouen** (arrestation de deux députés de l'Aveyron à . 2161.
- conseil général de la commune de . 4400.
- (construction de fours pour l'armée a). 1902.
- (garde nationale de). 3446.
- municipalité de . 1888.
- (volontaires de la commune de). 1600.
- Saint-Pol** directoire du district de). 942.
- Saint-Pierre** Jean-Amable (commandant du bataillon du Val-de-Grâce). 760, 1044, 800, 1605, 1147, 2047, 2000, 2884.
- Saint-Quentin** conseil général de la commune de . 3420.
- (société des Amis de la Constitution de). 3470.
- Saint-Remy** conseil général de la commune de . 287, 3457.
- société des Amis de la Liberté et de l'Égalité de . 4408.
- tribunal de district de . 905.
- Saint-Servan** conseil général de la commune de . 3400.
- Saint-Sever** (directoire du district de). 3274.
- municipalité (citoyens de). 1902.
- Saint-Vallery** société des Amis de la Constitution de la Liberté et de l'Égalité de . 4406.
- Saint-Yrieix** conseil général de la commune de . 3008.
- Saint-Yrieix** (conseil). 274.
- Sainte-Foy** (garde nationale vers Paris de). 3000.

- Sainte Menesould** (camp et cantonnements de), 1812, 2655.
- conseil général de la commune de, 1811.
- Saintes** (citoyens libres de), 3653.
- Saintes** des ouvriers occupés au débarras des bâtiments du Carrousel, 2529, 2531, 2533; des ouvriers occupés aux travaux du camp sous Paris, 1934.
- SALANON** (monseigneur), intendant de Paris, ses mémoires, p. 2.
- SALÈS** (M. de), capitaine de la garde du Roi, 312.
- Salles** (commune de), 986.
- SALIS** (Rodolphe-Antoine-Théodore-Alexis), aide-major au régiment des gardes suisses, 2478, 2485.
- (compagnie des gardes suisses de), 2445, 2490.
- SALLANTIN** (M.), domicilié aux Tuileries, 1133.
- Salle** des séances de l'Assemblée législative (agrandissement de la), 40.
- de la Convention nationale (construction de la), 2533.
- pour le Corps législatif (projet de), 29.
- Salles** de spectacle (désordres dans les), 149.
- SALLEY** (Pierre-François-Michel), secrétaire-commis au Comité colonial, 1622.
- SALMON**, soldat-citoyen de la section des Tuileries, 569.
- SALNEUVE** (François), mécanicien, ex-officier du bataillon des Filles-Saint-Thomas, 2382, 2399.
- Salpêtrière** (réunion du bataillon de Saint-Marcel devant la), 868.
- Samaritaine** (ambulance pour les blessés du 10 août à la), 2618.
- corps de garde de la, 2296.
- Sancerre** (citoyens de), 3242.
- SANDHOMME** (Elienne), citoyen de la section de la Place de Louis XIV, 601.
- Sannois** (citoyens de la commune de), 3674.
- (volontaires de la commune de), 1565, 3674.
- Sans-culotte** (déclaration d'Anacharsis Cloots pour encourager son armée), 3106.
- titre glorieux de, 3134.
- Sans-culottes** don des pauvres pour les vêtements du 10 août, 2017.
- (médecin des pauvres), 2876.
- (membres de la société populaire de Nîmes, se glorifiant d'être des), 3286.
- (première compagnie des), 1688.
- (projet saugrenu de faire porter la pierre de la Bastille par de véritables), 196.
- du Faubourg Saint-Antoine, 865, 1368.
- du peuple parisien (hommage rendu au), 3283, 1331.
- de Vernier Fontaine (adresse des), 327.
- SANSON DE PERRON** (Jean-François), piquet de paix de la section Mauconseil, 1147, 3826.
- SANTERRE** (Antoine-Joseph), commandant du bataillon des Enfants-Trouvés, 133, 237, 733, 735, 770, 774, 786, 797, 843, 844, 1050, 1093, 1094, 2040; commandant général provisoire de la garde nationale, 1145, 1508, 1557, 1699, 1704, 1724, 1726, 1727, 1739, 1742-1745, 1903, 1904, 1937, 1958, 2178, 2179, 2183, 2189, 2190, 2221, 2232, 2237, 2238, 2240, 2241, 2251, 2257, 2258, 2298, 2330, 2627, 2635, 2664, 2667-2669, 2675-2678; commandant de service auprès de l'Assemblée, 1352; maréchal de camp de la 17<sup>e</sup> division, commandant général provisoire de la force armée, 2751.
- Saône-et-Loire** (administration du département de), 3153.
- (assemblée électorale du département de), 3729.
- (citoyens libres du département de), 3679.
- (commissaires fédérés du département de), 1316.
- (Claude-Marie JOURNET, député du département de), 3532.
- (fédéré du département de), 2627.
- Sardaigne** (alliance possible des cantons helvétiques avec le roi de), 2487.
- Sarlat** (citoyens de), 3694.
- Sarrebourg** (conseils du district et de la commune de), 1505.
- Sarreguemines** (officiers municipaux de), 3226.
- SARRETTE** (Bernard-Jean), capitaine de la garde nationale, commandant la musique, 1638, 2447.
- Sarthe** (bataillon des volontaires de la), 1501.



- Secours à une femme en couches dans la misère, 2645.
- professeur accorde à un élève blessé le 10 août, 2642.
- aux blessés du 10 août, 2648, 2642, 2694, 2742, 2746, 2750, 2754, 2756-2758, 2781, 2785, 2814.
- aux veuves et aux enfants des citoyens morts le 10 août, 2642, 2625, 2631, 2693, 2694, 2746, 2750, 2754, 2809, 2869.
- Secret, prisonniers mis au, 130, 388, 389, 3925, 3961.
- Secrétaire à mécanique de la chambre à coucher du Roi (grand), 2541.
- Secrétaire du Conseil du Roi nécessité de choisir un, 675; nominations au poste de, 1220-1223, 1225, 1229, 1231, 1232.
- du Conseil exécutif nomination au poste de, 2198, 3819.
- commis d'un des Comités (don patriotique d'un, 1853.
- Secrétaires commis des Comités de l'Assemblée (offre de travailler aux fortifications par les, 1924; prestation de serment des), 3869.
- commis du bureau des procès-verbaux et correspondance, 279.
- commis du Comité d'agriculture, 309.
- greffiers des juges de paix, 3865.
- Section des Amis de la Patrie, ci-devant du Ponceau, 1695, 1720, 2768-2770, 2789.
- des Arts, 827, 2114, 2407, 2309, 2313, 2613, 2633, 2812, 2825.
- de l'Arsenal, 72, 1409, 1423, 1522, 1678, 1983, 1995, 2584, 2616, 2825.
- Beaubourg, 210, 1651, 1758, 2674.
- de Beaurepaire, ci-devant des Thermes-de-Julien, 1714, 2652, 2687, 2692, 2706, 2825.
- de la Bibliothèque, 87, 157, 188, 205, 206, 387, 544, 731, 857, 1453, 1500, 1572, 1644, 1976, 2352, 2388, 2390, 2394, 2559, 2603; de 1792, 1644, 1690, 1766, 2278, 2394, 2709, 2720, 2825, 2852, 3899.
- de Bon-Conseil, ci-devant Mauconseil, 2710, 2713, 2825, 3826.
- de Bondy, 2645, 2669, 2825, 2876, 3936.
- de Bonne-Nouvelle, 186, 642, 671, 1399, 2417, 2626, 2639, 2646, 2825, 2850, 2855, 2908, 3934.
- du Bonnet-Rouge, ci-devant de la Croix-Rouge, 2816.
- de la Butte-des-Moulins, ci-devant du Palais-Royal, 1531, 1614, 1715, 1727, 1733, 1737, 1913, 2606, 2607, 2617, 2659, 2825.
- des Champs-Élysées, 2413, 2421, 2675, 2762, 2825, 2920.
- de la Cité, ci-devant de Notre-Dame, 1610, 1619, 1628, 1629, 1844, 1915, 2330-2334, 2596, 2600, 2656, 2661, 2696, 2825.
- du Contrat-Social, ci-devant des Postes, 1558, 2676, 2699, 2825, 3916.
- de la Croix-Rouge, 127, 459, 576, 1132, 1161, 1174, 1798, 2280, 2603, 2672, 2791, 2814, 2816, 2825, 3972.
- des Drousses-l'Homme, ci-devant du Roi-de-Sicile, 1710, 2377, 2596, 2597, 2724, 2825, 2843.
- des Enfants-Rouges, 64, 96, 1408, 1974, 2251.
- du Faubourg-Montmartre, 230, 392, 560, 666, 1187, 1193, 1322, 1357, 1502, 1608, 1675, 2173, 2184, 2324, 2546, 2657, 2756, 2825, 2839.
- du Faubourg-du-Nord, ci-devant Faubourg-Saint-Denis, 861, 2655, 2825, 2876.
- du Faubourg-Saint-Denis, 439, 1194.
- du Finistère, ci-devant des Gobelins, 1587, 2690, 2758, 2825, 2830, 2841.
- de la Fontaine-des-Grenouilles, 323, 376, 582, 620, 1132, 1175, 1599, 1664, 2312, 2570, 2670, 2825.
- de la Fontaine-Montmartre, ci-devant Montmorency, 1570, 1651.
- de la Fontaine-Montmorency, 284, 572, 607, 633, 659, 1279, 1281, 1529, 1652.
- de la Fraternité, ci-devant de l'Île-Saint-Louis, 2704.
- des Gardes-Françaises, ci-devant de l'Oratoire, 2825, 2867.
- des Gobelins, 92, 118, 137, 142, 143, 148, 318, 470, 740, 793, 808, 810, 855, 1088, 1097, 1100, 1101, 1146, 1148, 1156, 1160, 1162, 1173, 1508, 1587, 2024.
- de la Grande-Batterie, 98, 37, 418, 860, 1180, 1821, 3824.
- des Gravilliers, 80, 477-479, 1143, 1179, 1372, 1373, 1413, 1608, 1979, 2194, 2238, 2449, 2461, 2600, 2825, 3936, 3956.
- de Guillaume-Tell, ci-devant Place-Louis XIV, 2378, 2384.





- de la Rue-de-Montreuil, 169, 609, 749, 770, 1025-1028, 1044, 1444, 1464, 2000, 2002, 2744, 2804, 2805, 2825, 2864, 2887, 3959.
- de Sainte-Genève, 54, 884, 1125, 1242, 2247.
- des Saussanettes, en-devant du Jardin-des-Plantes, 1771, 2957.
- du Temple, 1123, 1577, 1784, 1980, 2329, 2650, 2825.
- du Théâtre-Français, 67, 403, 458, 562, 588, 613, 1432, 1494, 1244, 1620, 1701, 2301, 2308, 2318, 2557, 2759, 2822, 2823, 2825, 2961, 2971, 3947, 3951, 3981.
- des Thermes-de-Julien, 82, 122, 624, 832, 1744, 1919, 2094, 2179, 3822, 3823.
- des Tuileries, 161, 162, 486, 569, 823, 824, 843, 844, 848, 852, 853, 890, 904, 1052, 1121, 1209, 1213, 1347, 1454, 1473, 1745, 2107, 2419, 2420, 2540, 2544, 2550, 2577, 2586, 2641, 2665, 2750, 2825.
- en l'armée de l'Arsenal, 2765; de Bonne-Nouvelle, 2635, 2717; des Cordeliers, 2327; des Droids-de l'Homme, 1822; du Faubourg-Montmartre, 2714, 2715, 2717, 2808, 2843; du Finistère, 2701, 2711, 2761, 2764, 2813; des Gravilliers, 2739, 2741, 2745, 2780, 2828, 2948; de Molière-et-La-Fontaine, 2849; du Nord, 2655; de l'Observatoire, 2821; du Panthéon-Français, 1693, 1730, 2708; du Petit-Saint-Antoine, 2251; des Prémontrés, 3856; de Popincourt, 2635; des Quatre-Nations, 2490, 2856; de Saint-Honoré, 2560; de Saint-Joseph, 1957, 2185; de Saint-Lazare, 1796; du Théâtre-Français, 2892; des Tuileries, 2654; du Val-de-Grâce, 2651.
- Sections, 63, 183, 192, 487, 647, 653, 690, 923, 962, 967, 1833, 1915, 2023.
- (argenterie des paroisses enlevée par les commissaires des), 3890.
- (assemblées générales des), 2252.
- (comités civils et de bienfaisance des), 2252, 2894, 2897.
- (commissaires envoyés à l'armée de l'Empire par les), 2641.
- commissaires vérificateurs et distributeurs des, 2878.
- commission centrale insurrectionnelle des, 2137.
- décès de combattants du 10 août, constatés par les, 2861.
- (déchéance de Louis XVI réclamée par les), 1968-1993, 3087.
- (délivrance de petits assignats aux volontaires par les), 1618.
- (délivrance de certificats de civisme par les), 1614, 1627, 1661.
- (demande de convocation des) au sujet de la déchéance de Louis XVI, 1974.
- (demande d'indemnité pour les commissaires des), 3871.
- (demande des procès-verbaux relatifs au 10 août, adressée aux), 2451, 2452.
- (dépôt des armes destinées aux volontaires dans les), 1563.
- (distribution des récompenses attribuées aux blessés du 10 août, par les), 2819.
- (droit de vote réclamé par les fédérés dans leurs), 1329.
- (enlèvement des drapeaux de la garde nationale par les), 2090.
- (exclusion pour l'inventaire des objets des Tuileries de commissaires des), 2587.
- (fusils fournis par les) pour l'armement des fédérés de Marseille, 2283.
- (greffiers des justices de paix des), 3901.
- (grilles des églises mises à la disposition des), 1680.
- (inscription des volontaires de la cavalerie dans les), 1584.
- (nomination de commissaires chargés de visites domiciliaires par les), 3932, 3933.
- (nominations de courriers près les armées par les), 1681, 1695, 1738.
- (nomination de nouveaux juges de paix par les), 2205.
- (nomination de jurys d'accusation et de jugement par les), 2458.
- (pensions accordées à la suite du 10 août, distribuées par les), 2848.
- (permis de des), 2486, 1443.
- (pièces concernant les blessés du 10 août, adressées au ministre de la guerre par les), 2766.
- (procès-verbaux de dépôt d'objets reçus depuis le 10 août, par les), 2595, 2600.
- (recensement du vu des pour l'adresse projetée relativement au 20 juin, 857.

- registres concernant les volontaires armés, 1608.
- registres des tirailleurs du camp entre les 1<sup>er</sup> et 10<sup>es</sup> août 1946.
- registres des blessés du 10 août dressés par les, 2774.
- tirailleurs du camp sous Paris placés sous la surveillance des, 1600.
- volontaires armés et équipés par les, 1602, 1633.
- armées, 1881; levée de volontaires sur les, 1600; serment prêté par le 2<sup>e</sup> bataillon des, 1619.
- investies des pouvoirs de juges de paix et commissaires de police, 2262.
- du Palais-Royal-Saint-Antoine, 1123.
- SCHAEFF, Michel Jean, artiste du Louvre, 2277.
- Sedan** (camp retranché de), 3763, 3789.
  - citoyens de, 394.
  - citoyens domiciliés à Paris, 3002 (aires de), 3237.
  - commandant militaire de, 3789.
  - commissaires de l'Assemblée d'Armée du Centre, arrêtés à, 3065, 3195, 3237, 3267, 3361, 3362, 3363, 3378, 3779.
  - commissaires de la municipalité de Reims à, 3791.
  - conseil général de la commune de, 3367, 3368, 3803.
  - lettre adressée au préfet de la police par un correspondant de, 3883.
  - maire de, 3963.
  - municipalité de, 3367, 3368, 3369, 3753, 3770, 3788, 3791, 3801.
  - offre de négocier la mise en liberté des députés arrêtés à, 3237.
  - procureur syndic du district de, 3811.
  - promulgation des décrets du 10 août à, 1805.
  - révolution de, 384.
  - serment de fidélité à la Constitution prêté par les troupes, à, 3770.
  - 3<sup>e</sup> bataillon de volontaires de, 3923.
- SECHERRE Mathurin-Louis-Etienne, député de Seine-et-Marne à l'Assemblée législative, 1335, 3900.
- SECHERRE Jean-Etienne, procureur de la commune d'Étampes, 390, 391.
- SECHERRE Jean-Baptiste, gendarme de la 1<sup>re</sup> division, 3133.
- SECHERRE Jean-Baptiste, 3133.

- Seine-Inferieure** (administrateurs du département de la), 3340.
- Louis-François-Bernard, Fournier, député du département de la, 2065.
- Jean-Etienne LETAULIER, député du département de la, 2148.
- (directoire du département de la), 920.
- Seine-et-Marne** assemblée électorale du département de, 3676, 3745.
  - commissaires du Conseil exécutif provisoire envoyés dans le département de, 1799.
  - J.-B.-Moïse JOLLIVET, député du département de, 2066.
  - Louis-André BIGNARD-CLAUDIN, député du département de, 2066.
  - Vincent M. VERNY, député du département de, 2449.
  - (directoire du département de), 102, 919, 1894, 3744.
  - incivisme du directoire du département de, 3670.
- Seine-et-Oise** assemblée électorale du département de, 3715.
  - corps administratifs du département de, 2216.
  - demande de la destitution du directoire du département de, 3000.
  - département de), 102, 514, 517-520.
  - Mathieu DUMAS, député du département de), 2058, 2059, 2917; Simon SORET, député du département de), 2062; Jacques TEXON, député du département de), 1974.
  - directoire du département de), 977, 993.
  - procureur général syndic et directoire du département de), 1928.
  - tribunal criminel du département de, 548, 3966.
  - 3<sup>e</sup> bataillon des volontaires de, 1300.
- Séminaire de la rue des Postes, 717.
- SEMONVILLE (M. de), 674.
- Semur** citoyens de l'une des sections de, 3486.
  - Jeanne Saint-Mary, 390.
  - (tribunal du district de), 3261.
- SEVAST, mémoires de), p. 2.
- SEVAST, Pierre-Ferdinand, ministre de la guerre à Napoléon Bonaparte, 3900, 3901.
- Senlis** camps militaires de, 1800.
- batailles et sièges de, 1800.
- SEVASTIANOFF, 1800.

- Sens**, corps électoral de l'Yonne, réuni à . 4696.
- Sentaille**, adresse aux Français, sous le titre *La*, 2264.
- Serrin**, Jean-Baptiste Douvrou ou, trésorier de la liste civile, 147, 721.
- Servet**, instituteur national à Chaillot, 2945.
- Servigni**, Gaschino, peintre, élève de David, 2447.
- Serge** à garçousses, fourniture de . 2249.
- Servin**, Antoine-François, administrateur au Département de Police de la Municipalité, 733, 735, 867, 901, 1076, 1138, 1144, 2026, 2073, 2254, 2260, 2367, 2478, 2960.
- Serment civique**, prêté à Mâcon, formule du . 3153; prestations de . à l'Assemblée législative, 254, 646; après le 40 août (prestation du), 1523; (prestation par Champion de Villeneuve du), 1261; des employés des Subsistances militaires, 1862; prêté dans l'église de Saint-Front de Périgueux, 3229; prêté dans l'église de Saint-Michel de Limoges, 3347; prêté dans l'église de Secaux, 3556.
- fédératif (prestation du), 1267, 1271, 1289, 1297, 1306, 1309, 1310, 1496.  
— de fidélité à la Constitution (renouvellement du), 3755-3758, 3768, 3770; prêté à Louis XVI (rétractation du), 3048; à la Nation universelle, prêté par Anacharsis Cloots, 3536; prêté par les Suisses, recueillis aux Feuillants, 2420.
- des pensionnaires de l'Etat (décret exigeant le), 3137.
- du 14 janvier 1792, 1099-1114.
- du Jeu de Paume, anniversaire du . 774; renouvellement du . 868.
- Serment du Jeu de Paume**, *Le*, peinture de David, 51, 3099.
- Serment de maintenir la Liberté et l'Égalité** (prestation du), 2972, 3011, 3029, 3033, 3042, 3044, 3048, 3058, 3059, 3068, 3069, 3071, 3100, 3107, 3113, 3114, 3116, 3118, 3123, 3126, 3127, 3132, 3134, 3143, 3144, 3146, 3149, 3153, 3157, 3159, 3164, 3165, 3171, 3174, 3175, 3189, 3190, 3193, 3197, 3201, 3202, 3208, 3209, 3213, 3216, 3218, 3228, 3229, 3236, 3242, 3245, 3252, 3258, 3268, 3272, 3280, 3282, 3285, 3291, 3293, 3294, 3296, 3297, 3300, 3306, 3308, 3310, 3312, 3317, 3318, 3322, 3325, 3327, 3328, 3334, 3335, 3338, 3340, 3343, 3347, 3348, 3352, 3354, 3356, 3359, 3361, 3364, 3367, 3368, 3371, 3374, 3375, 3377, 3381, 3390, 3392, 3395, 3397, 3399, 3400, 3402, 3404, 3405, 3407, 3409, 3414, 3425, 3427, 3428, 3434-3436, 3438, 3439, 3442, 3444, 3445, 3448, 3450, 3452, 3454, 3461, 3462, 3464, 3465, 3470, 3471, 3473-3477, 3480, 3490, 3491, 3505, 3515, 3525, 3532, 3536, 3543, 3545, 3548, 3555, 3556, 3558, 3567, 3576, 3591, 3593, 3601, 3603, 3616, 3624, 3629, 3633, 3637, 3647, 3662, 3689, 3707, 3709, 3720, 3734, 3740, 3743, 3846, 3869, 3870, 3873, 3874, 3927.
- imposé à la Garde du Roi, 491, 512.
- prêté par le 3<sup>e</sup> bataillon de la Somme, 3591; par Bigot de Sainte-Croix, ministre des Affaires étrangères, 1259; par les canonniers volontaires du bataillon des Jacobins-Saint-Dominique, 1644; par les canonniers de la section de l'Arse-  
nal, 1523; par les canonniers et fusiliers de la section de 1792, 1690, 1711; par les canonniers et citoyens soldats de la section du Luxembourg, 1676; par les canonniers de la Place-des-Fédérés, 1686; par un capitaine du 51<sup>e</sup> régiment, 512; par les citoyens et citoyennes de La Chapelle-Saint-Denis, 1665; par les commissaires de la Trésorerie nationale, 3861; le 40 août, par les députés, 2147-2149; par M. De Joly, comme secrétaire du Conseil, 1223; par M. Jolly, au même titre, 1232; par la 17<sup>e</sup> division militaire, 3133; par les ministres Dubouchage et Champion 1245; par Dumouriez et les généraux de l'armée du Nord, 3800; par les hussards du 5<sup>e</sup> régiment, 3143; par les jeunes filles de la section de la Fontaine-de-Grenelle, 376; par la 3<sup>e</sup> légion des sections armées de Paris, 1649; par la section de Henri IV, 2168; par l'amiral Truguet, 3234.
- prêté par les volontaires du bataillon de l'Observatoire, 1596; par les volontaires de La Chapelle-Saint-Denis, 1665; par les volontaires de Nanterre, 1615; par les volontaires de Secaux, 1849; par le

- Volontaires de Villeneuve, 1689; par les volontaires de la section de la Fontaine-Genève, 1694.
- nouveau proposé par Olympe de Ganges, 1273.
- Serruriers (jetons de la corporation des, 300).
- compagnons de la Montagne, 141, 1610.
- Servais (Géneral) Joseph, ministre de la guerre, 417, 418, 469, 507, 553, 554, 538, 563, 569, 539, 571, 576, 579, 588, 679, 682, 683, 1716, 1734, 1735, 1739, 1740, 1883-1886, 1888, 1889, 1894-1896, 1898-1905, 1912, 1925, 1926, 1928, 1931-1933, 1937, 1943, 1949, 1953, 1955, 1957-1959, 1962, 2164, 2519, 3005, 3240, 3766, 3792, 3796, 3798, 3812, 3887, 3927, 3947, 3948, 3960.
- Servandony (sieur), inventeur de nouveaux boulets, 1701.
- Servitude de sainte des armées (organisation du), 1713.
- funèbre en l'honneur de Gouveneur en l'église de Saint-Augustin, 731; pour les morts du 10 août, célébré à Honfleur, 2966; célébré à Lagny, 2964.
- milices, armées de l'empire (Boulton), 1825; 1826.
- Servitude, grenadier du bataillon des Filles-Saint-Thomas, 3399.
- Seyer (Pierre), citoyen de la section du Finistère, blessé le 10 août, 2813.
- Seymour, commissaire de la section de 1792 à l'Assemblée des 300, 1644.
- Sevray, perruquier, 2738.
- Sèvres manufacture des, 452-454.
- chef de la chambre de la manufacture de, 1290.
- chef de la chambre de la manufacture brûlée à, 454.
- directeur de la manufacture de, 2922.
- Sezanne conseil général du district de, 2633.
- Sieur, Sébastien-André, curé de Saint-François d'Amboise, 165.
- Shallit, Bernard, commissaire de la Convention, 180, 181.
- Signature (infatigable) opposée à une coalition de, 178.
- Sille (sieur) titulaire du district de, 2922.
- Sille (sieur) titulaire de, 178.
- Silva (sieur) Charles-Alexandre, lieutenant de, 181.
- Signe de ralliement trouvé sur un soldat suisse tué le 10 août, 2302.
- SMART, instituteur de l'école de charité de la paroisse de Saint-Louis-en-l'Île, 301.
- SIMON Charles, citoyen de la section du Théâtre-Français, blessé le 10 août, 2822.
- (François), blessé du 10 août, 2797.
- Pierre-Marie, gendre de PAIX de service au bureau central, 1148.
- SMOND (Philibert), vicaire épiscopal de Strasbourg, 3852.
- SMONNEAU (Jacques-Guillaume), maire d'Etampes, 513-552, 3965-3971; sa veuve et sa famille, 528, 529, 531, 542, 549.
- Smeu, Denis, blessé du 10 août, 2789.
- garçon de bureau au Bureau de la Comptabilité, 2338.
- sous-lieutenant des chasseurs du 1<sup>er</sup> bataillon de la 4<sup>e</sup> légion, 629.
- SIX Jacques-Philippe-Joseph, fédéré blessé le 10 août, 2789.
- SRAUDIN (Pierre), gendarme de la 29<sup>e</sup> division de gendarmerie nationale, 2649.
- Société académique d'écriture, 109.
- fraternelle, sœur aux Jacobins, 74; fraternelle, sœur aux Minimes de la Place-Royale, 178.
- patriote de, 2912-2913, 2922; de Laval, 3427; de Roquemaure, 3429; de la section du Luxembourg, 352.
- populaire de Nîmes, 3286.
- des Amis de la Constitution, sœur aux Jacobins, 341, 282, 678, 693, 1126, 1133, 3900.
- des Amis de la Constitution d'Agen, 280; de Bordeaux, 291; de Brive, 3080; de Bayonne, 341; de Cahors, 3433; de Castres, 3467; de Chaumont, 3480; de Clermont, 3481; de Combrailles, 3482; de Lamoignon, 3483; de Lubersac, 3484; de Montauban, 3485; de Saint-Florent, 3486; de Saint-Louis, 3487; de Saint-Quentin, 3488; de La Vallée, 3489; de Valenciennes, 3490; de Valenciennes, 3491; de Valenciennes, 3492; de Valenciennes, 3493; de Valenciennes, 3494; de Valenciennes, 3495; de Valenciennes, 3496; de Valenciennes, 3497; de Valenciennes, 3498; de Valenciennes, 3499; de Valenciennes, 3500; de Valenciennes, 3501; de Valenciennes, 3502; de Valenciennes, 3503; de Valenciennes, 3504; de Valenciennes, 3505; de Valenciennes, 3506; de Valenciennes, 3507; de Valenciennes, 3508; de Valenciennes, 3509; de Valenciennes, 3510; de Valenciennes, 3511; de Valenciennes, 3512; de Valenciennes, 3513; de Valenciennes, 3514; de Valenciennes, 3515; de Valenciennes, 3516; de Valenciennes, 3517; de Valenciennes, 3518; de Valenciennes, 3519; de Valenciennes, 3520; de Valenciennes, 3521; de Valenciennes, 3522; de Valenciennes, 3523; de Valenciennes, 3524; de Valenciennes, 3525; de Valenciennes, 3526; de Valenciennes, 3527; de Valenciennes, 3528; de Valenciennes, 3529; de Valenciennes, 3530; de Valenciennes, 3531; de Valenciennes, 3532; de Valenciennes, 3533; de Valenciennes, 3534; de Valenciennes, 3535; de Valenciennes, 3536; de Valenciennes, 3537; de Valenciennes, 3538; de Valenciennes, 3539; de Valenciennes, 3540; de Valenciennes, 3541; de Valenciennes, 3542; de Valenciennes, 3543; de Valenciennes, 3544; de Valenciennes, 3545; de Valenciennes, 3546; de Valenciennes, 3547; de Valenciennes, 3548; de Valenciennes, 3549; de Valenciennes, 3550; de Valenciennes, 3551; de Valenciennes, 3552; de Valenciennes, 3553; de Valenciennes, 3554; de Valenciennes, 3555; de Valenciennes, 3556; de Valenciennes, 3557; de Valenciennes, 3558; de Valenciennes, 3559; de Valenciennes, 3560; de Valenciennes, 3561; de Valenciennes, 3562; de Valenciennes, 3563; de Valenciennes, 3564; de Valenciennes, 3565; de Valenciennes, 3566; de Valenciennes, 3567; de Valenciennes, 3568; de Valenciennes, 3569; de Valenciennes, 3570; de Valenciennes, 3571; de Valenciennes, 3572; de Valenciennes, 3573; de Valenciennes, 3574; de Valenciennes, 3575; de Valenciennes, 3576; de Valenciennes, 3577; de Valenciennes, 3578; de Valenciennes, 3579; de Valenciennes, 3580; de Valenciennes, 3581; de Valenciennes, 3582; de Valenciennes, 3583; de Valenciennes, 3584; de Valenciennes, 3585; de Valenciennes, 3586; de Valenciennes, 3587; de Valenciennes, 3588; de Valenciennes, 3589; de Valenciennes, 3590; de Valenciennes, 3591; de Valenciennes, 3592; de Valenciennes, 3593; de Valenciennes, 3594; de Valenciennes, 3595; de Valenciennes, 3596; de Valenciennes, 3597; de Valenciennes, 3598; de Valenciennes, 3599; de Valenciennes, 3600; de Valenciennes, 3601; de Valenciennes, 3602; de Valenciennes, 3603; de Valenciennes, 3604; de Valenciennes, 3605; de Valenciennes, 3606; de Valenciennes, 3607; de Valenciennes, 3608; de Valenciennes, 3609; de Valenciennes, 3610; de Valenciennes, 3611; de Valenciennes, 3612; de Valenciennes, 3613; de Valenciennes, 3614; de Valenciennes, 3615; de Valenciennes, 3616; de Valenciennes, 3617; de Valenciennes, 3618; de Valenciennes, 3619; de Valenciennes, 3620; de Valenciennes, 3621; de Valenciennes, 3622; de Valenciennes, 3623; de Valenciennes, 3624; de Valenciennes, 3625; de Valenciennes, 3626; de Valenciennes, 3627; de Valenciennes, 3628; de Valenciennes, 3629; de Valenciennes, 3630; de Valenciennes, 3631; de Valenciennes, 3632; de Valenciennes, 3633; de Valenciennes, 3634; de Valenciennes, 3635; de Valenciennes, 3636; de Valenciennes, 3637; de Valenciennes, 3638; de Valenciennes, 3639; de Valenciennes, 3640; de Valenciennes, 3641; de Valenciennes, 3642; de Valenciennes, 3643; de Valenciennes, 3644; de Valenciennes, 3645; de Valenciennes, 3646; de Valenciennes, 3647; de Valenciennes, 3648; de Valenciennes, 3649; de Valenciennes, 3650; de Valenciennes, 3651; de Valenciennes, 3652; de Valenciennes, 3653; de Valenciennes, 3654; de Valenciennes, 3655; de Valenciennes, 3656; de Valenciennes, 3657; de Valenciennes, 3658; de Valenciennes, 3659; de Valenciennes, 3660; de Valenciennes, 3661; de Valenciennes, 3662; de Valenciennes, 3663; de Valenciennes, 3664; de Valenciennes, 3665; de Valenciennes, 3666; de Valenciennes, 3667; de Valenciennes, 3668; de Valenciennes, 3669; de Valenciennes, 3670; de Valenciennes, 3671; de Valenciennes, 3672; de Valenciennes, 3673; de Valenciennes, 3674; de Valenciennes, 3675; de Valenciennes, 3676; de Valenciennes, 3677; de Valenciennes, 3678; de Valenciennes, 3679; de Valenciennes, 3680; de Valenciennes, 3681; de Valenciennes, 3682; de Valenciennes, 3683; de Valenciennes, 3684; de Valenciennes, 3685; de Valenciennes, 3686; de Valenciennes, 3687; de Valenciennes, 3688; de Valenciennes, 3689; de Valenciennes, 3690; de Valenciennes, 3691; de Valenciennes, 3692; de Valenciennes, 3693; de Valenciennes, 3694; de Valenciennes, 3695; de Valenciennes, 3696; de Valenciennes, 3697; de Valenciennes, 3698; de Valenciennes, 3699; de Valenciennes, 3700; de Valenciennes, 3701; de Valenciennes, 3702; de Valenciennes, 3703; de Valenciennes, 3704; de Valenciennes, 3705; de Valenciennes, 3706; de Valenciennes, 3707; de Valenciennes, 3708; de Valenciennes, 3709; de Valenciennes, 3710; de Valenciennes, 3711; de Valenciennes, 3712; de Valenciennes, 3713; de Valenciennes, 3714; de Valenciennes, 3715; de Valenciennes, 3716; de Valenciennes, 3717; de Valenciennes, 3718; de Valenciennes, 3719; de Valenciennes, 3720; de Valenciennes, 3721; de Valenciennes, 3722; de Valenciennes, 3723; de Valenciennes, 3724; de Valenciennes, 3725; de Valenciennes, 3726; de Valenciennes, 3727; de Valenciennes, 3728; de Valenciennes, 3729; de

- de Laon, 3092; de Perpignan, 3744; de Poitiers, 3178; de Pont-de-l'Arche, 3372; de Saint-Rémy, 3608; de Soissons, 3873; de Tarascon, 3721.
- de la Châlonne d'Arles, 542.
  - de la Commune des Arts, 423.
  - des Dames de la Constitution de Lille, 3119.
  - de l'Égalité, séance au cloître Notre-Dame, 114.
  - des Fédérés des 83 départements, séance aux Jacobins, 2099.
  - des Hommes libres de Clamecy, 3612.
  - des Inventions et Découvertes, 1723.
  - des Enfants, 3638; 63.
  - du Point central des Arts-et-Métiers, 1723.
- Sociétés patriotiques, directoire des, pour l'organisation de la fête de Châteaueux, 179, 243, 225, 237-244, 247.
- populaires, adresse-circulaire aux, relative aux événements du 10 août, 3900; marques de civisme données dans les, 2461; relevé des actes et discours des, 1103; (sommes en dépôt aux), 247.
  - d'Amis de la Constitution à Paris, 110.
- Sœurs de charité de la paroisse de la Madeleine, 3945.
- Soins donnés aux blessés du 10 août, 2618.
- Soissons** (camp de), 1437, 1440, 1445, 1448-1450, 1456, 1459, 1462, 1466, 1468, 1472, 1474, 1479, 1481, 1483-1486, 1492, 1506, 1512, 1513, 1521, 1534, 1724, 1733, 1832, 1878, 2907, 3277.
- (citoyens Amis de la Liberté et de l'Égalité de), 3007.
  - (district de), 968, 3401.
  - (don patriotique d'un juge de paix à), 2903.
  - (fédérés cantonnés à), 3007, 3871; loges dans les communautés religieuses de), 3101.
  - (notaires publics de), 3448.
  - (officiers municipaux de), 1485.
  - (organisation du service de santé des armées à), 1713.
  - (société des Amis de la Liberté de), 3843.
- Soldats de l'armée du Haut-Rhin, prix en faveur des, 374.
- Solde supplémentaire accordée aux corps de volontaires formés à Paris, 1692.
- SOLIÉ** (Jean-Pierre SOULIER dit), acteur des Italiens, 1754.
- SOLLEY**, volontaire de la section du Théâtre-Français, tué le 10 août, 2789.
- Solliés**, assemblée primaire du canton de), 3523.
- SOLTHO-DOUGLAS** (Charles-Luc), agent de police, 131, 135, 732, 750, 751, 791.
- SOMBREUIL** (François-Charles VIROT, marquis de), gouverneur de l'Hôtel des Invalides, 468, 1603.
- Somme** (commissaires fédérés du département de la), 1316.
- (demande de la destitution du Conseil général du département de la), 3003.
  - (déstitution des administrateurs du département de la), 3777.
  - (PUCELLE, député du département de la), 2063.
  - (directoire du département de la), 485, 906, 930, 943.
  - (électeurs du département de la), 3724.
  - (serment prêté par le 3<sup>e</sup> bataillon de volontaires de la), 3591.
- SOMMÉ**, capitaine au bataillon de Saint-Séverin, 2334.
- SOMMESSON** (François), capitaine de la 3<sup>e</sup> compagnie du 4<sup>e</sup> bataillon de la 1<sup>re</sup> légion, 2326.
- SOMMIÈRES** (conseil du district de), 3227.
- SOMIEZ**, caporal dans le bataillon de Saint-Honoré, 2193.
- Sonnerie des cloches de l'église de Saint-Paul** (témoi causé par la), 2249.
- Sonneurs des sections**, 2234.
- SORET** (Simon), député de Seine-et-Oise à l'Assemblée législative, 2062, 2540.
- (sieur), sergent de la compagnie des grenadiers au bataillon des Filles-Saint-Thomas, 2386.
- SOUBERRIELLE** (Joseph), chirurgien-major de la 35<sup>e</sup> division de gendarmerie, 35, 2723.
- SOURAN** (sieur), menuisier, de la section des Droits-de-l'Homme, 2596, 2597.
- SODRE** (Louis), comédien du théâtre de Henri IV, 2542.
- Soumissions pour recevoir les fédérés**, 1422.
- SOUFF** (Antoine-François), auteur de pétition, 1410.
- Soumatre** (Henri), curé de), 3912.



- Soufferte d'argent, don patriotique d'une , 304.
- attribué aux statues d'Espagne, apportée des Tuileries, 2535.
- Souscription patriotique dans le quartier du Petit-Pont, 258 ; dans la section de la Croix-Rouge pour les blessés et les veuves du 10 août, 2814 ; dans la section des Quatre-Nations, 377 ; dans celle des Gravilliers, 1415 ; des citoyennes d'Aubert pour les victimes du 10 août, 2940 ; des citoyennes de Versailles au profit des victimes du 10 août, 2927 ; des habitués du café Procope-Zoppi, 394 ; des habitants du côté de la Rezaie, 305.
- volontaire des ouvrières des ateliers de filature, 385 ; volontaire de la section de l'Arsenal, 1423 ; de la section des Galvans, 118.
- pour l'équipement des volontaires de Crest, 3575 ; pour les frais de la cérémonie en l'honneur de Simonneau, 34 ; pour les frais de la guerre parmi les pensionnaires du théâtre de la rue Feytaud, 1812.
- Souterrains de poux gardes du lion américains, 312.
- Souterrain entre les caves de la Comédie aux Tuileries et l'hôtel de Brionne (passage), 1112.
- Souterrains des Tuileries batteries démasquées le 10 août dans les , 1811 ; prétendue évasion de personnes cachées dessous, 2011.
- Spectacles étrangers (engagements d'acteurs dans l'Opéra, 1819).
- Statue de la Liberté (érection d'une , 1263, 1264, 1267).
- dit de Place Vendôme (transfert de la , 2011).
- équestre de Louis XIV à Beauvais (enlèvement de la , 2011, 2012).
- guidée de Louis XIV (correction de la , 1811).
- de Louis XVI à l'École militaire (enlèvement et restitution de la , 1811).
- statue d'effigie placée sur le fronton de la Bastille, 2011.
- statue de la Liberté (correction de la , 1811).
- statue et équestre de Bonaparte (correction de la , 1811).
- de bronze (correction de la , 1811).
- de bronze du parc de Sceaux (renversement de la , 105).
- sur les places publiques de Paris (enlèvement des , 1209).
- Strasbourg** (administrateurs du district de), 3392.
- carte d'entrée de Bonaparte à , 1811.
- citoyens de , 224, 200, 3814.
- (conseil général de la commune de), 957, 3783, 3784.
- (conseil général du district de), 3771.
- (état-major de la garde citoyenne de), 3814.
- (Diebich, maire de , 3781).
- (municipalité de), 3771.
- (exposition de tous les gardes nationaux de Paris pour), 1406.
- tribunal du district de , 941.
- (Philibert Simon, vicaire épiscopal de , 1811).
- Subside à des volontaires (promesse de , 1601, 1610, 1448, 1779).
- Substance (pétition des fédérés de Marseille au sujet de leur), 1391, 1392.
- du camp de Paris en vivres et fourrages (1808, 1884, 1885).
- des familles des volontaires, 1531, 1589, 1600, 1609.
- des volontaires (mesures pour assurer la , 1470, 1600, 1811).
- Suissesses militaires (administration des , 1733, 1958 ; militaires entretien de volontaires par les employés des, 1817 ; militaires serment civique des employés des , 3862 ; militaires (service des , 1912).
- Sucre (dépôt et transport de), 122, 137.
- (dépense de transport de la , 131, 147, 148, 149, 148).
- Sucy** (assemblée primaire du canton de), 1811.
- Suède** (mort du roi de , 165).
- Suédols**, signataires de la pétition dite des vingt mille (1807).
- Suisse** (congrès tenu par les Français en , 1811).
- (signature de la Convention de la France en 1797, 1788, 1800, 1801, 1802, 1803, 1811, 1812).
- (signature de la Convention de la France en 1797, 1788, 1800, 1801, 1802, 1803, 1811, 1812).

- rapports mensongers sur la journée du 10 août en , 2267, 2502, 2508.
- SUISSES** (assassinat par les Parisiens des soldats), 1509.
- opinion des cantons au sujet de la conduite des gardes suisses, 2487, 2492, 2502, 2503, 2506, 2509, 2512, 2514.
- SURBAU**, employé au Grand-Moulin, 2579.
- Suppression des districts (vœu pour la), 3259.
- de la fête de saint Louis (refus par l'évêque de Paris de s'occuper de la), 3902.
- des figures placées aux côtés du maître-autel de Notre-Dame (demande de), 3845.
- des juges de paix, décrétée le 11 août, 3865.
- du nom du Roi en tête des proclamations et actes officiels, 3841.
- des passeports pour l'étranger, 3978, 3979.
- de la procession du vin de Louis XIII, 3845.
- des statues des rois, 2269.
- SURBET**, compagnie des gardes suisses de , 2403, 2407.
- SUREL** (Louis), garçon tailleur, 1110.
- SURET**, capitaine au bataillon de Saint-Jacques, 611.
- Sûreté (mesures de) pour l'imprimerie royale, 2218.
- du détachement suisse à Evreux (mesures pour la), 2430.
- de Paris compromise, 395, 563; protégée, 1697.
- des personnes et des propriétés mises sous la sauvegarde du peuple, 2139.
- générale de l'Etat (attentat contre la), 408, 409.
- générale (mesures de) prises par la Municipalité lors du 10 août, 2084, 2085, 2088, 2116, 2119, 2212.
- intérieure de Metz (conseil chargé de veiller à la), 3303.
- Surnuméraires de la cavalerie nationale (admission dans la gendarmerie des), 2267.
- Surveillance du château des Tuileries, 732.
- SURVILLE** (Pierre), fédéré de Rennes, mort des suites de blessures reçues le 10 août, 2760.
- Suspension des administrateurs du district de Haguenau et de la commune de Saverne, 3622.
- de M. Joseph de Broglie, colonel du 2<sup>e</sup> régiment de chasseurs à cheval, 3809.
- de M. Victor de Broglie, chef d'état-major de l'armée du Rhin, 3815.
- du Conseil général de la commune de Paris par les commissaires des sections, 2133; du Conseil général de la commune de Strasbourg, 3784.
- du Conseil général du département du Bas-Rhin, 3793; du Conseil général du département de l'Indre, 3804.
- du départ des courriers, 2150, 2211.
- du général Arthur Dillon, 3797, 3803.
- des juges de paix, 2212, 3841.
- de la Liste civile, 2155.
- de M. du Melet, lieutenant-colonel du 11<sup>e</sup> régiment de cavalerie, 3806.
- d'officiers de l'armée du Rhin, 3773-3775; d'officiers généraux de l'armée de Luckner (nécessité de la), 3798.
- de Pétion et de Manuel par le Directoire du Département de Paris, 1169-1218.
- du pouvoir exécutif (demande par les fédérés de la), 1317, 1320.
- Suspension décrétée par l'Assemblée législative, 2153, 2154, 2170, 2981, 2984, 2985, 2991, 2992, 2998, 2999, 3001, 3005, 3006, 3009, 3012, 3019, 3021, 3028, 3029, 3034, 3039, 3041-3047, 3056, 3060, 3063, 3071, 3073, 3078, 3080, 3081, 3084, 3085, 3089, 3097, 3107, 3110, 3111, 3119, 3128, 3130, 3138, 3141, 3147, 3150, 3154, 3160, 3163, 3166, 3169, 3170, 3172, 3191, 3203, 3205, 3207, 3209, 3210, 3212, 3219, 3222, 3223, 3225, 3226, 3230-3232, 3235, 3240, 3246-3249, 3255, 3262, 3264, 3269, 3270, 3272, 3279, 3282, 3284, 3287, 3289, 3294, 3297, 3302, 3307, 3313, 3314, 3328, 3331, 3333, 3341, 3347, 3352, 3355, 3363, 3369, 3376, 3378, 3381, 3383, 3386, 3391, 3393, 3394, 3396, 3398, 3416, 3417, 3428, 3432, 3435, 3440, 3443, 3446, 3453, 3460, 3463, 3470, 3489, 3492, 3494, 3498, 3501, 3507, 3517, 3521-3523, 3529, 3533, 3537, 3546, 3548, 3551, 3563, 3566, 3568, 3570, 3572, 3582, 3590, 3596, 3597, 3599, 3605, 3607-3609, 3618, 3624, 3626, 3628, 3631, 3638, 3640, 3644, 3645, 3653, 3656, 3663, 3664,

3608, 3609, 3701, 3702, 3698, 3706, 3708, 3714, 3716, 3720, 3727, 3749, 3750, 3753, 3761, 3771-3774, 3776, 3780, 3782, 3785, 3805-3807, 3810, 3820, 3842, 3881.

— **Saint-Joseph-Benoît**, artiste du Louvre, 2277.

## T

**Table d'honneur** portant, avec la Déclaration des Droits de l'Homme, 1337.

— en marbre blanc, portant, inscrits en lettres d'or, les Droits de l'Homme, 239.

**Tableau** consacré à la journée du 19 août, demande de la peinture d'un, 3099.

— des causes et des effets de la Révolution du 10 août, 2285, 3284.

— de la France régénérée, 3192.

— narratif et descriptif des huit femmes de chambre de Madame royale et du Dauphin, par Marie-Antoinette, 2602.

— nominatif des combattants du 10 août, 2784.

**TABUIT**, chasseur volontaire du 1<sup>er</sup> bataillon de la 4<sup>e</sup> légion, 604.

**Tâche** demandée à l'effet de payer les travailleurs à la, 1344.

**Taille** protestation à cause du refus de volontaires pour défaut de, 1653.

**TAILLEFER** Jean-Guillaume, député de la Dordogne à l'Assemblée législative, témoin dans l'affaire Louvet et Gouze-neuve, 730.

**TALLEPIED**, sous-lieutenant au bataillon de Saint-Séverin, 2333.

**TALBAUT** ou **TALBOT** (Charles), garde national de la ville d'Hennebont, blessé le 10 août, 2727.

**TALCHER**, sous-officier, 3025.

**TALLIEN** Jean-Lambert, président du comité de la ville de Cluses-le-Prix, 488, 208; secrétaire-greffier de la Commune, 1559, 1574, 3840, 3913, 3919.

**TALON** Antoine-Omer, ex-lieutenant civil du Châtelet, 42, 674.

**Tallonne**, des quatre masses sorties le 10 août (Paris), 2286, 3841.

**Tallot**, Pierre-Mathieu, sous-officier de la loi, 512.

**TANAVELLE** (Antal), sous-officier, promoteur de la loi de 1791.

**Tarascon-sur-Rhône** district de, 978, 3573.

— Société des Amis de la Liberté et de l'Egalité de), 3721.

**TARAS** Louis-Hardouin, confident des gens pour le ministère des contributions publiques, 697, 704, 702, 3850; ex-ministre des contributions publiques, 3921.

**TARDIEU**, quartier-maître-trésorier des Marseillais, 1392.

**TARDIEU** Louis-François de La Fayette, princesse de, 3925.

**TARGE**, officier de paix, 1071, 1091.

**TARGET**, citoyen de la section du Marais, 1677.

**TARA** conseil du département du, 3432. — (corps électoral du département du), 3719.

**TARTIVOT** (Jean-Baptiste), garde national du bataillon de Saint-Nicolas-des-Champs, 621.

**TASSIN** Gabriel dit l'Evêc, commandant du bataillon des Filles-Saint-Thomas, 2049, 2068, 2080, 2132, 2378-2380, 2382, 2389.

— (Louis-Daniel, aîné, banquier, 2382.

**Taverny** (commune de), 2977.

**Tavernier** Anne, receveur de la Pénitence-Royal, 1790.

**Télémaque** (traduction anglaise de), trouvée aux Tuileries, 2003.

**Temple** présence de Louis XVI au, 3512. — (présence de Louis XVI au), 3992.

— refuge y trouvé par M. d'Ernest, sous-lieutenant aux gardes suisses, 2499.

**Temple** cathédrale de Saint-Sauveur, 2071.

**TENON** (Jacques), député de Seine-et-Oise à l'Assemblée législative, 1071.

**Tentes** pour les armées, atelier de, 1583.

— pour le camp de Paris, fabrication de, 1888, 1890, 1882, 1885, 1790.

— pour le dépôt des habits et provisions des volontaires de Marseilles, 1344.

**Tentes** pour les volontaires Parisiens, 1901.

**Terre** labourable pour la veuve et les orphelins d'un volontaire offre de, 512.

**Ternier** ou **Ternier** (Antoine-René-Martin), sous-officier, président du département du Var, ministre de l'Intérieur, 1890, 1891, 1892, 1893, 1894, 1895, 1896, 1897, 1898, 1899.

- de St-Etienne, 954, 956, 1014, 1019, 1024, 1026, 1041, 1060, 1064, 1065, 1067, 1068, 1069, 1072, 1073, 1078, 1086, 1090, 1092, 1098, 1099, 1102, 1106, 1108, 1111, 1112, 1115, 1116, 1126, 1127, 1138, 1186, 1219, 1245, 1249, 1249, 1291, 1292, 1296, 1298, 1306, 1396.
- François pour outrage, l'outrage de 201.
- Léonard François, fabricant de gazes, 200.
- Léonard pour, fiche initiale, 723.
- Léonard François, charcutier, 2013, 2012.
- Theodore de l'Andagui-Comique pensionnaires et gagistes du, 2033.
- des Délassements-Comiques, 2061, 2013.
- de l'Hégatité, 1013.
- des Enfants-Comiques, 702.
- Ruben acteurs du, 1573. Interprètes réunis au, 2071.
- de la Liberté, 1015.
- de Minerve, 792.
- Montansier, 1913.
- du Palais, 1917, 1918, 1933.
- de la rue Feydeau pensionnaires du, 1812, 1860.
- de la rue Richelieu, 1918.
- des Variétés montées, 2006.
- du Vaudeville, 149, 2082.
- Leitres des 20, 7 et 17 arrondissements gardés de, 2073.
- Thérèse et Mélanie Anne-Joseph TERWAGNE, dite, 752.
- Thérèse Catherine de l'Association de la Place des Félises, 2716.
- Thérèse (sic) 2005, 2010, 2011.
- THÉVENIN, sergent au bataillon de Saint-Nicolas des Champs, 108.
- Thénier, sieur, commandant une patrouille en poste de Henri IV, 2570.
- THÉBART, chirurgien, 2711.
- THEBERLIN, économiste des Invalides, 1828.
- THERRY (seigneur), citoyen de Paris, 1973.
- Thierry de Vincennes-Martin-Mar-Antoine, intendant des meubles de la Couronne, 2221, 3904.
- Thiers (monnaie-païe de, 108).
- Thionville (belles de, 1877).
- THURAU François, ancien garde du Roi, 112.
- Toussaint Bon-Louis, citoyen de la section des Lombards, 2317; officier municipal, 798, 870, 905.
- Joseph, mort le 10 août, blessé le 10 août, 2649, 2679.
- Joseph, fédéré de Marseille, blessé le 10 août, 2679.
- TIROUX (Antoine-Joseph), député de Paris à l'Assemblée législative, membre président de la section des Gobelins, 113.
- TIUILLIER (Claude-Louis), juge de paix de la section du Théâtre-Français, 403.
- TIVANON RAO, Henri-Joseph, officier des compagnies franches dans l'armée du Nord, 2319.
- TIVANON Jacques Alexis, député de la Marne à l'Assemblée législative, 730, 2201, 3633; apôtre de la Liberté, 1308.
- TIBÈRE (Louis XVI déclaré aussi fourbe pour, 3607.
- TIGELIN (Antoine-Gésar), canonnier de la section des Lombards, 2335.
- TIVANON Jacques Nicolas, président de la section Reaubourg, 1758.
- TIVANON condamné à l'exposition en place de Grève, 2093.
- Tirage au sort des fédérés devant partir aux frontières, 1458.
- au sort parmi les ajusteurs de la Monnaie de Paris, pour le choix d'un volontaire, 1748.
- au sort pour le départ aux frontières, réclamé par les canonniers de l'armée parisienne, 1478; refusé par le Conseil général de la Commune, 1607.
- TISSIER (Julien), 1308.
- Toisin sonné le 10 août, 2074, 2075, 2081, 2089, 2109, 2110, 2113, 2140, 2312; sonné à l'église des Quinze-Vingts, 2001; à l'église de Sainte-Marguerite, 1369, 2002.
- Toiles de chasse sacs pour les volontaires confectionnés avec les, 1654, 1674.
- pour tentes pénurie de, 1884.
- Toise paiement des travaux du campement Paris, 1000.
- Tombeau des citoyens morts le 10 août, 2654.
- TORNI (Jean-Pascal), fédéré de l'Hérault, blessé le 10 août, 2789.





- Tresorerie nationale, 1296, 1433, 1704, 2599, 2883, 3857, 3861; poste de la, 2461.
- Trévoux** (administrateurs du district de, 3417.
- assemblée administrative du district de), 3044.
- Troquet, citoyen de la section du Jardin-des-Plantes, volontaire du 10<sup>e</sup> bataillon de la 2<sup>e</sup> légion, 598.
- Tribunal criminel du département de la Charente**, 3542; du département des Côtes-du-Nord, 4127; du département de l'Eure, 2972; du département de la Haute-Garonne, 3947; du département des Hautes-Pyrénées, 3420; du département de l'Hérault, 3450; du département d'Indre-et-Loire, 3457; du département du Lot, 3225.
- du Département de Paris, 400, 406, 1135, 1367, 1381, 1383, 1393, 2051; criminel 1<sup>er</sup>, 47, 48, 50; criminel 5<sup>e</sup>, 108, 294, 1135; criminel 6<sup>e</sup>, 106.
- criminel du département de Seine-et-Oise, 548, 3966; du département de la Vienne, 3310.
- inquestoral des juges de paix aux Filles-Saint-Thomas, 1140.
- du 1<sup>er</sup> arrondissement, 47, 306.
- du 2<sup>e</sup> arrondissement, 3916.
- du 3<sup>e</sup> arrondissement, 1231.
- du 4<sup>e</sup> arrondissement, 2864.
- du 5<sup>e</sup> arrondissement, 1153, 1161, 1164, 1166, 1168.
- de cassation, 31, 327.
- de commerce de Pampeu, 3215; de commerce de Vienne, 3448.
- du district d'Alençon, 3572; du district d'Angers, 3616; du district de Bar-le-Duc, 3557; du district de Barjols, 3494; du district de Belfort, 3561; du district de Cahors, 3318; du district de Cancy, 3466; du district de Chamev, 4397; du district de Clamecy, 3619; du district de Clermont, 3496; du district de Craon, 2997; du district de Cusset, 3597; du district d'Éruée, 3452; du district de Grandvilliers, 3617; du district d'Hennebont, 3455; du district d'Issur-Tille, 3614; du district de Lannion, 3669; du district de la Rochelle, 3574; du district de Lissieux, 3400; du district de Melle, 3587; du district de Millau, 3672; du district de Montauban, 3493; du district de Montlieu, 3638; du district de Pontivy, 3219; du district de Provins, 3252; du district de Redon, 3615; du district de Saint-Maixent, 3636; du district de Semur, 3364; du district de Toulouse, 3231; du district de Valenciennes, 3588; du district de Vienne, 3364; du district de Wissembourg, 3701.
- de paix de la section des Champs-Élysées (greffe du), 2721.
- de police correctionnelle de Rouen, 3292.
- du 17 août (commissaire national près du), 2468, 2476, 2479, 2480, 2495, 2508, 3961; (compétence du), 2493, 2494; création du, 2468, 2470; (greffe du), 2367; (interrogatoire de M. Guérin de Sarcilly devant le), 2372, 2373; (interrogatoire de M. de Montmorin devant le), 2366; jugements du, 2498, 2505, 3826, 3828, 3918, 3926; (jury d'accusation du), 2351, 2352, 2354, 2355, 2471-2473, 2482, 2483, 2485, 2486, 2491, 2497, 2499; procès de Gabriel Tassin, commandant du bataillon des Filles-Saint-Thomas, devant le, 2380.
- provisoire séant à la Maison commune, 3829.
- réquisitionnaire (Requis de Moxey les Filles, traduit au), 866, 867; (procès du sieur CARBILLET au), 1397; (procès des officiers du bataillon des Filles-Saint-Thomas au), 2382, 2383; (procès de Gabriel Tassin devant le), 2479.
- Tribunaux** (gendarmes de service près les), 4613.
- procédure à suivre par les en cas de demande en justice contre les volontaires, 1714.
- criminels (demande de création après le 10 août de six), 3875.
- criminels (prévenus de complicité dans la conspiration du 10 août, traduits devant les), 2384.
- Tribune de la Municipalité à l'Assemblée législative**, 31.
- Tribunes de la salle des séances de l'Assemblée législative**, 17, 923, 928, 962, 967, 1009.
- Tribut payé par Marie-Antoinette à l'ambassadeur Merx**, 3486.



- cul-de-sac de l'Orangerie, 2248.
- démolitions du château, 2528, 2530, 2531.
- dépôt d'armes, d'uniformes et de munitions, 1113, 1129, 1997, 2021.
- détachement du bataillon des Filles-Saint-Thomas y envoyé, 2068.
- distribution de placards et libelles, 139.
- doublement des postes aux abords, 747, 785, 1117, 2017.
- entrée d'individus armés n'y étant pas de service, 1365.
- entreprise des faubourgs contre les, 732, 763, 765, 776, 789, 847, 1017-1019, 1028, 1035, 1042-1044, 1048-1054, 1065, 1071, 1089, 1099, 1101, 1146, 1361, 2000, 2106, 2024, 2027, 2032, 2126, 2128-2131, 2160.
- grand escalier, 2247, 2304, 2310, 2322, 2342, 2360, 2413, 2440, 2485.
- escalier des cuisines, 2397, 2467.
- escalier des musiciens de la chapelle (petit), 2340, 2342, 2356.
- escalier de la Reine, 2321, 2467.
- fermentation parmi les soldats de service, 1070.
- force armée pour la garde du château, en septembre 1792, 2533.
- grande galerie, projet d'y établir une fabrique de fusils, 4656.
- galerie de la Reine, 2399.
- garde du château confiée, le 10 août, à M. d'Erlach, 2457, 2485.
- impressions d'un habitant du château dans la nuit du 10 août, 2130.
- incendie lors du 10 août, 2171, 2296, 2322, 2334, 2389, 2604, 2606, 2609, 2703.
- inventaire du mobilier, 3857.
- jardin, 161, 182, 817, 818, 1074, 1366, 2299, 2338, 2386, 2395, 2399, 2539, 2585, 2647, 2968.
- logement de Mouslines, 2096.
- logement d'apôtre, 1139.
- logement des objets trouvés le 10 août, objets enlevés et volés *Bouche au Riv.*, 2298.
- ministres de la grande chancellerie, le 10 août, des, 2584.
- membres du Directoire y mandés par Louis XVI, 771.
- mouvement de la foule le 10 août, objets de pitié, voir 2068.
- orangerie, 2385.
- ordres donnés pour l'introduction de troupes étrangères, 1371.
- papiers trouvés dans l'appartement du Roi et celui de M. de Montmorin, 2327, 2518, 3880.
- passage interdit sur la terrasse, 1362.
- pavillon de Flore, 2299, 2304.
- pavillon de Marsan, 2299.
- pharmacie du château, 2296.
- place du château, 901.
- porte des Princes, 821, 2344, 2485.
- porte Royale, 817, 819-821, 843, 895, 2344, 2342, 2346, 2844.
- porte des Suisses, 821.
- porte du Manege, 1354, 2060.
- porte de l'Orangerie, 1354.
- porte du Pont-Royal, 2399.
- portes du château, 2407.
- portes du jardin, 1020, 1033, 1104.
- portiers du Pont-Tournant, 2248, 2392.
- préparatifs de défense au château, 1130, 2017, 2022, 2047, 2103, 2109, 2316, 2336, 2337, 2346, 2399.
- présence de M. De Joly au château, le 10 août, 2293.
- présence de pages du Roi déguisés en gardes nationaux, 1369.
- présence des généraux et des ministres dans la nuit du 9 au 10 août, 2316, 2372.
- présence de nobles armés dans la nuit du 9 au 10 août, 2399.
- des officiers suisses, 2485.
- présence de M. Raderer et de membres du Directoire du Département, 1046.
- présence du lieutenant général de Wittgenstein, 2286.
- projet d'y installer les régiments de Paris, 1136.
- pyramide commémorative des morts du 10 août, 2654.
- revue de l'armée parisienne demandée, 1523.
- revue y passée par Louis XVI, le matin du 10 août, 2130, 2303, 2307, 2309, 2316, 2324, 2331, 2335, 2343, 2345, 2347, 2353, 2359, 2363, 2365, 2393.
- rapatriement des prisonniers, voir 1368.
- rassemblement de la foule le 10 août, le Roi, 2346.
- rassemblement de la foule le 10 août, le Roi, 2346.

- scellés apposés (reconnaissance des, 2387, 2389.
- scènes de désordre provoquées par la présence des Marseillais, 1377, 1378.
- sentinelles de garde dans la nuit du 9 au 10 août, 2342, 2349, 2351, 2356, 2360, 2386, 2393, 2395, 2397-2399, service des gardes nationaux, 1349.
- siège du château lors du 10 août, 1764, 2299, 2301, 2310, 2317, 2321, 2328, 2331, 2336, 2338, 2341, 2342, 2344, 2345, 2354, 2356, 2361, 2363, 2385, 2397, 2466, 2467, 2580, 2687, 2739, 2744, 2864, 2866, 3829, 3844.
- souterrains (personnes cachées, le 10 août, dans les), 2311.
- Suisse des appartements du Roi, 2346.
- trousseaux des gardes suisses trouvés cachés sous un lit, 2296, 3981.
- terrasse, 726, 2333, 2360, 2385, 2393.
- terrasse du bord de l'eau, 2485.
- transport des meubles et effets à la Maison commune, 2191.
- travaux de déblaiement après le 10 août, 1328.
- travail et les grèves de paix y eût dû, 1410.
- venue de gens suspects, 1348.
- visite du château par des officiers municipaux, 1339, 1360, 2018, 2021.

**Tulle** (0063) de nomination de la Légion d'honneur, 1534.

**Tyran**, grenadier du bataillon des Capucins du Marais, 859, 859, 862.

**Tyran** (Auguste), 1101.

**Tyran** Jean-Baptiste, grenadier volontaire du bataillon du Petit-Saint-Antoine, 887.

## U

**Ubert**, résultant d'un coup de fusil commise le 10 août, 2726.

— (attaque à la pique, l'un des combattants du 10 août, 2712.

**Ubert** (homme) pour le coup de fusil commise le 10 août, 2726.

**Ubert** (de l'homme) (un patriote) (Paris, 1897).

**Uniformes** pour les volontaires (don d', 1001, 1002, 1003, 1004, 1005, 1006, 1007, 1008, 1009, 1010, 1011, 1012, 1013, 1014, 1015, 1016, 1017, 1018, 1019, 1020, 1021, 1022, 1023, 1024, 1025, 1026, 1027, 1028, 1029, 1030, 1031, 1032, 1033, 1034, 1035, 1036, 1037, 1038, 1039, 1040, 1041, 1042, 1043, 1044, 1045, 1046, 1047, 1048, 1049, 1050, 1051, 1052, 1053, 1054, 1055, 1056, 1057, 1058, 1059, 1060, 1061, 1062, 1063, 1064, 1065, 1066, 1067, 1068, 1069, 1070, 1071, 1072, 1073, 1074, 1075, 1076, 1077, 1078, 1079, 1080, 1081, 1082, 1083, 1084, 1085, 1086, 1087, 1088, 1089, 1090, 1091, 1092, 1093, 1094, 1095, 1096, 1097, 1098, 1099, 1100, 1101, 1102, 1103, 1104, 1105, 1106, 1107, 1108, 1109, 1110, 1111, 1112, 1113, 1114, 1115, 1116, 1117, 1118, 1119, 1120, 1121, 1122, 1123, 1124, 1125, 1126, 1127, 1128, 1129, 1130, 1131, 1132, 1133, 1134, 1135, 1136, 1137, 1138, 1139, 1140, 1141, 1142, 1143, 1144, 1145, 1146, 1147, 1148, 1149, 1150, 1151, 1152, 1153, 1154, 1155, 1156, 1157, 1158, 1159, 1160, 1161, 1162, 1163, 1164, 1165, 1166, 1167, 1168, 1169, 1170, 1171, 1172, 1173, 1174, 1175, 1176, 1177, 1178, 1179, 1180, 1181, 1182, 1183, 1184, 1185, 1186, 1187, 1188, 1189, 1190, 1191, 1192, 1193, 1194, 1195, 1196, 1197, 1198, 1199, 1200, 1201, 1202, 1203, 1204, 1205, 1206, 1207, 1208, 1209, 1210, 1211, 1212, 1213, 1214, 1215, 1216, 1217, 1218, 1219, 1220, 1221, 1222, 1223, 1224, 1225, 1226, 1227, 1228, 1229, 1230, 1231, 1232, 1233, 1234, 1235, 1236, 1237, 1238, 1239, 1240, 1241, 1242, 1243, 1244, 1245, 1246, 1247, 1248, 1249, 1250, 1251, 1252, 1253, 1254, 1255, 1256, 1257, 1258, 1259, 1260, 1261, 1262, 1263, 1264, 1265, 1266, 1267, 1268, 1269, 1270, 1271, 1272, 1273, 1274, 1275, 1276, 1277, 1278, 1279, 1280, 1281, 1282, 1283, 1284, 1285, 1286, 1287, 1288, 1289, 1290, 1291, 1292, 1293, 1294, 1295, 1296, 1297, 1298, 1299, 1300, 1301, 1302, 1303, 1304, 1305, 1306, 1307, 1308, 1309, 1310, 1311, 1312, 1313, 1314, 1315, 1316, 1317, 1318, 1319, 1320, 1321, 1322, 1323, 1324, 1325, 1326, 1327, 1328, 1329, 1330, 1331, 1332, 1333, 1334, 1335, 1336, 1337, 1338, 1339, 1340, 1341, 1342, 1343, 1344, 1345, 1346, 1347, 1348, 1349, 1350, 1351, 1352, 1353, 1354, 1355, 1356, 1357, 1358, 1359, 1360, 1361, 1362, 1363, 1364, 1365, 1366, 1367, 1368, 1369, 1370, 1371, 1372, 1373, 1374, 1375, 1376, 1377, 1378, 1379, 1380, 1381, 1382, 1383, 1384, 1385, 1386, 1387, 1388, 1389, 1390, 1391, 1392, 1393, 1394, 1395, 1396, 1397, 1398, 1399, 1400, 1401, 1402, 1403, 1404, 1405, 1406, 1407, 1408, 1409, 1410, 1411, 1412, 1413, 1414, 1415, 1416, 1417, 1418, 1419, 1420, 1421, 1422, 1423, 1424, 1425, 1426, 1427, 1428, 1429, 1430, 1431, 1432, 1433, 1434, 1435, 1436, 1437, 1438, 1439, 1440, 1441, 1442, 1443, 1444, 1445, 1446, 1447, 1448, 1449, 1450, 1451, 1452, 1453, 1454, 1455, 1456, 1457, 1458, 1459, 1460, 1461, 1462, 1463, 1464, 1465, 1466, 1467, 1468, 1469, 1470, 1471, 1472, 1473, 1474, 1475, 1476, 1477, 1478, 1479, 1480, 1481, 1482, 1483, 1484, 1485, 1486, 1487, 1488, 1489, 1490, 1491, 1492, 1493, 1494, 1495, 1496, 1497, 1498, 1499, 1500, 1501, 1502, 1503, 1504, 1505, 1506, 1507, 1508, 1509, 1510, 1511, 1512, 1513, 1514, 1515, 1516, 1517, 1518, 1519, 1520, 1521, 1522, 1523, 1524, 1525, 1526, 1527, 1528, 1529, 1530, 1531, 1532, 1533, 1534, 1535, 1536, 1537, 1538, 1539, 1540, 1541, 1542, 1543, 1544, 1545, 1546, 1547, 1548, 1549, 1550, 1551, 1552, 1553, 1554, 1555, 1556, 1557, 1558, 1559, 1560, 1561, 1562, 1563, 1564, 1565, 1566, 1567, 1568, 1569, 1570, 1571, 1572, 1573, 1574, 1575, 1576, 1577, 1578, 1579, 1580, 1581, 1582, 1583, 1584, 1585, 1586, 1587, 1588, 1589, 1590, 1591, 1592, 1593, 1594, 1595, 1596, 1597, 1598, 1599, 1600, 1601, 1602, 1603, 1604, 1605, 1606, 1607, 1608, 1609, 1610, 1611, 1612, 1613, 1614, 1615, 1616, 1617, 1618, 1619, 1620, 1621, 1622, 1623, 1624, 1625, 1626, 1627, 1628, 1629, 1630, 1631, 1632, 1633, 1634, 1635, 1636, 1637, 1638, 1639, 1640, 1641, 1642, 1643, 1644, 1645, 1646, 1647, 1648, 1649, 1650, 1651, 1652, 1653, 1654, 1655, 1656, 1657, 1658, 1659, 1660, 1661, 1662, 1663, 1664, 1665, 1666, 1667, 1668, 1669, 1670, 1671, 1672, 1673, 1674, 1675, 1676, 1677, 1678, 1679, 1680, 1681, 1682, 1683, 1684, 1685, 1686, 1687, 1688, 1689, 1690, 1691, 1692, 1693, 1694, 1695, 1696, 1697, 1698, 1699, 1700, 1701, 1702, 1703, 1704, 1705, 1706, 1707, 1708, 1709, 1710, 1711, 1712, 1713, 1714, 1715, 1716, 1717, 1718, 1719, 1720, 1721, 1722, 1723, 1724, 1725, 1726, 1727, 1728, 1729, 1730, 1731, 1732, 1733, 1734, 1735, 1736, 1737, 1738, 1739, 1740, 1741, 1742, 1743, 1744, 1745, 1746, 1747, 1748, 1749, 1750, 1751, 1752, 1753, 1754, 1755, 1756, 1757, 1758, 1759, 1760, 1761, 1762, 1763, 1764, 1765, 1766, 1767, 1768, 1769, 1770, 1771, 1772, 1773, 1774, 1775, 1776, 1777, 1778, 1779, 1780, 1781, 1782, 1783, 1784, 1785, 1786, 1787, 1788, 1789, 1790, 1791, 1792, 1793, 1794, 1795, 1796, 1797, 1798, 1799, 1800, 1801, 1802, 1803, 1804, 1805, 1806, 1807, 1808, 1809, 1810, 1811, 1812, 1813, 1814, 1815, 1816, 1817, 1818, 1819, 1820, 1821, 1822, 1823, 1824, 1825, 1826, 1827, 1828, 1829, 1830, 1831, 1832, 1833, 1834, 1835, 1836, 1837, 1838, 1839, 1840, 1841, 1842, 1843, 1844, 1845, 1846, 1847, 1848, 1849, 1850, 1851, 1852, 1853, 1854, 1855, 1856, 1857, 1858, 1859, 1860, 1861, 1862, 1863, 1864, 1865, 1866, 1867, 1868, 1869, 1870, 1871, 1872, 1873, 1874, 1875, 1876, 1877, 1878, 1879, 1880, 1881, 1882, 1883, 1884, 1885, 1886, 1887, 1888, 1889, 1890, 1891, 1892, 1893, 1894, 1895, 1896, 1897, 1898, 1899, 1900, 1901, 1902, 1903, 1904, 1905, 1906, 1907, 1908, 1909, 1910, 1911, 1912, 1913, 1914, 1915, 1916, 1917, 1918, 1919, 1920, 1921, 1922, 1923, 1924, 1925, 1926, 1927, 1928, 1929, 1930, 1931, 1932, 1933, 1934, 1935, 1936, 1937, 1938, 1939, 1940, 1941, 1942, 1943, 1944, 1945, 1946, 1947, 1948, 1949, 1950, 1951, 1952, 1953, 1954, 1955, 1956, 1957, 1958, 1959, 1960, 1961, 1962, 1963, 1964, 1965, 1966, 1967, 1968, 1969, 1970, 1971, 1972, 1973, 1974, 1975, 1976, 1977, 1978, 1979, 1980, 1981, 1982, 1983, 1984, 1985, 1986, 1987, 1988, 1989, 1990, 1991, 1992, 1993, 1994, 1995, 1996, 1997, 1998, 1999, 2000, 2001, 2002, 2003, 2004, 2005, 2006, 2007, 2008, 2009, 2010, 2011, 2012, 2013, 2014, 2015, 2016, 2017, 2018, 2019, 2020, 2021, 2022, 2023, 2024, 2025, 2026, 2027, 2028, 2029, 2030, 2031, 2032, 2033, 2034, 2035, 2036, 2037, 2038, 2039, 2040, 2041, 2042, 2043, 2044, 2045, 2046, 2047, 2048, 2049, 2050, 2051, 2052, 2053, 2054, 2055, 2056, 2057, 2058, 2059, 2060, 2061, 2062, 2063, 2064, 2065, 2066, 2067, 2068, 2069, 2070, 2071, 2072, 2073, 2074, 2075, 2076, 2077, 2078, 2079, 2080, 2081, 2082, 2083, 2084, 2085, 2086, 2087, 2088, 2089, 2090, 2091, 2092, 2093, 2094, 2095, 2096, 2097, 2098, 2099, 2100, 2101, 2102, 2103, 2104, 2105, 2106, 2107, 2108, 2109, 2110, 2111, 2112, 2113, 2114, 2115, 2116, 2117, 2118, 2119, 2120, 2121, 2122, 2123, 2124, 2125, 2126, 2127, 2128, 2129, 2130, 2131, 2132, 2133, 2134, 2135, 2136, 2137, 2138, 2139, 2140, 2141, 2142, 2143, 2144, 2145, 2146, 2147, 2148, 2149, 2150, 2151, 2152, 2153, 2154, 2155, 2156, 2157, 2158, 2159, 2160, 2161, 2162, 2163, 2164, 2165, 2166, 2167, 2168, 2169, 2170, 2171, 2172, 2173, 2174, 2175, 2176, 2177, 2178, 2179, 2180, 2181, 2182, 2183, 2184, 2185, 2186, 2187, 2188, 2189, 2190, 2191, 2192, 2193, 2194, 2195, 2196, 2197, 2198, 2199, 2200, 2201, 2202, 2203, 2204, 2205, 2206, 2207, 2208, 2209, 2210, 2211, 2212, 2213, 2214, 2215, 2216, 2217, 2218, 2219, 2220, 2221, 2222, 2223, 2224, 2225, 2226, 2227, 2228, 2229, 2230, 2231, 2232, 2233, 2234, 2235, 2236, 2237, 2238, 2239, 2240, 2241, 2242, 2243, 2244, 2245, 2246, 2247, 2248, 2249, 2250, 2251, 2252, 2253, 2254, 2255, 2256, 2257, 2258, 2259, 2260, 2261, 2262, 2263, 2264, 2265, 2266, 2267, 2268, 2269, 2270, 2271, 2272, 2273, 2274, 2275, 2276, 2277, 2278, 2279, 2280, 2281, 2282, 2283, 2284, 2285, 2286, 2287, 2288, 2289, 2290, 2291, 2292, 2293, 2294, 2295, 2296, 2297, 2298, 2299, 2300, 2301, 2302, 2303, 2304, 2305, 2306, 2307, 2308, 2309, 2310, 2311, 2312, 2313, 2314, 2315, 2316, 2317, 2318, 2319, 2320, 2321, 2322, 2323, 2324, 2325, 2326, 2327, 2328, 2329, 2330, 2331, 2332, 2333, 2334, 2335, 2336, 2337, 2338, 2339, 2340, 2341, 2342, 2343, 2344, 2345, 2346, 2347, 2348, 2349, 2350, 2351, 2352, 2353, 2354, 2355, 2356, 2357, 2358, 2359, 2360, 2361, 2362, 2363, 2364, 2365, 2366, 2367, 2368, 2369, 2370, 2371, 2372, 2373, 2374, 2375, 2376, 2377, 2378, 2379, 2380, 2381, 2382, 2383, 2384, 2385, 2386, 2387, 2388, 2389, 2390, 2391, 2392, 2393, 2394, 2395, 2396, 2397, 2398, 2399, 2400, 2401, 2402, 2403, 2404, 2405, 2406, 2407, 2408, 2409, 2410, 2411, 2412, 2413, 2414, 2415, 2416, 2417, 2418, 2419, 2420, 2421, 2422, 2423, 2424, 2425, 2426, 2427, 2428, 2429, 2430, 2431, 2432, 2433, 2434, 2435, 2436, 2437, 2438, 2439, 2440, 2441, 2442, 2443, 2444, 2445, 2446, 2447, 2448, 2449, 2450, 2451, 2452, 2453, 2454, 2455, 2456, 2457, 2458, 2459, 2460, 2461, 2462, 2463, 2464, 2465, 2466, 2467, 2468, 2469, 2470, 2471, 2472, 2473, 2474, 2475, 2476, 2477, 2478, 2479, 2480, 2481, 2482, 2483, 2484, 2485, 2486, 2487, 2488, 2489, 2490, 2491, 2492, 2493, 2494, 2495, 2496, 2497, 2498, 2499, 2500, 2501, 2502, 2503, 2504, 2505, 2506, 2507, 2508, 2509, 2510, 2511, 2512, 2513, 2514, 2515, 2516, 2517, 2518, 2519, 2520, 2521, 2522, 2523, 2524, 2525, 2526, 2527, 2528, 2529, 2530, 2531, 2532, 2533, 2534, 2535, 2536, 2537, 2538, 2539, 2540, 2541, 2542, 2543, 2544, 2545, 2546, 2547, 2548, 2549, 2550, 2551, 2552, 2553, 2554, 2555, 2556, 2557, 2558, 2559, 2560, 2561, 2562, 2563, 2564, 2565, 2566, 2567, 2568, 2569, 2570, 2571, 2572, 2573, 2574, 2575, 2576, 2577, 2578, 2579, 2580, 2581, 2582, 2583, 2584, 2585, 2586, 2587, 2588, 2589, 2590, 2591, 2592, 2593, 2594, 2595, 2596, 2597, 2598, 2599, 2600, 2601, 2602, 2603, 2604, 2605, 2606, 2607, 2608, 2609, 2610, 2611, 2612, 2613, 2614, 2615, 2616, 2617, 2618, 2619, 2620, 2621, 2622, 2623, 2624, 2625, 2626, 2627, 2628, 2629, 2630, 2631, 2632, 2633, 2634, 2635, 2636, 2637, 2638, 2639, 2640, 2641, 2642, 2643, 2644, 2645, 2646, 2647, 2648, 2649, 2650, 2651, 2652, 2653, 2654, 2655, 2656, 2657, 2658, 2659, 2660, 2661, 2662, 2663, 2664, 2665, 2666, 2667, 2668, 2669, 2670, 2671, 2672, 2673, 2674, 2675, 2676, 2677, 2678, 2679, 2680, 2681, 2682, 2683, 2684, 2685, 2686, 2687, 2688, 2689, 2690, 2691, 2692, 2693, 2694, 2695, 2696, 2697, 2698, 2699, 2700, 2701, 2702, 2703, 2704, 2705, 2706, 2707, 2708, 2709, 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715, 2716, 2717, 2718, 2719, 2720, 2721, 2722, 2723, 2724, 2725, 2726, 2727, 2728, 2729, 2730, 2731, 2732, 2733, 2734, 2735, 2736, 2737, 2738, 2739, 2740, 2741, 2742, 2743, 2744, 2745, 2746, 2747, 2748, 2749, 2750, 2751, 2752, 2753, 2754, 2755, 2756, 2757, 2758, 2759, 2760, 2761, 2762, 2763, 2764, 2765, 2766, 2767, 2768, 2769, 2770, 2771, 2772, 2773, 2774, 2775, 2776, 2777, 2778, 2779, 2780, 2781, 2782, 2783, 2784, 2785, 2786, 2787, 2788, 2789, 2790, 2791, 2792, 2793, 2794, 2795, 2796, 2797, 2798, 2799, 2800, 2801, 2802, 2803, 2804, 2805, 2806, 2807, 2808, 2809, 2810, 2811, 2812, 2813, 2814, 2815, 2816, 2817, 2818, 2819, 2820, 2821, 2822, 2823, 2824, 2825, 2826, 2827, 2828, 2829, 2830, 2831, 2832, 2833, 2834, 2835, 2836, 2837, 2838, 2839, 2840, 284

- Vallery-sur-Somme** : officiers municipaux et notables de , 1298.
- Vallet de Villeneuve (Pierre-Armand)** : trésorier de la Ville, 1403.
- Valmy** de , action des Belassements communi-  
quiers, 2936.
- Valognes** : officiers municipaux de , 377.
- Valotus** : (du pres-François) : domestique de M. de Champlost, premier valet de chambre du Roi, 246.
- VANOTTE** : sieur , prisonnier de l'Abbaye, 3924.
- VANTAGE** : Charles-Amédée-Philippe , artiste du Louvre, 2477.
- Vannes** : citoyens de , 364, 3280.
- Vanves** : volontaires de la commune de , 1466.
- Var** : directeur du département du , 958.
- VARÉ** : Antoine, blessé du 10 août, 2767.
- Varenne-Saint-Hilaire** : ferme du Tonn à la , 1529.
- Varennes** : dépenses relatives au voyage de , 765.
- VARENNES** : de CORMONTAUX : Étienne-François , maître tail de camp, 1449.
- VARESCHE** : résultat de blessures reçues le 10 août, 2643.
- Varlet (Jean)**, citoyen de la section du Roi-de-Sicile, 1987.
- VASSE** : d'argent orné et trouvé au marché Saint-Paul : dépôt à la Maison commune (Lyon), 2584.
- VASSIN** : Georges-Victor , rédacteur du *Journal biographique*, 344, 363.
- VASSIN** : Joseph , garde suisse originaire de Chambéry, 2305.
- Vassy** : habitants de , 1000.
- VAT** : sieur , bourgeois de Saint-Louis, 1830.
- VATTEUR** : Antoine , citoyen de la section des Gravilliers, 2449.
- Vaugirard** : arrestation de gardes du Roi par la garde nationale de , 2174, 2280.
- (don patriotique de la commune de , 4424).
- (donneur d'argent des sections du 10 août, fait par le curé de , 2900).
- (donneur municipal de , 1964).
- (municipalité de , 2280).
- (suffrages et abandonnement du camp de , 2279).
- (Municipalité des habitants de , 2449).
- VAVOIR** : Jacques , gendarme de la 20<sup>e</sup> division, 2573.
- fils (sieur), volontaire, 1560.
- Vautier** : établissements des dits du de Saint-Germain, 1634, 1674.
- VAYES** : Pierre , député du département du Cantal et Ass. mltée législative, 1254, 1271, 1289, 1293.
- VAYE** : Athanase , commissaire près le tribunal du département d'Indre-et-Loire, 3457.
- Veaux** (près Moulon : camp de , 3022, 3755.
- VERMOREL** : Henri , grand procureur de la Nation près de la Haute-Cour d'Orléans, 1280.
- Vendée** : administrateurs du département de la , 4429.
- procureur général syndic du département de la , 3182.
- Vendôme** : conseil général de la commune de), 3366.
- Vendresse** (municipalité de), 3289.
- Venise** : arrestation de l'ambassadeur de), 3891.
- VERDIER** : Jean-Christophe (le) : lieutenant-colonel de la gendarmerie à cheval, 2539, 2542.
- VERDIER** : lettre adressée à Louis XVI par M. de , 1442.
- VERDIER** : Jacques , membre du Comité des secours publics, 2603.
- Verdun** : assemblée primaire des citoyens de , 3484.
- (demande de renseignements sur la reddition de), 1591.
- départ des chasseurs nationaux de la section des Quatre-Nations, du côté de , 1533; départ de volontaires de Sannois au secours de , 1466.
- départ proposé d'un blessé du 10 août pour , 3955.
- (district, municipalité et commandant de la place de), 94.
- (passage de volontaires de la garnison de), 1668.
- (volontaires à), 1787.
- VEREUX**, tambour au bataillon des Jacobins-Saint-Honoré, 580.
- VILLER** : Charles-Gabriel (le) : administrateur des impositions directes, proposé pour le ministère des contributions publiques, 1010, 1801.





- VICTOR**, négociant à Londres, 2130.  
**VIGIER** Joseph, garde suisse, 2406.  
**Victimes** du 10 août (sous ce titre) des :  
 — 1653, 3688. (Voir Orphelins, Veuves).  
 — du 10 août (indiqués ensemble), 2861.  
 — du 10 août (représentation de l'Opéra au profit des), 1841.  
**Vi de la comtesse de Lamotte**, mémoires, 1564.  
**VIL** Jean-Baptiste, blessé du 10 août, 2782.  
**VIL** Joseph-Marie, directeur de l'Académie de peinture, 2277.  
**Vienne** (conseil du département de la), 1351, 3685.  
 — tribunal criminel du département de la), 3310.  
**Vienne** (conseil général de la commune de), 3308, 3364, 3449.  
 — hôtel de ville de, 3408.  
 — (maire de), 3308.  
 — tribunal de commerce de, 3448.  
 — (tribunal du district de), 3364.  
**VIGNET**, Louis-Esprit, curé de Saint-Merry, 276.  
**VIGNE** Vincent-Marie, comte de, député de Seine-et-Marne à l'Assemblée législative, 2149.  
**Vierzon** (citoyens et magistrats de), 3031.  
**Vigan** (citoyens de), 3564.  
 — municipalité du, 3529.  
**VIGIER**, Yves-François, administrateur de la Municipalité, 2241.  
**VIGNON**, député extraordinaire de Brest, 234.  
**VIGOT** (Antoine), brocanteur, blessé le 10 août, 2791.  
**VIGOT** de Cussy, Charles-Joseph, officier municipal, 2003, 2004.  
**VILLAIN** (Auguste-Louis-Germain), employé de banque, grenadier au bataillon de Bône-Nouvelle, 1736.  
**Villedien** assemblée primaire de la première section du canton de), 3627.  
**Villefranche** (conseil du district de), 3499.  
**Villejuif** (hôtel de), 1913.  
 — (indiqués de la commune de), 1689.  
**VILLON**, capitaine au bataillon des Carabiniers, 1737.  
**Villeneuve-le-Roi** (citoyens de), 3447.  
 — municipalité de), 3448.  
**Villeneuve-Saint-Georges** (digne de défendeur de Paris passant par), 1889.  
**Villeneuve-sur-Yonne** (drapeau des volontaires à), 1698.  
**VILLERS** (DE), ex-major de gendarmerie, tué le 10 août, 2637, 2645.  
**Villers-Cotterets** (cantonnement de volontaires à), 1534.  
**Villers-la-Montagne** (habitants de), 1002.  
**VILLETE** (Charles), électeur du Département de Paris, 1611.  
**VILLETE** DE LA MESSEURIE (Gaulthier-Ange), agent de change, 2321, 3829, 3981.  
**Vin** pour la fête de Châteauneuf (dépenses de), 246.  
 — trouvé dans les caves des Tuileries (distribution du), 2588.  
**Vinay** (citoyens de), 3582.  
**Vincennes** volontaires et gardes nationaux de), 2943.  
**VINCENT** (Luc-Antoine), officier municipal, 2825, 2844 ; capitaine de chasseurs nationaux de la section des Quatre-Nations, 1533 ; commandant du bataillon de Saint-Germain-des-Prés, 172, 458.  
 — porte-drapeau du bataillon de Saint-Jacques-la-Boucherie, 587.  
**Vins** et liqueurs distribués aux gardes suisses, 2407.  
**Violences** exercées sur la personne d'un cultivateur, 1464.  
**VIRE** (citoyens de), 3023.  
 — (commune de), 3197.  
 — (conseil général du district de), 2993.  
**Visite des blessés** de la section des Arcs après le 10 août, 2812.  
 — du château des Tuileries par des officiers municipaux, 1359, 1360, 2048, 2021.  
 — du Comité de santé imposée aux blessés du 10 août, 2877.  
 — des Faubourgs Saint-Antoine et Saint-Marceau par M. Péton, 1361.  
 — des capitaines des Messageries au soldat de Paris, 2150.  
**Visites domiciliaires** par des commissaires de la Commune, 2002, 2044, 2005.  
**Vitry-le-Français** 2150/1 de), 297.  
**VIVIER**, conducteur des Messageries nationales, 1847.

- Vases pour le camp de Paris (distribution des , 1822.
- voir Feutreges du camp de Paris service des , 1868, 1881, 1885.
- Vau (de Louis XIII) (procession du , 1845.
- VOUGNET (Paul-Joseph), volontaire de la section armée du Faubourg-Montmartre, blessé le 10 août, 2845.
- Vougrain-Remy, président de la section de l'Hôtel-de-Ville, 83.
- VOISIN (Alexandre), volontaire de la section de la rue de Montcaut, blessé le 19 août, 2794.
- Voutures attelées, le sont, par les malheureux, 397.
- Voleurs arrêtés, lors du 10 août, par une patrouille du bataillon de Saint-Jacques-l'Hopital, 2241.
- aux Tuileries lors du 10 août (arrestations de , 2642, 2646, 2647, 2676, 2583, 2596, 2644.
- Vougrain-Remy, libérateur, 164.
- VOLLANT, entrepreneur de la fabrication des papiers, 1712.
- Volontaire, engagement d'entretenir la femme et l'enfant d'un, 1821.
- ayant une famille de 15 enfants (enrôlement d'un), 1587.
- aux Trévannes (entretien d'un , 1572.
- récompense de 300 livres allouée à un jeune, 1693.
- armé et équipé par l'administration des Côches d'eau, 1810; armé et équipé par les employés de l'hospice des incurables, 1798.
- équipé et entretenu par les apostoliques de la Montagne de Paris, 1748.
- équipé et habillé par un pape de la rue Saint-Lazare, 1779.
- refusé pour défaut de taille, 1653.
- Volontaires, acteurs et machinistes du Théâtre Montmarce (formant un) (comédie de , 1911).
- artistes de l'école du Louvre organisés (compagnie des , 1667.
- création du théâtre du Montcaut (drame paré, 1891.
- chariots mis à la disposition des , 1699.
- contribution de la Commune de Paris (dépense de la ville des , 1608.
- contribution de Saint-Denis pour les , 1601, 1673.
- contribution des députés à l'indemnité des), 1767, 1800.
- (demande de prisonniers de Bicêtre (un de Sartre et de Siquet comme , 1857, 1859.
- (demande des prisonniers de la Force pour être enrôlés parmi les), 1694.
- échange d'assignats pour acheter le départ des , 1648.
- (élèves du collège Louis-le-Grand, composant une compagnie de), 1730.
- enrôlement et départ des , 1626, 1710.
- enrôlement des ouvriers de la manufacture Réveillon parmi les), 1749.
- (faiblesse de complexion physique et peine des , 1639.
- fréquent passage à Saint-Denis des , 1633.
- (levée de , sur les sections armées, 1699.
- dans la section de la Butte-des-Moulins (logement de , 1737.
- (nécessité de tempérer l'ardeur des , 1632.
- passage et réception à Bourg-la-Reine des , 1625.
- pension à la mère indigente de camp, 1647.
- (proposition de punir de la peine de mort la désertion des), 1652.
- registres d'enrôlement des , 1538.
- (solde des , 1608, 1704, 1811, 1817.
- (subsistance des familles des), 1551, 1589, 1609, 1639.
- (supplément de solde accordé aux , 1692.
- (trame perdue auprès des), 1718.
- (transfert à leurs parents des rentes viagères constituées sur la tête de , 1673).
- armés par les acteurs des Italiens, 1754; armés, équipés et entretenus par des banquiers, 1842; armés et équipés par les marchands de bois de l'île-Louvières, 1850; armés et équipés par les acteurs des comédiens de l'île-Louvières, 1844; armés, équipés et entretenus par les particuliers, 1601, 1610, 1612, 1806, 1820; armés et équipés par les acteurs de l'île-Louvières, 1788.

- Volontaires arrivés à Paris et envoyés au camp de Soissons (états et tableaux des), 1437, 1443, 1439, 1466, 1474, 1474, 1479, 1522, 1526, 1527, 1542-1543.
- dénonciateurs de Lafayette, 1541, 1960.
- entretenus par la Caisse patriotique, 1818; entretenus par les employés des Subsistances militaires, 1817.
- envoyés, le 10 août, par Santerre à l'Assemblée et aux Tuileries, 2298.
- inscrits à la commune de Bercy (registre d'enrôlement des), 1617; inscrits à la municipalité de Paris (organisation des), 1441, 1445, 1447, 1450, 1453, 1459, 1461, 1466, 1468, 1474, 1522, 1609, 1891; inscrits à la section de Bon-Conseil (registre d'enrôlement des), 1494.
- pris parmi les artistes, préposés et ouvriers de l'Opéra, 1841.
- réunis à Châlons (maintien de la discipline parmi les), 1534.
- vainqueurs des insurgés de Jalès, 1446.
- allemands (légion de), 4593.
- Rochellais (départ pour l'armée de Montesquiou de), 3091.
- du 1<sup>er</sup> bataillon des fédérés à Soissons abandon, pour les victimes du 10 août, d'une journée de paye par les), 2932.
- des 1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup> bataillons de Paris, cantonnés à Saint-Amand, 1669.
- du 10<sup>e</sup> bataillon des fédérés en garnison à Lyon, 2973.
- du bataillon des Enfants aux frontières, 381; du bataillon des Jacobins-Saint-Dominique (départ des canonniers, 1641; du bataillon des Lombards, 1734; du bataillon de l'Observatoire, 1396; du bataillon de Saint-Jean-en-Grève (déchargement d'un bateau de poudre par les), 2232; du bataillon de la Trinité ou du Ponceau, 1638.
- du 9<sup>e</sup> bataillon de Seine-et-Oise, 1740.
- du camp de Soissons, sans armes, sans munitions et sans vêtements, 1513, 1522; réclamant des armes, 1543; du camp de Soissons (don patriotique du 3<sup>e</sup> bataillon de), 2907; du camp de Soissons (organisation défectueuse des), 1724; du camp se plaignant de leur inaction, 1534.
- de la division du Finistère (calomnies sur les), 3872; de la division du Finistère, tués et blessés le 10 août, 2680.
- de la garde nationale (chambre à coucher de Louis XVI gardée par des), 2541; de la garde nationale (dons pour les), 257, 1796, 1814.
- de la garnison de Verdun, en route pour le camp de Meaux, 1668.
- de la section de l'Arsenal, 1678; de la section de 1792, 1643; de la section de 1792 (départ des), 1690; de la section de la Butte-des-Moulins (armement et départ des), 1531, 1715, 1727, 1913; de la section du Faubourg-Montmartre, 1675; de la section de la Halle-aux-Blés, 1706; de la section du Louvre (départ de), 1600; de la section du Mail (équipement par les citoyennes des), 1705; de la section du Marais, 1677; de la section de Mirabeau (départ d'armes des), 1624; de la section du Panthéon-Français, 1730; de la section du Pont-Neuf (mise sur pied de 3 compagnies de), 1637; de la section du Roule, 1717; de la section des Tuileries (départ des), 1715.
- d'Arbois (nombre des), 3568; d'Aubervilliers, 1630, 1642; des Basses-Alpes (enrôlement de quatre), 1629; de la commune de Bercy, 1647; de la paroisse du Bourget, 1631; de La Chapelle-Saint-Denis, 1665; de la commune de Châtillon, 1702; du district de Crest (départ des), 3575; de Fontainebleau (départ des), 3423; de Gentilly, 1685; de la Haute-Garonne, cantonnés près de Grasse, 3381; de la commune de l'Isle-Adam, 3651; de La Villette, 1835, 1836; de la Lozère (bataillons de), 3243; de Meudon (don patriotique des), 1826; de Montmartre, 1592; de la commune de Montrouge, 1813; du canton du Mont-Saint-Vincent (enrôlement spontané des), 3495; de Morlaix (participation au 10 août des), 3596; de la commune de Nanterre, 1645; de la commune de Neuilly-sur-Seine, 1640; de la commune des Riceys (départ des), 3565; de Saint-Denis, 1648; de la commune de Saint-Germain-en-Laye, 1674, 2237; de Saint-Mandé, armés et équipés aux

- mais de leurs familles, 1476; de la commune de Saint-Maur, armés et équipés par leurs concitoyens, 1672; de la commune de Saint-Denis, 1679; de la commune de Sannois, 1565; de la commune de Vanves, 1566; de Sceaux (départ des), 1839; du département de Seine-et-Marne (affluence des), 1799; de la Somme (serment prêté par le 3<sup>e</sup> bataillon de), 3591; de la commune de Villejuif, 1689.
- VOIS à Paris** (recrudescence des), 394-399.
- VOLTAIRE** buste de marbre antique représentant, 2178.
- Vosges** assemblée électorale du département des), 3713.
- **Vosgien** (Donat), député du département des), 2148.
- Vosgien** (Donat), député du département des Vosges, à l'Assemblée législative, 2148.
- Vouziers** (administrateurs du district de), 3307.
- VOYSIN** (Jean-Baptiste), député de la Creuse à l'Assemblée législative, 2101.
- W**
- Wancourt** (commune de), 1094.
- WENMARING** Jean-Philippe, chef des bureaux du comité des banquiers et agents de change, ex-capitaine des grenadiers du bataillon des Filles-Saint-Thomas, 2185.
- Wies** Joseph-Nicolas-Vincent, sous-majors aux gardes suisses, 2166, 2178, 2185.
- Wiesner**, fabricant de papiers peints, 212.
- Wis-Joseph**, Russe de la commune de O-Sarbock, 2103.
- Wissembourg** tribunal du district de), 3701.
- WITTENBERG** Louis-Balthazar, colonel et lieutenant-général **Georges-Ernest DE SAYS**, comédien, 2286.
- WITTMANN** Joseph-Vincent, Georges-Michel, Luthier, 800, 1077, 1078, 1090, 1106.
- WOILLEZ** (sieur), architecte, inspecteur de la démolition aux Tuileries, 2068.
- Worms** (sieur), bourgeois à Paris, 280.
- Worms** intelligences de Marie-Antoinette avec les émigrés de), 1186.
- Y**
- Yonne** corps électoral du département de l'), 3696.
- **Yvon**, député de l'), 2800.
- Z**
- ZIMMERMANN** Louis, second lieutenant au régiment des gardes suisses, 2167, 2178, 2185.
- Zurich** (commune de), 131, 470.







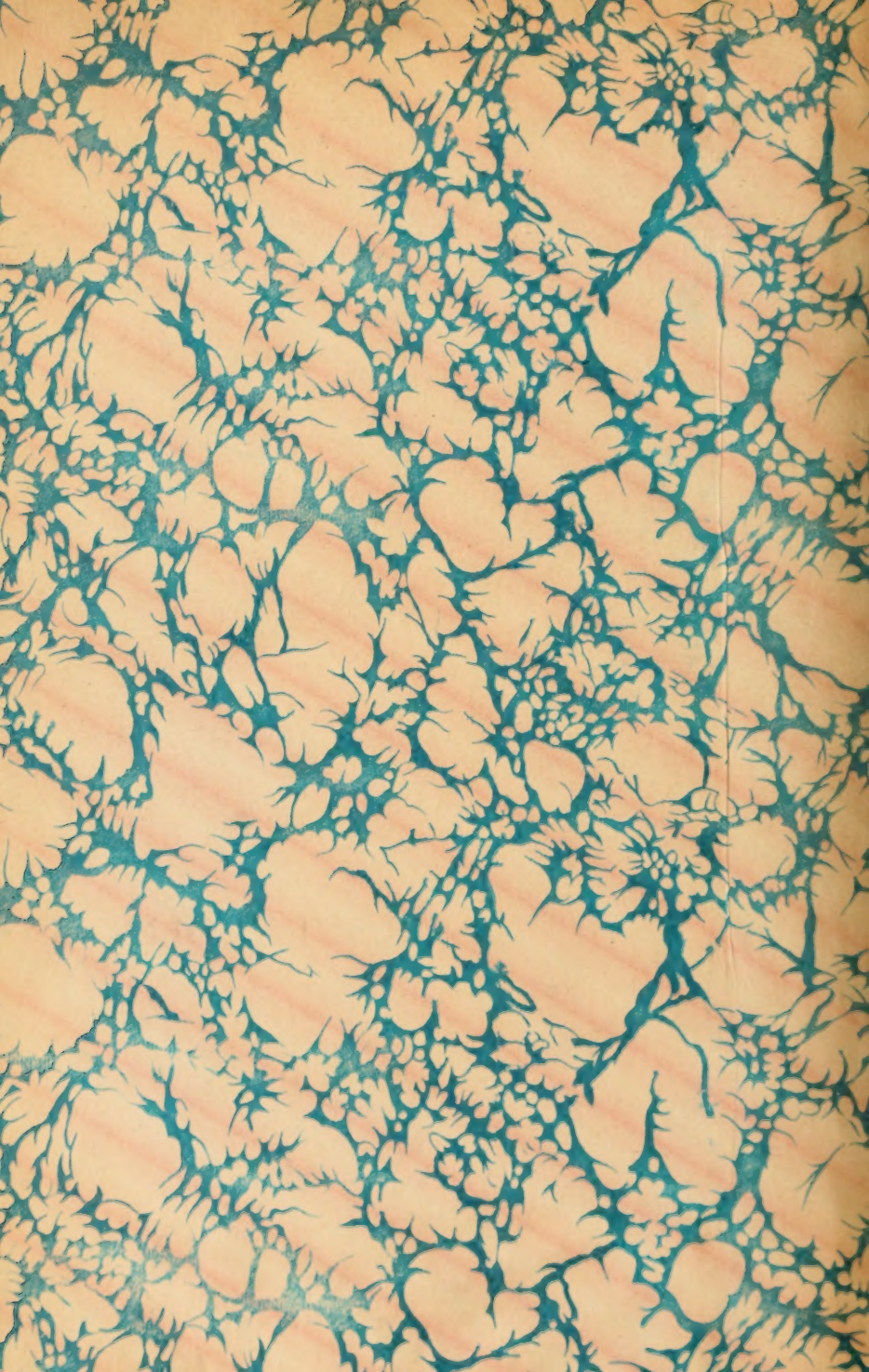












Author **Tuetey, Alexandre**

**171121**

Title **Répertoire général de l'histoire de Paris pendant la Révolution française. Vol.4.**

DATE

NAME OF BORROWER

HF.Bb  
T9137r

University of Toronto  
Library

DO NOT  
REMOVE  
THE  
CARD  
FROM  
THIS  
POCKET

Acme Library Card Pocket  
Under Pat. "Ref. Index File"  
Made by LIBRARY BUREAU



